RAA 385

JANVIER 2019

ISSN 0762-6096

Recueil
des actes administratifs
de la Région d'Île-de-France

La loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, version consolidée au 22 avril 2006, définit notamment les règles d'organisation et de fonctionnement des régions.

Le présent recueil publie mensuellement :

- les délibérations du Conseil régional d'Île-de-France,
- les délibérations de la Commission Permanente du Conseil régional d'Île-de-France,
- les vœux du Conseil régional d'Île-de-France,
- les arrêtés de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France et décisions,
- les questions écrites à la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France,
- les avis du Conseil Economique, Social et Environnemental de la Région d'Île-de-France,
- les délibérations de l'Agence des Espaces Verts de la Région d'Île-de-France.

SOMMAIRE

DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL RÉGIONAL

ÉCOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

- N° CP 2019-034 du 24 janvier 2019 relative à l'aide à l'ingénierie territoriale, contrats d'aménagement régionaux (CAR) et contrats régionaux territoriaux (CRT) : premières affectations 2019…….....8

- N° CP 2019-043 du 24 janvier 2019 relative à la politique régionale économie circulaire et déchets - 1er rapport pour 2019…….....…….....……129

- N° CP 2019-051 du 24 janvier 2019 relative à la politique Énergie Climat : 1ère affectation 2019 - Mise en œuvre du plan changeons d'air et premières affectations de subventions à AIRPARIF pour 2019……151

- N° CP 2019-052 du 24 janvier 2019 relative à l'IAU Île-de-France, AEV, Bruitparif, Cervia - premières subventions 2019 - Biennale de l'architecture et des paysages - affectation 2019……184

- N° CP 2019-063 du 24 janvier 2019 relative aux jeux olympiques et paralympiques de 2024 : avis sur la mise en compatibilité du SDRIF avec le projet de cluster des médias dans le cadre de la DUP……187

LYCÉES

- N° CP 2019-085 du 24 janvier 2019 relative à la convention cadre de prestations intégrées relative aux travaux de maintenance dans les EPLE franciliens…….....……...189

- N° CP 2019-056 du 24 janvier 2019 relative aux parcours européens de formation dans les sections européennes des lycées professionnels 2018-2019…….....216

- N° CP 2019-058 du 24 janvier 2019 relative au lycée Thibaut de Champagne à Provins (77) - Protocole transactionnel avec le groupement Prunet architecture et urbanisme…….....222

- N° CP 2019-011 du 24 janvier 2019 relative à l'ajustements et affectations d'autorisations d'engagement 2019 - Dotation globale de fonctionnement et dotations de contrôles techniques et contrats d'entretien obligatoires des établissements scolaires du second degré - Dotation pour l'utilisation du plateau technique du collège le Luzard à Noisiel (77) …….....…….....236

- N° CP 2019-013 du 24 janvier 2019 relative à la politique de la restauration scolaire dans les lycées publics..255

- N° CP 2019-014 du 24 janvier 2019 relative à la carte unique des formations professionnelles initiales adaptation de l'offre de formation pour la rentrée 2019…….....270

- N° CP 2019-015 du 24 janvier 2019 relative aux forfaits d'externat des établissements privés sous contrat d'association pour l'année 2018/2019 - Premier rapport…….....293

- N° CP 2019-017 du 24 janvier 2019 relative aux travaux dans les EPLE - 1er rapport de l'année 2019 - Budget 2019……...302

- N° CP 2019-018 du 24 janvier 2019 relative à l'équipement pédagogique dans les EPLE diverses politiques régionales - 1er rapport de l'année 2019…….....324

- N° CP 2019-019 du 24 janvier 2019 relative à l'accès internet très haut débit dans les lycées franciliens - Nouveaux lycées à connecter et redevance d'exploitation et de bande passante pour 2019……..337

- N° CP 2019-020 du 24 janvier 2019 relative aux travaux dans les cités mixtes régionales de la région d'Île-de-France - 1er rapport de l'année 2019 - Budget 2019…….....339

- N° CP 2019-030 du 24 janvier 2019 relative aux ajustements de dotations 2018-2019 et 2017-2018 des aides sociales aux lycéens et élèves post-bac, création et modification de tarifs internats 2019……..349

- N° CP 2019-044 du 24 janvier 2019 relative à la sécurisation des Lycées - Première Affectation - Budget 2019…….....368

- N° CP 2019-047 du 24 janvier 2019 relative à la gestion foncière des EPLE - janvier 2019……376

- N° CP 2019-016 du 24 janvier 2019 relative au soutien aux actions citoyennes et mémorielles - 1ère affectation pour 2019…….....378

- N° CP 2019-021 du 24 janvier 2019 relative à la maintenance immobilière - Marchés - Fourniture et acheminement de gaz et d'électricité dans les lycées franciliens - affectation provisionnelle - 1er rapport de l'année 2019…….....380

ADMINISTRATION GENERALE

- N° CP 2019-035 du 24 janvier 2019 relative aux affectations provisionnelles et spécifiques d'autorisations de programme et d'autorisations engagement sur les chapitres 900 et 930 "Services Généraux"……...388

- N° CP 2019-050 du 24 janvier 2019 relative aux affectations provisionnelles et spécifiques des autorisations d'engagement relatives à la gestion des ressources humaines - 1er rapport - Habilitation de la Présidente du conseil régional d'Île de France à signer une convention avec l'Association Sportive et Culturelle des Personnels de la Région Île-de-France (ASCRIF) - Remises gracieuses…….....390

- N° CP 2019-049 du 24 janvier 2019 relative à l'affectation provisionnelles d'autorisations d'engagement et d'autorisations de programme relative à la communication institutionnelle - 1er rapport pour 2019……412

- N° CP 2019-053 du 24 janvier 2019 relative à l'attribution de la subvention en faveur de la SECRIF - Premier acompte 2019…….....414

- N° CP 2019-059 du 24 janvier 2019 relative à l'information sur l'usage par la présidente de la délégation pour signer les marchés et leurs avenants en application de l'article L. 4231- 8 du CGCT - Janvier 2019……416

- N° CP 2019-029 du 24 janvier 2019 relative aux premières affectations provisionnelles d'autorisations de programme et d'autorisations d'engagement sur les chapitres 900 et 930 "services généraux" crédit des systèmes d'information et versement cotisation en faveur des associations suivantes : Cigref, Sipperec, GIE data infogérance communautaire, Epsilon, Club utilisateurs Coriolis…….....445

- N° CP 2019-065 du 24 janvier 2019 relative au rapport donnant mandats spéciaux aux élus régionaux - janvier 2019…….....448

RELATIONS INTERNATIONALES

- N° CP 2019-007 du 24 janvier 2019 relative au 1er rapport International 2019……...453

TRANSPORTS ET MOBILITES DURABLES

- N° CP 2019-006 du 24 janvier 2019 relative à l'affectation de la contribution régionale aux transports publics franciliens et des participations à la Tarification Solidarité Transports et Imagine R…….470

CULTURE, PATRIMOINE ET CRÉATION

- N° CP 2019-032 du 24 janvier 2019 relative aux premières affectations 2019 pour les aides régionales au cinéma et à l'audiovisuel…….....…….....478

- N° CP 2019-036 du 24 janvier 2019 relative à la 1ère affectation 2019 en faveur des organismes associés à l'action culturelle régionale -1ère affectation 2019 en faveur de Paris Région Entreprises - Commission du Film IdF - 1ère affectation provisionnelle 2019 Domaine de Villarceaux et ONDIF…….....514

AFFAIRES EUROPÉENNES

- N° CP 2019-031 du 24 janvier 2019 relative à la mise en œuvre de la stratégie européenne - Premières affectations provisionnelles 2019 et subvention de fonctionnement octroyée à Île-de-France Europe……..533

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

- N° CP 2019-064 du 24 janvier 2019 relative à la dotation 2019 (1ère affectation) au GIP Genopole - Dotation (3ème) au PIA 3 régionalisé "Filières" - Avenants - Aides au DAEU…….....543

SPORTS, LOISIRS, JEUNESSE, CITOYENNETÉ ET VIE ASSOCIATIVE

- N° CP 2019-004 du 24 janvier 2019 relative aux 1ères affectations - Centre Hubertine Auclert, citoyenneté, égalité femmes-hommes, lutte contre les discriminations et les violences faites aux femmes…….565

- N° CP 2019-008 du 24 janvier 2019 relative à l'Île de loisirs de Vaires-Torcy (77) ……611

- N° CP 2019-010 du 24 janvier 2019 relative à la politique régionale en faveur du Sport en Île-de-France - Fonctionnement - 1er rapport pour 2019…….....620

- N° CP 2019-022 du 24 janvier 2019 relative à la politique régionale en faveur du sport en Île-de-France - Investissement - 1er rapport pour 2019…….....…….....655

- N° CP 2019-023 du 24 janvier 2019 relative aux subventions dans le cadre du soutien au mouvement sportif en Île-de-France - Conventions pluriannuelles pour l'olympiade 2017-2020 - 1er rapport……..728

- N° CP 2019-048 du 24 janvier 2019 relative à l'affectation d'autorisations de programme au profit des îles de loisirs - 1er rapport pour 2019…….....…….....797

SOLIDARITÉS, SANTÉ ET FAMILLE

- N° CP 2019-009 du 24 janvier 2019 relative aux formations sanitaires et sociales : avances sur la subvention globale de fonctionnement 2019 et programme de qualification par la formation continue……..807

- N° CP 2019-025 du 24 janvier 2019 relative à la politique régionale en faveur de la santé en Île-de-France - Première affectation pour 2019…….....…….....860

- N° CP 2019-005 du 24 janvier 2019 relative à la mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles - 1er rapport pour 2019…….....893

- N° CP 2019-033 du 24 janvier 2019 relative aux formations sanitaires et sociales : aides individuelles aux élèves et étudiants - Première affectation pour 2019…….....……..925

- N° CP 2019-039 du 24 janvier 2019 relative à la politique régionale en faveur du handicap et des MDPH - 1ère affectation pour 2019…….....…….....927

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

- N° CP 2019-024 du 24 janvier 2019 relative au soutien à Paris Région Entreprises - 1ère affectation 2019…...964

- N° CP 2019-037 du 24 janvier 2019 relative Paris Région Up - Subventions PM'up, TP'up et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes…….....966

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – SMART RÉGION

- N° CP 2019-041 du 24 janvier 2019 relative au soutien aux Paris région Smart Weeks et autres affaires économiques…….....…….....974

AGRICULTURE ET RURALITÉ

- N° CP 2019-040 du 24 janvier 2019 relative aux nouveaux contrats ruraux et anciens dispositifs ruraux - Première affectation 2019…….....…….....1017

- N° CP 2019-045 du 24 janvier 2019 relative à la politique régionale relative aux parcs naturels régionaux - frais de structure 2019 : attributions de subventions…….....……1089

TOURISME

- N° CP 2019-028 du 24 janvier 2019 relative à la politique régionale en faveur du tourisme en Île-de-France - Première affectation 2019…….....…….....1112

EMPLOI, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

- N° CP 2019-054 du 24 janvier 2019 relative au programme de rémunération des stagiaires en formation professionnelle 2019 - Première affectation - Signature d'une convention d'échange de données entre la Région Île-de-France et la Caisse des Dépôts et Consignation…….....1133

- N° CP 2019-038 du 24 janvier 2019 relative à l'EDI : Habilitation 2019-2022 et 1ère affectation 2019 - Mission locale de Sevran : 1ère affectation de la subvention de fonctionnement 2019…….....1172

- N° CP 2019-055 du 24 janvier 2019 relative aux programmes régionaux « Parcours Entrée dans l'Emploi » année 2019 - « Formations Transversales » année 2018/2019 - 2ème affectation……1250

- N° CP 2019-026 du 24 janvier 2019 relative au financement des Ecoles de la deuxième chance en Île-de-France - avance 2019…….....…….....1257

- N° CP 2019-046 du 24 janvier 2019 relative à l'affectation pour une subvention globale de fonctionnement au GIP CARIF Défi Métiers (1ère affectation 2019) …….....…….1270

- N° CP 2019-057 du 24 janvier 2019 relative aux actions expérimentales - première affectation……1276

- N° CP 2019-027 du 24 janvier 2019 relative à la politique régionale en faveur de l'apprentissage - enquête IPA, ouverture du CFA du judo et subvention à l'URHAJ…….....1296

- N° CP 2019-012 du 24 janvier 2019 relative à l'intervention régionale en matière d'apprentissage : subventions d'investissement - première affectation 2019 - et diverses mesures…….....1314

HANDICAP

- N° CP 2019-061 du 24 janvier 2019 relative au renouvellement de la convention régionale de partenariat atouts pour tous Île-de-France…….....…….....1374

ARRÊTÉS DE LA PRÉSIDENTE
DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

- N° 19-01 du 2 janvier 2019 portant délégations de signature du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional d'Île-de-France ……..…….....1425

- N° 19-02 du 8 janvier 2019 portant désignation des candidats admis à participer au dialogue compétitif en vue de la reconstruction sur site du Lycée Marcel Cachin à Saint-Ouen-sur-Seine (93)……..1427

- N° 19-03 du 9 janvier 2019 portant suppression de la régie d'avances n°3……..1428

- N° 19-04 du 11 janvier 2019 portant désignation de Madame Sandrine LAMIRE-BURTIN, conseillère régionale déléguée spéciale à l'orientation…….....1430

- N° 19-05 du 15 janvier 2019 portant sur la composition du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la Région d'Île-de-France…….....……1431

- N° 19-06 du 15 janvier 2019 portant sur la composition du comité technique de la Région d'Île-de-France…….....…….....1436

- N° 19-07 du 15 janvier 2019 fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Île-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional…….....…….....1440

- N° 19-08 du 15 janvier 2019 fixant la liste de représentants de la collectivité territoriale et des représentants du personnel à la Commission Administrative Paritaire de la catégorie A de la Région d'Île-de-France…...1443

- N° 19-09 du 15 janvier 2019 fixant la liste des représentants de la collectivité territoriale et de représentants du personnel à la Commission Administrative Paritaire de la catégorie B de la Région d'Île-de-France…..1446

- N° 19-10 du 15 janvier 2019 fixant la liste des représentants de la collectivité territoriale et des représentants du personnel à la Commission Administrative Paritaire de la catégorie C de la région d'Île-de-France…….1449

- N° 19-11 du 15 janvier 2019 fixant la liste des représentants de la collectivité territoriale et des représentants du personnel à la Commission Consultative Paritaire de la catégorie A de la Région d'Île-de-France……..1452

- N° 19-12 du 15 janvier 2019 fixant la liste des représentants de la collectivité territoriale et des représentants du personnel à la Commission Consultative Paritaire de la catégorie B de la Région d'Île-de-France……..1455

- N° 19-13 du 15 janvier 2019 fixant la liste des représentants de la collectivité territoriale et des représentants du personnel à la Commission Consultative Paritaire de la catégorie C de la Région d'Île-de-France.……1457

- N° 19-15 du 25 janvier 2019 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France pour la signature de la Convention régionale de partenariat « Atouts pour tous Île-de-France » le 28 janvier 2019…….....…….....1460

- N° 19-16 du 25 janvier 2019 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France pour la signature des contrats d'aménagement régionaux, votés en Commission Permanente le 24 janvier 2019 pour les communes situées dans les départements de Seine-et-Marne, de l'Essonne, du Val-de-Marne, du Val d'Oise ainsi que pour les communes de Saint-Nom-la Bretèche et Le Chesnay-Rocquencourt dans le Département des Yvelines…..…….....1461

- N° 19-17 du 25 janvier 2019 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France lors de la signature du contrat d'aménagement régional, voté en Commission Permanente le 24 janvier 2019 pour la Commune de Vernouillet, située dans le Département des Yvelines……..1462

- N° 19-18 du 25 janvier 2019 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France lors de la signature des contrats ruraux votés en Commission Permanente le 24 janvier 2019 pour les Communes de Saclas et de Courances dans le Département de l'Essonne……1463

- N° 19-19 du 25 janvier 2019 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France lors de la signature des contrats ruraux votés en Commission Permanente le 24 janvier 2019 pour les Communes situées dans les Départements de Seine-et-Marne, des Yvelines et du Val d'Oise……...1464

- N° 19-20 du 25 janvier 2019 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au Conseil d'Administration du Centre de Santé Louis Pasteur sur la Commune de Vélizy-Villacoublay…….....…….....1465

- N° 19-21 du 28 janvier 2019 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein de la SAS SCIENTIPOLE CAPITAL…….....1466

- N° 19-22 du 28 janvier 2019 portant délégation de signature à la Directrice départementale des territoires des Yvelines dans le cadre du Programme de développement rural FEADER 2014-2020 de la Région Île-de-France…….....…….....1467

- N° 19-24 du 29 janvier 2019 portant délégations de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en réseaux (TRESOR)…….....…….....1472

- N° 19-27 du 30 janvier 2019 portant délégations de signature du Pôle Achats, Performance, Commande Publique, Juridique…….....…….....1476

Les annexes ne figurant pas au recueil des actes administratifs peuvent être consultées au Conseil régional d'Île-de-France.

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-034

DU 24 JANVIER 2019

AIDE À L'INGÉNIERIE TERRITORIALE, CONTRATS D'AMÉNAGEMENT RÉGIONAUX (CAR) ET CONTRATS RÉGIONAUX TERRITORIAUX (CRT) : PREMIÈRES AFFECTATIONS 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'Urbanisme ;

VU Le Code de l'Environnement ;

VU Le décret n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 portant approbation du Schéma directeur de la région Île-de-France ;

VU La délibération n° CR 57-01 du 13 juillet 2001 relative à l'évolution du règlement des Contrats Régionaux et création des contrats de territoire et fixant les nouveaux plafonds des contrats ruraux ;

VU La délibération n° CR 07-12 du 28 juin 2012 relative à la mise en œuvre de la modulation des aides régionales dans la contractualisation : création du contrat régional territorial - CRT ;

VU Le contrat régional territorial conclu avec la commune de Cachan (94) et approuvé par délibération n° CP 14-719 du 20 novembre 2014 ;

VU Le contrat régional territorial conclu avec la commune de Lisses (91) et approuvé par délibération n° CP 15-339 du 17 juin 2015 ;

VU La délibération n° CR 58-15 du 18 juin 2015 relative à la mise en œuvre du volet territorial du CPER 2015 – 2020 ;

VU La délibération n° CP 15-605 du 8 octobre 2015 relative aux modalités de mise en œuvre du soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité (aide à l'ingénierie) du volet territorial du CPER Ile-de-France 2015 – 2020 ;

VU Les contrats régionaux territoriaux conclus avec les communes de Marcoussis (91) et Menucourt (95), approuvés par délibération n° CP 15-678 du 8 octobre 2015 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux « délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente » modifiée par délibération n° CR 162 du 22 septembre 2017 « simplifier le fonctionnement du Conseil régional » ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU Les contrats régionaux territoriaux conclus avec les communes de Morsang-sur-Orge (91) et Boissy-Saint-Léger (94), approuvés par délibération n° CP 16-183 du 18 mai 2016 ;

VU La délibération n° CP 16-598 du 16 novembre 2016 approuvant une convention de financement type ;

VU Le contrat régional territorial conclu avec la commune de Mormant (77) et approuvé par délibération n° CP 16-622 du 16 novembre 2016 ;

VU La délibération n° CR 181-16 du 17 novembre 2016 relative à la création du contrat d'aménagement régional – CAR ;

VU Le contrat d'aménagement régional conclu avec la commune d'Héricy (77) et approuvé par délibération n° CP 17-203 du 17 mai 2017 ;

VU Le contrat d'aménagement régional conclu avec la commune de Mennecy (91) et approuvé par délibération n° CP 17-422 du 20 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CP 2017-539 du 22 novembre 2017 modifiant le règlement des CAR ;

VU Le contrat d'aménagement territorial conclu avec la commune d'Andilly (95) et approuvé par délibération n° CP 17-542 du 22 novembre 2017 ;

VU Les contrats d'aménagement régionaux conclus avec les communes des Essarts-le-Roi (78), d'Egly (91) et de Champagne-sur-Oise (95), approuvés par délibération n° CP 18-138 du 13 mars 2018 ;

VU La délibération n° CP 2018-249 du 30 mai 2018 modifiant le règlement des CAR ;

VU Le contrat d'aménagement territorial conclu avec la commune de Champagne-sur-Seine (77) et approuvé par délibération n° CP 2018-249 du 30 mai 2018 ;

VU Les contrats d'aménagement régionaux conclus avec les communes de Conflans-Sainte-Honorine (78), Bures-sur-Yvette (91), Massy (91), Yerres (91), Groslay (95), Neuville-sur-Oise (95), Ennery (95) et Eragny-sur-Oise (95), approuvés par délibération n° CP 2018-319 du 4 juillet 2018 ;

VU Les contrats d'aménagement territoriaux conclus avec la Communauté de communes de Moret Seine et Loing (77), les communes de Saint-Germain-Laval (77), Bougival (78), Mézières-sur-Seine (78), Montfort-l'Amaury (78), Orgerus (78), Brétigny-sur-Orge (91), Fontenay-aux-Roses (92), Rosny-sous-Bois (93) et La-Queue-en-Brie (94), approuvés par délibération n° CP 2018-538 du 21 novembre 2018 ;

VU Le règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-034 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Au titre du dispositif **« Soutien aux dynamiques territoriales : aide à l'ingénierie du volet territorial du CPER Ile-de-France 2015 – 2020 »**, décide :

- de conclure avec l'Etat la convention cadre ci-jointe en annexe n°1 avec la Communauté d'agglomération Saint-Germain Boucles de Seine – CASGBS et de participer au financement d'une opération liée à cette convention-cadre, détaillée dans la fiche-projet ci-jointe en annexe n°2 ;

- de participer au financement de l'opération détaillée dans la fiche-projet jointe en annexe n°2,

correspondant à des crédits d'études inscrits dans une convention-cadre votée préalablement avec la Communauté de communes cœur d'Yvelines.

Subordonne l'attribution des subventions précitées à la signature avec son bénéficiaire d'une convention conforme à la convention de financement-type adoptée par la délibération du 12 octobre 2016 susvisée, modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017.

Autorise la Présidente du Conseil régional à signer les trois conventions définies au présent article.

Affecte pour ce faire une autorisation de programme d'un montant total de **69 118 €,** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », Code fonctionnel 52 « Agglomérations et villes moyennes », Programme PR52-001 « Territoires stratégiques », Action 452001086 « Soutien aux dynamiques territoriales », du budget 2019.

Cette affectation relève du Contrat de Plan 2015-2020 :
- Volet 6 « Volet territorial »
- Sous volet 62 « Accompagner les territoires péri-urbains, ruraux et les pôles de centralité »
- Projet 621 « Soutien aux dynamiques territoriales ».

Article 2 :

Décide au titre du dispositif **«contrats d'aménagement régionaux»**,

d'une part, de conclure avec 9 communes, pour les opérations citées en annexe n°3 et récapitulées dans les échéanciers prévisionnels ci-joints en annexe n°4, un contrat d'aménagement régional conforme au contrat type approuvé par la délibération n° CR 181-16 susvisée.

et, d'autre part, de participer au financement des opérations détaillées dans les fiches projets ci-jointes en annexe n°2, inscrites dans des contrats d'aménagement régionaux définis ci-dessus.

Subordonne l'attribution de chaque subvention à la conclusion, avec chaque commune maître d'ouvrage, d'un contrat d'aménagement régional et d'une convention conforme à la convention de réalisation type, approuvée par la délibération n° CR 181-16 susvisée et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de **4 832 309 €** mobilisé ainsi :

- **1 607 800 €** sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », Code fonctionnel 52 « Agglomérations et villes moyennes », Programme HP52-002 « Contrat d'aménagement régional (contrat régional territorial) », Action 15200205 « Contrat d'aménagement régional », du budget 2019.

- **2 924 509 €** sur le chapitre 902 « Enseignement », Code fonctionnel 21 « Enseignement du 1er degré », Programme HP21-001 « Contrats d'aménagement régional – écoles du premier degré – Actions territorialisées », Action 12100101 « Contrats d'aménagement régional – écoles du premier degré – actions territorialisées », du budget 2019.

- **300 000 €** sur le chapitre 903 « Culture, sport et loisirs », Code fonctionnel 32 « sports », Programme HP32-005 « Contrats d'aménagement régional – Equipements sportifs de proximité – Actions territorialisées », Action 13200501 « Contrats d'aménagement régional – Equipements sportifs de proximité – actions territorialisées », du budget 2019.

Article 3 :

Décide au titre des dispositifs **« contrat d'aménagement régional » et « contrat régional territorial »**, de participer au financement des opérations détaillées dans les fiches projets ci-jointes en annexe n°2, relatives aux contrats d'aménagement régionaux (CAR) et aux contrats régionaux territoriaux (CRT) susvisés.

Subordonne le versement des subventions pour les contrats régionaux territoriaux approuvés avant mai 2016 à la signature de conventions conformes à la convention-type de réalisation approuvée par délibération n° CR 07-12 du 28 juin 2012.

Subordonne le versement des subventions pour les contrats régionaux territoriaux approuvés après mai 2016 à la signature de conventions conformes à la convention-type de réalisation approuvée par délibération n° CP 16-183 du 18 mai 2016.

Subordonne le versement des subventions pour les contrats d'aménagement régionaux à la signature de conventions conformes à la convention de réalisation type, approuvée par la délibération n° CR 181-16 du 17 novembre 2017.

Autorise la Présidente du Conseil Régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme, d'un montant total de **9 942 066,24 €**, réparti comme suit :

- 9 152 066,24 € sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », Code fonctionnel 52 « Agglomérations et villes moyennes », Programme HP52-002 « Contrat d'aménagement régional (contrat régional territorial) », Action 15200205 « Contrat d'aménagement régional », du budget 2019.

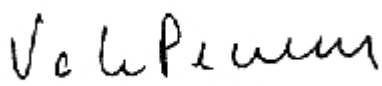
- 790 000 € sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », Code fonctionnel 52 « agglomérations et villes moyennes », Programme PR52-004 « Contrat d'aménagement régional – environnement – Actions territorialisées », Action 452004016 « Contrat d'aménagement régional – Environnement – actions territorialisées », du budget 2019.

Cette affectation relève du Contrat de Plan 2015-2020 :
- Volet 6 « Volet territorial »
- Sous-volet 61 « Stratégie d'accompagnement des territoires bâtisseurs »
- Projet 612 « Aménagement durable et innovation urbaine »

Article 4 :

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches-projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

28/01/2019 09:32:39

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n°1 à la délibération : convention-cadre ingénierie territoriale avec la Communauté d'agglomération Saint Germain Boucles de Seine

CONVENTION CADRE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU VOLET TERRITORIAL DU CONTRAT DE PLAN ETAT-REGION ILE-DE-FRANCE 2015-2020 : MODALITES DE SOUTIEN AUX DYNAMIQUES TERRITORIALES PERIURBAINES, RURALES ET DES PÔLES DE CENTRALITE (AIDE A L'INGENIERIE) SUR LE « TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SAINT GERMAIN BOUCLES DE SEINE »

régissant les rapports entre les financeurs et les EPCI pour la mise en œuvre du volet territorial du Contrat de plan Etat-Région 2015-2020 relatives aux modalités de soutien aux dynamiques territoriales périurbaine, rurales et des pôles de centralité (aide à l'ingénierie)

Entre

La Région Ile-de-France, représentée par le Président du Conseil Régional, dûment mandaté par délibération n° CP 2019-034 du 24 janvier 2019

L'Etat, représenté par le Préfet de la région d'Ile-de-France, Préfet de Paris

La Communauté d'agglomération Saint Germain Boucles de Seine représentée par son Président

APRES AVOIR RAPPELE

La Région et l'État partagent l'objectif de faire de l'Ile-de-France une région attractive, compétitive et solidaire. Le nouveau modèle urbain ancré dans le développement durable doit permettre de répondre dès aujourd'hui à l'amélioration de la qualité de vie des Franciliens, tout en anticipant les évolutions démographiques, culturelles, économiques, comme institutionnelles. Le schéma directeur de la région (SDRIF) « l'Ile-de-France 2030 » pose les bases stratégiques et réglementaires nécessaires à la mise en œuvre de ce projet partagé. Le CPER 2015-2020 définit les modalités pour y parvenir.

En particulier, le volet territorial du CPER renouvelle l'intervention de l'Etat et de la Région auprès des territoires et constitue un levier majeur de mise en œuvre du SDRIF, du Nouveau Grand Paris des transports, du plan de mobilisation sur le logement et du futur schéma régional de l'habitat et de l'hébergement (SRHH).
Le volet territorial du CPER 2015-2020 permettra à l'Etat et la Région d'intervenir sur l'ensemble de l'Ile-de-France de manière adaptée selon les territoires.

Dans la perspective de conforter le système multipolaire francilien, de renforcer la complémentarité avec la future Métropole du Grand Paris et d'accompagner les recompositions intercommunales, la Région et l'Etat proposent d'accompagner les territoires périurbains, ruraux et les pôles de centralité dans la définition de leurs projets et l'inscription de leurs stratégies dans les grands enjeux régionaux de planification et d'aménagement. Ils ont créé à cette fin dans le cadre du volet territorial du CPER 2015-2020 une aide d'un montant total de 10M€ financée à parité entre l'Etat et la Région.

Les orientations du SDRIF et du CPER 2015-2020 visent notamment :

- la réduction des inégalités territoriales, sociales et environnementales ;
- le renforcement de la construction de logements et notamment de logements sociaux et ce, dans une perspective de ville intense et durable alliant mobilité, équipements, services et loisirs ;

- une organisation urbaine durable, répondant aux enjeux de mutations climatique et énergétique en limitant notamment l'étalement urbain et en préservant les espaces naturels et agricoles ;
- l'articulation étroite entre les projets d'aménagement et le réseau des transports en commun, existant et à venir, afin de maximiser l'effet de levier du Nouveau Grand Paris des transports en matière d'aménagement du territoire ;
- la participation des projets locaux aux enjeux de développement des grands bassins de vie infrarégionaux, notamment à travers à la structuration de l'espace rural autour des pôles de centralité et la déclinaison des orientations du SDRIF à l'échelle des « Territoires d'intérêt métropolitain ».

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet :

- de définir le programme d'études et de prestations du territoire de la Communauté d'Agglomération Saint Germain Boucles de Seine au regard des objectifs du territoire, de l'état d'avancement de son projet de structuration du territoire et des objectifs du SDRIF,
- de prévoir les modalités de partenariat,
- de définir les conditions des aides de la Région et de l'Etat.

Article 2. Rappel des objectifs du territoire

Les objectifs identifiés sur le territoire de la Communauté d'agglomération Saint Germain Boucles de Seine, dans son Projet de Territoire, sont de :

- Renforcer l'attractivité économique du territoire.
- Développer une offre de mobilités structurante et tournée vers l'avenir.
- Répondre aux défis de l'aménagement tout en préservant l'exceptionnelle qualité de vie du territoire.
- Devenir une destination touristique de référence.

Article 3. Engagements de l'EPCI

L'EPCI s'engage à :

- Mettre en œuvre le programme d'études et de prestations annexé à la présente convention (annexe 1),
- Adresser à l'Etat ou la Région, au plus tard un an après la signature de la présente convention, la première demande de subvention pour la mise en œuvre du programme annexé (annexe 1),
- Informer l'Etat et la Région de l'avancée du programme d'études et de prestations et fournir, avant l'élaboration des conventions de financement, les cahiers des charges des études ainsi qu'une fiche synthétique selon le modèle établi,
- Informer l'Etat et la Région des prestataires retenus pour la réalisation des études et prestations inscrites au programme annexé et du montant effectif de la prestation,
- Associer l'Etat et la Région au suivi des études,
- Prendre l'initiative, au moins une fois par an, d'organiser un comité de pilotage tel que prévu en article 6.1 de la présente convention,

- Transmettre, préalablement à la tenue d'un comité de pilotage, à l'Etat et la Région un tableau de bord mentionnant, pour chaque étude ou prestation engagée, son coût, son suivi financier, son planning actualisé, les modalités de restitution et de communication,
- Communiquer le rendu final des études à l'Etat et à la Région en amont du bilan final partagé,
- Etablir, au terme de la convention, un bilan final partagé de la démarche.

Article 4. Engagement de la Région

La Région s'engage à soutenir, au titre du volet territorial du CPER 2015-2020, sous réserve des fonds régionaux disponibles, dans la limite du budget régional et sur approbation de sa commission permanente, le programme d'études et de prestations annexés dans la présente convention pour un montant prévisionnel de **244 118 € Hors Taxes (annexe 1),** représentant 42,82 % du coût total des études et prestations.
Ce montant correspond au financement :

- De 48,74 % d'études urbaines liées à la requalification de Zones d'Activité Economiques (ZAE) d'un montant estimé à 70 000€ HT.
- De 70% d''études relatives à la redynamisation de quartiers de gare d'un montant estimé à 300 000€ HT.

Une « convention de financement » sera établie pour chaque étude ou ensemble d'études entrant dans le programme d'études et de prestations validé sur la base d'une demande formalisée du signataire et du bénéficiaire accompagnée du/des cahiers de charges et d'une fiche synthétique. La subvention est accordée par un vote en commission permanente.

Article 5. Engagement de l'Etat

L'Etat s'engage à soutenir, au titre du volet territorial du CPER 2015-2020, sous réserve de la disponibilité des crédits et de leur inscription en loi de finances pour les années N +1 et N + 2, au titre du programme 112 « impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire », le programme d'études et de prestations figurant dans la présente convention pour un montant prévisionnel de **90 000 € (annexe 1),** représentant 15,8% du coût total des études et prestations.
Ce montant correspond au financement :

- De 20% d'une étude de dureté foncière de zones d'activité économique (ZAE) d'un montant estimé à 100 000 € HT.
- De 70% d'une étude sur le dynamisme des centres villes des communes de petite taille d'un montant estimé à 100 000€ HT.

Une « convention de financement » sera établie pour chaque étude ou ensemble d'études entrant dans le programme d'études et de prestations validé sur la base d'une demande formalisée du maître d'ouvrage accompagnée du/des cahiers de charges et d'une fiche synthétique.

Article 6. Gouvernance, suivi et réajustements

6.1. Gouvernance

Le comité de pilotage se réunit au minimum une fois par an à l'initiative du ou des signataires. Il associe, a minima, les instances locales/ maîtres d'ouvrage, la Région et l'Etat.

Le comité de pilotage donne un avis sur l'opportunité des études proposées au regard de la stratégie régionale en Ile-de-France portée par l'Etat et la Région et au regard du degré de structuration du territoire. Il s'informe du contenu et du rendu des études menées, du bon avancement de la convention et des financements mobilisés.

Les structures d'ingénierie existantes, le cas échéant, sur ces territoires (PNR, EPA, agences d'urbanisme…) seront associées à l'élaboration du programme d'études et participeront, autant que nécessaire, au comité de pilotage.

6.2. Suivi

Un suivi technique aura lieu tout au long du déroulement de la présente convention pour s'assurer de la cohérence des programmes d'études, de leur avancement, du respect du calendrier initial, de l'engagement des financements et pour préparer les comités de pilotage.

L'Etat et la Région sont destinataires du rendu final de toutes les études inscrites au programme d'études.

Pour faciliter le contrôle de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds mobilisés, par l'Etat et la Région ou par toute personne habilitée à cet effet, les instances locales s'engagent à faciliter l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Les maîtres d'ouvrage devront conserver l'ensemble des pièces justificatives des opérations pendant 10 ans à compter de l'expiration de la convention.

6.3. Réajustements

Les engagements respectifs des partenaires pourront être réajustés chaque année dans le cadre des « comités de pilotage ». Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par l'EPCI concerné, l'Etat et la Région Ile-de-France.

Article 7. Communication

7.1. Communication régionale

Les signataires s'engagent :

- Pour toute publicité et communication concernant le projet entrant dans le cadre de la convention, à mentionner la participation de la Région ainsi que celle des autres financeurs (Etat, Collectivités Territoriales, fonds FSE…) et à apposer le logotype de la Région Ile-de-France conformément à la charte graphique régionale sur tous les supports.
- Concernant les sites web, à positionner la mention et le logotype en page d'accueil et permettre le lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.
- Dans le cadre des évènements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention, à faire expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, les maîtres d'ouvrage s'engagent à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

7.2. Communication de l'Etat

Les signataires s'engagent :

- Pour toute publicité et communication concernant le projet entrant dans le cadre de la convention, à mentionner la participation de l'Etat ainsi que celle des autres financeurs (Conseil régional, Collectivités Territoriales, fonds FSE…) et à apposer le logo de l'Etat sur tous les supports.
- Concernant les sites web, à positionner la mention et le logotype en page d'accueil et permettre le lien avec le site institutionnel de la Préfecture de région d'Ile-de-France.

- Dans le cadre des évènements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention, à faire expressément référence à l'implication de l'Etat selon les règles définies ci-dessus. De même, les maîtres d'ouvrage s'engagent à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'Etat.

Article 8. Date d'effet et durée de la convention

La convention-cadre expire au terme d'une durée de 3 ans à compter de la date du dernier signataire de la convention cadre. Celle-ci est prorogeable par avenant dans la limite de la durée du Contrat de plan Etat-Région Ile-de-France 2015-2020.
Toute convention-cadre n'ayant pas fait l'objet d'une demande d'exécution de la part du (ou des) signataire(s) auprès de l'Etat ou de la Région, un an après sa signature est résiliée de droit.
Pour la Région, la convention de financement qui découle de la convention-cadre pourra être présentée au vote dès la commission permanente d'approbation de la convention-cadre.

Article 9. Résiliation de la convention

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation des études et prestations.
La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'accusé de réception, sauf :

- si, dans ce délai, les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure,

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis défini ci-dessus, les parties s'engagent au strict respect des obligations que leur assigne la présente convention.

La résiliation de la convention est effective après l'arrêt définitif des comptes et, le cas échéant au regard des conclusions dudit arrêté, la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région et/ou par l'Etat.

Tout litige qui ne peut recevoir de solution amiable est déféré au tribunal administratif.

Article 10. Annexes

La présente convention comporte la pièce contractuelle suivante :

- **Annexe 1** : Programme d'études et de prestations

Fait en 3 exemplaires originaux

A	A Paris	A
Le	Le	Le
Pour la Communauté d'agglomération Saint-Germain Boucles de-Seine	Pour l'Etat	Pour la Région Ile-de- France
Le Président de l'EPCI	**Le Préfet de Région**	**La Présidente du du Conseil régional**

ANNEXE 1 : Programme d'études et de prestations

Intitulé des études	Estimation du cout (€HT)	Financement régional		Financement Etat		CA SGBS	autres
		Taux	Montant subvention	Taux	Montant subvention		
Etudes urbaines et requalification de ZAE	70 000	48,74%	34 118	0%	0	35 882	
Etude de dureté foncière de ZAE	100 000	0%	0	20%	20 000	30 000	EPFIF 50 000
dynamisme des centres villes des communes de petite taille	100 000	0%	0	70%	70 000	30 000	
Dynamisation de quartiers de gare	300 000	70%	210 000	0%	0	90 000	
TOTAL	**570 000**	**42,82%**	**244 118**	**15,8%**	**90 000**	**185 882**	**50 000**

Annexe n°2 à la délibération : fiches-projets

DOSSIER N° 18013720 - CAR - DEMENAGEMENT DU SIEGE DE MORET SEINE ET LOING AU SEIN DU SITE PRUGNAT - COMMUNAUTE DE COMMUNES MORET SEINE ET LOING (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	337 627,00 € HT	30,00 %	101 288,00 €
	Montant total de la subvention		101 288,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE DE COMMUNES DE MORET SEINE ET LOING
Adresse administrative : 23 RUE DU PAVE NEUF
77250 MORET-SUR-LOING
Statut Juridique : Communauté de Communes
Représentant : Monsieur Patrick SEPTIERS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 janvier 2019 - 1 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La communauté de communes Moret Seine et Loing est un EPCI de Seine-et-Marne, situé à environ 65 kilomètres au sud-est de Paris. A proximité de Fontainebleau, Montereau Fault-Yonne et Nemours, elle comprend 19 communes et une population de près de 40 000 habitants.

Moret Seine et Loing projette la requalification du site Prugnat, qui accueille déjà plusieurs services communautaires, afin d'y accueillir le siège de la communauté de communes et l'ensemble des autres services jusqu'ici localisés rue du Pavé Neuf dans le centre historique de Moret sur Loing.

Le site sera réaménagé globalement (maçonnerie, menuiserie, châssis de toit, réseaux téléphoniques et informatiques, peintures, sols, cloisons...), à l'exception des trois modules occupés par des entreprises et de la partie du bâtiment propriété du Département de Seine-et-Marne.
La mise en œuvre de ce projet permettra d'améliorer le fonctionnement de la collectivité, par le regroupement des services (à l'exception de ceux attachés à un site dédié de type crèche ou centre social), une visibilité renforcée et une meilleure identification de la CCMSL auprès des usagers. Les dépenses de fonctionnement seront optimisées, notamment via l'amélioration des performances énergétiques et la rationalisation des abonnements.
L'accès au siège de la CCMSL sera facilité grâce à de nombreux stationnements à proximité immédiate et

la desserte par le réseau de bus COMETE. La qualité de l'accueil sera également améliorée pour les Personnes à Mobilité Réduite (P.M.R).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CC MORET SEINE ET LOING

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	337 627,00	100,00%
Total	337 627,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	101 288,00	30,00%
CC MORET SEINE ET LOING	236 339,00	70,00%
Total	337 627,00	100,00%

DOSSIER N° EX033826 - CAR AMENAGEMENT DE PLACES PUBLIQUES - COMMUNE DE CHAMPAGNE-SUR-SEINE (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	770 159,00 € HT	50,00 %	385 079,50 €
		Montant total de la subvention	385 079,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHAMPAGNE-SUR-SEINE
Adresse administrative : 149 RUE GRANDE
77430 CHAMPAGNE-SUR-SEINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Michel GONORD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 12 janvier 2017 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Champagne sur Seine (6179 habitants-INSEE 2015) propose l'opération «Aménagement de places publiques».

Le projet prévoit la réhabilitation de trois places publiques situées dans différents secteurs au sud de la commune, afin d'optimiser leur utilisation et d'améliorer le cadre de vie.
La place de Villèle, située en bords de Seine et longée par l'EuroVélo 3, s'est détériorée et pose des problèmes d'accessibilité. Le revêtement doit être restauré. Les accès seront déplacés et mis aux normes PMR. Un podium avec branchements électriques facilitera l'organisation d'animations et l'accueil d'un commerce ambulant. Des bancs seront installés ainsi que du mobilier de fitness extérieur dans un espace ombragé.
Située entre la mairie et un ensemble de logements sociaux, la place de l'Hôtel de ville, désorganisée et dégradée, est actuellement envahie par les voitures. Sa réhabilitation permettra de réorganiser et de

différencier ses espaces en fonction de leur usage : passage identifié pour les piétons se rendant à l'école, espace de loisirs et de jeux pour les familles en dégageant l'esplanade au pied des immeubles, voies de circulation et stationnement (aménagement de 40 places).
Située à proximité d'un futur lotissement et de deux commerces, le projet, pour répondre aux besoins exprimés par la population, comprend la végétalisation de certains espaces, l'aménagement d'une aire de jeux sécurisée pour enfants et quelques places de stationnement.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CHAMPAGNE-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	96 270,00	12,50%
TRAVAUX	673 889,00	87,50%
Total	770 159,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	385 079,50	50,00%
DEPARTEMENT (77) - Sollicité	43 498,00	5,65%
COMMUNE	341 581,50	44,35%
Total	770 159,00	100,00%

DOSSIER N° EX033827 - CAR AMENAGEMENT DE LA COULEE VERTE - COMMUNE DE CHAMPAGNE-SUR-SEINE (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	84 000,00 € HT	50,00 %	42 000,00 €
		Montant total de la subvention	42 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHAMPAGNE-SUR-SEINE
Adresse administrative : 149 RUE GRANDE
77430 CHAMPAGNE-SUR-SEINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Michel GONORD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 12 janvier 2017 - 1 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Champagne sur Seine (6179 habitants-INSEE 2015) propose l'opération «Aménagement de la coulée verte».

Le projet consiste à aménager cet espace vert situé au cœur du quartier des Chaillots entre deux lotissements, pour accroître sa fréquentation en tant qu'espace de liaison au sein de la ville et y développer les usages de loisirs et bien-être.
L'installation d'éclairage permettra de sécuriser les déplacements, les sentes seront requalifiées avec signalisation et revêtement en stabilisé, une petite place centrale avec bancs sera aménagée. Un parcours de jeux pour enfants et la pose de mobilier de fitness d'extérieur pour adultes sont également prévus.
L'accessibilité PMR, des personnes âgées, des familles avec enfants en poussette sera prise en compte.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CHAMPAGNE-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	10 500,00	12,50%
TRAVAUX	73 500,00	87,50%
Total	84 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	42 000,00	50,00%
COMMUNE	42 000,00	50,00%
Total	84 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX034285 - CAR - CREATION D'UN GROUPE SCOLAIRE DE 8 CLASSES AVEC RESTAURATION, RUE DE LA MARDOTTE - MOUROUX (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 902-21-204142-121001-1700
Action : 12100101- Contrats d'aménagement régional - écoles du premier degré - actions territorialisées

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 600 000,00 € HT	50,00 %	800 000,00 €
	Montant total de la subvention		800 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MOUROUX
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
77120 MOUROUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Sylvie TOURNOUX, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 avril 2018 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Mouroux (5 336 habitants - INSEE 2015) propose l'opération « création d'un groupe scolaire de 8 classes avec restauration, rue de la Mardotte ».

La commune de Mouroux présente un accroissement de sa population très important, dû notamment à un fort solde naturel. Le nombre d'enfants en âge d'être scolarisés est en constante augmentation.

La commune dispose actuellement de deux établissements scolaires élémentaires, désormais saturés par l'augmentation de cette classe d'âge. De plus, ces établissements se situent dans la partie Sud de la ville. La commune souhaite rééquilibrer la distribution de ses équipements en installant une nouvelle école dans la partie Nord, à proximité des locaux de la maternelle des Chicotets, sur un terrain communal de 3 900 m².

La parcelle disponible permettra la réalisation d'une école élémentaire de huit classes d'au moins 60 m² chacune, pour une capacité d'accueil de plus de 200 élèves, et d'un bâtiment d'un niveau destiné à la restauration. Le projet inclut des travaux de voirie aux abords, dont la création des places de stationnement du parking du personnel et la réalisation des espaces verts.

Les travaux de l'école prévoient une construction sur deux niveaux, reliés par deux escaliers et un ascenseur. Le bâtiment de restauration est conçu pour 120 places assises, avec les locaux nécessaires de type chambre froide et de réchauffage pour le service des repas.

Ces bâtiments encadreront la cour de récréation de 1 151 m² comprenant un préau couvert de 230 m² abritant l'accès des élèves à l'établissement.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 3 094 300 € HT, plafonné à 1 600 000 € HT.

Localisation géographique :
- MOUROUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	2 813 000,00	90,91%
HONORAIRES	281 300,00	9,09%
Total	3 094 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	800 000,00	25,85%
ETAT : DETR (Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux) - Acquise	303 000,00	9,79%
COMMUNE	1 991 300,00	64,35%
Total	3 094 300,00	100,00%

DOSSIER N° EX042041 - CAR - REHABILITATION DE L'ECOLE ELEMENTAIRE DE COURBETON - COMMUNE DE SAINT GERMAIN LAVAL (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	319 953,10 € HT	31,25 %	100 000,00 €
		Montant total de la subvention	100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT GERMAIN LAVAL
Adresse administrative : MAIRIE
77130 SAINT-GERMAIN-LAVAL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Marie-Claude DE SAINT-LOUP, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Réhabilitation de l'Ecole élémentaire de Courbeton (Opération 1)

Dates prévisionnelles : 8 juillet 2019 - 31 octobre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Saint-Germain-Laval (2 893 habitants - INSEE 2015) propose l'opération «Réhabilitation de l'école élémentaire de Courbeton».

L'école élémentaire de Courbeton accueille actuellement deux classes dans un préfabriqué datant de plus de 40 ans qui n'est pas aux normes d'accessibilité et présente un état de vétusté avancé.
La commune, qui ne peut assumer financièrement une construction "en dur", souhaite le remplacer avec l'acquisition d'un nouveau préfabriqué répondant aux normes d'accessibilité. Les fondations et les raccordements aux réseaux seront adaptés à ce nouveau bâtiment.

Le projet comprend également la réfection complète de la cour d'école qui est en très mauvais état. La fourniture et la pose de deux préaux d'une surface totale de 92m², en toile tendue traitée pour résister aux UV, permettra d'apporter de l'ombre ou d'abriter les élèves en cas d'intempéries.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINT-GERMAIN-LAVAL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ETUDES ET TRAVAUX	319 953,10	100,00%
Total	319 953,10	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	100 000,00	31,25%
DEPARTEMENT - CID sollicité	112 570,00	35,18%
COMMUNE	107 383,10	33,56%
Total	319 953,10	100,00%

DOSSIER N° EX019900 - CAR REHABILITATION DU BATIMENT ORANGERIE - HERICY (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	154 326,37 € HT	50,00 %	77 163,19 €
	Montant total de la subvention		77 163,19 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'HERICY
Adresse administrative : MAIRIE
77850 HERICY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Sylvie BOUCHET-BEL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 novembre 2016 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (à honoraires de maitrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune d'Héricy (2 691 habitants Insee 2015) propose l'opération "Réhabilitation du bâtiment Orangerie".
Le projet de rénovation porte sur un bâtiment existant servant aux réunions publiques (élections, cérémonie des vœux, diverses manifestations communales) et également loué pour des réceptions ou des banquets.
Des travaux sont nécessaires pour préserver la salubrité des lieux avec hygiène, sécurité et économie d'énergie.

Les travaux nécessaires à prévoir sont :

1/ Dans la salle de réception et son entrée

- Menuiseries extérieures : celles-ci sont en bois peints avec vitrage simple non isolant. La peinture

extérieure écaillée et manquante à de multiples endroits nécessite une reprise pour enrayer la détérioration des bois.

- Revêtement de sol : le carrelage glissant de l'entré et le parquet de la grande salle doivent être remplacés par un carrelage anti- dérapant.

2/ Dans la cuisine et son grenier

- Menuiseries extérieures et intérieures ; celles-ci sont non conformes aux normes de sorties de secours et à la règlementation thermique en vigueur. Elles seront remplacées par une menuiserie en aluminium isolante.

- Doublage - Isolation - Faux plafond ; la réfection de l'ensemble des murs intérieurs et extérieurs doit être réalisée. Un faux plafond coupe-feu conformément à la règlementation sécurité incendie sera posé.

Par ailleurs, l'optimisation des réseaux d'électricité et de plomberie est prévue.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- HERICY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	141 696,37	91,82%
HONORAIRES	12 630,00	8,18%
Total	154 326,37	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CONSEIL REGIONAL ILE DE FRANCE	77 163,19	50,00%
COMMUNE	77 163,18	50,00%
Total	154 326,37	100,00%

DOSSIER N° EX035544 - CAR - REHABILITATION DU PARC DE STATIONNEMENT DE LA CHAUSSEE - COMMUNE DE BOUGIVAL (78)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	100 000,00 € HT	50,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: COMMUNE DE BOUGIVAL
Adresse administrative	: 126 RUE DU MARECHAL JOFFRE 78380 BOUGIVAL
Statut Juridique	: Commune
Représentant	: Monsieur Luc WATTELLE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2019 - 31 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Bougival (8 941 habitants - INSEE 2015) propose l'opération "Réhabilitation du parc de stationnement de la Chaussée".

Le projet consiste à réhabiliter le grand parking situé devant le parc Patrice Vieljeux qui accueille des associations sportives, l'association AMAP (vente de produits bio) et également de nombreuses manifestations tout au long de l'année telles que la guinguette et le feu de la Saint-Jean, ainsi que la population qui profite de ce lieu en famille.
Une réfection est nécessaire afin que les personnes puissent se garer en toute sécurité et en toute légalité. Le parc de stationnement comprendra 102 places dont du stationnement PMR et deux roues.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 263 282,45 € HT et plafonné à 100 000 € HT.

Localisation géographique :

- BOUGIVAL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	263 282,45	100,00%
Total	263 282,45	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	50 000,00	18,99%
COMMUNE	213 282,45	81,01%
Total	263 282,45	100,00%

DOSSIER N° EX035545 - CAR - TRAVAUX DE REHABILITATION ET DE MISE EN ACCESSIBILITE DE LA MAIRIE ET DU CENTRE CULTUREL BOUZEMONT - COMMUNE DE BOUGIVAL (78)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	100 000,00 € HT	50,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOUGIVAL
Adresse administrative : 126 RUE DU MARECHAL JOFFRE
78380 BOUGIVAL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Luc WATTELLE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Bougival (8 491 habitants - INSEE 2015) propose l'opération "Travaux de réhabilitation et de mise en accessibilité de la mairie et du centre culturel Bouzemont".

Les deux bâtiments sont dotés de menuiseries bois simple vitrage n'assurant pas l'étanchéité thermique conforme à la réglementation en vigueur. De plus, les installations thermiques et les chaudières à gaz, datant de plus de 15 ans, ne favorisent pas les économies d'énergie.
Le projet prévoit l'installation de chaudières gaz à condensation écologiques qui génèreront des économies d'énergie estimées à 70 % et rejetteront moins de gaz à effet de serre. Il est prévu, en outre, le remplacement des menuiseries extérieures qui permettra de réaliser des économies d'énergie de l'ordre de 15% par site.
Le projet consiste également à effectuer le ravalement des façades de la mairie et installer une plateforme élévatrice au centre culturel afin de rendre cet équipement accessible aux PMR.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 390 657,59 € HT et plafonné à 100 000 € HT.

Localisation géographique :

- BOUGIVAL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	390 657,59	100,00%
Total	390 657,59	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	50 000,00	12,80%
COMMUNE	340 657,59	87,20%
Total	390 657,59	100,00%

DOSSIER N° EX035524 - CAR RENOVATION ENERGETIQUE DU GROUPE SCOLAIRE CHENNEVIERES - CONFLANS-SAINTE-HONORINE (78)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-452004-1700
Action : 452004016- Contrat d'aménagement régional - Environnement - Actions territorialisées

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	890 000,00 € HT	50,00 %	445 000,00 €
	Montant total de la subvention		445 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CONFLANS-SAINTE-HONORINE
Adresse administrative : 63 RUE MAURICE BERTEAUX
78700 CONFLANS-SAINTE-HONORINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Laurent BROSSE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 janvier 2019 - 31 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Conflans-Sainte-Honorine (35 019 habitants INSEE 2015) propose l'opération suivante "Rénovation énergétique du groupe scolaire Chennevières". La réhabilitation énergétique envisagée comporte des interventions sur l'enveloppe du bâtiment :
- isolation par l'extérieur
- remplacement des menuiseries
- réfection de l'étanchéité des toitures terrasses avec isolation
- intervention sur les équipements de ventilation et éclairage.

De même, une nouvelle enveloppe de façades alliant qualité architecturale, qualité environnementale, performance technique, durabilité et faible entretien est proposée.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût des travaux est estimé à 2 489 000 € HT plafonné à 890 000 € HT.

Localisation géographique :

- CONFLANS-SAINTE-HONORINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	2 115 650,00	85,00%
HONORAIRES	373 350,00	15,00%
Total	2 489 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	445 000,00	17,88%
COMMUNE	2 044 000,00	82,12%
Total	2 489 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX031037 - CAR CONSTRUCTION D'UN NOUVEAU CENTRE DE LOISIRS - MEZIERES-SUR-SEINE (78)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	950 000,00 € HT	40,00 %	380 000,00 €
	Montant total de la subvention		380 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MEZIERES-SUR-SEINE
Adresse administrative : PLACE DU COMMANDANT GRIMBLOT
78970 MEZIERES-SUR-SEINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-François FASTRE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 janvier 2019 - 30 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Mézières-sur-Seine (3 636 habitants INSEE 2015) propose l'opération suivante « Construction d'un centre de loisirs ». Ce projet vise à améliorer :
- les conditions d'accueil du jeune public et des conditions de travail des agents communaux,
- les conditions d'exercice des activités du centre de loisirs et du relais d'assistantes maternelles,
Il s'agira également de maîtriser les consommations et les dépenses en matière d'énergie et de fluides et de prendre en compte l'ensemble des dispositions permettant l'accessibilité du site aux personnes en situation de handicap, les accompagnateurs, les visiteurs et les utilisateurs.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 1 200 000 € plafonné à 950 000 €.

Localisation géographique :

- MEZIERES-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 200 000,00	100,00%
Total	1 200 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	380 000,00	31,67%
CD 78 - Acquis	360 000,00	30,00%
COMMUNE	460 000,00	38,33%
Total	1 200 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX038553 - CAR AGRANDISSEMENT DU CLUB HOUSE DE PETANQUE - COMMUNE DE MONTFORT L'AMAURY (78)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	108 201,96 € HT	40,00 %	43 280,78 €
	Montant total de la subvention		43 280,78 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTFORT L'AMAURY
Adresse administrative : 36 RUE DE PARIS
78490 MONTFORT-L'AMAURY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Hervé PLANCHENAULT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 janvier 2019 - 18 octobre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Montfort l'Amaury (2953 habitants - INSEE 2015) propose l'opération "agrandissement du club house de pétanque".

Le projet consiste à réaliser une extension des locaux existants destinés au club de pétanque Montfortois. Le bâti existant s'inscrit dans l'emprise du stade Ernest May et il s'agit d'une construction traditionnelle. L'extension sera réalisée dans le même esprit afin de créer un ensemble (façades en enduit rustique et couverture à deux pentes en tuiles mécaniques).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- MONTFORT-L'AMAURY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	8 014,96	7,41%
TRAVAUX	100 187,00	92,59%
Total	108 201,96	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	43 280,78	40,00%
DEPARTEMENT 78 - Acquis	32 460,59	30,00%
COMMUNE	32 460,59	30,00%
Total	108 201,96	100,00%

DOSSIER N° EX042958 - CAR REQUALIFICATION ENTREE DE VILLE OUEST - SAINT-NOM-LA-BRETÈCHE (78)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	144 500,00 € HT	40,00 %	57 800,00 €
	Montant total de la subvention		57 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT NOM LA BRETECHE
Adresse administrative : RUE DE LA FONTAINE DES VAUX
78860 SAINT-NOM-LA-BRETECHE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Gilles STUDNIA, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 30 novembre 2016 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, bureau de contrôle, CSPS, OPC), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable . La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Saint-Nom-La-Bretèche (5 168 habitants INSEE 2015) propose l'opération suivante : "Requalification entrée de ville ouest".

L'aménagement de l'entrée de ville ouest de la commune devra répondre aux éléments de programme suivants :
- la sécurisation des abords le long de la rue Charles de Gaulle,
- la réorganisation des flux,
- la rupture nécessaire entre les circulations de transit et de desserte,
- la requalification des espaces plantés,
- la requalification des cheminements piétons.

Par cet aménagement paysagé et végétalisé, la commune souhaite générer une circulation apaisée et

partagée incluant la plantation d'arbres sur le terre-plein central de la rue Charles de Gaulle, afin d'inciter les automobilistes à réduire leur vitesse. Cet aménagement permettra de traiter l'arrivée dans l'espace urbain de la commune.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 144 500 €.

Localisation géographique :

- SAINT-NOM-LA-BRETECHE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	140 500,00	97,23%
HONORAIRES	4 000,00	2,77%
Total	144 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	57 800,00	40,00%
CD 78- Solliicité	43 350,00	30,00%
COMMUNE	43 350,00	30,00%
Total	144 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX042960 - CAR AMENAGEMENT DU PARKING PÔLE SPORTIF - SAINT-NOM-LA-BRETÈCHE (78)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	600 000,00 € HT	50,00 %	300 000,00 €
	Montant total de la subvention		300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT NOM LA BRETECHE
Adresse administrative : RUE DE LA FONTAINE DES VAUX
78860 SAINT-NOM-LA-BRETECHE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Gilles STUDNIA, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 30 novembre 2016 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, bureau de contrôle, CSPS, OPC), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable . La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Saint-Nom-La-Bretèche (5 168 habitants INSEE 2015) propose l'opération suivante : "Aménagement du parking pôle sportif".

Le pôle sportif ainsi que le pôle médical tout proche nécessitent la réalisation de 60 places de stationnement. La création d'un parking paysager répond à ce besoin.

Aspect paysager :
Le traitement paysager du parking consiste à s'appuyer sur la topographie existante en travaillant sur plusieurs niveaux qui peuvent être déclinés en terrasses.
On retrouve ainsi, une terrasse haute et une basse matérialisée par un mur de soutènement.
Les stationnements sont organisés en plusieurs modules d'environ 5 places pour atténuer l'impact visuel du parking.

Ces modules sont également accompagnés de plantations, on retrouve ainsi :
• des alignements d'arbres formant les limites du parking et offrant de l'ombre aux véhicules,
• des arbustes permettant de marquer les limites du site, d'accompagner les allées piétonnes et les modules de stationnement,
• des plantations de vivaces au droit des places de stationnement pour conserver de la luminosité et filtrer les eaux pluviales,
• le nombre d'arbres sera doublé, passant de 20 à 40 sujets.
• le traitement des sols : pour maintenir la perméabilisation des sols, les places de stationnement seront traitées en dalles végétalisées pour faciliter le drainage des sols. Par contre, les circulations du parking sont en enrobés et ne peuvent être dans un autre revêtement de sol.
• le traitement écologique et environnemental : les eaux de ruissellement sont renvoyées vers les surfaces végétales pour s'y infiltrer. Le choix des essences végétales pour le parking s'est porté sur des essences dites locales et mellifères (favorable au développement de la biodiversité).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 822 000 € HT, plafonné à 600 000 € HT.

Localisation géographique :
- SAINT-NOM-LA-BRETECHE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	801 328,92	97,49%
HONORAIRES	20 671,08	2,51%
Total	822 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	300 000,00	36,50%
CD 78 - Sollicité	164 400,00	20,00%
COMMUNE	357 600,00	43,50%
Total	822 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX041882 - CAR CONSTRUCTION D'UNE ECOLE MATERNELLE DE 4 CLASSES EN CENTRE-VILLE- VERNOUILLET (78)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 902-21-204142-121001-1700
Action : 12100101- Contrats d'aménagement régional - écoles du premier degré - actions territorialisées

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 400 000,00 € HT	50,00 %	700 000,00 €
	Montant total de la subvention		700 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VERNOUILLET
Adresse administrative : 9 RUE PAUL DOUMER
78540 VERNOUILLET
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pascal COLLADO, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 janvier 2019 - 30 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Vernouillet (10 148 habitants INSEE 2015) propose l'opération suivante : "Construction d'une école maternelle de 4 classes en centre-ville ".
L'école des Tilleuls était une école maternelle de 3 classes situées en centre-ville, en face de l'église, dans des locaux devenus inadaptés et vétustes. Elle a été temporairement délocalisée dans des bâtiments modulaires sur un site dans l'attente de la reconstruction d'une école maternelle en centre-ville. Les objectifs visés par ce nouvel équipements sont : offrir aux élèves et à l'équipe enseignante des conditions optimales de scolarité et contribuer à la dynamisation du centre-ville. La reconstruction conduit à créer une classe supplémentaire afin de pouvoir satisfaire les besoins de la ville en matière d'accueil des nouveaux arrivants.
Le bâtiments sera composé de 4 classes, d'une salle de motricité, d'une bibliothèque, d'une salle de repos, d'une salle de restauration et d'une salle dédiée au périscolaire. L'accueil sera ainsi optimisé avec deux pôles distincts pour le scolaire et le périscolaire. Accessible et sécurisé, le bâtiment sera également respectueux de l'environnement.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 4 169 500 € HT, plafonné à 1 400 000 € HT.

Localisation géographique :

- VERNOUILLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	4 169 500,00	100,00%
Total	4 169 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	700 000,00	16,79%
DEPARTEMENTAL 78 - Sollicité	600 000,00	14,39%
ETAT	280 000,00	6,72%
COMMUNE	2 589 500,00	62,11%
Total	4 169 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX026153 - CAR REHABILITATION DU STADE CHARPENTIER - LES ESSARTS LE ROI (78)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	482 200,00 € HT	50,00 %	241 100,00 €
	Montant total de la subvention		241 100,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DES ESSARTS LE ROI
Adresse administrative : 18 RUE DU 11 NOVEMBRE
78690 LES ESSARTS-LE-ROI
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Raymond POMMET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 8 avril 2017 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable.

Description :
Pour répondre à une fréquentation croissante des équipements du stade Charpentier, l'opération de réhabilitation et de mise aux normes comprend deux volets: la restauration du bâtiment accueillant les vestiaires de football et l'extension du bâtiment abritant les terrains de tennis couverts.

Pour le bâtiment des vestiaires :
- la reprise des vestiaires, douches et sanitaires actuels (77 m²)
- la création d'un nouvel espace intégrant une salle de réunion (35 m²), une salle de rangement (15 m²), le vestiaire arbitre (14 m²), des sanitaires publics et le local technique
- la mise aux normes de plusieurs éléments techniques : toiture, électricité, ventilation, lumière, assainissement, chauffage

Pour le bâtiment des terrains de tennis couverts :
- l'extension du bâtiment (environ 90 m²) permettant d'agrandir l'espace dédié à la remise en forme/ club-

house
- le réaménagement des sanitaires et de la salle de réunion
- la mise en conformité pour l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite
- la mise aux normes des élèments techniques : électricité, ventilation, lumière, assainissement, chauffage

Les travaux de réhabilitation se justifient par la vétusté de l'équipement et la recherche de réduction des coûts d'exploitation (chauffage, eau, électricité).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 601 101,44 € HT, plafonné à 482 200,00 € HT.

Localisation géographique :
- LES ESSARTS-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	546 764,59	90,96%
HONORAIRES	54 336,85	9,04%
Total	601 101,44	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	241 100,00	40,11%
DEPARTEMENT 78	159 000,00	26,45%
FEDERATION FRANCAISE DE FOOTBALL	20 000,00	3,33%
COMMUNE	181 001,44	30,11%
Total	601 101,44	100,00%

DOSSIER N° EX030141 - CAR CREATION D'UNE SENTE PIETONNE RUE DE BECONCELLE TRANCHE 2 - COMMUNE D'ORGERUS (78)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	388 320,50 € HT	25,75 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ORGERUS
Adresse administrative : PLACE DES HALLES
78910 ORGERUS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur JEAN-MICHEL VERPLAETSE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 novembre 2016 - 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune d'Orgerus (2296 habitants-INSEE 2015) poursuit l'aménagement de la sente piétonne et propose l'opération «création d'une sente piétonne rue de Béconcelle Tranche 2».
La sécurisation de cette rue, très empruntée par les piétons car elle permet de relier la gare au centre-bourg d'Orgerus, est une priorité d'autant qu'elle est également très fréquentée par des voitures, camions et engins agricoles. La tranche 1 a porté sur l'aménagement du cheminement, des abords et de la signalisation. La tranche 2 qui fait l'objet de la présente fiche porte sur l'enfouissement des réseaux aériens et l'installation d'éclairage public dans la rue de Béconcelle.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ORGERUS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	50 650,50	13,04%
TRAVAUX	337 670,00	86,96%
Total	388 320,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	100 000,00	25,75%
Commune	288 320,50	74,25%
Total	388 320,50	100,00%

DOSSIER N° EX028406 - CAR - REHABILITATION DU CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL - LE CHESNAY-ROCQUENCOURT (78)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 200 000,00 € HT	50,00 %	600 000,00 €
	Montant total de la subvention		600 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU CHESNAY-ROCQUENCOURT
Adresse administrative : HOTEL DE VILLE
78150 LE CHESNAY-ROCQUENCOURT
Statut Juridique :
Représentant : Monsieur Philippe BRILLAULT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 28 juillet 2017 - 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune du Chesnay (28 512 habitants - INSEE 2015) propose l'opération "Réhabilitation du centre technique municipal".

Le Centre Technique Municipal (CTM) de la commune du Chesnay est implanté sur un ancien site industriel composé de trois hangars et d'une halle. Le projet de renouvellement sur ce secteur, avec notamment la construction de 51 logements locatifs sociaux, et la proximité d'équipements publics (bibliothèque, salle de spectacle), place le CTM au cœur de cet îlot.
L'opération porte sur la restructuration de l'ensemble de ce CTM afin d'optimiser le stockage, les ateliers, et les services destinés au personnel. Le nouveau CTM doit pouvoir offrir des usages pérennes et adaptables aux besoins du personnel et des différents corps de métiers.
Le clos et le couvert sont conservés (avec les mises en conformité obligatoires) tout en améliorant les

accès des piétons et des véhicules par la création de dessertes intérieures et extérieures. Les travaux portent sur l'étanchéité de la couverture, la pose d'un bardage et de faux-plafonds, le cloisonnement, la réfection des revêtements de sols et de la peinture, ou encore la mise aux normes des installations électriques, de la ventilation et de la plomberie / sanitaires,... Les travaux comprennent également l'aménagement des espaces extérieurs.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 3 837 700 € HT, et plafonné à 1 200 000 € HT.

Localisation géographique :
- LE CHESNAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	214 416,00	5,59%
TRAVAUX	3 623 284,00	94,41%
Total	3 837 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	600 000,00	15,63%
DEPARTEMENT DES YVELINES - sollicité	1 600 000,00	41,69%
COMMUNE	1 637 700,00	42,67%
Total	3 837 700,00	100,00%

DOSSIER N° EX032357 - CAR - RENOVATION DU CLUB-HOUSE DE TENNIS - LE CHESNAY-ROCQUENCOURT (78)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132005-1700
Action : 13200501- Contrats d'aménagement régional - Equipements sportifs de proximité - Actions territorialisées

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	600 000,00 € HT	50,00 %	300 000,00 €
	Montant total de la subvention		300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU CHESNAY-ROCQUENCOURT
Adresse administrative : HOTEL DE VILLE
78150 LE CHESNAY-ROCQUENCOURT
Statut Juridique :
Représentant : Monsieur Philippe BRILLAULT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mai 2018 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune du Chesnay (28 5012 habitants - INSEE 2015) propose l'opération "Rénovation du club-house de tennis".

Le projet s'inscrit dans la continuité des engagements de la municipalité à revaloriser le quartier sud de la ville et à rendre accessible l'ensemble des établissements recevant du public.
L'opération porte ainsi à la fois sur l'isolation thermique des façades du club-house et sur sa mise en accessibilité. Les travaux de terrassement autour du bâtiment permettront de rendre accessible le sous-sol directement depuis l'extérieur. Ce dernier deviendra rez-de-chaussée (et l'actuel rez-de-chaussée deviendra R+1). En outre, un ascenseur sera créé en façade pour accéder aux étages supérieurs. Quant à l'isolation par l'extérieur du club-house, elle permettra de traiter les ponts thermiques et de diminuer les

pertes de chaleur, améliorant ainsi le confort en hiver comme en été.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 810 600 € HT, et plafonné à 600 000 € HT.

Localisation géographique :

- LE CHESNAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	8 900,00	1,10%
TRAVAUX	801 700,00	98,90%
Total	810 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	300 000,00	37,01%
DEPARTEMENT DES YVELINES - Sollicité	250 000,00	30,84%
COMMUNE	260 600,00	32,15%
Total	810 600,00	100,00%

DOSSIER N° EX039306 - CAR - REAMENAGEMENT DE L'ANCIEN CENTRE DE FORMATION DES APPRENTIS EN SITE MULTISERVICES - BRETIGNY-SUR-ORGE (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 600 000,00 € HT	50,00 %	800 000,00 €
	Montant total de la subvention		800 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BRETIGNY SUR ORGE
Adresse administrative : 44 RUE DE LA MAIRIE
91220 BRETIGNY-SUR-ORGE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Nicolas MEARY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 janvier 2019 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Brétigny-sur-Orge (26 666 habitants - INSEE 2015) propose l'opération "Réaménagement de l'ancien centre de formation des apprentis en site multiservices".

La ville dispose d'un bâtiment qui accueillait jusqu'en 2016 un Centre de Formation des Apprentis (CFA) qui depuis a été déplacé. Ces locaux de 5000 m² environ se composent ainsi : un bâtiment principal décomposé en deux parties, un bâtiment à usage de logement et un bâtiment de stockage pour les ateliers.
La ville souhaite réaménager ces espaces afin d'accueillir des espaces associatifs, des services municipaux dédiés à la jeunesse, aux seniors, à la restauration collective, des espaces de stockage pour les services techniques, un espace de musiques actuelles ainsi que certaines activités sportives (une salle de boxe et un stand de tir). Cette démarche implique donc le transfert d'activités localisées dans différents bâtiments existants de la commune vers l'ancien CFA.
Le futur réaménagement du CFA se décomposera en espaces associatifs et sportifs et en locaux municipaux (maison des jeunes, point information jeunesse, restauration collective, salle de musique actuelle, espace formation et services techniques). Les espaces extérieurs seront retravaillés pour réaliser un parking de 25 places, un accès PMR avec un aménagement paysager.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 4 139 455 € HT, plafonné à 1 600 000 € HT.

Localisation géographique :
- BRETIGNY-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	4 139 455,00	100,00%
Total	4 139 455,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	800 000,00	19,33%
DEPARTEMENT 91 - CONTRAT DE PARTENARIAT (sollicité)	1 946 174,00	47,02%
COMMUNE	1 393 281,00	33,66%
Total	4 139 455,00	100,00%

DOSSIER N° EX043322 - CAR REHABILITATION DE COURS D'ECOLE - BRUNOY (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 902-21-204142-121001-1700
Action : 12100101- Contrats d'aménagement régional - écoles du premier degré - actions territorialisées

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	59 510,00 € HT	50,00 %	29 755,00 €
	Montant total de la subvention		29 755,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BRUNOY
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
91805 BRUNOY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bruno GALLIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Brunoy (26 077 habitants - INSEE 2015) propose l'opération "réhabilitation de cours d'école".

Ecole élémentaire du Chêne :
Les travaux de réhabilitation de l'école réalisés en 2017 ont nécessité le cheminement d'engins et camions par la cour, ce qui l'a considérablement détériorée. La structure a été endommagée et le revêtement présente des « faïençages » potentiellement dangereux pour les enfants. Ainsi, les travaux porteront sur :
- la démolition de revêtement de surface d'épaisseur 5 cm,
- la purge des zones affaissées (terrassement sur 20cm – mise en oeuvre de 20 cm de grave traitée – compactage),
- la mise en oeuvre d'enrobés noirs d'épaisseur 5 cm (type BB0/6 porphyre).

Ecole élémentaire Jean Merlette :
Les travaux réalisés en 2017 (renforcement du système de ventilation, rénovation de la toiture du bâtiment B et création d'une ventilation, changement des menuiseries et isolation thermique par l'extérieur de la façade ouest des bâtiments A, B et réfectoire) ont nécessité le cheminement d'engins et camions par la cour de l'école, ce qui l'a considérablement détérioré. La structure a été endommagée et le

revêtement présente des « faïençages » potentiellement dangereux pour les enfants. Ainsi, les travaux porteront sur :
- la démolition de revêtement de surface d'épaisseur 5 cm,
- la purge des zones affaissées (terrassement sur 20cm – mise en oeuvre de 20 cm de grave traitée – compactage),
- la mise en oeuvre d'enrobés noirs d'épaisseur 5 cm (type BB0/6 porphyre).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération est estimé 59 510€ HT €.

Localisation géographique :
- BRUNOY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	59 510,00	100,00%
Total	59 510,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CONSEIL REGIONAL ILE DE FRANCE	29 755,00	50,00%
COMMUNE	29 755,00	50,00%
Total	59 510,00	100,00%

DOSSIER N° EX035673 - CAR - RENOVATION ENERGETIQUE DU BATIMENT A DU GROUPE SCOLAIRE LEOPOLD GARDEY - BURES-SUR-YVETTE (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-452004-1700
Action : 452004016- Contrat d'aménagement régional - Environnement - Actions territorialisées

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	690 000,00 € HT	50,00 %	345 000,00 €
	Montant total de la subvention		345 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BURES-SUR-YVETTE
Adresse administrative : 45 RUE CHARLES DE GAULLE
91440 BURES-SUR-YVETTE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-François VIGIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 janvier 2019 - 1 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Bures-sur-Yvette (9 691 habitants - INSEE 2015) propose l'opération "Rénovation énergétique du bâtiment A du groupe scolaire Léopold Gardey".

Le projet de rénovation énergétique consiste en l'isolation thermique par l'extérieur du bâtiment A (20 cm d'isolant), le remplacement de l'intégralité des menuiseries extérieures par du double-vitrage, ainsi que l'installation d'une ventilation mécanique contrôlée (VMC) double-flux.
L'étude thermique réalisée démontre un gain de consommation en énergie primaire de 42% par rapport au bâtiment existant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- BURES-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	690 000,00	100,00%
Total	690 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	345 000,00	50,00%
COMMUNE	345 000,00	50,00%
Total	690 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX034261 - CAR - RENOVATION DE L'ECOLE ELEMENTAIRE DESCARTES - MASSY (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 200 000,00 € HT	50,00 %	600 000,00 €
	Montant total de la subvention		600 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: COMMUNE DE MASSY
Adresse administrative	: 1 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE 91300 MASSY CEDEX
Statut Juridique	: Commune
Représentant	: Monsieur Nicolas SAMSOEN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2018 - 31 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé des travaux est motivée par la nécessité de réaliser cette opération dans les meilleurs délais et en site occupé pour permettre la rentrée scolaire 2019 dans des locaux entièrement rénovés.

Description :
La commune de Massy (48 363 habitants - INSEE 2015) propose l'opération "Rénovation de l'école élémentaire Descartes".

Cette opération s'inscrit dans la continuité des rénovations du patrimoine des groupes scolaires de Massy. La construction du bâtiment datant de 1966, il est nécessaire d'envisager une rénovation en intégrant les aspects thermiques, phoniques, développement durable, mais aussi de mise aux normes sécurité incendie. La configuration du groupe scolaire en R+2 comprenant 13 classes par étage, et avoisinant une surface de 3 200 m² de SHON, nécessite une rénovation en une seule phase. L'accueil des enfants se fera dans des bâtiments modulaires durant les travaux.
Le projet porte sur :
- l'aménagement de nouveaux accès à l'école,
- la mise aux normes en matière d'accessibilité avec la création d'un ascenseur, et en matière de sécurité,
- la fermeture d'un préau permettant la mutualisation avec l'accueil de loisirs et des activités du conservatoire,
- l'isolation et l'habillage des façades ainsi que la rénovation et la mise aux normes de la couverture,

- la rénovation des sols, murs et plafonds intérieurs,
- le remplacement de tous les terminaux de plomberie, électricité, ventilation.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 3 000 000 € HT et plafonné à 1 200 000 € HT.

Localisation géographique :

- MASSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	3 000 000,00	100,00%
Total	3 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	600 000,00	20,00%
COMMUNE	2 400 000,00	80,00%
Total	3 000 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX019782 - CAR RENOVATION ET REHABILITATION DES ORANGERIES - COMMUNE DE MENNECY (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	250 000,00 € HT	50,00 %	125 000,00 €
	Montant total de la subvention		125 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: COMMUNE DE MENNECY
Adresse administrative	: 1 PLACE DE LA MAIRIE 91540 MENNECY
Statut Juridique	: Commune
Représentant	: Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 janvier 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Orangerie I : Conservatoire à Rayonnement Communal Joël Monnier
Le Conservatoire à Rayonnement Communal (CRC) dispense des cours de musique, danses, art dramatique, arts de la scène et arts plastiques en direction d'un large public.
Le public est composé d'enfants et concerne les adultes jusqu'aux séniors. Le CRC accueille notamment des cours de gymnastique à destination des séniors.

Les travaux à prévoir seront :
- la restauration des façades du bâtiment avec reprise des enduits, des corniches, des bandeaux et moulures,
- la restauration des menuiseries extérieures,
- le remplacement des gouttières et descentes d'eaux pluviales,
- la révision des couvertures.

Orangerie II : Espace culturel Jean-Jacques Robert
Cet espace se compose d'un théâtre, d'un cinéma, d'une médiathèque et d'un service culturel.

Les travaux à prévoir seront :
- la restauration des façades du bâtiment avec reprise des enduits, des corniches, des bandeaux et

moulures,
- la restauration des menuiseries extérieures,
- le remplacement des gouttières et descentes d'eaux pluviales,
- la révision des couvertures.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération est estimé à 954 000 € HT, plafonné à 250 000 €.

Localisation géographique :
- MENNECY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	954 000,00	100,00%
Total	954 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CONSEIL REGIONAL ILE-DE-FRANCE	125 000,00	13,10%
COMMUNE	289 142,00	30,31%
PROJET URBAIN PARTENARIAL	539 858,00	56,59%
Total	954 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX026230 - CAR - REQUALIFICATION DE LA PLACE DE L'EGLISE - EGLY (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	221 420,00 € HT	50,00 %	110 710,00 €
	Montant total de la subvention		110 710,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'EGLY
Adresse administrative : 4 GRANDE RUE
91520 EGLY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Gérard MARCONNET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 novembre 2016 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingéniérie et de conception (études, contrôles techniques, relevés, sondages...), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune d'Egly (5 590 habitants - INSEE 2015) propose l'opération "Requalification de la place de l'église".

Il s'agit pour la commune de requalifier cette place afin que les piétons puissent se la réapproprier, alors que les usages actuels la limitent à un lieu de passage et de stationnement. Le futur traitement de cet espace vise à lui redonner une identité paysagère et environnementale grâce aux végétaux et au mobilier urbain qui seront installés. Les trottoirs seront confortés, l'offre de stationnement redimensionnée notamment pour renforcer l'attractivité des commerces.
Tous les aménagements veilleront à l'accessibilité des personnes à mobilité réduite (PMR).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- EGLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	205 620,00	92,86%
TRAVAUX	15 800,00	7,14%
Total	221 420,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	110 710,00	50,00%
COMMUNE	110 710,00	50,00%
Total	221 420,00	100,00%

DOSSIER N° EX039110 - CAR - CREATION D'UN GROUPE SCOLAIRE - ORMOY (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 902-21-204142-121001-1700
Action : 12100101- Contrats d'aménagement régional - écoles du premier degré - actions territorialisées

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 400 000,00 € HT	50,00 %	700 000,00 €
	Montant total de la subvention		700 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ORMOY
Adresse administrative : PL RAYMOND GOMBAULT
91540 ORMOY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jacques GOMBAULT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 janvier 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune d'Ormoy (2010 habitants - INSEE 2015) propose l'opération "Création d'un groupe scolaire". Pour accueillir la population des futurs logements, la ville a décidé de construire un nouveau groupe scolaire en complément de l'école maternelle de l'Aune et de l'école élémentaire Pasteur. Cette école accueillera les enfants de la ZAC de la Plaine Saint-Jacques et sera composée de :
- 13 classes (maternelles, élémentaires),
- deux accueils périscolaires,
- un restaurant scolaire (250 repas par jour environ),
- un jardin pédagogique.

D'autres bâtiments seront également construits, comme :
- des locaux d'enseignement répartis entre la maternelle et l'élémentaire: halls d'accueil, salles d'activités, locaux d'accueil périscolaires, locaux pour les équipes pédagogiques, salles de motricité, locaux annexes (sanitaires, rangements…),
- des locaux techniques et d'entretien,
- des espaces extérieurs (parvis mutualisé, cours, préaux, stationnements).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux est estimé à 6 547 565 € est plafonné à 1 400 000 €.

Localisation géographique :
- ORMOY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	6 547 565,00	100,00%
Total	6 547 565,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CONSEIL REGIONAL ILE DE FRANCE	700 000,00	10,69%
CONSEIL DEPARTEMENTAL (91) (sollicité)	411 000,00	6,28%
commune	5 336 565,00	81,50%
Fonds de concours intercommunalité (sollicité)	100 000,00	1,53%
Total	6 547 565,00	100,00%

DOSSIER N° EX032900 - CAR - RENOVATION DE LA VOIRIE RUE PASTEUR - YERRES (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 000 000,00 € HT	50,00 %	500 000,00 €
	Montant total de la subvention		500 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'YERRES
Adresse administrative : 60 RUE CHARLES DE GAULLE
91330 YERRES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur OLIVIER CLODONG, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 janvier 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune d'Yerres (28 921 habitants - INSEE 2015) propose l'opération "Rénovation de la voirie rue Pasteur".

Celle-ci consiste en :
- l'enfouissement de l'alimentation électrique ainsi que les câbles de télécommunications (fibre optique, vidéosurveillance éventuelle),
- la rénovation complète de l'éclairage,
- la reprise du profil en travers de cette voie, de l'avenue de la Résistance à la rue Marceau (Brunoy), ce qui nécessite la restructuration de la chaussée et du trottoir, le réaménagement des quais de bus existants, la matérialisation du stationnement et des aménagements ponctuels de sécurité. Cette reprise du profil en travers est nécessaire au regard de l'axe de la chaussée plus haute que les seuils des riverains et en cas de pluie, celle-ci ne joue pas son rôle de stockage des eaux pluviales.
Pour la voirie et le quai bus de la rue, les travaux d'aménagement veillent à la prise en compte des normes en vigueur relatives aux personnes à mobilité réduite (PMR).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération est estimé à 2 209 700 € HT, plafonné à 1 000 000 €.

Localisation géographique :
- YERRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	2 209 700,00	100,00%
Total	2 209 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	500 000,00	22,63%
COMMUNE	1 709 700,00	77,37%
Total	2 209 700,00	100,00%

DOSSIER N° EX041591 - CAR - AMENAGEMENT DE LA PLACE DU GENERAL DE GAULLE ET DU PARC LABOISSIERE - COMMUNE DE FONTENAY-AUX-ROSES (92)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 100 000,00 € HT	50,00 %	550 000,00 €
		Montant total de la subvention	550 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE FONTENAY-AUX-ROSES
Adresse administrative	:	75 RUE BOUCICAUT 92260 FONTENAY-AUX-ROSES
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Laurent VASTEL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 12 avril 2017 - 21 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle,...), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.
En outre, conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé des travaux est motivée par la nécessité de programmer ces travaux dès novembre pour permettre l'aménagement de ces espaces publics dans les meilleurs délais et concomitamment aux nouvelles opérations de logements réalisées à proximité immédiate pour générer le moins de nuisances possibles.

Description :
La commune de Fontenay-aux-Roses (23 963 habitants - INSEE 2015) propose l'opération "aménagement de la place du Général de Gaulle et du parc Laboissière".

Site emblématique et pivot historique du cœur de ville, la place du Général de Gaulle doit affirmer son dynamisme commercial et son lien avec les édifices qui l'entourent.
L'objectif de l'opération est de restructurer la place, tout en préservant sa qualité architecturale et patrimoniale en continuité du château Laboissière reconverti en Maison de la Musique et de la Danse. L'opération veille à affirmer la priorité donnée aux piétons, de favoriser la convivialité et de renforcer la

continuité verte vers le Parc Laboissière. L'aménagement de ce dernier permettra d'assurer des traversées sécurisées et douces de l'avenue Dolivet vers la rue Boucicaut, de structurer les espaces selon leurs usages (jardins, événementiels,…) et de créer un espace de vie agréable en cœur de ville. Il est à noter que ce secteur accueillera 120 logements nouveaux et 850 m² de commerces.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 2 127 780,80 € HT, plafonné à 1 100 000 € HT.

Localisation géographique :
- FONTENAY-AUX-ROSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	158 160,00	7,43%
TRAVAUX	1 969 620,80	92,57%
Total	2 127 780,80	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	550 000,00	25,85%
DEPARTEMENT 92 (attribuée)	721 000,00	33,89%
COMMUNE	856 780,80	40,27%
Total	2 127 780,80	100,00%

DOSSIER N° EX040121 - CAR EQUIPEMENT NUMERIQUE DE 4 ECOLES ELEMENTAIRES - ROSNY SOUS BOIS (93)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	100 000,00 € HT	50,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE ROSNY-SOUS-BOIS
Adresse administrative : 20 RUE CLAUDE PERNES
93110 ROSNY-SOUS-BOIS CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Claude CAPILLON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 janvier 2019 - 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Rosny-sur-Bois (45 003 habitants INSEE 2015) propose l'opération suivante : "Equipement numérique de 4 écoles élémentaires".

La Ville souhaite équiper de numérique (tablettes et tableaux) l'ensemble des écoles élémentaires de la Ville dans le cadre d'un programme intitulé « écoles numériques ».
Elle souhaite :
- déployer une infrastructure évolutive et pérenne qui permettra de répondre aux futurs besoins
- mettre en place une infrastructure qui permettra de limiter les coûts d'exploitations
- anticiper les risques liés à l'arrêt des technologies RTC (ligne analogiques) et RNIS (lignes numériques).
Un diagnostic des travaux par école a donc été réalisé. Les travaux présentés consistent en du câblage, de l'installation de branchement mais ne prennent pas en compte l'achat du matériel numérique. Les travaux seront à réaliser sur 4 des écoles élémentaires :
- Groupe scolaire de la Boissière – école élémentaire Eugénie Cotton
- Groupe scolaire des Marnaudes – école élémentaire Mermoz
- Groupe scolaire du centre – école élémentaire Marie Betremieux
- Groupe scolaire du Bois Perrier – école élémentaire Félix Eboué

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 300 000,00 € HT plafonné à 100 000 € HT.

Localisation géographique :

- ROSNY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	300 000,00	100,00%
Total	300 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	50 000,00	16,67%
COMMUNE	250 000,00	83,33%
Total	300 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX042209 - CAR - CONSTRUCTION D'UN GROUPE SCOLAIRE DE 12 CLASSES ET D'UN ACCUEIL DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT - COMMUNE DE CHENNEVIERES-SUR-MARNE (94)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 902-21-204142-121001-1700
Action : 12100101- Contrats d'aménagement régional - écoles du premier degré - actions territorialisées

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 100 000,00 € HT	50,00 %	550 000,00 €
	Montant total de la subvention		550 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHENNEVIERES SUR MARNE
Adresse administrative : 14 AVENUE DU MARECHAL LECLERC 94430 CHENNEVIERES-SUR-MARNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Pierre BARNAUD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mars 2019 - 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Chennevières-sur-Marne (18 365 habitants-INSEE 2015) propose l'opération «construction d'un groupe scolaire de 12 classes et d'un accueil de loisirs sans hébergement».
La réalisation de ce nouveau groupe scolaire de premier degré avec accueil de loisirs est rendu nécessaire par le fort essor démographique prévu dans les années à venir et la vétusté du groupe scolaire Corot, en outre trop petit. La mise en service de cet équipement est prévue pour septembre 2020 et comportera une école maternelle de 4 classes, une école élémentaire de 8 classes, une restauration scolaire, un accueil périscolaire maternel et élémentaire, un accueil de loisirs élémentaire, et des espaces extérieurs adaptés aux écoles.
Le site prévu pour la construction du nouveau groupe scolaire est situé sur les emprises de l'ex Voie de Desserte Orientale, à proximité du centre-ville dans un quartier résidentiel. Le groupe s'inscrit dans une démarche environnementale exemplaire par la construction de bâtiments passifs labellisés matériaux biosourcés.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 8 273 183,33 € HT plafonné à 1 100 000 € HT

Localisation géographique :
- CHENNEVIERES-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	7 496 416,66	90,61%
HONORAIRES	776 766,67	9,39%
Total	8 273 183,33	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	550 000,00	6,65%
SUBVENTION CAF - sollicité	470 000,00	5,68%
COMMUNE	7 253 183,33	87,67%
Total	8 273 183,33	100,00%

DOSSIER N° EX042523 - CAR - CONSTRUCTION D'UN EQUIPEMENT POLYVALENT - COMMUNE DE CHENNEVIERES SUR MARNE (94)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	800 000,00 € HT	50,00 %	400 000,00 €
	Montant total de la subvention		400 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHENNEVIERES SUR MARNE
Adresse administrative : 14 AVENUE DU MARECHAL LECLERC 94430 CHENNEVIERES-SUR-MARNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Pierre BARNAUD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mars 2019 - 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Chennevières-sur-Marne (18 365 habitants-INSEE 2015) propose l'opération "Construction d'un équipement polyvalent".
Ce nouvel équipement polyvalent est prévu pour remplacer l'équipement actuel Jean Moulin trop petit, vétuste et non fonctionnel. Cette salle sera dédiée aux activités du groupe scolaire à proximité et aux manifestations culturelles municipales.
Il sera composé d'une salle polyvalente de 600 m² pouvant accueillir jusqu'à 1000 personnes debout, de ses annexes (accueil, vestiaires, régie, office) et d'un parking souterrain de 160 places.
La mise en service de celui-ci est attendue pour septembre 2020.
Cet équipement polyvalent s'inscrira dans une démarche environnementale exemplaire par la construction de bâtiments passifs labellisés matériaux biosourcés.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût des travaux est estimé à 6 155 078,33 € HT plafonné à 800 000 € HT.

Localisation géographique :

- CHENNEVIERES-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	5 577 180,00	90,61%
HONORAIRES	577 898,33	9,39%
Total	6 155 078,33	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION-ILE-DE-FRANCE	400 000,00	6,50%
COMMUNE	5 755 078,33	93,50%
Total	6 155 078,33	100,00%

DOSSIER N° EX034574 - CAR - CREATION D'UN PARC DE L'IMPRESSIONNISME - LA QUEUE EN BRIE (94)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 000 000,00 € HT	50,00 %	500 000,00 €
	Montant total de la subvention		500 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LA QUEUE EN BRIE
Adresse administrative : RUE EDGAR DEGAS
94510 LA QUEUE-EN-BRIE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Paul FAURE-SOULET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 14 décembre 2016 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (AMO, CSPS), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de La Queue en Brie (11 905 habitants - INSEE 2015) propose l'opération "Création d'un parc de l'impressionnisme".
Le projet porte sur l'aménagement d'un espace vert à vocation culturelle, en accompagnement du développement de l'extension urbaine programmée en bordure de la RD4.
Il comprend notamment : le défrichement et le réaménagement des 19 000m² d'un terrain, avec la création d'allées piétonnes et d'un parcours initiatique sur l'impressionnisme comprenant la mise en situation des toiles du peintre Henri Rouart, la création d'un kiosque à musique avec un espace pour la pratique de la peinture, ainsi que la création d'un parking public de 15 à 20 places, et la réhabilitation des 2 glacières, du puits et du mur d'enceinte.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération est estimée à 1 123 745,88 € HT, plafonné à 1 000 000 € HT.

Localisation géographique :
- LA QUEUE-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	977 170,34	86,96%
FRAIS D'HONORAIRES	146 575,54	13,04%
Total	1 123 745,88	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	500 000,00	44,49%
COMMUNE	623 745,88	55,51%
Total	1 123 745,88	100,00%

DOSSIER N° EX043434 - CAR - ECOLE EINSTEIN - REFECTION ETANCHEITE ET STRUCTURE - COMMUNE D'IVRY SUR SEINE (94)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 902-21-204142-121001-1700
Action : 12100101- Contrats d'aménagement régional - écoles du premier degré - actions territorialisées

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	289 508,00 € HT	50,00 %	144 754,00 €
	Montant total de la subvention		144 754,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'IVRY SUR SEINE
Adresse administrative : ESPLANADE GEORGES MARRANE
94200 IVRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur PHILIPPE BOUYSSOU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 août 2019 - 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune d'Ivry-sur-Seine (59 572 habitants-INSEE 2015) propose l'opération « Réfection de l'isolation et de l'étanchéité de l'école Albert Einstein »
L'établissement scolaire a été construit en 1982. Situé dans le quartier de la cité du Parc, sa conception, directement ouverte et en partie enchâssée dans la cité a été extrêmement novatrice pour l'époque. Son architecture complexe sera respectée, voire retrouvée là où des interventions maladroites ont pu être opérées.
L'école a depuis sa construction fait l'objet de désagréments liés à la présence de fuites sur les toitures terrasses et d'infiltrations depuis les circulations hautes de la cité ceinturant la cour. De là deux diagnostics ont été lancés respectivement sur la structure et sur l'étanchéité de l'école. L'objectif général de cette opération est de lever les remarques formulées dans les deux diagnostics Il s'agit ainsi d'isoler thermiquement les toitures terrasses et de pérenniser le bâti par des travaux d'étanchéité.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 723 772 € HT plafonné à 289 508 € HT.

Localisation géographique :
- IVRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	723 772,00	100,00%
Total	723 772,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	144 754,00	20,00%
ETAT - Soutien à l'investissement local 2018	361 885,93	50,00%
COMMUNE	217 132,07	30,00%
Total	723 772,00	100,00%

DOSSIER N° EX026457 - CAR - AGRANDISSEMENT DU CENTRE DE LOISIRS - COMMUNE DE CHAMPAGNE SUR OISE (95)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	310 000,00 € HT	50,00 %	155 000,00 €
	Montant total de la subvention		155 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE CHAMPAGNE-SUR-OISE
Adresse administrative : PL DU GENERAL DE GAULLE
95660 CHAMPAGNE-SUR-OISE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Corinne VASSEUR, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Agrandissement du Centre de Loisirs

Dates prévisionnelles : 24 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Champagne-sur-Oise (4967 habitants - Insee 2015) propose l'opération "Agrandissement d'un centre de loisirs".

Le centre de loisirs sans hébergement accueille les enfants pendant les périodes scolaires et durant les vacances. Actuellement 100 enfants sont inscrits, mais 25 restent en liste d'attente.
Face aux besoins supplémentaires d'accueil, l'équipe municipale a fait le choix d'agrandir cette structure pour l'accueil de 30 enfant supplémentaires.

Le centre de loisirs a déjà fait l'objet d'une extension en 2011 dans le cadre du précédent Contrat Régional avec une restructuration du bâtiment existant. L'actuel centre de loisirs se compose de 2 salles d'activités (58 et 61 m²), d'une infirmerie et de sanitaires dont 1 PMR.
Une surélévation est envisagée pour permettre l'accueil de 30 enfants supplémentaires.
Le nouvel espace, d'une superficie de 100 m², comprendra :
• une salle d'activité,
• un dégagement toilette individualisé filles-garçons

• un local vestiaire pour le personnel.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 310 000 €. La subvention régionale maximum est de 155 000 € correspondant à un taux de 50%.

Localisation géographique :
- CHAMPAGNE-SUR-OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	310 000,00	100,00%
Total	310 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	155 000,00	50,00%
COMMUNE	155 000,00	50,00%
Total	310 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX041494 - CAR - TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE VOIRIE : RUE DORY ET RUE DE LA GLORIETTE - CHARS (95)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	500 000,00 € HT	50,00 %	250 000,00 €
		Montant total de la subvention	250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHARS
Adresse administrative : RUE DE GISORS
95750 CHARS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Danièle ROUX, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 janvier 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Chars (2 106 habitants - INSEE 2015) propose l'opération "Travaux d'aménagement de voirie dans la rue Dory et la rue de la Gloriette".

La commune de Chars possède un bâti dense dans la partie basse de son territoire irrigué notamment par les deux voiries précitées.

Une densification urbaine est constatée le long de ces deux rues en raison de divisions immobilières opérées lors de ventes successives, générant l'installation de jeunes ménages possédant deux voire trois véhicules par foyer.

Le bâti particulier de la rue de la Gloriette et d'un tronçon de la rue Dory se composent de maisons dites « de ville » dépourvues de stationnements privatifs.

L'état dégradé du réseau viaire, des accotements et des espaces publics nécessitent le réaménagement du linéaire de ces deux rues de Chars. Les travaux prévus permettent de remédier à cette situation.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 622 715 € HT, plafonnés à 500 000 €. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :
- CHARS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	622 715,00	100,00%
Total	622 715,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	250 000,00	40,15%
DEPARTEMENT DU VAL D'OISE SOLLICITÉ	100 000,00	16,06%
COMMUNE	272 715,00	43,79%
Total	622 715,00	100,00%

DOSSIER N° EX036253 - CAR - EXTENSION, RESTRUCTURATION DE LA SALLE DES FETES - COMMUNE DE GROSLAY (95)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	900 000,00 € HT	50,00 %	450 000,00 €
	Montant total de la subvention		450 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GROSLAY
Adresse administrative : 21 RUE DU GENERAL LECLERC
95410 GROSLAY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Joël BOUTIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 janvier 2019 - 31 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Groslay (8715 habitants - INSEE 2015) souhaite réaliser une opération "'Extension et Restructuration de la salle des fêtes".

Cet équipement construit en 1913 joue un rôle prépondérant dans la vie de la commune et accueille de nombreux évènements locaux liés à la vie municipale, culturelle et associative (salle du conseil municipal, salle de réception, salle de spectacles, d'expositions, …).

Il est proposé d'améliorer les conditions d'accueil de tous les publics notamment l'accessibilité à l'équipement et les conditions d'utilisation et de fonctionnement de la salle, qui a un usage très polyvalent.

Les travaux envisagés concernent la:
- réalisation d'une extension permettant de créer un hall d'accueil et annexes
- mise aux normes thermique et acoustique de l'équipement
- modernisation de la partie scénique (son, lumière...)
- prise en compte de l'aspect extérieur pour une intégration du bâti dans le tissu existant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 1 304 761,37 € HT plafonné à 900 000 € HT.
La subvention maximum est de 450 000 € correspondant au taux de 50%.

Localisation géographique :
- GROSLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 304 761,37	100,00%
Total	1 304 761,37	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	450 000,00	34,49%
COMMUNE	854 761,37	65,51%
Total	1 304 761,37	100,00%

DOSSIER N° EX036258 - CAR - MISE EN VALEUR PIETONISATION SECURISATION DE LA PLACE DE LA LIBERATION - GROSLAY (95)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	200 000,00 € HT	50,00 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GROSLAY
Adresse administrative : 21 RUE DU GENERAL LECLERC
95410 GROSLAY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Joël BOUTIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 janvier 2019 - 31 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Groslay (8715 habitants - INSEE 2015) souhaite réaliser la requalification complète de la place de la libération dans le respect des normes d'accessibilité avec une recherche de traitement qualitatif.

Située en coeur de ville, cette place ne joue plus sa fonction de centralité en raison de problèmes liés à la circulation et au stationnement anarchique notamment aux abords des écoles. Ce projet de requalification vise également à enfouir les réseaux.

La place sera traitée comme un "parvis" au droit de la salle des Fêtes avec des arches et une rampe pour permettre l'accessibilité PMR. Les sols feront l'objet d'un calepinage en pavés de grès sciés et dallage grès. Un balisage lumineux (spots à source Led à très faible consommation) guidera les piétons et accentuera les axes composant l'aménagement de la place. Les arbres actuels seront remplacés par des arbres de haute-tige pour assurer une accroche visible entre la rue du général Leclerc et la place. Un espace central permettra d'accueillir une terrasse de café ou de restaurant ainsi que des festivités (borne foraine). L'enfouissement des réseaux et l'éclairage public sera réalisé.
Il est également prévu la pose de mobilier urbain (bancs, arceaux vélos, etc...) hors demande de subvention.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 721 081,90 € HT plafonné à 200 000 € HT.
La subvention maximum est de 100 000 € correspondant au taux de 50%.

Localisation géographique :

- GROSLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	721 081,90	100,00%
Total	721 081,90	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	100 000,00	13,87%
COMMUNE	621 081,90	86,13%
Total	721 081,90	100,00%

DOSSIER N° EX036586 - CAR - CREATION D'UN RESTAURANT INTERGENERATIONNEL - NEUVILLE-SUR-OISE (95)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	160 000,00 € HT	50,00 %	80 000,00 €
	Montant total de la subvention		80 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: COMMUNE DE NEUVILLE SUR OISE
Adresse administrative	: 65 RUE CORNUDET 95000 NEUVILLE-SUR-OISE
Statut Juridique	: Commune
Représentant	: Monsieur Gilles LECAM, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 janvier 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Neuville-sur-Oise (2 036 habitants - INSEE 2015) propose de réaliser l'opération "Création d'un restaurant intergénérationnel".

La ville souhaite créer du lien entre les générations en réalisant un restaurant intergénérationnel.

Elle profite de la libération des locaux de l'école maternelle vers le nouveau groupe scolaire pour réhabiliter le site et le remettre aux normes.

La commune souhaite profiter de la mixité des populations présentes sur le territoire (établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes dédié à l'accueil des personnes en perte d'autonomie physique et/ou psychique - EHPAD, étudiants, jeunes travailleurs, élèves du groupe scolaire, associations et entreprises) pour proposer un service innovant à l'attention du plus grand nombre.

Le site sera entièrement rénové afin de répondre aux exigences en matière d'Établissement Recevant du Public (ERP), d'accessibilité et de moindre consommation énergétique.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 938.588 € HTplafonné à 160.000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

- NEUVILLE-SUR-OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX (plafonné à 160000 € HT)	938 588,00	100,00%
Total	938 588,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	80 000,00	8,52%
DEPAREMENT DU VAL D'OISE	40 000,00	4,26%
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION CERGY-PONTOISE	299 294,00	31,89%
COMMUNE	519 294,00	55,33%
Total	938 588,00	100,00%

DOSSIER N° EX035520 - CAR - EXTENSION DE L'ECOLE GERARD CLAUDEL - ENNERY (95)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	869 960,80 € HT	50,00 %	434 980,40 €
	Montant total de la subvention		434 980,40 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ENNERY
Adresse administrative : PLACE ATHANASE RENDU
95300 ENNERY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Gérard LEROUX, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 novembre 2017 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du Règlement Budgétaire et Financier de la Région, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération : pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, géomètre, sondage, frais de dossier,…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable.

Description :
La commune d'Ennery (2 416 habitants - INSEE 2015) propose de réaliser l'opération " extension de l'école Gérard Claudel".

Le nouveau bâtiment, comprendra deux classes élémentaires, dont une dédiée aux enfants de l'institut médico-éducatif (IME) d'Ennery, et une salle multi-activités pédagogiques. Stué en limite de la place Oberriexingen, cet équipement sera construit en partie sur les deux cours du groupe scolaire. Le prolongement du bâtiment vers l'est s'effectuera par une estrade-gradin bois et intégrera un préau accessible depuis les deux cours.

L'entrée actuelle de l'école élémentaire sera déplacée afin de l'orienter côté place Oberriexingen.

Le bâtiment d'une surface de plancher de 260 m² sera revêtu d'une isolation par l'extérieur. Il est divisé en deux entités indépendantes : les classes d'enseignement accessibles depuis la cour de l'école et la salle

multi-activités accessible directement depuis la place assurant un fonctionnement autonome voulu.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ENNERY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	761 000,00	87,48%
ETUDES	108 960,80	12,52%
Total	869 960,80	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	434 980,40	50,00%
DEPARTEMENT 95	48 992,16	5,63%
COMMUNE	260 988,24	30,00%
Fonds de soutien à l'investissement public local (FSIPL)	125 000,00	14,37%
Total	869 960,80	100,00%

DOSSIER N° EX036264 - CAR - REHABILITATION ET EXTENSION DE LA DEMI PENSION DU GROUPE SCOLAIRE DES DIX ARPENTS - ERAGNY-SUR-OISE (95)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	300 000,00 € HT	50,00 %	150 000,00 €
	Montant total de la subvention		150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: COMMUNE D'ERAGNY-SUR-OISE
Adresse administrative	: PLACE LOUIS DON MARINO 95611 ERAGNY-SUR-OISE
Statut Juridique	: Commune
Représentant	: Monsieur Thibault HUMBERT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune d'Eragny-sur-Oise (16 585 habitants - INSEE 2015) propose de réaliser l'opération "réhabilitation et extension de l'office et du réfectoire du groupe scolaire des Dix Arpents".

L'office du groupe scolaire des Dix Arpents ne répond pas aux normes de restauration collective. Certains matériaux et équipements doivent être remplacés et la configuration spatiale ne permet pas la mise en œuvre de la « marche en avant », sens de circulation réglementaire des aliments et principe clé de l'hygiène alimentaire.

Les cloisons de l'office seront abattues, l'office sera entièrement réaménagé avec du matériel neuf.

D'autre part, la hausse des effectifs de la demi-pension nécessite l'agrandissement de la salle de restauration et l'installation d'un self. L'extension sera réalisée sur le préau attenant.

La réhabilitation du site permettra un travail sur l'acoustique qui contribuera également à améliorer les conditions d'accueil des enfants et les conditions de travail des agents.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 300 000 € HT.

Localisation géographique :

- ERAGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	300 000,00	100,00%
Total	300 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	150 000,00	50,00%
DEPARTEMENT DU VAL D'OISE	60 000,00	20,00%
COMMUNE	90 000,00	30,00%
Total	300 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX023959 - RESTAURATION ET MISE EN VALEUR DE LA CHAPELLE SAINT-CHARLES DE L'EGLISE SAINT-MEDARD - COMMUNE D'ANDILLY (95)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	50 000,00 € HT	50,00 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAIRIE DE ANDILLY
Adresse administrative : 1 RUE RENE CASSIN
95580 ANDILLY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Daniel FARGEOT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 30 avril 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune d'Andilly (2634 habitants - Insee 2015) propose l'opération de "Restauration et de mise en valeur de la chapelle Saint-Charles de l'église Saint-Médard".
L'église est située au coeur du vieux village, entouré de bâtiments administratifs, de commerces et d'habitations.

Les travaux concernent la rénovation des murs, des sols, des boiseries ainsi que la mise aux normes de l'électricité et du système de chauffage :
- piochage des enduits et mise en oeuvre d'un enduit de finition
- reprise des corniches en plâtre
- traitement des fissures
- remise en état du parquet
- réfection des boiseries des moulures

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 85 000 € HT. La subvention régionale maximum est de 25 000 € correspondant à un taux de 50% du montant plafonné à 50 000 € HT.

Localisation géographique :

- ANDILLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	85 000,00	100,00%
Total	85 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	25 000,00	29,41%
DEPARTEMENT 95	17 000,00	20,00%
COMMUNE	43 000,00	50,59%
Total	85 000,00	100,00%

DOSSIER N° 16016056 - CRT REHABILITATION DE LA FERME DU CENTRE-VILLE - POLE ADMINISTRATIF ET AMENAGEMENTS EXTERIEURS - MORMANT (77)

Dispositif : Contrat régional territorial (n° 00000801)
Délibération Cadre : CR07-12 du 28/06/2012
Imputation budgétaire : 905-52-204141-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat régional territorial	1 088 405,00 € HT	40,00 %	435 362,00 €
	Montant total de la subvention		435 362,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MORMANT
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
77720 MORMANT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Sylvain CLERIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 6 mai 2015 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Mormant (4 741 habitants - INSEE 2015) propose l'opération «Réhabilitation de la ferme du centre-ville - pôle administratif et aménagements extérieurs"

La municipalité a décidé d'acquérir la ferme Bachelier, d'une superficie de 5 300 m², située au cœur de la commune. Elle souhaite réaliser d'importants travaux de réhabilitation afin de pouvoir y accueillir certains équipements publics, qui ne sont pas ou plus adaptés aux besoins des usagers dans leur configuration actuelle. Le projet s'inscrit dans un objectif de dynamisation du centre-ville, avec une attention particulière portée à la qualité architecturale en conservant les éléments remarquables du site et en y intégrant des éléments modernes.

Une réhabilitation est prévue sur plusieurs corps de la ferme et sur les espaces extérieurs pour réaliser le nouveau pôle administratif qui permettra de remédier au manque de locaux dans l'actuelle mairie à travers la création de bureaux pour les services municipaux, de locaux d'archives et d'espaces ayant

vocation à recevoir du public accessibles aux personnes à mobilité réduite : salle de conseil, hall d'accueil, salon d'honneur, salle des mariages.
Les espaces extérieurs seront aménagés (remaniement des plantations, interventions sur les pavés, réseaux, éclairage, pose de grilles...) en intégrant des cheminements adaptés pour les personnes à mobilité réduite. Le site offrira un espace végétalisé, mettant la cour en valeur.
L'aménagement d'un pôle culturel sur le même site fait l'objet d'une autre opération du contrat régional.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 1 393 400 € HT, plafonné à 1 088 405 € HT. La subvention régionale maximum est de 435 362 € correspondant à un taux de 40 % sur le montant plafonné.

Localisation géographique :
- MORMANT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 278 400,00	91,75%
HONORAIRES	115 000,00	8,25%
Total	1 393 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	435 362,00	31,24%
COMMUNE	958 038,00	68,76%
Total	1 393 400,00	100,00%

DOSSIER N° 14008175 - CRT REHABILITATION DE L'ALSH PREVERT - REFECTION DE LA TOITURE - LISSES (91)

Dispositif : Contrat régional territorial (n° 00000801)
Délibération Cadre : CR07-12 du 28/06/2012
Imputation budgétaire : 905-52-204141-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat régional territorial	856 455,73 € HT	30,00 %	256 936,72 €
	Montant total de la subvention		256 936,72 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LISSES
Adresse administrative : 2 RUE THIROUIN
91090 LISSES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Thierry LAFON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 janvier 2019 - 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Lisses (7 586 habitants Insee 2015) propose l'opération "Réhabilitation de l'ALSH Prévert - réfection de la toiture".
Les travaux portent sur :
- La verrière : quelques éléments de charpente sont présents sur l'édifice, principalement dotée d'une toiture terrasse, et viennent apporter du volume à la construction. Constituée d'éléments métalliques mécano-soudés, la charpente ne présente pas de dangerosité mais des traces de corrosion et comporte des éléments verriers et bitumineux en très mauvais état. Les travaux consisteront donc à reprendre cette verrière pour régler ces désordres.

- La toiture et l'étanchéité : les couvertures dont l'étanchéité a été réalisée avec une membrane bitume élastomère et recouverte de gravillons sont vétustes et les descentes d'eaux pluviales sont obturées par la mauvaise égalisation des gravillons et la végétalisation naturelle. L'étanchéité des acrotères est également en très mauvais état du fait de leur exposition directe aux éléments naturels (UV, pluie, grêle etc.) puisqu'il n'y a pas de couvertine. En parallèle de ces dégradations liées au temps, l'utilisation, non autorisées, de ces espaces pour des pratiques sportives ou ludiques concourt à l'amplification du mauvais état général de la toiture. En effet, les toitures de ce site constituent l'un des éléments renommés du « Parkour » (pratique des sauts et d'escalade en milieu urbain) et constituent des espaces de regroupement pour certains jeunes de la ville ou des villes voisines. Il est donc nécessaire, à plusieurs titres, de procéder à la réfection complète de l'étanchéité et à l'isolation de la toiture. De plus, il est indispensable

d’en limiter l’accès aux seules opérations de maintenance afin que cette réfection puisse être pérenne. Ainsi, les travaux prévoiront la création d’éléments métalliques recouvrant l’ensemble de la toiture du site.

Ce contrat ne donne pas lieu à l'obligation de recruter un stagiaire.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération est estimé à 1 159 300 € HT, plafonné à 856 455,73 €.

Localisation géographique :
- LISSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 159 300,00	100,00%
Total	1 159 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	256 936,72	22,16%
COMMUNE	902 363,29	77,84%
Total	1 159 300,01	100,00%

DOSSIER N° 15015312 - CRT - REAMENAGEMENT DE L'ERMITAGE EN VUE DE LA CREATION DE LA MAISON DE LA PETITE ENFANCE - MARCOUSSIS (91)

Dispositif : Contrat régional territorial (n° 00000801)
Délibération Cadre : CR07-12 du 28/06/2012
Imputation budgétaire : 905-52-204141-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat régional territorial	833 750,00 € HT	25,00 %	208 437,50 €
	Montant total de la subvention		208 437,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MARCOUSSIS
Adresse administrative : 5 RUE ALFRED DUBOIS
91460 MARCOUSSIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Olivier THOMAS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 août 2018 - 1 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle,...), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Marcoussis (8 132 habitants - INSEE 2015) propose l'opération "Réaménagement de l'Ermitage en vue de la création de la Maison de la Petite Enfance".

Le projet, d'une surface de 1 101 m² dont 580 m² de locaux, est situé dans le parc paysagé du château des Célestins. Il a pour objectif de regrouper la crèche familiale, la halte-garderie et le relais d'assistantes maternelles. L'opération, qui conserve la coque du bâtiment actuel, consiste à réviser l'isolation thermique de l'ensemble du bâti et à aménager les intérieurs pour les rendre fonctionnels, et les mettre aux normes actuelles notamment en terme d'accessibilité.
Les travaux comprennent la démolition, la pose de bardage, l'isolation, le remplacement des menuiseries extérieures et intérieures, la réfection de l'électricité, du chauffage, de la plomberie, et de la ventilation, ainsi que la pose de carrelage, peinture, revêtement de sol. Les espaces verts aux abords sont également aménagés.

Ce contrat ne donne pas lieu à l'obligation de recruter un stagiaire.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 1 632 865 € HT. La subvention régionale maximum est de 208 437,50 € correspondant à un taux maximum de 25% de la base subventionnable plafonnée à 833 750 € HT.

Localisation géographique :
- MARCOUSSIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 498 065,00	91,74%
HONORAIRES	134 800,00	8,26%
Total	1 632 865,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	208 437,50	12,77%
Département 91 (attribuée)	368 690,00	22,58%
Commune	1 055 737,50	64,66%
Total	1 632 865,00	100,00%

DOSSIER N° 16002948 - CRT - TRANSFORMATION D'UN COURT DE TENNIS COUVERT EN GYMNASE - MORSANG-SUR-ORGE (91)

Dispositif : Contrat régional territorial (n° 00000801)
Délibération Cadre : CR07-12 du 28/06/2012
Imputation budgétaire : 905-52-204141-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat régional territorial	206 735,60 € HT	25,00 %	51 683,90 €
		Montant total de la subvention	51 683,90 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MORSANG SUR ORGE
Adresse administrative : 72 RUE JEAN RAYNAL SQUARE ALEXANDRE
91390 MORSANG-SUR-ORGE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Marjolaine RAUZE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2016 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, bureau de contrôle, CSPS, OPC), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Morsang-sur-Orge (21 604 habitants - INSEE 2015) propose l'opération "transformation d'un court de tennis couvert en gymnase".

Afin de répondre aux besoins locaux, l'actuel terrain de tennis couvert sera transformé en gymnase. Ce dernier permettra à la fois d'assurer des créneaux horaires à destination des lycéens et d'en limiter les déplacements mais également de répondre à la demande d'activités hors temps scolaire. Ainsi, les associations de badminton, futsal, football masculin et féminin trouveraient un équipement complémentaire à leur pratique lors des saisons hivernales.
Les travaux porteront sur :
- l'isolation thermique et l'étanchéité (installation, sécurité, traitement du relevé d'étanchéité sur rives pignons, changement des gouttières, des voutes filantes, isolation thermique-étanchéité, habillage des rives pignons etc.) ;
- le chauffage du plateau d'évolution (installation d'un chauffage au gaz à panneaux rayonnants) ;

- l'éclairage (rénovation et installation de nouveaux matériels).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MORSANG-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	206 735,60	100,00%
Total	206 735,60	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	51 683,90	25,00%
COMMUNE	155 051,70	75,00%
Total	206 735,60	100,00%

DOSSIER N° 16003592 - REALISATION D'UN GYMNASE - BOISSY-SAINT-LEGER

Dispositif : Contrat régional territorial (n° 00000801)
Délibération Cadre : CR07-12 du 28/06/2012
Imputation budgétaire : 905-52-204141-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat régional territorial	2 275 378,00 € HT	50,00 %	1 137 689,00 €
	Montant total de la subvention		1 137 689,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOISSY SAINT LEGER
Adresse administrative : 7 BOULEVARD LEON REVILLON
94470 BOISSY ST LEGER
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Régis CHARBONNIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2016 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (à adapter selon les cas : honoraires de maitrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, assurance dommages-ouvrage), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable . La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
Le nouvel équipement sera de type multisports et répondra aux exigences sportives suivantes :
- Niveau d'homologation départemental des fédérations pour la pratique des sports collectifs de hand-ball et basket-ball ;
- Pratique scolaire et associative : volley, badminton, tennis.

Le stationnement sera réalisé dans le cadre de la construction du nouveau gymnase comprenant un parking public extérieur de 30 places. Il est prévu un accès exclusivement piéton entre le gymnase actuel et le nouveau.
L'équipement comprendra :
- un hall d'accueil,
- pour la partie gymnase : une aire d'activités, espace sportif polyvalent, des gradins,
- les bureaux des associations,
- des espaces de rangement matériel,
- une loge gardien avec sanitaire et douche,

- une infirmerie,
- des vestiaires et sanitaires,
- différents locaux de stockage (matériel extérieur, stockage pour les produits d'entretiens, poubelles) et techniques (chaufferie, ventilation, électricité).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 4 638 122€ HT, plafonné à 2 275 378€ HT.

Localisation géographique :
- BOISSY-SAINT-LEGER

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	4 033 150,00	86,96%
HONORAIRES	604 972,00	13,04%
Total	4 638 122,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	1 137 689,00	24,53%
Commune	2 988 433,00	64,43%
DEPARTEMENT 94 sollicité	512 000,00	11,04%
Total	4 638 122,00	100,00%

DOSSIER N° 16003593 - ISOLATION THERMIQUE DU GROUPE SCOLAIRE JEAN ROSTAND - BOISSY-SAINT-LEGER

Dispositif : Contrat régional territorial (n° 00000801)
Délibération Cadre : CR07-12 du 28/06/2012
Imputation budgétaire : 905-52-204141-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat régional territorial	735 050,00 € HT	50,00 %	367 525,00 €
	Montant total de la subvention		367 525,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOISSY SAINT LEGER
Adresse administrative : 7 BOULEVARD LEON REVILLON
94470 BOISSY ST LEGER
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Régis CHARBONNIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2016 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (à adapter selon les cas : honoraires de maitrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, assurance dommages-ouvrage), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable . La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La restauration des façades avec une amélioration thermique globale, par dispositif d'isolation par l'extérieur, consiste à :

- conserver les menuiseries de façades existantes,
- installer des panneaux "sandwichs" rapportés sur l'extérieur,
- constituer un dispositif d'isolation par l'extérieur (ITE).

Dans le cadre de ces travaux, sera assuré également :

- le traitement des retours en tableaux et voussures de baies avec dispositif d'isolant mince, et des soubassements, avec film d'étanchéité et dispositif d'isolant adapté,
- la confection de nouvelles couvertines en partie haute de façade
- la révision générale des organes de fixation et le traitement adapté de l'ensemble des dalles,

- le traitement des joints de construction,
- la révision des stores d'occultation comprenant le nettoyage général des toiles, le remplacement des toiles détériorées et la révision des cadres porteurs.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BOISSY-SAINT-LEGER

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	645 800,00	87,86%
HONORAIRES	89 250,00	12,14%
Total	735 050,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	367 525,00	50,00%
COMMUNE	367 525,00	50,00%
Total	735 050,00	100,00%

DOSSIER N° 14014591 - AMENAGEMENT CENTRE VILLE- CACHAN

Dispositif : Contrat régional territorial (n° 00000801)
Délibération Cadre : CR07-12 du 28/06/2012
Imputation budgétaire : 905-52-204141-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat régional territorial	1 127 151,00 € HT	35,00 %	394 502,85 €
	Montant total de la subvention		394 502,85 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CACHAN MAIRIE
Adresse administrative : SQ DE LA LIBERATION
94230 CACHAN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame HELENE DE COMARMOND, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mars 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Cachan (30 433 habitants - INSEE 2015) propose l'opération "Aménagement du Centre Ville de Cachan"

L'opération consiste à aménager les abords de l'Hôtel de Ville par la création d'un large parvis avec une mise en relation directe sous forme de trois allées des jardins de l'Hôtel de Ville, du Parc Raspail et du Square de la Libération, qui seront quant à eux restaurés.
Les déplacements urbains seront requalifiés afin d'offrir le maximum d'espace sécurisé aux piétons. Ainsi, la grande esplanade existante de stationnement sera restructuée en deux placettes exclusivement piétonnes sur deux niveaux reliés par une rampe PMR et un escalier.
Les parvis réservés aux piétons seront séparés de la voirie, destinée quant à elle aux stationnements et aux bus, par des massifs plantés qui auront aussi pour fonction de récupérer les eaux pluviales.
Par ailleurs, l'accent sera mis sur la restauration et la rénovation des parcs et jardins afin d'être en cohérence avec l'objectif d'offrir à cette opération un véritable projet paysager et de poursuivre sa politique en faveur du développement durable.

Ce contrat ne donne pas lieu à l'obligation de recruter un stagiaire.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût de l'opération est estimé à 2 826 600 € HT, plafonné à 1 127 151 € HT.

Localisation géographique :

- CACHAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	2 826 600,00	100,00%
Total	2 826 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	394 502,85	13,96%
CACHAN	2 432 097,15	86,04%
Total	2 826 600,00	100,00%

DOSSIER N° 15014796 - CRT REHABILITATION DE LA MAIRIE - MENUCOURT (95)

Dispositif : Contrat régional territorial (n° 00000801)
Délibération Cadre : CR07-12 du 28/06/2012
Imputation budgétaire : 905-52-204141-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat régional territorial	496 637,00 € HT	20,00 %	99 327,40 €
		Montant total de la subvention	99 327,40 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MENUCOURT
Adresse administrative : RUE PASTEUR
95180 MENUCOURT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Éric PROFFIT-BRULFERT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Menucourt (5 518 habitants INSEE 2015) propose l'opération suivante : "Réhabilitation de la mairie".
Le bâtiment est ancien et n'a pas encore fait l'objet de réhabilitation importante. Le chauffage ainsi que l'isolation des combles n'ont pas été rénovés. La mauvaise isolation est source d'inconfort, tant pour les services que pour les habitants, ne permettant d'endiguer la chaleur en été et d'assurer une température acceptable en hiver.
Afin d'améliorer l'efficacité énergétique du bâtiment, celui-ci sera réhabilité par :
- une isolation extérieure et intérieure (combles) ;
- un remplacement des menuiseries extérieures ;
- la rénovation du mode de chauffage, avec la mise en place notamment de robinets thermostatiques ;
- par une amélioration de l'éclairage et la mise aux normes de l'électricité ;
- par la réalisation d'un nouveau parking à la place des anciens services techniques.

Ce contrat ne donne pas lieu à l'obligation de stagiaire.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 543 950 € HT plafonné à 496 637 € HT.

Localisation géographique :

- MENUCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	473 000,00	86,96%
HONORAIRES	70 950,00	13,04%
Total	543 950,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	99 327,40	18,26%
CD 95 - Acquis	99 327,40	18,26%
COMMUNE	345 295,20	63,48%
Total	543 950,00	100,00%

DOSSIER N° 18015333 - INGENIERIE TERRITORIALE - ETUDE URBAINE DES ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES (ZAE) - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SAINT GERMAIN BOUCLES DE SEINE (78)

Dispositif : Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité (n° 00000945)
Délibération Cadre : CP15-605 du 08/10/2015
Imputation budgétaire : 905-52-204141-452001-1700
Action : 452001086- Soutien aux dynamiques territoriales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité	70 000,00 € HT	48,74 %	34 118,00 €
	Montant total de la subvention		34 118,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA SAINT GERMAIN BOUCLES DE SEINE
Adresse administrative : 66 ROUTE DE SARTROUVILLE
78230 LE PECQ
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Pierre FOND, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 janvier 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La communauté d'agglomération Saint Germain Boucles de Seine (334 123 habitants - INSEE 2016) est une intercommunalité créée par arrêté préfectoral au 1er janvier 2016. Elle propose l'opération "étude urbaine des zones d'activités économiques".
L'étude de densification et de requalification des zones d'activités économiques (ZAE) a pour objectif d'étendre le rayonnement du tissu économique intercommunal sur le département et sur les grands pôles économiques environnants.

Les ZAE sont réparties sur les vingt communes ; pour certaines elles peuvent être réunies en plateformes d'activités. Celles-ci feront l'objet d'un phasage avec des priorités d'intervention. Les études portant sur une ZAE s'inscrivent dans une démarche globale d'études sur l'ensemble des zones d'activité de la communauté d'agglomération Saint Germain Boucles de Seine. Ces études urbaines ont pour objecif d'analyser les potentialités d'évolution et les stratégies foncières à mener en définissant des schémas urbains, paysagers et fonctionnels et les conditions de faisabilité des projets à l'îlot (diagnostic, scénarii, constructibilité, phasage d'aménagement et montages opérationnels et financiers).

L'objectif de cette étude vise à :
- obtenir de la mutabilité foncière à court terme,
- densifier les zones d'activités économiques (ZAE) existantes,
- améliorer l'offre de services et la vie des entreprises/salariés dans la ZAE,
- offrir aux entreprises qui s'éloignent de Paris un nouveau potentiel d'accueil.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La dotation potentielle maximum que l'Etat et la Région peuvent accorder dans chaque convention-cadre pluriannuelle est définie de la façon suivante pour les EPCI appartenant à l'unité urbaine de Paris et concernés par le SRCI est de 1€/habitant.

Localisation géographique :
- CA SAINT GERMAIN BOUCLES DE SEINE (78-YVELINES)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Soutien aux dynamiques territoriales

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ETUDES	70 000,00	100,00%
Total	70 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	34 118,00	48,74%
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SAINT GERMAIN BOUCLES DE SEINE	35 882,00	51,26%
Total	70 000,00	100,00%

DOSSIER N° 18008486 - INGENIERIE TERRITORIALE - ELABORATION D'UN PLAN CLIMAT AIR ENERGIE TERRITORIAL - COMMUNAUTE DE COMMUNES COEUR D'YVELINES (78)

Dispositif : Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité (n° 00000945)
Délibération Cadre : CP15-605 du 08/10/2015
Imputation budgétaire : 905-52-204141-452001-1700
Action : 452001086- Soutien aux dynamiques territoriales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité	50 000,00 € HT	70,00 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: COMMUNAUTE DE COMMUNES COEUR D YVELINES MAIRIE
Adresse administrative	: 1 PLACE AUX HERBES 78640 NEAUPHLE-LE-CHATEAU
Statut Juridique	: Communauté de Communes
Représentant	: Monsieur Hervé PLANCHENAULT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 janvier 2019 - 1 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Communauté de communes Cœur d'Yvelines regroupe 31 communes pour 48 879 habitants, hors unité urbaine de Paris. Face aux enjeux de restructuration de son territoire, le programme d'études dans le cadre du dispositif de soutien aux dynamiques territoriales comprend :
- La réalisation d'une étude énergie. Un audit énergétique des bâtiments communaux et intercommunaux permettant de lister les travaux nécessaires afin de rendre les bâtiments conformes aux exigences environnementales. Cette mission d'étude est identifiée sur financements de l'Etat.
- L'élaboration d'un Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), identifié sur financements de la Région, objet de cette présente fiche.

Le PCAET permettra une coordination et une mobilisation des acteurs de l'intercommunalité autour la problématique Climat Air Energie qui regroupe plusieurs axes d'actions, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'adaptation au changement climatique, la sobriété énergétique, la qualité de l'air et le développement des énergies renouvelables. Cette démarche de planification territoriale comprendra un diagnostic, une stratégie territoriale permettant une diminution des gaz à effet de serre et des consommations énergétiques, un programme d'actions, un dispositif de suivi et d'évaluation.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Selon le réglement d'intervention, le calcul de la dotation globale maximale Région et Etat est égale à 3€ par habitants. Le dernier recensement INSEE 2015 fait état de 48 879 habitants, soit 146 637€ pour l'ensemble du programme d'étude.

Localisation géographique :
- CC COEUR D'YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Soutien aux dynamiques territoriales

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude pour la réalisation d'un Plan Climat Air Energie Territiorial (PCAET)	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France - CPER Volet territorial	35 000,00	70,00%
Communauté de communes Coeur d'Yvelines	15 000,00	30,00%
Total	50 000,00	100,00%

Annexe n°3 à la délibération : tableau des dotations Contrats d'Aménagement Régionaux

77 SEINE-ET-MARNE			
MOUROUX	EX038543	Création d'une salle polyvalente à dominante sportive	100 000,00
	EX034285	Création d'un groupe scolaire de 8 classes avec restauration	800 000,00
		Total subvention	**900 000,00**
78 YVELINES			
LE CHESNAY - ROCQUENCOURT	EX032357	Rénovation du club-house du tennis	300 000,00
	EX028406	Réhabilitation du centre technique municipal	600 000,00
		Total subvention	**900 000,00**
SAINT-NOM-LA-BRETECHE	EX042958	Requalification de l'entrée de ville ouest	57 800,00
	EX042960	Aménagement du parking pôle sportif	300 000,00
	EX042961	Requalification des abords du pôle sportif	200 000,00
	EX042959	Aménagement du parvis de l'église	62 200,00
		Total subvention	**620 000,00**
VERNOUILLET	EX041882	Construction d'une école maternelle de 4 classes en centre-ville	700 000,00
	EX041929	Aménagement d'un espace public en centre-ville	220 000,00
		Total subvention	**920 000,00**
91 ESSONNE			
BRUNOY	EX043325	Réaménagement et mise en accessibilité du château des Ombrages	970 000,00
	EX043322	Réhabilitation des cours d'école	29 755,00
	EX043327	Amélioration thermique du groupe scolaire Robert Dubois fenêtres et toitures	350 000,00
		Total subvention	**1 349 755,00**
ORMOY	EX039110	Construction d'un groupe scolaire (maternelle et élémentaire)	700 000,00
	EX042598	Création d'un city stade	13 500,00
	EX042599	Amélioration énergétique du groupe scolaire (volet environnemental)	440 000,00
		Total subvention	**1 153 500,00**
94 VAL-DE-MARNE			
CHENNEVIERES-SUR-MARNE	EX042209	Construction d'un groupe scolaire	550 000,00
	EX042523	Construction d'une salle polyvalente	400 000,00
		Total subvention	**950 000,00**
IVRY-SUR-SEINE	EX043434	Ecole Einstein - réfection étanchéité et structure	144 754,00
	EX043432	Voirie rue Hoche	622 646,50
	EX043430	Isolation thermique Cachin	300 000,00
		Total subvention	**1 067 400,50**
95 VAL D'OISE			
CHARS	EX041489	Aménagement d'un local associatif	88 515,00

	EX041490	Aménagement d'un local culturel et de logements locatifs dans l'ancien presbytère	241 212,00
	EX041494	Travaux d'aménagement de voirie : rue Dory et rue de la Gloriette	250 000,00
		Total subvention	**579 727,00**
		TOTAL GENERAL	**8 440 382,50**

Annexe n°4 à la délibération : échéanciers prévisionnels

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL
CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE DE MOUROUX (77)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION	
			2019	2020	2021	Taux %	Montant en €
Création d'un groupe scolaire de 8 classes avec restauration	3 094 300,00 €	1 600 000,00 €	800 000,00 €	800 000,00 €		50%	800 000,00
Création d'une salle polyvalente à dominante sportive	1 782 278,00 €	1 000 000,00 €		500 000,00 €	500 000,00 €	10%	100 000,00
TOTAL	**4 876 578,00 €**	**2 600 000,00 €**	800 000,00 €	1 300 000,00 €	500 000,00 €		900 000,00
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			**400 000,00 €**	**450 000,00 €**	**50 000,00 €**		**900 000,00**

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL
CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE DU CHESNAY-ROCQUENCOURT (78)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2019	2020	2021	Taux %	Montant en €
Réhabilitation du centre technique municipal	3 837 700,00	1 200 000,00	600 000,00	600 000,00		50%	**600 000,00**
Rénovation du club house du tennis	810 600,00	600 000,00	400 000,00	200 000,00		50%	**300 000,00**
TOTAL	4 648 300,00	1 800 000,00	1 000 000,00	800 000,00	0,00		
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			**500 000,00**	**400 000,00**	**0,00**		**900 000,00**

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL
CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE DE SAINT-NOM-LA-BRETECHE (78)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2018	2019	2020	Taux %	Montant en €
Aménagement du parking pôle sportif	822 000,00	600 000,00	30 000,00	420 000,00	150 000,00	50%	300 000,00
Requalification abords pôle sportif	840 000,00	500 000,00	25 000,00	350 000,00	125 000,00	40%	200 000,00
Aménagment du parvis de l'église	155 500,00	155 500,00	8 000,00	70 000,00	77 500,00	40%	62 200,00
Requalification entrée de la ville ouest	144 500,00	144 500,00	7 000,00	50 000,00	87 500,00	40%	57 800,00
Total	1 962 000,00	1 400 000,00	70 000,00	890 000,00	440 000,00		
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			**31 000,00**	**398 000,00**	**191 000,00**		**620 000,00**

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL
CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE DE VERNOUILLET (78)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2018	2019	2020	Taux %	Montant en €
Construction d'une école en centre-ville	4 169 500,00	1 400 000,00	460 000,00	940 000,00		50%	700 000,00
Aménagement d'un espace public	611 450,00	440 000,00		440 000,00		50%	220 000,00
Total	4 780 950,00	1 840 000,00	460 000,00	1 380 000,00	**0,00**		
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			**230 000,00**	**690 000,00**	**0,00**	**50%**	**920 000,00**

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL

CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE DE BRUNOY (91)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION				DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION	
			2019	2020	2021	2022	Taux %	Montant en €
Réaménagement et mise en accessibilité du château des Ombrages	2 510 114,00 €	1 940 000,00 €		582 000,00 €	970 000,00 €	388 000,00 €	50%	970 000,00 €
Réhabilitation de cours d'écoles	59 510,00 €	59 510,00 €	59 510,00 €				50%	29 755,00 €
Rénovation énergétique du groupe scolaire Robert Dubois	1 199 864,00 €	700 000,00 €	150 000,00 €	450 000,00 €	100 000,00 €		50%	350 000,00 €
TOTAL	3 796 488,00 €	2 700 000,00 €	209 510,00 €	1 032 000,00 €	1 070 000,00 €	388 000,00 €		
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			**104 755,00 €**	**516 000,00 €**	**535 000,00 €**	**194 000,00 €**		**1 349 755,00**

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL

CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE DE ORMOY (91)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION	
			2019	2020	2021	Taux %	Montant en €
Création d'un groupe scolaire	6 547 565,00 €	1 400 000,00 €	840 000,00 €	560 000,00 €		50%	700 000,00 €
Création d'un city stade	90 000,00 €	27 000,00 €	16 200,00 €	10 800,00 €		50%	13 500,00 €
Amélioration énergétique du groupe scolaire	889 585,00 €	880 000,00 €	528 000,00 €	352 000,00 €		50%	440 000,00 €
TOTAL	7 527 150,00 €	2 307 000,00 €	1 384 200,00 €	922 800,00 €			
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			**692 100,00 €**	**461 400,00 €**			**1 153 500,00**

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL

CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE DE CHENNEVIERES-SUR-MARNE (94)

OPERATIONS	MONTANT OPÉRATIONS PROPOSÉES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN€ HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION		DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2019	2020	Taux%	Montant en €
Groupe scolaire 12 classes et ALSH	8 273183.33	1 100 000	600 000	500 000	50	550 000
Equipement polyvalent	6155 078.33	800 000	400 000	400 000	50	400 000
TOTAL	14 428 261.66	1 900 000	500 000	450 000	50	950 000
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION						**950 000**

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL

CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE D'IVRY-SUR-SEINE (94)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2019	2020	2021	Taux %	Montant en €
Voirie rue Hoche	1 245 293,00	1 245 293,00	622 646,50	622 646,50		50%	**622 646,50**
Ecole Einstein - réfection étanchéité et structure	723 772,00	289 508,00	144 754,00	144 754,00		50%	**144 754,00**
Isolation thermique Cachin	2 154 995,00	600 000,00	200 000,00	250 000,00	150 000,00	50%	**300 000,00**
TOTAL	4 124 060,00	2 134 801,00	967 400,50	1 017 400,50	150 000,00		
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			**483 700,25**	**508 700,25**	**75 000,00**		**1 067 400,50**

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL

CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE DE CHARS (95)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION (en % de travaux réalisés)			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION	
			2019	2020	2021	Taux %	Montant en €
Aménagement d'un local culturel et de logements locatifs dans l'ancien presbytère	587 243,50	482 424,00	43 418,00	308 752,00	130 254,00	50%	241 212,00
Travaux d'aménagement de voirie; rue Dory et rue de la Gloriette	622 715,00	500 000,00	250 000,00	250 000,00	0,00	50%	250 000,00
Aménagement d'un local "secours populaire"	177 030,00	177 030,00	177 030,00	0,00	0,00	50%	88 515,00
TOTAL	1 386 988,50	1 159 454,00	470 448,00	558 752,00	130 254,00		579 727,00
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			**235 224,00**	**279 376,00**	**65 127,00**		**579 727,00**

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/01/2019

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-043

DU 24 JANVIER 2019

POLITIQUE RÉGIONALE ÉCONOMIE CIRCULAIRE ET DÉCHETS 1ER RAPPORT POUR 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis ;

VU Le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU Le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L 541-13 et suivants ;

VU La délibération n° CR 105-11 du 17 novembre 2011 relative à la politique régionale pour la prévention et la valorisation des déchets ;

VU La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 portant approbation du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 « délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente » modifiée par délibération n° CR 162 du 22 septembre 2017 « simplifier le fonctionnement du Conseil régional » ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 22-16 du 17 mars 2016 relative à la simplification des dispositifs d'aides régionales par la suppression de la modulation ;

VU La délibération n° CP 16-158 du 18 mai 2016 relative à l'adoption de nouvelles conventions types relatives à la prévention et à la valorisation des déchets ;

VU La délibération n° CR 127-16 du 7 juillet 2016 relative au dispositif île-de-France propre et à la mise en œuvre du fonds propreté modifiée par la délibération CP 2018-534 du 21 novembre 2018 ;

VU La délibération n° CR 174-16 du 22 septembre 2016 relative aux engagements de la Région vers un objectif « zéro déchet » en Ile de France ;

VU La délibération n° CP 16-581 du 16 novembre 2016 relative à l'adoption de nouvelles conventions types dans le cadre du fonds propreté ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 et par délibération CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU La délibération n° CP 18-111 du 16 mars 2018 relative à la modification du fonds propreté et de la politique de soutien à la prévention et de valorisation des déchets ;

VU Le Règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour l'année 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-043 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **soutien régional à la prévention et à la valorisation des déchets** », au financement des opérations détaillées dans les fiches-projets ci-jointes en annexe 1, par l'attribution de subventions d'un montant total prévisionnel maximum de **324 810,40 €.**

Subordonne le versement des subventions susvisées à la signature de conventions conformes à la convention type approuvée par délibération CP n°16-158 du 18 mai 2016, au titre du dispositif de soutien régional à la prévention et à la valorisation des déchets, modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **324 810,40 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », sous-fonction 72 « Actions en matière des déchets », programme PR 72-001 (472001) « Prévention et gestion des déchets », action 472001063 « Economie circulaire et déchets », du budget 2019.

Ces affectations relèvent du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 volet 3 « transition écologique et énergétique », sous-volet 32 « économie circulaire et économie des ressources».

Article 2 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **Fonds propreté** », au financement des opérations détaillées dans les fiches-projets ci-jointes en annexe 1, par l'attribution de subventions d'un montant total prévisionnel maximum de **3 657,48 €.**

Subordonne le versement des subventions susvisées à la signature de conventions conformes à la convention type approuvée par délibération CP n°16-581 du 16 novembre 2016, au titre du dispositif Fonds propreté susvisé et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **3 657,48 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », Sous-fonction 72 « actions en matière des déchets », programme HP 72-001 (172001) « Prévention et gestion des déchets », action 17200109 « Fonds propreté », du budget 2019.

Article 3 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **Fonds propreté** », au financement de l'opération détaillée dans la fiche-projet ci-jointe en annexe 1, par l'attribution d'une subvention d'un montant total prévisionnel maximum de **984,00 €.**

Subordonne le versement des subventions susvisées à la signature de conventions conformes à la convention type approuvée par délibération CP n°16-581 du 16 novembre 2016, au titre du dispositif Fonds propreté susvisé et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte un montant d'autorisations d'engagement de **984,00 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », sous-fonction 72 « Actions en matière des déchets », programme HP 72-001 (172001) « Prévention et gestion des déchets », action 17200110 « Fonds propreté », du budget 2019.

Article 4 :

Décide d'accorder à titre exceptionnel une dérogation à la mesure « **100 000 stages** » à la Commune de Guitrancourt et autorise le versement du solde de la subvention attribuée à la commune au titre du fonds propreté pour l'opération détaillée dans la fiche-projet n°17009211 jointe en annexe 2.

Article 5 :

Affecte un montant d'autorisation d'engagement de **20 000,00 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », sous-fonction 72 « Actions en matière des déchets », programme HP 72-001 (172001) « Prévention et gestion des déchets », action 17200107 « Economie circulaire et déchets », du budget 2019, dans le cadre de la planification et de la mise en œuvre des politiques régionales économie circulaire et déchets.

Article 6 :

Emet un avis favorable au projet de plan régional de prévention et de gestion des déchets de la Région Bourgogne Franche-Comté et à son rapport d'évaluation environnementale associé.

Demande à Région Bourgogne Franche-Comté de mettre en place, conjointement avec la Région Ile-de-France, un suivi interrégional des flux de déchets qui transitent entre ces deux collectivités territoriales.

Article 7 :

Emet un avis favorable au projet de plan régional de prévention et de gestion des déchets de la Région Grand Est et à son rapport d'évaluation environnementale associé.

Demande à Région Grand Est de mettre en place, conjointement avec la Région Ile-de-France, un suivi interrégional des flux de déchets qui transitent entre ces deux collectivités territoriales.

Article 8 :

Modifie le règlement d'intervention relatif au fonds propreté adopté par délibération n° CR 127-16 du 7 juillet 2016 et modifié en dernier lieu par délibération n° CP 2018-534 comme suit :

Article 2.2 - Projets territoriaux de lutte contre les dépôts sauvages

Bénéficiaires éligibles :

- Communes et groupements de collectivités territoriales (établissements publics territoriaux, établissements publics de coopération intercommunale, SIVU, SIVOM, ...)
- Départements
- Sociétés d'économie mixte
- Associations
- Gestionnaires d'espaces, publics ou privés : parcs naturels régionaux, sociétés d'aménagement, établissements publics, …

Article 2.3 – Projets de résorption de dépôts sauvages d'importance régionale

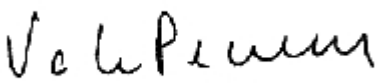
Bénéficiaires éligibles :

- Les collectivités territoriales ainsi que leurs groupements et établissements (établissements publics territoriaux, établissements publics de coopération intercommunale, SIVU, SIVOM, etc…)
- Les gestionnaires d'espaces, publics ou privés :
  - parcs naturels régionaux
  - sociétés d'aménagement
  - associations
  - sociétés d'économie mixte
  - établissements publics dont ceux de l'Etat,etc.

Article 9 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche projet n°18015198 en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe du règlement budgétaire et financier susvisé.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

24/01/2019 17:55:23

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : FICHES PROJETS

DOSSIER N° 18015195 - DEPLOIEMENT DU COMPOSTAGE INDIVIDUEL ET COLLECTIF POUR TOUS LES HABITANTS DE LA CA DE SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES (78)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-204141-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	695 981,00 € TTC	35,00 %	243 593,35 €
	Montant total de la subvention		243 593,35 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAINT QUENTIN EN YVELINES
Adresse administrative : 1 RUE EUGENE HENAFF
78190 TRAPPES
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Jean-Michel FOURGOUS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2019 - 31 janvier 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Depuis 2016, la Communauté d'Agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines gère la compétence de collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés jusqu'alors exercée par ses douze communes. Dans la continuité de l'action menée précédemment par cinq des douze communes, la communauté d'agglomération souhaite aujourd'hui faire du compostage de proximité un élément supplémentaire de la « culture » de la gestion des déchets sur son territoire.
Pour cela les services de Saint-Quentin-en-Yvelines ont préparé un plan ambitieux qui s'appuie sur 3 modalités (compostage individuel, compostage résidentiel et compostage de quartier) permettant de s'adapter aux spécificités de chaque type d'habitat. Doté d'un volet renforcé de suivi par des maitres-composteurs, ce plan pluri-annuel de 3 ans doit permettre à terme de détourner 700 tonnes d'ordures ménagères résiduelles et de déchets verts de leur filière de traitement actuel (estimation pour l'année 3, soit 2021). Ce projet contribuera donc directement aux objectifs de prévention des déchets fixés par l'actuel Plan Régional de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PREDMA) et par le futur Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Il s'agit de la mesure 1 de l'axe 1 de la politique régionale pour la prévention et la valorisation des déchets (CR 105-11 du 17/11/2011) qui vise à soutenir les actions et les programmes d'actions pour la prévention des déchets : le montant de la subvention s'élève à 243 593,35 €, ce qui représente 35 % du montant total de l'opération estimé à 695 981,00 € TTC.

Localisation géographique :

- CA SAINT QUENTIN EN YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de matériel (composteurs, bioseaux, ...)	337 491,00	48,49%
Prestation de service (formation, installations, visites, ...)	358 490,00	51,51%
Total	695 981,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	452 387,65	65,00%
Région Ile-de-France	243 593,35	35,00%
Total	695 981,00	100,00%

Commission permanente du 24 janvier 2019 - CP2019-043

DOSSIER N° 18015235 - CREATION D'UNE RESSOURCERIE PAR LA COMMUNE DE BAGNEUX (92)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-204141-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	230 023,50 € HT	30,00 %	69 007,05 €
	Montant total de la subvention		69 007,05 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BAGNEUX
Adresse administrative : 57 AVENUE HENRI RAVERA
92220 BAGNEUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Marie-Hélène AMIABLE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La ville de Bagneux a un projet de ressourcerie en partenariat avec l'association Bagneux Environnement. Une étude de faisabilité avait été réalisée par l'ancienne communauté d'agglomération Sud de Seine remplacée par le Territoire Vallée Sud Grand Paris.
L'objectif est de collecter des objets destinés à être des déchets, de leur donner une seconde vie, si besoin de les réparer ou de détourner leur usage, et in fine de les vendre à faibles prix. La ressourcerie s'inscrit dans la filière solidaire du réemploi. De plus, elle permet de sensibiliser, partager les savoirs, réduire l'obsolescence, et contribue à la modification des comportements de consommation. Une attention particulière sera portée aux déchets d'éléments d'ameublement produits par les ménages et par les entreprises.

La collecte des objets/déchets se fera en déchèterie, sur rendez-vous, via la collecte des encombrants, ou déposer directement sur le site. La quantité totale estimée sur une année est de 145 tonnes. Différents ateliers seront organisés (tri/nettoyage, petite réparation, grosse réparation, valorisation artistique). Un programme d'actions de sensibilisation et d'éducation à l'environnement sera déployé.
La ville de Bagneux a acté la mise à disposition gratuite de deux locaux d'une surface totale de 500 m2 pour une durée de 5 ans. Le premier local est un pavillon qui sera destiné aux parties vente, réparation et atelier. Il nécessite des travaux d'aménagement afin de pouvoir être ouvert au public. Le deuxième local est un local de stockage situé à 600 mètres du premier.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 2 : 30% des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 230 023,50 € HT, soit une aide régionale de 69 007,05 €.

Localisation géographique :
- BAGNEUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement du pavillon	220 888,50	96,03%
Aménagement du local de stockage	9 135,00	3,97%
Total	230 023,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	46 004,70	20,00%
Région Ile-de-France	69 007,05	30,00%
Autres financements publics	115 011,75	50,00%
Total	230 023,50	100,00%

DOSSIER N° 18015217 - INSTALLATION DE CONTENEURS ENTERRES POUR LE TRI SELECTIF PAR MALAKOFF HABITAT (92)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	61 050,00 € HT	20,00 %	12 210,00 €
	Montant total de la subvention		12 210,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAIEM MALAKOFF HABITAT
Adresse administrative : 2 RUE JEAN LURCAT
92240 MALAKOFF
Statut Juridique : Société Anonyme d'Economie Mixte
Représentant : Madame Geneviève DESCAMPS, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le cadre de la réhabilitation de la résidence Jean Mermoz, Malakoff Habitat va condamner les vide-ordures et les locaux poubelles situés au sous-sol. A la place, seront installées 7 conteneurs enterrés : 4 pour les ordures ménagères résiduelles, 2 pour les emballages ménagers recyclables et les papiers / journaux, et 1 pour les emballages en verre. Les 7 conteneurs seront répartis sur 2 sites.
Les objectifs de cette opération sont :
- améliorer l'aspect extérieur de la résidence et le cadre de vie en supprimant les bacs roulants,
- améliorer les conditions d'hygiène des appartements en supprimant les pelles des vide-ordures,
- faciliter l'accès aux conteneurs pour le tri et donc faciliter le geste de tri,
- supprimer la manutention des bacs et leur nettoyage,
- optimiser les collectes en réduisant leur fréquence, libérer les locaux poubelles pour d'autres usages (vélos, poussettes, motos ou collecte d'encombrants).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 3 :

20% des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 61 050,00 €HT, soit une aide régionale de 12 210,00 €.

Localisation géographique :

- MALAKOFF

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Génie civil	10 500,00	17,20%
Fourniture des conteneurs, transport et pose	50 550,00	82,80%
Total	61 050,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	48 840,00	80,00%
Région Ile-de-France	12 210,00	20,00%
Total	61 050,00	100,00%

Commission permanente du 24 janvier 2019 -

DOSSIER N° 18015203 - FONDS PROPRETE : ACTIONS DE LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES PAR LA COMMUNE DE NANTEUIL SUR MARNE (77)

Dispositif : Fonds Propreté (investissement) (n° 00000977)
Délibération Cadre : CR127-16 du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
Action : 17200109- Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté (investissement)	2 764,20 € HT	60,00 %	1 658,52 €
		Montant total de la subvention	1 658,52 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NANTEUIL SUR MARNE
Adresse administrative : 1 PLACE LAFAYETTE
77730 NANTEUIL-SUR-MARNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Emmanuel VIVET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Nanteuil-sur-Marne (452 habitants) est confrontée au problème des dépôts sauvages, principalement dans les bois communaux. Elle souhaite installer une barrière pivotante couvrant la totalité de la largeur d'un chemin communal menant au bois de Nanteuil-sur-Marne, afin d'éviter l'accès aux véhicules déposant des déchets, tout en laissant l'accès aux véhicules de secours et aux vignerons empruntant ce chemin. De plus, la ville installera une caméra afin de pouvoir verbaliser les contrevenants. Des panneaux de signalétique seront aussi installés.
Une information sur la déchèterie de Saâcy-sur-Marne (gérée par le SMITOM Nord 77) sera faite en coordination avec le SMICTOM de la Région de Coulommiers qui collecte les encombrants, afin que les habitants et les professionnels utilisent ces services.
En plus du SMITOM et du SMICTOM, les autres partenaires sont l'association des chasseurs et les vignerons empruntant les chemins communaux.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du fonds propreté :
60% des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 2 764,20 € HT, soit une aide

régionale de 1 658,52 €.

Localisation géographique :

- NANTEUIL-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Barrière	2 180,00	78,87%
Panneaux de signalétique	244,20	8,83%
Caméra de surveillance	340,00	12,30%
Total	2 764,20	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	1 105,68	40,00%
Région Ile-de-France	1 658,52	60,00%
Total	2 764,20	100,00%

Commission permanente du 24 janvier 2019 -

DOSSIER N° EX043176 - RESORPTION DES DEPOTS SAUVAGES SUR LES TERRAINS DES AGRICULTEURS FRANCILIENS - EARL DE LA FERME DE CHEVRY (77)

Dispositif : Résorption des dépôts sauvages sur les terrains des agriculteurs franciliens (investissement) (n° 00001129)
Délibération Cadre : CP2018-111 du 16/03/2018
Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700
Action : 17200109- Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Résorption des dépôts sauvages sur les terrains des agriculteurs franciliens (investissement)	3 997,92 € HT	50,00 %	1 998,96 €
		Montant total de la subvention	1 998,96 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EARL DE LA FERME DE CHEVRY
Adresse administrative : 17 GRANDE RUE
77141 VAUDOY-EN-BRIE
Statut Juridique : Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame ISABELLE LARMURIER, Associé

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 janvier 2019 - 24 mars 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Ce projet concerne la pose de barrières forestières à l'entrée des chemins de l'exploitation agricole afin d'éviter la récurrence de dépôts sauvages sur ces chemins. Il vient compléter l'aide en fonctionnement demandée pour l'enlèvement du dépôt sauvage.
Détail du calcul de la subvention :
Ce projet s'inscrit dans le cadre du fonds propreté. Le taux appliqué est de 50% des dépenses éligibles HT.

Localisation géographique :
- VAUDOY-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement pour limiter l'accès aux parcelles	3 997,92	100,00%
Total	3 997,92	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	1 998,96	50,00%
Région Ile-de-France	1 998,96	50,00%
Total	3 997,92	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d’aides : De minimis agricole 1408/2013 (publié au JOUE du 24 décembre 2013)
Relatif à : Aide de minimis secteur de la production agricole

DOSSIER N° 18015198 - RESORPTION DES DEPOTS SAUVAGES SUR LES TERRAINS DES AGRICULTEURS FRANCILIENS - EARL DE LA FERME DE CHEVRY (77)

Dispositif : Résorption des dépôts sauvages sur les terrains des agriculteurs franciliens (fonctionnement) (n° 00001128)
Délibération Cadre : CP2018-111 du 16/03/2018
Imputation budgétaire : 937-72-6574-172001-1700
Action : 17200110- Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Résorption des dépôts sauvages sur les terrains des agriculteurs franciliens (fonctionnement)	1 230,00 € HT	80,00 %	984,00 €
	Montant total de la subvention		984,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EARL DE LA FERME DE CHEVRY
Adresse administrative : 17 GRANDE RUE
77141 VAUDOY-EN-BRIE
Statut Juridique : Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame ISABELLE LARMURIER, Associé

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 décembre 2018 - 15 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dépôt faisant l'objet de la présente demande est situé sur un chemin d'exploitation desservant des parcelles exploitées par l'EARL de Chevry qui sollicite l'autorisation de l'évacuer avant la date de la commission.
L'EARL souhaiterait évacuer le dépôt avant le 15 décembre 2018. Outre le fait que le dépôt gêne le passage des engins agricoles, sa situation proche de la nationale 4 fait craindre que la présence de déchets provoque l'apport d'autres dépôts.

Description :
La présente demande concerne l'enlèvement ainsi que la mise en benne des gravats déposés le long du chemin d'exploitation.
Détail du calcul de la subvention :
Ce projet s'inscrit dans le cadre du fonds propreté. Le taux appliqué est de 80% des dépenses éligibles HT.

Localisation géographique :
- VAUDOY-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Location de bennes et traitement des déchets	770,00	62,60%
Mise en benne	460,00	37,40%
Total	1 230,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	984,00	80,00%
Fonds propres	246,00	20,00%
Total	1 230,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : De minimis agricole 1408/2013 (publié au JOUE du 24 décembre 2013)
Relatif à : Aide de minimis secteur de la production agricole

ANNEXE 2 : DEROGATION A LA MESURE 100 000 STAGES : FICHE PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009211

Commission permanente du 5 juillet 2017
Modifiée par la Commission permanente du 24 janvier 2019

Objet : FONDS PROPRETE : ACTIONS DE LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES PAR LA COMMUNE DE GUITRANCOURT (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté	31 801,00 €	60,00 %	19 080,60 €
	Montant Total de la subvention		19 080,60 €

Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-200
17200109- Fonds propreté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GUITRANCOURT
Adresse administrative : PL DE LA MAIRIE
78440 GUITRANCOURT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Patrick DAUGE, Maire

N° SIRET : 21780296600010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds Propreté
Rapport Cadre : CR127-16 du 07/07/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Située sur le territoire de la communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise dans les Yvelines, la commune de Guitrancourt est confrontée à des problèmes de dépôts sauvages. 10 points noirs ont été identifiés sur le territoire, et la ville souhaite agir dès à présent pour réduire ces points noirs. Son projet s'articule avec celui de Grand Paris Seine et Oise, soutenu par la Région en novembre 2016, et qui consiste à réaliser un diagnostic de la situation du territoire vis-à-vis des dépôts sauvages, et à définir un plan d'actions commun. Confrontée à la recrudescence des dépôts sauvages qui touchent notamment les voies communales permettant d'accéder aux espaces agricoles, Guitrancourt souhaite agir dès à présent pour ne pas laisser la situation empirer, et s'est fixé les objectifs suivants :

- assurer un suivi des tonnages collectés
- diminuer de 20% la première année et de 40% dans les trois années à venir les dépôts sauvages de déchets sur la commune
- renforcer les sanctions envers les auteurs de dépôts sauvages à l'aide de caméras de

vidéosurveillance
- limiter, et si possible éradiquer certains points noirs, grâce notamment à la mise en place de barrières

Description :
Pour réduire les dépôts sauvages et les points noirs identifiés, la ville de Guitrancourt souhaite réaliser les investissements suivants :
- installation de 4 barrières pour bloquer l'accès aux zones régulièrement utilisées pour les dépôts sauvages, elles seront installées en bordure de bois, sur les chemins et aux abords des routes et des parcelles agricoles
- achat de 4 caméras de vidéosurveillance
- achat d'un chargeur pour permettre à la ville de collecter elle-même les dépôts sauvages, et ainsi supprimer les coûts d'enlèvement
- sensibilisation de la population par la mise en place de panneaux signalétiques et de la diffusion d'un avis communal.

Le travail sera réalisé en coordination avec les villes voisines et avec la communauté urbaine.

Moyens mis en œuvre :
La ville de Guitrancourt est maître d'ouvrage.

Intérêt régional : Ce projet s'inscrit dans les objectifs régionaux de lutte contre les dépôts sauvages, et répond aux critères du dispositif « fonds propreté ».

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.
Cependant, malgré la publication d'offres de stages et la prise de contact avec plusieurs écoles, la commune n'est pas parvenue à recruter un stagiaire pour une période de deux mois. En effet, tous les stagiaires contactés ne disposent que d'une période de stage d'un mois maximum.
Une dérogation est donc accordée, à titre exceptionnel, à la commune de Guitrancourt, afin que son engagement soit modifié pour accueillir 2 stagiaires pendant une période d'un mois.

Public(s) cible(s) :
Ensemble des habitants et usagers de la ville de Guitrancourt.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du fonds propreté :
60% des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 31 801,00 €, soit une aide régionale de 19 080,60 €.

Localisation géographique :
- GUITRANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Barrières	5 380,00	16,92%
Caméras de vidéosurveillance	1 296,00	4,08%
Chargeur pour collecter les dépôts sauvages	24 950,00	78,46%
Panneaux de signalétique	175,00	0,55%
Total	31 801,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	12 720,40	40,00%
Subvention Région prévisionnelle	19 080,60	60,00%
Total	31 801,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	19 080,60 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Contrats ruraux	135 000,00 €
	Montant total	135 000,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/01/2019

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-051

DU 24 JANVIER 2019

POLITIQUE ÉNERGIE CLIMAT : 1ÈRE AFFECTATION 2019 MISE EN ŒUVRE DU PLAN CHANGEONS D'AIR ET PREMIÈRES AFFECTATIONS DE SUBVENTIONS À AIRPARIF POUR 2019 AMÉNAGEMENT DE LA PLAINE DE PIERRELAYE-BESSANCOURT - CESSION DU FONCIER RÉGIONAL DANS L'EMPRISE DU PROJET

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;

VU Le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides minimis ;

VU Le plan d'investissement européen dit Plan Juncker adopté le 24 juin 2015 par le parlement européen ;

VU Le régime cadre exempté de notification N°SA.40405 relatif aux aides en faveur à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014 ;

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'environnement ;

VU Le Code de la construction et de l'habitation ;

VU Le Code de l'énergie ;

VU Le Code général de la propriété des personnes publiques ;

VU La loi n° 2012-387 du 22 mars 2012 relative à la simplification du droit et à l'allégement des démarches administratives dite Loi Warsmann ;

VU La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové dite loi ALUR ;

VU La loi n° 2015-922 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, dite loi TECV ;

VU L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

VU Le plan de protection de l'atmosphère de l'Île-de-France arrêté le 31 janvier 2018 par le Préfet de la région d'Île-de-France et de Paris, le Préfet de Police, Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité de Paris et les Préfets des départements franciliens ;

VU La délibération n° CP 08-276 du 27 mars 2008 relative à l'affectation d'autorisations de programme et d'engagement pour des travaux, des études et des actions de sensibilisation dans le domaine de la maîtrise de l'énergie et de développement des énergies locales et renouvelables pour la réduction de l'effet de serre dans l'habitat et le tertiaire, 3ème rapport pour l'année 2008 ;

VU La délibération n° CR 43-11 du 23 juin 2011 approuvant le Plan Régional pour le Climat ;

VU La délibération n° CP 11-509 du 7 juillet 2011 relative à la politique énergie climat, 4ème rapport pour l'année 2011 ;

VU La délibération n° CR 46-12 du 23 novembre 2012 relative à la politique énergie climat en route vers la transition énergétique ;

VU La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015, relative à l'approbation du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020, l'approbation du Contrat de Plan Interrégional Etat Régions 2015-2020 Vallée de la Seine et à l'approbation du projet de Contrat de Plan Interrégional Etat Régions 2015-2020 plan Seine ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération CR 162-17 du 22 septembre 2017 « Simplifier le fonctionnement du Conseil régional » ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant sur la prolongation du règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens

VU La délibération n° CP 16-162 du 15 juin 2016 relative à l'attribution de subventions dans les domaines de l'air et de l'énergie – première affectation 2016 ;

VU La délibération n° CR 114-16 du 17 juin 2016 relative à l'adoption du plan « Changeons d'air en Île-de-France » : plan régional pour la qualité de l'air (2016-2021) ;

VU la délibération CR 129-16 du 8 juillet 2016 pour la nouvelle stratégie européenne pour la première région d'Europe ;

VU La délibération n° CP 2017-100 du 8 mars 2017 relative à la politique énergie-climat – deuxième affectation 2017 ;

VU La délibération n° CR 2017-50 du 9 mars 2017 relative au Plan Vert de l'Ile-de-France : la nature pour tous et partout ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 et CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU Les statuts du Syndicat Mixte pour l'aménagement de la Plaine de Pierrelaye-Bessancourt - SMAPP - modifiés, approuvés par délibération n° CR 2017-78 du 18 mai 2017 ;

VU La délibération n° CR 2017-137 du 7 juillet 2017 relativeau dispositif « Véhicules propres » modifié également par les délibérations CP 2017-481 du 18 octobre 2017 et CP 2018-121 du 16 mars 2018 ;

VU La délibération n° CP 2017-405 du 20 septembre 2017 relative à la politique énergie – climat 5ème affectation 2017 – avenant n°5 à la convention entre la Région Île de France et l'agence des espaces verts (AEV) ;

VU La délibération n° CP 18-223 du 30 mai 2018 relative à l'approbation de nouvelles conventions-type pour des opérations en Délégation de Service Public dans le secteur de l'énergie ;

VU La délibération n° CR 2018-016 du 3 juillet 2018 approuvant la stratégie énergie climat de la région Ile de France ;

VU La délibération n° CP 2018-454 du 17 octobre 2018 approuvant le nouveau règlement d'intervention relatif à la mise en œuvre de la nouvelle stratégie énergie climat et l'approbation des conventions-types ;

VU La convention quinquennale d'objectifs et de moyens conclue avec l'AEV, approuvée par la délibération n° CR 12-14 du 13 février 2014, modifiée par 6 avenants approuvés respectivement par les délibérations n° CP 12-548 du 9 avril 2015, n° CP 16-009 du 22 janvier 2016, n° CP 16-157 du 15 juin 2016, n° CP 16-116 du 18 mai 2016, n° CP 2017-405 du 20 septembre 2017 et n° CP 2018-555 du 21 novembre 2018 ;

VU L'avis du service des domaines en date du 29 novembre 2018 ;

VU La convention entre la Région et l'ASP approuvée par délibération n° CP 2018-488 du 24 novembre 2018 et signée le 7 décembre 2018 ;

VU La délibération du conseil de Paris du 11 décembre 2018, approuvant la cession du foncier non bâti au SMAPP à l'euro symbolique, et la vente au SMAPP du foncier bâti ;

VU Le courrier du SMAPP du 19 décembre 2018 relatif au projet de requalification de la Plaine dite de Pierrelaye-Bessancourt par la plantation d'une nouvelle forêt d'intérêt régional et local sur une surface de 1350 ha ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour l'année 2019 ;

Considérant que l'objectif du projet d'aménagement forestier mené par le SMAPP, sur les communes de Bessancourt, Frépillon, Herblay, Méry-sur-Oise, Pierrelaye, Saint-Ouen l'Aumône et Taverny, est de requalifier ce territoire engagé dans un processus de dégradation et de proposer un nouveau poumon vert aux franciliens ;

Considérant la volonté de protection d'espace naturel, formalisée dans le Schéma Directeur de la Région Ile-de-France (SDRIF 1994), réaffirmée dans le SDRIF de 2013, faisant également l'objet d'un Contrat d'Intérêt National (CIN) « Aux franges de la forêt de Pierrelaye », signé le 21 mars 2017 ;

Considérant que ce projet porte sur environ 1 350 ha dont 595 parcelles d'une superficie de 132 ha sont propriétés de la Région Ile-de-France ;

Considérant d'une part l'intérêt public régional de cette opération, et d'autre part l'engagement du SMAPP, dans le protocole à intervenir avec notre collectivité territoriale, en contrepartie de l'acquisition à l'euro symbolique des terrains nécessaires à cette opération, d'assurer, les frais inhérents à la cession, les responsabilités liées à la gestion de la pollution des sols, du sous-sol et des eaux-souterraines, les frais consécutifs à l'état de dégradation (dépôts sauvages, remblais, occupations illégales) d'une partie des emprises, le coût d'éviction des exploitants agricoles, les démolitions rendues nécessaires par le projet, l'entretien, la gestion et l'aménagement à vocation

forestière des parcelles objet de la présente cession, la réalisation de l'aménagement forestier dans un délai de 10 ans à compter de l'acte de vente, et le maintien de cette affectation des biens pendant une durée de 30 ans.

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-051 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

L'article 1 de la délibération n° CP 2018-454 du 17 octobre 2018 susvisée est complété par un troisième alinéa rédigé ainsi :

« Les dossiers de demande de subvention déposés au plus tard le 31 décembre 2018 sont instruits et régis conformément aux dispositifs adoptés, selon les cas, par les délibérations n° CR 46-12 du 22 novembre 2012, n° CR 88-13 du 22 novembre 2013 et n° CR 33-14 du 19 juin 2014 susvisées. »

Article 2 :

Décide de participer, au titre de la **Politique énergie-climat** au financement de 5 opérations, détaillées dans les fiches projets correspondantes ci-jointes en annexe 1, pour un montant prévisionnel maximum de **4 183 227,24 €.**

Subordonne le versement des subventions d'un montant supérieur à 23 000 € à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération CP 2018-454 du 17 octobre 2018 susvisée et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de **4 040 199,00 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 75 « Politique de l'énergie », programme PR 75-001 (475001) « Énergie », action 475001063 « Energies renouvelables », du budget 2019.

Cette affectation relève du CPER 2015-2020, volet 3 « Transition écologique et énergétique », sous-volet 31 « Energie et changement climatique », action 312 « Energies renouvelables et de récupération ».

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de **143 028,24 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 75 « Politique de l'énergie », programme HP 75-001 (175001) « Énergie », action 17500106 « Energies renouvelables », du budget 2019.

Article 3 :

Décide, au titre de l'aide aux investissements, d'attribuer à AIRPARIF une subvention d'un montant maximum de **456 000 €** pour les opérations présentées dans la fiche projet ci-jointe en annexe 1.

Affecte une autorisation de programme de **456 000 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 73 « Politique de l'air », Programme PR 73-001 (Qualité de l'air – Climat), action 473001013 « Investissement et études d'AIRPARIF », du budget 2019.

Cette affectation s'inscrit dans le cadre du CPER 2015-2020, volet 3 – transition écologique et énergétique, sous volet 35 – AIRPARIF, code projet 351 – AIRPARIF – Ile de France.

Article 4 **:**

Décide, au titre de l'aide au fonctionnement, d'attribuer à AIRPARIF une subvention d'un montant maximum de **510 000 €** pour les opérations présentées dans la fiche projet ci-jointe en annexe 1.

Affecte une autorisation d'engagement de **510 000 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 73 « Politique de l'air », Programme PR 73-001 (Qualité de l'air - Climat), action 473001023 « Soutien à AIRPARIF », du budget 2019.

Cette affectation s'inscrit dans le cadre du CPER 2015-2020, volet 3 – transition écologique et énergétique, sous volet 35 – AIRPARIF, code projet 351 – AIRPARIF – Ile de France.

Article 5 **:**

Au titre du dispositif « ***Véhicules propres*** » confirme que sont *également éligibles les taxis hybrides rechargeables (code EE dans la colonne P3 de la carte grise)* et approuve la correction en ce sens du règlement d'intervention de ce dispositif, ci-joint en annexe 2.

Article 6 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projet en annexe à la délibération par dérogation à l'article 17, alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 7 :

Décide d'affecter une autorisation d'engagement de 18 000 € disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », Programme 71008 « Actions transversales », Actions 17100804 « Etudes, prospective et valorisation » du budget 2019 pour financer l'achat d'une prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage relative à la candidature de la Région pour sa stratégie énergie-climat au projet Européen LIFE.

Article 8 :

Décide la cession à l'euro symbolique, au profit du Syndicat Mixte d'Aménagement la Plaine de Pierrelaye-Bessancourt - SMAPP -, des 595 parcelles en propriété régionale telles que cadastrées dans le tableau ci-joint en annexe n°3, situées dans l'emprise du projet de forêt de la plaine de Pierrelaye-Bessancourt, pour une surface totale de 1 319 741 m2 (132 ha).

Charge l'Agence des Espaces verts de l'exécution des opérations nécessaires à la cession

de ce foncier.

Autorise la Présidente à signer tous les actes relatifs à cette cession ainsi que tous les documents y afférant, dont l'acte de transfert de propriété.

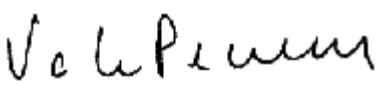
Précise que tous les frais inhérents à cette cession seront supportés par l'acquéreur.

Prévoit, compte tenu du nombre de parcelles, de leur nature et de l'importance des superficies en cause, la possibilité d'effectuer des ajustements sur le périmètre exact de la cession d'ici la signature de l'acte authentique, sans incidence sur le prix global de cession.

Décide de conclure avec le SMAPP un contrat, approuvé lors d'une prochaine session de la commission permanente, portant notamment sur les obligations de ce dernier ci-dessus mentionnées en contrepartie de la cession à un euro.

Décide que la signature de l'acte authentique de cession ne peut intervenir en dehors de l'engagement des autres partenaires publics du projet (Ville de Paris, Etat, département du Val d'Oise, intercommunalités et communes) de céder à l'euro symbolique, ou de mettre à disposition à titre gratuit, au profit du SMAPP, les terrains dont ils sont propriétaires. Cet acte doit préciser que la remise des terrains régionaux à son acquéreur intervient après la conclusion du contrat défini ci-dessus.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

24/01/2019 09:27:09

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : FICHES PROJET

DOSSIER N° 18013412 - COMMUNE DE TRAPPES - PAC SUR CHAMP DE SONDES - ECOLE JULES FERRY

Dispositif : Politique énergie climat (n° 00000634)
Délibération Cadre : CR 46-12 du 22/11/2012
Imputation budgétaire : 907-75-204142-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	299 260,00 € HT	11,70 %	35 024,00 €
	Montant total de la subvention		35 024,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE TRAPPES
Adresse administrative : 1 PLACE DE LA REPUBLIQUE
78190 TRAPPES CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Guy MALANDAIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 février 2018 - 1 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les modalités d'instruction conjointes avec l'ADEME et le manque d'outils régionaux dédiés à l'instruction des dossiers d'énergies renouvelable ont entrainé un retard sur l'instruction de ce dossier.

Par ailleurs, les travaux dans une école doivent également se faire sur les périodes d'inoccupation des classes, soit pendant l'été, il n'est ainsi pas possible de repousser les travaux en attendant l'instruction du dossier par la Région. La date de demande de subvention était quant à elle conforme (avant le démarrage des travaux).

Description :
Dans le cadre de la construction de l'école Jules FERRY, réalisation d'une pompe à chaleur sur champ de sondes pour le chauffage de l'école

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention est calculée sur la base de la mesure 12 de la CR 46-12, "géothermie superficielle"
Une analyse économique du projet est réalisée permettant de déterminer la subvention nécessaire sa viabilité économique
Plafond 30% des dépenses HT avec un maximum de 1M€ par projet

Localisation géographique :

- TRAPPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
investissement	299 260,00	100,00%
Total	299 260,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (attribuée)	35 024,00	11,70%
Subvention ADEME (sollicitée)	35 024,00	11,70%
Fonds propres	229 212,00	76,59%
Total	299 260,00	100,00%

DOSSIER N° 18013416 - COMMUNE DE VELIZY VILLACOUBLAY - SCHEMA DIRECTEUR RESEAU DE CHALEUR

Dispositif : Politique énergie climat (n° 00000634)
Délibération Cadre : CR2018-016 du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 907-75-204142-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	20 700,00 € HT	25,00 %	5 175,00 €
	Montant total de la subvention		5 175,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VELIZY VILLACOUBLAY
Adresse administrative : 2 PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
78640 VELIZY VILLACOUBLAY CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pascal THEVENOT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 18 octobre 2018 - 18 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dossier déposé le 27 juillet à la Région mais qui pour des raisons matérielles n'a pas été instruit avant la date d'attribution du marché (le 5 octobre 2018) par la ville de VELIZY VILLACOUBLAY.
Un démarrage anticipé est donc nécessaire pour l'éligibilité de ce dossier.

Description :
Elaboration d'un schéma directeur en vue du verdissement du réseau de la commune

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
50% HT d'aide partagée entre la Région et l'ADEME
CR 2018-016 et règlement d'intervention voté en CP 2018-454, dispositif d'aide aux études

Localisation géographique :
- VELIZY-VILLACOUBLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
investissement	20 700,00	100,00%
Total	20 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (attribuée)	5 175,00	25,00%
fonds propres	10 350,00	50,00%
subvention ademe	5 175,00	25,00%
Total	20 700,00	100,00%

DOSSIER N° 18013426 - SMREC SYNDICAT MIXTE DES RESEAUX D ENERGIES CALORIFIQUES - CENTRALE GEOTHERMALE AU DOGGER ET SON RESEAU DE CHALEUR

Dispositif : Politique énergie climat (n° 00000634)
Délibération Cadre : CR 46-12 du 22/11/2012
Imputation budgétaire : 907-75-204142-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	31 872 007,00 € HT	12,55 %	4 000 000,00 €
	Montant total de la subvention		4 000 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SMREC SYNDICAT MIXTE DES RESEAUX D ENERGIES CALORIFIQUES
Adresse administrative : 75 RUE RATEAU 93126 LA COURNEUVE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur DIDIER PAILLARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 31 juillet 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Il s'agit d'un projet de création d'un doublet de géothermie profonde au Dogger couplé à des Pompes à Chaleur (PAC), associé à l'extension de 9106 ml du réseau de chaleur de Plaine Commune Energie (PCE) sur la ville d'Aubervilliers. Le projet permettra d'alimenter un minimum de 3680 équivalents logements pour des besoins estimés à 5 270. Ainsi, la mise en œuvre du doublet de géothermie permettra de couvrir un minimum de 70% des besoins des bâtiments raccordés.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet est financé sur la base de la CR 46-12, mesure 12 : géothermie profonde sur le dogger et mesure 13 : aide aux réseaux de chaleur
forfait au mètre linéaire plafonné à 2M€ pour le réseau de chaleur et 30% des coûts plafonné à 2M€ pour le doublet géothermique
les plafonds pour la géothermie et pour le réseau sont atteints

Localisation géographique :
- AUBERVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
investissement	31 872 007,00	100,00%
Total	31 872 007,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (attribuée)	4 000 000,00	12,55%
subvention ademe	4 000 000,00	12,55%
fonds propres	23 872 007,00	74,90%
Total	31 872 007,00	100,00%

DOSSIER N° 19000003 - SICUCV : REAFFECTATION DU SOLDE DE LA SUBVENTION POUR LA RN 305 SUD 1ERE PARTIE N15A

Dispositif : Politique énergie climat (n° 00000634)
Imputation budgétaire : 907-75-204142-175001-1700
Action : 17500106- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	190 591,00 € HT	30,00 %	57 177,26 €
		Montant total de la subvention	57 177,26 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SICUCV - CHAUFFAGE URBAIN CHOISY VITRY
Adresse administrative : 2 AV YOURI GAGARINE 94400 VITRY S/SEINE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Unique
Représentant : Monsieur LODIOT ROGER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er mars 2013 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La présente demande vise à titre exceptionnel à réaffecter le solde d'une subvention initialement allouée par la délibération CP 08-276 du 27 mars 2008. Les demandes de versement ont bien été reçues dans les délais, le paiement n'a pu être effectué du fait que l'avenant nécessaire s'agissant d'opérations en DSP n'avait pas été voté. Celui-ci ayant été présenté en commission régionale postérieurement à la caducité des engagements, les paiements n'ont pu être faits. D'où le besoin de réaffecter.

Description :
Subvention allouée par délibération CP 08-276 du 27 mars 2008 suivant le dispositif géothermie en vigueur (CR 44-06 du 17 mai 2006)

Détail du calcul de la subvention :
Il s'agit de réaffecter le solde de la subvention. Le montant initial était de 30 % des dépenses éligibles correspondant à un montant de subvention de 68 400 € TTC. Un premier acompte a déjà été mandaté pour un montant total de 11 222,74 €, le solde est donc de 57 177,26 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
investissement (HT)	190 591,00	100,00%
Total	190 591,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
fonds propres	133 413,74	70,00%
Subvention Région (attribuée)	57 177,26	30,00%
Total	190 591,00	100,00%

DOSSIER N° 19000004 - SICUCV : REAFFECTATION DU SOLDE DE LA SUBVENTION STATION D'ECHANGE HP-BP N°15

Dispositif : Politique énergie climat (n° 00000634)
Imputation budgétaire : 907-75-204142-175001-1700
Action : 17500106- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	286 170,00 € HT	30,00 %	85 850,98 €
	Montant total de la subvention		85 850,98 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SICUCV - CHAUFFAGE URBAIN CHOISY VITRY
Adresse administrative : 2 AV YOURI GAGARINE
94400 VITRY S/SEINE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Unique
Représentant : Monsieur LODIOT ROGER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 01 mars 2013 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : la présente demande vise, à titre exceptionnel, à réaffecter le solde d'une subvention initialement allouée par la délibération CP 08-276 du 27 mars 2008. Les demandes de versement ont bien été reçues dans les délais, le paiement n'a pu être effectué du fait que l'avenant nécessaire s'agissant d'opérations en DSP n'avait pas été voté. Celui-ci ayant été présenté en commission régionale postérieurement à la caducité des engagements, les paiements n'ont pu être faits. D'où le besoin de réaffecter.

Description :
Subvention allouée par délibération CP 08-276 du 27 mars 2008 suivant le dispositif géothermie en vigueur (CR 44-06 du 17 mai 2006)

Détail du calcul de la subvention :
Il s'agit de réaffecter le solde de la subvention. Le montant initial était de 30 % des dépenses éligibles correspondant à un montant de subvention de 320 550 € TTC. Un premier acompte a déjà été mandaté pour un montant total de 234 699,02 €, le solde est donc de 85 850,98 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
investissement (HT)	286 170,00	100,00%
Total	286 170,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (attribuée)	85 850,98	30,00%
fonds propres	200 319,02	70,00%
Total	286 170,00	100,00%

Commission permanente du 24 janvier 2019 - CP2019-051

DOSSIER N° 18015147 - 1ERE AFFECTATION AU TITRE DE L'AIDE AU FONCTIONNEMENT D'AIRPARIF 2019

Dispositif : Aide au fonctionnement de l'association AIRPARIF (n° 00000576)
Délibération Cadre : CR114-16 du 17/06/2016
Imputation budgétaire : 937-73-6574-473001-1700
Action : 473001023- Soutien à AIRPARIF

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au fonctionnement de l'association AIRPARIF	510 000,00 € HT	100,00 %	510 000,00 €
	Montant total de la subvention		510 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AIRPARIF ASS GESTION RESEAU MESUR POLLUT ATMOSP
Adresse administrative : 7 RUE CRILLON 75004 PARIS 04
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Félix BERNARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Programme basé sur l'année civile.

Description :
Outre le maintien des travaux récurrents de l'observatoire de la qualité de l'air en Île-de-France et l'information du public et des autorités, les priorités 2019 seront les suivantes :

Axe Surveiller : Concerne la mesure, la modélisation et les cartographies. L'accent sera mis sur la prévision et la compréhension des épisodes de pollution et de la pollution chronique. L'étude des tendances des niveaux de pollution sera accomplie en 2019. Un inventaire des émissions de l'année 2017 sera réalisé en cours d'année et rendu public fin 2019/début 2020, pour les principales sources de pollution. Les cartographies HOR'AIR calculant les niveaux de pollution en tout point de la région seront améliorées. En matière de prévision de la qualité de l'air, les efforts porteront sur la mise en place d'une probabilité de dépassement d'un seuil de la procédure d'information et d'alerte et d'une fourchette des concentrations maximales. La campagne régionale de mesure des niveaux de dioxides d'azote (NO2) par tubes à diffusion sera terminée en 2019. La campagne de mesure dans les enceintes ferroviaires souterraines de la SNCF se poursuivra pendant deux ans sur la gare du RER C Avenue Foch.

Axe Comprendre : La valorisation des données de mesure des particules sera un axe fort de 2019. La détermination des émissions réelles des bus en circulation et de certaines chaufferies se poursuivra également. D'autres secteurs d'activité seront explorés. AIRPARIF mettra en place des outils de

scénarisation légers pour répondre plus rapidement à des questions sur l'impact de mesures de réduction d'émissions sur la qualité de l'air. Un inventaire prospectif des émissions pour 2025 sera réalisé, pour une publication au cours du 1er trimestre 2020.

Axe Accompagner : Cela concerne l'accompagnement des partenaires dont les collectivités. AIRPARIF et le AIRLAB poursuivront leurs travaux sur l'utilisation de micro-capteurs avec notamment une seconde édition de son challenge. Le nouveau site internet d'AIRPARIF sera mis en service courant 2019. AIRPARIF va continuer ses collaborations à l'international (Bruxelles, Hanoï, Pékin et Téhéran etc).

Axe Supports : Le suivi budgétaire sera renforcé. AIRPARIF assurera également le maintien de son accréditation et de sa certification qualité.

Détail du calcul de la subvention :
Comme le prévoit la convention AIRPARIF/REGION, 60 % du BP (qui est de 850 000 €) est affecté en janvier 2019, soit 510 000 €.

La participation de la Région Ile-de-France au budget total (fonctionnement + investissement) est passée de 465 427 € soit 9 % du budget et 31 % de la part des collectivités territoriales en 2000 à 1 610 000 € en 2019, en stabilité par rapport à 2018, représentant 18 % du budget total d'Airparif et 59 % de la part des collectivités.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/AirParif

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

DOSSIER N° 18015148 - 1ERE AFFECTATION AU TITRE DE L'AIDE AUX INVESTISSEMENTS D'AIRPARIF POUR 2019

Dispositif : Aide aux projets d'investissement de l'association AIRPARIF (n° 00000575)
Délibération Cadre : CR114-16 du 17/06/2016
Imputation budgétaire : 907-73-20422-473001-1700
Action : 473001013- Investissements et études d'AirParif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets d'investissement de l'association AIRPARIF	456 000,00 € HT	100,00 %	456 000,00 €
	Montant total de la subvention		456 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	AIRPARIF ASS GESTION RESEAU MESUR POLLUT ATMOSP
Adresse administrative	:	7 RUE CRILLON 75004 PARIS 04
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Jean-Félix BERNARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Les investissements prévus par l'association en 2019 pour les équipements directement liées à la mesure, la métrologie et la chimie représentent près de 50 % de ce programme (300 460 €). Il est prévu le renouvellement de 4 analyseurs pour les oxydes d'azote (NOx) et 3 analyseurs pour les particules PM est envisagé ainsi que l'acquisition d'un analyseur pour le carbone-suie. L'installation de nouvelles sondes sur la Tour Eiffel est également prévue ainsi que la rénovation des aménagements intérieurs des véhicules utilisés pour les campagnes de mesure.

Les demandes d'équipements informatiques (317 000 €) représentent 42 % des besoins d'investissement en 2019.
Outre les demandes courantes de renouvellement partiel du parc d'ordinateurs et de licences logicielles (pour 60 k€), un budget important est sollicité pour le renouvellement ou l'acquisition de nouveaux serveurs pour stocker des données dont le volume ne cesse d'augmenter. Un budget de 22 k€ est envisagé pour l'achat de routeurs permettant la transmission des données des stations de mesure compte tenu de l'ancien système utilisé qui va être arrêté par les opérateurs qui les gèrent.
Une enveloppe de 45k€ est également prévue pour assurer le déploiement de la phase II du nouveau site internet d'AIRPARIF.

Le budget des services généraux prévoit une enveloppe de 122 k€. La réalisation d'une première phase

de travaux d'isolation énergétique du siège (non financés sur 2018) mobiliserait 77k€ alors que 25 k€ seraient utilisés pour le remplacement d'un véhicule de service et 20k€ pour procéder à des travaux de réparation d'étanchéité de terrasses.

Détail du calcul de la subvention :
Détail du calcul de la subvention :
Comme le prévoit la convention AIRPARIF/REGION, 60 % du BP (qui est de 760 000 €) est affecté en janvier 2019 soit une affectation de 456 000 €.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/AirParif

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ANNEXE 2 : REGLEMENT D'INTERVENTION VEHICULES PROPRES

REGLEMENT DU DISPOSITIF « VEHICULES PROPRES »

I. OBJECTIFS DE L'AIDE RÉGIONALE

L'aide régionale a pour objectif d'augmenter la part des véhicules propres dans le parc de véhicules professionnels des petites entreprises franciliennes notamment artisanales.

II. CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ

a. Bénéficiaires

Sont éligibles les entreprises (y compris les taxis), comptant au plus 50 salariés, ayant leur siège en Île-de-France et dont le chiffre d'affaire annuel ou le total du bilan annuel n'excède pas 10 millions d'€. Les entreprises de transport de marchandises pour le compte d'autrui pour l'acquisition de véhicules de transport de marchandise par route ne sont pas éligibles à ce dispositif.

b. Dépenses éligibles

Les dépenses d'investissements éligibles doivent être exploitées sur le territoire francilien. Elles doivent concerner les véhicules professionnels, neufs ou d'occasion, électriques, à hydrogène ou au GNV dont les codes nationaux (colonne P3 de la carte grise) sont EL, H2, HH, HE et GN ainsi que les véhicules de code national EN de PTAC (Poids Total Autorisé en Charge) supérieur à 3,5 tonnes.

Sont éligibles les véhicules dont les codes nationaux (colonne J1 de la carte grise) sont :
VP, CTTE, VASP, CAM, TM, QM, CYCL, CL, MTL, MTT1 et MTT2.
Sont notamment exclus de ce dispositif les vélos électriques ou à assistance électrique.

Sont également éligibles les taxis hybrides rechargeables (code EE dans la colonne P3 de la carte grise).

L'acquisition de ce véhicule pourra être effectuée par son achat directement ou via une location longue durée, location avec option d'achat ou crébit-bail.

Les véhicules d'occasion sont éligibles à l'aide régionale à la condition supplémentaire de n'avoir pas déjà fait l'objet d'une subvention au titre de ce même dispositif lors d'une précédente acquisition.

Les dépenses éligibles doivent avoir été réalisées postérieurement à la date de notification de l'attribution de l'aide.

Dans le cas de la location, le preneur doit s'engager à immobiliser cette dépense dans son bilan. La durée du contrat doit être de 2 ans minimum si le locataire acquiert le véhicule loué à l'issue de cette période ou via une location longue durée de 5 ans minimum dès lors que le véhicule loué n'est pas destiné à être vendu. Le loueur s'engage à restituer l'aide dans les trois mois suivant la modification du contrat de location si celui-ci déroge aux conditions ci-dessus.

III. MODALITES DE L'AIDE

Dans le cadre de ce dispositif, l'aide est attribuée sur le fondement du règlement n°1407/2013 de la Commission Européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité aux aides *de minimis.*

Le montant de l'aide régionale est forfaitaire :

- 1 500 € pour les deux-roues de type scooters, trois-roues ou quadricycles électriques dont le code est TM, QM, CYCL, CL, MTL, MTT1 ou MTT2 et dont l'énergie de batterie est inférieure ou égale à 10 kWh ;
- 3 000 € pour les deux-roues de type scooters, trois-roues ou quadricycles électriques dont le code est TM, QM, CYCL, CL, MTL, MTT1 ou MTT2 et dont l'énergie de batterie est supérieure à 10 kWh ;
- 6 000 € pour un véhicule professionnel léger (code VP, CTTE, VASP) électrique, GNV ou à hydrogène, ainsi que les taxis hybrides rechargeables (code EE) de PTAC inférieur ou égal à 3,5 tonnes ;
- 9 000 € pour un véhicule professionnel (code CAM) électrique, GNV ou à hydrogène de PTAC supérieur 3,5 tonnes.

Dans le cadre d'une location longue durée, l'aide est versée au loueur qui la répercute en totalité sur les loyers. Le contrat de location doit faire apparaitre le coût d'achat du véhicule et l'impact de l'aide sur les loyers.

Les véhicules utilisant des batteries au plomb ne sont pas éligibles à cette aide régionale.

L'aide régionale est cumulable avec les aides de l'Etat mais non cumulable avec les autres aides de collectivités, ayant le même objet.

Le cumul d'aides publiques est plafonné à 70% du prix d'achat HT du véhicule. En cas de dépassement de ce taux, l'aide régionale est revue à la baisse à due concurrence.

Au titre de ce dispositif, une même entreprise ne peut prétendre à une aide régionale pour plus de cinq véhicules.

Les bénéficiaires de l'aide ne sont pas tenus par les engagements énoncés dans la délibération CR 2017-51 relative à la charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité. Ils sont de plus, exonérés de l'obligation de recruter de(s) stagiaire(s) ou alternant(s), prévue initialement par la délibération CR 08-16.

IV. ENGAGEMENT DU BÉNÉFICIAIRE

Le bénéficiaire de l'aide régionale s'engage à ne pas revendre le(s) véhicule(s) concerné(s) dans un délai de 5 ans à compter de la date d'acquisition.

Le bénéficiaire s'engage à coller, de manière visible depuis l'extérieur, sur le pare-brise avant de chaque véhicule subventionné par la Région Île-de-France au titre du présent dispositif, un autocollant fourni par la Région mentionnant cette participation financière.

V. GESTION DU DISPOSITIF

La liste des pièces nécessaires à la demande d'aide figure sur le portail de la Région : www.iledefrance.fr/vehicules-propres-entreprises

Le dépôt de la demande s'opère de façon dématérialisée via la plateforme des aides régionales : https://par.iledefrance.fr

La gestion et le paiement des aides au titre de ce dispositif sont confiés à l'Agence de Services et de Paiement.

ANNEXE 3 : LISTE DES PROPRIETES REGIONALES OBJET DE LA CESSION AU SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT DE LA PLAINE DE PIERRELAYE-BESSANCOURT (SMAPP)

ID_PAR AEV selon AEV-RIF	Commune	code INSEE	Section	N° parcelle	Lieu dit	Nature	Propriétaire	Superficie en m²	Superficie si emprise partielle (m²)	Reliquats b	Reliquats
9500600000BM0569	Bessancourt	95060	BM	569	La Vente	TER	REGION ILE DE FRANCE	1481		b=	0
9500600000BM0669	Bessancourt	95060	BM	669	La Croix Jean Dubois	TER	REGION ILE DE FRANCE	559		b=	0
9500600000BM0683	Bessancourt	95060	BM	683	La Croix Jean Dubois	TER	REGION ILE DE FRANCE	630		b=	0
9500600000BN0014	Bessancourt	95060	BN	14	Le Buisson à la Molette	TAI	REGION ILE DE FRANCE	507		b=	0
9500600000BN0021	Bessancourt	95060	BN	21	Le Buisson à la Molette	TAI	REGION ILE DE FRANCE	453		b=	0
9500600000BN0099	Bessancourt	95060	BN	99	Les Boulins de Madame	TAI	REGION ILE DE FRANCE	14939		b=	0
9500600000BN0103	Bessancourt	95060	BN	103			REGION ILE DE FRANCE	4812			
9500600000BN0108	Bessancourt	95060	BN	108			REGION ILE DE FRANCE	3816			
9500600000BN0112	Bessancourt	95060	BN	112			REGION ILE DE FRANCE	8427			
9500600000BN0115	Bessancourt	95060	BN	115	Les Boulins de Madame	LAN	REGION ILE DE FRANCE	1006		b=	0
9500600000BN0116	Bessancourt	95060	BN	116	Les Boulins de Madame	TER	REGION ILE DE FRANCE	5058		b=	0
9500600000BN0117	Bessancourt	95060	BN	117			REGION ILE DE FRANCE	1580			
9500600000BN0120	Bessancourt	95060	BN	120			REGION ILE DE FRANCE	4442			
9500600000BN0143	Bessancourt	95060	BN	143			REGION ILE DE FRANCE	256			
9500600000BN0144	Bessancourt	95060	BN	144			REGION ILE DE FRANCE	1282			
9500600000BN0149	Bessancourt	95060	BN	149	La Fondée	TAI	REGION ILE DE FRANCE	214		b=	0
9500600000BN0152	Bessancourt	95060	BN	152			REGION ILE DE FRANCE	2534			
9500600000BN0166	Bessancourt	95060	BN	166			REGION ILE DE FRANCE	520			
9500600000BN0186	Bessancourt	95060	BN	186	La Fondée	TAI	REGION ILE DE FRANCE	386		b=	0
9500600000BN0207	Bessancourt	95060	BN	207	La Fondée	TAI	REGION ILE DE FRANCE	450		b=	0
9500600000BN0211	Bessancourt	95060	BN	211	La Fondée	TAI	REGION ILE DE FRANCE	1068		b=	0
9500600000BN0215	Bessancourt	95060	BN	215			REGION ILE DE FRANCE	859			
9500600000BN0220	Bessancourt	95060	BN	220			REGION ILE DE FRANCE	1073			
9500600000BN0227	Bessancourt	95060	BN	227	La Fondée	TAI	REGION ILE DE FRANCE	421		b=	0
9500600000BN0234	Bessancourt	95060	BN	234			REGION ILE DE FRANCE	1143			
9500600000BN0236	Bessancourt	95060	BN	236	La Fondée	TAI	REGION ILE DE FRANCE	460		b=	0
9500600000BN0240	Bessancourt	95060	BN	240	La Fondée	TAI	REGION ILE DE FRANCE	288		b=	0
9500600000BN0245	Bessancourt	95060	BN	245			REGION ILE DE FRANCE	1992			
9500600000BN0248	Bessancourt	95060	BN	248			REGION ILE DE FRANCE	872			
9500600000BN0282	Bessancourt	95060	BN	282			REGION ILE DE FRANCE	820			
9500600000BN0316	Bessancourt	95060	BN	316			REGION ILE DE FRANCE	106			
9500600000BN0319	Bessancourt	95060	BN	319	Le Placeau	TAI	REGION ILE DE FRANCE	868		b=	0
9500600000BN0328	Bessancourt	95060	BN	328	Le Placeau	TAI	REGION ILE DE FRANCE	1545		b=	0
9500600000BN0361	Bessancourt	95060	BN	361	Le Placeau	TAI	REGION ILE DE FRANCE	1495		b=	0
9500600000BN0369	Bessancourt	95060	BN	369	Le Placeau	TAI	REGION ILE DE FRANCE	292		b=	0
9500600000BN0378	Bessancourt	95060	BN	378			REGION ILE DE FRANCE	2411			
9500600000BN0395	Bessancourt	95060	BN	395			REGION ILE DE FRANCE	202			
9500600000BN0398	Bessancourt	95060	BN	398	Le Placeau	TAI	REGION ILE DE FRANCE	574		b=	0
9500600000BN0400	Bessancourt	95060	BN	400	Le Placeau	TAI	REGION ILE DE FRANCE	1904		b=	0
9500600000BN0408	Bessancourt	95060	BN	408			REGION ILE DE FRANCE	1043			
9500600000BN0422	Bessancourt	95060	BN	422			REGION ILE DE FRANCE	185			
9500600000BN0426	Bessancourt	95060	BN	426			REGION ILE DE FRANCE	794			
9500600000BN0428	Bessancourt	95060	BN	428			REGION ILE DE FRANCE	607			
9500600000BN0443	Bessancourt	95060	BN	443	Le Placeau	TAI	REGION ILE DE FRANCE	281		b=	0
9500600000BN0460	Bessancourt	95060	BN	460			REGION ILE DE FRANCE	216			
9500600000BN0489	Bessancourt	95060	BN	489	chemin de Pierrelaye	TAI	REGION ILE DE FRANCE	650		b=	0
9500600000BN0599	Bessancourt	95060	BN	599	Le Bois de Poële	TAI	REGION ILE DE FRANCE	3042		b=	0
9500600000BN0602	Bessancourt	95060	BN	602	Le Bois de Poële	TAI	REGION ILE DE FRANCE	538		b=	0
9500600000BN0603	Bessancourt	95060	BN	603	Le Bois de Poële	TAI	REGION ILE DE FRANCE	702		b=	0
9500600000BN0607	Bessancourt	95060	BN	607	Le Bois de Poële	TAI	REGION ILE DE FRANCE	471		b=	0
9500600000BN0611	Bessancourt	95060	BN	611	Le Bois de Poële	TAI	REGION ILE DE FRANCE	438		b=	0
9500600000BN0630	Bessancourt	95060	BN	630	Le Bois de Poële	BOI	REGION ILE DE FRANCE	159		b=	0
9500600000BN0646	Bessancourt	95060	BN	646	Le Bois de Poële	TAI	REGION ILE DE FRANCE	870		b=	0
9500600000BN0654	Bessancourt	95060	BN	654	Le Bois de Poële	TAI	REGION ILE DE FRANCE	593		b=	0
9500600000BN0656	Bessancourt	95060	BN	656	Le Bois de Poële	TAI	REGION ILE DE FRANCE	396		b=	0
9500600000BN0657	Bessancourt	95060	BN	657	Le Bois de Poële	BOI	REGION ILE DE FRANCE	476		b=	0
9500600000BN0707	Bessancourt	95060	BN	707	Le Bois de Poële	TER	REGION ILE DE FRANCE	808		b=	0
9500600000BN0725	Bessancourt	95060	BN	725	La Ferme des Boers	TAI	REGION ILE DE FRANCE	926		b=	0
9500600000BN0740	Bessancourt	95060	BN	740	La Ferme des Boers	TER	REGION ILE DE FRANCE	1459		b=	0
9500600000BN0741	Bessancourt	95060	BN	741	La Ferme des Boers	TER	REGION ILE DE FRANCE	2016		b=	0
9500600000BN0747	Bessancourt	95060	BN	747	La Ferme des Boers	TER	REGION ILE DE FRANCE	9180		b=	0
9500600000BN0752	Bessancourt	95060	BN	752	La Ferme des Boers	TER	REGION ILE DE FRANCE	1039		b=	0
9500600000BN0755	Bessancourt	95060	BN	755	La Ferme des Boers	TER	REGION ILE DE FRANCE	912		b=	0
9500600000BN0756	Bessancourt	95060	BN	756	La Ferme des Boers	TER	REGION ILE DE FRANCE	805		b=	0
9500600000BN0768	Bessancourt	95060	BN	768	Le Bois de Poële	TAI	REGION ILE DE FRANCE	844		b=	0
9500600000BO0041	Bessancourt	95060	BO	41	Le Bois de Rosière	TER	REGION ILE DE FRANCE	5091		b=	0
9500600000BO0049	Bessancourt	95060	BO	49	Le Bois de Rosière	TER	REGION ILE DE FRANCE	3433		b=	0
9500600000BO0074	Bessancourt	95060	BO	74			REGION ILE DE FRANCE	3361			
9500600000BO0075	Bessancourt	95060	BO	75			REGION ILE DE FRANCE	3512			
9500600000BO0219	Bessancourt	95060	BO	219	Les Bruyères	TAI	REGION ILE DE FRANCE	419		b=	0
9500600000BO0222	Bessancourt	95060	BO	222	Les Bruyères	TAI	REGION ILE DE FRANCE	106		b=	0
9500600000BO0227	Bessancourt	95060	BO	227	Les Bruyères	TAI	REGION ILE DE FRANCE	492		b=	0
9500600000BO0230	Bessancourt	95060	BO	230	Les Bruyères	TAI	REGION ILE DE FRANCE	201		b=	0
9500600000BO0238	Bessancourt	95060	BO	238			REGION ILE DE FRANCE	1181			
9500600000BO0244	Bessancourt	95060	BO	244	Les Bruyères	TAI	REGION ILE DE FRANCE	508		b=	0
9500600000BO0249	Bessancourt	95060	BO	249			REGION ILE DE FRANCE	1919			
9500600000BO0280	Bessancourt	95060	BO	280	Les Bruyères	LAN	REGION ILE DE FRANCE	672		b=	0
9500600000BO0302	Bessancourt	95060	BO	302	Les Bruyères	TAI	REGION ILE DE FRANCE	315		b=	0
9500600000BO0314	Bessancourt	95060	BO	314	Les Bruyères	TER	REGION ILE DE FRANCE	370		b=	0
9500600000BO0315	Bessancourt	95060	BO	315	Les Bruyères	TER	REGION ILE DE FRANCE	234		b=	0
9500600000BO0316	Bessancourt	95060	BO	316	Les Bruyères	TER	REGION ILE DE FRANCE	2850		b=	0
9500600000BO0326	Bessancourt	95060	BO	326			REGION ILE DE FRANCE	2120			
9500600000BO0334	Bessancourt	95060	BO	334	Les Bruyères	TER	REGION ILE DE FRANCE	7354		b=	0
9500600000BO0348	Bessancourt	95060	BO	348	Les Bruyères	LAN	REGION ILE DE FRANCE	211		b=	0
9500600000BO0371	Bessancourt	95060	BO	371	Les Bruyères	TAI	REGION ILE DE FRANCE	1135		b=	0
9500600000BO0378	Bessancourt	95060	BO	378	Les Bruyères	TAI	REGION ILE DE FRANCE	1721		b=	0
9500600000BO0408	Bessancourt	95060	BO	408	Le Bois Brûlés	TER	REGION ILE DE FRANCE	925		b=	0
9500600000BO0409	Bessancourt	95060	BO	409	Le Bois Brûlés	TER	REGION ILE DE FRANCE	377		b=	0
9500600000BO0414	Bessancourt	95060	BO	414	Le Bois Brûlés	TER	REGION ILE DE FRANCE	4009		b=	0
9500600000BO0415	Bessancourt	95060	BO	415			REGION ILE DE FRANCE	1423			
9500600000BO0416	Bessancourt	95060	BO	416			REGION ILE DE FRANCE	1623			

ID_PAR AEV selon AEV-RIF	Commune	code INSEE	Section	N° parcelle	Lieu dit	Nature	Propriétaire	Superficie en m²	Superficie si emprise partielle (m²)	Reliquats b	Reliquats
9500600000BO0428	Bessancourt	95060	BO	428			REGION ILE DE FRANCE	1781			
9500600000BO0453	Bessancourt	95060	BO	453	Le Bois Brûlés	TER	REGION ILE DE FRANCE	464		b=	0
9500600000BO0490	Bessancourt	95060	BO	490	Le Bois Brûlés	TER	REGION ILE DE FRANCE	423		b=	0
9500600000BO0504	Bessancourt	95060	BO	504	Le Bois Brûlés	TAI	REGION ILE DE FRANCE	2338		b=	0
9500600000BO0534	Bessancourt	95060	BO	534			REGION ILE DE FRANCE	2077			
9500600000BO0548	Bessancourt	95060	BO	548			REGION ILE DE FRANCE	1928			
9500600000BO0554	Bessancourt	95060	BO	554			REGION ILE DE FRANCE	1838			
9500600000BO0595	Bessancourt	95060	BO	595	Les Bruyères	TAI	REGION ILE DE FRANCE	1948		b=	0
9500600000BO0596	Bessancourt	95060	BO	596	Les Bruyères	SOL	REGION ILE DE FRANCE	90		b=	0
9500600000BO0597	Bessancourt	95060	BO	597	Les Bruyères	TAI	REGION ILE DE FRANCE	2473		b=	0
9500600000BO0598	Bessancourt	95060	BO	598	Les Bruyères	SOL	REGION ILE DE FRANCE	883		b=	0
9500600000BO0599	Bessancourt	95060	BO	599	Les Bruyères	SOL	REGION ILE DE FRANCE	13		b=	0
9500600000BO0600	Bessancourt	95060	BO	600	Les Bruyères	TAI	REGION ILE DE FRANCE	989		b=	0
9500600000BO0605	Bessancourt	95060	BO	605	Le Bois aux Moines	TER	REGION ILE DE FRANCE	2326		b=	0
9503060000AH0004	HERBLAY	95306	AH	4	les Courlains	TER	REGION ILE DE FRANCE	429		b=	
9503060000AH0017	HERBLAY	95306	AH	17	les Courlains	TER	REGION ILE DE FRANCE	2512		b=	
9503060000AH0079	HERBLAY	95306	AH	79	les Courlains	TER	REGION ILE DE FRANCE	1841		b=	
9503060000AH0168	HERBLAY	95306	AH	168	le Bois des Courlains	TER	REGION ILE DE FRANCE	1028		b=	
9503060000AH0171	HERBLAY	95306	AH	171	le Bois des Courlains	TER	REGION ILE DE FRANCE	955		b=	
9503060000AH0172	HERBLAY	95306	AH	172	le Bois des Courlains	TER	REGION ILE DE FRANCE	447		b=	
9503060000AH0173	HERBLAY	95306	AH	173	le Bois des Courlains	TER	REGION ILE DE FRANCE	843		b=	
9503060000AH0175	HERBLAY	95306	AH	175	le Bois des Courlains	TER	REGION ILE DE FRANCE	847		b=	
9503060000AH0176	HERBLAY	95306	AH	176	le Bois des Courlains	TER	REGION ILE DE FRANCE	516		b=	
9503060000AH0177	HERBLAY	95306	AH	177	le Bois des Courlains	TER	REGION ILE DE FRANCE	543		b=	
9503060000AH0195	HERBLAY	95306	AH	195	le Bois des Courlains	TAI	REGION ILE DE FRANCE	3304		b=	
9503060000AH0197	HERBLAY	95306	AH	197	le Bois des Courlains	TAI	REGION ILE DE FRANCE	722		b=	
9503060000AH0228	HERBLAY	95306	AH	228	le Bois des Courlains	TAI	REGION ILE DE FRANCE	1072		b=	
9503060000AH0239	HERBLAY	95306	AH	239	le Bois des Courlains	TAI	REGION ILE DE FRANCE	1659		b=	
9503060000AH0257	HERBLAY	95306	AH	257	le Bois des Courlains	TAI	REGION ILE DE FRANCE	367		b=	
9503060000AH0266	HERBLAY	95306	AH	266	le Bois des Courlains	TAI	REGION ILE DE FRANCE	961		b=	
9503060000AH0269	HERBLAY	95306	AH	269	le Bois des Courlains	TAI	REGION ILE DE FRANCE	815		b=	
9503060000AH0290	HERBLAY	95306	AH	290	le Bois des Courlains	TAI	REGION ILE DE FRANCE	543		b=	
9503060000AH0307	HERBLAY	95306	AH	307	le Bois des Courlains	TAI	REGION ILE DE FRANCE	495		b=	
9503060000AH0322	HERBLAY	95306	AH	322	le Bois des Courlains	TAI	REGION ILE DE FRANCE	521		b=	
9503060000AH0325	HERBLAY	95306	AH	325	le Bois des Courlains	TAI	REGION ILE DE FRANCE	296		b=	
9503060000AH0326	HERBLAY	95306	AH	326	le Bois des Courlains	TAI	REGION ILE DE FRANCE	299		b=	
9503060000AH0332	HERBLAY	95306	AH	332	le Bois des Courlains	TER	REGION ILE DE FRANCE	4927		b=	
9503060000AH0411	HERBLAY	95306	AH	411	les Courlains	TER	REGION ILE DE FRANCE	982		b=	
9503060000AH0412	HERBLAY	95306	AH	412	le Bois des Courlains	TAI	REGION ILE DE FRANCE	2630		b=	
9503060000AH0422	HERBLAY	95306	AH	422	chemin des Cailloux Gris	TER	REGION ILE DE FRANCE	2053		b=	
9503060000AH0423	HERBLAY	95306	AH	423	chemin des Cailloux Gris	TER	REGION ILE DE FRANCE	6675		b=	
9503060000AH0429	HERBLAY	95306	AH	429	le Bois des Courlains	TAI	REGION ILE DE FRANCE	120		b=	
9503060000AH0431	HERBLAY	95306	AH	431	le Bois des Courlains	TAI	REGION ILE DE FRANCE	544		b=	
9503060000AH0432	HERBLAY	95306	AH	432	le Bois des Courlains	TAI	REGION ILE DE FRANCE	295		b=	
9503060000AI0003	HERBLAY	95306	AI	3	le Bois du Trou Poulet	TER	REGION ILE DE FRANCE	3252		b=	
9503060000AN0135	Herblay	95306	AN	135	le Poirier Saint Jean	BOI	REGION ILE DE FRANCE	1296		b=	
9503060000AN0139	Herblay	95306	AN	139	le Poirier Saint Jean	BOI	REGION ILE DE FRANCE	535		b=	
9503060000AN0163	Herblay	95306	AN	163	le Poirier Saint Jean	TAI	REGION ILE DE FRANCE	396		b=	
9503060000AN0173	Herblay	95306	AN	173	le Poirier Saint Jean	TAI	REGION ILE DE FRANCE	501		b=	
9503060000AN0179	Herblay	95306	AN	179	le Poirier Saint Jean	TAI	REGION ILE DE FRANCE	242		b=	
9503060000AN0465	Herblay	95306	AN	465	derrière le Beauregard	TER	REGION ILE DE FRANCE	550	139	b=	411
9503060000AN0477	Herblay	95306	AN	477	derrière le Beauregard	TAI	REGION ILE DE FRANCE	639	362	b=	217
9503060000BP0028	HERBLAY	95306	BP	28	les Côtes de Gaillon	TAI	REGION ILE DE FRANCE	491		b=	
9503060000BP0131	HERBLAY	95306	BP	131	chemin de Conflans à Herblay	TAI	REGION ILE DE FRANCE	1460		b=	
9503060000BP0173	HERBLAY	95306	BP	173	301 chemin de conflans à Herblay	JAR	REGION ILE DE FRANCE	4562		b=	
9503060000BT0060	HERBLAY	95306	BT	60	Chennevières entre Deux Chemins	BOI	REGION ILE DE FRANCE	915		b=	
9503060000BT0083	HERBLAY	95306	BT	83	Chennevières entre Deux Chemins	TAI	REGION ILE DE FRANCE	1658		b=	
9503060000BT0093	HERBLAY	95306	BT	93	Chennevières entre Deux Chemins	BOI	REGION ILE DE FRANCE	510		b=	
9503060000BT0098	HERBLAY	95306	BT	98	Chennevières entre Deux Chemins	TER	REGION ILE DE FRANCE	296		b=	
9503060000BT0116	HERBLAY	95306	BT	116	les Bayonnes à Droite	BOI	REGION ILE DE FRANCE	64		b=	
9503060000BT0127	HERBLAY	95306	BT	127	les Bayonnes à Droite	TAI	REGION ILE DE FRANCE	155		b=	
9503060000BT0222	HERBLAY	95306	BT	222	les Bayonnes à Droite	BOI	REGION ILE DE FRANCE	513		b=	
9503060000BT0223	HERBLAY	95306	BT	223	les Bayonnes à Droite	TAI	REGION ILE DE FRANCE	524		b=	
9503060000BT0233	HERBLAY	95306	BT	233	les Bayonnes à Droite	TAI	REGION ILE DE FRANCE	398		b=	
9503060000BT0253	HERBLAY	95306	BT	253	les Bayonnes à Droite	BOI	REGION ILE DE FRANCE	405		b=	
9503060000ZA0029	HERBLAY	95306	ZA	29			REGION ILE DE FRANCE	630			
9503060000ZK0080	HERBLAY	95306	ZK	80	l'Epinemerie	TER	REGION ILE DE FRANCE	1460		b=	
9503060000ZK0087	HERBLAY	95306	ZK	87	l'Epinemerie	TER	REGION ILE DE FRANCE	660		b=	
9503060000ZK0108	HERBLAY	95306	ZK	108	chemin de Derrière les Bois	SOL	REGION ILE DE FRANCE	471		b=	
9503060000ZX0048	HERBLAY	95306	ZX	48	sous la Justice	TER	REGION ILE DE FRANCE	21000		b=	
9503060000ZY0009	HERBLAY	95306	ZY	9			REGION ILE DE FRANCE	1650			
9503060000ZY0012	HERBLAY	95306	ZY	12			REGION ILE DE FRANCE	3610			
9503060000ZY0013	HERBLAY	95306	ZY	13	les Courlains	TER	REGION ILE DE FRANCE	4740		b=	
9503060000ZY0014	HERBLAY	95306	ZY	14			REGION ILE DE FRANCE	3330			
9503060000ZY0015	HERBLAY	95306	ZY	15	les Courlains	TER	REGION ILE DE FRANCE	22640		b=	
9503060000ZY0018	HERBLAY	95306	ZY	18	les Courlains	TER	REGION ILE DE FRANCE	8110		b=	
9503940000AA0012	Méry-sur-Oise	95394	A	12	la pissotte	VER	REGION ILE DE FRANCE	260		b=	0
9503940000AA0016	Méry-sur-Oise	95394	A	16	les prés de la fontaine	TER	REGION ILE DE FRANCE	309		b=	0
9503940000AA0018	Méry-sur-Oise	95394	A	18	les prés de la fontaine	VER	REGION ILE DE FRANCE	413		b=	0
9503940000AA0019	Méry-sur-Oise	95394	A	19	les prés de la fontaine	TER	REGION ILE DE FRANCE	2923		b=	0
9503940000AA0020	Méry-sur-Oise	95394	A	20	les prés de la fontaine	VER	REGION ILE DE FRANCE	1776		b=	0
9503940000AA0045	Méry-sur-Oise	95394	A	45	Vaux hameau	TER	REGION ILE DE FRANCE	4521		b=	0
9503940000AA1097	Méry-sur-Oise	95394	A	1097	les prés de la fontaine	TER	REGION ILE DE FRANCE	151		b=	0
9503940000AA1123	Méry-sur-Oise	95394	A	1123	les prés de la fontaine	TER	REGION ILE DE FRANCE	479		b=	0
9503940000AA1130	Méry-sur-Oise	95394	A	1130	vaux hameau	TER	REGION ILE DE FRANCE	4635		b=	0
9503940000F0033	Méry-sur-Oise	95394	F	33	la mare au loup	TER	REGION ILE DE FRANCE	2444		b=	0
9503940000F0036	Méry-sur-Oise	95394	F	36	la mare au loup	TER	REGION ILE DE FRANCE	1231		b=	0
9503940000F0037	Méry-sur-Oise	95394	F	37	la mare au loup	TER	REGION ILE DE FRANCE	3541		b=	0
9503940000F0057	Méry-sur-Oise	95394	F	57	le bois au loup	BOI	REGION ILE DE FRANCE	1353		b=	0
9503940000F0058	Méry-sur-Oise	95394	F	58	le bois au loup	TER	REGION ILE DE FRANCE	5130		b=	0
9503940000F0070	Méry-sur-Oise	95394	F	70	le bois au loup	TER	REGION ILE DE FRANCE	6538		b=	0

ID_PAR AEV selon AEV-RIF	Commune	code INSEE	Section	N° parcelle	Lieu dit	Nature	Propriétaire	Superficie en m²	Superficie si emprise partielle (m²)	Reliquats b	Reliquats
9503940000F0075	Méry-sur-Oise	95394	F	75	le bois au loup	TER	REGION ILE DE FRANCE	8219		b=	0
9503940000F0078	Méry-sur-Oise	95394	F	78	le bois au loup	TER	REGION ILE DE FRANCE	2195		b=	0
9503940000F0084	Méry-sur-Oise	95394	F	84	la haute borne	SOL	REGION ILE DE FRANCE	169		b=	0
9503940000F0086	Méry-sur-Oise	95394	F	86	la mare au loup	TER	REGION ILE DE FRANCE	1063		b=	0
9503940000F0087	Méry-sur-Oise	95394	F	87	la mare au loup	TER	REGION ILE DE FRANCE	2730		b=	0
9503940000F0114	Méry-sur-Oise	95394	F	114	le fond de vaux	TER	REGION ILE DE FRANCE	2478		b=	0
9503940000F0123	Méry-sur-Oise	95394	F	123	le fond de vaux	TER	REGION ILE DE FRANCE	985		b=	0
9503940000F0139	Méry-sur-Oise	95394	F	139	le fond de vaux	SOL	REGION ILE DE FRANCE	1108		b=	0
9503940000F0248	Méry-sur-Oise	95394	F	248	la folie	TER	REGION ILE DE FRANCE	615		b=	0
9503940000F0249	Méry-sur-Oise	95394	F	249	la folie	TER	REGION ILE DE FRANCE	2656		b=	0
9503940000F0254	Méry-sur-Oise	95394	F	254	la folie	TER	REGION ILE DE FRANCE	2013		b=	0
9503940000F0259	Méry-sur-Oise	95394	F	259	la folie	TER	REGION ILE DE FRANCE	2003		b=	0
9503940000F0268	Méry-sur-Oise	95394	F	268	montarcy	BOI	REGION ILE DE FRANCE	2181		b=	0
9503940000F0272	Méry-sur-Oise	95394	F	272	montarcy	BOI	REGION ILE DE FRANCE	2680		b=	0
9503940000F0281	Méry-sur-Oise	95394	F	281	montarcy	BOI	REGION ILE DE FRANCE	2580		b=	0
9503940000F0284	Méry-sur-Oise	95394	F	284	montarcy	TAI	REGION ILE DE FRANCE	393		b=	0
9503940000F0286	Méry-sur-Oise	95394	F	286	montarcy	TAI	REGION ILE DE FRANCE	1246		b=	0
9503940000F0317	Méry-sur-Oise	95394	F	317	montarcy	TER	REGION ILE DE FRANCE	1790		b=	0
9503940000F0321	Méry-sur-Oise	95394	F	321	montarcy	TER	REGION ILE DE FRANCE	5277		b=	0
9503940000F0326	Méry-sur-Oise	95394	F	326	montarcy	TER	REGION ILE DE FRANCE	272		b=	0
9503940000F0342	Méry-sur-Oise	95394	F	342	la butte de montarcy	BOI	REGION ILE DE FRANCE	1174		b=	0
9503940000F0344	Méry-sur-Oise	95394	F	344	la butte de montarcy	BOI	REGION ILE DE FRANCE	1302		b=	0
9503940000F0351	Méry-sur-Oise	95394	F	351	la butte de montarcy	TAI	REGION ILE DE FRANCE	1684		b=	0
9503940000F0353	Méry-sur-Oise	95394	F	353	la butte de montarcy	TAI	REGION ILE DE FRANCE	1717		b=	0
9503940000F0361	Méry-sur-Oise	95394	F	361	la butte de montarcy	TAI	REGION ILE DE FRANCE	962		b=	0
9503940000F0368	Méry-sur-Oise	95394	F	368	le clos de la marchande	TER	REGION ILE DE FRANCE	850		b=	0
9503940000F0379	Méry-sur-Oise	95394	F	379	le clos de la marchande	BOI	REGION ILE DE FRANCE	1916		b=	0
9503940000F0381	Méry-sur-Oise	95394	F	381	le clos de la marchande	TER	REGION ILE DE FRANCE	6393		b=	0
9503940000F0388	Méry-sur-Oise	95394	F	388	la butte de montarcy	TER	REGION ILE DE FRANCE	1719		b=	0
9503940000F0390	Méry-sur-Oise	95394	F	390	la butte de montarcy	TER	REGION ILE DE FRANCE	1781		b=	0
9503940000F0396	Méry-sur-Oise	95394	F	396	le chemin de saint prix	BOI	REGION ILE DE FRANCE	653		b=	0
9503940000F0398	Méry-sur-Oise	95394	F	398	le chemin de saint prix	BOI	REGION ILE DE FRANCE	2279		b=	0
9503940000F0401	Méry-sur-Oise	95394	F	401	le chemin de saint prix	BOI	REGION ILE DE FRANCE	1221		b=	0
9503940000F0409	Méry-sur-Oise	95394	F	409	le chemin de saint prix	TER	REGION ILE DE FRANCE	1564		b=	0
9503940000F0413	Méry-sur-Oise	95394	F	413	le chemin de saint prix	TER	REGION ILE DE FRANCE	8414		b=	0
9503940000F0415	Méry-sur-Oise	95394	F	415	le chemin de saint prix	TER	REGION ILE DE FRANCE	1989		b=	0
9503940000F0417	Méry-sur-Oise	95394	F	417	le chemin de saint prix	TER	REGION ILE DE FRANCE	1949		b=	0
9503940000F0430	Méry-sur-Oise	95394	F	430	le chemin de saint prix	TER	REGION ILE DE FRANCE	6984		b=	0
9503940000F0433	Méry-sur-Oise	95394	F	433	le chemin de saint prix	BOI	REGION ILE DE FRANCE	885		b=	0
9503940000F0434	Méry-sur-Oise	95394	F	434	le chemin de saint prix	TER	REGION ILE DE FRANCE	1146		b=	0
9503940000F0452	Méry-sur-Oise	95394	F	452	la haute borne	TER	REGION ILE DE FRANCE	1960		b=	0
9503940000F0470	Méry-sur-Oise	95394	F	470	le fond de vaux	TER	REGION ILE DE FRANCE	1804		b=	0
9503940000F0473	Méry-sur-Oise	95394	F	473	le fond de vaux	TER	REGION ILE DE FRANCE	1408		b=	0
9503940000F0480	Méry-sur-Oise	95394	F	480	le fond de vaux	TER	REGION ILE DE FRANCE	1379		b=	0
9503940000F0483	Méry-sur-Oise	95394	F	483	le fond de vaux	TER	REGION ILE DE FRANCE	855		b=	0
9503940000F0486	Méry-sur-Oise	95394	F	486	le fond de vaux	TER	REGION ILE DE FRANCE	658		b=	0
9503940000F0487	Méry-sur-Oise	95394	F	487	le fond de vaux	TER	REGION ILE DE FRANCE	219		b=	0
9503940000F0488	Méry-sur-Oise	95394	F	488	le fond de vaux	TER	REGION ILE DE FRANCE	6857		b=	0
9503940000F0492	Méry-sur-Oise	95394	F	492	le fond de vaux	TER	REGION ILE DE FRANCE	1626		b=	0
9503940000F0499	Méry-sur-Oise	95394	F	499	la mare au loup	TER	REGION ILE DE FRANCE	1316		b=	0
9503940000F0501	Méry-sur-Oise	95394	F	501	la mare au loup	TER	REGION ILE DE FRANCE	1369		b=	0
9503940000F0502	Méry-sur-Oise	95394	F	502	la mare au loup	TER	REGION ILE DE FRANCE	1711		b=	0
9503940000F0507	Méry-sur-Oise	95394	F	507	la mare au loup	TER	REGION ILE DE FRANCE	457		b=	0
9503940000F0509	Méry-sur-Oise	95394	F	509	la mare au loup	TER	REGION ILE DE FRANCE	10942		b=	0
9503940000F0515	Méry-sur-Oise	95394	F	515	montarcy	TER	REGION ILE DE FRANCE	3558		b=	0
9503940000F0517	Méry-sur-Oise	95394	F	517	montarcy	TER	REGION ILE DE FRANCE	820		b=	0
9503940000F0521	Méry-sur-Oise	95394	F	521	montarcy	TER	REGION ILE DE FRANCE	502		b=	0
9503940000F0522	Méry-sur-Oise	95394	F	522	montarcy	TER	REGION ILE DE FRANCE	4655		b=	0
9503940000F0523	Méry-sur-Oise	95394	F	523	montarcy	TER	REGION ILE DE FRANCE	1718		b=	0
9503940000F0524	Méry-sur-Oise	95394	F	524	montarcy	TER	REGION ILE DE FRANCE	857		b=	0
9503940000F0525	Méry-sur-Oise	95394	F	525	montarcy	LAN	REGION ILE DE FRANCE	4058		b=	0
9503940000F0531	Méry-sur-Oise	95394	F	531	montarcy	TER	REGION ILE DE FRANCE	235		b=	0
9503940000F0535	Méry-sur-Oise	95394	F	535	la folie	TER	REGION ILE DE FRANCE	2488		b=	0
950488000AB0149	Pierrelaye	95488	AB	149	village de Pierrelaye	JAR	REGION ILE DE FRANCE	2903		b=	
950488000AB0150	Pierrelaye	95488	AB	150	village de Pierrelaye	JAR	REGION ILE DE FRANCE	1836		b=	
950488000AB0152	Pierrelaye	95488	AB	152	village de Pierrelaye	JAR	REGION ILE DE FRANCE	2448		b=	
950488000AH0049	Pierrelaye	95488	AH	49	les Chabuts	TER	REGION ILE DE FRANCE	444			
950488000AH0076	Pierrelaye	95488	AH	76	les Chabuts	TER	REGION ILE DE FRANCE	602			
950488000AH0186	Pierrelaye	95488	AH	186	le Trou Poulet 2ème partie	TER	REGION ILE DE FRANCE	570			
950488000AH0222	Pierrelaye	95488	AH	222	le Trou Poulet 2ème partie	TER	REGION ILE DE FRANCE	202			
950488000AH0266	Pierrelaye	95488	AH	266	le Trou Poulet 2ème partie	TER	REGION ILE DE FRANCE	173			
950488000AH0268	Pierrelaye	95488	AH	268	le Trou Poulet 2ème partie	TER	REGION ILE DE FRANCE	505			
950488000AH0277	Pierrelaye	95488	AH	277	le Trou Poulet 2ème partie	TER	REGION ILE DE FRANCE	134			
950488000AH0342	Pierrelaye	95488	AH	342	Trou Poulet sur chemin de Pontoise	TER	REGION ILE DE FRANCE	427			
950488000AH0350	Pierrelaye	95488	AH	350	Trou Poulet sur chemin de Pontoise	TER	REGION ILE DE FRANCE	800			
950488000AH0387	Pierrelaye	95488	AH	387	les Italies	TER	REGION ILE DE FRANCE	377			
950488000AH0390	Pierrelaye	95488	AH	390	les Italies	TER	REGION ILE DE FRANCE	245			
950488000AH0406	Pierrelaye	95488	AH	406	les Italies	TER	REGION ILE DE FRANCE	1151			
950488000AH0415	Pierrelaye	95488	AH	415	les Italies	TER	REGION ILE DE FRANCE	267			
950488000AH0416	Pierrelaye	95488	AH	416	les Italies	TER	REGION ILE DE FRANCE	132			
950488000AH0419	Pierrelaye	95488	AH	419	les Italies	TER	REGION ILE DE FRANCE	775			
950488000AH0495	Pierrelaye	95488	AH	495	les Chabuts	TER	REGION ILE DE FRANCE	131			
950488000AH0501	Pierrelaye	95488	AH	501	les Chabuts	TER	REGION ILE DE FRANCE	89			
950488000AH0510	Pierrelaye	95488	AH	510	les Chabuts	TER	REGION ILE DE FRANCE	415			
950488000AH0523	Pierrelaye	95488	AH	523	les Italies	TER	REGION ILE DE FRANCE	121			
950488000AI0006	Pierrelaye	95488	AI	6	Trou Poulet sur chemin de Pontoise	TER	REGION ILE DE FRANCE	990			
950488000AI0008	Pierrelaye	95488	AI	8	Trou Poulet sur chemin de Pontoise	TER	REGION ILE DE FRANCE	892			
950488000AI0013	Pierrelaye	95488	AI	13	Trou Poulet sur chemin de Pontoise	TER	REGION ILE DE FRANCE	589			
950488000AI0019	Pierrelaye	95488	AI	19	Trou Poulet sur chemin de Pontoise	TER	REGION ILE DE FRANCE	607			
950488000AI0026	Pierrelaye	95488	AI	26	Trou Poulet sur chemin de Pontoise	TER	REGION ILE DE FRANCE	368			
950488000AI0030	Pierrelaye	95488	AI	30	Trou Poulet sur chemin de Pontoise	TER	REGION ILE DE FRANCE	3022			

ID_PAR AEV selon AEV-RIF	Commune	code INSEE	Section	N° parcelle	Lieu dit	Nature	Propriétaire	Superficie en m²	Superficie si emprise partielle (m²)	Reliquats b	Reliquats
950488000AI0036	Pierrelaye	95488	AI	36	Trou Poulet sur chemin de Pontoise	TER	REGION ILE DE FRANCE	627			
950488000AI0047	Pierrelaye	95488	AI	47	Trou Poulet sur chemin de Pontoise	TER	REGION ILE DE FRANCE	235			
950488000AI0048	Pierrelaye	95488	AI	48	Trou Poulet sur chemin de Pontoise	TER	REGION ILE DE FRANCE	576			
950488000AI0049	Pierrelaye	95488	AI	49	Trou Poulet sur chemin de Pontoise	TER	REGION ILE DE FRANCE	591			
950488000AI0060	Pierrelaye	95488	AI	60	Trou Poulet sur chemin de Pontoise	TER	REGION ILE DE FRANCE	2409			
950488000AI0071	Pierrelaye	95488	AI	71	Trou Poulet sur chemin de Pontoise	TER	REGION ILE DE FRANCE	685			
950488000AI0072	Pierrelaye	95488	AI	72	Trou Poulet sur chemin de Pontoise	TER	REGION ILE DE FRANCE	1443			
950488000AI0077	Pierrelaye	95488	AI	77	Trou Poulet sur chemin de Pontoise	TER	REGION ILE DE FRANCE	1780			
950488000AI0078	Pierrelaye	95488	AI	78	Trou Poulet sur chemin de Pontoise	TER	REGION ILE DE FRANCE	910			
950488000AI0112	Pierrelaye	95488	AI	112			REGION ILE DE FRANCE	1096			
950488000AI0113	Pierrelaye	95488	AI	113			REGION ILE DE FRANCE	8169			
950488000AI0129	Pierrelaye	95488	AI	129	les Italies	TER	REGION ILE DE FRANCE	244			
950488000AI0130	Pierrelaye	95488	AI	130	les Italies	TER	REGION ILE DE FRANCE	226			
950488000AI0131	Pierrelaye	95488	AI	131	les Italies	TER	REGION ILE DE FRANCE	754			
950488000AI0133	Pierrelaye	95488	AI	133	les Italies	TER	REGION ILE DE FRANCE	447			
950488000AI0135	Pierrelaye	95488	AI	135	les Italies	TER	REGION ILE DE FRANCE	386			
950488000AI0140	Pierrelaye	95488	AI	140	les Italies	TER	REGION ILE DE FRANCE	2345			
950488000AI0147	Pierrelaye	95488	AI	147	les Italies	TER	REGION ILE DE FRANCE	321			
950488000AI0150	Pierrelaye	95488	AI	150	les Italies	TER	REGION ILE DE FRANCE	3283			
950488000AI0328	Pierrelaye	95488	AI	328	le Trou Poulet	TER	REGION ILE DE FRANCE	140			
950488000AI0336	Pierrelaye	95488	AI	336	Trou Poulet sur chemin de Pontoise	TER	REGION ILE DE FRANCE	550			
950488000AI0366	Pierrelaye	95488	AI	366	les Italies	TER	REGION ILE DE FRANCE	343			
950488000AI0367	Pierrelaye	95488	AI	367	les Italies	TER	REGION ILE DE FRANCE	409			
950488000AI0383	Pierrelaye	95488	AI	383	les Italies	TER	REGION ILE DE FRANCE	1225			
950488000AI0384	Pierrelaye	95488	AI	384	les Italies	TER	REGION ILE DE FRANCE	1478			
950488000AI0399	Pierrelaye	95488	AI	399	rue de l'Emissaire	TER	REGION ILE DE FRANCE	1233			
950488000AK0004	Pierrelaye	95488	AK	4			REGION ILE DE FRANCE	888			
950488000AK0005	Pierrelaye	95488	AK	5			REGION ILE DE FRANCE	489			
950488000AK0180	Pierrelaye	95488	AK	180	sur le chemin des Glaises	TER	REGION ILE DE FRANCE	3918			
950488000AL0007	Pierrelaye	95488	AL	7	la Petite Patelle	TER	REGION ILE DE FRANCE	911			
950488000AL0033	Pierrelaye	95488	AL	33	la Petite Patelle	TER	REGION ILE DE FRANCE	2216			
950488000AL0152	Pierrelaye	95488	AL	152	les Courlins	TER	REGION ILE DE FRANCE	1072			
950488000AL0154	Pierrelaye	95488	AL	154	les Courlins	TER	REGION ILE DE FRANCE	5057			
950488000AL0163	Pierrelaye	95488	AL	163	les Courlins	TER	REGION ILE DE FRANCE	1410			
950488000AM0191	Pierrelaye	95488	AM	191			REGION ILE DE FRANCE	1150			
950488000AM0195	Pierrelaye	95488	AM	195			REGION ILE DE FRANCE	1523			
950488000AP0061	Pierrelaye	95488	AP	61	les Longues Raies	TER	REGION ILE DE FRANCE	176		b=	
950488000AP0075	Pierrelaye	95488	AP	75	les Longues Raies	TER	REGION ILE DE FRANCE	1584		b=	
950488000AP0083	Pierrelaye	95488	AP	83	les Longues Raies	TER	REGION ILE DE FRANCE	1444		b=	
950488000AP0084	Pierrelaye	95488	AP	84	les Longues Raies	TER	REGION ILE DE FRANCE	1221		b=	
950488000AP0087	Pierrelaye	95488	AP	87	les Longues Raies	TER	REGION ILE DE FRANCE	594		b=	
950488000AP0098	Pierrelaye	95488	AP	98	la Folie	TER	REGION ILE DE FRANCE	924		b=	
950488000AP0105	Pierrelaye	95488	AP	105	la Folie	TER	REGION ILE DE FRANCE	736		b=	
950488000AP0106	Pierrelaye	95488	AP	106	la Folie	TER	REGION ILE DE FRANCE	900		b=	
950488000AP0111	Pierrelaye	95488	AP	111	la Folie	TER	REGION ILE DE FRANCE	3624		b=	
950488000AP0118	Pierrelaye	95488	AP	118	la Folie	TER	REGION ILE DE FRANCE	1817		b=	
950488000AP0124	Pierrelaye	95488	AP	124	le Boquet	TER	REGION ILE DE FRANCE	1853		b=	
950488000AP0125	Pierrelaye	95488	AP	125	le Boquet	TER	REGION ILE DE FRANCE	416		b=	
950488000AP0129	Pierrelaye	95488	AP	129	le Boquet	TER	REGION ILE DE FRANCE	606		b=	
950488000AP0138	Pierrelaye	95488	AP	138	le Boquet	TER	REGION ILE DE FRANCE	755		b=	
950488000AP0139	Pierrelaye	95488	AP	139	le Boquet	TER	REGION ILE DE FRANCE	1346		b=	
950488000AP0153	Pierrelaye	95488	AP	153	le Boquet	TER	REGION ILE DE FRANCE	1874		b=	
950488000AP0154	Pierrelaye	95488	AP	154	le Boquet	TER	REGION ILE DE FRANCE	6719		b=	
950488000AP0178	Pierrelaye	95488	AP	178	derrière le Parc	TER	REGION ILE DE FRANCE	5453		b=	
950488000AP0188	Pierrelaye	95488	BA	109	les Vacheries	TER	REGION ILE DE FRANCE	1748		b=	
950488000AP0189	Pierrelaye	95488	AP	189	derrière le Parc	TER	REGION ILE DE FRANCE	2596		b=	
950488000AP0194	Pierrelaye	95488	AP	194	derrière le Parc	TER	REGION ILE DE FRANCE	1349		b=	
950488000AP0199	Pierrelaye	95488	AP	199	derrière le Parc	TER	REGION ILE DE FRANCE	6730		b=	
950488000AP0204	Pierrelaye	95488	AP	204	derrière le Parc	TER	REGION ILE DE FRANCE	11573		b=	
950488000AP0205	Pierrelaye	95488	AP	205	derrière le Parc	TER	REGION ILE DE FRANCE	5569		b=	
950488000AP0206	Pierrelaye	95488	AP	206	derrière le Parc	TER	REGION ILE DE FRANCE	6325		b=	
950488000AP0222	Pierrelaye	95488	AP	222	sur le chemin de Saint Prix	TER	REGION ILE DE FRANCE	1287		b=	
950488000AP0231	Pierrelaye	95488	AP	231	sur le chemin de Saint Prix	TER	REGION ILE DE FRANCE	544		b=	
950488000AP0236	Pierrelaye	95488	AP	236	sur le chemin de Saint Prix	TER	REGION ILE DE FRANCE	9397		b=	
950488000AP0242	Pierrelaye	95488	AP	242	sur le chemin de Saint Prix	TER	REGION ILE DE FRANCE	2018		b=	
950488000AP0260	Pierrelaye	95488	AP	260	sur le chemin de Saint Prix	TER	REGION ILE DE FRANCE	2775		b=	
950488000AP0280	Pierrelaye	95488	AP	280	sur le chemin de Saint Prix	TER	REGION ILE DE FRANCE	1754		b=	
950488000AP0307	Pierrelaye	95488	AP	307	derrière les Plantes	TER	REGION ILE DE FRANCE	350		b=	
950488000AP0318	Pierrelaye	95488	AP	318	derrière les Plantes	TER	REGION ILE DE FRANCE	1924		b=	
950488000AP0319	Pierrelaye	95488	AP	319	derrière les Plantes	TER	REGION ILE DE FRANCE	968		b=	
950488000AP0325	Pierrelaye	95488	AP	325	derrière les Plantes	TER	REGION ILE DE FRANCE	1374		b=	
950488000AP0336	Pierrelaye	95488	AP	336	au dessus de la Bichotte	TER	REGION ILE DE FRANCE	4991		b=	
950488000AP0345	Pierrelaye	95488	AP	345	au dessus de la Bichotte	TER	REGION ILE DE FRANCE	3693		b=	
950488000AP0363	Pierrelaye	95488	AP	363	le Parc	TER	REGION ILE DE FRANCE	2784		b=	
950488000AP0377	Pierrelaye	95488	AP	377	derrière les Plantes	TER	REGION ILE DE FRANCE	1367		b=	
950488000AR0008	Pierrelaye	95488	AR	8	La Bichotte	TER	REGION ILE DE FRANCE	372		b=	
950488000AR0010	Pierrelaye	95488	AR	10	La Bichotte	TER	REGION ILE DE FRANCE	3351		b=	
950488000AR0019	Pierrelaye	95488	AR	19	La Bichotte	TER	REGION ILE DE FRANCE	1249		b=	
950488000AR0023	Pierrelaye	95488	AR	23	La Bichotte	TER	REGION ILE DE FRANCE	1667		b=	
950488000AR0025	Pierrelaye	95488	AR	25	La Bichotte	TER	REGION ILE DE FRANCE	3600		b=	
950488000AR0029	Pierrelaye	95488	AR	29			REGION ILE DE FRANCE	1929			
950488000AR0041	Pierrelaye	95488	AR	41	La Bichotte	TER	REGION ILE DE FRANCE	1554		b=	
950488000AR0058	Pierrelaye	95488	AR	58	La Bichotte	TER	REGION ILE DE FRANCE	3083		b=	
950488000AR0067	Pierrelaye	95488	AR	67	La Bichotte	TER	REGION ILE DE FRANCE	476		b=	
950488000AR0088	Pierrelaye	95488	AR	88	derrière les Plantes	TER	REGION ILE DE FRANCE	4824		b=	
950488000AR0090	Pierrelaye	95488	AR	90	derrière les Plantes	TER	REGION ILE DE FRANCE	1029		b=	
950488000AR0101	Pierrelaye	95488	AR	101	derrière les Plantes	TER	REGION ILE DE FRANCE	819		b=	
950488000AR0111	Pierrelaye	95488	AR	111	derrière les Plantes	TER	REGION ILE DE FRANCE	723		b=	
950488000AR0113	Pierrelaye	95488	AR	113	derrière les Plantes	TER	REGION ILE DE FRANCE	1049		b=	
950488000AR0115	Pierrelaye	95488	AR	115	derrière les Plantes	TER	REGION ILE DE FRANCE	2131		b=	
950488000AR0121	Pierrelaye	95488	AR	121	les Plantes	TER	REGION ILE DE FRANCE	5247		b=	

ID_PAR AEV selon AEV-RIF	Commune	code INSEE	Section	N° parcelle	Lieu dit	Nature	Propriétaire	Superficie en m²	Superficie si emprise partielle (m²)	Reliquats b	Reliquats
950488000AR0125	Pierrelaye	95488	AR	125	les Plantes	TER	REGION ILE DE FRANCE	5090		b=	
950488000AR0126	Pierrelaye	95488	AR	126	les Plantes	TER	REGION ILE DE FRANCE	15717		b=	
950488000AR0142	Pierrelaye	95488	AR	142	derrière les Plantes	TER	REGION ILE DE FRANCE	2420		b=	
950488000AR0161	Pierrelaye	95488	AR	161	le Bois à Poele	TER	REGION ILE DE FRANCE	318		b=	
950488000AR0170	Pierrelaye	95488	AR	170	le Bois à Poele	TER	REGION ILE DE FRANCE	1760		b=	
950488000AR0173	Pierrelaye	95488	AR	173	le Bois à Poele	TER	REGION ILE DE FRANCE	946		b=	
950488000AR0179	Pierrelaye	95488	AR	179	le Bois à Poele	TER	REGION ILE DE FRANCE	949		b=	
950488000AR0201	Pierrelaye	95488	AR	201	le Bois à Poele	SOL	REGION ILE DE FRANCE	353		b=	
950488000AR0206	Pierrelaye	95488	AR	206	le Bois à Poele	SOL	REGION ILE DE FRANCE	1055		b=	
950488000AR0212	Pierrelaye	95488	AR	212	le Bois à Poele	TER	REGION ILE DE FRANCE	1218		b=	
950488000AR0214	Pierrelaye	95488	AR	214	le Bois à Poele	LAN	REGION ILE DE FRANCE	624		b=	
950488000AR0218	Pierrelaye	95488	AR	218	le Bois à Poele	TAI	REGION ILE DE FRANCE	259		b=	
950488000AR0229	Pierrelaye	95488	AR	229	les Plantes	TER	REGION ILE DE FRANCE	890		b=	
950488000AR0235	Pierrelaye	95488	AR	235	les Plantes	TER	REGION ILE DE FRANCE	259		b=	
950488000AR0244	Pierrelaye	95488	AR	244	les Plantes	TER	REGION ILE DE FRANCE	8056		b=	
950488000AR0251	Pierrelaye	95488	AR	251	les Plantes	TER	REGION ILE DE FRANCE	1264		b=	
950488000AR0252	Pierrelaye	95488	AR	252	les Plantes	TER	REGION ILE DE FRANCE	2690		b=	
950488000AR0253	Pierrelaye	95488	AR	253	les Plantes	TER	REGION ILE DE FRANCE	852		b=	
950488000AR0254	Pierrelaye	95488	AR	254	les Plantes	TER	REGION ILE DE FRANCE	961		b=	
950488000AR0256	Pierrelaye	95488	AR	256	les Plantes	TER	REGION ILE DE FRANCE	764		b=	
950488000AR0259	Pierrelaye	95488	AR	259	les Plantes	TER	REGION ILE DE FRANCE	1834		b=	
950488000AR0261	Pierrelaye	95488	AR	261	les Plantes	TER	REGION ILE DE FRANCE	2061		b=	
950488000AR0267	Pierrelaye	95488	AR	267	les Plantes	TER	REGION ILE DE FRANCE	398		b=	
950488000AR0289	Pierrelaye	95488	AR	289	le Bois Brûlé	TAI	REGION ILE DE FRANCE	480		b=	
950488000AR0297	Pierrelaye	95488	AR	297	le Bois Brûlé	TER	REGION ILE DE FRANCE	504		b=	
950488000AR0298	Pierrelaye	95488	AR	298	le Bois Brûlé	TAI	REGION ILE DE FRANCE	474		b=	
950488000AR0313	Pierrelaye	95488	AR	313	la Chaise au Renard	PEU	REGION ILE DE FRANCE	1413		b=	
950488000AR0314	Pierrelaye	95488	AR	314	la Chaise au Renard	TER	REGION ILE DE FRANCE	2543		b=	
950488000AR0317	Pierrelaye	95488	AR	317	la Chaise au Renard	TER	REGION ILE DE FRANCE	1734		b=	
950488000AR0323	Pierrelaye	95488	AR	323	la Chaise au Renard	TER	REGION ILE DE FRANCE	12144		b=	
950488000AR0330	Pierrelaye	95488	AR	330	la Chaise au Renard	TER	REGION ILE DE FRANCE	4010		b=	
950488000AR0331	Pierrelaye	95488	AR	331	la Chaise au Renard	TAI	REGION ILE DE FRANCE	1454		b=	
950488000AR0334	Pierrelaye	95488	AR	334	la Chaise au Renard	TER	REGION ILE DE FRANCE	2650		b=	
950488000AR0335	Pierrelaye	95488	AR	335	la Chaise au Renard	BOI	REGION ILE DE FRANCE	1316		b=	
950488000AR0338	Pierrelaye	95488	AR	338	la Chaise au Renard	TER	REGION ILE DE FRANCE	4500		b=	
950488000AR0342	Pierrelaye	95488	AR	342	la Chaise au Renard	TER	REGION ILE DE FRANCE	2555		b=	
950488000AR0346	Pierrelaye	95488	AR	346	la Chaise au Renard	TER	REGION ILE DE FRANCE	1418		b=	
950488000AR0350	Pierrelaye	95488	AR	350	la Chaise au Renard	TAI	REGION ILE DE FRANCE	652		b=	
950488000AR0351	Pierrelaye	95488	AR	351	la Chaise au Renard	TER	REGION ILE DE FRANCE	1447		b=	
950488000AR0360	Pierrelaye	95488	AR	360	la Chaise au Renard	TER	REGION ILE DE FRANCE	5027		b=	
950488000AR0378	Pierrelaye	95488	AR	378	le Bois des Deux Ormes	TER	REGION ILE DE FRANCE	8120		b=	
950488000AR0390	Pierrelaye	95488	AR	390	le Bois des Deux Ormes	TER	REGION ILE DE FRANCE	5398		b=	
950488000AR0391	Pierrelaye	95488	AR	391	le Bois des Deux Ormes	TER	REGION ILE DE FRANCE	5742		b=	
950488000AR0397	Pierrelaye	95488	AR	397	le Bois des Deux Ormes	TER	REGION ILE DE FRANCE	3970		b=	
950488000AR0400	Pierrelaye	95488	AR	400	le Bois des Deux Ormes	TER	REGION ILE DE FRANCE	2462		b=	
950488000AR0421	Pierrelaye	95488	AR	421	la Butte Rouge	BOI	REGION ILE DE FRANCE	63200		b=	
950488000AR0422	Pierrelaye	95488	AR	422	la Butte Rouge	TER	REGION ILE DE FRANCE	5865		b=	
950488000AR0428	Pierrelaye	95488	AR	428	la Butte Rouge	TER	REGION ILE DE FRANCE	7521		b=	
950488000AR0429	Pierrelaye	95488	AR	429	la Butte Rouge	TER	REGION ILE DE FRANCE	2186		b=	
950488000AR0430	Pierrelaye	95488	AR	430	la Butte Rouge	TER	REGION ILE DE FRANCE	812		b=	
950488000AR0431	Pierrelaye	95488	AR	431	la Butte Rouge	TER	REGION ILE DE FRANCE	499		b=	
950488000AR0432	Pierrelaye	95488	AR	432	la Butte Rouge	TER	REGION ILE DE FRANCE	457		b=	
950488000AR0433	Pierrelaye	95488	AR	433	la Butte Rouge	TER	REGION ILE DE FRANCE	1093		b=	
950488000AR0434	Pierrelaye	95488	AR	434	la Butte Rouge	TER	REGION ILE DE FRANCE	6060		b=	
950488000AR0479	Pierrelaye	95488	AR	479	le Petit Chêne	TER	REGION ILE DE FRANCE	3332		b=	
950488000AR0480	Pierrelaye	95488	AR	480	le Petit Chêne	TER	REGION ILE DE FRANCE	6385		b=	
950488000AR0483	Pierrelaye	95488	AR	483	le Petit Chêne	TER	REGION ILE DE FRANCE	2841		b=	
950488000AR0516	Pierrelaye	95488	AR	516	les Fonds de Malassis	TER	REGION ILE DE FRANCE	1557		b=	
950488000AR0517	Pierrelaye	95488	AR	517	les Fonds de Malassis	TER	REGION ILE DE FRANCE	1722		b=	
950488000AR0520	Pierrelaye	95488	AR	520	les Fonds de Malassis	TER	REGION ILE DE FRANCE	3638		b=	
950488000AR0527	Pierrelaye	95488	AR	527	la Butte du Petit Terroir	TER	REGION ILE DE FRANCE	837		b=	
950488000AR0537	Pierrelaye	95488	AR	537	la Butte du Petit Terroir	TAI	REGION ILE DE FRANCE	1025		b=	
950488000AR0549	Pierrelaye	95488	AR	549	la Butte Rouge	TER	REGION ILE DE FRANCE	1967		b=	
950488000AR0575	Pierrelaye	95488	AR	575	La Bichotte	TER	REGION ILE DE FRANCE	145		b=	
950488000AR0576	Pierrelaye	95488	AR	576	le Bois à Poele	TAI	REGION ILE DE FRANCE	388		b=	
950488000AR0589	Pierrelaye	95488	AR	589	la Butte du Petit Terroir	TAI	REGION ILE DE FRANCE	210		b=	
950488000AR0627	Pierrelaye	95488	AR	627	la Butte du Petit Terroir	TAI	REGION ILE DE FRANCE	470		b=	
950488000AR0677	Pierrelaye	95488	AR	677	La Bichotte	TER	REGION ILE DE FRANCE	2431		b=	
950488000AR0726	Pierrelaye	95488	AR	726	la Chaise au Renard	TAI	REGION ILE DE FRANCE	4532		b=	
950488000AR0736	Pierrelaye	95488	AR	736	la Chaise au Renard	LAN	REGION ILE DE FRANCE	141		b=	
950488000AR0740	Pierrelaye	95488	AR	740	la Chaise au Renard	BOI	REGION ILE DE FRANCE	838		b=	
950488000AR0744	Pierrelaye	95488	AR	744	la Chaise au Renard	BOI	REGION ILE DE FRANCE	1858		b=	
950488000AR0748	Pierrelaye	95488	AR	748	la Chaise au Renard	BOI	REGION ILE DE FRANCE	3677		b=	
950488000AR0823	Pierrelaye	95488	AR	823	la Butte Rouge	TER	REGION ILE DE FRANCE	1184		b=	
950488000AR0824	Pierrelaye	95488	AR	824	la Butte Rouge	TER	REGION ILE DE FRANCE	3836		b=	
950488000AR0825	Pierrelaye	95488	AR	825	la Butte Rouge	TER	REGION ILE DE FRANCE	45133		b=	
950488000AS0171	Pierrelaye	95488	AS	171	derrière le Petit Bois	TER	REGION ILE DE FRANCE	1728		b=	
950488000AS0177	Pierrelaye	95488	AS	177	les Fonds de Malassis	TER	REGION ILE DE FRANCE	1842		b=	
950488000AT0079	Pierrelaye	95488	AT	79	sur le chemin du Parc	TAI	REGION ILE DE FRANCE	349		b=	
950488000AT0089	Pierrelaye	95488	AT	89	sur le chemin du Parc	TAI	REGION ILE DE FRANCE	660		b=	
950488000AT0101	Pierrelaye	95488	AT	101	la Nancelle	TER	REGION ILE DE FRANCE	4045		b=	
950488000AT0103	Pierrelaye	95488	AT	103	la Nancelle	TER	REGION ILE DE FRANCE	6904		b=	
950488000AT0105	Pierrelaye	95488	AT	105	la Nancelle	TER	REGION ILE DE FRANCE	6546		b=	
950488000AT0109	Pierrelaye	95488	AT	109	la Nancelle	TER	REGION ILE DE FRANCE	7662		b=	
950488000AT0137	Pierrelaye	95488	AT	137	les Sillières	TAI	REGION ILE DE FRANCE	252		b=	
950488000AT0138	Pierrelaye	95488	AT	138	les Sillières	TER	REGION ILE DE FRANCE	645		b=	
950488000AT0159	Pierrelaye	95488	AT	159	les Sillières	TER	REGION ILE DE FRANCE	2726		b=	
950488000AT0216	Pierrelaye	95488	AT	216			REGION ILE DE FRANCE	365			
950488000AT0254	Pierrelaye	95488	AT	254	les Sillières	BOI	REGION ILE DE FRANCE	445		b=	
950488000AT0268	Pierrelaye	95488	AT	268	les Silières ouest	BOI	REGION ILE DE FRANCE	282		b=	
950488000AT0359	Pierrelaye	95488	AT	359	le Fond des Bruyères	TAI	REGION ILE DE FRANCE	179		b=	

ID_PAR AEV selon AEV-RIF	Commune	code INSEE	Section	N° parcelle	Lieu dit	Nature	Propriétaire	Superficie en m²	Superficie si emprise partielle (m²)	Reliquats b	Reliquats
950488000AT0370	Pierrelaye	95488	AT	370	le Fond des Bruyères	BOI	REGION ILE DE FRANCE	469		b=	
950488000AT0375	Pierrelaye	95488	AT	375	le Fond des Bruyères	TAI	REGION ILE DE FRANCE	333		b=	
950488000AT0376	Pierrelaye	95488	AT	376	le Fond des Bruyères	BOI	REGION ILE DE FRANCE	303		b=	
950488000AT0377	Pierrelaye	95488	AT	377	le Fond des Bruyères	TAI	REGION ILE DE FRANCE	336		b=	
950488000AT0387	Pierrelaye	95488	AT	387	le Fond des Bruyères	BOI	REGION ILE DE FRANCE	302		b=	
950488000AT0389	Pierrelaye	95488	AT	389	le Fond des Bruyères	TAI	REGION ILE DE FRANCE	452		b=	
950488000AT0393	Pierrelaye	95488	AT	393	le Fond des Bruyères	TAI	REGION ILE DE FRANCE	263		b=	
950488000AT0402	Pierrelaye	95488	AT	402	le Fond des Bruyères	TAI	REGION ILE DE FRANCE	479		b=	
950488000AT0403	Pierrelaye	95488	AT	403	le Fond des Bruyères	TAI	REGION ILE DE FRANCE	448		b=	
950488000AT0417	Pierrelaye	95488	AT	417	les Bruyères	TAI	REGION ILE DE FRANCE	620		b=	
950488000AT0419	Pierrelaye	95488	AT	419	les Bruyères	TAI	REGION ILE DE FRANCE	354		b=	
950488000AT0422	Pierrelaye	95488	AT	422	les Bruyères	TAI	REGION ILE DE FRANCE	282		b=	
950488000AT0433	Pierrelaye	95488	AT	433	les Bruyères	TAI	REGION ILE DE FRANCE	289		b=	
950488000AT0439	Pierrelaye	95488	AT	439	les Bruyères	TAI	REGION ILE DE FRANCE	557		b=	
950488000AT0440	Pierrelaye	95488	AT	440	les Bruyères	TAI	REGION ILE DE FRANCE	227		b=	
950488000AT0446	Pierrelaye	95488	AT	446	les Bruyères	TAI	REGION ILE DE FRANCE	286		b=	
950488000AT0455	Pierrelaye	95488	AT	455	les Bruyères	TAI	REGION ILE DE FRANCE	566		b=	
950488000AT0458	Pierrelaye	95488	AT	458	les Bruyères	TAI	REGION ILE DE FRANCE	1235		b=	
950488000AT0467	Pierrelaye	95488	AT	467	les Bruyères	BOI	REGION ILE DE FRANCE	99		b=	
950488000AT0468	Pierrelaye	95488	AT	468	les Bruyères	TAI	REGION ILE DE FRANCE	201		b=	
950488000AT0481	Pierrelaye	95488	AT	481	les Bruyères	BOI	REGION ILE DE FRANCE	12857		b=	
950488000AT0486	Pierrelaye	95488	AT	486	les Bruyères	TAI	REGION ILE DE FRANCE	111		b=	
950488000AT0561	Pierrelaye	95488	AT	561	sur le chemin de Beauchamp	TAI	REGION ILE DE FRANCE	546		b=	
950488000AT0567	Pierrelaye	95488	AT	567	sur le chemin de Beauchamp	TAI	REGION ILE DE FRANCE	346		b=	
950488000AT0569	Pierrelaye	95488	AT	569	sur le chemin de Beauchamp	TAI	REGION ILE DE FRANCE	333		b=	
950488000AT0571	Pierrelaye	95488	AT	571	sur le chemin de Beauchamp	TAI	REGION ILE DE FRANCE	503		b=	
950488000AT0573	Pierrelaye	95488	AT	573	sur le chemin de Beauchamp	TAI	REGION ILE DE FRANCE	1578		b=	
950488000AT0586	Pierrelaye	95488	AT	586	sur le chemin de Beauchamp	TAI	REGION ILE DE FRANCE	588		b=	
950488000AT0597	Pierrelaye	95488	AT	597	l'Atelier à Paue	TAI	REGION ILE DE FRANCE	763		b=	
950488000AT0600	Pierrelaye	95488	AT	600	l'Atelier à Paue	TAI	REGION ILE DE FRANCE	239		b=	
950488000AT0603	Pierrelaye	95488	AT	603	l'Atelier à Paue	TAI	REGION ILE DE FRANCE	159		b=	
950488000AT0619	Pierrelaye	95488	AT	619	l'Atelier à Paue	TAI	REGION ILE DE FRANCE	650		b=	
950488000AT0646	Pierrelaye	95488	AT	646	les Nouvelles Frances	BOI	REGION ILE DE FRANCE	306		b=	
950488000AT0649	Pierrelaye	95488	AT	649	les Nouvelles Frances	TER	REGION ILE DE FRANCE	391		b=	
950488000AT0682	Pierrelaye	95488	AT	682	les Sillières est	TAI	REGION ILE DE FRANCE	135		b=	
950488000AT0683	Pierrelaye	95488	AT	683	les Sillières	TER	REGION ILE DE FRANCE	819		b=	
950488000AT0684	Pierrelaye	95488	AT	684	les Sillières	TER	REGION ILE DE FRANCE	4095		b=	
950488000AT0692	Pierrelaye	95488	AT	692	les Sillières	TAI	REGION ILE DE FRANCE	313		b=	
950488000AT0695	Pierrelaye	95488	AT	695	les Sillières	TAI	REGION ILE DE FRANCE	289		b=	
950488000AT0699	Pierrelaye	95488	AT	699	les Sillières	TAI	REGION ILE DE FRANCE	1467		b=	
950488000AT0706	Pierrelaye	95488	AT	706	les Sillières	TAI	REGION ILE DE FRANCE	113		b=	
950488000AT0713	Pierrelaye	95488	AT	713	les Sillières	TAI	REGION ILE DE FRANCE	536		b=	
950488000AT0719	Pierrelaye	95488	AT	719	les Sillières	TAI	REGION ILE DE FRANCE	440		b=	
950488000AT0724	Pierrelaye	95488	AT	724	les Sillières	TAI	REGION ILE DE FRANCE	170		b=	
950488000AT0726	Pierrelaye	95488	AT	726	les Sillières	TAI	REGION ILE DE FRANCE	479		b=	
950488000AT0733	Pierrelaye	95488	AT	733	les Sillières	BOI	REGION ILE DE FRANCE	386		b=	
950488000AT0736	Pierrelaye	95488	AT	736	les Sillières	TAI	REGION ILE DE FRANCE	1507		b=	
950488000AT0745	Pierrelaye	95488	AT	745	les Sillières	TAI	REGION ILE DE FRANCE	804		b=	
950488000AT0751	Pierrelaye	95488	AT	751	les Sillières	TAI	REGION ILE DE FRANCE	429		b=	
950488000AT0758	Pierrelaye	95488	AT	758	les Sillières	TAI	REGION ILE DE FRANCE	434		b=	
950488000AT0777	Pierrelaye	95488	AT	777	les Sillières	TAI	REGION ILE DE FRANCE	1044		b=	
950488000AT0780	Pierrelaye	95488	AT	780	les Sillières	TAI	REGION ILE DE FRANCE	507		b=	
950488000AT0785	Pierrelaye	95488	AT	785	les Sillières	TAI	REGION ILE DE FRANCE	261		b=	
950488000AT0786	Pierrelaye	95488	AT	786	les Sillières	BOI	REGION ILE DE FRANCE	269		b=	
950488000AT0790	Pierrelaye	95488	AT	790	les Sillières	BOI	REGION ILE DE FRANCE	691		b=	
950488000AT0814	Pierrelaye	95488	AT	814	les Sillières	TAI	REGION ILE DE FRANCE	312		b=	
950488000AT0832	Pierrelaye	95488	AT	832	les Sillières	TAI	REGION ILE DE FRANCE	531		b=	
950488000AT0839	Pierrelaye	95488	AT	839	les Sillières	TAI	REGION ILE DE FRANCE	358		b=	
950488000AT0840	Pierrelaye	95488	AT	840	les Sillières	BOI	REGION ILE DE FRANCE	658		b=	
950488000AT0842	Pierrelaye	95488	AT	842	les Sillières	TER	REGION ILE DE FRANCE	6872		b=	
950488000AT0911	Pierrelaye	95488	AT	911	la Main Pendue	BOI	REGION ILE DE FRANCE	2366		b=	
950488000AT0917	Pierrelaye	95488	AT	917	la Main Pendue	TAI	REGION ILE DE FRANCE	181		b=	
950488000AT1071	Pierrelaye	95488	AT	1071	la Main Pendue	BOI	REGION ILE DE FRANCE	1051		b=	
950488000AT1176	Pierrelaye	95488	AT	1176	près le chemin du Parc	TER	REGION ILE DE FRANCE	997		b=	
950488000AT1177	Pierrelaye	95488	AT	1177	près le chemin du Parc	TAI	REGION ILE DE FRANCE	457		b=	
950488000AT1184	Pierrelaye	95488	AT	1184	près le chemin du Parc	TAI	REGION ILE DE FRANCE	390		b=	
950488000AT1201	Pierrelaye	95488	AT	1201	le Poirier Saint Jean	TER	REGION ILE DE FRANCE	648		b=	
950488000AT1202	Pierrelaye	95488	AT	1202	le Poirier Saint Jean	TER	REGION ILE DE FRANCE	731		b=	
950488000AT1279	Pierrelaye	95488	AT	1279	la Nancelle	TAI	REGION ILE DE FRANCE	756		b=	
950488000AT1308	Pierrelaye	95488	AT	1308	le Fond des Bruyères	BOI	REGION ILE DE FRANCE	4250		b=	
950488000AT1310	Pierrelaye	95488	AT	1310	le Fond des Bruyères	BOI	REGION ILE DE FRANCE	6985		b=	
950488000AT1312	Pierrelaye	95488	AT	1312	les Bruyères	BOI	REGION ILE DE FRANCE	5159		b=	
950488000AT1322	Pierrelaye	95488	AT	1322	les Bruyères	TAI	REGION ILE DE FRANCE	1372		b=	
950488000AT1324	Pierrelaye	95488	AT	1324	sur le chemin du Parc	TAI	REGION ILE DE FRANCE	1154		b=	
950488000AT1325	Pierrelaye	95488	AT	1325	le Bas des Silliers	TAI	REGION ILE DE FRANCE	2380		b=	
950488000AT1514	Pierrelaye	95488	AT	1514	la Main Pendue	TAI	REGION ILE DE FRANCE	211		b=	
950488000AT1515	Pierrelaye	95488	AT	1515	la Main Pendue	TAI	REGION ILE DE FRANCE	103		b=	
950488000AT1573	Pierrelaye	95488	AT	1573	le Poirier Saint Jean	TER	REGION ILE DE FRANCE	658		b=	
950488000AT1583	Pierrelaye	95488	AT	1583	le Poirier Saint Jean	TER	REGION ILE DE FRANCE	1573		b=	
950488000AV0031	Pierrelaye	95488	AV	31	les Grouettes	TAI	REGION ILE DE FRANCE	244		b=	
950488000AV0034	Pierrelaye	95488	AV	34	les Grouettes	TER	REGION ILE DE FRANCE	318		b=	
950488000AV0046	Pierrelaye	95488	AV	46	les Grouettes	TER	REGION ILE DE FRANCE	397		b=	
950488000AV0052	Pierrelaye	95488	AV	52	la Loge du Roi de Cocagne	TER	REGION ILE DE FRANCE	1832		b=	
950488000AV0056	Pierrelaye	95488	AV	56	la Loge du Roi de Cocagne	TER	REGION ILE DE FRANCE	3506		b=	
950488000AV0065	Pierrelaye	95488	AV	65	la Loge du Roi de Cocagne	TER	REGION ILE DE FRANCE	906		b=	
950488000AV0075	Pierrelaye	95488	AV	75	la Loge du Roi de Cocagne	TAI	REGION ILE DE FRANCE	307		b=	
950488000AW0004	Pierrelaye	95488	AW	4	les Sillières	TER	REGION ILE DE FRANCE	2242		b=	
950488000AW0031	Pierrelaye	95488	AW	31	les Sillières	TAI	REGION ILE DE FRANCE	148		b=	
950488000AW0033	Pierrelaye	95488	AW	33	les Sillières	TAI	REGION ILE DE FRANCE	152		b=	
950488000AW0047	Pierrelaye	95488	AW	47	les Sillières	TAI	REGION ILE DE FRANCE	488		b=	
950488000AW0090	Pierrelaye	95488	AW	90	les Sillières	BOI	REGION ILE DE FRANCE	350		b=	

ID_PAR AEV selon AEV-RIF	Commune	code INSEE	Section	N° parcelle	Lieu dit	Nature	Propriétaire	Superficie en m²	Superficie si emprise partielle (m²)	Reliquats b	Reliquats
950488000AW0128	Pierrelaye	95488	AW	128	les Sillières	TER	REGION ILE DE FRANCE	1625		b=	
950488000AW0189	Pierrelaye	95488	AW	189	les Nouvelles Frances	TER	REGION ILE DE FRANCE	714		b=	
950488000AW0190	Pierrelaye	95488	AW	190	les Nouvelles Frances	TER	REGION ILE DE FRANCE	598		b=	
950488000AW0218	Pierrelaye	95488	AW	218	l'entrée des Grouettes	TER	REGION ILE DE FRANCE	609		b=	
950488000AW0230	Pierrelaye	95488	AW	230	l'entrée des Nouvelles Frances	TAI	REGION ILE DE FRANCE	148		b=	
950488000BA0054	Pierrelaye	95488	BA	54	les Carrières	TER	REGION ILE DE FRANCE	2578		b=	
950488000BA0055	Pierrelaye	95488	BA	55	les Carrières	TER	REGION ILE DE FRANCE	2518		b=	
950488000BA0060	Pierrelaye	95488	BA	60	les Vacheries	TER	REGION ILE DE FRANCE	4240		b=	
950488000BA0067	Pierrelaye	95488	BA	67	les Vacheries	TER	REGION ILE DE FRANCE	8792		b=	
950488000BA0072	Pierrelaye	95488	BA	72	les Vacheries	TER	REGION ILE DE FRANCE	3014		b=	
950488000BA0074	Pierrelaye	95488	BA	74	les Vacheries	TER	REGION ILE DE FRANCE	439		b=	
950488000BA0082	Pierrelaye	95488	BA	82	les Vacheries	TER	REGION ILE DE FRANCE	698		b=	
950488000BA0090	Pierrelaye	95488	BA	90	les Vacheries	TER	REGION ILE DE FRANCE	1392		b=	
950488000BA0091	Pierrelaye	95488	BA	91	les Vacheries	TER	REGION ILE DE FRANCE	678		b=	
950488000BA0097	Pierrelaye	95488	BA	97	les Vacheries	TER	REGION ILE DE FRANCE	2004		b=	
950488000BA0098	Pierrelaye	95488	BA	98	les Vacheries	TER	REGION ILE DE FRANCE	868		b=	
950488000BA0099	Pierrelaye	95488	BA	99	les Vacheries	TER	REGION ILE DE FRANCE	2985		b=	
950488000BA0102	Pierrelaye	95488	BA	102	les Vacheries	TER	REGION ILE DE FRANCE	884		b=	
950488000BA0105	Pierrelaye	95488	BA	105	les Vacheries	TER	REGION ILE DE FRANCE	1675		b=	
950488000BA0107	Pierrelaye	95488	BA	107	les Vacheries	TER	REGION ILE DE FRANCE	1919		b=	
950488000BA0109	Pierrelaye	95488	AP	188	derrière le Parc	TER	REGION ILE DE FRANCE	1748		b=	
950488000BA0110	Pierrelaye	95488	BA	110	les Vacheries	TER	REGION ILE DE FRANCE	3538		b=	
950488000BA0123	Pierrelaye	95488	BA	123	les Vacheries	TER	REGION ILE DE FRANCE	939		b=	
950488000BA0124	Pierrelaye	95488	BA	124	les Vacheries	TER	REGION ILE DE FRANCE	164		b=	
950488000BB0004	Pierrelaye	95488	BB	4	les Longues Raies	TER	REGION ILE DE FRANCE	34031		b=	
9505720000C0248	Saint-Ouen l'Aumône	95572	C	248	les Vacheries	TER	REGION ILE DE FRANCE	1612		b	0
9505720000C0359	Saint-Ouen l'Aumône	95572	C	359	la Fontaine de Pierrelaye	TER	REGION ILE DE FRANCE	845		b	0
9505720000C0369	Saint-Ouen l'Aumône	95572	C	369	la Fontaine de Pierrelaye	TER	REGION ILE DE FRANCE	2336		b	0
9505720000C0927	Saint-Ouen l'Aumône	95572	C	927	La Basse Vacherie	TER	REGION ILE DE FRANCE	2174		b	0
9505720000C0956	Saint-Ouen l'Aumône	95572	C	956	les Vacheries	TER	REGION ILE DE FRANCE	4574		b	0
9505720000C0980	Saint-Ouen l'Aumône	95572	C	980	les Vacheries	TER	REGION ILE DE FRANCE	1340		b	0
9505720000C1042	Saint-Ouen l'Aumône	95572	C	1042	La Basse Vacherie	TER	REGION ILE DE FRANCE	1944		b	0
950572000ED0008	Saint-Ouen l'Aumône	95572	ED	8	la Vallée du Roy	TER	REGION ILE DE FRANCE	1006		b	0
9505720000G0210	Saint-Ouen l'Aumône	95572	G	210	le Fond des Aulnes	PRE	REGION ILE DE FRANCE	31907		b=	0
9505720000G0211	Saint-Ouen l'Aumône	95572	G	211	le Fond des Aulnes	TER	REGION ILE DE FRANCE	9895		b=	0
9505720000G0225	Saint-Ouen l'Aumône	95572	G	225	les guillonnettes	TER	REGION ILE DE FRANCE	24951	5213	b=	19738
9505720000G0226	Saint-Ouen l'Aumône	95572	G	226	les Guillonnettes	SOL	REGION ILE DE FRANCE	868		b=	0
9505720000G0228	Saint-Ouen l'Aumône	95572	G	228	le Fond des Aulnes	CAR	REGION ILE DE FRANCE	927		b=	0
9505720000G0229	Saint-Ouen l'Aumône	95572	G	229	le Fond des Aulnes	TAI	REGION ILE DE FRANCE	31900		b=	0
9505720000G0517	Saint-Ouen l'Aumône	95572	G	517	le Fond des Aulnes	TER	REGION ILE DE FRANCE	3312		b=	0
950572000ZA0098	Saint-Ouen l'Aumône	95572	ZA	98	la Haute Vacherie	TER	REGION ILE DE FRANCE	6400		b	0
950572000ZA0120	Saint-Ouen l'Aumône	95572	ZA	120	la Haute Vacherie	TER	REGION ILE DE FRANCE	2000		b	0
950572000ZA0124	Saint-Ouen l'Aumône	95572	ZA	124	La Basse Vacherie	TER	REGION ILE DE FRANCE	700		b	0
950572000ZA0125	Saint-Ouen l'Aumône	95572	ZA	125	La Basse Vacherie	TER	REGION ILE DE FRANCE	5050		b	0
950572000ZA0155	Saint-Ouen l'Aumône	95572	ZA	155	la Fontaine de Pierrelaye	TER	REGION ILE DE FRANCE	6940		b	0
950572000ZB0044	Saint-Ouen l'Aumône	95572	ZB	44	le Vert Galant	TER	REGION ILE DE FRANCE	720		b	0
9503060002W0021	HERBLAY	95306	ZW	21	chemin des Cailloux Gris	TER	REGION ILE DE FRANCE	1620		b=	
9503060002W0056	HERBLAY	95306	ZW	56	chemin des Cailloux Gris	TAI	REGION ILE DE FRANCE	560		b=	
950488000AL0145	Pierrelaye	95488	AL	145	les Courlins	TER	REGION ILE DE FRANCE	1397			
595	**parcelles**						**TOTAL en m²**	**1 326 337**	**1 319 741**		
							TOTAL en ha	**132,63**	**131,97**		

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/01/2019

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-052

DU 24 JANVIER 2019

IAU ÎLE-DE-FRANCE, AEV, BRUITPARIF, CERVIA - PREMIÈRES SUBVENTIONS 2019
BIENNALE DE L'ARCHITECTURE ET DES PAYSAGES - AFFECTATION 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'Urbanisme ;

VU Le Code de l'Environnement ;

VU Le Code de la santé publique et notamment l'article L1311-7 qui prévoit la participation des conseils régionaux à la mise en œuvre des plans régionaux santé environnement ;

VU La loi du n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

VU L'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics (article 18) ;

VU Le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 du Conseil régional relative à l'approbation du CPER 2015-2020 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 17- 162 du 22 septembre 2017 « simplifier le fonctionnement du Conseil régional » ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 50-16 du 17 mars 2016 portant création d'une biennale de l'architecture et de l'urbanisme en Ile-de-France ;

VU La convention avec BRUITPARIF, approuvée par délibération n° CP 14-084 du 30 janvier 2014, modifiée par cinq avenants approuvés respectivement par les délibérations n° CP 16-009 du 22 janvier 2016, n° CP 16-116 du 18 mai 2016, n° CP 16-590 du 16 novembre 2016, n° CP 2017-543 du 22 novembre 2017 et n° CP 2018-525 du 21 novembre 2018 ;

VU La convention avec l'AEV approuvée par la délibération n° CR 12-14 du 13 février 2014, modifiée par six avenants approuvés respectivement par les délibérations n° CP 15-248 du 9 avril 2015, n° CP 16-009 du 22 janvier 2016, n° CP 16-116 du 18 mai 2016, n° CP 16-157 du 15 juin 2016, n° CP 17- 405 du 20 septembre 2017 et n° CP 2018-55 du 21 novembre 2018 ;

VU La convention avec le CERVIA approuvée par la délibération n° CR 77-14 du 21 novembre 2014, modifiée par trois avenants approuvés respectivement par les délibérations n° CP 16-009 du 22 janvier 2016, n° CP 16-116 du 18 mai 2016 et n° CP 2017-537 du 22 novembre 2017 ;

VU La convention avec l'IAU- Ile-de-France approuvée par la délibération n° CP 15-397 du 9 juillet 2015, modifiée par quatre avenants approuvés respectivement par les délibérations n° CP 16-009 du 22 janvier 2016, n° CP 16-116 du 18 mai 2016, n° CP 2017-543 du 22 novembre 2017 et n° CP 2018-370 du 19 septembre 2018 ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 et par la délibération n° CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU Le Règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU Le budget de la région Ile-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de la ruralité et de l'agriculture ;

VU le rapport n°CP 2019-052 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'attribuer des subventions de fonctionnement à l'IAU Île-de-France, l'AEV, le CERVIA et BRUITPARIF, pour un montant total de **23 526 300 €**.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant total de 23 526 300 €, dont :

- **12 234 600 €**, disponibles sur le chapitre 935 « aménagement des territoires », code fonctionnel 50 « services commun », programme HP 50-002 (150002) « soutien à la connaissance stratégique des territoires et à leur aménagement », action 15000201 « soutien à l'IAU », du budget 2019.

- **3 346 700 €**, disponibles sur le chapitre 937 « environnement », code fonctionnel 71 «actions transversales », programme HP 71-008 (471008) « actions transversales », action 471008053 « soutien à l'IAU environnement », du budget 2019.

- **672 000 €**, disponibles sur le chapitre 937 « environnement », code fonctionnel 78 «autres actions », programme HP 78-002 (178002) « lutte contre le bruit », action 17800203 « soutien à Bruitparif », du budget 2019.

- **6 195 000 €**, disponibles sur le chapitre 937 « environnement », code fonctionnel 76 « patrimoine naturel », programme HP 76-001 (176001) « Agence des espaces verts », action 17600104 « soutien à l'AEV », du budget 2019.

- **1 078 000 €**, disponibles sur le chapitre 939 « action économique », code fonctionnel 93 « agriculture, pêche, agro-industrie », programme HP 93-002 (193002) « valorisation de la

production agricole et agro-alimentaire », action 19300202 « Centre régional de valorisation et d'innovation agricole et agro-alimentaire de Paris Île-de-France », du budget 2019.

Article 2 :

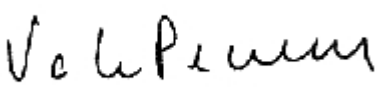
Décide d'attribuer à BRUITPARIF, au titre de son action dans le domaine de l'environnement, une subvention d'investissement de **189 000 €.**

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **189 000 €**, disponible sur le chapitre 907 « environnement », code fonctionnel 78 « autres actions », programme HP 78-002 (178002) « lutte contre le bruit », action 17800203 « soutien à Bruitparif », du budget 2019.

Article 3 :

Décide d'affecter une autorisation d'engagement de **130 000 €** disponible sur le chapitre 935 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 50 « Services communs », programme HP 50-002 (150002) « Soutien à la connaissance stratégique des territoires et à leur aménagement », action 15000206 « Biennale de l'architecture et de l'urbanisme », du budget 2019.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-063

DU 24 JANVIER 2019

JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES DE 2024 : AVIS SUR LA MISE EN COMPATIBILITÉ DU SDRIF AVEC LE PROJET DE CLUSTER DES MÉDIAS DANS LE CADRE DE LA DUP

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'urbanisme, et notamment le L. 123-22 du code de l'urbanisme ;

VU le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 portant approbation du schéma directeur de la région d'Ile-de-France ;

VU la délibération n° CR 97-13 du 18 octobre 2013 portant adoption du schéma directeur de la région Ile-de-France ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 162-17 du 22 septembre 2017 « simplifier le fonctionnement du Conseil Régional » ;

VU le règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU le budget de la Région Île-de-France pour l'année 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-063 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Emet un avis favorable à la modification du Schéma directeur de la Région Ile-de-France afin de permettre la réalisation du cluster des médias, dans le cadre de la procédure de déclaration d'utilité publique portée par l'Etat.

Article 2 :

Souhaite que l'ouverture à l'urbanisation d'une partie de l'Aire des Vents soit conditionnée à la réalisation d'une compensation au moins égale à la surface ainsi urbanisée.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-085

DU 24 JANVIER 2019

CONVENTION CADRE DE PRESTATIONS INTÉGRÉES RELATIVE AUX TRAVAUX DE MAINTENANCE DANS LES EPLE FRANCILIENS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code de l'éducation ;

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU La délibération n° CR 69-08 du 26 juin 2008 Transformation de la SAERP en société publique locale d'aménagement : approbation des statuts, habilitation des représentants de la Région Ile-de-France au sein des instances de gestion de la SAERP à poursuivre les opérations de transformation ;

VU La délibération n° CR 112-12 du 22 novembre 2012 Société d'Aménagement et d'Equipement de la Région Parisienne – Changement de statuts ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 Délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 Délégations de pouvoir du conseil régional à sa présidente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 Portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 Simplifier le fonctionnement du conseil régional ;

VU Le budget régional d'Île-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-085 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de 5 000 000 € disponible sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-005 (122005) « Grosses réparations dans les lycées publics », action (12200501) « Grosses réparations dans

les lycées publics » du budget 2019 pour les opérations de maintenance prévues dans le programme 2019.

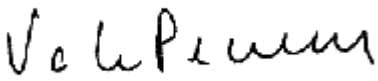
Article 2 :

Décide d'autoriser la Présidente à signer avec la SAERP les conventions annuelles de prestations intégrées sur la base du modèle joint en annexe 1.

Article 3 :

Pour les opérations conduites dans le cadre de cette convention, décide d'autoriser la Présidente à faire toute demande en vue des autorisations administratives en matière d'urbanisme et de voirie.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Convention cadre de prestations intégrées

CONVENTION CADRE DE PRESTATIONS INTEGREES

N° XX

OPERATION : TRAVAUX DE MAINTENANCE DE LOCAUX DES E.P.L.E. DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE

OBJET DE LA CONVENTION : CONTRAT CADRE DE PRESTATIONS INTEGREES

MAITRE D'OUVRAGE : **REGION ILE-DE-FRANCE**
Pôle Lycées
2 rue Simone Veil – 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE

La **Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France, dûment autorisée par la délibération de la commission permanente n° CP *2019-085 du 24 janvier 2019*,

ci-après dénommée " *le maître d'ouvrage* ",

d'une part

et **La Société d'Aménagement et d'Équipement de la Région Parisienne** (SAERP), société anonyme, immatriculée au RCS de BOBIGNY sous le numéro 562 130 666, sise Cité Régionale de l'Environnement d'Ile de France, 90-92 avenue du Général Leclerc, 93500 PANTIN, représentée par Monsieur Mathias DOQUET-CHASSAING, son Directeur général, en vertu de la délibération du conseil d'administration du 13 février 2018.

ci-après dénommé " *le mandataire* ",

d'autre part

Le comptable de la Région ayant été sollicité préalablement pour avis,

Sont convenus de ce qui suit :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET ET ENVELOPPE FINANCIERE

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES

ARTICLE 3 : PRIX ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT

ARTICLE 4 : STRUCTURE MISE EN PLACE POUR LA CONVENTION

ARTICLE 5 : CADRE DE LA MISSION DU MANDATAIRE

ARTICLE 6 : MISSION ET PROCEDURE D'INTERVENTION DU MANDATAIRE

ARTICLE 7 : CONDITIONS D'APPROBATION ET SUIVI DES MARCHES

ARTICLE 8 : ASSURANCES

ARTICLE 9 : CONDITIONS D'AVANCES DE FONDS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

ARTICLE 10 : PREFINANCEMENT

ARTICLE 11 : PRODUITS FINANCIERS

ARTICLE 12 : ÉVALUATION ET CONTRÔLES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

ARTICLE 13 : PÉNALITÉS ET FRAIS EXCLUS DU BUDGET DE LA CONVENTION

ARTICLE 14 : CAPACITÉ D'ESTER EN JUSTICE

ARTICLE 15 : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 16 : ENTREE EN VIGUEUR – DUREE DE LA CONVENTION CADRE

ARTICLE 17 : ACHEVEMENT DE LA MISSION

ARTICLE 18 : DISPOSITIONS RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

ARTICLE 19 : RÉSILIATIONS

ARTICLE 1 : OBJET ET ENVELOPPE FINANCIERE

La présente convention porte sur les **opérations de travaux de maintenance de locaux des E.P.L.E. de la Région Île-de-France**.

Le mandataire assurera les missions suivantes :

- **La maintenance relevant des obligations de la Région dans les EPLE** : elle est destinée à préserver l'état du bâti et à augmenter sa pérennité au meilleur retour d'investissement. Elle est exclusivement financée sur le budget d'investissement de la Région. Elle doit prendre en compte pour partie les travaux d'entretien préventif et correctif, planifiés sur une durée de 5 ans et plus particulièrement ceux programmés pour l'année en cours selon le plan pluriannuel de maintenance.

- **Les travaux qualifiés d'urgence par le maître de l'ouvrage**, relevant de sa responsabilité de propriétaire et financés sur le budget d'investissement de la Région.

L'enveloppe financière, toutes dépenses confondues, **est fixée et notifiée annuellement au mandataire** à l'appui de la liste des sites et des travaux à réaliser. Cette enveloppe est réputée comprendre tous frais (tous travaux, honoraires y compris ceux du mandataire, assurances, toutes dépenses nécessaires à la réalisation de la programmation).

Elle peut faire l'objet de votes successifs d'autorisations de programme qui seront notifiés au mandataire.

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES

La convention et ses annexes :

- Annexe 1 : Bilan de l'autorisation de programme et Demande d'avance de fonds/rémunération
- Annexe 2 : Plan d'archivage

ARTICLE 3 : PRIX ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Pour l'exécution de la mission, le mandataire perçoit une rémunération réglée par application d'un forfait de rémunération par typologie d'opérations, à savoir :

- Opération inférieure à 90 K€ HT : 3 000,00 € HT
- Opération supérieure à 90 K€ HT : 5 000,00 € HT

Les acomptes et le solde de la rémunération du mandataire font l'objet d'un versement distinct de celui des avances faites au mandataire dans le cadre de sa mission.

La facturation annuelle de la rémunération du mandataire est fractionnée selon le calendrier suivant :

Calendrier de facturation	% de rémunération
Fin du 1er trimestre de l'année N	25% de la rémunération calculée sur la base du programme prévisionnel de travaux remis pour l'année N
Fin du 2ème trimestre de l'année N	25% de la rémunération calculée sur la base du programme prévisionnel de travaux remis pour l'année N
Fin du 3ème trimestre de l'année N	40% de la rémunération calculée sur la base du programme prévisionnel de travaux remis pour l'année N
Fin du 4ème trimestre de l'année N	Solde de la rémunération calculée sur la base du programme de travaux effectivement engagé pour l'année N

Pour chaque demande d'acompte sur rémunération, le mandataire transmet au maître d'ouvrage une note d'honoraire auprès Pôle Lycées, en version dématérialisée (.pdf) ou en version papier, à l'adresse suivante : 2 rue Simone Veil – 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE.

Le paiement s'effectue par mandat administratif, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur. Le délai de paiement cours à compter de la réception des justificatifs et dossier complet fournis par le mandataire conformément à la présente convention.

ARTICLE 4 : STRUCTURE MISE EN PLACE POUR LA CONVENTION

Le mandataire est engagé par la qualité des moyens humains proposés et, notamment, des qualifications, de l'expérience technique, juridique et administrative et du savoir-faire nécessaires au bon exercice de la mission, du responsable de la présente convention et de son équipe.

L'équipe, au vu de laquelle la présente convention a été notifiée, assure l'ensemble du suivi des opérations jusqu'à la délivrance du quitus.

Le mandataire assure en toute circonstance la disponibilité d'un personnel compétent pour assister le responsable d'opération ou, en cas de d'absence ou de défaillance de celui-ci, pour assurer la continuité de la mission.

En cas de changement de toute ou partie de son équipe, le mandataire soumet sans délai au maître d'ouvrage, pour accord, les noms des nouveaux correspondants, accompagnés de leurs références, leurs plans de charge et tout renseignement les concernant de nature à établir un niveau de qualification et d'expérience équivalent à celui de la première équipe.

Le mandataire s'assure que le nouveau responsable d'opération dispose de l'ensemble des documents et toutes les informations lui permettant d'assurer sans interruption la continuité de l'opération, de sorte que le maître d'ouvrage n'ait pas à assurer, en lieu et place du mandataire, son information.

Pour l'exécution des missions et responsabilités confiées au mandataire, celui-ci peut être représenté par son représentant légal ou une personne dûment habilitée par lui qui est seul en droit d'engager la responsabilité du mandataire pour l'exécution de la présente convention.

Dans l'hypothèse d'une délégation de signature du représentant légal, la délégation est annexée à la présente convention. Le maître d'ouvrage est tenu informé sans délai de tout changement.

Ces dispositions s'appliquent sous peine d'une pénalité définie à l'***article 12.1*** de la convention.

ARTICLE 5 : CADRE DE LA MISSION DU MANDATAIRE

La convention prend effet à compter de sa notification au mandataire. Elle expire lors de la délivrance du quitus par le maître d'ouvrage.

Le mandataire assure, sous les orientations et recommandations du maître d'ouvrage, la conduite de la programmation. A cet effet, il :

- encadre les intervenants et prestataires des opérations en qualité de représentant du maître d'ouvrage ;
- assure la médiation permanente entre le maître d'ouvrage, les utilisateurs de l'ouvrage, l'équipe de maîtrise d'œuvre le cas échéant, les entreprises et autres intervenants des opérations;
- s'assure à tout moment du respect de l'enveloppe financière de la programmation et fournit à la demande du maître d'ouvrage le budget actualisé ;
- s'assure à tout moment du respect du calendrier de réalisation des opérations, établi en accord avec le maître d'ouvrage. A cet effet, il dresse et tient à jour le calendrier opérationnel (Diagramme de Gant) et ses évolutions. Il doit être en capacité de le transmettre au maître d'ouvrage à tout moment ;
- assiste, en tant que de besoin, le maître d'ouvrage dans le cadre de la concertation ;
- procède à l'élaboration, au lancement de tout marché nécessaire à la réalisation des opérations, prépare le dossier nécessaire à leur transmission au contrôle de la légalité et procède à leur notification et informe sans délai le maître d'ouvrage en lui transmettant une copie du marché notifié ;

- applique, pour ce faire, les procédures prévues par la réglementation des marchés publics et celles exigées par le maître d'ouvrage soit dans les délibérations de son assemblée délibérante, soit sur le site de la région (http : // marchespublics.iledefrance.fr). Il assure la dématérialisation des procédures, le suivi de la passation et le cas échéant des modifications, en utilisant l'outil informatique spécifique du maître d'ouvrage. Il rend compte des marchés qu'il a passé ;
- mobilise, le cas échéant, tout accord-cadre à bons de commande préalablement passé par la SAERP au nom et pour le compte de la Région Île-de-France utile et disponible pour l'opération ;
- gère l'exécution des marchés, assure le paiement des avances et des acomptes des divers marchés dans les conditions de forme et de délai prévues par la règlementation des marchés publics ;
- procède à la signature et à la notification des protocoles transactionnels, le cas échéant ;
- en cas de réclamation indemnitaire, fait des propositions de provisions pour risques ;
- de manière générale, établit les comptes rendus de toutes les réunions signalées auxquelles il participe, avec ou hors présence du maître d'ouvrage ;
- s'approprie les résultats de l'ensemble des diagnostics liés à l'opération, y compris ceux dont il n'a pas assuré la passation et/ou l'exécution.
- prépare la réunion d'évaluation sur le suivi de l'opération avec le maître d'ouvrage, sur convocation de ce dernier, en établissant les documents suivants : le calendrier général de l'opération à jour, le bilan financier provisoire actualisé de l'opération, un échéancier des dépenses de l'opération, le rapport d'avancement des études, des travaux et plus généralement de tous les marchés en cours et la synthèse des difficultés éventuelles rencontrées ainsi que les solutions envisagées pour y remédier. Le responsable de l'opération assiste à la réunion semestrielle. Il en établit le compte-rendu qu'il transmet pour validation au maître d'ouvrage ;
- rend compte, pendant toute la durée du mandat, des problèmes particuliers survenus et fait des propositions écrites au maître d'ouvrage pour permettre la poursuite de l'opération dans les meilleures conditions de qualité, de délai et financières ;
- s'assure du respect du cahier des charges pour la réalisation des plans numériques : « Charte graphique de la Région d'Ile de France » ;
- fait une note de bilan des réclamations gérées pendant l'opération ;
- met œuvre toute action de communication permettant la mise en valeur de l'opération et de l'investissement réalisé.

ARTICLE 6 : MISSION ET PROCEDURE D'INTERVENTION DU MANDATAIRE

6.1 – Contenu de la mission

La liste des travaux à réaliser au titre du présent contrat résultera de la programmation et de l'enveloppe financière prévisionnelle arrêtées annuellement par la Région et notifiées au mandataire.

Pour l'exécution de sa mission, le mandataire peut, avec l'accord de la Région :

- soit faire appel à des hommes de l'art dont le concours en qualité de maître d'œuvre paraîtra indispensable,
- soit exécuter elle-même une mission d'assistance technique, par ses propres moyens, pour des domaines simples, relevant de ses compétences (finitions, interventions techniques simples et localisées, amélioration d'aspect...).

Les études et diagnostics relatifs éventuellement nécessaires à la mission de gros entretien (assistance technique, contrôle technique, coordination de la sécurité et protection de la santé, pilotage et ordonnancement de chantier...) seront effectués par des prestataires de services missionnés par le mandataire selon la procédure administrative la plus adaptée à une réactivité technique, opérationnelle et financière optimisée (accords-cadres...).

Les travaux relatifs à cette mission seront pourvus à travers l'utilisation de marchés de travaux, selon la procédure administrative la plus adaptée à une réactivité technique et financière optimisée (accords-cadres...).

6.2 – Modalités d'intervention du mandataire et de coopération avec les services de la Région et des sites

6.2.1. Présentation du programme de travaux

Le mandataire présente au lycée la liste des interventions retenues et expose le planning technique et calendaire des interventions à réaliser.

A cette occasion sont fixés la personnalité référente désignée par l'établissement et les engagements du lycée au sujet de l'accès aux locaux qui conditionnent la capacité à exécuter le programme dans le planning proposé.

Le contenu des débats conduit à l'établissement d'un compte-rendu qui est diffusé, après accord de la Région, aux participants, au plus tard 15 jours après réception dudit accord.

Suite à cet accord, le mandataire a pour mission d'engager les commandes nécessaires dans des délais compatibles avec les engagements de livraison définis dans le compte-rendu ci-dessus.

Le mandataire pilote l'action des prestataires d'études techniques afin de définir les modalités opérationnelles d'intervention des entreprises et édite l'ensemble des commandes nécessaires aux interventions programmées par la Région pour l'année N.

Toutes commandes concourant à l'exécution du programme notifié pour l'année N peuvent être directement engagées par le mandataire, qui transmettra à la Région copie de celles-ci pour information. Le mandataire produira au fil de l'exécution des travaux un compte-rendu d'exercice présentant le programme voté et les différentes commandes ayant été nécessaires à l'exécution des interventions, ainsi que l'état d'avancement de la réalisation technique et financière de celles-ci.

Les modifications de programme substantielles qui seront décidées par la Région au cours de l'année, ne faisant pas partie du programme annuel, seront suivies et pilotées par le mandataire selon le planning qui sera joint à la décision et seront engagés après demandes d'accord effectuées auprès des services compétents de la Région par tous les moyens appropriés avec présentation des devis estimatifs correspondants et après réponse de celle-ci donnée en urgence, également par tous moyens.

6.2.2. Le suivi d'exécution des travaux est effectué par le mandataire avec une fréquence de visite adaptée à l'importance et l'urgence des interventions et donnera impérativement lieu à des rendez-vous formalisés entre le mandataire et le lycée permettant de mesurer l'avancement sur site.

Le mandataire organise des réunions de suivi des interventions en cours pour l'année N au sein même du site en invitant formellement les représentants de celui-ci et ceux des services compétents de la Région.

Le mandataire fait un point technique de l'avancement et recueille les avis et demandes du lycée concernant la co-activité pédagogique et technique.

Le contenu des débats conduit à l'établissement de comptes-rendus qui sont diffusés à la Région et aux participants, au plus tard 15 jours après chaque réunion.

En fin de 1er semestre, le mandataire organise une réunion de bilan des interventions sur l'année scolaire, ce bilan intégrant entre autres l'aspect qualitatif des interventions, et de prévision de rentrée au sein même du Site, en invitant formellement les représentants de celui-ci et ceux des services compétents de la Région.

Le mandataire rappelle au site le calendrier des interventions en cours et celui de celles devant s'exécuter au cours des vacances scolaires d'été, ainsi que les engagements d'accès conditionnant la bonne exécution des travaux.

6.2.3. Constat d'avancement du programme de l'année N

Le mandataire consolide le compte-rendu d'activité de l'année N, correspondant à l'arrêt des comptes du programme de gros entretien de l'année N.

Il précisera également les interventions devant être achevées à l'année N+1 du fait de leur complexité, volume ou difficulté d'accès.

Il relatera les évènements particuliers ayant influencés ou modifiés l'exécution du programme pour prise en compte par la Région dans la programmation des années ultérieures.

Pour chaque programme de travaux annuel, au terme de l'année considérée, la société transmet au maître d'ouvrage un bilan général valant constat d'achèvement du dit programme. Le bilan présente le détail de toutes les dépenses des opérations et retrace l'ensemble de l'exécution administrative, technique et financière du programme annuel.

6.3 – Dématérialisation

6.3.1. Dématérialisation des factures de rémunération

Les factures de rémunération doivent être déposées sur la plate-forme Chorus.

Les éléments suivants sont à renseigner dans le cadre de tout dépôt :

- **L'identifiant Région Ile de France sur Chorus : 23750007900312**
- **Le numéro d'engagement juridique**

6.3.2. Dématérialisation des factures acquittées

Les factures acquittées doivent également être transmises par voie dématérialisée.

Toutefois, et contrairement aux factures de rémunération, le dépôt de ces pièces justificatives des dépenses réalisées, ne se fait pas sur Chorus, mais via la plate-forme dédiée.

Ces pièces doivent être contenues au s sein d'un seul unique fichier qui, sauf cas exceptionnel, ne doit pas dépasser 100 Mo et doit être format pdf.

Dans le cas où une compression du fichier en-deça de 100 Mo est strictement impossible, une scission du document en 2 fichiers doit alors être envisagée.

Les annexes signées (ou le bilan annuel) ainsi que la fiche navette qui liste les factures, doivent être rattachées au courriel qui communique le lien vers la plateforme.

ARTICLE 7 : CONDITIONS D'APPROBATION ET SUIVI DES MARCHÉS

7.1 : Conditions d'approbation des marchés par le maître d'ouvrage

Le/la président(e) de la Région, par délégation du conseil régional, est chargé(e), pour la durée de son mandat, de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

Les marchés nécessaires à la réalisation de la présente convention sont signés par le mandataire, par délégation du/de la président(e) de la Région Ile-de-France. Cette signature ne peut intervenir qu'une fois que le/la président(e) de la Région en a reçu l'habilitation expresse par le conseil régional.

Le mandataire rend compte à la plus proche réunion utile du conseil régional de l'exercice de cette compétence et en informe la commission permanente, dans le respect de la réglementation et conformément aux procédures régionales.

7.2 : Passation et exécution des marchés

Pour tous les marchés et accords-cadres dont il a la charge dans le cadre du présent mandat, le mandataire assure la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget. Il applique les procédures réglementaires et celles propres au maître d'ouvrage.

Le mandataire établit les cahiers des charges et rédige les avis d'appel public à concurrence. Après accord du maître d'ouvrage, il lance les consultations dans les supports appropriés et vérifie leur parution, il assure l'ensemble du suivi de la procédure de lancement, y compris par voie dématérialisée (notamment les réponses aux questions).

Le mandataire procède à l'ouverture et à l'analyse les candidatures et offres, il rédige le(s) rapport(s) d'analyse. Il mène, le cas échant, les négociations. Il s'assure que les offres sont compatibles avec le budget prévisionnel de l'opération. Il soumet le rapport d'analyse à l'accord du maître d'ouvrage pour validation selon les procédures régionales. Il inscrit et assure la présentation devant la commission d'appel d'offre du maître d'ouvrage le cas échéant. Le cas échant, il fait la mise au point des marchés.

Le mandataire rédige les courriers motivés de rejets et d'attribution, il répond aux éventuelles réclamations des candidats. Ces projets de courrier sont soumis au maître d'ouvrage pour approbation selon les procédures régionales. Il rédige le rapport destiné au contrôle de légalité qu'il transmet, le cas échéant, avec la totalité du dossier d'appel d'offre au Pôle achats, performance, commande publique, juridique (PAPCPJ) pour transmission en préfecture. Il signe et notifie les marchés, et en informe sans délai le maître d'ouvrage, puis il publie l'avis d'attribution et en vérifie la parution.

Le mandataire assure le suivi de la bonne exécution de la mission des différents prestataires et procède aux paiements des marchés qu'il a passé. Il veille à leur bonne et complète exécution avant de solder les paiements, à défaut le mandataire s'expose à supporter les frais complémentaires qui en résulteraient.

Le mandataire informe le maître d'ouvrage de toute difficulté rencontrée qui pourraient augmenter le coût de l'opération ou allonger sa durée d'exécution.

7.3 : Modifications des marchés

Les modifications des marchés ne peuvent en bouleverser l'économie, sauf en cas de sujétions techniques imprévues ne résultant pas du fait des parties au marché.

Ils sont, avant tout début d'exécution :
- négociés avec le titulaire du marché et signés par celui-ci ;
- le cas échéant, approuvés préalablement par la commission permanente du maître d'ouvrage qui autorise leur signature et/ou leur complément de crédit ;
- transmis par le maître d'ouvrage au service préfectoral chargé du contrôle de légalité pour les marchés et leur(s) avenant(s) supérieur(s) au seuil de l'article D2131-5-1 du CGCT ;
- signés et notifiés au titulaire du marché par le mandataire.

7.4 : Informations sur les marchés

Le mandataire transmet au maître d'ouvrage, dès notification, une copie du marché *(acte d'engagement, CCAP, les avenants, les actes de sous-traitance…).*

Il lui communique, de plus, le bilan de chaque marché dans le mois suivant le paiement du solde du marché. Ce bilan inclut le numéro du marché, son montant initial, les montants réglés, toutes justifications pour expliquer un écart éventuel entre les deux sommes et une appréciation sur les conditions d'exécution du marché.

7.5 : Reporting

Durant toute la durée de sa mission, le mandataire s'engage à fournir trimestriellement au maître d'ouvrage les données suivantes :

- Volumétrie des factures (nombre)

- Liste de tiers avec SIRET, code APE et adresse postale avec n° du code postal et dépenses trimestrielles par tiers en euros TTC
- Délai de paiement moyen sur le volume des factures communiqué au titre du trimestre calculé ainsi : (Datée de décaissement – date d'arrivée de la facture)

ARTICLE 8 : ASSURANCES

8.1 – Assurance du mandataire

Le mandataire devra, dans le mois qui suit la notification de la convention, fournir au maître d'ouvrage la justification :
- de l'assurance qu'il doit souscrire au titre de l'article L.241-2 du code des assurances, uniquement en cas d'immixtion technique du mandataire ;
- de l'assurance garantissant la totalité des conséquences pécuniaires des responsabilités qui lui incombent dans le cadre de son activité professionnelle à la suite de dommages corporels, immatériels, consécutifs ou non, survenus pendant l'exécution et après la réception des travaux causés aux tiers ou à ses cocontractants ».

8.2 – Police dommage ouvrage et tous risques chantier

Il n'est prévu pour cette convention la souscription d'un contrat d'assurances « Dommage Ouvrage ».

8.3 – Assurances des intervenants à la construction

- Responsabilité décennale

Le cas échéant, et sous peine d'engager sa propre responsabilité, le mandataire veille à la production par tous les intervenants (y compris les sous-traitants) des justificatifs de leur déclaration de l'opération auprès de leur assureur, avant la date d'ouverture du chantier, et d'une attestation d'assurance responsabilité civile décennale répondant aux exigences suivantes :
- être spécifique au chantier (indiquer l'adresse du chantier, le montant TTC des travaux, les délais) ;
- préciser les activités garanties.

Il tient à jour et à la disposition du maître d'ouvrage le registre des assurances en cours de validité durant toute la durée du chantier.

- Responsabilité civile pour tout dommage pendant le chantier et la période de parfait achèvement.

Le mandataire veillera à ce que les intervenants à l'opération (maître d'œuvre, bureau d'étude, entrepreneur, ingénieur-conseil, contrôleur technique, coordonnateurs de chantier et, d'une manière générale, tout autre intervenant participant directement à la réalisation de l'ouvrage) soient suffisamment assurés pour les conséquences pécuniaires de leur responsabilité recherchée en raison de dommages corporels, matériels et immatériels (consécutifs ou non) causés du fait du chantier, y compris pendant la période de parfait achèvement.

ARTICLE 9 : CONDITIONS D'AVANCES DE FONDS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

9.1 – Conditions des avances de fonds versées au mandataire

Pour toutes les avances de fonds, le mandataire présente :

- Avant la fin du mois de janvier de l'année N, une demande correspondant à 50% des dépenses prévu pour l'ensemble du programme de travaux pour l'année N ;

- Avant la fin du mois d'avril de l'année N, une demande correspondant à 50% des dépenses prévu pour l'ensemble du programme de travaux pour l'année N.

Le maître d'ouvrage procède au mandatement de l'avance de fonds demandée dans les délais réglementaires suivant la réception de la demande d'avance.

Le mandataire ne peut prélever sur les avances de fonds reçues sa rémunération qui lui est versée selon les modalités prévues à l'***article 3*** (prix et modalités de règlement) de la présente convention.

Dans le cas où le montant des dépenses prévues est inférieur au montant de la trésorerie disponible, il n'est pas procédé au mandatement de l'avance de fonds.

9.2 – Rejet des demandes d'avances de fonds

Les demandes d'avances de fonds présentées par le mandataire au titre des opérations objet de la présente convention seront systématiquement repoussées dans les cas ci-après constatés :

- absence de production des pièces décrites à l'***article 9.2*** (versement des avances de fonds) de la présente convention ;
- absence de production d'un bilan annuel par le mandataire dans les délais impartis et précisés à l'***article 11.2.2*** (bilan annuel) ;
- non réponse du mandataire dans un délai de trois mois aux observations adressées sous accusé de réception suite au contrôle d'un bilan annuel régulièrement déposé.

ARTICLE 10 : PREFINANCEMENT

Aucun préfinancement du mandataire n'est prévu.

ARTICLE 11 : PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers résultant des disponibilités éventuelles sur les avances reçues par le mandataire sont versés sur le compte bancaire de la SAERP dédié aux opérations de maintenance du Pôle Lycées.
Ils sont reversés annuellement à la Région accompagnés d'un extrait du relevé de compte bancaire sur lequel ils sont versés.

Le titre correspondant sera mandaté à l'occasion du bilan annuel.

ARTICLE 12 : ÉVALUATION ET CONTRÔLES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage peut effectuer à tout moment les contrôles techniques, administratifs et comptables qu'il estime nécessaires. Pour ce faire, le mandataire laisse libre accès au maître d'ouvrage sur le chantier et lui communique les dossiers concernant les opérations.

12.1 – Evaluation

Dans le cadre de la démarche qualité du maître d'ouvrage, le mandataire est régulièrement évalué, notamment sur les critères suivants :

- ✓ Respect des dispositions du contrat de mandat et du budget de l'opération
- ✓ Maîtrise des délais
- ✓ Continuité du suivi
- ✓ Information du maître d'ouvrage ; les propositions de solutions et documents de synthèse ; les comptes rendus des réunions
- ✓ Qualité du suivi technique
- ✓ Présence et coordination sur les chantiers
- ✓ Respect des procédures et des modèles documentaires (cf. : site http : // www. iledefrance.fr/marches-publics) ; la qualité des rapports d'analyse des candidatures et des offres

Les résultats sont enregistrés et communiqués au mandataire.

12.2 – Contrôle financier et comptable

12.2.1 : Comptabilité

Le mandataire tient une comptabilité distincte pour les opérations, objet de la présente convention, sur le compte bancaire de la SAERP dédié aux opérations de maintenance du Pôle Lycées.

Le maître d'ouvrage peut vérifier à tout moment cette comptabilité en demandant au mandataire communication de toutes les pièces et marchés concernant les opérations.

En aucun cas, le mandataire ne peut utiliser les éventuels excédents de trésorerie pour financer des dépenses n'ayant pas de lien direct avec l'exécution de la présente convention.

Le mandataire n'est pas doté de comptable public.

12.2.2 : Bilan annuel

Avant le 15 mai de chaque année civile, le mandataire transmet au maître d'ouvrage un certificat attestant l'état d'avancement des opérations effectué au cours de l'exercice précédent, ainsi qu'une attestation du comptable certifiant l'exactitude des facturations et des paiements.

Ce bilan doit être transmis par voie dématérialisée.

ARTICLE 13 : PÉNALITÉS ET FRAIS EXCLUS DU BUDGET DE LA CONVENTION

Le maître d'ouvrage applique au mandataire des pénalités sur sa rémunération selon les modalités suivantes :

13.1 – Pénalités

- Respect du cadre calendaire des opérations

En cas de dépassement d'un délai par phase tel que prévu à l'article 6.2 de la présente convention, le mandataire est passible d'une pénalité de cent euros (100 €) pour chaque jour de dépassement des délais.

- Maintien de la structure opérationnelle

En cas de défaillance d'un responsable d'opération et du non-respect des obligations décrites à l'***article 4*** de la présente convention, le mandataire est passible d'une pénalité de cent cinquante euros (150 €) par jour de retard dans les quinze jours suivant la réception d'une mise en demeure.

- Transmission des comptes rendus et synthèses

En cas de défaut de remise des comptes rendus ou des synthèses demandés par le maître d'ouvrage, le mandataire est passible d'une pénalité de cent euros (100 €) par jour de retard 15 jours après la mise en demeure.

- Ajournement ou réfaction de prix en cas de remises de dossiers incomplets

Dans le cas de production de rapport, compte-rendu, synthèse ou tout autre dossier incomplet, en quantité et/ou en qualité, mais nécessitant des compléments, améliorations ou mises au point, le maître d'ouvrage peut en prononcer l'ajournement.
Si les documents produits ne sont que partiellement exploitables, le maître d'ouvrage peut décider d'une réfaction déterminée en rapport avec le travail accompli et exploitable. La décision d'ajournement ou de réfaction, qui s'exprime en un montant forfaitaire HT, sont notifiées au mandataire.

- Pénalité pour absence aux rendez-vous ou réunions

Pour toute absence non excusée à un rendez-vous ou une réunion auquel il aurait été dûment convoqué par le maître d'ouvrage, le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire de deux cents euros (200 €). Elle est défalquée de l'acompte correspondant à phase en relation avec le rendez-vous ou la réunion manqué.

- Présence aux réunions de chantier

En cas d'absence du mandataire à une des réunions de chantier, celui-ci est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de quatre cents euros (400 €) par absence.

- Transmission des pièces pour les demandes d'avances

En cas de non remise des documents prévus à l'***article 9.2*** (versement des avances de fonds), le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de cent euros (100 €) par jour de retard, quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir ces éléments.

- Bilan financier annuel

En cas de retard dans la remise du bilan annuel par rapport au délai fixé à l'***article 12.2.2*** (bilan annuel), le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de huit cents euros (800 €) par mois de retard.

- Transmission des documents

En cas de non remise des documents prévus par la convention, le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de cent euros (100 €) par jour de retard quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir ces éléments.

- Transmission des pièces pour ester en justice et des pièces nécessaires à la gestion des précontentieux et contentieux

En cas de non remise des documents et informations prévus à l'***article 14*** (capacité d'ester en justice) le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de deux cents euros (200 €) par jour de retard quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir ces éléments.

- Transmission du DOE vérifié

En cas de remise d'un DOE incomplet résultant d'une absence de vérification et de diligence de sa part, le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de cent euro (100 €) par jour de retard quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir la preuve de sa diligence.

- Transmission des pièces du quitus

En cas de non remise des documents prévus à l'***article 17*** (délivrance du quitus), le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de cent euros (100 €) par jour de retard quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir ces éléments.

Cas d'exonération des pénalités :

Pour le décompte des retards éventuels, ne pourront conduire à pénalité :

- les retards occasionnés par le défaut de réponse ou de décision du maître d'ouvrage dans les délais fixés par la présente convention ;

- les éventuels retards d'obtention d'autorisations administratives dès lors que le mandataire établit avoir fait diligence ;

- les conséquences de mise en redressement ou liquidation judiciaire de titulaires de marchés passés par le mandataire ;

- les journées d'intempérie au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur ayant entraîné un arrêt de travail sur le chantier,

- les cas de force majeure : tous les événements exceptionnels non imputables au mandataire et n'ayant pu ni être prévus, ni empêchés par lui et le mettant dans l'impossibilité absolue de remplir ses engagements.

13.2 – Frais exclus du budget de la convention

- Charge des intérêts moratoires

Dans le cas où, du fait du mandataire, les titulaires des marchés conclus pour la réalisation des opérations ont droit à intérêts moratoires pour retard de paiement, le paiement des intérêts moratoires n'est pas prélevé sur le budget alloué aux opérations et est supporté par le seul mandataire.

ARTICLE 14 : CAPACITÉ D'ESTER EN JUSTICE

Le maître d'ouvrage dispose seul de la capacité d'ester en justice devant les juridictions compétentes pour préserver et défendre les intérêts de la Région.

Toutefois, il appartient au mandataire, en sa qualité de représentant du maître d'ouvrage auprès des différents intervenants à l'acte de construire d'une part, et des tiers d'autre part, de signaler dans les plus brefs délais au maître d'ouvrage tout incident qui, perturbant le bon déroulement de l'opération, serait à ce titre susceptible de donner lieu à une saisine du juge et ce, à quelque stade que ce soit.

A cette fin, le mandataire saisira le pôle opérationnelle en charge de l'opération et le pôle achats, performance, commande publique, juridique (PAPCPJ) de la Région et transmettra dans les meilleurs délais à compter de la survenance des faits ou de la réception de la réclamation :

- le cas échéant, la réclamation et les pièces du demandeur ;
- un bref résumé de la situation indiquant le contexte, les points litigieux, les différents intervenants et/ou personnes concernés ;

Par ailleurs, afin de permettre au maître d'ouvrage de diligenter en temps utile le référé préventif dans le cadre de l'article R.532-1 du code de justice administrative, le mandataire transmettra, 4 mois avant le début des travaux, les éléments suivants au PAPCPJ :

- un bref résumé de l'opération indiquant le contexte et les différents intervenants ;
- une copie des documents suivants :
  - permis de construire,
  - permis de démolir (si besoin),
  - plan masse,
  - plan d'implantation,
  - relevés des propriétaires et concessionnaires de voiries (avec adresses des propriétaires concernés),
  - toutes pièces complémentaires utiles compte tenu du contexte de l'opération.

Pendant toute la durée de la procédure diligentée par le maître d'ouvrage, le mandataire est tenu, en sa qualité de représentant du maître d'ouvrage, à se rendre disponible pour assister le maître d'ouvrage ou le représenter à toutes les réunions qui pourront être organisées pour l'instruction de cette procédure, notamment sur le site.

Le mandataire pourra, à titre dérogatoire, saisir le juge des référés, en cas d'urgence, dans l'intérêt de toutes les parties et pour la conservation des éléments de preuve susceptibles de disparaître se rapportant à des faits susceptibles de donner lieu à un litige devant une juridiction, afin qu'il soit ordonné un constat en application de l'article R.531-1 du code de justice administrative.

Dans ce cas, il devra saisir le maître d'ouvrage préalablement au lancement d'une telle action selon la procédure suivante :

- saisine du maître d'ouvrage dès la survenance des faits ;
- avis du maître d'ouvrage (chargé d'opération) sur les aspects techniques au plus tard dans les 24 heures ;
- transmission du dossier au PAPCPJ dans les 24 heures à compter de la réception du visa du chargé d'opération, pour accord sur l'engagement de l'action par le mandataire ;
- transmission du projet de requête au PAPCPJ pour avis dans les 24 heures à compter de l'accord de cette dernière sur la procédure à engager.

ARTICLE 15 : DISPOSITIONS DIVERSES

15.1 - Propriété des études

Le maître d'ouvrage est seul propriétaire des études réalisées par le mandataire à l'occasion de sa mission.

Le mandataire s'engage à ne pas publier ou divulguer, de quelque façon que ce soit, les informations appartenant à la Région dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution de la présente convention et ce, tant que ces informations ne sont pas du domaine public.

Toute publication ou communication d'informations relatives aux études pendant la durée de la convention et les 6 mois qui suivent son expiration est soumise à l'accord écrit du maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage peut demander la suppression ou la modification de certaines informations dont la divulgation serait de nature à porter préjudice à l'exploitation, dans de bonnes conditions, des résultats desdites études. De telles suppressions ou modifications ne peuvent porter atteinte à la valeur technique de la publication.

Le maître d'ouvrage fait connaître ses demandes dans un délai de deux mois à compter de la réception du projet. Passé ce délai, son accord est réputé acquis.

15.2 - Dispositions fiscales

Dans le cadre de sa mission, le mandataire fait son affaire des règlements de tous les impôts et taxes relatifs à la réalisation des opérations.

ARTICLE 16 : ENTREE EN VIGUEUR – DUREE DE LA CONVENTION CADRE

Le présent contrat prendra effet à compter de sa notification et pour une durée de 5 ans. Il pourra être prorogé et /ou modifié par voie d'avenants.

ARTICLE 17 : ACHEVEMENT DE LA MISSION GLOBALE

La mission globale du mandataire prend fin lorsque le quitus lui est délivré par le maître d'ouvrage ou lorsque la présente convention est résiliée dans les conditions ci-dessous définies à l'article 19.

Pour la délivrance du quitus, le mandataire doit avoir procédé à l'exécution complète de ses missions, soit après réalisation de toutes les étapes suivantes :

- expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages et reprise des désordres couverts par cette garantie ;
- fin d'exécution des marchés et informations sur leur exécution : cf. : ***art.7.4 de la présente convention.***

Lorsque les conditions visées ci-dessus sont remplies, le mandataire transmet au maître d'ouvrage, à son initiative ou à la demande de celui-ci, les documents suivants :

- Le bilan financier des opérations valant bilan de fin de mission

Ce bilan comporte le détail complet des dépenses et recettes réalisées, visé par le comptable du mandataire ;

- Les pièces justificatives des comptes non encore fournies (toutes les factures originales, relevés de compte pour les produits financiers) ;

- Un compte-rendu synthétique du déroulement des opérations par le mandataire avec son analyse, en particulier du respect ou non du calendrier et du coût des opérations ;

- Le dossier de fin d'opération : dossier complet classé suivant le plan d'archivage de la Région comportant tous les documents, dont les originaux. La liste des documents peut être unilatéralement modifiée par le maître d'ouvrage, notamment pour tenir compte de l'évolution de la réglementation.

Le maître d'ouvrage vérifie le bilan financier des opérations et demande éventuellement des justifications complémentaires au mandataire.

Lorsque le bilan financier, rapproché du dernier bilan annuel reçu et de toutes les pièces justificatives, permet un arrêté des comptes, le maître d'ouvrage émet les éventuels titres de recettes correspondant à la trésorerie des opérations, au trop perçu de rémunération et/ou aux produits financiers.

Après recouvrement des titres de recettes, le maître d'ouvrage notifie le quitus au mandataire et lui verse, le cas échéant, le solde de sa rémunération.

Après délivrance du quitus par le maître d'ouvrage, la responsabilité du mandataire ne peut plus être recherchée sauf en cas de dol, de manœuvres frauduleuses ou en cas de caractère incomplet du dossier susvisé.

Si à la date du quitus, il subsiste des litiges entre le mandataire et les titulaires des marchés conclus pour la réalisation des opérations, le mandataire est tenu de remettre au maître d'ouvrage tous les éléments en sa possession pour que celui-ci puisse poursuivre les procédures engagées par ses soins.

Le maître d'ouvrage peut refuser de délivrer le quitus pour le cas où à la date du quitus, il subsiste encore des litiges avec les titulaires des marchés conclus pour la réalisation des opérations.

Si le maître d'ouvrage accepte de délivrer le quitus bien qu'il subsiste encore des litiges liés aux opérations alors le mandataire est tenu de remettre au maître d'ouvrage tous les éléments utiles pour que celui-ci puisse poursuivre les procédures engagées par ses soins.

ARTICLE 18 : DISPOSITIONS RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ

18.1- Interdiction du travail dissimulé par dissimulation d'activité ou par dissimulation d'emploi salarié – dénonciation – injonction

Sauf travaux d'urgence dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents ou organiser des mesures de sauvetage, la SAERP s'engage à ne pas recourir à du personnel non déclaré. Tout flagrant délit de recours à l'une ou l'autre des formes de travail dissimulé ci-dessus mentionnée donnera lieu à la transmission des éléments de fait ou de droit susceptibles de contribuer à l'exécution des missions dévolues aux agents chargés de la vérification de la situation régulière de l'emploi dans l'entreprise.

Conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 8222-6, et de l'article R. 8222-3 du Code du travail, et sans préjudice des dispositions figurant à l'article 16.2 ci-dessous, le pouvoir adjudicateur, saisi d'une demande en ce sens par un agent chargé du contrôle de la situation régulière de la société, enjoint cette dernière, par lettre recommandée avec avis de réception, de se conformer à ses obligations.
La SAERP, en réponse à cette injonction, transmet au pouvoir adjudicateur tout élément susceptible de prouver la régularité ou la régularisation de la situation de l'emploi dans la société, dans un délai de 15 jours.

18.2- Pénalités en cas de faits avérés de travail dissimulé par dissimulation d'activité et travail dissimulé par dissimulation d'emploi salarié.

A défaut de correction des irrégularités signalées, le pouvoir adjudicateur en informe l'agent auteur du signalement et appliquera les pénalités suivantes de 10.000 €.

En cas de manquement répété établi par les services chargés de la vérification de la régularité de l'emploi dans l'entreprise, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire du marché.

ARTICLE 19 : RÉSILIATIONS

Dans tous les cas visés ci-dessous, la résiliation prend effet 1 (un) mois après notification de la décision de résiliation.

Il est alors procédé à un constat contradictoire des prestations effectuées par le mandataire et des travaux réalisés. Ce constat donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal qui sert de base à la liquidation des comptes.

La date de ce procès-verbal constitue le point de départ du délai de six mois dans lequel le mandataire remet le bilan financier des opérations et l'ensemble des documents prévus à la convention.

19.1- Défaillance du mandataire

Dans le cas de carence avérée du mandataire dans l'accomplissement de sa mission et après mise en demeure infructueuse, le maître d'ouvrage peut résilier la présente convention sans indemnité pour le mandataire qui subit en outre une réfaction égale à 10 % de la part de rémunération restant due au regard des prestations déjà exécutées au titre du programme annuel en cours.

Dans l'hypothèse de l'absence de mouvements constatés pendant deux exercices consécutifs à la production d'un bilan annuel, à défaut de la production d'un bilan financier de fin de mission, il sera considéré que l'opération est terminée.

S'il y a lieu, après interrogation par lettre recommandée restée sans réponse, un titre de recettes sera émis à l'encontre du mandataire de la différence constatée entre le montant total des avances qui lui ont été consenties et le cumul des justificatifs comptables en possession du maître d'ouvrage.

19.2 – Résiliation du fait du maître d'ouvrage

Dans le cas où le maître d'ouvrage renonce à la poursuite des opérations ou en cas de modification substantielle du programme de nature à en bouleverser l'objet et l'économie, le maître d'ouvrage notifie au mandataire la résiliation de la présente convention.

Dans cette hypothèse, le mandataire a droit à la rémunération des prestations qu'il a exécutées ainsi que 5% en cas de résiliation des rémunérations restant dues au titre programme annuel en cours, après remise du bilan financier des opérations et de l'ensemble des documents prévus dans la convention.

19.3 – Non obtention des autorisations administratives

Dans le cas de non-obtention des autorisations administratives pour une cause autre que la faute du mandataire, la résiliation peut intervenir sur l'initiative de l'une ou l'autre des parties. Dans ce cas, il perçoit la rémunération des prestations qu'il a exécutées.

Les éventuelles indemnités dues aux titulaires des marchés conclus pour la réalisation des opérations sont, dans les cas exposés aux ***articles 19.2*** (résiliation du fait du maître d'ouvrage) ***et 19.3*** (non obtention des autorisations administratives) qui précèdent, à la charge du maître d'ouvrage.

Fait en 1 exemplaire original

Le	Le
Pour la SAERP	**Pour la Région d'Ile-de-France**
Le Directeur général	**La Présidente du Conseil Régional**
Monsieur Mathias DOQUET-CHASSAING	**Madame Valérie PÉCRESSE**

(*signature et cachet*)

NOTIFICATION DE LA CONVENTION :

Reçu NOTIFICATION de la convention le : ……

Reçu l'avis de réception postal de la NOTIFICATION de la convention le : ……

_____

Le titulaire :

Annexe 1 : Bilan de l'autorisation de programme et Demande d'avance de fonds/rémunération

CONVENTION CADRE N°XX

RELATIVE AUX TRAVAUX DE MAINTENANCE DE LOCAUX DES E.P.L.E. DE LA REGION ILE-DE-FRANCE

BILAN DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME

La commission permanente du conseil régional d'Ile de France a décidé pour cette opération l'affectation des autorisations de programme suivantes :

DELIBERATIONS	**AP votées**	**CP mandatées**			**AP disponibles**
		Rémunération	Avance	Total	
CP n° du …….	€	€	€	€	€
CP n° du …….	€	€	€	€	€
TOTAL					

La Région d'Ile de France s'engage à assurer la couverture en crédits de paiement d'un montant de :

CREDITS DEMANDES
AVANCE
€

Le mandataire en la personne de la SAERP s'engage à réaliser le présent programme suivant les clauses contractuelles de la convention de mandat.

Le **Le**

Pour la présidente
du conseil régional d'Ile-de-France

Pour le mandataire

CONVENTION CADRE N°XX

RELATIVE AUX TRAVAUX DE MAINTENANCE DE LOCAUX DES E.P.L.E. DE LA REGION ILE-DE-FRANCE

DEMANDE D'AVANCE DE FONDS

	AVANCES	Montants
1	Cumul des autorisations de programme votées	
2	Cumul des avances de fonds reçues (hors rémunération)	
3	Paiements effectués (hors rémunération)	
4	Trésorerie disponible (4 = 2 – 3)	
5	Dépenses prévisionnelles pour 3 mois (hors rémunération) **(détail à préciser en annexe 2 B bis)**	
6	Avance demandée (6 = 5 – 4)	
7	**Avance arrondie à**	

Le (Cachet et signature du mandataire)	***Cadre réservé aux services de la Région*** Pour la Présidente du Conseil régional Certifié le service fait, arrêté et liquidé à la somme de Imputation budgétaire : N° engagement : N° pré mandat : Le

PROJET

Annexe 2 : Plan d'archivage

Dossier de fin de programmation à transmettre par le mandataire

Les pièces devront être classées selon le plan d'archivage décrit ci-après et adressées avec un bordereau de transmission aux destinataires selon le repérage suivant:

Pôle Lycées/SAJ: dossier complet nécessaire à la délivrance du quitus

Pôle Lycées/DPM : Eléments à transmettre à l'ingénieur territorial en charge de l'opération

Le Maître d'ouvrage contrôlera l'exhaustivité des envois aux destinataires. A cet effet, le mandataire devra transmettre au Pôle Lycées/SAJ une copie de tous les bordereaux de transmission de pièces dans le cadre du quitus.

N°	Dossier	Sous-dossier	Document	DUA[1]	Point de départ du délai[2]	Nb d'exemplaire	Format	Destinataire
1	**Diagnostics, Concours et Etudes**	A	Diagnostics	10 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier	DAGE-SAJ
		B	Dossier Concours (toutes les pièces relatives au concours, y compris ONR[4] si DUA 5 ans non dépassée)			1ex	papier	DAGE-SAJ
		C	Dossiers APS, APD, PROJET (plans et pièces administratives afférentes), DCE			1ex	papier	DAGE-SAJ
2	**Marché de maîtrise d'œuvre**		AE, CCAP, CDPGF, Candidature, Contrôle de légalité, Avis d'attribution, Avenant, Ordre de service, Attestation d'assurance, Correspondance, DGD	10 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier	DAGE-SAJ
3	**Marché de Contrôle technique**	A	AE, CCAP, CCTP, Candidature, Avis d'attribution, Avenant, Ordre de service, Attestation d'assurance, Correspondance, DGD ou autre document valant arrêté des comptes	10 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier	DAGE-SAJ
4	**Marché de Coordonnateur SSI**							
5	**Marché de Coordonnateur SPS**	B	Publicité, Réception et examen des offres	10 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier	DAGE-SAJ
6	**Marché d'OPC**							
7	**Marché HQE**	C	Offres non retenues, offres sans suite[4]	5 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier	DAGE-SAJ
8	**Marché d'Assurance**							
9	**Autres marchés hors Travaux**	D	Procédure infructueuse	10 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier	DAGE-SAJ
10	**Lettre de Commande**		Consultation, Devis, Lettre de commande, Correspondance	10 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier	DAGE-SAJ
11	**Marché de Travaux**	A	AE, CCAP, CCTP, DPGF, RC, Candidature, Contrôle de légalité, Avis d'attribution, Avenant, Ordre de service, PV de réception (OPR, PV avec réserves, sans réserve, de levée de réserves), Acte spécial de sous-traitance, DGD, Attestation d'assurance, Correspondance	30 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier	DAGE-SAJ
		B	Publicité, Réception et examen des offres (dossier de consultation des entreprises, AAPC, RAO, dossier de séance CAO)	10 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier	DAGE-SAJ
		C	Offres non retenues, offres sans suite[4]	5 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier	DAGE-SAJ
		D	Procédure infructueuse	10 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier	DAGE-SAJ
12	**Autorisations administratives**	A	Demande de permis de construire accompagnée des pièces administratives		Vie du bâtiment[3]			
		B	Demande de permis de démolir accompagnée des pièces administratives					
		C	Déclaration préalable des travaux, Déclaration d'achèvement des travaux					
		D	Arrêté du permis de construire et ses attendus			1ex	papier	DAGE-SAJ
		E	Déclaration réglementaire d'ouverture de chantier					
		F	Procès-verbal de la Commission de sécurité et d'accessibilité					
		G	Arrêté d'ouverture du Maire					
		H	Autres demandes (dossier loi sur l'eau, taxes diverses, ...)					
13	**Pièces techniques[5]**	A	Compte-rendus de réunions de chantier		Vie du bâtiment[3]	1ex	papier	DAGE-SAJ
		B	Compte-rendus OPC, Calendrier détaillé d'exécution			1ex	papier	DAGE-SAJ
		C	Plan général global de coordination (PGC), Rapport CSPS, Registre-journal de la coordination			1ex	papier	DAGE-SAJ
		D	Rapports du contrôleur technique			2ex	papier+CDROM (1 + 1)	DAGE-SAJ(1 papier) DPM(1 CDROM)
		E	Rapport initial SSI, Procès-verbal de réception SSI, Dossier d'identité SSI			2ex	papier+CDROM (1 + 1)	DAGE-SAJ(1 papier) DPM(1 CDROM)
		F	Bilan des surfaces construites			1ex	papier	DAGE-SAJ
		G	Guide de maintenance (notice de fonctionnement, d'entretien et de contrôle des équipements,plans des installations et dispositifs concourant à la sécurité de l'ouvrage ainsi que tous les procès-verbaux d'homologation des matériels installés)			2ex	papier+CDROM (1 + 1)	DAGE-SAJ(1 papier) DPM(1CDROM)
		H	Carnet de vie (établi par l'AMO HQE, présentation de la qualité environnementale de l'opération) et Carnet sanitaire des réseaux d'eau			2ex	papier+CDROM (1 + 1)	DAGE-SAJ(1 papier) DPM(1CDROM)
		I	Procès-verbaux d'épreuve et de contrôle des matériaux et équipements mis en œuvre			2ex	papier+CDROM (1 + 1)	DAGE-SAJ
		J	DIUO (dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage)			2ex	papier+CDROM (1 + 1)	DAGE-SAJ(1 papier) DPM(1CDROM)
		K	DOE (dossier des ouvrages exécutés, revêtu de la mention "déclaré conforme par le maître d'œuvre" et validé par le mandataire, comprenant les plans de recolement des ouvrages)			3ex	papier+CDROM (1 + 2)	DAGE-SAJ(1 papier) DPM(1CDROM) DGP-SRT(1CDROM)
14	**Dossier contentieux**		Dossier référé préventif, pré-contentieux, contentieux (correspondance, mémoire en réclamation, note de synthèse, décision de justice, protocole transactionnel,...)		Vie du bâtiment[3]	1ex	papier	DAGE-SAJ

(1)Durée d'utilité administrative: durée légale pendant laquelle un document est susceptible d'être conservé et utilisé par l'administration
(2)Point de départ à partir duquel commence à courir le délai pour la conservation des documents administratifs
(3)Vie du bâtiment: conserver tant que l'immeuble existe les pièces et marchés importants (construction et modification de l'immeuble)
(4)Le mandataire est autorisé par la Sous-direction des archives à éliminer les pièces grisées à échéance de la DUA, dans le respect des procédures Région
(5)Un justificatif de transmission des pièces techniques aux différents services de la Région pourra être demandé par le maître d'ouvrage

PROJET

Dossier de fin d'opération à transmettre par le mandataire

Les pièces devront être classées selon le plan d'archivage décrit ci-après et adressées avec un bordereau de transmission aux destinataires selon le repérage suivant:

-Pôle Lycées/DAGE/SAJ: dossier complet nécessaire à la délivrance du quitus

-Pôle Lycées/DPM : Eléments à transmettre à l'ingénieur territorial en charge de l'opération

-Pôle Lycées/DGP/Service Ressources techniques, bâti et foncier (SRT): Eléments à transmettre en version dématérialisée

Le Maître d'ouvrage contrôlera l'exhaustivité des envois aux destinataires indiqués à l'annexe 5. A cet effet, le mandataire devra transmettre au Pôle Lycées/DAGE/SAJ une copie de tous les bordereaux de transmission de pièces dans le cadre du quitus.

N°	Dossier	Sous-dossier	Document	DUA[1]	Point de départ du délai[2]	Nb d'exemplaire	Format	Destinataire
1	**Diagnostics, Concours et Etudes**	A	Diagnostics	10 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier	DAGE-SAJ
		B	Dossier Concours (toutes les pièces relatives au concours, y compris ONR[4] si DUA 5 ans non dépassée)			1ex	papier	DAGE-SAJ
		C	Dossiers APS, APD, PROJET (plans et pièces administratives afférentes), DCE			1ex	papier	DAGE-SAJ
2	**Marché de maîtrise d'œuvre**		AE, CCAP, CDPGF, Candidature, Contrôle de légalité, Avis d'attribution, Avenant, Ordre de service, Attestation d'assurance, Correspondance, DGD	10 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier	DAGE-SAJ
3	**Marché de Contrôle technique**	A	AE, CCAP, CCTP, Candidature, Avis d'attribution, Avenant, Ordre de service, Attestation d'assurance, Correspondance, DGD ou autre document valant arrêté des comptes	10 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier	DAGE-SAJ
4	**Marché de Coordonnateur SSI**							
5	**Marché de Coordonnateur SPS**	B	Publicité, Réception et examen des offres	10 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier	DAGE-SAJ
6	**Marché d'OPC**							
7	**Marché HQE**	C	Offres non retenues, offres sans suite[4]	5 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier	DAGE-SAJ
8	**Marché d'Assurance**							
9	**Autres marchés hors Travaux**	D	Procédure infructueuse	10 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier	DAGE-SAJ
10	**Lettre de Commande**		Consultation, Devis, Lettre de commande, Correspondance	10 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier	DAGE-SAJ
11	**Marché de Travaux**	A	AE, CCAP, CCTP, DPGF, RC, Candidature, Contrôle de légalité, Avis d'attribution, Avenant, Ordre de service, PV de réception (OPR, PV avec réserves, sans réserve, de levée de réserves), Acte spécial de sous-traitance, DGD, Attestation d'assurance, Correspondance	30 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier	DAGE-SAJ
		B	Publicité, Réception et examen des offres (dossier de consultation des entreprises, AAPC, RAO, dossier de séance CAO)	10 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier	DAGE-SAJ
		C	Offres non retenues, offres sans suite[4]	5 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier	DAGE-SAJ
		D	Procédure infructueuse	10 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier	DAGE-SAJ
12	**Autorisations administratives**	A	Demande de permis de construire accompagnée des pièces administratives		Vie du bâtiment[3]			
		B	Demande de permis de démolir accompagnée des pièces administratives					
		C	Déclaration préalable des travaux, Déclaration d'achèvement des travaux					
		D	Arrêté du permis de construire et ses attendus			1ex	papier	DAGE-SAJ
		E	Déclaration réglementaire d'ouverture de chantier					
		F	Procès-verbal de la Commission de sécurité et d'accessibilité					
		G	Arrêté d'ouverture du Maire					
		H	Autres demandes (dossier loi sur l'eau, taxes diverses, ...)					
13	**Pièces techniques[5]**	A	Compte-rendus de réunions de chantier		Vie du bâtiment[3]	1ex	papier	DAGE-SAJ
		B	Compte-rendus OPC, Calendrier détaillé d'exécution			1ex	papier	DAGE-SAJ
		C	Plan général global de coordination (PGC), Rapport CSPS, Registre-journal de la coordination			1ex	papier	DAGE-SAJ
		D	Rapports du contrôleur technique			2ex	papier+CDROM (1 + 1)	DAGE-SAJ(1 papier) DPM(1 CDROM)
		E	Rapport initial SSI, Procès-verbal de réception SSI, Dossier d'identité SSI			2ex	papier+CDROM (1 + 1)	DAGE-SAJ(1 papier) DPM(1 CDROM)
		F	Bilan des surfaces construites			1ex	papier	DAGE-SAJ
		G	Guide de maintenance (notice de fonctionnement, d'entretien et de contrôle des équipements,plans des installations et dispositifs concourant à la sécurité de l'ouvrage ainsi que tous les procès-verbaux d'homologation des matériels installés)			2ex	papier+CDROM (1 + 1)	DAGE-SAJ(1 papier) DPM(1CDROM)
		H	Carnet de vie (établi par l'AMO HQE, présentation de la qualité environnementale de l'opération) et Carnet sanitaire des réseaux d'eau			2ex	papier+CDROM (1 + 1)	DAGE-SAJ(1 papier) DPM(1CDROM)
		I	Procès-verbaux d'épreuve et de contrôle des matériaux et équipements mis en œuvre			2ex	papier+CDROM (1 + 1)	DAGE-SAJ
		J	DIUO (dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage)			2ex	papier+CDROM (1 + 1)	DAGE-SAJ(1 papier) DPM(1CDROM)
		K	DOE (dossier des ouvrages exécutés, revêtu de la mention "déclaré conforme par le maître d'œuvre" et validé par le mandataire, comprenant les plans de recolement des ouvrages)			3ex	papier+CDROM (1 + 2)	DAGE-SAJ(1 papier) DPM(1CDROM) DGP-SRT(1CDROM)
14	**Dossier contentieux**		Dossier référé préventif, pré-contentieux, contentieux (correspondance, mémoire en réclamation, note de synthèse, décision de justice, protocole transactionnel,...)		Vie du bâtiment[3]	1ex	papier	DAGE-SAJ

(1)Durée d'utilité administrative: durée légale pendant laquelle un document est susceptible d'être conservé et utilisé par l'administration

(2)Point de départ à partir duquel commence à courir le délai pour la conservation des documents administratifs

(3)Vie du bâtiment: conserver tant que l'immeuble existe les pièces et marchés importants (construction et modification de l'immeuble)

(4)Le mandataire est autorisé par la Sous-direction des archives à éliminer les pièces grisées à échéance de la DUA, dans le respect des procédures Région

(5)Un justificatif de transmission des pièces techniques aux différents services de la Région pourra être demandé par le maître d'ouvrage

PROJET

PROJET

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 28/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 28/01/2019

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-056

DU 24 JANVIER 2019

PARCOURS EUROPÉENS DE FORMATION DANS LES SECTIONS EUROPÉENNES DES LYCÉES PROFESSIONNELS 2018-2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 Schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 Mise en œuvre du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 01-12 du 17 février 2012 « Lycées municipaux de la ville de Paris. Application des politiques régionales d'aides aux lycéens ;

VU La délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 Nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéens et prorogeant le schéma des formations ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission des affaires européennes ;

VU le rapport n°CP 2019-056 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique

Décide de maintenir pour l'année scolaire 2018-2019, le montant maximum de l'aide individuelle versée aux lycéens à 426 € par séjour, le nombre de ces aides étant plafonné à 25 élèves par établissement.

Décide pour l'année scolaire 2018-2019, que le montant maximum de la subvention destinée à prendre en charge les dépenses supportées pour nouer des partenariats avec des entreprises européennes offrant des stages, est de 2 000 € par établissement.

Décide d'attribuer au titre du dispositif « Développement des parcours européens de formation dans les sections européennes des lycées professionnels », des aides individuelles aux lycéens d'un montant maximum prévisionnel de **288 402,00 €**, dont le détail figure en annexe à la présente délibération.

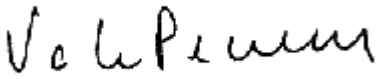
Décide de participer, au titre du dispositif « Développement des parcours européens de formation dans les sections européennes des lycées professionnels », au financement des dépenses supportées par les établissements pour nouer des partenariats avec des entreprises européennes offrant des stages, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **117 200,00 €**, conformément à l'annexe à la présente délibération.

Subordonne le versement des subventions à la remise par chaque établissement bénéficiaire d'un compte-rendu d'utilisation et à la transmission d'un bilan financier.

Affecte une autorisation d'engagement de **402 471,00 €** prélevée sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-005 « Schéma des formations » (128005), action "Réussite des élèves" (12800501) du budget 2019.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions visées à l'article unique de la présente délibération à compter du 1er septembre 2018, afin de couvrir la totalité de l'année scolaire 2018-2019, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération N° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Tableau des affectations

Dossier - Code	Code RNE	Statut	Académie	Bénéficiaire	Dpt	Nombre Elèves	Pays de destination	Montant bourses	Forfait partenariat européen	Reliquat N-1	Montant proposé de la décision
EX043086	0921500F	Public	Versailles	LP LYC METIER VOILIN PUTEAUX	92	5	Irlande	2 130,00 €	0,00 €	0,00 €	2 130,00 €
EX043091	0951974E	Public	Versailles	LPO LOUIS ARMAND EAUBONNE	95	9	Malte	3 834,00 €	2 000,00 €	0,00 €	5 834,00 €
EX043095	0772225A	Public	Créteil	LP LINO VENTURA OZOIR LA FERRIERE	77	9	Irlande	3 834,00 €	2 000,00 €	0,00 €	5 834,00 €
EX043097	0752700C	Public	Paris	LP ARMAND CARREL PARIS 19EME	75	10	Angleterre	4 260,00 €	2 000,00 €	0,00 €	6 260,00 €
EX043098	0910620E	Public	Versailles	LPO LYC METIER ROBERT DOISNEAU CORBEIL ESSONNES	91	10	Irlande	4 260,00 €	2 000,00 €	0,00 €	6 260,00 €
EX043118	0910628N	Public	Versailles	LP PAUL BELMONDO ARPAJON	91	25	Espagne	10 650,00 €	2 000,00 €	0,00 €	12 650,00 €
EX043121	0951727L	Public	Versailles	LPO CHARLES BAUDELAIRE FOSSES	95	7	Angleterre	2 982,00 €	2 000,00 €	0,00 €	4 982,00 €
EX043122	0752388N	Public	Paris	LP PIERRE LESCOT PARIS	75	25	Irlande - Espagne	10 650,00 €	2 000,00 €	0,00 €	12 650,00 €
EX043123	0750785W	Public	Paris	LP GALILEE PARIS 13EME	75	25	Allemagne - Portugal	10 650,00 €	2 000,00 €	0,00 €	12 650,00 €
EX043124	0783351U	Privé	Versailles	LGT PR NOTRE DAME DE GRANDCHAMP	78	10	Irlande	4 260,00 €	2 000,00 €	0,00 €	6 260,00 €
EX043125	0782587N	Public	Versailles	LPO LYC METIER VIOLLET LE DUC VILLIERS SAINT FREDERIC	78	13	Angleterre	5 538,00 €	2 000,00 €	0,00 €	7 538,00 €
EX043145	0950657Y	Public	Versailles	LP FERDINAND BUISSON ERMONT	95	17	Irlande	7 242,00 €	2 000,00 €	0,00 €	9 242,00 €
EX043148	0912251C	Public	Versailles	LPO LYC METIER HENRI POINCARE PALAISEAU	91	9	Angleterre	3 834,00 €	2 000,00 €	0,00 €	5 834,00 €
EX043149	0922443F	Public	Versailles	LPO LYC METIER ETIENNE JULES MAREY BOULOGNE	92	9	Malte	3 834,00 €	2 000,00 €	0,00 €	5 834,00 €
EX043150	0754029X	Privé	Paris	LPO PR METIER CARCADO SAISSEVAL PARIS 06EME	75	8	Espagne	3 408,00 €	2 000,00 €	0,00 €	5 408,00 €
EX043151	0911492C	Public	Versailles	LPO DE L'ESSOURIAU LES ULIS	91	13	Irlande	5 538,00 €	2 000,00 €	0,00 €	7 538,00 €
EX043153	0772277G	Public	Créteil	LPO HENRI BECQUEREL NANGIS	77	5	Irlande	2 130,00 €	2 000,00 €	0,00 €	4 130,00 €
EX043154	0930936M	Public	Créteil	LPO PR SAINT BENOIT DE L'EUROPE BAGNOLET	93	4	Espagne	1 704,00 €	2 000,00 €	0,00 €	3 704,00 €
EX043155	0910727W	Public	Versailles	LPO LYC METIER PARC DE VILGENIS MASSY	91	10	Angleterre	4 260,00 €	1 200,00 €	0,00 €	5 460,00 €
EX043156	0753350J	Public	Paris	DERAISMES LP 75017 PARIS	75	9	Angleterre - Espagne	3 834,00 €	2 000,00 €	0,00 €	5 834,00 €
EX043157	0772312V	Public	Créteil	LPO LYC METIER FLORA TRISTAN MONTEREAU FAULT YONNE	77	7	République Tchèque	2 982,00 €	2 000,00 €	1 376,00 €	3 606,00 €
EX043158	0752961L	Public	Paris	LP GUSTAVE EIFFEL PARIS 07EME	75	12	Irlande	5 112,00 €	2 000,00 €	0,00 €	7 112,00 €
EX043159	0951282C	Public	Versailles	LP DU VEXIN CHARS	95	3	Malte	1 278,00 €	2 000,00 €	0,00 €	3 278,00 €
EX043161	0781581V	Privé	Versailles	LP PR SAINT THOMAS DE VILLENEUVE SAINT GERMAIN EN LAYE	78	4	Angleterre	1 704,00 €	2 000,00 €	0,00 €	3 704,00 €
EX043163	0941232D	Public	Créteil	LP JEAN MACE CHOISY LE ROI	94	8	Irlande	3 408,00 €	2 000,00 €	0,00 €	5 408,00 €
EX043164	0781578S	Public	Versailles	LPO LYC METIER D'HOTELLERIE ET DE TOURISME GUYANCOURT	78	25	Ecosse - Irlande	10 650,00 €	2 000,00 €	0,00 €	12 650,00 €
EX043181	0752845K	Public	Paris	LYCEE PROFESSIONNEL THEOPHILE GAUTIER	75	17	Irlande - Espagne	7 242,00 €	2 000,00 €	0,00 €	9 242,00 €
EX043215	0781859X	Public	Versailles	LPO VINCENT VAN GOGH AUBERGENVILLE	78	5	Irlande	2 130,00 €	2 000,00 €	0,00 €	4 130,00 €
EX043216	0782557F	Public	Versailles	LPO LYC METIER JEAN-BAPTISTE POQUELIN ST GERMAIN EN LAYE	78	2	Angleterre	852,00 €	2 000,00 €	0,00 €	2 852,00 €

Dossier - Code	Code RNE	Statut	Académie	Bénéficiaire	Dpt	Nombre Elèves	Pays de destination	Montant bourses	Forfait partenariat européen	Reliquat N-1	Montant proposé de la décision
EX043217	0912163G	Public	Versailles	LPO PAUL LANGEVIN SAINTE GENEVIEVE DES BOIS	91	10	Espagne - Irlande	4 260,00 €	2 000,00 €	1 704,00 €	4 556,00 €
EX043218	0910629P	Public	Versailles	LP LYC METIER CHATEAU DES COUDRAIES ETIOLLES	91	25	Norvège - Irlande	10 650,00 €	2 000,00 €	0,00 €	12 650,00 €
EX043220	0754530S	Public	Paris	LPO MARTIN NADAUD PARIS 20EME	75	5	Irlande	2 130,00 €	2 000,00 €	0,00 €	4 130,00 €
EX043221	0920963X	Privé	Versailles	LP PR SAINT FRANCOIS D ASSISE FONTENAY	92	12	Angleterre - Espagne	5 112,00 €	2 000,00 €	0,00 €	7 112,00 €
EX043222	0750776L	Public	Paris	LP LYC METIER MARIE LAURENCIN PARIS 10EME	75	5	Espagne	2 130,00 €	2 000,00 €	0,00 €	4 130,00 €
EX043223	0752608C	Public	Paris	LP LYC METIER HOTELIER PARIS 18EME	75	25	Irlande - Italie	10 650,00 €	2 000,00 €	0,00 €	12 650,00 €
EX043227	0922398G	Public	Versailles	LPO LYC METIER GUSTAVE EIFFEL RUEIL MALMAISON	92	10	Irlande	4 260,00 €	2 000,00 €	51,00 €	6 209,00 €
EX043229	0920164D	Public	Versailles	LP LYC METIER JEAN MONNET MONTROUGE	92	10	Angleterre	4 260,00 €	2 000,00 €	0,00 €	6 260,00 €
EX043236	0750793E	Public	Paris	LP BEAUGRENELLE PARIS 15EME	75	12	Irlande	5 112,00 €	2 000,00 €	0,00 €	7 112,00 €
EX043237	0951673C	Public	Versailles	LP GUSTAVE EIFFEL ERMONT 95	95	5	Irlande	2 130,00 €	2 000,00 €	0,00 €	4 130,00 €
EX043239	0754042L	Privé	Paris	LPO PR METIER LE REBOURS PARIS 13EME	75	4	Irlande	1 704,00 €	2 000,00 €	0,00 €	3 704,00 €
EX043241	0911945V	Public	Versailles	LPO MARGUERITE YOURCENAR MORANGIS	91	2	Espagne	852,00 €	2 000,00 €	0,00 €	2 852,00 €
EX043245	0922653J	Privé	Versailles	LPO PR METIER SAINT NICOLAS ISSY-LES-MOULINEAUX	92	10	Irlande	4 260,00 €	0,00 €	0,00 €	4 260,00 €
EX043248	0782822U	Public	Versailles	LGT CORNEILLE LA CELLE SAINT CLOUD	78	10	Irlande	4 260,00 €	2 000,00 €	0,00 €	6 260,00 €
EX043249	0780584L	Public	Versailles	LP LYC METIER HENRI MATISSE TRAPPES	78	10	Angleterre	4 260,00 €	2 000,00 €	0,00 €	6 260,00 €
EX043250	0750671X	Public	Paris	LPO EDGAR QUINET PARIS 9EME	75	9	Espagne - Irlande	3 834,00 €	2 000,00 €	0,00 €	5 834,00 €
EX043251	0910812N	Privé	Versailles	LG PR SAINT PIERRE BRUNOY CEDEX	91	15	Malte - Espagne	6 390,00 €	2 000,00 €	0,00 €	8 390,00 €
EX043252	0950667J	Public	Versailles	LPO LYC METIER ROMAIN ROLLAND GOUSSAINVILLE	95	20	Angleterre	8 520,00 €	2 000,00 €	0,00 €	10 520,00 €
EX043253	0750787Y	Public	Paris	LP ARTS GRAPHIQUES (CORVISART) PARIS 13EME	75	3	Irlande- Angleterre - Estonie	1 278,00 €	2 000,00 €	0,00 €	3 278,00 €
EX043257	0921592F	Public	Versailles	LP LYC METIER LES COTES DE VILLEBON MEUDON LA FORET	92	25	Pologne - Angleterre - Irlande - Malte - Allemagne	10 650,00 €	2 000,00 €	0,00 €	12 650,00 €
EX043258	0930126G	Public	Créteil	LPO AUGUSTE BLANQUI SAINT OUEN 93	93	8	Royaume Uni	3 408,00 €	2 000,00 €	0,00 €	5 408,00 €
EX043260	0783325R	Public	Versailles	LP PR SAINT VINCENT DE PAUL VERSAILLES	78	13	Espagne - Irlande	5 538,00 €	2 000,00 €	0,00 €	7 538,00 €
EX043261	0951788C	Public	Versailles	LPO GEORGE SAND DOMONT	95	9	Irlande	3 834,00 €	2 000,00 €	0,00 €	5 834,00 €
EX043262	0783533S	Public	Versailles	LPO LYC METIER CAMILLE CLAUDEL MANTES LA VILLE	78	17	Angleterre - Espagne	7 242,00 €	2 000,00 €	0,00 €	9 242,00 €
EX043263	0750775K	Public	Paris	LP GUSTAVE FERRIE PARIS 10EME	75	3	Angleterre	1 278,00 €	2 000,00 €	0,00 €	3 278,00 €
EX043266	0921932A	Privé	Versailles	LP PR LA SALLE PASSY BUZENVAL RUEIL-MALMAISON	92	4	Malte	1 704,00 €	2 000,00 €	0,00 €	3 704,00 €
EX043267	0921676X	Public	Versailles	LP LYC METIER THEODORE MONOD ANTONY 92	92	25	Danemark - République Tchèque - Irlande	10 650,00 €	2 000,00 €	0,00 €	12 650,00 €
EX043268	0940112L	Public	Créteil	LPO LYC METIER LOUISE MICHEL CHAMPIGNY SUR MARNE	94	5	Irlande	2 130,00 €	2 000,00 €	0,00 €	4 130,00 €
EX043269	0932116V	Public	Créteil	LPO LYC METIER EUGENIE COTTON MONTREUIL	93	15	Espagne - Irlande	6 390,00 €	2 000,00 €	0,00 €	8 390,00 €
EX043270	0910715H	Public	Versailles	LP LYC METIER JEAN PERRIN LONGJUMEAU	91	10	Irlande	4 260,00 €	2 000,00 €	0,00 €	6 260,00 €
EX043277	0950949R	Public	Versailles	LP JEAN MERMOZ MONTSOULT	95	12	Angleterre	5 112,00 €	2 000,00 €	0,00 €	7 112,00 €
EX043278	0782603F	Public	Versailles	LP JACQUES PREVERT VERSAILLES	78	14	Espagne	5 964,00 €	2 000,00 €	0,00 €	7 964,00 €
61						**677**		**288 402,00 €**	**117 200,00 €**	**3 131,00 €**	**402 471,00 €**

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/01/2019

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-058

DU 24 JANVIER 2019

LYCÉE THIBAUT DE CHAMPAGNE À PROVINS (77) PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC LA SOCIÉTÉ PRUNET ARCHITECTURE ET URBANISME

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales,

VU La loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée,

VU Les délibérations n° CP 99-373 du 30 septembre 1999, CP 04-036 du 29 janvier 2004, CP 06-961 du 30 novembre 2006, CP 08-650 du 10 juillet 2008, CP 09-1134 du 17 novembre 2009, CP 11-919 du 16 novembre 2011 et CP 12-412 du 21 novembre 2012 affectant un montant total d'autorisations de programme de 39 450 801,54 euros TTC à l'opération de rénovation et réhabilitation du lycée Thibaut de Champagne à Provins (77) ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU Le buget 2019 ;

VU La convention de mandat n°238 MAN DAS 99 signée avec ICADE G3A notifiée le 30 novembre 1999 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-058 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

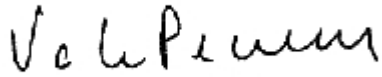
Article 1 :

Décide, d'approuver le protocole transactionnel ci-annexé avec la société Prunet Architecture et Urbanisme et autorise la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France à le signer.

Article 2 :

Affecte une autorisation de programme d'un montant de 471 801,46 TTC disponible sur le chapitre 902 « Enseignement » du budget 2019, code fonctionnel 222 « Lycées publics », Programme HP 222-004 (122004) « Rénovations des lycées publics », action 12200401 « Restructuration, réhabilitation, rénovation, extension des lycées » pour indemniser le groupement de maîtrise d'œuvre.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

. Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Protocole Transactionnel

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

ENTRE LES SOUSSIGNES

La REGION ILE DE FRANCE
Domiciliée 2, rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE
Représentée par sa Présidente en exercice dûment habilitée par une délibération de la Commission permanente n° _____en date du _____[**Annexe n°1**]

ci-après dénommée « la Région »

D'UNE PART,

ET

LA SOCIETE PRUNET ARCHITECTURE ET URBANISME, enregistrée au SIRET sous le numéro 392 139 937 00032, domicilié 66, rue des Binelles, 92310 SEVRES.

Représentée par son Gérant, Pascal PRUNET

Mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre constitué de Prunet Architecture et Urbanisme (mandataire) et de Jacobs France (BET TCE)

ci-après dénommé « le groupement de maîtrise d'œuvre »

D'AUTRE PART,

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT

Rappel des faits et de la procédure

Le présent protocole a pour objet d'indemniser l'ensemble des réclamations que le groupement de maîtrise d'œuvre a présenté en cours de réalisation du chantier de réhabilitation et de restructuration du Lycée Thibaut de Champagne à Provins (77).

Ce projet de rénovation et de réhabilitation d'ensemble du lycée comprend :

- La réorganisation fonctionnelle des différents espaces pédagogiques
- La remise à niveau technique générale des bâtiments
- La restructuration et la mise aux normes du service de restauration
- La restauration des bâtiments protégés, notamment la consolidation et la remise en état des planchers et des parties vétustes
- La mise aux normes de sécurité incendie et d'accessibilité aux handicapés des bâtiments
- Le réaménagement des espaces extérieurs
- La mise en place puis, à l'issue de l'opération, l'enlèvement des bâtiments démontables destinés à assurer la continuité du service public de l'enseignement

Le Lycée thibaut de Champagne se situe au cœur de la ville haute médiévale de Provins, classée au patrimoine mondial de l'UNESCO, classée en ZPPAU ; il comprend des vestiges et corps de bâtiments classés monuments historiques ou inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

Le marché de maitrise d'œuvre n°01/10 a été notifié le 21 mai 2001 au groupement Prunet Architecture et Urbanisme (mandataire) et Jacobs France (BET TCE) aux conditions économiques du mois de juin 2000 (Mois M0) pour un montant total de 1 362 285,94 euros HT.

La Région a confié la maîtrise d'ouvrage déléguée de l'opération à la Société ICADE.

Ce marché avait pour objet un ensemble de prestations, études et contrôles nécessaires à l'exercice du rôle de Maître d'œuvre pour la réalisation de l'opération.

Le marché a fait l'objet de deux avenants en augmentant le montant pour le porter à un total, revalorisé, de 1 796 315,44€ HT.

En cours de réalisation du chantier, le groupement de maîtrise d'œuvre a rencontré les difficultés suivantes :

- **Retard lié aux demandes de permis de construire et de démolir**

Les demandes de permis de construire et de démolir ont été déposées à la Mairie de Provins le 10 mai 2004. Les autorisations ont été délivrées le 8 septembre 2006, soit après 28 mois d'instruction.

- **Retard lié aux différents arrêtés pris par la commune de Provins à partir du 17 novembre 2008**

Le chantier a été fortement ralenti suite aux arrêtés municipaux des 17, 19 et 24 novembre 2008, entrainant l'interdiction de circuler aux véhicules de plus de 3.5 tonnes dans la Ville haute médiévale où se situe le lycée Thibaut de Champagne.

Cette interdiction a eu un impact sur tout le chantier.

Des recours contentieux ont été engagés à l'encontre de ceux-ci tant par l'entreprise que par le maître d'ouvrage, ainsi que par le maître d'œuvre, afin d'en obtenir l'annulation. En cours d'instance, les arrêtés ont été retirés par la Commune à la suite de l'audience du 16 février 2009 et le chantier a pu reprendre en conséquence des ordonnances rendues par le juge des référés du Tribunal administratif de Melun.

- **Découverte amiante bâtiment C – Découverte archéologique bâtiment C8 :**

Fin 2011, lors de la réalisation du diagnostic destructif avant démolition, il a été découvert de l'amiante sur le bâtiment C. Des opérations de désamiantage ont du être mises en œuvre. La fin de celles-ci, le 1er février 2012, a permis le démarrage de la démolition.

Toutefois, début 2012, lors du térrassement effectué à l'issue des travaux de désamiantage et de démolition du bâtiment C8, une fondation médiévale a été mise au jour. Des fouilles archéologiques ont dès lors été entreprises par les services archéologiques, immobilisant les travaux.

Enfin, des évolutions normatives et techniques ont obligé à reconcevoir certains ouvrages pour les rendre conforme à ces normes (étanchéité, menuiseries).

C'est dans ce contexte que le 29 novembre 2012, la maîtrise d'œuvre a formulé une demande de revalorisation d'honoraires pour un montant de 1 349 788,90 euros HT valeur M0.

Le 19 février 2014, ICADE a procédé à une analyse de la réclamation de la maîtrise d'œuvre en la ramenant à la somme de 158 110,05 euros HT valeur M0.

Le 23 février 2015, la maîtrise d'œuvre a fait des observations suite à l'analyse d'ICADE. La demande de revalorisation d'honoraires a été ramenée de 1 349 788,90 euros à 413 734,98 euros HT valeur M0.

Le 16 avril 2015, ICADE a adressé à la Région Ile-de-France une nouvelle analyse de la demande de la Maîtrise d'œuvre en la ramenant à 365 158,13 euros HT valeur M0.

Par un courrier en date du 29 août 2017, la Région Ile-de-France a transmis au maître d'oeuvre des observations complémentaires sur ses différentes réclamations.

Sur la période précitée l'évolution des positions des parties se résume ainsi :

Récapitulation des demandes de réévaluation des honoraires	Mémoire de la MOE du 29/11/2012	Accepté par la MOA le 19/02/2014	Mémoire de la MOE du 23/02/2015	Analyse d'ICADE du 16/04/2015	Analyse de la Région du 29/08/2017
3.1. Demandes non ou incomplètement traitées dans l'avenant n°2	367 225,00	56 583,77	136 883,35	136 883,35	56 583,77 Point 3.1.2bis à justifier
3.2. Recalage du forfait sur la base du taux de rémunération initial	397 816,15	0,00	39 614,87	39 614,87	refusé
3.3. Arrêt de chantier (arrêté 3,5 t + requête en référé)	68 894,09	45 738,55	62 420,10	53 810,06	refusé
3.4. Permis de construire modificatif et modification du bâtiment E	162 898,99	0,00	p.m.	-	-
3.5. Allongement du chantier dû au Désamiantage + Archéologie / C8	31 824,50	20 328,24	29 894,50	23 915,60	23 915,60
3.6. Etablissement d'un PC modificatif pour les bâtiments C1, C3, C6, C8	24 240,00	en attente	55 004,00	55 004,00	à justifier
3.7. Travaux supplémentaires non imputables à la maîtrise d'œuvre	296 890,17	35 459,49	89 917,96	55 930,27	à justifier
TOTAL (€ HT)	**1 349 788,90**	**158 110,05**	**413 734,78**	**365 158,15**	**80 499,37**

Le 16 novembre 2017, la maîtrise d'œuvre a répondu à l'analyse faite par la Région Ile-de-France de la réclamation du maître d'œuvre du 23 février 2015. Le montant de sa réclamation a été modifié et fixé à la somme de **411 745,79 euros HT** valeur M0 se décomposant comme suit :

3.1. Demandes non ou incomplètement traitées dans l'avenant n°2	136 883,35
3.2. Recalage du forfait sur la base du taux de rémunération initial	39 614,87
3.2bis. Indemnisation surcoût d'assurance	10 128,81
3.3. Arrêt de chantier (arrêté 3,5 t + requête en référé)	62 420,10
3.4. Permis de construire modificatif et modification du bâtiment E	0,00
3.5. Allongement du chantier dû au Désamiantage + Archéologie / C8	24 872,22
3.6. Etablissement PC modificatifs	47 908,48
3.7. Travaux supplémentaires non imputables à la maîtrise d'œuvre	89 917,96
TOTAL	411 745,79

Le 26 juin 2018, les parties se sont rencontrées afin de tenter de trouver une issue amiable au litige les opposant et ont, grâce à des concessions réciproques, convenu de ce qui suit.

ARTICLE 1 : OBJET DU PRÉSENT PROTOCOLE

Les parties sont convenues que le présent protocole a pour objet d'indemniser l'ensemble des réclamations formulées par le Groupement de maîtrise d'œuvre telles qu'énoncées ci-dessus.

Le présent protocole a pour but de mettre un terme définitif aux litiges nés entre les parties dans le cadre de l'exécution par le groupement de maîtrise d'œuvre du marché n°01/10 notifié le 21 mai 2001 pour la rénovation et la réhabilitation du lycée Thibaut de Champagne à Provins (77).

ARTICLE 2 : CONCESSIONS RÉCIPROQUES

Suite à une rencontre en date du 26 juin 2018, les parties ont trouvé un accord sur les points suivants :

- **Demandes non ou incomplètement traitées dans l'avenant n°2**

  Incidences des délais d'approbation des études

Le groupement de maîtrise d'œuvre demande la prise en compte de l'interruption des études liées à l'instruction du permis de construire pour un montant de **10 758,77 euros H.T. Valeur M0**.

Pour rappel, les demandes de permis de construire et de démolir ont été déposées à la Mairie de Provins le 10 mai 2004. Les autorisations ont été délivrées le 8 septembre 2006, soit après 28 mois d'instruction.

La Région accepte de régler le montant présenté par la Maîtrise d'œuvre.

Modifications de programme et études supplémentaires non prévues et postérieures à l'avenant n°1

Le groupement de maîtrise d'œuvre demande le règlement de la somme de **45 825 euros H.T. Valeur M0** au titre des modifications de programme et études supplémentaires non prévues et postérieures à l'avenant n°1.

Le détail des actions et du temps passé donnés par le groupement de maîtrise d'œuvre permet d'identifier des modifications de programme.

La Région accepte de procéder au règlement de cette somme dans la mesure où nous sommes en présence de modifications de programme demandées par le maître d'ouvrage.

Prise en compte de l'évolution du programme qui accepte de ne plus rester dans l'enveloppe des bâtiments existants

Le groupement de maîtrise d'œuvre demande la prise en compte de l'augmentation du coût des travaux acceptés dans l'avenant n°1 du marché de maîtrise d'œuvre dans le calcul de l'évolution de la rémunération et ce, en impactant les phases APS et APD, pour un montant de 80 299,58 euros HT valeur M0.

La Région accepte de prendre en compte l'évolution de programme pour un montant de **80 299,58 euros HT valeur M0**. Le maitre d'ouvrage a en conséquence sollicité les justifications appropriées.

- **Recalage du forfait sur la base du taux de rémunération initial**

Le groupement de maîtrise d'oeuvre demande le recalage du forfait sur la base du taux de rémunération initial.

Dans la mesure où l'avenant n°2 a arrêté le montant du forfait définitif de rémunération du concepteur, il n'est pas possible de procéder au recalage demandé.

Par suite, ce point est refusé par la Région.

- **Indemnisation du surcoût d'assurance**

Le groupement de maîtrise d'œuvre demande le versement de la somme de 11 892,68 euros valeur M0 au titre du surcoût d'assurance qu'il a dû supporter.

En effet, les primes d'assurance des architectes sont calculées sur la base du montant des travaux. Le groupement de maîtrise d'œuvre a dû supporter, sans compensation, le surcoût portant sur le différentiel entre l'estimation de la maîtrise d'œuvre et le montant arrêté par la maîtrise d'ouvrage.

Par ailleurs, le groupement de maîtrise d'œuvre a dû supporter un surcoût dû à la non-souscription d'une police complémentaire par la Maîtrise d'ouvrage.

Cela a eu pour conséquence une hause du taux de cotisation d'assurance du groupement de maîtrise d'œuvre, ce qui représente un sucoût total de 11 892,68 euros valeur M0.

Par suite, la Région accepte de verser la somme de **11 892,68 euros HT valeur M0** au titre du surcoût d'assurance. Le maitre d'ouvrage a en conséquence sollicité les justifications appropriées.

- **Arrêt de chantier (arrêté 3.5 T et requête en référé)**

Le groupement de maîtrise d'œuvre demande le versement d'une indemnisation au titre de l'arrêt de chantier et de sa prolongation.

Pour rappel, le chantier a été fortement ralenti suite aux arrêtés municipaux des 17, 19 et 24 novembre 2008, entrainant l'interdiction de circuler aux véhicules de plus de 3.5 tonnes dans la Ville haute médiévale où se situe le lycée Thibaut de Champagne.

Cette interdiction a eu un impact sur tout le chantier.

La Région accepte de verser la somme de **19 976,32 euros HT valeur M0** au groupement de maîtrise d'œuvre.

- **Permis de construire modificatif et modification du bâtiment E**

Ce point ne fait plus l'objet d'une valorisation spécifique dans la mesure où il a été ventilé dans les autres items au sein du présent protocole.

- **Allongement du chantier dû au désamiantage + archéologie/C8**

Le groupement de maîtrise d'œuvre demande le versement de la somme de 23 915,60 euros HT valeur M0 au titre de l'allongement du chantier dû au désamiantage et à la découverte de fondations médiévales.

Fin 2011, lors de la réalisation du diagnostic destructif avant démolition, il a été découvert de l'amainte sur le bâtiment C. Des opérations de désamiantage ont du être mises en œuvre. La fin de celles-ci, le 1er février 2012, a permis le démarrage de la démolition.

Toutefois, début 2012, lors du térrassement effectué à l'issue des travaux de désamiantage et de démolition du bâtiment C8, une fondation médiévale a été mise au jour. Des fouilles archéologiques ont dès lors été entreprises par les services archéologiques, immobilisant les travaux.

Au titre du préjudice en résultant, la Région accepte de verser la somme de **23 915,60 euros HT valeur M0.**

- **Etablissement de deux PC modificatifs : pour les bâtiments C1, C3, C6 et C8 et les bâtiments du paragraphe 3.4 (D, A, B, C7 hors E) repris en février 2015**

Le groupement de Maîtrise d'œuvre demande le versement de la somme de 55 004 euros valeur M0 au titre de l'établissement de deux permis de construire modificatifs.

Les modifications demandées par la maîtrise d'ouvrage (suppression de l'internat du C7 transformé en bâtiment administratif, modifications de l'aménagement intérieur du bâtiment administratif C1, création de sanitaires supplémentaires dans le C3, ajout de salles informatiques et de sciences dans les bâtiments A et B, reprise de la conception du désenfumage et réfection des sanitaires), les contraintes archéologiques (modifications des façades et des intérieurs des bâtiments D, modification des sorties, déplacement de l'implantation du bâtiment C8 et des passerelles) et les demandes du SDIS de Provins ont justifié le recours à des permis de construire modificatifs.

La Région accepte de verser la somme de **47 908,48 euros HT valeur M0** au titre de l'établissement de deux PC modificatifs.

Le maitre d'ouvrage a en conséquence sollicité les justifications appropriées.

- **Travaux supplémentaires non imputables à la Maitrise d'œuvre**

Le groupement de maîtrise d'œuvre demande le versement de la somme de 55 930,27 euros HT valeur M0.

Le maitre d'ouvrage a en conséquence sollicité les justifications appropriées.

La Région accepte de verser la somme de **55 930,27 euros HT valeur M0** au titre des travaux supplémentaires non imputables à la Maîtrise d'œuvre.

ARTICLE 3 : INDEMNISATION

L'indemnisation actualisée due au groupement de maîtrise d'œuvre s'établit d'un commun accord à la somme globale et forfaitaire de **393 167,88 euros HT (trois cent quatre vingt treize mille cent soixante sept euros et quatre vingt huit centimes d'euros Hors Taxes)** soit la somme de **471.801,46 euros TTC.**

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DE NON-RECOURS

Le présent accord est une transaction au sens des articles 2044 et suivants du code civil et met fin au litige ayant trait à l'indemnisation due dans le cadre de l'exécution du marché de maîtrise d'œuvre, sous réserve de l'exécution effective des obligations qu'il comporte.

En conséquence, le groupement de maîtrise d'œuvre renonce de manière irrévocable et définitive à toute instance, recours, revendication ou action de quelque nature que ce soit, passée, en cours ou future afférente au marché en cause.

ARTICLE 5 : MODALITÉS D'EXÉCUTION

Le versement des sommes dues sera réalisé par virement sur le compte bancaire de la société PRUNET ARCHITECTURE ET URBANISME, mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre [**Annexe n°2**].

Il est convenu que, conformément aux dispositions de l'article 1er du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 *relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique* le paiement interviendra dans un délai de 30 jours suivant l'entrée en vigueur du présent protocole.

ARTICLE 6 : AUTORITÉ DE LA CHOSE JUGÉE

Il est convenu que le présent protocole transactionnel a, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort et ne pourra être attaqué pour cause d'erreur de droit ou de lésion.

ARTICLE 7 : COMPÉTENCE D'ATTRIBUTION

Les parties conviennent, conformément aux dispositions légales, que tout litige relatif à l'exécution du présent protocole relèvera de la compétence du tribunal administratif de Paris.

ARTICLE 8 : ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent protocole transactionnel entrera en vigueur dès sa signature par la Région, après accomplissement des formalités de transmission en préfecture, conformément aux dispositions des articles L. 4141-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ

Les parties s'engagent à conserver au différend exposé et au présent accord un caractère strictement confidentiel, sauf pour celles-ci à se prévaloir de cet accord devant les tribunaux pour en exiger le respect des termes ou demander à ce que soit sanctionné leur non-respect.

Cette obligation de confidentialité ne s'applique pas pour le cas où l'une ou l'autre des parties aurait besoin de justifier auprès de l'administration fiscale des écritures passées en exécution du présent accord.

Elle ne s'applique pas non plus aux experts comptables, commissaires aux comptes ou assureurs des parties, ceux-ci étant soumis au secret professionnel à l'égard de leur client.

Cette obligation de confidentialité ne s'oppose pas à la communication de la présente convention aux élus du Conseil Régional conformément aux dispositions des articles L. 4132-17 et suivants du CGCT ou de tout autre texte faisant obligation à la Région d'en assurer communication.

Fait en quatre exemplaires originaux

A Paris, le_____

Pour le Groupement de maîtrise d'œuvre **Pour la Région**

ANNEXES :

Annexe 1 – Délibération de la Commission permanente de la Région Ile-de-France n°_____ en date du_____ ;

Annexe 2 – RIB de la Société PRUNET ARCHITECTURE ET URBANISME.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/01/2019

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-011

DU 24 JANVIER 2019

AJUSTEMENTS ET AFFECTATIONS D'AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT 2019
DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT ET DOTATIONS DE CONTRÔLES TECHNIQUES ET CONTRATS D'ENTRETIEN OBLIGATOIRES DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES DU SECOND DEGRÉ
DOTATION POUR L'UTILISATION DU PLATEAU TECHNIQUE DU COLLÈGE LE LUZARD A NOISIEL (77)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales,

VU Le code de l'éducation et notamment ses articles L 214-6 et L 421-11,

VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

VU La délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU La délibération du Conseil Régional N° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente modifiée par délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017,

VU La délibération du Conseil Régional N°CR 2018-030 en date du 20 septembre 2018 relative à la dotation globale de fonctionnement des établissements scolaires publics pour 2019,

VU L'arrêté n° IDF-2018-10-29-013 de la Préfecture de la Région d'Ile-de-France portant fusion du lycée Henri- Bergson et du lycée Jacquard à Paris 19ème en un seul lycée général et technologique Henri- Bergson,

VU L'arrêté n° IDF-2018-10-29-015 de la Préfecture de la Région d'Ile-de-France portant fusion du lycée Simone-Weil et du lycée François-Truffaut à Paris 3ème en un seul lycée général et technologique Simone-Weil,

VU Le budget régional pour 2019,

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-011 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1

Affecte une autorisation d'engagement de **69 945 245 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », Code fonctionnel 222 « lycées publics », programme HP222-017

(122017) «Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics», action (12201705) « DGFL lycées publics » (nature 65511 «établissements publics»), du budget 2019, afin de verser aux établissements scolaires gérés par la Région, la dotation globale de fonctionnement pour 2019, conformément à la répartition figurant en annexe 1.

Article 2

Affecte une autorisation d'engagement de **7 252 157 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », Code fonctionnel 224 « Participations à des cités mixtes », programme HP 224-031 (122031) «Participation aux charges de fonctionnement des cités mixtes régionales », action (12203101) «DGFL Cités mixtes régionales» (nature 65511 « établissements publics ») du budget 2019, afin de verser aux établissements scolaires situés en ensembles immobiliers et gérés par la Région, la dotation globale de fonctionnement pour 2019, conformément à la répartition figurant en annexe 1.

Article 3

Affecte une autorisation d'engagement de **120 197 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », Code fonctionnel 224 « Participations à des cités mixtes », programme HP224-020 (122020) « Participation aux charges de fonctionnement des lycées dans les cités mixtes départementales », action (12202001) « «DGFL Cités mixtes départementales» (nature 65511 « établissements publics ») du budget 2019, afin de verser aux établissements scolaires situés en ensembles immobiliers et gérés par les départements, la dotation globale de fonctionnement pour 2019, conformément à la répartition figurant en annexe 1.

Article 4

Affecte, à titre provisionnel, une autorisation d'engagement de **2 163 261 €,** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », Code fonctionnel 222 « lycées publics », programme HP222-017 (122017) «Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics», action (12201705) « DGFL lycées publics » (nature 65511 «établissements publics») du budget 2019, pour le fonds commun de fonctionnement 2019.

Article 5

Affecte, à titre provisionnel, une autorisation d'engagement de **224 292 €,** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », Code fonctionnel 224 « Participations à des cités mixtes », programme HP 224-031 (122031) «Participation aux charges de fonctionnement des cités mixtes régionales », action (12203101) «DGFL Cités mixtes régionales» (nature 65511 « établissements publics ») du budget 2019, pour le fonds commun de fonctionnement 2019.

Article 6

Affecte, à titre provisionnel, une autorisation d'engagement de **3 717 €,** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », Code fonctionnel 224 « Participations à des cités mixtes », programme HP 224-020 (122020) «Participation aux charges de fonctionnement des lycées dans les cités mixtes départementales », action (12202001) «DGFL Cités mixtes départementales» (nature 65511 « établissements publics ») du budget 2019, pour le fonds commun de fonctionnement 2019.

Article 7

Affecte une autorisation d'engagement de **9 055 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », Code fonctionnel 222 « lycées publics », programme HP222-017 (122017) «Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics», action (12201705) « DGFL lycées publics » (nature 65511 « établissements publics ») du budget 2019, afin de verser au collège Le Luzard à Noisiel (77) la participation aux charges de fonctionnement liées à l'utilisation de son plateau technique pour 2019.

Article 8

Décide de modifier les attributions de dotation attribuées aux EPLE concernés figurant sur le tableau en annexe 5 de la délibération CR n°2018-030 et de répartir les dotations conformément au nouveau tableau en annexe 2 de la présente délibération, afin de leur permettre d'effectuer les contrôles techniques obligatoires et les contrats d'entretien obligatoires de l'année 2019 en y adjoignant une dépense supplémentaire de **50 463 €.**

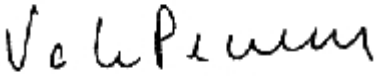
Affecte pour l'ensemble de ces opérations une autorisation d'engagement disponible de **13 635 625 €** prélevée sur le chapitre 932 'Enseignement', code fonctionnel 222 'Lycées publics', programme HP222-017 (122017) 'Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics', action 'Maintenance immobilière' (12201702) du budget régional 2019, afin de verser aux= établissements scolaires gérés par la Région la dotation de contrôle technique obligatoire et de contrat d'entretien obligatoire de l'année 2019, conformément à la répartition figurant en annexe 2 de la présente délibération.

Article 9

Décide de modifier l'attribution des dotations des établissements en cité mixte régionale concernée figurant sur le tableau en annexe 5 de la délibération CR n°2018-030, et de répartir les dotations conformément au nouveau tableau en annexe 2 de la présente délibération, afin de leur permettre d'effectuer les contrôles techniques obligatoires et les contrats d'entretien obligatoires de l'année 2019 en y adjoignant une dépense supplémentaire de **12 252 €.**

Affecte pour l'ensemble de ces opérations une autorisation d'engagement disponible de **1 927 060 €** prélevée sur le chapitre 932 'Enseignement', code fonctionnel 224 'Participations à des cités mixtes', programme HP224-031 (122031) 'Participation aux charges de fonctionnement des cités mixtes régionales', action 'Entretien des cités mixtes régionales – part lycées ' (12203102) du budget régional 2019, afin de verser aux établissements scolaires situés en ensembles immobiliers et gérés par la Région la dotation de contrôle technique obligatoire et de contrat d'entretien obligatoire de l'année 2019, conformément à la répartition figurant en annexe 2 de la présente délibération.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

24/01/2019 10:04:07

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION: DGFL 2019 PAR CATEGORIE (EPLE - CMR - CMD)

DETAIL DGFL 2019 PAR CATEGORIE (EPLE - CMR - CMD)

UAI	Nom établissement	Commune	type	DGFL 2019 brute arrondie	DGFL 2019 notifiée
0750647W	TURGOT	PARIS 03EME	LYC GT	175 368	**170 107**
0750651A	SIMONE-WEIL	PARIS 03EME	LYC GT	115 158	**111 703**
0750770E	ABBE-GREGOIRE (L')	PARIS 03EME	LYC PROF	64 510	**62 575**
0750653C	SOPHIE-GERMAIN	PARIS 04EME	LYC GT	98 191	**95 245**
0750655E	LOUIS-LE-GRAND	PARIS 05EME	LYC GENE	309 984	**300 684**
0750658H	SAINT-LOUIS	PARIS 06EME	LYC GENE	249 301	**241 822**
0750660K	FENELON	PARIS 06EME	LYC GENE	131 461	**127 517**
0752961L	GUSTAVE-EIFFEL	PARIS 07EME	LYC PROF	73 645	**71 436**
0750664P	RACINE	PARIS 08EME	LYC GT	131 399	**127 457**
0750667T	CONDORCET	PARIS 09EME	LYC GENE	109 632	**106 343**
0750671X	EDGAR-QUINET	PARIS 09EME	LYC POLYV	117 395	**113 873**
0750673Z	COLBERT	PARIS 10EME	LYC GENE	74 335	**72 105**
0750674A	JULES-SIEGFRIED	PARIS 10EME	LYC TECHNO	91 593	**88 845**
0750775K	GUSTAVE-FERRIE	PARIS 10EME	LYC PROF	106 119	**102 935**
0750776L	MARIE-LAURENCIN	PARIS 10EME	LYC PROF	74 813	**72 569**
0750558Z	PAUL-POIRET	PARIS 11EME	LYC POLYV	66 955	**64 946**
0750676C	DORIAN	PARIS 11EME	LYC POLYV	250 885	**243 358**
0750778N	TURQUETIL	PARIS 11EME	LYC PROF	100 047	**97 046**
0750788Z	MARCEL-DEPREZ	PARIS 11EME	LYC PROF	132 407	**128 435**
0750677D	ELISA-LEMONNIER	PARIS 12EME	LYC POLYV	237 201	**230 085**
0750680G	ARAGO	PARIS 12EME	LYC GT	99 271	**96 293**
0750783U	CHENNEVIERE-MALEZIEUX	PARIS 12EME	LYC PROF	100 435	**97 422**
0750784V	METIERS-DE-L'AMEUBLEMENT	PARIS 12EME	LYC PROF	38 682	**37 522**
0750685M	PIERRE-GILLES-DE-GENNES-ENC	PARIS 13EME	LYC GT	523 826	**508 111**
0750785W	GALILEE	PARIS 13EME	LYC PROF	82 753	**80 270**
0750786X	LAZARE-PONTICELLI	PARIS 13EME	LYC POLYV	38 665	**37 505**
0750787Y	ARTS-GRAPHIQUES	PARIS 13EME	LYC PROF	146 077	**141 695**
0751710B	NICOLAS-LOUIS-VAUQUELIN	PARIS 13EME	LYC PROF	105 045	**101 894**
0753268V	JEAN-LURCAT	PARIS 13EME	LYC POLYV	295 028	**286 177**
0750691U	RASPAIL	PARIS 14EME	LYC POLYV	216 124	**209 640**
0750692V	EMILE-DUBOIS	PARIS 14EME	LYC GT	147 068	**142 656**
0752799K	CROCE-SPINELLI	PARIS 14EME	EREA	140 105	**135 902**
0752846L	ERIK-SATIE	PARIS 14EME	LYC PROF	65 228	**63 271**
0754476H	GUILLAUME-TIREL	PARIS 14EME	LYC POLYV	167 239	**162 222**
0750612H	ENSAAMA	PARIS 15EME	LYC TECHNO	257 206	**249 490**
0750695Y	FRESNEL	PARIS 15EME	LYC POLYV	146 404	**142 012**
0750696Z	ROGER-VERLOMME	PARIS 15EME	LYC GT	107 835	**104 600**
0750697A	BATIMENT (DU)	PARIS 15EME	LYC TECHNO	125 326	**121 566**
0750793E	BEAUGRENELLE	PARIS 15EME	LYC PROF	56 454	**54 760**
0750794F	BRASSAI	PARIS 15EME	LYC PROF	41 987	**40 727**
0751708Z	LOUIS-ARMAND	PARIS 15EME	LYC POLYV	192 315	**186 546**
0753256G	ALEXANDRE-DUMAS	PARIS 15EME	EREA	128 261	**124 413**
0754475G	LEONARD-DE-VINCI	PARIS 15EME	LYC POLYV	119 856	**116 260**
0750796H	OCTAVE-FEUILLET	PARIS 16EME	LYC PROF	38 681	**37 521**
0750707L	ECOLE-NATIONALE-DE-COMMERC	PARIS 17EME	LYC TECHNO	307 384	**298 162**
0750708M	JEAN-DROUANT	PARIS 17EME	LYC POLYV	155 885	**151 208**
0750688R	RABELAIS	PARIS 18EME	LYC GT	253 395	**245 793**
0750710P	AUGUSTE-RENOIR	PARIS 18EME	LYC TECHNO	104 639	**101 500**
0750800M	EDMOND-ROSTAND	PARIS 18EME	LYC PROF	52 576	**50 999**
0752608C	METIERS DE L'HOTELLERIE BELLI	PARIS 18EME	LYC PROF	94 541	**91 705**
0750650Z	ALEMBERT (D')	PARIS 19EME	LYC POLYV	210 747	**204 425**
0750712S	DIDEROT	PARIS 19EME	LYC POLYV	252 468	**244 894**
0750802P	HECTOR-GUIMARD	PARIS 19EME	LYC PROF	236 732	**229 630**
0750828T	EDITH-PIAF	PARIS 20EME	EREA	115 817	**112 342**
0752700C	ARMAND-CARREL	PARIS 19EME	LYC PROF	94 600	**91 762**
0754684J	GEORGES-BRASSENS	PARIS 19EME	LYC GENE	64 734	**62 792**
0750808W	ETIENNE-DOLET	PARIS 20EME	LYC PROF	62 357	**60 486**
0754530S	MARTIN-NADAUD	PARIS 20EME	LYC POLYV	127 639	**123 810**
0770918E	LYCEE POLYVALENT URUGUAY-F	AVON	LYC POLYV	323 573	**313 866**
0771436T	BOUGAINVILLE	BRIE-COMTE-ROBERT	LEGTPA	216 223	**209 736**
0772230F	BLAISE-PASCAL	BRIE-COMTE-ROBERT	LYC POLYV	135 647	**131 578**
0772292Y	MARTIN-LUTHER-KING	BUSSY-SAINT-GEORGES	LYC GT	156 232	**151 545**
0771357G	BRETONNIERE (LA)	CHAILLY-EN-BRIE	LEGTPA	127 655	**123 825**
0770342D	LEOPOLD-BELLAN	CHAMIGNY	EREA	198 993	**193 023**
0770920G	LAFAYETTE	CHAMPAGNE-SUR-SEINE	LYC POLYV	380 347	**368 937**
0772223Y	RENE-DESCARTES	CHAMPS-SUR-MARNE	LYC POLYV	99 675	**96 685**
0770922J	GASTON-BACHELARD	CHELLES	LYC GT	214 720	**208 278**
0771171E	LOUIS-LUMIERE	CHELLES	LYC PROF	186 341	**180 751**
0772276F	JEHAN-DE-CHELLES	CHELLES	LYC POLYV	138 850	**134 684**
0771995A	CHAMP-DE-CLAYE (LE)	CLAYE-SOUILLY	LYC PROF	158 930	**154 162**
0771997C	JACQUES-PREVERT	COMBS-LA-VILLE	LYC PROF	112 201	**108 835**
0772127U	GALILEE	COMBS-LA-VILLE	LYC GT	103 809	**100 695**
0771658J	GUE-A-TRESMES (DU)	CONGIS-SUR-THEROUANNE	LYC POLYV	270 831	**262 706**
0770924L	LYCEE POLYVALENT DE COULOM	COULOMMIERS	LYC POLYV	715 602	**694 134**
0771027Y	FREDERIC-JOLIOT-CURIE	DAMMARIE-LES-LYS	LYC POLYV	251 798	**244 244**
0772751X	CHARLOTTE-DELBO	DAMMARTIN-EN-GOELE	LYC POLYV	109 995	**106 695**
0770927P	INTERNATIONAL FRANCOIS-1ER	FONTAINEBLEAU	LYC GENE	173 513	**168 308**
0772685A	SAMUEL-BECKETT	LA FERTE-SOUS-JOUARRE	LYC GT	105 007	**101 857**
0770943G	BENJAMIN-FRANKLIN	LA ROCHETTE	LYC PROF	375 912	**364 635**
0771512A	VAN-DONGEN	LAGNY-SUR-MARNE	LYC GT	158 174	**153 429**
0771663P	GEORGE-SAND	LE MEE-SUR-SEINE	LYC GT	109 712	**106 421**
0772294A	EMILY-BRONTE	LOGNES	LYC GT	109 375	**106 094**
0772228D	CHARLES-DE-GAULLE	LONGPERRIER	LYC POLYV	146 585	**142 187**
0770930T	HENRI-MOISSAN	MEAUX	LYC GT	220 638	**214 019**
0770931U	PIERRE-DE-COUBERTIN	MEAUX	LYC GT	281 137	**272 703**

UAI	Nom établissement	Commune	type	DGFL 2019 brute arrondie	DGFL 2019 notifiée
0770932V	PIERRE-DE-COUBERTIN (PROFES	MEAUX	LYC PROF	136 848	**132 743**
0771880A	CHARLES-BAUDELAIRE	MEAUX	LYC PROF	128 451	**124 597**
0772229E	JEAN-VILAR	MEAUX	LYC GT	157 886	**153 149**
0770933W	JACQUES-AMYOT	MELUN	LYC GT	208 257	**202 009**
0770934X	LEONARD-DE-VINCI	MELUN	LYC POLYV	461 874	**448 018**
0771996B	HONORE-DE-BALZAC	MITRY-MORY	LYC POLYV	162 094	**157 231**
0772296C	MARE-CARREE (DE LA)	MOISSY-CRAMAYEL	LYC POLYV	180 799	**175 375**
0770938B	ANDRE-MALRAUX	MONTEREAU-FAULT-YONNE	LYC POLYV	467 541	**453 515**
0772312V	FLORA-TRISTAN	MONTEREAU-FAULT-YONNE	LYC POLYV	143 827	**139 512**
0770687D	SAINT-MAMMÈS	SAINT-MAMMES	E.R.P.D.PU	183 828	**178 313**
0772277G	HENRI-BECQUEREL	NANGIS	LYC POLYV	119 304	**115 725**
0770940D	ETIENNE-BEZOUT	NEMOURS	LYC POLYV	154 493	**149 858**
0771940R	GERARD-DE-NERVAL	NOISIEL	LYC POLYV	92 967	**90 178**
0771941S	RENE-CASSIN	NOISIEL	LYC POLYV	173 558	**168 351**
0772225A	LINO-VENTURA	OZOIR-LA-FERRIERE	LYC PROF	103 904	**100 787**
0772243V	CAMILLE-CLAUDEL	PONTAULT-COMBAULT	LYC GT	135 798	**131 724**
0770942F	THIBAUT-DE-CHAMPAGNE	PROVINS	LYC POLYV	131 439	**127 496**
0771336J	PANNEVELLES (LES)	PROVINS	LYC POLYV	407 064	**394 852**
0771763Y	CHARLES-LE-CHAUVE	ROISSY-EN-BRIE	LYC GT	218 772	**212 209**
0772295B	TOUR-DES-DAMES (DE LA)	ROZAY-EN-BRIE	LYC POLYV	114 529	**111 093**
0772188K	PIERRE-MENDES-FRANCE	SAVIGNY-LE-TEMPLE	LYC GT	157 848	**153 113**
0772244W	ANTONIN-CAREME	SAVIGNY-LE-TEMPLE	LYC PROF	220 493	**213 878**
0772688D	EMILIE-DU-CHATELET	SERRIS	LYC POLYV	236 897	**229 790**
0770944H	AUGUSTE-PERDONNET	THORIGNY-SUR-MARNE	LYC PROF	196 723	**190 821**
0772120L	JEAN-MOULIN	TORCY	LYC GT	151 217	**146 680**
0772342C	CLEMENT-ADER	TOURNAN-EN-BRIE	LYC POLYV	202 416	**196 344**
0770945J	GUSTAVE-EIFFEL	VARENNES-SUR-SEINE	LYC PROF	139 606	**135 418**
0772310T	SIMONE-SIGNORET	VAUX-LE-PENIL	LYC POLYV	162 892	**158 005**
0772332S	SONIA-DELAUNAY	CESSON - VERT ST DENIS	LYC POLYV	96 627	**93 728**
0781950W	LOUISE-WEISS	ACHERES	LYC POLYV	101 052	**98 020**
0781859X	VINCENT-VAN-GOGH	AUBERGENVILLE	LYC POLYV	175 585	**170 317**
0781860Y	PIERRES-VIVES (LES)	CARRIERES-SUR-SEINE	LYC POLYV	159 059	**154 287**
0780486E	BATELLERIE (LA)	CONFLANS-SAINTE-HONORIN	E.R.P.D.PU	147 108	**142 695**
0781845G	JULES-FERRY	CONFLANS-SAINTE-HONORIN	LYC GT	144 042	**139 721**
0783447Y	SIMONE-WEIL	CONFLANS-SAINTE-HONORIN	LYC POLYV	194 294	**188 465**
0781578S	HOTELLERIE-ET-TOURISME	GUYANCOURT	LYC POLYV	251 375	**243 834**
0781949V	VILLAROY (DE)	GUYANCOURT	LYC GT	122 866	**119 180**
0783213U	HÉRIOT	LA BOISSIERE-ECOLE	E.R.P.D.PU	421 258	**408 620**
0782822U	CORNEILLE	LA CELLE-SAINT-CLOUD	LYC POLYV	203 768	**197 655**
0783214V	LUCIEN-RENE-DUCHESNE	LA CELLE-SAINT-CLOUD	LYC PROF	68 305	**66 256**
0781839A	JEAN-MONNET	LA QUEUE-LES-YVELINES	LYC POLYV	157 972	**153 233**
0783259U	ERPD	LA VERRIERE	E.R.P.D.PU	164 639	**159 700**
0782602E	JEAN-MOULIN	LE CHESNAY	LYC PROF	148 249	**143 802**
0782568T	ALAIN	LE VESINET	LYC GT	113 930	**110 512**
0780422K	FRANCOIS-VILLON	LES MUREAUX	LYC GT	187 624	**181 995**
0781984H	VAUCANSON	LES MUREAUX	LYC POLYV	155 764	**151 091**
0781884Z	CONDORCET	LIMAY	LYC POLYV	143 389	**139 087**
0781951X	LEOPOLD-SEDAR-SENGHOR	MAGNANVILLE	LYC POLYV	149 220	**144 743**
0782539L	SAINT-EXUPERY	MANTES-LA-JOLIE	LYC GT	245 622	**238 253**
0782540M	JEAN-ROSTAND	MANTES-LA-JOLIE	LYC POLYV	248 179	**240 734**
0783533S	CAMILLE-CLAUDEL	MANTES-LA-VILLE	LYC POLYV	190 952	**185 223**
0781861Z	LOUIS-DE-BROGLIE	MARLY-LE-ROI	LYC GT	86 401	**83 809**
0780515L	SEPT-MARES (LES)	MAUREPAS	LYC GT	101 248	**98 211**
0781883Y	DUMONT-D'URVILLE	MAUREPAS	LYC POLYV	93 851	**91 035**
0781512V	DESCARTES	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	LYC GT	106 590	**103 392**
0781819D	EMILIE-DE-BRETEUIL	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	LYC POLYV	149 488	**145 003**
0780582J	JEAN-VILAR	PLAISIR	LYC GT	95 687	**92 816**
0781898P	CHARLES-DE-GAULLE	POISSY	LYC GT	148 913	**144 446**
0781983G	ADRIENNE-BOLLAND	POISSY	LYC POLYV	179 125	**173 751**
0781948U	LAVOISIER	PORCHEVILLE	LYC POLYV	223 773	**217 060**
0782549X	LOUIS-BASCAN	RAMBOUILLET	LYC POLYV	375 185	**363 929**
0782593V	JEAN-PERRIN	SAINT-CYR-L'ECOLE	LYC PROF	144 677	**140 337**
0783140P	JULES-HARDOUIN-MANSART	SAINT-CYR-L'ECOLE	LYC GT	120 342	**116 732**
0780004F	AGRICOLE	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	LEGTPA	385 103	**373 550**
0782132U	JEANNE-D'ALBRET	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	LYC GT	269 819	**261 724**
0782556E	LEONARD-DE-VINCI	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	LYC POLYV	116 369	**112 878**
0782557F	JEAN-BAPTISTE-POQUELIN	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	LYC POLYV	236 273	**229 185**
0782924E	EVARISTE-GALOIS	SARTROUVILLE	LYC GT	195 658	**189 788**
0783431F	JULES-VERNE	SARTROUVILLE	LYC POLYV	179 574	**174 187**
0780273Y	LOUIS-BLERIOT	TRAPPES	LYC PROF	84 810	**82 266**
0780584L	HENRI-MATISSE	TRAPPES	LYC PROF	102 974	**99 885**
0781297L	PLAINE-DE-NEAUPHLE (LA)	TRAPPES	LYC GT	127 032	**123 221**
0782563M	LA-BRUYERE	VERSAILLES	LYC GT	246 085	**238 702**
0782565P	JULES-FERRY	VERSAILLES	LYC POLYV	337 026	**326 915**
0782567S	MARIE-CURIE	VERSAILLES	LYC GT	261 651	**253 801**
0782603F	JACQUES-PREVERT	VERSAILLES	LYC PROF	81 898	**79 441**
0781952Y	SONIA-DELAUNAY	VILLEPREUX	LYC POLYV	91 201	**88 465**
0782587N	VIOLLET-LE-DUC	VILLIERS-SAINT-FREDERIC	LYC POLYV	369 185	**358 109**
0910628N	PAUL-BELMONDO	ARPAJON	LYC PROF	112 756	**109 373**
0911632E	RENE-CASSIN	ARPAJON	LYC GT	160 595	**155 777**
0911961M	EDMOND-MICHELET	ARPAJON	LYC GT	171 560	**166 413**
0910623H	MARCEL-PAGNOL	ATHIS-MONS	LYC GT	210 287	**203 978**
0910676R	CLEMENT-ADER	ATHIS-MONS	LYC POLYV	215 039	**208 588**
0911937L	FRANCOIS-TRUFFAUT	BONDOUFLE	LYC POLYV	124 632	**120 893**
0910975R	JEAN-PIERRE-TIMBAUD	BRETIGNY-SUR-ORGE	LYC POLYV	342 829	**332 544**
0911021R	TALMA	BRUNOY	LYC GT	133 478	**129 474**
0910630R	ALEXANDRE-DENIS	CERNY	LYC PROF	261 157	**253 322**
0910620E	ROBERT-DOISNEAU	CORBEIL-ESSONNES	LYC POLYV	455 203	**441 547**
0911828T	GEORGES-BRASSENS	COURCOURONNES	LYC POLYV	280 483	**272 069**
0912364A	NIKOLA TESLA	DOURDAN	LYC POLYV	320 934	**311 306**
0910755B	NADAR	DRAVEIL	LYC PROF	109 520	**106 234**

UAI	Nom établissement	Commune	type	DGFL 2019 brute arrondie	DGFL 2019 notifiée
0911927A	MAURICE-ELIOT	EPINAY-SOUS-SENART	LYC GT	72 486	**70 311**
0910622G	GEOFFROY-SAINT-HILAIRE	ETAMPES	LYC POLYV	305 508	**296 343**
0911401D	NELSON-MANDELA	ETAMPES	LYC PROF	129 603	**125 715**
0910629P	CHATEAU-DES-COUDRAIES	ETIOLLES	LYC PROF	185 478	**179 914**
0911251R	PARC-DES-LOGES	EVRY	LYC GT	199 302	**193 323**
0911254U	CHARLES-BAUDELAIRE	EVRY	LYC PROF	169 427	**164 344**
0911343R	AUGUSTE-PERRET	EVRY	LYC PROF	130 609	**126 691**
0911913K	VALLEE-DE-CHEVREUSE (DE LA)	GIF-SUR-YVETTE	LYC GT	158 207	**153 461**
0910631S	JEAN-MONNET	JUVISY-SUR-ORGE	LYC PROF	148 920	**144 452**
0911492C	ESSOURIAU (DE L')	LES ULIS	LYC POLYV	230 916	**223 989**
0911983L	JULES-VERNE	LIMOURS	LYC GT	109 210	**105 934**
0910715H	JEAN-PERRIN	LONGJUMEAU	LYC PROF	148 863	**144 397**
0911577V	JACQUES-PREVERT	LONGJUMEAU	LYC GT	135 780	**131 707**
0910632T	GUSTAVE-EIFFEL	MASSY	LYC PROF	131 972	**128 013**
0910687C	FUSTEL-DE-COULANGES	MASSY	LYC GT	116 084	**112 601**
0910727W	PARC-DE-VILGENIS	MASSY	LYC POLYV	388 380	**376 729**
0911962N	MARIE-LAURENCIN	MENNECY	LYC POLYV	139 405	**135 223**
0910625K	ROSA-PARKS	MONTGERON	LYC GT	402 044	**389 983**
0911353B	JEAN-ISOARD	MONTGERON	EREA	153 758	**149 145**
0911945V	MARGUERITE-YOURCENAR	MORANGIS	LYC POLYV	108 562	**105 305**
0911037H	ANDRE-MARIE-AMPERE	MORSANG-SUR-ORGE	LYC PROF	89 286	**86 607**
0910429X	CHATEAU-DU-LAC (LE)	OLLAINVILLE	EREA	105 160	**102 005**
0910626L	BLAISE-PASCAL	ORSAY	LYC GT	131 376	**127 435**
0911938M	CAMILLE-CLAUDEL	PALAISEAU	LYC GT	83 908	**81 391**
0912251C	HENRI-POINCARE	PALAISEAU	LYC POLYV	134 515	**130 480**
0911493D	LES-FRERES-MOREAU	QUINCY-SOUS-SENART	LYC PROF	128 385	**124 533**
0911578W	PIERRE-MENDES-FRANCE	RIS-ORANGIS	LYC PROF	144 558	**140 221**
0911946W	LEONARD-DE-VINCI	SAINT-MICHEL-SUR-ORGE	LYC POLYV	187 499	**181 874**
0911346U	ALBERT-EINSTEIN	SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS	LYC GT	137 173	**133 058**
0912163G	PAUL-LANGEVIN	SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS	LYC POLYV	123 984	**120 264**
0910627M	JEAN-BAPTISTE-COROT	SAVIGNY-SUR-ORGE	LYC GT	313 056	**303 664**
0912142J	GASPARD-MONGE	SAVIGNY-SUR-ORGE	LYC POLYV	265 474	**257 510**
0910756C	LOUIS-ARMAND	YERRES	LYC PROF	84 405	**81 873**
0920130S	DESCARTES	ANTONY	LYC GT	144 754	**140 411**
0921676X	THEODORE-MONOD	ANTONY	LYC PROF	226 389	**219 597**
0920131T	AUGUSTE-RENOIR	ASNIERES-SUR-SEINE	LYC GT	109 760	**106 467**
0920150N	PRONY (DE)	ASNIERES-SUR-SEINE	LYC PROF	110 476	**107 162**
0920429S	MARTIN-LUTHER-KING	ASNIERES-SUR-SEINE	EREA	113 254	**109 856**
0920680P	LEONARD-DE-VINCI	BAGNEUX	LYC PROF	85 713	**83 142**
0920132U	ALBERT-CAMUS	BOIS-COLOMBES	LYC GT	169 285	**164 206**
0921595J	DANIEL-BALAVOINE	BOIS-COLOMBES	LYC PROF	136 844	**132 739**
0920134W	JACQUES-PREVERT	BOULOGNE-BILLANCOURT	LYC GT	188 617	**182 958**
0922443F	ETIENNE-JULES-MAREY	BOULOGNE-BILLANCOURT	LYC POLYV	143 193	**138 897**
0922801V	NOUVEAU LYCEE	BOULOGNE-BILLANCOURT	LYC GT	94 355	**91 524**
0920135X	EMMANUEL-MOUNIER	CHATENAY-MALABRY	LYC GT	144 533	**140 197**
0921166T	JEAN-JAURES	CHATENAY-MALABRY	LYC POLYV	214 582	**208 145**
0921555R	JACQUES-MONOD	CLAMART	LYC GT	122 530	**118 854**
0920136Y	NEWTON-ENREA	CLICHY	LYC POLYV	288 015	**279 375**
0922149L	RENE-AUFFRAY	CLICHY	LYC POLYV	257 457	**249 733**
0920137Z	GUY-DE-MAUPASSANT	COLOMBES	LYC GT	217 090	**210 577**
0921229L	ANATOLE-FRANCE	COLOMBES	LYC POLYV	99 793	**96 799**
0922427N	CLAUDE-GARAMONT	COLOMBES	LYC POLYV	119 421	**115 838**
0920138A	PAUL-LAPIE	COURBEVOIE	LYC GT	142 617	**138 338**
0921625S	PAUL-PAINLEVE	COURBEVOIE	LYC PROF	75 172	**72 917**
0922615T	LUCIE-AUBRAC	COURBEVOIE	LYC GENE	82 257	**79 789**
0920810F	JEAN-MONNET	GARCHES	EREA	117 497	**113 972**
0922287L	JACQUES-BREL	GARCHES	EREA	123 548	**119 842**
0921156G	GALILEE	GENNEVILLIERS	LYC POLYV	341 943	**331 685**
0922397F	EUGENE-IONESCO	ISSY-LES-MOULINEAUX	LYC POLYV	135 365	**131 304**
0920158X	TOURNELLE (LA)	LA GARENNE-COLOMBES	LYC PROF	135 970	**131 891**
0922249V	MONTESQUIEU	LE PLESSIS-ROBINSON	LYC POLYV	90 590	**87 872**
0921230M	LEONARD-DE-VINCI	LEVALLOIS-PERRET	LYC POLYV	285 938	**277 360**
0920163C	LOUIS-GIRARD	MALAKOFF	LYC PROF	87 497	**84 872**
0921592F	COTES-DE-VILLEBON (LES)	MEUDON	LYC PROF	274 549	**266 313**
0920164D	JEAN-MONNET	MONTROUGE	LYC PROF	93 795	**90 981**
0921399W	MAURICE-GENEVOIX	MONTROUGE	LYC GT	125 866	**122 090**
0920141D	JOLIOT-CURIE	NANTERRE	LYC GT	267 445	**259 422**
0921626T	CLAUDE-CHAPPE	NANTERRE	LYC PROF	75 136	**72 882**
0922464D	LOUISE-MICHEL	NANTERRE	LYC POLYV	92 719	**89 937**
0920143F	FOLIE-SAINT-JAMES (LA)	NEUILLY-SUR-SEINE	LYC GENE	90 990	**88 260**
0920166F	VASSILY-KANDINSKY	NEUILLY-SUR-SEINE	LYC PROF	56 655	**54 955**
0920144G	AGORA (L')	PUTEAUX	LYC GT	128 190	**124 344**
0921500F	VOILIN	PUTEAUX	LYC PROF	89 608	**86 920**
0920799U	RICHELIEU	RUEIL-MALMAISON	LYC GT	274 636	**266 397**
0922398G	GUSTAVE-EIFFEL	RUEIL-MALMAISON	LYC POLYV	109 913	**106 616**
0920801W	ALEXANDRE-DUMAS	SAINT-CLOUD	LYC GT	151 095	**146 562**
0922276Z	SANTOS-DUMONT	SAINT-CLOUD	LYC POLYV	125 208	**121 452**
0920170K	FLORIAN	SCEAUX	LYC PROF	110 225	**106 918**
0920802X	JEAN-PIERRE-VERNANT	SEVRES	LYC GT	229 130	**222 256**
0920147K	PAUL-LANGEVIN	SURESNES	LYC GT	224 464	**217 730**
0920171L	LOUIS-BLERIOT	SURESNES	LYC PROF	72 483	**70 309**
0921505L	DARDENNE	VANVES	LYC PROF	62 171	**60 306**
0921935D	TOULOUSE-LAUTREC (EREA)	VAUCRESSON	EREA	289 816	**281 122**
0921594H	MICHEL-ANGE	VILLENEUVE-LA-GARENNE	LYC GT	127 169	**123 354**
0922277A	CHARLES-PETIET	VILLENEUVE-LA-GARENNE	LYC POLYV	118 512	**114 957**
0930117X	LE-CORBUSIER	AUBERVILLIERS	LYC GT	257 764	**250 031**
0931024H	JEAN-PIERRE-TIMBAUD	AUBERVILLIERS	LYC PROF	175 022	**169 771**
0930833A	JEAN-ZAY	AULNAY-SOUS-BOIS	LYC GT	232 235	**225 268**
0930834B	VOILLAUME	AULNAY-SOUS-BOIS	LYC GT	407 053	**394 841**
0930846P	VOILLAUME (PROFESSIONNEL)	AULNAY-SOUS-BOIS	LYC PROF	111 548	**108 202**
0932119Y	EUGENE-HENAFF	BAGNOLET	LYC POLYV	205 786	**199 612**

UAI	Nom établissement	Commune	type	DGFL 2019 brute arrondie	DGFL 2019 notifiée
0931198X	ALFRED-COSTES	BOBIGNY	LYC PROF	130 926	**126 998**
0931613Y	LOUISE-MICHEL	BOBIGNY	LYC GT	184 400	**178 868**
0932123C	ANDRE-SABATIER	BOBIGNY	LYC POLYV	155 615	**150 947**
0930129K	MADELEINE-VIONNET	BONDY	LYC PROF	114 666	**111 226**
0932282A	LEO-LAGRANGE	BONDY	LYC POLYV	85 030	**82 479**
0932026X	ALFRED-NOBEL	CLICHY-SOUS-BOIS	LYC POLYV	221 699	**215 048**
0930119Z	EUGENE-DELACROIX	DRANCY	LYC POLYV	331 380	**321 439**
0932229T	PAUL-LE-ROLLAND	DRANCY	LYC POLYV	98 666	**95 706**
0932126F	FRANCOIS-RABELAIS	DUGNY	LYC POLYV	162 019	**157 158**
0930120A	JACQUES-FEYDER	EPINAY-SUR-SEINE	LYC GT	236 327	**229 237**
0931735F	LOUISE-MICHEL	EPINAY-SUR-SEINE	LYC PROF	107 234	**104 017**
0931233K	JEAN-BAPTISTE-CLEMENT	GAGNY	LYC PROF	87 986	**85 346**
0931272C	GUSTAVE-EIFFEL	GAGNY	LYC GT	242 114	**234 851**
0930128J	DENIS-PAPIN	LA COURNEUVE	LYC PROF	117 311	**113 792**
0931430Z	JACQUES-BREL	LA COURNEUVE	LYC GT	171 305	**166 166**
0931738J	ARTHUR-RIMBAUD	LA COURNEUVE	LYC PROF	117 500	**113 975**
0930831Y	ARISTIDE-BRIAND	LE BLANC-MESNIL	LYC PROF	142 347	**138 077**
0932034F	WOLFGANG-AMADEUS-MOZART	LE BLANC-MESNIL	LYC GT	150 425	**145 912**
0932118X	JEAN-MOULIN	LE BLANC-MESNIL	LYC POLYV	147 615	**143 187**
0932577W	GERMAINE-TILLION	LE BOURGET	LYC GT	113 521	**110 115**
0930830X	ALBERT-SCHWEITZER	LE RAINCY	LYC GT	210 407	**204 095**
0932222K	RENE-CASSIN	LE RAINCY	LYC POLYV	129 907	**126 010**
0932073Y	PAUL-ROBERT	LES LILAS	LYC POLYV	102 503	**99 428**
0930136T	CLAUDE-NICOLAS-LEDOUX	LES PAVILLONS-SOUS-BOIS	LYC PROF	170 449	**165 336**
0931585T	ANDRE-BOULLOCHE	LIVRY-GARGAN	LYC GT	167 482	**162 458**
0932120Z	HENRI-SELLIER	LIVRY-GARGAN	LYC POLYV	188 312	**182 663**
0930122C	CONDORCET	MONTREUIL	LYC GT	131 033	**127 102**
0930130L	CONDORCET (PROFESSIONNEL)	MONTREUIL	LYC PROF	72 979	**70 790**
0931779D	HORTICULTURE-ET-DU-PAYSAGE	MONTREUIL	LYC POLYV	149 108	**144 635**
0932116V	EUGENIE-COTTON	MONTREUIL	LYC POLYV	131 319	**127 379**
0932291K	NICOLAS-JOSEPH-CUGNOT	NEUILLY-SUR-MARNE	LYC POLYV	153 602	**148 994**
0931565W	FLORA-TRISTAN	NOISY-LE-GRAND	LYC GT	107 268	**104 050**
0932047V	EVARISTE-GALOIS	NOISY-LE-GRAND	LYC POLYV	161 997	**157 137**
0932638M	INTERNATIONAL DE L'EST PARISIE	NOISY-LE-GRAND	LYC POLYV	135 913	**131 836**
0930133P	THEODORE-MONOD	NOISY-LE-SEC	LYC PROF	205 226	**199 069**
0930124E	MARCELIN-BERTHELOT	PANTIN	LYC GT	145 357	**140 996**
0930135S	SIMONE-WEIL	PANTIN	LYC PROF	107 617	**104 388**
0932117W	LUCIE-AUBRAC	PANTIN	LYC POLYV	162 821	**157 936**
0932267J	LIBERTE	ROMAINVILLE	LYC POLYV	139 320	**135 140**
0931739K	JEAN-MOULIN	ROSNY-SOUS-BOIS	LYC PROF	127 174	**123 359**
0932031C	CHARLES-DE-GAULLE	ROSNY-SOUS-BOIS	LYC GT	139 997	**135 797**
0930125F	PAUL-ELUARD	SAINT-DENIS	LYC GT	404 679	**392 539**
0930138V	FREDERIC-BARTHOLDI	SAINT-DENIS	LYC PROF	188 670	**183 010**
0932121A	SUGER	SAINT-DENIS	LYC POLYV	234 091	**227 068**
0932129J	ENNA (L')	SAINT-DENIS	LYC POLYV	277 600	**269 272**
0932667U	PLAINE-COMMUNE	SAINT-DENIS	LYC POLYV	179 840	**174 445**
0930126G	AUGUSTE-BLANQUI	SAINT-OUEN	LYC POLYV	147 652	**143 222**
0932074Z	MARCEL-CACHIN	SAINT-OUEN	LYC POLYV	161 762	**156 909**
0932048W	BLAISE-CENDRARS	SEVRAN	LYC POLYV	202 098	**196 035**
0932030B	MAURICE-UTRILLO	STAINS	LYC POLYV	198 727	**192 765**
0931193S	HELENE-BOUCHER	TREMBLAY-EN-FRANCE	LYC PROF	120 659	**117 039**
0932046U	LEONARD-DE-VINCI	TREMBLAY-EN-FRANCE	LYC POLYV	164 653	**159 713**
0930127H	GEORGES-CLEMENCEAU	VILLEMOMBLE	LYC GT	136 298	**132 209**
0932221J	BLAISE-PASCAL	VILLEMOMBLE	LYC POLYV	80 798	**78 374**
0931584S	JEAN-ROSTAND	VILLEPINTE	LYC POLYV	260 896	**253 069**
0932260B	GEORGES-BRASSENS	VILLEPINTE	LYC POLYV	119 675	**116 085**
0940126B	MAXIMILIEN-PERRET	ALFORTVILLE	LYC POLYV	269 761	**261 668**
0940171A	STENDHAL	BONNEUIL-SUR-MARNE	EREA	161 003	**156 173**
0940580V	LYCEE POLYVALENT DE CACHAN	CACHAN	LYC POLYV	985 410	**955 848**
0940112L	LOUISE-MICHEL	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	LYC POLYV	184 280	**178 752**
0940113M	LANGEVIN-WALLON	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	LYC POLYV	242 291	**235 022**
0940132H	GABRIEL-PERI	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	LYC PROF	121 027	**117 396**
0941951K	MARX-DORMOY	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	LYC POLYV	183 644	**178 135**
0941974K	ROBERT-SCHUMAN	CHARENTON-LE-PONT	LYC POLYV	80 073	**77 671**
0941470M	SAMUEL-DE-CHAMPLAIN	CHENNEVIERES-SUR-MARNE	LYC GT	216 306	**209 817**
0941604H	SAMUEL-DE-CHAMPLAIN (PROFES	CHENNEVIERES-SUR-MARNE	LYC PROF	142 522	**138 246**
0942269F	PAULINE-ROLAND	CHEVILLY-LARUE	LYC POLYV	128 983	**125 114**
0940141T	JACQUES-BREL	CHOISY-LE-ROI	LYC POLYV	132 024	**128 063**
0941232D	JEAN-MACE	CHOISY-LE-ROI	LYC PROF	108 452	**105 198**
0940114N	SAINT-EXUPERY	CRETEIL	LYC POLYV	279 658	**271 268**
0941018W	EDOUARD-BRANLY	CRETEIL	LYC POLYV	282 085	**273 622**
0941413A	LEON-BLUM	CRETEIL	LYC POLYV	154 648	**150 009**
0941930M	GUTENBERG	CRETEIL	LYC POLYV	193 024	**187 233**
0941298A	MICHELET	FONTENAY-SOUS-BOIS	LYC PROF	154 483	**149 849**
0941347D	PABLO-PICASSO	FONTENAY-SOUS-BOIS	LYC GT	134 390	**130 358**
0941301D	FREDERIC-MISTRAL	FRESNES	LYC POLYV	171 093	**165 960**
0940134K	VAL-DE-BIEVRE	GENTILLY	LYC PROF	77 841	**75 506**
0940115P	ROMAIN-ROLLAND	IVRY-SUR-SEINE	LYC GT	172 853	**167 667**
0941972H	FERNAND-LEGER	IVRY-SUR-SEINE	LYC POLYV	124 812	**121 068**
0941474S	DARIUS-MILHAUD	LE KREMLIN-BICETRE	LYC POLYV	269 640	**261 551**
0941975L	PIERRE-BROSSOLETTE	LE KREMLIN-BICETRE	LYC POLYV	82 369	**79 898**
0940119U	PAUL-DOUMER	LE PERREUX-SUR-MARNE	LYC POLYV	130 379	**126 468**
0940742W	GUILLAUME-BUDE	LIMEIL-BREVANNES	LYC POLYV	218 536	**211 980**
0940116R	EUGENE-DELACROIX	MAISONS-ALFORT	LYC GT	142 927	**138 639**
0941355M	PAUL-BERT	MAISONS-ALFORT	LYC POLYV	114 577	**111 140**
0940118T	LOUIS-ARMAND	NOGENT-SUR-MARNE	LYC POLYV	205 103	**198 950**
0940137N	LA-SOURCE	NOGENT-SUR-MARNE	LYC PROF	163 038	**158 147**
0940319L	FRANCOIS-CAVANNA	NOGENT-SUR-MARNE	EREA	130 272	**126 364**
0940138P	ARMAND-GUILLAUMIN	ORLY	LYC PROF	118 536	**114 980**
0940120V	MARCELIN-BERTHELOT	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	LYC GT	379 345	**367 965**
0940121W	ARSONVAL (D')	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	LYC GT	170 950	**165 821**

UAI	Nom établissement	Commune	type	DGFL 2019 brute arrondie	DGFL 2019 notifiée
0940122X	CONDORCET	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	LYC POLYV	107 090	**103 877**
0940140S	GOURDOU-LESEURRE	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	LYC PROF	82 584	**80 106**
0940585A	FRANCOIS-MANSART	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	LYC POLYV	166 117	**161 133**
0941918Z	CHRISTOPHE-COLOMB	SUCY-EN-BRIE	LYC POLYV	176 056	**170 774**
0942130E	PARC-MONTALEAU	SUCY-EN-BRIE	LYC POLYV	139 593	**135 405**
0940123Y	GUILLAUME-APOLLINAIRE	THIAIS	LYC GT	262 595	**254 717**
0941952L	FRANCOIS-ARAGO	VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	LYC POLYV	201 245	**195 208**
0940143V	JEAN-MOULIN	VINCENNES	LYC PROF	127 667	**123 837**
0940129E	JEAN-MACE	VITRY-SUR-SEINE	LYC POLYV	369 377	**358 296**
0940145X	CAMILLE-CLAUDEL	VITRY-SUR-SEINE	LYC PROF	103 793	**100 679**
0941294W	ADOLPHE-CHERIOUX	VITRY-SUR-SEINE cedex	LYC POLYV	693 358	**672 557**
0950640E	JULIE-VICTOIRE-DAUBIE	ARGENTEUIL	LYC GT	113 793	**110 379**
0950641F	JEAN-JAURES	ARGENTEUIL	LYC POLYV	374 680	**363 440**
0950666H	GEORGES-BRAQUE	ARGENTEUIL	LYC POLYV	232 208	**225 242**
0951811C	FERNAND-ET-NADIA-LEGER	ARGENTEUIL	LYC POLYV	190 138	**184 434**
0950709E	VIRGINIA-HENDERSON	ARNOUVILLE	LYC PROF	115 845	**112 370**
0950164M	FRANCOISE-DOLTO	BEAUMONT-SUR-OISE	EREA	140 959	**136 730**
0951748J	EVARISTE-GALOIS	BEAUMONT-SUR-OISE	LYC POLYV	172 790	**167 606**
0952173W	EUGENE-RONCERAY	BEZONS	LYC POLYV	191 422	**185 679**
0951399E	ALFRED-KASTLER	CERGY	LYC GT	117 262	**113 744**
0951637N	GALILEE	CERGY	LYC GT	167 175	**162 160**
0951756T	JULES-VERNE	CERGY	LYC POLYV	185 107	**179 554**
0951282C	VEXIN (DU)	CHARS	LYC PROF	105 980	**102 801**
0950656X	LE-CORBUSIER	CORMEILLES-EN-PARISIS	LYC PROF	177 537	**172 211**
0951922Y	CAMILLE-SAINT-SAENS	DEUIL-LA-BARRE	LYC GT	131 607	**127 659**
0951788C	GEORGE-SAND	DOMONT	LYC POLYV	170 137	**165 033**
0951974E	LOUIS-ARMAND	EAUBONNE	LYC POLYV	138 994	**134 824**
0952196W	GUSTAVE-MONOD	ENGHIEN-LES-BAINS	LYC POLYV	340 842	**330 617**
0951618T	AUGUSTE-ESCOFFIER	ERAGNY	LYC PROF	187 005	**181 395**
0950645K	VAN-GOGH	ERMONT	LYC GT	153 044	**148 453**
0950657Y	FERDINAND-BUISSON	ERMONT	LYC PROF	145 353	**140 992**
0951673C	GUSTAVE-EIFFEL	ERMONT	LYC POLYV	95 170	**92 315**
0951727L	CHARLES-BAUDELAIRE	FOSSES	LYC POLYV	186 132	**180 548**
0951722F	JEAN-MONNET	FRANCONVILLE	LYC POLYV	197 003	**191 093**
0951766D	SIMONE-DE-BEAUVOIR	GARGES-LES-GONESSE	LYC GT	188 628	**182 969**
0951787B	ARTHUR-RIMBAUD	GARGES-LES-GONESSE	LYC POLYV	160 837	**156 012**
0950646L	RENE-CASSIN	GONESSE	LYC GT	250 922	**243 394**
0950667J	ROMAIN-ROLLAND	GOUSSAINVILLE	LYC POLYV	351 286	**340 747**
0951723G	MONTESQUIEU	HERBLAY	LYC GT	125 196	**121 440**
0951824S	HAUTIL (DE L')	JOUY-LE-MOUTIER	LYC POLYV	115 479	**112 015**
0951147F	FRAGONARD	L'ISLE-ADAM	LYC GT	124 063	**120 341**
0950647M	GERARD-DE-NERVAL	LUZARCHES	LYC GT	98 807	**95 843**
0950648N	JEAN-JACQUES ROUSSEAU	MONTMORENCY	LYC GT	135 652	**131 582**
0951281B	TURGOT	MONTMORENCY	LYC PROF	71 915	**69 758**
0950949R	JEAN-MERMOZ	MONTSOULT	LYC PROF	118 549	**114 993**
0951937P	PAUL-EMILE-VICTOR	OSNY	LYC POLYV	77 945	**75 607**
0950649P	CAMILLE-PISSARRO	PONTOISE	LYC POLYV	249 481	**241 997**
0950658Z	CHATEAU-D'EPLUCHES	SAINT-OUEN-L'AUMONE	LYC PROF	171 559	**166 412**
0951104J	JEAN-PERRIN	SAINT-OUEN-L'AUMONE	LYC POLYV	245 226	**237 869**
0951728M	EDMOND-ROSTAND	SAINT-OUEN-L'AUMONE	LYC POLYV	149 100	**144 627**
0951753P	LEONARD-DE-VINCI	SAINT-WITZ	LYC GT	94 295	**91 466**
0950983C	TOUR-DU-MAIL (LA)	SANNOIS	EREA	101 277	**98 239**
0950650R	JEAN-JACQUES-ROUSSEAU	SARCELLES	LYC POLYV	356 918	**346 210**
0950947N	TOURELLE (DE LA)	SARCELLES	LYC POLYV	288 318	**279 668**
0950651S	JACQUES-PREVERT	TAVERNY	LYC GT	137 612	**133 484**
0951763A	LOUIS-JOUVET	TAVERNY	LYC POLYV	222 670	**215 990**
0951710T	CAMILLE-CLAUDEL	VAUREAL	LYC POLYV	176 859	**171 553**
0951090U	PIERRE-MENDES-FRANCE	VILLIERS-LE-BEL	LYC PROF	141 139	**136 905**
	SOUS-TOTAL EPLE EREA ERPD LYA			**72 108 506**	**69 945 245**
0750648X	VICTOR-HUGO	PARIS 03EME	LYC GENE	60 172	**58 367**
0750652B	CHARLEMAGNE	PARIS 04EME	LYC GENE	113 464	**110 060**
0750654D	HENRI IV	PARIS 05EME	LYC GENE	279 068	**270 696**
0750656F	LAVOISIER	PARIS 05EME	LYC GENE	103 761	**100 648**
0750657G	MONTAIGNE	PARIS 06EME	LYC GENE	135 215	**131 159**
0750662M	VICTOR-DURUY	PARIS 07EME	LYC GENE	138 842	**134 677**
0750663N	CHAPTAL	PARIS 08EME	LYC GT	274 533	**266 297**
0750668U	JACQUES-DECOUR	PARIS 09EME	LYC GENE	157 634	**152 905**
0750669V	JULES-FERRY	PARIS 09EME	LYC GENE	89 536	**86 850**
0750670W	LAMARTINE	PARIS 09EME	LYC GENE	67 644	**65 615**
0750675B	VOLTAIRE	PARIS 11EME	LYC GT	212 667	**206 287**
0750679F	PAUL-VALERY	PARIS 12EME	LYC GENE	148 737	**144 275**
0750682J	RODIN	PARIS 13EME	LYC GENE	98 757	**95 794**
0750683K	CLAUDE-MONET	PARIS 13EME	LYC GENE	148 891	**144 424**
0750684L	GABRIEL-FAURE	PARIS 13EME	LYC GENE	93 361	**90 560**
0750689S	PAUL-BERT	PARIS 14EME	LYC GENE	61 473	**59 629**
0750690T	FRANCOIS-VILLON	PARIS 14EME	LYC GT	104 003	**100 883**
0750693W	BUFFON	PARIS 15EME	LYC GENE	173 562	**168 355**
0750694X	CAMILLE-SEE	PARIS 15EME	LYC GENE	98 669	**95 709**
0750698B	CLAUDE-BERNARD	PARIS 16EME	LYC GT	167 773	**162 740**
0750699C	JANSON-DE-SAILLY	PARIS 16EME	LYC GENE	302 083	**293 021**
0750700D	JEAN-BAPTISTE-SAY	PARIS 16EME	LYC GT	191 610	**185 862**
0750702F	LA-FONTAINE	PARIS 16EME	LYC GENE	103 210	**100 114**
0750703G	MOLIERE	PARIS 16EME	LYC GENE	137 592	**133 464**
0750704H	CARNOT	PARIS 17EME	LYC GENE	123 532	**119 826**
0750705J	BALZAC	PARIS 17EME	LYC GT	140 702	**136 481**
0750711R	HENRI-BERGSON	PARIS 19EME	LYC GT	288 160	**279 515**
0750714U	HELENE-BOUCHER	PARIS 20EME	LYC GENE	161 618	**156 769**
0750715V	MAURICE-RAVEL	PARIS 20EME	LYC GT	208 532	**202 276**
0770926N	FRANCOIS-COUPERIN	FONTAINEBLEAU	LYC GT	201 409	**195 367**
0782546U	LE-CORBUSIER	POISSY	LYC GT	182 891	**177 404**
0782562L	HOCHE	VERSAILLES	LYC GENE	303 512	**294 407**
0920798T	RABELAIS	MEUDON	LYC GT	94 714	**91 873**
0920142E	PASTEUR	NEUILLY-SUR-SEINE	LYC GENE	129 126	**125 252**

UAI	Nom établissement	Commune	type	DGFL 2019 brute arrondie	DGFL 2019 notifiée
0920145H	LAKANAL	SCEAUX	LYC GT	409 104	**396 831**
0920146J	MARIE-CURIE	SCEAUX	LYC GENE	134 793	**130 749**
0920149M	MICHELET	VANVES	LYC GT	228 129	**221 285**
0930116W	HENRI-WALLON	AUBERVILLIERS	LYC GT	167 884	**162 847**
0932122B	ALEMBERT (D')	AUBERVILLIERS	LYC POLYV	127 402	**123 580**
0930118Y	JEAN-RENOIR	BONDY	LYC GT	219 586	**212 998**
0930121B	JEAN-JAURES	MONTREUIL	LYC GT	272 878	**264 692**
0930123D	OLYMPE-DE-GOUGES	NOISY-LE-SEC	LYC GT	200 208	**194 202**
0940117S	EDOUARD-BRANLY	NOGENT-SUR-MARNE	LYC GENE	98 977	**96 008**
0940743X	GEORGES-BRASSENS	VILLENEUVE-LE-ROI	LYC POLYV	159 454	**154 670**
0940124Z	HECTOR-BERLIOZ	VINCENNES	LYC GT	161 581	**156 734**
	SOUS-TOTAL CMR			**7 476 449**	**7 252 157**
0783548H	LYCEE FRANCO-ALLEMAND	BUC	LYC GENE	40 711	**39 490**
0783549J	INTERNATIONAL	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	LYC GENE	83 203	**80 707**
	SOUS-TOTAL CMD			**123 914**	**120 197**
	TOTAL GENERAL			**79 708 869**	**77 317 599**

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION: TABLEAU MONTANT CTO-CEO PAR EPLE

ANNEXE A LA DELIBERATION –DOTATION DE FONCTIONNEMENT SPECIFIQUE CEO - CTO 2019
PAR CATEGORIE (EPLE – CMR) (en euros)

UAI	Nom établissement	Commune	type	Dotations de fonctionnement spécifique CEO-CTO 2019 initiaux (délibération N°2018-300)	AJUSTEMENTS	Dotations de fonctionnement spécifique CEO-CTO 2019 notifée (délibération N°2019-011)
0750647W	TURGOT	PARIS 03EME	LYC GT	28 915	4 065	**32 980,00**
0750651A	SIMONE-WEIL	PARIS 03EME	LYC GT	7 565	2 715	**10 280,00**
0750770E	ABBE-GREGOIRE (L')	PARIS 03EME	LYC PROF	11 850	-	**11 850,00**
0752701D	FRANCOIS-TRUFFAUT	PARIS 03EME	LYC POLYV	2 715	-2 715	**0,00**
0750653C	SOPHIE-GERMAIN	PARIS 04EME	LYC GT	20 082	-	**20 082,00**
0750655E	LOUIS-LE-GRAND	PARIS 05EME	LYC GENE	109 785	-	**109 785,00**
0750658H	SAINT-LOUIS	PARIS 06EME	LYC GENE	110 998	-	**110 998,00**
0750660K	FENELON	PARIS 06EME	LYC GENE	47 269	-	**47 269,00**
0752961L	GUSTAVE-EIFFEL	PARIS 07EME	LYC PROF	25 012	-19 592	**5 420,00**
0750664P	RACINE	PARIS 08EME	LYC GT	23 851	-	**23 851,00**
0750667T	CONDORCET	PARIS 09EME	LYC GENE	21 930	-	**21 930,00**
0750671X	EDGAR-QUINET	PARIS 09EME	LYC POLYV	17 999	-	**17 999,00**
0750673Z	COLBERT	PARIS 10EME	LYC GENE	13 246	-	**13 246,00**
0750674A	JULES-SIEGFRIED	PARIS 10EME	LYC TECHNO	13 700	-	**13 700,00**
0750775K	GUSTAVE-FERRIE	PARIS 10EME	LYC PROF	22 106	-	**22 106,00**
0750776L	MARIE-LAURENCIN	PARIS 10EME	LYC PROF	10 685	-	**10 685,00**
0750558Z	PAUL-POIRET	PARIS 11EME	LYC POLYV	18 512	-	**18 512,00**
0750676C	DORIAN	PARIS 11EME	LYC POLYV	61 397	-	**61 397,00**
0750778N	TURQUETIL	PARIS 11EME	LYC PROF	25 571	-	**25 571,00**
0750788Z	MARCEL-DEPREZ	PARIS 11EME	LYC PROF	36 574	-	**36 574,00**
0750677D	ELISA-LEMONNIER	PARIS 12EME	LYC POLYV	33 475	-	**33 475,00**
0750680G	ARAGO	PARIS 12EME	LYC GT	14 985	-	**14 985,00**
0750783U	CHENNEVIERE-MALEZIEUX	PARIS 12EME	LYC PROF	37 480	-	**37 480,00**
0750784V	METIERS-DE-L'AMEUBLEMENT	PARIS 12EME	LYC PROF	5 700	-	**5 700,00**
0750685M	PIERRE-GILLES-DE-GENNES-ENC	PARIS 13EME	LYC GT	14 368	174 736	**189 104,00**
0750785W	GALILEE	PARIS 13EME	LYC PROF	12 766	-	**12 766,00**
0750786X	LAZARE-PONTICELLI	PARIS 13EME	LYC POLYV	-	25 585	**25 585,00**
0750787Y	ARTS-GRAPHIQUES	PARIS 13EME	LYC PROF	24 450	-	**24 450,00**
0751710B	NICOLAS-LOUIS-VAUQUELIN	PARIS 13EME	LYC PROF	189 104	-174 736	**14 368,00**
0753268V	JEAN-LURCAT	PARIS 13EME	LYC POLYV	51 255	-	**51 255,00**
0750691U	RASPAIL	PARIS 14EME	LYC POLYV	116 330	-	**116 330,00**
0750692V	EMILE-DUBOIS	PARIS 14EME	LYC GT	17 190	-	**17 190,00**
0752799K	CROCE-SPINELLI	PARIS 14EME	EREA	8 613	-	**8 613,00**
0752846L	ERIK-SATIE	PARIS 14EME	LYC PROF	20 686	-	**20 686,00**
0754476H	GUILLAUME-TIREL	PARIS 14EME	LYC POLYV	150 563	-	**150 563,00**
0750612H	ENSAAMA	PARIS 15EME	LYC TECHNO	24 620	-	**24 620,00**
0750695Y	FRESNEL	PARIS 15EME	LYC POLYV	60 740	-	**60 740,00**
0750696Z	ROGER-VERLOMME	PARIS 15EME	LYC GT	11 541	-	**11 541,00**
0750697A	BATIMENT (DU)	PARIS 15EME	LYC TECHNO	10 150	-	**10 150,00**
0750793E	BEAUGRENELLE	PARIS 15EME	LYC PROF	16 735	-	**16 735,00**
0750794F	BRASSAI	PARIS 15EME	LYC PROF	4 630	-	**4 630,00**
0751708Z	LOUIS-ARMAND	PARIS 15EME	LYC POLYV	19 950	-	**19 950,00**
0753256G	ALEXANDRE-DUMAS	PARIS 15EME	EREA	14 930	-	**14 930,00**
0754475G	LEONARD-DE-VINCI	PARIS 15EME	LYC POLYV	118 513	-	**118 513,00**
0750796H	OCTAVE-FEUILLET	PARIS 16EME	LYC PROF	15 789	-	**15 789,00**
0750707L	ECOLE-NATIONALE-DE-COMMERC	PARIS 17EME	LYC TECHNO	49 751	-	**49 751,00**
0750708M	JEAN-DROUANT	PARIS 17EME	LYC POLYV	76 079	-	**76 079,00**
0750688R	RABELAIS	PARIS 18EME	LYC GT	16 350	-	**16 350,00**
0750710P	AUGUSTE-RENOIR	PARIS 18EME	LYC TECHNO	28 386	-	**28 386,00**
0750800M	EDMOND-ROSTAND	PARIS 18EME	LYC PROF	13 687	-	**13 687,00**
0752608C	METIERS DE L'HOTELLERIE BELLI	PARIS 18EME	LYC PROF	67 470	-	**67 470,00**
0750650Z	ALEMBERT (D')	PARIS 19EME	LYC POLYV	42 828	-	**42 828,00**
0750712S	DIDEROT	PARIS 19EME	LYC POLYV	83 257	-	**83 257,00**
0750713T	JACQUARD	PARIS 19EME	LYC GT	15 719	-15 719	**0,00**
0750802P	HECTOR-GUIMARD	PARIS 19EME	LYC PROF	39 561	-	**39 561,00**
0752700C	ARMAND-CARREL	PARIS 19EME	LYC PROF	6 570	-	**6 570,00**
0754684J	GEORGES-BRASSENS	PARIS 19EME	LYC GENE	8 720	-	**8 720,00**
0750828T	EDITH-PIAF	PARIS 20EME	EREA	27 676	-6 473	**21 203,00**
0750808W	ETIENNE-DOLET	PARIS 20EME	LYC PROF	14 972	-	**14 972,00**
0754530S	MARTIN-NADAUD	PARIS 20EME	LYC POLYV	29 986	-	**29 986,00**
0770918E	LYCEE POLYVALENT URUGUAY-F	AVON	LYC POLYV	75 980	-	**75 980,00**
0771436T	BOUGAINVILLE	BRIE-COMTE-ROBERT	LEGTPA	51 305	-	**51 305,00**
0772230F	BLAISE-PASCAL	BRIE-COMTE-ROBERT	LYC POLYV	24 847	-	**24 847,00**
0772292Y	MARTIN-LUTHER-KING	BUSSY-SAINT-GEORGES	LYC GT	19 566	-	**19 566,00**
0771357G	BRETONNIERE (LA)	CHAILLY-EN-BRIE	LEGTPA	36 805	-	**36 805,00**
0770342D	LEOPOLD-BELLAN	CHAMIGNY	EREA	12 778	-	**12 778,00**
0770920G	LAFAYETTE	CHAMPAGNE-SUR-SEINE	LYC POLYV	42 651	-	**42 651,00**
0772223Y	RENE-DESCARTES	CHAMPS-SUR-MARNE	LYC POLYV	19 106	-	**19 106,00**
0770922J	GASTON-BACHELARD	CHELLES	LYC GT	27 966	-	**27 966,00**
0771171E	LOUIS-LUMIERE	CHELLES	LYC PROF	17 812	-	**17 812,00**
0772276F	JEHAN-DE-CHELLES	CHELLES	LYC POLYV	28 599	-	**28 599,00**
0771995A	CHAMP-DE-CLAYE (LE)	CLAYE-SOUILLY	LYC PROF	26 057	-	**26 057,00**
0771997C	JACQUES-PREVERT	COMBS-LA-VILLE	LYC PROF	29 800	-	**29 800,00**
0772127U	GALILEE	COMBS-LA-VILLE	LYC GT	13 190	-	**13 190,00**
0771658J	GUE-A-TRESMES (DU)	CONGIS-SUR-THEROUANNE	LYC POLYV	69 866	-	**69 866,00**
0770924L	LYCEE POLYVALENT DE COULOM	COULOMMIERS	LYC POLYV	60 043	-	**60 043,00**
0771027Y	FREDERIC-JOLIOT-CURIE	DAMMARIE-LES-LYS	LYC POLYV	27 625	-	**27 625,00**
0772751X	CHARLOTTE-DELBO	DAMMARTIN-EN-GOELE	LYC POLYV	27 601	-	**27 601,00**
0770927P	INTERNATIONAL FRANCOIS-1ER	FONTAINEBLEAU	LYC GENE	44 534	-	**44 534,00**
0772685A	SAMUEL-BECKETT	LA FERTE-SOUS-JOUARRE	LYC GT	15 880	-	**15 880,00**
0770943G	BENJAMIN-FRANKLIN	LA ROCHETTE	LYC PROF	38 341	-	**38 341,00**
0771512A	VAN-DONGEN	LAGNY-SUR-MARNE	LYC GT	37 126	-	**37 126,00**

UAI	Nom établissement	Commune	type	Dotations de fonctionnement spécifique CEO-CTO 2019 initiaux (délibération N°2018-300)	AJUSTEMENTS	Dotations de fonctionnement spécifique CEO-CTO 2019 notifée (délibération N°2019-011)
0771663P	GEORGE-SAND	LE MEE-SUR-SEINE	LYC GT	20 924	-	**20 924,00**
0772294A	EMILY-BRONTE	LOGNES	LYC GT	23 289	-	**23 289,00**
0772228D	CHARLES-DE-GAULLE	LONGPERRIER	LYC POLYV	21 006	-	**21 006,00**
0770930T	HENRI-MOISSAN	MEAUX	LYC GT	32 128	-	**32 128,00**
0770931U	PIERRE-DE-COUBERTIN	MEAUX	LYC GT	-	-	**0,00**
0770932V	PIERRE-DE-COUBERTIN (PROFES	MEAUX	LYC PROF	45 614	-	**45 614,00**
0771880A	CHARLES-BAUDELAIRE	MEAUX	LYC PROF	18 836	-	**18 836,00**
0772229E	JEAN-VILAR	MEAUX	LYC GT	24 699	-	**24 699,00**
0770933W	JACQUES-AMYOT	MELUN	LYC GT	30 131	-	**30 131,00**
0770934X	LEONARD-DE-VINCI	MELUN	LYC POLYV	27 930	-	**27 930,00**
0771996B	HONORE-DE-BALZAC	MITRY-MORY	LYC POLYV	33 120	-	**33 120,00**
0772296C	MARE-CARREE (DE LA)	MOISSY-CRAMAYEL	LYC POLYV	28 760	-	**28 760,00**
0770938B	ANDRE-MALRAUX	MONTEREAU-FAULT-YONNE	LYC POLYV	64 743	-	**64 743,00**
0772312V	FLORA-TRISTAN	MONTEREAU-FAULT-YONNE	LYC POLYV	12 297	-	**12 297,00**
0770687D	SAINT-MAMMÈS	SAINT-MAMMES	E.R.P.D.PU	35 439	-	**35 439,00**
0772277G	HENRI-BECQUEREL	NANGIS	LYC POLYV	13 482	-	**13 482,00**
0770940D	ETIENNE-BEZOUT	NEMOURS	LYC POLYV	19 197	-	**19 197,00**
0771940R	GERARD-DE-NERVAL	NOISIEL	LYC POLYV	18 948	-	**18 948,00**
0771941S	RENE-CASSIN	NOISIEL	LYC POLYV	16 110	-	**16 110,00**
0772225A	LINO-VENTURA	OZOIR-LA-FERRIERE	LYC PROF	13 792	-	**13 792,00**
0772243V	CAMILLE-CLAUDEL	PONTAULT-COMBAULT	LYC GT	17 792	-	**17 792,00**
0770942F	THIBAUT-DE-CHAMPAGNE	PROVINS	LYC POLYV	31 560	-	**31 560,00**
0771336J	PANNEVELLES (LES)	PROVINS	LYC POLYV	74 313	-	**74 313,00**
0771763Y	CHARLES-LE-CHAUVE	ROISSY-EN-BRIE	LYC GT	32 850	-	**32 850,00**
0772295B	TOUR-DES-DAMES (DE LA)	ROZAY-EN-BRIE	LYC POLYV	15 704	-	**15 704,00**
0772188K	PIERRE-MENDES-FRANCE	SAVIGNY-LE-TEMPLE	LYC GT	20 949	-	**20 949,00**
0772244W	ANTONIN-CAREME	SAVIGNY-LE-TEMPLE	LYC PROF	47 752	-	**47 752,00**
0772688D	EMILIE-DU-CHATELET	SERRIS	LYC POLYV	45 663	-	**45 663,00**
0770944H	AUGUSTE-PERDONNET	THORIGNY-SUR-MARNE	LYC PROF	37 659	-	**37 659,00**
0772120L	JEAN-MOULIN	TORCY	LYC GT	14 871	-	**14 871,00**
0772342C	CLEMENT-ADER	TOURNAN-EN-BRIE	LYC POLYV	44 667	-	**44 667,00**
0770945J	GUSTAVE-EIFFEL	VARENNES-SUR-SEINE	LYC PROF	24 130	-	**24 130,00**
0772310T	SIMONE-SIGNORET	VAUX-LE-PENIL	LYC POLYV	20 720	-	**20 720,00**
0772332S	SONIA-DELAUNAY	CESSON - VERT ST DENIS	LYC POLYV	33 080	-	**33 080,00**
0781950W	LOUISE-WEISS	ACHERES	LYC POLYV	13 037	-	**13 037,00**
0781859X	VINCENT-VAN-GOGH	AUBERGENVILLE	LYC POLYV	29 900	1 821	**31 721,00**
0781860Y	PIERRES-VIVES (LES)	CARRIERES-SUR-SEINE	LYC POLYV	14 150	-	**14 150,00**
0780486E	BATELLERIE (LA)	CONFLANS-SAINTE-HONORINE	E.R.P.D.PU	49 316	-	**49 316,00**
0781845G	JULES-FERRY	CONFLANS-SAINTE-HONORINE	LYC GT	13 866	-	**13 866,00**
0783447Y	SIMONE-WEIL	CONFLANS-SAINTE-HONORINE	LYC POLYV	68 464	-	**68 464,00**
0781578S	HOTELLERIE-ET-TOURISME	GUYANCOURT	LYC POLYV	118 274	-	**118 274,00**
0781949V	VILLAROY (DE)	GUYANCOURT	LYC GT	21 365	-	**21 365,00**
0783213U	HÉRIOT	LA BOISSIERE-ECOLE	E.R.P.D.PU	40 722	-	**40 722,00**
0782822U	CORNEILLE	LA CELLE-SAINT-CLOUD	LYC POLYV	71 906	-	**71 906,00**
0783214V	LUCIEN-RENE-DUCHESNE	LA CELLE-SAINT-CLOUD	LYC PROF	20 257	-	**20 257,00**
0781839A	JEAN-MONNET	LA QUEUE-LES-YVELINES	LYC POLYV	25 522	-	**25 522,00**
0783259U	ERPD	LA VERRIERE	E.R.P.D.PU	19 285	-	**19 285,00**
0782602E	JEAN-MOULIN	LE CHESNAY	LYC PROF	28 314	-	**28 314,00**
0782568T	ALAIN	LE VESINET	LYC GT	31 930	-	**31 930,00**
0780422K	FRANCOIS-VILLON	LES MUREAUX	LYC GT	19 094	-	**19 094,00**
0781984H	VAUCANSON	LES MUREAUX	LYC POLYV	25 271	-	**25 271,00**
0781884Z	CONDORCET	LIMAY	LYC POLYV	17 786	-	**17 786,00**
0781951X	LEOPOLD-SEDAR-SENGHOR	MAGNANVILLE	LYC POLYV	34 520	-	**34 520,00**
0782539L	SAINT-EXUPERY	MANTES-LA-JOLIE	LYC GT	36 818	-	**36 818,00**
0782540M	JEAN-ROSTAND	MANTES-LA-JOLIE	LYC POLYV	28 327	-	**28 327,00**
0783533S	CAMILLE-CLAUDEL	MANTES-LA-VILLE	LYC POLYV	37 994	-	**37 994,00**
0781861Z	LOUIS-DE-BROGLIE	MARLY-LE-ROI	LYC GT	11 190	-	**11 190,00**
0780515L	SEPT-MARES (LES)	MAUREPAS	LYC GT	32 593	-	**32 593,00**
0781883Y	DUMONT-D'URVILLE	MAUREPAS	LYC POLYV	10 306	-	**10 306,00**
0781512V	DESCARTES	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	LYC GT	8 409	-	**8 409,00**
0781819D	EMILIE-DE-BRETEUIL	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	LYC POLYV	23 875	-	**23 875,00**
0780582J	JEAN-VILAR	PLAISIR	LYC GT	13 616	-	**13 616,00**
0781898P	CHARLES-DE-GAULLE	POISSY	LYC GT	12 113	-	**12 113,00**
0781983G	ADRIENNE-BOLLAND	POISSY	LYC POLYV	23 139	-	**23 139,00**
0781948U	LAVOISIER	PORCHEVILLE	LYC POLYV	46 108	-	**46 108,00**
0782549X	LOUIS-BASCAN	RAMBOUILLET	LYC POLYV	59 406	-	**59 406,00**
0782593V	JEAN-PERRIN	SAINT-CYR-L'ECOLE	LYC PROF	21 526	-	**21 526,00**
0783140P	JULES-HARDOUIN-MANSART	SAINT-CYR-L'ECOLE	LYC GT	21 991	-	**21 991,00**
0780004F	AGRICOLE	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	LEGTPA	44 335	9 500	**53 835,00**
0782132U	JEANNE-D'ALBRET	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	LYC GT	68 321	-	**68 321,00**
0782556E	LEONARD-DE-VINCI	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	LYC POLYV	19 415	-	**19 415,00**
0782557F	JEAN-BAPTISTE-POQUELIN	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	LYC POLYV	19 814	-	**19 814,00**
0782924E	EVARISTE-GALOIS	SARTROUVILLE	LYC GT	27 379	-	**27 379,00**
0783431F	JULES-VERNE	SARTROUVILLE	LYC POLYV	33 997	-	**33 997,00**
0780273Y	LOUIS-BLERIOT	TRAPPES	LYC PROF	26 643	-	**26 643,00**
0780584L	HENRI-MATISSE	TRAPPES	LYC PROF	21 710	-	**21 710,00**
0781297L	PLAINE-DE-NEAUPHLE (LA)	TRAPPES	LYC GT	21 210	-	**21 210,00**
0782563M	LA-BRUYERE	VERSAILLES	LYC GT	29 121	-	**29 121,00**
0782565P	JULES-FERRY	VERSAILLES	LYC POLYV	58 581	-	**58 581,00**
0782567S	MARIE-CURIE	VERSAILLES	LYC GT	31 812	-	**31 812,00**
0782603F	JACQUES-PREVERT	VERSAILLES	LYC PROF	22 339	-	**22 339,00**
0781952Y	SONIA-DELAUNAY	VILLEPREUX	LYC POLYV	36 296	-	**36 296,00**
0782587N	VIOLLET-LE-DUC	VILLIERS-SAINT-FREDERIC	LYC POLYV	47 733	-	**47 733,00**
0910628N	PAUL-BELMONDO	ARPAJON	LYC PROF	21 505	-	**21 505,00**
0911632E	RENE-CASSIN	ARPAJON	LYC GT	36 865	-	**36 865,00**
0911961M	EDMOND-MICHELET	ARPAJON	LYC GT	32 475	-	**32 475,00**
0910623H	MARCEL-PAGNOL	ATHIS-MONS	LYC GT	40 052	-	**40 052,00**
0910676R	CLEMENT-ADER	ATHIS-MONS	LYC POLYV	21 644	-	**21 644,00**

UAI	Nom établissement	Commune	type	Dotations de fonctionnement spécifique CEO-CTO 2019 initiaux (délibération N°2018-300)	AJUSTEMENTS	Dotations de fonctionnement spécifique CEO-CTO 2019 notifée (délibération N°2019-011)
0911937L	FRANCOIS-TRUFFAUT	BONDOUFLE	LYC POLYV	28 400	-	**28 400,00**
0910975R	JEAN-PIERRE-TIMBAUD	BRETIGNY-SUR-ORGE	LYC POLYV	49 310	-	**49 310,00**
0911021R	TALMA	BRUNOY	LYC GT	27 842	-	**27 842,00**
0910630R	ALEXANDRE-DENIS	CERNY	LYC PROF	17 260	-	**17 260,00**
0910620E	ROBERT-DOISNEAU	CORBEIL-ESSONNES	LYC POLYV	49 742	-	**49 742,00**
0911828T	GEORGES-BRASSENS	COURCOURONNES	LYC POLYV	17 735	-	**17 735,00**
0912364A	NIKOLA TESLA	DOURDAN	LYC POLYV	48 433	-	**48 433,00**
0910755B	NADAR	DRAVEIL	LYC PROF	37 880	-	**37 880,00**
0911927A	MAURICE-ELIOT	EPINAY-SOUS-SENART	LYC GT	5 720	-	**5 720,00**
0910622G	GEOFFROY-SAINT-HILAIRE	ETAMPES	LYC POLYV	41 919	-	**41 919,00**
0911401D	NELSON-MANDELA	ETAMPES	LYC PROF	39 068	-	**39 068,00**
0910629P	CHATEAU-DES-COUDRAIES	ETIOLLES	LYC PROF	57 404	-	**57 404,00**
0911251R	PARC-DES-LOGES	EVRY	LYC GT	26 000	-	**26 000,00**
0911254U	CHARLES-BAUDELAIRE	EVRY	LYC PROF	32 178	-	**32 178,00**
0911343R	AUGUSTE-PERRET	EVRY	LYC PROF	20 400	-	**20 400,00**
0911913K	VALLEE-DE-CHEVREUSE (DE LA)	GIF-SUR-YVETTE	LYC GT	42 626	-	**42 626,00**
0910631S	JEAN-MONNET	JUVISY-SUR-ORGE	LYC PROF	26 122	-	**26 122,00**
0911492C	ESSOURIAU (DE L')	LES ULIS	LYC POLYV	24 525	-	**24 525,00**
0911983L	JULES-VERNE	LIMOURS	LYC GT	17 377	-	**17 377,00**
0910715H	JEAN-PERRIN	LONGJUMEAU	LYC PROF	24 378	-	**24 378,00**
0911577V	JACQUES-PREVERT	LONGJUMEAU	LYC GT	20 258	-	**20 258,00**
0910632T	GUSTAVE-EIFFEL	MASSY	LYC PROF	17 839	-	**17 839,00**
0910687C	FUSTEL-DE-COULANGES	MASSY	LYC GT	19 789	-	**19 789,00**
0910727W	PARC-DE-VILGENIS	MASSY	LYC POLYV	41 530	-	**41 530,00**
0911962N	MARIE-LAURENCIN	MENNECY	LYC POLYV	29 628	-	**29 628,00**
0910625K	ROSA-PARKS	MONTGERON	LYC GT	84 024	-	**84 024,00**
0911353B	JEAN-ISOARD	MONTGERON	EREA	24 360	-	**24 360,00**
0911945V	MARGUERITE-YOURCENAR	MORANGIS	LYC POLYV	9 900	-	**9 900,00**
0911037H	ANDRE-MARIE-AMPERE	MORSANG-SUR-ORGE	LYC PROF	18 946	-	**18 946,00**
0910429X	CHATEAU-DU-LAC (LE)	OLLAINVILLE	EREA	21 847	-	**21 847,00**
0910626L	BLAISE-PASCAL	ORSAY	LYC GT	29 861	-	**29 861,00**
0911938M	CAMILLE-CLAUDEL	PALAISEAU	LYC GT	20 525	-	**20 525,00**
0912251C	HENRI-POINCARE	PALAISEAU	LYC POLYV	37 082	-	**37 082,00**
0911493D	LES-FRERES-MOREAU	QUINCY-SOUS-SENART	LYC PROF	18 340	-	**18 340,00**
0911578W	PIERRE-MENDES-FRANCE	RIS-ORANGIS	LYC PROF	25 480	-	**25 480,00**
0911946W	LEONARD-DE-VINCI	SAINT-MICHEL-SUR-ORGE	LYC POLYV	26 754	-	**26 754,00**
0911346U	ALBERT-EINSTEIN	SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS	LYC GT	21 460	-	**21 460,00**
0912163G	PAUL-LANGEVIN	SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS	LYC POLYV	17 503	-	**17 503,00**
0910627M	JEAN-BAPTISTE-COROT	SAVIGNY-SUR-ORGE	LYC GT	44 110	-	**44 110,00**
0912142J	GASPARD-MONGE	SAVIGNY-SUR-ORGE	LYC POLYV	48 040	-	**48 040,00**
0910756C	LOUIS-ARMAND	YERRES	LYC PROF	23 747	-	**23 747,00**
0920130S	DESCARTES	ANTONY	LYC GT	32 756	-	**32 756,00**
0921676X	THEODORE-MONOD	ANTONY	LYC PROF	31 520	-	**31 520,00**
0920131T	AUGUSTE-RENOIR	ASNIERES-SUR-SEINE	LYC GT	32 248	-	**32 248,00**
0920150N	PRONY (DE)	ASNIERES-SUR-SEINE	LYC PROF	46 000	-	**46 000,00**
0920429S	MARTIN-LUTHER-KING	ASNIERES-SUR-SEINE	EREA	29 550	-	**29 550,00**
0920680P	LEONARD-DE-VINCI	BAGNEUX	LYC PROF	30 620	-	**30 620,00**
0920132U	ALBERT-CAMUS	BOIS-COLOMBES	LYC GT	142 300	-	**142 300,00**
0921595J	DANIEL-BALAVOINE	BOIS-COLOMBES	LYC PROF	14 020	-	**14 020,00**
0920134W	JACQUES-PREVERT	BOULOGNE-BILLANCOURT	LYC GT	33 814	-	**33 814,00**
0922443F	ETIENNE-JULES-MAREY	BOULOGNE-BILLANCOURT	LYC POLYV	31 905	-	**31 905,00**
0922801V	NOUVEAU LYCEE	BOULOGNE-BILLANCOURT	LYC GT	18 840	-	**18 840,00**
0920135X	EMMANUEL-MOUNIER	CHATENAY-MALABRY	LYC GT	24 055	-	**24 055,00**
0921166T	JEAN-JAURES	CHATENAY-MALABRY	LYC POLYV	43 693	-	**43 693,00**
0921555R	JACQUES-MONOD	CLAMART	LYC GT	20 018	-	**20 018,00**
0920136Y	NEWTON-ENREA	CLICHY	LYC POLYV	48 939	-	**48 939,00**
0922149L	RENE-AUFFRAY	CLICHY	LYC POLYV	72 524	-	**72 524,00**
0920137Z	GUY-DE-MAUPASSANT	COLOMBES	LYC GT	29 301	-	**29 301,00**
0921229L	ANATOLE-FRANCE	COLOMBES	LYC POLYV	20 585	-	**20 585,00**
0922427N	CLAUDE-GARAMONT	COLOMBES	LYC POLYV	17 000	-	**17 000,00**
0920138A	PAUL-LAPIE	COURBEVOIE	LYC GT	34 903	-	**34 903,00**
0921625S	PAUL-PAINLEVE	COURBEVOIE	LYC PROF	14 560	-	**14 560,00**
0922615T	LUCIE-AUBRAC	COURBEVOIE	LYC GENE	11 900	-	**11 900,00**
0920810F	JEAN-MONNET	GARCHES	EREA	92 345	-	**92 345,00**
0922287L	JACQUES-BREL	GARCHES	EREA	38 760	-	**38 760,00**
0921156G	GALILEE	GENNEVILLIERS	LYC POLYV	49 925	-	**49 925,00**
0922397F	EUGENE-IONESCO	ISSY-LES-MOULINEAUX	LYC POLYV	37 080	-	**37 080,00**
0920158X	TOURNELLE (LA)	LA GARENNE-COLOMBES	LYC PROF	15 444	-	**15 444,00**
0922249V	MONTESQUIEU	LE PLESSIS-ROBINSON	LYC POLYV	10 152	-	**10 152,00**
0921230M	LEONARD-DE-VINCI	LEVALLOIS-PERRET	LYC POLYV	62 995	-	**62 995,00**
0920163C	LOUIS-GIRARD	MALAKOFF	LYC PROF	23 580	-	**23 580,00**
0921592F	COTES-DE-VILLEBON (LES)	MEUDON	LYC PROF	27 705	-	**27 705,00**
0920164D	JEAN-MONNET	MONTROUGE	LYC PROF	34 301	-	**34 301,00**
0921399W	MAURICE-GENEVOIX	MONTROUGE	LYC GT	22 411	-	**22 411,00**
0920141D	JOLIOT-CURIE	NANTERRE	LYC GT	28 499	-4 491	**24 008,00**
0921626T	CLAUDE-CHAPPE	NANTERRE	LYC PROF	15 995	-	**15 995,00**
0922464D	LOUISE-MICHEL	NANTERRE	LYC POLYV	17 000	-	**17 000,00**
0920143F	FOLIE-SAINT-JAMES (LA)	NEUILLY-SUR-SEINE	LYC GENE	13 282	-	**13 282,00**
0920166F	VASSILY-KANDINSKY	NEUILLY-SUR-SEINE	LYC PROF	4 124	-	**4 124,00**
0920144G	AGORA (L')	PUTEAUX	LYC GT	23 710	-	**23 710,00**
0921500F	VOILIN	PUTEAUX	LYC PROF	10 830	-	**10 830,00**
0920799U	RICHELIEU	RUEIL-MALMAISON	LYC GT	87 426	-	**87 426,00**
0922398G	GUSTAVE-EIFFEL	RUEIL-MALMAISON	LYC POLYV	24 292	-	**24 292,00**
0920801W	ALEXANDRE-DUMAS	SAINT-CLOUD	LYC GT	66 198	-	**66 198,00**
0922276Z	SANTOS-DUMONT	SAINT-CLOUD	LYC POLYV	37 883	-	**37 883,00**
0920170K	FLORIAN	SCEAUX	LYC PROF	25 655	-	**25 655,00**
0920802X	JEAN-PIERRE-VERNANT	SEVRES	LYC GT	48 300	-	**48 300,00**
0920147K	PAUL-LANGEVIN	SURESNES	LYC GT	20 772	-	**20 772,00**

UAI	Nom établissement	Commune	type	Dotations de fonctionnement spécifique CEO-CTO 2019 initiaux (délibération N°2018-300)	AJUSTEMENTS	Dotations de fonctionnement spécifique CEO-CTO 2019 notifée (délibération N°2019-011)
0920171L	LOUIS-BLERIOT	SURESNES	LYC PROF	25 355	-	**25 355,00**
0921505L	DARDENNE	VANVES	LYC PROF	9 823	-	**9 823,00**
0921935D	TOULOUSE-LAUTREC (EREA)	VAUCRESSON	EREA	87 863	-	**87 863,00**
0921594H	MICHEL-ANGE	VILLENEUVE-LA-GARENNE	LYC GT	13 460	-	**13 460,00**
0922277A	CHARLES-PETIET	VILLENEUVE-LA-GARENNE	LYC POLYV	68 250	-	**68 250,00**
0930117X	LE-CORBUSIER	AUBERVILLIERS	LYC GT	74 002	-	**74 002,00**
0931024H	JEAN-PIERRE-TIMBAUD	AUBERVILLIERS	LYC PROF	22 964	-	**22 964,00**
0930833A	JEAN-ZAY	AULNAY-SOUS-BOIS	LYC GT	23 101	-	**23 101,00**
0930834B	VOILLAUME	AULNAY-SOUS-BOIS	LYC GT	56 630	-	**56 630,00**
0930846P	VOILLAUME (PROFESSIONNEL)	AULNAY-SOUS-BOIS	LYC PROF	-	-	**0,00**
0932119Y	EUGENE-HENAFF	BAGNOLET	LYC POLYV	39 400	-	**39 400,00**
0931198X	ALFRED-COSTES	BOBIGNY	LYC PROF	25 100	-	**25 100,00**
0931613Y	LOUISE-MICHEL	BOBIGNY	LYC GT	17 500	-	**17 500,00**
0932123C	ANDRE-SABATIER	BOBIGNY	LYC POLYV	22 400	-	**22 400,00**
0930129K	MADELEINE-VIONNET	BONDY	LYC PROF	25 817	-	**25 817,00**
0932282A	LEO-LAGRANGE	BONDY	LYC POLYV	19 710	-	**19 710,00**
0932026X	ALFRED-NOBEL	CLICHY-SOUS-BOIS	LYC POLYV	31 384	-	**31 384,00**
0930119Z	EUGENE-DELACROIX	DRANCY	LYC POLYV	47 681	-	**47 681,00**
0932229T	PAUL-LE-ROLLAND	DRANCY	LYC POLYV	30 529	-	**30 529,00**
0932126F	FRANCOIS-RABELAIS	DUGNY	LYC POLYV	47 464	-	**47 464,00**
0930120A	JACQUES-FEYDER	EPINAY-SUR-SEINE	LYC GT	22 260	-	**22 260,00**
0931735F	LOUISE-MICHEL	EPINAY-SUR-SEINE	LYC PROF	20 119	-	**20 119,00**
0931233K	JEAN-BAPTISTE-CLEMENT	GAGNY	LYC PROF	49 750	-	**49 750,00**
0931272C	GUSTAVE-EIFFEL	GAGNY	LYC GT	30 361	-	**30 361,00**
0930128J	DENIS-PAPIN	LA COURNEUVE	LYC PROF	29 300	-	**29 300,00**
0931430Z	JACQUES-BREL	LA COURNEUVE	LYC GT	31 200	-	**31 200,00**
0931738J	ARTHUR-RIMBAUD	LA COURNEUVE	LYC PROF	14 542	-	**14 542,00**
0930831Y	ARISTIDE-BRIAND	LE BLANC-MESNIL	LYC PROF	51 149	-	**51 149,00**
0932034F	WOLFGANG-AMADEUS-MOZART	LE BLANC-MESNIL	LYC GT	26 271	-	**26 271,00**
0932118X	JEAN-MOULIN	LE BLANC-MESNIL	LYC POLYV	29 315	-	**29 315,00**
0932577W	GERMAINE-TILLION	LE BOURGET	LYC GT	38 000	-	**38 000,00**
0930830X	ALBERT-SCHWEITZER	LE RAINCY	LYC GT	39 650	-	**39 650,00**
0932222K	RENE-CASSIN	LE RAINCY	LYC POLYV	21 650	-	**21 650,00**
0932073Y	PAUL-ROBERT	LES LILAS	LYC POLYV	31 700	-	**31 700,00**
0930136T	CLAUDE-NICOLAS-LEDOUX	LES PAVILLONS-SOUS-BOIS	LYC PROF	25 093	-	**25 093,00**
0931585T	ANDRE-BOULLOCHE	LIVRY-GARGAN	LYC GT	21 550	-	**21 550,00**
0932120Z	HENRI-SELLIER	LIVRY-GARGAN	LYC POLYV	24 427	-	**24 427,00**
0930122C	CONDORCET	MONTREUIL	LYC GT	35 645	-	**35 645,00**
0930130L	CONDORCET (PROFESSIONNEL)	MONTREUIL	LYC PROF	-	-	**0,00**
0931779D	HORTICULTURE-ET-DU-PAYSAGE	MONTREUIL	LYC POLYV	17 251	-	**17 251,00**
0932116V	EUGENIE-COTTON	MONTREUIL	LYC POLYV	32 600	-	**32 600,00**
0932291K	NICOLAS-JOSEPH-CUGNOT	NEUILLY-SUR-MARNE	LYC POLYV	38 542	-	**38 542,00**
0931565W	FLORA-TRISTAN	NOISY-LE-GRAND	LYC GT	30 421	-	**30 421,00**
0932047V	EVARISTE-GALOIS	NOISY-LE-GRAND	LYC POLYV	34 299	-	**34 299,00**
0932638M	INTERNATIONAL DE L'EST PARISIE	NOISY-LE-GRAND	LYC POLYV	88 298	-	**88 298,00**
0930133P	THEODORE-MONOD	NOISY-LE-SEC	LYC PROF	26 700	-	**26 700,00**
0930124E	MARCELIN-BERTHELOT	PANTIN	LYC GT	39 400	-	**39 400,00**
0930135S	SIMONE-WEIL	PANTIN	LYC PROF	25 200	-	**25 200,00**
0932117W	LUCIE-AUBRAC	PANTIN	LYC POLYV	32 400	-	**32 400,00**
0932267J	LIBERTE	ROMAINVILLE	LYC POLYV	25 742	-	**25 742,00**
0931739K	JEAN-MOULIN	ROSNY-SOUS-BOIS	LYC PROF	27 434	-	**27 434,00**
0932031C	CHARLES-DE-GAULLE	ROSNY-SOUS-BOIS	LYC GT	29 650	-	**29 650,00**
0930125F	PAUL-ELUARD	SAINT-DENIS	LYC GT	39 967	-	**39 967,00**
0930138V	FREDERIC-BARTHOLDI	SAINT-DENIS	LYC PROF	35 097	-	**35 097,00**
0932121A	SUGER	SAINT-DENIS	LYC POLYV	55 596	-	**55 596,00**
0932129J	ENNA (L')	SAINT-DENIS	LYC POLYV	-	-	**0,00**
0932667U	PLAINE-COMMUNE	SAINT-DENIS	LYC POLYV	25 700	-	**25 700,00**
0930126G	AUGUSTE-BLANQUI	SAINT-OUEN	LYC POLYV	15 015	-	**15 015,00**
0932074Z	MARCEL-CACHIN	SAINT-OUEN	LYC POLYV	25 041	-	**25 041,00**
0932048W	BLAISE-CENDRARS	SEVRAN	LYC POLYV	24 865	-	**24 865,00**
0932030B	MAURICE-UTRILLO	STAINS	LYC POLYV	29 472	-	**29 473,00**
0931193S	HELENE-BOUCHER	TREMBLAY-EN-FRANCE	LYC PROF	21 326	-	**21 326,00**
0932046U	LEONARD-DE-VINCI	TREMBLAY-EN-FRANCE	LYC POLYV	19 810	-	**19 810,00**
0930127H	GEORGES-CLEMENCEAU	VILLEMOMBLE	LYC GT	34 926	-	**34 926,00**
0932221J	BLAISE-PASCAL	VILLEMOMBLE	LYC POLYV	22 280	-	**22 280,00**
0931584S	JEAN-ROSTAND	VILLEPINTE	LYC POLYV	35 095	-	**35 095,00**
0932260B	GEORGES-BRASSENS	VILLEPINTE	LYC POLYV	37 570	-	**37 570,00**
0940126B	MAXIMILIEN-PERRET	ALFORTVILLE	LYC POLYV	100 017	-	**100 017,00**
0940171A	STENDHAL	BONNEUIL-SUR-MARNE	EREA	19 492	-	**19 492,00**
0940580V	LYCEE POLYVALENT DE CACHAN	CACHAN	LYC POLYV	39 840	-	**39 840,00**
0940112L	LOUISE-MICHEL	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	LYC POLYV	21 315	-	**21 315,00**
0940113M	LANGEVIN-WALLON	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	LYC POLYV	58 679	-	**58 679,00**
0940132H	GABRIEL-PERI	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	LYC PROF	14 218	-	**14 218,00**
0941951K	MARX-DORMOY	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	LYC POLYV	28 728	-	**28 728,00**
0941974K	ROBERT-SCHUMAN	CHARENTON-LE-PONT	LYC POLYV	44 777	-	**44 777,00**
0941470M	SAMUEL-DE-CHAMPLAIN	CHENNEVIERES-SUR-MARNE	LYC GT	50 740	-	**50 740,00**
0941604H	SAMUEL-DE-CHAMPLAIN (PROFES	CHENNEVIERES-SUR-MARNE	LYC PROF	-	-	**0,00**
0942269F	PAULINE-ROLAND	CHEVILLY-LARUE	LYC POLYV	39 192	-	**39 192,00**
0940141T	JACQUES-BREL	CHOISY-LE-ROI	LYC POLYV	21 755	-	**21 755,00**
0941232D	JEAN-MACE	CHOISY-LE-ROI	LYC PROF	13 950	-	**13 950,00**
0940114N	SAINT-EXUPERY	CRETEIL	LYC POLYV	39 649	-	**39 649,00**
0941018W	EDOUARD-BRANLY	CRETEIL	LYC POLYV	47 503	-	**47 503,00**
0941413A	LEON-BLUM	CRETEIL	LYC POLYV	22 798	-	**22 798,00**
0941930M	GUTENBERG	CRETEIL	LYC POLYV	28 248	-	**28 248,00**
0941298A	MICHELET	FONTENAY-SOUS-BOIS	LYC PROF	14 325	-	**14 325,00**
0941347D	PABLO-PICASSO	FONTENAY-SOUS-BOIS	LYC GT	26 955	-	**26 955,00**
0941301D	FREDERIC-MISTRAL	FRESNES	LYC POLYV	31 219	-	**31 219,00**
0940134K	VAL-DE-BIEVRE	GENTILLY	LYC PROF	20 900	-	**20 900,00**

UAI	Nom établissement	Commune	type	Dotations de fonctionnement spécifique CEO-CTO 2019 initiaux (délibération N°2018-300)	AJUSTEMENTS	Dotations de fonctionnement spécifique CEO-CTO 2019 notifée (délibération N°2019-011)
0940115P	ROMAIN-ROLLAND	IVRY-SUR-SEINE	LYC GT	37 165	-	**37 165,00**
0941972H	FERNAND-LEGER	IVRY-SUR-SEINE	LYC POLYV	48 705	-	**48 705,00**
0941474S	DARIUS-MILHAUD	LE KREMLIN-BICETRE	LYC POLYV	28 342	-	**28 342,00**
0941975L	PIERRE-BROSSOLETTE	LE KREMLIN-BICETRE	LYC POLYV	13 906	-	**13 906,00**
0940119U	PAUL-DOUMER	LE PERREUX-SUR-MARNE	LYC POLYV	23 080	-	**23 080,00**
0940742W	GUILLAUME-BUDE	LIMEIL-BREVANNES	LYC POLYV	22 839	-	**22 839,00**
0940116R	EUGENE-DELACROIX	MAISONS-ALFORT	LYC GT	28 277	-	**28 277,00**
0941355M	PAUL-BERT	MAISONS-ALFORT	LYC POLYV	19 826	-	**19 826,00**
0940118T	LOUIS-ARMAND	NOGENT-SUR-MARNE	LYC POLYV	34 700	-	**34 700,00**
0940137N	LA-SOURCE	NOGENT-SUR-MARNE	LYC PROF	37 780	-	**37 780,00**
0940319L	FRANCOIS-CAVANNA	NOGENT-SUR-MARNE	EREA	19 345	-	**19 345,00**
0940138P	ARMAND-GUILLAUMIN	ORLY	LYC PROF	10 744	-	**10 744,00**
0940120V	MARCELIN-BERTHELOT	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	LYC GT	45 823	-	**45 823,00**
0940121W	ARSONVAL (D')	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	LYC GT	25 780	-	**25 780,00**
0940122X	CONDORCET	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	LYC POLYV	23 054	-	**23 054,00**
0940140S	GOURDOU-LESEURRE	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	LYC PROF	26 015	-	**26 015,00**
0940585A	FRANCOIS-MANSART	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	LYC POLYV	24 550	-	**24 550,00**
0941918Z	CHRISTOPHE-COLOMB	SUCY-EN-BRIE	LYC POLYV	48 905	-	**48 905,00**
0942130E	PARC-MONTALEAU	SUCY-EN-BRIE	LYC POLYV	55 007	-	**55 007,00**
0940123Y	GUILLAUME-APOLLINAIRE	THIAIS	LYC GT	28 226	-	**28 226,00**
0941952L	FRANCOIS-ARAGO	VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	LYC POLYV	30 510	-	**30 510,00**
0940143V	JEAN-MOULIN	VINCENNES	LYC PROF	7 950	-	**7 950,00**
0940129E	JEAN-MACE	VITRY-SUR-SEINE	LYC POLYV	38 533	-	**38 533,00**
0940145X	CAMILLE-CLAUDEL	VITRY-SUR-SEINE	LYC PROF	20 950	-	**20 950,00**
0941294W	ADOLPHE-CHERIOUX	VITRY-SUR-SEINE cedex	LYC POLYV	31 847	-	**31 847,00**
0950640E	JULIE-VICTOIRE-DAUBIE	ARGENTEUIL	LYC GT	13 751	-	**13 751,00**
0950641F	JEAN-JAURES	ARGENTEUIL	LYC POLYV	48 000	-	**48 000,00**
0950666H	GEORGES-BRAQUE	ARGENTEUIL	LYC POLYV	20 998	-	**20 998,00**
0951811C	FERNAND-ET-NADIA-LEGER	ARGENTEUIL	LYC POLYV	30 456	-	**30 456,00**
0950709E	VIRGINIA-HENDERSON	ARNOUVILLE	LYC PROF	32 022	-	**32 022,00**
0950164M	FRANCOISE-DOLTO	BEAUMONT-SUR-OISE	EREA	43 376	-	**43 376,00**
0951748J	EVARISTE-GALOIS	BEAUMONT-SUR-OISE	LYC POLYV	52 343	-	**52 343,00**
0952173W	EUGENE-RONCERAY	BEZONS	LYC POLYV	30 313	-	**30 313,00**
0951399E	ALFRED-KASTLER	CERGY	LYC GT	18 551	-	**18 551,00**
0951637N	GALILEE	CERGY	LYC GT	24 935	-	**24 935,00**
0951756T	JULES-VERNE	CERGY	LYC POLYV	28 210	-	**28 210,00**
0951282C	VEXIN (DU)	CHARS	LYC PROF	18 738	-	**18 738,00**
0950656X	LE-CORBUSIER	CORMEILLES-EN-PARISIS	LYC PROF	63 825	-	**63 825,00**
0951922Y	CAMILLE-SAINT-SAENS	DEUIL-LA-BARRE	LYC GT	41 331	-	**41 331,00**
0951788C	GEORGE-SAND	DOMONT	LYC POLYV	40 885	-	**40 885,00**
0951974E	LOUIS-ARMAND	EAUBONNE	LYC POLYV	30 646	-	**30 646,00**
0952196W	GUSTAVE-MONOD	ENGHIEN-LES-BAINS	LYC POLYV	46 261	21 007	**67 268,00**
0951618T	AUGUSTE-ESCOFFIER	ERAGNY	LYC PROF	31 178	-	**31 178,00**
0950645K	VAN-GOGH	ERMONT	LYC GT	41 477	-	**41 477,00**
0950657Y	FERDINAND-BUISSON	ERMONT	LYC PROF	48 954	-	**48 954,00**
0951673C	GUSTAVE-EIFFEL	ERMONT	LYC POLYV	30 602	-	**30 602,00**
0951727L	CHARLES-BAUDELAIRE	FOSSES	LYC POLYV	33 231	6 570	**39 801,00**
0951722F	JEAN-MONNET	FRANCONVILLE	LYC POLYV	38 200	-	**38 200,00**
0951766D	SIMONE-DE-BEAUVOIR	GARGES-LES-GONESSE	LYC GT	29 885	7 173	**37 058,00**
0951787B	**ARTHUR-RIMBAUD**	GARGES-LES-GONESSE	LYC POLYV	38 417	-	**38 417,00**
0950646L	RENE-CASSIN	GONESSE	LYC GT	47 815	-	**47 815,00**
0950667J	ROMAIN-ROLLAND	GOUSSAINVILLE	LYC POLYV	52 058	-	**52 058,00**
0951723G	MONTESQUIEU	HERBLAY	LYC GT	14 285	-	**14 285,00**
0951824S	HAUTIL (DE L')	JOUY-LE-MOUTIER	LYC POLYV	26 019	-	**26 019,00**
0951147F	FRAGONARD	L'ISLE-ADAM	LYC GT	35 844	-	**35 844,00**
0950647M	GERARD-DE-NERVAL	LUZARCHES	LYC GT	27 873	-	**27 873,00**
0950648N	JEAN-JACQUES ROUSSEAU	MONTMORENCY	LYC GT	32 870	-	**32 870,00**
0951281B	TURGOT	MONTMORENCY	LYC PROF	25 209	7 445	**32 654,00**
0950949R	JEAN-MERMOZ	MONTSOULT	LYC PROF	36 278	-	**36 278,00**
0951937P	PAUL-EMILE-VICTOR	OSNY	LYC POLYV	15 750	-	**15 750,00**
0950649P	CAMILLE-PISSARRO	PONTOISE	LYC POLYV	25 415	-	**25 415,00**
0950658Z	CHATEAU-D'EPLUCHES	SAINT-OUEN-L'AUMONE	LYC PROF	68 116	-	**68 116,00**
0951104J	JEAN-PERRIN	SAINT-OUEN-L'AUMONE	LYC POLYV	32 525	-	**32 525,00**
0951728M	EDMOND-ROSTAND	SAINT-OUEN-L'AUMONE	LYC POLYV	26 508	-	**26 508,00**
0951753P	LEONARD-DE-VINCI	SAINT-WITZ	LYC GT	27 027	6 590	**33 617,00**
0950983C	TOUR-DU-MAIL (LA)	SANNOIS	EREA	49 825	6 983	**56 808,00**
0950650R	JEAN-JACQUES-ROUSSEAU	SARCELLES	LYC POLYV	54 737	-	**54 737,00**
0950947N	TOURELLE (DE LA)	SARCELLES	LYC POLYV	48 531	-	**48 531,00**
0950651S	JACQUES-PREVERT	TAVERNY	LYC GT	21 203	-	**21 203,00**
0951763A	LOUIS-JOUVET	TAVERNY	LYC POLYV	29 784	-	**29 784,00**
0951710T	CAMILLE-CLAUDEL	VAUREAL	LYC POLYV	32 080	-	**32 080,00**
0951090U	PIERRE-MENDES-FRANCE	VILLIERS-LE-BEL	LYC PROF	40 888	-	**40 888,00**
	SOUS-TOTAL EPLE EREA ERPD LYA			**13 585 161**	**50 463**	**13 635 625,00**
0750648X	VICTOR-HUGO	PARIS 03EME	LYC GENE	26 651	-	**26 651,00**
0750652B	CHARLEMAGNE	PARIS 04EME	LYC GENE	24 906	-	**24 906,00**
0750654D	HENRI IV	PARIS 05EME	LYC GENE	100 400	-	**100 400,00**
0750656F	LAVOISIER	PARIS 05EME	LYC GENE	32 806	-	**32 806,00**
0750657G	MONTAIGNE	PARIS 06EME	LYC GENE	56 529	-	**56 529,00**
0750662M	VICTOR-DURUY	PARIS 07EME	LYC GENE	62 009	-	**62 009,00**
0750663N	CHAPTAL	PARIS 08EME	LYC GT	67 165	-	**67 165,00**
0750668U	JACQUES-DECOUR	PARIS 09EME	LYC GENE	49 810	-	**49 810,00**
0750669V	JULES-FERRY	PARIS 09EME	LYC GENE	75 000	-	**75 000,00**
0750670W	LAMARTINE	PARIS 09EME	LYC GENE	19 987	-	**19 987,00**
0750675B	VOLTAIRE	PARIS 11EME	LYC GT	50 525	-	**50 525,00**
0750679F	PAUL-VALERY	PARIS 12EME	LYC GENE	37 980	-	**37 980,00**
0750682J	RODIN	PARIS 13EME	LYC GENE	33 050	-	**33 050,00**
0750683K	CLAUDE-MONET	PARIS 13EME	LYC GENE	21 224	-	**21 224,00**

UAI	Nom établissement	Commune	type	Dotations de fonctionnement spécifique CEO-CTO 2019 initiaux (délibération N°2018-300)	AJUSTEMENTS	Dotations de fonctionnement spécifique CEO-CTO 2019 notifée (délibération N°2019-011)
0750684L	GABRIEL-FAURE	PARIS 13EME	LYC GENE	16 550	-	**16 550,00**
0750689S	PAUL-BERT	PARIS 14EME	LYC GENE	21 360	-	**21 360,00**
0750690T	FRANCOIS-VILLON	PARIS 14EME	LYC GT	39 553	-	**39 553,00**
0750693W	BUFFON	PARIS 15EME	LYC GENE	77 730	-	**77 730,00**
0750694X	CAMILLE-SEE	PARIS 15EME	LYC GENE	30 180	-	**30 180,00**
0750698B	CLAUDE-BERNARD	PARIS 16EME	LYC GT	42 550	-	**42 550,00**
0750699C	JANSON-DE-SAILLY	PARIS 16EME	LYC GENE	68 540	-	**68 540,00**
0750700D	JEAN-BAPTISTE-SAY	PARIS 16EME	LYC GT	38 400	-	**38 400,00**
0750702F	LA-FONTAINE	PARIS 16EME	LYC GENE	51 266	-	**51 266,00**
0750703G	MOLIERE	PARIS 16EME	LYC GENE	22 486	-	**22 486,00**
0750704H	CARNOT	PARIS 17EME	LYC GENE	50 859	-	**50 859,00**
0750705J	BALZAC	PARIS 17EME	LYC GT	36 890	-	**36 890,00**
0750711R	HENRI-BERGSON	PARIS 19EME	LYC GT	41 670	18 657	**60 327,00**
0750714U	HELENE-BOUCHER	PARIS 20EME	LYC GENE	46 017	-	**46 017,00**
0750715V	MAURICE-RAVEL	PARIS 20EME	LYC GT	52 955	-3 375	**49 580,00**
0770926N	FRANCOIS-COUPERIN	FONTAINEBLEAU	LYC GT	51 390	-	**51 390,00**
0782546U	LE-CORBUSIER	POISSY	LYC GT	45 800	-	**45 800,00**
0782562L	HOCHE	VERSAILLES	LYC GENE	93 787	-	**93 787,00**
0920798T	RABELAIS	MEUDON	LYC GT	27 783	-	**27 783,00**
0920142E	PASTEUR	NEUILLY-SUR-SEINE	LYC GENE	28 002	-	**28 002,00**
0920145H	LAKANAL	SCEAUX	LYC GT	50 902	-	**50 902,00**
0920146J	MARIE-CURIE	SCEAUX	LYC GENE	31 237	-	**31 237,00**
0920149M	MICHELET	VANVES	LYC GT	76 855	-	**76 855,00**
0930116W	HENRI-WALLON	AUBERVILLIERS	LYC GT	29 249	-	**29 249,00**
0932122B	ALEMBERT (D')	AUBERVILLIERS	LYC POLYV	21 044	-	**21 044,00**
0930118Y	JEAN-RENOIR	BONDY	LYC GT	24 751	-	**24 751,00**
0930121B	JEAN-JAURES	MONTREUIL	LYC GT	34 000	-	**34 000,00**
0930123D	OLYMPE-DE-GOUGES	NOISY-LE-SEC	LYC GT	23 711	-	**23 711,00**
0940117S	EDOUARD-BRANLY	NOGENT-SUR-MARNE	LYC GENE	32 120	-	**32 120,00**
0940743X	GEORGES-BRASSENS	VILLENEUVE-LE-ROI	LYC POLYV	18 878	-	**18 878,00**
0940124Z	HECTOR-BERLIOZ	VINCENNES	LYC GT	27 221	-	**27 221,00**
	SOUS-TOTAL CMR			**1 911 778**	**15 282,00**	**1 927 060,00**
	TOTAL GÉNÉRAL			**15 496 939**	**65 745**	**15 562 685,00**

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/01/2019

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-013

DU 24 JANVIER 2019

POLITIQUE DE LA RESTAURATION SCOLAIRE DANS LES LYCÉES PUBLICS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'éducation ;

VU La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU La délibération n° CR 23-14 du 14 février 2014 « renforcer le service public de la restauration scolaire dans les EPLE d'Ile-de-France : vers une tarification plus juste, une qualité nutritionnelle et gustative plus grande, une lutte contre le gaspillage plus efficace » ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 délégation de compétences du Conseil Régional à la Commission Permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 « Simplifier le fonctionnement du conseil régional » ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CP 14-294 du 10 avril 2014 relative au renforcement du service public de la restauration scolaire dans les EPLE d'Ile-de-France : mise en œuvre de la politique régionale pour les lycées des départements de Seine-Saint-Denis et du Val d'Oise en 2014-2015;

VU La délibération n° CP 14-560 du 24 septembre 2014 relative à la tarification de la restauration des lycées franciliens pour l'année 2015 ;

VU La délibération n° CP 16-362 du 12 juillet 2016 relative à la réforme du service public de la restauration scolaire des lycées publics d'Ile-de-France : évolution du cadre technique de mise en œuvre et du modèle de compensation régionale applicable à partir de la rentrée scolaire 2016 ;

VU La délibération n° CP 15-621 du 8 octobre 2015 relative à la tarification de la restauration des lycées franciliens pour l'année 2016 ;

VU La délibération n° CP 16-097 du 16 mars 2016 relative au renforcement du service public de la restauration scolaire dans les EPLE franciliens : rentrée 2016 ;

VU La délibération n° CP 16-392 du 12 octobre 2016 relative à la tarification de la restauration des lycées de Paris, tarification des internats, tarification des commensaux année 2017 ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2019 et plus particulièrement les dispositions du chapitre 932 « enseignement »

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-013 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve les dotations afférentes au versement de la deuxième avance de compensation régionale, dans le cadre de la tarification sociale de la restauration scolaire, au titre de l'année scolaire 2018-2019 qui s'élèvent à **4 017 132,92 €,** conformément à la répartition figurant en annexe I à la délibération.

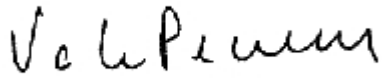
Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **4 017 132,92 €**, disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) «aides aux élèves de second cycle » action (12800401) « aide régionale à la demi-pension » du budget 2019.

Article 2 :

Approuve les dotations afférentes au solde de la compensation régionale, dans le cadre de la tarification sociale de la restauration scolaire, au titre de l'année scolaire 2017-2018 qui s'élèvent à **147 107,22 €**, conformément à la répartition figurant en annexe II à la délibération.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **147 107,22 €,** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) «aides aux élèves de second cycle » action (12800401) « aide régionale à la demi-pension » du budget 2019.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

24/01/2019 10:07:26

ANNEXES A LA DELIBERATION

Dotations afférentes à la 2ème avance 2018-2019

ANNEXE I
Dotations afférentes à la 2ème avance au titre de l'année scolaire 2018/2019

Code UAI	Code tiers IRIS	Type	Patronyme	Adresse	Code postale	Commune	Dotations
0750612H	R3367	LT	ENSAAMA	63 rue OLIVIER DE SERRES	75015	PARIS 15EME	**3 519,60**
0750648X	R3407	LG	VICTOR-HUGO	27 RUE DE SEVIGNE	75003	PARIS 03EME	**11 034,65**
0750651A	R3408	LGT	SIMONE-WEIL	7 rue DE POITOU	75003	PARIS 03EME	**869,54**
0750653C	R3411	LGT	SOPHIE-GERMAIN	9 rue DE JOUY	75004	PARIS 04EME	**2 389,00**
0750654D	R3415	LG	HENRI IV	23 rue CLOVIS	75005	PARIS 05EME	**17 500,70**
0750655E	R3413	LG	LOUIS-LE-GRAND	123 rue SAINT JACQUES	75005	PARIS 05EME	**12 442,18**
0750658H	R3416	LG	SAINT-LOUIS	44 boulevard SAINT MICHEL	75006	PARIS 06EME	**6 798,60**
0750663N	R3422	LGT	CHAPTAL	45 boulevard DES BATIGNOLLES	75008	PARIS 08EME	**9 728,43**
0750664P	R3421	LGT	RACINE	20 rue DU ROCHER	75008	PARIS 08EME	**31 962,84**
0750669V	R3425	LG	JULES-FERRY	77 boulevard DE CLICHY	75009	PARIS 09EME	**4 344,84**
0750673Z	R3428	LG	COLBERT	27 rue DE CHATEAU LANDON	75010	PARIS 10EME	**279,08**
0750675B	R3435	LGT	VOLTAIRE	101 avenue DE LA REPUBLIQUE	75011	PARIS 11EME	**19 846,96**
0750677D	R3440	LPO	ELISA-LEMONNIER	20 avenue ARMAND ROUSSEAU	75012	PARIS 12EME	**5 141,40**
0750679F	R3439	LG	PAUL-VALERY	38 boulevard SOULT	75012	PARIS 12EME	**11 515,70**
0750680G	R3438	LGT	ARAGO	4 place DE LA NATION	75012	PARIS 12EME	**16 749,00**
0750682J	R3445	LG	RODIN	19 RUE CORVISART	75013	PARIS 13EME	**614,24**
0750683K	R3446	LG	CLAUDE-MONET	1 rue DU DOCTEUR MAGNAN	75013	PARIS 13EME	**4 931,17**
0750685M	R3364	LGT	PIERRE-GILLES-DE-GENNES-ENCPB	11 rue PIRANDELLO	75013	PARIS 13EME	**9 026,03**
0750689S	R3455	LG	PAUL-BERT	7 rue HUYGHENS	75014	PARIS 14EME	**542,50**
0750691U	R3453	LPO LYC METIER	RASPAIL	5 BIS AVENUE MAURICE D OCAGNE	75014	PARIS 14EME	**11 992,50**
0750695Y	R3385	LPO LYC METIER	FRESNEL	31 boulevard PASTEUR	75015	PARIS 15EME	**5 053,22**
0750696Z	R3381	LGT	ROGER-VERLOMME	24 rue FONDARY	75015	PARIS 15EME	**1 986,00**
0750697A	R3759	LT	BÂTIMENT (DU)	15 rue SAINT LAMBERT	75015	PARIS 19EME	**2 820,40**
0750699C	R3387	LG	JANSON-DE-SAILLY	106 rue DE LA POMPE	75016	PARIS 16EME	**29 405,50**
0750700D	R3388	LGT	JEAN-BAPTISTE-SAY	11 bis rue D'AUTEUIL	75016	PARIS 16EME	**820,35**
0750702F	R3389	LG	LA-FONTAINE	1 place DE LA PORTE MOLITOR	75016	PARIS 16EME	**1 245,01**
0750703G	R3390	LG	MOLIERE	71 RUE DU RANELAGH	75016	PARIS 16EME	**1 084,50**
0750705J	R3372	LGT	BALZAC	118 boulevard BESSIERES	75849	PARIS 17EME	**9 181,38**
0750708M	P0021683	LPO LYC METIER	JEAN-DROUANT	20 rue MEDERIC	75017	PARIS 17EME	**19 379,13**
0750712S	R3350	LPO	DIDEROT	61 rue DAVID D'ANGERS	75019	PARIS 19EME	**15 141,00**
0750713T	R3352	LGT LYC METIER	JACQUARD	2 bis rue BOURET	75019	PARIS 19EME	**483,35**
0750714U	R3363	LG	HÉLÈNE-BOUCHER	75 COURS DE VINCENNES	75020	PARIS 20EME	**5 102,20**
0750776L	R3431	LP LYC METIER	MARIE-LAURENCIN	114 QUAI DE JEMMAPES	75010	PARIS 10EME	**2 014,71**
0750778N	R3436	LP LYC METIER	TURQUETIL	18 passage TURQUETIL	75011	PARIS 11EME	**453,60**
0750783U	R3441	LP	CHENNEVIERE-MALEZIEUX	33 avenue LEDRU ROLLIN	75012	PARIS 12EME	**3 051,30**
0750785W	R3447	LP	GALILÉE	28 RUE DE PATAY	75013	PARIS 13EME	**6 741,90**
0750786X	R3448	LPO	LAZARE-PONTICELLI	92 RUE BARRAULT	75013	PARIS 13EME	**671,70**
0750787Y	R3449	LP	ARTS-GRAPHIQUES	61 rue CORVISART	75013	PARIS 13EME	**7 751,26**
0750796H	R3369	LP LYC METIER	OCTAVE-FEUILLET	9 rue OCTAVE FEUILLET	75016	PARIS 16EME	**3 535,40**
0750802P	R3355	LP LYC METIER	HECTOR-GUIMARD	19 RUE CURIAL	75019	PARIS 19EME	**2 344,60**

Code UAI	Code tiers IRIS	Type	Patronyme	Adresse	Code postale	Commune	Dotations
0750828T	R3698	EREA	EDITH-PIAF	316 rue DE BELLEVILLE	75020	PARIS 20EME	**5 748,85**
0751708Z	R3383	LPO	LOUIS-ARMAND	319 rue LECOURBE	75015	PARIS 15EME	**5 063,19**
0751710B	R3451	LP LYC METIER	NICOLAS-LOUIS-VAUQUELIN	13 avenue BOUTROUX	75013	PARIS 13EME	**7 489,10**
0752608C	R3349	LP LYC METIER	METIERS DE L'HOTELLERIE BELLIARD	135 rue BELLIARD	75018	PARIS 18EME	**8 520,71**
0752700C	R3353	LP	ARMAND-CARREL	45 RUE ARMAND CARREL	75019	PARIS 19EME	**10 009,02**
0752701D	P0014642	LPO	FRANCOIS-TRUFFAUT	28 rue DEBELLEYME	75003	PARIS 03EME	**3 006,50**
0752799K	R3366	EREA	CROCÉ-SPINELLI	1 RUE CROCÉ-SPINELLI	75014	PARIS 14EME	**1 518,41**
0752846L	R3459	LP	ERIK-SATIE	2 rue PIERRE CASTAGNOU	75014	PARIS 14EME	**2 550,96**
0752961L	R3420	LP	GUSTAVE-EIFFEL	1 RUE DU GENERAL CAMOU	75007	PARIS 07EME	**11 118,40**
0753256G	R3368	EREA	ALEXANDRE-DUMAS	29 bis rue DE CRONSTADT	75015	PARIS 15EME	**3 529,59**
0754475G	R3460	LPO LYC METIER	LÉONARD-DE-VINCI	20 rue BOURSEUL	75015	PARIS 15EME	**1 055,20**
0754476H	R3357	LPO LYC METIER	GUILLAUME-TIREL	237 boulevard RASPAIL	75014	PARIS 14EME	**2 022,82**
0754530S	R3362	LPO	MARTIN-NADAUD	23 RUE DE LA BIDASSOA	75020	PARIS 20EME	**456,80**
					53	**Etablissements**	**361 585,02 €**

Code UAI	Code tiers IRIS	Type	Patronyme	Adresse	Code postale	Commune	Dotations
0770342D	R3251	EREA	LEOPOLD-BELLAN	Domaine DE L'ANGE GARDIEN	77260	CHAMIGNY	**5 138,90**
0770687D	R3284	E.R.P.D.PU	SAINT-MAMMES	13 rue du Capitaine Ballot	77670	SAINT-MAMMES	**10 964,60**
0770918E	R3250	LGT LYC METIER	URUGUAY-FRANCE	1 avenue DES MARRONNIERS	77215	AVON	**33 885,70**
0770920G	R3252	LPO LYC METIER	LAFAYETTE	Place DES CELESTINS	77430	CHAMPAGNE-SUR-SEINE	**31 448,20**
0770922J	R3254	LGT	GASTON-BACHELARD	32 avenue DE L'EUROPE	77505	CHELLES	**10 584,00**
0770924L	R3259	LPO	JULES-FERRY	6 rue des Templiers	77527	COULOMMIERS	**50 648,60**
0770926N	R3262	LGT	FRANCOIS-COUPERIN	Route HURTAULT	77305	FONTAINEBLEAU	**16 714,50**
0770927P	R3263	LG	FRANÇOIS-1ER	11 rue VICTOR HUGO	77300	FONTAINEBLEAU	**15 648,80**
0770930T	R3270	LGT	HENRI-MOISSAN	20 COURS DE VERDUN	77100	MEAUX	**27 515,10**
0770931U	R18495	LGT	PIERRE-DE-COUBERTIN	Chaussée DE PARIS	77100	MEAUX	**26 603,80**
0770932V	R3269	LP	PIERRE-DE-COUBERTIN (PROFESSIONNEL)	CHAUSSÉE DE PARIS	77100	MEAUX	**7 633,26**
0770933W	R3272	LGT	JACQUES-AMYOT	6 bis rue MICHELET	77000	MELUN	**22 540,80**
0770934X	R3273	LPO LYC METIER	LÉONARD-DE-VINCI	2 bis rue EDOUARD BRANLY	77011	MELUN	**4 949,60**
0770938B	R18497	LPO LYC METIER	ANDRÉ-MALRAUX	Avenue DU LYCEE	77130	MONTEREAU-FAULT-YONNE	**31 750,90**
0770940D	R3704	LPO LYC METIER	ETIENNE-BEZOUT	31 avenue ETIENNE DAILLY	77796	NEMOURS	**11 639,81**
0770942F	R3715	LPO	THIBAUT-DE-CHAMPAGNE	3 rue DU COLLEGE	77160	PROVINS	**21 596,60**
0770943G	R3265	LP	BENJAMIN-FRANKLIN	Rue DE LA FORET - LA ROCHETTE	77000	LA ROCHETTE	**23 827,40**
0770944H	R3285	LP	AUGUSTE-PERDONNET	1 allée DU CHATEAU	77400	THORIGNY-SUR-MARNE	**15 156,50**
0770945J	R3290	LP LYC METIER	GUSTAVE-EIFFEL	4 avenue D'ORMES	77130	VARENNES-SUR-SEINE	**3 226,16**
0771336J	R3282	LPO LYC METIER	PANNEVELLES (LES)	Route DE CHALAUTRE LA PETITE	77487	PROVINS	**35 108,80**
0771357G	R3667	LEGTPA	BRETONNIÈRE (LA)	La Bretonnière	77120	CHAILLY-EN-BRIE	**13 036,90**
0771436T	R3668	LEGTPA	BOUGAINVILLE	DOMAINE DE SANSALLE RN 19	77257	BRIE-COMTE-ROBERT	**30 032,90**
0771512A	R3264	LGT	VAN-DONGEN	45 rue JEAN MERMOZ	77400	LAGNY-SUR-MARNE	**10 392,36**
0771658J	R3258	LPO LYC METIER	GUÉ-A-TRESMES (DU)	DOMAINE DU GUE A TRESMES	77440	CONGIS-SUR-THEROUANNE	**39 664,80**
0771763Y	R3283	LGT	CHARLES-LE-CHAUVE	4 rue J. BODIN DE BOISMORTIER	77680	ROISSY-EN-BRIE	**7 033,13**
0771880A	R3271	LP	CHARLES-BAUDELAIRE	Boulevard DU CHEVALIER BAYARD	77333	MEAUX	**10 379,87**

Code UAI	Code tiers IRIS	Type	Patronyme	Adresse	Code postale	Commune	Dotations
0771940R	R3268	LPO	GÉRARD-DE-NERVAL	89 cours DES ROCHES-NOISIEL	77186	NOISIEL	**2 084,44**
0771995A	R3255	LP LYC METIER	CHAMP-DE-CLAYE (LE)	71 RUE PASTEUR	77410	CLAYE-SOUILLY	**2 285,29**
0771996B	R3276	LPO	HONORÉ-DE-BALZAC	Avenue PAUL LANGEVIN	77290	MITRY-MORY	**20 595,90**
0771997C	R3256	LP LYC METIER	JACQUES-PRÉVERT	7 avenue JEAN JAURES	77385	COMBS-LA-VILLE	**198,60**
0772225A	R3203	LP	LINO-VENTURA	Avenue MARCEL PAGNOL	77834	OZOIR-LA-FERRIERE	**2 909,73**
0772229E	R15275	LGT	JEAN-VILAR	83 avenue SALVADOR ALLENDE	77100	MEAUX	**18 839,09**
0772230F	R15059	LPO	BLAISE-PASCAL	15 allée DU COMMANDANT GUESNET	77253	BRIE-COMTE-ROBERT	**2 110,00**
0772244W	R3286	LP	ANTONIN-CARÈME	1 place GUSTAVE COURBET	77176	SAVIGNY-LE-TEMPLE	**20 898,40**
0772277G	R19205	LPO	HENRI-BECQUEREL	1 boulevard HENRI ROUSSELLE	77370	NANGIS	**7 267,50**
0772292Y	R19061	LGT	MARTIN-LUTHER-KING	21 avenue DU GENERAL DE GAULLE	77600	BUSSY-SAINT-GEORGES	**2 883,29**
0772294A	R3235	LGT	EMILY-BRONTË	10 BIS MAIL LE CORBUSIER	77185	LOGNES	**4 465,26**
0772295B	R20737	LPO	TOUR-DES-DAMES (DE LA)	Rue DE VILPRES	77540	ROZAY-EN-BRIE	**12 668,70**
0772342C	R3289	LPO	CLÉMENT-ADER	74 RUE GEORGES CLEMENCEAU	77220	TOURNAN-EN-BRIE	**27 088,80**
0772685A	R3983	LGT	SAMUEL-BECKETT	19 rue DU LION	77260	LA FERTE-SOUS-JOUARRE	**9 430,10**
0772688D	R3919	LPO	EMILIE-DU-CHÂTELET	35 cours DU DANUBE	77700	SERRIS	**8 221,94**
0772751X	P0023982	LPO	CHARLOTTE-DELBO	2 avenue ROBERT BADINTER	77230	DAMMARTIN-EN-GOELE	**6 501,20**
					42	**Etablissements**	**665 570,23 €**

Code UAI	Code tiers IRIS	Type	Patronyme	Adresse	Code postale	Commune	Dotations
0780004F	R3665	LEGTPA	AGRICOLE	ROUTE FORESTIERE DES PRINCESSES	78100	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	**8 504,90**
0780273Y	R3689	LP LYC METIER	LOUIS-BLÉRIOT	1 rue LEO LAGRANGE	78197	TRAPPES	**9 549,60**
0780422K	R3310	LGT	FRANCOIS-VILLON	Rue SALVADOR ALLENDE	78133	LES MUREAUX	**18 814,90**
0780486E	R3298	E.R.P.D.PU	BATELLERIE (LA)	36 quai de la République	78700	CONFLANS-SAINTE-HONORINE	**5 728,80**
0780515L	R3311	LGT	SEPT-MARES (LES)	13 rue DE LA BEAUCE	78310	MAUREPAS	**6 989,90**
0780582J	R3674	LGT	JEAN-VILAR	1033 AVENUE DU GENERAL DE GAULL	78375	PLAISIR	**2 087,17**
0780584L	R3690	LP LYC METIER	HENRI-MATISSE	55 rue DU CEDRE	78196	TRAPPES	**2 193,45**
0781578S	R3301	LPO LYC METIER	HÔTELLERIE-ET-TOURISME	Place FRANCOIS RABELAIS	78042	GUYANCOURT	**10 354,20**
0781859X	R3722	LPO	VINCENT-VAN-GOGH	Rue JULES FERRY	78410	AUBERGENVILLE	**44 173,99**
0781860Y	R3723	LPO	PIERRES-VIVES (LES)	1 rue DES ALOUETTES	78420	CARRIERES-SUR-SEINE	**22 953,87**
0781861Z	R8267	LGT	LOUIS-DE-BROGLIE	1 AVENUE JEAN BERANGER	78160	MARLY-LE-ROI	**29 741,48**
0781883Y	R15879	LPO	DUMONT-D'URVILLE	2 avenue DE FRANCHE COMTE	78310	MAUREPAS	**9 805,50**
0781884Z	R15875	LPO	CONDORCET	ALLÉE CONDORCET	78520	LIMAY	**13 174,69**
0781898P	R18229	LGT	CHARLES-DE-GAULLE	10 rue GUSTAVE EIFFEL	78306	POISSY	**50 871,24**
0781948U	R3664	LPO	LAVOISIER	40 boulevard DE LA REPUBLIQUE	78440	PORCHEVILLE	**13 509,60**
0781949V	R19046	LGT	VILLAROY (DE)	2 rue E VIOLLET LE DUC	78041	GUYANCOURT	**42 169,05**
0781950W	R3718	LPO	LOUISE-WEISS	201 avenue DU GAL DE GAULLE	78260	ACHERES	**48 488,98**
0781951X	R16239	LPO	LEOPOLD-SÉDAR-SENGHOR	Place PIERRE BEREGOVOY	78200	MAGNANVILLE	**11 697,73**
0781952Y	R19646	LPO	SONIA-DELAUNAY	Avenue DE ST GERMAIN	78450	VILLEPREUX	**7 004,62**
0781984H	R3309	LPO LYC METIER	VAUCANSON	14 rue ALBERT THOMAS	78132	LES MUREAUX	**2 917,24**
0782132U	R3229	LGT	JEANNE-D'ALBRET	6 rue GIRAUD TEULON	78101	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	**13 549,12**
0782539L	R3669	LGT	SAINT-EXUPÉRY	8 rue MARCEL FOUQUE	78201	MANTES-LA-JOLIE	**720,50**
0782546U	R3676	LGT	LE-CORBUSIER	88 rue DE VILLIERS	78300	POISSY	**12 239,30**

Code UAI	Code tiers IRIS	Type	Patronyme	Adresse	Code postale	Commune	Dotations
0782549X	R3313	LPO	LOUIS-BASCAN	5 avenue DU GAL LECLERC	78513	RAMBOUILLET	**13 502,50**
0782556E	R3317	LPO LYC METIER	LÉONARD-DE-VINCI	2 BOULEVARD HECTOR BERLIOZ	78100	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	**6 987,00**
0782557F	R3710	LPO LYC METIER	JEAN-BAPTISTE-POQUELIN	72 RUE LEON DESOYER	78101	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	**18 762,25**
0782562L	R3692	LG	HOCHE	73 avenue DE ST CLOUD	78000	VERSAILLES	**14 039,90**
0782563M	R3693	LGT	LA-BRUYÈRE	31 AVENUE DE PARIS	78000	VERSAILLES	**12 081,90**
0782565P	R3712	LPO	JULES-FERRY	29 rue DU MARECHAL JOFFRE	78000	VERSAILLES	**16 437,10**
0782567S	R3694	LGT	MARIE-CURIE	70 avenue DE PARIS	78002	VERSAILLES	**12 730,33**
0782568T	R3308	LGT	ALAIN	25 ROUTE DE LA CASCADE	78110	LE VESINET	**8 626,70**
0782587N	R3673	LPO LYC METIER	VIOLLET-LE-DUC	1 route DE SEPTEUIL	78640	VILLIERS-SAINT-FREDERIC	**13 036,40**
0782593V	R3314	LP	JEAN-PERRIN	1 rue LUCIEN SAMPAIX	78210	SAINT-CYR-L'ECOLE	**5 706,50**
0782602E	R3306	LP LYC METIER	JEAN-MOULIN	18 RUE DU DOCTEUR AUDIGIER	78150	LE CHESNAY	**8 809,30**
0782822U	R3304	LGT	CORNEILLE	4 avenue PIERRE CORNEILLE	78170	LA CELLE-SAINT-CLOUD	**15 363,40**
0782924E	R3319	LGT	EVARISTE-GALOIS	8 rue EVARISTE GALOIS	78500	SARTROUVILLE	**25 902,60**
0783140P	R3312	LGT	JULES-HARDOUIN-MANSART	26 rue VICTORIEN SARDOU	78210	SAINT-CYR-L'ECOLE	**8 876,20**
0783213U	R3677	E.R.P.D.PU	HÉRIOT	Rue du Commandant Hériot	78125	LA BOISSIERE-ECOLE	**4 548,10**
0783214V	R3303	LP LYC METIER	LUCIEN-RENÉ-DUCHESNE	49 avenue MAURICE DE HIRSCH	78170	LA CELLE-SAINT-CLOUD	**6 671,50**
0783259U	R3307	E.R.P.D.PU	ERPD LA-VERRIERE	2 rue Georges Lapierre	78320	LA VERRIERE	**7 254,10**
0783447Y	R3761	LPO LYC METIER	SIMONE-WEIL	8 rue DU VAL D'OISE	78700	CONFLANS-SAINTE-HONORINE	**11 984,30**
					41	**Etablissements**	**598 559,91 €**

Code UAI	Code tiers IRIS	Type	Patronyme	Adresse	Code postale	Commune	Dotations
0910429X	R3555	EREA	CHATEAU-DU-LAC (LE)	2 RUE DE LA ROCHE	91340	OLLAINVILLE	**2 522,80**
0910622G	R3705	LPO	GEOFFROY-SAINT-HILAIRE	4 avenue GEOFFROY SAINT HILAIRE	91150	ETAMPES	**10 282,50**
0910623H	R3324	LGT	MARCEL-PAGNOL	AVENUE DE LA TERRASSE	91205	ATHIS-MONS	**13 037,58**
0910625K	R3544	LGT	ROSA-PARKS	2 place DE L EUROPE	91230	MONTGERON	**34 855,20**
0910627M	R3552	LGT	JEAN-BAPTISTE-COROT	9 PLACE DAVOUT	91605	SAVIGNY-SUR-ORGE	**26 866,50**
0910628N	R3322	LP	PAUL-BELMONDO	23 avenue DE LA DIVISION LECLERC	91290	ARPAJON	**8 108,50**
0910629P	R3335	LP LYC METIER	CHÂTEAU-DES-COUDRAIES	2 boulevard CHARLES DE GAULLE	91450	ETIOLLES	**11 017,50**
0910630R	R3339	LP LYC METIER	ALEXANDRE-DENIS	Château MONTMIRAULT AV CARNOT	91590	CERNY	**12 086,50**
0910631S	R3338	LP LYC METIER	JEAN-MONNET	51 avenue DU GENERAL DE GAULLE	91260	JUVISY-SUR-ORGE	**16 506,66**
0910632T	R3345	LP LYC METIER	GUSTAVE-EIFFEL	9 AVENUE DE LA REPUBLIQUE	91300	MASSY	**11 456,90**
0910676R	R3325	LPO	CLÉMENT-ADER	37 bis rue G.ANTHONIOZ DE GAULL	91200	ATHIS-MONS	**8 814,70**
0910687C	R3344	LGT	FUSTEL-DE-COULANGES	11 RUE DES MIGNEAUX	91300	MASSY	**2 792,15**
0910715H	R3343	LP LYC METIER	JEAN-PERRIN	26 rue LEONTINE SOHIER	91163	LONGJUMEAU	**8 832,68**
0910727W	R3346	LPO LYC METIER	PARC-DE-VILGÉNIS	80 rue DE VERSAILLES	91305	MASSY	**19 661,00**
0910755B	R3332	LP LYC METIER	NADAR	42 BIS RUE CHARLES MORY	91210	DRAVEIL	**8 776,50**
0910756C	R3554	LP LYC METIER	LOUIS-ARMAND	9 rue PIERRE DE COUBERTIN	91330	YERRES	**12 374,70**
0910975R	R3714	LPO	JEAN-PIERRE-TIMBAUD	4 rue HENRI DOUARD	91220	BRETIGNY-SUR-ORGE	**26 995,00**
0911021R	R3327	LGT	TALMA	1 rue DES CERFS	91805	BRUNOY	**12 991,30**
0911037H	R3545	LP	ANDRÉ-MARIE-AMPÈRE	12 bis route DU BOIS POMMIER	91390	MORSANG-SUR-ORGE	**6 760,70**
0911251R	R3336	LGT	PARC-DES-LOGES	BOULEVARD DES CHAMPS ELYSEES	91012	EVRY	**19 687,60**
0911254U	R3337	LP LYC METIER	CHARLES-BAUDELAIRE	Avenue DE LA LIBERTE	91000	EVRY	**8 944,92**

Code UAI	Code tiers IRIS	Type	Patronyme	Adresse	Code postale	Commune	Dotations
0911346U	R3550	LGT	ALBERT-EINSTEIN	AVENUE DE LA LIBERTE	91706	SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS	**9 441,62**
0911353B	R3347	EREA	JEAN-ISOARD	4 rue RAYMOND PAUMIER	91230	MONTGERON	**2 268,10**
0911401D	R3333	LP	NELSON-MANDELA	8 RUE JULIEN PRANVILLE	91150	ETAMPES	**4 888,70**
0911492C	R18509	LPO	ESSOURIAU (DE L')	AVENUE DE DORDOGNE	91940	LES ULIS	**11 838,80**
0911493D	R3548	LP	LES-FRÈRES-MOREAU	Rue DE BRUNOY	91480	QUINCY-SOUS-SENART	**10 787,60**
0911577V	R3342	LGT	JACQUES-PRÉVERT	23 RUE JULES FERRY	91162	LONGJUMEAU	**4 721,62**
0911578W	R3549	LP	PIERRE-MENDÈS-FRANCE	AVENUE DE L AUNETTE	91133	RIS-ORANGIS	**6 818,99**
0911632E	R3323	LGT	RENÉ-CASSIN	17 RUE JEAN MOULIN	91294	ARPAJON	**16 651,20**
0911828T	R3329	LPO LYC METIER	GEORGES-BRASSENS	8 rue GEORGES BRASSENS	91080	COURCOURONNES	**15 571,00**
0911927A	R3200	LGT	MAURICE-ELIOT	Rue DE PROVENCE	91860	EPINAY-SOUS-SENART	**23 904,40**
0911937L	R3724	LPO	FRANCOIS-TRUFFAUT	RUE GEORGES POMPIDOU	91072	BONDOUFLE	**58 857,62**
0911938M	R3725	LGT	CAMILLE-CLAUDEL	17 rue ROBESPIERRE	91120	PALAISEAU	**36 305,10**
0911945V	R15365	LPO	MARGUERITE-YOURCENAR	62 rue DES EDOUETS	91423	MORANGIS	**50 013,70**
0911946W	R15431	LPO	LÉONARD-DE-VINCI	1 place LEONARD DE VINCI	91240	SAINT-MICHEL-SUR-ORGE	**14 407,30**
0911961M	R18145	LGT	EDMOND-MICHELET	2 BOULEVARD ABEL CORNATON	91290	ARPAJON	**59 334,84**
0911962N	R16853	LPO	MARIE-LAURENCIN	51 RUE PAUL CEZANNE	91542	MENNECY	**45 480,75**
0912142J	R3742	LPO LYC METIER	GASPARD-MONGE	1 place GASPARD MONGE	91600	SAVIGNY-SUR-ORGE	**17 564,20**
0912251C	R3547	LPO LYC METIER	HENRI-POINCARÉ	36 rue LEON BOURGEOIS	91122	PALAISEAU	**14 445,30**
0912364A	P0037479	LPO	NIKOLA-TESLA	15/21 Chemin DU CHAMP DE COURSES	91410	DOURDAN	**31 327,40**
					40	**Etablissements**	**718 000,13 €**

Code UAI	Code tiers IRIS	Type	Patronyme	Adresse	Code postale	Commune	Dotations
0920130S	R3615	LGT	DESCARTES	1 AVENUE LAVOISIER	92761	ANTONY	**10 539,90**
0920131T	R3556	LGT	AUGUSTE-RENOIR	137 rue DU MENIL	92600	ASNIERES-SUR-SEINE	**8 417,77**
0920134W	R3563	LGT	JACQUES-PRÉVERT	163 rue DE BILLANCOURT	92100	BOULOGNE-BILLANCOURT	**7 336,00**
0920135X	R3565	LGT	EMMANUEL-MOUNIER	35 RUE DES PRES HAUTS	92290	CHATENAY-MALABRY	**12 340,80**
0920136Y	R3570	LPO	NEWTON-ENREA	1 PLACE JULES VERNE	92110	CLICHY	**10 808,81**
0920137Z	R3573	LGT	GUY-DE-MAUPASSANT	52 rue ROBERT SCHUMAN	92701	COLOMBES	**726,76**
0920138A	R3577	LGT	PAUL-LAPIE	5 BOULEVARD ARISTIDE BRIAND	92401	COURBEVOIE	**13 193,90**
0920143F	R3597	LG	FOLIE-SAINT-JAMES (LA)	41 rue DE LONGCHAMP	92200	NEUILLY-SUR-SEINE	**21 265,14**
0920144G	R3598	LGT	AGORA (L')	120 rue DE VERDUN	92816	PUTEAUX	**9 786,80**
0920145H	R3604	LGT	LAKANAL	3 avenue PDT FRANKLIN ROOSEVELT	92331	SCEAUX	**22 838,60**
0920146J	R3605	LG	MARIE-CURIE	1 rue CONSTANT PILATE	92331	SCEAUX	**5 789,20**
0920149M	R3609	LGT	MICHELET	5 RUE JULLIEN	92174	VANVES	**5 347,22**
0920150N	R3558	LP LYC METIER	PRONY (DE)	4 rue DE BRETAGNE	92600	ASNIERES-SUR-SEINE	**781,52**
0920158X	R3583	LP LYC METIER	TOURNELLE (LA)	87 boulevard NATIONAL	92250	LA GARENNE-COLOMBES	**10 188,20**
0920163C	R3586	LP	LOUIS-GIRARD	85 rue LOUIS GIRARD	92240	MALAKOFF	**1 456,13**
0920164D	R3590	LP LYC METIER	JEAN-MONNET	128 AVENUE JEAN JAURES	92120	MONTROUGE	**5 970,70**
0920166F	R3596	LP LYC METIER	VASSILY-KANDINSKY	96 boulevard BINEAU	92200	NEUILLY-SUR-SEINE	**1 983,08**
0920171L	R3608	LP LYC METIER	LOUIS-BLÉRIOT	67 rue DE VERDUN	92150	SURESNES	**2 339,64**
0920429S	R3559	EREA	MARTIN-LUTHER-KING	6 rue CONTRAT SOCIAL	92600	ASNIERES-SUR-SEINE	**147,69**
0920798T	R3587	LGT	RABELAIS	6 RUE GEORGES LANGROGNET	92190	MEUDON	**2 181,48**

Code UAI	Code tiers IRIS	Type	Patronyme	Adresse	Code postale	Commune	Dotations
0920801W	R3602	LGT	ALEXANDRE-DUMAS	112 boulevard DE LA REPUBLIQUE	92210	SAINT-CLOUD	**6 563,75**
0920802X	R3844	LGT	JEAN-PIERRE-VERNANT	21 RUE DU DR LEDERMANN	92310	SEVRES	**5 645,06**
0920810F	R3579	EREA	JEAN-MONNET	106 boulevard RAYMOND POINCARE	92380	GARCHES	**5 655,90**
0921156G	R3580	LPO LYC METIER	GALILÉE	79 AVENUE CHANDON	92230	GENNEVILLIERS	**10 971,20**
0921166T	R3566	LPO LYC METIER	JEAN-JAURÈS	280 AVENUE JEAN JAURES	92291	CHATENAY-MALABRY	**14 439,10**
0921229L	R3575	LPO LYC METIER	ANATOLE-FRANCE	130 boulevard DE VALMY	92700	COLOMBES	**5 841,60**
0921399W	R3589	LGT	MAURICE-GENEVOIX	29 AVENUE DU FORT	92120	MONTROUGE	**2 579,61**
0921500F	R3599	LP LYC METIER	VOILIN	26 rue LUCIEN VOILIN	92800	PUTEAUX	**5 274,80**
0921555R	R3567	LGT	JACQUES-MONOD	46 RUE DU FORT	92140	CLAMART	**5 483,30**
0921594H	R15803	LGT	MICHEL-ANGE	2 AVENUE GEORGES POMPIDOU	92390	VILLENEUVE-LA-GARENNE	**33 714,63**
0921595J	R3562	LP	DANIEL-BALAVOINE	7 rue MARCEAU DELORME	92270	BOIS-COLOMBES	**825,90**
0921625S	R3578	LP LYC METIER	PAUL-PAINLEVÉ	5 rue DE LA MONTAGNE	92400	COURBEVOIE	**4 677,18**
0921935D	R3611	EREA	TOULOUSE-LAUTREC (EREA)	131 avenue DE LA CELLE ST CLOUD	92420	VAUCRESSON	**10 777,80**
0922276Z	R3603	LPO LYC METIER	SANTOS-DUMONT	39 rue PASTEUR	92210	SAINT-CLOUD	**6 941,10**
0922397F	R3743	LPO	EUGÈNE-IONESCO	152 AVENUE DE VERDUN	92130	ISSY-LES-MOULINEAUX	**5 106,60**
0922398G	R3745	LPO LYC METIER	GUSTAVE-EIFFEL	78 avenue DU PDT POMPIDOU	92500	RUEIL-MALMAISON	**4 181,48**
0922427N	R3753	LPO LYC METIER	CLAUDE-GARAMONT	69 rue DE L'INDUSTRIE	92701	COLOMBES	**3 337,38**
0922443F	R3762	LPO LYC METIER	ETIENNE-JULES-MAREY	154 rue DE SILLY	92100	BOULOGNE-BILLANCOURT	**11 868,40**
0922464D	R3779	LPO	LOUISE-MICHEL	11 BOULEVARD DU MIDI	92000	NANTERRE	**7 305,92**
0922615T	R3981	LG	LUCIE-AUBRAC	15 avenue D ALSACE	92400	COURBEVOIE	**12 658,96**
0922801V	P0038493	LEGT	LYCEE NEUF TRAPEZE	Place Jules Guesde	92100	BOULOGNE-BILLANCOURT	**7 469,00**
					41	**Etablissements**	**324 758,01 €**

Code UAI	Code tiers IRIS	Type	Patronyme	Adresse	Code postale	Commune	Dotations
0930116W	R3619	LGT	HENRI-WALLON	146 rue Jacques SALVATOR	93300	AUBERVILLIERS	**11 364,70**
0930117X	R3616	LGT	LE-CORBUSIER	44 rue LEOPOLD RECHOSSIERE	93533	AUBERVILLIERS	**15 267,60**
0930120A	R3633	LGT	JACQUES-FEYDER	10 rue HENRI WALLON	93801	EPINAY-SUR-SEINE	**19 574,30**
0930121B	R3648	LGT	JEAN-JAURES	1 rue DOMBASLE	93105	MONTREUIL	**12 425,40**
0930122C	R18521	LGT LYC METIER	CONDORCET	31 rue DESIRE CHEVALIER	93105	MONTREUIL	**10 937,90**
0930123D	R15801	LGT	OLYMPE-DE-GOUGES	RUE DE MONTREUIL A CLAYE	93130	NOISY-LE-SEC	**8 846,58**
0930124E	R3655	LGT	MARCELIN-BERTHELOT	110 avenue JEAN JAURES	93500	PANTIN	**11 612,40**
0930126G	R3543	LPO	AUGUSTE-BLANQUI	54 rue CHARLES SCHMIDT	93404	SAINT-OUEN	**17 196,50**
0930128J	R3637	LP	DENIS-PAPIN	34 AVENUE MICHELET	93120	LA COURNEUVE	**6 245,80**
0930129K	R3628	LP	MADELEINE-VIONNET	1 rue JULES GUESDE	93140	BONDY	**14 465,60**
0930130L	R3949	LP	CONDORCET (PROFESSIONNEL)	31 rue DESIRE CHEVALIER	93105	MONTREUIL	**1 191,04**
0930133P	R15799	LP	THEODORE-MONOD	187 rue DE BREMENT	93130	NOISY-LE-SEC	**8 679,90**
0930135S	R3656	LP	SIMONE-WEIL	6 rue DELIZY	93500	PANTIN	**11 638,30**
0930138V	R3662	LP	FRÉDÉRIC-BARTHOLDI	12 rue DE LA LIBERTE	93200	SAINT-DENIS	**9 682,60**
0930830X	R3643	LGT	ALBERT-SCHWEITZER	11 allée VALERE LEFEBVRE	93342	LE RAINCY	**19 960,60**
0930833A	R3622	LGT	JEAN-ZAY	Avenue DU MARECHAL JUIN	93604	AULNAY-SOUS-BOIS	**19 595,50**
0931198X	R3625	LP	ALFRED-COSTES	146 avenue HENRI BARBUSSE	93000	BOBIGNY	**10 278,10**
0931272C	R3635	LGT	GUSTAVE-EIFFEL	16 CHEMIN DE LA RENARDIERE	93220	GAGNY	**24 997,80**

Code UAI	Code tiers IRIS	Type	Patronyme	Adresse	Code postale	Commune	Dotations
0931430Z	R3639	LGT	JACQUES-BREL	4 rue DULCIE SEPTEMBER	93120	LA COURNEUVE	**11 729,30**
0931565W	R3652	LGT	FLORA-TRISTAN	27 RUE DES HAUTS ROSEAUX	93166	NOISY-LE-GRAND	**11 507,60**
0931584S	R3537	LPO	JEAN-ROSTAND	8 rue PIERRE AUDAT	93420	VILLEPINTE	**12 029,10**
0931585T	R3646	LGT	ANDRÉ-BOULLOCHE	18 boulevard GUTENBERG	93190	LIVRY-GARGAN	**6 779,92**
0931613Y	R3624	LGT	LOUISE-MICHEL	70 avenue JEAN JAURES	93000	BOBIGNY	**6 636,10**
0931735F	R3634	LP LYC METIER	LOUISE-MICHEL	12 rue JEAN BAPTISTE CLEMENT	93800	EPINAY-SUR-SEINE	**6 651,70**
0931739K	R3658	LP	JEAN-MOULIN	2 rue MISSAK MANOUCHIAN	93110	ROSNY-SOUS-BOIS	**7 939,27**
0931779D	R1331	LPO LYC METIER	HORTICULTURE-ET-DU-PAYSAGE (DE L')	16 rue PAUL DOUMER	93512	MONTREUIL	**2 013,03**
0932030B	R15269	LPO LYC METIER	MAURICE-UTRILLO	152 rue JEAN DURAND	93240	STAINS	**17 063,32**
0932031C	R15357	LGT	CHARLES-DE-GAULLE	102 rue LAVOISIER	93110	ROSNY-SOUS-BOIS	**10 101,60**
0932047V	R18858	LPO	EVARISTE-GALOIS	32 avenue MONTAIGNE	93165	NOISY-LE-GRAND	**6 884,62**
0932048W	R19063	LPO	BLAISE-CENDRARS	12 avenue LEON JOUHAUX	93270	SEVRAN	**8 412,20**
0932073Y	R3644	LPO	PAUL-ROBERT	2 rue DU CHATEAU	93260	LES LILAS	**10 638,44**
0932116V	R3650	LPO LYC METIER	EUGÉNIE-COTTON	58 avenue FAIDHERBE	93100	MONTREUIL	**18 617,30**
0932118X	R3640	LPO	JEAN-MOULIN	2 avenue CHARLES DE GAULLE	93150	LE BLANC-MESNIL	**16 974,40**
0932119Y	R3623	LPO LYC METIER	EUGÈNE-HÉNAFF	55 avenue RASPAIL	93170	BAGNOLET	**20 606,90**
0932120Z	R3647	LPO	HENRI-SELLIER	73 avenue DU COLONEL FABIEN	93190	LIVRY-GARGAN	**15 241,50**
0932123C	R3731	LPO	ANDRE-SABATIER	140 rue DE LA REPUBLIQUE	93000	BOBIGNY	**14 113,90**
0932221J	R3757	LPO	BLAISE-PASCAL	18 rue MARC VIEVILLE	93250	VILLEMOMBLE	**7 533,50**
0932222K	R3642	LPO	RENÉ-CASSIN	16 allée DES BOSQUETS	93340	LE RAINCY	**8 114,10**
0932260B	R3730	LPO	GEORGES-BRASSENS	Rue DES BANCS PUBLICS	93420	VILLEPINTE	**13 085,00**
0932267J	R3756	LPO LYC METIER	LIBERTE	27 A rue DE LA LIBERTE	93230	ROMAINVILLE	**1 842,36**
0932282A	R3781	LPO	LEO-LAGRANGE	2 rue COMPAGNON	93140	BONDY	**5 813,50**
0932291K	R3812	LPO	NICOLAS-JOSEPH-CUGNOT	55 boulevard LOUIS ARMAND	93330	NEUILLY-SUR-MARNE	**9 199,60**
0932577W	P0028709	LGT	GERMAINE-TILLION	48 bis rue ANIZAN CAVILLON	93350	LE BOURGET	**7 948,10**
0932638M	R67353	LPÖ	LYCEE INTERNATIONAL DE L'EST PARISIEN	1, promenade Marco-Polo	93160	NOISY-LE-GRAND	**9 305,60**
0932667U	P0036077	LPO	PLAINE COMMUNE	70 avenue George Sand	93210	SAINT-DENIS	**20 179,30**
					45	**Etablissements**	**520 921,88 €**

Code UAI	Code tiers IRIS	Type	Patronyme	Adresse	Code postale	Commune	Dotations
0940112L	R3531	LPO LYC METIER	LOUISE-MICHEL	7 rue PIERRE MARIE DERRIEN	94507	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	**16 504,90**
0940113M	R3530	LPO	LANGEVIN-WALLON	126 avenue ROGER SALENGRO	94507	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	**5 768,69**
0940115P	R3507	LGT	ROMAIN-ROLLAND	17 rue LUCIEN NADAIRE	94200	IVRY-SUR-SEINE	**22 483,70**
0940116R	R3488	LGT	EUGENE-DELACROIX	5 rue PIERRE CURIE	94704	MAISONS-ALFORT	**11 882,50**
0940117S	R3493	LG	EDOUARD-BRANLY	8 rue BAUYN DE PERREUSE	94130	NOGENT-SUR-MARNE	**6 150,20**
0940118T	R3490	LPO	LOUIS-ARMAND	173 boulevard DE STRASBOURG	94130	NOGENT-SUR-MARNE	**8 337,22**
0940119U	R18533	LPO	PAUL-DOUMER	2 rue PAUL DOUMER	94170	LE PERREUX-SUR-MARNE	**6 205,00**
0940120V	R3497	LGT	MARCELIN-BERTHELOT	6 boulevard MAURICE BERTEAUX	94100	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	**32 178,80**
0940121W	R3498	LGT	ARSONVAL (D')	65 rue DU PONT DE CRETEIL	94107	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	**10 361,20**
0940122X	R3510	LPO	CONDORCET	1 avenue CONDORCET	94214	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	**11 706,75**
0940123Y	R3500	LGT	GUILLAUME-APOLLINAIRE	42 rue DU PAVE DE GRIGNON	94320	THIAIS	**19 249,94**
0940132H	R3529	LP	GABRIEL-PÉRI	41 avenue BOILEAU	94500	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	**2 168,82**
0940134K	R3516	LP	VAL-DE-BIÈVRE	15 rue D'ARCUEIL	94257	GENTILLY	**1 439,98**
0940137N	R3491	LP LYC METIER	LA-SOURCE	54 avenue DE LA SOURCE	94130	NOGENT-SUR-MARNE	**11 423,52**
0940138P	R3495	LP	ARMAND-GUILLAUMIN	Rue PIERRE CORNEILLE	94310	ORLY	**6 737,19**
0940140S	R3511	LP LYC METIER	GOURDOU-LESEURRE	50 boulevard DE CHAMPIGNY	94100	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	**8 850,90**
0940171A	R3534	EREA	STENDHAL	6 rue DESIRE DAUTIER	94380	BONNEUIL-SUR-MARNE	**6 583,80**
0940319L	R3494	EREA	FRANÇOIS-CAVANNA	3 avenue DE JOINVILLE	94130	NOGENT-SUR-MARNE	**5 607,00**
0940580V	R3533	LGT	POLYVALENT DE CACHAN	61 avenue DU PRESIDENT WILSON	94230	CACHAN	**80 508,80**
0940585A	R3496	LPO LYC METIER	FRANCOIS-MANSART	25 avenue DE LA BANQUE	94100	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	**2 073,50**
0941232D	R3518	LP	JEAN-MACÉ	103 rue MIRABEAU	94600	CHOISY-LE-ROI	**5 547,40**
0941298A	R3524	LP	MICHELET	1 rue MICHELET	94120	FONTENAY-SOUS-BOIS	**607,00**
0941355M	R3487	LPO	PAUL-BERT	1 rue DU GUE AUX AUROCHS	94700	MAISONS-ALFORT	**6 388,00**
0941474S	R3515	LPO	DARIUS-MILHAUD	80 rue DU PROFESSEUR BERGONIE	94276	LE KREMLIN-BICETRE	**10 256,22**
0941930M	R19129	LPO	GUTENBERG	16 rue DE SAUSSURE	94000	CRETEIL	**4 871,12**
0941951K	R3528	LPO LYC METIER	MARX-DORMOY	500 rue DU PROFESSEUR MILLIEZ	94507	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	**12 404,90**
0941952L	R3501	LPO	FRANCOIS-ARAGO	36 avenue DE L'EUROPE	94190	VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	**4 570,11**
0941972H	R3508	LPO LYC METIER	FERNAND-LÉGER	15 avenue HENRI BARBUSSE	94200	IVRY-SUR-SEINE	**8 304,10**
0941975L	R3234	LPO	PIERRE-BROSSOLETTE	5 rue PIERRE BROSSOLETTE	94270	LE KREMLIN-BICETRE	**9 972,20**
0942130E	R3499	LPO LYC METIER	PARC-MONTALEAU	2 bis rue PIERRE SEMARD	94372	SUCY-EN-BRIE	**3 589,81**
0942269F	P0015628	LPO	PAULINE-ROLAND	17 avenue DU GENERAL DE GAULLE	94550	CHEVILLY-LARUE	**10 047,90**
					31	**Etablissements**	**352 781,17 €**

Code UAI	Code tiers IRIS	Type	Patronyme	Adresse	Code postale	Commune	Dotations
0950164M	R3470	EREA	FRANCOISE-DOLTO	106 rue ROUSSEL	95260	BEAUMONT-SUR-OISE	**4 104,60**
0950641F	R18539	LPO	JEAN-JAURÈS	25 RUE CHARLES LECOQ	95100	ARGENTEUIL	**3 689,00**
0950645K	R3684	LGT	VAN-GOGH	RUE DU GENERAL DECAEN	95123	ERMONT	**10 935,26**
0950646L	R3687	LGT	RENÉ-CASSIN	7 avenue FRANCOIS MITTERRAND	95500	GONESSE	**14 884,22**
0950647M	R3393	LGT	GÉRARD-DE-NERVAL	Place DE L'EUROPE	95270	LUZARCHES	**68 752,90**
0950648N	R3394	LGT	JEAN-JACQUES ROUSSEAU	20 RUE DE JAIGNY	95160	MONTMORENCY	**4 774,11**
0950649P	R3397	LPO LYC METIER	CAMILLE-PISSARRO	1 RUE HENRI MATISSE	95300	PONTOISE	**12 121,79**
0950656X	R3680	LP LYC METIER	LE-CORBUSIER	2 rue PAUL BLOCH	95240	CORMEILLES-EN-PARISIS	**2 504,00**
0950658Z	R3365	LP LYC METIER	CHÂTEAU-D'EPLUCHES	45 avenue DU CHATEAU	95310	SAINT-OUEN-L'AUMONE	**3 595,07**
0950666H	R3486	LPO	GEORGES-BRAQUE	21 rue VICTOR PUISEUX	95100	ARGENTEUIL	**8 794,10**
0950983C	R3400	EREA	TOUR-DU-MAIL (LA)	70 chemin DE LA TOUR DU MAIL	95112	SANNOIS	**7 106,70**
0951104J	R3399	LPO	JEAN-PERRIN	2 rue DES EGALISSES	95310	SAINT-OUEN-L'AUMONE	**7 495,30**
0951147F	R3392	LGT	FRAGONARD	3 RUE FRAGONARD	95290	L'ISLE-ADAM	**7 578,00**
0951281B	R3395	LP	TURGOT	3 place AU PAIN	95162	MONTMORENCY	**23 855,25**
0951282C	R3679	LP	VEXIN (DU)	2 RUE JEAN HAMON	95750	CHARS	**9 207,90**
0951618T	R3683	LP LYC METIER	AUGUSTE-ESCOFFIER	77 rue DE PIERRELAYE	95610	ERAGNY	**17 030,00**
0951637N	R3474	LGT	GALILÉE	11 AVENUE DU JOUR	95801	CERGY	**13 865,50**
0951673C	R3686	LPO	GUSTAVE-EIFFEL	9 allée JEAN DE FLORETTE	95120	ERMONT	**6 421,70**
0951710T	R3678	LPO LYC METIER	CAMILLE-CLAUDEL	Avenue FEDERICO GARCIA LORCA	95490	VAUREAL	**19 515,92**
0951723G	R3729	LGT	MONTESQUIEU	165 rue EMILE ZOLA	95220	HERBLAY	**79 168,32**
0951727L	R3728	LPO	CHARLES-BAUDELAIRE	13 rue DU GRAND TREMBLAY	95470	FOSSES	**3 631,80**
0951748J	R3469	LPO	EVARISTE-GALOIS	14 boulevard LEON BLUM	95260	BEAUMONT-SUR-OISE	**9 610,40**
0951753P	R16193	LGT	LÉONARD-DE-VINCI	2 rue ROBQUIN	95470	SAINT-WITZ	**16 113,28**
0951756T	R18856	LPO	JULES-VERNE	1 RUE MICHEL STROGOFF	95800	CERGY	**11 881,80**
0951766D	R18171	LGT	SIMONE-DE-BEAUVOIR	171 avenue DE STALINGRAD	95141	GARGES-LES-GONESSE	**11 215,50**
0951787B	R3475	LPO LYC METIER	ARTHUR-RIMBAUD	99 avenue DE LA DIV LECLERC	95140	GARGES-LES-GONESSE	**1 550,40**
0951922Y	R3214	LGT	CAMILLE-SAINT-SAENS	18 RUE GUYNEMER	95170	DEUIL-LA-BARRE	**50 524,40**
0951937P	R3215	LPO	PAUL-EMILE-VICTOR	116 rue DE LIVILLIERS	95520	OSNY	**1 608,05**
0951974E	R3744	LPO	LOUIS-ARMAND	32 RUE STEPHANE PROUST	95600	EAUBONNE	**9 522,00**
0952173W	P0030507	LPO	EUGENE-RONCERAY	5 rue MARCEL LANGLOIS	95875	BEZONS	**1 923,20**
0952196W	P0034141	LPO	GUSTAVE-MONOD	71 avenue DE CEINTURE	95880	ENGHIEN-LES-BAINS	**31 976,10**
					31	**Etablissements**	**474 956,57 €**
					324		**4 017 132,92 €**

Solde au titre de l'année scolaire 2017-2018

ANNEXE II
TARIFICATION DE LA RESTAURATION SCOLAIRE
DOTATIONS COMPLEMENTAIRES - SOLDE AU TITRE DE L'ANNEE SCOLAIRE 2017/2018

Code tiers	RNE	Type	Nom	Adresse	Code postale	Commune	Dotations affectées
R3447	0750785W	LP	GALILÉE	28 RUE DE PATAY	75013	PARIS 13EME	943,94 €
P0023982	0772751X	LPO	CHARLOTTE-DELBO	2 avenue ROBERT BADINTER	77230	DAMMARTIN-EN-GOELE	461,40 €
R3254	0770922J	LGT	GASTON-BACHELARD	32 avenue DE L'EUROPE	77505	CHELLES	27 207,72 €
R3282	0771336J	LPO LYC METIER	PANNEVELLES (LES)	Route DE CHALAUTRE LA PETITE	77487	PROVINS	9 753,00 €
R3284	0770687D	E.R.P.D.PU	SAINT-MAMMES	13 rue du Capitaine Ballot	77670	SAINT-MAMMES	6 793,20 €
R3667	0771357G	LEGTPA	BRETONNIÈRE (LA)	La Bretonnière	77120	CHAILLY-EN-BRIE	5 767,02 €
R18495	0770931U	LGT	PIERRE-DE-COUBERTIN	Chaussée DE PARIS	77100	MEAUX	6 202,32 €
R3269	0770932V	LP	PIERRE-DE-COUBERTIN (PROFESSIONNEL)	CHAUSSÉE DE PARIS	77100	MEAUX	56,40 €
R3692	0782562L	LG	HOCHE	73 avenue DE ST CLOUD	78000	VERSAILLES	9 049,20 €
R3306	0782602E	LP LYC METIER	JEAN-MOULIN	18 RUE DU DOCTEUR AUDIGIER	78150	LE CHESNAY	157,41 €
R3335	0910629P	LP LYC METIER	CHÂTEAU-DES-COUDRAIES	2 boulevard CHARLES DE GAULLE	91450	ETIOLLES	1 957,00 €
R3339	0910630R	LP LYC METIER	ALEXANDRE-DENIS	Château MONTMIRAULT AV CARNOT	91590	CERNY	3 019,50 €
R18145	0911961M	LGT	EDMOND-MICHELET	2 BOULEVARD ABEL CORNATON	91290	ARPAJON	765,96 €
R18509	0911492C	LPO	ESSOURIAU (DE L')	AVENUE DE DORDOGNE	91940	LES ULIS	3 250,44 €
R3200	0911927A	LGT	MAURICE-ELIOT	Rue DE PROVENCE	91860	EPINAY-SOUS-SENART	206,60 €
R3981	0922615T	LG	LUCIE-AUBRAC	15 avenue D ALSACE	92400	COURBEVOIE	8 496,88 €
R3615	0920130S	LGT	DESCARTES	1 AVENUE LAVOISIER	92761	ANTONY	1 654,50 €
R3579	0920810F	EREA	JEAN-MONNET	106 boulevard RAYMOND POINCARE	92380	GARCHES	1 179,70 €
R3731	0932123C	LPO	ANDRE-SABATIER	140 rue DE LA REPUBLIQUE	93000	BOBIGNY	6 354,91 €
R3639	0931430Z	LGT	JACQUES-BREL	4 rue DULCIE SEPTEMBER	93120	LA COURNEUVE	1 094,40 €
R3533	0940580V	LGT	POLYVALENT DE CACHAN	61 avenue DU PRESIDENT WILSON	94230	CACHAN	11 415,60 €
R3395	0951281B	LP	TURGOT	3 place AU PAIN	95162	MONTMORENCY	11 890,84 €
R3729	0951723G	LGT	MONTESQUIEU	165 rue EMILE ZOLA	95220	HERBLAY	29 429,28 €
					23 Etablissements		**147 107,22 €**

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 28/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 28/01/2019

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-014

DU 24 JANVIER 2019

CARTE DES FORMATIONS PROFESSIONNELLES INITIALES ADAPTATION DE L'OFFRE DE FORMATION POUR LA RENTRÉE 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ; notamment son article L 214-13-1,

VU Le Code du Travail ;

VU La délibération n° CP 98-377 du 8 octobre 1998 relative à l'apprentissage et à la formation ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 16-79 du 20 mai 2016 relative à une carte unique des formations professionnelles initiales tournées vers les emplois de demain ;

VU La délibération n° CR 122-16 du 16 juin 2016 relative à la mise en œuvre du plan d'action régional en faveur de l'apprentissage ;

VU La délibération n° CP 16-364 du 12 juillet 2016 relative à une nouvelle convention régionale pour les CFA d'Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 01-17 du 23 janvier 2017 relative au CPRDFOP ;

VU La délibération n° CP 2018-041 du 24 janvier 2018 relative à la carte unique des formations professionnelles initiales et à l'adaptation de l'offre de formation pour la rentrée 2018 ;

VU L'avis du CREFOP du 08 janvier 2019 relatif à la carte des formations professionnelles initiales ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU le rapport n°CP 2019-014 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1

Adopte, la carte des formations professionnelles initiales sous statut scolaire, présentée en

annexe 1 de la présente délibération.

Article 2

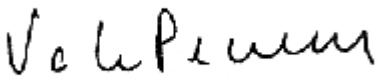
Approuve la convention annuelle d'application du contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelles, relative à la programmation des formations professionnelles sous statut scolaire pour la rentrée 2019 présentée en annexe 2 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Article 3

Approuve les ajustements à la convention portant création de CFA tels que présentés en annexe 1 de la présente délibération.

Subordonne l'application de ces ajustements à la conclusion avec chaque organisme gestionnaire de CFA concerné, d'un avenant conforme à l'avenant-type approuvé par la délibération n° CP 98-377 du 8 octobre 1998 et autorise la présidente du conseil régional à signer les avenants correspondants.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1

Carte des formations professionnelles initiales (ouvertures/fermetures/modifications en places d'entrants)

										CREATION		SUPPRESSION		
FILIERE	Pré-post bac	NIVEAUX	DIPLÔME	BASSIN ECONOMIQUE	DEPT DU SITE DE FORMATION	COMMUNE DU SITE DE FORMATION	SITE DE FORMATION	CFA	N° de ligne	Apprentissage	scolaire	Apprentissage	scolaire	Solde FPI
Agriculture	Post-bac	Niveau 3	Agronomie- productions végétales (BTSA)	Brie Créçois	77	CHAILLY-EN-BRIE	CFA de l' EPLEFPA La Bretonnière	CFA la Bretonnière	178	15				15
			Analyse, conduite et strategie de l'entreprise agricole (ACSE) (BTSA)	Brie Créçois	77	CHAILLY-EN-BRIE	CFA de l' EPLEFPA La Bretonnière	CFA la Bretonnière	177	30				30
	Pré-bac	Niveau 4	Conduite de production en agriculture biologique et commercialisation (CSA	Marne la Vallée	77	BRIE-COMTE-ROBERT	E.P.L.E.F.P.A. BOUGAINVILLE	CFA la Bretonnière	162			-8		-8
			Productions horticoles (BAC PRO Agricole)	Brie Créçois	77	CHAILLY-EN-BRIE	CFA de l' EPLEFPA La Bretonnière	CFA la Bretonnière	163			-10		-10
			Responsable d'atelier de productions horticoles (BPA4)	Versailles Saclay	91	IGNY	Lycée horticole privé Saint-Nicolas	CFA des Métiers de l'Agriculture - ADAFA	299	15				15
		Niveau 5	Metiers de l'agriculture (CAPA)	Brie Créçois	77	CHAILLY-EN-BRIE	CFA de l' EPLEFPA La Bretonnière	CFA la Bretonnière	174			-35		-35
Total Agriculture										60		-53		7
Alimentation	Pré-bac	Niveau 4	Boulanger (BP)	Sud Ouest Francilien	78	RAMBOUILLET	CFA de la MFR de la Grange Colombe	CFA de la MFR de la Grange Colombe	267	96				96
				Versailles Saclay	78	VERSAILLES	CFA de la CMA du 78	CFA CMA du 78	228	7				7
			Boulanger-pâtissier (BAC PRO)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA Boulangerie et Pâtisserie	CFA Boulangerie et Pâtisserie	104			-12		-12
							CFA des Métiers de la Table	CFA des Métiers de la Table	7	5				5
			Pâtissier confiseur glacier traiteur (BTM)	Est Ensemble (EPT 8)	93	BOBIGNY	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	411			-11		-11
				Paris (T1)	75	PARIS	CFA des Métiers de la Table	CFA des Métiers de la Table	3	17				17
		Niveau 5	Boulanger (CAP)	Est Ensemble (EPT 8)	93	BOBIGNY	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	410			-18		-18
									413			-23		-23
				Paris (T1)	75	PARIS	CFA Boulangerie et Pâtisserie	CFA Boulangerie et Pâtisserie	101			-28		-28
			Boulangerie spécialisée (MC niveau V)	Est Ensemble (EPT 8)	93	BOBIGNY	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	377			-14		-14
			Cremier-fromager (CAP)	Vallée Sud Grand Paris (EPT 2)	92	ANTONY	Lycée Théodore Monod	CFA Académique de Versailles	296	12				12
					92	ANTONY	THEODORE-MONOD	(vide)	1228		6			6
			Employé traiteur (MC niveau V)	Marne la Vallée	77	EMERAINVILLE	UTEC Marne la Vallée - Hôtellerie Restauration Tourisme	CFA UTEC CCI de Seine et Marne	199			-8		-8
				Paris (T1)	75	PARIS	CFA des Métiers de la Table	CFA des Métiers de la Table	14			-5		-5
			Pâtisserie boulangère (MC V)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA Boulangerie et Pâtisserie	CFA Boulangerie et Pâtisserie	103			-8		-8
				Versailles Saclay	78	VERSAILLES	CFA de la CMA du 78	CFA CMA du 78	229	14				14
			Pâtisserie, glacerie, chocolaterie, confiserie spécialisée (MC aux CAP)	Grand Paris Seine Ouest (EPT 3	92	MEUDON-LA-FORET	Lycée Cote de VIllebon	CFA Académique de Versailles	281	6				6
				Paris (T1)	75	PARIS	CFA des Métiers de la Table	CFA des Métiers de la Table	6	10				10
				Versailles Saclay	78	VERSAILLES	CFA de la CMA du 78	CFA CMA du 78	230	14				14
			PATISSIER (CAP)	Porte Sud du Grand Paris	91	ETIOLLES	CHATEAU-DES-COUDRAIES	(vide)	1221				-12	-12
			Pâtissier (CAP)	Est Ensemble (EPT 8)	93	BOBIGNY	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	412	90				90
									416			-56		-56
				Marne la Vallée	77	EMERAINVILLE	UTEC Marne la Vallée - Hôtellerie Restauration Tourisme	CFA UTEC CCI de Seine et Marne	202			-4		-4
				Paris (T1)	75	PARIS	CFA Boulangerie et Pâtisserie	CFA Boulangerie et Pâtisserie	102	4				4
									105	4				4
				Versailles Saclay	78	GUYANCOURT	Lycée d'Hôtellerie - Tourisme	CFA TRAJECTOIRE	261	15				15
Total Alimentation										294	6	-187	-12	101
Aménagement pay	Pré-bac	Niveau 4	Amenagements paysagers (BAC PRO AG)	Brie Créçois	77	CHAILLY-EN-BRIE	CFA de l' EPLEFPA La Bretonnière	CFA la Bretonnière	168			-30		-30
				Seine-Aval	78	MAISONS-LAFFITTE	CFA Métiers de l'Horticulture et Cheval de Maisons-Laffitte	CFA des Métiers de l'Horticulture et du Cheval	233			-10		-10
			Aménagements paysagers (BP)	Brie Créçois	77	CHAILLY-EN-BRIE	CFA de l' EPLEFPA La Bretonnière	CFA la Bretonnière	171			-30		-30
				Est Ensemble (EPT 8)	93	MONTREUIL	Lycée Horticulture de Montreuil	CFA la Bretonnière	172			-35		-35
				Seine-Aval	78	MAISONS-LAFFITTE	CFA Métiers de l'Horticulture et Cheval de Maisons-Laffitte	CFA des Métiers de l'Horticulture et du Cheval	234			-5		-5
				Versailles Saclay	91	IGNY	Lycée horticole privé Saint-Nicolas	CFA des Métiers de l'Agriculture - ADAFA	298	15				15
						MARCOUSSIS	Lycée Agricole Saint-Antoine	CFA des Métiers de l'Agriculture - ADAFA	297	15				15
			Diagnostic et taille des arbres (CSA)	Sud Ouest Francilien	78	LE-TREMBLAY-SUR-MAULDRE	CFA du CHEP des Métiers Verts	CFA du CHEP	271	12				12
		Niveau 5	Jardinier de golf et entretien de sols sportifs (CSA)	Marne la Vallée	77	BRIE-COMTE-ROBERT	E.P.L.E.F.P.A. BOUGAINVILLE	CFA la Bretonnière	166			-8		-8
			Jardinier paysagiste (CAPA)	Brie Créçois	77	CHAILLY-EN-BRIE	CFA de l' EPLEFPA La Bretonnière	CFA la Bretonnière	175			-20		-20
			Taille et soins des arbres (CSA)	Marne la Vallée	77	BRIE-COMTE-ROBERT	E.P.L.E.F.P.A. BOUGAINVILLE	CFA la Bretonnière	167			-3		-3
			Travaux d'aménagements paysagers, spécialité travaux de création et d'entr	Brie Créçois	77	CHAILLY-EN-BRIE	CFA de l' EPLEFPA La Bretonnière	CFA la Bretonnière	165			-50		-50
Total Aménagement paysager										42		-191		-149
Audiovisuel	Post-bac	Niveau 1	Didactique de l'image COPAT	Paris (T1)	75	PARIS	Université Paris III - Sorbonne Nouvelle	CFA FORMASUP Paris	125	20				20
			Prod audiovisu éditorialisation	Paris (T1)	75	PARIS	Université Paris III - Sorbonne Nouvelle	CFA FORMASUP Paris	122	15				15
	Pré-bac	Niveau 4	Photographe (BTM)	Est Ensemble (EPT 8)	93	BOBIGNY	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	404			-4		-4
									405			-24		-24
									418			-6		-6
		Niveau 5	Accessoiriste réalisateur	Seine-Aval	78	SARTROUVILLE	Lycée Jules Verne	CFA Académique de Versailles	542	12				12

										CREATION		SUPPRESSION		Solde FPI
FILIERE	Pré-post bac	NIVEAUX	DIPLÔME	BASSIN ECONOMIQUE	DEPT DU SITE DE FORMATION	COMMUNE DU SITE DE FORMATION	SITE DE FORMATION	CFA	N° de ligne	Apprentissage	scolaire	Apprentissage	scolaire	
			Assistant photographe (CTM)	Est Ensemble (EPT 8)	93	BOBIGNY	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	381			-11		-11
Total Audiovisuel										47		-45		2
Automobile & engin	Post-bac	Niveau 3	Mantenance des vehicules option voitures particulieres (BTS)	Porte Sud du Grand Paris	91	EVRY	CFA Faculté des Métiers de l'Essonne - EVRY	CFA FDME	331	14				14
	Pré-bac	Niveau 4	Maintenance des matériels option matériels agricoles	Sud 91	91	DOURDAN	Lycée Nikola Tesla	CFA Académique de Versailles	545	6				6
			MAINTENANCE DES VEHICULES 2NDE COMMUNE (BAC PRO) option A	Grand Paris Seine Ouest (EPT 3	92	ISSY-LES-MOULINEAUX	LA-SALLE-SAINT-NICOLAS	(vide)	1267				-15	-15
				Seine-Aval	78	MANTES-LA-JOLIE	JEAN-ROSTAND	(vide)	1241		10			10
			Maintenance des véhicules option a voitures particulières (BAC PRO)	Est Ensemble (EPT 8)	93	BOBIGNY	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	406	42				42
			Maintenance des véhicules option motocycles	Paris Ouest La Défense (EPT 4)	92	NANTERRE	Lycée Claude Chappe	CFA Académique de Versailles	548	6				6
			Réparation des carrosseries (BAC PRO)	Est Ensemble (EPT 8)	93	BOBIGNY	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	415			-26		-26
		Niveau 5	Maintenance des véhicules automobiles option b véhicules de transport routi	Ouest 95	95	JOUY-LE-MOUTIER	CFA Institut de l'Environnement Urbain	CFA Institut de l'Environnement Urbain	471			-10		-10
			Maintenance des vehicules option A voitures particulieres (CAP)	Boucle Nord de Seine (EPT 5)	95	ARGENTEUIL	CFA du GARAC	CFA GARAC	464			-30		-30
				Est Ensemble (EPT 8)	93	BOBIGNY	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	407	8				8
			Peinture en carrosserie (CAP)	Est Ensemble (EPT 8)	93	BOBIGNY	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	374			-11		-11
				Grand-Orly Seine Bièvre (EPT 12	91	SAVIGNY-SUR-ORGE	GASPARD-MONGE	(vide)	1224		12			12
				Versailles Saclay	78	LA-CELLE-SAINT-CLOUD	Lycée Duchesne	CFA Académique de Versailles	274	12				12
			Réparation des carrosseries (CAP)	Est Ensemble (EPT 8)	93	BOBIGNY	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	398			-12		-12
									408			-26		-26
Total Automobile & engins										88	22	-115	-15	-20
BTP	Post-bac	Niveau 2	Diplome d'etudes en architecture (DEEA)	Marne la Vallée	77	CHAMPS-SUR-MARNE	Ecole d'Architecture de la Vile et des Territoires	CFA Descartes	183	23				23
			Metiers du btp : batiment et construction (LP CERGY)	Ouest 95	95	NEUVILLE-SUR-OISE	Université de Cergy-Pontoise site de Neuville	CFA UNION	324			-12		-12
			Metiers du btp : genie civil et construction (LP CERGY)	Ouest 95	95	CERGY-PONTOISE	Université de Cergy-Pontoise - IUT de Cergy - Neuville	CFA SUP 2000	437			-2		-2
									445			-1		-1
		Niveau 3	Genie civil - construction durable (DUT)	Ouest 95	95	CERGY-PONTOISE	Université de Cergy-Pontoise - IUT de Cergy - Neuville	CFA SUP 2000	446			-4		-4
			Maintenance des materiels de construction et de manutention (BTS)	Seine-Aval	78	PORCHEVILLE	Lycée Lavoisier	CFA Académique de Versailles	278	10				10
	Pré-bac	Niveau 4	Maçon (BP)	Nord Est 77	77	OCQUERRE	BTP CFA d' Ocquerre	CFA du BTP d'Ocquerre	179	15				15
			MENUISERIE ALUMINIUM-VERRE (BAC PRO)	Plaine Commune (EPT 6)	93	SAINT-DENIS	ENNA (L')	(vide)	1039				-6	-6
			Ouvrages du bâtiment : aluminium, verre et matériaux de synthèse (BAC PR	Centre 77	77	LA ROCHETTE	Lycée Benjamin franklin	CFA de l'Académie de Créteil	462	12				12
			OUVRAGES DU BATIMENT : METALLERIE (BAC PRO)	Plaine Commune (EPT 6)	93	SAINT-DENIS	ENNA (L')	(vide)	1043				-6	-6
			TECHNICIEN DU BATIMENT : ORGANISATION ET REALISATION DU GR	Vallée Sud Grand Paris (EPT 2)	92	MONTROUGE	JEAN-MONNET	(vide)	1237		6			6
			Technicien(ne) des reseaux tres haut debit (CCI FRANCE RSX FORMATIO	Marne la Vallée	77	EMERAINVILLE	UTEC Marne-la-Vallée - Informatique et Technologies Numé	CFA UTEC CCI de Seine et Marne	195	18				18
		Niveau 5	ELECTRICIEN (CAP)	Grand Roissy - Le Bourget	93	AULNAY-SOUS-BOIS	VOILLAUME (PROFESSIONNEL)	(vide)	1034				-15	-15
			MENUISIER ALUMINIUM-VERRE (CAP)	Paris (T1)	75	PARIS 14EME	LUCAS-DE-NEHOU	(vide)	1144		8			8
			MENUISIER FABRICANT DE MENUISERIE, MOBILIER ET AGENCEMENT	Grand Roissy - Le Bourget	95	VILLIERS-LE-BEL	PIERRE-MENDES-FRANCE	(vide)	1223		6			6
			Menuisier installateur (CAP)	Est 95	95	SANNOIS	Lycée Saint Jean l'Hermitage	CFA CERFAL	36			-15		-15
			SERRURIER METALLIER (CAP)	Plaine Commune (EPT 6)	93	SAINT-DENIS	ENNA (L')	(vide)	1010		12			12
			Solier-moquettiste (CAP)	Centre 77	77	LA ROCHETTE	Lycée Benjamin franklin	CFA du BTP de Nangis	159	15				15
Total BTP										93	32	-34	-27	64
Chimie	Post-bac	Niveau 1	Sciences et technologies : biologie moleculaire et cellulaire spe microbiologi	Paris (T1)	75	PARIS	CFA des Sciences	CFA CCI Paris IdF - CFA des Sciences	78	40				40
			Sciences, technologies, sante : chimie (MASTER CERGY)	Ouest 95	95	CERGY-PONTOISE	Université de Cergy-Pontoise - IUT de Cergy	CFA AFI 24 Ile de France	341	24				24
		Niveau 2	Industries phamaceutiques, cosmetologiques et de sante : gestion, productio	Ouest 95	95	PONTOISE	Universtié de Cergy - UFR Sciences et techniques - Site de	CFA SUP 2000	449			-20		-20
		Niveau 3	Bio analyses et contrôle (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS	Ecole Technique Supérieure du Laboratoire	CFA AFI 24 Ile de France	342	20				20
			BIOANALYSES ET CONTROLE (BTS)	Seine-Aval	78	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	JEAN-BAPTISTE-POQUELIN	(vide)	1188				-30	-30
							LEONARD-DE-VINCI	(vide)	1187		30			30
			Mesures physiques (DUT année commune)	Versailles Saclay	91	ORSAY	IUT d'Orsay - Université Paris Sud	CFA SUP 2000	443			-6		-6
			Metiers de la chimie (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS	Ecole Technique Supérieure du Laboratoire	CFA AFI 24 Ile de France	343	20				20
	Pré-bac	Niveau 4	METIERS DU LABORATOIRE (FCIL IV)	Versailles Saclay	91	GIF-SUR-YVETTE	VALLEE-DE-CHEVREUSE (DE LA)	(vide)	1275		12			12
Total Chimie										104	42	-26	-30	90
Coiffure-esthétique	Post-bac	Niveau 3	Métiers de l'esthétique-cosmétique-parfumerie, option A : management (BTS	Porte Sud du Grand Paris	91	EVRY	CFA Faculté des Métiers de l'Essonne - EVRY	CFA FDME	333	20				20
	Pré-bac	Niveau 4	Coiffure (BP)	Boucle Nord de Seine (EPT 5)	95	ARGENTEUIL	Lycée F et Léger	CFA Académique de Versailles	549	12				12
				Est Ensemble (EPT 8)	93	BOBIGNY	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	373	72				72
									389			-1620		-1620
			Esthétique cosmétique parfumerie (BAC PRO)	Est Ensemble (EPT 8)	93	BOBIGNY	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	387			-28		-28
			Esthétique cosmétique parfumerie (BP)	Est Ensemble (EPT 8)	93	BOBIGNY	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	385			-54		-54
		Niveau 5	Coiffure (CAP)	Est Ensemble (EPT 8)	93	BOBIGNY	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	382			-250		-250
									399			-78		-78

										CREATION		SUPPRESSION		Solde FPI
FILIERE	Pré-post bac	NIVEAUX	DIPLÔME	BASSIN ECONOMIQUE	DEPT DU SITE DE FORMATION	COMMUNE DU SITE DE FORMATION	SITE DE FORMATION	CFA	N° de ligne	Apprentissage	scolaire	Apprentissage	scolaire	
				Paris (T1)	75	PARIS	CFA de la Coiffure Ambroise Croisat	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	384			-25		-25
			COIFFURE COUPE COULEUR (MC NIVEAU V)	Boucle Nord de Seine (EPT 5)	95	ARGENTEUIL	FERNAND-ET-NADIA-LEGER	(vide)	1182				-12	-12
			Coiffure coupe couleur (MC5)	Est Ensemble (EPT 8)	93	BOBIGNY	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	383			-26		-26
			Esthetique cosmetique parfumerie (CAP)	Est Ensemble (EPT 8)	93	BOBIGNY	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	386			-56		-56
									402	6				6
Total Coiffure-esthétique										110		-2137	-12	-2039
Commerce	Post-bac	Niveau 1	Diplôme grade master de l'école supérieure de commerce de Grenoble	Paris (T1)	75	PARIS 16	Grenoble Ecole de Management Campus de Paris	CFA AFI 24 Ile de France	339	40				40
			Humanités : langues, littératures et civilisations étrangères, langues et affair	Paris (T1)	75	PARIS	Université Sorbonne Paris IV	CFA FORMASUP Paris	113	49				49
			Sciences de gestion : science du management spé marketing et communica	Paris (T1)	75	PARIS	Université Paris 2 - Panthéon-Assas	CFA FORMASUP Paris	120			-1		-1
		Niveau 2	Charge de la distribution et de la négociation (ISIFA)	Grand Paris Seine Ouest (EPT 3	92	ISSY-LES-MOULINEAUX	CFA Commerce Gestion Bureautique (Isifa)	CFA ISIFA	345			-8		-8
			Chef de projet en marketing internet et conception de site (CCI TERRITORIA	Versailles Saclay	91	MASSY	CFA Faculté des Métiers de l'Essonne - Site de MASSY	CFA FDME	334	24				24
			Commerce et distribution (LP PARIS 11)	Paris (T1)	75	PARIS	Institut de Formation Clorivière	CFA CERFAL	42			-25		-25
			Commerce spé e-tourisme (LP LA ROCHELLE)	Paris (T1)	75	PARIS	Ecole Nationale de Commerce	CFA Bessières	142			-4		-4
									143			-24		-24
			Responsable de developpement commercial (OPTION BANQUE ASSURAN	Marne la Vallée	77	EMERAINVILLE	UTEC Marne-la-Vallée - Commerce Service Comptabilité G	CFA UTEC CCI de Seine et Marne	194			-8		-8
				Nord Est 77	77	MEAUX	UTEC Meaux	CFA UTEC CCI de Seine et Marne	188			-10		-10
				Paris (T1)	75	PARIS	CFA CCIP - NOVANCIA	CFA Formaposte IDF	424	30				30
			Responsable de la distribution (CCI FRANCE - RESEAU NEGOVENTIS)	Marne la Vallée	77	EMERAINVILLE	UTEC Marne-la-Vallée - Commerce Service Comptabilité G	CFA UTEC CCI de Seine et Marne	190			-6		-6
				Nord Est 77	77	MEAUX	UTEC Meaux	CFA UTEC CCI de Seine et Marne	185			-12		-12
			Technico-commercial (LP VERSAILLES)	Ouest 95	95	JOUY-LE-MOUTIER	CFA Institut de l'Environnement Urbain	CFA Institut de l'Environnement Urbain	469			-5		-5
		Niveau 3	Commerce international à référentiel commun européen (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA Multiprofessionnel	CFA CERFAL	26			-5		-5
			Gestionnaire d'unité commerciale (ACFCI - RESEAU NEGOVENTIS)	Nord Est 77	77	MEAUX	UTEC Meaux	CFA UTEC CCI de Seine et Marne	211			-6		-6
			Management des unités commerciales (BTS)	Grand Paris Seine Ouest (EPT 3	92	ISSY-LES-MOULINEAUX	CFA Commerce Gestion Bureautique (Isifa)	CFA ISIFA	350	40				40
				Marne la Vallée	77	EMERAINVILLE	UTEC Marne-la-Vallée - Commerce Service Comptabilité G	CFA UTEC CCI de Seine et Marne	204			-24		-24
				Sud 77	77	CHAMPAGNE-SUR-SEINE	Lycée Lafayette	CFA de l'Académie de Créteil	460	15				15
			Négociation et relation client (BTS)	Porte Sud du Grand Paris	91	YERRES	Lycée Louis Armand	CFA Académique de Versailles	285	12				12
				Sud 77	77	AVON	UTEC Avon Fontainebleau	CFA UTEC CCI de Seine et Marne	210			-14		-14
			Responsable technico commercial : fruits et legumes (CSA)	Seine-Aval	78	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	CFA Métiers de l'Horticulture et Cheval de St Germain en La	CFA des Métiers de l'Horticulture et du Cheval	238			-6		-6
			Techniques de commercialisation (DUT)	Ouest 95	95	PONTOISE	IUT DE CERGY SITE DE SAINT MARTIN	CFA SUP 2000	458			-25		-25
	Pré-bac	Niveau 4	Accueil - relation clients et usagers (BAC PRO)	Marne la Vallée	77	EMERAINVILLE	UTEC Marne-la-Vallée - Commerce Service Comptabilité G	CFA UTEC CCI de Seine et Marne	214			-2		-2
				Paris Ouest La Défense (EPT 4)	92	LEVALLOIS PERRET	IFCV	CFA CERFAL	33			-25		-25
					92	SAINT-CLOUD	SANTOS-DUMONT	(vide)	1256		15			15
				Porte Sud du Grand Paris	91	EVRY	Lycée Charles-Baudelaire	CFA Académique de Versailles	292	4				4
				Seine-Aval	78	LES MUREAUX	VAUCANSON	(vide)	1255		15			15
			Commerce (BAC PRO)	Est 77	77	PROVINS	UTEC Provins	CFA UTEC CCI de Seine et Marne	208			-12		-12
				Est Ensemble (EPT 8)	93	BOBIGNY	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	409			-13		-13
				Paris (T1)	75	PARIS	CFA Multiprofessionnel	CFA CERFAL	38			-20		-20
							Lycée Carcado-Saisseval	CFA CERFAL	52	20				20
					75	PARIS 06EME	CARCADO-SAISSEVAL	(vide)	1148		35			35
						PARIS 19EME	INITIATIVE (L')	(vide)	1147				-25	-25
				Porte Sud du Grand Paris	91	DRAVEIL	Lycée Nadar	CFA Académique de Versailles	546	12				12
						EVRY	Lycée Charles-Baudelaire	CFA Académique de Versailles	291	4				4
					91	DRAVEIL	NADAR	(vide)	1271		12			12
				Seine-Aval	78	POISSY	Centre Jean Brudon	CFA Pharmacie, Santé, Sanitaire et Social	227			-30		-30
				Sud 77	77	AVON	UTEC Avon Fontainebleau	CFA UTEC CCI de Seine et Marne	193			-6		-6
			COMMERCE (BAC PRO) OU ARCU (BACPRO)	Grand-Orly Seine Bièvre (EPT 12	94	CHOISY-LE-ROI	JEAN-MACE	(vide)	1051		24			24
			Fleuriste (BP)	Seine-Aval	78	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	CFA Métiers de l'Horticulture et Cheval de St Germain en La	CFA des Métiers de l'Horticulture et du Cheval	237			-4		-4
			METIERS RELATION CLIENTS ET USAGERS (BAC PRO)	Centre 77	77	DAMMARIE-LES-LYS	FREDERIC-JOLIOT-CURIE	(vide)	1049		24			24
			METIERS RELATION CLIENTS USAGERS (BAC PRO)	Est 77	77	ROZAY-EN-BRIE	TOUR-DES-DAMES (DE LA)	(vide)	1047		12			12
				Plaine Commune (EPT 6)	93	LA COURNEUVE	ARTHUR-RIMBAUD	(vide)	1050		24			24
						STAINS	MAURICE-UTRILLO	(vide)	1048		24			24
			Technicien conseil vente en produits de jardin (BAC PRO AG)	Brie Créçois	77	CHAILLY-EN-BRIE	CFA de l' EPLEFPA La Bretonnière	CFA la Bretonnière	161			-15		-15
									164			-25		-25
			Vente (prospection - négociation - suivi de clientèle) (BAC PRO)	Porte Sud du Grand Paris	91	EVRY	Lycée Charles-Baudelaire	CFA Académique de Versailles	290	4				4
		Niveau 5	Employé de vente spécialisé option A : produits alimentaires (CAP)	Est Ensemble (EPT 8)	93	BOBIGNY	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	379			-2		-2

										CREATION		SUPPRESSION		Solde FPI
FILIERE	Pré-post bac	NIVEAUX	DIPLÔME	BASSIN ECONOMIQUE	DEPT DU SITE DE FORMATION	COMMUNE DU SITE DE FORMATION	SITE DE FORMATION	CFA	N° de ligne	Apprentissage	scolaire	Apprentissage	scolaire	
			Vendeur en boulangerie-patisserie (CTM APCMA)	Est Ensemble (EPT 8)	93	BOBIGNY	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	392			-8		-8
			VENDEUR SPECIALISE EN ALIMENTATION (MC NIVEAU V)	Paris (T1)	75	PARIS 18EME	SUZANNE-VALADON	(vide)	1081		18			18
			Vendeur-magasinier en pièces de rechange et équipements automobiles (CA	Boucle Nord de Seine (EPT 5)	95	ARGENTEUIL	CFA du GARAC	CFA GARAC	465			-30		-30
Total Commerce										254	203	-375	-25	57
Communication	Post-bac	Niveau 1	Arts, lettres, langues : litterature, philologie, linguistique spe metiers de l'edit	Paris (T1)	75	PARIS	CFA de l'Edition	CFA de l'Edition	107	20				20
			Diplôme grade master de Sciences Po : communication	Paris (T1)	75	PARIS	Institut des Etudes Politiques de Paris	CFA FORMASUP Paris	111	8				8
			Diplôme grade master de Sciences Po : journalisme	Paris (T1)	75	PARIS	Institut des Etudes Politiques de Paris	CFA FORMASUP Paris	134	9				9
			Master Communication planning stratégiqu	Paris (T1)	75	PARIS	Lycée Jean Lurcat	CFA AGEFA PME Ile de France	351	30				30
									352	30				30
		Niveau 2	Chef de projet multimédia (ECAD consultants IESA)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA Open CFA	CFA Open CFA	154			-10		-10
									155			-10		-10
									156			-10		-10
			Metiers de la communication : charge de communication (LP CERGY)	Grand Roissy - Le Bourget	95	SARCELLES	Université de Cergy-Pontoise - Site de Sarcelles	CFA SUP 2000	441			-1		-1
			Métiers de la communication : chef de projet communication (LP Paris 5)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA Multiprofessionnel	CFA CERFAL	56	25				25
			Responsable operationnel d'unite (GRENOBLE EM)	Paris (T1)	75	PARIS 16	Grenoble Ecole de Management Campus de Paris	CFA AFI 24 Ile de France	340	25				25
			Responsable projet marketing communication (SCIENCES-U LILLE EFFICC	Paris (T1)	75	PARIS	CFA Open CFA	CFA Open CFA	152	10				10
		Niveau 3	Design graphique option a communication et medias imprimes (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS	GOBELINS Paris Gambetta	CFA CCI Paris IdF - GOBELINS, l'école de l'image	137			-13		-13
			Design Graphique Option B Communication et Medias Numériques (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS	GOBELINS Paris Gambetta	CFA CCI Paris IdF - GOBELINS, l'école de l'image	136			-13		-13
	Pré-bac	Niveau 4	ARTISANAT ET METIERS D'ART OPTION : COMMUNICATION VISUELLE	Boucle Nord de Seine (EPT 5)	92	COLOMBES	CLAUDE-GARAMONT	(vide)	1259		12			12
			REALISATION DE PRODUITS IMPRIMES ET PLURIMEDIA 2NDE COMMU	Boucle Nord de Seine (EPT 5)	92	COLOMBES	CLAUDE-GARAMONT	(vide)	1258				-12	-12
		Niveau 5	FCIL5 OPERATEUR PUBLICITE ASSISTE ORDIN	Centre 77	77	LA ROCHETTE	BENJAMIN-FRANKLIN	(vide)	1069				-20	-20
Total Communication										157	12	-57	-32	80
Eau et Propreté	Post-bac	Niveau 2	Metiers de la protection et de la gestion de l'environnement (LP VERSAILLE	Ouest 95	95	JOUY-LE-MOUTIER	CFA Institut de l'Environnement Urbain	CFA Institut de l'Environnement Urbain	467			-10		-10
		Niveau 3	Metiers de l'eau (BTS)	Ouest 95	95	JOUY-LE-MOUTIER	CFA Institut de l'Environnement Urbain	CFA Institut de l'Environnement Urbain	472			-4		-4
	Pré-bac	Niveau 5	Agent d'assainissement et de collecte des déchets liquides spéciaux (CAP)	Ouest 95	95	JOUY-LE-MOUTIER	CFA Institut de l'Environnement Urbain	CFA Institut de l'Environnement Urbain	474			-6		-6
			AGENT DE PROPRETE ET D'HYGIENE (CAP)	Nord Est 77	77	MEAUX	PIERRE-DE-COUBERTIN (PROFESSIONNEL)	(vide)	1038		12			12
			Proprete de l'environnement urbain - collecte et recyclage (CAP)	Est Ensemble (EPT 8)	93	BOBIGNY	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	378			-12		-12
Total Eau et Propreté											12	-32		-20
Electricité, électron	Post-bac	Niveau 1	Ingénieur SNPI ISTY/CNAM niveau I	Seine-Aval	78	MANTES-LA-VILLE	Institut des Sciences et Techniques des Yvelines (UVSQ)	CFAI Mécavenir	354	24				24
		Niveau 2	LICENCE PRO MAINTENANCE SYSTEMES ELECTRONIQUES	Grand-Orly Seine Bièvre (EPT 12	94	CACHAN	POLYVALENT DE CACHAN	(vide)	1011				-18	-18
			Maintenance des systemes industriels, de production et d'energie (LP CERG	Ouest 95	95	CERGY-PONTOISE	Université de Cergy-Pontoise - IUT de Cergy - Neuville	CFA SUP 2000	436			-1		-1
			Metiers de l'industrie : mecatronique, robotique (CNAM)	Paris Ouest La Défense (EPT 4)	92	PUTEAUX	CFAI MECAVENIR	CFAI Mécavenir	355	24				24
		Niveau 3	Génie électrique et informatique industrielle GEII (DUT année commune)	Grand Roissy - Le Bourget	95	SARCELLES	Université de Cergy-Pontoise - Site de Sarcelles	CFA SUP 2000	442			-24		-24
				Ouest 95	95	CERGY-PONTOISE	Université de Cergy-Pontoise - IUT de Cergy - Neuville	CFA SUP 2000	435			-4		-4
				Versailles Saclay	78	VELIZY-VILLACOUBLAY	Université de Versailles Saint-Quentin en Yvelines - IUT de	CFA UNION	321			-6		-6
	Pré-bac	Niveau 4	Electricien(ne) (BP)	Grand Paris Seine Ouest (EPT 3	92	MEUDON	Lycée Saint Philippe	CFA CERFAL	43			-14		-14
				Paris Ouest La Défense (EPT 4)	92	RUEIL-MALMAISON	BTP CFA de Rueil Malmaison	BTP CFA de Rueil Malmaison	337	15				15
			Electrotechnique énergie équipements communicants (BAC PRO)	Est Ensemble (EPT 8)	93	BOBIGNY	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	414	28				28
			Metiers de l'electricite et de ses environnements connectes (BAC PRO)	Ouest 95	95	ERAGNY	AUGUSTE-ESCOFFIER	(vide)	1243		24			24
			PILOTE DE MATERIEL NUMERIQUE POUR LA FABRICATION DE L'AMEU	Est 95	95	CORMEILLES-EN-PARISIS	LE-CORBUSIER	(vide)	1273		15			15
			SYSTEMES NUMERIQUES 2NDE COMMUNE (BAC PRO) OPTION C RES	Plaine Commune (EPT 6)	93	SAINT-DENIS	LA-SALLE-SAINT-DENIS	(vide)	1057		15			15
			SYSTEMES NUMERIQUES OPTION B AUDIOVISUELS, RESEAU ET EQU	Boucle Nord de Seine (EPT 5)	92	CLICHY	NEWTON-ENREA	(vide)	1269				-12	-12
			Systemes numeriques option b audiovisuels, reseau et equipements domest	Porte Sud du Grand Paris	91	EVRY	CFA Faculté des Métiers de l'Essonne - EVRY	CFA FDME	332	16				16
		Niveau 5	Electricien(ne) (CAP)	Est Ensemble (EPT 8)	93	BOBIGNY	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	393			-64		-64
									394			-52		-52
Total Electricité, électronique										107	54	-165	-30	-34
Energie	Post-bac	Niveau 1	Ingénieur spé Convergence Energie-Data	Ouest 95	95	CERGY-PONTOISE	Ecole d'Electricité de Production et des Méthodes Industriell	CFA CERFAL	62	30				30
		Niveau 3	Maintenance des systemes option B systemes energetiques et fluidiques (BT	Ouest 95	95	JOUY-LE-MOUTIER	CFA Institut de l'Environnement Urbain	CFA Institut de l'Environnement Urbain	473	16				16
	Pré-bac	Niveau 4	Technicien de maintenance d'equipements de chauffage, de climatisation et	Est Ensemble (EPT 8)	93	BOBIGNY	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	391			-2		-2
			Technicien de maintenance des systèmes énergétiques et climatiques (BAC	Ouest 95	95	JOUY-LE-MOUTIER	CFA Institut de l'Environnement Urbain	CFA Institut de l'Environnement Urbain	470			-4		-4
			Technicien en énergies renouvelables option B : énergie thermique (MC nive	Seine-Aval	78	PORCHEVILLE	Lycée Lavoisier	CFA Académique de Versailles	279	12				12
			TECHNICIEN EN ENERGIES RENOUVELABLES OPTION B ENERGIE TH	Grand Roissy - Le Bourget	77	CLAYE-SOUILLY	CHAMP-DE-CLAYE (LE)	(vide)	1000				-24	-24
				Seine-Aval	78	PORCHEVILLE	LAVOISIER	(vide)	1178		6			6
		Niveau 5	Installateur sanitaire (CAP)	Est 95	95	CORMEILLES-EN-PARISIS	Lycée Le Corbusier	CFA Académique de Versailles	286	6				6
					95	CORMEILLES-EN-PARISIS	LE-CORBUSIER	(vide)	1222		6			6

										CREATION		SUPPRESSION		Solde FPI
FILIERE	Pré-post bac	NIVEAUX	DIPLÔME	BASSIN ECONOMIQUE	DEPT DU SITE DE FORMATION	COMMUNE DU SITE DE FORMATION	SITE DE FORMATION	CFA	N° de ligne	Apprentissage	scolaire	Apprentissage	scolaire	
				Est Ensemble (EPT 8)	93	BOBIGNY	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	372			-12		-12
			Monteur en installations sanitaires (CAP)	Est Ensemble (EPT 8)	93	BOBIGNY	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	396			-72		-72
			Monteur en installations thermiques (CAP)	Est Ensemble (EPT 8)	93	BOBIGNY	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	390			-11		-11
									395	4				4
Total Energie										68	12	-101	-24	-45
Hôtellerie restaurat	Post-bac	Niveau 1	Manager des hebergements touristiques (ESGV MBA ESG)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA des Métiers de la Table	CFA des Métiers de la Table	13	5				5
		Niveau 2	Metiers du tourisme : commercialisation des produits touristiques (LP MARN	Marne la Vallée	77	EMERAINVILLE	UTEC Marne la Vallée - Hôtellerie Restauration Tourisme	CFA UTEC CCI de Seine et Marne	213			-4		-4
			Metiers du tourisme et des loisirs (LP MARNE LA VALLEE)	Marne la Vallée	77	EMERAINVILLE	UTEC Marne la Vallée - Hôtellerie Restauration Tourisme	CFA UTEC CCI de Seine et Marne	216			-4		-4
			Organisation et gestion des etablissements hoteliers et de restauration (LP M	Marne la Vallée	77	EMERAINVILLE	UTEC Marne la Vallée - Hôtellerie Restauration Tourisme	CFA UTEC CCI de Seine et Marne	189			-22		-22
		Niveau 3	HOTELLERIE RESTAURATION CLASSE DE MISE A NIVEAU	Marne la Vallée	77	SERRIS	EMILIE-DU-CHATELET	(vide)	1020		24			24
			Hôtellerie, restauration option A : mercatique et gestion hôtelière (BTS)	Est Ensemble (EPT 8)	93	BOBIGNY	Ecole Formation pour Industrie Hôtelière - ECOFIH	CFA CERFAL	45			-25		-25
				Marne la Vallée	77	EMERAINVILLE	UTEC Marne la Vallée - Hôtellerie Restauration Tourisme	CFA UTEC CCI de Seine et Marne	200			-24		-24
				Nord Est 77	77	MEAUX	Lycée Jean Rose	CFA CERFAL	74			-15		-15
				Sud 77	77	AVON	UTEC Avon Fontainebleau	CFA UTEC CCI de Seine et Marne	187			-12		-12
			Hôtellerie, restauration option B : art culinaire, art de la table et du service (B	Marne la Vallée	77	EMERAINVILLE	UTEC Marne la Vallée - Hôtellerie Restauration Tourisme	CFA UTEC CCI de Seine et Marne	201			-22		-22
				Sud 77	77	AVON	UTEC Avon Fontainebleau	CFA UTEC CCI de Seine et Marne	203			-12		-12
			MANAGEMENT EN HOTELLERIE-RESTAURATION BTS 1ERE ANNEE CO	Porte Sud du Grand Paris	91	BRUNOY	SAINT-PIERRE INSTITUT (PROFESSIONNEL)	(vide)	1206		30			30
			Management en hotellerie-restauration option A management d'unite de rest	Paris (T1)	75	PARIS 17EME	JEAN-DROUANT	(vide)	1132				-24	-24
			Management en hotellerie-restauration option B management d'unite de proc	Paris (T1)	75	PARIS 17EME	JEAN-DROUANT	(vide)	1133				-12	-12
									1134		7			7
			Management en hotellerie-restauration option C management d'unite d'hebe	Paris (T1)	75	PARIS 14EME	GUILLAUME-TIREL	(vide)	1137		24			24
						PARIS 17EME	JEAN-DROUANT	(vide)	1135		11			11
									1136		24			24
			Tourisme (BTS)	Est 77	77	PROVINS	UTEC Provins	CFA UTEC CCI de Seine et Marne	186			-8		-8
				Grand Roissy - Le Bourget	93	TREMBLAY-EN-FRANCE	CFA CAMAS	CFA CAMAS	422	25				25
				Marne la Vallée	77	TORCY	JEAN-MOULIN	(vide)	1025		17			17
	Pré-bac	Niveau 4	Accueil-Réception (MC NIV IV)	Marne la Vallée	77	EMERAINVILLE	UTEC Marne la Vallée - Hôtellerie Restauration Tourisme	CFA UTEC CCI de Seine et Marne	207			-8		-8
			ACCUEIL-RECEPTION (MC NIVEAU IV)	Paris (T1)	75	PARIS 07EME	GUSTAVE-EIFFEL	(vide)	1105		12			12
			Commercialisation et services en restauration (BAC PRO)	Marne la Vallée	77	EMERAINVILLE	UTEC Marne la Vallée - Hôtellerie Restauration Tourisme	CFA UTEC CCI de Seine et Marne	219			-8		-8
									221			-16		-16
				Paris (T1)	75	PARIS	CFA des Métiers de la Table	CFA des Métiers de la Table	8			-10		-10
				Versailles Saclay	78	GUYANCOURT	Lycée d'Hôtellerie - Tourisme	CFA TRAJECTOIRE	260	12				12
			Cuisine (BAC PRO)	Marne la Vallée	77	EMERAINVILLE	UTEC Marne la Vallée - Hôtellerie Restauration Tourisme	CFA UTEC CCI de Seine et Marne	218			-6		-6
									220			-16		-16
				Nord Est 77	77	MEAUX	Lycée Jean Rose	CFA CERFAL	35			-15		-15
				Sud 77	77	AVON	UTEC Avon Fontainebleau	CFA UTEC CCI de Seine et Marne	217			-4		-4
				Versailles Saclay	78	GUYANCOURT	Lycée d'Hôtellerie - Tourisme	CFA TRAJECTOIRE	259	12				12
			Tourisme vert accueil et animation en milieu rural (CSA)	Brie Créçois	77	CHAILLY-EN-BRIE	CFA de l' EPLEFPA La Bretonnière	CFA la Bretonnière	173			-15		-15
		Niveau 5	Agent polyvalent de restauration (CAP)	Nord Est 77	77	MEAUX	PIERRE-DE-COUBERTIN (PROFESSIONNEL)	(vide)	1036				-12	-12
				Porte Sud du Grand Paris	91	BRUNOY	Lycée Saint Pierre	CFA CERFAL	37			-20		-20
				Seine-Aval	78	CHANTELOUP-LES-VIGNES	CEFAA Annexe Chanteloup	CFA CEFAA	419	12				12
			Commercialisation et services en hotel-cafe-restaurant (CAP)	Marne la Vallée	77	EMERAINVILLE	UTEC Marne la Vallée - Hôtellerie Restauration Tourisme	CFA UTEC CCI de Seine et Marne	192			-12		-12
				Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ALEXANDRE-DUMAS	(vide)	1142				-8	-8
				Porte Sud du Grand Paris	91	BRUNOY	Lycée Saint Pierre	CFA CERFAL	48	16				16
				Seine-Aval	78	CHANTELOUP-LES-VIGNES	CEFAA Annexe Chanteloup	CFA CEFAA	421	14				14
				Sud 77	77	AVON	UTEC Avon Fontainebleau	CFA UTEC CCI de Seine et Marne	191			-6		-6
			Cuisine (CAP)	Marne la Vallée	77	EMERAINVILLE	UTEC Marne la Vallée - Hôtellerie Restauration Tourisme	CFA UTEC CCI de Seine et Marne	196			-12		-12
				Paris (T1)	75	PARIS	CFA des Métiers de la Table	CFA des Métiers de la Table	5			-10		-10
				Porte Sud du Grand Paris	91	BRUNOY	Lycée Saint Pierre	CFA CERFAL	49	16				16
				Seine-Aval	78	CHANTELOUP-LES-VIGNES	CEFAA Annexe Chanteloup	CFA CEFAA	420	14				14
				Versailles Saclay	78	GUYANCOURT	Lycée d'Hôtellerie - Tourisme	CFA TRAJECTOIRE	247			-10		-10
			Cuisinier en desserts de restaurant (MC niveau V)	Grand Paris Seine Ouest (EPT 3	92	MEUDON-LA-FORET	Lycée Cote de VIllebon	CFA Académique de Versailles	280	6				6
				Marne la Vallée	77	EMERAINVILLE	UTEC Marne la Vallée - Hôtellerie Restauration Tourisme	CFA UTEC CCI de Seine et Marne	197			-6		-6
				Porte Sud du Grand Paris	91	ETIOLLES	CHATEAU-DES-COUDRAIES	(vide)	1165		12			12
			Employé barman (MC niveau V)	Marne la Vallée	77	EMERAINVILLE	UTEC Marne la Vallée - Hôtellerie Restauration Tourisme	CFA UTEC CCI de Seine et Marne	198			-8		-8

										CREATION		SUPPRESSION		Solde FPI
FILIERE	Pré-post bac	NIVEAUX	DIPLÔME	BASSIN ECONOMIQUE	DEPT DU SITE DE FORMATION	COMMUNE DU SITE DE FORMATION	SITE DE FORMATION	CFA	N° de ligne	Apprentissage	scolaire	Apprentissage	scolaire	
				Paris (T1)	75	PARIS 16	APPRENTIS D'AUTEUIL - ETS SAINTE THERESE	CFA CERFAL	39			-12		-12
			Restaurant (CAP)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA des Métiers de la Table	CFA des Métiers de la Table	4			-5		-5
									12	10				10
			SOMMELLERIE (MC NIVEAU V)	Grand Paris Sud Est Avenir (EPT	94	SUCY-EN-BRIE	PARC-MONTALEAU	(vide)	1016				-10	-10
Total Hôtellerie restauration tourisme										142	161	-347	-66	-110
Informatique	Post-bac	Niveau 1	Comm Numérique et analyse données	Paris (T1)	75	PARIS	Université Paris III - Sorbonne Nouvelle	CFA FORMASUP Paris	124	22				22
			Expert en ingenierie informatique (SCIENCES-U LILLE - EFFICOM - SCIEN	Paris (T1)	75	PARIS	CFA Open CFA	CFA Open CFA	150			-10		-10
			Expert en projet digital (GLOBAL KNOWLEDGE NETWORK FRANCE)	Versailles Saclay	91	LES ULIS	CFA AFIA	CFA AFIA	310	60				60
			Informatique (MASTER PARIS 8)	Plaine Commune (EPT 6)	93	SAINT-DENIS	Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis	CFA AFIA	313	30				30
									314	30				30
			Ingénieur Diplomé de Télécom Paris Tech de l'Institut Mines-Télécom	Paris (T1)	75	PARIS	CFA des Sciences	CFA CCI Paris IdF - CFA des Sciences	80	30				30
			M2 Données personnelles	Paris (T1)	75	PARIS	Université Paris 5 - Descartes	CFA FORMASUP Paris	128	30				30
			M2 Intelligence et innovation culturelle	Paris (T1)	75	PARIS	Universite paris 7 - Paris diderot	CFA FORMASUP Paris	130	20				20
			Manager en ingenierie informatique (CCI PARIS ITESCIA)	Marne la Vallée	77	EMERAINVILLE	UTEC Marne-la-Vallée - Informatique et Technologies Numé	CFA UTEC CCI de Seine et Marne	212			-10		-10
			Master 1&2 Métiers Big Data et Numérique	Plaine Commune (EPT 6)	93	VILLETANEUSE	Université Paris XIII	CFA Banque et Finance	370	25				25
			Master Génie de l'Informatique	Paris (T1)	75	PARIS	Universite paris 7 - Paris diderot	CFA FORMASUP Paris	129	40				40
			Mathematique, informatique, decision et organisation : informatique des orga	Paris (T1)	75	PARIS	Université Paris Dauphine	CFA AFIA	303	30				30
									309	30				30
			Sciences, technologies, sante : informatique spe intelligence artificielle (MAS	Paris (T1)	75	PARIS	Université Paris 5 - Descartes	CFA AFIA	307	26				26
			Sciences, technologies, sante : methodes informatiques appliquees a la ges	Paris Ouest La Défense (EPT 4)	92	NANTERRE	Universite paris 10 - Paris Ouest Nanterre	CFA AFIA	302	30				30
									306	100				100
			Sciences, technologies, sante : methodes informatiques appliquees a la ges	Versailles Saclay	91	ORSAY	Université Paris SUD	CFA AFIA	304	30				30
		Niveau 2	Administrateur(trice) systemes et reseaux (DORANCO)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA Open CFA	CFA Open CFA	144			-5		-5
			Chef de projets digitaux (EEMI)	Versailles Saclay	91	LES ULIS	CFA AFIA	CFA AFIA	308	60				60
			Community manager (IFOCOP)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA Open CFA	CFA Open CFA	151	10				10
			Concepteur developpeur informatique (TP)	Versailles Saclay	91	ORSAY	CFA Formations Techniques Industrielles	CFA AFTI	336	120				120
			Developpeur(euse) d'application (OPENCLASSROOMS)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA Open CFA	CFA Open CFA	145			-10		-10
									146			-20		-20
									147			-10		-10
									148			-10		-10
									157			-20		-20
									158			-20		-20
			Licence Informatique	Plaine Commune (EPT 6)	93	SAINT-DENIS	Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis	CFA AFIA	312	30				30
			LP Métiers de la e-santé	Paris (T1)	75	PARIS	Université Paris 7 Diderot - IUT Paris Diderot	CFA FORMASUP Paris	131	40				40
			Metiers de l'informatique : conception, developpement et test de logiciels (LP	Versailles Saclay	91	ORSAY	Université Paris Sud - IUT d'ORSAY	CFA UNION	319			-36		-36
			Metiers des resaux informatiques et telecommunications (LP PARIS 11)	Grand-Orly Seine Bièvre (EPT 12	94	CACHAN	Université Paris Sud - IUT de Cachan	CFA UNION	316	36				36
			Métiers des réseaux informatiques et télécommunications (LP CERGY)	Ouest 95	95	PONTOISE	Université de Cergy-Pontoise site de Saint Martin	CFA UNION	320			-2		-2
			Metiers des reseaux informatiques et telecommunications (LP PARIS 12)	Porte Sud du Grand Paris	77	LIEUSAINT	Université Paris Est Créteil - IUT de Sénart	CFA SUP 2000	451	20				20
			Sciences, technologies, sante : informatique (LIC LMD CNAM)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA Multiprofessionnel	CFA CERFAL	58	25				25
			Sciences, technologies, santé : informatique (LIC LMD MIAGE Paris 11)	Versailles Saclay	91	ORSAY	Université Paris SUD	CFA AFIA	301	30				30
		Niveau 3	Developpeur integrateur en realisation d'applications web (3W ACADEMY)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA Open CFA	CFA Open CFA	149			-10		-10
			Gestionnaire en maintenance et support informatique (CESI)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA Open CFA	CFA Open CFA	153	10				10
			Services informatiques aux organisations option a solutions d'infrastructure,	Porte Sud du Grand Paris	91	EVRY	Lycée Parc des Loges	CFA Académique de Versailles	282	8				8
					91	EVRY	PARC-DES-LOGES	(vide)	1207				-5	-5
			Services informatiques aux organisations option b solutions logicielles et app	Porte Sud du Grand Paris	91	EVRY	Lycée Parc des Loges	CFA Académique de Versailles	283	8				8
					91	EVRY	PARC-DES-LOGES	(vide)	1208				-5	-5
			Technicien(ene) developpeur(euse) (CNAM)	Paris (T1)	75	PARIS	Lycée technologique privé La Plaine-Monceau	CFA CERFAL	64	25				25
	Pré-bac	Niveau 4	FCIL 4 Interpretation donnees digitales	Centre 77	77	DAMMARIE-LES-LYS	FREDERIC-JOLIOT-CURIE	(vide)	1067				-24	-24
			Systèmes numériques option B ARED	Boucle Nord de Seine (EPT 5)	92	CLICHY	EREA NEWTON	CFA Académique de Versailles	547	12				12
			Systèmes numériques Réseaux Informatiques Systèmes Communicants	Versailles Saclay	78	TRAPPES	Lycée Louis Blériot	CFA Académique de Versailles	544	12				12
Total Informatique										979		-163	-34	782
Maintenance et cor	Post-bac	Niveau 2	Metiers de l'industrie : industrie aeronautique (LP PARIS 10)	Grand Paris Seine Ouest (EPT 3	92	VILLE-D'AVRAY	Université Paris 10 - IUT de Ville d'Avray	CFA UNION	322			-2		-2
		Niveau 3	AERONAUTIQUE (BTS)	Sud 91	91	CERNY	ALEXANDRE-DENIS	(vide)	1285		30			30
Total Maintenance et construction aéronautique											30	-2		28
Matériaux souples	Post-bac	Niveau 1	Diplome de manager mode et luxe de l'institut francais de la mode	Paris (T1)	75	PARIS	Instutut Francais de la Mode	CFA de la Couture	1	20				20

										CREATION		SUPPRESSION		Solde FPI
FILIERE	Pré-post bac	NIVEAUX	DIPLÔME	BASSIN ECONOMIQUE	DEPT DU SITE DE FORMATION	COMMUNE DU SITE DE FORMATION	SITE DE FORMATION	CFA	N° de ligne	Apprentissage	scolaire	Apprentissage	scolaire	
		Niveau 3	Metiers de la mode-vetements (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS	Lycée Albert de Mun	CFA CERFAL	68	25				25
	Pré-bac	Niveau 4	Maintenance des articles textiles option : pressing (BP)	Porte Sud du Grand Paris	91	EVRY	Lycée Charles-Baudelaire	CFA Académique de Versailles	289	10				10
			METIERS DE LA MODE - V?TEMENT (BAC PRO)	Sud 77	77	MONTEREAU-FAULT-YONNE	FLORA-TRISTAN	(vide)	1040				-12	-12
			METIERS DU CUIR 2NDE COMMUNE (BAC PRO) OPTION MAROQUINER	Sud 77	77	MONTEREAU-FAULT-YONNE	FLORA-TRISTAN	(vide)	1041		12			12
		Niveau 5	Cordonnerie multiservice (CAP)	Est Ensemble (EPT 8)	93	BOBIGNY	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	400	4				4
			ESSAYAGE-RETOUCHE-VENTE (MC NIVEAU V)	Paris Est Marne et Bois (EPT 10)	94	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	MARX-DORMOY	(vide)	1015				-12	-12
				Sud 77	77	MONTEREAU-FAULT-YONNE	FLORA-TRISTAN	(vide)	1008				-12	-12
			Maroquinerie (CAP)	Grand-Orly Seine Bièvre (EPT 12	91	JUVISY-SUR-ORGE	Lycée Jean Monnet	CFA Académique de Versailles	276	6				6
Total Matériaux souples										65	12		-36	41
Métiers d'art	Post-bac	Niveau 1	Médiation et création artistique	Paris (T1)	75	PARIS	Université Paris III - Sorbonne Nouvelle	CFA FORMASUP Paris	123	30				30
		Niveau 2	DNMAD ESPACE	Ouest 95	95	VAUREAL	CAMILLE-CLAUDEL	(vide)	1177		15			15
			Gestion projets artistiques et culturels	Paris (T1)	75	PARIS	Université Paris III - Sorbonne Nouvelle	CFA FORMASUP Paris	127	35				35
			Metiers d'art et du design (DN)	Paris (T1)	75	PARIS	LTAA Aguste Renoir	CFA PAE	108	6				6
		Niveau 3	ARTS GRAPHIQUES OPTION : GRAVURE (DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 13EME	ESTIENNE ESAIG	(vide)	1127				-12	-12
			ARTS GRAPHIQUES OPTION : ILLUSTRATION (DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 18EME	AUGUSTE-RENOIR	(vide)	1129				-12	-12
			ARTS GRAPHIQUES OPTION : RELIURE DORURE (DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 13EME	ESTIENNE ESAIG	(vide)	1128				-12	-12
			CINEMA D'ANIMATION (DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 06EME	SAINTE-GENEVIEVE	(vide)	1106				-14	-14
						PARIS 13EME	ESTIENNE ESAIG	(vide)	1118				-12	-12
			CONCEPTEUR EN ART & INDUSTRIE CERAMIQUE (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS 18EME	AUGUSTE-RENOIR	(vide)	1110				-12	-12
			COSTUMIER REALISATEUR (DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 11EME	PAUL-POIRET	(vide)	1126				-14	-14
				Paris Est Marne et Bois (EPT 10)	94	NOGENT-SUR-MARNE	LA-SOURCE	(vide)	1029				-12	-12
			DECOR ARCHITECTURAL OPT.A : DOMAINE DU TRAITEMENT PLASTIQ	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA	(vide)	1121				-6	-6
			DECOR ARCHITECTURAL OPTION B : DOMAINE DU DECOR DU MUR (D	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA	(vide)	1122				-20	-20
			DECOR ARCHITECTURAL OPTION C : DOMAINE DU METAL (DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA	(vide)	1123				-12	-12
			DECOR ARCHITECTURAL OPTION D : DOMAINE DES MATERIAUX DE S	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA	(vide)	1124				-14	-14
			DESIGN DE COMMUNICATION : ESPACE ET VOLUME (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA	(vide)	1113				-15	-15
				Porte Sud du Grand Paris	91	COURCOURONNES	GEORGES-BRASSENS	(vide)	1198				-12	-12
			DESIGN DE MODE, TEXTILE ET ENVIRONNEMENT OPTION A : MODE	Paris (T1)	75	PARIS 03EME	DUPERRE ESAA	(vide)	1084				-48	-48
			DESIGN DE MODE, TEXTILE ET ENVIRONNEMENT OPTION B : TEXTILE	Paris (T1)	75	PARIS 03EME	DUPERRE ESAA	(vide)	1083				-24	-24
						PARIS 15EME	ENSAAMA	(vide)	1082				-15	-15
			DESIGN DE PRODUITS (BTS)	Ouest 95	95	VAUREAL	CAMILLE-CLAUDEL	(vide)	1184				-12	-12
				Paris (T1)	75	PARIS 06EME	SAINTE-GENEVIEVE	(vide)	1138				-24	-24
						PARIS 15EME	ENSAAMA	(vide)	1109				-30	-30
			DESIGN D'ESPACE (BTS)	Grand-Orly Seine Bièvre (EPT 12	94	VITRY-SUR-SEINE	ADOLPHE-CHERIOUX	(vide)	1013				-24	-24
				Nord Est 77	77	CONGIS-SUR-THEROUANNE	GUE-A-TRESMES (DU)	(vide)	1012				-15	-15
				Ouest 95	95	VAUREAL	CAMILLE-CLAUDEL	(vide)	1171				-15	-15
				Paris (T1)	75	PARIS 12EME	BOULLE ESAA	(vide)	1111				-18	-18
						PARIS 15EME	ENSAAMA	(vide)	1112				-30	-30
			Design graphique option a communication et medias imprimes (BTS)	Est Ensemble (EPT 8)	93	MONTREUIL	EUGENIE-COTTON	(vide)	1022				-15	-15
				Grand Paris Seine Ouest (EPT 3	92	SEVRES	JEAN-PIERRE-VERNANT	(vide)	1199				-15	-15
				Paris (T1)	75	PARIS 13EME	ESTIENNE ESAIG	(vide)	1116				-35	-35
						PARIS 15EME	ENSAAMA	(vide)	1114				-15	-15
						PARIS 18EME	AUGUSTE-RENOIR	(vide)	1115				-15	-15
				Sud 77	77	MONTEREAU-FAULT-YONNE	ANDRE-MALRAUX	(vide)	1023				-18	-18
			DESIGN GRAPHIQUE OPTION B COMMUNICATION ET MEDIAS NUMER	Est Ensemble (EPT 8)	93	MONTREUIL	EUGENIE-COTTON	(vide)	1024				-15	-15
				Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA	(vide)	1117				-18	-18
						PARIS 19EME	INITIATIVE (L')	(vide)	1140				-25	-25
			HABITAT OPTION : DECORS ET MOBILIERS (DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 12EME	BOULLE ESAA	(vide)	1119				-24	-24
			HABITAT OPTION : ORNEMENTS ET OBJETS (DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 12EME	BOULLE ESAA	(vide)	1120				-12	-12
			HABITAT OPTION RESTAURATION DE MOBILIER (DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 12EME	BOULLE ESAA	(vide)	1125				-12	-12
			REGIE DU SPECTACLE OPTION LUMIERE (DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 11EME	PAUL-POIRET	(vide)	1130				-7	-7
			REGIE DU SPECTACLE OPTION SON (DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 11EME	PAUL-POIRET	(vide)	1131				-8	-8
			TEXTILES ET CERAMIQUES OPTION : ARTS DE LA CERAMIQUE ARTIS	Nord Est 77	77	CONGIS-SUR-THEROUANNE	GUE-A-TRESMES (DU)	(vide)	1027				-12	-12
			TEXTILES ET CERAMIQUES OPTION : ARTS TEXTILES (DMA)	Paris Est Marne et Bois (EPT 10)	94	NOGENT-SUR-MARNE	LA-SOURCE	(vide)	1028				-11	-11
	Pré-bac	Niveau 4	EBENISTE (BMA)	Est 95	95	SANNOIS	SAINT-JEAN (APPRENTIS D'AUTEUIL)	(vide)	1183		12			12

										CREATION		SUPPRESSION		Solde FPI
FILIERE	Pré-post bac	NIVEAUX	DIPLÔME	BASSIN ECONOMIQUE	DEPT DU SITE DE FORMATION	COMMUNE DU SITE DE FORMATION	SITE DE FORMATION	CFA	N° de ligne	Apprentissage	scolaire	Apprentissage	scolaire	
			FCIL ARTS DU SPECTACLE	Paris (T1)	75	PARIS 11EME	PAUL-POIRET	(vide)	1154		12			12
			FCIL ELECTRICIEN DU SPECTACLE	Seine-Aval	78	SARTROUVILLE	JULES-VERNE	(vide)	1274		12			12
		Niveau 5	FCIL5 ELECTRICIEN DU SPECTACLE	Paris Est Marne et Bois (EPT 10)	94	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	FRANCOIS-MANSART	(vide)	1070				-12	-12
Total Métiers d'art										71	51		-703	-581
Productique	Post-bac	Niveau 1	M2 Défense et Dynamiques Industrielles	Paris (T1)	75	PARIS	Université Paris 2 - Panthéon-Assas	CFA FORMASUP Paris	133	50				50
			Sciences humaines et sociales : ingénierie des risques spé sécurité dans les	Paris (T1)	75	PARIS	Université Paris 5 - Descartes	CFA FORMASUP Paris	114			-1		-1
			Sciences, technologies, sante : sciences pour l'ingenieur (MASTER PARIS 6	Paris (T1)	75	PARIS	CFA des Sciences	CFA CCI Paris IdF - CFA des Sciences	77	18				18
		Niveau 2	Concepteur(trice) en systemes mecaniques (ASSOC CFA LEONARD DE VI	Paris Ouest La Défense (EPT 4)	92	PUTEAUX	CFAI MECAVENIR	CFAI Mécavenir	353	24				24
			LICENCE PRO CONCEPTION ET REALISATION D'OUTILLAGE	Grand-Orly Seine Bièvre (EPT 12	94	CACHAN	POLYVALENT DE CACHAN	(vide)	1019				-24	-24
			Maintenance des systemes industriels, de production et d'energie (LP Marne	Marne la Vallée	77	CHAMPS-SUR-MARNE	Université de Marne la Vallée	CFA Descartes	184			-5		-5
			Metiers de l'industrie : gestion de la production industrielle (LP PARIS 10)	Grand Paris Seine Ouest (EPT 3	92	VILLE-D'AVRAY	Université Paris 10 - IUT de Ville d'Avray	CFA UNION	318			-6		-6
			Metiers de l'industrie : gestion de la production industrielle (LP PARIS 11)	Versailles Saclay	91	ORSAY	IUT d'Orsay - Université Paris Sud	CFA SUP 2000	447			-7		-7
			Metiers de l'industrie : mecatronique, robotique (LP PARIS 11)	Grand-Orly Seine Bièvre (EPT 12	94	CACHAN	Université Paris Sud - IUT de Cachan	CFA UNION	325	4				4
			Systemes automatises, reseaux et informatique industrielle (LP CERGY)	Ouest 95	95	CERGY-PONTOISE	Université de Cergy-Pontoise - IUT de Cergy - Neuville	CFA SUP 2000	439			-4		-4
		Niveau 3	Conception des processus de realisation de produits option a production uni	Centre 77	77	MELUN	Lycée Léonard-de-Vinci	CFA de l'Académie de Créteil	461	12				12
			FCIL3 INTEGRATION ET MAINTEN. EN PRODUCT	Sud 77	77	MONTEREAU-FAULT-YONNE	ANDRE-MALRAUX	(vide)	1059				-24	-24
			Systèmes numériques option A : informatique et réseaux (BTS)	Grand Paris Seine Ouest (EPT 3	92	ISSY-LES-MOULINEAUX	Lycée La salle st-Nicolas	CFA CERFAL	51	20				20
	Pré-bac	Niveau 4	Agent de contrôle non destructif (MC niveau IV)	Est Ensemble (EPT 8)	93	BOBIGNY	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	380			-10		-10
			MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS INDUSTRIELS (BAC PRO)	Versailles Saclay	78	TRAPPES	LOUIS-BLERIOT	(vide)	1239		12			12
			Maintenance des équipements industriels (BAC PRO)	Ouest 95	95	JOUY-LE-MOUTIER	CFA Institut de l'Environnement Urbain	CFA Institut de l'Environnement Urbain	468			-4		-4
			Microtechniques (BAC PRO)	Versailles Saclay	78	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	Lycée Emilie De Breteuil	CFA Académique de Versailles	275	5				5
									553	3				3
		Niveau 5	Conducteur(trice) d'installations et de machines automatisees (TP)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA de l'IFRIA	CFA IFRIA Ile de France	106	12				12
Total Productique										148	12	-37	-48	75
Sanitaire et social	Post-bac	Niveau 1	M2 Emploi et éco sociale et solidaire	Plaine Commune (EPT 6)	93	SAINT-DENIS	Université Paris VIII Vincennes Saint-Denis	CFA FORMASUP Paris	132	12				12
			M2 STS Parcours EPI Santé Niv I	Paris (T1)	75	PARIS	Sorbonne Université	CFA LEEM Apprentissage	357	20				20
			M2 STS Qualité produits de santé Niv I	Paris (T1)	75	PARIS	Université Paris Descartes - Faculté de Pharmacie	CFA LEEM Apprentissage	356	105				105
		Niveau 2	Masseur-kinesitherapeute (DIPLOME D'ETAT)	Paris (T1)	75	PARIS	IFMK SAINT MICHEL	CFA ADAFORSS	366	5				5
		Niveau 3	Dietetique (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS	Lycée Notre-Dame	CFA CERFAL	53	20				20
			Economie sociale et familiale (BTS)	Grand Roissy - Le Bourget	95	ARNOUVILLE	VIRGINIA-HENDERSON	(vide)	1284		24			24
				Sud Ouest Francilien	78	RAMBOUILLET	CFA de la MFR de la Grange Colombe	CFA de la MFR de la Grange Colombe	264	6				6
			Psychomotricien (DIPLÔME D'ETAT)	Paris (T1)	75	PARIS	ISRP	CFA ADAFORSS	367	5				5
	Pré-bac	Niveau 4	ACCOMPAGNEMENT SOINS ET SERVICES A LA PERSONNE 2NDE CON	Boucle Nord de Seine (EPT 5)	95	ARGENTEUIL	FERNAND-ET-NADIA-LEGER	(vide)	1262		24			24
			ACCOMPAGNEMENT SOINS ET SERVICES A LA PERSONNE 2NDE CON	Grand-Orly Seine Bièvre (EPT 12	91	JUVISY-SUR-ORGE	JEAN-MONNET	(vide)	1263				-12	-12
			ACCOMPAGNEMENT SOINS ET SERVICES A LA PERSONNE 2NDE CON	Grand-Orly Seine Bièvre (EPT 12	91	JUVISY-SUR-ORGE	JEAN-MONNET	(vide)	1264		12			12
			Accompagnement soins et services à la personne option B : en structure (BA	Sud Ouest Francilien	78	RAMBOUILLET	CFA de la MFR de la Grange Colombe	CFA de la MFR de la Grange Colombe	263	44				44
			Préparateur en pharmacie (BP)	Grand-Orly Seine Bièvre (EPT 12	91	JUVISY-SUR-ORGE	Centre Hoche	CFA Pharmacie, Santé, Sanitaire et Social	225			-20		-20
				Paris (T1)	75	PARIS	CFA de la Pharmacie de Paris	CFA de la Pharmacie	2			-8		-8
			Prothèse dentaire (BAC PRO)	Est Ensemble (EPT 8)	93	BOBIGNY	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	417			-6		-6
			Prothésiste dentaire (BTM)	Est Ensemble (EPT 8)	93	BOBIGNY	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	397			-13		-13
			Service aux personnes et aux territoires (SEC PRO AG)	Brie Créçois	77	CHAILLY-EN-BRIE	CFA de l' EPLEFPA La Bretonnière	CFA la Bretonnière	169			-10		-10
			SERVICES DE PROXIMITE ET VIE LOCALE (BAC PRO)	Grand Roissy - Le Bourget	95	ARNOUVILLE	VIRGINIA-HENDERSON	(vide)	1261		15			15
				Paris (T1)	75	PARIS 06EME	CARCADO-SAISSEVAL	(vide)	1150				-24	-24
		Niveau 5	ACCOMPAGNANT EDUCATIF ET SOCIAL SPECIALITE ACCOMPAGNEM	Ouest 95	95	PONTOISE	CAMILLE-PISSARRO	(vide)	1211				-8	-8
			ACCOMPAGNANT EDUCATIF ET SOCIAL SPECIALITE ACCOMPAGNEM	Grand-Orly Seine Bièvre (EPT 12	91	JUVISY-SUR-ORGE	JEAN-MONNET	(vide)	1168				-12	-12
				Ouest 95	95	PONTOISE	CAMILLE-PISSARRO	(vide)	1212				-6	-6
			ACCOMPAGNANT EDUCATIF ET SOCIAL SPECIALITE ACCOMPAGNEM	Grand-Orly Seine Bièvre (EPT 12	91	JUVISY-SUR-ORGE	JEAN-MONNET	(vide)	1213				-12	-12
				Ouest 95	95	PONTOISE	CAMILLE-PISSARRO	(vide)	1210				-8	-8
			Accompagnant educatif petite enfance (CAP)	Sud Ouest Francilien	78	RAMBOUILLET	CFA de la MFR de la Grange Colombe	CFA de la MFR de la Grange Colombe	265	12				12
			Aide à domicile (MC niveau V)	Brie Créçois	77	CHAILLY-EN-BRIE	CFA de l' EPLEFPA La Bretonnière	CFA la Bretonnière	160			-15		-15
			AIDE SOIGNANT (DIPLOME D'ETAT)	Vallée Sud Grand Paris (EPT 2)	92	CHATENAY-MALABRY	JEAN-JAURES	(vide)	1276				-12	-12
			Ambulancier (DIP ETAT Niv 5)	Est Ensemble (EPT 8)	93	BOBIGNY	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	403			-24		-24
			Assistant technique en milieux familial et collectif (CAP)	Paris Est Marne et Bois (EPT 10	94	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	Collège Francois Rabelais	CFA de l'Académie de Créteil	459	12				12
			Auxiliaire de puériculture (DIPLOME ETAT Niveau V)	Seine-Aval	78	MANTES-LA-JOLIE	Institut Formation Soins Infirmiers - La Croix Rouge	CFA Pharmacie, Santé, Sanitaire et Social	226			-4		-4
			PETITE ENFANCE (CAP)	Grand-Orly Seine Bièvre (EPT 12	94	CACHAN	FOYER-DE-CACHAN (PROFESSIONNEL	(vide)	1035		24			24

										CREATION		SUPPRESSION		Solde FPI
FILIERE	Pré-post bac	NIVEAUX	DIPLÔME	BASSIN ECONOMIQUE	DEPT DU SITE DE FORMATION	COMMUNE DU SITE DE FORMATION	SITE DE FORMATION	CFA	N° de ligne	Apprentissage	scolaire	Apprentissage	scolaire	
			Services aux personnes et vente en espace rural (CAPA)	Brie Créçois	77	CHAILLY-EN-BRIE	CFA de l' EPLEFPA La Bretonnière	CFA la Bretonnière	176			-12		-12
Total Sanitaire et social										241	99	-112	-94	134
Sciences et lettres	Post-bac	Niveau 1	Biodiversite, ecologie, evolution (MASTER PARIS SACLAY)	Versailles Saclay	91	ORSAY	Université Paris Sud UFR SCIENCES	CFA UNION	317	14				14
			Diplome de l'institut de management et de communication interculturels de p	Paris (T1)	75	PARIS	ISIT - Institut de Management et de Communication Intercult	CFA CERFAL	29			-32		-32
			Diplôme de l'institut d'économie scientifique et de gestion de Lille	Paris (T1)	75	PARIS	IESEG	CFA FORMASUP Paris	119	40				40
			Droit du numerique (MASTER PARIS EST CRETEIL)	Grand Paris Sud Est Avenir (EPT	94	CRETEIL	Université Paris Est Créteil - UFR de droit	CFA SUP 2000	456	16				16
			Droit, économie, gestion : administration et échanges internationaux (MASTE	Grand Paris Sud Est Avenir (EPT	94	CRETEIL	Université Paris Est Créteil - Site de Créteil	CFA SUP 2000	448			-25		-25
			Droit, economie, gestion : droit des affaires (MASTER CERGY)	Ouest 95	95	CERGY-PONTOISE	Université de Cergy-Pontoise	CFA FORMASUP Paris	110			-1		-1
			Droit, economie, gestion : droit prive spe droit des activites numeriques (MA	Paris (T1)	75	PARIS	Université Paris 5 - Descartes	CFA FORMASUP Paris	115			-5		-5
			Droit, Economie, Gestion : Innovation, Entreprise et Société (Master Paris S	Vallée Sud Grand Paris (EPT 2)	92	SCEAUX	Université Paris Sud - Faculté Jean-Monnet	CFA UNION	315	25				25
			ENSTA Paris Tech Paris	Versailles Saclay	91	PALAISEAU	ENSTA Paris Tech	CFA CCI Paris IdF - CFA des Sciences	79	25				25
			Lettres appliquées métiers éditions	Paris (T1)	75	PARIS	Université Paris III - Sorbonne Nouvelle	CFA FORMASUP Paris	126	10				10
			Masterdroit privé-public Aff rés sportif	Paris (T1)	75	PARIS	CFA Université et Sports	CFA Université et Sports	139	25				25
			Mathematiques et application (MASTER PARIS 1)	Paris (T1)	75	PARIS	Université Paris I	CFA AFIA	311	50				50
			Médias, Langages et Sociétés	Paris (T1)	75	PARIS	Université Paris 2 - Panthéon-Assas	CFA FORMASUP Paris	121	20				20
			Programme grande ecole de l'EBS (ECOLE EUROPEENNE DE GESTION)	Paris (T1)	75	PARIS 16	EUROPEAN BUSINESS SCHOOL (EBS)	CFA FORMASUP Paris	112			-3		-3
			Sciences politiques et sociales : Sciences Politiques spé défense, géostraté	Paris (T1)	75	PARIS	Université Paris 2 - Panthéon-Assas	CFA FORMASUP Paris	135			-25		-25
		Niveau 2	Sciences humaines et sociales : sciences de l'education (LIC LMD PARIS 8)	Plaine Commune (EPT 6)	93	SAINT-DENIS	UFR Sciences de l'éducation, psychanalyse et français lang	CFA SUP 2000	450			-25		-25
			Sciences, technologies, sante : mathematiques et informatique appliquees a	Paris Ouest La Défense (EPT 4)	92	NANTERRE	Universite paris 10 - Paris Ouest Nanterre	CFA AFIA	305	100				100
Total Sciences et lettres										325		-116		209
Sécurité	Pré-bac	Niveau 4	FCIL4 PREP. CONCOURS GARDIEN DE LA PAIX	Grand Paris Grand Est (EPT 9)	93	LIVRY-GARGAN	HENRI-SELLIER	(vide)	1062				-15	-15
			Métiers de la sécurité	Seine-Aval	78	SARTROUVILLE	Lycée Jules Verne	CFA Académique de Versailles	543	12				12
			Metiers de la securite (BAC PRO)	Grand Paris Seine Ouest (EPT 3	92	ISSY-LES-MOULINEAUX	Lycée La salle st-Nicolas	CFA CERFAL	50	20				20
				Paris (T1)	75	PARIS	Lycée Prof Theophile Gautier	CFA PAE	109	15				15
		Niveau 5	Agent de prévention et de médiation (CAP)	Est Ensemble (EPT 8)	93	BOBIGNY	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	376			-11		-11
			AGENT DE SECURITE (CAP)	Est 95	95	ERMONT	GUSTAVE-EIFFEL	(vide)	1232		24			24
			Agent de sécurité (CAP)	Est Ensemble (EPT 8)	93	BOBIGNY	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	375			-37		-37
Total Sécurité										47	24	-48	-15	8
Sport	Post-bac	Niveau 1	Droit, Economie, Gestion : Staps management du sport (MASTER MARNE L	Marne la Vallée	77	CHAMPS-SUR-MARNE	Université de Marne la Vallée	CFA Descartes	180	5				5
			STAPS : Management du sport (MASTER PARIS EST CRETEIL)	Grand Paris Sud Est Avenir (EPT	94	CRETEIL	Université Paris Est Créteil - Site de Créteil	CFA SUP 2000	455	20				20
		Niveau 2	Metiers de la forme (LP PARIS 11)	Versailles Saclay	91	ORSAY	Université Paris Sud - UFR STAPS	CFA UNION	326			-5		-5
		Niveau 3	Animation et commercialisation des services sportifs (DEUST CERGY)	Ouest 95	95	CERGY	Institut libre d'éducation physique supérieure - ILEPS	CFA CERFAL	63	25				25
			Diplôme d'état de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spé anima	Paris (T1)	75	PARIS	Sur les sites de formations du CFA de l'ARFA	CFA de l'ARFA	86			-5		-5
			Diplôme d'état de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spé perfe	Paris (T1)	75	PARIS	Sur les sites de formations du CFA de l'ARFA	CFA de l'ARFA	95			-5		-5
	Pré-bac	Niveau 4	Animation-gestion de projets dans le secteur sportif (MC NIVEAU IV)	Boucle Nord de Seine (EPT 5)	92	BOIS-COLOMBES	DANIEL-BALAVOINE	(vide)	1181		15			15
				Paris (T1)	75	PARIS 20EME	ETIENNE-DOLET	(vide)	1102		15			15
				Seine-Aval	78	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	CFA Omnisports IDF	CFA Omnisports	262	20				20
			Spécialité activités aquatiques et de la natation (BP JEPS)	Paris (T1)	75	PARIS	Sur les sites de formations du CFA de l'ARFA	CFA de l'ARFA	93			-40		-40
									94			-10		-10
			Spécialité activités équestres (BP JEPS)	Paris (T1)	75	PARIS	Sur les sites de formations du CFA de l'ARFA	CFA de l'ARFA	83			-45		-45
									89			-90		-90
			Spécialité activités gymniques de la forme et de la force (BP JEPS)	Paris (T1)	75	PARIS	Sur les sites de formations du CFA de l'ARFA	CFA de l'ARFA	82			-5		-5
									90			-20		-20
			Spécialité activités physiques pour tous (BP JEPS)	Paris (T1)	75	PARIS	Sur les sites de formations du CFA de l'ARFA	CFA de l'ARFA	91			-30		-30
									97			-12		-12
			SPECIALITE ANIMATEUR (BP JEPS)	Paris (T1)	75	PARIS	Sur les sites de formations du CFA de l'ARFA	CFA de l'ARFA	98			-5		-5
			Spécialité animation culturelle (BP JEPS)	Paris (T1)	75	PARIS	Sur les sites de formations du CFA de l'ARFA	CFA de l'ARFA	85			-8		-8
			Spécialité animation sociale (BP JEPS)	Paris (T1)	75	PARIS	Sur les sites de formations du CFA de l'ARFA	CFA de l'ARFA	84			-10		-10
									92			-5		-5
			Specialite educateur sportif (BP JEPS)	Paris (T1)	75	PARIS	Sur les sites de formations du CFA de l'ARFA	CFA de l'ARFA	99	60				60
			Spécialité Judo-Jiujitsu (BP JEPS)	Paris (T1)	75	PARIS	Sur les sites de formations du CFA de l'ARFA	CFA de l'ARFA	96			-12		-12
			Spécialité loisirs tous publics (BP JEPS)	Paris (T1)	75	PARIS	Sur les sites de formations du CFA de l'ARFA	CFA de l'ARFA	88			-5		-5
									100			-45		-45
		Niveau 5	Brevet d'aptitude professionnelle d'assistant animateur technicien (BAPAAT)	Paris (T1)	75	PARIS	Sur les sites de formations du CFA de l'ARFA	CFA de l'ARFA	81			-5		-5
									87			-10		-10

										CREATION		SUPPRESSION		Solde FPI
FILIERE	Pré-post bac	NIVEAUX	DIPLÔME	BASSIN ECONOMIQUE	DEPT DU SITE DE FORMATION	COMMUNE DU SITE DE FORMATION	SITE DE FORMATION	CFA	N° de ligne	Apprentissage	scolaire	Apprentissage	scolaire	
Total Sport										130	30	-372		-212
Structures metalliq	Pré-bac	Niveau 4	TECHNICIEN EN CHAUDRONNERIE INDUSTRIELLE (BAC PRO)	Plaine Commune (EPT 6)	93	SAINT-DENIS	ENNA (L')	(vide)	1042				-12	-12
Total Structures metalliques													-12	-12
Tertiaire administra	Post-bac	Niveau 1	Comptabilité et gestion (diplôme supérieur de DSCG)	Marne la Vallée	77	CHAMPS-SUR-MARNE	CFA Descartes de Marne la Vallée	CFA Descartes	181	24				24
			Diplôme Grade Master de Paris Dauphine : Contrôle, Audit, Reporting	Paris (T1)	75	PARIS 16	Université Paris Dauphine	CFA FORMASUP Paris	117			-1		-1
			Diplome grade master de paris dauphine : gestion de patrimoine (Banque pr	Paris (T1)	75	PARIS 16	Université Paris Dauphine	CFA FORMASUP Paris	118			-2		-2
			Droit, economie, gestion : economie de l'entreprise et des marches spe ecor	Plaine Commune (EPT 6)	93	VILLETANEUSE	Université Paris 13 - Site de Villetaneuse (IUT/UFR Sc Eco)	CFA SUP 2000	457	25				25
			Droit, economie, gestion : monnaie, banque, finance, assurance (MASTER F	Paris (T1)	75	PARIS	Universite Paris 1 - Pantheon-Sorbonne	CFA Banque et Finance	369	25				25
			Economie, gestion : management spe contrôle-audit (MASTER PARIS 1)	Paris (T1)	75	PARIS	Université Paris I - Panthéon Sorbonne - IAE de Paris	CFA FORMASUP Paris	116			-1		-1
			Entrepreneur-Dirigeant (IGS - ESAM)	Paris Ouest La Défense (EPT 4)	92	PUTEAUX	CFA de l'Assurance	CFA de l'Assurance	364	20				20
			Expert(e) en ingenierie patrimoniale (ESA)	Paris (T1)	75	PARIS	Ecole Supérieur d'Assurance	CFA Formaposte IDF	434	25				25
			Gestion des ressources humaines (MASTER PARIS 10)	Paris Ouest La Défense (EPT 4)	92	NANTERRE	Universite paris 10 - Paris Ouest Nanterre	CFA AFIA	300	26				26
			Manager en ressources humaines (ASCENCIA BUSINESS SCHOOL - ASS(	Paris Ouest La Défense (EPT 4)	92	COURBEVOIE	ASCENCIA BUSINESS SCHOOL	CFA Formaposte IDF	433	30				30
			Manager en strategie et developpement (ISEE-Y-NOV)	Paris (T1)	75	PARIS	ISEE (Institut Supérieur d'Enseignement au Management de	CFA EVE	330	80				80
		Niveau 2	Assurance, banque, finance : supports operationnels (LP PARIS 10)	Paris Ouest La Défense (EPT 4)	92	NANTERRE	Universite paris 10 - Paris Ouest Nanterre	CFA Banque et Finance	368	25				25
						PUTEAUX	CFA de l'Assurance	CFA de l'Assurance	362			-15		-15
			Assurance, Banque, Finance Spé Métiers de l'e-assurance et Des Services A	Paris Ouest La Défense (EPT 4)	92	PUTEAUX	CFA de l'Assurance	CFA de l'Assurance	361			-15		-15
			Assurance, banque, finance, spécialité assurance (LP)	Paris Ouest La Défense (EPT 4)	92	PUTEAUX	CFA de l'Assurance	CFA de l'Assurance	359			-20		-20
			Charge d'affaires en immobilier (ECORIS)	Grand Paris Seine Ouest (EPT 3	92	ISSY-LES-MOULINEAUX	CFA Commerce Gestion Bureautique (Isifa)	CFA ISIFA	349	24				24
			Charge des ressources humaines (INSTITUT SUP D'INFORMATIQUE ET D	Paris (T1)	75	PARIS	Pole Paris Alternance - Réseau GES	CFA CERFAL	65	20				20
			Comptabilité et gestion (DCG)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA Multiprofessionnel	CFA CERFAL	55	20				20
							Ecole Nationale de Commerce	CFA Bessières	141	21				21
			Management des processus logistiques (LP CERGY)	Boucle Nord de Seine (EPT 5)	95	ARGENTEUIL	Université de Cergy-Pontoise - IUT de Cergy	CFA SUP 2000	444			-3		-3
			Management et gestion des organisations (LP MARNE LA VALLEE)	Sud 77	77	AVON	UTEC Avon Fontainebleau	CFA UTEC CCI de Seine et Marne	206			-12		-12
			Metiers de la gestion et de la comptabilite : comptabilite et paie (LP CNAM)	Versailles Saclay	78	VERSAILLES	UFA Grandchamp	CFA CERFAL	40			-25		-25
			Metiers de la gestion et de la comptabilite : controle de gestion (LP CNAM)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA Multiprofessionnel	CFA CERFAL	57	25				25
			Metiers de l'entrepreneuriat (LP CNAM)	Paris Ouest La Défense (EPT 4)	92	NANTERRE	CFA IFPM	CFA IFPM	338	25				25
			Métiers du Décisionnel et de la Statistique (LP Evry)	Porte Sud du Grand Paris	91	EVRY	Université d'Evry Val d'Essonne - IUT d'Evry	CFA EVE	329	30				30
			Responsable comptable et financier (Institut superieur d'informatique et de n	Paris (T1)	75	PARIS	Pole Paris Alternance - Réseau GES	CFA CERFAL	54	20				20
		Niveau 3	Assurance (BTS)	Paris Ouest La Défense (EPT 4)	92	PUTEAUX	CFA de l'Assurance	CFA de l'Assurance	358			-35		-35
									360			-20		-20
			Banque, conseiller de clientele (particuliers) (BTS)	Paris Ouest La Défense (EPT 4)	92	PUTEAUX	CFA Banque et Finance	CFA Banque et Finance	371			-50		-50
			Comptabilité et gestion	Paris Ouest La Défense (EPT 4)	92	SAINT-CLOUD	Lycée Santos-Dumont	CFA Académique de Versailles	551	18				18
			Comptabilite et gestion (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA Multiprofessionnel	CFA CERFAL	69			-25		-25
							Ecole Nationale de Commerce	CFA Bessières	140	4				4
			FCIL EXPERTISE COMPTABLE POST DECF	Grand-Orly Seine Bièvre (EPT 12	94	CACHAN	POLYVALENT DE CACHAN	(vide)	1060				-18	-18
			Gestion de la PME	Paris Ouest La Défense (EPT 4)	92	SAINT-CLOUD	Lycée Santos-Dumont	CFA Académique de Versailles	550	25				25
			Gestion de la PME (BTS)	Boucle Nord de Seine (EPT 5)	95	ARGENTEUIL	CFA du GARAC	CFA GARAC	466			-10		-10
				Grand Paris Seine Ouest (EPT 3	92	ISSY-LES-MOULINEAUX	CFA Commerce Gestion Bureautique (Isifa)	CFA ISIFA	347	6				6
				Nord Est 77	77	MEAUX	Lycée Jean Rose	CFA CERFAL	46			-4		-4
				Seine-Aval	78	AUBERGENVILLE	VINCENT-VAN-GOGH	(vide)	1196				-35	-35
						LES MUREAUX	VAUCANSON	(vide)	1195		35			35
			Gestion des entreprises et des administrations GEA option : ressources hum	Nord Est 77	77	MEAUX	Université de Meaux	CFA Descartes	182	25				25
			Negociation et digitalisation de la relation client (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS	CFA CCIP - NOVANCIA	CFA Formaposte IDF	432	30				30
							CFA CODIS	CFA Formaposte IDF	425	60				60
							CFA Stephenson	CFA Formaposte IDF	426	60				60
							Groupe Scolaire St-Jean de Montmartre	CFA CERFAL	66	20				20
				Paris Ouest La Défense (EPT 4)	92	LEVALLOIS-PERRET	IFCV	CFA Formaposte IDF	431	30				30
						PUTEAUX	CFA de l'Assurance	CFA de l'Assurance	363			-25		-25
				Seine-Aval	78	POISSY	CFA AFIPE - Vente et Commerce	CFA Vente et Commerce - AFIPE	239	15				15
			Professions immobilieres (BTS)	Grand Paris Seine Ouest (EPT 3	92	ISSY-LES-MOULINEAUX	CFA Commerce Gestion Bureautique (Isifa)	CFA ISIFA	348	30				30
				Plaine Commune (EPT 6)	93	SAINT-DENIS	Lycée Jean-Baptiste de la Salle	CFA CERFAL	59	20				20
				Versailles Saclay	91	MASSY	CFA Faculté des Métiers de l'Essonne - Site de MASSY	CFA FDME	335	10				10
	Pré-bac	Niveau 4	FCIL4 METIERS DU TERTIAIRE	Marne la Vallée	77	THORIGNY-SUR-MARNE	AUGUSTE-PERDONNET	(vide)	1061				-24	-24
			FCIL4 PREPA CONCOURS ADJOINT ADMINISTRAT	Plaine Commune (EPT 6)	93	STAINS	MAURICE-UTRILLO	(vide)	1064				-18	-18

										CREATION		SUPPRESSION		Solde FPI
FILIERE	Pré-post bac	NIVEAUX	DIPLÔME	BASSIN ECONOMIQUE	DEPT DU SITE DE FORMATION	COMMUNE DU SITE DE FORMATION	SITE DE FORMATION	CFA	N° de ligne	Apprentissage	scolaire	Apprentissage	scolaire	
			GESTION ADMINISTRATION (BAC PRO)	Est 77	77	ROZAY-EN-BRIE	TOUR-DES-DAMES (DE LA)	(vide)	1053				-18	-18
				Plaine Commune (EPT 6)	93	LA COURNEUVE	ARTHUR-RIMBAUD	(vide)	1055				-24	-24
						STAINS	MAURICE-UTRILLO	(vide)	1054				-24	-24
			GESTION-ADMINISTRATION (BAC PRO)	Boucle Nord de Seine (EPT 5)	95	ARGENTEUIL	FERNAND-ET-NADIA-LEGER	(vide)	1250				-23	-23
				Centre 77	77	DAMMARIE-LES-LYS	FREDERIC-JOLIOT-CURIE	(vide)	1052				-24	-24
				Est 95	95	ERMONT	GUSTAVE-EIFFEL	(vide)	1217				-30	-30
				Grand Paris Seine Ouest (EPT 3	92	BOULOGNE-BILLANCOURT	ETIENNE-JULES-MAREY	(vide)	1216				-30	-30
				Grand Roissy - Le Bourget	95	ARNOUVILLE	VIRGINIA-HENDERSON	(vide)	1248				-15	-15
				Grand-Orly Seine Bièvre (EPT 12	94	CHOISY-LE-ROI	JEAN-MACE	(vide)	1056				-24	-24
				Paris Ouest La Défense (EPT 4)	92	LEVALLOIS-PERRET	LEONARD-DE-VINCI	(vide)	1215				-30	-30
				Porte Sud du Grand Paris	91	ARPAJON	PAUL-BELMONDO	(vide)	1246				-15	-15
				Seine-Aval	78	CONFLANS-SAINTE-HONORINE	SIMONE-WEIL	(vide)	1214				-28	-28
						MANTES-LA-VILLE	CAMILLE-CLAUDEL	(vide)	1245				-15	-15
				Sud Ouest Francilien	78	RAMBOUILLET	LOUIS-BASCAN	(vide)	1218				-15	-15
				Versailles Saclay	78	SAINT-CYR-L'ECOLE	JEAN-PERRIN	(vide)	1244				-15	-15
					91	LES ULIS	ESSOURIAU (DE L')	(vide)	1247				-15	-15
			SERVICES FINANCIERS (MC NIVEAU IV)	Paris (T1)	75	PARIS 20EME	CHARLES-DE-GAULLE	(vide)	1098		24			24
		Niveau 5	FCIL 5 prepa au concours des collectivites territoriales	Paris Est Marne et Bois (EPT 10	94	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	MARX-DORMOY	(vide)	1072				-9	-9
Total Tertiaire administratif										818	59	-263	-449	165
Transport logistiqu	Post-bac	Niveau 2	Management des transports et de la distribution (LP CERGY)	Boucle Nord de Seine (EPT 5)	95	ARGENTEUIL	Université de Cergy-Pontoise - IUT de Cergy	CFA SUP 2000	438			-6		-6
		Niveau 3	Gestion logistique et transport (DUT)	Boucle Nord de Seine (EPT 5)	95	ARGENTEUIL	Université de Cergy-Pontoise - IUT de Cergy	CFA SUP 2000	440			-5		-5
			Technicien(ne) superieur du transport terrestre de marchandises (TP)	Marne la Vallée	77	NOISIEL	AFTRAL CFATL - NOISIEL	CFA Transport Logistique	232			-7		-7
			Transport et prestation logistiques (BTS)	Marne la Vallée	77	TOURNAN-EN-BRIE	CLEMENT-ADER	(vide)	1005		24			24
	Pré-bac	Niveau 4	Accueil dans les transports (MC niveau IV)	Grand Roissy - Le Bourget	93	TREMBLAY-EN-FRANCE	CFA CAMAS	CFA CAMAS	423	16				16
			Conducteur transport routier marchandises (BAC PRO)	Sud Ouest Francilien	78	LE-TREMBLAY-SUR-MAULDRE	AFTRAL CFATL	CFA Transport Logistique	231			-1		-1
			TRANSPORT (BAC PRO)	Seine-Aval	78	CONFLANS-SAINTE-HONORINE	SIMONE-WEIL	(vide)	1253		28			28
		Niveau 5	Conducteur de transport en commun sur route (TP)	Grand Roissy - Le Bourget	95	GONESSE	CFA PROMOTRANS ILE DE FRANCE	CFA Mobilité Urbaine Durable	223	20				20
				Grand-Orly Seine Bièvre (EPT 12	94	VITRY-SUR-SEINE	CFA PROMOTRANS ILE DE FRANCE	CFA Mobilité Urbaine Durable	224			-20		-20
				Marne la Vallée	77	NOISIEL	CFA Mobilité Urbaine Durable	CFA Mobilité Urbaine Durable	222	80				80
			CONDUCTEUR ROUTIER "MARCHANDISES" (CAP)	Ouest 95	95	SAINT-OUEN-L'AUMONE	CHATEAU-D'EPLUCHES	(vide)	1225		12			12
			Operateur/operatrice de service-relation client et livraison (CAP)	Boucle Nord de Seine (EPT 5)	92	GENNEVILLIERS	AFTRAL	CFA Formaposte IDF	429	50				50
				Grand Roissy - Le Bourget	93	AULNAY-SOUS-BOIS	AFTRAL	CFA Formaposte IDF	430	50				50
				Grand-Orly Seine Bièvre (EPT 12	94	RUNGIS	AFTRAL	CFA Formaposte IDF	428	50				50
				Porte Sud du Grand Paris	77	SAVIGNY-LE-TEMPLE	AFTRAL	CFA Formaposte IDF	427	50				50
Total Transport logistique										316	64	-39		341
Non précisée	DIMA	DIMA	Dispositif d'Initiation aux Métiers en Alternance (DIMA)	Brie Créçois	77	CHAILLY-EN-BRIE	CFA de l' EPLEFPA La Bretonnière	CFA la Bretonnière	170			-30		-30
				Est Ensemble (EPT 8)	93	BOBIGNY	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	388			-80		-80
				Grand Paris Grand Est (EPT 9)	93	NOISY-LE-GRAND	Lycèe Francoise Cabrini	CFA CERFAL	32			-20		-20
				Paris (T1)	75	PARIS	CFA des Métiers de la Table	CFA des Métiers de la Table	9			-10		-10
									10			-20		-20
									11			-15		-15
				Plaine Commune (EPT 6)	93	SAINT-DENIS	Lycée Jean-Baptiste de la Salle	CFA CERFAL	30			-16		-16
				Seine-Aval	78	MAISONS-LAFFITTE	CFA Métiers de l'Horticulture et Cheval de Maisons-Laffitte	CFA des Métiers de l'Horticulture et du Cheval	235			-3		-3
									236			-3		-3
				Versailles Saclay	78	VERSAILLES	UFA Grandchamp	CFA CERFAL	31			-20		-20
Total Non précisée												-217		-217
Total général										4706	937	-5234	-1664	-1255

Annexe 2

ANNEXE 2

Convention annuelle d'application du contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelles, relative à la programmation des formations professionnelles sous statut scolaire pour la rentrée 2019

Entre
La Région Ile de France, représentée par la Présidente du Conseil régional, Madame Valérie PECRESSE, agissant en qualité et dûment habilité à cet effet, ci-après dénommée la Région d'une part,
Et
Les académies de Paris, Créteil et Versailles et la Direction Régionale Interdépartementale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt d'Île-de-France représentées par Monsieur Daniel AUVERLOT, recteur de Créteil, chancelier des universités, Monsieur Gilles PECOUT recteur de la région académique Île-de-France, recteur de Paris, chancelier des universités et Madame Charline AVENEL, rectrice de Versailles, chancelière des universités, Madame Anne BOSSY, directrice régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt, agissant en qualité et dûment habilité à cet effet, ci-après dénommés les autorités académiques d'autre part.

La loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'Ecole de la République confie à la Région la responsabilité d'arrêter la carte des formations professionnelles initiales en voie scolaire, après accord des autorités académiques.

La loi du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et la démocratie sociale prévoit la mise en place du CREFOP et l'élaboration en son sein d'un contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelles.

Le contrat de plan régional de développement des formations professionnelles (CPRDFOP), adopté par l'assemblée régionale le 24 janvier 2018, fixe le cadre de référence dans lequel s'inscrit la stratégie de développement de la formation professionnelle en Île-de-France.

POUR LA RENTREE 2019, IL EST CONVENU PAR LA PRESENTE CONVENTION LES DISPOSITIONS SUIVANTES.

ARTICLE 1 : PREAMBULE

Conformément à l'article L 214-13-1 du code de l'éducation, les autorités académiques et la Région déterminent conjointement la liste des ouvertures et fermetures de sections de formation professionnelle initiale en fonction des moyens disponibles. Après accord des autorités académiques, la Région arrête la carte régionale des formations professionnelles initiales qui est mise en œuvre par la Région et par l'Etat dans l'exercice de leurs compétences respectives. Les autorités académiques mettent en œuvre les ouvertures et fermetures de sections de formation professionnelle initiale sous statut scolaire conformément à la liste annexée à la présente convention.

ARTICLE 2 : DEFINITION DE LA LISTE DES EVOLUTIONS DE LA CARTE DES FORMATIONS PROFESSIONNELLES DE LA VOIE SCOLAIRE

Pour la rentrée 2019, la liste des ouvertures et fermetures de sections de formation professionnelle initiale sous statut scolaire figure en annexe à la présente convention en deux parties : les formations pré-bac, les formations post-bac.

ARTICLE 3 : MODALITES D'ECHANGES D'INFORMATIONS DANS LE CADRE DE LA MISE EN OEUVRE

Les autorités académiques et la Région conviennent de s'informer mutuellement des conditions de la mise en œuvre de cette liste afin d'assurer la mise en place effective des formations qui seront ouvertes à la rentrée scolaire 2019 : mise en place des investissements régionaux (locaux, équipements) signalés dans la liste conjointe, résultats des affectations de mai-juin 2019.

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à sa signature et s'applique à l'année scolaire 2019/2020.

ARTICLE 5 : MODIFICATIONS ULTERIEURES DE LA CONVENTION

Toute modification ultérieure de la présente convention fera l'objet d'un avenant conclu dans les mêmes conditions que celle-ci.

Fait à Paris, le

Daniel AUVERLOT, recteur de l'académie de Créteil, chancelier des universités

Gilles PECOUT, recteur de la région académique Ile-de-France, recteur de l'académie de Paris, chancelier des universités

Charline AVENEL, rectrice de l'académie de Versailles, chancelière des universités

Anne BOSSY, directrice régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Ile-de-France

Valérie PECRESSE, présidente du conseil régional d'Ile-de-France

Annexe à la convention annuelle d'application du CPRDFOP

CONVENTION ANNUELLE D'APPLICATION PROJETS D'OUVERTURE ET DE FERMETURE LYCEES PREBAC (en places d'entrants)

FILIERE	NIVEAUX	DIPLÔME	BASSIN ECONOMIQUE	DEPT DU SITE DE	COMMUNE DU SITE DE FORMATION	SITE DE FORMATION	N° de ligne	Avis de synthèse services régionaux post réunions MR	CREATION	SUPPRESSION	Solde FPI
Alimentation	Niveau 5	Cremier-fromager (CAP)	Vallée Sud Grand Paris (EPT 2)	92	ANTONY	THEODORE-MONOD	1228	Favorable sans travaux ni équipements	6		6
		PATISSIER (CAP)	Porte Sud du Grand Paris	91	ETIOLLES	CHATEAU-DES-COUDRAIES	1221	Favorable sans travaux ni équipements		-12	-12
Total Alimentation									6	-12	-6
Automobile & engins	Niveau 4	MAINTENANCE DES VEHICULES 2NDE COMMUNE (BAC PRO) option A Voitures p	Grand Paris Seine Ouest (EPT 3)	92	ISSY-LES-MOULINEAUX	LA-SALLE-SAINT-NICOLAS	1267	Favorable sans travaux ni équipements		-15	-15
			Seine-Aval	78	MANTES-LA-JOLIE	JEAN-ROSTAND	1241	Favorable sans travaux ni équipements	10		10
	Niveau 5	Peinture en carrosserie (CAP)	Grand-Orly Seine Bièvre (EPT 12)	91	SAVIGNY-SUR-ORGE	GASPARD-MONGE	1224	Favorable sans travaux ni équipements	12		12
Total Automobile & engins									22	-15	7
BTP	Niveau 4	MENUISERIE ALUMINIUM-VERRE (BAC PRO)	Plaine Commune (EPT 6)	93	SAINT-DENIS	ENNA (L')	1039	Favorable sans travaux ni équipements		-6	-6
		OUVRAGES DU BATIMENT : METALLERIE (BAC PRO)	Plaine Commune (EPT 6)	93	SAINT-DENIS	ENNA (L')	1043	Favorable sans travaux ni équipements		-6	-6
		TECHNICIEN DU BATIMENT : ORGANISATION ET REALISATION DU GROS OEU	Vallée Sud Grand Paris (EPT 2)	92	MONTROUGE	JEAN-MONNET	1237	Favorable sans travaux avec équipements	6		6
	Niveau 5	ELECTRICIEN (CAP)	Grand Roissy - Le Bourget	93	AULNAY-SOUS-BOIS	VOILLAUME (PROFESSIONNEL)	1034	Favorable sans travaux ni équipements		-15	-15
		MENUISIER ALUMINIUM-VERRE (CAP)	Paris (T1)	75	PARIS 14EME	LUCAS-DE-NEHOU	1144	Favorable sans travaux ni équipements	8		8
		MENUISIER FABRICANT DE MENUISERIE, MOBILIER ET AGENCEMENT (CAP)	Grand Roissy - Le Bourget	95	VILLIERS-LE-BEL	PIERRE-MENDES-FRANCE	1223	Favorable sans travaux avec équipements	6		6
		SERRURIER METALLIER (CAP)	Plaine Commune (EPT 6)	93	SAINT-DENIS	ENNA (L')	1010	Favorable sans travaux ni équipements	12		12
Total BTP									32	-27	5
Chimie	Niveau 4	METIERS DU LABORATOIRE (FCIL IV)	Versailles Saclay	91	GIF-SUR-YVETTE	VALLEE-DE-CHEVREUSE (DE LA	1275	Favorable sans travaux ni équipements	12		12
Total Chimie									12		12
Coiffure-esthétique	Niveau 5	COIFFURE COUPE COULEUR (MC NIVEAU V)	Boucle Nord de Seine (EPT 5)	95	ARGENTEUIL	FERNAND-ET-NADIA-LEGER	1182	Favorable sans travaux ni équipements		-12	-12
Total Coiffure-esthétique										-12	-12
Commerce	Niveau 4	Accueil - relation clients et usagers (BAC PRO)	Paris Ouest La Défense (EPT 4)	92	SAINT-CLOUD	SANTOS-DUMONT	1256	Favorable sans travaux ni équipements	15		15
			Seine-Aval	78	LES MUREAUX	VAUCANSON	1255	Favorable sans travaux ni équipements	15		15
		Commerce (BAC PRO)	Paris (T1)	75	PARIS 06EME	CARCADO-SAISSEVAL	1148	Favorable sans travaux ni équipements	35		35
					PARIS 19EME	INITIATIVE (L')	1147	Favorable sans travaux ni équipements		-25	-25
			Porte Sud du Grand Paris	91	DRAVEIL	NADAR	1271	Favorable sans travaux ni équipements	12		12
		COMMERCE (BAC PRO) OU ARCU (BACPRO)	Grand-Orly Seine Bièvre (EPT 12)	94	CHOISY-LE-ROI	JEAN-MACE	1051	Favorable sans travaux ni équipements	24		24
		METIERS RELATION CLIENTS ET USAGERS (BAC PRO)	Centre 77	77	DAMMARIE-LES-LYS	FREDERIC-JOLIOT-CURIE	1049	Favorable sans travaux avec équipements	24		24
		METIERS RELATION CLIENTS USAGERS (BAC PRO)	Est 77	77	ROZAY-EN-BRIE	TOUR-DES-DAMES (DE LA)	1047	Favorable sans travaux ni équipements	12		12
			Plaine Commune (EPT 6)	93	LA COURNEUVE	ARTHUR-RIMBAUD	1050	Favorable sans travaux ni équipements	24		24
					STAINS	MAURICE-UTRILLO	1048	Favorable sans travaux ni équipements	24		24
	Niveau 5	VENDEUR SPECIALISE EN ALIMENTATION (MC NIVEAU V)	Paris (T1)	75	PARIS 18EME	SUZANNE-VALADON	1081	Favorable sans travaux ni équipements	18		18
Total Commerce									203	-25	178
Communication	Niveau 4	ARTISANAT ET METIERS D'ART OPTION : COMMUNICATION VISUELLE PLURI-M	Boucle Nord de Seine (EPT 5)	92	COLOMBES	CLAUDE-GARAMONT	1259	Favorable sans travaux ni équipements	12		12
		REALISATION DE PRODUITS IMPRIMES ET PLURIMEDIA 2NDE COMMUNE (BAC	Boucle Nord de Seine (EPT 5)	92	COLOMBES	CLAUDE-GARAMONT	1258	Favorable sans travaux ni équipements		-12	-12
	Niveau 5	FCIL5 OPERATEUR PUBLICITE ASSISTE ORDIN	Centre 77	77	LA ROCHETTE	BENJAMIN-FRANKLIN	1069	Favorable sans travaux ni équipements		-20	-20
Total Communication									12	-32	-20
Eau et Propreté	Niveau 5	AGENT DE PROPRETE ET D'HYGIENE (CAP)	Nord Est 77	77	MEAUX	PIERRE-DE-COUBERTIN (PROFE	1038	Favorable sans travaux avec équipements	12		12
Total Eau et Propreté									12		12
Electricité, électronique	Niveau 4	Metiers de l'electricite et de ses environnements connectes (BAC PRO)	Ouest 95	95	ERAGNY	AUGUSTE-ESCOFFIER	1243	Favorable sans travaux ni équipements	24		24
		PILOTE DE MATERIEL NUMERIQUE POUR LA FABRICATION DE L'AMEUBLEMEN	Est 95	95	CORMEILLES-EN-PARISIS	LE-CORBUSIER	1273	Favorable sans travaux ni équipements	15		15
		SYSTEMES NUMERIQUES 2NDE COMMUNE (BAC PRO) OPTION C RESEAUX IN	Plaine Commune (EPT 6)	93	SAINT-DENIS	LA-SALLE-SAINT-DENIS	1057	Favorable sans travaux ni équipements	15		15
		SYSTEMES NUMERIQUES OPTION B AUDIOVISUELS, RESEAU ET EQUIPEMENT	Boucle Nord de Seine (EPT 5)	92	CLICHY	NEWTON-ENREA	1269	Favorable sans travaux ni équipements		-12	-12
Total Electricité, électronique									54	-12	42
Energie	Niveau 4	TECHNICIEN EN ENERGIES RENOUVELABLES OPTION B ENERGIE THERMIQU	Grand Roissy - Le Bourget	77	CLAYE-SOUILLY	CHAMP-DE-CLAYE (LE)	1000	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
			Seine-Aval	78	PORCHEVILLE	LAVOISIER	1178	Favorable sans travaux avec équipements	6		6
	Niveau 5	Installateur sanitaire (CAP)	Est 95	95	CORMEILLES-EN-PARISIS	LE-CORBUSIER	1222	Favorable sans travaux ni équipements	6		6
Total Energie									12	-24	-12
Hôtellerie restauration tour	Niveau 4	ACCUEIL-RECEPTION (MC NIVEAU IV)	Paris (T1)	75	PARIS 07EME	GUSTAVE-EIFFEL	1105	Favorable sans travaux ni équipements	12		12
	Niveau 5	Agent polyvalent de restauration (CAP)	Nord Est 77	77	MEAUX	PIERRE-DE-COUBERTIN (PROFE	1036	Favorable sans travaux ni équipements		-12	-12
		Commercialisation et services en hotel-cafe-restaurant (CAP)	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ALEXANDRE-DUMAS	1142	Favorable sans travaux ni équipements		-8	-8
		Cuisinier en desserts de restaurant (MC niveau V)	Porte Sud du Grand Paris	91	ETIOLLES	CHATEAU-DES-COUDRAIES	1165	Favorable sans travaux ni équipements	12		12
		SOMMELLERIE (MC NIVEAU V)	Grand Paris Sud Est Avenir (EPT 11)	94	SUCY-EN-BRIE	PARC-MONTALEAU	1016	Favorable sans travaux ni équipements		-10	-10
Total Hôtellerie restauration tourisme									24	-30	-6
Informatique	Niveau 4	FCIL 4 Interpretation donnees digitales	Centre 77	77	DAMMARIE-LES-LYS	FREDERIC-JOLIOT-CURIE	1067	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
Total Informatique										-24	-24
Matériaux souples	Niveau 4	METIERS DE LA MODE - V?TEMENT (BAC PRO)	Sud 77	77	MONTEREAU-FAULT-YONNE	FLORA-TRISTAN	1040	Favorable sans travaux ni équipements		-12	-12
		METIERS DU CUIR 2NDE COMMUNE (BAC PRO) OPTION MAROQUINERIE	Sud 77	77	MONTEREAU-FAULT-YONNE	FLORA-TRISTAN	1041	Favorable sans travaux avec équipements partagés	12		12
	Niveau 5	ESSAYAGE-RETOUCHE-VENTE (MC NIVEAU V)	Paris Est Marne et Bois (EPT 10)	94	CHAMPIGNY-SUR-MARNE					-12	-12
			Sud 77	77	MONTEREAU-FAULT-YONNE	FLORA-TRISTAN	1008	Prématuré		-12	-12
Total Matériaux souples									12	-36	-24
Métiers d'art	Niveau 4	EBENISTE (BMA)	Est 95	95	SANNOIS	SAINT-JEAN (APPRENTIS D'AUTE	1183	Favorable sans travaux ni équipements	12		12
		FCIL ARTS DU SPECTACLE	Paris (T1)	75	PARIS 11EME	PAUL-POIRET	1154	Favorable sans travaux ni équipements	12		12
		FCIL ELECTRICIEN DU SPECTACLE	Seine-Aval	78	SARTROUVILLE	JULES-VERNE	1274	Favorable sans travaux ni équipements	12		12
	Niveau 5	FCIL5 ELECTRICIEN DU SPECTACLE	Paris Est Marne et Bois (EPT 10)	94	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	FRANCOIS-MANSART	1070	Favorable sans travaux ni équipements		-12	-12
Total Métiers d'art									36	-12	24

FILIERE	NIVEAUX	DIPLÔME	BASSIN ECONOMIQUE	DEPT DU SITE DE	COMMUNE DU SITE DE FORMATION	SITE DE FORMATION	N° de ligne	Avis de synthèse services régionaux post réunions MR	CREATION	SUPPRESSION	Solde FPI
Productique	Niveau 4	MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS INDUSTRIELS (BAC PRO)	Versailles Saclay	78	TRAPPES	LOUIS-BLERIOT	1239	Favorable sans travaux ni équipements	12		12
Total Productique									12		12
Sanitaire et social	Niveau 4	ACCOMPAGNEMENT SOINS ET SERVICES A LA PERSONNE 2NDE COMMUNE (	Boucle Nord de Seine (EPT 5)	95	ARGENTEUIL	FERNAND-ET-NADIA-LEGER	1262	Favorable sans travaux ni équipements	24		24
		ACCOMPAGNEMENT SOINS ET SERVICES A LA PERSONNE 2NDE COMMUNE (	Grand-Orly Seine Bièvre (EPT 12)	91	JUVISY-SUR-ORGE	JEAN-MONNET	1263	Favorable sans travaux ni équipements		-12	-12
		ACCOMPAGNEMENT SOINS ET SERVICES A LA PERSONNE 2NDE COMMUNE d	Grand-Orly Seine Bièvre (EPT 12)	91	JUVISY-SUR-ORGE	JEAN-MONNET	1264	Favorable sans travaux ni équipements	12		12
		SERVICES DE PROXIMITE ET VIE LOCALE (BAC PRO)	Grand Roissy - Le Bourget	95	ARNOUVILLE	VIRGINIA-HENDERSON	1261	Favorable sans travaux ni équipements	15		15
			Paris (T1)	75	PARIS 06EME	CARCADO-SAISSEVAL	1150	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
	Niveau 5	ACCOMPAGNANT EDUCATIF ET SOCIAL SPECIALITE ACCOMPAGNEMENT A L'	Ouest 95	95	PONTOISE	CAMILLE-PISSARRO	1211	Favorable sans travaux ni équipements		-8	-8
		ACCOMPAGNANT EDUCATIF ET SOCIAL SPECIALITE ACCOMPAGNEMENT DE (	Grand-Orly Seine Bièvre (EPT 12)	91	JUVISY-SUR-ORGE	JEAN-MONNET	1168	Favorable sans travaux ni équipements		-12	-12
			Ouest 95	95	PONTOISE	CAMILLE-PISSARRO	1212	Favorable sans travaux ni équipements		-6	-6
		ACCOMPAGNANT EDUCATIF ET SOCIAL SPECIALITE ACCOMPAGNEMENT DE (	Grand-Orly Seine Bièvre (EPT 12)	91	JUVISY-SUR-ORGE	JEAN-MONNET	1213	Favorable sans travaux ni équipements		-12	-12
			Ouest 95	95	PONTOISE	CAMILLE-PISSARRO	1210	Favorable sans travaux ni équipements		-8	-8
		AIDE SOIGNANT (DIPLOME D'ETAT)	Vallée Sud Grand Paris (EPT 2)	92	CHATENAY-MALABRY	JEAN-JAURES	1276	Favorable sans travaux ni équipements		-12	-12
		PETITE ENFANCE (CAP)	Grand-Orly Seine Bièvre (EPT 12)	94	CACHAN	FOYER-DE-CACHAN (PROFESSIO	1035	Favorable sans travaux ni équipements	24		24
Total Sanitaire et social									75	-94	-19
Sécurité	Niveau 4	FCIL4 PREP. CONCOURS GARDIEN DE LA PAIX	Grand Paris Grand Est (EPT 9)	93	LIVRY-GARGAN	HENRI-SELLIER	1062	Favorable sans travaux ni équipements		-15	-15
	Niveau 5	AGENT DE SECURITE (CAP)	Est 95	95	ERMONT	GUSTAVE-EIFFEL	1232	Favorable sans travaux ni équipements	24		24
Total Sécurité									24	-15	9
Sport	Niveau 4	Animation-gestion de projets dans le secteur sportif (MC NIVEAU IV)	Boucle Nord de Seine (EPT 5)	92	BOIS-COLOMBES	DANIEL-BALAVOINE	1181	Favorable sans travaux avec équipements	15		15
			Paris (T1)	75	PARIS 20EME	ETIENNE-DOLET	1102	Favorable sans travaux avec équipements	15		15
Total Sport									30		30
Structures metalliques	Niveau 4	TECHNICIEN EN CHAUDRONNERIE INDUSTRIELLE (BAC PRO)	Plaine Commune (EPT 6)	93	SAINT-DENIS	ENNA (L')	1042	Favorable sans travaux ni équipements		-12	-12
Total Structures metalliques										-12	-12
Tertiaire administratif	Niveau 4	FCIL4 METIERS DU TERTIAIRE	Marne la Vallée	77	THORIGNY-SUR-MARNE	AUGUSTE-PERDONNET	1061	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
		FCIL4 PREPA CONCOURS ADJOINT ADMINISTRAT	Plaine Commune (EPT 6)	93	STAINS	MAURICE-UTRILLO	1064	Favorable sans travaux ni équipements		-18	-18
		GESTION ADMINISTRATION (BAC PRO)	Est 77	77	ROZAY-EN-BRIE	TOUR-DES-DAMES (DE LA)	1053	Favorable sans travaux ni équipements		-18	-18
			Plaine Commune (EPT 6)	93	LA COURNEUVE	ARTHUR-RIMBAUD	1055	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
					STAINS	MAURICE-UTRILLO	1054	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
		GESTION-ADMINISTRATION (BAC PRO)	Boucle Nord de Seine (EPT 5)	95	ARGENTEUIL	FERNAND-ET-NADIA-LEGER	1250	Favorable sans travaux ni équipements		-23	-23
			Centre 77	77	DAMMARIE-LES-LYS	FREDERIC-JOLIOT-CURIE	1052	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
			Est 95	95	ERMONT	GUSTAVE-EIFFEL	1217	Favorable sans travaux ni équipements		-30	-30
			Grand Paris Seine Ouest (EPT 3)	92	BOULOGNE-BILLANCOURT	ETIENNE-JULES-MAREY	1216	Favorable sans travaux ni équipements		-30	-30
			Grand Roissy - Le Bourget	95	ARNOUVILLE	VIRGINIA-HENDERSON	1248	Favorable sans travaux ni équipements		-15	-15
			Grand-Orly Seine Bièvre (EPT 12)	94	CHOISY-LE-ROI	JEAN-MACE	1056	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
			Paris Ouest La Défense (EPT 4)	92	LEVALLOIS-PERRET	LEONARD-DE-VINCI	1215	Favorable sans travaux ni équipements		-30	-30
			Porte Sud du Grand Paris	91	ARPAJON	PAUL-BELMONDO	1246	Favorable sans travaux ni équipements		-15	-15
			Seine-Aval	78	CONFLANS-SAINTE-HONORINE	SIMONE-WEIL	1214	Favorable sans travaux ni équipements		-28	-28
					MANTES-LA-VILLE	CAMILLE-CLAUDEL	1245	Favorable sans travaux ni équipements		-15	-15
			Sud Ouest Francilien	78	RAMBOUILLET	LOUIS-BASCAN	1218	Favorable sans travaux ni équipements		-15	-15
			Versailles Saclay	78	SAINT-CYR-L'ECOLE	JEAN-PERRIN	1244	Favorable sans travaux ni équipements		-15	-15
				91	LES ULIS	ESSOURIAU (DE L')	1247	Favorable sans travaux ni équipements		-15	-15
		SERVICES FINANCIERS (MC NIVEAU IV)	Paris (T1)	75	PARIS 20EME	CHARLES-DE-GAULLE	1098	Favorable sans travaux ni équipements	24		24
	Niveau 5	FCIL 5 prepa au concours des collectivites territoriales	Paris Est Marne et Bois (EPT 10)	94	CHAMPIGNY-SUR-MARNE					-9	-9
Total Tertiaire administratif									24	-396	-372
Transport logistique	Niveau 4	TRANSPORT (BAC PRO)	Seine-Aval	78	CONFLANS-SAINTE-HONORINE	SIMONE-WEIL	1253	Favorable sans travaux ni équipements	28		28
	Niveau 5	CONDUCTEUR ROUTIER "MARCHANDISES" (CAP)	Ouest 95	95	SAINT-OUEN-L'AUMONE	CHATEAU-D'EPLUCHES	1225	Favorable sans travaux ni équipements	12		12
Total Transport logistique									40		40
Total général									642	-778	-136

CONVENTION ANNUELLE D'APPLICATION PROJETS D'OUVERTURE ET DE FERMETURE LYCEES POSTBAC (en places d'entrants)

FILIERE	NIVEAUX	DIPLÔME	BASSIN ECONOMIQUE	DEPT DU SITE DE	COMMUNE DU SITE DE FORMATION	SITE DE FORMATION	N° de ligne	Avis de synthèse services régionaux post réunions MR	CREATION	SUPPRESSION	Solde FPI
Chimie	Niveau 3	BIOANALYSES ET CONTROLE (BTS)	Seine-Aval	78	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	JEAN-BAPTISTE-POQUELIN	1188	Favorable sans travaux ni équipements		-30	-30
						LEONARD-DE-VINCI	1187	Favorable sans nouveaux travaux avec équipements transfér	30		30
Total Chimie									30	-30	0
Electricité, électronique	Niveau 2	LICENCE PRO MAINTENANCE SYSTEMES ELECTRONIQUES	Grand-Orly Seine Bièvre (EPT 12)	94	CACHAN	POLYVALENT DE CACHAN	1011	Favorable sans travaux ni équipements		-18	-18
Total Electricité, électronique										-18	-18
Hôtellerie restauration tour	Niveau 3	HOTELLERIE RESTAURATION CLASSE DE MISE A NIVEAU	Marne la Vallée	77	SERRIS	EMILIE-DU-CHATELET	1020	Favorable sans travaux ni équipements	24		24
		MANAGEMENT EN HOTELLERIE-RESTAURATION BTS 1ERE ANNEE COMMUNE	Porte Sud du Grand Paris	91	BRUNOY	SAINT-PIERRE INSTITUT (PROFE	1206	Favorable sans travaux ni équipements	30		30
		Management en hotellerie-restauration option A management d'unite de restauration	Paris (T1)	75	PARIS 17EME	JEAN-DROUANT	1132	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
		Management en hotellerie-restauration option B management d'unite de production c	Paris (T1)	75	PARIS 17EME	JEAN-DROUANT	1133	Favorable sans travaux ni équipements		-12	-12
							1134	Favorable sans travaux ni équipements	7		7
		Management en hotellerie-restauration option C management d'unite d'hebergement	Paris (T1)	75	PARIS 14EME	GUILLAUME-TIREL	1137	Favorable sans travaux ni équipements	24		24
					PARIS 17EME	JEAN-DROUANT	1135	Favorable sans travaux ni équipements	11		11
							1136	Favorable sans travaux ni équipements	24		24
		Tourisme (BTS)	Marne la Vallée	77	TORCY	JEAN-MOULIN	1025	Favorable sans travaux ni équipements	17		17
Total Hôtellerie restauration tourisme									137	-36	101
Informatique	Niveau 3	Services informatiques aux organisations option a solutions d'infrastructure, systemes	Porte Sud du Grand Paris	91	EVRY	PARC-DES-LOGES	1207	Favorable sans travaux ni équipements		-5	-5
		Services informatiques aux organisations option b solutions logicielles et applications	Porte Sud du Grand Paris	91	EVRY	PARC-DES-LOGES	1208	Favorable sans travaux ni équipements		-5	-5
Total Informatique										-10	-10
Maintenance et constructio	Niveau 3	AERONAUTIQUE (BTS)	Sud 91	91	CERNY	ALEXANDRE-DENIS	1285	Favorable sans nouveaux travaux avec équipement	30		30
Total Maintenance et construction aéronautique									30		30
Métiers d'art	Niveau 2	DNMAD ESPACE	Ouest 95	95	VAUREAL	CAMILLE-CLAUDEL	1177	Favorable sans travaux avec équipements	15		15
	Niveau 3	ARTS GRAPHIQUES OPTION : GRAVURE (DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 13EME	ESTIENNE ESAIG	1127	Favorable sans travaux ni équipements		-12	-12
		ARTS GRAPHIQUES OPTION : ILLUSTRATION (DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 18EME	AUGUSTE-RENOIR	1129	Favorable sans travaux ni équipements		-12	-12
		ARTS GRAPHIQUES OPTION : RELIURE DORURE (DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 13EME	ESTIENNE ESAIG	1128	Favorable sans travaux ni équipements		-12	-12
		CINEMA D'ANIMATION (DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 06EME	SAINTE-GENEVIEVE	1106	Favorable sans travaux ni équipements		-14	-14
					PARIS 13EME	ESTIENNE ESAIG	1118	Favorable sans travaux ni équipements		-12	-12
		CONCEPTEUR EN ART & INDUSTRIE CERAMIQUE (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS 18EME	AUGUSTE-RENOIR	1110	Favorable sans travaux ni équipements		-12	-12
		COSTUMIER REALISATEUR (DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 11EME	PAUL-POIRET	1126	Favorable sans travaux ni équipements		-14	-14
			Paris Est Marne et Bois (EPT 10)	94	NOGENT-SUR-MARNE	LA-SOURCE	1029	Favorable sans travaux ni équipements		-12	-12
		DECOR ARCHITECTURAL OPT.A : DOMAINE DU TRAITEMENT PLASTIQUE ET D	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA	1121	Favorable sans travaux ni équipements		-6	-6
		DECOR ARCHITECTURAL OPTION B : DOMAINE DU DECOR DU MUR (DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA	1122	Favorable sans travaux ni équipements		-20	-20
		DECOR ARCHITECTURAL OPTION C : DOMAINE DU METAL (DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA	1123	Favorable sans travaux ni équipements		-12	-12
		DECOR ARCHITECTURAL OPTION D : DOMAINE DES MATERIAUX DE SYNTHES	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA	1124	Favorable sans travaux ni équipements		-14	-14
		DESIGN DE COMMUNICATION : ESPACE ET VOLUME (BTS)	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA	1113	Favorable sans travaux ni équipements		-15	-15
			Porte Sud du Grand Paris	91	COURCOURONNES	GEORGES-BRASSENS	1198	Favorable sans travaux ni équipements		-12	-12
		DESIGN DE MODE, TEXTILE ET ENVIRONNEMENT OPTION A : MODE	Paris (T1)	75	PARIS 03EME	DUPERRE ESAA	1084	Favorable sans travaux ni équipements		-48	-48
		DESIGN DE MODE, TEXTILE ET ENVIRONNEMENT OPTION B : TEXTILE-MATER	Paris (T1)	75	PARIS 03EME	DUPERRE ESAA	1083	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
					PARIS 15EME	ENSAAMA	1082	Favorable sans travaux ni équipements		-15	-15
		DESIGN DE PRODUITS (BTS)	Ouest 95	95	VAUREAL	CAMILLE-CLAUDEL	1184	Favorable sans travaux ni équipements		-12	-12
			Paris (T1)	75	PARIS 06EME	SAINTE-GENEVIEVE	1138	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
					PARIS 15EME	ENSAAMA	1109	Favorable sans travaux ni équipements		-30	-30
		DESIGN D'ESPACE (BTS)	Grand-Orly Seine Bièvre (EPT 12)	94	VITRY-SUR-SEINE	ADOLPHE-CHERIOUX	1013	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
			Nord Est 77	77	CONGIS-SUR-THEROUANNE	GUE-A-TRESMES (DU)	1012	Favorable sans travaux ni équipements		-15	-15
			Ouest 95	95	VAUREAL	CAMILLE-CLAUDEL	1171	Favorable sans travaux ni équipements		-15	-15
			Paris (T1)	75	PARIS 12EME	BOULLE ESAA	1111	Favorable sans travaux ni équipements		-18	-18
					PARIS 15EME	ENSAAMA	1112	Favorable sans travaux ni équipements		-30	-30
		Design graphique option a communication et medias imprimes (BTS)	Est Ensemble (EPT 8)	93	MONTREUIL	EUGENIE-COTTON	1022	Favorable sans travaux ni équipements		-15	-15
			Grand Paris Seine Ouest (EPT 3)	92	SEVRES	JEAN-PIERRE-VERNANT	1199	Favorable sans travaux ni équipements		-15	-15
			Paris (T1)	75	PARIS 13EME	ESTIENNE ESAIG	1116	Favorable sans travaux ni équipements		-35	-35
					PARIS 15EME	ENSAAMA	1114	Favorable sans travaux ni équipements		-15	-15
					PARIS 18EME	AUGUSTE-RENOIR	1115	Favorable sans travaux ni équipements		-15	-15
			Sud 77	77	MONTEREAU-FAULT-YONNE	ANDRE-MALRAUX	1023	Favorable sans travaux ni équipements		-18	-18
		DESIGN GRAPHIQUE OPTION B COMMUNICATION ET MEDIAS NUMERIQUES (B	Est Ensemble (EPT 8)	93	MONTREUIL	EUGENIE-COTTON	1024	Favorable sans travaux ni équipements		-15	-15
			Paris (T1)	75	PARIS 15EME	ENSAAMA	1117	Favorable sans travaux ni équipements		-18	-18
					PARIS 19EME	INITIATIVE (L')	1140	Favorable sans travaux ni équipements		-25	-25
		HABITAT OPTION : DECORS ET MOBILIERS (DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 12EME	BOULLE ESAA	1119	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
		HABITAT OPTION : ORNEMENTS ET OBJETS (DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 12EME	BOULLE ESAA	1120	Favorable sans travaux ni équipements		-12	-12
		HABITAT OPTION RESTAURATION DE MOBILIER (DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 12EME	BOULLE ESAA	1125	Favorable sans travaux ni équipements		-12	-12
		REGIE DU SPECTACLE OPTION LUMIERE (DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 11EME	PAUL-POIRET	1130	Favorable sans travaux ni équipements		-7	-7
		REGIE DU SPECTACLE OPTION SON (DMA)	Paris (T1)	75	PARIS 11EME	PAUL-POIRET	1131	Favorable sans travaux ni équipements		-8	-8
		TEXTILES ET CERAMIQUES OPTION : ARTS DE LA CERAMIQUE ARTISANALE (D	Nord Est 77	77	CONGIS-SUR-THEROUANNE	GUE-A-TRESMES (DU)	1027	Favorable sans travaux ni équipements		-12	-12
		TEXTILES ET CERAMIQUES OPTION : ARTS TEXTILES (DMA)	Paris Est Marne et Bois (EPT 10)	94	NOGENT-SUR-MARNE	LA-SOURCE	1028	Favorable sans travaux ni équipements		-11	-11
Total Métiers d'art									15	-691	-676
Productique	Niveau 2	LICENCE PRO CONCEPTION ET REALISATION D'OUTILLAGE	Grand-Orly Seine Bièvre (EPT 12)	94	CACHAN	POLYVALENT DE CACHAN	1019	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
	Niveau 3	FCIL3 INTEGRATION ET MAINTEN. EN PRODUCT	Sud 77	77	MONTEREAU-FAULT-YONNE	ANDRE-MALRAUX	1059	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
Total Productique										-48	-48

FILIERE	NIVEAUX	DIPLÔME	BASSIN ECONOMIQUE	DEPT DU SITE DE	COMMUNE DU SITE DE FORMATION	SITE DE FORMATION	N° de ligne	Avis de synthèse services régionaux post réunions MR	CREATION	SUPPRESSION	Solde FPI
Total Métiers d'art									15	-691	-676
Productique	Niveau 2	LICENCE PRO CONCEPTION ET REALISATION D'OUTILLAGE	Grand-Orly Seine Bièvre (EPT 12)	94	CACHAN	POLYVALENT DE CACHAN	1019	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
	Niveau 3	FCIL3 INTEGRATION ET MAINTEN. EN PRODUCT	Sud 77	77	MONTEREAU-FAULT-YONNE	ANDRE-MALRAUX	1059	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
Total Productique										-48	-48
Sanitaire et social	Niveau 3	Economie sociale et familiale (BTS)	Grand Roissy - Le Bourget	95	ARNOUVILLE	VIRGINIA-HENDERSON	1284	Favorable avec travaux et équipements	24		24
Total Sanitaire et social									24		24
Tertiaire administratif	Niveau 3	FCIL EXPERTISE COMPTABLE POST DECF	Grand-Orly Seine Bièvre (EPT 12)	94	CACHAN	POLYVALENT DE CACHAN	1060	Favorable sans travaux ni équipements		-18	-18
		Gestion de la PME (BTS)	Seine-Aval	78	AUBERGENVILLE	VINCENT-VAN-GOGH	1196	Favorable sans travaux ni équipements		-35	-35
					LES MUREAUX	VAUCANSON	1195	Favorable sans travaux ni équipements	35		35
Total Tertiaire administratif									35	-53	-18
Transport logistique	Niveau 3	Transport et prestation logistiques (BTS)	Marne la Vallée	77	TOURNAN-EN-BRIE	CLEMENT-ADER	1005	Favorable sans travaux avec équipements	24		24
Total Transport logistique									24		24
Total général									295	-886	-591

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/01/2019

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-015

DU 24 JANVIER 2019

FORFAITS D'EXTERNAT DES ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS SOUS CONTRAT D'ASSOCIATION POUR L'ANNÉE 2018/2019 PREMIER RAPPORT

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales,

VU Le code de l'éducation, notamment son article L.442-9,

VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017,

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU La délibération n° CR 86-16 du 20 mai 2016 « Mesures d'aides sociales et de sécurisation pour assurer l'égalité de traitement des élèves du privé avec ceux du public »,

VU Le budget de la région d'Ile-de-France pour l'année 2019,

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-015 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'adopter la répartition de la première provision pour l'année 2019 de la contribution régionale aux dépenses de rémunération des personnels techniciens, ouvriers et de service pour leurs activités relatives à l'externat des établissements privés sous contrat d'association conformément au tableau joint en annexe.

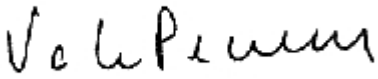
Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de 24 044 193,28 €, disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 223 « Lycées privés » Programme HP223-028 (code action 12202801) « Lycées privés forfait d'externat « personnel » du budget 2019.

Article 2 :

Décide d'adopter la répartition de la première provision pour l'année 2019 de la contribution régionale au fonctionnement matériel des classes sous contrat d'association des établissements d'enseignement privés conformément au tableau joint en annexe.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de 23 207 061,95 € disponible sur le chapitre 932 «Enseignement» code fonctionnel 223 «Lycées privés», programme HP 223-016 (122016) «Lycée privés forfait d'externat - matériel», action «Lycées privés forfait d'externat - matériel» (12201601) (nature 655 – Contributions obligatoires) du budget 2019.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

FORFAITS D'EXTERNAT - REPARTITION PAR ETABLISSEMENT

FORFAITS D'EXTERNAT 2018-2019
PREMIER VERSEMENT

UAI	EPLE	COMMUNE	DOTATIONS 1ER VERSEMENT PART PERSONNEL	DOTATIONS 1ER VERSEMENT PART MATERIEL
0750330B	ECOLE TECHNIQUE SUPERIEURE LABORATOIRE	PARIS 13EME	114 837,84 €	118 090,47 €
0751883P	INSTITUT SUPERIEUR CLORIVIERE	PARIS 12EME	104 037,53 €	112 942,14 €
0752937K	ACTIVE BILINGUE ETOILE	PARIS 17EME	93 307,20 €	88 611,60 €
0753217P	SAINTE THERESE FONDATION D'AUTEUIL	PARIS 16EME	62 375,87 €	40 958,50 €
0753231E	SINAI	PARIS 18EME	21 927,20 €	20 823,73 €
0753384W	BETH YACOV	PARIS 20EME	3 732,29 €	3 544,47 €
0753537M	ESTBA	PARIS 20EME	106 043,64 €	110 208,47 €
0753598D	SEVIGNE	PARIS 05EME	63 682,17 €	60 477,42 €
0753647G	ALSACIENNE	PARIS 06EME	125 498,19 €	119 182,61 €
0753809H	PAUL CLAUDEL	PARIS 07EME	120 832,83 €	114 752,03 €
0753815P	COURS DES PETITS CHAMPS	PARIS 11EME	73 246,16 €	72 730,19 €
0753820V	FRANCS BOURGEOIS	PARIS 04EME	215 936,19 €	183 357,34 €
0753825A	MORVAN	PARIS 9EME	56 404,21 €	19 051,50 €
0753824Z	MASSILLON	PARIS 04EME	108 469,62 €	103 010,99 €
0753827C	LOUISE DE MARILLAC	PARIS 05EME	84 209,75 €	79 971,97 €
0753834K	YABNE	PARIS 13EME	99 138,90 €	94 149,83 €
0753838P	SAINT SULPICE	PARIS 06EME	126 897,80 €	120 511,78 €
0753840S	STANISLAS	PARIS 06EME	477 686,22 €	445 769,52 €
0753842U	NOTRE DAME DE SION	PARIS 06EME	110 802,30 €	105 226,28 €
0753844W	SAINTE GENEVIEVE	PARIS 06EME	130 046,91 €	130 201,46 €
0753849B	ALMA	PARIS 07EME	65 081,78 €	61 806,60 €
0753850C	SAINT THOMAS D'AQUIN	PARIS 07EME	84 209,75 €	79 971,97 €
0753851D	LA ROCHEFOUCAULD	PARIS 07EME	100 771,78 €	95 700,53 €
0753852E	SAINTE JEANNE ELISABETH	PARIS 07EME	68 860,72 €	66 675,80 €
0753873C	FENELON / SAINTE MARIE / LA PLAINE MONCEAU	PARIS 08EME	293 824,38 €	285 801,22 €
0753874D	ACTIVE BILINGUE JANINE MANUEL	PARIS 15EME	118 266,88 €	112 315,21 €
0753883N	EDGAR POE	PARIS 10EME	63 448,90 €	60 255,89 €
0753885R	ROCROY SAINT VINCENT DE PAUL	PARIS 10EME	154 190,15 €	146 430,67 €
0753887T	BOSSUET-NOTRE DAME	PARIS 10EME	112 901,72 €	107 220,04 €
0753890W	CHARLES PEGUY	PARIS 11EME	142 760,02 €	141 302,28 €
0753897D	SAINT MICHEL DE PICPUS	PARIS 12EME	261 026,90 €	248 356,17 €
0753898E	SAINT PIERRE FOURIER	PARIS 12EME	121 439,33 €	116 125,51 €
0753902J	NOTRE DAME DE FRANCE	PARIS 13EME	53 185,11 €	50 508,62 €
0753915Y	BLOMET	PARIS 15EME	131 399,87 €	123 874,59 €
0753916Z	SAINTE ELISABETH	PARIS 15EME	58 317,00 €	55 382,25 €
0753919C	PASCAL	PARIS 16EME	52 718,57 €	50 065,56 €
0753933T	SAINT LOUIS DE GONZAGUE	PARIS 16EME	151 437,59 €	144 151,14 €
0753935V	ENIO GEORGES LEVEN	PARIS 12EME	48 286,48 €	45 856,51 €
0753941B	GERSON	PARIS 16EME	96 572,96 €	91 713,01 €
0753943D	INSTITUT DE LA TOUR	PARIS 16EME	94 473,54 €	89 719,25 €
0753946G	NOTRE DAME DES OISEAUX	PARIS 16EME	107 769,82 €	102 346,40 €
0753947H	SAINT JEAN DE PASSY	PARIS 16EME	175 510,85 €	167 004,07 €
0753948J	ASSOMPTION	PARIS 16EME	78 611,32 €	74 655,28 €
0753959W	ST MICHEL DES BATIGNOLLES	PARIS 17EME	121 299,36 €	115 195,08 €
0754015G	JULES RICHARD MICROTECHNIQUE	PARIS 19EME	75 858,76 €	74 504,64 €
0754016H	L'INITIATIVE	PARIS 19EME	187 640,78 €	178 197,93 €
0754025T	SAINT NICOLAS	PARIS 06EME	450 673,78 €	409 117,55 €
0754029X	CARCADO SAISSEVAL	PARIS 06EME	314 701,86 €	333 487,55 €

FORFAITS D'EXTERNAT 2018-2019
PREMIER VERSEMENT

UAI	EPLE	COMMUNE	DOTATIONS 1ER VERSEMENT PART PERSONNEL	DOTATIONS 1ER VERSEMENT PART MATERIEL
0754030Y	ALBERT DE MUN	PARIS 07EME	452 166,70 €	452 632,49 €
0754042L	LE REBOURS	PARIS 13EME	282 021,02 €	294 945,93 €
0754045P	CATHERINE LABOURE	PARIS 14EME	136 788,36 €	138 537,60 €
0754081D	SAINTE URSULE-LOUISE DE BETTIGNIES	PARIS 17EME	89 341,65 €	84 845,61 €
0754086J	CHARLES DE FOUCAULD	PARIS 18EME	180 969,32 €	184 496,00 €
0754191Y	NOTRE DAME	PARIS 13EME	248 057,20 €	230 337,00 €
0754239A	SAINT JEAN DE MONTMARTRE	PARIS 18EME	150 434,54 €	139 452,51 €
0754325U	BETH HANNA	PARIS 19EME	74 179,23 €	70 446,23 €
0754479L	OZAR HATORAH	PARIS 11EME	56 614,15 €	47 407,21 €
0754666P	PASSY-SAINT HONORE	PARIS 16EME	193 705,75 €	211 176,95 €
0754860A	THERESE CHAPPUIS	PARIS 07EME	17 961,64 €	17 057,74 €
0754965P	LUCIEN DE HIRSCH	PARIS 19EME	55 751,06 €	52 945,44 €
0755352K	ASSOCIATION N'R HATORAH	PARIS 19EME	20 994,12 €	19 937,61 €
0755025E	HEIKHAL MENAHEM SINAI	PARIS 20EME	15 862,23 €	15 063,98 €
0755537L	ALLIANCE RACHI	PARIS 17EME	10 963,60 €	10 411,87 €
0754007Y	SAINTE LOUISE	PARIS 20EME	87 708,77 €	83 294,91 €
0771200L	BLANCHE DE CASTILLE	FONTAINEBLEAU	169 049,32 €	169 139,61 €
0771232W	SAINT ASPAIS JEANNE D'ARC	FONTAINEBLEAU	87 475,50 €	83 073,38 €
0771237B	SAINT LAURENT LA PAIX NOTRE DAME	LAGNY-SUR-MARNE	206 535,49 €	203 930,74 €
0771238C	INSTITUTION SAINT ASPAIS	MELUN	364 014,72 €	357 793,71 €
0771246L	INSTITUTION BOSSUET	MEAUX	231 168,59 €	219 269,41 €
0772153X	JEAN ROSE	MEAUX	195 805,16 €	189 684,21 €
0771720B	GASNIER GUY - SAINTE BATHILDE	CHELLES	62 982,36 €	59 812,83 €
0772151V	LES SINOPLIES	ROISSY-EN-BRIE	28 738,62 €	26 649,94 €
0772275E	MAURICE RONDEAU	BUSSY-SAINT-GEORGES	247 520,68 €	228 008,73 €
0772290W	SAINTE CROIX	PROVINS	59 716,61 €	56 711,43 €
0772324H	SAINTE THERESE	OZOIR-LA-FERRIERE	117 497,10 €	113 052,90 €
0772602K	SAINTE CELINE	LA FERTE-SOUS-JOUARRE	71 123,42 €	68 033,78 €
0772840U	LA SALLE SAINTE MARIE	ST PIERRE LES NEMOURS	16 795,30 €	15 950,09 €
0783323N	SAINT THOMAS DE VILLENEUVE	ST GERMAIN EN LAYE	216 729,30 €	211 748,50 €
0781582W	NOTRE DAME GRANDCHAMP	VERSAILLES	467 655,69 €	471 291,88 €
0781664K	SAINTE THERESE	RAMBOUILLET	131 329,89 €	128 967,54 €
0781855T	ST FRANCOIS D' ASSISE	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	149 081,58 €	142 972,61 €
0781856U	ST EREMBERT	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	250 623,14 €	234 701,12 €
0781974X	SAINT EXUPERY	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	69 047,33 €	68 503,42 €
0782100J	LES CHATAIGNIERS	VERSAILLES	102 334,68 €	102 867,00 €
0783053V	SAINTE GENEVIEVE	VERSAILLES	244 651,48 €	234 275,78 €
0783282U	BLANCHE DE CASTILLE	LE CHESNAY	212 460,50 €	203 981,69 €
0783283V	L'ERMITAGE	MAISONS-LAFFITTE	57 150,66 €	54 274,61 €
0783288A	NOTRE DAME	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	292 051,54 €	271 661,02 €
0783289B	NOTRE DAME	MANTES-LA-JOLIE	175 184,27 €	169 099,74 €
0783297K	LE BON SAUVEUR	LE VESINET	122 232,44 €	116 081,20 €
0783325R	SAINT VINCENT DE PAUL	VERSAILLES	105 973,66 €	100 625,12 €
0783330W	ROULLEAU	MEULAN	21 344,03 €	19 864,51 €
0783344L	NOTRE DAME - LES OISEAUX	VERNEUIL-SUR-SEINE	277 262,35 €	273 953,84 €
0783350T	ST JEAN HULST	VERSAILLES	226 036,70 €	214 661,61 €
0783657B	SAINT AUGUSTIN	ST GERMAIN EN LAYE	42 921,32 €	40 761,34 €
0910808J	SAINT CHARLES	ATHIS-MONS	196 365,01 €	193 279,63 €

FORFAITS D'EXTERNAT 2018-2019
PREMIER VERSEMENT

UAI	EPLE	COMMUNE	DOTATIONS 1ER VERSEMENT PART PERSONNEL	DOTATIONS 1ER VERSEMENT PART MATERIEL
0910812N	SAINT PIERRE	BRUNOY	173 318,13 €	164 596,05 €
0910815S	INSTITUTION JEANNE D'ARC	ETAMPES	71 846,55 €	68 230,94 €
0912117G	NOTRE DAME DE SION	EVRY	172 968,23 €	163 973,56 €
0910819W	COURS SECONDAIRE D'ORSAY	ORSAY	58 083,74 €	55 160,73 €
0910823A	ILE DE FRANCE	VILLEBON-SUR-YVETTE	59 016,81 €	56 046,84 €
0910824B	SACRE CŒUR	LA VILLE-DU-BOIS	126 431,26 €	123 178,99 €
0910826D	SAINT LOUIS SAINT CLEMENT	VIRY-CHATILLON	142 060,22 €	137 423,30 €
0910838S	BETH RIVKHA	YERRES	12 363,21 €	11 741,04 €
0910843X	TECHNOLOGIQUE SAINT PIERRE	BRUNOY	203 339,72 €	220 115,39 €
0911264E	D'OPTOMETRIE	BURES-SUR-YVETTE	48 566,40 €	52 941,01 €
0911844K	STEINER	VERRIERES-LE-BUISSON	6 531,51 €	6 202,82 €
0912321D	SAINT MARTIN	PALAISEAU	140 264,05 €	139 487,96 €
0912161E	SAINT LEON (GROUPE SCOLAIRE SAINT SPIRE)	CORBEIL-ESSONNES	207 235,30 €	201 008,77 €
0912384X	JEANNE D'ARC	BRETIGNY-SUR-ORGE	7 464,58 €	7 088,93 €
0912342B	LA SALLE SAINT NICOLAS	IGNY	9 330,72 €	8 861,16 €
0920875B	SAINTE MARIE	NEUILLY-SUR-SEINE	104 060,86 €	97 574,67 €
0920889S	SAINTE GENEVIEVE	ASNIERES-SUR-SEINE	123 398,78 €	117 188,85 €
0920894X	SAINT GABRIEL	BAGNEUX	84 489,67 €	87 612,51 €
0920897A	NOTRE DAME DE BOULOGNE	BOULOGNE-BILLANCOURT	288 505,87 €	281 687,42 €
0920898B	RAMBAM	BOULOGNE-BILLANCOURT	60 649,68 €	57 597,54 €
0920904H	SAINTE MARIE	ANTONY	309 966,52 €	294 775,35 €
0922691A	HAUTEFEUILLE	BOIS-COLOMBES	7 464,58 €	7 088,93 €
0920906K	NOTRE DAME	BOURG-LA-REINE	120 832,83 €	114 752,03 €
0920907L	SOPHIE BARAT	CHATENAY-MALABRY	168 676,10 €	171 868,85 €
0920908M	SAINT THOMAS VILLENEUVE	CHAVILLE	95 639,88 €	90 826,89 €
0920916W	LA SOURCE	MEUDON	44 320,92 €	42 090,51 €
0920917X	NOTRE DAME	MEUDON	153 023,81 €	145 323,03 €
0920918Y	JEANNE D'ARC	MONTROUGE	46 420,34 €	44 084,28 €
0920919Z	NOTRE DAME DE SAINTE CROIX	NEUILLY-SUR-SEINE	180 036,25 €	171 295,09 €
0920921B	SAINT DOMINIQUE	NEUILLY-SUR-SEINE	151 857,47 €	144 215,38 €
0920928J	LA SALLE PASSY BUZENVAL	RUEIL-MALMAISON	282 930,76 €	270 466,98 €
0920937U	SUGER	VAUCRESSON	52 951,84 €	53 158,10 €
0920963X	SAINT FRANCOIS D'ASSISE	FONTENAY-AUX-ROSES	60 463,07 €	51 374,80 €
0920981S	SAINT PHILIPPE	MEUDON	39 445,62 €	32 531,54 €
0920985W	GEORGES GUERIN	NEUILLY-SUR-SEINE	95 150,02 €	79 349,48 €
0921365J	M. DANIELOU	RUEIL-MALMAISON	143 786,40 €	135 983,37 €
0921484N	MONTALEMBERT	COURBEVOIE	291 351,74 €	293 525,93 €
0921663H	JEANNE D'ARC	COLOMBES	133 895,84 €	130 806,23 €
0922653J	LA SALLE SAINT NICOLAS	ISSY-LES-MOULINEAUX	170 635,55 €	160 530,99 €
0930929E	JEANNE LA LORRAINE	LE RAINCY	85 119,50 €	80 434,97 €
0930933J	ASSOMPTION	BONDY	131 049,97 €	128 442,52 €
0930936M	SAINT BENOIST DE L'EUROPE	BAGNOLET	71 799,90 €	70 661,11 €
0930946Y	SAINT VINCENT DE PAUL	SAINT-DENIS	39 888,83 €	37 123,83 €
0930960N	ORT	MONTREUIL	175 744,12 €	179 179,31 €
0930961P	L'ESPERANCE	AULNAY-SOUS-BOIS	129 930,28 €	123 391,66 €
0932721C	COIFFURE/ESTHETIQUE	BOBIGNY	17 145,20 €	15 956,74 €
0930962R	CHARLES PEGUY	BOBIGNY	53 651,64 €	50 951,67 €
0930965U	HENRI MATISSE	MONTREUIL	75 578,84 €	71 775,40 €

FORFAITS D'EXTERNAT 2018-2019
PREMIER VERSEMENT

UAI	EPLE	COMMUNE	DOTATIONS 1ER VERSEMENT PART PERSONNEL	DOTATIONS 1ER VERSEMENT PART MATERIEL
0930974D	BLANCHE DE CASTILLE	VILLEMOMBLE	**156 149,60 €**	**148 373,48 €**
0931026K	PROTECTORAT SAINT JOSEPH	AULNAY-SOUS-BOIS	**66 434,73 €**	**69 956,65 €**
0931369H	FRANCOISE CABRINI	NOISY-LE-GRAND	**304 438,07 €**	**299 037,57 €**
0931464L	MERKAZ HATORAH DES GARCONS	GAGNY	**17 495,10 €**	**16 614,68 €**
0931573E	ROBERT SCHUMAN	DUGNY	**113 694,83 €**	**103 832,86 €**
0931797Y	JEAN BAPTISTE DE LA SALLE	SAINT-DENIS	**224 427,15 €**	**217 920,30 €**
0931799A	FENELON	VAUJOURS	**130 163,55 €**	**128 446,95 €**
0931812P	SAINT LOUIS-SAINTE CLOTILDE	LE RAINCY	**102 637,92 €**	**99 745,65 €**
0931813R	GROUPE SCOLAIRE ALLIANCE	LES PAVILLONS-SOUS-BOIS	**42 221,51 €**	**40 096,75 €**
0932110N	CHNE OR	AUBERVILLIERS	**17 028,57 €**	**16 171,62 €**
0932303Y	MERKAZ HATORAH DES FILLES	LE RAINCY	**20 994,12 €**	**19 937,61 €**
0932619S	SAINT GERMAIN	DRANCY	**43 621,12 €**	**41 425,93 €**
0932654E	SAINTE MARIE	STAINS	**27 758,90 €**	**26 361,96 €**
0932653D	SAINT JOSEPH LA SALLE	PANTIN	**35 223,47 €**	**33 450,88 €**
0940821G	GREGOR MENDEL	VINCENNES	**208 751,54 €**	**219 074,46 €**
0940822H	CLAUDE NICOLAS LEDOUX	VINCENNES	**309 849,89 €**	**306 082,19 €**
0942354Y	ENSEMBLE SAINTE MARIE	CRETEIL	**159 975,20 €**	**166 228,72 €**
0942355Z	ENSEMBLE SAINTE MARIE	JOINVILLE-LE-PONT	**109 962,54 €**	**103 555,95 €**
0940853S	POULLART DES PLACES	THIAIS	**49 242,88 €**	**46 233,11 €**
0940877T	NOTRE DAME DE LA PROVIDENCE	VINCENNES	**93 540,47 €**	**89 730,33 €**
0940878U	TEILHARD DE CHARDIN	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	**315 798,22 €**	**323 786,79 €**
0940880W	ALBERT DE MUN	NOGENT-SUR-MARNE	**135 062,18 €**	**128 265,30 €**
0940881X	MONTALEMBERT	NOGENT-SUR-MARNE	**85 609,36 €**	**81 301,15 €**
0940882Y	SAINT MICHEL DE PICPUS	SAINT-MANDE	**87 708,77 €**	**83 294,91 €**
0940885B	SAINT ANDRE	CHOISY-LE-ROI	**80 010,93 €**	**75 984,45 €**
0940891H	PETIT VAL	SUCY-EN-BRIE	**87 008,97 €**	**82 630,32 €**
0941407U	C.E.3P	IVRY-SUR-SEINE	**42 198,19 €**	**42 349,70 €**
0940823J	FOYER DES PTT	CACHAN	**123 258,82 €**	**114 853,93 €**
0941711Z	OZAR HATORAH DES FILLES	CRETEIL	**29 625,04 €**	**28 134,19 €**
0941719H	EPIN	VITRY-SUR-SEINE	**59 016,81 €**	**57 542,16 €**
0941877E	NOTRE DAME DES MISSIONS	CHARENTON-LE-PONT	**104 270,80 €**	**99 023,47 €**
0941909P	PALISSY	BOISSY-SAINT-LEGER	**24 026,61 €**	**22 817,49 €**
0941943B	OZAR HATORAH DES GARCONS	CRETEIL	**19 127,98 €**	**18 165,38 €**
0942376X	COURS DU HAMEAU	THIAIS	**5 831,70 €**	**5 538,23 €**
0950753C	NOTRE DAME DE LA PROVIDENCE	ENGHIEN-LES-BAINS	**126 897,80 €**	**120 511,78 €**
0950759J	NOTRE DAME DE BURY	ANDILLY	**220 531,57 €**	**217 889,28 €**
0950761L	NOTRE DAME DE LA COMPASSION	PONTOISE	**209 358,03 €**	**204 121,26 €**
0950762M	SAINT MARTIN DE FRANCE	PONTOISE	**90 041,45 €**	**85 510,20 €**
0950785M	NOTRE DAME	SANNOIS	**151 927,45 €**	**145 449,30 €**
0950786N	LA SALLE SAINT ROSAIRE	SARCELLES	**134 828,91 €**	**134 084,86 €**
0950800D	FONDATION COGNAC-JAY	ARGENTEUIL	**175 884,08 €**	**168 034,18 €**
0950804H	NOTRE FAMILLE	OSNY	**32 890,79 €**	**30 610,88 €**
0950805J	ST JEAN FOND D'AUTEUIL NOTRE DAME	SANNOIS	**33 707,23 €**	**33 594,88 €**
0950812S	JEANNE D'ARC	FRANCONVILLE	**93 470,49 €**	**90 820,25 €**
0951048Y	TORAT-EMET	SARCELLES	**27 292,36 €**	**25 918,90 €**
0951221L	VAUBAN	PONTOISE	**75 578,84 €**	**74 925,54 €**
0951940T	OZAR HATORAH	SARCELLES	**12 829,74 €**	**12 184,10 €**
0951994B	ROBERT BLUM (O.R.T.)	VILLIERS-LE-BEL	**83 929,83 €**	**83 890,82 €**

FORFAITS D'EXTERNAT 2018-2019
PREMIER VERSEMENT

UAI	EPLE	COMMUNE	DOTATIONS 1ER VERSEMENT PART PERSONNEL	DOTATIONS 1ER VERSEMENT PART MATERIEL
0951998F	GARAC	ARGENTEUIL	**225 476,85 €**	**198 547,59 €**
0952158E	PAUL RICOEUR	LOUVRES	**45 487,26 €**	**43 198,16 €**
0952208J	SAINT JOSEPH	ARGENTEUIL	**55 284,52 €**	**52 502,38 €**
0952126V	APPRENDRE AUTREMENT	MONTMAGNY	**11 196,87 €**	**10 633,40 €**
		TOTAL	**24 044 193,28 €**	**23 207 061,95 €**

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/01/2019

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-017

DU 24 JANVIER 2019

TRAVAUX DANS LES EPLE
1ER RAPPORT DE L'ANNÉE 2019
BUDGET 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;
VU Le code de l'éducation ;
VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
VU La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée ;
VU La délibération du conseil régional n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa présidente ;
VU La délibération du conseil régional n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;
VU La délibération du CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération du Conseil régional n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 relative à la mise en place du bouclier de sécurité ;
VU La délibération n° CP 2018-466 du 17 octobre 2018 relative au « Travaux dans les EPLE de la région Ile-de- France – 6ème rapport de l'année 2018 » comprenant l'article 10 stipulant la convention-type encadrant les dotations pour la réalisation de travaux dans les EPLE ;
VU La délibération n° CP 2018-559 du 21 novembre 2018 relative « aux travaux dans les EPLE de la Région Ile-de-France, 7ème rapport de l'année 2018 ».
VU L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
VU Le Budget de la région d'Ile-de-France pour l'année 2019.

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-017 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Désaffecte, conformément au tableau joint en annexe 5 de la délibération, un montant d'autorisations de programme de **30.000,01 €** affectés à la CP 2018-559 du 21 novembre 2018 et figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics», programme HP222-006 (122006) « Travaux de maintenance », action(12200601) « Travaux de maintenance réalisés par les lycées publics » du budget 2018.

Article 2 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 1 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **3.450.000,00** € dont 250.000,00 € au titre d'affectations provisionnelles figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-001 (122001) « Etudes générales lycées publics », action (12200101) « Etudes générales lycées publics» du budget 2019.

Article 3 :

Affecte, conformément aux tableaux joints en annexe 2 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **457.179,00** € figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-004 (122004) « Rénovation des lycées publics », action (12200401) « Rénovation des lycées publics» du budget 2019.

Article 4 :

Affecte, conformément aux tableaux joints en annexe 2 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **3.000.000,00** € figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-004 (122004) « Rénovation des lycées publics », action (12200402) « Bâtiments démontables» du budget 2019.

Article 5 :

Affecte, conformément aux tableaux joints en annexe 3 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **26.269.500,00 €** dont 1.100.000,00 € au titre d'affectations provisionnelles figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-005 (122005) « Grosses réparations dans les lycées publics », action (12200501) « Grosses réparations dans les lycées publics » du budget 2019.

Article 6 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 4 de la délibération un montant d'autorisation de programme de **1.000.000,00 €** à titre d'affectation provisionnelle sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-006 (122006) « Travaux de maintenance », action (12200602) « Fonds d'urgence » du budget 2019.

Article 7 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 6 de la délibération un montant d'autorisation de programme de **5.102.571,00 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-006 (122006) « Travaux de maintenance », action (12200601) « Travaux de maintenance réalisés par les lycées publics » du budget 2019.

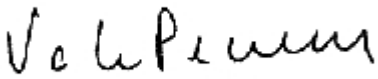
Article 8 :

Subordonne le versement des dotations de l'annexe 6 à la signature de conventions conformes à la convention-type approuvée par délibération n° CP 2018-466 du 17 octobre 2018 et autorise la Présidente du conseil régional à les signer.

La présidente du conseil régional

24/01/2019 10:38:06

d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexes 1 à 4

Annexe n° : 1

Budget 2019 **Chapitre 902**

HP 222-001 Études générales lycées publics

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	Objet intervention	Action	Nature	Montant
		REGION	99	AFFECTATIONS ACCORDS-CADRES ÉTUDES 2019	12200101	2031	3 200 000,00
		REGION	99	AP PROV ETUDES DGP EPLE	12200101	2031	100 000,00
		REGION	99	AP PROV ETUDES DPM EPLE	12200101	2031	150 000,00

Total Annexe n° : 1 **3 450 000,00**

Dont

Etudes générales lycées publics (12200101) **3 450 000,00**

Annexe n° : 2

Budget 2019 Chapitre 902

HP 222-004 Rénovation des lycées publics

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	Objet intervention	Action	Nature	Montant
		REGION	99	AFFECTATION BÂTIMENTS DÉMONTABLES 2019	12200402	21351	3 000 000,00
75	PARIS 12EME	ARAGO	0750680G	RENOVATION SIMPLE complément de l'opération 13B1552220040001	12200401	238	265 000,00
78	TRAPPES	HENRI-MATISSE	0780584L	RESTRUCTURATION PARTIELLE ET EXTENSION complément de l'opération 08B7772220040006	12200401	238	192 179,00

Total Annexe n° : 2 **3 457 179,00**

Dont

Bâtiments démontables (12200402) **3 000 000,00**

Rénovation des lycées publics (12200401) **457 179,00**

Annexe n° : 3

Budget 2019 Chapitre 902

HP 222-005 Grosses réparations dans les lycées publics

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	Objet intervention	Action	Nature	Montant
		REGION	99	AFFECTATIONS ACCORDS-CADRES TRAVAUX 2019	12200501	2313	18 000 000,00
		REGION	99	AP PROV TRAVAUX DGP EPLE 2019	12200501	2313	100 000,00
		REGION	99	AP PROV TRAVAUX DPM EPLE 2019	12200501	2313	1 000 000,00
75	PARIS 05EME	LOUIS-LE-GRAND	0750655E	Réfection complète de 13 salles cour Victor Hugo RDC et 1er étage (Sol, remplacement huisseries 13 portes monumentales et 44 fenêtres monumentales, faux plafond, luminaires, peinture). complément de l'opération 18B1062220050001	12200501	2313	131 000,00
75	PARIS 13EME	GALILÉE	0750785W	MR : OUVERTURE BAC PRO SEN	12200501	2031	15 000,00
75	PARIS 13EME	GALILÉE	0750785W	MR : OUVERTURE BAC PRO SEN	12200501	2313	115 000,00
75	PARIS 15EME	BEAUGRENELLE	0750793E	TRAVAUX DE RÉFÉCTION DE LA COUR	12200501	2313	569 000,00
75	PARIS 18EME	AUGUSTE-RENOIR	0750710P	TRAVAUX DE REFECTION DES FACADES	12200501	2313	500 000,00
75	PARIS 18EME	RABELAIS	0750688R	maitrise d'œuvre réhabilitation facades	12200501	2031	60 000,00
77	BRIE-COMTE-ROBERT	BLAISE-PASCAL	0772230F	MOD: Travaux de remplacement de 150 châssis PVC vétustes et dangereux	12200501	2313	200 000,00
77	CHAILLY-EN-BRIE	BRETONNIÈRE (LA)	0771357G	MOD études pour la rénovation et restructuration de la plonge, tri, lave vaisselle, sols et plafonds	12200501	2031	25 000,00
77	CHAMIGNY	LEOPOLD-BELLAN	0770342D	MOD études pour la construction d'un local compresseur à l'extérieur des bâtiments en atelier peinture	12200501	2031	20 000,00
77	DAMMARIE-LES-LYS	FRÉDÉRIC-JOLIOT-CURIE	0771027Y	MOD: Etudes pour travaux de réfection des toitures du bâtiment F atelier	12200501	2031	70 000,00
77	FONTAINEBLEAU	FRANCOIS-COUPERIN	0770926N	MOD MOE - couverture batiment internat	12200501	2031	25 000,00
77	LA ROCHETTE	BENJAMIN-FRANKLIN	0770943G	MOD études pour la réfection des sanitaires	12200501	2031	20 000,00
77	LA ROCHETTE	BENJAMIN-FRANKLIN	0770943G	MOD études : reprise de l'aspiration cuisine	12200501	2031	11 500,00
77	MEAUX	PIERRE-DE-COUBERTIN	0770931U	MOD: Etudes pour le réaménagement de la cuisine	12200501	2031	7 000,00
77	NANGIS	HENRI-BECQUEREL	0772277G	MOD: Travaux de réfection des menuiseries du bâtiment principal	12200501	2313	150 000,00
77	PROVINS	PANNEVELLES (LES)	0771336J	MOD : Etudes pour la rénovation des toitures des bâtiments	12200501	2031	20 000,00
77	TOURNAN-EN-BRIE	CLÉMENT-ADER	0772342C	MOD: Etudes pour la création de 15 places de parking	12200501	2031	10 000,00
78	LE CHESNAY	JEAN-MOULIN	0782602E	MR : TRAVAUX - AMÉNAGEMENT DE L'ATELIER BOIS, REMPLACEMENT DU DISPOSITF DE L'ASPIRATION, CHAUFFAGE, ÉCLAIRAGE, REVÊTEMENT DE SOL... complément de l'opération 18B1062220050010	12200501	2313	300 000,00
91	CORBEIL-ESSONNES	ROBERT-DOISNEAU	0910620E	COMPLÉMENT TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DES ATELIER OP DANS LE SOUS SOL DE LA BARRE A SUITE TRAVAUX DGP CLOISONNEMENT FAÏENCE PEINTURE complément de l'opération 18B039022200531681	12200501	2313	15 000,00
91	DOURDAN	NIKOLA-TESLA	0912364A	MOD: RÉNOVATION DES RÉSEAUX DE CHAUFFAGE, EAU CHAUDE SANITAIRE, GAZ ET EAU FROIDE (COMPLÉMENT DE CRÉDITS) complément de l'opération 18B1062220050015	12200501	2313	220 800,00
91	DOURDAN	NIKOLA-TESLA	0912364A	MOE - SSI (urgent)	12200501	2031	20 000,00
91	DOURDAN	NIKOLA-TESLA	0912364A	TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITE DE LA DISTRIBUTION ELECTRIQUE complément de l'opération 18B0192220050027	12200501	2313	200 000,00
91	LIMOURS	JULES-VERNE	0911983L	MOD: Etudes pour le remplacement des supports sabots métalliques et traitement des bois + étanchéité	12200501	2031	12 000,00
91	MONTGERON	JEAN-ISOARD	0911353B	MOD: travaux de création d'une aire de dépose taxi	12200501	2313	100 000,00
91	MONTGERON	ROSA-PARKS	0910625K	MOE - Réfection de la toiture du château	12200501	2031	23 000,00
91	MONTGERON	ROSA-PARKS	0910625K	MOE - Reprise des volets du château	12200501	2031	15 000,00
91	PALAISEAU	CAMILLE-CLAUDEL	0911938M	MOD: travaux de rénovation façades (parement pierres agrafées)	12200501	2313	744 000,00
91	PALAISEAU	HENRI-POINCARÉ	0912251C	MOE - zone laverie/tri/déchets demi pension	12200501	2031	15 000,00
92	CLICHY	NEWTON-ENREA	0920136Y	MR : OUVERTURE BAC PRO SEN	12200501	2031	10 000,00
92	CLICHY	NEWTON-ENREA	0920136Y	MR : OUVERTURE BAC PRO SEN	12200501	2313	60 000,00
92	GENNEVILLIERS	GALILÉE	0921156G	MR : CREATION D'UNE SALLE DE CLASSE BTS AVEC CABLAGE	12200501	2031	20 000,00
92	GENNEVILLIERS	GALILÉE	0921156G	MR : CREATION D'UNE SALLE DE CLASSE BTS AVEC CABLAGE	12200501	2313	150 000,00
92	VILLENEUVE-LA-GARENNE	MICHEL-ANGE	0921594H	MR : OUVERTURE STMG ; CREATION DE 3 SALLES DE CLASSES Y COMPRIS DEPLACEMENT DE LA SALLE DES PROFESSEURS	12200501	2031	48 000,00
92	VILLENEUVE-LA-GARENNE	MICHEL-ANGE	0921594H	MR : OUVERTURE STMG ; CREATION DE 3 SALLES DE CLASSES Y COMPRIS DEPLACEMENT DE LA SALLE DES PROFESSEURS	12200501	2313	480 000,00
93	AUBERVILLIERS	LE-CORBUSIER	0930117X	MOD: Etudes pour la mise en conformité et remplacement de l'ensemble du systeme d'alarme incendie - Travaux urgent	12200501	2031	19 200,00

Annexe n° : 3

Budget 2019 Chapitre 902

HP 222-005 Grosses réparations dans les lycées publics

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	Objet intervention	Action	Nature	Montant
93	BOBIGNY	ANDRE-SABATIER	0932123C	MOD études:: réaménagement de la cuisine pédagogique coté plonge.	12200501	2031	25 000,00
93	GAGNY	JEAN-BAPTISTE-CLÉMENT	0931233K	MOD : Reprise de la dalle/structure et étanchéité du bâtiment C	12200501	2313	500 000,00
93	MONTREUIL	HORTICULTURE-ET-DU-PAYSAGE (DE L')	0931779D	MOD: Travaux de remise en état des murs à pêche suite à effondrement	12200501	2313	300 000,00
93	NOISY-LE-SEC	THEODORE-MONOD	0930133P	MOD études: Création / extension d'un préau côté CDI	12200501	2031	10 000,00
93	PANTIN	LUCIE-AUBRAC	0932117W	MOD: Travaux d'agrandissement de la salle de sport	12200501	2313	200 000,00
93	ROMAINVILLE	LIBERTE	0932267J	MOD: Etudes pour la réfection des toitures terrasses (études initiales caduques)	12200501	2031	40 000,00
93	STAINS	MAURICE-UTRILLO	0932030B	MOD: travaux de réfection des toitures terrasses	12200501	2313	525 000,00
94	CRETEIL	LÉON-BLUM	0941413A	MOD: Etudes pour le remplacement de l'ensemble du reseau d'EP y compris vide sanitaire	12200501	2031	30 000,00
94	MAISONS-ALFORT	EUGENE-DELACROIX	0940116R	Travaux de rénovation des façades bois	12200501	2313	1 100 000,00
94	MAISONS-ALFORT	PAUL-BERT	0941355M	MOE - Reprise du plancher suite à affaissement (logement proviseur)	12200501	2031	15 000,00
94	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	MARCELIN-BERTHELOT	0940120V	Etudes pour le remplacement des menuiseries extérieures du bâtiment principal non double vitrées	12200501	2031	24 000,00

Total Annexe n° : 3	**26 269 500,00**

Dont

Grosses réparations dans les lycées publics (12200501)	**26 269 500,00**
en Constructions (2313)	25 659 800,00
en Frais d'études (2031)	609 700,00

Annexe n° : 4

Budget 2019 Chapitre 902

HP 222-006 Travaux de maintenance

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	Objet intervention	Action	Nature	Montant
		REGION	99	FONDS D'URGENCE 2019 EPLE	12200602	236.1	1 000 000,00

Total Annexe n° : 4 **1 000 000,00**

Dont

Fonds d'urgence (12200602) **1 000 000,00**

Annexe 5 - Désaffectations

Annexe n°5

Budget 2019 Chapitre 902

HP 222-006 Travaux de maintenance

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	N° de la demande	Date de la demande	Objet de la demande	Montant proposé	Action	Nature
75	PARIS 09EME	CONDORCET	0750667T	33257	29/11/2018	TRAVAUX DE CHANGEMENT DE 4 MENUISERIES EXTERIEURS	-15 000,01	12200601	236.1
91	BRUNOY	TALMA	0911021R	33283	03/12/2018	MISE EN PEINTURE DE LA CAGE D'ESCALIER DES LOGEMENTS DE FONCTION	-15 000,00	12200601	236.1
						Total désaffectations	-30 000,01		

Annexe 6 - Synthèse des fiches de dotations

Synthèse des fiches de demande de dotations

Budget 2019 Chapitre 902

HP 222-006 Travaux de maintenance

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	N° de la demande	Date de la demande	Objet de la demande	Montant demandé	Montant proposé	Action	Nature
75	PARIS 09EME	CONDORCET	0750667T	32819	13/11/2018	Travaux de rénovation dans l'escalier n°2 (peinture et electricité)	24 000,00	24 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 09EME	CONDORCET	0750667T	32820	13/11/2018	REFECTION PEINTURE, SOL ET ELECTRICITE ESCALIER N°5	23 500,00	23 500,00	12200601	236.1
75	PARIS 09EME	CONDORCET	0750667T	32821	13/11/2018	Changement du compresseur (15 ans d'age) et de la cuve à air (23 ans d'age) et mise aux normes	11 000,00	11 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 09EME	EDGAR-QUINET	0750671X	32817	13/11/2018	Diagnostic hydraulique suite infiltration d'eau dans le sous-sol et fosses d'ascenseur	5 000,00	5 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 09EME	EDGAR-QUINET	0750671X	32818	13/11/2018	REHABILITATION MACHINERIE ASCENSEUR DU SITE PRINCIPAL	54 000,00	54 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 09EME	EDGAR-QUINET	0750671X	32937	19/11/2018	REHABILITATION DU LABORATOIRE SCIENCE	50 000,00	50 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 10EME	COLBERT	0750673Z	32905	19/11/2018	Remplacement de l'installation de téléphonie, maîtrise d'œuvre comprise.	35 000,00	35 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 10EME	JULES-SIEGFRIED	0750674A	32790	13/11/2018	Remplacement du garde-corps métallique de l'escalier béton sur cour(garde corps très oxidé feuillete)	20 000,00	20 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 12EME	ARAGO	0750680G	32906	19/11/2018	Remplacement de l'installation de téléphonie, maîtrise d'œuvre comprise.	35 000,00	35 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 12EME	ARAGO	0750680G	32907	19/11/2018	Fourniture et pose des 5 fenêtres de l'intendance ainsi que d'une double porte vitrée	50 000,00	50 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 12EME	METIERS-DE-L'AMEUBLEMENT	0750784V	32760	13/11/2018	Travaux d'amélioration de l'éclairage d'un atelier	8 000,00	8 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 13EME	PIERRE-GILLES-DE-GENNES-ENCPB	0750685M	32756	13/11/2018	Travaux de remise en état suite au passage des bureaux de contôle (travaux divers pour lever les observations)	40 000,00	40 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 13EME	PIERRE-GILLES-DE-GENNES-ENCPB	0750685M	32763	13/11/2018	Travaux de remplacement et remise en état des portes CF sur l'ensemble des étages	50 000,00	50 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 13EME	GALILÉE	0750785W	32758	13/11/2018	Travaux divers en cuisine afin de lever les observations du service vétérinaire	20 000,00	20 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 13EME	ARTS-GRAPHIQUES	0750787Y	32757	13/11/2018	Travaux de remise en état suite au passage des bureaux de contrôle (travaux divers pour lever les observations)	12 000,00	12 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 13EME	NICOLAS-LOUIS-VAUQUELIN	0751710B	32761	13/11/2018	Travaux de remise en état des menuiseries (dernières parties)	15 000,00	15 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 13EME	NICOLAS-LOUIS-VAUQUELIN	0751710B	32762	13/11/2018	Travaux d'amélioration de l'éclairage de 6 salles de classes	20 000,00	20 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 13EME	JEAN-LURCAT	0753268V	32759	13/11/2018	Travaux de remise en état suite au passage des bureaux de contôle (travaux divers pour lever les observations)	12 000,00	12 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 14EME	RASPAIL	0750691U	32783	13/11/2018	Réfection du muret de la cour arrière	27 000,00	27 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 14EME	RASPAIL	0750691U	32784	13/11/2018	Remplacement des tablettes au-dessus des radiateurs dans les circulations	19 000,00	19 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 14EME	ERIK-SATIE	0752846L	32896	19/11/2018	Travaux TCE , refection d'un bloc sanitaire filles et un bloc sanitaire garçons avec création WC PMR et ravalement extérieur de ces sanitaires	100 000,00	100 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 15EME	ROGER-VERLOMME	0750696Z	32782	13/11/2018	Remplacement de l'autocom travaux + CT	18 000,00	18 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 18EME	METIERS DE L'HOTELLERIE BELLIARD	0752608C	32814	13/11/2018	Travaux de refection Local des Surveillants TCE	11 000,00	11 000,00	12200601	236.1

75	PARIS 18EME	METIERS DE L'HOTELLERIE BELLIARD	0752608C	32815	13/11/2018	Création d' un siphon de sol au droit de la porte d'entrée	4 100,00	4 100,00	12200601	236.1
75	PARIS 19EME	HECTOR-GUIMARD	0750802P	32816	13/11/2018	MISE AUX NORMES DE 6 ASCENSEURS	26 000,00	26 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 19EME	ARMAND-CARREL	0752700C	32789	13/11/2018	Phase 1 Mise en peinture des circulations RDC et travaux de correction accoustique du préau (finition suite au remplacement du SSI)	25 000,00	25 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 19EME	GEORGES-BRASSENS	0754684J	32788	13/11/2018	Remise en état des luminaires de la cour	17 000,00	17 000,00	12200601	236.1
77	BUSSY-SAINT-GEORGES	MARTIN-LUTHER-KING	0772292Y	33022	22/11/2018	Abattage de 5 arbres dangereux	6 000,00	6 000,00	12200601	236.1
77	BUSSY-SAINT-GEORGES	MARTIN-LUTHER-KING	0772292Y	33023	22/11/2018	Remplacement de faïences sur mur en cuisine	15 000,00	15 000,00	12200601	236.1
77	CHAMIGNY	LEOPOLD-BELLAN	0770342D	33025	22/11/2018	Remplacement d'un poteau incendie HS	7 200,00	7 200,00	12200601	236.1
77	CHAMPS-SUR-MARNE	RENE-DESCARTES	0772223Y	33026	22/11/2018	Rénovation de la cabine d'ascenceur (remplacement ddu panneau de commande, modernisation du système¿)	45 000,00	45 000,00	12200601	236.1
77	CHELLES	LOUIS-LUMIÈRE	0771171E	33028	22/11/2018	Installation d'un report d'information SSI au secrétariat	3 500,00	3 500,00	12200601	236.1
77	COMBS-LA-VILLE	GALILÉE	0772127U	33029	22/11/2018	Rénovation des sanitaires fille du RDC du bâtiment principal : peinture, faïence, lavabo, WC ¿	50 000,00	50 000,00	12200601	236.1
77	CONGIS-SUR-THEROUANNE	GUÉ-A-TRESMES (DU)	0771658J	33030	22/11/2018	Travaux de sécurité, levée des réserves émises dans les CTO et CEO (Ventouses, BAES, portes coupe-feu, désenfumage¿)	6 000,00	6 000,00	12200601	236.1
77	COULOMMIERS	JULES-FERRY	0770924L	33216	22/11/2018	REMPLACEMENT DU SSI, DÉTECTION INCENDIE, DÉCLENCHEUR MANUEL AINSI QUE LES ASSERVISSEMENTS BÂTIMENTS D2, D3, E5 ET E6	100 000,00	100 000,00	12200601	236.1
77	COULOMMIERS	GEORGES-CORMIER	0772311U	33031	22/11/2018	Remplacement du SSI, détection incendie, déclencheur manuel ainsi que les asservissements bâtiments D2, D3, E5 et E6	100 000,00	100 000,00	12200601	236.1
77	DAMMARIE-LES-LYS	FRÉDÉRIC-JOLIOT-CURIE	0771027Y	33032	22/11/2018	Rénovation de 80 châssis oscillo battants sur l'ensemble des bâtiments du lycée	11 000,00	11 000,00	12200601	236.1
77	FONTAINEBLEAU	FRANCOIS-COUPERIN	0770926N	33033	22/11/2018	Travaux suite à la commission de sécurité, remplacement de 13 fenêtres bâtiment internat, suppression colonne sèche, mise en place de 6 déclencheurs manuels etc¿	35 000,00	35 000,00	12200601	236.1
77	LA FERTE-SOUS-JOUARRE	SAMUEL-BECKETT	0772685A	33034	22/11/2018	Installations de 60 cylindres à boutons moletés sur les portes du 1er et 2ème étage de l¿établissement.	6 000,00	6 000,00	12200601	236.1
77	LAGNY-SUR-MARNE	VAN-DONGEN	0771512A	33035	22/11/2018	Remplacement des mécanismes d'ouverture défectueux sur fenêtres oscillants battantes (34 mécanismes) dans les bâtiments A, B et D	20 000,00	20 000,00	12200601	236.1
77	MEAUX	PIERRE-DE-COUBERTIN	0770931U	33039	22/11/2018	Rénovation sol, murs plafond et mise en place de deux files d'attente de la DP	80 000,00	80 000,00	12200601	236.1
77	MEAUX	CHARLES-BAUDELAIRE	0771880A	33036	22/11/2018	Réfection de 300 m² de peinture murale des circulations au 2ème étage de l'établissement	10 000,00	10 000,00	12200601	236.1
77	MEAUX	JEAN-VILAR	0772229E	33038	22/11/2018	Remplacement de la porte de sortie de secours self HS	4 000,00	4 000,00	12200601	236.1
77	MELUN	LÉONARD-DE-VINCI	0770934X	33040	22/11/2018	Rénovation des sanitaires à la rotule (jonction bâtiment C et E)	100 000,00	100 000,00	12200601	236.1
77	MONTEREAU-FAULT-YONNE	ANDRÉ-MALRAUX	0770938B	33041	22/11/2018	Fourniture et pose d'une armoire ventilée salle de sciences, bâtiment B 3 ème étage	2 500,00	2 500,00	12200601	236.1
77	MONTEREAU-FAULT-YONNE	ANDRÉ-MALRAUX	0770938B	33042	22/11/2018	Abattage de 10 arbres dangereux	4 000,00	4 000,00	12200601	236.1
77	NEMOURS	ETIENNE-BEZOUT	0770940D	33043	22/11/2018	Création de deux WC PMR côté laboratoire (devis EMOP)	6 000,00	6 000,00	12200601	236.1
77	NEMOURS	ETIENNE-BEZOUT	0770940D	33044	22/11/2018	Rénovation de la loge, sol, faux plafond et éclairage et rénovation du plafond du logement CPE en peinture et rénovation de la chambre du logement Gestionnaire (suites aux dégats des eaux) EMOP	6 000,00	6 000,00	12200601	236.1
77	NEMOURS	ETIENNE-BEZOUT	0770940D	33045	22/11/2018	Remplacement exutoire hall d'entrée, mise en place d'un treuil de liaison au self et remplacement du treuil vestiaire homme gymnase (suite CCS)	8 500,00	8 500,00	12200601	236.1

77	NEMOURS	ETIENNE-BEZOUT	0770940D	33046	22/11/2018	panique; 5 crémones pompiers et 6 cylindres. (Salle polyvalente, face salle 401, gymnase, vestiaires filles et garçons.(suite CCS)Fourniture et pose de 5 anti-panique; 5 crémones pompiers et 6 cylindres. (Salle polyvalente, face salle 401, gymnase, vestiaires filles et garçons.(suite CCS)	17 000,00	17 000,00	12200601	236.1
77	PONTAULT-COMBAULT	CAMILLE-CLAUDEL	0772243V	33047	22/11/2018	Levée d'observations des rapports périodiques : désenfumage, intervention sur le SSI¿	10 000,00	10 000,00	12200601	236.1
77	PONTAULT-COMBAULT	CAMILLE-CLAUDEL	0772243V	33048	22/11/2018	Remplacement de l'éclairage de l'amphitéatre et remplacement du faux plafond	40 000,00	40 000,00	12200601	236.1
77	PROVINS	PANNEVELLES (LES)	0771336J	33049	22/11/2018	Remplacement de 99 appareils d'éclairage dans le hall du bâtiment G	30 000,00	30 000,00	12200601	236.1
77	ROISSY-EN-BRIE	CHARLES-LE-CHAUVE	0771763Y	33050	22/11/2018	Remplacement montes charges demi-pension	45 000,00	45 000,00	12200601	236.1
77	ROISSY-EN-BRIE	CHARLES-LE-CHAUVE	0771763Y	33051	22/11/2018	Levée d'observations des rapports périodiques : désenfumage, intervention sur le SSI¿	10 000,00	10 000,00	12200601	236.1
77	ROZAY-EN-BRIE	TOUR-DES-DAMES (DE LA)	0772295B	33052	22/11/2018	Rénovation de la passerelle élèves : peinture, soudures¿ (études)	6 000,00	6 000,00	12200601	236.1
77	ROZAY-EN-BRIE	TOUR-DES-DAMES (DE LA)	0772295B	33053	22/11/2018	Travaux de sécurité, levée des réserves émises dans les CTO et CEO (ventouses, BAES, portes coupe-feu, désemfumage¿)	6 000,00	6 000,00	12200601	236.1
77	SAVIGNY-LE-TEMPLE	ANTONIN-CARÊME	0772244W	33054	22/11/2018	Reprise carrelage ponctuel dans la cuisine	3 000,00	3 000,00	12200601	236.1
77	SAVIGNY-LE-TEMPLE	ANTONIN-CARÊME	0772244W	33055	22/11/2018	Travaux de rénovation (sols,murs, plafond) des sanitaires des professeurs du bâtiment B 1er étage	60 000,00	60 000,00	12200601	236.1
77	THORIGNY-SUR-MARNE	AUGUSTE-PERDONNET	0770944H	33056	22/11/2018	Abattage d'une quinzaine d'arbres	12 000,00	12 000,00	12200601	236.1
78	LA CELLE-SAINT-CLOUD	CORNEILLE	0782822U	32926	19/11/2018	mise en place d'un dispositif de ventilation dans les logements	55 000,00	55 000,00	12200601	236.1
78	LA CELLE-SAINT-CLOUD	CORNEILLE	0782822U	32929	19/11/2018	Réparation des fenêtres de l'ensenble de l'établissement ainsi que des 6 logements de fonction	63 000,00	63 000,00	12200601	236.1
78	LE CHESNAY	JEAN-MOULIN	0782602E	32781	13/11/2018	Travaux de sécurisation des accès portes, serrures intelligentes en réseau (20 unités)	25 000,00	25 000,00	12200601	236.1
78	LE CHESNAY	JEAN-MOULIN	0782602E	33295	04/12/2018	MR : OUVERTURE D'UN BTS FED	22 000,00	22 000,00	12200601	236.1
78	LES MUREAUX	FRANCOIS-VILLON	0780422K	32938	19/11/2018	Mise en conformité circulations bâtiments C, D et E - portes DAS, joints dilatations, peinture éclairage.	86 000,00	86 000,00	12200601	236.1
78	LE VESINET	ALAIN	0782568T	32827	13/11/2018	Conformité hygiène sanitaires secteur direction et professeurs	36 660,00	36 660,00	12200601	236.1
78	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	DESCARTES	0781512V	32775	13/11/2018	Remplacement de l'éclairage et faux plafond dans 4 salles de cours dans les circulations bat principal	45 000,00	45 000,00	12200601	236.1
78	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	DESCARTES	0781512V	32776	13/11/2018	Diagnostic phytosanitaires du patrimoine arboré	3 500,00	3 500,00	12200601	236.1
78	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	DESCARTES	0781512V	32777	13/11/2018	Travaux de rénovation de l'appartement de l agent et du proviseur adjoint de loge n°1585 & 1581	10 000,00	10 000,00	12200601	236.1
78	RAMBOUILLET	LOUIS-BASCAN	0782549X	32897	19/11/2018	travaux de mise en conformité suite au dernier passage de la commission de sécurité .	35 000,00	35 000,00	12200601	236.1
78	RAMBOUILLET	LOUIS-BASCAN	0782549X	32931	19/11/2018	fourniture et pose de 4 portes metalliques gymnases OB et OC	40 000,00	40 000,00	12200601	236.1
78	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	AGRICOLE	0780004F	32826	13/11/2018	Réparations de douchettes dans l'aile du bâtiment B	2 933,00	2 933,00	12200601	236.1
78	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	JEANNE-D'ALBRET	0782132U	32825	13/11/2018	Remise en état de 3 logements n° 9/Bât G, n°6/Bât G, n°19 Suite mouvements de personnels	120 000,00	120 000,00	12200601	236.1
78	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	JEANNE-D'ALBRET	0782132U	32828	13/11/2018	Remplacement des détecteurs ioniques par détecteurs optiques	58 728,00	58 728,00	12200601	236.1
78	SARTROUVILLE	JULES-VERNE	0783431F	32849	13/11/2018	Remplacement de l'autocom vétuste travaux + CT	60 000,00	60 000,00	12200601	236.1
91	ARPAJON	PAUL-BELMONDO	0910628N	33060	22/11/2018	Réparations fissures faux plafond et renfort trappes d'accès dans deux circulations en étage	3 000,00	3 000,00	12200601	236.1

91	ARPAJON	PAUL-BELMONDO	0910628N	33061	22/11/2018	Reprise de fixations et remplacements de lames sur terrasse en bois	5 000,00	5 000,00	12200601	236.1
91	ARPAJON	PAUL-BELMONDO	0910628N	33062	22/11/2018	Remplacement d'une double porte coupe-feu extérieure cage d'escalier côté chaufferie et ajout dispositif de déverouillage depuis le SSI	7 000,00	7 000,00	12200601	236.1
91	ARPAJON	PAUL-BELMONDO	0910628N	33063	22/11/2018	Ravalement muret et clôture sur rue de Chanteloup	10 000,00	10 000,00	12200601	236.1
91	ARPAJON	RENÉ-CASSIN	0911632E	33064	22/11/2018	Remplacement baie vitrée par porte vitrée bureau C05	3 500,00	3 500,00	12200601	236.1
91	ARPAJON	RENÉ-CASSIN	0911632E	33065	22/11/2018	Ouverture d'une cloison pour agrandissement du foyer des élèves	12 000,00	12 000,00	12200601	236.1
91	ATHIS-MONS	CLÉMENT-ADER	0910676R	33066	22/11/2018	Travaux pôle vie scolaire: peinture et sol	30 000,00	30 000,00	12200601	236.1
91	BRETIGNY-SUR-ORGE	JEAN-PIERRE-TIMBAUD	0910975R	33067	22/11/2018	Levées des réserves bureau de contrôle des ascenseurs	3 000,00	3 000,00	12200601	236.1
91	BRETIGNY-SUR-ORGE	JEAN-PIERRE-TIMBAUD	0910975R	33261	22/11/2018	ACHAT ARMOIRES DE STOCKAGE PRODUITS CHIMIQUES	20 000,00	20 000,00	12200601	236.1
91	BRUNOY	TALMA	0911021R	33069	22/11/2018	Remplacement de 2 portes sous-sol des logements de fonction (local électrique et sous escalier)	3 000,00	3 000,00	12200601	236.1
91	CORBEIL-ESSONNES	ROBERT-DOISNEAU	0910620E	33070	22/11/2018	Aménagement de l'atelier des OP dans le sous-sol de la barre A, travaux de peinture effectués par le lycée.	8 000,00	8 000,00	12200601	236.1
91	COURCOURONNES	GEORGES-BRASSENS	0911828T	33072	22/11/2018	Remise en état local réserves suite à incendie d'octobre 2018	30 000,00	30 000,00	12200601	236.1
91	DOURDAN	NIKOLA-TESLA	0912364A	33073	22/11/2018	Réparation portail parvis principal suite à sinistre déclaré (FK 2018 016264)	3 296,00	3 296,00	12200601	236.1
91	LIMOURS	JULES-VERNE	0911983L	33075	22/11/2018	Suite à sinistre, mise en peinture logement gestionnaire	2 465,00	2 465,00	12200601	236.1
91	LIMOURS	JULES-VERNE	0911983L	33076	22/11/2018	Suite à vandalisme (déclaré assurance RIF - FK 2018 012274) travaux de remise en état portail et BAL	2 791,00	2 791,00	12200601	236.1
91	LIMOURS	JULES-VERNE	0911983L	33077	22/11/2018	Rénovation de 2 portes entrée principale (PMR) et 2 fenêtres salle polyvalente RDC et hall d'entrée	10 000,00	10 000,00	12200601	236.1
91	LONGJUMEAU	JEAN-PERRIN	0910715H	33079	22/11/2018	Pose de stores aluminium au CDI	22 000,00	22 000,00	12200601	236.1
91	LONGJUMEAU	JACQUES-PRÉVERT	0911577V	33078	22/11/2018	Rénovation faux plafond, laine de roche, jouées (82 m²) et peinture logement gardienne	20 000,00	20 000,00	12200601	236.1
91	MENNECY	MARIE-LAURENCIN	0911962N	33080	22/11/2018	Mise en peinture logement de la gestionnaire en vue de son départ en retraite	10 000,00	10 000,00	12200601	236.1
91	MENNECY	MARIE-LAURENCIN	0911962N	33081	22/11/2018	(Gestionnaire, Proviseur, CPE, Agent chef, 1 vacant).Remplacement de 5 portes de garages des logements de fonction (Gestionnaire, Proviseur, CPE, Agent chef, 1 vacant).	20 000,00	20 000,00	12200601	236.1
91	MORANGIS	MARGUERITE-YOURCENAR	0911945V	33082	22/11/2018	Réfection des peintures dans les circulations RDC	20 000,00	20 000,00	12200601	236.1
91	SAVIGNY-SUR-ORGE	JEAN-BAPTISTE-COROT	0910627M	33084	22/11/2018	Installation d'une porte accès rapide local jardinier	5 000,00	5 000,00	12200601	236.1
91	SAVIGNY-SUR-ORGE	JEAN-BAPTISTE-COROT	0910627M	33085	22/11/2018	Installation échaffaudage de pied 9m de haut (plateforme 12x3) en vue des travaux sur toiture gymnase	8 000,00	8 000,00	12200601	236.1
91	SAVIGNY-SUR-ORGE	JEAN-BAPTISTE-COROT	0910627M	33086	22/11/2018	Mise en conformité des installations paratonnerre du lycée	16 641,00	16 641,00	12200601	236.1
92	ANTONY	THÉODORE-MONOD	0921676X	32913	19/11/2018	Suite à mouvement de personnels:Travaux de peinture et sol du logement du proviseur adjoint N° 6586 et du gestionnaire N° 6587	21 500,00	21 500,00	12200601	236.1
92	ASNIERES-SUR-SEINE	AUGUSTE-RENOIR	0920131T	32899	19/11/2018	Travaux de réfection logement n° 4366	28 000,00	28 000,00	12200601	236.1
92	ASNIERES-SUR-SEINE	MARTIN-LUTHER-KING	0920429S	32834	13/11/2018	Remplacement du système d'extraction dédié aux ateliers chaudronnerie.	7 700,00	7 700,00	12200601	236.1
92	ASNIERES-SUR-SEINE	MARTIN-LUTHER-KING	0920429S	32835	13/11/2018	Remise en service du systéme d'éclairage de l'établissement.	7 700,00	7 700,00	12200601	236.1

92	ASNIERES-SUR-SEINE	MARTIN-LUTHER-KING	0920429S	32836	13/11/2018	Remise en état de 7 portes coupe-feu et remplacement de deux portes HS.	17 100,00	17 100,00	12200601	236.1
92	ASNIERES-SUR-SEINE	MARTIN-LUTHER-KING	0920429S	32837	13/11/2018	Travaux de fourniture et pose de protections mécaniques des parois verticales très endommagées au niveau des cages d'ecaliers, paliers et circulations de l'établissement.	17 000,00	17 000,00	12200601	236.1
92	BOULOGNE-BILLANCOURT	ETIENNE-JULES-MAREY	0922443F	32910	19/11/2018	Mise en conformité ascenseur SAE 2016 et PMR	15 000,00	15 000,00	12200601	236.1
92	BOULOGNE-BILLANCOURT	ETIENNE-JULES-MAREY	0922443F	32911	19/11/2018	Fourniture et pose de serrures intelligentes dans le batiment principal	25 000,00	25 000,00	12200601	236.1
92	CHATENAY-MALABRY	JEAN-JAURÈS	0921166T	32808	13/11/2018	rénovation salle 101, fx plafond, sol peinture	10 000,00	10 000,00	12200601	236.1
92	CHATENAY-MALABRY	JEAN-JAURÈS	0921166T	32810	13/11/2018	réfection des peintures et eclairage de la cages d'escalier des logement 5 niveaux	15 000,00	15 000,00	12200601	236.1
92	CHATENAY-MALABRY	JEAN-JAURÈS	0921166T	32811	13/11/2018	rénovation cage escalier BAT A (sol coulé et peinture) sur 3 niveaux	25 000,00	25 000,00	12200601	236.1
92	CHATENAY-MALABRY	JEAN-JAURÈS	0921166T	32812	13/11/2018	réfection des peintures circulations 2 eme étage	5 000,00	5 000,00	12200601	236.1
92	CLICHY	NEWTON-ENREA	0920136Y	32900	19/11/2018	Travaux de remise en état du SSI	15 000,00	15 000,00	12200601	236.1
92	CLICHY	NEWTON-ENREA	0920136Y	32901	19/11/2018	Travaux de remise en état des logements n° 2458 et n° 2459	20 000,00	20 000,00	12200601	236.1
92	CLICHY	RENÉ-AUFFRAY	0922149L	32845	13/11/2018	Fourniture et pose de films occuboutons moletés dans de nombreuses salles du bâtiment principal.	10 000,00	10 000,00	12200601	236.1
92	CLICHY	RENÉ-AUFFRAY	0922149L	32846	13/11/2018	Fourniture et pose d'un système d'occultation sur les vitrages de la façade côté rue Geulin.	13 000,00	13 000,00	12200601	236.1
92	COLOMBES	GUY-DE-MAUPASSANT	0920137Z	32902	19/11/2018	Travaux de remplacement de portes CF du restaurant scolaire.	10 000,00	10 000,00	12200601	236.1
92	COLOMBES	GUY-DE-MAUPASSANT	0920137Z	32903	19/11/2018	Travaux de remplacement de l'air de saut en longueur.	24 000,00	24 000,00	12200601	236.1
92	LA GARENNE-COLOMBES	TOURNELLE (LA)	0920158X	32838	13/11/2018	Remplacement des lamelles bois d'origine, abîmées et glissantes situées dans la cour de récréation.	15 000,00	15 000,00	12200601	236.1
92	LA GARENNE-COLOMBES	TOURNELLE (LA)	0920158X	32839	13/11/2018	Remise en état de plusieurs portes coupe-feu dans le bâtiment enseignement.	5 000,00	5 000,00	12200601	236.1
92	LA GARENNE-COLOMBES	TOURNELLE (LA)	0920158X	32840	13/11/2018	Remplacement de la porte métallique du local poubelle.	5 000,00	5 000,00	12200601	236.1
92	LA GARENNE-COLOMBES	TOURNELLE (LA)	0920158X	32841	13/11/2018	Remplacement des portes gondolées de la cuisine.	20 000,00	20 000,00	12200601	236.1
92	LA GARENNE-COLOMBES	TOURNELLE (LA)	0920158X	32842	13/11/2018	Remplacement de la faïence du local poubelle.	2 000,00	2 000,00	12200601	236.1
92	LE PLESSIS-ROBINSON	MONTESQUIEU	0922249V	32806	13/11/2018	remise en peinture de 12 salles de classes compris remplacement eclairage; Nb 12 salles, 108 a 113 et 207 a 212	30 000,00	30 000,00	12200601	236.1
92	LE PLESSIS-ROBINSON	MONTESQUIEU	0922249V	32807	13/11/2018	rénovation du logement du gardien suite départ en retraite. Logement T4 en rdc. Peinture, sol, pomberie, electricité, plafond de toute les pieces.	40 000,00	40 000,00	12200601	236.1
92	NANTERRE	LOUISE-MICHEL	0922464D	32912	19/11/2018	Création de cloisons et travaux connexe dans le batiment principal	15 000,00	15 000,00	12200601	236.1
92	RUEIL-MALMAISON	GUSTAVE-EIFFEL	0922398G	32930	19/11/2018	Rénovation peinture et sol logement n° 6314, 6315 et 6316	10 000,00	10 000,00	12200601	236.1
92	SEVRES	JEAN-PIERRE-VERNANT	0920802X	32909	19/11/2018	Fourniture et pause des fermes impostes sur 31 fenêtres du 1er étage du bâtiment C.	20 000,00	20 000,00	12200601	236.1
92	VANVES	DARDENNE	0921505L	32809	13/11/2018	rénovation de la salle 27, réorganisation des pole de cuissons, salle de TP cuisines, compris mobiliers et matériels.	55 000,00	55 000,00	12200601	236.1
92	VILLENEUVE-LA-GARENNE	MICHEL-ANGE	0921594H	32847	13/11/2018	Fourniture d'une enseigne.	10 000,00	10 000,00	12200601	236.1
93	AUBERVILLIERS	LE-CORBUSIER	0930117X	33087	22/11/2018	Reprise d'une quinzaine de stores dans l'ensemble des logements de fonction et bureau administration	30 000,00	30 000,00	12200601	236.1

93	BOBIGNY	LOUISE-MICHEL	0931613Y	33094	22/11/2018	Création d'une porte dans le cadre de la marche en avant (validé par le service restautration)	8 000,00	8 000,00	12200601	236.1
93	BOBIGNY	ANDRE-SABATIER	0932123C	33093	22/11/2018	Suite infiltration, reprise peinture-placo et sol du réfectoire	35 000,00	35 000,00	12200601	236.1
93	DRANCY	EUGENE-DELACROIX	0930119Z	33097	22/11/2018	Reprise du sol du BD 120m²	10 000,00	10 000,00	12200601	236.1
93	DUGNY	FRANCOIS-RABELAIS	0932126F	33098	22/11/2018	Travaux de levées des observations bureaux de contrôles (SSI, compartimentage, désenfumage naturel, extincteurs, BAES inaccessibles)	15 000,00	15 000,00	12200601	236.1
93	DUGNY	FRANCOIS-RABELAIS	0932126F	33099	22/11/2018	Création d'un CAP boulangerie : travaux de cloisonnement, raccordement hotte, aménagement de maçonnerie et raccordement électrique et plomberie	50 000,00	50 000,00	12200601	236.1
93	GAGNY	JEAN-BAPTISTE-CLÉMENT	0931233K	33100	22/11/2018	Mise en peinture et réfection des sols logements proviseur adjoint et proviseur	20 000,00	20 000,00	12200601	236.1
93	GAGNY	JEAN-BAPTISTE-CLÉMENT	0931233K	33101	22/11/2018	Reprises des éclats de béton importants angles façades et appuis de fenêtres cassés bâtiment logements de fonction suite infiltrations	30 000,00	30 000,00	12200601	236.1
93	LE BLANC-MESNIL	WOLFGANG-AMADEUS-MOZART	0932034F	33102	22/11/2018	Fourniture et pose de 4 tableaux de salle de cours dans les 2 BD	5 000,00	5 000,00	12200601	236.1
93	LES LILAS	PAUL-ROBERT	0932073Y	33104	22/11/2018	Remplacement de 12 fenêtres de 6 salles de classes dans le bâtiment enseignement	35 000,00	35 000,00	12200601	236.1
93	LES LILAS	PAUL-ROBERT	0932073Y	33105	22/11/2018	Projet de réaménagement interne, modification de cloisons pour 5 salles de classes (120,122,124,222,224) bâtiment enseignement	100 000,00	100 000,00	12200601	236.1
93	NOISY-LE-GRAND	EVARISTE-GALOIS	0932047V	33110	22/11/2018	Réfection murs plafonds sols éclairage de la plonge	60 000,00	60 000,00	12200601	236.1
93	NOISY-LE-GRAND	EVARISTE-GALOIS	0932047V	33111	22/11/2018	Travaux de remplacement de 15 stores bloqués fermés ou hors service et mise en place d'occultation par pose de films sur fenêtres bâtiment A	60 000,00	60 000,00	12200601	236.1
93	NOISY-LE-SEC	THEODORE-MONOD	0930133P	33112	22/11/2018	Réparation/remplacement de 20 volets et rideaux dans 20 salles du RDC et 1er étage bât C	25 000,00	25 000,00	12200601	236.1
93	ROMAINVILLE	LIBERTE	0932267J	33114	22/11/2018	Travaux de peinture dans les circulations des 2 bâtiments	40 000,00	40 000,00	12200601	236.1
93	SAINT-DENIS	SUGER	0932121A	33119	22/11/2018	Mise en peinture couloir bâtiment B, 1er étage suite infiltrations	10 000,00	10 000,00	12200601	236.1
93	SAINT-DENIS	SUGER	0932121A	33120	22/11/2018	Rénovation traçage parking	10 000,00	10 000,00	12200601	236.1
93	SAINT-DENIS	SUGER	0932121A	33121	22/11/2018	Mise en peinture des escaliers extérieurs et de la partie commune du bâtiment EG	16 000,00	16 000,00	12200601	236.1
93	SAINT-OUEN	AUGUSTE-BLANQUI	0930126G	33122	22/11/2018	Mise en peinture des circulations dans les bâtiments A et B	20 000,00	20 000,00	12200601	236.1
93	SAINT-OUEN	AUGUSTE-BLANQUI	0930126G	33123	22/11/2018	Reprise d'épaufrures façade bâtiments enseignements et demi-pension (nécessite une nacelle)	30 000,00	30 000,00	12200601	236.1
93	SAINT-OUEN	AUGUSTE-BLANQUI	0930126G	33124	22/11/2018	Travaux d'insonorisation du réfectoire	20 000,00	20 000,00	12200601	236.1
93	SAINT-OUEN	AUGUSTE-BLANQUI	0930126G	33125	22/11/2018	Reprises nombreux éclats de béton sur façades, terrasses bâtiments enseignements et logements de fonctions	25 000,00	25 000,00	12200601	236.1
93	SAINT-OUEN	AUGUSTE-BLANQUI	0930126G	33126	22/11/2018	Remplacement de 50 rideaux déchirés des salles de classe par des rideaux occultants (environs 15 salles) dans les bâtiment A et B	30 000,00	30 000,00	12200601	236.1
93	SAINT-OUEN	AUGUSTE-BLANQUI	0930126G	33127	22/11/2018	Rénovation menuiseries métalliques en façade principale entrée des éléves trés fortement corrodées	30 000,00	30 000,00	12200601	236.1
93	SAINT-OUEN	MARCEL-CACHIN	0932074Z	33128	22/11/2018	Remise en état des peintures et revêtements dans les locaux cuisine	60 000,00	60 000,00	12200601	236.1
93	STAINS	MAURICE-UTRILLO	0932030B	33129	22/11/2018	Mise à jour de plans incendie et levée des observations SSI pour CCS	7 000,00	7 000,00	12200601	236.1
93	STAINS	MAURICE-UTRILLO	0932030B	33130	22/11/2018	Mise en peinture des circulations 1er et 2ème étage bâtiment A	20 000,00	20 000,00	12200601	236.1

93	STAINS	MAURICE-UTRILLO	0932030B	33131	22/11/2018	Mise en peinture des 2 halls d'entrée RDC	30 000,00	30 000,00	12200601	236.1
93	VILLEMOMBLE	GEORGES-CLEMENCEAU	0930127H	33133	22/11/2018	Travaux de remplacement de 2 châssis vitrés vétustes avec reprise serrurerie logement de fonction chef cuisine	6 000,00	6 000,00	12200601	236.1
93	VILLEMOMBLE	GEORGES-CLEMENCEAU	0930127H	33134	22/11/2018	Travaux de levée de réserves suite à la Commission de Sécurite : SSI, compartimentage, signalétique¿	15 000,00	15 000,00	12200601	236.1
93	VILLEMOMBLE	GEORGES-CLEMENCEAU	0930127H	33135	22/11/2018	Remplacement faux-plafonds dégradés, rafraichissement peinture et reprises sols logement chef cuisine (100 m2)	25 000,00	25 000,00	12200601	236.1
93	VILLEMOMBLE	GEORGES-CLEMENCEAU	0930127H	33136	22/11/2018	Création/recloisonnement (sol, murs et plafond) du pôle CPE dans la salle 003 RDC suite à affectation d'un nouveau personnel	80 000,00	80 000,00	12200601	236.1
94	ALFORTVILLE	MAXIMILIEN-PERRET	0940126B	33137	22/11/2018	Mise en place d'éclairages LED sur les salles A09, A010, A08 et A221 bâtiment A	12 000,00	12 000,00	12200601	236.1
94	ALFORTVILLE	MAXIMILIEN-PERRET	0940126B	33138	22/11/2018	Mise en conformité des ascenceurs de l'établissement suite au passage du bureau de contrôle	20 000,00	20 000,00	12200601	236.1
94	ALFORTVILLE	MAXIMILIEN-PERRET	0940126B	33139	22/11/2018	Remise en peinture de l'atrium, de l'infirmerie et la vie scolaire	25 000,00	25 000,00	12200601	236.1
94	CACHAN	POLYVALENT DE CACHAN	0940580V	33217	22/11/2018	RENFORCEMENT DES STRUCTURES HUISSERIES BÂTIMENT EIFFEL	20 000,00	20 000,00	12200601	236.1
94	CACHAN	POLYVALENT DE CACHAN	0940580V	33218	22/11/2018	BÂTIMENTS, SORRE, EIFFEL ET ANNEXE CARNOT 38 000_x000D_ CHANGEMENT DE L'AUTOCOMMUTATEUR TÉLÉPHONIE, CÂBLAGE, CARTES ANALOGIQUES NUMÉRIQUES, ONDULEURS, ROUTEURS BÂTIMENTS, SORRE, EIFFEL ET ANNEXE CARNOT 38 000_x000D_	38 000,00	38 000,00	12200601	236.1
94	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	MARX-DORMOY	0941951K	33143	22/11/2018	Remise en état du hall suite à l'affaissement de la charpente et au dégat des eaux (peinture,plâtrerie, faux-plafond)	10 000,00	10 000,00	12200601	236.1
94	CHARENTON-LE-PONT	ROBERT-SCHUMAN	0941974K	33144	22/11/2018	Suite au rapport de vérification réglementaire en exploitation d'un ERP décennale, mise à jour SSI cahier des charges, définition des zones, liste et matériels SSI	1 900,00	1 900,00	12200601	236.1
94	CHARENTON-LE-PONT	ROBERT-SCHUMAN	0941974K	33145	22/11/2018	Suite au rapport de vérification général périodique ascenseur, mise en place d'un sol cabine type bac étanche en inox (1250 kg)	3 300,00	3 300,00	12200601	236.1
94	CHARENTON-LE-PONT	ROBERT-SCHUMAN	0941974K	33146	22/11/2018	Remplacement de 51 extincteurs vétustes dans les bâtiments A, B et C	4 900,00	4 900,00	12200601	236.1
94	CHARENTON-LE-PONT	ROBERT-SCHUMAN	0941974K	33147	22/11/2018	Création d'une allée circulaire dans la cour du lycée (dalle en béton) et installation de caniveaux pour évacuation EP	23 000,00	23 000,00	12200601	236.1
94	CRETEIL	EDOUARD-BRANLY	0941018W	33151	22/11/2018	Réparation de la gaine de désenfumage du bâtiment D	4 000,00	4 000,00	12200601	236.1
94	CRETEIL	EDOUARD-BRANLY	0941018W	33152	22/11/2018	Remise en état des installations de sécurité incendie, suite à la vérification triennale (réfection des joints PCF dégradés, remise en état des DAS, remplacement d'un bloc PCF...)	18 500,00	18 500,00	12200601	236.1
94	CRETEIL	EDOUARD-BRANLY	0941018W	33153	22/11/2018	Réfection des peintures des ateliers maintenances et élétrotechnique	20 000,00	20 000,00	12200601	236.1
94	CRETEIL	EDOUARD-BRANLY	0941018W	33154	22/11/2018	Rénovation des résines de sols des ateliers maintenances et électrotechnique	30 000,00	30 000,00	12200601	236.1
94	LE KREMLIN-BICETRE	DARIUS-MILHAUD	0941474S	33158	22/11/2018	Remise en état de l'ascenseur existant cuisine (cabine à remplacer)	28 000,00	28 000,00	12200601	236.1
94	LE KREMLIN-BICETRE	DARIUS-MILHAUD	0941474S	33159	22/11/2018	Remplacement de l'autocomutateur	50 000,00	50 000,00	12200601	236.1
94	MAISONS-ALFORT	EUGENE-DELACROIX	0940116R	33163	22/11/2018	Suite au changement du lave-vaisselle, mise en place de deux adoucisseurs volumétriques dans la cuisine	4 000,00	4 000,00	12200601	236.1
94	MAISONS-ALFORT	PAUL-BERT	0941355M	33164	22/11/2018	Mise en peinture des murs, plafond et sols vétustes bureau du proviseur	10 000,00	10 000,00	12200601	236.1
94	MAISONS-ALFORT	PAUL-BERT	0941355M	33165	22/11/2018	Remise en peinture murs, plafonds et sols salle des professeurs et réfectoire très vétustes	25 000,00	25 000,00	12200601	236.1
94	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	MARCELIN-BERTHELOT	0940120V	33169	22/11/2018	Réfection de la trémie du monte charge côté demi-pension	10 000,00	10 000,00	12200601	236.1
94	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	MARCELIN-BERTHELOT	0940120V	33170	22/11/2018	Reprise du mur mitoyen avec le collège qui menace de s'éffondrer	19 000,00	19 000,00	12200601	236.1

94	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	MARCELIN-BERTHELOT	0940120V	33171	22/11/2018	Réfection des sols et mise en peinture des murs de la salle C430 du bâtiment principal	20 000,00	20 000,00	12200601	236.1
94	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	MARCELIN-BERTHELOT	0940120V	33172	22/11/2018	Réfection partielle des peintures des grilles extérieures du lycée	20 000,00	20 000,00	12200601	236.1
94	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	CONDORCET	0940122X	33166	22/11/2018	Ascenseurs GR 205 - Remplacement de la boite à boutons de la cabine devenue obsolète	2 500,00	2 500,00	12200601	236.1
94	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	CONDORCET	0940122X	33167	22/11/2018	Remplacement de l'opérateur et vantaux de porte-cabine sur ascenseur	10 600,00	10 600,00	12200601	236.1
94	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	CONDORCET	0940122X	33168	22/11/2018	Réfection sanitaires garçons	12 000,00	12 000,00	12200601	236.1
94	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	FRANCOIS-MANSART	0940585A	33157	22/11/2018	Travaux de peinture dans le couloir des ateliers et le logement de la proviseure adjointe ; pose de stores en salle informatique	18 000,00	18 000,00	12200601	236.1
94	SUCY-EN-BRIE	PARC-MONTALEAU	0942130E	33173	22/11/2018	Réfection de mur rez-de-chaussée bas - humidité suite à une différence de température	6 800,00	6 800,00	12200601	236.1
94	SUCY-EN-BRIE	PARC-MONTALEAU	0942130E	33174	22/11/2018	Mise en place d'un abri pour les ruches (projet éducatif)	20 000,00	20 000,00	12200601	236.1
94	VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	FRANCOIS-ARAGO	0941952L	33175	22/11/2018	Mise en peinture du mur du parvis	3 500,00	3 500,00	12200601	236.1
94	VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	FRANCOIS-ARAGO	0941952L	33176	22/11/2018	Ouverture d'une porte entre la salle des congrès et la réserve	25 000,00	25 000,00	12200601	236.1
94	VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	FRANCOIS-ARAGO	0941952L	33288	04/12/2018	ASCENSEURS BÂTIMENT B ET D_x000D_ LEVÉE DES PRESCRIPTIONS DES DEUX ASCENSEURS BÂTIMENT B ET D_x000D_	12 157,00	12 157,00	12200601	236.1
94	VINCENNES	JEAN-MOULIN	0940143V	33177	22/11/2018	Réparation de 20 stores vétustes bâtiment, RDC, salles A1/2/3/4	15 000,00	15 000,00	12200601	236.1
94	VINCENNES	JEAN-MOULIN	0940143V	33178	22/11/2018	Remplacement de 20 stores vétustes dans le bâtiment principal -salles 205/206/208/101/102/103/104.	25 000,00	25 000,00	12200601	236.1
94	VITRY-SUR-SEINE	JEAN-MACÉ	0940129E	33180	22/11/2018	Côté SEMARD, dépose du revêtement sol de la porte R48 jusqu'à la porte double sur hall extérieur	16 000,00	16 000,00	12200601	236.1
94	VITRY-SUR-SEINE	ADOLPHE-CHERIOUX	0941294W	33179	22/11/2018	Acquisition peinture équipe mobile	10 000,00	10 000,00	12200601	236.1
95	ARGENTEUIL	JEAN-JAURÈS	0950641F	32925	19/11/2018	Remplacement des 12 portes coupe-feu R+1 et R+2 Bat J	90 000,00	90 000,00	12200601	236.1
95	ARGENTEUIL	GEORGES-BRAQUE	0950666H	32920	19/11/2018	Remplacement du faux-plafond du réfectoire	35 000,00	35 000,00	12200601	236.1
95	ARNOUVILLE	VIRGINIA-HENDERSON	0950709E	32915	19/11/2018	Réfection des peintures et sols du foyer	30 000,00	30 000,00	12200601	236.1
95	CERGY	ALFRED-KASTLER	0951399E	32795	13/11/2018	Travaux de remplacement de l'autocommutateur du lycée.	11 000,00	11 000,00	12200601	236.1
95	CHARS	VEXIN (DU)	0951282C	32794	13/11/2018	Travaux de mise en place d'un mur d'escalade dans le gymnase	45 000,00	45 000,00	12200601	236.1
95	CORMEILLES-EN-PARISIS	LE-CORBUSIER	0950656X	32921	19/11/2018	[illegible] ERDF séparation des réseaux au poste de livraison inervention ERDF	1 600,00	1 600,00	12200601	236.1
95	CORMEILLES-EN-PARISIS	LE-CORBUSIER	0950656X	32922	19/11/2018	travaux de réparation dans 2 chambres froides travaux de réparation dans 2 chambres froides	9 200,00	9 200,00	12200601	236.1
95	CORMEILLES-EN-PARISIS	LE-CORBUSIER	0950656X	32923	19/11/2018	Réfection des faïences bloc sanitaires filles et garcons au RdC et cuisine	6 800,00	6 800,00	12200601	236.1
95	DEUIL-LA-BARRE	CAMILLE-SAINT-SAENS	0951922Y	32772	13/11/2018	Travaux de réfection du soubassement carrelés de la cuisine	30 000,00	30 000,00	12200601	236.1
95	ENGHIEN-LES-BAINS	GUSTAVE-MONOD	0952196W	32769	13/11/2018	REPARATIONS ET MESURES CONSERVATOIRES SUR LES FENETRES BOIS ANCIENNES ET SIMPLES VITRAGE. BATIMENT A ET B - TRES DANGEREUX	40 000,00	40 000,00	12200601	236.1
95	ERAGNY	AUGUSTE-ESCOFFIER	0951618T	32796	13/11/2018	Travaux de remplacement du standard téléphonique sur La base de l'étude de l'AT CABLAGE	37 000,00	37 000,00	12200601	236.1
95	ERMONT	FERDINAND-BUISSON	0950657Y	32916	19/11/2018	Réfection des peintures et sols du logement proviseur n°3554(prise de fonction en septemebre suite départ non prévu)	30 000,00	30 000,00	12200601	236.1

95	ERMONT	GUSTAVE-EIFFEL	0951673C	32917	19/11/2018	Réaménagement de l'espace réserve du CDI	30 000,00	30 000,00	12200601	236.1
95	L'ISLE-ADAM	FRAGONARD	0951147F	32767	13/11/2018	réaménagement de l'infirmerie travaux de cloisonnement pour zone de sommeil et bureau pour le medecin	25 000,00	25 000,00	12200601	236.1
95	LUZARCHES	GÉRARD-DE-NERVAL	0950647M	32771	13/11/2018	Abattage et replantations de 10 arbres dans le parc de l'établissement	10 000,00	10 000,00	12200601	236.1
95	MONTMORENCY	TURGOT	0951281B	32768	13/11/2018	Rénovation de 2 salles de classes suite à infiltrations d'eaux	30 000,00	30 000,00	12200601	236.1
95	MONTMORENCY	TURGOT	0951281B	32770	13/11/2018	Travaux de modification de la loge	25 000,00	25 000,00	12200601	236.1
95	VILLIERS-LE-BEL	PIERRE-MENDÈS-FRANCE	0951090U	32918	19/11/2018	Travaux de maçonnerie et peinture de la zone plonge	20 000,00	20 000,00	12200601	236.1

Total Annexe n° : 1 **5 102 571,00**

Dont

Travaux de maintenance réalisés par les lycées publics (12200601) **5 102 571,00**

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/01/2019

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-018

DU 24 JANVIER 2019

ÉQUIPEMENT PÉDAGOGIQUE DANS LES EPLE DIVERSES POLITIQUES RÉGIONALES
1ER RAPPORT DE L'ANNÉE 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n°CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération n°CR 93-15 du 18 décembre 2015 donnant délégation de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU La délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 84-16 du 16 juin 2016 relative aux lycées 100% numérique ;

Le budget de la région d'Île-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-018 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1er :

Décide d'attribuer aux établissements publics locaux d'enseignement de la région Île-de-France pour l'achat d'équipements pédagogiques des dotations d'un montant total de **453 928 €,** conformément au tableau figurant en annexe 1 à la présente délibération.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **453 928 €,** disponible sur le chapitre 902

«Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP222-008 (122008) «Équipement des lycées publics», action «matériel pédagogique» (12200801) sur le budget régional 2019.

Article 2 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **3 500 000 €,** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP222-008 (122008) «Équipement des lycées publics», action «matériel pédagogique» (12200801) sur le budget régional 2019, au titre des marchés publics d'achat d'équipements pédagogiques pour les établissements publics locaux d'enseignement de la région Île-de-France.

Article 3 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **6 002 000 €** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 222 «lycées publics», programme HP222-008 (122008) «Équipement des lycées publics», action «Développement des TICE et des ENT» (12200803) sur le budget régional 2019 au titre des marchés publics relatifs à l'achat d'équipements informatiques **(avec le lancement du marché micro-ordinateur, ENT et réseaux)**.

Article 4 :

Décide d'attribuer aux cités mixtes régionales de la région Île-de-France pour l'achat d'équipements pédagogiques des dotations d'un montant total de **111 010 €**, conformément au tableau figurant à l'annexe 2 à la présente délibération.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **111 010 €**, disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 224 «Participation à des cités mixtes», programme HP224-030 (122030) «Équipement des cités mixtes régionales», action «matériel pédagogique» (12203001) sur le budget régional 2019.

Article 5 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **400 000 €** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 224 «Participation à des cités mixtes», programme HP224-030 (122030) « Equipement des cités mixtes régionales », action «matériel pédagogique» (12203001) sur le budget régional 2019, au titre des marchés publics d'achat d'équipements pédagogiques pour les cités mixtes régionale de la région Île-de-France.

Article 6 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **730 000 €** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 224 «Participation à des cités mixtes», programme HP224-030 (122030) «Équipement des cités mixtes régionales», action «Développement des TICE et des ENT » (12203004) sur le budget régional 2019, au titre des marchés publics d'achat d'équipements informatiques pour les cités mixtes régionale de la région Île-de-France (**avec le lancement du marché micro-ordinateur, ENT et réseaux**).

Article 7 :

Affecte le montant d'autorisations de programme de **2 000 000 €** sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 «lycées publics», programme HP222-001 (122001) « Etudes générales lycées publics », action « études générales lycées publics » (12200101) du budget régional 2019 pour permettre le financement des études menées par les assistants techniques de la Région dans les établissements publics locaux d'enseignement de la région Île de-France.

Article 8 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **500 000 €** disponible sur le chapitre 902 « enseignement », code fonctionnel 224 « participation à des cités mixtes », programme HP224-030 (122030) « Equipements des cités mixtes régionales » action « études liées aux cités mixtes régionales » (12203003) du budget régional 2019 pour permettre le financement des études menées par les assistants techniques de la Région dans les cités mixtes régionales.

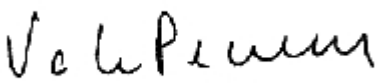
Article 9 :

Affecte une autorisation d'engagement de **2 500 000 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « Autres service périscolaires et annexes », programme HP28-005 « Schéma des formations », action « Développement des TICE et des ENT » (12800504) sur le budget régional 2019, afin de réaliser la maintenance informatique et le maintien en conditions opérationnelles de l'ENT.

Article 10 :

Adopte pour l'année 2019 la structure du barème de répartition du Plan prévisionnel des Equipements TICE figurant en **annexe 3** à la présente délibération.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

24/01/2019 10:50:31

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n°1 Dotations financières aux lycées

ANNEXE au rapport
Montant total dotations financières au titre du présent rapport
453 928 €

75 - PARIS 06EME FÉNELON (0750660K)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MATERIEL DE MESURE	Le montant de 644€ correspond au polarimètre Novex Mitscherlich 99400 qui convient aux programmes de PCSI (2013) et PC* (2014).	2	1 288 €
		Somme :	**1 288 €**

75 - PARIS 09EME CONDORCET (0750667T)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MATERIEL DE SPORT	MATELAS DE GYMNASTIQUE GYMNOVA REF GY3094 FOURNISSEUR: CASAL SPORT	2	1 128 €
		Somme :	**1 128 €**

75 - PARIS 10EME JULES-SIEGFRIED (0750674A)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
RAYONNAGE POUR ECONOMAT	les étagères du magasin sont rouillées et doivent être remplacées.	4	2 136 €
		Somme :	**2 136 €**

75 - PARIS 11EME TURQUETIL (0750778N)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MATERIEL DE SPORT	LEG EXTENSION 60 KG L 1480 X H 1685 X LA 1020 POIDS 185	1	1 439 €
		Somme :	**1 439 €**

75 - PARIS 14EME ERIK-SATIE (0752846L)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
FONDS DOCUMENTAIRES PAPIER	ORIENTATION DES FORMATIONS DU LYCEE VERS LE SECTEUR DE L'IMMOBILIER	1	2 000 €
		Somme :	**2 000 €**

75 - PARIS 15EME LÉONARD-DE-VINCI (0754475G)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
CENTRE DE PERCAGE A COMMANDE NUMERIQUE	BAC PRO MENUISIER AGENCEUR : CN 5 AXES SUITE EFERENTIEL FORMATIONET VALIDATION CORPS D'INSPECTION	1	195 696 €
DOTATION REMBOURSEMENT FRAIS DE MAINTENANCE	Remboursement de frais de maintenance : CUCN (pick up + pièces logements)	1	1 034 €
		Somme :	**196 730 €**

75 - PARIS 17EME ÉCOLE-NATIONALE-DE-COMMERCE (0750707L)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
ASSIETTE PLATE	vaisselle nécessaire au bon fonctionnement du service	300	900 €
COUPE LEGUMES	trancheur à tomates	1	287 €
CUILLERE PETITE		500	1 500 €
		Somme :	**2 687 €**

75 - PARIS 19EME BÂTIMENT (DU) (0750697A)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Vidéoprojecteur spécifique pour amphithéatre	1	6 300 €
		Somme :	**6 300 €**

77 - CHAMPAGNE-SUR-SEINE LAFAYETTE (0770920G)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION REMBOURSEMENT FRAIS DE MAINTENANCE	Remboursement de frais de maintenance : Cisaille SA250 (vis et ecrou etau) + MMI (encodeur) + CU (kit pile) + Fraiseuses x2 (aliùmentation et desserage) + Hass minimill x5 (intervention) + protection + freinage + power + outils)	1	9 374 €
		Somme :	**9 374 €**

77 - MEAUX CHARLES-BAUDELAIRE (0771880A)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
PLATE-FORME ELEVATRICE MOBILE AVEC ELEVATION VERTICALE	Sécurité du personnel	1	1 000 €
		Somme :	**1 000 €**

77 - MELUN LÉONARD-DE-VINCI (0770934X)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MATERIEL DE MESURE	Achat de consoles Primo	8	3 248 €
		Somme :	**3 248 €**

78 - SAINT-GERMAIN-EN-LAYE LÉONARD-DE-VINCI (0782556E)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	renovation : complement salle musculation	1	10 002 €
		Somme :	**10 002 €**

78 - VERSAILLES LA-BRUYÈRE (0782563M)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MATERIEL DE MESURE	KIT EXAO	1	24 240 €
		Somme :	**24 240 €**

91 - CORBEIL-ESSONNES ROBERT-DOISNEAU (0910620E)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
BANC	Banc avec patères intégrés	10	6 000 €
ENSEMBLE POUR LA PRISE DE SON EN PRODUCTION AUDIOVISUEL	Equipement pour le pôle musique : sonorisation / guitare / batterie / enceinte / micro / table de mixage	1	8 183 €
		Somme :	**14 183 €**

91 - EVRY CHARLES-BAUDELAIRE (0911254U)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Subvention exceptionnelle pour acquisition 1 pendule et 10 timer suite à création ULIS 2017 suite mail Mme SAVVA du 17/09/2018 (D.A.)	1	300 €
		Somme :	**300 €**

91 - MORANGIS MARGUERITE-YOURCENAR (0911945V)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
BANC A COUSSIN D'AIR		1	900 €
MODELES MOLECULAIRES		10	1 500 €
		Somme :	**2 400 €**

92 - BOULOGNE-BILLANCOURT LYCÉE NEUF DE BOULOGNE (0922801V)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DIVERS AUTRES	lycee neuf : coffre fort intendance	1	6 895 €
DOTATION EXCEPTIONNELLE	lycee neuf : nouvelle salle de musculation (rameur)	1	40 000 €
EQUIPEMENT DE CUISINE	lycee neuf : complement mobilier cuisine	1	2 038 €
FONDS DOCUMENTAIRES INFORMATIQUES	lycee neuf : CDI	1	15 000 €
INSTRUMENTS DE MUSIQUE	lycee neuf : piano hall d'accueil	1	3 200 €
		Somme :	**67 133 €**

92 - COLOMBES ANATOLE-FRANCE (0921229L)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Dotation exceptionnelle pour acquisition d'un nouveau véhicule frigorifique pour livraison des repas de la cuisine centrale du Lycée Anatole France selon devis NISSAN du 16/11/2018 (D.A.)	1	38 709 €
		Somme :	**38 709 €**

92 - COURBEVOIE LUCIE-AUBRAC (0922615T)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
COMPOSITION D'OUTILS	lycee neuf : outillage OP	1	3 849 €
DIVERS AUTRES	lycee neuf : poubelle classe	1	5 216 €
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	lycee neuf : laveuse	1	8 402 €
DOTATION EXCEPTIONNELLE	complement salle musculation	1	8 500 €
DOTATION EXCEPTIONNELLE	lycee neuf : coffre fort	1	6 894 €
DOTATION EXCEPTIONNELLE	MICROS POUR AMPHITHEATRE	1	1 828 €
		Somme :	**34 689 €**

93 - AULNAY-SOUS-BOIS VOILLAUME (PROFESSIONNEL) (0930846P)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	CHARIOT POUR CLASSE MOBILE	1	3 708 €
		Somme :	**3 708 €**

93 - DRANCY PAUL-LE-ROLLAND (0932229T)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION REMBOURSEMENT FRAIS DE MAINTENANCE	Remboursement de frais de maintenance : Tour CN 3 axes transmab 250 (decablage + panne outil + disjoncteur) + tours rosilio TBI 280 (desaxer + interrupteurs + lampes) + fraiseuse hass minimill (disjonction + axe)	1	16 257 €
		Somme :	**16 257 €**

93 - LE RAINCY RENÉ-CASSIN (0932222K)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION REMBOURSEMENT FRAIS DE MAINTENANCE	Remboursement de frais de maintenance : CU600 (pile lithium)	1	2 298 €
		Somme :	**2 298 €**

93 - SAINT-DENIS NOUVEAU LYCÉE LA PLAINE COMMUNE (0932667U)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE		1	8 507 €
		Somme :	**8 507 €**

94 - CHOISY-LE-ROI JACQUES-BREL (0940141T)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION REMBOURSEMENT FRAIS DE MAINTENANCE	Remboursement de frais de maintenance : Toupie martin T26 + tennonneuse + scies holzher + degauchiseuse + toupie T20 + mortaiseuse	1	3 174 €
		Somme :	**3 174 €**

94 - CRETEIL EDOUARD-BRANLY (0941018W)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION REMBOURSEMENT FRAIS DE MAINTENANCE	Remboursement de frais de maintenance : Decoupe fil erosion	1	998 €
		Somme :	**998 €**

Annexe n°2 Dotations financières aux CMR

ANNEXE au rapport
Montant total dotations financières au titre du présent rapport
111 010 €

75 - PARIS 05EME LAVOISIER (0750656F)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DEGAUCHISSEUSE	travaux de menuiseries (étagères, installations diverse) permettant une récupération et une réutilisation des nombreux éléments de boiseries à recycler	1	3 728 €
		Somme :	**3 728 €**

75 - PARIS 07EME VICTOR-DURUY (0750662M)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MATERIEL DE MESURE	Nous avons été doté il y a deux ans d'un kit pour équiper une salle. Nous avons plusieurs terminales S et plusieurs 1ère S, or il n'est pas possible actuellement de faire travailler deux classes en même temps. Il nous faut un second jeu complet.	1	24 240 €
		Somme :	**24 240 €**

75 - PARIS 11EME VOLTAIRE (0750675B)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MATERIEL DE MESURE	Matériel EXAO indispensable à la réalisation des TP élèves pour la passage des ECE (épreuve comptant pour le baccalauréat) en terminales S (9 classes), nous n' avons pas assez de matériel	1	24 240 €
MATERIEL DE SPORT	VELO DE MUSCULATION. AMELIORER SALLE. ANCIEN N'EST PLUS UTILISABLE.	1	1 699 €
		Somme :	**25 939 €**

75 - PARIS 13EME RODIN (0750682J)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
SAUTEUSE SANS COUVERCLE	Remplacement braisière basculante et marmite à chauffage	1	31 701 €
		Somme :	**31 701 €**

94 - VILLENEUVE-LE-ROI GEORGES-BRASSENS (0940743X)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
CONTENEUR	Suivant devis solier pour 15 collecteur mur avec couvercle - 1231,92 E TTC - validé avec PRH lors de la visite du 02 novembre.	1	1 232 €
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	Suivant devis firchim pour 63 distributeur papier toilette + 31 distributeur savon + 36 poubelle 10L - 4063,20 E TTC - et suivant devis Solier pour 50 tapis 90x150 grattant - 4173,00 E TTC -validé avec PRH lors de la visite du 02 novembre.	1	8 237 €
SECHEUR AIR	Suivant devis Solier pour 18 seche mains air chaud - 5162,40 E TTC - validé avec PRH lors de la visite du 02 novembre.	1	5 163 €
TRACTEUR À CHENILLES	Tracteur accompagnat cadeo court S1 1200 watts à motorisation électrique validé avec PRH lors de la visite du 02 novembre.	1	10 770 €
		Somme :	**25 402 €**

Annexe n°3 _Barème PPE

PLAN PREVISIONNELDES EQUIPEMENTS TICE (PPE)

Chaque EPLE sera doté en 2019 d'une enveloppe annuelle réservée, pour bâtir en autonomie la stratégie d'Equipements Numériques en fonction de ses besoins. C'est à partir de l'application dédiée Lystore dans Monlycée.net que l'EPLE effectue ses choix au sein du catalogue de produits proposé à partir des marchés régionaux.

Le calcul de l'enveloppe pour l'année 2019 est basé sur :

- Une part fixe de 5 000 € par établissement
- Une part variable en fonction des effectifs de lycéens par type de formation, avec un taux de base de 18 € par élève et un coefficient multiplicateur selon le type de formation

Domaine	Type de formation	Coefficient appliqué au nombre d'élèves
Prébac	A1	1
	A2	1,5
	A3	2
	A4	4
Postbac	A5	1,5
	A6	2,5
	A7	4

L'enveloppe globale représente un montant de **10 000 000 €.**

Cette enveloppe sera complétée d'un montant de 4 000 000 € pour accélérer le déploiement des vidéoprojecteurs et écrans interactifs

A1 : Formations prébac générales et élémentaires,
A2 : Formations de type prébac techniques et professionnelles dans le domaine des services, EREA,
A3 : Formations de type prébac techniques et professionnelles dans le domaine industriel
A4 : Formations de type prébac à besoins spécifiques (Ex : arts, design)
A5 : Classes préparatoires littéraires, sections de techniciens supérieurs dans le domaine des services
A6 : Formations de type postbac techniques et professionnelles dans le domaine industriel et classes préparatoires scientifiques
A7 : Formations de type postbac techniques et professionnelles à besoins spécifiques (art, design)

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-019

DU 24 JANVIER 2019

ACCÈS INTERNET TRÈS HAUT DÉBIT DANS LES LYCÉES FRANCILIENS NOUVEAUX LYCÉES À CONNECTER ET REDEVANCE D'EXPLOITATION ET DE BANDE PASSANTE POUR 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;
VU Le code de l'éducation ;
VU Le code des postes et télécommunications et notamment son article L.32 ;
VU L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
VU La délibération CR n°64-12 du 22 novembre 2012 relativement à l'ajustement des contrats particuliers Région-départements 2007-2013 avec Paris, les Yvelines et la Seine-Saint-Denis ;
VU La délibération CP n°13-321 du 30 mai 2013 relative à la politique régionale en faveur du développement du numérique ;
VU La délibération n° CR 63-13 du 27 septembre 2013 relative à la mise en œuvre de la SRDEI : la politique régionale en faveur du développement numérique ;
VU La délibération CP n°14-754 du 20 novembre 2014 relative à la politique régionale en faveur du développement du numérique ;
VU La délibération n° CP 17-042 du 27 janvier 2017 relative à la mise en œuvre du très haut débit dans les lycées franciliens redevance mensuelle bande passante pour 2017 ;
VU La délibération n° CP 17-173 du 17 mai 2017 relative à la mise en œuvre du très haut débit pour les lycées et CFA du Val d'Oise ;
VU La délibération n° CP 18-044 du 24 janvier 2018 relative à l'accès Internet très haut débit dans les lycées franciliens – Nouveaux lycées à connecter et redevance d'exploitation et de bande passante pour 2018 ;
VU La délibération n° CP 18-309 du 4 juillet 2018 relative à la mise en œuvre de l'accès Internet très haut débit pour les lycées franciliens – Raccordement au très haut débit de lycées du Val d'Oise, des Hauts-de-Seine et de l'Essonne ;
VU La délibération n° CR 84-16 du 16 juin 2016 relative aux lycées 100% numérique ;
VU La délibération n° CP 14-225 du 10 avril 2014 relative à l'adhésion au groupement de commandes du SIPPEREC ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;
VU La délibération n°CR 93-15 du 18 décembre 2015 donnant délégation de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;
VU La délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU Le budget de la région d'Île-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-019 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :
Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **1 269 500 €** sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-017 « Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics », action 12201709 « Accès Internet THD lycées publics » du budget régional 2019

Article 2 :
Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **49 940 €** sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes », programme HP224-031 « Participation aux charges de fonctionnement des cités mixtes régionales », action 12203108 « Accès Internet CMR » du budget régional 2019 réparti à hauteur de :

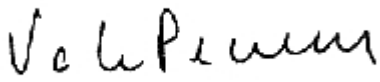
- **33 460 €** pour les lycées
- **16 480 €** pour les collèges

Article 3 :
Affecte une autorisation de programme d'un montant de **26 400 €** sur le chapitre 902 « enseignement », code fonctionnel 222 « lycées publics », programme HP222-005 (122005) « Grosses réparations dans les lycées publics », action « Grosses réparations dans les lycées publics » (12200501) du budget régional 2019

Article 4 :
Affecte une autorisation de programme d'un montant de **1 610 €** sur le chapitre 902 « Enseignement » code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes», programme HP224-032 « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales », action 12203201 « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales – part lycées» du budget régional 2019.

Article 5 :
Affecte une autorisation de programme d'un montant de **790 €** sur le chapitre 902 « Enseignement » code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes», programme HP224-032 « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales », action 12203202 « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales - parties collèges» du budget régional 2019.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/01/2019

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-020

DU 24 JANVIER 2019

TRAVAUX DANS LES CITÉS MIXTES RÉGIONALES DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE
1ER RAPPORT DE L'ANNÉE 2019 - BUDGET 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;
VU Le code de l'éducation ;
VU La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée ;
VU La délibération du conseil régional n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa présidente ;
VU La délibération du conseil régional n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n°CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CP 18-466 du 17 octobre 2018 relative aux « Travaux dans les EPLE, 6ème rapport de l'année 2018 », comprenant l'article 10 stipulant la convention-type encadrant les dotations pour la réalisation de travaux dans les EPLE ;
VU L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
VU Le Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
VU Le Budget de la région d'Ile-de-France pour l'année 2019.

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-020 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 4 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **254.831,40 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes régionales » programme HP 224-029 (122029) « Travaux de Maintenance dans les cités mixtes régionales », action (12202901) « Travaux de maintenance dans les CMR- part lycées » du budget 2019.

Article 2 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 4 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **24.968,60 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code

fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes régionales » programme HP 224-029 (122029) « Travaux de Maintenance dans les cités mixtes régionales », action (12202902) « Travaux de maintenance dans les CMR- part collèges » du budget 2019.

Article 3 :

Subordonne le versement des dotations en annexe 4 à la signature de conventions conformes à la convention-type approuvée par délibération n° CP 2018-466 du 17 octobre 2018 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 4:

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 1 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **200.000,00 €** à titre provisionnelle figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes régionales » programme HP 224-029 (122029) « Travaux de Maintenance dans les cités mixtes régionales », action (12202905) « Fonds d'urgence aux cités mixtes régionales » du budget 2019.

Article 5 :

Affecte, conformément aux tableaux joints en annexe 2 de la délibération un montant d'autorisations de programme **2.380.000,00 €** dont 200.000,00 € au titre d'affectations provisionnelles, figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes régionales » programme HP 224-032 (122032) «Grosses réparations dans les cités mixtes régionales », action (12203201) «Grosses réparations dans les cités mixtes régionales – part lycées» du budget 2019.

Article 6 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 2 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **1.110.000,00 €** dont 110.000,00 € au titre d'affectations provisionnelles, figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des Cités Mixtes régionales » programme HP 224-032 (122032) « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales », action (12203202) « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales – part collèges » du budget 2019.

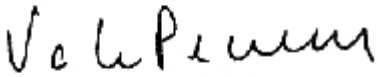
Article 7 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 3 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **330.000,00 €€** dont 130.000,00 € au titre d'affectations provisionnelles figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des Cités Mixtes régionales » programme HP 224-034 (122034) « Etudes générales cités mixtes régionales », action (12203401) « Etudes générales cités mixtes régionales – part lycées » du budget 2019.

Article 8 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 3 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **80.000,00 €** dont 50.000,00 € au titre d'affectations provisionnelles, figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des Cités Mixtes régionales » programme HP 224-034 (122034) « Etudes générales cités mixtes régionales », action (12203402) « Etudes générales cités mixtes régionales – part collèges » du budget 2019.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexes 1 à 3

Annexe n° : 1

Budget 2019 **Chapitre 902**

HP 224-029 Travaux de maintenance dans les cités mixtes régionales

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	Objet intervention	Mt opération	Action	Nature	Montant
		REGION	99	FU CMR 2019		12202905	236.1	200 000,00

Total Annexe n° : 1 **200 000,00**

Dont

Fonds d'urgence aux cités mixtes régionales (12202905) **200 000,00**

Annexe n° : 2

Budget 2019 Chapitre 902

HP 224-032 Grosses réparations dans les cités mixtes régionales

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	Objet intervention	Mt opération	Action	Nature	Montant
		REGION	99	AFFECTATIONS ACCORDS-CADRES A COMMANDE TRAVAUX LYCÉES 2019		12203201	2313	2 180 000,00
				AFFECTATIONS ACCORDS-CADRES PART COLLÈGES TRAVAUX 2019		12203202	4551	1 000 000,00
				AP PROV TRAVAUX DGP CMR LYCEES 2019		12203201	2313	50 000,00
				AP PROV TRAVAUX DGP COLLÈGES 2019		12203202	4551	30 000,00
				AP PROV TRAVAUX DPM CMR LYCEES 2019		12203201	2313	150 000,00
				AP PROV TRAVAUX DPM COLLÈGES 2019		12203202	4551	80 000,00

Total Annexe n° : 2 **3 490 000,00**

Dont

Grosses réparations dans les cités mixtes régionales - part collèges (12203202) **1 110 000,00**

Grosses réparations dans les cités mixtes régionales - part lycées (12203201) **2 380 000,00**

Annexe n° : 3

Budget 2019 Chapitre 902

HP 224-034 Etudes générales cités mixtes régionales

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	Objet intervention	Mt opération	Action	Nature	Montant
		REGION	99	AFFECTATIONS ACCORDS-CADRES PART COLLÈGES ÉTUDES		12203402	4551	30 000,00
				AFFECTATIONS ACCORDS-CADRES PART LYCEES ÉTUDES 2019		12203401	2031	200 000,00
				AP PROV ÉTUDES CMR COLLÈGES -DGP 2019		12203402	4551	20 000,00
				AP PROV ETUDES CMR COLLÈGES -DPM 2019		12203402	4551	30 000,00
				AP PROV ÉTUDES CMR LYCÉES-DGP 2019		12203401	2031	50 000,00
				AP PROV ÉTUDES CMR LYCÉES - DPM 2019		12203401	2031	80 000,00

Total Annexe n° : 3 **410 000,00**

Dont

Etudes générales cités mixtes régionales - part collège (12203402) **80 000,00**

Etudes générales cités mixtes régionales - part lycées (12203401) **330 000,00**

Annexe 4 -fiches de synthèse de dotation

Synthèse des fiches de demande de dotation

Budget 2019 Chapitre 902

HP 224-029 Travaux de maintenance dans les cités mixtes régionales

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	N° de la demande	Date de la demande	Objet de la demande	Montant demandé	Montant proposé	Action	Nature
75	PARIS 09EME	JACQUES-DECOUR	0750668U	33433	13/11/2018	REMPLACEMENT DES DETECTEURS IONIQUES ET REMISE EN ETAT DESEMFUMAGE (TRAPPE A CRÉER) COTE LYCEE	29 000,00	20 114,40	12202901	236.1
75	PARIS 09EME	JACQUES-DECOUR	0750668U	33433	13/11/2018	REMPLACEMENT DES DETECTEURS IONIQUES ET REMISE EN ETAT DESEMFUMAGE (TRAPPE A CRÉER) COTE LYCEE		8 885,60	12202902	4551
92	SCEAUX	LAKANAL	0920145H	32801	13/11/2018	réfection de peinture de 8 salles de classes (29, 30, 34, 36, 110, 111, 114, 118,)	105 000,00	105 000,00	12202901	236.1
93	AUBERVILLIERS	ALEMBERT (D')	0932122B	33221	22/11/2018	Rafraichissement salle B01 sol, mur, plafond et éclairage - Partie lycée / PROG 2019	30 000,00	30 000,00	12202901	236.1
93	AUBERVILLIERS	ALEMBERT (D')	0932122B	33432	22/11/2018	SUITE MISE EN DEMEURE DE LA CCS: REMISE À NIVEAU ÉQUIPEMENT SÉCURITÉ, BAES, EXTINCTEURS ET DÉSENFUMAGE - PROG 2019 / PARTIE COMMUNE	30 000,00	13 917,00	12202901	236.1
93	AUBERVILLIERS	ALEMBERT (D')	0932122B	33432	22/11/2018	SUITE MISE EN DEMEURE DE LA CCS: REMISE À NIVEAU ÉQUIPEMENT SÉCURITÉ, BAES, EXTINCTEURS ET DÉSENFUMAGE - PROG 2019 / PARTIE COMMUNE		16 083,00	12202902	4551
94	VINCENNES	HECTOR-BERLIOZ	0940124Z	33223	22/11/2018	Suite au passage du bureau de contrôle remplacement des 4 panneaux de basket dans la cour et des facades de but de hand partie lycée	3 500,00	3 500,00	12202901	236.1
94	VINCENNES	HECTOR-BERLIOZ	0940124Z	33224	22/11/2018	PROG 2018 : partie lycée: mise en conformité de l'installation électrique existante bâtiment logements de fonction (MAC épuisé)	25 000,00	25 000,00	12202901	236.1
94	VINCENNES	HECTOR-BERLIOZ	0940124Z	33225	22/11/2018	Mise en place d'une protection murale dans couloir 2ème étage bâtiment principal partie lycée	27 800,00	27 800,00	12202901	236.1
94	VINCENNES	HECTOR-BERLIOZ	0940124Z	33226	22/11/2018	Au CDI, remplacement du revêtement sol vétuste (230m2) dépose de la moquette et remplacement par PVC thermo collé partie lycée	29 500,00	29 500,00	12202901	236.1

Total Annexe n° : 4 **279 800,00**

Dont

Travaux de maintenance dans les cités mixtes régionales - part lycées (12202901) **254 831,40**

Travaux de maintenance dans les cités mixtes régionales - part collèges (12202902) **24 968,60**

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/01/2019

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-030

DU 24 JANVIER 2019

AJUSTEMENTS DE DOTATIONS 2018-2019 ET 2017-2018 DES AIDES SOCIALES AUX LYCÉENS ET ÉLÈVES POST-BAC, CRÉATION ET MODIFICATION DE TARIFS INTERNATS 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'éducation ;

VU La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales

VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République

VU La délibération n° CR 16-01 du 5 avril 2001 Fonctionnement des établissements scolaires, mesures de rentrée scolaire 2001-2002, aide régionale aux lycéens gratuité des manuels scolaires ;

VU La délibération n° CR 43-03 du 25 septembre 2003 relative à l'aide régionale à la demi-pension dans les établissements scolaires du second degré, la mise en place du quotient familial année scolaire 2003-2004 ;

VU La délibération n° CR 21-04 du 24 juin 2004 relative au fonctionnement des établissements scolaires, aide régionale aux lycéens gratuité des manuels scolaires année scolaire 2004-2005 ;

VU La délibération n° CR 44-08 du 26 juin 2008 Aides sociales aux élèves en formations post-bac au sein des lycées franciliens ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégation de compétences du Conseil Régional à la Commission Permanente modifiée par délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 '' Simplifier le fonctionnement du conseil régional '' ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010;

VU La délibération n° CR 86-16 du 20 mai 2016 Mesures d'aides sociales et de sécurisation pour assurer l'égalité de traitement des élèves du privé avec ceux du public ;

VU La délibération n° CP 16-392 du 12 octobre 2016 tarification de la restauration des lycées de Paris, tarification des internats, tarification des commensaux année 2017 ;

VU La délibération n° CP 2017-145 du 17 mai 2017 Première attribution des dotations au titre de l'année scolaire 2017-2018 et ajustements de dotations 2016-2017 dans le cadre de la politique régionale des aides sociales aux lycéens et élèves post bac : - aide régionale à la demi-pension pré et post bac - aide régionale à l'équipement pré bac et post bac, aide régionale aux inscriptions aux concours des élèves en CPGE - aide régionale à l'acquisition des manuels scolaires ;

VU La délibération n° CP 2018-181 du 30 mai 2018 Dotations initiales 2018-2019 et ajustements de dotations 2017-2018 dans le cadre de la politique régionale des aides sociales aux lycéens et élèves post-bac.

VU La délibération n° CP 2018-351 du 19 septembre 2018 Ajustements de dotations 2018-2019 et 2017-2018 des aides sociales aux lycéens et élèves post-bac et création, modification et suppression de tarifs internats.

VU La délibération n° CP 2018-515 du 21 novembre 2018 Ajustements de dotations 2018-2019 et 2017-2018 des aides sociales aux lycéens et élèves post-bac. Dotations soldes de la compensation régionale 2017-2018.

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2019 et plus particulièrement les dispositions du chapitre 932 « enseignement » ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-030 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve les dotations afférentes à l'aide régionale à la demi-pension aux élèves pré-bac au titre de l'année scolaire 2018-2019 qui s'élèvent à **429€**, conformément à la répartition figurant en annexe I à la délibération.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **429€** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) «aides aux élèves de second cycle » action 12800401 « aide régionale à la demi-pension » du budget 2019.

Article 2 :

Approuve les dotations afférentes à l'aide régionale à l'équipement aux élèves pré-bac au titre de l'année scolaire 2018-2019 qui s'élèvent à **19 700€**, conformément à la répartition figurant en annexe II à la délibération**.**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **19 700€** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) «aides aux élèves de second cycle » action 12800402 « aide régionale à l'équipement des lycéens » du budget 2019.

Article 3 :

Approuve les dotations afférentes à l'aide régionale à l'équipement aux élèves post-bac au titre de l'année scolaire 2018-2019 qui s'élèvent à **2 680€**, conformément à la répartition figurant en annexe III à la délibération**.**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **2 680€** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28 – 009 (128009) « aides aux élèves des BTS, CPGE et formations post bac et assimilées », action 12800902 « Aide régionale à l'équipement des élèves en BTS» du budget 2019.

Article 4 :

Approuve les dotations afférentes à l'aide régionale aux frais de concours au titre de l'année scolaire 2018-2019 qui s'élèvent à **31 606€**, conformément à la répartition figurant en annexe IV à la délibération.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **31 606€** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28 – 009 (128009) « aides aux élèves des BTS et CPGE et formations post bac et assimilées » action 12800903 « aide régionale aux inscriptions aux concours des élèves en CPGE » du budget 2019.

Article 5 :

Approuve les dotations afférentes à l'aide régionale à l'acquisition de manuels scolaires destinée aux élèves de second cycle au titre de l'année scolaire 2018-2019 qui s'élèvent à **70 995€**, conformément à la répartition figurant en annexe V à la délibération.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **70 995€** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) « aides aux élèves de second cycle » action 12800403 « l'aide régionale à l'acquisition des manuels scolaires » du budget 2019.

Article 6 :

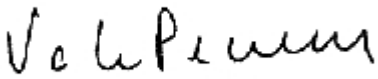
Approuve les dotations afférentes à l'aide régionale aux frais de concours au titre de l'année scolaire 2017-2018 qui s'élèvent à **2 842€**, conformément à la répartition figurant en annexe VI à la délibération.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **2 842€** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28 – 009 (128009) « aides aux élèves des BTS et CPGE et formations post bac et assimilées » action 12800903 « aide régionale aux inscriptions aux concours des élèves en CPGE » du budget 2019.

Article 7 :

Approuve le changement des modalités de tarification d'hébergement pour les lycées Clément Ader à Tournan en Brie, Pierre de Coubertin à Meaux et l'ERPD de la Batellerie à Conflans St Honorine, conformément à l'annexe VII de la présente délibération**.**

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe I

Annexe I
Aide régionale à la demi-pension pré bac
Ajustements au titre de l'année scolaire 2018-2019

Lycées privés

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3036	0910824B	LYC GT	SACRÉ-CŒUR	PASSAGE DE GRAVILLE	91620	LA VILLE DU BOIS	377 €
R3056	0920917X	LYC GT	NOTRE-DAME	24 RUE ALEXANDRE GUILMANT	92190	MEUDON	52 €
					2	**Établissements**	**429 €**

Annexe II

Annexe II
Aide régionale à l'équipement pré bac
Ajustements au titre de l'année scolaire 2018-2019

Lycées Publics

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
P0030721	0750588G	LYC PROF	RENE-CASSIN	185 AVENUE DE VERSAILLES	75016	PARIS	3 122 €
R3667	0771357G	LEGTPA	BRETONNIERE (LA)	La Bretonniere	77120	CHAILLY EN BRIE	8 570 €
R3695	0782603F	LYC PROF	JACQUES-PREVERT	88 AVENUE DES ETATS UNIS	78000	VERSAILLES	6 534 €
					3	**Établissements**	**18 226 €**

Lycées privés

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3160	0754042L	LYC POLYV	LE-REBOURS	44 BOULEVARD AUGUSTE BLANQUI	75013	PARIS	1 474 €
					1	**Établissement**	**1 474 €**
					4	**Établissements publics et privés**	**19 700 €**

Annexe III

Annexe III
Aide régionale à l'équipement post bac
Ajustements au titre de l'année scolaire 2018-2019

Lycées publics

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3667	0771357G	LEGTPA	BRETONNIERE (LA)	La Bretonniere	77120	CHAILLY-EN-BRIE	536 €
R3691	0781297L	LYC GT	LA PLAINE DE NEAUPHLE	3 PLACE NAGUIB MAHFOUZ	78190	TRAPPES	1 072 €
R3542	0932074Z	LYC POLYV	MARCEL-CACHIN	11 rue MARCEL CACHIN	93400	SAINT-OUEN	938 €
R3392	0951147F	LYC GT	FRAGONARD	ALLÉE LE NÔTRE	95290	L'ISLE-ADAM	134 €
					4	**Établissements**	**2 680 €**

Annexe IV

ANNEXE IV
AIDE RÉGIONALE AUX FRAIS DE CONCOURS
AU TITRE DE L'ANNEE SCOLAIRE 2018-2019

LYCEES PUBLICS

N° tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations nettes
R3418	0750657G	LYC GENE	MONTAIGNE	17 RUE AUGUSTE COMTE	75006	PARIS	1 257 €
R3429	0750668U	LYC GENE	JACQUES-DECOUR	12 AVENUE TRUDAINE	75009	PARIS	8 749 €
R3439	0750679F	LYC GENE	PAUL-VALERY	38 BOULEVARD SOULT	75012	PARIS	1 672 €
R3364	0750685M	LYC GT	PIERRE-GILLES-DE-GENNES-ENCPB	11 RUE PIRANDELLO	75013	PARIS	2 568 €
R3462	0750693W	LYC GENE	BUFFON	16 BOULEVARD PASTEUR	75015	PARIS	3 902 €
R3263	0770927P	LYC GENE	FRANCOIS-1ER	11 RUE VICTOR HUGO	77300	FONTAINEBLEAU	2 503 €
R3336	0911251R	LYC GT	PARC-DES-LOGES	BOULEVARD DES CHAMPS ELYSEI	91012	EVRY CEDEX	71 €
R3609	0920149M	LYC GT	MICHELET	5 RUE JULLIEN	92174	VANVES CEDEX	962 €
R15801	0930123D	LYC GT	OLYMPE-DE-GOUGES	RUE DE MONTREUIL A CLAYE	93130	NOISY LE SEC	610 €
R18539	0950641F	LYC POLYV	JEAN-JAURES	25 RUE CHARLES LECOQ	95100	ARGENTEUIL	4 289 €
R3399	0951104J	LYC POLYV	JEAN-PERRIN	2 RUE DES EGALISSES	95310	ST OUEN L AUMONE	668 €
				Totat établissements publics	**11**	**Établissements**	**27 251 €**

LYCEES PRIVES

N° tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations nettes
R3157	0753897D	LYC GENE	SAINT-MICHEL-DE-PICPUS	53 RUE DE LA GARE DE REUILLY	75012	PARIS	1 360 €
R3133	0754025T	LYC POLYV	SAINT-NICOLAS	92 RUE DE VAUGIRARD	75006	PARIS	1 925 €
R3063	0921365J	LYC GT	MADELEINE-DANIELOU	61 RUE DU GENERAL MIRIBEL	92500	RUEIL MALMAISON	1 070 €
				Totat établissements privés	**3**	**Établissements**	**4 355 €**
					14	**Établissements**	**31 606 €**

Annexe V

ANNEXE V
AIDE RÉGIONALE A L'ACQUISITION DE MANUELS SCOLAIRES
AJUSTEMENTS AU TITRE DE L'ANNEE SCOLAIRE 2018-2019

LYCEES PUBLICS

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3417	0750660K	LYC GENE	FENELON	2 RUE DE L'EPERON	75006	PARIS	2 542 €
R3419	0750662M	LYC GENE	VICTOR-DURUY	33 BOULEVARD DES INVALIDES	75007	PARIS	6 506 €
R3358	0750715V	LYC GT	MAURICE-RAVEL	89 COURS DE VINCENNES	75020	PARIS	5 506 €
R3461	0750794F	LYC PROF	BRASSAI	8 RUE QUINAULT	75015	PARIS	28 €
R3667	0771357G	LEGTPA	BRETONNIERE (LA)	La Bretonniere	77120	CHAILLY EN BRIE	4 417 €
R3310	0780422K	LYC GT	FRANCOIS-VILLON	RUE SALVADOR ALLENDE	78133	LES MUREAUX CEDEX	15 000 €
R3695	0782603F	LYC PROF	JACQUES-PREVERT	88 AVENUE DES ETATS UNIS	78000	VERSAILLES	13 384 €
R16853	0911962N	LYC POLYV	MARIE-LAURENCIN	51 RUE PAUL CEZANNE	91542	MENNECY CEDEX	23 €
R3754	0912163G	LYC POLYV	PAUL-LANGEVIN	RUE PAUL LANGEVIN	91706	STE GENEVIEVE DES BOIS CED	5 249 €
R3573	0920137Z	LYC GT	GUY-DE-MAUPASSANT	52 RUE ROBERT SCHUMAN	92701	COLOMBES CEDEX	8 999 €
R3566	0921166T	LYC POLYV	JEAN-JAURES	280 AVENUE JEAN JAURES	92291	CHATENAY MALABRY CEDEX	3 730 €
R3981	0922615T	LYC GENE	LUCIE-AUBRAC	13 RUE DE L'INDUSTRIE	92400	COURBEVOIE	1 680 €
R3537	0931584S	LYC POLYV	JEAN-ROSTAND	8 RUE PIERRE AUDAT	93420	VILLEPINTE	3 931 €
					13	**Établissements**	**70 995 €**

Annexe VI

ANNEXE VI
AIDE RÉGIONALE AUX FRAIS DE CONCOURS
AU TITRE DE L'ANNEE SCOLAIRE 2017-2018

LYCEES PUBLICS

N° tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations nettes
R3429	0750668U	LYC GENE	JACQUES-DECOUR	12 AVENUE TRUDAINE	75009	PARIS	1 843 €
R18539	0950641F	LYC POLYV	JEAN-JAURES	25 RUE CHARLES LECOQ	95100	ARGENTEUIL	999 €
					2	**Établissements**	**2 842 €**

Annexe VII

Annexe VII
Créations et modifications de tarifs

			Tarifs en vigueur en 2018		Tarifs 2019 proposés à la CP du 24 janvier 2019		
code RNE	**Lycée**	**Commune**	**Libellé**	**Montant**	**Libellé**	**Montant**	**Motif de la demande**
0770931U	**Pierre de Coubertin**	**77 MEAUX**	nul	nul	base journalière internes externés	7,51 €	Création prestation internes externés
0772342C	**Clément Ader**	**77 TOURNAN EN BRIE**	nul	nul	base journalière internes hébergés	4,87 €	Création prestation internes hébergés
0780486E	**La Batellerie**	**78 CONFLANS STE HONORINE**	base journalière internes primaires - collégiens - lycéens	7,10 € 4,11 € 4,11 €	base journalière internes primaires - collégiens - lycéens	8,10 € 5,00 € 5,00 €	Augmentation forfaits journaliers

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-044

DU 24 JANVIER 2019

SÉCURISATION DES LYCÉES
PREMIÈRE AFFECTATION - BUDGET 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;

VU L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

VU Le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 23-15 du 12 février 2015 relative à la Politique de la ville - Orientations pour une nouvelle action régionale ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 donnant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa Présidente ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 relative à la mise en place du bouclier de sécurité ;

VU La délibération n° CP 11-387 du 19 mai 2011 relative à l'exigence d'un document spécifique motivant toute demande de subvention concernant des systèmes de vidéosurveillance - rapport sécurité des lycées, propriétés régionales - troisième affectation pour l'année 2011 ;

VU La délibération n° CP 2018-466 du 17 octobre 2018, au travers de son article 10, relative à l'encadrement des dotations pour la réalisation de travaux dans les EPLE suite à l'adoption d'une convention-type ;

VU Le budget de la Région pour 2019 et plus particulièrement les inscriptions du chapitre 902 « Enseignement » ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de la sécurité ;

VU le rapport n°CP 2019-044 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Affecte pour trois opérations une autorisation de programme de **90.000 €**, prélevée sur le chapitre 902 « Enseignement » - Code Fonctionnel 27 « Sécurité » - Programme HP 27-001 (127001) « Sécurisation des lycées » Action 12700101 « Etudes de sécurité des lycées » du budget régional 2019, conformément au tableau figurant en annexe 1 de la présente délibération.

Article 2 :

Affecte pour ces opérations une autorisation de programme de **808.000 €**, prélevée sur le chapitre 902 « Enseignement » - Code Fonctionnel 27 « Sécurité » - Programme HP 27-001 (127001) « Sécurisation des lycées » Action 12700102 « Travaux de sécurité dans les lycées » du budget régional 2019, conformément au tableau figurant en annexe 1 de la présente délibération.

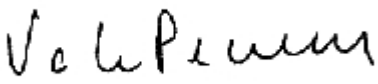
Article 3 :

Décide d'attribuer des dotations pour un montant de **952.866 €**, conformément au tableau figurant en annexe 2 de la présente délibération.

Subordonne le versement de ces dotations à la signature de conventions conformes à la convention-type approuvée par la délibération n° CP 2018-466 du 17 octobre 2018 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte pour ces opérations une autorisation de programme de **952.866 €**, prélevée sur le chapitre 902 « Enseignement » - Code Fonctionnel 27 « Sécurité » - Programme HP 27-001 (127001) « Sécurisation des lycées » Action 12700103 « Subventions pour la sécurité aux EPLE » du budget régional 2019.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

28/01/2019 09:30:56

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n° 1

Annexe n° : 1

Budget 2019 Chapitre 902

HP 27-001 Sécurisation des lycées

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	Objet intervention	Mt opération	Action	Nature	Montant
		REGION	99	MAC D'ASSISTANCE M.O. + ACCORD-CADRE SUR LES ETUDES RELATIVES A LA SURETE DES LYCEES FRANCILIENS		12700101	2031	50 000,00
		REGION	99	MAC SECURITE VRD + ACCORDS-CADRES DE TRAVAUX DANS LES LYCEES FRANCILIENS		12700102	2313	800 000,00
77	BRIE-COMTE-ROBERT	BOUGAINVILLE	0771436T	MOD: TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITÉ DE LA SONNERIE PPMS complément de l'opération 18B1160270010009		12700102	2313	8 000,00
94	VITRY-SUR-SEINE	JEAN-MACÉ	0940129E	MOD/MOE - MISE EN PLACE DE SERRURERIES ÉLECTRONIQUES		12700101	2031	20 000,00
95	CERGY	ALFRED-KASTLER	0951399E	ETUDES POUR LA MISE EN PLACE D¿UN SAS POUR SÉCURISER L¿ENTRÉE DES ÉLÈVES		12700101	2031	20 000,00

Total Annexe n° : 1 **898 000,00**

Dont

Etudes de sécurité des lycées (12700101) **90 000,00**

Travaux de sécurité dans les lycées (12700102) **808 000,00**

Annexe n° 2

Synthèse des fiches de demande de dotation

Budget 2019 Chapitre 902

HP 27-001 Sécurisation des lycées

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	N° de la demande	Date de la demande	Objet de la demande	Montant demandé	Montant proposé	Action	Nature
75	PARIS 13EME	GALILÉE	0750785W	33429	13/11/2018	TRAVAUX DE REMISE EN ÉTAT DES GRILLES DE PROTECTION DE LA VERRIÈRE INCLINÉES AU 1ER ÉTAGE	2 200,00	2 200,00	12700103	236.1
75	PARIS 13EME	ARTS-GRAPHIQUES	0750787Y	33390	13/11/2018	CRÉATION D'UN ORGANIGRAMME DE CLEFS	14 500,00	14 500,00	12700103	236.1
75	PARIS 13EME	ARTS-GRAPHIQUES	0750787Y	33428	13/11/2018	RÉNOVATION ET MISE EN SÉCURITÉ DE LA PORTE D'ACCÈS	2 200,00	2 200,00	12700103	236.1
75	PARIS 16EME	OCTAVE-FEUILLET	0750796H	33412	19/11/2018	REFONTE DE L'ORGANIGRAMME DES CLÉS DU LYCÉE POUR LA MISE EN PLACE D'UN PASS UNIQUE	7 000,00	7 000,00	12700103	236.1
78	LA BOISSIERE-ECOLE	HÉRIOT	0783213U	33396	19/11/2018	REMPLACEMENT SYSTÈME SONNERIE FIN DE COURS ET MISE EN PLACE SYSTÈME PPMS	20 000,00	20 000,00	12700103	236.1
78	LA BOISSIERE-ECOLE	HÉRIOT	0783213U	33408	19/11/2018	FOURNITURE ET POSE DE DEUX INTERPHONES BATIMENT ENSEIGNEMENT ET CHÂTEAU	9 000,00	9 000,00	12700103	236.1
78	MARLY-LE-ROI	LOUIS-DE-BROGLIE	0781861Z	33413	13/11/2018	MODERNISATION PPMS SUITE À L'ÉTUDE DE COMTIS	51 000,00	51 000,00	12700103	236.1
78	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	DESCARTES	0781512V	33420	13/11/2018	TRAVAUX DE SÉCURISATION DES ACCÈS (PORTES, PORTAIL, CLOTURE, SERRURES INTELLIGENTES EN RÉSEAU SOIT 20 UNITÉS)	30 000,00	30 000,00	12700103	236.1
78	PORCHEVILLE	LAVOISIER	0781948U	33407	19/11/2018	REMPLACEMENT DE DEUX PORTES EXTERIEURES EN FAÇADE BATIMENT B	12 000,00	12 000,00	12700103	236.1
78	VERSAILLES	LA-BRUYÈRE	0782563M	33419	13/11/2018	TRAVAUX TCE POUR LA SÉCURISATION DES ACCÈS PRINCIPAUX PORTES : 1 PORTAIL MOTORISÉ, 2 PORTILLONS, CLÔTURES ENTRÉES, SERRURES	70 000,00	70 000,00	12700103	236.1
91	CORBEIL-ESSONNES	ROBERT-DOISNEAU	0910620E	33406	22/11/2018	CHANGEMENT DE 2 PORTES EXTÉRIEURES DU GYMNASE NORD CÔTÉ MUR D'ESCALADE	7 000,00	7 000,00	12700103	236.1
91	LIMOURS	JULES-VERNE	0911983L	33405	22/11/2018	RÉNOVATION SYSTÈME ANTI-INTRUSION (CENTRALE, 2 CLAVIERS, CÂBLE ET TRANSMETTEUR)	3 666,00	3 666,00	12700103	236.1
91	SAVIGNY-SUR-ORGE	JEAN-BAPTISTE-COROT	0910627M	33404	22/11/2018	TRAVAUX DE RÉNOVATION DE L'INTERPHONIE	41 000,00	41 000,00	12700103	236.1
92	CHATENAY-MALABRY	EMMANUEL-MOUNIER	0920135X	33414	13/11/2018	MISE EN ŒUVRE D'ALARME ANTI-INTUSION SUR LES BATIMENTS A ET E	9 000,00	9 000,00	12700103	236.1
92	LE PLESSIS-ROBINSON	MONTESQUIEU	0922249V	33415	13/11/2018	REMPLACEMENT DE 5 VOLETS EXTÉRIEURS DANS LE CDI	10 000,00	10 000,00	12700103	236.1
92	LE PLESSIS-ROBINSON	MONTESQUIEU	0922249V	33416	13/11/2018	REMPLACEMENT DU PORTAIL ET PORTILLON ACCES LYCÉE	45 000,00	45 000,00	12700103	236.1
92	PUTEAUX	VOILIN	0921500F	33397	19/11/2018	MISE EN SÉCURITÉ DES ACCÈS DU LYCÉE, MOTORISATION, RENFORCEMENT DES ACCÈS ET DES MOYENS DE CONTRÔLE - ETUDES ET TRAVAUX	80 000,00	80 000,00	12700103	236.1
93	DUGNY	FRANCOIS-RABELAIS	0932126F	33402	22/11/2018	MISE EN PLACE D'UNE BARRIÈRE AUTOMATIQUE ASSERVIE AU PORTAIL COULISSANT SORTIE PARKING	10 000,00	10 000,00	12700103	236.1
93	GAGNY	JEAN-BAPTISTE-CLÉMENT	0931233K	33401	22/11/2018	MISE EN PLACE DU PPMS ET MISE À NIVEAU HAUT-PARLEUR SUITE ÉTUDE AUXITEC	15 000,00	15 000,00	12700103	236.1
93	SAINT-OUEN-SUR-SEINE	MARCEL-CACHIN	0932074Z	33250	22/11/2018	RÉHAUSSE DE CLÔTURE (120 ML) RUE MARCEL CACHIN	80 000,00	80 000,00	12700103	236.1
94	CHENNEVIERES-SUR-MARNE	SAMUEL-DE-CHAMPLAIN (PROFESSIONNEL)	0941604H	33400	22/11/2018	TRAVAUX DE RÉPARATION DE 100 VOLETS ROULANTS AU NIVEAU DU RDC SUR L'ENSEMBLE DE L'ÉTABLISSEMENT	40 000,00	40 000,00	12700103	236.1
94	CRETEIL	EDOUARD-BRANLY	0941018W	33399	22/11/2018	MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME DE CONTRÔLE D'ACCÈS SUR LE BÂTIMENT D, TYPE SERRURES ÉLECTRONIQUES	30 000,00	30 000,00	12700103	236.1
94	VITRY-SUR-SEINE	JEAN-MACÉ	0940129E	33395	22/11/2018	REMPLACEMENT DU SYSTÈME DE SONORISATION SUR LES 3 SITES (PPMS)	57 300,00	57 300,00	12700103	236.1
95	ARGENTEUIL	JEAN-JAURÈS	0950641F	33398	19/11/2018	REMPLACEMENT D'UNE BANQUE D'ACCUEIL PAR UNE LOGE FERMÉE	50 000,00	50 000,00	12700103	236.1
95	CERGY	JULES-VERNE	0951756T	33460	13/11/2018	TRAVAUX TCE MODIFICATION DE LA FAÇADE DE LA LOGE	48 000,00	48 000,00	12700103	236.1
95	CHARS	VEXIN (DU)	0951282C	33388	13/11/2018	REMPLACEMENT 28 VOLETS ROULANTS EXTÉRIEURS AU RDC DU BATIMENT PRINCIPAL	14 000,00	14 000,00	12700103	236.1
95	CHARS	VEXIN (DU)	0951282C	33461	13/11/2018	MISE EN PLACE DE HAIES POUR SÉPARER LE LYCÉE DU CIMETIÈRE. CETTE HAIE ACCOLÉE AU MUR D'ENCEINTE EMPECHERAIT LES INTRUSIONS	5 000,00	5 000,00	12700103	236.1

Synthèse des fiches de demande de dotation

Budget 2019 Chapitre 902

HP 27-001 Sécurisation des lycées

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	N° de la demande	Date de la demande	Objet de la demande	Montant demandé	Montant proposé	Action	Nature
95	DEUIL-LA-BARRE	CAMILLE-SAINT-SAENS	0951922Y	33421	13/11/2018	CRÉATION D'UN PORTAIL COULISSANT AU DROIT DE L'ESCALIER DE SECOURS FACILEMENT ACCESSIBLE ET RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ AU POURTOUR DE L'ESCALIER DE SECOURS DU 1ER ÉTAGE (FACILEMENT FRANCHISSABLE ET DONNANT DIRECTEMENT ACCÈS EN TOITURE + REMPLACEMENT DU CAILLEBOTIS)	60 000,00	60 000,00	12700103	236.1
95	GARGES-LES-GONESSE	SIMONE-DE-BEAUVOIR	0951766D	33410	19/11/2018	REMPLACEMENT DES CLÔTURES FACE AU CIMETIÈRE	30 000,00	30 000,00	12700103	236.1
95	GARGES-LES-GONESSE	SIMONE-DE-BEAUVOIR	0951766D	33411	19/11/2018	CRÉATION D'UN SAS D'ACCUEIL DES ÉLÈVES	25 000,00	25 000,00	12700103	236.1
95	GARGES-LES-GONESSE	ARTHUR-RIMBAUD	0951787B	33409	19/11/2018	REMPLACEMENT DES 2 PORTES D'ACCÈS ÉLÈVES	25 000,00	25 000,00	12700103	236.1
95	MONTMORENCY	TURGOT	0951281B	33462	13/11/2018	CRÉATION D'UN NOUVEAU PORTAIL SUR L'ESPLANADE D'ENTRÉE POUR CRÉATION D'UN SAS. CRÉATION DE CONTROLE D'ACCÈS SUR PORTES D'ACCÈS À L'ADMINISTRATION	50 000,00	50 000,00	12700103	236.1

Total Annexe n° 2 : 952 866,00

Dont

Subventions pour la sécurité des EPLE (12700103) 952 866,00

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-047

DU 24 JANVIER 2019

GESTION FONCIÈRE DES EPLE - JANVIER 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code général de la propriété des personnes publiques

VU Le code de l'Education

VU La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010

VU La délibération n° CP 2018-566 du 21 novembre 2018 relative à la gestion foncière des EPLE

VU Le budget de la région d'Ile-de-France pour 2019

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-047 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve l'acquisition de la parcelle AH 27 d'une superficie de 10 398 m² située à Pierrefitte et appartenant à Grand Paris Aménagement pour un montant de 1 195 000 euros.

Autorise la présidente du conseil régional à signer l'acte d'acquisition à intervenir objet du précédent alinéa.

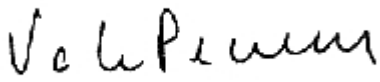
Affecte une autorisation de programme de 1 195 000 euros disponible sur le chapitre 902 « Enseignement » programme HP 222-002 (122002) « acquisitions », action 12200201 « acquisitions de terrains » du budget régional 2019.

Article 2 :

L'article 3 alinéa 1 de la délibération n° CP 2018-566 du 21 novembre 2018 est modifié comme suit : « Approuve l'acquisition, pour un montant de 163 437 euros, des parcelles AH 23, 139, 141

d'une superficie totale de 1 343 m² situées à Pierrefitte et appartenant au département de Seine-Saint-Denis. ».

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-016

DU 24 JANVIER 2019

SOUTIEN AUX ACTIONS CITOYENNES ET MÉMORIELLES 1ÈRE AFFECTATION POUR 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivité territoriales ;

VU Le code des marchés publics ;

VU Le code de l'éducation

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 adoptant le schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 relative à la mise en œuvre du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n°CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéen-ne-s – Le projet éducatif régional ;

VU L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU La délibération du Conseil Régional N° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente modifiée par délibération n° CP 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 2016-96 du 19 mai 2016 Relancer l'ascenseur social, valoriser le mérite et l'excellence » ;

VU La délibération n° CP 2018-241 du 4 juillet 2018 2ème affectation d'autorisations d'engagements pour des actions de sensibilisation citoyenne sur le devoir de mémoire et les valeurs de la République – Année scolaire 2018-2019 ;

VU Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU le rapport n°CP 2019-016 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : sensibilisation des lycéens et des apprentis à l'histoire du XXe siècle, à l'éducation à la paix et à la citoyenneté avec le mémorial de Caen

Décide d'affecter, pour la première année du marché, un montant d'autorisation d'engagement de **54 700,00 €** afin de mettre en œuvre « l'opération de sensibilisation des lycéens et des apprentis à l'histoire du XXe siècle, à l'éducation à la paix et à la citoyenneté à travers la visite du Mémorial de Caen », sur le budget régional 2019 de la façon suivante :

- Pour les lycées : un montant de 49 200,00 € prélevé sur le Chapitre 932 « Enseignement », Code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-005 « Schéma des formations » (128005), Action « Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations » (12800505).

- Pour les CFA et les missions locales : un montant de 5 500,00 € prélevé sur le Chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », Code fonctionnel 12 « Apprentissage », Programme HP 12-003 (112003) « Qualification par l'apprentissage », Action « Accompagnement de la politique d'apprentissage » (11200302).

Article 2 : Soutien à l'enseignement du Latin en Île-de-France

Décide de soutenir et valoriser l'enseignement du latin en Ile de France en favorisant la participation de lycéens franciliens au concours international de latin d'Arpino, en Italie.

Affecte à cette fin une autorisation d'engagement de **20 000,00 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-005 « Schéma des Formations » (128005), action « Réussite des élèves » (12800501) du budget 2019, au titre des marchés publics relatifs à l'organisation d'une épreuve de sensibilisation et de sélection, ainsi qu'à la participation de lycéens franciliens au Certamen Ciceronianum Arpinas.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

24/01/2019 11:46:02

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/01/2019

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-021

DU 24 JANVIER 2019

MAINTENANCE IMMOBILIÈRE
MARCHÉS
FOURNITURE ET ACHEMINEMENT DE GAZ ET D'ÉLECTRICITÉ DANS LES LYCÉES FRANCILIENS
AFFECTATION PROVISIONNELLE
1ER RAPPORT DE L'ANNÉE 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;
VU Le code de l'éducation et notamment ses articles L 214-6 et L 421-11 relatifs aux compétences des Régions à l'égard des lycées et autres établissements d'enseignement scolaire ;
VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
VU L'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
VU La délibération du Conseil régional n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à la Commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du conseil régional ;
VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations du conseil régional à sa présidente, notamment en matière de marchés publics ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010;
VU La délibération n° CP 09-1063 du 17 novembre 2009 relative à l'occupation d'éléments immobiliers au sein de l'aérodrome de Cerny par le lycée Alexandre Denis ;
VU La délibération n° CP 12-670 du 11 octobre 2012 relative au marché de fourniture et d'acheminement de gaz naturel pour 277 lycées de région Ile-de-France ;
VU La délibération n° CP 12-854 du 21 novembre 2012 relative au marché de fourniture et d'acheminement de gaz naturel pour 277 lycées de région Ile-de-France ;
VU La délibération n° CP 13-516 du 11 juillet 2013 relative à la participation de la Région Ile-de-France au SIGEIF ;
VU La délibération n° CP 14-483 du 18 juin 2014 relative à l'adhésion au groupement de commandes du SIPPEREC pour l'achat d'électricité ;
VU La délibération n° CP 15-443 du 9 juillet 2015 portant réglementation de la cotisation pour le Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour l'Electricité et les Réseaux de Communication concernant les EPLE d'Île-de-France (SIPPEREC) ;
VU Le budget régional 2019 et plus particulièrement le chapitre 932 « enseignement ».

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-021 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Affecte un volume d'affectation complémentaire de **2 000 000,00 €**, disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-018 (122018) « Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires », action « Prestations liées aux travaux » (12201802) du budget régional 2019 pour les marchés figurant en **annexe 1**.

Article 2 :

Décide d'attribuer des dotations afin d'assurer la maintenance immobilière du patrimoine de lycées pour un montant total de **101 460,00 €** conformément au tableau figurant en **annexe 2**.

Affecte à ce titre un montant total d'autorisation d'engagement de **101 460,00 €** prélevé sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-017 « Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics », action « Maintenance immobilière » (12201702) du budget régional 2019.

Article 3 :

Affecte pour le paiement des factures relatives à la fourniture d'électricité du premier semestre 2019 au titre des EPLE un montant de **10 000 000,00 €** disponible sur le chapitre 932 «Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-017 (122017) « Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics », action « Prestation électricité des lycées publics» (12201707) du budget régional 2019.

Article 4 :

Affecte pour le paiement des factures relatives à la fourniture d'électricité du premier semestre 2019 au titre des CMR un montant de **2 000 000,00 €** sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes », programme HP 224-031 (122031) « Participation aux charges de fonctionnement des cités mixtes régionales », action « Prestation électricité des cités mixtes régionales – parties communes » (12203107) du budget régional 2019.

Article 5:

Affecte pour le paiement des factures relatives à la fourniture de gaz du premier semestre 2019 au titre des EPLE un montant de **10 000 000,00 €** disponible sur le chapitre 932 «Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-017 (122017) « Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics », action « Prestation chauffage des lycées publics» (12201706) du budget régional 2019.

Article 6:

Affecte pour le paiement des factures relatives à la fourniture de gaz du premier semestre 2019 au titre des CMR un montant de **3 000 000 €** sur le chapitre 932 «Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes », programme HP 224-031 (122031) « Participation aux charges de fonctionnement des cités mixtes régionales », action «Prestation chauffage des cités mixtes régionales – parties communes» (12203106) du budget régional 2019.

Article 7:

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 330 000 € disponible sur le chapitre 932 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP 222-018

(122018) «Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires» :

- Action 12201801 «Actions de gestion scolaire » du budget régional 2019 : **50 000 €** afin d'assurer les dépenses directes issues des marchés à procédure adaptée : la commande d'ouvrages et fournitures spécifiques, les publications aux journaux officiels et groupe moniteur ;
- Action 12201803 « Impôts, loyers, taxes » du budget régional 2019 : **30 000 €** pour permettre le règlement direct, si nécessaire, de taxes de balayage pour les lycées désaffectés, taxes foncières dans certains cas de figure, les redevances d'archéologie préventive, les taxes d'urbanisme liées au logement de fonction et les dépenses liées aux charges de copropriété de certains établissements;
- Action 12201805 «Contentieux, intérêts moratoires, charges exceptionnelles» du budget régional 2019 : **250 000 €** afin d'assurer les dépenses directes concernant le règlement des honoraires d'avocats.

Article 8 :

Affecte une autorisation d'engagement de **24 000 €** disponible sur le chapitre 932 «Enseignement », code fonctionnel 222 «lycées publics», programme HP 222-018 (122 018) «Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires», action «Impôts, loyers, taxes» (12201803) du budget régional 2019, afin de verser les loyers concernant la convention du 21/12/2009 relative à la location d'éléments immobiliers au sein de l'aérodrome de Cerny par le lycée Alexandre Denis.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

24/01/2019 11:46:40

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n°1

Marchés à bon de commande

Chapitre 932 « enseignement »
Code fonctionnel 222 « lycées publics »
Programme HP 222-018 (122018) « Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires »
Action « Prestations liées aux travaux » (12201802)

LIBELLE	Montant
Marché à bons de commande pour des prestations de déménagement et de stockage en garde meubles	2 000 000 €
Marché à bons de commande pour la surveillance et protection humaine contre les risques d'incendie et de panique dans les EPLE	
Marché à bons de commande pour la surveillance anti-intrusion	

Annexe n°2

Maintenance immobilière EPLE
Chapitre 932 « enseignement »
Code fonctionnel 222 « lycées publics »
Programme HP 222-017 (122017) « participation aux charges de fonctionnement des lycées publics »
Action « maintenance immobilière » (12201702)

DPT	UAI	Nom de l'établissement	Commune	Objet	Dotation	N° Iris
77	0770924L	Jules FERRY	COULOMMIERS	Elagage de 20 arbres	10 000,00	19000072
77	0770930T	Henri Moissan	MEAUX	Elagage d'une vingtaine d'arbres	7 000,00	19000011
77	0770938B	André Malraux	MONTEREAU FAULT YONNE	Elagage de 20 arbres	8 000,00	19000016
77	0771027Y	Frédéric Joliot-Curie	DAMMARIE LES LYS	Elagage d'une vingtaine d'arbres	10 000,00	19000008
77	0771763Y	Charles le Chauve	ROISSY EN BRIE	Elagage d'une vingtaine d'arbres	15 000,00	19000017
77	0772244W	Antonin Carême	SAVIGNY LE TEMPLE	Elagage de 6 platanes de la cour	5 000,00	19000019
77	0772332S	Sonia Delaunay	VERT SAINT DENIS (CESSO	Elagage d'une vingtaine d'arbres	10 000,00	19000020
77	0772685A	Samuel Beckett	LA FERTE SOUS JOUARRE	Elagage d'une vingtaine d'arbres	7 000,00	19000009
95	0950640E	JULIE-VICTOIRE DAUBIÉ	ARGENTEUIL	Nettoyage et mise en place de herses anti-pigeons	1 500,00	18014714
95	0951811C	FERNAND ET NADIA LEGER	ARGENTEUIL	Location temporaire de parking	27 960,00	19001258
				Total	**101 460,00**	

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/01/2019

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-035

DU 24 JANVIER 2019

AFFECTATIONS PROVISIONNELLES ET SPÉCIFIQUES D' AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'AUTORISATIONS ENGAGEMENT SUR LES CHAPITRES 900 ET 930 "SERVICES GÉNÉRAUX"

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;
VU L'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée par délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2018 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa
VU commission permanente ;
La délibération n° CR 93-15 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU Le budget de la Région pour l'année 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-035 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 27 380 000 euros disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux » pour les dépenses de fonctionnement des services, répartie sur les programmes suivants :

- Programme HP 0202-011 « Charges liées aux immeubles » pour un montant provisionnel de 22 140 000 euros,

- Programme HP 0202-012 « Fonctionnement des services » pour un montant provisionnel de 4 689 000 euros,

- Programme HP 0202-013 « Véhicules » pour un montant provisionnel de 551 000 euros.

Article 2 :

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 1 456 000 euros disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP 021-020 « Fonctionnement général du Conseil régional » pour les dépenses liées au fonctionnement de l'Assemblée régionale.

Article 3 :

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 252 000 euros disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 022 « Conseil économique, social et environnemental régional », programme HP 022-023 « Fonctionnement général du CESER » pour les dépenses liées au fonctionnement du CESER.

Article 4 :

Affecte une autorisation de programme de 3 520 000 euros disponible sur le chapitre 900 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP 0202-001 « Moyens des services » pour les dépenses d'équipement de la collectivité, dont 304 000 euros à titre provisionnel et 3 216 000 euros affectés spécifiquement.

Les 3 216 000 euros se répartissent comme suit :

- Action 10200101 « Travaux » : 2 520 000 euros

- 320 000 euros sont affectés spécifiquement au marché relatif à la réalisation de travaux tous corps d'état sur le patrimoine immobilier régional ;

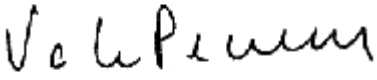
- 400 000 euros sont affectés spécifiquement à l'opération Influence II pour la réalisation d'un poste de sécurité à l'entrée du bâtiment ;

- 1 800 000 euros sont affectés spécifiquement pour la rénovation et la mise aux normes des sites en propriété.

- Action 10200103 « Matériel et mobilier » : 696 000 euros

- 696 000 euros sont affectés spécifiquement pour le mobilier, l'équipement et les matériels techniques régionaux.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

24/01/2019 11:49:51

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/01/2019

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-050

DU 24 JANVIER 2019

AFFECTATIONS PROVISIONNELLES ET SPÉCIFIQUES DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT RELATIVES À LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES - 1ER RAPPORT
HABILITATION DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE À SIGNER UNE CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE DES PERSONNELS DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE (ASCRIF)
REMISES GRACIEUSES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
VU La loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, et notamment son article 9 ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010;
VU La délibération n° CR 12-12 portant adhésion de la Région Île de France à l'association « la 27ème Région » ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée ;
VU La délibération n° CP 2018-032 du 24 janvier 2018 portant adhésion de la Région Île-de-France au Groupement des Acteurs et Responsables de la Formation (GARF) ;
VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2019 et plus particulièrement les dispositions du chapitre 930 « Services généraux », 932 « Enseignement », 944 « Frais de fonctionnement des groupes d'élus » et 900 « Services Généraux » ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-050 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Dépenses associées aux frais de personnel

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 3.286.600 € disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux »,

programme HP 0202-004 « Dépenses associées aux frais de personnel » (102004) du budget 2019 pour les dépenses liées aux agents des services du siège.

Article 2 : Formation, information des élus régionaux

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 285.000 € disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP 021-021 « Formation, information des élus régionaux » (102021) du budget 2019 pour les dépenses de formation des élus du Conseil régional.

Article 3 : Indemnités et charges du CESER

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 70.000 € disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 022 « Conseil économique, social et environnemental régional», programme HP 022-022 « Indemnités et charges du CESER » (102022) du budget 2019 pour les dépenses de formation des élus du CESER.

Article 4 : Dépenses associées aux agents des lycées

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 390.000 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-024 « Dépenses associées aux agents des lycées » (122024) du budget 2019 pour les dépenses liées aux agents des lycées.

Article 5 : Amélioration de l'environnement professionnel

Affecte à titre provisionnel une autorisation de programme de 100.000 € disponible sur le chapitre 900 « Services généraux », code fonctionnel 0201 « Personnel non ventilé », programme HP 0201-026 Amélioration de l'environnement professionnel » (102026) du budget 2019 pour les dépenses liées à l'intégration professionnelle et au maintien dans l'emploi des personnes handicapées.

Article 6 : Frais de fonctionnement des groupes d'élus

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 20.000 € disponible sur le chapitre 944 « Frais de fonctionnement des groupes d'élus », programme HP 01-003 « Frais de fonctionnement des groupes d'élus » (101003) du budget 2019 pour les dépenses liées à la formation des collaborateurs de groupes d'élus.

Article 7 : Dépenses associées aux frais de personnel

Autorise la Présidente de la Région d'Ile-de-France à signer la convention, telle que présentée dans l'annexe 1 établie entre la Région d'Ile-de-France et l'ASCRIF, et affecte une autorisation d'engagement de 205.000 € disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP 0202-004 « Dépenses associées aux frais de personnel » (102004), action 10200403 « ASCRIF » du budget 2019, correspondant au 1er acompte de la subvention annuelle.

Article 8 : Dépenses associées aux équipements de protection individuelle des agents des lycées

Affecte une autorisation d'engagement de 910.000 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-017 « participation aux charges de fonctionnement des lycées publics » (122017), action « Equipements de protection

individuelle des agents des lycées » (12201708) du budget 2019 pour les dépenses liées aux équipements de protection individuelle des agents des lycées.

Article 9 : Cotisation 2019 à la 27ème Région

Affecte un montant de 5 000 € afin de couvrir le montant de la cotisation annuelle à l'association « la 27ème Région ». La dépense est imputée sur le chapitre 930, code fonctionnel 0202, programme HP 0202-004, action 10200401 du budget 2019.

Article 10 : Cotisation 2019 au Groupement des Acteurs et Responsables de la Formation (GARF)

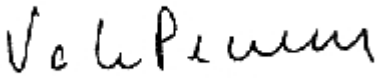
Affecte un montant de 2.320 € afin de couvrir le montant de la cotisation annuelle au Groupement des Acteurs et Responsables de la Formation (GARF). La dépense est imputée sur le chapitre 930, code fonctionnel 0202, programme HP 0202-004, action 10200401 du budget 2019.

Autorise la Présidente à signer la convention avec le GARF, telle que présentée en annexe n°2 de la présente délibération.

Article 11 : Remises gracieuses en faveur des agents de la Région pour des trop-perçus sur traitement

Approuve les demandes de remises gracieuses des titres de recettes émis à l'attention d'agents de la Région Ile-de-France pour des trop-perçus sur traitement conformément à l'annexe n°3 de la présente délibération.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Convention 2019 entre la Région Île de France et l'ASCRIF

CONVENTION N° 19-01

Entre : La Région Ile-de-France domiciliée 2 Rue Simone Veil 93400 ST OUEN, représenté par Mme Valérie Pécresse, présidente en exercice dûment habilitée à cet effet par délibération n° CP 92-15 en date du 18/12/2015, désigné ci-après par « la Région »

Et : L'Association Sportive et Culturelle des Personnels de la Région Ile-de-France, domiciliée 2 Rue Simone Veil 93400 ST OUEN dont le N° de SIREN est le 443 620 471 (en cours de changement), représentée par son président en exercice, Monsieur Michel MORA dûment habilité par une délibération du Conseil d'Administration en date du 26 juin 2018, désigné ci-après « l'ASCRIF »

PREMIERE PARTIE – DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er : Objet

La Région a décidé d'encourager et de soutenir le développement des activités de l'ASCRIF association régie par la loi du 1er juillet 1901 et par le décret du 16 août 1901, ouverte aux personnels de la Région Ile-de- France, et dont le but est de favoriser la participation de ses adhérents à des activités sportives, culturelles et de loisirs.

Il est précisé que les activités de l'ASCRIF entrent dans le champ d'application de l'article 9 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée.

Article 2 : Engagement de la Région

La Région s'engage à soutenir financièrement les activités de l'ASCRIF par le versement d'une subvention annuelle, sous réserve du vote des crédits 2019 par l'assemblée délibérante, et dans la limite de leur disponibilité.

Cette subvention est versée au vu d'un dossier d'appel de subvention présenté par l'ASCRIF en juin, comportant un budget prévisionnel, ainsi qu'un document décrivant les conditions d'utilisation de la subvention demandée.

La Région s'engage à mettre gratuitement à la disposition de l'ASCRIF des moyens matériels adaptés à ses besoins, compte tenu en particulier de ses effectifs, en terme de :
- bureaux,
- lignes téléphoniques, affranchissement postal,
- matériel et connexion informatiques,
- moyens de reprographie - salles de réunion,
- l'accès au dispositif d'archivage,
- l'approvisionnement en fournitures de bureau.
- un local de stockage dans le bâtiment Influence 2

La Région s'engage à faciliter la participation de ses agents aux activités organisées par l'ASCRIF, dans le respect du fonctionnement du service.

Au regard de leur intérêt régional, les archives de l'ASCRIF pourront faire l'objet d'un dépôt aux archives de la Région, dans le cadre des moyens alloués par la présente convention.

Article 3 : Obligations de l'ASCRIF

Article 3.1 : Obligations relatives à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Article 3.2 : Obligations relatives au recrutement de stagiaire(s) ou alternant(s)

Le bénéficiaire s'engage à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois. Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

Article 3.3 :

L'ASCRIF s'engage à fournir à la Région pour chaque exercice, avant le 30 juin de l'année suivante:

1°) un rapport d'activité annuel, décrivant notamment l'utilisation de la subvention annuelle versée par la Région ;

2°) le bilan et les comptes du dernier exercice certifiés par un commissaire aux comptes choisi sur la liste mentionnée à l'article L225-219 du Code de Commerce conformément à l'article L612-4 du même code.

Article 3.4 :

L'ASCRIF déposera à la préfecture, ses comptes, ainsi que la présente convention, conformément à l'article 10, 6e alinéa, de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000.

Par ailleurs, l'ASCRIF s'engage à porter à la connaissance de la Région :
- le nom et les coordonnées du commissaire aux comptes ;
- toute modification de ses statuts ou de la composition de ses organes statutaires (conseil d'administration, bureau, président et trésorier) ;
- le montant et l'objet des autres subventions attribuées durant l'exécution de la présente convention ;
- par écrit, documents à l'appui, toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention ;
- des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

De plus, l'ASCRIF s'engage, à l'occasion de sa participation à des événements extérieurs, à promouvoir les atouts de la Région Ile-de-France.

En outre, l'ASCRIF s'engage à faciliter le contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

Le versement de la subvention est effectué sur présentation d'un appel de fonds sur le compte ouvert au nom de l'ASCRIF au Crédit Du Nord, Paris Vaneau (compte N°30076 – 02037 – 18379600200 – 19).
La subvention annuelle est mandatée en deux fois :

- un premier versement correspondant à 50% de la subvention votée au budget 2019 ;
- le solde de la subvention, après communication notamment à la région du rapport d'activité et des comptes certifiés par le commissaire aux comptes de l'exercice écoulé.

Cette dépense est imputée sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « autres moyens généraux », Programme HP0202-004 « Dépenses associées aux frais de personnel », Action 10200403 « ASCRIF ».

Le comptable assignataire de la Région est le Directeur régional des finances publiques d'Ile-de France et du Département de Paris (9 rue Réaumur 75002 PARIS)

Pour l'année 2019, le montant de la subvention s'élève à **410.000 €**, sous réserve du vote du budget et de la disponibilité des crédits.

Article 5 : Modalités de versement du solde de la subvention

Le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses,
- un compte rendu financier des actions,
- un compte rendu d'exécution,
- un rapport d'activité et des comptes certifiés par le commissaire aux comptes de l'exercice écoulé,
- un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité,
- 3 justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 3.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Ces états récapitulatifs seront datés et signés par le représentant légal et revêtus du nom et de la qualité du signataire, ainsi que du cachet de l'organisme. Les documents financiers seront signés par le commissaire aux comptes. Tous justificatifs et documents comptable seront à disposition dans les bureaux de l'ASCRIF.

Article 6 : Révision du montant subventionné

Le montant subventionné par la Région pourra être révisé conformément aux dispositions de l'article 33 du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 et prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2017

Article 7 : Modification de la convention

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant soumis à l'approbation de la commission permanente de la Région Ile-de-France et du conseil d'administration de l'ASCRIF.

Article 8 : Date d'effet et durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les deux parties. Elle expire à l'achèvement des obligations respectives des deux parties.

Article 8.1 : Restitution de la subvention

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.
Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

Article 9 : Résiliation de la convention

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations prescrites dans les conditions suivantes.
La Région peut également prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général.

La résiliation sera effective à l'issue d'un délai de préavis de 6 mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée par lettre recommandée avec accusé de réception, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure.

La résiliation ne peut intervenir qu'après que la partie défaillante aura été mise en demeure.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.
La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

DEUXIEME PARTIE – GESTION DE LA SALLE MULTISPORTS ET DE L'ESPACE PUTTING GREEN DE L'IMMEUBLE « INFLUENCE 1 »

Article 10 : Gestion de la salle multisports

L'assemblée régionale a décidé d'implanter ses services administratifs ainsi que la Présidence de la Région Île-de-France à Saint-Ouen en Seine-Saint-Denis, en prenant en location le site « Influence », 2 rue Simone Veil à compter du 29 janvier 2018. (délibération n° CR 219-16 du 18 novembre 2016).

Le bâtiment « Influence 1 » comprend une salle multisports équipée par le bailleur. La gestion de cette salle multisports a été confiée à l'ASCRIF, en application de l'article 9 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983.
L 'Ascrif et la Région ont décidé une amplitude horaire d'ouverture de 7h30 à 19h30.
Le Conseil d'Administration de l'ASCRIF se laisse la possibilité de pouvoir moduler cette amplitude horaire à tout moment de l'année et après concertation avec la Région.

Un espace « putting green », dédié à l'initiation au golf, est également installé au sein du bâtiment « Influence 1 ».

L'exploitation des espaces sportifs (salle multisports et espace putting green) comprend les deux missions essentielles suivantes :

Accueil et animation des usagers dans un objectif de loisirs, sport et détente :

- accueil des usagers et garantie de leur sécurité,
- animation des équipements, organisation et coordination d'activités et d'animations sportives ou de loisirs propices à leur fréquentation,
- diversification et renouvellement de l'offre d'activités,
- développement avec la Région d'événements fédérateurs,
- création d'équipes en vue de la participation à des compétitions et des challenges interentreprises ou stages d'initiation.

Exploitation des activités dont l'ASCRIF a la responsabilité :

- Gestion technique, administrative et financière des activités dont elle a la responsabilité,
- Maintenance des équipements et renouvellement des petits équipements sportifs.
- L 'Ascrif se réserve le droit d'acheter du gros matériel sportif qu'elle jugera nécessaire d'ajouter à la salle de sport, et après délibération de son CA et validation par les services techniques de la Région sur la faisabilité,
- Un prestataire extérieur sera missionné à la suite d'un marché public pour s'occuper du recrutement, formation et encadrement du personnel qualifié affecté à la salle multisports.

L'ASCRIF s'assurera du niveau des pratiquants, surveillera l'exercice du sport, vérifiera que le matériel est en bon état et bien utilisé, et assurera une formation aux utilisateurs à la bonne utilisation de l'ensemble des appareils avec délivrance d'un certificat validant l'utilisation en autonomie.

Pour la mise en place de l'activité golf, l'ASCRIF s'engage à l'entretien du putting green.

Article 11 : Usagers de la salle multisports

L'accès à la salle multisports est réservé aux personnes suivantes :

Personnels de la Région Île-de-France adhérents de l'association, et invités*.
(*Le nombre d'invités sera limité et laissé à discrétion du vote du Conseil d'administration de l'ASCRIF).

L'entrée de la salle multisports se fera obligatoirement avec un badge délivré par l'ASCRIF.

Article 12 : Conditions d'exploitation

Sont proposés aux usagers :
- l'accès aux espaces musculation et cardio-training aux plages horaires précisées à l'entrée de la salle,
- des cours collectifs de fitness, alternant chaque jour la nature et le niveau des cours.
Ces séances seront évolutives suivant les périodes de l'année.

Sont proposés aux plages horaires les plus fréquentées par les usagers (début de matinée, midi et/ou début de soirée) **:**
- des animations ou événements fédérateurs,
- Le conseil d'administration de l'Ascrif déterminera les tarifs d'accès à la salle multisports dès sa prise d'exploitation. Ces tarifs seront révisables chaque année.

Cette organisation vise le développement et l'incitation à la pratique sportive pour toutes et tous.
Les cours collectifs sont sous la responsabilité d'éducateurs sportifs diplômés.

Article 13 : Règlement intérieur (voir annexe 1)

Le règlement intérieur de la salle multisports est élaboré par l'ASCRIF. Toute modification du règlement intérieur ne peut intervenir que par décision expresse du conseil d'administration de l'ASCRIF.

Le règlement intérieur est consultable sur le site internet de l'ASCRIF et affiché à l'entrée de la salle, à la vue de tous les usagers, au même titre que :
- la déclaration d'établissement d'activités physiques, cette déclaration ne relève pas de la responsabilité de l'ASCRIF.
- un tableau d'organisation des secours dans l'établissement comportant les adresses et numéros de téléphone des personnes et organismes susceptibles d'intervenir en cas d'urgence,
- les garanties d'hygiène et de sécurité et les normes techniques particulières applicables à l'encadrement des activités physiques et sportives,
- la copie de l'attestation d'assurance en responsabilité civile de l'ASCRIF
- les titres, diplômes, cartes professionnelles et récépissés de déclaration des personnels chargés de l'enseignement, de l'encadrement ou de l'animation des activités sportives.

L'ASCRIF informe notamment les usagers de la faculté qui leur est offerte de prendre connaissance du règlement intérieur et d'exprimer leur avis (cahier, site internet) sur le service rendu.

L'ASCRIF veille au respect du règlement intérieur par les usagers et à l'absence de tout agissement qui pourrait entraîner la dégradation des ouvrages, matériels et équipements (vandalisme, effraction…).

Article 14 : Engagements de la Région

La Région met à disposition de l'ASCRIF un plan d'évacuation, met en place et assure l'entretien et le suivi technique réglementaire des installations et équipements de protection incendie et de premiers secours (sécurité incendie, extincteurs, défibrillateur…), à l'exclusion de la trousse de secours.

La Région s'engage à mettre en place un dispositif de contrôle adapté par badge pour l'accès à la salle multisports.

La Région est responsable et assure les prestations d'entretien courant (approvisionnement en consommables, divers ampoules, papiers toilettes), souscrit en son nom et à ses frais l'ensemble des abonnements en énergie et fluides nécessaires à l'exploitation de la salle, s'assure de la propreté des locaux, surfaces, installations et équipements (notamment sanitaires), de manière à maintenir les biens en état de fonctionnement et d'exploitation.

Le gros nettoyage et les interventions techniques significatives doivent être réalisés en dehors de toute présence du public.

La Région fournit, au titre du premier équipement, des biens meubles (voir annexe 2 : liste des matériels)

La Région autorise l'ASCRIF à utiliser le logo de la Région de façon permanente à l'intérieur des installations, ainsi que sur tous les supports d'informations édités par l'ASCRIF, en lien avec la salle multisports.

Article 15 : Engagements de l'ASCRIF

L'ASCRIF se conforme aux dispositions de sécurité et d'évacuation définies par la Région et par les normes en vigueur.

L'ASCRIF s'engage au renouvellement et à l'entretien du petit matériel sportif.

Concernant l'exploitation de la salle multisports, l'ASCRIF s'engage à participer à une réunion annuelle avec la Région, au cours du premier trimestre de chaque année, pour faire un bilan de fonctionnement.

L'ASCRIF assure l'administration des autorisations d'accès par badge à la salle multisports, et la mise à jour des cartes d'accès.

L'ASCRIF s'engage à faire effectuer la maintenance et les réparations afférentes aux gros matériels.
Dans le cas où, un appareil serait rendu inutilisable et que le coût de sa réparation devait dépasser son prix d'achat, l'ASCRIF s'engage à informer la Région dans les plus brefs délais, de la nécessité du remplacement à l'équivalence pris en charge par la Région Ile-de-France.

L'ASCRIF se charge du nettoyage, de l'entretien et du maintien en état de tous les matériels sportifs de la salle multisports, ainsi que de l'espace dédié à la pratique du golf.

L'Ascrif assure la maintenance, l'utilisation et coût de la location d'une boxe internet/Wifi dans la salle de sport.
Cette dernière permet le fonctionnement optimal des appareils sportifs leur mise à jour et le fonctionnement d'un terminal de carte bleue.

Article 16 : Responsabilité et assurances

L'ASCRIF s'assure auprès d'une compagnie d'assurance, afin de couvrir tous les risques et litiges pouvant survenir du fait de l'exploitation de la salle multisports **:**
- une police d'assurance de responsabilité civile, couvrant notamment sa responsabilité à l'égard des usagers ainsi que de son personnel. La police d'assurance couvre les conséquences pécuniaires des dommages de toutes natures (corporels, matériels, immatériels) causés aux tiers.
- une assurance de dommage aux biens garantissant l'ensemble des biens mis à sa disposition contre les risques de toute nature (incendie, dégâts des eaux, explosions, foudre, grèves, actes de vandalisme…) pour leur valeur réelle.

Article 17 : règlement des litiges

En cas de litige, né de l'application ou de l'interprétation de la présente convention, les parties s'engagent à épuiser toutes les voies de conciliation possible, avant de saisir la juridiction compétente.

Faits en deux exemplaires originaux

Le	Le
Pour la Région d'Ile-de-France	**Pour l'association sportive et culturelle des personnels de la Région Ile-de-France**

Association Sportive et Culturelle des Personnels
de la Région Île de France

ANNEXE 1

REGLEMENT INTERIEUR DE LA SALLE MULTISPORTS

Article I : adhésions

L'accès à la salle multisports est réservé aux adhérents et invités à jour de leurs inscriptions, munis d'une carte d'accès nominative.

Article II : horaires de la salle multisports

La salle multisports est ouverte selon le planning d'ouverture de l'annexe 1, affiché à l'entrée.

* Le Conseil d'administration de l'ASCRIF se réserve le droit d'y apporter des modifications à tout moment en concertation avec la Région.

* Aucune personne ne sera autorisée à accéder à la salle en dehors des horaires d'ouverture du planning.

Article III : modalités d'accès & vestiaires

La salle multisports se trouvant à l'intérieur des bâtiments du Conseil régional d'Ile-de-France, aucune personne ne peut y pénétrer sans un contrôle préalable au poste de sécurité ou à l'accueil du bâtiment.

Chaque personne devra présenter sa carte d'accès au contrôle situé à l'entrée de la salle multisports.

L'utilisation des vestiaires est obligatoire pour se changer, afin de mettre une tenue correcte de sport, ainsi que des chaussures de sport propres et adaptées à l'activité en salle (**chaussures extérieures interdites**).

L'accès au vestiaire et douches « féminin » est strictement interdit aux personnels masculins et inversement.

Des casiers sont à la disposition des adhérents pendant la durée de leur entraînement. Ils devront impérativement être libérés à la fin de celui-ci.

Le port de chaussures de sport spécifiques uniquement utilisées pour la salle multisports, est obligatoire durant la séance.

Article IV : hygiène & règles d'usage

- Pour des raisons d'hygiène, **il est obligatoire de se munir d'une serviette**, afin de protéger les appareils de la transpiration ;
- tout adhérent sans serviette se verra refuser l'accès à la salle ;
- pour les appareils, il est demandé de les nettoyer après utilisation ;
- il est interdit de déplacer les appareils de musculation et de cardio training ;

- les haltères, disques et barres de musculation, doivent être rangés après toute utilisation à leurs emplacements respectifs.

Il est rappelé qu'il est interdit d'exercer une activité professionnelle à l'intérieur de la salle multisports.

Tout cours privé est interdit sans l'autorisation du conseil d'Administration de l'ASCRIF.

Article V : sécurité

Conformément aux normes en vigueur, et compte tenu de la surface de la salle, le nombre maximum de personnes autorisées est fixé à X pour la salle multisport. **La salle de musculation et cardio training ne dispose pas en permanence de moniteur de sport**. Il convient donc d'utiliser les appareils en toute sécurité et dans la limite de ses moyens.

La pratique sportive dans la salle multisports est interdite à un sportif isolé. Dans le cas où ce dernier se retrouverait seul dans la salle, il s'engage à stopper immédiatement toute activité physique.

L'entrée est strictement interdite aux mineurs de moins de 16 ans.

Article VI : perte, vol, dégradation

Il est rappelé que des casiers fermés à clef sont à la disposition des adhérents. L'ASCRIF se dégage de toute responsabilité en cas de perte ou de vol d'objets non entreposés dans ces derniers, pendant la durée de l'entrainement. Toute dégradation volontaire ou involontaire du matériel et des locaux doit être immédiatement déclarée à l'ASCRIF sur les heures ouvrables.

Article VII : sanctions

Conformément à l'article 7 (*radiation*) des statuts de l'association, l'ASCRIF se réserve le droit d'exclure temporairement ou définitivement toute personne pour motif grave. Toute attitude et/ou comportement qui risquerait d'importuner les autres adhérents, ou qui viserait à dégrader volontairement les installations de la salle multisports, exposerait les auteurs aux sanctions prévues à l'article cité ci-dessus.

Article VIII: civisme

Il est interdit de fumer dans la salle multisports. L'usage du téléphone portable est autorisé sans gêne pour les autres adhérents. Si l'utilisation de boissons (non alcoolisée, en contenant « plastique » uniquement) est fortement recommandée lors d'activité physique, il est cependant demandé de jeter à la poubelle les contenants, lorsque ceux-ci sont vides. Il est interdit de manger dans la salle multisports.

ANNEXE 2

INFLUENCE 1

LISTE DES EQUIPEMENTS DE LA SALLE DE FITNESS

EQUIPEMENTS	REFERENCES	QUANTITES
Tapis T7xi	CA026	6
Elliptique E7xi	CA011	7
Vélo U7xi	CA030	4
Pédalo R7xi	CA017	3
Water Rower	CA018	2
MS80 G3	MU032	1
Leg Extension	MU025	1
Smith Machine	MU039	1
MG PRO ADJ CRUNCH BOARD A77	MU003	1
Adjustable Bench MG A86-03	MU003	2
Rack + Haltères (2 à 26 Kg)	MU035	1
150 kg poids	MU001	1
7xi Système	SY001	1
TAPIS MAT 140X60X15 MM BLEU	WT041	20
GYM BALL ANTI BURST 65 CM	WT030	4
BOXING MAN	WT133	2
PILLING HAID SET DE 3 PIECES	WT053	1
DOUBLE ESPALIER	AMA001	1
BARRE DE DANSE 1.5 M	AMA001	2
CONSOLE DANSE	AMA001	3

Pour information, les équipements lourds (vélos, tapis, rameurs, etc.) sont de la gamme MATRIX

Convention 2019 entre la Région et le GARF

CONVENTION DE PARTENARIAT

Désignation des parties

Convention de partenariat entre les soussignés :

CONSEIL REGIONAL ILE DE FRANCE

Ayant son siège social au 2 Rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen

Représenté par Madame Fabienne CHOL – Directrice générale adjointe en charge des ressources humaines

ET

Le GARF, le Groupement des Acteurs et Responsables de la Formation,
Organisme sous statut associatif loi 1901 ayant son siège social au 4, A**venue du Stade de France** 93 218 Saint Denis La Plaine
Représenté par son Président National Monsieur Sylvain HUMEAU

Le GARF est le 1er réseau national des professionnels de la formation et du développement RH au service de la dynamique des compétences dans les organisations.
L'association regroupe 550 Adhérents principalement en Entreprise issus de la sphère Publique, Economique et Sociale.

Préambule

Désireux de s'inscrire dans une dynamique partagée de valorisation de la formation professionnelle comme levier essentiel du développement des compétences au service de l'employabilité, de l'innovation et de la compétitivité,

Conscients de la mutation profonde de l'environnement des acteurs de la formation professionnelle et des évolutions rapides des attentes des apprenants, et du nouveau rôle des OPCA dans le paysage des entreprises.

Conscients de la place primordiale de la Région Ile de France dans le pilotage de la formation professionnelle et de l'apprentissage

Convaincus de la nécessité de développer un secteur de la formation professionnelle ouvert, innovant et de qualité au bénéfice du plus grand nombre,

La Région Ile de France et le GARF décident de s'engager dans la conclusion d'un partenariat permettant aux entités des 3 fonctions publiques de participer à un think-thank sur les problématiques RH/Formation en lien avec l'ensemble des instances professionnelles et de l'écosystème formation.

Objectifs communs

La Région Ile de France et le GARF affirment leur volonté de contribuer, au service de la fonction publique et des professionnels de la formation via des actions communes pour :

- Renforcer les échanges entre les professionnels de la formation professionnelle et des ressources humaines des collectivités territoriales, de l'État, et de la fonction hospitalière
- Partager les initiatives innovantes en vue de leur diffusion
- Valoriser l'investissement dans le capital humain et la formation professionnelle et améliorer la mesure de son impact
- Porter une réflexion commune pour identifier les leviers d'amélioration du système français de formation professionnelle
- Faire bénéficier les adhérents du GARF (entités des 3 fonctions publiques) de l'expertise du GARF sur les thématiques de CPF, du financement de la formation, des moyens d'accès à l'apprentissage et à son financement
- Promouvoir l'alternance comme partie intégrante du développement des RH et de la formation

Champ d'application du partenariat

Cette convention de partenariat couvre l'ensemble des entités adhérentes représentatives des 3 fonctions publiques dans la Région Ile de France à compter de Janvier 2019

Ce partenariat pourra s'étendre à tout nouveau Groupe qui sera créé par le GARF et la Région Ile de France sur d'autres sites au vu de la taille des groupes

Engagements

- Ces objectifs partagés conduisent le GARF et Région Ile de France à s'engager dans une dynamique partenariale visant notamment à :
    - S'échanger les informations utiles aux objectifs mentionnés dans cette charte,
    - Organiser des rencontres régulières au sein de leurs commissions et groupes de travail,
    - Favoriser les synergies entre les ce groupe GARF et les autres groupes GARF existants à Pari
    - Etudier les opportunités de développement de pratiques/outils permettant d'encourager un investissement optimal dans le capital humain et la formation professionnelle,
    - Capitaliser sur l'expertise et l'expérience de la Région Ile de France afin d'en faire bénéficier l'ensemble des adhérents du GARF

Nature du partenariat

- Participation d'un ou plusieurs agents de la Région Ile de France avec un maximum de 4 pendant les réunions
- Pour chaque adhérent, l'adhésion comprend la participation aux réunions (fréquence déterminée par le Groupe), mise à disposition de l'Annuaire du GARF avec toutes les coordonnées des adhérents, ainsi que de l'ensemble des services proposé par le GARF (accès au portail KELIXTO, veille juridique CARAXO, commission juridique, commission digitale, blog thématique, Garf'Mat, réductions spécifiques pour les événements organisés par les partenaires du GARF, …)
- Co-animation par les experts du GARF et de la Région Ile de France à des ateliers thématiques ouverts en fonction de l'actualité formation
- Rédaction d'articles diffusés à l'ensemble des adhérents via différents canaux de communication du GARF en fonction de l'objet (Garf Inter, études, article site…) et de ses partenaires (Centre Inffo, FCU, etc.)
- Accueil dans les locaux de la Région Ile de France ou dans ceux des adhérents d'une ou plusieurs réunions de groupes GARF
- **Diffuser auprès de l'ensemble des adhérents, des services de la Région Ile de France en matière d'alternance**
- Insertion du logo de la Région Ile de France sur le portail du GARF et de celui du GARF sur le site de la Région Ile de France en tant que partenaire
- Mise en relation de la Région Ile de France avec tous les autres partenaires du GARF
- Communication de l'existence du partenariat par le Région Ile de France

Montant du partenariat

La Région Ile de France s'engage à prendre à sa charge une cotisation annuelle pour un maximum de 4 adhérents adhérent d'un montant de 2 320 € net de TVA pour une période allant du 1/01/2019 au 31/12/2019 comprenant la totalité des services décrits

Communication

Les parties définiront les règles de communication qui régiront leurs relations. Elles conviennent d'affirmer les principes suivants :

1) Chaque partie reste propriétaire de ses marques et logos.
2) La signature de la présente convention ne confère aucun droit à une partie sur les marques et logos de l'autre partie.
3) Une partie qui veut utiliser les marques et logos de l'autre partie, y compris dans le cadre d'un usage interne, doit lui transmettre une demande expresse d'autorisation pour s'en faire préciser les conditions notamment en matière de charte graphique.
4) Cette autorisation est limitée dans le temps et ne peut être considérée comme maintenue après que le présent accord de collaboration ait expiré.

Durée et suivi

La présente convention est conclue et prend effet à compter du 1er Janvier 2019 et se termine le 31 Décembre 2019
A date anniversaire, la présente convention fera l'objet d'un bilan de suivi entre les parties afin de reconduite cette dernière ou de le faire évoluer.

Une réunion aura lieu avec le Président du GARF Sylvain Humeau et son chargé de mission Guy Bohbot avec la présence du chef de projet de la Région Ile de France
Un bilan quantitatif et qualitatif sera effectué par les 2 parties prenantes signataires.

Clause de non-exclusivité

D'autres entreprises, organismes ou associations pourront s'associer, ponctuellement et avec l'accord des signataires, aux productions communes traitées à l'article **« Engagements »** ci-dessus.

La Région Ile de France pourra conclure tout partenariat, toute convention avec une autre association ou organisme

Fait à Paris le 7 Janvier 2019

Pour le GARF
Sylvain HUMEAU
Président

Pour la Région Ile de France
Fabienne CHOL
Directrice générale adjointe en charge des ressources humaines

Liste des remises gracieuses soumises au vote

Proposition remises gracieuses // CP 24/01/2019

Titres	Date d'émission des titres	Montant de la remise gracieuse demandée	Date de la dette
4592-2018	08/11/18	581,67 €	16/07/18
3396-2018	03/09/18	799,28 €	30/04/18
4603-2018	13/11/18	850,80 €	13/06/18
4321-2018	12/10/18	426,51 €	17/06/18
3938-2018	01/10/18	732,58 €	13/07/18
123-2018	26/01/18	313,33 €	17/01/18
		3 704,17 €	

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-049

DU 24 JANVIER 2019

AFFECTATION PROVISIONNELLES D'AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME RELATIVE À LA COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 1ER RAPPORT POUR 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

VU le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégation d'attribution du Conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU le budget de la Région Île-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-049 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Affecte une autorisation d'engagement de 5 565 000 €, à titre provisionnel, sur le chapitre 930 « services généraux », code fonctionnel 0202 « autres moyens généraux », programme HP0202-003 (102003) « communication institutionnelle » du budget 2019 pour les dépenses de fonctionnement récurrentes liées à la communication institutionnelle de la Région.

Article 2 :

Affecte une autorisation de programme de 182 000 €, à titre provisionnel, sur le chapitre 900 « services généraux », code fonctionnel 0202 « autres moyens généraux », programme HP0202-003 (102003) « communication institutionnelle » du budget 2019 pour les dépenses d'investissement récurrentes liées à la communication institutionnelle de la Région.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-053

DU 24 JANVIER 2019

ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION EN FAVEUR DE LA SECRIF PREMIER ACOMPTE 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.4135-22 à L.4135-25 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017, relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;

VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations de pouvoir du Conseil régional à sa Présidente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2017 ;

VU La délibération n°CP18-051 du 24 janvier 2018 relative à l'approbation de la convention 2018-2022 entre la Région et la SECRIF ;

VU Le budget de la Région pour l'année 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-053 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

Décide d'attribuer à la SECRIF un premier acompte d'un montant de 1 120 000 euros et d'affecter une autorisation d'engagement du même montant, disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP021-019 (102019) « Société d'entraide des conseillers régionaux », action 10201901 « SECRIF » du budget 2019.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

24/01/2019 11:53:50

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 28/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 28/01/2019

Conseil régional

Rapport pour la commission permanente du conseil régional JANVIER 2019

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

INFORMATION SUR L'USAGE PAR LA PRÉSIDENTE DE LA DÉLÉGATION POUR SIGNER LES MARCHÉS ET LEURS AVENANTS EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 4231- 8 DU CGCT - JANVIER 2019

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS....3
ANNEXE AU RAPPORT....4
Liste des marchés et des avenants....5

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le présent rapport a pour objet, en application de l'article L.4231-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, d'informer la commission permanente sur la passation des marchés pour lesquels la présidente a reçu délégation par délibération CR 93 -15 du 18 décembre 2015.
La liste, jointe en annexe, est établie par pôle, direction et mandataire et par seuil de procédure et informe de la passation d'un marché ou d'un avenant signé par la personne ayant reçu délégation de la présidente.

Conformément au même texte, il en sera rendu compte au prochain conseil régional.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXE AU RAPPORT

Liste des marchés et des avenants

LES MARCHES PASSES PAR LES SERVICES DE LA REGION

Commission permanente du 24/01/2019

N° du Marché	Objet	Seuil de procédure	Montant H.T.*	Date de notification	Nom et adresse de l'Attributaire	Pôle
1800349	Evaluation du programme opérationnel des fonds européens	[90.000 € HT et 209.000 € HT]	58 400,00 €	11/10/18	EDATER Tour Polygone 265 avenue des Etats du Languedoc 34000 MONTPELLIER	Pôle Affaires Européennes, Coopération Internationale et Tourisme
1800441	Biennale de l'architecture, de la ville et du paysage : mission d'assistance au montage de la programmation des colloques et débats	< 25 000 € HT	15 000,00 €	23/10/18	M Olivier LE NAIR Blue Swan 24 rue de Port Marly 78750 – Mareil-Marly	Pôle Cohésion Territoriale
1700529	Organisation de la Journée de l'écomobilité 2017	< 25 000 € HT	10 250,00 €	13/12/17	SARL "éta d'esprit" 35 Boulevard de Strasbourg 75010 Paris	Pôle Logement Transports
1800608	Mission d'accompagnement à la définition de l'offre de services, à la communication et aux modalités de fonctionnement du réseau des entreprises bénéficiaires des aides régionales franciliennes	< 25 000 € HT	17 650,00 €	16/10/18	Dici Design 25 rue du Borrégo 75020 PARIS	Pôle Développement Economique, Emploi et Formation
1700668	Mission de maitrise d'ouvrage hors loi MOP pour les travaux d'agrandissement de la salle de sport ; Lycée Lucie Aubrac à Pantin (93)	< 25 000 € HT	14 580,00 €	13/09/18	Go Architecture 7 villa Anatole France 93200 Saint-Denis	Pôle Lycées

*Montant HT à renseigner selon le type de marché

Prix forfaitaire : Prix attribué toutes tranches x nombre de reconductions

Accord-cadre avec maximum: Montant maximum x nombre de reconductions

Accord-cadre sans maximum : Montant DQE x nombre de reconductions ou (*) budget annuel alloué

Accord-cadre sans maximum ni DQE : Inscrire sans maxi

1800429-01	Travaux de création d'un laboratoire de vente pédagogique - lot 1 Gros œuvre tous corps d'état ; lycée Paul Bert à Maisons-Alfort (94)	[90.000 € HT et 209.000 € HT] (pour l'ensemble des lots)	84 198,03 €	24/09/18	SMB 93, rue de la concorde 94700 MAISONS ALFORT	Pôle Lycées
1800429-02	Travaux de création d'un laboratoire de vente pédagogique - lot 2 métallerie serrurerie ; lycée Paul Bert à Maisons-Alfort (94)	[90.000 € HT et 209.000 € HT] (pour l'ensemble des lots)	20 494,06 €	24/09/18	LABER METAL Madame Diana BLICHARZ 14, rue Lavoisier 94430 Chennevières sur Marne	Pôle Lycées
1800429-03	Travaux de création d'un laboratoire de vente pédagogique - lot 3 Electricité ; lycée Paul Bert à Maisons-Alfort (94)	[90.000 € HT et 209.000 € HT] (pour l'ensemble des lots)	15 500,00 €	24/09/18	TELINFO Monsieur J.P. PRIEUR 37 rue Salvador Allende 92240 MALAKOFF	Pôle Lycées
1800352	Mission de diagnostic, préconisation et estimation pour la Sécurisation de l'entrée principale et de la périphérie ; lycée Jean Mace à Choisy le Roi (94)	< 25 000 € HT	2 914,50 €	10/09/18	CABINET AUREP 16, rue du Marechal Foch 77220 TOURNAN EN BRIE	Pôle Lycées
1800354	Mission de diagnostic, préconisation estimation pour la Sécurisation de l'entrée principale et de la périphérie ; lycée F. Arago Villeneuve Saint-Georges (94)	< 25 000 € HT	2 709,50 €	10/09/18	CABINET AUREP 16, rue du Marechal Foch 77220 TOURNAN EN BRIE	Pôle Lycées
1800503	Mission de diagnostic, préconisation et estimation pour la sécurisation de l'entrée principale et de la périphérie ; lycée d'Arsonval à Saint Maur des Fosses (94)	< 25 000 € HT	6.300,00€	17/10/18	Cabinet Maitrise technique construction (MTC) 81bis rue de Marignan 94210 LA VARENNE ST HILAIRE	Pôle Lycées
1800644	Travaux sol du gymnase ; lycée Geffroy Saint-Hilaire Etampes (91)	< 25 000 € HT	10 000,00 €	20/09/18	Sté GO ARCHITECTURE 7 Villa Anatole France 93200 SAINT-DENIS	Pôle Lycées
1800662	Travaux de raccordement électrique ; lycée Nikola Tesla à Dourdan (91)	< 25 000 € HT	13 207,83 €	24/09/18	Société ENEDIS Trésorerie de Melun 3 Place Arthur Chaussy - BP 50 77002 MELUN Cedex	Pôle Lycées
1800611	Mission d'expertise sur la recherche des dégradations des plafonds (Volet 2); Lycée Georges Brassens, Villeneuve-le-Roi (94)	< 25 000 € HT	19 150,00 €	23/09/18	CSTB 84 AV JEAN JAURES 77420 CHAMPS SUR MARNE	Pôle Lycées

1800521	Réalisation de diagnostics de recherche en pollution et mesure de perméabilité pour la reconstruction et l'extension de deux lycées, Marcel CACHIN à Saint-Ouen (93) et Pierre MENDES France à Villiers-le-Bel (95)	< 25 000 € HT	9 900,00 €	26/09/18	SOLOPOL 22 rue des Carriers Italiens 91350 GRIGNY	Pôle Lycées
1800531	Mission d'assistance à la maîtrise d'ouvrage dans le cadre de la rénovation du lycée / collège Le Corbusier à Poissy (78) - Le design au service de la transformation du lycée	< 25 000 € HT	23 750,00 €	08/10/18	ATELIER UNIVERSEL 38, rue Dunois 75013 PARIS	Pôle Lycées
1800171-02	Prestations d'études, de conseil, de déploiement et de maintenance de l'infrastructure informatique des Lycées de la Région Île de France Lot 2 : Ensemble des prestations nécessaires à la Maintenance en Condition Opérationnelle (MCO) de l'infrastructure système et réseau des EPLE	> 221 000 € HT	3 280 268,40 €	20/08/18	Atos Infogérance River Ouest – 80, Quai Voltaire 95877 Bezons	Pôle Lycées
1800171-03	Prestations d'études, de conseil, de déploiement et de maintenance de l'infrastructure informatique des Lycées de la Région Île de France Lot 3 : Ensemble des prestations de services de conseil, d'études et de suivi de déploiement nécessaires à la bonne maîtrise des prestations de Maintenance en Condition Opérationnelle (MCO) de l'infrastructure informatique des EPLE	> 221 000 € HT	5 321 916,96 €	10/08/18	SPIE ICS 53 Bd de Stalingrad 92247 MALAKOFF	Pôle Lycées

1800171R	Prestations d'études, de conseil, de déploiement et de maintenance de l'infrastructure informatique des Lycées de la Région Île de France Lot 1 : Ensemble des prestations nécessaires à la Maintenance en Condition Opérationnelle (MCO) de l'équipement bureautique des EPLE	> 221 000 € HT	9 350 997,97 €	29/08/18	SPIE ICS 53 Bd de Stalingrad 92247 MALAKOFF	Pôle Lycées
1800293	Hébergement de l'équipe régionale des métiers d'Ile-de-France aux finales nationales des 45èmes Olympiades des métiers à CAEN du 27 novembre au 2 décembre 2018	[25.000 € HT et 90.000 € HT]	37 500,00 €	30/07/18	SAS PRÊT A PARTIR route de Nancy, BP 37 54840 Gondreville	Pôle Lycées
1700569R-01	Résolution de malfaçons sur certaines étanchéités, sur réseau d'évacuation eaux vannes et travaux connexes sur le bâtiment B, et rénovation de la couverture en ardoise du Bâtiment A au lycée Marie-Curie à Versailles (78) - Lot n°1 : Couverture-Etanchéité-Eclairement	> 221 000 € HT	358 902,00 €	15/10/18	ATTEC 50, avenue Marcel Paul 93290 Tremblay-En-France	Pôle Lycées
1700569R2-02	Résolution de malfaçons sur certaines étanchéités, sur réseau d'évacuation eaux vannes et travaux connexes sur le bâtiment B, et rénovation de la couverture en ardoise du Bâtiment A au lycée Marie-Curie à Versailles (78) - Lot n°2 : Tous corps d'état	> 221 000 € HT (pour l'ensemble des lots)	128 162,70 €	15/10/18	LEON GROSSE M. Bruno ALLEARD 165, avenue Roland Garros 78530 BUC	Pôle Lycées
1800199-01	Travaux d'amélioration énergétique du lycée Mozart au Blanc-Mesnil (93) - Lot 1 : Chauffage ventilation	> 221 000 € HT	639 001,00 €	04/10/18	BRUNIER 34 RUE MAURICE DE BROGLIE ZI LES MARDELLES 93 600 AULNAY SOUS BOIS	Pôle Lycées
1800199-02	Travaux d'amélioration énergétique du lycée Mozart au Blanc-Mesnil (93) - Lot 2 : Menuiseries extérieures et protections solaires	> 221 000 € HT	1 506 000,00 €	04/10/18	PLASTALU SAS ZA de l'Essart – 6 route de Chevigny 21600 OUGES	Pôle Lycées
1800199-03	Travaux d'amélioration énergétique du lycée Mozart au Blanc-Mesnil (93) - Lot 3 : Isolation et étanchéité toitures	> 221 000 € HT	622 735,00 €	04/10/18	BALAS 10 12 RUE PIERRE NICOLAU 93 400 SAINT-OUEN	Pôle Lycées

1800199-04	Travaux d'amélioration énergétique du lycée Mozart au Blanc-Mesnil (93) - Lot 4 : Isolation et faux plafonds	> 221 000 € HT	375 344,00 €	04/10/18	TBES CAP 18 VOIE F N 14 189 RUE D'AUBERVILLIERS 75018 PARIS	Pôle Lycées
1800687	Mise à jour des diagnostics techniques des bâtiments - sites parisiens	< 25 000 € HT	900,00 €	03/10/18	DIAGNOSTICS DU CHÂTEAU 63, Avenue de Saint-Cloud 78000 VERSAILLES	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux
1800671	Marché de prestations similaires (article 30-I-7° décret) au marché de déménagement-manutention pour les transferts courants (1600290-01)	> 221 000 € HT	50 000,00 €	25/09/18	ANER 34, rue de la Prévoyance 75019 PARIS	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux
1800609	Etudes et assistance dans l'élaboration de dossiers d'autorisation d'organisation de manifestations et reclassement de la catégorie ERP du site Influence 1	< 25 000 € HT	24 999,00 €	15/10/18	GNPS 109, Place Gustave Courbet 93160 NOISY LE GRAND	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux
1800583	Numérisation et création d'un sommaire interactif du recueil des actes administratifs de la Région Ile-de-France	< 25 000 € HT	18 000,00 €	10/08/18	Chaumeil IDF Est 26 rue Robert Witchitz Parc d'activité Carré Ivry Bâtiment F3 94200 Ivry Sur Seine	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux
1800661	Entretien de deux Nacelles Multi-sites	< 25 000 € HT	930,00 €	12/09/18	EES – 61, rue du Landy – Parc Valad – BAT B8 et C14 93 300 Aubervilliers	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux
1800505	Entretien des installations de gestion technique du bâtiment (GTB) Influence1	< 25 000 € HT	14 800,00 €	02/07/18	SYS&COM REGULATION, AUTOMATISMES ET GTB 5, rue Hoche 93100 Montreuil sous Bois	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux
1800413	Entretien courant des véhicules ou utilitaires légers toutes marques et organisation du contrôle technique (lot n°3)	> 221 000 € HT	400 000,00 €	23/10/18	Garage Cité Lecourbe 88 rue Lecourbe 75015 Paris	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux
1800264-01	Actions à destination d'apprentis et agents en situation de handicap selon la convention N°C113 conclue entre la région et le FIPHFP sur la période 2018 - 2020 Lot 1 : Bilans d'évaluation professionnelle	> 209 000 € HT (pour l'ensemble des lots)	45 833,34€	08/10/18	UNIRH 43 rue d'Hautpoule 75019 Paris SIREN 494 354 020 00013	Pôle Ressources Humaines

1800264-02	Actions à destination d'apprentis et agents en situation de handicap selon la convention N°C113 conclue entre la région et le FIPHFP sur la période 2018 - 2020 Lot 2 : Études ergonomiques externes	> 209 000 € HT (pour l'ensemble des lots)	83 333,34€ HT	08/10/18	ACORE 2 rue Denis Papin 92600 Asnières-sur-Seine SIRET 432 691 855 00014 Groupe JLO 598 boulevard Albert Camus 69400 Villefranche sur Saône SIRET 483 199 576 00032	Pôle Ressources Humaines
1800264-03	Actions à destination d'apprentis et agents en situation de handicap selon la convention N°C113 conclue entre la région et le FIPHFP sur la période 2018 - 2020 Lot 3 : Accompagnement des apprentis	> 209 000 € HT (pour l'ensemble des lots)	59 166,67€ HT	08/10/18	CLUB ARIHM 39 rue Balard 75015 Paris SIRET 39 30 30 58 00 0038	Pôle Ressources Humaines
1800264-04	Actions à destination d'apprentis et agents en situation de handicap selon la convention N°C113 conclue entre la région et le FIPHFP sur la période 2018 - 2020 Lot 4 : Évaluation des capacités, soutien médico-psy et interventions externes sur le lieu de travail	> 209 000 € HT (pour l'ensemble des lots)	46 666,67€ HT	16/10/18	SARL SOLUTIONS Parc d'activités de Ker Lann rue Siméon Poisson 35170 Bruz SIRET 438 290 033 00085	Pôle Ressources Humaines
1800467	Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la seconde phase de déménagements et d'emménagements du siège de la Région Ile-de-France à Saint Ouen (93)	[90.000 € HT et 209.000 € HT]	190 470,00 €	18/10/18	TETRIS 100-110 Esplanade du Général de Gaulle 92931 Paris La Défense Cedex	Pôle Ressources Humaines
1800572	Missions d'analyse économique relatives à l'aménagement des locaux de la Région Île-de-France à Saint-Ouen	[25.000 € HT et 90.000 € HT]	15 000,00 €	17/10/19	Société CURRIE & BROWN France 14 Rue Cambacérès 75008 Paris	Pôle Ressources Humaines
1700365-01	Formation à la commande publique et aux techniques d'achat public. Lot 1 : Aspects généraux de la commande publique	> 209 000 € HT (pour l'ensemble des lots)	19 600,00 €	29/12/17	ASCOR Consultants associés 113, avenue Mozart 75016 PARIS	Pôle Ressources Humaines

1800392-01	Mise en place de formations collectives et de séminaires pour les membres du CESER de la Région Ile-de-France Lot 1 : Techniques de communication et d'organisation	> 221 000 € HT (pour l'ensemble des lots)	48 000,00 €	26/09/18	SAS PROXIMUM 21, rue du Forez 42160 SAINT CYPRIEN	Pôle Ressources Humaines
1800392-02	Mise en place de formations collectives et de séminaires pour les membres du CESER de la Région Ile-de-France Lot 2 : Rédiger des rapports d'aide à la décision	> 221 000 € HT (pour l'ensemble des lots)	36 000,00 €	26/09/18	COTE TALENTS 27 RUE CAVENDISH 75019 PARIS 19	Pôle Ressources Humaines
1800392-04	Mise en place de formations collectives et de séminaires pour les membres du CESER de la Région Ile-de-France Lot 4 : Les séminaires d'actualité	> 221 000 € HT (pour l'ensemble des lots)	168 000,00 €	26/09/18	SAS PROXIMUM 21, rue du Forez 42160 SAINT CYPRIEN	Pôle Ressources Humaines
1800455	Conception éditoriale du magazine numérique interne de la Région Ile-de-France - publication sur une solution web hébergée en mode SAAS - prestations de suivi et de support associées	[90.000 € HT et 221.000 € HT]	220 000,00 €	08/10/18	ULTRAMEDIA 2 rue de la Claire 69009 LYON	Direction Communication
1800462	Accord-cadre 1600492 - Conception, l'aménagement et le suivi technique de l'espace Région Île-de-France au festival Rock en Seine, qui se tiendra du 24 au 26 août 2018, sur le domaine national de Saint-Cloud.	Marché subséquent	57 596,00 €	29/07/18	NEW DEE,57, rue Vaneau, 75007 PARIS	Direction Communication
1800365-01	Création graphique, adaptation et réalisation des productions éditoriales institutionnelles Lot 1: communication externe	> 221 000 € HT (pour l'ensemble des lots)	266 000,00 €	05/11/18	Société OPIXIDO 42 rue Alexandre Dumas 75011 Paris	Direction de la communication
1800365-02	Création graphique, adaptation et réalisation des productions éditoriales institutionnelles Lot 2 : communication interne	> 221 000 € HT (pour l'ensemble des lots)	128 200,00 €	05/11/18	Société BATHYSCAPHE 7 rue Ganneron 75018 PARIS	Direction de la communication
1800664	Recherche d'antériorité de noms pour des applications numériques	< 25 000 € HT	7 620,00 €	27/09/18	GODIN ASSOCIES 69 rue de Richelieu 75002 PARIS	Direction Communication

1800672	Fabrication de 3 plaques signalétiques "Patrimoine d'Ile-de-France" à apposer sur les sites labellisés « Patrimoine d'intérêt régional »	< 25 000 € HT	2 900,00 €	14/09/18	SAS SCULPTEO EDITION 10 rue Auguste Perret 94800 VILLEJUIF	Direction Communication
1800677	Dématérialisation de l'invitation à la cérémonie des vœux 2019 - génération, diffusion et gestion de l'invitation	< 25 000 € HT	7 363,50 €	25/09/18	DO LIST 28 rue Notre Dame des Victoires 75002 PARIS	Direction Communication
1800678	Dématérialisation de la cérémonie des vœux - génération QR code et gestion de l'émargement	< 25 000 € HT	4 480,50 €	25/09/18	LENI DIGITAL 94 bis rue Marceau 93100 MONTREUIL	Direction Communication
1800684	Etude et analyse d'outils de cartographie sur un site web de la Région	< 25 000 € HT	2 400,00 €	24/09/18	WEMAP 1 place Francis Ponge 34000 MONTPELLIER	Direction Communication
1800705	Accompagnement Social Média pour l'animation des comptes réseaux sociaux de la Région	< 25 000 € HT	9 600,00 €	04/10/18	FRISCO 40 rue Alexandre DUMAS 75011 PARIS	Direction Communication
1800600	Accompagnement éditorial pour la refonte du site www.iledefrance.fr	< 25 000 € HT	13 300,00 €	19/10/18	IMMERSO 76 rue Blanche 75009 PARIS	Direction Communication
1800754	Conception graphique, mise en page du rapport sur la perspective Ile-de-France 2030	< 25 000 € HT	3 850,00 €	23/10/18	Christine MAHAUDIOUX Graphiste 7 rue Caroline 75017 PARIS	Direction Communication
1800772	Création de la marque pour le site et l'application d'apprentissage des langues de la Région Ile-de-France	< 25 000 € HT	8 500,00 €	19/10/18	SARL BESSIS CONSEIL 21 rue Greneta 75002 PARIS	Direction Communication
1800402	Mise en œuvre des leçons de littérature dans les lycées francilien	> 221 000 € HT	570 000,00 €	17/08/18	Maison des écrivains et de la littérature, 67 bld de Montmorency, 75016 Paris	Direction Culture
1800074-02	Accord-cadre multi attributaire pour des prestations d'assistance aux maîtrises d'ouvrage pour les projets de la région Île-de-France en matière de systèmes d'information Lot 2 : Gestion et organisation de la donnée	> 221 000 € HT	614 800,00 €	18/10/18	DATAVALUE CONSULTING 9 boulevard du Général de Gaulle 92120 Montrouge	Direction des Solidarités, de la Sécurité et de la Modernisation

1800074-02	Accord-cadre multi attributaire pour des prestations d'assistance aux maîtrises d'ouvrage pour les projets de la région Île-de-France en matière de systèmes d'information Lot 2 : Gestion et organisation de la donnée	> 221 000 € HT	827 619,00 €	18/10/18	CAPGEMINI 5-7 rue Frédéric Clavel 92287 Suresnes Cedex	Direction des Solidarités, de la Sécurité et de la Modernisation
1800074-02	Accord-cadre multi attributaire pour des prestations d'assistance aux maîtrises d'ouvrage pour les projets de la région Île-de-France en matière de systèmes d'information Lot 2 : Gestion et organisation de la donnée	> 221 000 € HT	838 800,00 €	18/10/18	MC²I GROUPE 51 rue François 1er 75008 Paris	Direction des Solidarités, de la Sécurité et de la Modernisation
1800074-02	Accord-cadre multi attributaire pour des prestations d'assistance aux maîtrises d'ouvrage pour les projets de la région Île-de-France en matière de systèmes d'information Lot 2 : Gestion et organisation de la donnée	> 221 000 € HT	999 550,00 €	18/10/18	ACCENTURE 118, Avenue de France 75013 Paris	Direction des Solidarités, de la Sécurité et de la Modernisation
1800074-03	Accord-cadre multi attributaire pour des prestations d'assistance aux maîtrises d'ouvrage pour les projets de la région Île-de-France en matière de systèmes d'information Lot 3 : Expertises	> 221 000 € HT	399 460,00 €	18/10/18	INOP'S 93 rue Ampère 75017 Paris	Direction des Solidarités, de la Sécurité et de la Modernisation
1800074-03	Accord-cadre multi attributaire pour des prestations d'assistance aux maîtrises d'ouvrage pour les projets de la région Île-de-France en matière de systèmes d'information Lot 3 : Expertises	> 221 000 € HT	506 700,00 €	18/10/18	Groupement ACT-ON / KAORA (mandataire ACT-ON) 19 Rue d'Orléans 92200 Neuilly-Sur-Seine	Direction des Solidarités, de la Sécurité et de la Modernisation

1800074-03	Accord-cadre multi attributaire pour des prestations d'assistance aux maîtrises d'ouvrage pour les projets de la région Île-de- France en matière de systèmes d'information Lot 3 : Expertises	> 221 000 € HT	594 750,00 €	18/10/18	ARTIMON 8 rue de la Victoire 75009 Paris	Direction des Solidarités, de la Sécurité et de la Modernisation

LES AVENANTS PASSES PAR LES SERVICES DE LA REGION

Commission permanente du 24/01/2019

N° du Marché	Objet du marché initial	Montant du marché initial	Numéro et objet de l'avenant	Montant H.T. de l'avenant	Date de notification de l'avenant	Nom et adresse de l'Attributaire	Pôle
1700024-06	Conseils et représentation juridiques Lot 6 : droit pénal	Pas de maxi	Avenant n°1 : avenant de transfert suite au changement de statut de la société	Sans incidence financière	13/09/2018	Société Cabinet ZAKS - Avocat à la Cour 32 rue Le Peletier 75009 Paris	Pôle Achats, Performance, Marchés et Juridique
1800194-01	Communication et relations presse dans le cadre de la Biennale internationale de l'architecture, de la ville et du paysage d'Île-de-France Lot 1 : Recommandation, définition et mise en œuvre de la stratégie globale de communication de la biennale. Conception et production des supports de communication	98 609,00 €	Avenant n°1 Mission supplémentaire de recherche et de gestion des mécènes dans le cadre de la Biennale	20 000,00 €	27/09/18	METROPOLIS COMMUNICATION (mandataire) 19 rue de Turbigo - 75002 Paris CL DESIGN (cotraitant) 113 rue du Mont Cenis – 75018 Paris	Pôle Cohésion Territoriale
1800002	Elaboration d'un plan de communication et mise en œuvre des actions en vue de l'inauguration de l'EuroVéloroute 3 – la «Scandibérique» les 2 et 3 juin 2018.	194 302,00 €	Avenant n°1 Prise en compte des coûts supplémentaires résultant des contraintes logistiques et techniques	8 025,00 €	29/08/18	SENNSE Communication 39, rue du Général Foy 75008 PARIS	Pôle Logement Transports
1800320-01	Travaux de réorganisation de la laverie et plonge lave-batterie (Demi-Pension) au Lycée Isaac NEWTON à Clichy-la-Garenne (92110) - Lot 1 : Tous corps d'état	54 054,79 €	Avenant 1 : déplacement, adaptation et modification de la commande manuelle du châssis de désenfumage, suppression du poste de démolition et évacuation d'un mur de mezzanine	2 850,00 €	04/10/18	AB BAT 38 Bis, rue Gabriel Péri 94320 CACHAN	Pôle Lycées

1800380-01	Travaux de rénovation du restaurant pédagogique suite à incendie au lycée Camille Claudel à Mantes-la-Ville (78) Lot 1 : Tous corps d'état (menuiseries extérieur et intérieur - carrelage - cloison …)	106 421,10 €	Avenant 1 Plus-value : Modifications de prestations (habillage encadrements portes, blocs portes pour inclusion d'oculus, serrure supplémentaire sur porte salle de cours) - Modification de prestations : faux-plafonds et revêtements muraux, en raison de l'approvisionnement trop tardif de fournitures Moins value : le chantier a eu lieu en période de congés scolaires et le lycée a pu mettre à disposition des locaux aux entreprises ce qui a permis de réduire les coûts d'installation de chantier. modification de prestations en raison d'aléas de chantier et d'approvisionnement	1 383,30 €	27/09/18	KORMAZ CARRELGE Impasse de Cocherel ZI de Netreville 27000 EVREUX	Pôle Lycées
08S0254	Mandat de maitrise d'ouvrage pour la restructuration du bâtiment atelier ; Lycée Pierre Mendès France à Villiers le Bel (95)	111 153,71 €	Avenant 1 - prise en compte des conséquences de l'allongement des délais de l'opération sur le contrat de mandat	14 400,00 €	27/08/18	Athegram 43 rue de la Brèche aux Loups 75012 Paris	Pôle Lycées
1500263-02	Fourniture et livraison de véhicules utilitaires pour les lycées de la Région Ile de France Lot 2 : FOURGONS TOLES (3 places)	800 000,00 €	Avenant n°1 Modification de l'indice permettant le calcul de la révision des prix de ces marchés suite à la disparition de l'indice initial	Sans incidence financière	17/10/18	BDA sa 7 rue de la Longueraie 91270 VIGNEUX S/SEINE	Pôle Lycées
1500263-03	Fourniture et livraison de véhicules utilitaires pour les lycées de la Région Ile de France Lot 3 : FOURGONS VITRES 9 PLACES (MINIBUS)	1 120 000 € HT	Avenant n°1 Modification de l'indice permettant le calcul de la révision des prix de ces marchés suite à la disparition de l'indice initial	Sans incidence financière	16/10/18	Melun Poids Lourds 295 route de Montereau 77000 MELUN	Pôle Lycées

1400657-01	Travaux de réparations et de mesures conservatoires de couverture et d'étanchéité sur les toitures des Etablissements Publics Locaux d'enseignement (E.P.L.E) du 2nd degré du ressort de la Région Ile de France - Lot n°1 :secteur 75 Nord - 92 Nord	1 600 000,00 €	Avenant 1 Fusion années 3 et 4	Sans incidence financière	18/09/18	DESCHAMPS - 16, rue Léopold Rechossière - 93300 AUBERVILLIERS CEDEX	Pôle Lycées
1400657-02	Travaux de réparations et de mesures conservatoires de couverture et d'étanchéité sur les toitures des Etablissements Publics Locaux d'enseignement (E.P.L.E) du 2nd degré du ressort de la Région Ile de France - Lot n°2 : secteur 78 Nord - 95 Ouest	1 600 000,00 €	Avenant 1 Fusion années 3 et 4	Sans incidence financière	18/09/18	MIGI - 208, avenue Gaston Roussel 93230 ROMAINVILLE	Pôle Lycées
1400657-03	Travaux de réparations et de mesures conservatoires de couverture et d'étanchéité sur les toitures des Etablissements Publics Locaux d'enseignement (E.P.L.E) du 2nd degré du ressort de la Région Ile de France - Lot n°3 : secteur 93 - 95 Est	3 200 000,00 €	Avenant 1 Fusion années 3 et 4	Sans incidence financière	18/09/18	Union Technique du Bâtiment 159, avenue Jean Lolive 93695 PANTIN	Pôle Lycées
1400657-04	Travaux de réparations et de mesures conservatoires de couverture et d'étanchéité sur les toitures des Etablissements Publics Locaux d'enseignement (E.P.L.E) du 2nd degré du ressort de la Région Ile de France - Lot n°4 : secteur 77 Nord	1 600 000,00 €	Avenant 1 Fusion années 3 et 4	Sans incidence financière	18/09/18	SCHNEIDER et Cie - 3, rue Pasteur - 91178 VIRY-CHATILLON	Pôle Lycées
1400657-05	Travaux de réparations et de mesures conservatoires de couverture et d'étanchéité sur les toitures des Etablissements Publics Locaux d'enseignement (E.P.L.E) du 2nd degré du ressort de la Région Ile de France - Lot n°5 : secteur 77 Sud - 91 Est	1 200 000,00 €	Avenant 1 Fusion années 3 et 4	Sans incidence financière	18/09/18	LA LOUISIANE - 18, rue Buzelin 75018 PARIS	Pôle Lycées

1400657-06	Travaux de réparations et de mesures conservatoires de couverture et d'étanchéité sur les toitures des Etablissements Publics Locaux d'enseignement (E.P.L.E) du 2nd degré du ressort de la Région Ile de France - Lot n°6 : secteur 94	1 200 000,00 €	Avenant 1 Fusion années 3 et 4	Sans incidence financière	18/09/18	BSMG - Les techniciens des fluides - 95, avenue Foch 94100 SAINT-MAUR-DES-FOSSES	Pôle Lycées
1400657-07	Travaux de réparations et de mesures conservatoires de couverture et d'étanchéité sur les toitures des Etablissements Publics Locaux d'enseignement (E.P.L.E) du 2nd degré du ressort de la Région Ile de France - Lot n°7 : secteur Paris Sud/ 92 Sud	1 600 000,00 €	Avenant 1 Fusion années 3 et 4	Sans incidence financière	18/09/18	BALAS - Parc d'activités des Rives de Seine - 10-12 rue Pierre Nicolau - 93583 SAINT-OUEN Cedex	Pôle Lycées
1400657-08	Travaux de réparations et de mesures conservatoires de couverture et d'étanchéité sur les toitures des Etablissements Publics Locaux d'enseignement (E.P.L.E) du 2nd degré du ressort de la Région Ile de France - Lot n°8 : secteur 78 Sud/ 91 Ouest	1 200 000,00 €	Avenant 1 Fusion années 3 et 4	Sans incidence financière	18/09/18	MCFE - 6/8, rue Louveau - 92320 CHATILLON	Pôle Lycées
1400657-09	Travaux de réparations et de mesures conservatoires de couverture et d'étanchéité sur les toitures des Etablissements Publics Locaux d'enseignement (E.P.L.E) du 2nd degré du ressort de la Région Ile de France - Lot n°9 : secteur 75 Nord - 92 Nord	1 600 000,00 €	Avenant 1 Fusion années 3 et 4	Sans incidence financière	18/09/18	France Etanchéité 5, rue de la Pompadour 94470 BOISSY-SAINT-LEGER	Pôle Lycées
1400657-10	Travaux de réparations et de mesures conservatoires de couverture et d'étanchéité sur les toitures des Etablissements Publics Locaux d'enseignement (E.P.L.E) du 2nd degré du ressort de la Région Ile de France - Lot n°10 : secteur 78 Nord - 95 Ouest	1 600 000,00 €	Avenant 1 Fusion années 3 et 4	Sans incidence financière	18/09/18	GEC Ile-De-France - 283, avenue Laurent Cely - 92230 GENNEVILLIERS	Pôle Lycées

1400657-11	Travaux de réparations et de mesures conservatoires de couverture et d'étanchéité sur les toitures des Etablissements Publics Locaux d'enseignement (E.P.L.E) du 2nd degré du ressort de la Région Ile de France - Lot n°11 : secteur 93 - 95 Est	4 000 000,00 €	Avenant 1 Fusion années 3 et 4	Sans incidence financière	18/09/18	BALAS - Parc d'activités des Rives de Seine - 10-12 rue Pierre Nicolau 93583 SAINT-OUEN Cedex	Pôle Lycées
1400657-12	Travaux de réparations et de mesures conservatoires de couverture et d'étanchéité sur les toitures des Etablissements Publics Locaux d'enseignement (E.P.L.E) du 2nd degré du ressort de la Région Ile de France - Lot n°12 : secteur 77 Nord	4 000 000,00 €	Avenant 1 Fusion années 3 et 4	Sans incidence financière	18/09/18	DESCHAMPS - 16, rue Léopold Rechossière - 93300 AUBERVILLIERS CEDEX	Pôle Lycées
1400657-13	Travaux de réparations et de mesures conservatoires de couverture et d'étanchéité sur les toitures des Etablissements Publics Locaux d'enseignement (E.P.L.E) du 2nd degré du ressort de la Région Ile de France - Lot n°13 : secteur 77 Sud - 91 Est	1 600 000,00 €	Avenant 1 Fusion années 3 et 4	Sans incidence financière	18/09/18	CHAPELEC - 5, rue Philippe Lebon - 92396 VILLENEUVE-LA-GARENNE Cedex	Pôle Lycées
1400657-14	Travaux de réparations et de mesures conservatoires de couverture et d'étanchéité sur les toitures des Etablissements Publics Locaux d'enseignement (E.P.L.E) du 2nd degré du ressort de la Région Ile de France - Lot n°14 : secteur 94	1 200 000,00 €	Avenant 1 Fusion années 3 et 4	Sans incidence financière	18/09/18	SCHNEIDER et Cie 3, rue Pasteur 91178 VIRY-CHATILLON	Pôle Lycées
1400657-15	Travaux de réparations et de mesures conservatoires de couverture et d'étanchéité sur les toitures des Etablissements Publics Locaux d'enseignement (E.P.L.E) du 2nd degré du ressort de la Région Ile de France - Lot n°15 : secteur Paris Sud / 92 Sud	1 600 000,00 €	Avenant 1 Fusion années 3 et 4	Sans incidence financière	18/09/18	MCFE - 6/8, rue Louveau 92320 CHATILLON	Pôle Lycées

1400657-16	Travaux de réparations et de mesures conservatoires de couverture et d'étanchéité sur les toitures des Etablissements Publics Locaux d'enseignement (E.P.L.E) du 2nd degré du ressort de la Région Ile de France - Lot n°16 : secteur 78 Sud / 91 Ouest	3 200 000,00 €	Avenant 1 Fusion années 3 et 4	Sans incidence financière	18/09/18	Union Technique du Bâtiment 159, avenue Jean Lolive 93695 PANTIN	Pôle Lycées
1400400-02	Marché à bons de commande pour des prestations d'assistance technique en matière de petites réparations et de mesures conservatoires de couverture et d'étanchéité pour les toitures dans les EPLE du ressort de la région Île-de-France - Lot n°2 : secteur Nord Est	640 000,00 €	Avenant 1 Ajustement du périmètre géographique du marché suite à la résiliation du lot n°1	Sans incidence financière	02/10/18	B.E.A.P.I EURL 4 bis passage de Melun 75019 PARIS	Pôle Lycées
1400400-04	Marché à bons de commande pour des prestations d'assistance technique en matière de petites réparations et de mesures conservatoires de couverture et d'étanchéité pour les toitures dans les EPLE du ressort de la région Île-de-France - Lot n°4 : secteur Sud Ouest	640 000,00 €	Avenant 1 Ajustement du périmètre géographique du marché suite à la résiliation du lot n°1	Sans incidence financière	02/10/18	VCE SARL 10, rue de la Sergenterie 78270 LIMETZ VILLEZ	Pôle Lycées
1800515	Travaux de remise en état des locaux administratifs et d'enseignement du lycée François Villon aux Mureaux (78)	344 532,05 €	Avenant 1 Travaux supplémentaires	27 299,40 €	09/10/18	NEPTUN TCE 130, boulevard Gabriel Péri 92240 MALAKOFF	Pôle Lycées
1600233-01	Travaux pour l'aménagement des locaux de vie scolaire à la CMR CHAPTAL à Paris (8ème Arrondissement) - Lot n°1 : Gros œuvre étendu.	678 005,07 €	Avenant 1 Travaux supplémentaires	70 280,33 €	09/10/18	PATRIMOINE ET RENOVATION. 57 Avenue Michelet 93400 Saint Ouen	Pôle Lycées
1700189-2	Maitrise d'œuvre pour les travaux d'aménagement de l'hémicycle et d'une salle polyvalente du futur hôtel de la Région Ile-de-France à Saint-Ouen (93) - Lot n°2	1 700 583,00 €	Avenant n°1 APD	216 882,82 €	26/09/18	DENU & PARADON 26 rue Jeanne d'Arc 67000 Strasbourg	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux

1800327	Dératisation et désinsectisation	4 697,36 €	Avenant n°1 : Ajout des nouveaux sites pour la prestation de dératisation. Carillion à Nanterre, Manufacture à St Denis, Quai de seine à St Ouen	1 360,00 €	04/05/18	STAROFFICE 29, rue Vauthier 92100 BOULOGNE BILLANCOURT	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux
1400036-02	Entretien des véhicules de marque Toyota de la Région Ile-de-France	520 000,00 €	Avenant n°1 : prolongation de quatre mois le marché n°1400036-02 entretien des véhicules de marque Toyota de la Région Île-de-France.	pas d'incidence financière	28/08/18	Toyota Sivam 28 place Dupleix 75015 Paris	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux
1700577	Fourniture de bons-cadeaux « tout format » pour les agents du conseil régional d'Île-de-France	27 300 € HT	Avenant n°1 Ajouter une ligne au BPU (prestation non prévue dans marché initial)	Sans incidence financière	13/06/18	Kalidea - Groupe UP 27/29 avenue des Louvresses 92230 Gennevilliers	Pôle Ressources Humaines
1600039	Désignation d'une agence média ayant pour mission le conseil média et l'achat d'espaces publicitaires au nom et pour le compte de la Région Île-de-France	12 000 000 € HT	Avenant n° 1 Anticipation de reconduction de marché	Sans incidence financière	03/10/18	HAVAS MEDIA FRANCE 2 bis, rue Godefroy 92800 PUTEAUX	Direction Communication
1700169	Conseil et accompagnement aux projets Smart Région initiative	194 481,00 €	Avenant n°1:extension du périmètre de la mission et plus particulièrement de l'évolution du choix de la procédure pour la passation du marché de plate-forme 3D	14 510,00 €	10/07/18	Métapolis 320, route de Biquet 33240 LA LANDE DE FRONSAC INNO3 137 Boulevard de Magenta 75010 PARIS	Direction Communication
1700498	Prestations d'abonnement à l'application ELISE	1 500 000 € HT	Avenant n° 1 Prestations d'abonnement à l'application ELISE	Sans incidence financière	11/10/18	Société ARCHIMED Mr Eric RUYFFELAERE 49, boulevard de Strasbourg 59042 LILLE CEDEX	Direction de la Coordination et du Pilotage Transverse
1400445	Maintenance et évolution des Infrastructures réseau du Conseil régional d'Île de France	400 000,00 €	Avenant n°1 : avenant de transfert suite à la fusion, le 1er avril 2017, de la société SFR BUSINESS Solution avec la société SFR SA, la société SFR BUSINESS Solution a été dissoute.	Sans incidence financière	08/10/18	SFR SA 12 avenue de l'Océanie Z.A. de Courtabœuf 91940 Les Ulis	Direction des Systèmes d'Information

1600090	Prestations de maintenance et de support du logiciel Marco Web permettant de faciliter et sécuriser la rédaction des marchés ainsi que leur suivi technique et financier.	89 000,00 €	Avenant n°1 : ajout d'unités d'œuvre supplémentaires qui n'existaient pas au moment de la passation du marché et que permet aujourd'hui le logiciel.	Sans incidence financière	02/10/18	Société AGYSOFT Parc Euromédecine 95 rue Pierre Flourens 34090 Montpellier	Direction des Systèmes d'Information

LES MARCHES PASSES PAR LES MANDATAIRES

Commission permanente du 24/01/2019

N° du Marché	Objet	Seuil de procédure	Montant H.T.*	Date de notification	Nom et adresse de l'Attributaire	Mandataires
1800747	Pose de pompe supplémentaire pour mesurer l'amiante Lycée Alfred Costes à Bobigny (93)	< 25 000 € HT	250,00 €	10/09/18	EXPERTAM 6 rue des Frères Caudron 78140 VELIZY	AMENAGEMENT 77
1800258	Mission de maitrise d'œuvre technique portant sur la mise en conformité pour la sécurité des personnes et l'aménagement de locaux de vie scolaire dans le cadre de la restructuration partielle du lycée Léonard de Vinci à Melun (77)	< 221 000 € HT	219 300,00 €	12/10/18	COBALT Architectes 5/7 rue de Saintonge 75003 PARIS	AMENAGEMENT 77
1800720	Affichage du premier arrêté de défrichement pour la réalisation de l'Ile de loisirs de la Corniche des Forts de Romainville, les Lilas, Noisy-le-Sec et Pantin (93)	< 25 000 € HT	204,80 € HT	18/09/18	PIC 92 25 boulevard de la Muette BP 70 95 142 Garges-Les-Gonesse Cedex	GRAND PARIS AMENAGEMENT
1800719	Constats d'affichage du premier arrêté de défrichement pour la réalisation de l'Ile de loisirs de la Corniche des forts de Romainville, les Lilas, Noisy-le-Sec et Pantin (93)	< 25 000 € HT	415,34 € HT	08/10/18	DONSIMONI COTTINET & ASSOCIES huissiers de justice Cour d'Appel de Paris près le TGI de Créteil 9, rue du général Leclerc 94048 Créteil cedex	GRAND PARIS AMENAGEMENT

*Montant HT à renseigner selon le type de marché

Prix forfaitaire : Prix attribué toutes tranches x nombre de reconductions

Accord-cadre avec maximum: Montant maximum x nombre de reconductions

Accord-cadre sans maximum : Montant DQE x nombre de reconductions ou (*) budget annuel alloué

Accord-cadre sans maximum ni DQE : Inscrire sans maxi

1800795	Affichage du deuxième arrêté de défrichement pour la réalisation de l'Ile de loisirs de la Corniche des forts de Romainville, les Lilas, Noisy-le-Sec et Pantin (93)	< 25 000 € HT	204,80 € HT	19/10/18	PIC 92 25 boulevard de la Muette BP 70 95142 Garges-Les-Gonesse Cedex	GRAND PARIS AMENAGEMENT
1700346R-3	Accord-cadre à bons commande multi attributaire pour la réalisation de missions de contrôle technique dans le cadre des opérations immobilières confiées par contrat de mandat à la SAERP Lot géographique 3- Attributaire 2	> 221 000 € HT	Sans maxi	20/08/18	BTP CONSULTANTS Immeuble Central Gare 1 Place Charles de Gaulle 78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	SAERP
1700346R-3	Accord-cadre à bons commande multi attributaire pour la réalisation de missions de contrôle technique dans le cadre des opérations immobilières confiées par contrat de mandat à la SAERP Lot géographique 3- Attributaire 3	> 221 000 € HT	Sans maxi	20/08/18	BATIPLUS 261, rue de Paris Immeuble Le Méliès 93100 MONTREUIL	SAERP
1700346R-4	Accord-cadre à bons commande multi attributaire pour la réalisation de missions de contrôle technique dans le cadre des opérations immobilières confiées par contrat de mandat à la SAERP Lot géographique 4- Attributaire 1	> 221 000 € HT	Sans maxi	21/08/18	QUALICONSULT SASU 131, chemin des Bassins EUROPARC 94000 CRETEIL	SAERP
1700346R-4	Accord-cadre à bons commande multi attributaire pour la réalisation de missions de contrôle technique dans le cadre des opérations immobilières confiées par contrat de mandat à la SAERP Lot géographique 4- Attributaire 2	> 221 000 € HT	Sans maxi	28/08/18	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION 9 cours du Triangle 92800 PUTEAUX	SAERP
1700346R-4	Accord-cadre à bons commande multi attributaire pour la réalisation de missions de contrôle technique dans le cadre des opérations immobilières confiées par contrat de mandat à la SAERP Lot géographique 4- Attributaire 3	> 221 000 € HT	Sans maxi	21/09/18	BATIPLUS 261, rue de Paris Immeuble Le Méliès 93100 MONTREUIL	SAERP

1800405	Marché d'Assistance à Maitrise d'ouvrage en qualité environnementale dans le cadre de l'opération d'extension du lycée Pauline Roland à Chevilly Larue (94)	< 25 000 € HT	24 140,00 €	25/09/18	H3C ENERGIES 6, rue Abel 75012 PARIS	SAERP
1800295	Marché d'ordonnancement, pilotage et coordination (OPC) pour la restructuration globale avec extension de capacité du lycée Pierre Mendes France à Ris-Orangis (91)	[90 000 € HT et 221 000 € HT]	181 280,00 €	02/10/18	IPCS Ingénierie Pilotage Coordination Sécurité 11, rue Stanislas 75006 PARIS	SAERP
1800138	Marché de Maîtrise d'œuvre dans le cadre de réfection de la croisée de la bibliothèque des Génovéfains et la restructuration de la fresque de Jean Restout et des décors classés du lycée Henri IV à Paris 5ème	[90 000 € HT et 5 225 000 € HT]	258 919,00 €	20/08/208	LAGNEAU ARCHITECTES 132, boulevard Saint- Germain 75006 PARIS	SAERP
1800233	Marché de réalisation d'essais de chargement de planchers dans le cadre de l'opération de restructuration globale et extension du lycée Adolphe Chérioux à Vitry-sur-Seine (94)	[25 000 € HT et 90 000 € HT]	36 200,00 €	20/08/209	AKILA INGENIERIE 13, rue de la Coussaye 95880 ENGHIEN LES BAINS	SAERP
1800767	Restructuration du service de restauration et extension du lycée BOULLOCHE à Livry-Gargan (93) : complément déménagement salle d'arts plastiques non visitée	< 25 000 € HT	1 145,00 €	06/09/18	SENI 96-102, rue Gabriel Péri 94250 Gentilly	SEMAEST
1800475	Réinstallation des équipements de la cuisine de remise en température du site du lycée des métiers du bâtiment Saint-Lambert (ex Erea Jean Jaurès) à Paris 19ème	[25.000 € HT et 90.000 € HT]	69 892,00 €	23/10/18	FC2P Parc d'activités les Portes du Vexin 5 rue Ferrié 95300 ENNERY	SEMAEST
1800099	Marché de travaux lot n° 12b : CVC plomberie sanitaires pour la construction du bâtiment des licences professionnelles de l'IUT Sénart-Fontainebleau à Lieusaint (77)	[90 000 € HT et 221 000 € HT]	115 507,77 €	12/10/18	Tunzini Troyes Santerne Energies Est 40 avenue de l'Europe 10300 Saint Savine	SODEREC
2018	Location d'un transformateur électrique-prolongation -4 pour la restructuration et extension du Lycée Joliot-Curie à Nanterre (92) (commande initiale : le 04/08/16)	< 25 000 € HT	3 237,50 €	02/03/18	SNT Duriez 6 rue Paul Vaillant Couturier 76120 Le Grand Quevilly	SODEREC

2018	Location d'un transformateur électrique-prolongation -5 pour la restructuration et extension du Lycée Joliot-Curie à Nanterre (92) (commande initiale : le 04/08/16)	< 25 000 € HT	925,00 €	27/04/18	SNT Duriez 6 rue Paul Vaillant Couturier 76120 Le Grand Quevilly	SODEREC
2018	Location d'un transformateur électrique-prolongation -6 pour la restructuration et extension du Lycée Joliot-Curie à Nanterre (92) (commande initiale : le 04/08/16)	< 25 000 € HT	925,00 €	05/06/18	SNT Duriez 6 rue Paul Vaillant Couturier 76120 Le Grand Quevilly	SODEREC
2018	Location d'un transformateur électrique-prolongation -7 pour la restructuration et extension du Lycée Joliot-Curie à Nanterre (92) (commande initiale : le 04/08/16)	< 25 000 € HT	2 312,50 €	01/05/18	SNT Duriez 6 rue Paul Vaillant Couturier 76120 Le Grand Quevilly	SODEREC
2018	Location d'un transformateur électrique-prolongation -8 et DEPOSE pour la restructuration et extension du Lycée Joliot-Curie à Nanterre (92) (commande initiale : le 04/08/16)	< 25 000 € HT	1 442,18 €	15/10/18	SNT Duriez 6 rue Paul Vaillant Couturier 76120 Le Grand Quevilly	SODEREC

LES AVENANTS PASSES PAR LES MANDATAIRES

Commission permanente du 24/01/2019

N° du Marché	Objet du marché initial	Montant du marché initial	Numéro et objet de l'avenant	Montant H.T. de l'avenant	Date de notification de l'avenant	Nom et adresse de l'Attributaire	Mandataires
1400742-01	Travaux dans le cadre de la restructuration d'ensemble du lycée Jean-Baptiste Poquelin à St-Germain-en-Laye (78) - Macro-lot 01 : Désamiantage- Démolition- Gros-œuvre- Etanchéité- Couverture zinc- Ravalement- Bardage bois- Menuiseries extérieures- Métallerie- Ascenseur- Traitement du plomb	6 940 000,00 €	Avenant n°5 Travaux supplémentaires et modificatifs	23 463,80 €	15/10/18	BREZILLON 128 rue de Beauvais 60280 Margny-les-Compiègne	CITALLIOS
1300220	Achèvement de la rénovation du lycée Chennevière Malézieux Paris 12	17 724 907,38 €	Avenant n° 2 : Adaptations et modifications apportées au projet	205 760,46 €	09/10/18	DEMATHIEU ET BARD 50 avenue de la République 94550 CHEVILLY-LARUE	ESSONNE AMENAGEMENT
1500575	Marché de Maîtrise d'œuvre pour la restructuration globale du lycée Joseph Cugnot à Neuilly-sur-Marne (93)	2 321 800,00 €	Avenant n°1 Fixation du coût prévisionnel des travaux et du forfait définitif	196 161,06 €	26/09/18	EPICURIA ARCHITECTES 23, rue de Rome 75008 PARIS	SAERP
1600472-2	Marché de travaux de rénovation simple pour la restructuration globale du lycée ARAGO à Paris 12eme. Lot n°2: Bâtiments provisoires	225 410,00 €	Avenant n°1 Allongement du délai et fixation du nouveau montant du marché	20 163,00 €	20/09/18	LOXAM MODULE 89, avenue de la Grande Armée 75219 PARIS cedex 16	SAERP
1600472-4	Marché de travaux de rénovation simple pour la restructuration globale du lycée Arago à Paris 12ème Lot n°4: Paillasses	287 780,17 €	Avenant n°1 adaptations supplémentaires et fixation nouveau montant du marché	24 538,54 €	13/09/18	CREABOIS Z.A. de la Roche 35160 MONTREUIL	SAERP
1500302R-3C	Marché de travaux d'achèvement de la restructuration du lycée Les Côtes de Villebon à Meudon-la-Forêt (92) Lot n°3C : Lot technique: plomberie sanitaire chauffage ventilation climatisation électricité courant forts - courants faibles	2 898 079,51 €	Avenant n°2 Travaux supplémentaires et modificatifs	30 490,11 €	03/10/18	S.A. GALLIER ZA La Vallée 160, rue L. Foucault 45140 St Jean de la Ruelle	SAERP

1500302-5	Marché de travaux d'achèvement de la restructuration du lycée Les Côtes de Villebon à Meudon-la-Forêt (92) Lot n°5 : équipements de cuisines	1 336 927,12 €	Avenant n°2 Travaux supplémentaires et modificatifs	-3 211,00 €	26/09/18	LE CLOAREC 10, route d'Hargenville 78790 Sartrouville les Mantes	SAERP
1200334-2	Marché de prestations intellectuelles de l'opération de développement du site sportif de l'ile de loisirs de Vaires - Torcy (77) Lot n°2: Coordination Sécurité et Protection de la Santé	38 255,00 €	Avenant n°1 Allongement de la durée des travaux	22 293,60 €	11/09/18	LCA 10, avenue Jean Cocteau BP 809 LA ROCHETTE 77012 MELUN CEDEX	SAERP
1500185-17	Marché de travaux de développement du site sportif de l'ile de loisirs de Vaires - Torcy (77) Lot n° 17: Equipements de cuisine	206 230 ,00 €	Avenant n°1 Adaptations techniques-incidences financières-fixation nouveau montant du marché	7 898,00 €	17/08/18	IDFC 1270?, avenue Saint Just ZI Vaux Le Pénil 77000 MELUN	SAERP
1400082- 1	Marché de prestations intellectuelles de l'opération de développement du site sportif de l'ile de loisirs de Vaires - Torcy (77) Lot 1 : Ordonnancement, Pilotage et Coordination	404 500,00 €	Avenant n°1 Modification de la durée de la mission - phase réalisation	145 901,79 €	18/09/18	IPCS Ingénierie Pilotage Coordination Sécurité 11, rue Stanislas 75006 PARIS	SAERP
1500070	Marché d'assistance technique à maitrise d'ouvrage (ATMO) dans le cadre de la rénovation thermique du lycée Fragonard de l'Isle Adam (95)	96 725,00 €	Avenant n°1 Allongement durée des travaux	10 725,00 €	13/09/18	ERESE 2, rue Lord Byron 75008 PARIS	SAERP
1700139-1	Marché de Travaux de restructuration après désamiantage du lycée Louis Armand à Paris 15ème Lot n°1: désamiantage	2 779 052,80 €	Avenant n°1 Travaux supplémentaires	120 823,84 €	10/09/18	DI ENVIRONNEMENT 9, rue Jean -Pierre Timbaud 95100 Argenteuil	SAERP
1200314	Marché de maîtrise d'œuvre pour la construction du bâtiment des licences professionnelles de l'IUT Sénart-Fontainebleau à Lieusaint (77)	589 778,00 €	Avenant n°3 : - réalisation d'un PC modificatif ; - allongement de la durée des travaux (3 mois) - suite à la liquidation judiciaire du titulaire du marché lot n° 12, société Sésar : passation d'un nouveau marché lot n° 12b et suivi de l'exécution des travaux	72 481,97 €	24/08/18	Enia Architectes 46 rue de Lagny 93100 Montreuil sous bois	SODEREC

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/01/2019

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-029

DU 24 JANVIER 2019

PREMIÈRES AFFECTATIONS PROVISIONNELLES D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT SUR LES CHAPITRES 900 ET 930 "SERVICES GÉNÉRAUX" , CRÉDIT DES SYSTÈMES D'INFORMATION ET VERSEMENT COTISATION EN FAVEUR DES ASSOCIATIONS SUIVANTES : CIGREF, SIPPEREC, GIE DATA INFOGÉRANCE COMMUNAUTAIRE, EPSILON, CLUB UTILISATEURS CORIOLIS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics
VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics modifié,
Vu la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégation d'attributions du conseil régional modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2018,
Vu la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010
Vu la délibération n° CP 2018-420 01-16 du 31 mai 2018 portant troisième affectations provisionnelles d'autorisations d'engagement sur le chapitre 930 « services généraux »-crédits de la direction des systèmes d'information et cotisation en faveur du CIGREF, D'EPSILON du Club utilisateurs de Coriolis,et du DATA CENTER d'infogérance
Vu la délibération n° CP 2018-462 du 17 octobre 2018 portant adhésion à la centrale d'achats SIPP'N'CO du SIPPEREC
Vu la délibération n° CP 2018-580 du 21 novembre 2018 portant approbation de la convention constitutive modifiée du GIE d'infogérance publique communautaire du Datacenter régional
Vu Le budget 2019

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-029 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'affecter, à titre provisionnel, en autorisation de programme **6 300 000 €** sur le chapitre 900 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP0202-002 (102002) « Moyens informatiques des services » du budget 2019, pour les dépenses d'investissement liées aux Systèmes d'Information.

Article 2 :

Décide d'affecter, à titre provisionnel, en autorisation d'engagement **5 854 650** € sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP0202-012 (102012) « Fonctionnement des services » du budget 2019 pour les dépenses de fonctionnement liées aux Systèmes d'Information.
.

Article 3:

Décide le versement de la cotisation à l'association CIGREF, au titre de l'année 2019
Affecte à cet effet, une autorisation d'engagement de **10 000** euros prélevée sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP0202-012 (102012) « Fonctionnement des services » du budget 2019, pour les dépenses de fonctionnement liées aux systèmes d'information

Article 4:

Décide le versement de la cotisation à l'association SIPPEREC au titre de la participation financière d'adhésion à la SIPP'N'CO pour l'année 2019.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de **11 200** euros, disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP0202-012 (102012) « Fonctionnement des services », action 10200205 « informatique » » du budget 2019,

Article 5:

Décide le versement de la cotisation à l'association EPSILON, au titre de l'année 2019

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de **3 750** euros au profit de l'association EPSILON sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP0202-012 (102012) « Fonctionnement des services », action 10200205 « informatique » du budget 2019

Article 6:

Décide le versement du solde de la cotisation 2018 à l'association EPSILON

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de **300** euros au profit de l'association EPSILON sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP0202-012 (102012) « Fonctionnement des services », action 10200205 « informatique » du budget 2019

Article 7:

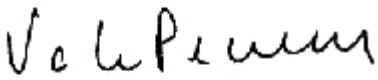
Décide le versement de la cotisation à l'association CLUB DES UTILISATEURS CORIOLIS, au titre de l'année 2019

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de **100** euros au profit de l'association CLUB UTILISATEURS CORIOLIS sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP0202-012 (102012) « Fonctionnement des services », action 10200205 « informatique » du budget 2019

Article 8:

Décide le versement de la contribution exceptionnelle de **50 000** € en 2019 prévue sur le budget 2018 par l'article 3 de la délibération CP 2018-420 du 17 septembre 2018 pour le GIE d'infogérance communautaire

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/01/2019

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-065

DU 24 JANVIER 2019

RAPPORT DONNANT MANDATS SPÉCIAUX AUX ÉLUS RÉGIONAUX - JANVIER 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État ;

VU le décret n° 2007-23 du 5 janvier 2007 modifiant le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant notamment dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU les arrêtés d'application du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 susvisé, notamment l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération CR 2017-162 du 21 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 04-16 du 22 janvier 2016 relative aux conditions d'exercice du mandat régional et aux conditions de fonctionnement des groupes d'élus ;

VU le budget de la Région pour l'année 2019 ;

VU la délibération n° CP 2019-035 du 24 janvier 2019 portant affectations provisionnelles et spécifiques d'autorisations d'engagement et d'autorisations de programme sur les chapitres 930 et 900 «Services généraux» ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-065 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de donner mandat spécial à chaque conseiller régional, mentionné au sein du tableau annexé à la présente délibération, pour représenter la collectivité régionale dans les conditions prévues au sein de ce même tableau.

Autorise la prise en charge, par le budget régional, des dépenses afférentes à ces déplacements et détaillées au sein de ce même tableau annexé à la présente délibération

.

Article 2 :

Les dates de départ et de retour indiquées dans le tableau joint en annexe sont susceptibles d'être ajustées de plus ou moins une journée pour tenir compte des impératifs de début et de fin de mission sur place ainsi que des disponibilités de transport.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

TABLEAU CP DU 24 JANVIER 2019

TABLEAU CP DU 24 JANVIER 2019

MANDATS SPECIAUX
PROPOSES AU VOTE DE LA COMMISSION PERMANENTE

NOM	PRENOM	PAYS	VILLE	OBJET	DATE DEPART	DATE RETOUR	DEPENSES SUPPLEMENTAIRES *					
							RELATIONS PUBLIQUES	MOYEN DE TRANSPORT	FRAIS TRANSPORT SUR SITES	VISAS	VACCINS	DIVERS
REZEG	Hamida	Portugal	Madère	Congrès annuel des "Entreprises du voyage"	31/01/2019	03/02/2019	x	x	x	x		x
CHARTIER	Jérôme	Madagascar	Antananarivo	Projet Haute Ville PMU + Rendez-vous officiels	17/02/2019	20/02/2019	x	x	x	x	x	x
PECRESSE	Valérie	Réunion Mayotte	Saint-Denis Dzaoudzi	Signature d'une convention cadre avec la Réunion et Mayotte	26/02/2019	02/03/2019	x	x	x	x	x	x
KARAM	Patrick	Réunion Mayotte	Saint-Denis Dzaoudzi	Signature d'une convention cadre avec la Réunion et Mayotte	26/02/2019	02/03/2019	x	x	x	x	x	x
DUGOIN-CLEMENT	Jean-Philippe	Réunion Mayotte	Saint-Denis Dzaoudzi	Signature d'une convention cadre avec la Réunion et Mayotte	26/02/2019	02/03/2019	x	x	x	x	x	x
DIDIER	Geoffroy	France	Cannes	MIPIM 2019	11/03/2019	14/03/2019	x	x	x			x
VON-EUW	Stéphanie	Portugal	Lisbonne	Préfiguration coopération Régionale	11/03/2019	12/03/2019	x	x	x	x		x
DUGOIN-CLEMENT	Jean-Philippe	FRANCE	Cannes	MIPIM	12/03/2019	15/03/2019	X	X	X			X
PECRESSE	Valérie	France	Cannes	MIPIM 2019	12/03/2019	12/03/2019	x	x	x			x
PECRESSE	Valérie	FRANCE	Vannes	Conférence des universités	21/03/2019	22/03/2019	X	X	X			X
VON-EUW	Stéphanie	République Tchèque	Prague	Préfiguration coopération Régionale	17/04/2019	18/04/2019	x	x	x	x		x

* éventuellement au regard des conditions prévues à la délibération CR 04-16

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/01/2019

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-007

DU 24 JANVIER 2019

1ER RAPPORT INTERNATIONAL 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération n° CR 222-16 du 15 décembre 2016 relative à la stratégie internationale de la Région Île-de-France modifiée par les délibérations n° CP 2018-162 du 30 mai 2018 et n° CP 2018-176 du 4 juillet 2018 ;
VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée ;
VU La délibération n° CP 2018-045 du 24 janvier 2018 portant attribution de subventions et affectations d'autorisations d'engagement dans le cadre des coopérations décentralisées affectations provisionnelles et régularisation
VU L'accord de coopération signé entre le Comité Populaire de Hanoi et la Région Ile de France le 20 décembre 1989 ;
VU L'accord de coopération entre la région Île-de-France et la Commune Urbaine d'Antananarivo le 21 décembre 2010 ;
VU La convention cadre de partenariat entre la Région Île-de-France et Expertise France (délibération n° CP 2017-560 du 22 novembre 2017) ;
VU Le budget 2019 de la Région Île-de-France ;

VU l'avis de la commission de la coopération internationale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-007 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1

Décide d'affecter, à titre provisionnel, une autorisation d'engagement de **100 000 €** sur le chapitre 930, « services généraux », code fonctionnel 048 « autres actions internationales », programme HP048-017 « Coopération décentralisée », action 10401702 « coopération décentralisée » du budget 2019 pour la prise en charge de prestations à l'occasion de l'accueil de délégations issues des zones de coopération prioritaire ainsi que diverses prestations de service, dont la réalisation d'études, la mobilisation d'experts, la couverture des frais d'interprétariat et de traduction, la location de salles, de minibus ou de voitures avec chauffeurs ; l'achat de documentations et de

livres, et toutes dépenses directes générées par l'organisation d'une manifestation. Cette affectation provisionnelle couvrira également la prise en charge de la redevance du bureau de PRX-Madagascar au sein de l'ambassade de France à Antananarivo.

Article 2

Approuve la convention de coopération avec Expertise France relative au fonctionnement de PRX-Vietnam, telle qu'elle figure en annexe de la délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

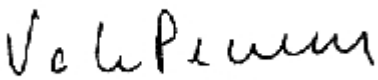
Affecte une autorisation d'engagement de **159 488 €** disponible sur le chapitre 930, « Services généraux », code fonctionnel 048 « Autres actions internationales », programme HP 048-017 (104017) « Coopération décentralisée », Action 10401702 « Coopération décentralisée », du budget 2019.

Article 3

Approuve la convention de coopération avec Expertise France relative à la représentation de la Région à Antananarivo, telle qu'elle figure en annexe de la délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **113 008 €** disponible sur le chapitre 930, « Services généraux », code fonctionnel 048 « Autres actions internationales », programme HP 048-017 (104017) « Coopération décentralisée », Action 10401702 « Coopération décentralisée », du budget 2019.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

24/01/2019 12:06:32

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : convention Expertise France / PRX Vietnam

CONVENTION DE COOPÉRATION

EXPERTISE FRANCE, l'Agence Française d'Expertise Technique Internationale, établissement public à caractère industriel et commercial, dont le siège est 73, rue de Vaugirard, 75006 PARIS, immatriculée sous le numéro N° SIRET : 808 734 792 00027, représentée par Mme Laurence TUBIANA, sa Présidente du conseil d'administration, et Monsieur Jérémie PELLET, son Directeur Général.
(Ci-après dénommée « Expertise France »)

D'UNE PART,

ET

LA REGION ÎLE-DE-FRANCE, dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, dûment habilitée à cet effet par la délibération n° CP 2019-007 du 24 janvier 2019
(Ci-après dénommée « la Région »).

D'AUTRE PART,
(Ci-après désignés ensemble « les Parties »).

PREAMBULE

Expertise France est l'agence publique de référence de la coopération technique internationale française. Sous la tutelle conjointe des ministères en charge de l'Europe et des Affaires étrangères et de l'Économie, l'Agence appartient au dispositif français d'aide publique au développement. Elle inscrit son action dans le cadre de la politique extérieure de développement, d'influence et de diplomatie économique de la France avec pour mission de concourir à la promotion de l'assistance technique et de l'expertise internationale publique française à l'étranger. Expertise France assure à ce titre des missions d'ingénierie et de mise en œuvre de projets de renforcement de capacités, de mobilisation de l'expertise technique, ainsi qu'une fonction d'ensemblier de projets de développement et de solidarité internationale faisant intervenir de l'expertise publique et des savoir-faire privés. Dans ce cadre, elle conduit et participe à des projets d'assistance technique au Vietnam.

La Région entretient depuis 1989 une coopération avec le Comité populaire de Hanoi marquée par la création de l'Institut des Métiers de la Ville en 2002. Le Vietnam faisant désormais partie des pays prioritaires au titre du développement économique des acteurs régionaux, le Conseil régional a décidé, par sa délibération n° CR 2017-129 du 6 juillet 2017, que sa représentation auprès du Comité populaire de Hanoi serait dénommée Paris Région Expertise-Vietnam à partir du 1er novembre 2017.

Par une convention de coopération public-public, adoptée par délibération n° CP 2017-560 du 22 novembre 2017, la Région et Expertise France se sont associés afin d'assurer la promotion de l'expertise francilienne à l'international.

En raison de leur mission commune de promotion de l'expertise française au Vietnam, les deux parties se sont également associées dans les activités de Paris Région Expertise -Vietnam (PRX-Vietnam) afin de mutualiser leurs moyens et leur capacité de mobilisation des acteurs franciliens de l'expertise ainsi que des financements extérieurs.

La présente convention définit le contenu et les modalités financières de cette coopération pour la période du **1er février 2019 au 31 janvier 2020**.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir le cadre, le champ, les règles, et l'organisation de la coopération entre Expertise France et la Région qui unissent leurs efforts et leurs moyens pour assurer pendant un an le fonctionnement du bureau de représentation de la Région Île-de-France à Hanoi nommé Paris Région Expertise Vietnam (PRX-Vietnam).

ARTICLE 2 : MISSIONS DE PARIS REGION EXPERTISE VIETNAM

La Région et Expertise France sont associées pour assurer les missions suivantes de PRX-Vietnam :

- concevoir et conduire avec les services du Comité Populaire de Hanoi des projets de coopération répondant à un besoin d'assistance par la mobilisation d'organismes publics ou privés franciliens dans le cadre défini par l'accord de coopération signé entre la Région Île-de-France et le Comité Populaire de Hanoi le 20 décembre 1989 et les comités mixtes de coopération ;

- mobiliser des experts franciliens afin de répondre avec Expertise France Vietnam à des appels d'offre ou appels à projets de bailleurs internationaux au Vietnam ou dans les pays voisins;

- Faire la promotion des entreprises franciliennes auprès de la commande publique vietnamienne, d'investisseurs privés ou de bailleurs de fonds internationaux et les accompagner dans leurs démarches commerciales sur place ;

- Rechercher des financements auprès d'organismes publics nationaux supportant l'action extérieure des collectivités locales tels que le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères ou l'Agence Française de développement, ou auprès de bailleurs internationaux ou de partenaires privés.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DE LA REGION

La Région Île de France s'engage à :

- verser à Expertise France un montant maximum de **159 488 Euros** correspondant au strict remboursement des frais exposés par elle pour le fonctionnement global de Paris Region Expertise Vietnam pour un an. Ces frais sont détaillés en annexe de la présente convention.

- autoriser Expertise France à utiliser les références de Paris Région Expertise ou de Paris Region Expertise-Vietnam dans le cadre d'appel d'offres internationaux.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS D'EXPERTISE FRANCE

Expertise France s'engage à :

- gérer les personnels de PRX-Vietnam, le représentant de la Région et son assistant au moyen de contrats de travail et payer les salaires mensuellement selon les conditions de rémunération conclues avec la Région Île de France.

- inscrire et déclarer les membres du bureau PRX-Vietnam auprès des organismes sociaux et fiscaux compétents et procéder au paiement des charges afférentes.

- assurer la gestion financière et administrative de la structure de projet PRX-Vietnam. Payer les factures et autres demandes de décaissements concernant le fonctionnement du bureau de PRX-Vietnam, après s'être assuré de la conformité et de la réalité des livraisons, dans les 05 jours qui suivent la réception de la demande de paiement par la coordination Expertise France à Hanoi.

- Respecter la législation vietnamienne et les directives des organismes bailleurs dans la passation de contrats de prestation ou de travaux avec des organismes privés.

- Conseiller le bureau PRX-Vietnam sur les points juridiques et fiscaux en vigueur au Vietnam.

- Mettre à la disposition de la Région Île-de-France les documents originaux ou certifiés conformes, ainsi que les informations relatives à l'engagement et au paiement des dépenses et à la situation du compte bancaire, soit par correspondance, soit lors d'éventuels déplacements sur place de personnes mandatées par la Région Île de France dans le cadre d'un Audit.

- Tenir à la disposition de toute personne mandatée par la Région Île de France l'ensemble des documents restés sur place (bons de commande, bordereaux de livraison, journaux comptables….) relatifs à la gestion de la convention pendant une période de trois (3) ans suivant la date de fin d'exécution de la présente convention.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 5-1 : Modalités de versement du montant global octroyé par Région Île-de-France à Expertise France :

Le montant global octroyé par Région Île-de-France à Expertise France sera versé en plusieurs tranches dans les conditions suivantes :

- Une ou plusieurs tranches, correspondant à des acomptes dans la limite de 80% du montant total prévu, seront payées par la Région sur présentation pour chaque demande d'une demande de versement accompagnée d'un état récapitulatif des dépenses réalisées.

- Une dernière tranche, correspondant au solde de la contribution financière, sera payée sur présentation d'une demande de versement accompagnée d'un état récapitulatif des dépenses signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme ; ainsi qu'une déclaration de bonne exécution de la mission et du respect des obligations indiquées à l'article 4.

Article 5-2. Entrée en vigueur et durée de la convention et éligibilité des dépenses.

1. La convention prend effet au 1er février 2019. Elle prend fin lors du versement du solde de la contribution régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité figurant à l'article 5.3.

2. Les dépenses sont éligibles à compter du vote de la contribution de la Région Île-de-France, le 24 janvier 2019.

3. Aucune dépense ne pourra être engagée après la date d'expiration de la présente convention, le 31 janvier 2020, sauf autorisation exceptionnelle donnée par la Région et ne pouvant excéder 30 jours après la date d'expiration.

Article 5-3. Caducité de convention.

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date de vote de la convention par l'assemblée délibérante, Expertise France n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la contribution devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. A compter de la date de première demande de versement, Expertise France dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat non versé est caduc.

ARTICLE 6. MODIFICATIONS

Les éventuelles modifications de la présente convention devront faire l'objet d'un accord préalable entre les deux parties. Cet accord sera matérialisé par un avenant au document initial, qui stipulera les modifications correspondant aux changements apportés.

ARTICLE 7. LITIGES ET RESILIATION

En cas de litiges, les deux parties s'engagent à rechercher une solution à l'amiable. Si aucun accord n'est trouvé, chacune des parties peut résilier la présente convention sous réserve d'un préavis de trois mois.

Cette convention est éditée en langue française et quatre (4) exemplaires serons composés, deux (2) pour EXPERTISE FRANCE, les deux (2) autres pour la REGION ÎLE DE FRANCE.

Fait à Paris en 4 exemplaires originaux

Le

Pour la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France et par délégation,
la Directrice Générale adjointe des services chargée des affaires européennes,
de la coopération internationale et du tourisme par interim

Madame Régine LEDUC

Pour EXPERTISE FRANCE

Le Directeur Général,

Monsieur Jérémie PELLET

ANNEXE

BUDGET PREVISIONNEL

PRX Vietnam

Durée de la mission: 12 mois (01/02/2019 - 31/01/2020)

A - Couts salariaux (€)	Nbr mois	Montant/mois	133 056,00 €
Forfaits mensuels Expert international	12	7 802,00	93 624,00 €
Forfait mensuel Assistant de projet	12	2 098,08	25 176,00 €
Frais de gestion d'Expertise France			14 256,00 €
B- Frais de fonctionnement PRX (1)	**Unité**	**Prix unitaire**	**26 432,00 €**
Billet d'avion HN-Paris-HN (Expert international et sa famille)	3	1200,00	3 600,00 €
Déménagement retour	1	7000,00	7 000,00 €
Fonctionnement du bureau PRX-Vietnam (*)	1	12 000,00	12 000,00 €
Imprévus	1	1000,00	1 000,00 €
Frais de gestion d'Expertise France sur fonctionnement			2 832,00 €
TOTAL (A+B) (€)			**159 488,00 €**

(*) billets d'avion internationaux et nationaux, frais de séjour lors de missions, dépenses générales, téléphone, courrier, internet, électricité, déplacements, traduction, réception et représentation

Annexe 2 : convention Expertise France / PRX Madagascar

CONVENTION DE COOPÉRATION

EXPERTISE FRANCE, l'Agence Française d'Expertise Technique Internationale, établissement public à caractère industriel et commercial, dont le siège est 73, rue de Vaugirard, 75006 PARIS, immatriculée sous le numéro N° SIRET : 808 734 792 00027, représentée par Mme Laurence Tubiana, sa Présidente du conseil d'administration, et Monsieur Jérémie PELLET, son Directeur général,
(Ci-après dénommée « Expertise France »)

D'UNE PART,

ET

LA REGION ÎLE-DE-FRANCE, dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, dûment habilitée à cet effet par la délibération n° CP 2019-007 du 24 janvier 2019.
(Ci-après dénommée « la Région »).

D'AUTRE PART,
(Ci-après désignés ensemble « les Parties »).

PREAMBULE

Expertise France est l'agence publique de référence de la coopération technique internationale française. Sous la tutelle conjointe des ministères en charge de l'Europe et des Affaires étrangères et de l'Économie, l'Agence appartient au dispositif français d'aide publique au développement. Elle inscrit son action dans le cadre de la politique extérieure de développement, d'influence et de diplomatie économique de la France avec pour mission de concourir à la promotion de l'assistance technique et de l'expertise internationale publique française à l'étranger. Expertise France assure à ce titre des missions d'ingénierie et de mise en œuvre de projets de renforcement de capacités, de mobilisation de l'expertise technique, ainsi qu'une fonction d'ensemblier de projets de développement et de solidarité internationale faisant intervenir de l'expertise publique et des savoir-faire privés. Dans ce cadre, elle conduit et participe à des projets d'assistance technique à Madagascar.

La Région entretient depuis 1990 une coopération avec la Commune Urbaine d'Antananarivo marquée par la création de l'Institut des Métiers de la Ville en 2008. Madagascar faisant désormais partie des pays prioritaires au titre de la solidarité internationale des acteurs régionaux, le Conseil régional a décidé, par sa délibération n°CR 2017-129 du 6 juillet 2017, que sa représentation auprès

de la Commune Urbaine d'Antananarivo est dénommée Paris Région Expertise-Madagascar à partir du 1er février 2018.

Par une convention de coopération public-public, adoptée par délibération n°CP 2017-560 du 22 novembre 2017, la Région et Expertise France se sont associés afin d'assurer la promotion de l'expertise francilienne à l'international.

En raison de leur mission commune de promotion de l'expertise française à Madagascar, les deux parties se sont également associées dans les activités de Paris Region Expertise -Madagascar (PRX-Madagascar) afin de mutualiser leurs moyens et leur capacité de mobilisation des acteurs franciliens de l'expertise ainsi que des financements extérieurs.

La présente convention définit le contenu et les modalités financières de cette coopération pour la période du **1er février 2019 au 31 janvier 2020**.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir le cadre, le champ, les règles, et l'organisation de la coopération entre Expertise France et la Région qui unissent leurs efforts et leurs moyens pour assurer pendant un an le fonctionnement du bureau de représentation de la Région Île-de-France à Antananarivo nommé Paris Région Expertise Madagascar.

ARTICLE 2 : MISSIONS DE PARIS REGION EXPERTISE MADAGASCAR

La Région et Expertise France sont associées pour assurer les missions suivantes de PRX-Madagascar :

- concevoir et conduire avec les services de la Commune Urbaine d'Antananarivo des projets de coopération répondant à un besoin d'assistance par la mobilisation d'organismes publics ou privés franciliens dans le cadre défini par l'accord de coopération signé entre la Région Île-de-France et la Commune Urbaine d'Antananarivo le 20 décembre 1990 et les comités mixtes de coopération ;

- mobiliser des experts franciliens afin de répondre avec Expertise France à des appels d'offre ou appels à projets de bailleurs internationaux à Madagascar ou dans les pays voisins;

- Faire la promotion des entreprises franciliennes auprès de la commande publique malgache, d'investisseurs privés ou de bailleurs de fonds internationaux et les accompagner dans leurs démarches commerciales sur place ;

- Rechercher des financements auprès d'organismes publics nationaux supportant l'action extérieure des collectivités locales tels que le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères ou l'Agence Française de développement, ou auprès de bailleurs internationaux ou de partenaires privés.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DE LA REGION

La Région Île de France s'engage à :

- verser à Expertise France un montant maximum de **113 008 Euros** correspondant au strict remboursement des frais exposés par elle pour la gestion du contrat de travail de la représentante de la Région à Antananarivo et de ses frais de fonctionnement pour un an. Ces frais sont détaillés en annexe de la présente convention.

- autoriser Expertise France à utiliser les références de Paris Région Expertise ou de Paris Région Expertise-Madagascar dans le cadre d'appel d'offres internationaux.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS D'EXPERTISE FRANCE

Expertise France s'engage à :

- gérer la représentante de la Région en tant qu'experte internationale au moyen d'un contrat de travail et payer les salaires mensuellement selon les conditions de rémunération conclues avec la Région Île de France.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 5-1 : Modalités de versement du montant global octroyé par Région Île de France à Expertise France:

Le montant global octroyé par Région Île de France à Expertise France sera versé en plusieurs tranches dans les conditions suivantes:

Une ou plusieurs tranches , correspondant à des acomptes dans la limite de 80% du montant total prévu, seront payées par la Région sur présentation pour chaque demande d'une demande de versement accompagnée d'un état récapitulatif des dépenses réalisées.

Une dernière tranche, correspondant au solde de la contribution financière, sera payée sur présentation d'une demande de versement accompagnée d'un état récapitulatif des dépenses (précisant les dépenses, les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées) signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme ; ainsi que d'une déclaration de bonne exécution de la mission et du respect des obligations indiquées à l'article 4.

Article 5-2. Entrée en vigueur et durée de la mission et éligibilité des dépenses.

1. La mission débute à la date du 1er février 2019 et prend fin le 31 janvier 2020.

2. Les dépenses sont éligibles à compter du vote de la contribution de la Région Île-de-France, le 24 janvier 2019.

3. Aucune dépense ne pourra être engagée après la date d'expiration de la présente convention, le 31 janvier 2020, sauf autorisation exceptionnelle donnée par la Région et ne pouvant excéder 30 jours après la date d'expiration.

Article 5-3. Caducité de convention.

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date de vote de la convention par l'assemblée délibérante, Expertise France n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. A compter de la date de première demande de versement, Expertise France dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la convention non versé est caduc.

ARTICLE 6. MODIFICATIONS

Les éventuelles modifications de la présente convention devront faire l'objet d'un accord préalable entre les deux parties. Cet accord sera matérialisé par un avenant au document initial, qui stipulera les modifications correspondant aux changements apportés.

ARTICLE 7. LITIGES ET RESILIATION

En cas de litiges, les deux parties s'engagent à rechercher une solution à l'amiable. Si aucun accord n'est trouvé, chacune des parties peut résilier la présente convention sous réserve d'un préavis de trois mois.

Cette convention est éditée en langue française et quatre (4) exemplaires serons composés, deux (2) pour EXPERTISE FRANCE, les deux (2) autres pour la REGION ÎLE DE FRANCE.

Fait à Paris en 4 exemplaires originaux,

Le

Pour la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France et par délégation,
la Directrice Générale adjointe des services chargé des affaires européennes,
de la coopération internationale et du tourisme, par interim.

Madame Régine LEDUC

Pour EXPERTISE FRANCE

Le Directeur Général

Monsieur Jérémie PELLET

ANNEXE

Madagascar

Expert : Tamara TEISSEDRE PHILIP
Représentante de la Région IDF à Madagascar (PRX-Madagascar)
Durée de la mission : 12 mois

A - HONORAIRES ET CHARGES (€)	**95 508,00 €**
Forfait mensuel	**7 959,00 €**
COUT GLOBAL MISSION (12 mois)	**95 508,00 €**
B- AUTRES DEPENSES (€) (1)	**17 500 €**
Voyages aller-retour Adresse contractuelle / Lieu de mission	**4 500,00 €**
Frais de fonctionnement et frais de mission professionnelle pour l'expert résidentiel (2)	**11 000,00 €**
Imprévus	**2 000,00 €**
TOTAL du devis prévisionnel (€)	**113 008,00 €**

(1) facturables sur présentation des justificatifs.

(2) Frais de déplacement professionnels de l'experte sur le lieu de mission et dans le pays de mission (carburant, taxis, hébergement le cas échéant), frais de mission en France si nécessaire, frais de représentation, communications téléphoniques et internet, fournitures et consommables de bureau, y compris électricité et petites réparations, consommables et maintenance bureautique, publication et presse, et autres frais de relatifs à la bonne réalisation de la mission de l'expert.

Les dépenses de fonctionnement sont remboursées à concurrence des frais réels engagés, sur présentation des justificatifs originaux des dépenses correspondantes.

** Ces lignes sont budgétées par Expertise France en fonction des besoins du projet*

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/01/2019

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-006

DU 24 JANVIER 2019

AFFECTATION DE LA CONTRIBUTION RÉGIONALE AUX TRANSPORTS PUBLICS FRANCILIENS ET DES PARTICIPATIONS À LA TARIFICATION SOLIDARITÉ TRANSPORTS ET IMAGINE R

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code des Transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;

VU La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU L'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région parisienne, et notamment son article 1er ;

VU Le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;

VU La délibération n° CR 63-14 du 21 novembre 2014 relative aux aides régionales au financement des déplacements en transports en commun : action régionale d'aide au financement des déplacements des personnes les plus modestes en Ile-de-France et aide régionale en faveur des jeunes pour leur faciliter l'utilisation des transports en commun ;

VU La délibération n° CR 57-15 du 18 juin 2015 relative à la participation régionale au financement du tarif unique des forfaits Navigo, Navigo Solidarité et Imagine R Etudiant « toutes zones » ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 03-16 du 21 janvier 2016 relative à la suppression de la réduction tarifaire dans les transports pour les étrangers en situation irrégulière ;

VU La délibération n° CR 2017-08 du 23 janvier 2017 relative à l'ajustement du montant de la subvention régionale relative au financement du titre de transport des jeunes suite à la suppression des zones tarifaires ;

VU La délibération n° CP 2018-007 du 24 janvier 2018 relative aux conventions entre la Région Île-de-France et Île-de-France Mobilités pour les années 2018, 2019 et 2020 pour la tarification solidarité transports et Imagine R ;

VU Le budget de la Région Île-de-France pour l'année 2019 ;

VU l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-006 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'affecter au Syndicat des Transports d'Île-de-France une autorisation d'engagement de 383 953 000 € disponible sur le chapitre 938 « Transports », code fonctionnel 810 « Services communs », programme HP 810-019 (181019) « Contribution régionale à l'exploitation des transports franciliens », action 18101901 « Contribution régionale à l'exploitation des transports franciliens », du budget 2019.

Article 2 :

Décide d'attribuer au Syndicat des Transports d'Île-de-France au titre de la participation régionale en 2019 au financement des déplacements des personnes les plus modestes en Ile-de-France, une subvention forfaitaire d'un montant de 72 440 000 €.

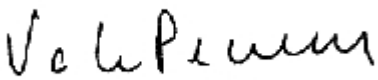
Décide d'affecter une autorisation d'engagement correspondant au montant de subvention susmentionné, soit de 72 440 000 €, disponible sur le chapitre 938 « Transports », code fonctionnel 810 « Services communs », programme HP 810-020 (181020) « Actions spécifiques en matière de tarification », action 18102003 « Aide au transport des personnes les plus modestes », du budget 2019.

Article 3 :

Décide d'attribuer au Syndicat des Transports d'Île-de-France une subvention forfaitaire en 2019 contribuant au financement de la carte Imagine R, d'un montant de 23 900 000 €.

Décide d'affecter une autorisation d'engagement correspondant au montant de subvention susmentionné, soit de 23 900 000 €, disponible sur le chapitre 938 « Transports », code fonctionnel 810 « Services communs », programme HP 810-020 (181020) « Actions spécifiques en matière de tarification », action 18102001 « Carte Imagine R», du budget 2019.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

24/01/2019 12:29:59

ANNEXE A LA DELIBERATION

FICHES PROJETS

DOSSIER N° 18014668 - ACTION RÉGIONALE D'AIDE AU FINANCEMENT DES DÉPLACEMENTS DES PERSONNES LES PLUS MODESTES POUR 2019

Dispositif : Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes (n° 00000294)
Délibération Cadre CP 2018-007 du 24/01/2018
Imputation budgétaire : 938-810-6557-181020-200
Action : 18102003- Aide aux transports des personnes les plus modestes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	72 440 000,00 € HT	100,00 %	72 440 000,00 €
	Montant total de la subvention		72 440 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE
Adresse administrative	:	39 BIS - 41 RUE DE CHATEAUDUN 75009 PARIS
Statut Juridique	:	Etablissement Public Administratif Local
Représentant	:	Monsieur Laurent PROBST, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : FINANCEMENT PAR LA RÉGION DES DÉPLACEMENTS DES PERSONNES LES PLUS MODESTES EN ÎLE-DE-FRANCE

Dates prévisionnelles : 24 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La tarification Solidarité Transport inclut la gratuité Solidarité Transport et la réduction Solidarité Transport.

* La gratuité est ouverte aux allocataires du RSA résidant en Ile-de-France sous conditions de ressources fixées par le Ile-de-France - Mobilités ainsi qu'aux membres de leur foyer, aux personnes résidant en Ile-de-France et bénéficiaires à la fois de l'ASS et de la CMU-C et aux jeunes franciliens résidant en Ile-de-France, sortis du système scolaire et sans emploi, stagiaires de la formation professionnelle continue et engagés dans l'un des dispositifs suivants du Service public régional de formation et d'insertion professionnelle : Avenir Jeunes, programme Compétences, Ecole de la Deuxième chance.
* Réduction Solidarité Transport.

La réduction Solidarité Transport est ouverte aux personnes résidant en Ile-de-France et bénéficiaires de la CMU-C ainsi qu'aux membres de leur foyer, et aux allocataires de l'ASS non bénéficiaires de la CMU-C.

La réduction Solidarité Transport :
o permet de bénéficier du demi-tarif pour l'achat de tickets t+ extraits d'un carnet et/ou de billets « origine-destination » à l'unité ou en carnet ;
o donne le droit de circuler avec un forfait Navigo Solidarité, semaine ou mois, vendu avec 75% de réduction par rapport au forfait Navigo de même zonage et même durée.

Détail du calcul de la subvention :
La convention porte la contribution de la Région en 2019 à hauteur de 72 440 000 €.
Les droits à réduction et les forfaits Navigo Solidarité sont délivrés sur passe Navigo.
La contribution financière apportée par la Région vise à couvrir les coûts supplémentaires découlant des mesures du dispositif qui vont au-delà des principes définis par la loi SRU du 13/12/2000 (extension du taux de réduction de 50 % à 75 % pour les forfaits Navigo Solidarité), ainsi qu'une partie des coûts de gestion.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 24 janvier 2019 - CP2019-006

DOSSIER N° 18014667 - Financement des déplacements des jeunes en transport en commun pour 2019

Dispositif : Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R (n° 00000291)
Délibération Cadre : CP 2018-007 du 24/01/2018
Imputation budgétaire : 938-810-6557-181020-200
Action : 18102001- Carte Imagine R

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	23 900 000,00 € HT	100,00 %	23 900 000,00 €
		Montant total de la subvention	23 900 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE
Adresse administrative	:	39 BIS - 41 RUE DE CHATEAUDUN 75009 PARIS
Statut Juridique	:	Etablissement Public Administratif Local
Représentant	:	Monsieur Laurent PROBST, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide régionale en faveur des jeunes pour l'utilisation des transports en commun.

Dates prévisionnelles : 24 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Détail du calcul de la subvention :
La subvention de la Région vise plus précisément à contribuer au financement des coûts découlant du transfert de la clientèle des étudiants du pass Navigo vers l'abonnement Imagine R.

La subvention de la Région est égale à un forfait de référence actualisé en fonction des hausses tarifaires. Sans hausse tarifaire depuis l'année dernière, la subvention pour l'année 2019 reste sur le montant de 23,9 Millions €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/01/2019

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-032

DU 24 JANVIER 2019

PREMIÈRES AFFECTATIONS 2019 POUR LES AIDES RÉGIONALES AU CINÉMA ET À L'AUDIOVISUEL

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le régime exempté de notification n°SA.48161 relatif aux aides régionales au cinéma et à l'audiovisuel,

VU Le code général des collectivités territoriales,

VU La délibération n° CR 46-15 du 10 juillet 2015 portant adaptation des dispositifs régionaux aux évolutions européennes et nationales,

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par délibération n°CR2017-162 du 22 septembre 2017,

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU La délibération CP16-146 du 18 mai 2016 adoptant les conventions-type relatives aux manifestations et réseaux cinématographiques franciliens,

VU La délibération CR 2017-10 du 26 janvier 2017 portant refonte du fonds de soutien cinéma et audiovisuel et amélioration de l'Aide à l'écriture de scénario,

VU La délibération n° CP 2017-445 du 20 septembre 2017 adoptant notamment les conventions-types de l'Aide à l'écriture de scénario,

VU La délibération n° CP 2018-238 du 30 mai 2018 adoptant notamment les conventions-types de l'Aide après-réalisation,

VU La délibération n° CP 2017-348 du 5 juillet 2017 adoptant notamment les conventions-types du Fonds de soutien cinéma et audiovisuel,

VU La délibération n° CR2017-191 du 23 novembre 2017 relative à la nouvelle politique d'investissement culturel régionale,

VU La délibération n°CR 2017-189 du 23 novembre 2017 relative à « Pour une politique d'éducation artistique et culturelle ouverte, organisée et inclusive dans les lycées et CFA d'Ile-de-France » ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens »,

VU La délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par la délibération n°CP2017-191 du 17 mai 2017;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour l'année 2019,

VU L'avis du comité de lecture du Fonds de soutien cinéma du 1er octobre 2018,

VU La délibération n° CP 16-604 du 16 novembre 2016 (vote du projet initial PHILIPPE ULYSSE, LOLA CREIS et CENTRE KIRIKOU) et n°CP17-604 du 22 novembre 2017 (changement de bénéficiaire de l'aide initialement votée à l'association KIRIKOU suite à son retrait, au profit de l'ASSOCIATION DES ARTISTES EN EXIL) pour l'écriture du scénario NOTRE CHATEAU et la réalisation d'ateliers-rencontres.

VU La délibération n° CP 2018-352 du 19 septembre 2018 adoptant l'aide à la production de 280 000 € du long métrage de fiction DISCO BOY réalisé par Giacomo Abbruzzese présenté par la société STROMBOLI FILMS,

VU La délibération n°CP2018-118 du 16 mars 2018 adoptant l'aide à la post-production de 12 000 € à la société de production HIRVI PRODUCTION pour la finalisation du court-métrage CHIEN BLEU de Fanny Liatard et Jérémy Trouilh,

VU La délibération n°CP2018-543 du 21 novembre 2018, adoptant l'aide de 35 000 € à la création du jeu vidéo SHADY PART OF ME à la société DOUZE DIXIEME.

VU La délibération n°CP2018-237 du 30 mai 2018 adoptant, au titre du dispositif FORTE, une aide de 25 000 € à l'EMB Sannois pour l'accompagnement du musicien Stéphane Boschat dans la réalisation d'une œuvre et de performances comprenant la création d'instruments de musique électronique « DIY »,

VU La délibération n° CR 2017-76 du 6 juillet 2017 relative à la politique régionale de promotion des arts plastiques, numériques et urbains

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU le rapport n°CP 2019-032 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Actions culturelles cinématographiques et audiovisuelles

Décide de participer au titre du dispositif Soutien aux manifestations et réseaux cinématographiques au financement du projet détaillé en annexe à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **30 000 €.**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme aux conventions type adoptées par délibération CP n°16-146 du 18 mai 2016 et modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **30 000 €** disponible sur le chapitre 933 "Culture, sports et loisirs", code fonctionnel 312 "Activités culturelles et artistiques", programme HP 312-009 (131009) "Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel", action 13100902 "Actions culturelles cinématographiques et audiovisuelles " du budget 2019.

Article 2 : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel

Décide de participer au titre du Fonds de soutien cinéma et audiovisuel, au financement des projets détaillés en annexe à la présente délibération par l'attribution de 8 aides remboursables d'un montant maximum prévisionnel de **2 762 000 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes aux conventions-type adoptées par délibération n° CP 2017-348 du 5 juillet 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **2 762 000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-015 (131015) « Fonds d'investissement pour la Culture » action 13101502 « Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle » du budget 2019.

Article 3 : **Fonds de soutien cinéma et audiovisuel –** ***changement de bénéficiaire pour une aide précédemment votée : DISCO BOY de Giacomo Abbruzzese***

Décide de transférer à la société de production BATHYSPHERE PRODUCTION la subvention de 280 000 € attribuée précédemment à la société STROMBOLI FILMS par délibération CP2018-352 en date du 19 septembre 2018 pour la réalisation de l'œuvre cinématographique de fiction intitulée ***DISCO BOY*** de Giacomo Abbruzzese.

Subordonne le versement de l'aide régionale à la signature par BATHYSPHERE PRODUCTION d'une convention conforme à la convention type adoptée par la délibération n° CP 2017-348 du 5 juillet 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Article 4 : Aide à l'écriture de scénario – Nouvelle attribution pour une aide précédemment votée devenue caduque -

Décide d'affecter une subvention d'un montant de **4 085 €** à L'ASSOCIATION DES ARTISTES EN EXIL suite à la caducité de la subvention initialement votée par délibération CP 16-604 du 16 novembre 2016 et qui lui a été transférée par délibération n 17-604 du 22 novembre 2017 tel que détaillée dans la fiche projet n°16017308 en annexe à la présente délibération.

Affecte une autorisation d'engagement de 4 085 € disponible sur le chapitre 933 "Culture, sports et loisirs", code fonctionnel 312 "Activités culturelles et artistiques", programme HP 312-009 (131009) "Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel", action 13100904 "soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle" du budget 2019.

Article 5 : Dispositif d'Aide après réalisation – changement de bénéficiaire – CHIEN BLEU de Fanny Liatard et Jérémy Trouilh

Décide de transférer à la société de production HIRVI la subvention de **12 000 €** attribuée précédemment à la société HIRVI PRODUCTION par délibération CP2018-118 en date du 16 mars 2018 pour la finalisation du court-métrage CHIEN BLEU de Fanny Liatard et Jérémy Trouilh.

Subordonne le versement de l'aide régionale à la signature par la société HIRVI d'une convention conforme à la convention type adoptée par la délibération n° CP 2018-238 du 30 mai 2018 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Article 6 : Correction erreur matérielle - Jeux vidéos – complément d'aide pour la société DOUZE DIXIEME

Décide de procéder à une attribution complémentaire de 20 000 € au jeu vidéo SHADY PART OF ME dont la participation régionale d'un montant initial de 35 000 € a été attribuée par délibération n° CP2018-543 du 21 novembre 2018 à la société DOUZE DIXIEME au titre du fonds d'aide à la création de jeu vidéo

Approuve la fiche projet telle que présentée en annexe à la présente délibération.
Abroge partiellement le deuxième alinéa de l'article 8 de la délibération n° CP 2018-543 du

21 novembre 2018 en tant qu'il attribue la subvention n° EX042557 à la société douze dixième.

Subordonne le versement de l'aide de 35 000 € attribuée par délibération n° CP 2018-543 du 21 novembre 2018 et de l'aide de 20 000 € attribuée par la présente délibération à la signature avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n CP 2018-543 du 21 novembre 2018 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer

Affecte une autorisation de programme de 20 000 € disponible sur le chapitre 903 « Culture », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-015 (131015) « Fonds d'investissement pour la Culture » action 13101503 « Fonds d'aide à la création de jeu vidéo » du budget 2019.

Article 7 : Politique d'éducation artistique et culturelle dans les lycées et les CFA – Attribution de subventions pour l'année scolaire 2017-2018

Décide de participer au titre du dispositif « L'aide régionale à l'éducation artistique et culturelle dans les lycées et les CFA » au financement du projet détaillé en annexe à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **12 000 €.**

Subordonne le versement de la subvention à la conclusion avec le bénéficiaire d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n°CR 84-11 du 30 septembre 2011 modifiée par les dispositions des délibérations n°CR 08-16 du 18 février 2016 et n°CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **12 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », Programme HP 312-013 « Soutien culturel pluridisciplinaire » Action 13101302 – « Education artistique des lycéens », du budget 2019 conformément au projet présenté en annexe à la présente délibération.

Article 8 : Rectification de l'erreur matérielle de taux d'intervention pour le bénéficiaire ADAME –EMB Sannois

Approuve la fiche projet rectificative concernant l'opération n° 18007574 relative à la subvention attribuée par délibération n° CP 2018-237 du 30 mai 2018 d'un montant de 25 000 € à l'association ADAME/EMB SANNOIS, tel que présentée en annexe à la présente délibération. Le montant de la subvention voté en 2018 est inchangé

Article 9 : Aides à la réalisation de manifestations et aux réseaux d'arts plastiques, numériques et urbains

Décide de participer au titre du dispositif « Aide à la réalisation de manifestations et aux réseaux d'arts plastiques, numériques et urbains» au financement du projet détaillé en annexe à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **15 000 € ;**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type « Convention Aide aux manifestations et aux réseaux d'arts plastiques, numériques et urbains » adoptée par délibération n° CP 2018-508 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer ;

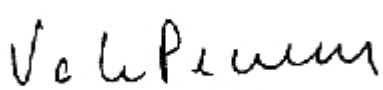
Affecte une autorisation d'engagement de **15 000 €**, disponibles sur le Chapitre 933 «Culture, sports et loisirs » Code fonctionnel 312 « Activités artistiques et culturelles» Programme HP 312-006 «Aide à la création et à la diffusion des arts plastiques» Action 13100601 «Soutien aux manifestations d'arts plastiques» du budget 2019.

***Article 10 :* dérogation au principe de non commencement d'exécution**

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la

délibération, par dérogation à l'article 17 et 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

FICHES PROJETS

DOSSIER N° EX037995 - CHANSON DOUCE

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 340 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: WHY NOT PRODUCTIONS
Adresse administrative	: 3 RUE PAILLET 75005 PARIS 5E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	: Société Anonyme
Représentant	: Monsieur Pascal CAUCHETEUX, Producteur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production du long-métrage de fiction d'environ 100min CHANSON DOUCE de Lucie Borleteau - 2e long métrage

Dates prévisionnelles : 9 mai 2018 - 24 janvier 2029
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Description : Drame d'environ 110min coécrit par Jérémie ELKAÏM et Lucie BORLETEAU d'après le roman éponyme de Leïla SLIMANI

Synopsis : À Paris, Paul et Myriam se voient contraints d'engager une nourrice pour s'occuper de leur fille de 5 ans et de leur bébé. C'est ainsi que Louise entre dans leur vie. Cette nouvelle organisation familiale permet à Myriam de reprendre le travail et détend les relations du couple. Louise semble heureuse de trouver une place dans leur vie et de s'occuper des enfants. Aucun d'entre eux n'imagine que cette relation ordinaire va s'envenimer, jusqu'au drame.

Commentaires : 2e long métrage de la réalisatrice après Fidélio, l'odyssée d'Alice (2014) et la série Cannabis (2016)

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication Ile-de-France	3 905 861,00	79,62%
Dépenses de fabrication hors Ile-de-France	168 140,00	3,43%
Autres dépenses	831 652,00	16,95%
Total	4 905 653,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport producteur	865 653,00	17,65%
Pay TV - Canal = et Ciné+ - Confirmés	1 800 000,00	36,69%
Free TV - France3 - Confirmé	800 000,00	16,31%
Studio Canal - tous mandats France et monde	1 100 000,00	22,42%
Aide régionale proposée	340 000,00	6,93%
Total	4 905 653,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.48161 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

DOSSIER N° EX039461 - FOURMI

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 340 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: THE FILM
Adresse administrative	: 9 RUE CHARLOT 75003 PARIS 03
Statut Juridique	: Société par Actions Simplifiées
Représentant	: Monsieur GENTILE Michaël, Producteur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production du long métrage de fiction d'environ 90min FOURMI réalisé par Julien Rappeneau - 2e long métrage

Dates prévisionnelles : 8 juin 2018 - 24 janvier 2029
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteur - Réalisateur : Julien Rappeneau

Synopsis : Pour aider son père à se prendre en main et à retrouver sa dignitéThéo (12 ans), doué au foot, va lui faire croire qu'il a été sélectionné par un prestigieux club de foot anglais. Ce mensonge va bientôt le dépasser et rejaillir sur les gens qui l'entourent.

Commentaires : Julien Rappeneau signe ici son 2e long-métrage
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France	4 124 840,00	71,67%
Dépenses de fabrication hors Ile-de-France	925 666,00	16,08%
Autres dépenses	704 958,00	12,25%
Total	5 755 464,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport producteur	1 329 669,00	23,10%
Pay et Free TV /Canal+/OCS/France2 - acquis	2 259 730,00	39,26%
Cofinoga - sofica - acquis	200 000,00	3,47%
TF1 tous droits France et Monde et coproduction	800 000,00	13,90%
Apport coproducteur Scope - Belgique - acquis	326 065,00	5,67%
Tax Shelter - acquis	350 000,00	6,08%
Droits Belgique - Telescope - acquis	150 000,00	2,61%
Aide régionale proposée	340 000,00	5,91%
Total	5 755 464,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.48161 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

DOSSIER N° EX039961 - LA VERITE (titre provisoire)

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 340 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: 3B PRODUCTIONS
Adresse administrative	: 10 PASSAGE DES TAILLANDIERS 75011 PARIS 11
Statut Juridique	: Société à Responsabilité Limitée
Représentant	: Madame CLAIRE BODECHON

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production du long métrage de fiction d'environ 120min LA VERITE (titre provisoire) réalisé par HIROKAZU KORE EDA

Dates prévisionnelles : 21 juin 2018 - 24 janvier 2029
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteurs : HIROKAZU KORE EDA et LEA LE DIMNA

Réalisateur : HIROKAZU KORE EDA

Synopsis : Catherine, icône du cinéma français réunit dans sa maison, sa fille Juliette, son mari et leur enfant. Mère et fille se retrouvent sous l'œil désabusé des hommes de la maison. Catherine s'amuse d'autant plus de ce statut de star qu'elle l'a durement gagné en sacrifiant sa vie sentimentale, sa relation avec sa fille et son amitié avec Jeanne, amie et rivale décédée prématurément. Les retrouvailles vont vite virer à la confrontation: les vérités vont être dites, les amours et les rancunes avouées.

Commentaires : HIROKAZU KORE EDA réalise ici son premier film hors du Japon, porté par un casting internaitonal.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Ile-de-France	4 406 775,00	74,56%
Dépenses de fabrication hors Ile-de-France	433 720,00	7,34%
Autres dépenses	1 069 748,00	18,10%
Total	5 910 243,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport producteur	1 538 243,00	26,03%
Droits France - Le Pacte - acquis	250 000,00	4,23%
Droits Monde sauf Asie - Wild Bunch - acquis	900 000,00	15,23%
Pay TV Canal+ et Ciné+	1 147 000,00	19,41%
Free TV - France3 - acquis	550 000,00	9,31%
CNC ASR - acquis	650 000,00	11,00%
Droits Asie - Gaga - acquis	165 000,00	2,79%
Apport coproducteur japonais Bunbuku - acquis	370 000,00	6,26%
Aide régionale proposée	340 000,00	5,75%
Total	5 910 243,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.48161 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

DOSSIER N° EX040031 - MADAME CLAUDE

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 340 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: LES COMPAGNONS DU CINEMA
Adresse administrative	: 11 RUE VICTOR LETALLE 75020 PARIS
Statut Juridique	: Société par Actions Simplifiées
Représentant	: Monsieur MICHEL HAZANAVICIUS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production du long-métrage de fiction d'environ 100min MADAME CLAUDE de Sylvie Verheyde

Dates prévisionnelles : 22 juin 2018 - 24 janvier 2029
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteure - Réalisatrice : Sylvie Verheyde

Synopsis : "Fin des années 60, Madame Claude règne sur Paris et au-delà grâce à son commerce florissant.
En réinventant les codes de la prostitution, en empruntant ceux de la bourgeoisie et en s'inventant un passé respectable, elle est devenue une femme d'affaire redoutée et estimée du monde politique au grand banditisme.
Femme de pouvoir dans un milieu et une époque d'hommes, à la veille des grands mouvements de libération de la femme, elle sera aussi le témoin de la fin d'une époque."

Commentaires : Inspirée d'une histoire vraie, un regard sur les années 70.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Ile-de-France	4 545 882,00	80,58%
Dépenses de fabrication hors Ile-de-France	88 700,00	1,57%
Autres dépenses	1 006 906,00	17,85%
Total	5 641 488,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport producteur	1 086 488,00	19,26%
Droits Monde - Wild Bunch - Acquis	600 000,00	10,64%
Droits France - en cours	800 000,00	14,18%
CNC ASR - en cours	550 000,00	9,75%
CNC ACV - en cours	40 000,00	0,71%
Pay et Free TV - en cours	2 225 000,00	39,44%
Aide régionale proposée	340 000,00	6,03%
Total	5 641 488,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.48161 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

DOSSIER N° EX040237 - HORS-NORMES

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 425 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: ADNP - QUAD FILMS
Adresse administrative	: 31-33 92100 CLICHY
Statut Juridique	: Société par Actions Simplifiées
Représentant	: Monsieur Nicolas Adassovsky Duval, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production du long-métrage de fiction d'environ 100min HORS-NORMES de Eric Toledano et Olivier Nakache

Dates prévisionnelles : 26 juin 2018 - 24 janvier 2029
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteurs - Réalisateurs : Eric Toledano et Olivier Nakache

Synopsis : Bruno et Malik vivent depuis 20 ans dans un autre pays, celui des autistes qualifiés de « cas hyper complexes » ceux dont personne ne veut entendre parler. L'association de Bruno les accueille le jour, loue des appartements pour les loger la nuit. Malik forme des éducateurs issus des quartiers difficiles pour s'occuper de ces jeunes dont le nombre ne cesse d'accroître. Une mission de contrôle est alors chargée d'estimer si ces associations ont le droit d'exister.

Commentaires : Eric Toledano et Olivier Nakache réalise ici un film ancré dans le quotidien d'une association d'accueil d'autistes.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France	10 642 814,00	81,61%
Dépenses de fabrication hors Ile-de-France	0,00	0,00%
Autres dépenses	2 398 870,00	18,39%
Total	13 041 684,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport producteur	5 406 684,00	41,46%
Gaumont coproduction et droits sans MG France et Monde	250 000,00	1,92%
Free et Pay TV / TF1-Canam+/Cine+ et OCS - acquis	4 850 000,00	37,19%
Pool Soficas - acquis	1 860 000,00	14,26%
Placement de produits - Hill Valley - en cours	150 000,00	1,15%
Apport coproducteur Belga - Belgique - acquis	100 000,00	0,77%
Aide régionale proposée	425 000,00	3,26%
Total	13 041 684,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.48161 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

Commission permanente du 24 janvier 2019 - CP2019-032

DOSSIER N° EX040267 - LES EXILES DE LA TERRE PROMISE

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	87 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: EX NIHILO
Adresse administrative	: 52 RUE JEAN PIERRE TIMBAUD 75011 PARIS
Statut Juridique	: Société par Actions Simplifiées
Représentant	: Monsieur PATRICK SOBELMAN, Producteur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production pour le long-métrage documentaire LES EXILES DE LA TERRE PROMISE réalisé par Michale Boganim

Dates prévisionnelles : 26 juin 2018 - 24 janvier 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteure : Michale Boganim

Synopsis : Sur les traces de mon passé, je pars à la rencontre des oubliés d'Israël, les Mizrahim, Juifs orientaux relégués dans des villes poussiéreuses, désertiques et brûlées par le soleil. C'est là que je suis née, c'est là que mon père s'est révolté. Au gré d'une correspondance avec Ella Shohat, mon voyage se transforme en une réflexion poétique sur l'exil et la distance. Car d'Israël à New-York en passant par Arcueil, nous serons toujours et partout les exilés des Terres Promises.

Commentaires : Après le succès de la fiction La Terre outragée (2012), Michale Boganim revient ici au documentaire.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France	392 299,00	55,58%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France	174 230,00	24,68%
Autres dépenses	139 343,00	19,74%
Total	705 872,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport producteur	49 572,00	7,02%
Cinémas du Monde - acquis	90 000,00	12,75%
CNC Innovation - acquis	15 000,00	2,13%
CNC Mini traité franco-canadien total - acquis	40 000,00	5,67%
Ventes - Wide House - acquis	15 000,00	2,13%
Eurimages total - en cours	94 300,00	13,36%
ARTE - en cours	120 000,00	17,00%
Canada - Intuitive - Apport acquis	5 000,00	0,71%
SODEC - Canada - en cours	40 000,00	5,67%
CI Canada et Quebec - en cours	35 000,00	4,96%
Be in Media - Distribution Canada - acquis	10 000,00	1,42%
Lama - Apport coproducteur - Israel - acquis	35 000,00	4,96%
Aide NFCT - Israel - en cours	40 000,00	5,67%
Achat TV Israel Channel TV - en corus	30 000,00	4,25%
Aide régionale proposée	87 000,00	12,33%
Total	705 872,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.48161 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

DOSSIER N° EX040279 - J'ACCUSE

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 560 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: LEGENDAIRE
Adresse administrative	: 28 RUE MARBEUF 75008 PARIS
Statut Juridique	: Société par Actions Simplifiées
Représentant	: Monsieur ALAIN GOLDMAN, Autre

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production du long métrage de fiction d'environ 100min J'ACCUSE réalisé par Roman Polanski

Dates prévisionnelles : 26 juin 2018 - 24 janvier 2029
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteurs : Robert Harris et Roman Polanski

Réalisateur : Roman Polanski

Synopsis : Paris, janvier 1895. Par un matin glacial, un officier de l'armée, Georges Picquart, assiste devant vingt-mille personnes à la dégradation du capitaine Alfred Dreyfus, condamné au bagne à perpétuité pour trahison. Picquart est promu : il devient le plus jeune colonel de l'armée française et prend la tête du service de renseignement militaire qui a traqué Dreyfus. Mais, peu à peu, Picquart commence à relever des éléments troublants dans l'enquête.

Commentaires : Roman Polanski prend ici un angle inédit pour aborder l'affaire Dreyfus.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Ile-de-France	19 161 109,00	87,34%
Dépenses de fabrication hors Ile-de-France	954 860,00	4,35%
Autres dépenses	1 822 237,00	8,31%
Total	21 938 206,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport producteur	5 428 206,00	24,74%
Free TV/France2 et France3 - acquis	2 700 000,00	12,31%
Pay TV / OCS 1ere fenêtre puis Canal+ - acquis	2 300 000,00	10,48%
Gaumont coproduction et tous droits - acquis	2 500 000,00	11,40%
Achat TV Italie - RAI - acquis	2 000 000,00	9,12%
CNC CSVA - en cours	250 000,00	1,14%
Légendaire droits Monde - en cours	6 000 000,00	27,35%
Apport coproducteur Italie - Casanova Multimédia - en cours	200 000,00	0,91%
Aide régionale proposée	560 000,00	2,55%
Total	21 938 206,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.48161 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

DOSSIER N° EX040296 - LISA REDLER

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	330 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: LFP LES FILMS PELLEAS
Adresse administrative	: 25 RUE MICHEL LE COMTE 75003 PARIS 3E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	: Société par Actions Simplifiées
Représentant	: Monsieur Philippe MARTIN, Producteur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production du long-métrage de fiction d'environ 100Min LISA REDLER réalisé par Nicole Garcia

Dates prévisionnelles : 26 juin 2018 - 24 janvier 2029
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteur.e.s : Nicole Garcia et Jacques Fieschi

Réalisatrice : Nicole Garcia

Synopsis : Lisa et Simon s'aiment à Paris aujourd'hui. Élève dans une école hôtelière, elle attend plus que lui de cet amour. Mais suite à une soirée qui tourne mal et le met en danger, Simon quitte brutalement la France. Lisa attend des nouvelles de Simon qui ne viendront jamais. Quelques années plus tard dans l'Océan Indien, leurs destins se croisent à nouveau…

Commentaires : Nicole Garcia signe ici une histoire d'amour et de passion.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France	5 038 006,00	66,41%
Dépenses de fabrication hors Ile-de-France	1 363 955,00	17,98%
Autres dépenses	1 184 765,00	15,62%
Total	7 586 726,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport producteur	2 606 726,00	34,36%
Tous mandats France et Monde - Mars Films - acquis	1 000 000,00	13,18%
Free et Pay TV - en cours	2 500 000,00	32,95%
Aide Région Réunion - en cours	200 000,00	2,64%
Sofica - en cours	200 000,00	2,64%
Apport coproducteur Suisse Rita - en cours	750 000,00	9,89%
Aide régionale proposée	330 000,00	4,35%
Total	7 586 726,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.48161 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

DOSSIER N° EX042557 - SHADY PART OF ME

Dispositif : Fonds d'aide à la création de jeu vidéo (n° 00001112)
Délibération Cadre : CR2018-004 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 903-312-20421-131015-300
Action : 13101503- Jeux vidéos

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 55 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	DOUZE DIXIEMES
Adresse administrative	:	29 RUE JEAN JACQUES ROUSSEAU 94200 IVRY-SUR-SEINE
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur SARAH HOURCADE

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la création du jeu vidéo SHADY PART OF ME.

Dates prévisionnelles : 7 septembre 2018 - 21 novembre 2025
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur du jeu vidéo, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Le jeu SHADY PART OF ME est un premier jeu. C'est un jeu narratif, de réflexion et d'aventure prévu sur PC et consoles de salons à destination du public jeune adulte et adulte. Il a été conçu à la fois pour piquer la curiosité des joueurs occasionnels et pour satisfaire l'appétit des plus férus d'enigmes (classification PEGI 12 ans).

Présentation du jeu : Le joueur incarne un drôle de duo, Alice et Célia. Au rythme d'énigmes alambiquées, de coups de théâtre et de dialogues grinçants, leur histoire commune se démêle. Shady Part of Me n'est pas un jeu sans arrière-pensées. A travers l'évolution de la relation entre les deux personnages, on peut lire entre les lignes une volonté d'aborder le thème sensible des troubles psychiatriques en évitant les stéréotypes traditionnels.

La durée du jeu est d'approximativement 4 à 5 heures. Il est développé pour Windows, Mac et Linux et sera distribué sur Steam.

Douze Dixièmes, situé à Ivry-sur-Seine, a été fondée en février 2017. Shady Part of Me est le premier jeu produit par Douze Dixièmes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- IVRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses en Ile-de-France	297 500,00	100,00%
Total	297 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Producteur	207 500,00	69,75%
CNC FAJV	35 000,00	11,76%
Aide régionale sollicitée	55 000,00	18,49%
Total	297 500,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : règlement de minimis entreprise (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013)

DOSSIER N° 19001164 - EXPOSITION "EtreS au travail"

Dispositif : Aides à la réalisation de manifestations d'arts plastiques, numériques et urbains (n° 00001047)
Délibération Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131006-300
Action : 13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides à la réalisation de manifestations d'arts plastiques, numériques et urbains	160 878,00 € TTC	9,32 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LUMIERES SUR LE TRAVAIL
Adresse administrative : 200 AVENUE DE LA REPUBLIQUE
92000 NANTERRE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Sophie PRUNIER POULMAIRE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mai 2018 - 30 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La réalisation de ce projet nécessite l'engagement de dépenses avant la date de la CP

Description :
Organisation d'une exposition photographique intitulée "EtreS au travail" sur les grilles du jardin du Luxembourg dans le cadre de la célébration du centenaire de l'OIT.

Cet événement se décline en trois temps forts : une exposition de mi-mars à mi-juillet 2019, un colloque sur "L'avenir du travail" organisé le 17 avril 2019 au Sénat et un ouvrage aux Editions Intervalles en écho à l'exposition.

Cet événement est porté par l'Association Lumières sur le Travail qui fédère des enseignants chercheurs en Sciences Humaines et Sociales et les 42 étudiants du Master 2 de Psychologie du travail et d'ergonomie de l'Université de Paris La défense.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
catalogues, imprimés, publications	25 476,00	15,36%
Contrats de prestations de service avec des entreprises	128 302,00	77,35%
Frais de colloques et séminaires	7 500,00	4,52%
Locations immobilières	1 000,00	0,60%
Transports, déplacements, missions	3 600,00	2,17%
Total	165 878,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (sollicité)	30 000,00	18,09%
Région IDF	15 000,00	9,04%
Aides privées	115 878,00	69,86%
Autres recettes	5 000,00	3,01%
Total	165 878,00	100,00%

Commission permanente du 24 janvier 2019 - CP2019-032

DOSSIER N° 19001298 - LA FÊTE DU COURT-METRAGE - 2019

Dispositif : Soutien aux manifestations cinématographiques (n° 00000128)
Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	946 910,00 € TTC	3,17 %	30 000,00 €
		Montant total de la subvention	30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FAITES DES COURTS FETES DES FILMS
Adresse administrative : 25 RUE DES MATHURINS
75008 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Roland NGUYEN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : LA FÊTE DU COURT-METRAGE EN 2019
Du 13 au 19 mars 2019 dans toute la France et à l'international

Dates prévisionnelles : 23 octobre 2018 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article dérogatoire).

Description :
La Fête du court métrage est conçue comme une opération de communication visant à faire mieux connaître au grand public le court-métrage dans toute sa diversité, en organisant une grande fête ouverte à tous autour de la programmation de films courts.

Cette opération de valorisation du court-métrage se déroule pendant une semaine sur tout le territoire national (et à l'international) et se décompose en plusieurs volets :
- Diffusion de programmes de CM dans les salles de cinéma (salles A&E et circuits) et autres lieux culturels ou institutionnels ;
- Rencontres avec de jeunes réalisateurs de CM : une liste de 15 TALENTS est constituée qui vont ensuite aller à la rencontre du public au cours de projections-débats ;
- Volet professionnel : colloque qui est une fenêtre de visibilité pour parler des problèmes du CM avec l'ensemble des professionnels ;

- Villes ambassadrices : lieux de diffusion emblématiques du CM qui présentent en plus des films, des expositions, des ateliers, des rencontres

En 2018, cette manifestation a généré 10 228 projections sur la France entière.

L'association Faites des Courts Fêtes des Films propose de mettre en place des actions spécifiques en Ile-de-France afin de donner une ampleur inédite à la manifestation et de toucher une centaine de lycées franciliens.

Des programmes éditorialisés de films courts seront proposés à l'ensemble des lycées de la Région avec un suivi personnalisé pour les établissements participants (aide à la programmation, livraison des contenus et des outils de communication, suivi du bon fonctionnement technique, édition d'un cahier pédagogique adapté à la tranche d'âge ciblée…).

Les séances seront organisées au sein du lycée (salle polyvalente, salle de classe, amphithéâtre...) ou en partenariat avec un exploitant de cinéma de la ville.

Des Ateliers stop motion d'éducation aux images seront également proposés afin de faire réaliser par les lycéens et apprentis des capsules courtes d'environ 30 secondes livrables aux participants en fin de journée.

Les partenaires franciliens 'ambassadeurs' de l'opération sont :
- L'association Unis-Cité
- L'Association Contre Champs dans le Val d'Oise
- Le Festival Coté court à Pantin
- L'Atelier Canopé de Suresnes

La soirée de lancement de la Fête du court métrage se déroulera à l'Atelier des Lumières à Paris

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fonctionnement général	91 105,00	9,62%
Charges de personnel	234 855,00	24,80%
Organisation Fête	17 700,00	1,87%
Programmation	48 960,00	5,17%
Communication	112 120,00	11,84%
Prestations de service	442 170,00	46,70%
Total	946 910,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNC (EC)	500 000,00	52,80%
Région IdF	30 000,00	3,17%
Partenariats privés	410 000,00	43,30%
Aide emploi (Fonpeps-Asp)	6 910,00	0,73%
Total	946 910,00	100,00%

DOSSIER N° 16017308 - ATELIER DES ARTISTES EN EXIL- PHILIPPE ULYSSE ET LOLA CREIS

Dispositif : Aide à l'écriture de scénario (structures) (n° 00000787)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
Action : 13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à l'écriture de scénario (structures)	8 170,00 € TTC	50,00 %	4 085,00 €
	Montant total de la subvention		4 085,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ATELIER DES ARTISTES EN EXIL
Adresse administrative : 13 BIS RUE HENRI MONNIER
75009 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JACQUES PORNON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Aide à l'écriture de scénario

Dates prévisionnelles : 22 novembre 2017 - 22 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour prise en compte des dépenses liées à la mise en oeuvre des ateliers à compter de novembre 2017.

Description :
Lieu : L'Europe assiste sur son territoire au plus grand mouvement de population de ses soixante-dix dernières années. Parmi ces personnes se trouvent des artistes contraints de fuir leur pays. Parce que réfugié n'est pas un métier, que le rôle de l'art est celui de dire et de montrer ce qui dérange et de faire entendre la voix des opprimés, que c'est à travers la voix de ses artistes que les cultures des pays en péril peuvent continuer à se perpétuer, il est important que les artistes puissent continuer à exercer leur art.

C'est pourquoi l'atelier des artistes en exil se propose d'identifier des artistes en exil de toutes origines, toutes disciplines confondues, de les accompagner en fonction de leur situation et de leurs besoins, de leur offrir des espaces de travail et de les mettre en relation avec des professionnels (réseau français et européen), afin de leur donner les moyens d'éprouver leur pratique et de se restructurer.
L'atelier des artistes en exil développe également son propre festival pluridisciplinaire, Visions d'exil, en co-construction avec des lieux partenaires.

Contenu des ateliers-rencontres au sein de l'atelier des artistes: Dix enfants, d'origines et d'âges différents, élaborent une réflexion sur l'identité à travers la pratique de l'autoportrait. Ces autoportraits prendront différentes formes, de l'écriture à la vidéo en passant par le son. Ils seront présentés par les enfants eux-mêmes au public du centre et feront l'objet d'une diffusion plus large, dans plusieurs lieux destinés à la pratique du son et de l'image (en ligne et en salles).
Chaque enfant sera invité, non pas à s'interroger frontalement sur son identité, mais à imaginer de nombreuses façons de parler de soi, de sa famille, de sa vie quotidienne, de ses désirs. Tenter de se définir de différentes manières, grâce à des médiums variés et à partir d'exemples artistiques choisis, pour appréhender la fragilité d'une telle définition, sa relativité et son universalité.
Durée : 6 mois de janvier à juin 2018.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de service	1 470,00	17,99%
Location de matériel (son et image)	2 000,00	24,48%
Documentation	200,00	2,45%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	4 200,00	51,41%
Déplacements, missions et réceptions	300,00	3,67%
Total	8 170,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	4 085,00	50,00%
Fonds propres	4 085,00	50,00%
Total	8 170,00	100,00%

DOSSIER N° 19001013 - CONCOURS INTERNATIONAL "POESIE EN LIBERTE" 2018 2019

Dispositif : Programme d'éducation artistique et culturelle (n° 00001084)
Délibération Cadre : CP2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'éducation artistique et culturelle	36 760,00 € TTC	32,64 %	12 000,00 €
		Montant total de la subvention	12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : POESIE EN LIBERTE
Adresse administrative : 5 RUE PERREE
75003 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Marc MULLER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le concours international de poésie en langue française "Poésie en liberté" consiste à envoyer via Internet un poème de trente lignes ou vers. Sans sujet ni forme imposés, il s'adresse aux lycéens, étudiants, apprentis et tout jeune en formation de 15 à 25 ans, quelque soit leur pays ou leur parcours de formation.
Un comité de lecteurs composés de professionnels et de jeunes procède à la sélection de 300 poèmes sur les 4000 textes reçus. La sélection est soumise à un jury de jeunes qui choisissent les 100 poèmes primés. Après publication d'une anthologie aux éditions Bruno Doucey, une remise des prix est organisée qui réunit lauréats et jurés en une cérémonie accompagnée d'une lecture spectacle des poèmes retenus.

Des rencontres et manifestations ouvertes dans le cadre du concours sont ouvertes aux jeunes qui y participent : lancement du concours, rencontre-débat « Poésie et chanson », dans le cadre de « Quartier du livre » (15-22 mai 2019), lecture dans le cadre des élections européennes des textes fondateurs et des extraits de romans et de poèmes d'écrivains de ce continent qui seront dits par des comédiens, 21 mai, la 2ème Nuit de Poésie en liberté, rencontre poétique avec les Jurés : les jeunes membres du jury rencontrent des poètes d'aujourd'hui, les uns et les autres disent leurs poèmes.

En moyenne annuelle en Ile de France : 125 lycées et 25 CFA franciliens s'impliquent. Tous les établissements disposent dans leur CDI de la collection de l'anthologie annuelle. Plus de 150 professeurs et documentalistes sont nos relais auprès des élèves. Les réseaux sociaux sont une large source d'informations et d'émulation. Plus de 900 participations dans les lycées et plus de 120 dans les CFA.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 36 760€ et correspond au montant du budget proposé par la structure.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Comité de lecture	2 500,00	6,80%
Informatique	5 000,00	13,60%
Affiches	1 500,00	4,08%
Jury	2 500,00	6,80%
Rencontres lycées librairies	2 000,00	5,44%
Proclamation des résultats	1 000,00	2,72%
Recueils Ile de France	5 000,00	13,60%
Remise des prix	10 000,00	27,20%
Bilan et statistiques	1 600,00	4,35%
Diffusion	2 460,00	6,69%
Prix Espéranto, Prix des droits de l'enfant et Prix "Vivre avec" (handicapés)	2 000,00	5,44%
Fonctionnement	1 200,00	3,26%
Total	36 760,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	12 000,00	32,64%
Kerouaz SCP	1 200,00	3,26%
AKOR Alternance MAEE Fondation Chirac	11 000,00	29,92%
Mgen	11 060,00	30,09%
Amopa	500,00	1,36%
Mezagri	1 000,00	2,72%
Total	36 760,00	100,00%

DOSSIER N° 18007574 - ADAME/EMB SANNOIS - Stéphane Boschat -

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures (n° 00001074)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures	39 400,00 € TTC	63,45 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ADAME ASS DEV AIDE MUSIQ ELECTROACOUS
Adresse administrative : 2 RUE DU PRESIDENT G POMPIDOU 95110 SANNOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Brice SCORTICATI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Accompagnement du musicien Stéphane Boschat dans la réalisation d'une oeuvre et de performances comprenant la création d'instruments de musique électronique "DIY".

Dates prévisionnelles : 22 décembre 2017 - 30 mai 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison du montage du projet, des dépenses seront engagées en amont.

Description :
Structure accompagnatrice :
L'EMB Sannois est une Association loi 1901, déjà aidée par la Région. C'est un lieu professionnel reconnu, labellisé « Scène de Musiques Actuelles » par le Ministère de la Culture et de la Communication. Pour ce projet, il prévoit d'accompagner le compositeur Stéphane Boschat tout au long de l'année 2018, avec un accueil en résidence rémunéré, un soutien technique, plusieurs diffusions et une mise en réseau avec des professionnels du secteur. Sont notamment prévus :
- de Janvier à mars 2018: local privé, écriture et composition de morceaux pour le live;
- de Mars à avril 2018: local privé, création et construction des instruments et contrôleurs;
- Mai 2018: EMB Sannois (95): 1 ère mise en espace des objets de production sonore;
- Juin à Juillet 2018: EMB Sannois, Réglage des contrôleurs et instruments.

Projet :
Né en 1991, double diplômé de l'Institut Universitaire de Technologie Réseaux et Télécommunication de Sophia-Antipolis, puis du Master of Music and Media Technologies au Trinity College de Dublin en 2014, Stéphane Boschat a reçu enfant puis adolescent une formation classique de solfège et violon d'un côté,

de jazz/soul/funk en tant que batteur de l'autre. Il bascule ensuite dans le milieu électronique, « attiré à l'idée d'être seul/de ne pas dépendre d'autres musiciens dans le processus de création musical ».
Comprenant en écoutant « des « piliers » de la musique électronique ((Chemical Brothers, Soulwax, Daft Punk…) » que ce résultat pouvait être obtenu à l'aide d'un simple ordinateur, il se forme en tant qu'autodidacte à la Musique Assisté par Ordinateur et crée à l'âge de 16 ans le projet « Irish Steph » sous lequel il compose de la musique électronique. S'orientant vers des contenus musicaux basés sur le groove et la puissance « parce que (…) ce sont des caractéristiques qui déclenchent une réaction instinctive et spontanée chez l'auditeur », il mixe dans de nombreux clubs et festivals en Europe, se fait « playlister » par Kavinsky, SebastiAn, Mr Oizo, obtenant une expérience solide dans le milieu de l'électronique à un très jeune âge.
Son projet s'articule autour de la composition et production de musiques de type électronique à l'aide d'outils de type digital. Stéphane Boschat utilise ainsi un ordinateur afin de générer diverses sources sonores, avec l'originalité qu'il contrôle et modifie celles-ci à l'aide d'instruments qu'il construit lui-même.
« Je trouve la plupart des outils disponibles et utilisés aujourd'hui par une vaste majorité de producteurs très limités en termes de diversité et d'utilisation. Tourner un potentiomètre, appuyer sur un bouton, sont de mon point de vue, des actions peu excitantes et instinctives, et c'est pour ça que je me suis mis à construire mes propres outils, me permettant de varier les possibilités d'interactions avec l'ordinateur. Par exemple, j'ai créé une horloge qui génère du son, en tournant manuellement les aiguilles. J'ai aussi conçu une pédale à effet en Lego et un tableau électrique rempli de disjoncteurs contrôlant des effets audio ».
L'un des buts du projet est d'élargir ce parc d'instruments « DIY » pour des performances live. A terme, le but est de monter un live show musical et visuel d'une heure et demi pour des festivals et salles de concerts, et d'en faire une adaptation pour installation, workshop ou master class.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 39 400€ et correspond au budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des jeunes artistes et dépenses artistiques	25 000,00	38,82%
Dépenses techniques	19 000,00	29,50%
Communication	8 700,00	13,51%
Coûts de structure	11 700,00	18,17%
Total	64 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région FoRTE (sollicitée)	50 000,00	77,64%
Subvention Département (sollicitée)	1 400,00	2,17%
Autres financements	13 000,00	20,19%
Total	64 400,00	100,00%

- Par publication ou notification le 24/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/01/2019

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-036

DU 24 JANVIER 2019

1ÈRE AFFECTATION 2019 EN FAVEUR DES ORGANISMES ASSOCIÉS À L'ACTION CULTURELLE RÉGIONALE
1ÈRE AFFECTATION 2019 EN FAVEUR DE PARIS REGION ENTREPRISES - COMMISSION DU FILM IDF
1ÈRE AFFECTATION PROVISIONNELLE 2019 DOMAINE DE VILLARCEAUX ET ONDIF

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code Général des collectivités territoriales ;
VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU la délibération n° CR 12-16 du 21 janvier 2016 relative à la désignation des représentants du Conseil Régional dans divers organismes ;
VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;
VU la délibération n° CR 10-03 du 27 mars 2003 approuvant la création de l'établissement public de coopération culturelle à caractère industriel et commercial « Établissement public de coopération culturelle pour les arts de la scène et de l'image en Île-de-France » (ARCADI) ;
VU la délibération n° CP 15-105 du 29 janvier 2015 relative à l'adoption d'une convention entre la Région et l'ONDIF ;
VU la délibération n° CP 2018-409 du 19 septembre 2018 relative à la convention d'adossement des activités de la Commission du Film Ile-de-France à l'agence Paris Region entreprises ;
VU la délibération n° CP 16-299 du 12 juillet 2016 relative à l'adoption d'une convention d'objectifs et de moyen entre la Région et le FRAC ;
VU la délibération n° CP 2018-057 du 24 janvier 2018 relative à l'adoption d'une convention d'objectifs et de moyens triennale entre la Région et le Chœur Vittoria ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens » ;

VU Le budget de la Région pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU le rapport n°CP 2019-036 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Affectations en faveur des organismes associés

Décide d'attribuer aux organismes associés à l'action culturelle régionale une avance sur la subvention de fonctionnement pour l'année 2019.

Affecte une autorisation d'engagement de 6 055 000 € disponible sur le Chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », Code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », Programme HP 312-005 (131005) « Aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue », Action 13100503 « soutien aux organismes associés œuvrant dans le domaine des arts de la scène » du budget 2019.

Affecte une autorisation d'engagement de 400 000 € disponible sur le Chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », Code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », Programme HP 312-005 (131005) « Aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue », Action 13100501 « Soutien au spectacle vivant » du budget 2019.

Affecte une autorisation d'engagement de 690 200 € disponible sur le Chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », Code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », Programme HP 312-006 (131006) « Aide à la création et à la diffusion des arts plastiques », Action 13100602 « Soutien aux organismes associés œuvrant dans le domaine des arts plastiques » du budget 2019.

Affecte une autorisation d'engagement de 509 600 € disponible sur le Chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », Code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », Programme HP 312-009 (131009) « Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel », Action 13100903 « Soutien aux organismes associés œuvrant dans le domaine du cinéma » du budget 2019.

Article 2 : Approbation des conventions avec les organismes associés

Approuve les conventions administratives et financières respectivement conclues entre la Région Ile-de-France et l'ONDIF, la Région Ile-de-France et le FRAC et la Région Ile-de-France et ARCADI, figurant en annexe à la délibération.

Autorise la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France à signer chaque convention.

Article 3 : Approbation de la convention de mise à disposition des locaux à l'ONDIF

Approuve la convention entre la Région et l'ONDIF relative à la mise à disposition des locaux situés à Alfortville, figurant en annexe à la délibération et autorise la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France à la signer.

Article 4 : Affectation provisionnelle Villarceaux

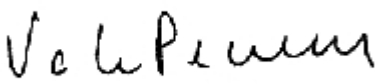
Affecte une autorisation d'engagement provisionnelle de 210 000 €, disponible sur le Chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », Code fonctionnel 313 « Patrimoine », Programme HP

313-010 « Patrimoine régional à vocation culturelle », Action 13101005 « Patrimoine régional - Villarceaux » du budget 2019.

Article 5 : Affectation provisionnelle Orchestre national D'Ile-de-France

Affecte une autorisation de programme provisionnelle de 100 000 €, disponible sur le Chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », Code fonctionnel 313 « Patrimoine », Programme HP 313-010 « Patrimoine régional à vocation culturelle », Action 13101004 « Orchestre National D'Ile-de-France » du budget 2019.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Convention ONDIF

Convention entre la Région Ile-de-France

et l'Orchestre National D'Ile-de-France pour l'année 2019

Entre

La Région Ile-de-France, située 2 rue Simone Veil, 93 400 Saint Ouen
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2019-036 du 24 janvier 2019,
ci-après dénommée « La Région »,

D'une part,

Et

L'Orchestre National d'Ile-de-France (ONDIF)
Dont le n° de SIRET est : 300 513 132 00054
Dont le siège social est situé au 19 rue des Ecoles, 94 140 Alfortville
Ayant pour représentant sa Présidente, Madame Florence PORTELLI,
ci-après dénommé « l'organisme »
D'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule
Il est prévu de conclure en 2019 une convention pluripartite et pluriannuelle d'objectifs entre l'ONDIF, la Région et l'Etat. Dans cette attente, la présente convention permettra d'assurer le bon fonctionnement de l'organisme et la continuité des activités.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer le cadre de fonctionnement de l'année 2019.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'organisme s'engage à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

L'organisme saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA REGION

3.1 Soutien financier :

La Région s'engage à soutenir financièrement l'organisme par le versement d'une subvention, votée par l'assemblée régionale sous réserve de l'affectation des crédits à l'Orchestre National D'Ile-de-France par la commission permanente du conseil régional.

Pour 2019, cette subvention se décompose en deux parties:

- une subvention globale de fonctionnement à hauteur de 8 200 000 €,
- une subvention de 150 000 € pour les actions culturelles mises en œuvre par l'ONDIF dans les lycées et CFA d'Ile-de-France à titre gratuit.

3.2 Modalités de versement de la subvention

La subvention régionale annuelle est mandatée en deux versements, sur la base des deux affectations votées par la Commission permanente du Conseil régional et dans le respect du Règlement Budgétaire et Financier de la Région.

Les versements d'avances se font sur présentation des pièces suivantes datées, cachetées et signées par le représentant légal de l'organisme :

- un courrier d'appel de fonds
- un plan de trésorerie actualisé à la date de la demande d'appel de fonds

Le versement du solde se fait sur présentation des pièces suivantes :

- un courrier d'appel de fonds daté, cacheté et signé par le représentant légal de l'organisme ;
- les comptes annuels du dernier exercice clos de l'organisme signé par le représentant légal de l'organisme, soit signé par un commissaire aux comptes (inscrit sur la liste prévue à l'article L822-1 du Code de Commerce), soit signé par le comptable public pour les organismes en disposant ;
- le rapport annuel d'activité du dernier exercice clos.

Le versement du solde est également subordonné à la production de 1 justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Cette subvention est imputée sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme 31 (005) « Aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue », action 13100503 « Soutien aux organismes associés oeuvrant dans le domaine des arts de la scène ».

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 1er janvier 2019. Elle expire, au plus tard, le 31 décembre 2019.

ARTICLE 5 : CONTROLE

L'organisme s'engage à faciliter, à tout moment, les contrôles notamment par l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

A tout moment et sous réserve d'une information suffisante en amont, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé, en vue de vérifier l'exactitude des éléments financiers transmis (comptes annuels, situation de trésorerie et budget).

ARTCLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postale par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation de la présente convention en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'organisme. Dans ce cas, la Région lui adresse une mise en demeure de remplir les obligations dans un délai fixé. Si au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent tout ou partie inexécutées, la Région adresse à l'organisme la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'organisme par la Région.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par la Commission permanente du Conseil régional.

Fait en deux exemplaires originaux à Saint-Ouen,

Le……..	Le……
Pour l'ONDIF, La Présidente	Pour la Région, La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France

Convention ONDIF - mise à disposition des locaux

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX

Entre

La Région Ile-de-France représentée par Madame Valérie Pécresse, Présidente du Conseil régional, ci-après dénommée la « Région », en vertu de la délibération N° CP 2019-036 du 24 janvier 2019,

D'une part,

Et

L'Orchestre National d'Ile-de-France, association Loi 1901 dont le siège social est situé 19, rue des Ecoles, 94140 ALFORTVILLE, représentée par Madame Florence Portelli, Présidente de l'association, ci-après dénommé « L'Orchestre ».
D'autre part,

Après avoir rappelé :

Par délibération des CP 92-258 du 7 juillet 1992 et CP 94-44 du 9 mars 1994, le Conseil régional a décidé de la construction d'un bâtiment à Alfortville pour permettre à l'Orchestre de travailler dans des conditions matérielles d'installation et de travail de qualité.

L'immeuble bâti, sis au 19, rue des Ecoles, à Alfortville dans le Val-de-Marne, construit par la Région, sur la parcelle cadastrale section N, n°309 et 312, a été achevé en 1996 et mis à la disposition, à titre gratuit, de l'Orchestre depuis le 1er août 1996.

Ce bâtiment comporte sur deux niveaux : une salle de répétition principale, une salle de répétition en formation réduite, une salle pour les percussions et une salle pour l'harmonie, une régie, un local de stockage, un foyer pour les musiciens, une bibliothèque, des loges pour les chefs et solistes invités, ainsi que, suite aux travaux d'aménagement réalisés par l'Orchestre en 2017 avec le soutien de la Région, un studio d'enregistrement ; le troisième niveau étant réservé à l'administration de l'Orchestre.

Par délibérations de la Commission permanente du Conseil régional en dates du 20 septembre 1996 CP n°96-251, du 21 septembre 2006, du 29 janvier 2015 CP n°15-469, du 22 octobre 2015 CP15-685 et du 27 janvier 2017 CP 2017-029, la Présidente du conseil régional a été autorisée à signer une convention de mise à disposition du bâtiment d'Alfortville.

Il a été convenu de ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

Le bâtiment, propriété de la Région, situé au 19, rue des Ecoles à Alfortville, sur la parcelle cadastrale section N, n°309 et 312, est mis à disposition de l'Orchestre à titre gracieux.

ARTICLE 2 : AFFECTATION

Les locaux sont affectés à l'usage permanent de l'Orchestre pour son activité artistique et d'administration. Il y installe son siège social.

La Région l'autorise à mettre à disposition d'autres utilisateurs, en fonction de son plan de travail, les installations techniques à titre gracieux ou onéreux, pour des répétitions ou enregistrements.

L'Orchestre met en œuvre, gère et développe ces mises à dispositions. Les éventuels produits de ces mises à disposition sont systématiquement inscrits au bilan financier annuel de l'Orchestre, transmis à la Région.

La mise à disposition de l'immeuble est valorisée au sein de l'annexe, consacrée aux concours apportés aux tiers sous forme de prestations en nature ou de subventions, jointe au compte administratif de la Région.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DE L'ORCHESTRE

L'Orchestre assure, à compter de la date de mise à disposition du bâtiment ci-dessus désigné, les droits et obligations de l'occupant. Il prend à sa charge l'entretien courant, soit la maintenance des installations : ascenseurs, climatisation, chauffage, nettoyage, les travaux nécessaires au maintien du bon état de l'immeuble (peinture, sols, plafonds…), sécurité d'incendie, informatique, fournitures d'eau, gaz, électricité, téléphone, y compris les impôts et les taxes afférents, mais également l'entretien des accès et espaces verts.

L'Orchestre met à disposition, le cas échéant, à la demande du Conseil régional, l'ensemble des contrats relatifs à l'entretien et à la maintenance du bâtiment.

L'Orchestre ne peut entreprendre des travaux importants sur l'immeuble mis à disposition (démolition, surélévation ou addition de construction, etc).

L'Orchestre informe la Région des besoins constatés ; Cette dernière se réserve la possibilité de faire réaliser les travaux nécessaires.

En cas de rupture des présents liens contractuels, pour quelque cause que ce soit, à l'exclusion de la force majeur, les biens mis à disposition doivent être rétrocédés en l'état à la Région.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DE LA REGION

La Région assure les charges incombant au propriétaire, soit les grosses réparations telles qu'elles sont énoncées à l'article 606 du Code Civil (réparations des gros murs et des voûtes, rétablissement des poutres et des couvertures entières, des digues et des murs de soutènement et de clôture).

ARTICLE 5 : ASSURANCES

La Région souscrit les assurances « multirisques » et « responsabilité civile » qui s'imposent à elle en sa qualité de propriétaire.
L'Orchestre contracte les assurances habituellement à la charge de l'occupant, soit celles afférentes à l'utilisation des locaux, selon l'affectation définie à l'article 2 de la présente convention et destinées notamment à garantir les tiers.

ARTICLE 6 : DATE D'EFFET ET DUREE

La présente convention prend effet à compter de sa notification à l'Orchestre par la Région.
Elle est conclue pour une durée de trois ans. Elle pourra être renouvelée par reconduction expresse.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention est réalisée par voie d'avenant soumise à l'approbation de la Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France.

ARTICLE 8 : RESILIATION

En cas d'inexécution de ses obligations par l'une des parties, la présente convention est sauf cas de force majeure, résiliée de plein droit dans les conditions fixées aux alinéas suivants.

La résiliation ne peut intervenir qu'après que la partie défaillante aura été mise en demeure par l'autre partie d'accomplir ses obligations, dans un délai fixé par la mise en demeure.

Ce délai ne peut être inférieur à 15 jours et supérieur à 3 mois. Au cours de cette période, les deux parties restent tenues d'exécuter leurs obligations contractuelles.
Le délai court à compter de la notification de la mise en demeure expédiée en recommandé avec accusé de réception. Celle-ci doit être dûment motivée.
Le délai de préavis peut toutefois être prolongé à la demande écrite de l'Orchestre et après accord écrit de la Région émanent d'une personne dûment habilitée.

La résiliation ne donne lieu à aucune indemnité.

La Région se réserve la possibilité de résilier ladite convention pour motif d'intérêt général.

ARTICLE 9 : REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solution amiable seront déférés au Tribunal compétent.

Fait en 2 exemplaires originaux à Saint-Ouen, le

Pour la Région Ile-de-France
La Présidente,
Madame Valérie Pécresse

Pour l'Orchestre National d'Ile-de-France
La Présidente,
Madame Florence Portelli

Convention ARCADI

Convention entre la Région Ile-de-France et l'Etablissement Public de Coopération Culturelle pour les Arts de la Scène et de l'Image en Ile-de-France (ARCADI)

1er semestre 2019

Entre

La Région d'Ile-de-France, sis 2, rue Simone Veil, 93 400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération N° CP 2019-036 du 24 janvier 2019**,**
ci-après dénommée la « Région »

d'une part,

et

L'Etablissement Public de Coopération Culturelle pour les Arts de la Scène et de l'Image en Ile-de-France (ARCADI)
dont le n° SIRET est : 451 366 611 00031
dont le siège social est situé au 51 rue du Faubourg Saint-Denis – 75010 Paris,
ayant pour représentant sa Présidente, Madame Florence PORTELLI,
ci-après dénommé « l'organisme »

d'autre part,

PRÉAMBULE

Le soutien de la Région à l'EPCC Arcadi en 2019 s'inscrit dans le cadre de la procédure de dissolution de l'établissement actée au 31/12/2018. Cette dissolution s'inscrit elle-même dans le cadre d'un protocole d'accord entre l'Etat et la Région signé le 11 décembre 2018. A compter du 1er janvier 2019, la dissolution sera suivie d'une période de liquidation de l'organisme, période durant laquelle l'organisme continuera à assumer des dépenses de fonctionnement. La présente convention vise à permettre à l'organisme d'assurer la continuité de son fonctionnement à compter du 1er janvier 2019 et jusqu'à sa liquidation effective au 30 juin 2019.

IL A ÉTÉ CONVENU DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer le cadre de fonctionnement de l'EPCC ARCADI au premier semestre 2019.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE LA REGION

2.1. Soutien financier

La Région s'engage à soutenir financièrement l'organisme par le versement d'une subvention votée par l'assemblée régionale, en fonction des besoins avérés de l'organisme dans le strict cadre de la liquidation, sous réserve de l'affectation des crédits par la Commission permanente du conseil régional.

2.2. Modalités de versement de la subvention.

Subvention de fonctionnement

La subvention régionale est versée en une fois dans le respect des dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région.

Le versement se fera sur présentation des pièces suivantes datées, cachetées et signées par le représentant légal de l'organisme :

- Un courrier d'appel de fonds;
- Un plan de trésorerie actualisé à la date de la demande d'appel de fonds.

Cette subvention est imputée sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs», code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme 31005 « Aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue », action 13100501 « Soutien au spectacle vivant ».

ARTICLE 3 : LIQUIDATION DE L'ORGANISME

La procédure de liquidation de l'organisme est régie par l'article R. 1431-21 du CGCT qui implique le vote par le Conseil d'administration de l'organisme d'un compte administratif qui fixera les modalités de dévolution de l'actif et du passif de l'organisme, au plus tard le 30 juin 2019.

Ce compte administratif permettra aux collectivités membres de l'organisme dissout, et en particulier à la Région, de corriger leurs résultats de la reprise des résultats de l'organisme dissout, par délibération budgétaire, conformément à l'arrêté de liquidation de l'organisme. Le détail des opérations non budgétaires justifiant cette reprise sera joint en annexe au budget de reprise des résultats. Les comptables des membres de l'organisme dissout intègreront, dans leurs comptes, les éléments d'actif et de passif au vu de l'arrêté préfectoral de dissolution et du bilan de sortie de l'organisme dissous.

A défaut d'adoption du compte administratif ou de détermination de la liquidation par le conseil d'administration au plus tard le 30 juin 2019, un liquidateur sera nommé ; Il cèdera au besoin les actifs et répartira les soldes de l'actif et du passif. La liquidation et les comptes sont arrêtés par le préfet.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 1er janvier 2019. Elle expire au plus tard le 30 juin 2019.

ARTICLE 5 : CONTRÔLE

L'organisme s'engage à faciliter à tout moment les contrôles notamment par l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

À tout moment et sous réserve d'une information suffisante en amont, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé, en vue de vérifier l'exactitude des éléments financiers transmis (comptes annuels, situation de trésorerie et budget).

ARTICLE 6 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postale par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation de la présente convention en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'organisme. Dans ce cas, la Région lui adresse une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent tout ou partie inexécutées, la Région adresse à l'organisme la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention d'objectifs et de moyens jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'organisme par la Région.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par la Commission permanente du Conseil régional.

../..

Fait en deux exemplaires originaux à Paris,

Le ……..…	Le ……..…
Pour ARCADI, La Présidente	Pour la Région, La Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France
Florence PORTELLI	Valérie PECRESSE

Convention FRAC

Convention entre la Région Ile-de-France

Et le FRAC Ile-de-France pour l'année 2019

Entre

La Région Ile-de-France, située 2 rue Simone Veil, 93 400 Saint Ouen
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2019-036 du 24 janvier 2019,
Ci-après dénommée « La Région »,

D'une part,

Et

Le Fonds Régional d'Art Contemporain (FRAC)
Dont le n° de SIRET est : 32966567300037
Dont le siège social est situé au 33 rue des Alouettes, 75019 Paris
Ayant pour représentant sa Présidente, Madame Florence BERTHOUT
Ci-après dénommé « l'organisme »
D'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule :
Il est prévu de conclure en 2020 une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens entre le FRAC et la Région Ile-de-France pour tenir compte des évolutions engendrées par l'ouverture des réserves en 2020 à Romainville (93). Dans cette attente, la présente convention permettra d'assurer le bon fonctionnement de l'organisme et la continuité des activités.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer le cadre de fonctionnement de l'année 2019.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'organisme s'engage à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

L'organisme saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA REGION

3.1 Soutien financier :

La Région s'engage à soutenir financièrement l'organisme par le versement d'une subvention, votée par l'assemblée régionale sous réserve de l'affectation des crédits au Fonds Régional d'Art Contemporain par la commission permanente du conseil régional.

Pour 2019, cette subvention se décompose en trois parties:

- une dotation globale de fonctionnement à hauteur de 986 000 €,
- une subvention de 150 000 € pour les actions culturelles mises en œuvre par le FRAC dans les lycées franciliens (projet Flash Collection),
- une subvention de 305 000 € pour l'acquisition et la conservation d'œuvres d'art contemporain.

3.2 Modalités de versement de la subvention

La subvention régionale annuelle de fonctionnement est mandatée en deux versements, sur la base des deux affectations votées par la Commission permanente du Conseil régional et dans le respect du Règlement Budgétaire et Financier de la Région.

Les versements d'avances se font sur présentation des pièces suivantes datées, cachetées et signées par le représentant légal de l'organisme :

- un courrier d'appel de fonds
- un plan de trésorerie actualisé à la date de la demande d'appel de fonds

Le versement du solde se fait sur présentation des pièces suivantes :

- un courrier d'appel de fonds daté, cacheté et signé par le représentant légal de l'organisme ;
- les comptes annuels du dernier exercice clos de l'organisme signé par le représentant légal de l'organisme, soit signé par un commissaire aux comptes (inscrit sur la liste prévue à l'article L822-1 du Code de Commerce), soit signé par le comptable public pour les organismes en disposant ;
- le rapport annuel d'activité du dernier exercice clos.

Le versement du solde est également subordonné à la production de 1 justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Cette subvention est imputée sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme 31 (006) « Aide à la création et à la diffusion des arts plastiques», action 13100602 « Soutien aux organismes associés œuvrant dans le domaine des arts plastiques ».

La subvention régionale annuelle pour les actions culturelles mises en œuvre par le Frac dans les lycées franciliens (Flash Collection) est mandatée en 1 versement, sur la base d'une affectation votée par la Commission permanente du Conseil régional et dans le respect des dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région.

Cette subvention est imputée sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités artistiques et culturelles », Programme 312 (013) « Soutien culturel pluridisciplinaire», action 13101302 « Education artistique des lycéens ».

La subvention régionale annuelle pour l'acquisition et la conservation d'œuvres est mandatée en 1 versement, sur la base d'une affectation votée par la Commission permanente du Conseil régional et dans le respect des dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région.

Cette subvention est imputée sur le chapitre 903 «Culture, sports et loisirs», code fonctionnel 313 «Patrimoine», programme 131 (004) « Développement du patrimoine en Région » - action 13100404 « aide à l'acquisition d'œuvres d'art pour le FRAC et à leur conservation».

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 1er janvier 2019. Elle expire, au plus tard, le 31 décembre 2019.

ARTICLE 5 : CONTROLE

L'organisme s'engage à faciliter, à tout moment, les contrôles notamment par l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

A tout moment et sous réserve d'une information suffisante en amont, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé, en vue de vérifier l'exactitude des éléments financiers transmis (comptes annuels, situation de trésorerie et budget).

ARTCLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postale par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation de la présente convention en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'organisme. Dans ce cas, la Région lui adresse une mise en demeure de remplir les obligations dans un délai fixé. Si au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent tout ou partie inexécutées, la Région adresse à l'organisme la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'organisme par la Région.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par la Commission permanente du Conseil régional.

Fait en deux exemplaires originaux à Saint-Ouen,

Le……..	Le…….
Pour le FRAC, La Présidente	Pour la Région, La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-031

DU 24 JANVIER 2019

MISE EN OEUVRE DE LA STRATÉGIE EUROPÉENNE PREMIÈRES AFFECTATIONS PROVISIONNELLES 2019 ET SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT OCTROYÉE À ÎLE-DE-FRANCE EUROPE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le règlement (UE) du Parlement européen et du Conseil n°1303/2013 du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives aux Fonds Européens Structurels et d'Investissement,

VU Le règlement (UE) du Parlement européen et du Conseil n°1301/2013 du 17 décembre 2013 relatif au Fonds Européen de Développement Régional (FEDER),

VU Le règlement (UE) du Parlement européen et du Conseil n°1304/2013 du 17 décembre 2013 relatif au Fonds Social Européen (FSE),

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU La loi n° 2014-58 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles du 27 janvier 2014,

VU L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,

VU Le décret n° 2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020,

VU Le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,

VU La délibération n° CR 08-14 du 13 février 2014 relative à la prise d'autorité de gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) de la période 2014-2020,

VU La délibération CR 35-14 du 25 septembre 2014 relative à l'autorité et mise en œuvre de la gestion des fonds européens FEDER, FSE et FEADER 2014-2020,

VU La délibération CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégations d'attribution du conseil régional à sa Commission Permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017,

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens,

VU La délibération n° CR 129-16 du 8 juillet 2016 relative à la stratégie européenne de la Région Ile-de-France modifiée par délibération n° CP 2018-92 du 16 mars 2018,

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée,

VU La délibération n° CP 2017-90 du 8 mars 2017 relative à la convention triennale d'objectifs et de moyens entre la Région Ile-de-France et l'association Ile-de-France Europe,

VU La délibération n° CP 2017-374 du 20 septembre 2017 portant subventions aux associations dans le cadre du dispositif Europe.

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2019,

VU l'avis de la commission des affaires européennes ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-031 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'affecter à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 41 600 € disponible sur le chapitre 930 « Services Généraux » - code fonctionnel 042 « actions européennes » - programme HP 042-004 (104004) « actions européennes » - action 10400402 « actions européennes » du budget 2019, pour les dépenses directes liées à l'accueil de délégations étrangères venant des zones de coopération et à l'organisation de manifestations organisées sur le territoire d'Île-de-France

Article 2 :

Décide d'affecter à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 480 000 € disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP 0202-012 (102012) «fonctionnement des services », action 10201213 « Assistance technique » du budget 2019, pour les dépenses directes liées à la mise en œuvre de la gestion des fonds européens structurels d'investissement.

Article 3 :

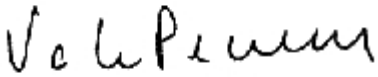
Décide d'attribuer à Île-de-France Europe une subvention de fonctionnement de 247 100 € correspondant à 70 % de la subvention prévisionnelle 2019.

Affecte une autorisation d'engagement de 247 100 € disponibles sur le chapitre 930 «services généraux » ; code fonctionnel 042 « Actions européennes » programme HP 042-004 (104004) « Actions européennes » action 10400402 « Actions européennes » nature 657 « Subventions » du budget 2019, correspondant à la première tranche de la subvention de fonctionnement pour l'année 2019.

Article 4 :

Décide, suite à une erreur matérielle, de porter le taux de la subvention attribuée à la Maison de l'Europe de Paris par délibération n°CP 2017-374 du 20 septembre 2017 à 31%. Le montant de la base subventionnable, fixé à 72 500 €, et le montant de la subvention, fixé à 22 500 €, restent inchangés.
Modifie en conséquence la fiche projet correspondante telle qu'elle figure en annexe n° 1 de la délibération.
Approuve l'avenant n°1 à la convention correspondante tel qu'il figure en annexe n° 2 de la délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

FICHE PROJET MAISON DE L'EUROPE DE PARIS MODIFIEE PAR AVENANT

AVENANT N° 1 A LA CONVENTION N° EX022391

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2019-031du 24 Janvier 2019
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : MAISON DE L'EUROPE DE PARIS CENTRE DE RENCONTRES INTERNATIONALES
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 784180168 00022
Code APE : 94.99 Z
dont le siège social est situé au : 29, avenue de Villiers – 75017 PARIS
ayant pour représentant Madame Catherine LALUMIERE, Présidente
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Par délibération N°CP 2017- 374 du 20 septembre 2017, la Région a attribué une subvention à la Maison de l'Europe de Paris pour la réalisation de son application pour informer et former les citoyens à la citoyenneté européenne. Le présent avenant vise à rectifier une erreur matérielle survenue sur le taux d'intervention régionale, initialement fixé à 22.50 % de la base subventionnable.

ARTICLE 1 :

Le deuxième alinéa de l'article 1 de la convention est remplacé par les dispositions suivantes :

« Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 31% % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 72 500,00 € soit un montant maximum de subvention de 22 500,00 €. »

ARTICLE 2 :

L'article 8 de la convention est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale, l'avenant n°1 à la convention n°EX022391 et la fiche projet approuvée par délibération n°CP 2019-031 du 24 janvier 2019..

ARTICLE 3 : Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

ARTICLE 4 : Le présent avenant entre en vigueur à compter de sa signature par les deux parties.

.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
La Maison de l’Europe de Paris
Centre de Rencontres Internationales
Madame Catherine Lalumière, Présidente

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022391 MODIFIEE PAR AVENANT

Commission permanente du 20 septembre 2017

Objet : MAISON DE L'EUROPE DE PARIS CENTRE DE RENCONTRES INTERNATIONALES - CRÉATION D'UN APPLICATION POUR INFORMER ET FORMER LES CITOYENS À LA CITOYENNETÉ EUROPÉENNE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif EUROPE	72 500,00 €	31 %	22 500,00 €
	Montant Total de la subvention		22 500,00 €

Imputation budgétaire : 930-042-6574-104004-020
10400402- Actions européennes

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON DE L'EUROPE DE PARIS CENTRE DE RENCONTRES INTERNATIONALES
Adresse administrative : 35 RUE DES FRANCS BOURGEOIS 75004 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Catherine LALUMIERE, Présidente

Date de publication au JO : 22 juin 1956

N° SIRET : 78418016800022

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Dispositif EUROPE
Rapport Cadre : CR129-16 du 08/07/2016

Objet du projet : Informer et former les citoyens à la citoyenneté européenne ainsi que sur l'impact des enjeux européens sur la vie quotidienne, en particulier des jeunes dans les lycées professionnels d'Ile de France

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 mars 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La Maison de l'Europe de Paris souhaite mettre en place un dispositif digital afin de permettre une appropriation de la citoyenneté européenne du grand public en France, avec une attention particulière pour les 15-30 ans

Description :
Il s'agit de mettre à disposition du grand public et des communautés locales des informations utiles en matière de droits fondamentaux, environnement, santé, éducation, opportunités de travail, sous forme de jeux et rubriques d'information. Ce projet permettra de créer la première application mobile et tablette existante sur l'Union européenne. Le contenu sera construit avec et pour les citoyens.
La création de l'application et son développement se fera sur 6 mois.

Moyens mis en œuvre :
Mobilisation de plusieurs classes de lycées professionnels franciliens pour l'élaboration des questions du quizz de l'application et pour le test de cette dernière.
Mobilisation d'un prestataire externe pour le développement technique de l'application.
La valorisation de l'application se fera, en lien avec le Ministère de l'éducation nationale au sein du réseau des DAREIC et des EREI, professeurs volontaires en charge du développement des projets et relations internationales et européennes dans les lycées d'Ile-de-France.

Intérêt régional : Cohérence entre le projet et le soutien apporté par la Région aux jeunes apprentis : l'application peut leur apporter des connaissances sur l'UE, leur donner envie de partir à l'étranger et leur permettre de se familiariser avec des outils pédagogiques numériques et d'en avoir ainsi une autre utilisation.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Public jeune, large, francilien et ambition de développer l'application sur l'ensemble du territoire français.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Sous traitance de la création de la technologie de l'application avec le back office	25 000,00	34,48%
Organisation et conduite de réunions pour la production du contenu	17 500,00	24,14%
Communication (réseaux sociaux, partenaires)	15 000,00	20,69%
Communication (impression, flyers, publicité)	5 000,00	6,90%
Frais administratifs	10 000,00	13,79%
Total	72 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil Régional d'Ile-de-France	22 500,00	31,00%
Maison de l'Europe de Paris	50 000,00	68,97%
Total	72 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	22 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Actions européennes	50 000,00 €
2015	Actions européennes	50 000,00 €
	Montant total	100 000,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/01/2019

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-064

DU 24 JANVIER 2019

DOTATION 2019 (1ÈRE AFFECTATION) AU GIP GENOPOLE - DOTATION (3ÈME) AU PIA 3 RÉGIONALISÉ "FILIÈRES" - AVENANTS - AIDES AU DAEU

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;

VU Le régime cadre exempté de notification N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020

VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'éducation ;

VU La délibération n° CR 65-01 du 13 décembre 2001 par laquelle la Région a décidé d'adhérer au GIP Genopole ;

VU La délibération n° CR 39-13 du 26 septembre 2013 par laquelle la Région a approuvé les nouveaux statuts du GIP Genopole ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente modifiée par délibération CR 2017-162 du 21 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 prorogeant le règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 34-16 du 17 mars 2016 relative à la mise en place du nouveau Conseil Scientifique Régional (CSR) ;

VU La délibération n° CR 2017-051 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité modifiée ;

VU La délibération n° CR 2017-146 du 21 septembre 2017 relative au Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI) ;

VU la délibération n° CR 2017-153 du Conseil régional en date du 21 septembre 2017 relative notamment à la garantie d'emprunt accordée à la SEM Genopole ;

VU Les délibérations n° CP 2017-511 du 22 novembre 2017 et n° CP 2018-567 du 21 novembre 2018, relatives à l'aide au passage du diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU) ;

VU La délibération n° CP 2018-053 du 24 janvier 2018 relative notamment à la convention de partenariat entre BPI et la Région « Filières PIA » ;

VU Les délibérations n° CP 2018-144 du 16 mars 2018 et n° 2018-527 du 21 novembre 2018 relatives notamment à la 1ère et 2nde dotation au PIA3 régionalisé « SESAME Filières PIA » ;

VU La délibération n° CP 2018-527 du 21 novembre 2018 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de soutien aux équipements scientifiques SESAME 2018

VU La convention entre la Région et la SEM Genopole signée en date du 16 novembre 2017 relative à une garantie d'emprunt ;

VU Les offres de financement de La Banque Postale du 11/05/2018 acceptées le 04/06/2018 par la SEM GENOPOLE ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU le rapport n°CP 2019-064 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Soutien au GIP Genopole

Décide d'attribuer une première partie de la contribution 2019 au fonctionnement du GIP Genopole d'un montant de 2 940 000 €.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de **2 940 000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 939 « Action économique », Code fonctionnel 92 « Recherche et Innovation », Programme HP 92-006 « Soutien aux domaines d'intérêt majeur », Action 19200601 « Soutien aux domaines d'intérêt majeur (DIM) » du budget 2019.

Article 2 : Avenant à la Convention financière PIA3 régionalisé axe Filières

Approuve l'avenant n°2 à la convention financière PIA3 régionalisé axe Filières, tel que présenté en annexe 1 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Approuve l'attribution au bénéfice de Bpifrance Financement d'une dotation de 975 000 € en vue de la dotation du Fonds PIA 3 Ile-de-France, action « accompagnement et transformation des filières ».

Affecte pour ce faire une autorisation de programme de **975 000 €** au fonds « Filières PIA », disponible sur le chapitre budgétaire 909 « Action économique », sous fonction 92 « Recherche et Innovation », programme HP 92-008 (192008) « Soutien aux transferts de technologie », Action (19200801) « Soutien aux projets de transfert de technologie des laboratoires et des établissements ESR » du budget régional 2019.

Approuve l'attribution d'un montant de **25 000 €** en vue de la prise en charge des frais de gestion liés au dispositif PIA 3 Ile-de-France, action « accompagnement et transformation des filières ».

Affecte pour ce faire une autorisation d'engagement d'un montant de 25 000 € au titre du dispositif « politique régionale en faveur de l'innovation : les structures d'accompagnement », prélevée sur le Chapitre 939 « Action économique » Code fonctionnel 92 « Recherche et innovation » Programme HP 92-008 : « Soutien aux Transferts de Technologie » Action 19200803 « Actions d'animation des acteurs de la valorisation et du transfert » du budget 2019.

Article 3 : Affectations provisionnelles d'autorisations d'engagement

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de **36 000 €** disponible sur le chapitre 939 «action économique », code fonctionnel 92 «recherche et innovation », programme HP 92-003 (192003) «Evaluations, études, actions support », action 19200302 « Evaluations, études, actions support » du budget 2019, pour couvrir principalement des dépenses de logistique engendrées par la participation de la Région à des manifestations et événements dans le domaine de la recherche et de l'enseignement supérieur, ainsi que des prestations pour la réalisation d'études dans le domaine de la recherche et du transfert de technologie.

Article 4 : Affectations provisionnelles d'autorisations d'engagement

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de **8 000 €** disponible sur le chapitre 939 « action économique », code fonctionnel 92 « recherche et innovation », programme HP 92-003 (192003) « Evaluations, études, actions support », action 19200301 « Conseil Scientifique Régional » du budget 2019 afin de couvrir les frais liés au fonctionnement du Conseil Scientifique Régional.

Article 5: Marché de prestations intellectuelles

Affecte une autorisation d'engagement de **25 000 €** disponible sur le chapitre 939 «action économique », code fonctionnel 92 «recherche et innovation », programme HP 92-001 (192001) «Soutien aux compétences scientifiques et technologiques », action 19200111 « Soutien aux coopérations scientifiques » du budget 2019, en vue d'un marché de prestations, destiné au montage d'un projet européen .

Article 6 : Avenant n°1 à la convention n° EX039206 – projet SESAME

Approuve l'avenant n°1 à la convention n° EX039206, tel que présenté en annexe 2 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Article 7 : modification de la garantie d'emprunt à la SEM Genopole en vue de l'acquisition de terrains destinés à l'implantation d'une unité de bioproduction sur les maladies rares (Yposkesi)

Décide de modifier l'article 2 de la délibération n° CR 2017-153 du 21 septembre 2017 suite à de nouvelles modalités des termes de l'emprunt de 2 000 000 € contracté par la SEM Genopole auprès de la Banque Postale.

Considérant désormais les deux segments d'emprunt contractés par la SEM Genopole auprès de la Banque Postale à hauteur de 1 000 000 € chacun pour les besoins du financement de l'acquisition de terrains en vue de l'installation d'une unité de bioproduction sur les maladies rares.

Décide de garantir le paiement des intérêts et le remboursement du capital de l'emprunt, tel que défini en articles 8 et 9.

Article 8 :

Décide de garantir le paiement des intérêts et le remboursement du capital de l'emprunt d'un montant de 1 000 000 € à hauteur de 12,5%, soit 125 000€ au taux en vigueur au moment de l'établissement du contrat de prêt, souscrit par le cocontractant auprès de La Banque Postale aux conditions contenues dans son offre de financement.

Cet emprunt est destiné à financer l'acquisition de terrains en vue de l'installation d'une

unité de bioproduction.

Les caractéristiques de l'emprunt à souscrire auprès de La Banque Postale sont désormais les suivantes :

Caractéristiques	Prêt
Montant en € HT	1 000 000
Taux	Taux fixe de 2,04%
Durée	25 ans et 1 mois
Echéance	2043
Annuités	52 000 € HT/an
Annuités garanties par le Conseil Régional	6 500 € HT/an

La garantie de la Région est accordée pour la durée totale du prêt, soit 25 ans et un mois au maximum.

Article 9 :

Décide de garantir le paiement des intérêts et le remboursement du capital de l'emprunt d'un montant de 1 000 000 € à hauteur de 12,5%, soit 125 000€ au taux en vigueur au moment de l'établissement du contrat de prêt, souscrit par le cocontractant auprès de La Banque Postale aux conditions contenues dans son offre de financement.

Cet emprunt est destiné à financer l'acquisition de terrains en vue de l'installation d'une unité de bioproduction.

Les caractéristiques de l'emprunt à souscrire auprès de La Banque Postale sont actuellement les suivantes :

Caractéristiques	Prêt
Montant en € HT	1 000 000
Taux	Index Euribor 3 mois assorti d'une marge de 0,64%
Durée	20 ans et 1 mois
Echéance	2038
Annuités	(variable) autour de 52 000 € HT/an
Annuités garanties par le Conseil Régional	6 500 € HT/an

La garantie de la Région est accordée pour la durée totale du prêt, soit 20 ans et un mois au maximum.

Article 10 :

S'engage pendant toute la durée des prêts à mobiliser, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir pour couvrir sa quote-part de garantie, soit 12,5 % des charges de l'emprunt.

Article 11 :

Approuve les offres de prêts de La Banque Postale telles que détaillées en annexe 3 à la présente délibération.

Article 12 :

Approuve l'avenant n° 1 à la convention du 16 novembre 2017 entre la Région et la SEM Genopole relative à des garanties d'emprunt, joint en annexe 4 à la présente délibération, et autorise la présidente à le signer.

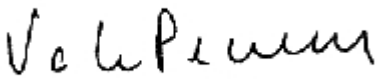
Article 13 :

Précise que l'engagement de la Région deviendra caduc si dans un délai de deux (2) ans, les emprunts n'ont pas été contractés.

Article 14 : Actions en faveur de l'aide régionale pour le DAEU (diplôme d'accès aux études universitaires)

Décide, au titre du dispositif « Aide régionale pour le diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU) » pour l'année universitaire 2018-2019, de soutenir 554 étudiants en reprise d'études, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 1 000 € par bénéficiaire.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 - avenant n°2 SESAME Filières PIA 3.doc

CONVENTION FINANCIERE REGIONALE n°

« PROGRAMME INVESTISSEMENT D'AVENIR – PIA 3 »

Accompagnement et transformation des filières

« SESAME Filières PIA »

EN REGION ILE-DE-FRANCE

AVENANT N°2 - n°19001154 à la convention n° 18002602

La Région Ile-de-France,

sise, 2, rue Simone Veil - 93400 Saint-Ouen-sur-Seine

représentée par sa Présidente, Mme Valérie PECRESSE,

dûment habilitée à l'effet des présentes, en vertu de la délibération n° CP2019-064 du 24 janvier 2019,

ci-après désignée « la Région »,

D'une part,

Et

Bpifrance Financement, société anonyme au capital de 839 907 320 euros, identifiée sous le numéro 320 252 489, RCS Créteil, dont le siège social est à Maisons-Alfort 94710, 27/31 avenue du Général Leclerc - représentée par Arnaud CAUDOUX, agissant en qualité de Directeur Exécutif,

ci-après dénommée «Bpifrance»,

D'autre part,

ci-après dénommées chacune individuellement « le partenaire » et collectivement « les partenaires ».

Vu les Conventions du 7 avril 2017 entre l'Etat et Bpifrance relative au Programme d'Investissements d'Avenir (action « Accompagnement et transformation des filières ») ;

Vu courrier de la Région du 29 avril 2017 en réponse à l'appel à candidatures ;

Vu notification du Premier Ministre du 7 juin 2017 ;

Vu la « Convention Régionale Tripartite » entre l'Etat, la Région, l'EPIC Bpifrance, et Bpifrance Financement relative à l'Action « Accompagnement et transformation des filières » ;

Vu la délibération N° CP 2018-144 de la Commission permanente du Conseil régional en date du 16 mars 2018 approuvant la convention financière « Accompagnement et transformation des Filières » signée le 4 juin 2018 ;

Vu la Convention financière régionale n° 18002602 « PIA 3 - Accompagnement et transformation des filières » signée le 4 juin 2018 ;

Vu la délibération N° CP 2018-527 de la Commission permanente du Conseil régional en date du 21 novembre 2018 relative notamment à l'avenant N°1 à la convention financière PIA 3 « Accompagnement et transformation des filières ».

Vu l'avenant n°1 à la convention financière n° 18002602 « « PIA 3 - Accompagnement et transformation des filières » signé le 13 décembre 2018 ;

Vu la délibération n° CP 2018-449 de la Commission Permanente du Conseil régional en date du 21 novembre 2018, relative à la convention financière PIA 3 « Accompagnement et transformation des filières » - Structuration des filières agricoles et forestières franciliennes

Vu la délibération N° CP 2019-064 de la Commission permanente du Conseil régional en date du 24 janvier 2019 approuvant le présent avenant N°2 à la convention financière PIA 3 « Accompagnement et transformation des filières » - SESAME Filières PIA.

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

La loi n°2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017, relative aux Programmes d'Investissement d'Avenir, prévoit une dotation de 250 M€, en subventions et avances récupérables, spécifiquement fléchée vers l'action en faveur du développement territorial des PME. Cette enveloppe permet à chaque Région de choisir, dans le cadre d'un pilotage commun avec l'Etat, une déclinaison spécifique d'actions susceptibles d'être sectorisées en fonction de leurs priorités.

Le PIA 3 propose aux Régions de définir des appels à projets territorialisés sur deux actions opérées par Bpifrance, pour lesquelles une approche territoriale parait particulièrement pertinente :

- « Concours d'innovation », dénommé « Projets d'innovation » dans un contexte régional ;
- « Accompagnement et transformation des filières ».

Les Conventions Régionales Tripartites signées entre l'Etat, la Région Ile-de-France et Bpifrance sur les actions « Projets d'innovation » et « Accompagnement et Transformation des Filières » prévoient les conditions dans lesquelles ces deux actions seront mises en œuvre. Elle confie notamment à Bpifrance la gestion des ressources mobilisées par les financeurs (Etat et Région) sur ces deux actions.

Par courrier du 27 avril 2017, en réponse à l'appel à candidatures, la REGION a indiqué qu'elle souhaitait mobiliser jusqu'à 19 294 496 Euros sur l'action « accompagnement et transformation des filières ». Par courrier du 7 juin 2017, le Premier Ministre a notifié son accord sur cette proposition confirmant ainsi la mobilisation globale de 38 588 992€ pour cette action.

Ont déjà été mobilisés par la REGION :

- 1 000 000 € pour le 1er appel à projets SESAME Filières PIA 3 ouvert en 2018,
- 1 000 000 € pour le 2nd appel à projets SESAME Filières PIA 3 ouvert en 2019,
- 1 500 000 € pour l'Appel à Projets « Structuration des filières agricoles et forestières franciliennes» (prévu et versé par convention séparée).

La présente convention est destinée à définir les modalités de gestion des ressources régionales sur l'action « Accompagnement et transformation des filières ».

EN CONSEQUENCE DE QUOI IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

La Région a décidé de lancer une 2ème édition de l'Appel à Projets « SESAME Filières PIA 3 » en 2019, financée à hauteur de 2 000 000 euros, dont 1 000 000 € ont été attribués par délibération n° CP 2018-527.

Les dispositions de l'article 4 de la convention financière régionale n° 18002602 – PIA 3 « Accompagnement et transformation des filières » du 4 juin 2018, sont donc modifiées comme suit :

ARTICLE 4 - MODALITES DE GESTION DU FONDS PIA 3 Ile-de-France

4.1 Dotation du Fonds

La dotation de la Région est fixée pour 2018-2019 à la somme totale de 3 000 000 euros au titre de l'action « accompagnement et transformation des filières », composés de 1 000 000 euros déjà mobilisés pour le 1er appel à projets SESAME Filières PIA 3 et de 1 000 000 euros supplémentaires prévus au titre du présent avenant, pour financer les projets de la 2e édition de l'Appel à Projets « SESAME Filières PIA », en sus du 1 000 000 € mobilisé par l'avenant n° 1 approuvé par la délibération n° CP 2018-527.

Les modalités financières des 2 000 000 millions d'euros mobilisés dans le cadre des délibérations n°CP 2018-144 et n°CP 2018-527 restent conformes à la convention initiale.

Le 1 000 000 d'euros supplémentaire au titre de la 2ème édition de l'AAP est réparti de la manière suivante :

- 487 500 euros d'intervention en subventions (50% du financement total) ;
- 487 500 euros d'intervention en avances récupérables (50% du financement total) ;
- 25 000 euros de frais de gestion.

Pour chacune des natures d'intervention (subventions, avances récupérables et frais de gestion), les versements sont effectués selon les modalités suivantes :

- 487 500 euros dès la signature des présentes, affectés à hauteur de 243 750 euros sur le volet Subventions et à hauteur de 243 750 euros sur le volet Avances Récupérables et 12 500 euros pour le volet frais de gestion ;
- le solde, soit 487 500 euros, dès qu'il sera constaté une utilisation de la dotation versée à hauteur de 80%, sur la base des aides accordées et sur production d'un état récapitulatif faisant apparaître les montants accordés, signés, versés et restant à verser, les noms des bénéficiaires, ainsi que le montant des frais de gestion et 12 500 euros pour le volet frais de gestion.

Ces versements feront l'objet d'un virement sur le compte bancaire de Bpifrance Financement dont le RIB sera adressé à la Région.

Les autres dispositions de la convention financière régionale – PIA 3 « Accompagnement et Transformation des filières » signée le 4 juin 2018 non modifiées par la présente restent inchangées.

Fait à Saint-Ouen-Sur-Seine, le … /… /…

En 2 exemplaires originaux.

La Présidente	**Le Directeur Exécutif**
de la Région Ile-de-France	**Bpifrance Financement**
Valérie PECRESSE	**Arnaud CAUDOUX**

Annexe 2 - Avenant n°1 à la convention EX039206 - SESAME 2018 - I4M.doc

Avenant n°1 à la convention n° EX039206 relative au soutien du projet SESAME 2018 – I4M

Entre

La Région Île-de-France
dont le siège est situé est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 SAINT OUEN,
représentée par sa Présidente, **Madame Valérie PECRESSE**,
En vertu de la délibération N° CP 2019-064 du 24 janvier 2019,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : **UNIVERSITE DE PARIS 5 RENE DESCARTES**
dont le statut juridique est : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
N° SIRET : 19751721200019
Code APE : 85.42Z-Enseignement supérieur
dont le siège social est situé au : 12 rue de l'école de médecine, 75006 PARIS 06 CEDEX
ayant pour représentant son Président, **Monsieur Frédéric DARDEL**
ci-après dénommé « le bénéficiaire » d'autre part,

PREAMBULE :

Après avoir rappelé :

- Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « SESAME » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 72-10 du 19 novembre 2010.
- L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.
- Cette action s'inscrit dans le soutien apporté depuis 1993 par la Région aux projets de recherche novateurs menés dans les laboratoires franciliens et nécessitant un investissement matériel important.
- la délibération n° CP 2018-527 du 21 novembre 2018 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de soutien aux équipements scientifiques SESAME 2018,
- La délibération n° CP 2019-064 du 24 janvier 2019 qui a adopté un avenant n°1 à la présente convention.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 :

L'article 1 de la convention a été modifié comme suit :

Par délibération n° CP 18-527 du 21 novembre 2018, la Région Île-de-France a décidé de soutenir la création d'un nouvel instrument d'imagerie in vivo associant différentes techniques déjà existantes pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : SESAME 2018 - I4M (référence dossier n° EX039206).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 65,00 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 400 000 €, soit un montant maximum de subvention de 260 000 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 :

L'annexe technique est modifiée et est annexée au présent avenant.

ARTICLE 3 :

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

Le Président de l'Université Paris Descartes	La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
Frédéric DARDEL	**Valérie PECRESSE**

DOSSIER N° EX039206 - SESAME 2018 - I4M

Dispositif : Equipements et plateformes scientifiques et technologiques (SESAME) (n° 00000120)
Délibération Cadre : CR72-10 du 19/11/2010
Imputation budgétaire : 909-92-204182-192001-1800
Action : 19200103- Soutien aux équipements de recherche

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements et plateformes scientifiques et technologiques (SESAME)	400 000,00 € HT	65,00 %	260 000,00 €
	Montant total de la subvention		260 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	UNIVERSITE PARIS DESCARTES - PARIS 5
Adresse administrative	:	12 RUE DE L'ECOLE DE MEDECINE 75006 PARIS 06 CEDEX
Statut Juridique	:	Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant	:	Monsieur Frédéric DARDEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Créer un nouvel instrument d'imagerie in vivo associant différentes techniques déjà existantes

Dates prévisionnelles : 20 mars 2018 - 31 décembre 2025
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter de la date du lancement de l'appel à projets conformément au règlement d'intervention du dispositif.

Description :
Le projet I4M vise à mettre au point une nouvelle technique d'imagerie médicale. L'objectif est le développement d'un nouvel instrument multimodal pour l'imagerie de la perfusion sanguine locale, l'oxygénation et le métabolisme. La quantification des relations entre le métabolisme, l'oxygénation et la vascularisation permettra d'extraire de nouveaux biomarqueurs multiparamétriques, utiles pour le traitement les pathologies complexes comme le cancer et les maladies cardiovasculaires. Le projet I4M associe trois laboratoires de la plateforme d'imageries du vivant de Paris Descartes (PARCC-HEGP, Institut Cochin, Centre de Recherche des Cordeliers) et l'institut Langevin pour mettre au point une technologie de rupture en imagerie multimodale. Ce premier instrument quadrimodal d'imagerie *in vivo* associera la tomographie par émission de positrons (TEP), la tomodensitométrie (CT), l'imagerie ultrasonore ultrarapide (UUI) et imagerie multispectrale optoacoustique (IOA). Le succès du projet placerait l'université Paris Descartes dans un rôle de partenaire incontournable pour un développement industriel du dispositif. Outre la plus-value économique et scientifique, le projet permettra la formation de personnel hautement qualifié.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Ce projet d'un coût total de 400 000 € sera cofinancé à hauteur de 140 000 € par l'Université Paris Descartes.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Laser pulsé multi-longueur d'ondes	121 345,00	30,34%
Fibre optique x2	12 768,00	3,19%
Sonde échographique MS400	13 940,00	3,49%
Echographe 256 voies avec sondes	195 316,00	48,83%
Générateur 8 canaux	6 631,00	1,66%
Reconstruction multi-modalité TEP-CT-UUI-IOA	50 000,00	12,50%
Total	400 000,00	100,00%

Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	260 000,00	65,00%
Université Paris Descartes	140 000,00	35,00%
Total	400 000,00	100,00%

Annexe 3 - Offres de prêts La Banque Postale.pdf

LA BANQUE POSTALE

Paris, le 11 mai 2018

Affaire suivie par : Elsa POTARD
Tél : 01 57 75 45 78
Fax : 08 10 36 88 55
Mail : elsa.potard@labanquepostale.fr

SEM GENOPOLE
Monsieur Le Directeur Général
5 rue Henri Desbrueres
91000 EVRY

A l'attention de Monsieur Fabrice TARATTE, Directeur Général

Objet : Offre de financement

Monsieur Le Directeur Général,

Pour faire suite à votre demande de financement, nous avons le plaisir de répondre favorablement à votre demande de financement à hauteur de 1 000 000,00 EUR dont vous trouverez ci-joint les principales caractéristiques :

Offre N° 1 : TAUX VARIABLE (LOF)

Les termes et conditions financières au verso de cette proposition sont valables pour une durée de 28 jours à compter de la date des présentes, soit jusqu'au 08 juin 2018.

Vous trouverez jointes à la présente offre les conditions générales des contrats de prêt de La Banque Postale version CG-LBP-SPL-2017-07 en vigueur à la date du présent envoi. Ces conditions générales étant néanmoins susceptibles d'évoluer, le contrat de prêt qui serait mis en place sera soumis à la version des conditions générales en vigueur au moment de son émission. Dès lors votre attention est appelée sur le fait que les conditions générales applicables à votre contrat de prêt devront être relues avec une attention toute particulière.

Nous restons à votre disposition pour vous apporter tout complément d'information sur le contenu de l'offre.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur Le Directeur Général, l'expression de nos salutations distinguées.

Jean-Claude GAUTHIER
Directeur Commercial
Direction des Entreprises et du Développement des Territoires

Pièces jointes : à titre indicatif
Annexe : Liste des pièces que vous serez amené à nous fournir en cas de contractualisation de l'opération.
Annexe : Modèles de délibération de garantie (*Nous attirons votre attention sur le soin qui doit être apporté dans la rédaction de ces délibérations. Toute délibération non conforme entrainera la non-exécution du contrat).*

LA BANQUE POSTALE

Paris, le 11 mai 2018

Affaire suivie par : Elsa POTARD
Tél : 01 57 75 45 78
Fax : 08 10 36 88 55
Mail : elsa.potard@labanquepostale.fr

SEM GENOPOLE
Monsieur Le Directeur Général
5 rue Henri Desbrueres
91000 EVRY

A l'attention de Monsieur Fabrice TARATTE, Directeur Général

Objet : Offre de financement

Monsieur Le Directeur Général,

Pour faire suite à votre demande de financement, nous avons le plaisir de répondre favorablement à votre demande de financement à hauteur de 1 000 000,00 EUR dont vous trouverez ci-joint les principales caractéristiques :

Offre N° 1 : TAUX FIXE

Les termes et conditions financières au verso de cette proposition sont valables pour une durée de 28 jours à compter de la date des présentes, soit jusqu'au 08 juin 2018.

Vous trouverez jointes à la présente offre les conditions générales des contrats de prêt de La Banque Postale version CG-LBP-SPL-2017-07 en vigueur à la date du présent envoi. Ces conditions générales étant néanmoins susceptibles d'évoluer, le contrat de prêt qui serait mis en place sera soumis à la version des conditions générales en vigueur au moment de son émission. Dès lors votre attention est appelée sur le fait que les conditions générales applicables à votre contrat de prêt devront être relues avec une attention toute particulière.

Nous restons à votre disposition pour vous apporter tout complément d'information sur le contenu de l'offre.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur Le Directeur Général, l'expression de nos salutations distinguées.

Jean-Claude GAUTHIER
Directeur Commercial
Direction des Entreprises et du Développement des Territoires

Pièces jointes : à titre indicatif
Annexe : Liste des pièces que vous serez amené à nous fournir en cas de contractualisation de l'opération.
Annexe : Modèles de délibération de garantie (*Nous attirons votre attention sur le soin qui doit être apporté dans la rédaction de ces délibérations. Toute délibération non conforme entrainera la non-exécution du contrat).*

Annexe 4 - avenant n°1 à la garantie emprunt SEM.doc

AVENANT N°1 A LA CONVENTION ENTRE LA REGION D'ILE–DE–FRANCE ET LA SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE GENOPOLE RELATIVE A DES GARANTIES D'EMPRUNT

La **Région d'Ile – de –France**
sise au 2, rue Simone Veil – 793400 Saint-Ouen-Sur-Seine
représentée par sa Présidente, **Madame Valérie PECRESSE,**
En vertu de la délibération N° CP 2019-064 du 24 janvier 2019
ci-après dénommée **la Région**

d'une part,

La **Société d'Economie Mixte GENOPOLE**
Société anonyme d'économie mixte locale
sise au 5 rue Henri Desbruères, 91030 Evry cedex
représentée par son directeur général, **Monsieur Fabrice TARATTE,**
ci après dénommée **« la SEM »**,

VU Le règlement UE n°1407/2013 de la Commission Européenne du 18 septembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis publié au JOUE L352 du 24 décembre 2013 ;

VU la délibération n° CR 2017-153 du Conseil régional en date du 21 septembre 2017 relative notamment à la garantie d'emprunt accordée à la SEM Genopole ;

VU la convention entre la Région et la SEM Genopole signée le 16 novembre 2017 relative à des garanties d'emprunt ;

VU Les nouvelles offres de financements de La Banque Postale du 11/05/2018 acceptées le 04/06/2018 par la SEM GENOPOLE ;

VU Le contrat de Prêt n° LBP-00004724, signé en date du 28/09/2108, entre la SEM Genopole et La Banque Postale relatif à un prêt à taux fixe de 1 000 000€ en vue de l'acquisition de terrains destinés à l'implantation d'une unité de bioproduction sur les maladies rares ;

VU Le contrat de Prêt n° LBP-00004721, signé en date du 28/09/2108, entre la SEM Genopole et La Banque Postale relatif à un prêt à taux variable de 1 000 000€ en vue de l'acquisition de terrains ;

Préambule

Dans le cadre de ses missions, la SEM Genopole a acquis en février 2017, 10 000m² de terrains sur le site du biocluster afin d'accueillir une unité de bioproduction sur les maladies rares et a sollicité la Région en vue de garantir son emprunt (délibération n°CR 2017-153), pour une valeur de 250 000 €.

L'emprunt bancaire de 2 000 000 € accordé par la Banque Postale à un taux de 2,67 % a été revu en deux segments de 1 000 000 € chacun. Le premier segment est à taux fixe, 2.04%, le second est à taux variable. Il vous est donc proposé de modifier les termes de la garantie d'emprunt régionale, maintenue à 250 000 € à parité avec la communauté d'agglomération de Grand Paris Sud.

En conséquence de quoi, les articles de la convention adoptée par la délibération n° CR 2017-153 sont modifiés comme suit :

ARTICLE 1 BIS – modification des modalités d'emprunt

En lieu et place des modalités d'emprunt relatives à l'acquisition de terrains, destinés à l'unité de bioproduction (Yposkesi) définies par convention du 16 novembre 2017 entre la Région Ile-de-France et la SEM Genopole, il est désormais prévu que :

La Région Ile-de-France garantisse le paiement des intérêts et le remboursement du capital des deux segments d'emprunts d'un montant total de 2.000.000 € à hauteur de 12,5%, soit 250 000 € aux taux en vigueur au moment de l'établissement des contrats de prêts, souscrits par le cocontractant auprès des organismes bancaires précisés.

Ces emprunts sont destinés à financer l'acquisition de 10 000m² de terrains destinés à l'implantation d'une unité de bioproduction sur les maladies rares,

Les modalités relatives au RIE restent inchangées.

Cet emprunt, d'un montant de 2.000.000 €, est divisé en une partie à taux fixe, 2.04%, de 1.000.000 € et en une partie à taux variable, Euribor 3 mois plus une marge de 0.64%, de 1.000.000 € également. La partie variable de l'emprunt pourrait être fixée à horizon proche. La fixation de cette partie ne viendrait pas modifier les conditions de garantie de la Région Ile-de-France.

Mode de financement	**Acquisition de terrains**		**Total**
	Emprunt 1ère tranche Taux fixe	**Emprunt 2ème tranche Taux Variable****	
Fonds propres	500 000	500 000	1 000 000 €
Emprunt bancaire	1 000 000 €	1 000 000 €	2 000 000 €
Montant total des investissements	**3 000 000€**		**3 000 000 €**
Frais et intérêts intercalaires	0	0	
Demande de garantie bancaire à 12,5% auprès de la Région Ile-de-France	125 000 €	125 000 €	250 000 €
Demande de garantie bancaire à 12,5% auprès de la Communauté d'agglomération de Grand Paris Sud	125 000 €	125 000 €	250 000 €
Banque	La Banque Postale	La Banque Postale	
Durée emprunt	25 ans et 1 mois	20 ans et 1 mois	
Taux d'intérêt	2.04%	Index Euribor 3 mois, assorti d'une marge de +0,64%	

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides *de minimis* entreprise 1407/2013 (publié au JOUE du 24 décembre 2013).

Au cas où l'emprunteur ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles, la Région s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple notification de La

Banque Postale par lettre missive, dans la limite de sa quote-part de garantie, soit 12,5 % de la somme, sur simple notification de La Banque Postale par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

La Région s'engage pendant toute la durée des prêts à mobiliser, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir pour couvrir sa quote-part de garantie, soit 12,5 % des charges de l'emprunt.

La SEM se garde la possibilité de fixer le taux et donc les conditions de remboursement de l'emprunt. Cette disposition ne vient pas modifier les conditions de garantie de la région Ile-de-France.

Précise que l'engagement de la Région deviendra caduc si dans un délai de deux (2) ans, les emprunts n'ont pas été contractés.

ARTICLE 11 :

Les pièces contractuelles sont les suivantes :

- la présente convention et avenants
- les annexes : les tableaux de prêts revus
- les contrats de prêts

ARTICLE 12 :

Les autres articles de la convention demeurent inchangés

Fait en quatre exemplaires

A Paris, le

Pour la SEM Genopole	**Pour la Région**
Le directeur général (*)	**La Présidente du Conseil Régional**
Fabrice TARATTE	**Valérie PECRESSE**

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 28/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 28/01/2019

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-004

DU 24 JANVIER 2019

1ÈRES AFFECTATIONS - CENTRE HUBERTINE AUCLERT, CITOYENNETÉ, ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS ET LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;
VU La loi n° 90-615 du 13 juillet 1990 tendant à réprimer tout acte raciste, antisémite ou xénophobe ;
VU La loi n° 2001-397 du 9 mai 2001 relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;
VU La loi n° 2001-1066 du 16 novembre 2001 relative à la lutte contre les discriminations ;
VU La loi n° 2004-1486 du 30 décembre 2004 portant création de la Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Egalité ;
VU La loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances ;
VU La loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations ;
VU La loi n° 2011-333 du 29 mars 2011 relative au Défenseur des Droits ;
VU La loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes ;
VU La loi n° 2016-832 du 24 juin 2016 visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale ;
VU La délibération n° CR 03-12 du 27 septembre 2012 relative à la politique de santé ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération CR 2017-162 du 22 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du conseil régional ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux '100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération n° CR 149-16 du 7 juillet 2016 approuvant, notamment, le règlement d'intervention pour la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle ;
VU La délibération n° CR 100-16 du 22 septembre 2016 relative au soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes ;
VU La délibération n° CR 167-16 du 13 octobre 2016 relative au soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes ;
VU La délibération n° CR 161-16 du 13 octobre 2016 relative au soutien aux expressions citoyennes ;
VU La délibération n° CR 204-16 du 14 décembre 2016 intitulée « Nouvelles ambitions pour le sport en Ile-de-France – 1ère partie » ;
VU La délibération n°CR 229-16 du 14 décembre 2016 relative à la labellisation des nouveaux « domaines d'intérêt majeur-DIM » pour la période 2017-2020 ;
VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité modifiée par la délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 et la délibération n° CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;
VU La délibération n° CR 2017-47 du 9 mars 2017 intitulée «Le sport, booster de l'attractivité en Ile-de-France et pour l'international – 2ème partie »
VU La délibération n° CR 2017-131 du 6 juillet 2017 intitulée « Pour une politique innovante en

matière de soutien à la jeune création » ;

VU La délibération n°CR 2017-81 du 6 juillet 2017 relatif à l'agenda « pour une Région Île-de-France sans sida » ;

VU La délibération n° CR 2017-121 du 21 septembre 2017 relative à l'organisation d'un concours « les Chanté Nwel » en Île-de- France ;

VU La délibération n° CR 2017-126 du 21 septembre 2017 relative à la lutte contre les déserts médicaux

VU La délibération n° CP 15-684 du 8 octobre 2015 relative à l'attribution de subventions dans le cadre du Fonds régional de développement de la vie associative ;

VU La délibération n° CR 2018-24 du 3 juillet 2018 intitulée «La Région Île-de-France, Région solidaire » ;

VU La délibération n°2018-040 du 22 novembre 2018 approuvant les conventions de partenariats entre la Région Ile-de-France et les Régions et collectivités territoriales d'Outre-Mer Guadeloupe, Guyane et Réunion.

VU La délibération n° CP 16-628 du 16 novembre 2016, « Soutien aux contrats de ville affectations pour l'année 2016 Départements de Paris, de l'Essonne et du Val d'Oise » ;

VU La délibération n° CP 2017-189 du 17 mai 2017 relative au soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité femmes hommes ;

VU La délibération n° CP 2017-579 relative aux formations sanitaires et sociales ;

VU La délibération n° CP 2018-067 du 24 janvier 2018 approuvant la convention d'objectifs et de moyens entre la Région Ile-de-France et le Centre Hubertine Auclert ;

VU La délibération n° CP 2018-141 du 16 mars 2018 relative à l'actualisation du règlement d'intervention du dispositif « Soutien régional aux expressions citoyennes » ainsi que du concours « Les Chanté Nwel » ;

VU La délibération n° CP 2018-187 du 30 mai 2018 relative au soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité femmes hommes ;

VU La délibération n° CP 2018-196 du 30 mai 2018 « Soutien régional aux expressions citoyennes et aux radios locales d'Ile de France – actions de prévention de la radicalisation » adoptant la convention-type relative au soutien régional aux expressions citoyennes, modifiée par avenant-type approuvé par délibération n° CP 2018-428 du 17 octobre 2018 ;

VU Le budget de la Région pour 2019 ;

VU l'avis de la commission du sport de la jeunesse de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-004 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'attribuer au **Centre Hubertine Auclert**, Centre francilien pour l'égalité femmes/hommes, une première affectation de la subvention de fonctionnement inscrite au budget 2019.

Affecte une autorisation d'engagement de **420.000 €** disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP 021-005 « Jeunesse et vie associative », action 10200509 « Centre de ressources Egalité Femmes/Hommes - ORVF» du budget 2019.

Article 2

Approuve la convention type relative au dispositif « *Soutien à la lutte contre discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes* » tel que présenté en annexe 1 à la délibération.

Approuve la convention type relative au dispositif « *Soutien à la lutte contre les violences faites aux femmes* » tel que présenté en annexe 2 à la délibération.

Article 3

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien régional aux expressions citoyennes » au financement des projets détaillés dans les fiches projets en annexe 3 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **25.000 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature par les bénéficiaires de conventions conformes à la convention type adoptée par la délibération N° CP 2018-196 du 30 mai 2018 modifiée par avenant-type approuvé par délibération n°CP 2018-428 du 17/10/2018 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **25.000 €**, disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP 021-005 « Jeunesse et vie associative », action 10200503 « Citoyenneté et valeurs de la République » du budget 2019.

Article 4

Décide d'attribuer à 28 associations participantes à l'organisation du concours « *les Chanté Nwel en Île-de-France 2018* » une dotation forfaitaire de 300 €, tel que détaillé en annexe 4 à la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de la Charte régionale du concours.

Affecte une autorisation d'engagement de **8.400 €** sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP 021-005 « Jeunesse et vie associative », action 10200503 « Citoyenneté et valeurs de la République » du budget 2019.

Article 5

Décide d'affecter un solde de subvention d'un montant d'autorisation d'engagement de **11.000 €** au bénéfice du Centre communal d'action sociale de Garges les Gonesse, dont le projet est détaillé en annexe 5 à la présente délibération, disponible sur le chapitre budgétaire : 935 « Aménagement du territoire » Sous-fonction 51 « Politique de la ville », Programme HP-51-003 « Actions Politique de la Ville », Action 15100308 « Actions Politique de la Ville » du budget 2019.

Article 6

Décide d'affecter un solde de subvention d'un montant d'autorisation d'engagement de **9.900 €** au bénéfice de la Fédération nationale des associations solidaires, dont le projet est détaillé en annexe 5 à la présente délibération, disponible sur le chapitre 934 « Développement

social et santé », code fonctionnel 040 « Services communs », programme HP 40-001 « Développement de la vie associative », action 14000101 « Soutien aux réseaux solidaires, associations et bénévolat » du budget 2019.

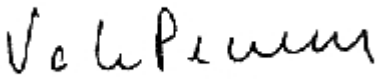
Article 7

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, et à partir du 15 novembre 2018 pour les subventions visées à l'article 4 de la présente délibération, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 8

Approuve la convention de partenariat, telle que présentée en annexe 6 à la présente délibération, entre le département de Mayotte et la Région Ile-de-France, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

28/01/2019 09:32:39

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : CONVENTION TYPE LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS ET EGALITE FEMMES HOMMES

Convention
Dossier XX
Au titre du Soutien régional à la lutte contre les discriminations et l'égalité entre les femmes et les hommes
Subvention de fonctionnement

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération XX,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : xxx
dont le statut juridique est : xxx
N° SIRET : xxx
Code APE : xxx
dont le siège social est situé au : xxx
ayant pour représentant xxx
ci-après dénommé « le bénéficiaire » xxx

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif **« Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR100-16 du 22 septembre 2016, modifiée par délibération n° CP 2018-187 du 30 mai 2018.**

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP XX du XXX, la Région Île-de-France a décidé de soutenir XX pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : XX.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à XX de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XX €, soit un montant maximum de subvention de X €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le suivi et l'évaluation au fur et à mesure de la réalisation du projet ou du programme (convention pluriannuelle), sur un plan quantitatif comme qualitatif seront réalisés selon les modalités suivantes : le bénéficiaire de la subvention s'engage à transmettre à la Région des données permettant d'alimenter et de vérifier la réalisation de l'action subventionnée. L'analyse des données, qui doivent être aussi exhaustives que possibles, doit constituer une base afin d'apprécier le niveau d'atteinte des objectifs définis dans l'annexe dénommée « fiche projet » ; de disposer d'une description précise et étayée des actions menées grâce aux financements apportés à l'organisme et de mesurer les résultats obtenus ainsi que les retombées indirectes des actions de l'organisme.

Le bénéficiaire s'engage également à fournir un bilan qualitatif de l'action/du projet subventionnée.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter x stagiaire ou alternant pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette offre de stage ou de contrat de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

Convention pluriannuelle : avant la mise en œuvre des années 2 ou 3 du programme soutenu, la Région vérifiera que les informations susvisées lui ont été communiquées.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Présence de la mention :
Le bénéficiaire s'engage à apposer la mention « Action financée par la Région Ile-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype :
La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos…).

De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Evènements :
Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles des manifestations et toute opération de valorisation du projet subventionné. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.

Pour tous les événements organisés liés à l'aide régionale attribuée (première pierre, inauguration, festivité ou manifestation ayant bénéficié d'un soutien régional), le bénéficiaire est tenu d'en informer préalablement la Région Île-de-France et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole (plaque inaugurale, invitation, etc.). Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la Présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques :
Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :
Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale…

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région :
Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.
- en amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier.

- en aval : le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements prévus, en proportion du taux de la subvention, si cet organisme justifie ne pas disposer de trésorerie et dans la limite de 40% de la subvention.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du XX (DATE D'ELIGIBILITE SINON DATE DE VOTE) et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le XX.
Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale (ou du solde de la subvention de la dernière année d'exécution du programme pour une convention pluriannuelle) ou, à défaut, par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

Convention pluriannuelle : les années 2 et 3 des programmes doivent obligatoirement faire l'objet de la signature d'un avenant qui fixera le montant de la subvention de l'action N+1 ou N+2 validé par la commission permanente. Le projet/action de l'année écoulée devra être soldé selon les modalités prévues par la convention avant toute continuité du programme.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Aussi, en cas de non-respect de l'article 2.5 précisant les obligations en matière de communication, la Région se réserve le droit de réclamer remboursement de tout ou partie de la subvention perçue.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° XX-XX du XX.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le xxx

Pour la Région Ile-de-France,
La Présidente du Conseil Régional,
Madame Valérie PECRESSE

Par délégation,

X

Le

Le bénéficiaire

ANNEXE 2 : CONVENTION TYPE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Convention
Dossier XX
Au titre du Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération XX,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : xxx
dont le statut juridique est : xxx
N° SIRET : xxx
Code APE : xxx
dont le siège social est situé au : xxx
ayant pour représentant xxx
ci-après dénommé « le bénéficiaire » xxx

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif **« Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR167-16 du 13 octobre 2016, modifiée par délibération n° CP 2018-187 du 30 mai 2018.**

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP XX du XXX, la Région Île-de-France a décidé de soutenir XX pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : XX.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à XX de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XX €, soit un montant maximum de subvention de X €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le suivi et l'évaluation au fur et à mesure de la réalisation du projet ou du programme (convention pluriannuelle), sur un plan quantitatif comme qualitatif seront réalisés selon les modalités suivantes : le bénéficiaire de la subvention s'engage à transmettre à la Région des données permettant d'alimenter et de vérifier la réalisation de l'action subventionnée. L'analyse des données, qui doivent être aussi exhaustives que possibles, doit constituer une base afin d'apprécier le niveau d'atteinte des objectifs définis dans l'annexe dénommée « fiche projet » ; de disposer d'une description précise et étayée des actions menées grâce aux financements apportés à l'organisme et de mesurer les résultats obtenus ainsi que les retombées indirectes des actions de l'organisme.

Le bénéficiaire s'engage également à fournir un bilan qualitatif de l'action/du projet subventionnée.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter x stagiaire ou alternant pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette offre de stage ou de contrat de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

Convention pluriannuelle : avant la mise en œuvre des années 2 ou 3 du programme soutenu, la Région vérifiera que les informations susvisées lui ont été communiquées.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Présence de la mention :
Le bénéficiaire s'engage à apposer la mention « Action financée par la Région Ile-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype :
La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos…).

De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Evènements :
Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles des manifestations et toute opération de valorisation du projet subventionné. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.

Pour tous les événements organisés liés à l'aide régionale attribuée (première pierre, inauguration, festivité ou manifestation ayant bénéficié d'un soutien régional), le bénéficiaire est tenu d'en informer préalablement la Région Île-de-France et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole (plaque inaugurale, invitation, etc.). Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la Présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques :
Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :
Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale…

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région :
Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.
- en amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier.

- en aval : le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements prévus, en proportion du taux de la subvention, si cet organisme justifie ne pas disposer de trésorerie et dans la limite de 40% de la subvention.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du XX (DATE D'ELIGIBILITE SINON DATE DE VOTE) et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le XX.
Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale (ou du solde de la subvention de la dernière année d'exécution du programme pour une convention pluriannuelle) ou, à défaut, par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

Convention pluriannuelle : les années 2 et 3 des programmes doivent obligatoirement faire l'objet de la signature d'un avenant qui fixera le montant de la subvention de l'action N+1 ou N+2 validé par la commission permanente. Le projet/action de l'année écoulée devra être soldé selon les modalités prévues par la convention avant toute continuité du programme.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Aussi, en cas de non-respect de l'article 2.5 précisant les obligations en matière de communication, la Région se réserve le droit de réclamer remboursement de tout ou partie de la subvention perçue.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° XX-XXX du XXXX.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le xxx

Pour la Région Ile-de-France,
La Présidente du Conseil Régional,
Madame Valérie PECRESSE

Par délégation,

Le

Le bénéficiaire

ANNEXE 3 : FICHES PROJETS EXPRESSIONS CITOYENNES

DOSSIER N° 18014675 - Festival des chants et des danses du monde à Drancy

Dispositif : Soutien aux expressions citoyennes (n° 00000998)
Délibération Cadre : CR161-16 du 13/10/2016 modifié
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200503- Citoyenneté et valeurs de la République

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux expressions citoyennes	25 000,00 € TTC	40,00 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CULTUR ARTI FRANCO-SERBE PERLES BISERI
Adresse administrative : 2 IMP PETIT AINE
93700 DRANCY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Alexandra MILOSEVIC, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Festival des chants et des danses du monde à Drancy

Dates prévisionnelles : 1 juin 2019 - 31 octobre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'association folklorique Perles-Biseri de Drancy organise au mois d'octobre 2019 son festival du chant et de la danse du monde.

L'objectif du festival est de préserver et de promouvoir auprès des Franciliens les cultures et les traditions de tous les peuples à travers le chant et la danse, la musique et les costumes, et de favoriser les échanges entre associations folkloriques d'Ile-de-France.
Ce festival favorise le partage des cultures et des coutumes des Français de toutes origines en Ile-de-France, mais aussi notamment la richesse du folklore français.

Près de 1 000 personnes sont attendues à ce festival, artistes, habitants de Drancy et publics franciliens.

Aujourd'hui, l'association « Biseri » (« les perles » en français) est une association qui comprend plus de trois cents membres, animée par une équipe de dirigeants bénévoles et de chorégraphes.

« Perles - Biseri » est très reconnue en France et dans toute l'Europe. A travers son art folklorique, elle reflète notamment la culture des Franco-serbes et promeut l'héritage du folklore serbe.
Grâce à ce festival et à travers le partage des traditions, elle souhaite s'ouvrir et valoriser les coutumes et

le folklore de tous horizons, qui font partie du patrimoine vivant francilien.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés de matières et fournitures	8 000,00	32,00%
Fournitures d'entretien - Petits équipement	5 500,00	22,00%
Locations (matériel sono, éclairages)	5 500,00	22,00%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	5 000,00	20,00%
Publicité	1 000,00	4,00%
Total	25 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	15 000,00	60,00%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	40,00%
Total	25 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX043082 - Festival des Danses sur Seine - Edition 2019

Dispositif : Soutien aux expressions citoyennes (n° 00000998)
Délibération Cadre : CR161-16 du 13/10/2016 modifié
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200503- Citoyenneté et valeurs de la République

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux expressions citoyennes	40 000,00 € TTC	37,50 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION PARIS SALSA PLAGE
Adresse administrative : 115 BIS RUE DES PYRENEES
75020 PARIS 20E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur THOMAS TOUHAMI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : festival des Danses sur Seine - Edition 2019

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 2 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'association Paris Salsa Plage organise chaque année le Festival des Danses sur Seine. Forte de son succès, elle souhaite développer ce festival des danses latines sur plusieurs sites en Ile-de-France pour son édition 2019.

L'édition 2018, qui s'est déroulée du 8 juillet au 3 septembre sur les quais de Seine, a connu une fréquentation importante : plus de 7.000 personnes par jour et plus de 300.000 personnes en deux mois.

Manifestation gratuite, regroupant 300 danseurs amateurs et 18 danseurs professionnels, elle invite le public à faire des tours de danse dans un esprit de bon vivre ensemble, de dialogue et d'échanges. De nombreuses animations et ateliers y sont proposés. Plusieurs formes participatives et immersives et une scène ouverte sont déployées dans l'espace public.

Le Festival des Danses sur Seine permet l'expression et le rayonnement des cultures et patrimoines latins et tropicaux, en y mêlant tradition, modernité et créativité.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	780,00	1,95%
Achats non stockés de matières et fournitures	1 200,00	3,00%
Contrats prestations de services avec des entreprises	2 000,00	5,00%
Locations (immobilières - mobilières)	1 388,00	3,47%
Charges locatives	112,00	0,28%
Publicité, publications, relations publiques	650,00	1,63%
Transports - déplacements - missions	300,00	0,75%
Frais postaux et télécommunications	250,00	0,63%
Rémunérations du personnel	33 320,00	83,30%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	3 000,00	7,50%
Subvention Commune (attribuée)	22 000,00	55,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	15 000,00	37,50%
Total	40 000,00	100,00%

ANNEXE 4 : LISTE DES ASSOCIATIONS FRANCILIENNES PARTICIPANTES AU CONCOURS "LES CHANTE NWEL EN ILE-DE-FRANCE" - ANNEE 2018

LISTE DES ASSOCIATIONS FRANCILIENNES PARTICIPANTES AU CONCOURS "LES CHANTE NWEL EN ILE-DE-FRANCE" - ANNEE 2018

PREMIERES AFFECTATIONS

Code dossier	Bénéficiaire	Localisation
EX043290	ASSOCIATION ANTILLAISE FEY FOUYAPEN	VAUX-LE-PENIL
EX043288	AMICALE DES ANTILLAIS DE ROISSY EN BRIE	ROISSY-EN-BRIE
EX043032	JOM JEUNESSE OUTREMER	AULNAY-SOUS-BOIS
EX043240	AMCG LES MERVEILLES CREOLES DE GRIGNY	GRIGNY
EX043289	ACSSAG MI NOU ASSOCIATION CULTURELLE SPORTIVE SOCIALE ANTILLO GUYANNAISE	BEZON
EX043075	ASHER ANTILLES SUR SEINE HOPITAL EMILE ROUX	VALENTON
EX043242	AGORA KARAYIB DE CLICHY	CLICHY
EX043291	SOLEIL K'RAYIB	CRETEIL
EX043292	UOMS UNION OUTRE MER DE SENART	SAVIGNY-LE-TEMPLE
EX043044	PMC PASSION MUSICALE CRESCENDO	SANTENY
EX043293	MAS MELE	GARGES-LES-GONESSE
EX043246	KARUKERA MADI ET KERA ILE BELLES EAUX	ARGENTEUIL
EX043039	ADA AMICALE DES ANTILLAIS D EPINAY SUR SEINE	EPINAY-SUR-SEINE
EX043037	OTANTIKA	ROSNY-SOUS-BOIS
EX043033	RESEAU INITIATIV STATEGIE INTELLIGENCE	KREMLIN-BICETRE
EX043295	GRANDE VIGIE SPORT ET CULTURE	VILLENEUVE-SAINT-GEORGES
EX043296	AFRO KREOL MOUV'	CONFLANS STE HONORINE
EX043297	ETHNICK ' 97	VILLENEUVE SAINT GEORGES
EX043298	CARREFOUR DU SOLEIL	CERGY
EX043177	ASS FOLKLORIQUE FLECH'CAN	NANTERRE
EX043302	AMICALE OUTRE-MER DE GONESSE	GONESSE
EX043167	ASS LA POMME CANNELLE	CLICHY
EX043303	ASSOCIATION REFLET D OUTRE-MER	TIGERY
EX043304	AMITAG AMICALE TRAVAILLEURS ANTILLAIS GUYANNAIS	MEAUX
EX043305	COMITE MEMOIRES DU PASSE ESPOIR POUR DEMAIN	VIGNEUX-SUR-SEINE
EX043306	ASSOCIATION 97 DEGRES	FLEURY MEROGIS
EX043307	GRENN K'FE	L'ILE-SAINT-DENIS
EX043308	ZIK FANM KREOL	COULOMMIERS

ANNEXE 5 : FICHES PROJETS REAFFECTATIONS

DOSSIER N° 18014787 - CDV VAL DE FRANCE - LA PASSERELLE : ACCUEIL DES COLLEGIENS TEMPORAIREMENT EXCLUS – REAFFECTATION

Dispositif : Soutien régional à la politique de la ville (n° 00001039)
Imputation budgétaire : 935-51-65734-151003-300
Action : 15100308- Actions Politique de la Ville

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	36 660,00 € TTC	30,01 %	11 000,00 €
	Montant total de la subvention		11 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CTRE COM ACTION SOCIALE GARGES LES GONESSE
Adresse administrative : 8 PLACE DE L HOTEL DE VILLE 95140 GARGES LES GONESSE
Statut Juridique : Centre Communal d'Action Sociale
Représentant : Monsieur MAURICE LEFEVRE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : financement d'une action au titre de la programmation du contrat de ville signé par l'ex Communauté d'Agglomération du Val de France "La passerelle : accueil des collégiens temporairement exclus" – Réaffectation

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2016 - 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Une subvention (aide versée n° 16015827) de 11.000 € a été allouée à cette opération par délibération CP 16-628 du 16 novembre 2016, modifiée par la délibération CP 2018-196. La demande de versement n'a pas pu être traitée suite à une erreur matérielle.

Description :
Le Programme de Réussite Educative est le porteur de ce dispositif, travaillant avec un prestataire pour la prise en charge des jeunes. Le dispositif fonctionne sur le calendrier scolaire, avec des entrées/sorties permanentes. « La Passerelle » étant un dispositif proposant une prise en charge individuelle, chaque parcours est différencié, tout en favorisant l'échange en petits groupes.
Les élèves exclus temporairement pour une durée minimum d'une journée, et au maximum 8 jours (Bulletin Officiel), de la 6ème à la 3ème, avec un nombre de 8 élèves au maximum en simultané sont accueillis.

Le fonctionnement est le suivant :
- Lors du RDV de notification de la sanction entre le principal et la famille, ce dispositif est proposé au collégien et à sa famille. Si la famille accepte cette prise en charge, une convention tripartite est alors signée par les parents et le jeune, le principal et le prestataire.

- Le collégien est accueilli dès le lendemain de son exclusion par le dispositif « La Passerelle », pendant la période de son exclusion (sur des horaires 9h-12h/13h30-16h30 lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi, sauf le mercredi après-midi).
- A la fin de l'exclusion, un temps de réintégration au collège est organisé avec l'élève, l'intervenant de « La Passerelle » et un référent du collège (le CPE par exemple).
- En parallèle, un rendez-vous est proposé par le référent de « La Passerelle » aux parents de l'élève afin de faire le bilan de la prise en charge et de proposer une prise en charge plus adaptée si besoin (club de prévention, PRE, associations, etc.).
- D'autres rendez-vous peuvent être programmés avec l'élève afin d'assurer, pour certains, un minimum de suivi (sur la méthodologie, la confiance en soi, l'accompagnement vers une autre structure, etc.) et pour au minimum 10% des élèves accueillis.

La présente opération a fait l'objet, par délibération CP 16-628 du 16 novembre 2016, d'un soutien régional à hauteur de 11.000 €. La demande de versement envoyée par le bénéficiaire dans les délais impartis n'ayant pu faire l'objet d'un traitement en raison d'un plan de financement erroné, la subvention est devenue caduque. La fiche vise à réaffecter la subvention avec des modalités financières identiques à celles votées par avenant approuvé par délibération n°CP 2018-196 du 30 mai 2018.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- GARGES-LES-GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Location matériels	36 660,00	100,00%
Total	36 660,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat Politique de la Ville	20 000,00	54,56%
Subvention Région (attribuée)	11 000,00	30,01%
Ville de Garges-les-Gonesse	5 660,00	15,44%
Total	36 660,00	100,00%

DOSSIER N° 18014788 - Gens du voyage : pour la consolidation d'un réseau d'acteurs associatifs franciliens (biennal) ANNEE 1 - REAFFECTATION DU SOLDE

Dispositif : Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement (n° 00000091)
Imputation budgétaire : 934-40-6574-140001-300
Action : 14000101- Soutien aux réseaux solidaires , associations et bénévolat

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	33 500,00 € TTC	29,55 %	9 900,00 €
		Montant total de la subvention	9 900,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FED NATIONALES ASS SOLIDAIRES
Adresse administrative : 59 RUE DE L OURCQ
75019 PARIS 19
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Laurent EL GHOZI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Gens du voyage : pour la consolidation d'un réseau d'acteurs associatifs franciliens (biennal) ANNEE 1 - REAFFECTATION DU SOLDE

Dates prévisionnelles : 1 avril 2015 - 31 mars 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La présente demande vise, à titre exceptionnel, à réaffecter le solde (9.900 €) d'une subvention (aide versée n°15003384) initialement allouée par la délibération CP15-684 du 8 octobre 2015, la demande de versement n'ayant pas pu être traitée suite à une erreur matérielle.

Description :
En Île-de-France, la population des gens du voyage est estimée entre 40 000 et 50 000 personnes. Le tissu associatif spécifiquement dédié présente une bonne couverture régionale dans laquelle le département du Val-de-Marne est le seul à faire défaut. Ce réseau d'acteurs présente une relative hétérogénéité, la pluralité des identités associatives et des contextes locaux déterminant en bonne partie l'ampleur de la réponse associative locale et sa place dans le paysage institutionnel. Ces différentes modalités d'implication constituent généralement un ensemble articulé en réponse à des situations familiales parfaitement connues. Les associations investissent fortement le champ de la lutte contre les exclusions : agir contre la pauvreté et l'exclusion impose l'activation de plusieurs leviers, il est donc nécessaire de mobiliser une pluralité de dispositifs et de développer un partenariat diversifié. Dans le même temps l'articulation entre des dispositifs spécifiques et les politiques générales doit être repensée en fonction de parcours individuels et des paysages institutionnels. Une fonction d'élection de domicile, d'ouverture et de maintien des droits est généralement associée à un accompagnement social de type généraliste et à la conduite d'actions d'insertion qui déclinent différentes thématiques : insertion et formation professionnelle, accès aux soins et prévention santé, habitat, lutte contre l'illettrisme, accompagnement dans l'emploi.

Ce réseau d'associations a su développer une expertise et des réponses au plus près des réalités de terrain, mais les structures restent de taille modeste et ne sont pas en capacité de développer certaines compétences en interne. Ainsi, le niveau des besoins des adhérents est important en termes d'appui, concerne la diversité des champs d'intervention et les attentes sont toutes tournées vers le niveau fédéral. Les exigences de proximité et l'organisation des services publics font de la dimension régionale l'échelle la plus pertinente de structuration de missions d'appui et d'animation de réseau. Il convient alors de développer un programme d'actions de dimension francilienne.

Lors de la CP 15-684 du 8 octobre 2015, une subvention avait été allouée de 16.500 € sur la base d'une dépense subventionnable de 33.500 € TTC pour un taux de participation régional de 49,25%.

La présente demande vise, à titre exceptionnel, à réaffecter le solde (9.900 €) d'une subvention initialement allouée par la délibération CP 15-684 du 8 octobre 2015, la demande de versement n'ayant pas pu être traitée suite à une erreur matérielle.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Chargé de projet	15 000,00	44,78%
Référent pôle juridique	5 000,00	14,93%
Référent pôle habitat	2 500,00	7,46%
Stagiaire (6 mois)	3 300,00	9,85%
Frais de déplacement	1 500,00	4,48%
Frais d'hébergement et de restauration	3 000,00	8,96%
Frais de réception, d'accueil	3 200,00	9,55%
Total	33 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRJSCS	17 000,00	50,75%
Région Ile-de-France 2015	6 600,00	19,70%
Région Ile-de-France 2018	9 900,00	29,55%
Total	33 500,00	100,00%

ANNEXE 6 : CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE DEPARTEMENT DE MAYOTTE

Convention entre
Le département de Mayotte
Et La Région Île-de-France

Le département de Mayotte et la Région Île-de-France, ci-dessous désignées « les signataires », souhaitent renforcer leurs liens d'amitié, joindre leurs efforts dans tous leurs domaines d'intervention pour offrir aux ultramarins de leur territoire les meilleures conditions de réussite de leur projet.

La Région Île-de-France est une grande région ultramarine, elle concentre 70% de la population antillaise et plus de 30% des Réunionnais de l'hexagone. Concernant la population mahoraise, elle a presque doublé en 20 ans passant de 131 000 habitants en 1997 à 256 000 en 2017. Les Mahorais sont de plus en plus nombreux à s'installer en Ile-de-France. En effet, plus de 800 000 Ultramarins vivent et travaillent en Ile-de-France, leur apport est essentiel à tout niveau, économique, sportif, culturel,... Ces Franciliens contribuent largement à la réussite de la première région d'Europe.

La présente convention s'inscrit dans la continuité de l'entraide réciproque entre la Région Île-de-France et les territoires ultra-marins ; la Région Île-de-France a déjà manifesté sa solidarité notamment en 2017 lors du tragique cyclone Irma ayant frappé les Antilles.

La Présidente de la Région Île-de-France Valérie PECRESSE et le Vice-président Patrick KARAM ont souhaité aller plus loin et développer des courants d'échanges et de solidarité.

Le Président Soibahadine IBRAHIM RAMADANI et l'ensemble des élus du Conseil Départemental de Mayotte ont exprimé leur volonté de partage d'expériences et de contributions mutuelles au rayonnement des territoires d'Ile-de-France et de Mayotte.

De ce fait, les signataires tiennent à s'engager afin de répondre aux besoins spécifiques des Mahorais installés ou de passage en Île-de-France. En effet, ce public francilien singulier autant par l'éloignement de sa terre d'origine que par son histoire, sa culture et ses modes de vie, nécessite que soient précisés les domaines de collaboration privilégiés. Les signataires entendent donc traduire dans une convention cette coopération.

Le département de Mayotte et Région Île-de-France s'engagent à agir dans leurs domaines d'action en direction de la population mahoraise et à favoriser l'accueil des Franciliens d'origine mahoraise ; elles entendent se mobiliser afin de soutenir les initiatives et de développer les dispositifs à destination des communautés d'Outre-Mer.

La convention prévoit plusieurs axes, dans tous les domaines de l'action et de l'expertise régionale.

Les signataires décident de conclure la présente convention dans le respect de leurs domaines de compétences respectifs et adoptent pour cela les dispositions de la présente convention, dans les termes des articles suivants :

ARTICLE PREMIER – DISPOSITIONS GENERALES

La convention poursuit comme objectif la réalisation d'activités communes afin de développer et de fortifier les relations entre les deux parties, en approfondissant les liens

existants, au service des populations et des organisations de la société civile. Une attention particulière est portée à l'implication des jeunes et des entreprises des deux territoires.

Ces relations se concrétisent par l'organisation d'échanges d'informations, d'expériences et d'expertises, la consultation réciproque et la mise en œuvre de projets communs.

ARTICLE DEUXIEME – CONTENUS THEMATIQUES

Dans le cadre de la convention, les parties décident conjointement de promouvoir des actions dans les domaines suivants :

- **Culture :**
  Les collectivités locales de Mayotte (Conseil départemental, mairies) et le milieu associatif accordent une place prépondérante à la question patrimoniale.
  Le territoire de Mayotte manque de lieux d'épanouissement et de développement culturels. Il peine également à mettre en marche un réseau cinématographique que nombre de ses habitants espèrent apprécier un jour. Enfin, à ce jour, il manque aux Mahoraises et Mahorais, un musée consacré à la préservation et à la valorisation pérennes de leur patrimoine culturel.

  ❖ **Le département de Mayotte s'engage à :**
  1- Soutien aux lieux de diffusion et à l'expression culturelle : Le conseil départemental souhaite émailler le territoire de lieux d'épanouissement et de développement culturel (tels que salles de spectacle, salles de cinéma…) et à soutenir l'expression de la culture à travers l'organisation de festivals culturels ;
  2- Soutien muséal : Le conseil départemental souhaite faire du Musée de Mayotte, un musée labellisé « Musée de France ».

  ❖ **La Région Île-de-France s'engage :**
  1. Soutien aux créateurs de moins de 30 ans : la Région Île-de-France a mis en place le dispositif FoRTE, destiné à aider les jeunes créateurs de moins de trente ans à réaliser leur premier projet artistique en Île-de-France. Dans quatre domaines artistiques – musiques, spectacle vivant, arts plastiques et cinéma et audiovisuel – une bourse d'aide à destination d'un talent émergent, sélectionné par un jury d'experts reconnus, est proposée. Cette aide est conditionnée à l'engagement d'une structure professionnelle culturelle qui accompagne le jeune artiste, celle-ci pouvant également recevoir une subvention pour accompagner le projet. Chaque année, un appel à projets est ouvert. La Région Île-de-France communiquera en amont l'information au département de Mayotte afin de susciter des candidatures de jeunes ultra-marins de moins de 30 ans.

  ❖ **La Région Île-de-France et le département de Mayotte s'engagent**

  Partage d'information : les directions de la Culture des deux signataires échangeront toutes les données utiles pour assurer la meilleure information des porteurs de projets culturels en Île-de-France et en territoire ultra-marin. Il s'agit, en métropole comme en outre-mer, d'assurer

les meilleures conditions de réussite et d'ancrage local pour les projets artistiques et culturels, et de donner des clefs d'entrée nécessaires au succès d'une action.

- **Sport :**

Mayotte compte aujourd'hui plus de 24 000 licenciés sportifs dont près de 80% représentent des jeunes de moins de 25 ans. Le Département développe une politique ambitieuse en faveur du sport et de la jeunesse en particulier, en soutenant financièrement et techniquement les structures sportives telles que les ligues, les comités sportifs, les associations sportives, ainsi que les cellules œuvrant pour le sport scolaire sur l'ensemble de l'île (l'UNSS).

Les conseillers sportifs, les éducateurs et animateurs sportifs de la Direction de la cohésion sociale, de la jeunesse et des Sports du Conseil départemental (DCSJS) se mobilisent toute l'année pour accompagner les activités sportives visant d'une part à favoriser la pratique sportive pour tous, en particulier des jeunes, et d'autre part, à encourager l'émergence du sport de haut niveau. C'est ainsi qu'une dizaine de jeunes soutenus par le Conseil Départemental sont actuellement en sport étude à la Réunion et en Métropole, l'objectif étant de pousser ces jeunes vers le haut niveau.

Des tables rondes sont organisées avec le CROS, les ligues et les comités pour faire le bilan de l'année écoulée et discuter des actions à mettre en place l'année suivante, et ce, selon la politique sportive du Département.

A leur demande, les services de la Région Ile-de-France pourront y être conviés.

❖ **Le département de Mayotte s'engage à :**

1- Développer des équipements sportifs nécessaires à la pratique du sport et à l'épanouissement de sa jeunesse. A ce titre, un Office du Sport sera créé en vue de veiller à leur entretien et à leur appropriation par le mouvement sportif local.

2- Organiser des Assises du sport à Mayotte en vue de partager avec le mouvement sportif, un diagnostic de la pratique du sport mahoraise et les besoins en équipement sportif nécessaire pour le développement du sport sur le territoire. Un partenariat avec la Région Ile de France pourra être sollicité pour défendre auprès de nos instances nationales les dossiers de financement nécessaire.

3- Préparer l'émergence d'un CREPS pour Mayotte afin de préparer au mieux la jeunesse mahoraise au sport de haut niveau. La coopération avec la Région Ile-de-France dans cette perspective pourra être de bonne augure.

❖ **La Région Île-de-France s'engage :**

1- Accueil de délégations sportives : la Région Île-de-France accueillera des délégations sportives de Mayotte dans le cadre de stages, de préparations physiques et sportives pour une compétition, recherchant ainsi une confrontation sportive avec des partenaires d'entraînement franciliens ou d'une participation à une compétition internationale sur le territoire francilien ;

2- Préparation pour un évènement international : la Région Île-de-France proposera aux délégations sportives de Mayotte des sites « bases avancées

franciliennes » de préparation physique et sportive, en vue d'une participation à un événement sportif international soutenu par la Région ;

3- Infrastructures et tourisme : la Région Île-de-France proposera aux délégations sportives de Mayotte accueillies de bénéficier des infrastructures sportives franciliennes, mais aussi de découvrir la richesse touristique de l'Île-de-France en lien avec le Comité Régional du Tourisme (CRT) ;

4- Soutien aux sportifs ultra-marins : il s'agira d'aider les sportifs de Mayotte repérés par une fédération et souhaitant intégrer le Centre de ressources, d'expertise et de performance sportives (CREPS) d'Île-de-France à Châtenay-Malabry pour y poursuivre son double projet sportif ;

5- Soutien à l'employabilité des sportifs ultra-marins : la Région Île-de-France souhaite favoriser l'accès des jeunes sportifs ultra marins au marché du travail à travers des stages d'une durée de 2 mois minimum dans le secteur du sport associatif francilien.

- **Citoyenneté, Egalité et Solidarité :**

Devenu Département en 2011 et Région Ultra périphérique de l'Union Européenne en 2014, Mayotte œuvre au quotidien pour se faire connaître dans l'Hexagone comme en Europe. Au regard des nombreux domaines qui sont encore régis par le principe de spécialité législative, le combat du rattrapage social et économique du territoire est un enjeu de premier plan. L'action du Département vise la recherche de partenariats forts afin que les principes républicains puissent aussi trouver écho sur le territoire de Mayotte.

❖ **A ce titre, le département de Mayotte s'engage :**

1- Avec l'appui de la Délégation de Mayotte à Paris, le Département oeuvrera au rayonnement de la culture mahoraise dans toutes ses composantes à Paris et à travers toute la Région Ile de France. Cela peut se traduire par des manifestations, expositions ou encore l'organisation de rencontres/Débats sur Mayotte. Un soutien dans cette démarche de la Région Île-de-France pourra avoir son importance.

2- Solliciter la Région Ile-de-France sur l'accueil d'étudiants : Mayotte souffrant de manque de ressources dans de nombreux domaines indispensables au développement de la société (médecine, enseignement secondaire et universitaire, ingénierie…), il conviendra de s'accorder avec la Région Ile-de-France, sur l'accueil d'étudiants mahorais inscrits dans des cycles d'excellence pouvant répondre aux besoins du territoire.

3- Partage d'experience : Le Département de Mayotte, toute jeune collectivité unique exerçant à la fois des compétences de Département et de Région depuis seulement 2011, recherchera à travers cette convention, auprès de la Région Ile de France, un partage d'expérience pour mieux s'imprégner de l'exercice des missions dévolues aux Régions, tant au niveau politique qu'administratif.

❖ **La Région Île-de-France s'engage :**

4- Soutien à l'expression citoyenne des associations ultramarines : la Région Île-de-France soutiendra l'organisation d'un ou plusieurs évènement(s) ouvert(s) au grand public se déroulant en Île-de-France.
5- Soutien à la structuration des associations agissant notamment en faveur des échanges entre Mayotte et la Région Ile de france : la Région Île-de-France soutiendra en particulier le développement de leur structuration et de la professionnalisation de leur gestion.
6- La lutte contre les discriminations : la Région Île-de-France s'engage à améliorer les conditions de vie des Ultra-marins souhaitant résider en Île-de-France par la lutte contre les discriminations envers les personnes d'Outre-Mer, notamment en matière de logement, par la prise en compte de la caution d'outre-mer pour l'accès à la location en Ile-de-France, et le combat contre les discriminations et le racisme grâce au testing et à l'accompagnement juridique des victimes.
7- Situation d'urgence : la Région Île-de-France souhaite apporter son soutien aux Ultra-marins lors de situations d'urgence, comme elle l'a fait lors de l'Ouragan Irma.
8- Continuité territoriale : la Région Île-de-France s'engage à agir pour la continuité territoriale afin de renforcer ses liens avec les Régions d'Outre-Mer. A ce titre, elle soutiendra l'aide aux transports pour ses résidents ultramarins en cas de décès d'un proche (billet deuil).

- **Urbanisme et Gestion des Eaux :**

Par délibération en date du 31 décembre 2004, le Département de Mayotte a arrêté le plan d'aménagement et de développement durable du territoire (PADD). Parmi les défis majeurs identifiés, figurent la préservation de l'environnement et la valorisation des ressources naturelles.
En effet, Mayotte dispose de richesses naturelles remarquables au niveau mondial qui constituent un atout pour mettre en oeuvre une stratégie de développement. Pourtant, une géographie contrainte et des ressources naturelles fragiles fixent, de fait, les limites d'un développement soutenable pour l'île.
De surcroît, l'augmentation constante de la population fait peser sur l'environnement des pressions de plus en plus fortes qu'il convient de maîtriser au risque d'obérer les conditions de vie et les choix des futures générations.
Ainsi, les ressources en eau actuellement disponibles, pour les besoins de la population, de l'agriculture, de l'industrie et du patrimoine naturel de l'île, ne seront plus suffisantes à l'horizon 2020 pour alimenter l'ensemble de la population. Il s'agit de trouver, dès maintenant, les solutions adaptées pour faire face à cet enjeu vital.

Le lagon et les différentes espèces qui y vivent, principaux atouts pour l'attractivité de Mayotte, sont aussi menacés par l'augmentation des apports de terrigènes, de déchets ainsi que par les rejets croissants d'eaux usées.

❖ **Le département de Mayotte s'engage :**

1- Pour répondre au défi de la gestion de l'eau, un outil de gestion a été élaboré par le comité de bassin en décembre 2009, le Schéma D'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) de Mayotte. Le Département s'engage à mettre en œuvre ses actions et solliciter l'expertise de la Région Ile-de-France pour rendre efficaces les orientations définies.

2- le Département s'engage à mettre en œuvre scrupuleusement, son Plan d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PEDMA) élaboré en 2010 et à solliciter le soutien de la Région Ile-de-France pour en optimiser son déploiement. La croissance de la production des déchets, liée à la hausse de la population mais également à la modification des modes de consommation et des comportements, exige en effet une prise de conscience pour limiter leur production et des mesures d'urgences pour régler la question de leur collecte et de leur élimination.

3- Dans le cadre de la mise en œuvre de son PADD et de l'élaboration de son SAR, le Département aura besoin de l'expertise de la Région Ile-de-France pour faire de son programme de développement équilibré du terrioire, une réalité. A cet effet, la collectivité s'engage à solliciter la Région Ile de France pour l'appuyer dans ces différentes démarches.

❖ **La Région Île-de-France s'engage :**

1- L'apport en expertise de l'IAU sur tous les sujets d'aménagements : la Région Île-de-France propose d'apporter son expertise en matière d'urbanisme et d'aménagement en lien avec l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme d'Île-de-France pour un partage d'information et de méthodes ainsi que la réalisation de travaux et d'études spécifiques.

- **Santé**

Le département de Mayotte est l'un des territoires de la République les plus réculés en termes de santé. Avec une immigration massive et non contrôlée qui afflue sur son territoire, ce sujet est une préoccupation majeure.

Les signataires contribueront à diffuser l'information sur leurs actions et mettront en commun leur expertise, en faveur notamment des bonnes conduites alimentaires et de la lutte contre l'obésité.

❖ **A cet effet, le département de Mayotte s'engage :**

1- A favoriser l'amélioration de la couverture vaccinale : les signataires partageront leurs outils et expertise en matière de protocole de coopération qui permet la consultation , la décision et la prescription de vaccination pour les usagers par un(e) infirmier en lieu et place d'un médecin en antenne PMI. Ceci permet de favoriser la couverture vaccinale et de diminuer le risque d'épidémie sur les valences prescrites. Les signataires partageront aussi leurs outils et expertise dans la mise à disposition de vaccins (processus d'achat, de distribution, de maintien de la chaine du froid).

2- A développer ses actions en faveur de la prévention santé des jeunes : les signataires partageront leurs outils et expertises en prévention et dépistage de la malnutrition (diffusion de recommandations nutritionnelles et consultation de dépistage de la dénutrition et mise en place d'un plan de rattrapage de celle-ci).

3- Lutte contre la drépanocytose : il s'agit de favoriser la connaissance épidémiologique et la prise en charge des maladies vectorielles. Les signataires partageront leurs outils et expertise en matière de lutte anti-vectorielle de façon à anticiper leur venue sur l'hexagone et proposer des plans de prise en charge.

4 - Favoriser la connaissance et l'utilisation des alicaments : les signataires partageront leurs outils et leur expertise sur la connaissance de l'intérêt préventif et thérapeutique de certains aliments ultra-marins, ceci afin d'en favoriser la culture et la distribution.

❖ **La Région Île-de-France s'engage :**

1. Prévention santé des jeunes : les signataires partageront leurs outils et expertises en matière de prévention santé des jeunes, en s'appuyant sur leurs organismes associés. Ils pourront conjointement réaliser des opérations de communication.
2. Lutte contre les déserts médicaux : les signataires partageront leurs plans régionaux de lutte contre les inégalités d'accès aux soins, en particulier les innovations qu'elles soutiennent pour un partage des bonnes pratiques et un partage d'expertise. Ces échanges mettront à contribution les Observatoires régionaux de la santé.
3. Egalité femme-homme et lutte contre les violences faites aux femmes : les signataires contribueront à diffuser l'information sur leurs actions et mettront en commun leur expertise, avec l'appui du Centre Hubertine Auclert.
4. Promotion des Bonnes Conduites alimentaires : Dans l'objectif de faciliter leur plus grande consommation en Ile-de-France et notamment dans les lycées franciliens, les fruits et légumes produits au sein du département de Mayotte pourront être valorisés au même titre que des produits franciliens, dès lors qu'ils répondent à la définition des circuits courts c'est-à-dire qu'il y a au plus un intermédiaire entre le producteur domien et le consommateur francilien.

- **Développement - Economie**

La construction du territoire de Mayotte passe par des actions fortes en matière de développement économique. Au-delà de la démarche politique visant à inscrire le terrioire de Mayotte en Zone Franche globale, des articulations précises sont à définir, avec l'appui et l'expertise de la Région Ile de France. A cet effet, des partages d'expériences pourraient être sollicités.

❖ **A cet effet, Le département de Mayotte s'engage :**

1. à appuyer la création d'entreprise et le développement des TPE/PME à Mayotte sur plusieurs axes prioritaires grâce à :

- la mise en place d'un guichet unique d'accueil et de pré-diagnostic des besoins des futurs créateurs d'activité
- la création d'une couveuse d'entreprises
- la création d'hôtels d'entreprises dans Pôles d'équilibre économique régionaux de Mayotte (les PEERM
- la mise en place des partenariats avec le système bancaire pour faciliter la création d'activité

2. à la mise en place de formations à l'entrepreneuriat :

- sur les différentes dimensions de l'entrepreneuriat : créer, manager, gérer, développer… auprès de différents publics : jeunes, demandeurs d'emploi, chefs d'entreprises…

- Et adaptées aux différents secteurs d'activité

3. à l'aide au retour des jeunes diplômés:

- Actions d'accueil et d'orientation en métropole de porteurs de projets économiques de retour à Mayotte
- Identifier les différents acteurs pouvant intervenir et offrir un guichet unique à travers l'agence de développement et mobilisation économique, en particulier dans les Pôles d'Equilibre Economique Régional de Mayotte (PEERM).
- Accompagner par des interventions complémentaires la personne souhaitant rentrer à Mayotte (recherche d'emploi et/ou de formation ; créations d'activité….).

❖ **La Région Île-de-France s'engage :**

1. au soutien au développement d'entreprises dont l'activité est liée aux Outre-Mer :

La Région Île-de-France déploie des solutions de financement (ex. : PM'up, TP'up, Prêt croissance TPE, Fonds régionale de garantie, etc.) pour accompagner le développement de l'entreprise quel que soit son stade d'avancement et son projet (innovation, internationalisation, investissement, transformation numérique…). En 2017, près de 5 880 entreprises et/ou porteurs de projets franciliens ont été aidés pour un budget dédié de 93,4 M€. De nombreuses entreprises accompagnées peuvent avoir un déploiement de leur activité dans les Régions d'Outre-Mer qui représentent des opportunités de développement.

- **Tourisme**

Le développement du tourisme à Mayotte est l'un des axes privilégiés pour produire de la richesse sur le territoire. A cet effet, un partenariat avec la Région Ile de France, une des régions les plus attractives du monde pourrait permettre de structurer au mieux cette filière.

Néamoinns, des préalables d'ordres structurels sont à remplir : la construction de la piste longue de l'aéroport de Mayotte et le développement en parallèle des structures d'hébergement.

❖ **Le département de Mayotte s'engage à :**

1- Réviser son schéma de développement touristique pour afin d'encourager l'émergence de projets visant à développer l'offre touristique sur le territoire de Mayotte.
2- Oeuvrer pour l'inscription du lagon de Mayotte au patrimoine mondial de l'UNESCO afin de favoriser son attractivité à travers le monde.
3- Favoriser l'identification, la reconnaissance et la valorisation du patrimoine culinaire mahorais partie prenante du patrimoine gastronomique français, et contribuer à la mise en valeur des produits mahorais dans l'hexagone et en particulier en Ile-de-France.
4- Coordonner l'organisation des acteurs du tourisme afin d'encourager la professionnalisation du secteur.

❖ **La Région Île-de-France s'engage à :**

1. L'appui à la professionnalisation : une attention particulière sera portée à la formation des professionnels de la filière touristique ultra-marine. Leur accès aux formations dispensées notamment par le Comité Régional du Tourisme d'Île-de-France sera favorisé et des échanges techniques sur les stratégies et outils de promotion touristique pourront être proposés.
2. L'appui à la tenue de manifestations de promotion : par la mise en relation, le relais des actions de communication, etc... un appui sera apporté pour la participation à des salons et manifestations de promotion.

- **Jeunesse**

La jeunesse mahoraise constitue une richesse pour l'avenir du territoire. A cet effet, le Département envisage la mise en œuvre d'actions en faveur de la formation et l'insertion afin de réussir leur intégration dans la société et permettre le développement du territoire par sa jeunesse.

❖ **Le département de Mayotte s'engage ainsi:**

1 - A promouvoir le développement des outils permettant l'expression des jeunes et leur projection dans la société de demain.

❖ **La Région Île-de-France s'engage :**

1- Partenariat entre les Conseils Régionaux des Jeunes avec échanges d'idées : il s'agira de développer un partenariat entre le Conseil Régional des Jeunes d'Île-de-France et le Conseil des Jeunes existant dans le département de Mayotte. Cela commencera par des échanges à travers les outils numériques (réseaux sociaux, visio-conférence…) pour nouer des liens puis travailler sur des sujets communs pouvant relier l'Île-de-France et l'Outre-mer. Par la suite, les jeunes pourront voter sur des rapports au sein de leurs assemblées respectives pouvant servir de pistes de réflexion pour les élus de la Région Île-de-France et du département de Mayotte.

- **Formation Professionnelle**

La formation professionnelle est l'une des ressources de développement pour répondre à l'oisiveté des jeunes en manque d'insertion et en situation de décrochage scolaire.

Elle permettra également de doter le territoire en main d'œuvre qualifiée pour développer les secteurs pourvoyeurs d'emploi et en manque de travailleurs qualifiés.

❖ **Le département de Mayotte s'engage :**

1- A poursuivre de façon massive ses efforts dans la maîtrise des savoirs fondamentaux (lutte contre l'illettrisme, partenariat actif autour de la lecture publique, lutte contre la fracture numérique…) ;
2- A faciliter l'accès à tous à la qualification et à la professionnalisation, notamment en direction des domaines d'activités pourvoyeurs d'emploi sur le territoire ;
3- A s'assurer d'une continuité territoriale pour permettre l'inscription des jeunes Mahorais aux dispositifs de formation qualifiante dispensés en Métropole notamment dans les métiers de la mer et de la terre ;

❖ **La Région Île-de-France s'engage :**

1. Formations sanitaires et sociales : les formations sanitaires et sociales menant à un diplôme d'Etat sont toutes accessibles après concours ou épreuves de sélection. La Région assure le financement des formations et verse des bourses aux étudiants inscrits dans ces formations. Les étudiants ultra-marins bénéficieront du financement de leur formation par la Région selon les critères définis par délibération n° CP 2017-579. Suite au désengagement annoncé de l'Agence De l'Outre-mer pour la Mobilité (LADOM) qui ne financera plus de bourses, les étudiants bénéficieront également de la bourse régionale attribuée sur critères sociaux.

2. Formation continue : la Région Île-de-France s'engage à rendre accessibles les formations de son programme qualifiant aux personnes originaires de la Région de Mayotte, le cas échéant pour les lauréats des concours, notamment dans deux domaines de formation continue particulièrement demandés par les ultramarins :

- L'hôtellerie-restauration / tourisme, pour lequel la Région Île-de-France finance environ 2.000 places par an, préparant aux métiers de cuisinier, serveur, agent d'hôtellerie, réceptionniste, conseiller en séjours et voyages, agent d'accueil ou d'animation touristique, ou agent de restauration collective, ….
- Les métiers d'accompagnant éducatif et social, ambulancier, métiers des services aux personnes, préparation aux concours d'aide-soignant/ auxiliaire de puériculture, pour lesquels la Région Île-de-France finance en moyenne 3.500 places par an.

Le soutien de LADOM sera sollicité pour l'aide à l'hébergement et à la rémunération des stagiaires concernés, ainsi que pour leur accompagnement socio-professionnel, en s'appuyant sur la convention 2018-2021 récemment conclue entre la Région Île-de-France et LADOM.

- **Ressources Humaines** :

Possibilité d'organiser des échanges de fonctionnaires : les deux signataires rechercheront, dans leurs domaines d'expertise réciproques, les compétences maitrisées par leur personnel et pourront organiser des échanges d'agents pour partager les savoir-faire et le cas échéant permettre le transfert d'outils et de méthodes.

- **Accueil des étudiants :**

❖ **La Région Île-de-France s'engage :**

L'accueil des étudiants : la Région Île-de-France contribuera à l'information des étudiants ultra-marins en amont, notamment à l'aide du portail régional ORIANE, source complète et accessible d'information actualisée, et à leur arrivée en Île-de-France par des actions d'accueil et orientation et des services disponibles pour favoriser leur venue dans les meilleures conditions, en lien avec les trois CROUS franciliens. Elle pourra mobiliser des places d'hébergement de la Maison de l'Île-de-France de la Cité universitaire internationale de Paris.

- **Recherche contre la drépanocytose et autres questions de recherche :**

  - **La Région Île-de-France s'engage :**
    1- La drépanocytose : la drépanocytose est la maladie génétique la plus fréquente en France, avec une prévalence particulière en région parisienne et dans les départements d'Outre-Mer. Les signataires poursuivront leurs efforts en matière de prévention.
    2- Recherche : la Région Île-de-France poursuit son soutien au Domaine d'intérêt majeur (DIM) Thérapie génique, organisé par la Fondation de coopération scientifique Imagine avec pour objectif de développement des traitements par thérapie génétique plus efficaces, et dont une part du financement sera consacré à la lutte contre la drépanocytose. La Région Île-de-France prolongera son soutien aux allocations doctorales en santé avec au moins une allocation sur le domaine de la drépanocytose.
    3- Soutien aux familles : la Région Île-de-France soutient également le financement des consultations à l'Institut IMAGINE afin de mieux orienter les familles concernées par la drépanocytose.
    4- Autres questions de recherche médicale : la Région Île-de-France soutient la recherche, via le DIM OneHealth, sur les maladies infectieuses susceptibles de concerner les Régions d'outre-mer (notamment le paludisme).

ARTICLE TROISIEME – MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Les deux parties identifieront et évalueront les moyens nécessaires pour soutenir les projets en s'assurant que les conditions nécessaires à la réalisation des actions projetées (compétence juridique à agir, consensus et mobilisation des parties prenantes) sont bien réunies.

Les deux parties veillent à ce que la montée en puissance du programme de travail s'effectue de façon graduelle et raisonnée.

Les deux parties peuvent s'appuyer sur l'expertise de leurs organismes associés pour la réalisation d'opérations spécifiques.

Les financements dédiés à ce partenariat par la Région Île-de-France font l'objet d'affectations en Commission permanente, celle-ci approuvant en outre une convention définissant notamment l'objet des actions soutenues, leur montant prévisionnel et encadrant les modalités de versement de la subvention régionale.

Le Conseil départemental de Mayotte mobilisera au titre de ce partenariat, les crédits de l'Axe 11 "Renforcer les capacités institutionnelles et l'efficacité des administrations publiques" du PO FEDER-FSE Mayotte 2014-2020 s'agissant des dépenses qui lui incombent.

ARTICLE QUATRIEME – EVALUATION

Les deux parties s'engagent à produire un bilan annuel et conjoint des actions menées selon la présente convention, afin de pouvoir ajuster ou développer de nouveaux champs d'intervention.

ARTICLE CINQUIEME – DEPLACEMENTS

Dans le cadre de missions techniques ou institutionnelles, les frais de transport et d'hébergement sont à la charge de la partie qui se déplace.

ARTICLE SIXIEME – DUREE

La présente convention entre en vigueur à la date de sa dernière signature. Elle a une durée de 3 ans et peut être tacitement reconduite.

Fait à XX, le XX, en deux exemplaires.

Pour le Conseil Départemental de Mayotte,

Le Président,

Soibahadine IBRAHIM RAMADANI

Pour le Conseil Régional d'Ile-de-France,

La Présidente,

Valérie PECRESSE

Et

Le Vice-président chargé des Sports, des Loisirs, de la Jeunesse, de la Citoyenneté et de la Vie associative,

M. Patrick KARAM

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/01/2019

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-008

DU 24 JANVIER 2019

ÎLE DE LOISIRS DE VAIRES-TORCY (77)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'environnement ;

VU Le Code de l'urbanisme ;

VU L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;

VU Le décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession;

VU La délibération n° CR 85-01 du 22 janvier 1985 relative à la politique régionale sportive de détente et de loisirs ;

VU La délibération n° CR 28-96 du 29 novembre 1996 concernant la maîtrise foncière des bases de plein air et de loisirs par la Région Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 55-99 du 16 décembre 1999 relative aux actions régionales en faveur de la sécurité dans les BPAL et les propriétés régionales de l'AEV modifiée par la délibération n° CR 02-03 du 27 mars 2003 ;

VU La délibération CR 2017-201 du 20 décembre 2017 approuvant la signature du contrat de concession sur l'île de loisirs de Vaires-Torcy pour la période 2018-2020.

VU La délibération n° CP 07-451 du 31 mai 2007 relative au contrat d'affermage portant délégation de service public pour la gestion de la BPAL de Vaires-Torcy

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente modifiée par délibération n°CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU L'avis de la commission consultative des services publics locaux ;

VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission du sport de la jeunesse de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-008 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Programme HP 33-002 « frais de gestion des Iles de loisirs incombant à la Région en tant que propriétaire » - Île de loisirs de Vaires-Torcy (77) – Exécution du contrat de délégation de service public 2007-2017 :

Prend acte, conformément à l'article L 1411-3 du CGCT, du rapport annuel relatif à l'exécution de la délégation de service public confiant à l'UCPA l'animation, l'exploitation et l'entretien de l'île de loisirs de Vaires-Torcy.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **147 798 €** au chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 33 « Loisirs », du budget 2019 programme HP 33-002 « Charges diverses liées aux îles de loisirs », action 13300201 **«** frais de gestion des Iles de loisirs incombant à la Région en tant que propriétaire **»** , au titre de l'article 24 du contrat d'affermage 2007-2017 pour la gestion de l'île de loisirs de Vaires-Torcy.

Article 2 : ***Programme HP 33-002 « frais de gestion des Iles de loisirs incombant à la Région en tant que propriétaire »* - Île de loisirs de Vaires-Torcy (77) – Exécution du contrat de concession de service public 2018-2020 *:***

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **95 000 €** au chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 33 « Loisirs », du budget 2019 programme HP 33-002 « Charges diverses liées aux îles de loisirs », action 13300201 **«** frais de gestion des Iles de loisirs incombant à la Région en tant que propriétaire **»** , au titre de l'article 14 du contrat de concession de service public 2018-2020 pour la gestion de l'île de loisirs de Vaires-Torcy.

Article 3 : **Tarifs pour la saison 2018/2019 :**

Approuve les tarifs de l'île de loisirs de Vaires-Torcy applicables à la saison 2018-2019 tels qu'ils figurent en annexe à la présente délibération.

Article 4 : ***Programme HP 33-002 « frais de gestion des Iles de loisirs incombant à la Région en tant que propriétaire »* - Île de loisirs de Vaires-Torcy (77) – charges incombant à la Région en tant que maître d'ouvrage et propriétaire des îles de loisirs*:***

Affecte une autorisation d'engagement prévisionnelle de **130.000 €,** disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 33 « Loisirs », au titre du programme HP 33-002 « Charges diverses liées aux iles de loisirs », action 13300201 « Frais de gestion des iles de loisirs incombant à la Région en tant que propriétaire », du budget 2019, pour différentes charges qui s'imposent à la Région en tant que maître d'ouvrage et propriétaire des biens immeubles des îles de loisirs.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

24/01/2019 14:51:43

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Tarifs 2018/2019

TARIFS GRAND PUBLIC
ÎLE DE LOISIRS DE VAIRES-TORCY

PRODUITS	Tarif 2017	Tarif 2018	Tarif 2019	évolution 2018/2019
PONEY CLUB (1er septembre au 31 août)				
Carte mini poney	58,00 €	63,00 €	64,00 €	1,59%
Baptême	3,00 €	3,00 €	3,00 €	0,00%
5 séances Adultes		115,00 €	115,00 €	0,00%
Shetland 4/5 ans abonnement trimestriel		208,00 €	211,00 €	1,44%
Shetland 6/8 ans abonnement trimestriel		208,00 €	211,00 €	1,44%
Poney abonnement trimestriel		242,00 €	245,00 €	1,24%
Cheval abonnement trimestriel		266,00 €	270,00 €	1,50%
Shetland 4/5 ans abonnement annuel	468,00 €	536,00 €	544,00 €	1,49%
Shetland 6/8 ans abonnement annuel	468,00 €	536,00 €	544,00 €	1,49%
Poney abonnement annuel	544,00 €	624,00 €	633,00 €	1,44%
Cheval abonnement annuel		685,00 €	695,00 €	1,46%
Stage Moustique	120,00 €	128,00 €	130,00 €	1,56%
Stage Piou Piou		128,00 €	130,00 €	1,56%
Stage abeilles	235,00 €	244,00 €	248,00 €	1,64%
Stage Lievres	235,00 €	244,00 €	248,00 €	1,64%
Nouveau Baptême poney élaboré		5,00 €	5,00 €	0,00%
			Evolution annuelle poney club	1,22%

PRODUITS	Tarif 2017	Tarif 2018	Tarif 2019	évolution 2018/2019
OPEN SET (1er septembre au 31 août)				
Carte passion	630 €	630 €	630 €	0,00%
Carte Open	435 €	435 €	435 €	0,00%
Carte Club Raquettes	455 €	455 €	455 €	0,00%
Carte Club fitness	305 €	305 €	309 €	1,31%
Carte Sixties	306 €	306 €	310 €	1,31%
Carte fitness Bien Etre 1 mois	66 €	66 €	67 €	1,52%
Carte liberté 10 séances	220 €	220 €	223 €	1,36%
Carte liberté 5 séances	145 €	145 €	147 €	1,38%
Carte liberté 1 séance	36 €	36 €	36 €	0,00%
Carte set 40 unités	155 €	155 €	155 €	0,00%
Tennis couvert	20,00 €	20,00 €	20,00 €	0,00%
Tennis extérieur	10,50 €	10,50 €	10,50 €	0,00%
Squash	22,00 €	22,00 €	22,50 €	2,27%
Badminton	16,50 €	16,50 €	17,00 €	3,03%
Raquette	5,00 €	5,00 €	5,00 €	0,00%
Baby Gym	235,00 €	235,00 €	235,00 €	0,00%
Mini Tennis	235,00 €	235,00 €	235,00 €	0,00%
Club Junior Tennis	350,00 €	350,00 €	350,00 €	0,00%
Stage Juniors Tennis Journée	270,00 €	270,00 €	270,00 €	0,00%
Stage Juniors Multi sport Journée	215,00 €	215,00 €	215,00 €	0,00%
Stage Juniors Multi Sports 1/2 après-midi	175,00 €	175,00 €	175,00 €	0,00%
Stage Junior Tennis 1/2 journée	135,00 €	135,00 €	135,00 €	0,00%
			Evolution annuelle Open-Set	0,55%

PRODUITS	Tarif 2017	Tarif 2018	Tarif 2019	évolution 2018/2019
NAUTIQUE (1er janvier au 31 décembre)				
Carte passion	630,00 €	630,00 €	630,00 €	0,00%
Carte nautique	435	435	435,00 €	0,00%
Carte liberté 10 séances	220,00 €	220,00 €	223,00 €	1,36%
Carte liberté 5 séances	145,00 €	145,00 €	147,00 €	1,38%
Carte set 40 unités	155,00 €	155,00 €	155,00 €	0,00%
Mise à l'eau journée	7,00 €	7,00 €	7,00 €	0,00%
Mise à l'eau annuelle	100,00 €	100,00 €	100,00 €	0,00%
1 séance 2h groupe	188,00 €	180,00 €	180,00 €	0,00%
Catamaran	38,00 €	38,00 €	38,00 €	0,00%
Funboat	27,00 €	27,00 €	27,00 €	0,00%
Windsurf+combinaison+harnais	17,00 €	17,00 €	17,00 €	0,00%
Surf Paddle stand up équipé	13,00 €	13,00 €	13,00 €	0,00%
Kayak mono-place	9,50 €	9,50 €	9,50 €	0,00%
Canoë-kayak biplace	19,00 €	19,00 €	19,00 €	0,00%
Combinaison Hamais (la ½ journée)	7,00 €	7,00 €	7,00 €	0,00%
Stage Juniors Nautique Journée	270,00 €	270,00 €	270,00 €	0,00%
Stage Moussaillons Journée	270,00 €	270,00 €	270,00 €	0,00%
Stage Juniors Multi sport Journée	215,00 €	215,00 €	215,00 €	0,00%
Stage Juniors Multi Sports après-midi	175,00 €	175,00 €	175,00 €	0,00%
Stage Junior Nautique 1/2 journée	135,00 €	135,00 €	135,00 €	0,00%
			Evolution annuelle Nautique	0,14%

PRODUITS	Tarif 2017	Tarif 2018	Tarif 2019	évolution 2018/2019
STADE D'EAUX VIVES (1er janvier au 31 décembre)				
Séance 90 minutes Eaux-Vives /personne (rafting, kayak, nage en eau-vive)			22,00 €	
Créneau exclusif 1h à 8m3/s			220,00 €	
Créneau exclusif 1h à 13m3/s			350,00 €	
Créneau exclusif 5h à 13m3/s			1 200,00 €	
Créneau Pass Slalom /sportif (13 m3/s)			16,00 €	
Créneau Pass Eaux-Vives /sportif (8 m3/s)			13,00 €	
			Evolution annuelle SEV	

PRODUITS	Tarif 2017	Tarif 2018	Tarif 2019	évolution 2018/2019
PLAGE (1er janvier au 31 décembre)				
Entrée baignade				
Plein tarif	5,00 €	5,20 €	5,20 €	0%
Tarif réduit (-10ans, Carte jeune, famille nombreuse, groupes, Torcéens)	3,00 €	3,30 €	3,30 €	0%
Abonnement (10 entrées)	38,00 €	38,00 €	38,00 €	0,00%
Locations				
Chaise longue	8,00 €	8,00 €	8,00 €	0,00%
Location parasol	4,50 €	4,50 €	4,50 €	0,00%
Pédalo 4 personnes	15,00 €	15,00 €	15,00 €	0,00%
Pédalo 5 personnes	18,00 €	18,00 €	18,00 €	0,00%
Paddle monoplace 45 mn	15,00 €	15,00 €	15,00 €	0,00%
Kayak monoplace 45 mn	8,00 €	8,00 €	8,00 €	0,00%
kayak biplace 45 mn	14,00 €	14,00 €	14,00 €	0,00%
			Evolution annuelle Plage	0,00%

PRODUITS	Tarif 2017	Tarif 2018	Tarif 2019	évolution 2018/2019
GOLF (1° septembre au 31 août)				
9 trous semaine	22,00 €	23,00 €	23,00 €	0,00%
9 trous week-end	30,00 €	31,00 €	31,00 €	0,00%
18 trous semaine	30,00 €	31,00 €	31,00 €	0,00%
18 trous week-end	40,00 €	44,00 €	45,00 €	2,27%
3 trous compacts	8,00 €	9,00 €	9,00 €	0,00%
cours indiv 30 min	30,00 €	30,00 €	30,00 €	0,00%
cours indiv 1h	50,00 €	50,00 €	52,00 €	4,00%
cours collectif	26,00 €	26,00 €	27,00 €	3,85%
Pack indiv	130,00 €	131,00 €	132,00 €	0,76%
Pack collectif	189,00 €	191,00 €	192,00 €	0,52%
Pack débutant	189,00 €	191,00 €	192,00 €	0,52%
carte verte	370,00 €	374,00 €	375,00 €	0,27%
Ecole de golf	364,00 €	368,00 €	368,00 €	0,00%
baby golf	229,00 €	229,00 €	230,00 €	0,44%
initiation golf	19,00 €	19,00 €	20,00 €	5,26%
Location club enfant	2,30 €	2,30 €	2,40 €	4,35%
Location club adulte	3,00 €	3,00 €	3,50 €	16,67%
Practice (1 seau de 40 balles)	3,00 €	3,00 €	3,00 €	0,00%
Location ½ série	7,00 €	9,00 €	9,50 €	5,56%
Location Chariot	4,00 €	5,00 €	5,00 €	0,00%
Carte 2 seaux practice	6,00 €	6,00 €	6,00 €	0,00%
Carte 11 seaux practice	28,00 €	28,00 €	28,00 €	0,00%
Carte birdie	15,00 €	15,00 €	15,00 €	0,00%
Carte passion	605,00 €	605,00 €	605,00 €	0,00%
Carte club classic	49,00 €	49,00 €	49,00 €	0,00%
Carte club classic pour abo 5/7	10,00 €	10,00 €	10,00 €	0,00%
abonnement expert 5/7	769,00 €	775,00 €	775,00 €	0,00%
abonnement expert couple 5/7	1 465,00 €	1 465,00 €	1 470,00 €	0,34%
abonnement expert 7/7	989,00 €	995,00 €	995,00 €	0,00%
abonnement expert couple 7/7	1 879,00 €	1 879,00 €	1 885,00 €	0,32%
abonnement centre entrainement	200,00 €	224,00 €	228,00 €	1,79%
abonnement entreprise	1 685,00 €	1 685,00 €	1 699,00 €	0,83%
			Evolution annuelle Golf	1,49%

PRODUITS	Tarif 2017	Tarif 2018	Tarif 2019	évolution 2018/2019
HEBERGEMENT (1er janvier au 31 décembre)				
Pension complète en chambre quadruple /personne			49,00 €	
Pension complète en chambre double /personne			55,00 €	
Pension complète en chambre individuelle /personne			63,00 €	
Demi-pension en chambre quadruple /personne			38,00 €	
Demi-pension en chambre double /personne			41,00 €	
Demi-pension en chambre individuelle /personne			48,00 €	
Chambre quadruple /nuitée			53,00 €	
Chambre double /nuitée			39,00 €	
Chambre individuelle /nuitée			35,00 €	
Evolution annuelle Hébergement				

PRODUITS	Tarif 2017	Tarif 2018	Tarif 2019	évolution 2018/2019
LOCATION SALLE (1er septembre au 31 août)				
Location journée Salle Panoramique			1 200,00 €	
Location 2h Salle Panoramique			200,00 €	
Location journée Salle Birdie	300,00 €	300,00 €	300,00 €	0%
Location 2h Salle Birdie			150,00 €	
Location soirée Club-House Golf	800,00 €	800,00 €	800,00 €	0%
Location journée Salle 3 ilets	2 100,00 €	2 200,00 €	2 200,00 €	0%
Location 2h Salle 3 ilets			200,00 €	
Location journée Salle de la plage	750,00 €	800,00 €	800,00 €	0%
Location 2h Salle de la plage			100,00 €	
Evolution annuelle location salle				0,00%

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/01/2019

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-010

DU 24 JANVIER 2019

POLITIQUE RÉGIONALE EN FAVEUR DU SPORT EN ÎLE-DE-FRANCE FONCTIONNEMENT - 1ER RAPPORT POUR 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code du Sport ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 204-16 du 14 décembre 2016 relative aux « Nouvelles ambitions pour le Sport en Ile-de-France » (1ère partie) ;

VU La délibération n° CR 2017-47 du 9 mars 2017 relative au « Sport, booster de l'attractivité en Île-de-France et pour l'international » (2ème partie) ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 adoptant la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;

VU La délibération n° CP 2016-188 du 18 Mai 2016 relative à l'attribution de bourses aux ambassadeurs du sport et de subvention dans le cadre de la politique régionale du sport en Ile-de-France et affectations d'autorisations d'engagement ;

VU La délibération n° CP 17-198 du 17 Mai 2017 approuvant la convention type relative au dispositif « Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France » ;

VU La délibération n° CP 2017-198 du 17 Mai 2017 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale du sport en Ile-de-France et affectations d'autorisations d'engagement ;

VU La délibération n° CP 2018-236 du 30 Mai 2018 relative à la politique régionale en faveur du sport en Ile-de-France – 3ème rapport pour 2018,

VU La délibération n° CP 2018-494 du 21 Novembre 2018 relative au soutien régional à la politique de la Ville, aux expressions citoyennes, aux Têtes de réseau, à la Vie associative et à la lutte contre les discriminations ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission du sport de la jeunesse de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-010 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Programme HP 32-002 « Développement de la pratique sportive »

Décide au titre du dispositif « Ambassadeurs du sport de la Région Île-de-France, de l'olympisme et du paralympisme » d'attribuer des bourses en faveur de **84** athlètes bénéficiaires dont la liste figure en annexe de la présente délibération.

Prend acte que les bourses attribuées aux athlètes concernent les interventions réalisées entre le 1er janvier et le 31 décembre 2019.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par la délibération n° CR 2017-47 du 9 mars 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **126 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », au titre du programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif » du budget 2019.

Article 2 : Programme HP 32-003 « Evènements sportifs »

Décide au titre du dispositif « Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France » de participer au financement des **10** projets détaillés en annexe (fiches projet) de la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum de **293 000 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par la délibération n° CP 2017-198 du 17 mai 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **293 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », programme HP 32-003 (132003) « Evènements sportifs », action 13200301 « Soutien aux événements sportifs » du budget 2019.

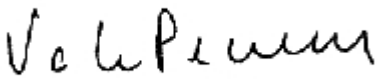
Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projet en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 3 : Programme HP 32-003 « Evènements sportifs »

Accorde à la ligue motocycliste Ile-de-France une dérogation exceptionnelle au recrutement de stagiaires pour les subventions qui lui ont été attribuées par délibérations n° CP 16-188 du 18 mai 2016, n° CP 2017-198 du 17 mai 2017 et n° CP 2018-236 du 30 mai 2018 au titre du dispositif « Soutien aux événements sportifs se déroulant en Ile-de-France ».

Modifie en conséquence les fiches projets correspondantes, telles qu'elles figurent en annexe de la présente délibération.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Ambassadeurs du sport - Affectations CP du 24 janvier 2019

	Nom	Prénom	Sport	Olympique / Paralympique	Première affectation des autorisations d'engagement de la bourse 2019 pour les Ambassadeurs du sport sous convention
1	ADELAÏDE	Alex	Athlétisme	Paralympique	1 500 €
2	ADOLPHE	Timothée	Athlétisme	Paralympique	1 500 €
3	AICARDI	Jérémy	Rugby à 7	Olympique	1 500 €
4	AMZILE	Hassan	Boxe anglaise	Olympique	1 500 €
5	ANNE	Mame-Ibra	Athlétisme	Olympique	1 500 €
6	ARDON	Patrick	Haltérophilie	Paralympique	1 500 €
7	AREZKI	Hakim	Football	Paralympique	1 500 €
8	ATINE-VENEL	Teddy	Athlétisme	Olympique	1 500 €
9	AUFFRET	Benjamin	Plongeon	Olympique	1 500 €
10	AUGIS	Axel	Gymnastique	Olympique	1 500 €
11	BAROUKH	Thomas	Aviron	Olympique	1 500 €
12	BELZ	Blandine	Basket-ball	Paralympique	1 500 €
13	BERTRAND	Valentin	Athlétisme	Paralympique	1 500 €
14	BOREL	Yannick	Escrime	Olympique	1 500 €
15	BOYER	Marine	Gymnastique	Olympique	1 500 €
16	BROWN	Félix	Baseball	Olympique	1 500 €
17	CHAINE	Guillaume	Judo	Olympique	1 500 €
18	CISSOKHO	Souleymane	Boxe anglaise	Olympique	1 500 €
19	CITERNE	Robert	Escrime	Paralympique	1 500 €
20	CLAIR	Sandie	Cyclisme	Olympique	1 500 €
21	CLERGET	Axel	Judo	Olympique	1 500 €
22	COELHO	Jordan	Natation	Olympique	1 500 €
23	DALL'IGNA	Manoël	Rugby à 7	Olympique	1 500 €
24	D'ALMEIDA	Michaël	Cyclisme	Olympique	1 500 €
25	DAUTREMER	Gautier	Athlétisme	Olympique	1 500 €
26	DE LA FOREST	Tanguy	Tir	Paralympique	1 500 €
27	EL ASSINE	Moez	Escrime	Paralympique	1 500 €
28	EMANE	Gévrise	Judo	Olympique	1 500 €
29	EPANGUE	Gwladys	Taekwondo	Olympique	1 500 €
30	EURANIE	Annabelle	Judo	Olympique	1 500 €
31	FLORE	Tristan	Tennis de table	Olympique	1 500 €
32	GARIN	Marvin	Karaté	Olympique	1 500 €
33	GEBET	Gaëlle	Escrime	Olympique	1 500 €
34	GNAFOUA	Floriane	Athlétisme	Olympique	1 500 €
35	GNETO	Priscilla	Judo	Olympique	1 500 €
36	GUENOT	Christophe	Lutte	Olympique	1 500 €
37	GUERIN	Lina	Rugby à 7	Olympique	1 500 €
38	GUYART	Astrid	Escrime	Olympique	1 500 €
39	HORTA	Fanny	Rugby à 7	Olympique	1 500 €
40	HRIMECHE	Zachari	Gymnastique	Olympique	1 500 €
41	HYM	Charlotte	Skateboard	Olympique	1 500 €
42	IFEBE	Yannick	Escrime	Paralympique	1 500 €
43	JACQUES-ANDRE-COQUIN	Joséphine	Escrime	Olympique	1 500 €
44	JEREMIASZ	Michaël	Tennis	Paralympique	1 500 €
45	JESEL	Antoine	Aviron	Paralympique	1 500 €
46	JURBERT	Marine	Trampoline	Olympique	1 500 €
47	KEITA	Nantenin	Athlétisme	Paralympique	1 500 €
48	KHYAR	Walide	Judo	Olympique	1 500 €
49	KONG	Bopha	Taekwondo	Paralympique	1 500 €
50	KONKI	Elie	Boxe anglaise	Olympique	1 500 €
51	LAUGEL	Jonathan	Rugby à 7	Olympique	1 500 €
52	LE BLOUCH	Kilian	Judo	Olympique	1 500 €
53	LEFEBVRE	Hélène	Aviron	Olympique	1 500 €
54	LEFORT	Enzo	Escrime	Olympique	1 500 €
55	LEVERDEZ	Brice	Badminton	Olympique	1 500 €
56	LIMARE	Vincent	Judo	Olympique	1 500 €
57	LOQUETTE	Méril	Badminton	Paralympique	1 500 €
58	MAKUNDA	Trésor	Athlétisme	Paralympique	1 500 €

59	MANGA	Aurel	Athlétisme	Olympique	1 500 €
60	MARET	Cyrille	Judo	Olympique	1 500 €
61	MARTINY	Sébastien	Trampoline	Olympique	1 500 €
62	MAWEM	Mickaël	Escalade	Olympique	1 500 €
63	MONDIERE	Anne-Sophie	Judo	Olympique	1 500 €
64	MORANTE	Allan	Trampoline	Olympique	1 500 €
65	MÖRCH	Emmanuelle	Tennis	Paralympique	1 500 €
66	MORIAME	Jonathan	Water-polo	Olympique	1 500 €
67	NANKIN	Cédric	Rugby	Paralympique	1 500 €
68	N'DIAYE	M'Bar	Taekwondo	Olympique	1 500 €
69	OUBAALI	Nordine	Boxe anglaise	Olympique	1 500 €
70	PAYET	Laëtitia	Judo	Olympique	1 500 €
71	POUSSE	Pauline	Athlétisme	Olympique	1 500 €
72	PUJAR	Yannis	Bobsleigh	Olympique	1 500 €
73	RACINET - REAU	Delphine	Tir	Olympique	1 500 €
74	RADIUS	Louis	Athlétisme	Paralympique	1 500 €
75	RECCHIA	Alexandra	Karaté	Olympique	1 500 €
76	REMBI	Lauren	Escrime	Olympique	1 500 €
77	SALLEM	Ryadh	Rugby	Paralympique	1 500 €
78	SCHIEL	Laura	Taekwondo	Paralympique	1 500 €
79	SIREAU - GOSSIAUX	Florence	Tennis de table	Paralympique	1 500 €
80	TAMBADOU	Moussa	Athlétisme	Paralympique	1 500 €
81	TARDIEU	Stéphane	Aviron	Paralympique	1 500 €
82	TONY-HELISSEY	Jean-Paul	Escrime	Olympique	1 500 €
83	TOUZI	Badr	Athlétisme	Paralympique	1 500 €
84	ZAHI	Carolle	Athlétisme	Olympique	1 500 €
				TOTAL	**126 000 €**

Fiches projet - Dispositif soutien aux évènements sportifs

DOSSIER N° 18014718 - MEETING INTERNATIONAL FEMININ D'ATHLETISME DU VAL D'OISE 2019

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	320 000,00 € TTC	4,69 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMITE DEPARTEMENTAL D'ATHLETISME DU VAL D'OISE (95)

Adresse administrative : 106 RUE DES BUSSYS
95600 EAUBONNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Nadine GOBERT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation du Meeting international féminin d'athlétisme du Val d'Oise 2019

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2018 - 24 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
Le 8ème Meeting Féminin d'athlétisme du Val d'Oise, organisé par le comité d'athlétisme du Val d'Oise, se déroulera le 12 février 2019 au stade couvert "Stéphane Diagana" au CDFAS d'Eaubonne (95600). La Marraine de l'opération est Marie-José PEREC.

Ce Meeting 100% féminin réunira les meilleures athlètes féminines françaises assorties des valeurs montantes régionales en opposition à des athlètes internationales, les objectifs sont :

- d'encourager l'athlétisme indoor départemental, régional et national,
- de valoriser et promouvoir l'athlétisme féminin français au niveau international,
- d'amplifier la dynamique médiatique et partenariale engagée.

Ce Meeting Féminin d'athlétisme du Val d'Oise 2019 inscrit au circuit des Meetings Indoor de la Fédération Française d'Athlétisme, va présenter le programme suivant :

Pré-meeting mixte régional de 19h00 à 20h00 :
- épreuves régionales : 400m, 800m et handisport
- épreuves départementales : relais UNSS / Clubs

Meeting Féminin de 20h00 à 22h30 :
- 60m, 60m haies (séries - finales)
- 200m, 400m, 1500m, 3000m
- perche et hauteur
- triple saut ou longueur

Les organisateurs comptent sur la présence d'environ 1200 spectateurs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- EAUBONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement du site	31 000,00	9,69%
Frais de transport des athlètes	30 000,00	9,38%
Frais d'organisation ligue Ile-de-France d'athlétisme	18 000,00	5,63%
Gestion de la sécurité	30 000,00	9,38%
Frais de réception	20 000,00	6,25%
Frais de personnel	46 000,00	14,38%
Animations et conférences de presse	40 000,00	12,50%
Communication	80 000,00	25,00%
Frais d'hébergement des athlètes	25 000,00	7,81%
Total	320 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région Ile-de-France	15 000,00	4,69%
Subvention du Conseil Départemental	170 000,00	53,13%
Partenaires privés	90 000,00	28,13%
Fonds propres	45 000,00	14,06%
Total	320 000,00	100,00%

DOSSIER N° 18015204 - TOURNOI PARIS GRAND SLAM JUDO 2019

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	1 665 000,00 € HT	5,41 %	90 000,00 €
	Montant total de la subvention		90 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FFJDA FEDE FRA JUDO JUJITSU KENDO DISCIPLINES ASSOCIEES

Adresse administrative : 21 AVENUE PORTE DE CHATILLON 75014 PARIS 14 CEDEX

Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Luc ROUGE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation du Tournoi Paris Grand Slam Judo 2019

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2018 - 24 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
La Fédération Française de Judo et Disciplines Associées (FFJDA) va organiser le Tournoi Paris Grand Slam Judo les 09 et 10 février 2019 à l'Accor Hôtel Aréna. Cette nouvelle édition va regrouper 400 athlètes et représenter plus de 60 nations.

Ce tournoi fait partie des 4 grands tournois du grand chelem de la FIJ (Fédération internationale de judo), qualificatif pour les Jeux Olympiques de Tokyo. Ces tournois du grand chelem (Paris, Moscou, Rio et Tokyo) représentent les évènements les plus importants après les championnats du monde et les masters.

Ils permettent aux combattants d'additionner et d'accumuler des points selon leurs résultats pour classement via la « ranking list ». Les meilleurs athlètes seront présents à ce rendez-vous.

Le weekend des 09 et 10 Février 2019, Paris et la région Ile-de-France accueilleront donc des délégations du monde entier ainsi que 20 000 spectateurs, leur permettant ainsi de découvrir la ville de Paris et la région Ile-de-France.

Voici les principales actions prévues dans le domaine du développement durable :

- mise en place d'un contrôle antidopage,
- mise en place d'un stand sur la lutte contre l'obésité,
- mise en place d'affiches incitant les spectateurs à l'hygiène et à la propreté,
- invitation de jeunes des quartiers sensibles avec l'opération "100 ceintures noires",
- invitation de personnes handicapées ayant participées à des actions dans les ligues.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures	59 000,00	3,54%
Aménagement du site	377 000,00	22,64%
Frais d'hébergement	215 000,00	12,91%
Frais de restauration	138 000,00	8,29%
Frais de personnel	60 000,00	3,60%
Frais de déplacement	100 000,00	6,01%
Communication	23 000,00	1,38%
Redevance Fédération Internationale	133 500,00	8,02%
Frais audiovisuel	151 000,00	9,07%
Frais de réception VIP	53 500,00	3,21%
Logistique	2 000,00	0,12%
Gestion compétition et chronométrage	107 000,00	6,43%
Frais d'arbitrage	19 000,00	1,14%
Frais de sécurité	90 000,00	5,41%
Autres dépenses	137 000,00	8,23%
Total	1 665 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région Ile-de-France	90 000,00	5,41%
Subvention Ville de Paris	20 000,00	1,20%
Recettes de billetterie	530 000,00	31,83%
Recettes d'inscriptions	240 000,00	14,41%
Ventes de marchandises	104 000,00	6,25%
Autres recettes	101 000,00	6,07%
Fonds propres	580 000,00	34,83%
Total	1 665 000,00	100,00%

Commission permanente du 24 janvier 2019 – 10

DOSSIER N° 18015205 - TOURNOI OPEN PREMIER LEAGUE DE KARATE DE PARIS 2019

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	250 000,00 € TTC	20,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FFKDA FEDERATION FRANCAISE DE KARATE ET DISCIPLINES ASSOCIEES

Adresse administrative : 39 RUE BARBES
92120 MONTROUGE

Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FRANCIS DIDIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation du Tournoi Open Premier League de Karaté de Paris 2019

Dates prévisionnelles : 19 octobre 2018 - 24 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
La Fédération Française de Karaté et Disciplines Associées (FFKDA) va organiser l'Open International de Karaté de Paris du 25 au 27 janvier 2019 au stade Pierre de Coubertin à Paris (75016).

L'Open Premier league de Karaté de Paris est un événement annuel majeur du circuit mondial. Avec l'entrée du karaté au programme des jeux olympiques de Tokyo 2020, cette édition revêt une importance nouvelle en tant qu'étape incontournable du parcours de qualification aux Jeux Olympiques pour les athlètes du monde entier.
Déjà reconnu comme meilleur tournoi de karaté au monde (classement officiel de la Fédération Mondiale), il prendra une ampleur considérable avec un nouveau système d'inscription qui permettra d'augmenter encore un peu plus le niveau technique des combats.

Etalé sur 2 ans, le parcours de qualification olympique passera par le Premier League de Paris et se terminera par le tournoi de qualification olympique du 8 au 10 mai 2020 à Paris.
Cette année, elle va accueillir plus de 800 compétiteurs pour représenter 80 nations.

Les organisateurs comptent sur la présence de plus de 4500 spectateurs.

Dans le domaine du développement durable, la Fédération Française de Karaté va favoriser les actions suivantes :

- favoriser le respect des athlètes et des arbitres,
- réservation d'hôtels à proximité du stade Pierre de Coubertin,
- mise en valeur de l'équipe féminine championne du Monde en titre,
- résultats en ligne sur internet avec suppression des dossiers papier,
- mise en place d'ateliers et de formations à la prévention des conduites dopantes,
- distribution de kits à destination des enfants autour de la citoyenneté et du code moral.

La Fédération Française de Karaté représente près de 253 000 licenciés.
La Ligue Ile-de-France de karaté représente 62 000 licenciés pour plus de 1100 clubs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures	10 000,00	4,00%
Aménagement du site	65 000,00	26,00%
Frais d'hébergement	21 000,00	8,40%
Frais de restauration	25 000,00	10,00%
Frais de déplacement	25 000,00	10,00%
Communication	50 000,00	20,00%
Redevance Fédération Internationale	23 000,00	9,20%
Frais pour l'audiovisuel	15 000,00	6,00%
Frais de sécurité	16 000,00	6,40%
Total	250 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région Ile-de-France	50 000,00	20,00%
Subvention de la Ville de Paris	10 000,00	4,00%
Recettes de billetterie	5 000,00	2,00%
Recettes d'inscriptions	50 000,00	20,00%
Recettes divers	20 000,00	8,00%
Fonds propres	115 000,00	46,00%
Total	250 000,00	100,00%

DOSSIER N° 18015206 - CHALLENGE INTERNATIONAL DE PARIS 2019 - ESCRIME

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	130 470,00 € HT	11,50 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDERATION FRANCAISE D'ESCRIME
Adresse administrative : 36 AVENUE GENERAL DE GAULLE
93170 BAGNOLET

Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ISABELLE LAMOUR, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation du Challenge international de Paris 2019

Dates prévisionnelles : 25 octobre 2018 - 24 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale.

Description :
La Fédération Française d'Escrime organise la 66ème édition du Challenge International de Paris du 11 au 13 Janvier 2019, épreuve de Coupe du monde individuelle et par équipes au fleuret messieurs.

A cette occasion les meilleurs compétiteurs mondiaux seront présents, soit 250 tireurs représentant 30 nations sur 3 jours de compétition.

Lors de cette 66ème édition, ils seront nombreux à vouloir succéder à l'italien Alessio Foconi, tenant du titre, n°1 mondial et champion du monde 2018. La concurrence sera rude et les prétendants redoutables. Les français Erwann Le Pechoux, Jérémy Cadot, Enzo Lefort, Maxime Pauty ou encore Julien Mertine, en bronze l'an dernier, vont pouvoir rivaliser.

Le lendemain, place à la compétition par équipes, où l'équipe de France sera notamment opposée aux redoutables équipes des Etats-Unis, d'Italie ou encore de Russie.

Programme :

- le 11/01/2019 : Qualifications.
- le 12/01/2019 : Coupe du Monde en individuel.
- le 13/01/2019 : Coupe du Monde par équipes.

Dans le domaine du développement durable, la Fédération Française d'Escrime favorise les actions suivantes :

- information sur la lutte contre l'obésité,
- information sur la lutte contre le dopage,
- transport systématique des joueurs en covoiturage,
- benne à ordure avec tri sélectif, papier recyclé, couverts recyclables,
- inviter des jeunes lycéens, apprentis et licenciés pour assister à la compétition.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement du site et location de matériels	48 240,00	36,97%
Achats équipements et fournitures diverses	400,00	0,31%
Frais d'hébergement	8 850,00	6,78%
Frais de restauration	9 550,00	7,32%
Frais de déplacement	2 950,00	2,26%
Communication	5 440,00	4,17%
Redevance fédération internationale	1 450,00	1,11%
Frais pour audiovisuel	14 050,00	10,77%
Logistique	6 620,00	5,07%
Gestion compétition /chronométrage	17 890,00	13,71%
Arbitrage	9 460,00	7,25%
Frais de sécurité	5 570,00	4,27%
Total	130 470,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	15 000,00	11,50%
Subvention Mairie de Paris	7 500,00	5,75%
Fonds propres	62 960,00	48,26%
Partenaires privés	9 290,00	7,12%
Billetterie	12 650,00	9,70%
Inscriptions	20 700,00	15,87%
Vente de produits finis	2 370,00	1,82%
Total	130 470,00	100,00%

Commission permanente du 24 janvier 2019 - 10

DOSSIER N° 18015219 - FINALE DE LA COUPE DE FRANCE DE HOCKEY SUR GLACE 2019

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs	258 000,00 € TTC	3,10 %	8 000,00 €
		Montant total de la subvention	8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE IDF HOCKEY SUR GLACE

Adresse administrative : AREN ICE FFHG
95000 CERGY

Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Bruno MELIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation de la Finale de Hockey-sur-Glace 2019

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2018 - 24 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
La Coupe de France 2019 de hockey sur glace est la vingt-sixième édition de cette compétition organisée par la Fédération Française de hockey sur glace et la ligue Île-de-France de Hockey sur Glace. C'est une nouvelle formule pour les phases finales de la coupe de France de hockey sur Glace à l'Accor Hôtels Aréna : cette année, la grande fête du hockey français regroupera le carré final de la compétition, avec au programme deux demi-finales le Samedi 16 février et la finale le dimanche 17 février 2019. C'est un format totalement inédit qui a lieu avec 3 matchs en un week-end.

Les objectifs de cette manifestation sportive sont :

- de réunir et fédérer les différents acteurs du hockey-sur-glace,
- d'augmenter l'écho médiatique de la discipline auprès des journalistes accrédités,
- de démontrer la vitalité du hockey-sur-glace à travers un évènement d'envergure.

Cette compétition est ouverte aux équipes de catégories seniors évoluant dans les championnats de Ligue Magnus (Elite), division 1, division 2 et division 3.

En marge de l'évènement, la ligue Ile-de-France de hockey-sur-Glace va organiser un grand regroupement de joueurs avec un plateau U11 regroupant des équipes de la Région Ile-de-France. Ces équipes vont se rencontrer sous la forme de tournois avant de donner le coup d'envoi de la Finale de la Coupe de France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Location de la salle	40 000,00	15,50%
Frais d'organisation	218 000,00	84,50%
Total	258 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional Île-de-France	8 000,00	3,10%
Recettes billetterie	200 000,00	77,52%
Ligue Île-de-France de Hockey sur Glace	50 000,00	19,38%
Total	258 000,00	100,00%

DOSSIER N° 18015225 - TOURNOI INTERNATIONAL MASTERS ESSONNE 2019 - TENNIS

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	125 000,00 € TTC	4,00 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMITE DEPARTEMENTAL DE L'ESSONNE DE TENNIS
Adresse administrative : 33 AVENUE JACQUES DUCLOS
91700 SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS

Statut Juridique : Association
Représentant : Madame NADINE MARIAUX, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation du Tournoi International Masters Essonne 2019

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2018 - 24 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
La Ligue de l'Essonne de Tennis organisera du 04 au 10 mars 2019 à Sainte Geneviève des Bois (91), le Tournoi International Masters Essonne (-14 ans). Les meilleurs jeunes de 14 ans, soit 500 participants pour 40 nations représentées.

Initié en 1983, le TIM accueille les meilleures joueuses et joueurs de 14 ans et moins (classé depuis plusieurs années dans les 3 premiers tournois européens de sa catégorie par Tennis Europe), soit environ 500 participants, issus de près de 40 pays.
Le tournoi s'inscrit sous le signe de la convivialité et de l'animation avec joueurs français hébergés dans des familles d'accueil, des activités extra tennis durant le tournoi (visite de Paris, journée des enfants, des clubs, journée handitennis, soirée des capitaines...).

L'organisation repose sur du bénévolat et l'accueil du public est gratuit.

Les principaux objectifs de cette opération sont de :

- promouvoir le tennis en Ile-de-France,
- de valoriser la vie associative au sein de la ligue et avec les clubs,
- permettre aux joueurs franciliens de se confronter à la concurrence internationale.

Dans le domaine du développement durable, la ligue de tennis de l'Essonne va favoriser les actions suivantes :

- Recyclage des balles usagées.
- Présence d'un stand de la commission médicale.
- Mise en place d'une journée d'animation pour les personnes handicapées.
- Prise en charge des frais de déplacement des jeunes des clubs de tennis de l'Essonne.

La ligue de tennis de l'Essonne compte sur la présence d'environ 3000 spectateurs pendant toute la durée du tournoi.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures	14 500,00	11,60%
Aménagement du site	39 000,00	31,20%
Frais d'hébergement	30 000,00	24,00%
Frais de restauration	20 000,00	16,00%
Frais de personnel	3 000,00	2,40%
Frais de déplacement	500,00	0,40%
Communication	1 500,00	1,20%
Réception VIP	500,00	0,40%
Frais d'arbitrage	6 500,00	5,20%
Frais de sécurité	5 000,00	4,00%
Autres dépenses	4 500,00	3,60%
Total	125 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région Ile-de-France	5 000,00	4,00%
Subvention du Conseil Départemental	42 000,00	33,60%
Participation de la Fédération Française de tennis	25 000,00	20,00%
Recettes partenaires privés	10 000,00	8,00%
Recettes d'inscriptions	10 000,00	8,00%
Fonds propres	33 000,00	26,40%
Total	125 000,00	100,00%

Commission permanente du 24 janvier 2019 - 10

DOSSIER N° 18015336 - EQUIRANDO 2019

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	355 000,00 € TTC	9,86 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMITE D'ORGANISATION EQUIRANDO 2019

Adresse administrative : 56 RUE DES RENAUDES
75017 PARIS 17E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame FLORENCE CIUCCI, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2018 - 24 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
Le projet consiste en l'organisation du plus grand rassemblement de cavaliers randonneurs européens, L'Equirando, marque déposée par la Fédération Française d'Equitation (FFE). Cet évènement se déroule du 1er au 04 Août 2019 dans les Yvelines dans la commune Les Bréviaires.

Au travers de cet événement, l'objectif principal est de proposer aux populations déjà cavalières de s'ouvrir à d'autres disciplines équestres et leur donner l'occasion de s'initier à la pratique de l'équitation d'extérieur.

Le Comité d'Organisation concrétise plusieurs offres de participation à l'événement :

- Equirando « Classic » Pour les groupes et cavaliers et meneurs habitués de l'événement,
- Equirando « Club » Produit clé en main à proposer aux cavaliers,
- Equirando « Kids », pour amener les jeunes cavaliers sur les chemins de l'équitation d'extérieur,
- Equiraid - Fontainebleau Les Bréviaires en 4 x 40 km projet de course d'endurance.

L'objectif de cette manifestation est aussi de permettre à la population francilienne de découvrir les Yvelines à travers les Châteaux et musées de la Haute Vallée de Chevreuse et les autres sites touristiques.

A l'occasion de cette opération, 1 000 cavaliers sont attendus avec leur monture et leurs accompagnants (soit un total attendu de 2 000 personnes). Les participants sont des cavaliers de France et d'Europe, enfants et adultes, individuels mais aussi en groupe par club.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LES BREVIAIRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement du site et location de	80 000,00	22,54%
Frais d'hébergement	45 000,00	12,68%
Frais de restauration	45 000,00	12,68%
Frais de personnel (charges comprises)	30 000,00	8,45%
Communication	50 000,00	14,08%
Réception VIP	25 000,00	7,04%
Logistique	45 000,00	12,68%
Frais de sécurité	20 000,00	5,63%
Autres dépenses	15 000,00	4,23%
Total	355 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	35 000,00	9,86%
Subvention Département 78	40 000,00	11,27%
Fonds propres	90 000,00	25,35%
Autres subventions publiques	40 000,00	11,27%
Participation Fédération / Comité régional	30 000,00	8,45%
Partenaires privés	15 000,00	4,23%
Inscriptions	105 000,00	29,58%
Total	355 000,00	100,00%

Commission permanente du 24 janvier 2019 - CP2019 - 010

DOSSIER N° 19000043 - PARIS LADIES CUP 2019

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	250 000,00 € TTC	20,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE PARISIENNE ILE DE FRANCE FOOTBALL

Adresse administrative : 5 PLACE DE VALOIS
75001 PARIS

Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JAMEL SANDJAK, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation de la Paris Ladies Cup 2019

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2018 - 24 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
Dans le cadre de la Coupe du Monde de Football Féminin qui se déroulera en France du 7 juin au 7 juillet 2019, la Ligue Parisienne Île-de-France de Football organise la « PARIS LADIES CUP 2019 » qui se compose de 2 tournois internationaux destinés aux U16F :

- le 1er réservé à la catégorie U16F à 7 accueillera 16 clubs (8 étrangers et 8 franciliens) sur le territoire francilien (7 départements + Paris). La finale se déroulera dans le cadre de la Coupe du Monde une grande fête du Football Féminin le samedi 8 juin (l'esplanade des Invalides).

- le 2nd réservé à la catégorie U16F à 11 accueillera en mode exhibition 4 sélections nationales dont la France et le Japon.

La phase 1(tournois pré-qualificatifs pour les clubs franciliens et les sections sportives des collèges et lycées de la Région) se déroulera au 1er trimestre 2019 puis la phase finale du 5 au 9 juin 2019 (au moment du match d'ouverture de la Coupe du Monde se déroulant le 7 juin au Parc des Princes).

Le Tournoi exhibition réservé aux sélections nationales (dont l'Équipe de France) se déroulera du 25 au 30 juin 2019 (au moment du quart de finale de la Coupe du Monde se déroulant le 28 juin au Parc des Princes, dernière rencontre programmée à Paris).

Les objectifs de cet évènement sont :

- l'éclairage de la région Île-de-France sur la scène internationale par la lucarne du football féminin et de sa manifestation la plus connue : la Coupe du Monde de Football,

- la mise en lumière de la politique volontariste de la Région dans le sport francilien en général et son engagement pour le foot féminin en particulier.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats équipements et fournitures diverses	30 000,00	12,00%
Aménagement du site et location de matériels	16 000,00	6,40%
Frais d'hébergement	55 000,00	22,00%
Frais de restauration	25 000,00	10,00%
Frais de personnel (charges comprises)	45 000,00	18,00%
Frais de déplacement	50 000,00	20,00%
Communication	15 000,00	6,00%
Gestion compétition /chronométrage	14 000,00	5,60%
Total	250 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	50 000,00	20,00%
Subvention Mairie de Paris	50 000,00	20,00%
Subvention Etat	40 000,00	16,00%
Fonds propres	110 000,00	44,00%
Total	250 000,00	100,00%

DOSSIER N° 19001072 - CHAMPIONNATS DE FRANCE DE LUTTE LIBRE JEUNES 2019

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs	33 350,00 € TTC	29,99 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDERATION FRANCAISE LUTTE
Adresse administrative : 2 RUE LOUIS PERGAUD
94700 MAISONS-ALFORT

Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ALAIN BERTHOLOM, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'organisation des championnats de France de lutte libre jeunes 2019

Dates prévisionnelles : 23 novembre 2018 - 24 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
La Fédération Française de Lutte va organiser le championnat de France de lutte jeunes du 15 au 17 février 2019 dans la ville de Corbeil-Essonnes, il y aura environ 340 participants pour représenter 80 clubs.

Il s'agit d'un championnat de France officiel qui se déroulera dans les catégories masculines U15, U17, U20 dans le style lutte libre.

Cette manifestation nationale comptera près de 340 athlètes sur 3 jours de compétition (160 U15, 110 U17 et 70 U20). Sur l'aspect opérationnel, il s'agira d'organiser toute la partie spécifique liée au plateau de compétition et aux zones d'échauffement.

La Fédération Française de Lutte aura également la charge de l'organisation de l'accueil de différentes populations (public, encadrement, arbitres, médias…). Chaque journée de compétition se décomposera en deux temps : phases qualificatives puis finales pour une catégorie d'âge.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CORBEIL-ESSONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures	3 000,00	9,00%
Aménagement du site	3 000,00	9,00%
Frais d'hébergement	3 000,00	9,00%
Frais de restauration	2 500,00	7,50%
Frais de personnel	2 000,00	6,00%
Frais de déplacement	2 000,00	6,00%
Frais d'encadrement	3 000,00	9,00%
Communication	2 000,00	6,00%
Réception VIP	1 350,00	4,05%
Frais de logistique	4 000,00	11,99%
Gestion et chronométrage	1 000,00	3,00%
Frais d'arbitrage	2 500,00	7,50%
Frais de sécurité	4 000,00	11,99%
Total	33 350,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région Ile-de-France	10 000,00	29,99%
Subvention du Conseil départemental	5 000,00	14,99%
Participation de la ligue Ile-de-France de lutte	3 000,00	9,00%
Recettes d'inscriptions	3 000,00	9,00%
Fonds propres	12 350,00	37,03%
Total	33 350,00	100,00%

DOSSIER N° EX043373 - CHAMPIONNAT DE FRANCE INDOOR AVIRON 2019

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	77 500,00 € TTC	19,35 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDERATION FRANCAISE SOCIETES AVIRON
Adresse administrative : 17 BOULEVARD DE LA MARNE 94130 NOGENT-SUR-MARNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-JACQUES MULOT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er Septembre 2018 - 24 Janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
La Fédération Française d'Aviron organise les championnats de France d'Aviron Indoor les 08 et 09 Février 2019 à la salle Charpy du stade Charléty à Paris. Cela va permettre la participation d'athlètes issus d'environ 70 clubs, 60 établissements scolaires et de 30 universités, ainsi que la présence de 10 pays européens. Cet événement verra aussi le déroulement des championnats de France UNSS et le challenge CrossFit Affiliés.

Le principe de cet évènement est le suivant :
64 rameurs sont reliés informatiquement les uns aux autres et chacun est représenté par un bateau virtuel sur écran géant, permettant aux spectateurs de suivre l'effort et la progression des participants les uns par rapport aux autres.
Les 1 900 participants seront regroupés par âge, sexe et poids formant ainsi plusieurs catégories.

Des épreuves individuelles d'endurance et de sprint, par équipes ou mixtes vont permettre aux organisateurs de décerner 42 titres de champions de France.

Ce grand rendez-vous organisé par la Fédération Française d'Aviron est chaque année un véritable succès grâce au public nombreux venu encourager anonymes et médaillés olympiques réunis dans une même compétition.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats équipements et fournitures	5 000,00	6,45%
Aménagement du site et location de matériels	16 000,00	20,65%
Frais d'hébergement	1 000,00	1,29%
Frais de restauration	3 700,00	4,77%
Frais de personnel (charges comprises)	15 000,00	19,35%
Frais de déplacement	1 000,00	1,29%
Communication	16 500,00	21,29%
Frais pour audiovisuel	6 000,00	7,74%
Réception VIP	2 000,00	2,58%
Gestion compétition / chronométrage	6 500,00	8,39%
Arbitrage	300,00	0,39%
Frais de sécurité	4 500,00	5,81%
Total	77 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	15 000,00	19,35%
Fonds propres	38 500,00	49,68%
Inscriptions	24 000,00	30,97%
Total	77 500,00	100,00%

Fiches projet modifiées - Championnat de France féminin de Motocross

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16005190

Commission permanente du 18 mai 2016 - CP 2016 - 188
Commission permanente du 24 janvier 2019 - CP 2019 - 010

Objet : CHAMPIONNAT DE FRANCE FEMININ DE MOTOCROSS 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	50 000,00 €	10,00 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE MOTOCYLCISTE ILE DE FRANCE
Adresse administrative : COUR VILLARCEAU
77150 LESIGNY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Fernand DIEUDONNE, Président

Date de publication au JO : 4 avril 1947

N° SIRET : 38441378700019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR04-11 du 10/02/2011

Objet du projet : organisation du championnat de France féminin de Motocross 2016

Date prévisionnelle de début de projet : 11 février 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Objectifs :
Les objectifs de cette opération sont :

- d'intégrer les meilleures équipes du championnat Elite,
- de constater que le motocross peut être pratiqué par les femmes,
- d'inciter le jeune public à pratiquer le motocyclisme avec des activités structurées.

Description :
Le Championnat de France Féminin de Motocross, organisé par la ligue Ile-de-France de Motocyclisme, se déroulera le 15 mai 2016 sur le circuit de Fublaines (77).
Cet évènement est une épreuve inscrite au calendrier de la Fédération Française de Motocyclisme, destinée aux meilleures pilotes nationales et internationales âgées de 16 ans et plus.
Conformément au règlement de la Fédération Française de Motocyclisme, la journée verra, après les séances d'essais libres du matin, les pilotes s'affronter lors de 3 manches d'environ 30 minutes chacune.
Ce championnat est ouvert aux pilotes évoluant sur des machines à moteur 2 temps et 4 temps de 125cc à 450cc. Il verra la participation de 200 pilotes, (âgés de 16 ans et plus) comptant parmi les meilleurs au niveau national.

Dans le domaine du développement durable, la ligue Ile-de-France de Motocyclisme va favoriser les actions suivantes :

- avant l'épreuve, la direction de la course rappellera le respect des règles,
- actions pour promouvoir la sécurité routière et la préservation de l'environnement,
- accueil spécifique des jeunes en difficulté avec la gratuité de l'accès et des animations,
- cette manifestation sportive a pour but de favoriser la place des femmes dans le sport.

« La ligue Motocycliste Ile-de-France bénéficie d'une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires »

Localisation géographique :
- FUBLAINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats matériel, informatique, fournitures	6 000,00	12,00%
Aménagement du terrain	10 000,00	20,00%
Location du terrain	2 500,00	5,00%
Locations mobilières	8 500,00	17,00%
Location matériel communication	2 000,00	4,00%
Location des transpondeurs pilotes	2 000,00	4,00%
Frais d'assurances	2 400,00	4,80%
Frais d'hébergement et de restauration	3 500,00	7,00%
Frais de chronométrage	3 000,00	6,00%
Frais de secours	3 000,00	6,00%
Publicité et publications	3 000,00	6,00%
Frais postaux et speakers	1 600,00	3,20%
Gardiennage	2 500,00	5,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention sollicitée à la Région IDF	15 500,00	31,00%
Subvention Département	2 000,00	4,00%
Subvention Ville de Fublaines	1 500,00	3,00%
Fédération Française de Motocyclisme	5 000,00	10,00%
Partenaires privés	4 500,00	9,00%
Ligue IDF de Motocyclisme	5 000,00	10,00%
Billetterie	8 000,00	16,00%
Recettes d'engagement	8 500,00	17,00%
Total	50 000,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17006431

Commission permanente du 17 Mai 2017 - CP 2017 - 198
Commission permanente du 24 janvier 2019 - CP2019 - 010

Objet : CHAMPIONNAT DE FRANCE FEMININ DE MOTOCROSS 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	53 000,00 €	9,43 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE MOTOCYLCISTE ILE DE FRANCE
Adresse administrative : COUR VILLARCEAU
77150 LESIGNY

Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Fernand DIEUDONNE, Président

Date de publication au JO : 4 avril 1947

N° SIRET : 38441378700019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : organisation du championnat de France féminin de Motocross 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 Décembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 17 Mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire plusieurs années, selon son importance. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale.

Objectifs :

Les objectifs de cette opération sont :

- d'intégrer les meilleures équipes du championnat Elite,
- de constater que le motocross peut être pratiqué par les femmes,
- d'inciter le jeune public à pratiquer le motocyclisme avec des activités structurées.

Description :

Le Championnat de France Féminin de Motocross, organisé par la ligue Ile-de-France de Motocyclisme, se déroulera le 26 Mars 2017 sur le circuit de Fublaines (77).

Cet évènement est une épreuve inscrite au calendrier de la Fédération Française de Motocyclisme, destinée aux meilleures pilotes nationales et internationales âgées de 16 ans et plus, il participe à l'animation de la vie locale.
Conformément au règlement de la Fédération Française de Motocyclisme, la journée verra, après les séances d'essais libres du matin, les pilotes s'affronter lors de 3 manches d'environ 30 minutes chacune.

Ce championnat est ouvert aux pilotes évoluant sur des machines à moteur 2 temps et 4 temps de 125cc à 450cc. Il verra la participation de 200 pilotes, (âgés de 16 ans et plus) comptant parmi les meilleurs au niveau national.

Dans le domaine du développement durable, la ligue Ile-de-France de Motocyclisme va favoriser les actions suivantes :

- avant l'épreuve, la direction de la course rappellera le respect des règles,
- actions pour promouvoir la sécurité routière et la préservation de l'environnement,
- accueil spécifique des jeunes en difficulté avec la gratuité de l'accès et des animations,
- cette manifestation sportive a pour but de favoriser la place des femmes dans le sport.

« La ligue Motocycliste Ile-de-France bénéficie d'une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires »

Localisation géographique :

- FUBLAINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats divers (buvette, sécurité, informatique, fournitures)	8 500,00	16,04%
Prestations de services (location terrain et aménagement du site)	26 500,00	50,00%
Services extérieurs (chronométrage, restauration, publicité, médecins)	17 500,00	33,02%
Divers Services extérieurs	500,00	0,94%
Total	53 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région IDF	5 000,00	9,43%
Subvention Conseil Départemental	2 000,00	3,77%
Subvention Fédération Française de Motocyclisme	5 000,00	9,43%
Recettes buvette, billetterie et engagements des pilotes	19 000,00	35,85%
Partenaires privés	4 000,00	7,55%
Fonds propres	18 000,00	33,96%
Total	53 000,00	100,00%

Commission permanente du 30 mai 2018 - 236
Commission permanente du 24 janvier 2019 - CP2019 - 010

DOSSIER N° 18003679 - CHAMPIONNAT DE FRANCE FEMININ DE MOTOCROSS 2018

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs	50 000,00 € TTC	16,00 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE MOTOCYLCISTE ILE DE FRANCE
Adresse administrative : COUR VILLARCEAU
77150 LESIGNY

Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FERNAND DIEUDONNE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation du championnat de France féminin de Motocross 2018

Dates prévisionnelles : 3 janvier 2018 - 30 mai 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale.

Description :
Le Championnat de France Féminin de Motocross, organisé par la ligue Ile-de-France de Motocyclisme, se déroulera le 25 mars 2018 sur le circuit de Fublaines (77).
Cet évènement est une épreuve inscrite au calendrier de la Fédération Française de Motocyclisme, destinée aux meilleures pilotes nationales et internationales âgées de 16 ans et plus, il participe à l'animation de la vie locale.

Conformément au règlement de la Fédération Française de Motocyclisme, la journée verra, après les séances d'essais libres du matin, les pilotes s'affronter lors de 3 manches d'environ 30 minutes chacune.
Ce championnat est ouvert aux pilotes évoluant sur des machines à moteur 2 temps et 4 temps de 125cc à 450cc. Il verra la participation de 200 pilotes, (âgés de 16 ans et plus) comptant parmi les meilleurs au niveau national.

Dans le domaine du développement durable, la ligue Ile-de-France de Motocyclisme va favoriser les actions suivantes :

- avant l'épreuve, la direction de la course rappellera le respect des règles,
- actions pour promouvoir la sécurité routière et la préservation de l'environnement,
- accueil spécifique des jeunes en difficulté avec la gratuité de l'accès et des animations,
- cette manifestation sportive a pour but de favoriser la place des femmes dans le sport.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur

« La ligue Motocycliste Ile-de-France bénéficie d'une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires »

Localisation géographique :

- FUBLAINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats pour la buvette	2 000,00	4,00%
Matériel de sécurité	3 500,00	7,00%
Matériel informatique et fournitures administratives	1 300,00	2,60%
Aménagement du site	10 000,00	20,00%
Location du terrain	2 000,00	4,00%
Matériel de communication	2 000,00	4,00%
Locations transpondeurs pilotes	2 000,00	4,00%
Locations sanitaires	8 500,00	17,00%
Frais d'assurances	2 400,00	4,80%
Publicité et publications	3 000,00	6,00%
Gardiennage du site	2 500,00	5,00%
Billetterie et invitations	800,00	1,60%
Présence médicale et secours	3 000,00	6,00%
Frais divers	4 000,00	8,00%
Frais de chronométrage	3 000,00	6,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région IDF	8 000,00	16,00%
Subvention de la Ville de Fublaines	1 500,00	3,00%
Subvention du Conseil Départemental	2 000,00	4,00%
Fédération Française d'Escalade	5 000,00	10,00%
Partenaires privés	4 500,00	9,00%
Recettes billetterie	8 000,00	16,00%
Recettes buvette	4 000,00	8,00%
Engagements des pilotes	7 400,00	14,80%
Fonds propres	9 600,00	19,20%
Total	50 000,00	100,00%

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/01/2019

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-022

DU 24 JANVIER 2019

POLITIQUE RÉGIONALE EN FAVEUR DU SPORT EN ÎLE-DE-FRANCE - INVESTISSEMENT 1ER RAPPORT POUR 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code Général des collectivités territoriales ;

VU le code du Sport, notamment ses articles L.114-9 et R.114-42 et suivants ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens » ;

VU la délibération n° CR 204-16 du 14 décembre 2016 portant nouvelles ambitions pour le sport en Ile-de-France – Première partie ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 adoptant la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par délibération n° CP 2018-404 du 21 novembre 2018;

VU la délibération n° CP 16-360 du 12 juillet 2016 relative à la politique régionale du sport en Ile de France – Investissement ;

VU la délibération n° CP 2017-199 du 17 mai 2017 portant adoption de nouvelles conventions types suite aux votes des délibérations cadre de décembre 2016 et mars 2017 ;

VU la délibération n° CP 2017-512 du 18 octobre 2017 portant l'attribution d'autorisations de programme et d'engagement dans le cadre de la politique régionale du sport en Ile-de-France;

VU la délibération n° CP 2018-172 du 30 mai 2018 relative à la politique régionale du sport en Ile de France – Investissement – 3ème rapport pour 2018;

VU la délibération n° CP 2018-303 du 4 juillet 2018 relative à la politique régionale du sport en Ile de France – Investissement – 4ème rapport pour 2018;

VU la délibération n° CP 2018-526 du 21 novembre 2018 relative à la politique régionale du sport en Ile de France – Investissement – 7ème rapport pour 2018;

VU le budget de la Région Ile-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission du sport de la jeunesse de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-022 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Programme HP 32-001 « Equipements sportifs d'intérêt régional »

1- Dispositif « Equipements sportifs de proximité »

1-1 Décide de participer au titre du dispositif « Equipements sportifs de proximité » au financement des projets détaillés dans les fiches projet en annexe à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel total de **793 360,64 €.**

Affecte une autorisation de programme de **793 360,64 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », au titre du programme HP 32-001 (132001) « Equipement sportifs d'intérêt régional », action « Equipements sportifs de proximité » (13200110) du budget régional 2019.

Subordonne le versement des subventions à la signature avec chaque bénéficiaire d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2018-303 du 04 juillet 2018, et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

1-2 Décide de porter le taux de la subvention attribuée à la commune de Beaumont-sur-Oise par délibération n° CP 2018-303 en date du 4 juillet 2018 de 15% à 50% de la base subventionnable et d'attribuer ainsi une subvention complémentaire de **22 346,50 €,** tel que cela figure dans la fiche projet annexée à la présente délibération.

Affecte une autorisation de programme de **22 346,50 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », au titre du programme HP 32-001 (132001) « Equipement sportifs d'intérêt régional », action « Equipements sportifs de proximité » (13200110) du budget régional 2019.

Approuve l'avenant n°1 à la convention n° EX038045 tel qu'il figure en annexe n°2 de la délibération, subordonne le versement de la subvention à la commune de Beaumont-sur-Oise à la signature de celui-ci et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

2- Dispositif « Plan piscines »

Décide de participer au titre du dispositif « Plan piscines régional » au financement du projet détaillé dans la fiche projet en annexe à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant global maximum prévisionnel de **208 241,87 €.**

Affecte une autorisation de programme de **208 241,87 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », au titre du programme HP 32-001 (132001) « Equipement sportifs d'intérêt régional », action « Plan piscines » (13200103) du budget régional 2019.

Subordonne le versement de la subvention à la signature avec le bénéficiaire d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2018-303 du 04 juillet 2018, et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

3- Dispositif « Terrains synthétiques de grands jeux »

Décide de participer au titre du dispositif « Terrains synthétiques de grands jeux » au financement du projet détaillé dans la fiche projet en annexe à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel total de **203 832,32 €.**

Affecte une autorisation de programme de **203 832,32 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », au titre du programme HP 32-001 (132001) « Equipement sportifs d'intérêt régional », action « Equipements sportifs de proximité » (13200110) du budget régional 2019.

Subordonne le versement de la subvention à la signature avec le bénéficiaire d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2018-303 du 04 juillet 2018, et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Article 2

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projet en annexe n°1 à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3, de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 3

Décide de retirer la subvention accordée à la commune de Garges les Gonesse par délibération n° CP 2018-526 du 21 novembre 2018 (dossier n° EX027463).

Désaffecte en conséquence l'autorisation de programme correspondante de **60 000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », au titre du programme HP 32-001 (132001) « Equipement sportifs d'intérêt régional », action « Equipements sportifs de proximité » (13200110) du budget régional 2018.

Article 4

Approuve les règlement d'interventions modifiés pour les dispositifs suivants en investissement :

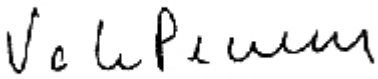
- « Equipements sportifs de proximité »
- « Equipements sportifs d'intérêt régional »

Ces règlements d'intervention modifiés sont présentés en annexe n°4 et 5 à la présente délibération.

Article 5

Accorde à la commune de Chalautre la Grande (77) une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un stagiaire pour l'aide financière qui leur a été attribuée en 2017 par délibération CP n° 17-512 du 18 octobre 2017 au titre du dispositif « Equipements sportifs de proximité ».
Approuve en conséquence la modification de la fiche projet n° EX023151, tel que cela figure en annexe n°6 de la présente délibération.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n°1 - Fiches projets

Commission permanente du 24 janvier 2019 -

DOSSIER N° 18015160 - LA GARENNE COLOMBES (92) - Rénovation de la piscine du complexe sportif Chedal-Anglay

Dispositif : Plan Piscines Régional (n° 00000085)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200103- Plan piscines

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	830 079,14 € HT	15,00 %	124 511,87 €
		Montant total de la subvention	124 511,87 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LA GARENNE COLOMBES
Adresse administrative : 68 BD DE LA REPUBLIQUE
92250 LA GARENNE COLOMBES CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Philippe JUVIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 août 2018 - 31 août 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les travaux ont été étalés sur plusieurs années et notamment sur les périodes de vacances scolaires afin de perturber au minimum les créneaux réservés aux écoles et aux associations. Aussi, la commune a décidé de démarrer les travaux sur les 2 mois d'été 2018 pour avancer une grosse partie de la réhabilitation.

Description :
La piscine se situe en plein centre de la commune au sein d'un complexe sportif riche en équipements et proche de plusieurs groupes scolaires. Elle a été construite en 1983 pour répondre à l'obligation de mise en place de cours de natation pour les scolaires et qui, depuis, a largement développé son planning d'occupation de par les demandes croissantes des usagers (tout public, associations, clubs).

En 2012, la piscine a bénéficié d'une première rénovation de l'ensemble des vestiaires et des sanitaires. Malgré un entretien régulier, l'équipement est vieillissant et nécessite d'une rénovation de la zone de baignade et notamment le changement des 2 bassins, la réfection de la plage et la création d'un accès handicapé.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation sans extension

Montant HT des travaux : 830 079,14 €
Taux d'intervention : 15%
Montant de la subvention : 124 511,87 €

Localisation géographique :

- LA GARENNE-COLOMBES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Curage des fosses	1 259,80	0,15%
Travaux sur bassins	124 697,47	15,02%
Etanchéité bac tampon	14 502,45	1,75%
Equipements alarme et éclairage bassins	14 994,38	1,81%
Remplacement matériels hydraulique, pompes et chauffage bassins	4 689,80	0,56%
Remplacement vérins désenfumage	13 247,80	1,60%
Fourniture et pose lasure bois	2 900,44	0,35%
Travaux séparation hydraulique des 2 bassins	131 787,00	15,88%
Remplacement portes, peintures, faux plafonds	40 000,00	4,82%
Pose résines plages et bassins	250 000,00	30,12%
Maîtrise d'oeuvre	12 000,00	1,45%
Travaux mise en accessibilité	220 000,00	26,50%
Total	830 079,14	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF	124 511,87	15,00%
Participation SIPPEREC	2 948,48	0,36%
Fonds propres de la commune	702 618,79	84,64%
Total	830 079,14	100,00%

DOSSIER N° 19001192 - Communauté de Communes COEUR d'YVELINES (78) - Réhabilitation de la piscine intercommunale

Dispositif : Plan Piscines Régional (n° 00000085)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200103- Plan piscines

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	558 200,06 € HT	15,00 %	83 730,00 €
	Montant total de la subvention		83 730,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE DE COMMUNES COEUR D YVELINES MAIRIE
Adresse administrative : 1 PLACE AUX HERBES 78640 NEAUPHLE-LE-CHATEAU
Statut Juridique : Communauté de Communes
Représentant : Monsieur Hervé PLANCHENAULT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Réhabilitation de la piscine intercommunale

Dates prévisionnelles : 10 septembre 2018 - 28 février 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La CC Coeur d'Yvelines a souhaité démarrer les travaux au plutôt afin de mettre fin rapidement à l'inconfort de la qualité d'air et de la ventilation de la piscine, afin de garantir un bon fonctionnement de l'équipement pour ses utilisateurs.

Description :
La piscine intercommunale a été construite en 1970, et a connu 2 rénovations en 1993 et 2003 (accessibilité PMR, traitement de l'eau, réfection des bassins).
La réhabilitation objet de ce projet consiste en l'amélioration du confort et de l'accueil des usagers, de l'optimisation des consommations de fluides et de la sécurité.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation sans extension

Montant travaux HT : 558 200,06 €
Taux d'intervention : 15%

Montant subvention : 83 730 €

Localisation géographique :

- CC COEUR D'YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux pour production de chaleur air ventilation	344 321,30	61,68%
Travaux toiture	58 000,00	10,39%
Pose filtre bassin intérieur	6 081,25	1,09%
Travaux pour épaufrures	8 000,00	1,43%
Remplacement siphons	29 661,45	5,31%
Travaxu sur joints grand bassin	5 000,00	0,90%
Installation éclairage LEDS	36 218,90	6,49%
Travaux de sécurisation	20 838,20	3,73%
Travaux pour accès PMR	44 060,95	7,89%
Installation équipements pour PMR	6 018,01	1,08%
Total	558 200,06	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF	83 730,00	15,00%
Participation Département	118 991,00	21,32%
Autofinancement CCCY	355 479,06	63,68%
Total	558 200,06	100,00%

DOSSIER N° EX039997 - ARGENTEUIL (95) - Réhabilitation du terrain de Football Alain Mimoun

Dispositif : Terrains Synthétiques de grands Jeux (n° 00000647)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Terrains Synthétiques de grands Jeux	558 882,14 € HT	15,00 %	83 832,32 €
	Montant total de la subvention		83 832,32 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ARGENTEUIL
Adresse administrative : 12-14 BOULEVARD LEON FEIX
95100 ARGENTEUIL CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur GEORGES MOTHRON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : ARGENTEUIL (95) - Réhabilitation du terrain de football Alain Mimoun

Dates prévisionnelles : 18 juin 2018 - 1 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Moratoire sur les équipements sportifs.
Volonté de la commune d'effectuer les travaux durant la période estivale pour limiter la fermeture de l'équipement durant la saison sportive 2018/2019.

Description :
Ce nouveau terrain, qui se trouve en périphérie immédiate d'un Quartier Prioritaire de la Ville, permettra via les associations utilisatrices de proposer autour de la pratique sportive un projet de mixité sociale et générationnelle.

Il offre la possibilité de programmer des activités sportives autour du football par les différents services municipaux (jeunesse,centre de loisirs, maison de quartier) et participe à l'amélioration de la qualité de vie locale, en proposant une installation moderne et innovante en EPDM, (remplissage en matière organique, sans HAP).

La réhabilitation de ce terrain sera conforme aux normes de la Fédération Française de Football afin d'obtenir un classement 5 SYE (permettant le déroulement de compétions de ligue et district).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : Terrains synthétiques de grands jeux

Montant HT des travaux : 602 110.10€
Montant HT des travaux éligibles : 558 882.14 €
Taux d'intervention : 15%
Montant de la subvention : 83 832.32€

Localisation géographique :
- ARGENTEUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installation de chantier	11 768,30	1,95%
Travaux Préparatoires - Terrassements	149 439,78	24,82%
Réseau en attente Eclairage	15 378,01	2,55%
Terrain de football : drainage	32 026,76	5,32%
Terrain de football : pelouse en gazon synthétique avec procédé organique, autre que SBR	330 076,05	54,82%
Terrain de football : équipements	14 384,39	2,39%
Terrain de football : serrurerie et clôture	31 086,81	5,16%
Surface accompagnement	17 950,00	2,98%
Total	602 110,10	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	83 832,32	13,92%
Commune d'Argenteuil	518 277,78	86,08%
Total	602 110,10	100,00%

DOSSIER N° 19001232 - GARGES-LES-GONESSE (95) - Installation d'un gazon synthétique sur le terrain d'honneur au Stade Pierre de Coubertin

Dispositif : Terrains Synthétiques de grands Jeux (n° 00000647)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200104- Terrains synthétiques de grands jeux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Terrains Synthétiques de grands Jeux	800 000,00 € HT	15,00 %	120 000,00 €
		Montant total de la subvention	120 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GARGES-LES-GONESSE
Adresse administrative : 8 PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
95140 GARGES LES GONESSE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Maurice LEFEVRE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Installation d'un gazon synthétique sur le terrain d'honneur au Stade Pierre de Coubertin

Dates prévisionnelles : 1 août 2018 - 30 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Moratoire sur les terrains synthétiques

Description :
Le projet vise la transformation du terrain d'honneur en terrain synthétique pour la pratique du football et du rugby. Ce terrain est situé au coeur du quartier de la Muette, quartier en pleine transformation.

Actuellement, les deux terrains synthétiques et le terrain enherbé existant ne suffisent pas pour répondre aux besoins des différents utilisateurs de la commune. De plus, le terrain en stabilisé vétuste ne répond plus aux exigences de sécurité, de confort et de praticabilité des usagers.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : création ou transformation d'un terrain en synthétique

Montant HT du projet : 1 182 237 €
Montant HT des travaux éligibles : 1 134 506,28 €
Plafond HT des travaux : 800 000 €
Taux de subvention : 15%
Montant de subvention : 120 000 €

Localisation géographique :

- GARGES-LES-GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préparatoires	15 973,30	1,41%
Terrassements	145 943,48	12,86%
Assainissement et drainage	44 229,91	3,90%
Travaux sur terrain	559 846,79	49,35%
Installation équipements sportifs	34 112,80	3,01%
Remplacement clôture périphérique	56 400,00	4,97%
Aménagement bassin de rétention	200 000,00	17,63%
Travaux aire de saut en longueur	48 000,00	4,23%
Assistance technique	30 000,00	2,64%
Total	1 134 506,28	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DPV 2017	329 221,20	29,02%
Participation Département	236 447,40	20,84%
FFF et FFR	118 223,70	10,42%
Subvention Région IDF	120 000,00	10,58%
Fonds propres de la commune	330 613,98	29,14%
Total	1 134 506,28	100,00%

DOSSIER N° EX033652 - ORGERUS : Construction d'un tennis couvert.

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	691 500,00 € HT	10,00 %	69 150,00 €
		Montant total de la subvention	69 150,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ORGERUS
Adresse administrative : PLACE DES HALLES
78910 ORGERUS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur JEAN-MICHEL VERPLAETSE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction d'un tennis couvert.

Dates prévisionnelles : 1 août 2019 - 28 février 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet vise en la construction d'un bâtiment, conçu de manière à s'intègrer parfaitement dans son environnement, avec une valorisation environnementale pour une pratique responsable et économe.
Les objectifs du projet sont :
- Proposer aux licenciés et non licenciés une activité tennistique dans de bonnes conditions notamment en périodes de conditions climatiques défavorables
- Dynamiser l'économie locale et conserver l'attractivité de notre village
- Offrir la possibilité au Tennis Club d'Orgerus de retrouver son rayonnement et son niveau d'adhérents qui est en baisse constante
- Libérer des créneaux horaires du gymnase pour la pratique d'activités des autres associations
- Favoriser la pratique du tennis dans le cadre du sport scolaire de l'école élémentaire et du collège
Le terrain de tennis couvert sera construit à proximité des bâtiments scolaires (écoles et collège), à proximité du gymnase et de la salle polyvalente sur un terrain appartenant à la commune.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Ce projet s'inscrit dans la rubrique "Réhabilitation ou construction d'un équipement couvert".

Montant du projet : 720 000,00 € HT
Montant des travaux éligibles : 691 500 € (sont exclues les dépenses relatives aux aléas de chantier de 28 500 €)
Taux de subvention : 10%
Montant de subvention : 69 150,00 €

Localisation géographique :

- ORGERUS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préparatoires	7 655,00	1,06%
Terrassements généraux et abords	56 900,00	7,90%
Assainissement	30 290,00	4,21%
Eclairage et électricité	4 655,00	0,65%
Circulation, cheminement et espace vert	10 500,00	1,46%
Tennis	460 000,00	63,89%
Aléas chantier 5%	28 500,00	3,96%
Etudes MOE	121 500,00	16,88%
Total	720 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CD78	216 000,00	30,00%
CRIF	69 150,00	9,60%
Commune d'Orgerus	434 850,00	60,40%
Total	720 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX034873 - OSNY : RÉHABILITATION D'UN TERRAIN DE FOOTBALL DE PROXIMITÉ EN GAZON SYNTHÉTIQUE

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	57 054,48 € HT	15,00 %	8 558,17 €
		Montant total de la subvention	8 558,17 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'OSNY
Adresse administrative : RUE WILLIAM THORNLEY
95520 OSNY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Michel LEVESQUE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation d'un terrain de football de proximité en gazon synthétique.

Dates prévisionnelles : 4 juin 2018 - 22 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison du moratoire pris par la Région sur les terrains synthétiques en 2018, et des engagements pris par la commune d'Osny, les travaux ont dû être réalisés dutrant l'été 2018.

Description :
Le terrain de football de proximité de la Viosne a été créé en 2007.
Il s'adresse aux résidents de ce quartier prioritaire "politique de la ville" mais peut également accueillir des scolaires et des accueils de loisirs (périscolaires par exemple).
Ses dimensions sont 20m X 50m et sa superficie de jeu est de 1000m².
Aujourd'hui le tapis de jeu en gazon synthétique ne peut plus accueillir de rencontres compte tenu de sa dégradation. Après 10 ans d'utilisation le gazon ne répond plus à sa destination et comporte de nombreuses zones très dangereuses pour le jeu. Les zones de but notamment sont devenues impraticables.
Le projet de réhabilitation est donc de reconstruire à l'identique en gardant la même qualité de gazon synthétique mais également en interdisant l'accès aux véhicules motorisés à 2 roues grâce à la mise en place d'une clôture renforcée côté résidence de la Viosne.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Ce projet s'inscrit dans la rubrique "Réhabilitation ou construction d'un équipement extérieur"
Montant de l'opération : 67 253,48 € HT (dont 57 054,48 € HT éligibles)
Taux de subvention : 15%
Montant de subvention : 8 558,17 €

Ce montant correpsond à 12,73% du montant global de l'opération.

Localisation géographique :
- OSNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes géomètre	1 303,00	1,94%
Rénovation du terrain synthétique	57 700,00	85,79%
Mise en place d'une clôture de protection	8 250,48	12,27%
Total	67 253,48	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	8 558,17	12,73%
Commne d'Osny	58 695,31	87,27%
Total	67 253,48	100,00%

DOSSIER N° EX037159 - TORCY (77)- Réalisation d'un espace Fitness extérieur et Work Out en accès libre

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	51 124,00 € HT	50,00 %	25 562,00 €
	Montant total de la subvention		25 562,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE TORCY
Adresse administrative : PLACE DE L'APPEL DU 18 JUIN 1940
77200 TORCY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Guillaume LE LAY-FELZINE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : TORCY (77)- Réalisation d'un espace Fitness extérieur et Work Out en accès libre

Dates prévisionnelles : 5 novembre 2018 - 8 mars 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Travaux programmés pour une ouverture de l'équipement dès le printemps 2019

Description :
Les pratiquants, toutes catégories confondues, recherchent aujourd'hui une plus grande liberté, une plus grande autonomie dans leur façon de faire du sport. De ce constat, la ville souhaite créer un espace ludique et sportif de plein air, en accès libre afin de répondre au mieux aux nouvelles formes de pratiques sportives émergentes, tout en soutenant le développement des équipements de proximité.

Cet espace va répondre aux attentes de tous quelque soit l'âge et le niveau de pratique. Il va réduire les carences en équipements, et augmenter la capacité d'accueil des pratiquants multisports.
Cet équipement répondra à un besoin identifié de pratique sportive, de loisirs ou non compétitive sans oublier son utilisation par les scolaires (lycée, collèges) et le mouvement associatif local.

Pour atteindre ces objectifs, cet espace sportif se divisera en deux zones :

- une partie fitness composé de différents 5 modules à dominante cardio-training - surface 100m2
- un espace workout avec 5 appareils (renforcement musculaire complet) - surface 110m2

Ces deux espaces seront créés sur deux dalles béton distinctes, recouvertes d'un sol souple. Chaque

dalle sera reliée par un cheminement en grave ciment.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : construction d'équipements sportifs en accès libre

Montant HT des travaux éligibles : 51 124 €
Taux d'intervention : 50%
Montant de la subvention : 25 562 €

Localisation géographique :

- TORCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Espace work out : Dalle, bordurette et grave béton concassé	9 102,50	17,80%
Fourniture et pose sol souple espace workout	6 765,00	13,23%
Fourniture et pose 4 appareils sportifs	10 250,00	20,05%
Espace fitness : Dalle, bordurette, terre vegétale..	8 467,58	16,56%
Fourniture et pose sol souple espace fitness	6 765,00	13,23%
Fourniture et pose 6 appareils sportifs	7 712,00	15,08%
Frais gardiennage durant polymérisation pour deux espaces	2 061,92	4,03%
Total	51 124,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNDS	15 337,00	30,00%
Région Ile de France	25 562,00	50,00%
Ville de Torcy	10 225,00	20,00%
Total	51 124,00	100,00%

Commission permanente du 4 juillet 2018 – CP 2018-303
Commission permanente du 24 janvier 2019 - CP2019-022

DOSSIER N° EX038045 - BEAUMONT-SUR-OISE (95) - Création d'un skatepark sur la plaine de jeux

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	63 847,00 € HT	15,00 %	9 577,00 €
Equipements sportifs de proximité	63 847,00 € HT	35,00 %	22 346,50 €
	Montant total de la subvention		31 923,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BEAUMONT-SUR-OISE
Adresse administrative : 29 RUE DE PARIS
95260 BEAUMONT-SUR-OISE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Nathalie GROUX, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Création d'un skatepark sur la plaine de jeux

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2018 - 2 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune a souhaité commencer les travaux au plus tôt afin de pouvoir faire l'inauguration de l'équipement le 23 septembre, jour de la Fête nationale du sport.

Description :
Les pratiques de glisse urbaine sont devenues au fil des années des éléments incontournables de la vie sportive et culturelle des villes et villages.
Les skateparks ont été créés afin d'optimiser la pratique des sports de glisse urbains. Ce sont des lieux sécurisés et adaptés à la pratique, mais également des lieux d'échange et de proximité.
L'objectif de ce projet est de proposer aux Beaumontois un équipement de qualité, offrant un support performant à tous les styles de pratiques des glisses urbaines : rollerskate, skateboard,….
Ce projet se veut avant tout évolutif dans le temps. Le choix de l'emplacement est important. Il faut en effet qu'il soit facilement accessible pour les jeunes (transports publics, vélo, roller, etc.), mais aussi un peu isolé pour éviter les problèmes de voisinage.

Initié par le Conseil Municipal des Jeunes de 2016, ce projet répond à une forte demande et a été élaboré avec le concours des jeunes conseillers municipaux qui ont également choisi le lieu d'implantation du skatepark.
Après l'étude de différents lieux, les jeunes du CMJ estiment que la plaine de jeux reste l'endroit le plus

propice pour accueillir ce projet. Cette zone est un lieu convivial, et excentré du voisinage.
Située près du Lycée Evariste Galois et de la future piscine intercommunale, la plaine de jeux offre plusieurs terrains de sport. On y trouve un terrain de foot, des terrains de pétanque, un city stade ainsi qu'un parcours de santé.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Une première subvention de 9 577 € (soit 15% du montant HT des travaux) a été précédemment attribuée par délibération CP 2018-303 du 4 juillet 2018. Il est proposé d'accorder un complément d'aide pour porter la subvention à hauteur de 50%, en raison de la notion d'accès libre sur cet équipement. Ce complément représente un montant de 22 346,50 €.

Type d'opération : construction d'un équipement sportif en accès libre

Montant HT des travaux : 63 847 €
Taux subvention complémentaire: 35%
Montant subvention complémentaire : 22 346.50 €

Localisation géographique :
- BEAUMONT-SUR-OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préparatoires et terrassement	5 322,00	8,34%
Plateforme du skatepark	18 225,00	28,54%
Modules	31 945,00	50,03%
Travaux d'aménagements et sécurisation du site	8 355,00	13,09%
Total	63 847,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF	9 577,00	15,00%
Fonds propres de la commune	31 923,50	50,00%
Subvention Région IDf complémentaire	22 346,50	35,00%
Total	63 847,00	100,00%

DOSSIER N° EX038761 - BOURG LA REINE (92) - Création d'un terrain multisports en accès libre au complexe des Bas Coquarts

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	157 778,98 € HT	15,00 %	23 666,85 €
		Montant total de la subvention	23 666,85 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOURG LA REINE
Adresse administrative : 6 BOULEVARD CARNOT
92340 BOURG LA REINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Patrick DONATH, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : BOURG LA REINE (92)- Création d'un terrain multisports en accès libre au complexe des Bas Coquarts

Dates prévisionnelles : 15 août 2018 - 15 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Programmation des travaux avant la période hivernale pour une ouverture aux utilisateurs dès le printemps 2019

Description :
La ville souhaite aménager un espace afin de permettre aux réginaburgiens, ainsi qu'aux partenaires éducatifs, de bénéficier d'un terrain de proximité dédié à la pratique de l'Urban football et d'un autre réservé au Basket Ball.

Ces terrains seront composés de modules, de buts et de filets dont la résistance aux dégradations et à l'usure est éprouvée.

Afin de ne pas nuire à l'entourage, les modules devront avoir un système de réduction des bruits et des chocs. Des filets pare ballons intégraux viendront compléter le dispositif.

La construction d'un accès spécifique donnant sur la rue, ainsi que des grilles délimitant l'enceinte de l'espace dédié, vont permettre de rendre l'ensemble complètement indépendant du reste du complexe, permettant ainsi de fonctionner en autogestion.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou construction d'un équipement extérieur

Montant Ht des travaux : 173 870.20€
Montant HT des travaux éligibles : 157 778.98
Taux d'intervention : 15%
Montant de la subvention : 23 666.85 €

Localisation géographique :

- BOURG-LA-REINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fourniture et pose d'un terrain de football de proximité	39 996,00	23,00%
Fourniture et pose d'un terrain de basket-ball de proximité	28 137,20	16,18%
Fourniture et pose d'un filet par ballon de 5m	18 050,00	10,38%
Fourniture et pose de grillage sur l'ensemble du périphérique	24 680,00	14,19%
Reprise de l'enrobé et des ouvrages d'engouffrement des eaux fluviales pour le terrassement des aires de jeux	63 007,00	36,24%
Total	173 870,20	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNDS	29 600,00	17,02%
Région Ile de France	23 666,85	13,61%
Commune Bourg-la-Reine	120 603,35	69,36%
Total	173 870,20	100,00%

DOSSIER N° EX039430 - MONTESSON : Rénovation de plusieurs équipements sportifs (éclairage LED et toiture)

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	32 054,00 € HT	18,21 %	5 835,80 €
		Montant total de la subvention	5 835,80 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTESSON
Adresse administrative : PLACE ROLLAND GAUTHIER
78360 MONTESSON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-François BEL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation de plusieurs équipements sportifs :
- déploiement de l'éclairage LED sur la bulle de tennis n°11 du Parc des sports, au stand de tir et au gymnase Louis Pergaud
- réfection de la toiture du tand de tir

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2018 - 21 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La multiplicité des sites et opérations à mener a nécessité de démarrer l'opération durant l'été 2018 (notamment pour ce qui est de l'éclairage).

Description :
La Ville de Montesson s'étant engagée depuis plusieurs années dans le remplacement progressif des luminaires de ses différents équipements scolaires et sportifs, il a été décidé de passer en 2018 la bulle de tennis n°11 du Parc des Sports, du Stand de tir et gymnase Louis Pergaud en technologie leds.
De plus, L'association qui occupe le stand de tir ayant signalé une fuite en toiture au niveau du pas de tir à 10m, la Ville de Montesson a programmé une réfection du bac acier sur une surface d'environ 320m².

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Ce projet s'inscrit :
- dans la rubrique "Réfection ou création d'un éclairage pour un équipement sportif"

Montant des opérations concernées : 27 905,00 € HT (dont 26 304,00 € HT élibigles)
Taux de subvention : 20%
Montant de subvention : 5 260,80 €

- dans la rubrique "Réhabilitation ou construction d'un équipement couvert"
Montant de l'opération concernée : 5 750,00 € HT
Taux de subvention : 10%
Montant de subvention : 575,00 €

Le montant total de subvention, de 5 835,80 € correspond à 17,34% du montant total des opérations de 33 655 € HT.

Localisation géographique :

- MONTESSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Eclairage bulle tennis n°11 Parc des sports	8 300,00	24,66%
Eclairage stand de tir	16 000,00	47,54%
Eclairage gymnase Pergaud	3 605,00	10,71%
Réfection toiture stand de tir	5 750,00	17,09%
Total	33 655,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	5 835,80	17,34%
Commune de Monteson	27 819,20	82,66%
Total	33 655,00	100,00%

DOSSIER N° EX039582 - JOUY EN JOSAS : Création d'un terrain de football synthétique au Centre Sportif et Associatif du Val d'Enfer

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	373 653,00 € HT	15,47 %	57 815,55 €
		Montant total de la subvention	57 815,55 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE JOUY EN JOSAS
Adresse administrative : 19 AVENUE JEAN-JAURES
78350 JOUY EN JOSAS CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur JACQUES BELLIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un terrain de football synthétique au Centre Sportif et Associatif du Val d'Enfer

Dates prévisionnelles : 20 juillet 2018 - 31 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu du moratoire pris par la Région en 2018 et des engagements pris par la commune a réaliser ces travaux nécessaires, ceux-ci ont dû démarrer durant l'été 2018.

Description :
Ce projet vise à permettre la pratique du sport en extérieur pour les enfants des écoles de la ville et de la section multi-sport.
Le terrain actuel stabilisé en schiste n'est pas jouable en conditions hivernales.

Les caractéristiques principales de cet équipement sont :

- Sur le terrain stabilisé existant, après drainage complémentaire, apport d'une couche de grave naturelle traitée puis mise en œuvre d'un gazon synthétique sur sous-couche drainante. Le matériau de remplissage ne sera pas le SBR, ni un matériau naturel type liège ; il sera composé de granules thermoplastiques (EPDM ou autre).
- Sur les mâts d'éclairage existants, remplacement des appareils par des projecteurs à leds, permettant un meilleur éclairage, avec un coût énergétique et un coût d'entretien nettement moindres.
- Remplacement de l'armoire d'éclairage obsolète.
- Mise en place de buts et abris de touche neufs.
- Compléments de clôture, de filets pare-ballons.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Ce projet s'incrit dans les rubriques :
"Réhabilitation ou construction d'un équipement extérieur"
Montant du projet : 341 601,00 € HT (dont 338 301,00 € HT éligibles)
Taux de subvention : 15%
Montant de subvention : 50 745,15 €

"Réfection ou création d'un éclairage pour un équipement sportif"
Montant du projet : 35 352,00 € HT
Taux de subvention : 20%
Montant de subvention : 7 070,40 €

Le montant total de subvention de 57 815,55 € correspond à 15,47 % du montant total de travaux éligibles de 373 653,00 € HT.

Localisation géographique :
- JOUY-EN-JOSAS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix généraux	8 500,00	2,27%
Travaux préparatoires	65 565,00	17,55%
Drainage	13 421,00	3,59%
Revêtement de l'aire de jeu	201 800,00	54,01%
Equipements et serrurerie	39 015,00	10,44%
Eclairage	35 352,00	9,46%
Honoraires MOE	10 000,00	2,68%
Total	373 653,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CD78	250 000,00	66,91%
CRIF	57 815,55	15,47%
Commne de Jouy-en-Josas	65 837,45	17,62%
Total	373 653,00	100,00%

Commission permanente du 24 janvier 2019 -

DOSSIER N° EX039748 - ERMONT (95) - Construction de 2 padels-tennis sur le complexe sportif Raoul Dautry

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	93 715,00 € HT	15,00 %	14 057,25 €
		Montant total de la subvention	14 057,25 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ERMONT
Adresse administrative : 100 RUE LOUIS SAVOIE
95120 ERMONT CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Hugues PORTELLI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Construction de 2 padels-tennis sur le complexe sportif R. Dautry

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2018 - 5 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage des travaux a été programmé à l'automne pour éviter la période hivernale et risquer des interruptions de chantier; ainsi la commune a voulu s'assurer que l'équipement serait accessible par les utilisateurs dès le printemps, période propice aux activités sportives extérieures.

Description :
Construction de 2 padels-tennis sur le complexe Raoul Dautry destinés aux Ermontois adhérents de l'Association du Club de Tennis d'Ermont (ACTE) et donner également libre accès aux associations ainsi qu'aux différents lycées à savoir : F. Buisson, G. Eiffel, CFA Bâtiment et Van Gogh.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou construction d'un équipement extérieur

Montant HT des travaux : 108 640 €
Montant HT des travaux éligibles : 93 715 €
Taux d'intervention : 15%
Montant subvention : 14 057,25 €

Localisation géographique :

- ERMONT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Préparation du chantier	8 390,00	8,95%
Travaux gros oeuvre	29 990,00	32,00%
Travaux revêtement de sol	10 765,00	11,49%
Fourniture et pose structure Padels	30 000,00	32,01%
Travaux clôtures pare-balles	9 130,00	9,74%
Travaux clôture et portail	4 140,00	4,42%
Travaux cheminement PMR	1 300,00	1,39%
Total	93 715,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF	14 057,25	15,00%
Participation Département 95	20 000,00	21,34%
Fonds propres de la commune	59 657,75	63,66%
Total	93 715,00	100,00%

DOSSIER N° EX040916 - CHEPTAINVILLE (91) - Réfection des courts de Tennis

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	55 090,00 € HT	15,00 %	8 263,50 €
		Montant total de la subvention	8 263,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHEPTAINVILLE
Adresse administrative : RUE PONCEAU
91630 CHEPTAINVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Raymond BOUSSARDON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : CHEPTAINVILLE (91) - Réfection des courts de Tennis

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2018 - 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Au vu de l'ampleur et des délais des travaux, il est nécessaire de démarrer au plus tôt, afin de pouvoir les réaliser avant la période hivernale. S'il y a trop d'intempéries, alors les travaux seront reportés pour un début en mars/avril 2019

Description :
Rénovation de 2 courts de tennis par coulage de nouveaux revêtements de béton poreux, situés au complexe sportif du Charbonneau

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou construction d'un équipement extérieur

Montant HT des travaux : 56 390€
Montant HT des travaux éligibles : 55 090€
Taux d'intervention : 15%
Montant de la subvention : 8 263.50 €

Localisation géographique :

- CHEPTAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Préparation de chantier	450,00	0,80%
Réfection support en béton poreux (reprofilage et coulage)	6 000,00	10,64%
Nettoyage , décrassage de l'ensemble des surfaces	1 300,00	2,31%
Ragréage et fermeture des joints de dilatation	1 500,00	2,66%
Amélioration de la porosité	840,00	1,49%
Revêtement Top slide + tracés des lignes + granulat EPDM	45 360,00	80,44%
Traine de Balayage des courts	560,00	0,99%
Fin de chantier : évacuation et nettoyage chantier	380,00	0,67%
Total	56 390,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	8 263,50	14,65%
Commune de Cheptainville	48 126,50	85,35%
Total	56 390,00	100,00%

DOSSIER N° EX040990 - ISSOU (78) - Réfection de 2 courts de tennis extérieurs en terre artificielle

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	61 954,00 € HT	15,00 %	9 293,10 €
		Montant total de la subvention	9 293,10 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ISSOU
Adresse administrative : PL F FAMY
78440 ISSOU
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Martine CHEVALIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Réfection de 2 courts de tennis extérieurs en terre artificielle

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 1 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune d'Issou met à disposition de l'association Tennis Club d'Issou, un club house et 2 courts de tennis extérieurs. Cependant, ces derniers composés d'un revêtement en béton poreux souffrent d'une vétusté importante, notamment en période hivernal, où le temps de séchage dû aux précipotations rend les terrains impraticables.
Cette situation compliquent les entraînements ainsi que l'organisation des manifestations publiques type compétitions, dans des conditions optimales.

Le projet consiste à remplacer le revêtement existant en béton poreux par une terre artificielle certifiée selon les normes exigées par la Fédération Française de Tennis.

Les travaux à réaliser consistent en la démolition du béton poreux (hors dépenses éligibles), la fourniture et la pose d'un revêtement aiguilleté en fibre 100% polypropylène structuré, ainsi que le traçage des lignes de jeux.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou constrcution d'équipement extérieur

Montant travaux HT : 62 654 €
Montant travaux éligibles HT : 61 954 € (sont exclues les dépenses relatives à la démolition du béton poreux)
Taux d'intervention : 15%
Montant subvention : 9 293,10 €

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préparatoires	3 300,00	5,33%
Mise en conformité du support	7 700,00	12,43%
Installation revêtement terre artificielle	45 360,00	73,22%
Fourniture et pose accessoires	1 404,00	2,27%
Travaux système arrosage manuel	3 840,00	6,20%
Frais de mise en chantier	350,00	0,56%
Total	61 954,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF	9 293,10	15,00%
Participation FFT	12 530,80	20,23%
Fonds propres de la commune	40 130,10	64,77%
Total	61 954,00	100,00%

DOSSIER N° EX041208 - MERIEL (95) - Réhabilitation de l'éclairage du gymnase André Leducq

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	54 803,13 € HT	20,00 %	10 960,63 €
		Montant total de la subvention	10 960,63 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MERIEL MAIRIE
Adresse administrative : 62 GRANDE RUE
95630 MERIEL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Louis DELANNOY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : MERIEL (95) - Réhabilitation de l'éclairage du gymnase André Leducq

Dates prévisionnelles : 22 octobre 2018 - 5 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Au regard des utilisations faites par les scolaires et les associations sportives, la ville de Meriel a prévu de réaliser les travaux au cours des vacances scolaires de la Toussaint 2018.

Description :
La ville de Mériel souhaite procéder au remplacement des luminaires existants, qui ne sont pas optimum dans la salle multisports du gymnase André Leducq.
La solution envisagée est la mise en place des luminaires LEDS de dernière génération pour garantir les 800 lux pour l'homologation de la Fédération Française de Handball (classe II : salle de niveau fédéral et jeunes nationaux).
Pour une question d'économie et de respect de l'environnement, un tableau de commande permettra de varier l'intensité de la luminosité et donc de la puissance (mode entrainement /mode compétition).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : Réfection d'un éclairage pour un équipement sportif

Montant HT des travaux : 57 544.90€
Montant HT des travaux éligibles : 54 803.13€
Taux d'intervention : 20%
Montant de la subvention : 10 960.62 €

Localisation géographique :

- MERIEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fourniture et pose de projecteur LED	39 311,60	68,31%
Fourniture et pose de la câblerie et des tubes IRL	3 068,40	5,33%
Fourniture et pose tableau de commande et boite de dérivation	444,98	0,77%
Location échaffaudage pour la mise en place des éclairages	2 262,28	3,93%
Fourniture et pose d'un chemin de câble pour distribution des câbles et fixation des luminaires	6 058,80	10,53%
Modification armoire , système d'allumage, module programmable...schéma d'armoire et mise en service et essais	3 657,07	6,36%
Dépose de l'éclairage existant	2 741,77	4,76%
Total	57 544,90	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	10 960,63	19,05%
Commune de Mériel	46 584,27	80,95%
Total	57 544,90	100,00%

Commission permanente du 24 janvier 2019 -

DOSSIER N° EX041283 - LOGNES (77) - Rénovation du sol sportif du terrain de basket au gymnase de la liberté

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	126 047,86 € HT	20,00 %	25 209,57 €
		Montant total de la subvention	25 209,57 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LOGNES
Adresse administrative : 11 ESPLANADE DES DROITS DE L'HOMME
77185 LOGNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur André YUSTE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Rénovation du sol sportif du terrain de basket au gymnase de la liberté

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2018 - 1 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune a programmé les travaux durant les congés d'été afin de rendre accessible l'équipement nouvellement rénové pour la rentrée sportive de septembre.

Description :
Dans le cadre de son programme de modernisation de ses équipements sportifs, la ville de Lognes va doter le gymnase de la Liberté d'un parquet de basket permettant à la fois de soutenir le Club du Marne La Vallée Basket (le plus grand club de basket de Seine et Marne avec 500 licenciés) qui joue au niveau national, et également les pratiques multisports scolaires (lycée, collèges, et écoles).

La dimension des travaux va permettre l'homologation du parquet pour accueillir des manifestations nationales de basket.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : pose de sols sportifs

Montant HT travaux : 126 047,86 €
Taux d'intervention : 20%
Montant subvention : 25 209,57 €

Localisation géographique :

- LOGNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Traitement des fissures au sol	620,56	0,49%
Fourniture et pose parquet massif	91 916,36	72,92%
Fourniture et pose de trappons	1 198,68	0,95%
Fourniture et pose de plinthes ventilées	2 585,41	2,05%
Traçages terrains	3 952,16	3,14%
Fournitures et pose finitions, plaques	264,41	0,21%
Règlage des panneaux de basket	479,47	0,38%
Traçages spécifiques et logo	2 564,45	2,03%
Fourniture tapis protection parquet	22 466,36	17,82%
Total	126 047,86	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF	25 209,57	20,00%
Participation Club ASVEL Lyon Villeurbanne	6 000,00	4,76%
Participation entreprises locales	2 000,00	1,59%
Fonds propres de la commune	92 838,29	73,65%
Total	126 047,86	100,00%

DOSSIER N° EX041739 - ROISSY EN BRIE (77) - Réfection du Skatepark

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	227 970,00 € HT	15,00 %	34 195,50 €
		Montant total de la subvention	34 195,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE ROISSY EN BRIE
Adresse administrative : 9 RUE PASTEUR
77680 ROISSY EN BRIE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur François BOUCHART, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : ROISSY EN BRIE (77) - Réfection du Skatepark

Dates prévisionnelles : 2 octobre 2018 - 31 janvier 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Au regard de la nature et des délais des travaux, la ville de Roissy en Brie a programmé les travaux avant la période hivernale pour une ouverture potentielle de cet équipement dès le printemps 2019.

Description :
L'ensemble des modules, en béton, de l'aire de glisse seront implantés sur une plateforme bétonnée de dimensions « hors tout » de 37,50m x 37,50m.
Cette plateforme sera réalisée en lieu et place de celle déjà existante et le fond de forme pourra être réutilisé.
La dimension de la plateforme existante est de 36.2 m x 36 m.

Descriptif des modules :
Rail plat de section rectangulaire :
Rail en toit ou Rainbow
Handrail ente.
Rail plat
Manual pad:
Ledge à plat.
Ledge en pente
Ledge en pente le long d'un eurogag
Ledge en pente équipé de copings

Ledge en toit
Quarter de 1m50 à 1m60 de haut
Quarter de 1m75 à 1m90 de haut
Quarter de 2m30 à 2m50 de haut
Une mini rampe
Une table de saut

Ce projet a fait l'objet d'une concertation avec les jeunes pratiquant des disciplines proposées pour l'élaboration du cahier des charges.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou construction d'un équipement extérieur

Montant HT travaux : 248 370€
Montant HT des travaux éligibles : 227 970 € (sont exclues les dépenses relatives à la démolition 18 000 € et contrats d'entretien et de maintenance 2 400 €)
Taux d'intervention : 15%
Montant de la subvention : 34 195.50 €

Localisation géographique :
- ROISSY-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préparatoires	12 000,00	4,83%
Démolitions -Terrassements	48 090,00	19,36%
Réseau Eaux Pluviales	4 560,00	1,84%
Ouvrages Béton	4 560,00	1,84%
Fourniture et Installation	171 260,00	68,95%
Reprise des abords	2 000,00	0,81%
Panneau information : fourniture et pose	2 000,00	0,81%
Essais règlementaires des équipements	1 500,00	0,60%
Entretien et contrat de maintenance	2 400,00	0,97%
Total	248 370,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNDS	37 500,00	15,10%
Région Ile de France	34 195,50	13,77%
Commune Roissy en Brie	176 674,50	71,13%
Total	248 370,00	100,00%

Commission permanente du 24 janvier 2019 -

DOSSIER N° EX041749 - SAINT GERMAIN EN LAYE (78) - Création de deux terrains de padel-tennis au stade Georges Lefèvre

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	95 975,00 € HT	15,00 %	14 396,25 €
		Montant total de la subvention	14 396,25 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT GERMAIN EN LAYE
Adresse administrative : 16 RUE DE PONTOISE
78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Arnaud PERICARD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Création de deux terrains de padel-tennis au stade Georges Lefèvre

Dates prévisionnelles : 3 septembre 2018 - 31 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune a programmé un démarrage des travaux en septembre 2019, pour une durée de 6 semaines environ, afin que le chantier ne soit pas impacté par les intempéries hivernales (pluie, gel...) et que le club de tennis puisse démarrer l'activité padel le plus tôt possible sur la saison sportive 2018/2019.

Description :
Suite à une demande forte des habitants et du milieu scolaire, la ville a décidé de mettre à disposition un nouvel équipement.
Le projet concerne la transformation d'un court de tennis en terre battue pour accueillir deux padels et une aire de détente aménagée sur la surface restante.

Les travaux pour les deux terrains de padel consistent en :

- Implantation des terrains,
- Terrassement,
- Réalisation d'une dalle en béton,
- Fourniture et pose d'un gazon synthétique,
- Fourniture et pose de deux structures de terrain de padel complètes, parois en verre trempé, poteaux de structure, grillages, portes (accès handicapés), mâts d'éclairage et projecteurs poteaux, filets...,
- Réalisation des tracés des courts.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou construction d'un équipement extérieur

Montant travaux HT : 95 975 €
Taux d'intervention : 15%
Montant subvention : 14 396,25 €

Localisation géographique :
- SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Pose et fourniture structures (cadres, gazon, LED, panneaux verres, filets, portes, sécurisation...)	93 750,00	97,68%
Maîtrise d'oeuvre	2 225,00	2,32%
Total	95 975,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF	14 396,25	15,00%
Fonds propres de la commune	81 578,75	85,00%
Total	95 975,00	100,00%

DOSSIER N° EX041780 - FONTENAY-AUX-ROSES (92) - Réhabilitation et extension du gymnase du Parc

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	2 000 000,00 € HT	10,00 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FONTENAY-AUX-ROSES
Adresse administrative : 75 RUE BOUCICAUT
92260 FONTENAY-AUX-ROSES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Laurent VASTEL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : FONTENAY-AUX-ROSES (92) - Réhabilitation et extension du gymnase du Parc

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 1 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune de Fontenay aux Roses a sollicité la Région pour un démarrage anticipé des travaux car ils sont absolument nécessaires dans ce délai. Les résultats du diagnostic structure, qui a été engagé dans le cadre de ce projet, ont montré la dangerosité de la charpente de cet équipement. D'autre part, ces travaux bénéficient d'une subvention au titre du contrat départemental 2016-2018, qui oblige la commune à notifier les entreprises de travaux avant la fin du mois de décembre 2018.

Description :
Le projet consiste en la réhabilitation et l'extension du gymnase du Parc, gymnase construit en 1969.

Le bâtiment existant est réalisé avec une série de portiques en bois lamellé collé formant la salle mutisports, avec la zone de vestiaires, gradins et accueil du public en maçonnerie. L'état de ce bâtement est vétuste et nécessite de réaliser d'importants travaux, afin de répondre à une pratique exigeante et en même temps à une demande forte des usagers.

Le projet se décompose en trois volets principaux:
1er volet : création d'une extension à l'angle sud-ouest pour créer un nouvel accueil centralisant tous les flux et mettant en valeur l'équipement.
2ème volet : restructuration complète des vestiaires existants et création d'une extension
- création d'une zone "sportifs" (vestiaires, douches joueurs, arbitres, sanitaires)

- création d'une sone de "service" (vestiaires, sanitaires , ateliers..)
-création d'une zone "association" (bureaux, salle de réunion club house, salle de musculation)
- création d'annexes techniques et logistiques
3e volet : extension en longueur d'environ 3m pour agrandir la salle multisports pour un niveau interrégional (volley-ball jusqu'à nationale 2).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou construction d'un équipement couvert

Montant Ht des travaux : 4.539.659,10€
Montant HT des travaux éligibles : 4.319.837.91€
plafond HT des travaux : 2.000.000€
Taux d'intervention : 10%
Montant de la subvention : 200.000€

Localisation géographique :
- FONTENAY-AUX-ROSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Désamiantage	126 000,00	2,78%
Démolition, terrassement, gros Oeuvre, Charpente et structure bois - VRD	1 805 000,00	39,76%
Couverture aluminium - Bardage Aluminium - Etancheité - Zinguerie	585 000,00	12,89%
Menuiseries extérieures mixtes bois/alu	418 000,00	9,21%
Menuiseries intérieures bois	165 000,00	3,63%
Plomberie - Sanitaire - Chauffage	344 000,00	7,58%
Electricité - Courants Forts et fiables	200 000,00	4,41%
Cloisons - Doublages - Plafonds suspendus	78 000,00	1,72%
Carrelage - Faience - Sols souples- Peinture	246 000,00	5,42%
Revetement sol sportif adapté à la pratique du roller	132 000,00	2,91%
Equipements sportifs	27 000,00	0,59%
Ascenseur	24 000,00	0,53%
MOe - Mission de base + Diag	339 999,10	7,49%
MOe - POC	49 660,00	1,09%
Total	4 539 659,10	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil départemental 92	1 961 000,00	43,20%
Conseil régional Ile de France	200 000,00	4,41%
Commune Fontenay-aux-Roses	2 378 659,10	52,40%
Total	4 539 659,10	100,00%

Commission permanente du 24 janvier 2019 -

DOSSIER N° EX041872 - ROISSY EN BRIE (77) - Remplacement d'une bulle de tennis par un bâtiment métallo-textile au tennis club

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	286 113,00 € HT	10,93 %	31 276,30 €
		Montant total de la subvention	31 276,30 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE ROISSY EN BRIE
Adresse administrative : 9 RUE PASTEUR
77680 ROISSY EN BRIE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur François BOUCHART, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Remplacement d'une bulle de tennis par un bâtiment métallo-textile au tennis club

Dates prévisionnelles : 5 décembre 2018 - 15 février 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin de pouvoir mettre à disposition l'équipement rénové au printemps, la commune a souhaité démarrer les travaux dès l'hiver.

Description :
Actuellement le tennis club de Roissy en Brie dispose de deux courts couverts par une bulle gonflable qui est vieillissante; la commune souhaite la remplacer par un bâtiment métallo-textile qui devra satisfaire aux recommandations de la F.F.T.
Ce bâtiment pourra être agrandi sur sa longueur dans un second temps.

Les travaux consisteront notamment en :
- La construction de massif en béton ou pieux vissé type technopieux,
- L'extension du tour de la dalle si nécessaire
- La fourniture et la pose d'une structure métallique,
- La fourniture et la pose d'une couverture textile,
- La fourniture et la pose d'une double membrane en toiture pour l'isolation,
- La fourniture et la pose d'un bardage périphérique en acier sandwich isolé,
- La fourniture et pose de portes,
- La fourniture et la pose de protection mousse contre les chocs sur une hauteur de 2 mètre sur les poteaux de la structure,
- La fourniture et la pose d'un éclairage pour satisfaire aux recommandations de la F.F.T,

- La fourniture et la pose d'un filet de séparation des courts,
- La mise en place d'un système de récupération des eaux pluviales et leur rejet dans le réseau existant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou construction d'un équipement couvert

Montant travaux HT structure couverte : 259 463 €
Taux d'intervention : 10%
Montant subvention : 25 946,30 €

Montant travaux HT éclairage : 26 650 €
Taux d'intervention : 20%
Montant subvention : 5 330 €

Le cumul des deux taux d'intervention représente une aide de la Région de 31 276,30 €, soit 10,93 % du montant global du projet.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Maîtrise d'oeuvre	9 500,00	3,32%
Travaux préparatoires	2 550,00	0,89%
Travaux de fondations	15 600,00	5,45%
Fourniture et pose de la structure	135 428,00	47,33%
Fourniture et pose membrane	27 625,00	9,66%
Fourniture et pose double membrane	20 282,00	7,09%
Fourniture et pose de bardage	35 946,00	12,56%
Fourniture et pose de porte coulissante	5 860,00	2,05%
Eclairage du bâtiment	26 650,00	9,31%
Fourniture et pose filet de séparation des courts	1 100,00	0,38%
Fourniture et pose de protections mousse	5 572,00	1,95%
Total	286 113,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF	31 276,30	10,93%
Fonds propres de la commune	254 836,70	89,07%
Total	286 113,00	100,00%

Commission permanente du 24 janvier 2019 -

DOSSIER N° EX042176 - COM D'AGGLO DE ST QUENTIN EN YVELINES (78) - Réalisation d'un pôle glisse dans le quartier de la remise à Voisins Le Bretonneux (piste BMX, espace trial, skate park, espace pumptrack et vestiaires)

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	1 241 323,48 € HT	13,69 %	169 994,86 €
	Montant total de la subvention		169 994,86 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAINT QUENTIN EN YVELINES
Adresse administrative : 1 RUE EUGENE HENAFF
78190 TRAPPES
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Michel LAUGIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Réalisation d'un pôle glisse dans le quartier de la remise à Voisins Le Bretonneux (piste BMX, espace trial, skate park, espace pumptrack et vestiaires)

Dates prévisionnelles : 3 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La réalisation du Pôle Glisse fait partie du projet global d'aménagement de la ZAC de la Remise; l'assiette du terrain sur lequel est situé le Pôle Glisse doit être démoli pour libérer le démarrage des travaux.

Description :
Le futur pôle glisse de la future ZAC comportent 4 éléments sportifs:

Une aire de pratique BMX homologable au niveau 1 (national)
Un aménagement d'un espace de Trial
Une piste de Skate parc destinée à un public large
Un espace libre de Pumptrack

Aménagements internes : Vestiaires

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération :

Réhabilitation ou construction d'un équipement extérieur (4 équipements de glisse)
Montant HT des travaux : 991 578,68 €
Plafond HT des travaux éligibles : 800 000 €
Taux d'intervention : 15%
Montant de la subvention : 120 000 €

Réfection, réhabilitation ou construction de vestiaires
Montant HT des travaux : 249 974,32 €
Taux d'intervention : 20%
Montant de la subvention : 49 994,86 €

Le taux d'intervention moyen calculé sur le montant global du projet est de 13,69%.

Localisation géographique :
- CA SAINT QUENTIN EN YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et MOE du skatepark	130 937,30	10,55%
Travaux et MOE espace de Trial	145 928,14	11,76%
Travaux et MOE piste de BMX	676 713,94	54,52%
Travaux et MOE pumptrack	37 769,78	3,04%
Travaux et MOE vestiaires	249 974,32	20,14%
Total	1 241 323,48	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	169 994,86	13,69%
Fonds propres Communauté d'Agglomération	1 071 328,62	86,31%
Total	1 241 323,48	100,00%

DOSSIER N° EX042478 - MELUN (77) -Installation d'un parcours sportif de plein air

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	30 178,13 € HT	50,00 %	15 089,07 €
		Montant total de la subvention	15 089,07 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MELUN
Adresse administrative : 14 RUE PAUL DOUMER
77000 MELUN CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur LOUIS VOGEL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : MELUN (77) -Installation d'un parcours sportif de plein air

Dates prévisionnelles : 15 octobre 2018 - 15 janvier 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Réaliser les travaux avant la période hivernale.

Description :

Le projet porte sur un aménagement sportif dans le parc Faucigny-Lucinge. Le parc bénéficie d'une végétation dense avec un sous bois naturel, il a été décidé d'introduire des chèvres dans le cadre d'un Eco -pâturage.

Jusqu'à aujourd' hui le parc n'a pas subi de transformation importante et ce projet consiste en la création de modules pour la pratique d'exercices de gymnastiques installées le long d'un circuit pour en faire un parcours sportif dans un cadre privilégié .

Le projet consiste à :
-réaliser des surfaces amortissantes en sols souples ou mignonettes pour les modules de plus grandes hauteurs

- fournir et mettre en place des modules qui constituent les ateliers de gymnastiques sur sept pôles d'activité.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : construction d'équipements sportifs en accès libre

Montant HT des travaux éligibles : 30 178.13€
Taux d'intervention : 50%
Montant de la subvention : 15 089.07 €

Localisation géographique :

- MELUN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installation chantier, signalisation	1 700,00	5,63%
Fourniture et pose d'agrés en bois pour parcours sportif	19 914,13	65,99%
Réalisation de surfaces d'impacts comprenant le terrassement	7 164,00	23,74%
Réalisation des tests de résistances sur les équipements et fourniture de rapport	1 200,00	3,98%
Réalisation du Dossier des Ouvrages éxécutés	200,00	0,66%
Total	30 178,13	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	15 089,07	50,00%
Commune de Melun	15 089,06	50,00%
Total	30 178,13	100,00%

Commission permanente du 24 janvier 2019 -

DOSSIER N° EX042650 - VILLETANEUSE (93) - Réfection des luminaires des mâts avec passage en LED pour le terrain d'honneur du stade municipal Dian

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	59 108,85 € HT	15,00 %	8 866,33 €
		Montant total de la subvention	8 866,33 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLETANEUSE
Adresse administrative : 1 PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
93430 VILLETANEUSE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Carinne JUSTE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Réfection des luminaires des mâts avec passage en LED pour le terrain d'honneur du stade municipal Dian

Dates prévisionnelles : 28 novembre 2018 - 21 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Au vu de l'état général des luminaires des mâts rendant inutilisable le terrain depuis plusieurs mois, la ville a dû programmer les travaux rapidement pour rendre l'équipement accessible au utilisateurs et associations sportives locales.

Description :
Les luminaires des mâts sont usagés : les projecteurs sont hors d'usage à hauteur de 50%. Cette situation est particulièrement gênante pour les clubs sportifs notamment la section football.
En outre cet équipement est ouvert jusqu'à 22h30 tous les jours de la semaine aux villetaneusiens et aux étudiants de l'Université Paris XIII, ce qui rend nécessaire le remplacement des projecteurs.
Le remplacement des projecteurs en LED permettrait une diminution des coûts de fonctionnement au niveau de l'électricité et aussi un allongement de la durée de vie de l'éclairage.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réfection ou création d'un éclairage pour un équipement sportif

Montant HT des travaux : 59 108,85 €
Taux d'intervention appliqué : 15%
Montant de la subvention : 8 866,32 €

Localisation géographique :

- VILLETANEUSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fourniture et pose projecteur LED - câble	2 424,00	4,10%
Fourniture projecteur	49 000,00	82,90%
Règlage installation	1 531,25	2,59%
Pose luminaires	6 153,60	10,41%
Total	59 108,85	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF	8 866,33	15,00%
Fonds propres de la commune	50 242,52	85,00%
Total	59 108,85	100,00%

Commission permanente du 24 janvier 2019 -

DOSSIER N° EX043276 - BRUNOY (91) - Réhabilitation du skatepark en accès libre

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	110 750,00 € HT	40,99 %	45 400,00 €
		Montant total de la subvention	45 400,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BRUNOY
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
91805 BRUNOY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bruno GALLIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 mars 2019 - 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Au regard des besoins recensés par le département Jeunesse, de la contrainte de la surface à disposition de 598 m² et d'assurer l'attractivité de l'équipement, le skatepark sera réalisé en ouvrage Béton ; des modules phares sont prévus :

- une pyramide composée de minimum 2 plans inclinés,
- un ledge, un petit muret sur lequel il est possible de slider (glisser en équilibre sur un espace étroit),
- une table de saut à laquelle peut être accolés les deux éléments précédemment cités,
- un quarter (lanceur), qui permet de prendre de l'élan et ou de la vitesse,
- un petit bowl muni d'un coping : cuvette avec une barre carrée ou ronde intégrée dans l'arrête du module,
- une vague, module ludique et adapté aux débutants.

La réussite du projet passe également par une implantation réfléchie des modules, permettant d'optimiser au maximum l'intégration dans le site de manière harmonieuse au regard du contexte environnemental et paysagé.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : équipements sportifs en accès libre

Montant HT des travaux 114 750 €
Montant HT des travaux éligibles : 110 750 €
Taux d'intervention appliqué : 40,99 %
Subvention attribuée : 45 400 €

Localisation géographique :

- BRUNOY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	22 400,00	20,23%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	82 750,00	74,72%
Etudes et maîtrise d'œuvre	5 000,00	4,51%
Autres dépenses (préciser)	600,00	0,54%
Total	110 750,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	22 150,00	20,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	45 400,00	40,99%
Subvention Département (sollicitée)	21 600,00	19,50%
CNDS	21 600,00	19,50%
Total	110 750,00	100,00%

DOSSIER N° EX043453 - MONTEREAU FAULT YONNE (77) - Création d'un citystade en accès libre dans le secteur Curie, quartier de Surville

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	89 712,38 € HT	17,58 %	15 769,91 €
		Montant total de la subvention	15 769,91 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTEREAU FAULT YONNE
Adresse administrative : 54 RUE JEAN JAUR S
77130 MONTEREAU-FAULT-YONNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur James CHERON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 14 janvier 2019 - 8 avril 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune a programmé les travaux en hierv afin de pouvoir mettre à disposition l'équipement dès le printemps 2019.

Description :
Le projet souhaite répondre à des problématiques identifiées de la jeunesse et de la pratique sportive dans le quartier.
La municipalité a profité d'une parcelle de foncier municipal libre dont l'avantage est d'être au cœur du quartier dans une zone ou il n'y a pas d'équipement sportifs en proximité immédiate. La population de se secteur est majoritairement composée de familles jeunes avec plusieurs enfants et dans un habitat mixte, collectif ou semi résidentiel.

La commune a souhaité réunir plusieurs critères qualitatifs potentiellement facteur de succès :
- acceptation par l'environnement immédiat de la structure
- qualité de la structure (adaptée à la pratique en milieu urbain résidentiel) et du suivi technique de celle-ci
- sécurisation du City Stade (vidéo-surveillance et passages réguliers de la Police Municipale de jour et de nuit 7/7)
- faire vivre cette structure pour le Quartier : organisation d'animations et d'initiations pour tous avec la mobilisation du service municipal de la Jeunesse, du Centre Social Municipal et du milieu associatif sportif pour la mise en place de temps d'initiation et d'animation à destination des habitants.

La réalisation matérielle de ce projet se décline en deux phases opérationnelles séquentielles :
- création d'une plate forme en enrobé,
- pose d'un équipement multisports.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : construction d'un équipement sportif en accès libre

Montant HT des travaux : 89 712,38 €
Montant HT des travaux éligibles : 89 712,38 €
Taux d'intervention : 50%
Taux d'intervention appliqué : 17,58 %
Montant subvention : 15 769,91 €

Localisation géographique :

- MONTEREAU-FAULT-YONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux pour plateforme en enrobé	49 912,38	55,64%
Pose et fourniture de la structure ossature acier et barreaudage	39 800,00	44,36%
Total	89 712,38	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	17 942,47	20,00%
Subvention Région Ile-de-France	15 769,91	17,58%
Subvention Etat (sollicitée) - CGET	56 000,00	62,42%
Total	89 712,38	100,00%

Annexe n°2 - Avenant n°1 la convention EX038045 - Beaumont sur Oise

AVENANT N°1 À LA CONVENTION N° EX038045 ENTRE LA RÉGION

ILE-DE-FRANCE ET LA COMMUNE DE BEAUMONT-SUR-OISE

Entre

La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2019-22 du 24 janvier 2019
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Et

La Commune de Beaumont-sur-Oise, Hôtel de Ville, 29 rue de Paris, 95 260 BEAUMONT SUR OISE, représentée par Madame Nathalie GROUX, Maire
ci-après dénommé « le bénéficiaire »,

d'autre part,

EN PREAMBULE, IL EST EXPOSE QUE :

Par délibération n° CP 2018-303 du 4 juillet 2018, la Commission Permanente a voté l'attribution d'une subvention au profit de la commune de Beaumont-sur-Oise en vue de la création d'un Skate Park sur la plaine de jeux.

Conformément à la délibération n° CP 2018-303 du 4 juillet 2018, modifiée par délibération n° CR 2018-038 du 20 et 21 septembre 2018, relative aux nouvelles ambitions pour le sport en Ile-de-France et notamment sur les équipements sportifs structurants, le taux appliqué pour la création du Skate Park a été de 15% en tant qu'équipement extérieur. Or cet équipement est en accès libre, le taux est porté à 50%.

Article 1: OBJET

Le premier alinéa de l'article 2.2 **– OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU D'ALTERNANT(S)** est remplacé par : « Le bénéficiaire s'engage à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois. »

Le deuxième alinéa de l'article 3 – **ENGAGEMENTS DE LA REGION** est remplacé par les dispositions suivantes :
« Conformément aux délibérations n° CP 2018-303 du 17 juillet 2018 et n° CP 2019-22 du 24 janvier 2019, la Région attribue à ce projet une subvention d'un montant maximal de 31.923,50 €, représentant 50 % du coût total HT des travaux plafonné à 63.847,00€ HT. »

Les dispositions de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Article 2 : DATE D'EFFET

Le présent avenant entre en vigueur à compter de sa signature par l'ensemble des parties.

Article 3 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention n° dossier d'aide EX038045, l'avenant n°1 à la convention, et la fiche projet n°EX038045 telle qu'adoptée par délibération n° CP 2019-22 du 24 janvier 2019.

Fait à Saint-Ouen, en 2 exemplaires originaux,

Le

Pour le bénéficiaire **Le Maire** **de Beaumont-sur-Oise**	**Pour la Présidente du Conseil** **Régional Ile-de-France**
Nathalie GROUX	**Valérie PECRESSE**

Annexe n°3 - Retrait et désaffectation - projet Commune de Garges les Gonesse

DOSSIER N° EX027463 - GARGES-LES-GONESSE : Aménagement de vestiaires au Stade Pierre de Coubertin

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	300 000,00 € HT	20,00 %	60 000,00 €
		Montant total de la subvention	-60 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GARGES-LES-GONESSE
Adresse administrative : 8 PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
95140 GARGES LES GONESSE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Maurice LEFEVRE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aménagement de vestiaires au Stade Pierre de Coubertin

Dates prévisionnelles : 4 juin 2018 - 28 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les travaux concernant le terrain synthétique devaient démarrer dès l'été, et ceux concernant les vestiaires (objet du présent dossier) s'effectuer après.

Description :
Le projet vise la transformation du terrain d'honneur en terrain synthétique et le remplacement des vestiaires existants par la construction de vestiaires répondant aux normes de sécurité (accréditation de catégorie D par la FFR et par la FFF).

La partie liée au terrain synthétique n'est pas prise en compte dans l'instruction de ce dossier et le calcul de la subvention.

Il comprend :
- Démolition de l'existant,
- Réaménagement des pièces,
- Reprise des sols,
- Création d'un faux-plafond,
- Vérification et modification de l'électricité,
- Refonte complète de l'éclairage,
- Reprise des surfaces murales,
- Remplacement du mobilier pour répondre aux demandes des fédérations,

- Remplacement du système de chauffage,
- Révision plomberie,
- Remplacement des appareils sanitaire,
- Menuiseries intérieures et extérieurs.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Ce projet s'inscrit dans la rubrique "Réfection, réhabilitation ou construction de vestiaires".
Montant du projet : 1 446 933,57 € HT
Montant des travaux retenu : 312 500,00 € HT (montant plafond des dépenses éligibles : 300 000,00 € HT)
Taux de subvention : 20%
Montant de subvention : 60 000,00 €

Cette subvention correspond à 4,15 % du montant total du projet.

Localisation géographique :
- GARGES-LES-GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux aménagement vestiaires Cat 4 FFF	312 427,29	21,59%
TS assistance technique	30 000,00	2,07%
TS travaux préparatoires	15 973,30	1,10%
TS terrassement	145 943,48	10,09%
TS assainissment drainage	44 229,91	3,06%
TS terrain	559 846,79	38,69%
TS équipement sportif	34 112,80	2,36%
TS clôture, bassin rétention	256 400,00	17,72%
TS déplacement aire saut en longueur	48 000,00	3,32%
Total	1 446 933,57	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	60 000,00	4,15%
DPV 2017	329 221,20	22,75%
Participation Département	236 447,40	16,34%
FFF,FFR	118 223,70	8,17%
Commune de Garges les Gonesse	703 041,27	48,59%
Total	1 446 933,57	100,00%

Annexe n°4 - RI modifié - Dispositif Equipements sportifs de proximité

Délibération cadre CR 204-16 du 14 décembre 2016

LES EQUIPEMENTS SPORTIFS DE PROXIMITE

Objectifs du dispositif

Décide la création du dispositif-cadre de soutien au développement d'équipements sportifs de proximité qui vise à :

- réduire les carences en équipements ;
- augmenter les créneaux horaires d'utilisation et la capacité d'accueil des pratiquants multisports ;
- faciliter l'accès à la pratique du sport pour le public féminin et les personnes en situation de handicap ;
- porter une attention particulière à la réduction de la fracture territoriale.

Critères d'éligibilité

- ***1 : BENEFICIAIRES***

Les projets présentés au titre du présent dispositif doivent être portés par les structures désignées ci-après :

- les collectivités territoriales ;
- les établissements publics de coopération intercommunale ;
- les syndicats mixtes ;
- le mouvement sportif (fédérations, ligues, comités régionaux, comités départementaux et clubs associatifs) ;
- les sociétés de droit privé à objet sportif.

Les bénéficiaires doivent être propriétaires du foncier ou titulaires de droits réels sur la parcelle d'implantation de l'équipement subventionné par la Région.

- ***2 : PROJETS***

Les projets éligibles concernent la création ou la réhabilitation d'équipements sportifs permettant de répondre à un besoin identifié de pratique sportive, de loisirs ou non compétitive. Ils devront autant que faire se peut intégrer une logique de facilité d'accès aux transports en commun.

Le bénéficiaire veille à utiliser des matériaux, produits et procédés de construction réputés sûrs et conformes aux normes en vigueur au moment de leur utilisation.

- ***3 : CRITERES***

Les projets présentés doivent satisfaire aux critères suivants :

- Présentation d'une étude des besoins réalisée par le maître d'ouvrage portant sur l'ensemble des disciplines sportives concernées et sur les besoins éventuels du sport scolaire. Cette étude montrera les effets d'un tel projet notamment en termes d'augmentation de la capacité d'accueil, et détaillera l'ensemble des créneaux horaires attribués aux différents utilisateurs (toutes disciplines, sport scolaire, etc.).
- Les dossiers de demande de financement sont présentés au niveau de l'avant-projet sommaire (APS) accompagnés d'un plan de financement, sauf pour les dossiers de pose de sols ou de panneaux d'affichage en leds, pour lesquels un devis sera exigé.

L'équipement financé devra prévoir une ouverture à l'ensemble du mouvement associatif local.

L'ouverture des équipements à un usage scolaire sera un plus dans l'examen des dossiers.

Modalités du calcul de l'aide

- ***1 : DEPENSES ELIGIBLES***

  Ces plafonds de travaux intègrent les dépenses liées aux travaux et aux honoraires de maîtrise d'œuvre y compris les honoraires liés à la phase APS. Le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses hors TVA. Cependant lorsque l'organisme justifie, soit qu'il ne récupère pas tout ou partie de la TVA, soit qu'il n'est pas éligible au fonds de compensation de la TVA (FCTVA), le montant de la subvention est calculée à partir des dépenses « TVA incluse ».

Ne sont pas éligibles les acquisitions foncières et les frais y afférent (frais de dossiers, de notaire et autres frais liés directement aux acquisitions), les frais de démolition, les travaux d'entretien courant et les travaux de simple mise aux normes d'accessibilité.

- ***2 : TAUX ET MONTANT***

<table>
<tr><th>Type d'opération</th><th>Plafond HT des travaux</th><th>Taux maximum de subvention</th><th>Plafond de la subvention régionale</th></tr>
<tr><td>Couverture d'équipements extérieurs (type tennis, aires multisports, …)</td><td>500.000 €</td><td>20 %</td><td>100.000 €</td></tr>
<tr><td>Réhabilitation ou construction d'un équipement extérieur (type tennis, skate park, terrain synthétique non normé, infrastructures athlétisme, city stade, équipement d'escalade (mur ou blocs) …)</td><td>800.000 €</td><td>15 %</td><td>120.000 €</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Réhabilitation ou construction :

- centre équestre (hors écurie et club house)
- centre ou base nautique</td><td>200.000 €</td><td>50%</td><td>100.000 €</td></tr>
<tr><td colspan="3">Si montant HT du projet >200.000 €, un taux supplémentaire de 25% est appliqué sur les dépenses au-delà de 200.000 € et ce, dans la limite d'un plafond de travaux de 400.000 € HT et d'une aide totale maximum de 150.000€</td></tr>
<tr><td>Réhabilitation ou construction d'un équipement couvert (type gymnase, tennis, skate park, infrastructures athlétisme indoor, équipement d'escalade (mur ou blocs)…)</td><td>2.000.000 €</td><td>10 %</td><td>200.000 €</td></tr>
</table>

Réhabilitation ou construction de salles spécialisées ou semi-spécialisées (type dojo, sports de combat, futsal, escalade…)	500.000 €	20 %	100.000 €
Construction de structures semi-couvertes (type préau sportif…)	300.000 €	20 %	60.000 €
Réfection ou création d'un éclairage pour un équipement sportif	75.000 €	20 %	15.000 €
Réhabilitation ou création d'équipements sportifs en accès libre (parcours santé, plateaux de fitness, skate park, city stade, terrains multisports…)	200.000 €	50 %	100.000 €
Pose de sols sportifs intérieurs amovibles	300.000 €	20 %	60.000 €
Pose de panneaux d'affichage en leds	50.000 €	20 %	10.000 €
Réfection, réhabilitation ou construction de vestiaires	300.000 €	20 %	60.000 €

Pour les communes qui justifieront de l'absence d'équipement sportif sur leur territoire, l'aide régionale sera renforcée par **l'augmentation ou** le doublement du taux maximal de subvention, et du montant plafond de la subvention (cas particulier : construction d'équipements sportifs en accès libre – taux maximum de subvention de 75%).

En application de la règle de non cumul des aides, une même opération ne pourra pas être financée par plusieurs aides de la Région telles que définies dans ses différentes délibérations. Toutefois, un même territoire pourra être éligible à plusieurs aides portant sur des opérations différentes.

Annexe n°5 - RI modifié - Dispositif ESIR

Délibération cadre CR204-16 du 14 décembre 2016

DEVELOPPEMENT DES EQUIPEMENTS SPORTIFS D'INTERET REGIONAL (ESIR)

Objectifs du dispositif

Décide d'accompagner le développement des équipements sportifs d'intérêt régional qui s'inscrit pleinement dans la politique sportive portée par les fédérations, et concerne les seules disciplines faisant déjà l'objet d'une convention pluriannuelle dans le cadre du dispositif « Développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics » avec la Région.

Ce dispositif ne s'applique pas aux projets identifiés dans le Contrat de Plan Etat Région (CPER).

Critères d'éligibilité

- ***1°: BENEFICIAIRES***

  Sont éligibles au présent dispositif les structures désignées ci-après :

  - les collectivités territoriales ;
  - les établissements publics de coopération intercommunale ;
  - les syndicats mixtes ;
  - le mouvement sportif (fédérations, ligues, comités régionaux, et à titre exceptionnel les comités départementaux et clubs associatifs dans les disciplines conventionnées avec la Région).

  Les bénéficiaires doivent être propriétaires du foncier ou titulaires de droits réels sur la parcelle d'implantation de l'équipement subventionné par la Région.

- ***2°: PROJETS***

  Sont concernés par ce dispositif les projets définis ci-après.

1 : Les centres techniques

Les centres techniques permettent de regrouper des athlètes pour des stages de perfectionnement et, le cas échéant, des compétitions de niveau régional et national sans peser sur les créneaux horaires déjà trop contraints des clubs, ainsi que pour des actions de formation.

Les installations sont affectées au comité départemental, à la ligue régionale, au comité régional ou à la fédération pour lui permettre de remplir ses missions propres : les regroupements permanents ou périodiques des jeunes talents sportifs, des sessions de formations des entraîneurs et des animateurs, l'organisation de compétitions régionales ou nationales, la pratique d'athlètes inscrits dans un parcours vers le haut niveau dans les disciplines n'ayant pas de pôles Espoirs en Ile-de- France.

Ce type d'installation peut accueillir le siège administratif du comité départemental, de la ligue régionale, du comité régional ou de la fédération concernée.

Les aires d'évolution et les installations annexes réservées à l'accueil des sportifs sont conformes aux normes fédérales. En complément, ces équipements doivent disposer selon les possibilités offertes par leur configuration de locaux médico-sportifs, soit directement, soit par mise à disposition.

Les centres techniques ayant vocation à servir au mouvement sportif régional, le maître d'ouvrage financé veillera à faciliter l'accès aux installations (salles de formation, gymnase ou tout autre équipement), ponctuellement ou de manière régulière, à des clubs de sa discipline ou à d'autres disciplines si le besoin s'en faisait sentir, sur sollicitation de la Région.

2 : Les équipements sportifs dédiés à la pratique sportive des personnes en situation de handicap

Ce type d'équipement s'inscrit soit dans une enceinte privée dédiée aux personnes en situation de handicap (tout type de handicap), soit est très majoritairement utilisé par celles-ci.

Un usage régional de l'équipement qui puisse aussi bien servir à une pratique ou à de la formation de ce niveau est nécessaire.

Il ne peut s'agir d'une simple mise aux normes d'un équipement en vue de son accessibilité.

Le bénéficiaire veille à utiliser des matériaux, produits et procédés de construction réputés sûrs et conformes aux normes en vigueur au moment de leur utilisation.

Modalités du calcul de l'aide

- ***1 : DEPENSES ELIGIBLES***

  Sont éligibles les dépenses de maitrise d'œuvre y compris celles liées à la phase d'avant-projet sommaire (APS), de travaux de construction, rénovation ou de réhabilitation, de travaux d'aménagement et d'achats d'équipements ou de matériels d'usage collectif.

  Ne sont pas éligibles les acquisitions foncières et les frais y afférent, les frais de démolition, les travaux d'entretien courant et les travaux de simple mise aux normes d'accessibilité.

- ***2 : TAUX ET MONTANT***

  Le taux de subvention régional est de 30% maximum du montant des dépenses éligibles.
  Le montant des travaux pris en compte est plafonné à 6.700.000 € H.T

  Le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses hors TVA. Cependant lorsque l'organisme justifie, soit qu'il ne récupère pas tout ou partie de la TVA, soit qu'il n'est pas éligible au fonds de compensation de la TVA (FCTVA), le montant de la subvention est calculée à partir des dépenses « TVA incluse ».

  Les dossiers de demande doivent être accompagnés d'un plan de financement.

En application de la règle de non cumul des aides, une même opération ne pourra pas être financée par plusieurs aides de la Région telles que définies dans ses différentes délibérations. Toutefois, un même territoire pourra être éligible à plusieurs aides portant sur des opérations différentes.

Annexe n°6 - Fiche projet - Commune de Chalautre la Grande (77) - Dérogation aux 100 000 stages

DOSSIER N° EX023151 - CHALAUTRE LA GRANDE (77) - Installation d'une structure de street workout

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	16 385,00 € HT	50,00 %	8 192,50 €
		Montant total de la subvention	8 192,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHALAUTRE LA GRANDE
Adresse administrative : MAIRIE
77171 CHALAUTRE-LA-GRANDE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Michèle PANNIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : demande de nombreux adolescents pour une structure à caractère sportif qui leur serait destinée

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2017 - 1 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'équipement sportif comprend une planche abdominale inclinée, plusieurs stations de SWO, ainsi qu'un banc assis debout. L'installation sera faite sur des dalles Grasslok de 1mx1m.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », une dérogation exceptionnelle est accordée au bénéficiaire afin de prendre en compte son impossibilité de recruter des stagiaires du fait de la taille de la collectivité et du manque de personnel permanent pour les superviser, mais aussi de la situation géographique de la commune, rurale et difficilement accessible pour le public concerné par ces stages.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : construction d'équipements sportifs en accès libre

Montant HT des travaux : 16 385 €
Taux d'intervention : 50%
Montant de la subvention : 8 192,50 €

Localisation géographique :

- CHALAUTRE-LA-GRANDE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fourniture et pose de la strcuture (4 modules)	6 468,00	39,48%
Fourniture et pose panneau d'information	357,00	2,18%
POse jeu et scellement béton	2 200,00	13,43%
Pose du revêtement sous les modules	7 360,00	44,92%
Total	16 385,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région 2017	8 192,50	50,00%
Participation de la commune	192,50	1,17%
Réserve parlementaire	8 000,00	48,83%
Total	16 385,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-023

DU 24 JANVIER 2019

SUBVENTIONS DANS LE CADRE DU SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF EN ÎLE-DE-FRANCE CONVENTIONS PLURIANNUELLES POUR L'OLYMPIADE 2017-2020 - 1ER RAPPORT

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales;

VU Le Code du Sport;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens;

VU La délibération n° CR 204-16 du 14 décembre 2016 relative aux Nouvelles ambitions pour le Sport en Ile-de-France» (1ère partie), modifiée par délibération n° CP 2018-318 du 4 juillet 2018;

VU La délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée ;

VU La délibération n° CP 2018-488 du 21 novembre 2018 relative à l'adoption de la convention entre la région et l'agence de services et de paiement (ASP) - avenant 2018 et convention 2019 ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2019;

VU l'avis de la commission du sport de la jeunesse de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-023 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Programme HP 32-002 «Développement de la pratique sportive »

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de trous les publics en Île-de-France » au

financement du projet détaillé en annexes n° 2 de la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum de **15 000 €.**

Affecte une autorisation d'engagement de **15 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sport», au titre du programme HP 32 002 (132002) « Développement de la pratique sportive », sur l'action 13200201 « Soutien au mouvement sportif » du budget 2019.

Article 2 : Programme HP 11-006 « Formations qualifiantes et Métiers »

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics en Île-de-France », au financement des projets détaillés en annexe n°2 et 3 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum de **20 000 €.**

Affecte des autorisations d'engagement d'un montant de **20 000 €** disponible sur le Chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », au titre du programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », sur l'action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif» du budget 2019.

Article 3 :

Affecte une autorisation d'engagement de **7 448 €** disponible sur le chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « formation professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « formations qualifiantes et métiers », action 11100610 « soutien à la formation du mouvement sportif » du budget 2019, pour le compte de la Ligue IDF de Savate, boxe française, au titre du programme 2014 (dossier IRIS 14001113).

Article 4 :

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter du 1er janvier 2019 aux fédérations françaises de Lutte et de Hockey sur glace, par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 5 :

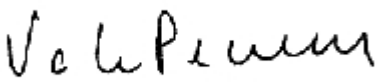
Décide d'approuver les protocoles de partenariat en faveur de la pratique sportive entre la Région Île-de-France et les Fédérations Françaises de Hockey sur glace, de Lutte et de Rugby tel qu'ils figurent en annexes n° 4 à 6 de la délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 6 :

Accorde à la Ligue Ile-de-France de la Fédération sportive de la police nationale, une dérogation exceptionnelle au recrutement de stagiaires pour les aides financières qui lui a été attribuées en 2017 et 2018 par délibération CP n° 2017-201 du 17 mai 2017 et CP n° 2018-460 du 17 octobre 2018 au titre du dispositif « Soutien au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics en Ile-de-France ».

Approuve en conséquence la modification des annexes pédagogiques et financières à la convention partenariale avec la Ligue Ile-de-France de la Fédération sportive de la police nationale, tel que cela figure en annexe n°8 de la présente délibération.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n°1 - Tableau récapitulatif des subventions

TABLEAU A

CONVENTIONS PARTENARIALES PLURIANNUELLES SPORT - AFFECTATIONS 2019

CHAPITRE 933 "CULTURE, SPORTS ET LOISIRS"
CODE FONCTIONNEL 32 "SPORTS"

PROGRAMME HP 32-002 (132002) "DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE"
ACTION 13200201 "SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF"

FEDERATION	Proposition d'affectation 2019	Référence Dossier IRIS impactés
FEDERATION FRANCAISE DE HOCKEY SUR GLACE	**15 000,00 €**	19000027

1 convention **15 000,00 €**

TABLEAU B

CONVENTIONS PARTENARIALES PLURIANNUELLES SPORT - AFFECTATIONS 2019

CHAPITRE 931 "APPRENTISSAGE ET FORMATION PROFESSIONNELLE"
CODE FONCTIONNEL 11 "FORMATION PROFESSIONNELLE"

PROGRAMME HP 11-006 (111006) "FORMATIONS QUALIFIANTES ET METIERS"
ACTION 11100610 "SOUTIEN A LA FORMATION DU MOUVEMENT SPORTIF"

FEDERATION	Proposition d'affectation 2019	Référence Dossier IRIS impactés
FEDERATION FRANCAISE DE LUTTE	**10 000,00 €**	19000022
FEDERATION FRANCAISE DE HOCKEY SUR GLACE	**10 000,00 €**	19000025

2 conventions **20 000,00 €**

Annexe n°2 - Annexes pédagogiques et financières - Fédération Française de Lutte

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 19000022)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA FEDERATION FRANCAISE DE LUTTE

Convention n° 19 SP LUT 001

Données prévisionnelles

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 1 :
Public formé : les arbitres de niveau régional, national et international
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 100
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 300 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 33,33 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2019 : 10 000 €

La FFLDA organise un colloque national des arbitres sur trois jours du 21 au 23 juin 2019, à l'attention d'une centaine d'arbitres de niveau régional, national et international.

Les objectifs de ce rassemblement sont multiples mais se rejoignent autour d'une thématique « fil rouge » : « Incivilité, violence et radicalisation ».
Les arbitres sont, par leur fonction, défenseur des règles et valeurs de la lutte, de ses disciplines associées et de la FFLDA. Ces temps de formation auront notamment pour but de les affranchir d'un certain nombre de connaissances et compétences en matière d'appréhension de comportements déviants.

Ainsi les objectifs suivants seront notamment poursuivis :
- Échange et retour d'expérience avec des entraîneurs et pratiquants
- Ateliers de travaux pratiques autour de la charte éthique FFLDA et des comportements contraires aux valeurs de la FFLDA
- Intervention de notre référent « radicalisation » au sein de la FFLDA
- Ateliers pratiques sur la radicalisation

Ce colloque est un temps essentiel de la saison sportive regroupant différents types de publics :
- Arbitres nationaux et internationaux en lutte, sambo et grappling
- Dirigeants
- Cadres techniques

- Entraîneurs
- Personnalités qualifiées

La diversité des publics et des thématiques abordées confère à cet évènement une richesse de contenus et de débats contradictoires.

La FFLDA s'appuie notamment sur le résultat de ce colloque pour orienter ses axes stratégiques, notamment en matière de textes règlementaires inhérents à la mission des arbitres en France, qui tend à évoluer au regard de la recrudescence des incivilités et comportements déviants (violence, radicalisation).

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2019 : 10.000 €

Cette subvention Formation donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **1 stagiaire ou alternant**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

Annexe n°3 - Annexes pédagogiques et financières Fédération Française de Hockey sur glace

RÉGION ÎLE DE FRANCE **Annexe n°1**

ANNEXE PÉDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 19000027)

ENTRE LA RÉGION ILE-DE-FRANCE ET LA FÉDÉRATION FRANCAISE DE HOCKEY SUR GLACE

Convention n° 19 SP HGL 001

I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 10 000 €
Taux de l'objectif : 25%
Subvention prévisionnelle 2019 : 2 500 €

Création et production de support de communication pour le recrutement (exemple journées portes ouvertes), pour l'accueil (livret d'accueil et de pédagogie) et la fidélisation des jeunes joueurs, joueuses et arbitres.
Organisation de plateaux régionaux regroupant entraineurs, parents, encadrant et joueurs afin de mobiliser l'ensemble des acteurs en U9, U11 et U13.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Actions de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 11 000 €
Taux de l'objectif : 22,73 %
Subvention prévisionnelle 2019 : 2 500 €

Déclinaison régionale du plan national de développement et de détection.

IIb / Accompagnement des sportifs dans les pôles Espoirs

Budget prévisionnel de l'objectif : 125 000 € (heures de glace mise à disposition)
Taux de l'objectif : 8%
Subvention prévisionnelle 2019 : 10 000 €

L'accompagnement dans les pôles Espoir constituera à la mise à disposition des heures de glace à l'Aren'Ice à Cergy- Pontoise en lien avec la convention FFHG/UCPA/Communauté d'agglomération de Cergy Pontoise.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2019 : 15.000 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **2 stagiaires, apprentis ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 19000025)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA FEDERATION FRANCAISE DE HOCKEY SUR GLACE

Convention n° 19 SP HGL 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : DE et DES
Public formé : entraîneurs
Durée de la formation par stagiaire : 20 jours par an **Effectif prévu :** 20
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 400 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 8,75 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2019 : 3 500 €

Formation 2 : CQP
Public formé : entraîneurs
Durée de la formation par stagiaire : 17,5 jours par an **Effectif prévu :** 10
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 175 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 12,57 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2019 : 2 200 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 3 :
Public formé : Arbitres nationaux
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 100
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 300 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 14,33 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2019 : 4 300€

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2019 : 10.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

Annexe n°4 - Protocole Fédération Française de Lutte

Le 24 janvier 2019

PROTOCOLE DE PARTENARIAT

Entre,
La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération CP n°… du ….
Ci-après dénommée « la Région »,

d'une part,

Et
La Fédération Française de Lutte et Disciplines Associées, dont le siège est situé au 2 rue Louis Pergaud 94706 Maisons-Alfort représentée par son Président, Monsieur Alain BERTHOLOM,
Ci-après dénommée « la Fédération ».

Et
Le Comité Régional Île-de-France de Lutte et Disciplines Associées, dont le siège est situé au 2, bis rue d'Ivry 94400 Vitry-sur-Seine, représenté par son Président, Monsieur Olivier AUDEBERT,
Ci-après dénommée « le comité ».

d'autre part,

PRÉAMBULE

I. *LA RÉGION, PREMIER FINANCEUR DU MOUVEMENT SPORTIF FRANCILIEN ET DES COLLECTIVITÉS LOCALES EN ÎLE-DE-FRANCE.*

a. La Région affirme sa volonté de réduire les fractures territoriales franciliennes en agissant en particulier pour le sport. Dans ce cadre, elle a décidé d'augmenter ses subventions en faveur du sport pour 2018 dans un contexte de baisse budgétaire généralisée pour l'ensemble des partenaires des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 ainsi que des collectivités. Le budget 2018 confirme et amplifie ainsi cet effort sans précédent, qui fait de la Région le premier partenaire du sport en Île-de-France

Dans le cadre de l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024, la Région a pris un engagement financier total de 235M€, ce qui en fait le deuxième financeur après l'Etat et devant la ville de Paris.

Parallèlement à cette contribution, la Région a tenu à poursuivre son soutien à l'ensemble du mouvement sportif.

Ainsi, doté d'un budget de plus de 54 M€ pour les investissements sportifs en 2018, la Région confirme son programme d'actions ambitieux pour financer la construction, la rénovation d'équipements sportifs et l'amélioration de l'accès et de la sécurité dans les îles de loisirs franciliennes.

Ce sont ainsi **255 équipements sportifs** qui sont sortis de terre, en 2018, et **172 projets** en 2017, grâce au soutien financier de la Région, contre 13 en 2015 sous la précédente mandature.

Des efforts budgétaires très importants à hauteur de 10 M€ (en 2018) sont dédiés à la formation et au développement de la pratique sportive, à l'organisation d'évènements sportifs, sur le territoire, au déplacement des jeunes sportifs, à la promotion du sport, à l'accueil de délégations étrangères et de l'Outre-Mer dans le cadre « d'Île-de-France terre d'excellence sportive pour l'international », aux Ambassadeurs du Sport et au développement de l'accès aux loisirs et aux vacances sur les îles de loisirs franciliennes.

II. LES PRIORITÉS DE LA NOUVELLE POLITIQUE SPORTIVE RÉGIONALE.

La politique sportive régionale, en partenariat avec le mouvement sportif, vise à renforcer la pratique de haut niveau comme celle du plus grand nombre. Elle a pour objectif de préparer toute une génération aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris en 2024.

Afin de répondre à cet objectif, la Région consolide ses relations entre les différents acteurs du sport sur le territoire francilien et affirme ainsi une nouvelle politique sportive. Celle-ci a acquis une nouvelle dimension depuis sa refonte et la mise en place de nouveaux dispositifs. La nouvelle politique sportive régionale est notamment marquée par un lien renforcé avec le Comité Régional Olympique et Sportif d'Île-de-France, tête de réseau du monde sportif régional.

Le soutien aux fédérations sportives devient un nouvel axe de la politique régionale.

a. Les priorités de la Région avec le mouvement sportif

Les enjeux de la pratique sportive en Île-de-France sont multiples : santé, lien social, intégration, attractivité. C'est pourquoi, la Région met en place une politique volontariste en faveur du sport et s'est engagée à :

Favoriser l'accès au sport pour le plus grand nombre en portant une attention particulière aux publics les plus éloignés de la pratique sportive, tant pour des raisons géographiques, culturelles que sociales ou de handicap, et par le biais des conventions pluriannuelles passées avec les fédérations, ligues et comités sportifs régionaux à l'occasion de la **nouvelle Olympiade 2017-2020**. (en 2018 : 80 conventions sur le développement de la pratique sportive et 78 conventions sur la formation). Les soutiens sont prioritairement tournés vers le développement de la pratique sportive pour tous, l'accessibilité des équipements pour les personnes en situation de handicap, l'accès à la pratique sportive pour le public féminin, les adolescents et les seniors ;

Soutenir les formations professionnalisantes, diplômantes ou continues, en ce qui concerne l'encadrement éducatif et technique et les dirigeants bénévoles et officiels (32 000 formations) ;

Aider à la création d'emplois sportifs pérennes dans le milieu associatif par le biais des formations inscrites dans le cadre des conventions passées avec les ligues et comités sportifs régionaux (2 743 emplois créés).

Soutenir et mettre en valeur les athlètes franciliens. Pour ces athlètes et notamment les Ambassadeurs du sport de la région, cela se concrétise à la fois par un soutien au niveau de leur pratique sportive et de leurs projets de reconversion et également par un financement de leur

formation et/ou d'insertion professionnelle pendant l'olympiade et dans la perspective des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 ;

Accompagner et soutenir les évènements sportifs internationaux dont les effets sont indéniables sur la pratique sportive, l'emploi et le tourisme. L'organisation de ces compétitions est également un vecteur indispensable au rayonnement du territoire francilien, à son attractivité mais aussi à la promotion des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 ;

Accompagner les clubs dans leurs parcours compétitifs vers les plus hauts sommets nationaux et internationaux en leur permettant de bénéficier des meilleures conditions d'évolution (4 clubs Élite / 34 clubs Premium) ;

Contribuer à soutenir la solidarité internationale et le développement de la performance du mouvement sportif francilien, en favorisant l'accueil de délégations issues de pays en lien avec ses politiques internationale, européenne et francophone ;

Aider au déplacement des jeunes sportifs âgés de 13 à 18 ans, ou 25 ans pour les personnes en situation de handicap, lors de compétitions officielles se déroulant en Île-de-France par le biais des chèques tranSport ;

Encourager la pratique sportive pour le public féminin, notamment dans les zones prioritaires sensibles et rurales, et également pour les personnes en situation de handicap.

Accompagner et permettre la pratique sportive des personnes en situation de handicap par l'achat de matériels spécifiques par le biais des ligues et comités sportifs régionaux et par le biais des conventions pluriannuelles passées avec les ligues handisport et de sport adapté ;

Soutenir les projets associatifs d'envergure régionale en faveur des quartiers prioritaires de la politique de la ville visant à renforcer la cohésion sociale et territoriale, défendre les valeurs de la République et la Citoyenneté, favoriser la place des femmes au sein de l'espace public dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (équipements sportifs) et lutter contre les violences faites aux femmes ;

Lutter contre toutes les formes de discriminations et prévenir les risques de radicalisation en adoptant la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité élaborée en association avec les ligues et comités sportifs régionaux que chaque clubs et associations franciliens (19 100 clubs) s'engage à diffuser et à appliquer. Dans ce cadre, elle a formé et a décidé de former un réseau de lanceurs d'alerte, de vigies des valeurs de la République.
L'objectif est de donner aux clubs et aux entraîneurs des outils pour leur permettre d'agir avant que les jeunes ne basculent ;

Dans la continuité, une charte d'éthique et de déontologie a été élaborée. Elle a été signée par l'ensemble des ligues et comités régionaux d'Ille de France. Bâtie autour de 10 engagements, cette charte a pour objectif, par une action éducative, de faire reculer les nombreuses dérives constatées dans le sport en promouvant auprès du mouvement sportif francilien une approche citoyenne et respectueuse du sport.

Chaque licencié est appelé à signer cette charte dès sa prise de licence, à adhérer ainsi à ces 10 engagements et à les respecter en toutes circonstances.

Développer l'accès aux loisirs et aux vacances pour les jeunes Franciliens, notamment pour ceux qui ne partent pas en vacances, par le biais des tickets loisirs et des villages sportifs et culturels organisées sur les îles de loisirs, leur donnant ainsi la possibilité de découvrir et de pratiquer des activités sportives, culturelles et pédagogiques durant les vacances d'été.

b. Les priorités de la Région avec les collectivités locales

L'Île-de-France a un taux d'équipement sportif par habitant qui est largement inférieur à la moyenne nationale. C'est pourquoi, la Région a décidé de combler ce retard important, notamment en simplifiant les conditions d'éligibilité pour financer davantage d'infrastructures sportives.

Ainsi, elle s'engage à :

Moderniser les équipements sportifs en veillant au développement équilibré de son territoire tout en favorisant son attractivité. Les nombreux projets d'équipements sportifs de proximité à l'initiative des collectivités territoriales et soutenues par la Région, constituent une réponse appropriée à la carence de certains territoires dans ce domaine. De plus, la Région a instauré l'obligation d'installation d'un club résident pour chaque infrastructure sportive qu'elle finance ;

Poursuivre les efforts en matière de construction et de rénovation des équipements sportifs mis à disposition des lycées en faveur de l'éducation physique et sportive et du maillage associatif local ;

Accompagner les collectivités franciliennes de plus de 2.000 habitants (communes, EPCI et EPT) dans leurs projets d'investissement concourant à la réalisation d'équipements sportifs de proximité répondant aux besoins des populations locales dans le cadre du contrat d'aménagement régional (CAR).

III. LA RÉGION AUX COTÉS DE LA LUTTE ET DISCIPLINES ASSOCIÉES NATIONALES ET RÉGIONALES

a. La Région, premier financeur de la lutte francilienne

La lutte francilienne, ainsi que ses disciplines associées, ont bénéficié, en 2018, d'aides régionales à hauteur de 691 935.09 € pour le développement et la promotion de la discipline.

Ce financement comprend le soutien à la pratique sportive et à la formation par le biais de la convention pluriannuelle (2017-2020) passée avec le comité régional d'Île-de-France de Lutte et disciplines associées, qui a notamment permis de créer des **emplois en temps plein**. Cette convention se poursuivra parallèlement au présent protocole jusqu'en 2020.

Ce financement comprend également des investissements importants en matière d'infrastructures sportives au travers du soutien aux collectivités locales pour la construction et la rénovation d'installations adaptées à la pratique de la lutte et disciplines associées : 6 équipements de type DOJO à hauteur de 569 750.09€

La Région soutient les évènements sportifs d'intérêt régional, national, international, finance aussi les **Clubs Excellence d'Île-de-France** et **les Ambassadeurs du sport de la Région Île-de-France, de l'olympisme et du paralympisme**.

Certains dispositifs sont conditionnés à l'obligation de mise en place d'un club résident avec une pratique féminine et si possible le développement de la pratique pour les personnes en situation de handicap.

b. La Fédération, partenaire privilégié de la Région Île-de-France, déploie sa politique sportive vers les clubs et les pratiquants, en collaboration avec le comité régional Île-de-France de Lutte et disciplines associées.

Dans le cadre de sa mission de service public défini par l'article L.131-9 du Code du sport, la Fédération favorise la démocratisation et le développement de la pratique de la lutte et disciplines associées. Pour ce faire, elle anime et développe un réseau de clubs sur tout le territoire.

La Fédération Française de Lutte et Disciplines Associées poursuit un objectif prioritaire, et atteindre les 26 000 licenciés. Pour ce faire, la fédération a défini 3 orientations majeures : développer le nombre de licenciés, performer et gagner des médailles, moderniser la gouvernance selon 4 axes stratégiques :

- **EVOLUER**, il s'agit d'ajuster le fonctionnement de la fédération, de développer ses ressources financières et de moderniser et innover par les nouvelles technologies.

- **DEVELOPPER**, il s'agit de développer l'appartenance à la communauté lutte, d'adapter les pratiques à l'évolution de la société et d'intensifier le travail de promotion et de sensibilisation auprès des jeunes.

- **PERFORMER**, il s'agit de pérenniser les résultats des équipes de France en respectant la santé du sportif, d'organiser le parcours du sportif vers le haut niveau par le projet de performance fédérale et d'accompagner la France dans l'organisation des JOP de 2024.

- **INTENSIFIER,** il s'agit d'améliorer le positionnement de la FFLDA auprès des instances internationales, de soutenir l'organisation de PARIS 2024 et de candidater à l'organisation d'évènements internationaux jusqu'en 2024.

Une nouvelle dynamique doit être créée en appui sur la jeunesse, la mixité, la santé, la forme et le bien-être, le sport scolaire et universitaire ainsi que sur les nouvelles activités et la vie sportive. L'organisation du fonctionnement et la structuration de la fédération doivent garantir les conditions de réussite du projet fédéral tout en inscrivant la fédération dans sa mission de service public.

- **<u>Soutien spécifique au comité régional Île-de-France de Lutte et disciplines associées et actions communes en faveur du développement</u>**

Dans le cadre de l'aide au développement de la pratique, La Fédération accorde des aides directes aux clubs du comité régional pour soutenir leur projet de développement par l'intermédiaire de la labellisation.

La Fédération porte et appuie des projets d'équipements de lutte et disciplines associées auprès de la Région Île-de-France.

Pour la saison sportive 2018 les aides au développement accordées par la Fédération au comité **s'élèvent à 4500 €.**

Cette aide a contribué à financer des actions de formation mises en place par le comité régional, à soutenir les déplacements des clubs pour les championnats et les interclubs et à labelliser des clubs franciliens répondant aux critères de la Fédération.

La présente convention a donc pour but de définir les modalités du partenariat entre la Région et la Fédération pour le développement et la promotion de la pratique de la lutte et disciplines associées en Île-de-France.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

Le protocole instaure **un partenariat novateur entre la Région et la Fédération** qui s'appuie sur les dispositifs d'aides régionales en direction de projets d'équipements sportifs, de formation et de développement de la pratique du lutte et disciplines associées d'une manière générale.

Dans ce cadre, la Région et la Fédération **décident d'agir ensemble** pour :

PROMOUVOIR ET FAIRE RESPECTER LES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE ET LE PRINCIPE DE LAÏCITÉ AINSI QUE LES VALEURS D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE DU SPORT.

S'attacher au respect de la laïcité, des valeurs républicaines et à la prévention contre toutes les formes de violence (racisme, sexisme, homophobie, violences sexuelles, préjugés à l'encontre des personnes en situation de handicap), **de discriminations, de radicalisation**, **d'incivilités et de hooliganisme** dans les différentes actions sportives menées sur le territoire francilien. (Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité; Charte régionale d'éthique et de déontologie du sport).

À travers son règlement disciplinaire, **la Fédération affiche fermeté et détermination** face à toutes les formes de **violences**, de **discrimination**s et de **radicalisation, d'incivilités et de hooliganisme** dans le sport.

ENCOURAGER ET DÉVELOPPER LA PRATIQUE SPORTIVE DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Recenser les expériences d'intégration des personnes handicapées dans les clubs ;

Evaluer l'augmentation du nombre de pratiquants et de licenciés sur l'olympiade ;

Orienter et accompagner les sportifs à potentiel ;

Former les entraineurs à l'encadrement de cette pratique dédiée aux personnes en situation de handicap;

Encourager la pratique sportive des personnes en situation de handicap, notamment au travers d'un projet pluriannuel concerté entre la Fédération et la Fédération Française des Sports Adaptés jusqu'en 2024.

FAVORISER L'ACCÈS AU SPORT POUR TOUS ET NOTAMMENT DES FEMMES.

Encourager la pratique physique et sportive féminine par des actions innovantes en faveur des femmes, des actions auprès des collégiennes, des lycéennes, des étudiantes, des actions de promotion de la pratique lors d'événements sportifs, en partenariat avec la Région.

Faciliter la féminisation du mouvement sportif francilien grâce à la formation au travers de la prise en compte des enjeux de la mixité dans les formations de l'encadrement technique sportif et des fonctions d'arbitrages et d'encadrement.

Accompagner les sportives de haut niveau dans la construction de leur projet professionnel et sportif, promouvoir et accroître la réussite des féminines dans le haut niveau. Le Parcours de Performance Fédéral 2018-2024 intègre un axe sur ce volet, pleinement déclinable à l'échelle francilienne.

Mettre à l'honneur les Ambassadrices du Sport d'Île-de-France par l'organisation de projets et d'animations auprès des lycées d'Île-de-France.

Développer la pratique sportive pour le plus grand nombre et **favoriser le développement des pratiques sportives pour tous** sur l'ensemble du territoire, tout en privilégiant les zones rurales et les quartiers de la politique de la ville en Île-de-France.

FACILITER L'ACCES DES FEMMES AUX RESPONSABILITES

Assurer une représentation plus équilibrée des femmes et des hommes au sein des instances dirigeantes des fédérations, des ligues et comités sportifs et des associations sportives reflétant la répartition des licenciés femmes-hommes par un rééquilibrage de la règle de proportionnalité.

Favoriser l'accès des femmes à la formation, à l'encadrement, à l'arbitrage, aux fonctions d'officiels.

CONTRIBUER AU RAYONNEMENT INTERNATIONAL DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE, 1ERE CAPITALE EUROPÉÈNNE

Accueillir de grands évènements sportifs internationaux comme moyen de valoriser la dimension éducative et sociale du sport et de favoriser le rayonnement international de la Région, **acteur de mobilisation, dans le cadre de la stratégie d'accompagnement des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024** (ex : Gala de la fédération française de Lutte).

RENFORCER LA QUALITÉ DES ENCADRANTS ET DE L'INTERVENTION DES BÉNÉVOLES.

Renforcer la qualité des encadrants et de l'intervention des bénévoles sur le territoire francilien dans le cadre de **formations professionnalisantes, diplômantes ou continues** (formation des encadrants, des dirigeants et arbitres).

ACCOMPAGNER LES SPORTIFS DE HAUT NIVEAU FRANCILIENS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE SPORTIVE ET D'UN DOUBLE PROJET ADAPTÉ ET RENOUVELÉ.

Accompagner les sportifs de haut niveau franciliens pour leur permettre de mener à bien leur double projet sportif d'une part, et scolaire-universitaire d'autre part, en vue d'une insertion professionnelle réussie à l'issue de leur carrière sportive.

Offrir à ces sportifs, les conditions les plus propices à l'accession au plus haut niveau en lien avec les clubs d'excellence d'Île-de-France.

Les enjeux de la Fédération Française de Lutte et Disciplines Associées jusqu'en 2024 sont de:

- Contribuer à permettre à la France d'être dans les 5 meilleures nations mondiales en gagnant 3 médailles aux Jeux Olympiques 2020 et en personnalisant les préparations des sportifs.

- Mailler le territoire par un réseau consolidé avec un dispositif d'accession au haut niveau par comité régional et une filière des pôles à renforcer.

- Accompagner l'athlète dans son projet de vie par un suivi individualisé de la prise en charge et du suivi socio-professionnel ;

- Structurer le système de formation du lutteur et de la lutteuse par une modélisation et une conceptualisation du système de performance mais aussi par la création d'outils et de programmes de référence pour développer les compétences des lutteurs.

- Faire du médical un facteur de la réussite du projet de vie de l'athlète en optimisant l'accompagnement et le suivi des sportifs.

- Positionner l'encadrement en accompagnant les cadres dans leurs missions.

DÉVELOPPER LES LIENS ENTRE L'OUTRE-MER ET LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE À TRAVERS LE SPORT.

Accueillir des délégations sportives ultra-marines (Guadeloupe, Martinique, Guyane Réunion et Zones Pacifique et Océanie) dans le cadre de stages et de préparation finale pour une compétition nationale ou internationale.

DÉVELOPPER LES LIENS AVEC LES GRANDES ENTREPRISES À TRAVERS LE SPORT

Permettre la pratique sportive en entreprises et aider les entreprises souhaitant mettre en place des initiatives de promotion de l'activité physique et sportive dans leurs stratégies et pratiques managériales.

Profiter des évènements sportifs internationaux accueillis en France pour organiser des échanges de savoirs-faire entre les chefs d'entreprise franciliens et les chefs d'entreprise internationaux.

DÉVELOPPER LE PÔLE SPORT ET FORMATION IMPLANTÉ AU GRAND DÔME DE VILLEBON-SUR-YVETTE

Grâce au soutien de la Région, la Fédération Française de Judo, Jujitsu, Kendo et Disciplines Associées a créé un Pôle Sport et Formation au Grand Dôme de Villebon-sur-Yvette (91).

Ce pôle s'inscrit dans un projet de développement et de génération d'un nouveau modèle économique. La Fédération Française de Judo, Jujitsu, Kendo et Disciplines Associées souhaite en effet **développer un « pôle d'activités » avec des fédérations partenaires**. Ainsi, d'ici 2019, le Grand Dôme accueillera un centre de formation, une grande salle multi-activités, et un complexe sport santé et sport loisir.

La Région a obtenu l'accord de la Fédération Française de Judo, Jujitsu, Kendo et Disciplines Associées de mutualiser le complexe sportif avec d'autres fédérations.

Grâce à cet accord, la Fédération Française de Lutte et Disciplines associées pourra disposer de temps d'utilisation du Pôle Sport et Formation dans les conditions restant à définir avec la Fédération Française de Judo, Jujitsu, Kendo et Disciplines Associées**.**

FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES ET DE LOISIRS AU PROFIT DE TOUS LES PUBLICS ET NOTAMMENT DES JEUNES LICENCIES FRANCILIENS.

Parce qu'un grand nombre de Franciliennes et de Franciliens ne sont jamais partis ou ne partent pratiquement jamais en vacances, la Région mène une politique volontariste de développement d'accès aux loisirs et aux vacances.

Le dispositif « Ticket-Loisirs » a notamment pour objectif de favoriser le développement des pratiques sportives et de loisirs au profit de tous les publics et notamment des jeunes licenciés franciliens.

Les tickets-loisirs sont utilisables sur les douze îles de loisirs régionales. Ils permettent, suivant les catégories de bénéficiaires, le financement **des projets tels que des sorties en groupe à la journée, des cycles d'activités sportives, des actions portées par le mouvement sportif et des séjours au profit des adhérents et licenciés sportifs.**

Grâce à la Région, la Fédération et le comité pourront bénéficier du dispositif « Ticket-Loisirs » au profit de leurs licenciés franciliens.

ARTICLE 2 : MODALITÉS D'EXERCICE DU PARTENARIAT

D'une part, la Région et la Fédération pourront soutenir conjointement les projets sportifs du comité régional et des collectivités territoriales au travers d'une aide financière au développement qui devra faire l'objet d'une saisine du Vice-Président du Conseil régional chargé des sports, des loisirs, de la jeunesse, de la citoyenneté et de la vie associative et des Maires des communes concernées.

D'autre part, la Fédération pourra demander à bénéficier des différents dispositifs régionaux (tant en fonctionnement qu'en investissement) pour les projets qu'elle conduirait dans le cadre des objectifs partagés mentionnés à l'article 1.

Pour ce faire, une fiche navette sera établie et les projets adressés à la Région feront l'objet d'un examen par les services régionaux **dans les conditions fixées par les règlements d'intervention des dispositifs applicables.**

Les modalités de versement des aides régionales sont en tout état de cause précisées dans les conventions de subventionnement signées avec la Fédération et le comité régional Île-de-France.

Les aides de la Région sont allouées chaque année dans la limite des crédits ouverts au budget.

ARTICLE 3 : DATE D'EFFET ET DURÉE DU PROTOCOLE

Le présent protocole est valable **à compter de la date de sa signature et jusqu'à la fin de olympiade en cours, soit jusqu'au 31 décembre 2020. Il pourra être renouvelé pour l'olympiade suivante menant jusqu'aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris en 2024 par reconduction expresse.**

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

LA FÉDÉRATION RECONNAIT QUE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE EST UN PARTENAIRE MAJEUR DU DÉVELOPPEMENT DE LA LUTTE ET DISCIPLINES ASSOCIÉES, EN CE QUI CONCERNE :

4-1 LE SOUTIEN DES GRANDS ÉVENEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX À PARIS

Grâce au soutien de la Région, la Fédération organise un test-match au Cirque d'hiver Bouglione à Paris. Cet événement est un excellent moyen de promotion de la lutte dans un lieu atypique et mythique au cœur de la capitale francilienne.

LA FÉDÉRATION S'ENGAGE SUR SES ÉVÉNEMENTS FRANCILIENS À :

- **Mettre en valeur le rôle majeur de la Région à travers les supports de communication ;**
- **Assurer la visibilité régionale dans l'organisation d'évènements (logo sur les podiums, banderoles, animations LED, kakémonos, représentant légal pour la remise de récompenses) ;**
- **Apposer le logo « Île-de-France » précédé de la mention « avec le soutien de la Région » sur tous les supports de communication print et digital (programme, page de publicité, site internet, réseaux sociaux, streaming en live) ;**
- **Apposer le logo « Île-de-France » sur les maillots de l'équipe de France féminine ;**
- **Inviter la Région Île-de-France aux conférences de presse et organiser des actions de promotion ;**
- **Proposer à la Région des invitations et accès à des événements pour les jeunes lycéens, apprentis, licenciés des clubs franciliens et les représentants de l'institution régionale.**

4-2 LE DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE DE LA LUTTE ET DISCIPLINES ASSOCIÉES POUR TOUS

- **LE SOUTIEN A LA PRATIQUE FEMININE**

Grâce au soutien de la Région, la Fédération développe des actions de promotion de la pratique sportive féminine.

LA FÉDÉRATION S'ENGAGE À :

- **Mettre en valeur le rôle majeur de la Région dans le développement de la pratique sportive féminine francilien à travers les supports de communication ;**
- **Mettre en valeur le rôle majeur de la Région dans le développement de la pratique féminine de proximité à travers les supports de communication ;**
- **Apposer le logo « Île-de-France », sur les maillots créés spécifiquement pour les évènements dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV);**
- **Faire figurer le logo « Île-de-France » précédé de la mention « avec le soutien de la Région » sur tous les supports de communication print et digital ;**
- **Assurer une visibilité régionale sur les évènements (logo sur les podiums, banderoles, panneaux, kakémonos, représentant pour remise de récompenses et sur les temps d'animation (banderoles, panneaux, kakémonos) ;**
- **Mentionner la Région Île-de-France sur le site internet et les réseaux sociaux ;**
- **Inviter la Région Île-de-France aux conférences de presse et organiser des actions de promotion ;**

- **LE SOUTIEN A LA PRATIQUE DE LA LUTTE ADAPTEE**

Grâce au soutien de la Région, la Fédération poursuit son programme de développement de la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap mental et psychique leur permettant d'accéder à l'activité en milieu sportif ordinaire.

LA FÉDÉRATION S'ENGAGE À :

- **Mettre en valeur le rôle majeur de la Région dans le développement de la lutte adaptée à travers les supports de communication ;**
- **Faire figurer le logo « Île-de-France » précédé de la mention « avec le soutien de la Région » sur tous les supports de communication print et digital (film promotionnel, flyers..);**
- **Assurer une visibilité régionale sur les évènements liés au sport adapté;**
- **Inviter la Région Île-de-France aux conférences de presse et organiser des actions de promotion.**

4-3 FAVORISER LES LIENS AVEC LES CLUBS D'EXCELLENCE D'ÎLE-DE-FRANCE

Grâce au soutien de la Région Île-de-France, la Fédération accompagne les clubs dans le cadre de la pratique sportive et de la formation. En lien avec le comité régional Île-de-France de Lutte et Disciplines Associées, la Fédération propose un club phare rayonnant sur le territoire francilien.

LA FÉDÉRATION S'ENGAGE À :

- **Mettre en valeur le rôle majeur de la Région dans les clubs d'excellence,**
- **Faire figurer le logo « Île-de-France » précédé de la mention « avec le soutien de la Région » sur tous les supports de communication print et digital,**
- **Assurer une visibilité régionale sur les évènements (logo sur les podiums, banderoles, panneaux, kakémonos, représentant pour remise de récompenses) ;**
- **Apposer le logo « Île-de-France » sur les tenues du club phare.**

4-4 L'ACCUEIL D'ATHLÈTES ULTRAMARINS

Grâce au soutien de la Région Île-de-France, la Fédération favorise l'accueil d'athlètes ultramarins (Caraïbes, Pacifique, Océanie) sur les compétitions et en stage de préparation en Île-de-France. Ces territoires ultramarins sont des réserves d'athlètes pour la discipline sportive, notamment sur l'Ile de la Réunion. La Fédération s'engage à faire venir chaque année les champions ultra-marins lors des championnats de France de Lutte et Disciplines Associées.

LA FÉDÉRATION S'ENGAGE À :

- **Mettre en valeur le rôle majeur de la Région dans l'accueil d'athlètes ultramarins à travers les supports de communication ;**
- **Assurer la visibilité régionale dans l'organisation d'évènements sportifs (logo sur les podiums, banderoles, animations LED, kakémonos, représentant légal pour la remise de récompenses) ;**
- **Apposer le logo « Île-de-France » précédé de la mention « avec le soutien de la Région » sur tous les supports de communication print et digital ;**
- **Organiser une conférence de presse en présence des athlètes ultramarins avec le soutien de la Région Île-de-France.**

4-5 LE SOUTIEN A LA FORMATION DES ENCADRANTS ET DES BENEVOLES

Grâce au soutien de la Région, la Fédération poursuit son programme de formation afin de r**enforcer la qualité des encadrants et de l'intervention des bénévoles** sur le territoire national. Il s'agit de **formations professionnalisantes, diplômantes ou continues.**

Grâce au soutien de la Région, la Fédération organise un colloque des arbitres en Ile-de-France.

LA FÉDÉRATION S'ENGAGE À :

- **Mettre en avant le rôle majeur de la Région dans les programmes éducatifs et pédagogiques de la lutte et disciplines associées à travers les supports de communication ;**
- **Assurer la visibilité régionale durant les sessions de formation ;**
- **Apposer le logo « Île-de-France » précédé de la mention « avec le soutien de la Région » sur les kits d'outils pédagogiques ;**
- **Apposer le logo « Île-de-France » précédé de la mention « avec le soutien de la Région » sur tous les supports de communication print et digital (livret éducatif, page de publicité) ;**

4.6 LE SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS QUI S'INSCRIVENT DANS LA POLITIQUE SPORTIVE PORTEE PAR LA FEDERATION

Le principe retenu entre la Région et la Fédération est celui d'une concertation autour des projets d'équipement présentés par les clubs. Pour la transmission d'informations, la Région et la Fédération en lien avec le comité régional élaborent conjointement **une fiche navette dématérialisée** destinée à l'information mutuelle des signataires.

La Région transmet à la Fédération et au comité, par le biais de la fiche navette, les projets d'équipements de lutte, déposés sur la plateforme des aides régionales.

LA FÉDÉRATION S'ENGAGE À :

- **Mettre en valeur le rôle majeur de la Région dans le cadre du financement des équipements sportifs à travers les supports de communication ;**
- **Assurer la visibilité régionale sur l'équipement (panneau, logo sur les supports de communication print et digital) ;**
- **Organiser l'inauguration en présence de la région Île-de-France.**

De plus, la Fédération soutenue par la Région sera soumis au respect de certaines obligations en matière de communication qui **seront détaillées dans les conventions de subventionnement.**

ARTICLE 5 : ÉVALUATION

Dans le cadre d'une réunion annuelle entre les parties signataires du présent protocole de partenariat, la Région et la Fédération présenteront un bilan des projets soutenus sur la période de validité dudit protocole.

Fait, en quatre (4) exemplaires originaux,

À St Ouen, le ……..

Le Président de la Fédération Française de Lutte et Disciplines Associées	Le Président du comité régional Île-de-France de Lutte et Disciplines associées	La Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France	Le Vice-Président chargé des sports, des loisirs, de la jeunesse, de la citoyenneté et de la vie associative du Conseil Régional d'Île-de-France
Alain BERTHOLOM	**Olivier AUDEBERT**	**Valérie PECRESSE**	**Patrick KARAM**

Annexe n°5 - Protocole Fédération Française de Hockey sur glace

Le 24 janvier 2019

PROTOCOLE DE PARTENARIAT

Entre,
La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération CP n°… du ….
Ci-après dénommée « la Région »,

d'une part,

Et
La Fédération Française de Hockey sur Glace, dont le siège est situé à l'Aren'Ice, 33 avenue de la Plaine des Sports 95800 Cergy-Pontoise représentée par son Président, Monsieur Luc TARDIF,
Ci-après dénommée « la Fédération ».

Et
La Ligue Île-de-France de Hockey sur Glace, dont le siège est situé l'Aren'Ice, 33 avenue de la Plaine des Sports 95800 Cergy-Pontoise, représentée par son Président, Monsieur Bruno MELIN
Ci-après dénommée « la Ligue ».

d'autre part,

PRÉAMBULE

I. *LA RÉGION, PREMIER FINANCEUR DU MOUVEMENT SPORTIF FRANCILIEN ET DES COLLECTIVITÉS LOCALES EN ÎLE-DE-FRANCE.*

a. La Région affirme sa volonté de réduire les fractures territoriales franciliennes en agissant en particulier pour le sport. Dans ce cadre, elle a décidé d'augmenter ses subventions en faveur du sport pour 2018 dans un contexte de baisse budgétaire généralisée pour l'ensemble des partenaires des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 ainsi que des collectivités. Le budget 2018 confirme et amplifie ainsi cet effort sans précédent, qui fait de la Région le premier partenaire du sport en Île-de-France

Dans le cadre de l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024, la Région a pris un engagement financier total de 235 M€, ce qui en fait le deuxième financeur après l'Etat et devant la ville de Paris.

Parallèlement à cette contribution, la Région a tenu à poursuivre son soutien à l'ensemble du mouvement sportif.

Ainsi, doté d'un budget de plus de 54 M€ pour les investissements sportifs en 2018, la Région confirme son programme d'actions ambitieux pour financer la construction, la rénovation d'équipements sportifs et l'amélioration de l'accès et de la sécurité dans les îles de loisirs franciliennes.

Ce sont ainsi **255 équipements sportifs** qui sont sortis de terre, en 2018, et **172 projets** en 2017, grâce au soutien financier de la Région, contre **13** en 2015 sous la précédente mandature.

Des efforts budgétaires très importants à hauteur de 10 M€ (en 2018) sont dédiés à la formation et au développement de la pratique sportive, à l'organisation d'évènements sportifs, sur le territoire, au déplacement des jeunes sportifs, à la promotion du sport, à l'accueil de délégations étrangères et de l'Outre-Mer dans le cadre « d'Île-de-France terre d'excellence sportive pour l'international », aux Ambassadeurs du Sport et au développement de l'accès aux loisirs et aux vacances sur les îles de loisirs franciliennes.

II. LES PRIORITÉS DE LA NOUVELLE POLITIQUE SPORTIVE RÉGIONALE.

La politique sportive régionale, en partenariat avec le mouvement sportif, vise à renforcer la pratique de haut niveau comme celle du plus grand nombre. Elle a pour objectif de préparer toute une génération aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris en 2024.

Afin de répondre à cet objectif, la Région consolide ses relations entre les différents acteurs du sport sur le territoire francilien et affirme ainsi une nouvelle politique sportive. Celle-ci a acquis une nouvelle dimension depuis sa refonte et la mise en place de nouveaux dispositifs.

La nouvelle politique sportive régionale est notamment marquée par un lien renforcé avec le Comité Régional Olympique et Sportif d'Île-de-France, tête de réseau du monde sportif régional.

Le soutien aux fédérations sportives devient un nouvel axe de la politique régionale.

a. Les priorités de la Région avec le mouvement sportif

Les enjeux de la pratique sportive en Île-de-France sont multiples : santé, lien social, intégration, attractivité. C'est pourquoi, la Région met en place une politique volontariste en faveur du sport et s'est engagée à :

Favoriser l'accès au sport pour le plus grand nombre en portant une attention particulière aux publics les plus éloignés de la pratique sportive, tant pour des raisons géographiques, culturelles que sociales ou de handicap, et par le biais des conventions pluriannuelles passées avec les fédérations, ligues et comités sportifs régionaux à l'occasion de l'**Olympiade 2017-2020** (en 2018 : 80 conventions sur le développement de la pratique sportive et 78 conventions sur la formation). Les soutiens sont prioritairement tournés vers le développement de la pratique sportive pour tous, l'accessibilité des équipements pour les personnes en situation de handicap, l'accès à la pratique sportive pour le public féminin, les adolescents et les seniors ;

Soutenir les formations professionnalisantes, diplômantes ou continues, en ce qui concerne l'encadrement éducatif et technique et les dirigeants bénévoles et officiels (32 000 formations) ;

Aider à la création d'emplois sportifs pérennes dans le milieu associatif par le biais des formations inscrites dans le cadre des conventions passées avec les ligues et comités sportifs régionaux (2 743 emplois créés).

Soutenir et mettre en valeur les athlètes franciliens. Pour ces athlètes et notamment les Ambassadeurs du sport de la région, cela se concrétise à la fois par un soutien au niveau de leur

pratique sportive et de leurs projets de reconversion et également par un financement de leur formation et/ou d'insertion professionnelle pendant l'olympiade et dans la perspective des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 ;

Accompagner et soutenir les évènements sportifs internationaux dont les effets sont indéniables sur la pratique sportive, l'emploi et le tourisme. L'organisation de ces compétitions est également un vecteur indispensable au rayonnement du territoire francilien, à son attractivité mais aussi à la promotion des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 ;

Accompagner les clubs dans leurs parcours compétitifs vers les plus hauts sommets nationaux et internationaux en leur permettant de bénéficier des meilleures conditions d'évolution (4 clubs Élite / 34 clubs Premium) ;

Contribuer à soutenir la solidarité internationale et le développement de la performance du mouvement sportif francilien, en favorisant l'accueil de délégations issues de pays en lien avec ses politiques internationale, européenne et francophone ;

Aider au déplacement des jeunes sportifs âgés de 13 à 18 ans, ou 25 ans pour les personnes en situation de handicap, lors de compétitions officielles se déroulant en Île-de-France par le biais des chèques tranSport ;

Encourager la pratique sportive pour le public féminin, notamment dans les zones prioritaires sensibles et rurales, et également pour les personnes en situation de handicap.

Accompagner et permettre la pratique sportive des personnes en situation de handicap par l'achat de matériels spécifiques par le biais des ligues et comités sportifs régionaux et par le biais des conventions pluriannuelles passées avec les ligues handisport et de sport adapté ;

Soutenir les projets associatifs d'envergure régionale en faveur des quartiers prioritaires de la politique de la ville visant à renforcer la cohésion sociale et territoriale, défendre les valeurs de la République et la Citoyenneté, favoriser la place des femmes au sein de l'espace public dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (équipements sportifs) et lutter contre les violences faites aux femmes ;

Lutter contre toutes les formes de discriminations et prévenir les risques de radicalisation en adoptant la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité élaborée en association avec les ligues et comités sportifs régionaux que chaque clubs et associations franciliens (19 100 clubs) s'engage à diffuser et à appliquer. Dans ce cadre, elle a formé et a décidé de former un réseau de lanceurs d'alerte, de vigies des valeurs de la République.
L'objectif est de donner aux clubs et aux entraîneurs des outils pour leur permettre d'agir avant que les jeunes ne basculent ;

Dans la continuité, une charte d'éthique et de déontologie a été élaborée. Elle a été signée par l'ensemble des ligues et comités régionaux d'Ille de France. Bâtie autour de 10 engagements, cette charte a pour objectif, par une action éducative, de faire reculer les nombreuses dérives constatées dans le sport en promouvant auprès du mouvement sportif francilien une approche citoyenne et respectueuse du sport.

Chaque licencié est appelé à signer cette charte dès sa prise de licence, à adhérer ainsi à ces 10 engagements et à les respecter en toutes circonstances.

Développer l'accès aux loisirs et aux vacances pour les jeunes Franciliens, notamment pour ceux qui ne partent pas en vacances, par le biais des tickets loisirs et des villages sportifs et culturels organisées sur les îles de loisirs, leur donnant ainsi la possibilité de découvrir et de pratiquer des activités sportives, culturelles et pédagogiques durant les vacances d'été.

b. Les priorités de la Région avec les collectivités locales

L'Île-de-France a un taux d'équipement sportif par habitant qui est largement inférieur à la moyenne nationale. C'est pourquoi, la Région a décidé de combler ce retard important, notamment en simplifiant les conditions d'éligibilité pour financer davantage d'infrastructures sportives.

Ainsi, elle s'engage à :

Moderniser les équipements sportifs en veillant au développement équilibré de son territoire tout en favorisant son attractivité. Les nombreux projets d'équipements sportifs de proximité à l'initiative des collectivités territoriales et soutenues par la Région, constituent une réponse appropriée à la carence de certains territoires dans ce domaine. De plus, la Région a instauré l'obligation d'installation d'un club résident pour chaque infrastructure sportive qu'elle finance ;

Poursuivre les efforts en matière de construction et de rénovation des équipements sportifs mis à disposition des lycées en faveur de l'éducation physique et sportive et du maillage associatif local ;

Accompagner les collectivités franciliennes de plus de 2.000 habitants (communes, EPCI et EPT) dans leurs projets d'investissement concourant à la réalisation d'équipements sportifs de proximité répondant aux besoins des populations locales dans le cadre du contrat d'aménagement régional (CAR).

III. LA RÉGION AUX COTÉS DU HOCKEY SUR GLACE NATIONAL ET RÉGIONAL

a. La Région, premier financeur du Hockey sur Glace francilien

Le Hockey sur Glace francilien a bénéficié, ces dernières années, de 10 000 000 € d'aide régionale pour la construction de l'Aren'Ice à Cergy-Pontoise en tant qu'Equipement d'Intérêt Régional et de 200 000 € pour l'organisation des derniers championnats du Monde de Hockey-sur-Glace en Ile-de-France.

La Région poursuit, aujourd'hui, son accompagnement en axant son soutien principalement sur la pratique sportive et la formation par le biais de la convention pluriannuelle (2017-2020) passée avec la ligue Île-de-France de Hockey sur Glace, qui a notamment permis de créer des **emplois en temps plein**. Cette convention se poursuivra parallèlement au présent protocole jusqu'en 2020.

La Région soutient également les évènements sportifs d'intérêt régional, national, international, finance aussi les **Clubs Excellence d'Île-de-France** et **les Ambassadeurs du sport de la Région Île-de-France, de l'olympisme et du paralympisme**.

Certains dispositifs sont conditionnés à l'obligation de mise en place d'un club résident avec une pratique féminine et si possible le développement de la pratique pour les personnes en situation de handicap.

b. La Fédération, partenaire privilégié de la Région Île-de-France, déploie sa politique sportive vers les clubs et les pratiquants, en collaboration avec la ligue Ile-de-France de Hockey sur Glace.

Dans le cadre de sa mission de service public défini par l'article L.131-9 du Code du sport, la Fédération favorise la démocratisation et le développement de la pratique du Hockey sur Glace. Pour ce faire, elle anime et développe un réseau de clubs sur tout le territoire.

Pour le mandat en cours, la Fédération a défini des axes stratégiques majeurs qui se déclinent régionalement en Ile de France de la façon suivante :

1. **Équipes de France**
    - Séniors Hommes : Qualification aux JO de 2022 et aux ¼ de Finale des championnats du Monde de façon récurrente :
        1. Utilisation du Centre National de Cergy pour la préparation de l'Équipe
        2. Création d'un pôle espoir au Centre National de Cergy en sept. 2019. En collaboration avec la Ligue IDF et le club de Cergy afin de mieux préparer les jeunes franciliens à atteindre l'excellence tout en les maintenant en Ile de France.
    - Séniors Femmes : Qualifications aux Jeux Olympiques de 2022 et maintient dans le top 10 mondial
        1. Utilisation du Centre National de Cergy pour la préparation de l'Équipe
        2. Installation du pôle national féminin à Cergy en sept. 2019
    - Para Hockey sur Glace : présentation pour la 1ère fois d'une équipe aux qualifications des Jeux Paralympiques de 2022 avec un objectif de qualification en 2026
        1. Mise en place d'une stratégie nationale (création d'une commission dédiée, formation des encadrants, soutien à la communication et au recrutement, convention avec la FFH, acquisition de Luges..)
        2. Utilisation du Centre National de Cergy pour la préparation de l'Équipe

2. **Développement des Ligues et des clubs au travers d'aides financières et RH (CTL)**

La FFHG cofinance avec la Ligue Ile de France une ressource dédié à celle-ci. La ressource est dédiée aux actions de développement de la Ligue et à l'accompagnement des clubs d'Ile de France pour les aider à structurer leurs actions.
L'Institut de Formation de la FFHG (basée à Cergy) met l'accent sur les formations diplômantes des entraineurs et va développer une stratégie de formation des dirigeants de clubs et de Ligue.

3. **Structuration de la Ligue Magnus**

La FFHG a mis en place avec les 12 clubs de la Synerglace Ligue Magnus (championnat élite national) un plan pluriannuel ayant pour objectifs de développer les clubs, l'image de la compétition et son modèle économique, la formation des joueurs et la professionnalisation des structures.
Dans ce cadre il est souhaité qu'un club francilien puisse à nouveau accéder à ce niveau de compétition. Il est a noté que le club de Cergy-Pontoise est en tête de la Division 1 (2ème niveau national) au 31.12.2018.

4. **Stratégie arbitrage**

Afin d'accélérer le développement de l'arbitrage français, une amélioration de la formation des arbitres et des personnes en charge de l'arbitrage (encadrement, supervision..) est prévue.
Les formations seront mise en place par l'institut de formation de la FFHG à Cergy.

5. **Stratégie de développement commercial et partenariats**

Dans le cadre du développement de l'image du Hockey sur Glace au niveau national, la FFHG a décidé de renforcer sa stratégie événementielle en IDF.
Après le succès du Championnat du Monde organisé en 2017 à Paris en collaboration avec l'Allemagne (224 000 spectateurs à Paris pour 30 matchs joués), la FFHG a décidé de modifier la formule de la Finale de la Coupe de France qui est jouée à l'Accor Hotels Arena depuis 2007.
Ainsi c'est un Final Four qui se déroulera annuellement à Paris à partir de 2019.

- **Soutien spécifique à la ligue Île-de-France de Hockey sur Glace et actions communes en faveur du développement**

Dans le cadre de l'aide au développement de la pratique, La Fédération accorde des aides directes aux clubs de la ligue pour soutenir leur projet de développement par l'intermédiaire de la labellisation.

La Fédération porte et appuie des projets d'équipements de Hockey sur Glace auprès de la Région Île-de-France.

Pour la saison sportive 2018 les aides au développement accordées par la Fédération à la ligue s'élèvent à 21 934 € plus 2 975 € pour les clubs franciliens (aides aux déplacements dans des phases finales jeunes et féminines).
A titre indicatif en 2019 l'aide à la Ligue Ile de France par la FFHG devrait être de l'ordre de 34 000€.

Cette aide a contribué à financer des actions de formation mises en place par la ligue, à soutenir les déplacements des clubs pour les championnats et les interclubs et à labelliser des clubs franciliens répondant aux critères de la Fédération.

La présente convention a donc pour but de définir les modalités du partenariat entre la Région et la Fédération pour le développement et la promotion de la pratique du Hockey sur Glace en Île-de-France.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

Le protocole instaure **un partenariat novateur entre la Région et la Fédération** qui s'appuie sur les dispositifs d'aides régionales en direction de projets d'équipements sportifs, de formation et de développement du Hockey sur Glace d'une manière générale.

Dans ce cadre, la Région et la Fédération **décident d'agir ensemble** pour :

PROMOUVOIR ET FAIRE RESPECTER LES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE ET LE PRINCIPE DE LAÏCITÉ AINSI QUE LES VALEURS D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE DU SPORT.

S'attacher au respect de la laïcité, des valeurs républicaines et à la prévention contre toutes les formes de violence (racisme, sexisme, homophobie, violences sexuelles, préjugés à l'encontre des personnes en situation de handicap), **de discriminations, de radicalisation**, **d'incivilités et de hooliganisme** dans les différentes actions sportives menées sur le territoire francilien. (Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité; Charte régionale d'éthique et de déontologie du sport).

À travers son règlement disciplinaire, **la Fédération affiche fermeté et détermination** face à toutes les formes de **violences**, de **discrimination**s et de **radicalisation, d'incivilités et de hooliganisme** dans le sport.

ENCOURAGER ET DÉVELOPPER LA PRATIQUE SPORTIVE DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Recenser les expériences d'intégration des personnes handicapées dans les clubs ;

Evaluer l'augmentation du nombre de pratiquants et de licenciés sur l'olympiade ;

Orienter et accompagner les sportifs à potentiel ;

Former les entraineurs à l'encadrement de cette pratique dédiée aux personnes en situation de handicap ;

Encourager la pratique sportive des personnes en situation de handicap, notamment au travers d'un projet pluriannuel concerté entre la Fédération et la Fédération Française Handisport jusqu'en 2022.

FAVORISER L'ACCÈS AU SPORT POUR TOUS ET NOTAMMENT DES FEMMES.

Encourager la pratique physique et sportive féminine par des actions innovantes en faveur des femmes, des actions auprès des collégiennes, des lycéennes, des étudiantes, des actions de promotion de la pratique lors d'événements sportifs, en partenariat avec la Région.

Faciliter la féminisation du mouvement sportif francilien grâce à la formation au travers de la prise en compte des enjeux de la mixité dans les formations de l'encadrement technique sportif et des fonctions d'arbitrages et d'encadrement.

Accompagner les sportives de haut niveau dans la construction de leur projet professionnel et sportif, promouvoir et accroître la réussite des féminines dans le haut niveau. Le Parcours de Performance Fédéral 2018-2022 intègre un axe sur ce volet, pleinement déclinable à l'échelle francilienne.

Mettre à l'honneur les Ambassadrices du Sport d'Île-de-France par l'organisation de projets et d'animations auprès des lycées d'Île-de-France.

Développer la pratique sportive pour le plus grand nombre et **favoriser le développement des pratiques sportives pour tous** sur l'ensemble du territoire, tout en privilégiant les zones rurales et les quartiers de la politique de la ville en Île-de-France.

FACILITER L'ACCES AUX RESPONSABILITES

Assurer une représentation plus équilibrée des femmes et des hommes au sein des instances dirigeantes des fédérations, des ligues et comités sportifs et des associations sportives reflétant la répartition des licenciés femmes-hommes par un rééquilibrage de la règle de proportionnalité.

Favoriser l'accès des femmes à la formation, à l'encadrement, à l'arbitrage, aux fonctions d'officiels.

CONTRIBUER AU RAYONNEMENT INTERNATIONAL DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE, 1ERE CAPITALE EUROPÉÈNNE.

Accueillir de grands évènements sportifs internationaux comme moyen de valoriser la dimension éducative et sociale du sport et de favoriser le rayonnement international de la Région, **acteur de mobilisation, dans le cadre de la stratégie d'accompagnement des Jeux Olympiques et Paralympiques**.

Dans le cadre du développement de la visibilité du Hockey sur Glace au plan national, la FFHG a développé une stratégie évènementielle en Ile de France, depuis 2006, année de création de la Fédération :

- Finale de la Coupe de France à l'Accor Hotel Arena depuis 2007
- Matchs de l'Équipe de France masculine à l'Accor Hotel Arena : contre le Canada en 2011 et contre le Danemark en 2016.
- Tournoi de Qualification Olympique Féminin à l'Aren'Ice de Cergy en 2017
- Matchs des Équipes de Frances à l'Aren'Ice chaque saison

Le programme des Équipes de France étant finalisé annuellement en fonction de leurs résultats au Championnat du Monde (événement annuel) la visibilité de la FFHG est donc annuelle également. Pour la saison 2018-2019 le programme est le suivant en Ile de France :

- 16 et 17 février 2019 : Final Four de la Coupe de France à l'Accor Hotels Arena
- 13 avril 2019 : France-Russie sénior masculin à l'Aren'Ice de Cergy

RENFORCER LA QUALITÉ DES ENCADRANTS ET DE L'INTERVENTION DES BÉNÉVOLES.

Renforcer la qualité des encadrants et de l'intervention des bénévoles sur le territoire francilien dans le cadre de **formations professionnalisantes, diplômantes ou continues** (formation des encadrants, des dirigeants et arbitres).

ACCOMPAGNER LES SPORTIFS DE HAUT NIVEAU FRANCILIENS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE SPORTIVE ET D'UN DOUBLE PROJET ADAPTÉ ET RENOUVELÉ.

Accompagner les sportifs de haut niveau franciliens pour leur permettre de mener à bien leur double projet, sportif d'une part, et scolaire-universitaire d'autre part, en vue d'une insertion professionnelle réussie à l'issue de leur carrière sportive.

Offrir à ces sportifs, les conditions les plus propices à l'accession au plus haut niveau en lien avec les clubs d'excellence d'Île-de-France.

Depuis plusieurs années et faute de projets ambitieux en Ile de France, les jeunes franciliens et franciliennes ayant un fort potentiel sportif, ont eu tendance à quitter leur club et la région pour rejoindre des structures pouvant leur permettre d'atteindre le haut niveau.

La FFHG a donc développé avec la Ligue Ile de France des actions spécifiques dans la région :

- Installation du Centre National en Ile de France et de l'Institut National de Formation
- Mise en place d'une ressource dédiée au développement auprès de la Ligue et cofinancée par la Fédération
- Installation du Pôle National Féminin de Hockey sur Glace à l'Aren'Ice en sept. 2019
- Création d'un pôle espoir masculin en sept.2019 avec la Ligue et le club de Cergy-pontoise à L'Aren'ice

Ceci va permettre d'accueillir les jeunes filles et jeunes garçons de l'Ile de France dans des structures leur permettant la préparation d'un double projet dans les meilleures conditions. Si un club francilien pouvait accéder à terme au championnat élite national, il pourrait mettre en place avec le soutien de la FFHG, un projet de centre de formation professionnel homme (après 18ans) qui compléterait le mécanisme.

DÉVELOPPER LES LIENS ENTRE L'OUTRE-MER ET LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE À TRAVERS LE SPORT.

Accueillir des délégations sportives ultra-marines (Guadeloupe, Martinique, Guyane Réunion et Zones Pacifique et Océanie) dans le cadre de stages et de préparation finale pour une compétition nationale ou internationale.

DÉVELOPPER LES LIENS AVEC LES GRANDES ENTREPRISES À TRAVERS LE SPORT

Permettre la pratique sportive en entreprises et aider les entreprises souhaitant mettre en place des initiatives de promotion de l'activité physique et sportive dans leurs stratégies et pratiques managériales.

Profiter des évènements sportifs internationaux accueillis en France pour organiser des échanges de savoirs-faire entre les chefs d'entreprise franciliens et les chefs d'entreprise internationaux.

FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES ET DE LOISIRS AU PROFIT DE TOUS LES PUBLICS ET NOTAMMENT DES JEUNES LICENCIES FRANCILIENS.

Parce qu'un grand nombre de Franciliennes et de Franciliens ne sont jamais partis ou ne partent pratiquement jamais en vacances, la Région mène une politique volontariste de développement d'accès aux loisirs et aux vacances.

Le dispositif « Ticket-Loisirs » a notamment pour objectif de favoriser le développement des pratiques sportives et de loisirs au profit de tous les publics et notamment des jeunes licenciés franciliens.

Les tickets-loisirs sont utilisables sur les douze îles de loisirs régionales. Ils permettent, suivant les catégories de bénéficiaires, le financement **des projets tels que des sorties en groupe à la journée, des cycles d'activités sportives, des actions portées par le mouvement sportif et des séjours au profit des adhérents et licenciés sportifs.**

Grâce à la Région, la Fédération et la ligue pourront bénéficier du dispositif « Ticket-Loisirs » au profit de leurs licenciés franciliens.

ARTICLE 2 : MODALITÉS D'EXERCICE DU PARTENARIAT

D'une part, la Région et la Fédération pourront soutenir conjointement les projets sportifs du comité régional et des collectivités territoriales au travers d'une aide financière au développement, qui devra faire l'objet d'une saisine du Vice-Président du Conseil régional chargé des sports, des loisirs, de la jeunesse, de la citoyenneté et de la vie associative et des Maires des communes concernées.

D'autre part, la Fédération pourra demander à bénéficier des différents dispositifs régionaux (tant en fonctionnement qu'en investissement) pour les projets qu'elle conduirait dans le cadre des objectifs partagés mentionnés à l'article 1.

Pour ce faire, les projets adressés à la Région feront l'objet d'un examen par les services régionaux **dans les conditions fixées par les règlements d'intervention des dispositifs applicables.**

Les modalités de versement des aides régionales sont en tout état de cause précisées dans les conventions de subventionnement signées avec la Fédération et la ligue Île-de-France.

Les aides de la Région sont allouées chaque année dans la limite des crédits ouverts au budget.

ARTICLE 3 : DATE D'EFFET ET DURÉE DU PROTOCOLE

Le présent protocole est valable **à compter de la date de sa signature et jusqu'au 31 décembre 2020.**

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

LA FÉDÉRATION RECONNAIT QUE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE EST UN PARTENAIRE MAJEUR DU DÉVELOPPEMENT DU HOCKEY SUR GLACE, EN CE QUI CONCERNE :

4-1 LE DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE DU HOCKEY SUR GLACE

Le développement de la pratique du Hockey sur Glace est étroitement dépendant du nombre de la qualité d'accueil des patinoires. Le maintien du parc existant est donc un objectif minimum pour la Fédération.
Un travail commun entre la Région et la Fédération est engagé pour accompagner les collectivités propriétaires.

La Fédération a développé un certain nombre de projets pour accompagner les clubs dans la recherche de nouveaux pratiquants et dans leur fidélisation. Ils ont tous portés par le CTL cofinancé par la Ligue et la Fédération :

- Amélioration de la formation des encadrants
- Mise en place d'une équipe technique régionale
- Outils de recrutement (campagne de communication et d'animation de journées portes ouvertes)
- Mise en place de « plateaux » qui regroupent les jeunes d'une région par catégorie d'âge : U9 / U11 et U13

De plus dans le cadre du développement de la pratique du Para Hockey sur Glace (nouvelle pratique au sein de la FFHG), des projets et outils spécifiques vont être lancés durant l'été 2019.

Grâce au soutien de la Région, la Fédération développe ses actions pour promouvoir la pratique du Hockey sur Glace en élargissant son offre d'activité et ses produits afin de répondre aux spécificités des territoires.

LA FÉDÉRATION S'ENGAGE À :

- **Mettre en valeur le rôle majeur de la Région dans le développement de la pratique sportive à travers les supports de communication ;**
- **Faire figurer le logo « Île-de-France » précédé de la mention « avec le soutien de la Région » sur tous les supports de communication print et digital (site internet, réseaux sociaux et streaming en live) valorisant les pratiques ;**
- **Assurer une visibilité régionale sur les évènements (logo sur les podiums, banderoles, panneaux, kakémonos, représentant pour remise de récompenses)**
- **Mentionner la Région Île-de-France sur site internet et les réseaux sociaux ;**

- **Inviter la Région Île-de-France aux conférences de presse et organiser des actions de promotion ;**
- **Proposer à la Région des invitations et accès à des événements pour les jeunes lycéens, apprentis, licenciés des clubs franciliens et les représentants de l'institution régionale.**

4-2 FAVORISER LES LIENS AVEC LES CLUBS D'EXCELLENCE D'ÎLE-DE-FRANCE

Grâce au soutien de la Région Île-de-France, la Fédération accompagne les clubs dans le cadre de la pratique sportive et de la formation. En lien avec la ligue Île-de-France de Hockey sur Glace, la Fédération propose un club phare rayonnant sur le territoire francilien.

LA FÉDÉRATION S'ENGAGE À :

- **Mettre en valeur le rôle majeur de la Région dans les clubs d'excellence,**
- **Faire figurer le logo « Île-de-France » précédé de la mention « avec le soutien de la Région » sur tous les supports de communication print et digital,**
- **Assurer une visibilité régionale sur les évènements (logo sur les podiums, banderoles, panneaux, kakémonos, représentant pour remise de récompenses) ;**
- **Apposer le logo « Île-de-France » sur les tenues du club phare.**

4-3 ACCOMPAGNER LES JEUNES TALENTS FRANCILIENS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE SPORTIVE

Grâce au soutien de la Région Île-de-France, la Fédération **offre aux jeunes sportifs, les conditions les plus propices à l'accession au plus haut niveau.** La fédération finance l'hébergement et la restauration des jeunes sportifs encadrés dans le Pôle Espoir sur l'Ile de loisirs de Cergy-Pontoise.

LA FÉDÉRATION S'ENGAGE À :

- **Mettre en valeur le rôle majeur de la Région dans cet accompagnement ;**
- **Faire figurer le logo « Île-de-France » précédé de la mention « avec le soutien de la Région » sur tous les supports de communication print et digital,**
- **Assurer une visibilité régionale sur les évènements (logo sur les podiums, banderoles, panneaux, kakémonos, représentant pour remise de récompenses) ;**
- **Apposer le logo « Île-de-France » sur les tenues des jeunes sportifs.**

4-4 L'ACCUEIL D'ATHLÈTES ULTRAMARINS ET DE DÉLÉGATIONS ÉTRANGÈRES

Grâce au soutien de la Région Île-de-France, la Fédération favorise l'accueil d'athlètes ultramarins (Caraïbes, Pacifique, Océanie) sur les compétitions et en stage de préparation en Île-de-France.

Grâce au soutien de la Région Île-de-France, la Fédération s'engage à faire venir chaque année des sportifs d'une délégation étrangère.

LA FÉDÉRATION S'ENGAGE À :

- **Mettre en valeur le rôle majeur de la Région dans l'accueil d'athlètes ultramarins ou des sportifs de la délégation étrangère à travers les supports de communication ;**
- **Assurer la visibilité régionale dans l'organisation d'évènements sportifs (logo sur les podiums, banderoles, animations LED, kakémonos, représentant légal pour la remise de récompenses) ;**
- **Apposer le logo « Île-de-France » précédé de la mention « avec le soutien de la Région » sur tous les supports de communication print et digital ;**
- **Organiser une conférence de presse en présence des athlètes ultramarins ou des sportifs de la délégation étrangère avec le soutien de la Région Île-de-France.**

4-5 LE SOUTIEN A LA FORMATION DES ENCADRANTS ET DES BENEVOLES

Grâce au soutien de la Région, la Fédération poursuit son programme de formation afin de r**enforcer la qualité des encadrants et de l'intervention des bénévoles** sur le territoire national. Il s'agit de **formations professionnalisantes, diplômantes ou continues.**

LA FÉDÉRATION S'ENGAGE À :

- **Mettre en avant le rôle majeur de la Région dans les programmes éducatifs et pédagogiques de Hockey sur Glace à travers les supports de communication ;**
- **Assurer la visibilité régionale durant les sessions de formation ;**
- **Apposer le logo « Île-de-France » précédé de la mention « avec le soutien de la Région » sur les kits d'outils pédagogiques ;**
- **Apposer le logo « Île-de-France » précédé de la mention « avec le soutien de la Région » sur tous les supports de communication print et digital (livret éducatif, page de publicité) ;**

4.6 LE SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS QUI S'INSCRIVENT DANS LA POLITIQUE SPORTIVE PORTEE PAR LA FEDERATION

Le principe retenu entre la Région et la Fédération est celui d'une concertation autour des projets d'équipement présentés par les clubs. Pour la transmission d'informations, la Région et la Fédération en lien avec la ligue élaborent conjointement **une fiche navette dématérialisée** destinée à l'information mutuelle des signataires.

La Région transmet à la Fédération et à la ligue par le biais de la fiche navette, les projets d'équipements de Hockey sur Glace, déposés sur la plateforme des aides régionales.

LA FÉDÉRATION S'ENGAGE À :

- **Mettre en valeur le rôle majeur de la Région dans le cadre du financement équipements sportifs à travers les supports de communication ;**
- **Assurer la visibilité régionale sur l'équipement (panneau, logo sur les supports de communication print et digital) ;**
- **Organiser l'inauguration en présence de la région Île-de-France.**

De plus, la Fédération soutenue par la Région sera soumis au respect de certaines obligations en matière de communication qui **seront détaillées dans les conventions de subventionnement.**

ARTICLE 5 : ÉVALUATION

Dans le cadre d'une réunion annuelle entre les parties signataires du présent protocole de partenariat, la Région et la Fédération présenteront un bilan des projets soutenus sur la période de validité dudit protocole.

Fait, en quatre (4) exemplaires originaux,

À St Ouen, le ……..

Le Président de la Fédération Française de Hockey sur Glace	Le Président de la Ligue Île-de-France de Hockey sur Glace	La Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France	Le Vice-Président chargé des sports, des loisirs, de la jeunesse, de la citoyenneté et de la vie associative du Conseil Régional d'Île-de-France
Luc TARDIF	**Bruno MELIN**	**Valérie PECRESSE**	**Patrick KARAM**

Annexe n°6 - Protocole Fédération Française de Rugby

Le 24 janvier 2019

PROTOCOLE DE PARTENARIAT

Entre,
La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération CP n°… du ….
Ci-après dénommée « la Région »,

d'une part,

Et
La Fédération Française de Rugby, dont le siège est situé au 3/5 rue jean de Montaigu 91463 Marcoussis cedex, représentée par son Président, Monsieur Bernard LAPORTE,
Ci-après dénommée « la Fédération ».

d'autre part,

PRÉAMBULE

I. *LA RÉGION, PREMIER FINANCEUR DU MOUVEMENT SPORTIF FRANCILIEN ET DES COLLECTIVITÉS LOCALES EN ÎLE-DE-FRANCE.*

a. La Région affirme sa volonté de réduire les fractures territoriales franciliennes en agissant en particulier pour le sport. Dans ce cadre, elle a décidé d'augmenter ses subventions en faveur du sport pour 2018 dans un contexte de baisse budgétaire généralisée pour l'ensemble des partenaires des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 ainsi que des collectivités. Le budget 2018 confirme et amplifie ainsi cet effort sans précédent, qui fait de la Région le premier partenaire du sport en Île-de-France

Dans le cadre de l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024, la Région a pris un engagement financier total de 235 M€ ce qui en fait le deuxième financeur après l'Etat et devant la ville de Paris.

Parallèlement à cette contribution, la Région a tenu à poursuivre son soutien à l'ensemble du mouvement sportif.

Ainsi, doté d'un budget de plus de 54 M€ pour les investissements sportifs en 2018, la Région confirme son programme d'actions ambitieux pour financer la construction, la rénovation d'équipements sportifs et l'amélioration de l'accès et de la sécurité dans les îles de loisirs franciliennes.

Ce sont ainsi **255 équipements sportifs** qui sont sortis de terre, **en 2018,** et **172 projets en 2017**, grâce au soutien financier de la Région, contre 13 en 2015 sous la précédente mandature.

Des efforts budgétaires très importants à hauteur de 10 M€ en 2018 sont dédiés à la formation et au développement de la pratique sportive, à l'organisation d'évènements sportifs, sur le territoire, au déplacement des jeunes sportifs, à la promotion du sport, à l'accueil de délégations étrangères et de l'Outre-Mer dans le cadre « d'Île-de-France terre d'excellence sportive pour l'international », aux Ambassadeurs du Sport et au développement de l'accès aux loisirs et aux vacances sur les îles de loisirs franciliennes.

II. LES PRIORITÉS DE LA NOUVELLE POLITIQUE SPORTIVE RÉGIONALE.

La politique sportive régionale, en partenariat avec le mouvement sportif, vise à renforcer la pratique de haut niveau comme celle du plus grand nombre. Elle a pour objectif de préparer toute une génération aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris en 2024.

Afin de répondre à cet objectif, la Région consolide ses relations entre les différents acteurs du sport sur le territoire francilien et affirme ainsi une nouvelle politique sportive. Celle-ci a acquis une nouvelle dimension depuis sa refonte et la mise en place de nouveaux dispositifs.

La nouvelle politique sportive régionale est notamment marquée par un lien renforcé avec le Comité Régional Olympique et Sportif d'Île-de-France, tête de réseau du monde sportif régional.

Le soutien aux fédérations sportives devient un nouvel axe de la politique régionale.

a. Les priorités de la Région avec le mouvement sportif

Les enjeux de la pratique sportive en Île-de-France sont multiples : santé, lien social, intégration, attractivité. C'est pourquoi, la Région met en place une politique volontariste en faveur du sport et s'est engagée à :

Favoriser l'accès au sport pour le plus grand nombre en portant une attention particulière aux publics les plus éloignés de la pratique sportive, tant pour des raisons géographiques, culturelles que sociales ou de handicap, et par le biais des conventions pluriannuelles passées avec les fédérations, ligues et comités sportifs régionaux à l'occasion de la **nouvelle Olympiade 2017-2020**. (en 2018 : 80 conventions sur le développement de la pratique sportive et 78 conventions sur la formation). Les soutiens sont prioritairement tournés vers le développement de la pratique sportive pour tous, l'accessibilité des équipements pour les personnes en situation de handicap, l'accès à la pratique sportive pour le public féminin, les adolescents et les seniors ;

Soutenir les formations professionnalisantes, diplômantes ou continues, en ce qui concerne l'encadrement éducatif et technique et les dirigeants bénévoles et officiels (32 000 formations) ;

Aider à la création d'emplois sportifs pérennes dans le milieu associatif par le biais des formations inscrites dans le cadre des conventions passées avec les ligues et comités sportifs régionaux (2 743 emplois créés).

Soutenir et mettre en valeur les athlètes franciliens. Pour ces athlètes et notamment les Ambassadeurs du sport de la région, cela se concrétise à la fois par un soutien au niveau de leur pratique sportive et de leurs projets de reconversion et également par un financement de leur formation et/ou d'insertion professionnelle pendant l'olympiade et dans la perspective des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 ;

Accompagner et soutenir les évènements sportifs internationaux dont les effets sont indéniables sur la pratique sportive, l'emploi et le tourisme. L'organisation de ces compétitions est également un vecteur indispensable au rayonnement du territoire francilien, à son attractivité mais aussi à la promotion des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 ;

Accompagner les clubs dans leurs parcours compétitifs vers les plus hauts sommets nationaux et internationaux en leur permettant de bénéficier des meilleures conditions d'évolution (4 clubs Élite / 34 clubs Premium) ;

Contribuer à soutenir la solidarité internationale et le développement de la performance du mouvement sportif francilien, en favorisant l'accueil de délégations issues de pays en lien avec ses politiques internationale, européenne et francophone ;

Aider au déplacement des jeunes sportifs âgés de 13 à 18 ans, ou 25 ans pour les personnes en situation de handicap, lors de compétitions officielles se déroulant en Île-de-France par le biais des chèques tranSport ;

Encourager la pratique sportive pour le public féminin, notamment dans les zones prioritaires sensibles et rurales, et également pour les personnes en situation de handicap.

Accompagner et permettre la pratique sportive des personnes en situation de handicap par l'achat de matériels spécifiques par le biais des ligues et comités sportifs régionaux et par le biais des conventions pluriannuelles passées avec les ligues handisport et de sport adapté ;

Soutenir les projets associatifs d'envergure régionale en faveur des quartiers prioritaires de la politique de la ville visant à renforcer la cohésion sociale et territoriale, défendre les valeurs de la République et la Citoyenneté, favoriser la place des femmes au sein de l'espace public dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (équipements sportifs) et lutter contre les violences faites aux femmes ;

Lutter contre toutes les formes de discriminations et prévenir les risques de radicalisation en adoptant la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité élaborée en association avec les ligues et comités sportifs régionaux que chaque clubs et associations franciliens (19 100 clubs) s'engage à diffuser et à appliquer. Dans ce cadre, elle a formé et a décidé de former un réseau de lanceurs d'alerte, de vigies des valeurs de la République.
L'objectif est de donner aux clubs et aux entraîneurs des outils pour leur permettre d'agir avant que les jeunes ne basculent ;

Dans la continuité, une charte d'éthique et de déontologie a été élaborée. Elle a été signée par l'ensemble des ligues et comités régionaux d'Ille de France. Bâtie autour de 10 engagements, cette charte a pour objectif, par une action éducative, de faire reculer les nombreuses dérives constatées dans le sport en promouvant auprès du mouvement sportif francilien une approche citoyenne et respectueuse du sport.

Chaque licencié est appelé à signer cette charte dès sa prise de licence, à adhérer ainsi à ces 10 engagements et à les respecter en toutes circonstances.

Développer l'accès aux loisirs et aux vacances pour les jeunes Franciliens, notamment pour ceux qui ne partent pas en vacances, par le biais des tickets loisirs et des villages sportifs et culturels organisées sur les îles de loisirs, leur donnant ainsi la possibilité de découvrir et de pratiquer des activités sportives, culturelles et pédagogiques durant les vacances d'été.

b. Les priorités de la Région avec les collectivités locales

L'Île-de-France a un taux d'équipement sportif par habitant qui est largement inférieur à la moyenne nationale. C'est pourquoi, la Région a décidé de combler ce retard important, notamment en simplifiant les conditions d'éligibilité pour financer davantage d'infrastructures sportives.

Ainsi, elle s'engage à :

Moderniser les équipements sportifs en veillant au développement équilibré de son territoire tout en favorisant son attractivité. Les nombreux projets d'équipements sportifs de proximité à l'initiative des collectivités territoriales et soutenues par la Région, constituent une réponse appropriée à la carence de certains territoires dans ce domaine. De plus, la Région a instauré l'obligation d'installation d'un club résident pour chaque infrastructure sportive qu'elle finance ;

Poursuivre les efforts en matière de construction et de rénovation des équipements sportifs mis à disposition des lycées en faveur de l'éducation physique et sportive et du maillage associatif local ;

Accompagner les collectivités franciliennes de plus de 2.000 habitants (communes, EPCI et EPT) dans leurs projets d'investissement concourant à la réalisation d'équipements sportifs de proximité répondant aux besoins des populations locales dans le cadre du contrat d'aménagement régional (CAR).

III. LA RÉGION AUX COTÉS DU RUGBY NATIONAL ET RÉGIONAL

a. La Région, premier financeur du rugby francilien

Le rugby francilien a bénéficié en 2018 d'aides régionales de 1 047 797 € pour le développement et la promotion de la discipline.

Ce financement comprend le soutien à la pratique sportive et à la formation par le biais de la convention pluriannuelle (2017-2020) passée avec la Ligue Île-de-France de Rugby qui a notamment permis de créer des **emplois en temps plein**. Cette convention se poursuivra parallèlement au présent protocole jusqu'en 2020.

Ce financement comprend également des investissements importants en matière d'infrastructures sportives au travers du soutien aux collectivités locales pour la construction et la rénovation d'installations adaptées à la pratique du rugby : Montmorency(95), Cc Pays de Nemours (77), Plessis Robinson (92), Massy (91), Pontault Combault (91), Suresnes (92).

La Région soutient les évènements sportifs d'intérêt régional, national, international, finance aussi les **Clubs Excellence d'Île-de-France** et **les Ambassadeurs du sport de la Région Île-de-France, de l'olympisme et du paralympisme**.

Certains dispositifs sont conditionnés à l'obligation de mise en place d'un club résident avec une pratique féminine et si possible le développement de la pratique pour les personnes en situation de handicap.

b. La Fédération, partenaire privilégié de la Région Île-de-France, déploie sa politique sportive vers les clubs et les pratiquants, en collaboration avec la Ligue Île-de-France de rugby.

Dans le cadre de sa mission de service public défini par l'article L.131-9 du Code du sport, la Fédération favorise la démocratisation et le développement de la pratique du rugby. Pour ce faire, elle anime et développe un réseau de clubs sur tout le territoire.

La Fédération Française de Rugby a l'exigence de former des sportifs certes, mais plus largement des Citoyens. « Faire rugby » c'est façonner des Citoyens plus éclairés et épanouis. En fixant l'enjeu du projet fédéral à ce très haut niveau d'ambition, la FFR en parfaite cohérence avec les finalités de la Région Ile-de-France s'est réformée pour se doter d'une gouvernance démocratique, ouverte, transparente, capable d'intégrer toutes les fratries pour n'en faire qu'une, indivisible et rayonnante, et redonner la parole aux CLUBS. Son projet doit justement permettre de conforter durablement le rôle sportif et social du CLUB qui demeure à la fois la valeur-socle et l'objectif principal.

D'ici 2023, la FFR souhaite renforcer les moyens octroyés aux dirigeants de CLUBS afin qu'ils puissent accomplir leurs missions dans des conditions administratives simplifiées, en accédant à des formations de qualité et de proximité, en étant accompagnés à chaque instant par leur Fédération pour rendre la pratique plus accessible partout et pour tous.
La Fédération renverse ainsi la pyramide, en partant du quartier pour prioriser les besoins intrinsèques du CLUB et consolider un projet fort en faveur du rayonnement national et international du Rugby Français. Bâtir des Clubs structurés dotés d'un projet pluriannuel, consolidés dans un schéma territorial cohérent, avec des dirigeants et des éducateurs mieux formés, dans un esprit de convivialité et de fraternité, permettra d'accueillir dans les meilleures conditions et durablement toutes celles et ceux qui voudront pratiquer le Rugby en France et au sein de la Région grâce au formidable effet-levier que doivent être FRANCE 2023 et PARIS2024.

Ce projet tend à mobiliser la France du Rugby en perspective de l'accueil en Région de ces grands évènements et lui laisser un héritage fort, durable et refondateur. Le CLUB est l'épicentre de ce projet articulé autour de 5 axes forts. Ce projet est une base dynamique, déclinable sur l'ensemble du territoire francilien, adaptable aux besoins des dirigeants les plus proches du « terrain ».



- **Soutien spécifique à la Ligue Île-de-France de Rugby et actions communes en faveur du développement**

Dans le cadre de l'aide au développement de la pratique, La Fédération accorde des aides directes aux clubs de la Ligue pour soutenir leur projet de développement par l'intermédiaire de la labellisation.

La Fédération porte et appuie des projets d'équipements de rugby auprès de la Région Île-de-France.

Cette aide a contribué à financer des actions de formation mises en place par la Ligue, à soutenir les déplacements des clubs pour les championnats et les interclubs et à labelliser des clubs franciliens répondant aux critères de la Fédération.

La présente convention a donc pour but de définir les modalités du partenariat entre la Région et la Fédération pour le développement et la promotion de la pratique du rugby en Île-de-France.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

Le protocole instaure **un partenariat novateur entre la Région et la Fédération** qui s'appuie sur les dispositifs d'aides régionales en direction de projets d'équipements sportifs, de formation et de développement de la pratique du rugby d'une manière générale.

Dans ce cadre, la Région et la Fédération **décident d'agir ensemble** pour :

PROMOUVOIR ET FAIRE RESPECTER LES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE ET LE PRINCIPE DE LAÏCITÉ AINSI QUE LES VALEURS D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE DU SPORT.

S'attacher au respect de la laïcité, des valeurs républicaines et à la prévention contre toutes les formes de violence (racisme, sexisme, homophobie, violences sexuelles, préjugés à l'encontre des personnes en situation de handicap), **de discriminations, de radicalisation**, **d'incivilités et de hooliganisme** dans les différentes actions sportives menées sur le territoire francilien. (Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité; Charte régionale d'éthique et de déontologie du sport).

À travers son règlement disciplinaire, **la Fédération affiche fermeté et détermination** face à toutes les formes de **violences**, de **discrimination**s et de **radicalisation, d'incivilités et de hooliganisme** dans le sport.

ENCOURAGER ET DÉVELOPPER LA PRATIQUE SPORTIVE DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Recenser les expériences d'intégration des personnes handicapées dans les clubs ;

Evaluer l'augmentation du nombre de pratiquants et de licenciés sur l'olympiade ;

Former les entraineurs à l'encadrement de cette pratique dédiée aux personnes en situation de handicap;

Encourager la pratique sportive des personnes en situation de handicap, notamment au travers d'un projet pluriannuel concerté entre la Fédération et la Fédération Française Handisport jusqu'en 2024.

FAVORISER L'ACCÈS AU SPORT POUR TOUS ET NOTAMMENT DES FEMMES.

Encourager la pratique physique et sportive féminine par des actions innovantes en faveur des femmes, des actions auprès des collégiennes, des lycéennes, des étudiantes, des actions de promotion de la pratique lors d'événements sportifs, en partenariat avec la Région.

Faciliter la féminisation du mouvement sportif francilien grâce à la formation au travers de la prise en compte des enjeux de la mixité dans les formations de l'encadrement technique sportif et des fonctions d'arbitrages et d'encadrement.

Accompagner les sportives de haut niveau dans la construction de leur projet professionnel et sportif, promouvoir et accroître la réussite des féminines dans le haut niveau. Le Parcours de Performance Fédéral 2018-2024 intègre un axe sur ce volet, pleinement déclinable à l'échelle francilienne. Conscient des réalités du modèle économique du rugby, un travail spécifique sur le suivi socio-professionnel des athlètes de haut niveau est d'ores et déjà déployé par la Fédération et sera ainsi amplifié.

Mettre à l'honneur les Ambassadrices du Sport d'Île-de-France par l'organisation de projets et d'animations auprès des lycées d'Île-de-France.

Développer la pratique sportive pour le plus grand nombre et **favoriser le développement des pratiques sportives pour tous** sur l'ensemble du territoire, tout en privilégiant les zones rurales et les quartiers de la politique de la ville en Île-de-France.

FACILITER L'ACCES DES FEMMES AUX RESPONSABILITES

Assurer une représentation plus équilibrée des femmes et des hommes au sein des instances dirigeantes des fédérations, des ligues et comités sportifs et des associations sportives reflétant la répartition des licenciés femmes-hommes par un rééquilibrage de la règle de proportionnalité.

Favoriser l'accès des femmes à la formation, à l'encadrement, à l'arbitrage, aux fonctions d'officiels.

CONTRIBUER AU RAYONNEMENT INTERNATIONAL DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE, 1ERE CAPITALE EUROPÉENNE.

Accueillir de grands évènements sportifs internationaux comme moyen de valoriser la dimension éducative et sociale du sport et de favoriser le rayonnement international de la Région, **acteur de mobilisation, dans le cadre de la stratégie d'accompagnement des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024**. Le Tournoi HSBC de Rugby Sevens et la préparation de l'accueil de la Coupe du Monde de rugby 2023 seront des évènements privilégiés.

RENFORCER LA QUALITÉ DES ENCADRANTS ET DE L'INTERVENTION DES BÉNÉVOLES.

Renforcer la qualité des encadrants et de l'intervention des bénévoles sur le territoire francilien dans le cadre de **formations professionnalisantes, diplômantes ou continues** (formation des encadrants, des dirigeants et arbitres).

ACCOMPAGNER LES SPORTIFS DE HAUT NIVEAU FRANCILIENS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE SPORTIVE ET D'UN DOUBLE PROJET ADAPTÉ ET RENOUVELÉ.

Accompagner les sportifs de haut-niveau franciliens pour leur permettre de mener à bien leur double projet sportif d'une part et, scolaire /universitaire d'autre part en vue d'une insertion professionnelle réussie à l'issue de leur carrière sportive.

Offrir à ces sportifs, les conditions les plus propices à l'accession au plus haut niveau en lien avec les clubs d'excellence d'Île-de-France.

Dans la perspective de la Coupe du Monde 2023 et des Jeux PARIS 2024, la FFR souhaite mettre en place un programme de promotion du rugby aux côtés de l'institution régionale. En faisant notamment en sorte de :

- Assurer la coordination des projets avec la Ligue Régionale, les Départements et les Clubs ;
- Accueillir les équipes participantes au niveau local et établir le programme de promotion ;
- Associer les clubs de rugby à l'environnement des matchs sur le site de compétition ;
- Co-construire le programme héritage de ces grands évènements
- Mobiliser les bénévoles autour de cette opportunité évènementielle ;
- Renforcer la qualité d'accueil dans les clubs franciliens
- Renforcer la formation des éducateurs des clubs pour optimiser l'éducation sportive des jeunes

L'installation sur les terrains du Stade Raoul MONTBRAND ou sur tout autre site de la Région, d'un Centre de la fédération et de la Région Ile-de-France d'Innovation des Rugbys, dit Académie-Pôle Espoirs mixte, en synergie avec les Clubs du 93 et en lien avec les établissements scolaires du bassin, permettra de préparer les jeunes franciliens à ces échéances majeures. Cet investissement de la DTN de la FFR et de sa direction de la recherche sportive favorisera la détection des nouveaux talents du rugby, tout en favorisant la pratique pour toutes et tous.

DÉVELOPPER LES LIENS ENTRE L'OUTRE-MER ET LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE À TRAVERS LE SPORT.

Accueillir des délégations sportives ultra-marines (Guadeloupe, Martinique, Guyane Réunion et Zones Pacifique et Océanie) dans le cadre de stages et de préparation finale pour une compétition nationale ou internationale.

DÉVELOPPER LES LIENS AVEC LES GRANDES ENTREPRISES À TRAVERS LE SPORT

Permettre la pratique sportive en entreprises et aider les entreprises souhaitant mettre en place des initiatives de promotion de l'activité physique et sportive dans leurs stratégies et pratiques managériales.

Profiter des évènements sportifs internationaux accueillis en France pour organiser des échanges de savoirs-faire entre les chefs d'entreprise franciliens et les chefs d'entreprise internationaux.

FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES ET DE LOISIRS AU PROFIT DE TOUS LES PUBLICS ET NOTAMMENT DES JEUNES LICENCIES FRANCILIENS

Parce qu'un grand nombre de Franciliennes et de Franciliens ne sont jamais partis ou ne partent pratiquement jamais en vacances, la Région mène une politique volontariste de développement d'accès aux loisirs et aux vacances.

Le dispositif « Ticket-Loisirs » a notamment pour objectif de favoriser le développement des pratiques sportives et de loisirs au profit de tous les publics et notamment des jeunes licenciés franciliens.

Les tickets-loisirs sont utilisables sur les douze îles de loisirs régionales. Ils permettent, suivant les catégories de bénéficiaires, le financement **des projets tels que des sorties en groupe à la journée, des cycles d'activités sportives, des actions portées par le mouvement sportif et des séjours au profit des adhérents et licenciés sportifs.**

Grâce à la Région, la Fédération et la Ligue pourront bénéficier du dispositif « Ticket-Loisirs » au profit de leurs licenciés franciliens.

CONTRIBUER A LA MODERNISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS EN ILE DE FRANCE EN VEILLANT AU DEVELOPPEMENT DE L'EQUILIBRE DE SON TERRITOIRE TOUT EN FAVORISANT SON ATTRACTIVITE

La Région en tant qu'aménageur de son territoire soutient le développement d'équipements sportifs, pour réduire la carence généralisée et favoriser le développement de la mixité de la pratique sportive francilienne (compétitive ou de loisirs), tout en répondant aux exigences de sécurité et de protection des pratiquants.

La Région a adopté une mention particulière pour les projets de terrains synthétiques de grands jeux, homologués par les fédérations sportives concernées. Ils devront en effet satisfaire les critères suivants :

- **Limiter la teneur en HAP** (hydrocarbures aromatiques polycycliques) des produits de remplissage des terrains synthétiques aujourd'hui fixée à 6200 mg/kg à 17 mg/kg;

- **Imposer le label de type Technigom®** qui vise à garantir la provenance française et la traçabilité des pneumatiques pour garantir la qualité des composants des terrains synthétiques.

- **Rendre obligatoire un test de toxicité mesurant l'impact des métaux lourds et des HAP sur l'homme**, lors de la mise en pratique du terrain et à période régulière. Ce test peut être mis en œuvre pour un coût financier raisonnable. Les résultats devront être portés à connaissance des pratiquants sportifs par tout moyen.

- **Respecter les normes environnementales** (norme européenne: NF EN 15 330 et norme française : NF P 90-112) qui traitent de tous les aspects liés à la qualité du revêtement en gazon synthétique ainsi que de toxicologie des matériaux mis en œuvre.

- **Imposer, à partir du 1er janvier 2019, un encaissement des terrains synthétiques de grands jeux** pour éviter la dispersion des produits de remplissage.

ARTICLE 2 : MODALITÉS D'EXERCICE DU PARTENARIAT

D'une part, la Région et la Fédération pourront soutenir conjointement les projets sportifs de la Ligue et des collectivités territoriales au travers d'une aide financière au développement qui devra faire l'objet d'une saisine du Vice-Président du Conseil régional chargé des sports, des loisirs, de la jeunesse, de la citoyenneté et de la vie associative et des Maires des communes concernées.

D'autre part, la Fédération pourra demander à bénéficier des différents dispositifs régionaux (tant en fonctionnement qu'en investissement) pour les projets qu'elle conduirait dans le cadre des objectifs partagés mentionnés l'article 1.

Pour ce faire, les projets adressés à la Région feront l'objet d'un examen par les services régionaux **dans les conditions fixées par les règlements d'intervention des dispositifs applicables.**

Les modalités de versement des aides régionales sont en tout état de cause précisées dans les conventions de subventionnement signées avec la Fédération et la Ligue.

Les aides de la Région sont allouées chaque année dans la limite des crédits ouverts au budget.

ARTICLE 3 : DATE D'EFFET ET DURÉE DU PROTOCOLE

Le présent protocole est valable **à compter de la date de sa signature et jusqu'à la fin de olympiade en cours, soit jusqu'au 31 décembre 2020. Il pourra être renouvelé pour l'olympiade suivante menant jusqu'aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris en 2024 par reconduction expresse.**

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

LA FÉDÉRATION RECONNAIT QUE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE EST UN PARTENAIRE MAJEUR DU DÉVELOPPEMENT DU RUGBY, EN CE QUI CONCERNE :

4-1 LA REGION, PARTENAIRE DES EQUIPES FEMININES DE RUGBY

Grâce au soutien de la Région, la Fédération agit pour que les évènements sportifs féminins bénéficient de la même visibilité médiatique que les épreuves masculines. L'objectif est de valoriser les évènements sportifs féminins pour le public féminin. Pour appuyer la promotion du Rugby féminin, la campagne de rentrée envers les clubs comporte une action spécifique pour ce public.

LA FÉDÉRATION S'ENGAGE À :

- **Mettre en valeur le rôle majeur de la Région dans le développement de la pratique féminine et du haut niveau féminin francilien à travers les supports de communication ;**
- **Faire la promotion du Rugby féminin à travers une affiche et un programme de communication digital valorisant la pratique féminine ;**
- **Faire figurer le logo « Île-de-France » précédé de la mention « avec le soutien de la Région » sur tous les supports de communication print et digital (site internet, réseaux sociaux et streaming en live) valorisant la pratique féminine ;**

- **Assurer une visibilité régionale sur les évènements (logo sur les podiums, banderoles, panneaux, kakémonos, représentant pour remise de récompenses) ;**
- **Mentionner la Région Île-de-France sur les réseaux sociaux ;**
- **Inviter la Région Île-de-France aux conférences de presse et organiser des actions de promotion ;**
- **Proposer à la Région des invitations et accès à des événements pour les jeunes lycéens, apprentis, licenciés des clubs.**

4-2 LE SOUTIEN DES GRANDS ÉVENEMENTS SPORTIFS NATIONAUX ET INTERNATIONAUX À PARIS

Grâce au soutien de la Région, la Fédération développe un événement de rugby féminin, qui concrétise le suivi des actions de promotion de la pratique féminine développées dans les collèges, les lycées et les universités, afin de créer une passerelle vers les clubs.

Grâce au soutien de la Région, la Fédération organise un événement sportif autour de l'Equipe de France féminine. Cette compétition est reconnue pour son excellente organisation.

LA FÉDÉRATION S'ENGAGE SUR SES EVENEMENTS FRANCILIENS À :

- **Mettre en valeur le rôle majeur de la Région à travers les supports de communication ;**
- **Assurer la visibilité régionale dans l'organisation d'évènements sportifs (logo sur les podiums, banderoles, animations LED, kakémonos, représentant légal pour la remise de récompenses) ;**
- **Apposer le logo « Île-de-France » précédé de la mention « avec le soutien de la Région » sur tous les supports de communication print et digital (programme, page de publicité, site internet, réseaux sociaux, streaming en live) ;**
- **Inviter la Région Île-de-France aux conférences de presse et organiser des actions de promotion ;**
- **Proposer à la Région des invitations et accès à des événements pour les jeunes lycéens, apprentis, licenciés des clubs franciliens et les représentants de l'institution régionale.**

4-3 L'ACCUEIL D'ATHLÈTES ULTRAMARINS

Grâce au soutien de la Région Île-de-France, la Fédération favorise l'accueil d'athlètes ultramarins (Caraïbes, Pacifique, Océanie) sur les compétitions et en stage de préparation en Île-de-France. Ces territoires ultramarins sont des réserves de joueurs pour la discipline sportive. Les jeunes ultramarins seront d'ailleurs accueillis au sein de l'équipe de France Rugby à 7 Développement à Marcoussis.

Les finales de Championnats de France sont organisées en Île-de-France, la Fédération s'engage à faire venir l'équipe de rugby ultra-marin à cette occasion.

LA FÉDÉRATION S'ENGAGE À :

- **Mettre en valeur le rôle majeur de la Région dans l'accueil d'athlètes ultramarins à travers les supports de communication ;**
- **Assurer la visibilité régionale dans l'organisation d'évènements sportifs (logo sur les podiums, banderoles, animations LED, kakémonos, représentant légal pour la remise de récompenses) ;**

- **Apposer le logo « Île-de-France » précédé de la mention « avec le soutien de la Région » sur tous les supports de communication print et digital ;**
- **Organiser une conférence de presse en présence des athlètes ultramarins avec le soutien de la Région Île-de-France.**

4.4 LE SOUTIEN A L'ACHAT DE MATERIEL POUR LE RUGBY FAUTEUIL

Grâce au soutien de la Région Île-de-France, la Fédération peut répondre à la demande en matière d'achat de matériel sportif pour la pratique du rugby fauteuil.

Avec le soutien de la Région, la Fédération permet d'offrir les meilleures conditions de pratique aux personnes en situation de handicap et d'aider la ligue régionale à se doter du matériel nécessaire au soutien d'une pratique licenciée ou à la mise en place d'actions de découverte pour de nouveaux publics.

LA FÉDÉRATION S'ENGAGE À :

- **Mettre en valeur le rôle majeur de la Région en matière d'achat de matériel sportif pour le rugby fauteuil à travers les supports de communication ;**
- **Assurer la visibilité régionale sur le matériel sportif (autocollants) ;**
- **Apposer le logo « Île-de-France » précédé de la mention « avec le soutien de la Région » sur tous les supports de communication print et digital ;**

4.5 LE SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS QUI S'INSCRIVENT DANS LA POLITIQUE SPORTIVE PORTEE PAR LA FEDERATION

Le principe retenu entre la Région et la Fédération est celui d'une concertation autour des projets d'équipement présentés par les clubs. Pour la transmission d'informations, la Région et la Fédération en lien avec la Ligue élaborent conjointement **une fiche navette dématérialisée** destinée à l'information mutuelle des signataires.

La Région transmet à la Fédération et la Ligue, par le biais de la fiche navette, les projets d'équipements de rugby, déposés sur la plateforme des aides régionales.

LA FÉDÉRATION S'ENGAGE À :

- **Mettre en valeur le rôle majeur de la Région dans le cadre du financement des équipements sportifs à travers les supports de communication ;**
- **Assurer la visibilité régionale sur l'équipement (panneau, logo sur les supports de communication print et digital) ;**
- **Organiser l'inauguration en présence de la région Île-de-France.**

4.6 LE SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT DU CENTRE DE LA FÉDÉRATION ET DE LA RÉGION ILE DE FRANCE D'INNOVATION DES RUGBYS

La Région pourra accompagner le développement du futur Centre de la fédération et de la Région Ile-de-France d'Innovation des Rugbys (ESIR), qui sera implanté au stade Raoul Montbrand à Pantin (93).

Ce centre, dit Académie-Pôle Espoirs mixte, s'inscrira pleinement dans la politique sportive portée par la Fédération. Il permettra **de regrouper des athlètes pour des stages de perfectionnement** et, le cas échéant, **des compétitions de niveau régional et national** sans peser sur les créneaux horaires déjà trop contraints des clubs, ainsi que pour des actions de formation. Ses missions recouvriront en effet **les regroupements permanents ou périodiques des jeunes talents sportifs, des sessions de formations des entraîneurs et des animateurs, la pratique d'athlètes inscrits dans un parcours vers le haut niveau dans les disciplines n'ayant pas de pôles Espoirs en Ile-de- France**

La Fédération portera également une attention particulière à l'accueil des athlètes féminines et des athlètes en situation de handicap.

La Fédération mettra à disposition au moins 10 créneaux aux collèges et 10 créneaux aux lycées par semaine, au sein des équipements sportifs de ce centre et accordera un droit de tirage de 20 jours/an à la Région dans le cadre des actions qu'elle souhaite porter sur cet équipement.

LA FÉDÉRATION S'ENGAGE À :

- Mettre en valeur le rôle majeur de la Région dans la construction du Centre de la fédération et de la Région Ile-de-France d'Innovation des Rugbys à travers les supports de communication ;

-Assurer la visibilité régionale sur l'équipement (panneau, logo sur les supports de communication print et digital) ;

-Apposer une plaque inaugurale personnalisée qui mentionne le nom de la Présidence de la Région Île-de-France et du logo de la Région sur l'équipement à l'intérieur comme à l'extérieur précédé de la mention « avec le soutien de la Région » ;

- Organiser l'inauguration en présence de la Présidente de Région Île-de-France et du Vice-Président chargé des sports, des loisirs, de la jeunesse, de la citoyenneté et de la vie associative ;

- Apposer le logo « Île-de-France » précédé de la mention « avec le soutien de la Région » sur tous les supports de communication print et digital en lien avec le Centre d'Innovation des Rugbys ;

-Valoriser le rôle majeur de la Région sur le site internet de la Fédération et notamment sur les pages dédiées au sport féminin, et à la pratique handisport ;

De plus, la Fédération soutenue par la Région sera soumis au respect de certaines obligations en matière de communication qui **seront détaillées dans les conventions de subventionnement.**

ARTICLE 5 : ÉVALUATION

Dans le cadre d'une réunion annuelle entre les parties signataires du présent protocole de partenariat, la Région et la Fédération présenteront un bilan des projets soutenus sur la période de validité dudit protocole.

Fait, en quatre (4) exemplaires originaux,

À St Ouen, le ……..

Le Président de la Fédération Française de Rugby	La Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France	Le Vice-Président chargé des sports, des loisirs, de la jeunesse, de la citoyenneté et de la vie associative du Conseil Régional d'Île-de-France
Bernard LAPORTE	**Valérie PECRESSE**	**Patrick KARAM**

Annexe n°7 - Fiche projet Ligue IDF de Savate, Boxe française

DOSSIER N° 14001113 - Ligue IDF Savate, Boxe Française : Part 2014 Formation / convention 2013-2016

Dispositif : Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - Formation (n° 00000020)
Délibération Cadre : CR04-11 du 10/02/2011
Imputation budgétaire : 931-11-65738-111006-300
Action : 11100610- Soutien à la formation du mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - Formation	0,00 € TTC	0,00 %	13 300,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE FRANCAISE ILE DE FRANCE DE SAVATE
Adresse administrative : 49 RUE DU FG POISSONNIERE 75009 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ALAIN SZENICER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : attribution de la subvention 2014 "Formation" de la convention pluriannuelle 2013-2016.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2014 - 31 décembre 2014
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de la part 2014 de la convention pluriannuelle signée en 2013 et qui couvre notamment la saison sportive actuelle dont les actions ont débuté avant le vote de la commission.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Total		100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Total		100,00%

Annexe n°8 - Fiches projets dérogatoires 2017 et 2018 - Ligue IDF Fédération sportive de la police nationale

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 17008464)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE LA FEDERATION SPORTIVE DE LA POLICE NATIONALE

Convention n° 17 SP SPN 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 50.000 €
Taux de l'objectif : 20 %
Subvention prévisionnelle 2017 : 10.000 €

L'animation régionale de la Ligue se traduit par l'organisation de multiples championnats d'Ile-de-France, tant collectifs (tels à titre d'exemples le football ou le rugby) qu'individuels (tels à titre d'exemples la boxe, le karaté...) qui permettront de sélectionner des membres des équipes de France.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2017 : 10.000 €

La Ligue Ile-de-France a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, en raison d'un accès strictement règlement de ses locaux et du caractère sensible des fichiers et données manipulés par ses services. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2017, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 17008465)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE LA FEDERATION SPORTIVE DE LA POLICE NATIONALE

Convention n° 17 SP SPN 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Formations diplômantes des animateurs sportifs
Public formé : Animateurs sportifs
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 20 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 60 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 50 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 3.000 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 2 : Formation de conseillers techniques de ligue
Public formé : Conseillers techniques
Durée de la formation par stagiaire : 4 jours par an **Effectif prévu :** 30 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 120 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 25 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 3.000 €

Formation 3 : Formation aux outils bureautiques
Public formé : Cadres départementaux
Durée de la formation par stagiaire : 10 jours par an **Effectif prévu :** 10 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 100 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 20 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 2.000 €

Formation 4 : Formation des responsables associatifs
Public formé : Dirigeants des clubs, cadres associatifs
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 280 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 560 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 12,50 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 7.000 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2017 : 15.000 €

La Ligue Ile-de-France a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, en raison d'un accès strictement règlement de ses locaux et du caractère sensible des fichiers et données manipulés par ses services. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2017, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 18002227)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE LA FEDERATION SPORTIVE DE LA POLICE NATIONALE

Convention n° 17 SP SPN 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 50.000 €
Taux de l'objectif : 20 %
Subvention prévisionnelle 2018 : 10.000 €

L'animation régionale de la Ligue se traduit par l'organisation de multiples championnats en Ile-de-France, tant collectifs (football ou rugby), qu'individuels (tels boxe, karaté...) qui permettront de sélectionner des membres des équipes de France.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2018 : 10.000 €

La Ligue Ile-de-France a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, en raison d'un accès strictement règlement de ses locaux et du caractère sensible des fichiers et données manipulés par ses services. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2018, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 18002228)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE LA FEDERATION SPORTIVE DE LA POLICE NATIONALE

Convention n° 17 SP SPN 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Formations diplômantes des animateurs sportifs
Public formé : Animateurs sportifs
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 20 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 60 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 50 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2018 : 3.000 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 2 : Formation de conseillers techniques de ligue
Public formé : Conseillers techniques
Durée de la formation par stagiaire : 4 jours par an **Effectif prévu :** 30 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 120 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 25 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2018 : 3.000 €

Formation 3 : Formation aux outils bureautiques
Public formé : Cadres départementaux
Durée de la formation par stagiaire : 10 jours par an **Effectif prévu :** 10 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 100 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 20 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2018 : 2.000 €

Formation 4 : Formation des responsables associatifs
Public formé : Dirigeants des clubs, cadres associatifs
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 280 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 560 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 12,50 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2018 : 7.000 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2018 : 15.000 €

La Ligue Ile-de-France a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, en raison d'un accès strictement règlement de ses locaux et du caractère sensible des fichiers et données manipulés par ses services. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2018, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/01/2019

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-048

DU 24 JANVIER 2019

AFFECTATION D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME AU PROFIT DES ÎLES DE LOISIRS 1ER RAPPORT POUR 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'environnement ;

VU Le Code de l'urbanisme ;

VU La délibération n° CR 85-01 du 22 janvier 1985 relative à la politique régionale sportive de détente et de loisirs ;

VU La délibération n° CR 28-96 du 28 novembre 1996 concernant la maîtrise foncière des bases de plein air et de loisirs par la Région Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 34-07 du 25 octobre 2007 relative à la mise en place du dispositif relatif au fonds d'urgence en faveur des bases régionales de plein air et de loisirs ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente; modifiée par délibération n°2017-162 du 22 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du conseil régional ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée,

VU La délibération n° CP 2018-219 du 30 mai 2018 relative à l'approbation d'une convention avec les syndicats mixtes portant obligation d'accueil de stagiaires ;

VU La délibération n° CP 97-503 du 18 décembre 1997 approuvant la convention type fixant les conditions de la mise à disposition des SMEAG, des biens immeubles des BPAL propriétés de la Région Île-de-France ;

VU Le statut des SMEAG des îles de loisirs de Boucles de Seine, Etampes et Saint-Quentin-en-Yvelines ;

VU La convention de mise à disposition des biens immeubles régionaux des îles de loisirs de Boucles de Seine, Etampes et Saint-Quentin-en-Yvelines ;

VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission du sport de la jeunesse de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-048 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique : Programme HP 33-001 (133001) « Investissements dans les îles de loisirs »

1 - Aménagement

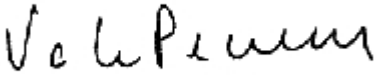
Décide de participer au financement des investissements relatifs aux aménagements, aux travaux de gros entretien, de mise en conformité et de requalification, ainsi qu'aux premiers équipements nécessaires au bon fonctionnement des îles de loisirs, par l'attribution aux syndicats mixtes, d'études, d'aménagement et de gestion, de dotations à 100 % du coût des investissements, tel que cela figure dans l'annexe 1 à la présente délibération.

Affecte une autorisation de programme de **1.007.000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 33 « Loisirs », au titre de l'action 13300102 « Aménagements », du budget 2019.

2 - Fonds d'urgence

Affecte une autorisation de programme prévisionnelle de **100.000 €** pour le fonds d'urgence en faveur des îles de loisirs. Cette somme disponible est affectée sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 33 « Loisirs », au titre du programme HP 33-001 (133001) « Investissements dans les îles de loisirs », action 13300105 « Fonds d'urgence îles de loisirs » du budget 2019.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Fiches projets Aménagement

Commission permanente du 24 janvier 2019 - CP2019-048

DOSSIER N° 18014526 - SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES - ACHAT D'UN VEHICULE DE CHANTIER POLYVALENT

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)
Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
Action : 13300102- Aménagements

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	72 000,00 € TTC	100,00 %	72 000,00 €
	Montant total de la subvention		72 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE ST-QUENTIN-EN-YVELINES
Adresse administrative	:	ROND POINT ERIC TABARLY - RD912 78190 TRAPPES EN YVELINES
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte
Représentant	:	Monsieur Jean-Pierre PLUYAUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : achat d'un véhicule de chantier polyvalent

Dates prévisionnelles : 25 janvier 2019 - 25 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Dans le cadre de la maintenance des espaces extérieurs notamment sur la voirie et lors d'abattage ou de taille d'espaces verts, le SMEAG sollicite la Région au titre du premier équipement pour l'acquisition d'un camion multi-usage.

Ce nouveau véhicule de travaux facilitera l'intervention des services techniques, contraints aujourd'hui à l'utilisation de plusieurs engins ayant des caractéristiques et règlementations différentes. Doté d'un bras pour des déplacements ou grutages et d'une benne pour transporter des matériaux ou des gravats, le camion permettra notamment de réaliser des économies d'énergie en limitant des chantiers à un seul véhicule.

Le montant total de l'acquisition du véhicule a été estimé à 72.000 € TTC.

Il vous est proposé d’accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Localisation géographique :

- TRAPPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de véhicule	72 000,00	100,00%
Total	72 000,00	100,00%

Libellé	Montant	%
Région	72 000,00	100,00%
Total	72 000,00	100,00%

DOSSIER N° 18015150 - ETAMPES - RENOVATION DE LA PISCINE

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)
Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
Action : 13300102- Aménagements

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	910 000,00 € TTC	100,00 %	910 000,00 €
	Montant total de la subvention		910 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE ETAMPES
Adresse administrative : 5 AVENUE CHARLES DE GAULLE 91150 ETAMPES
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Gérard HEBERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation de la piscine

Dates prévisionnelles : 25 janvier 2019 - 25 octobre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La piscine de plein air de l'île de loisirs d'Etampes, construite dans les années 1990, est composée d'un grand bassin à vagues avec un toboggan, d'une pataugeoire, d'un solarium et d'un bar. Cet équipement est très attractif pour les usagers du site en période estivale, notamment les familles.

Une analyse des consommations d'eau et une visite technique ont démontré l'état de délabrement avancé de cet équipement : présence de fissures dans les supports de la piscine, revêtement décollé de la pataugeoire, infiltrations d'eau dans le terrain.

Cette détérioration générale conduit à des problématiques économiques et écologiques de surconsommation d'eau, mais également sécuritaires puisque les aspérités décelées dans la pataugeoire sont de nature à provoquer des lésions aux pieds.

En conséquence, le SMEAG souhaite réaliser une première tranche afin de rénover l'ensemble des

bassins, et ce avant le démarrage de la prochaine saison estivale. Une seconde tranche sera proposée en 2020 qui permettra la remise en état des plages et des abords.

Le montant de la 1ère tranche a été estimé à 910.000 € TDC. Outre les travaux, elle comprend les prestations d'AMO, de diagnostic et l'intervention du coordinateur sécurité et protection de la santé.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Localisation géographique :

- ETAMPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation de la piscine	910 000,00	100,00%
Total	910 000,00	100,00%

Libellé	Montant	%
Région	910 000,00	100,00%
Total	910 000,00	100,00%

DOSSIER N° 18015154 - BOUCLES DE SEINE - ACQUISITION DE CAISSES ENREGISTREUSES

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)
Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
Action : 13300102- Aménagements

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	25 000,00 € TTC	100,00 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE MOISSON MOUSSEAUX
Adresse administrative : BASE DE LOISIRS 78840 MOISSON
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Guy MULLER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition de caisses enregistreuses

Dates prévisionnelles : 25 janvier 2019 - 25 octobre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'île de loisirs des Boucles de Seine dispose d'un système d'encaissement qui est devenu obsolète au regard de la réglementation en vigueur. En effet la nouvelle loi en application depuis le 1er janvier 2018 impose que tous les commerçants, personnes physiques ou morales, de droit privé ou public, aient un système d'encaissement sécurisé et attesté par un organisme accrédité et indépendant ou par une auto certification du constructeur ou de l'éditeur.

Les 4 caisses en service à ce jour ne répondent pas à cette obligation. Parallèlement, cette mise aux normes permettra un gain de productivité comptable important en générant des rapports automatiques grâce à un logiciel adapté qui connecte l'ensemble du système d'encaissement.

La présente demande de subvention vise donc à l'acquisition et à l'installation de 4 nouvelles caisses enregistreuses NF et de licences répondant aux nouvelles exigences règlementaires applicables.

Le montant total de l’opération a été estimé à 25.000 € TTC.

Il vous est proposé d’accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Localisation géographique :

- MOISSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Caisses enregistreuses	25 000,00	100,00%
Total	25 000,00	100,00%

Libellé	Montant	%
Région	25 000,00	100,00%
Total	25 000,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-009

DU 24 JANVIER 2019

FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES : AVANCES SUR LA SUBVENTION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT 2019 ET PROGRAMME DE QUALIFICATION PAR LA FORMATION CONTINUE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU Le Code de l'Education ;

VU Le Code de l'Action Sociale et des Familles, et notamment ses articles L 451-1 et suivants ;

VU Le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 4383-1 et suivants, L 4151-7 et les articles D 4383-1 et suivants ;

VU Le Code du Travail ; et notamment le livre III de la 6ème partie ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération CR 2017-162 du 21 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 225-16 du 14 décembre 2016 relatif au schéma régional des formations sanitaires et sociales 2016-2022 «une ambition pour répondre aux défis de demain» ;

VU La délibération n° CP 2017-579 du 22 novembre 2017 relative aux conventions d'objectifs et de moyens pour les centres de formation paramédicaux, maïeutiques et en travail social ;

VU La délibération n° CP 2018-174 du 30 mai 2018 relative à la formation continue des demandeurs d'emploi – présentation complémentaire ;

VU La délibération n° CP 2018-255 du 4 juillet 2018 relative aux conventions de financement des formations aide-soignant et auxiliaire de puériculture en formation professionnelle continue ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour l'année 2019 ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU l'avis de la commission de la famille de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-009 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Financement des centres de formation dispensant des formations du secteur paramédical et maïeutique

Décide de participer au titre du dispositif relatif aux centres de formation dispensant des formations du secteur paramédical et maïeutique au financement d'avances représentant 70 % de la subvention de l'année 2018 conformément aux montants précisés en annexe 1 à la présente délibération.

Affecte une autorisation d'engagement de 88 939 073 € disponible sur le chapitre 931 «formation professionnelle et apprentissage», code fonctionnel 13 «formations sanitaires et sociales», programme HP13-001 «formations sanitaires», action 11300102 «fonctionnement des écoles et instituts de formation sanitaire» du budget 2019 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 : Financement des centres de formation dispensant des formations du secteur social

Décide de participer au titre du dispositif relatif aux centres de formation dispensant des formations du secteur social au financement d'avances représentant 70 % de la subvention de l'année 2018 conformément aux montants précisés en annexe 2 à la présente délibération.

Affecte une autorisation d'engagement de 24 561 268 € disponible sur le chapitre 931 «formation professionnelle et apprentissage», code fonctionnel 13 «formations sanitaires et sociales», programme HP13-002 «formations sociales», action 11300202 «fonctionnement des écoles et instituts de formation sociale » du budget 2019 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 2.

Article 3 : Financement des centres de formation dispensant de la formation professionnelle continue

Décide de participer au titre du dispositif relatif aux centres de formation dispensant de la formation professionnelle continue, et ce conformément aux montants précisés en annexe 3 à la présente délibération, au subventionnement des formations de la rentrée de janvier 2019.

Approuve l'avenant type à la convention de financement des centres de formation dispensant des formations aide-soignant et auxiliaire de puériculture en formation professionnelle continue adoptée par délibération N° CP 2018-174 du 30 mai 2018 tel qu'il figure en annexe 4 de la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'un avenant conforme à l'avenant type mentionné à l'alinéa précédent, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 1 280 163 € disponible sur le chapitre 931 «formation professionnelle et apprentissage», code fonctionnel 11 «formation professionnelle», programme HP11-011 «formation continue - aides-soignants et auxiliaires de puériculture», action 11101101 «formation continue - aides-soignants et auxiliaires de puériculture » du budget 2019 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 3.

Article 4 : Fusion du CH Sainte Anne, de l'EPS Maison-Blanche et du GPS Perray-Vaucluse : impact sur les conventions d'objectifs et de moyens 2018-2020 et sur les conventions d'équipement 2015, 2017 et 2018

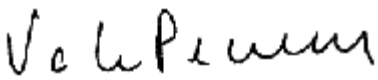
Approuve la convention d'objectifs et de moyens 2019-2020 avec le Groupement Hospitalo-Universitaire Paris-Psychiatrie & Neurosciences, telle que présentée en annexe 5, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Décide de transférer au Groupement Hospitalo-Universitaire Paris-Psychiatrie et Neurosciences le solde de la subvention attribuée au Groupe public de santé Perray-Vaucluse par délibération n°CP 15-390 du 9 juillet 2015, la subvention attribuée au Groupe public de santé Perray-Vaucluse par délibération n°CP 2018-499 du 21 novembre 2018, et la subvention attribuée à l'Hôpital Sainte-Anne par délibération n°CP 2017-354 du 20 septembre 2017. '

Approuve les avenants de transfert aux conventions d'équipements n°17-354-015, n°15-390-021-E et n°18-499-014 tels qu'ils figurent en annexe 6.

Subordonne le versement des subventions au Groupement Hospitalo-Universitaire Paris-Psychiatrie & Neurosciences à la signature de la convention d'objectifs et de moyens 2019-2020 et des avenants visés à l'alinéa précédent, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe à la délibération n°1

Centres de formation du secteur paramédical et maïeutique
Tableau récapitulatif au titre des avances 2019

Dépt	Bénéficiaire	Montant subvention définitive 2018 (hors complément)	Avances au titre de la subvention 2019 (70% de la subvention 2018 hors complément) montants arrondis à l'€ supérieur	N° dossier IRIS
75	CRF - CROIX ROUGE FRANCAISE	4 150 900 €	**2 905 630 €**	EX043077
75	AP-HP ASSISTANCE PUBLIQUE - HOPITAUX DE PARIS	45 635 600 €	**31 944 920 €**	EX043170
75	FONDATION DIACONESSES DE REUILLY	1 995 376 €	**1 396 764 €**	EX043078
75	GROUPE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE PARIS-PSYCHIATRIE ET NEUROSCIENCES	3 919 670 €	**2 743 769 €**	EX043138 + EX043102
75	FONDATION HOPITAL SAINT-JOSEPH - ECOLE DES INFIRMIERES ET INFIRMIERS	2 525 660 €	**1 767 962 €**	EX043062
75	ADERE ASSOCIATION DEVELOPPEMENT ENSEIGNEMENT RECHERCHE EN ERGOTHERAPIE	248 000 €	**173 600 €**	EX043057
75	VYV CARE POLE ENSEIGNEMENT ET FORMATION (ex USSIF Ile-de-France)	734 600 €	**514 220 €**	EX043061
75	SORBONNE Université	953 000 €	**667 100 €**	EX043060
	total 75	**60 162 806 €**	**42 113 965 €**	
77	GHEF GRAND HOPITAL DE L'EST FRANCILIEN	4 007 700 €	**2 805 390 €**	EX043126
77	FONDATION SANTE DES ETUDIANTS DE France CMPA	85 640 €	**59 948 €**	EX043112
77	CENTRE HOSPITALIER SUD SEINE ET MARNE	2 571 800 €	**1 800 260 €**	EX043127
77	GROUPE HOSPITALIER DU SUD ILE DE France	1 170 500 €	**819 350 €**	EX043099
77	CENTRE HOSPITALIER DE PROVINS - HOPITAL LEON BINET	1 106 600 €	**774 620 €**	EX043169
	total 77	**8 942 240 €**	**6 259 568 €**	
78	HOPITAL DE PEDIATRIE ET DE REEDUCATION DE BULLION	213 000 €	**149 100 €**	EX043131
78	CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DE POISSY SAINT-GERMAIN	2 485 200 €	**1 739 640 €**	EX043120
78	UNIVERSITE DE VERSAILLES SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES	781 100 €	**546 770 €**	EX043130
78	CENTRE HOSPITALIER DE VERSAILLES	1 279 440 €	**895 608 €**	EX043079
78	CHIMM - CENTRE HOSPITAIIER INTERCOMMUNAL DE MEULAN LES MUREAUX	2 268 235 €	**1 587 765 €**	EX043115
78	CENTRE HOSPITALIER GENERAL DE RAMBOUILLET	1 147 600 €	**803 320 €**	EX043139
78	MGEN ACTION SANITAIRE ET SOCIALE - INSTITUT DE FORMATION EN SOINS INFIRMIERS MARCEL RIVIERE	1 245 800 €	**872 060 €**	EX043129
	total 78	**9 420 375 €**	**6 594 263 €**	
91	CENTRE HOSPITALIER GENERAL D'ARPAJON	130 000 €	**91 000 €**	EX043140
91	CENTRE HOSPITALIER SUD FRANCILIEN	3 163 820 €	**2 214 674 €**	EX043173
91	GROUPE HOSPITALIER NORD ESSONNE	2 452 515 €	**1 716 761 €**	EX043146
91	ETABLISSEMENT PUBLIC DE SANTE BARTHELEMY DURAND	1 235 000 €	**864 500 €**	EX043105
	total 91	**6 981 335 €**	**4 886 935 €**	
92	OEUVRE DU PERPETUEL SECOURS - INSTITUT HOSPITALIER FRANCO-BRITANNIQUE	2 308 300 €	**1 615 810 €**	EX043055
92	CASH - CENTRE D'ACCUEIL DE SOINS HOSPITALIERS DE NANTERRE	2 813 715 €	**1 969 601 €**	EX043175
92	CENTRE HOSPITALIER DEPARTEMENTAL STELL	1 415 040 €	**990 528 €**	EX043171
92	ASSOCIATION HOPITAL FOCH	2 088 525 €	**1 461 968 €**	EX043117
	total 92	**8 625 580 €**	**6 037 907 €**	
93	CFLC - CENTRE DE FORMATION LOUISE COUVE	1 326 855 €	**928 799 €**	EX043080
93	CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL ROBERT BALLANGER	1 672 400 €	**1 170 680 €**	EX043168
93	FONDATION OEUVRE DE LA CROIX ST-SIMON	2 452 750 €	**1 716 925 €**	EX043054
93	GIP IFITS INSTITUT DE FORMATION INTERHOSPITALIER THEODORE SIMON	4 263 155 €	**2 984 209 €**	EX043085
93	ETABLISSEMENT PUBLIC DE SANTE DE VILLE EVRARD	1 437 420 €	**1 006 194 €**	EX043106
93	CENTRE HOSPITALIER GENERAL DE ST-DENIS - CENTRE HOSPITALIER DELAFONTAINE	1 954 530 €	**1 368 171 €**	EX043092
	total 93	**13 107 110 €**	**9 174 978 €**	
94	CHIV - CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DE VILLENEUVE ST GEORGES	1 265 000 €	**885 500 €**	EX043107
94	CENTRE HOSPITALIER LA QUEUE BRIE HOPITAL LES MURETS	1 560 000 €	**1 092 000 €**	EX043101
94	GROUPE HOSPITALIER PAUL GUIRAUD	1 475 000 €	**1 032 500 €**	EX043147
94	DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE - ECOLE DEPARTEMENTALE DE PUERICULTURE	345 000 €	**241 500 €**	EX043109
94	LES HOPITAUX DE SAINT-MAURICE	2 978 000 €	**2 084 600 €**	EX043132
94	UPEC - UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE	275 670 €	**192 969 €**	EX043108
	total 94	**7 898 670 €**	**5 529 069 €**	
95	CENTRE HOSPITALIER VICTOR DUPOUY	1 673 900 €	**1 171 730 €**	EX043100
95	CENTRE HOSPITALIER GENERAL GONESSE	1 636 850 €	**1 145 795 €**	EX043137
95	CENTRE HOSPITALIER MOISSELLES ROGER PREVOT	1 479 785 €	**1 035 850 €**	EX043094
95	CENTRE HOSPITALIER SIMONE-VEIL	1 592 140 €	**1 114 498 €**	EX043083
95	GHCPO - GROUPE HOSPITALIER CARNELLE PORTES DE L'OISE - SITE DR JACQUES FRITSCHI	1 391 935 €	**974 355 €**	EX043090
95	CENTRE HOSPITALIER RENE DUBOS	1 860 250 €	**1 302 175 €**	EX043096
95	FONDATION LEONIE CHAPTAL	2 282 835 €	**1 597 985 €**	EX043103
	total 95	**11 917 695 €**	**8 342 388 €**	
	TOTAUX	**127 055 811 €**	**88 939 073 €**	

Annexe à la délibération n°2

Centres de formation en travail social
Tableau récapitulatif au titre des avances 2019

Dépt	Bénéficiaire	Montant subvention définitive 2018	Avances au titre de la subvention 2019 (70% de la subvention 2018 hors complément) - Montants arrondis à l'€ supérieur	N° dossier IRIS
75	APF ASSOCIATION DES PARALYSES DE FRANCE	104 425 €	73 098 €	18014437
75	CRAMIF	483 850 €	338 695 €	18014438
75	AEFPP - ASSOCIATION ECOLE DE FORMATION PSYCHO-PEDAGOGIQUE	1 972 955 €	1 381 069 €	18014439
75	ECOLE NORMALE SOCIALE	865 000 €	605 500 €	18014441
75	ETSUP - ECOLE SUPERIEURE DE TRAVAIL SOCIAL	2 397 000 €	1 677 900 €	18014442
75	INSTITUT SUPERIEUR CLORIVIERE	154 250 €	107 975 €	18014443
75	ASSOCIATION POUR LA GESTION DU CENTRE DE FORMATION SAINT-HONORE	2 279 500 €	1 595 650 €	18014444
75	IUT AVENUE VERSAILLES UNIVERSITE DE PARIS DESCARTES	553 085 €	387 160 €	18014445
75	AFRIS ASSOCIATION INSTITUT PARMENTIER	6 202 900 €	4 342 030 €	18014446
	total 75	15 012 965 €	10 509 077 €	
78	SAUVEGARDE DE L'ENFANT DE L'ADOLESCENT ET DE L'ADULTE EN YVELINES - BUC RESSOURCES	2 577 170 €	1 804 019 €	18014447
78	DEPARTEMENT DES YVELINES - INSTITUT DE FORMATION SOCIALE DES YVELINES	606 600 €	424 620 €	18014448
	total 78	3 183 770 €	2 228 639 €	
91	CFE - CENTRE DE FORMATION DE L'ESSONNE	730 000 €	511 000 €	18014449
91	IRFASE	2 752 655 €	1 926 859 €	18014451
	total 91	3 482 655 €	2 437 859 €	
92	L'HORIZON	1 062 295 €	743 607 €	18014452
92	ITSRS - INSTITUT DE TRAVAIL SOCIAL ET DE RECHERCHES SOCIALES	6 039 305 €	4 227 514 €	18014453
92	INITIATIVES	261 000 €	182 700 €	18014454
	total 92	7 362 600 €	5 153 821 €	
93	CERPE CENTRE D'ETUDE ET DE RECHERCHE PETITE ENFANCE	911 655 €	638 159 €	18014455
93	ASSOCIATION REGIONALE DES CEMEA IDF	1 213 300 €	849 310 €	18014456
93	UNIVERSITE PARIS XIII -NORD	472 000 €	330 400 €	18014457
	total 93	2 596 955 €	1 817 869 €	
94	INFA - INSTITUT NATIONAL DE FORMATION ET D'APPLICATION	856 075 €	599 253 €	18014458
94	ANIMATION 94	80 000 €	56 000 €	18014459
	total 94	936 075 €	655 253 €	
95	CPCV - CENTRE PEDAGOGIQUE POUR CONSTRUIRE UNE VIE ACTIVE	67 500 €	47 250 €	18014460
95	EPSS - ECOLE PRATIQUE DE SERVICE SOCIAL	2 445 000 €	1 711 500 €	18014462
	total 95	2 512 500 €	1 758 750 €	
	TOTAUX	35 087 520 €	24 561 268 €	

Annexe à la délibération n°3

Programme de Qualification pour la formation continue "Aide-soignant- Auxiliaire de puériculture" - Rentrées de janvier 2019

Dépt	Etablissement	Lieu de formation	Ville	Formations dispensées	Nombre de demandeurs d'emploi minimum financés	Montant de la subvention maximum	Dossier IRIS
75	ABC PUERICULTURE	9, rue de la Fontaine	75006 PARIS	AP	11	82 302 €	18014415
75	ASSISTEAL Formation	50, boulevard de Ménilmontant	75020 PARIS	AS	36	251 280 €	18014416
77	Lycée Technologique Pierre de Coubertin - GRETA MTI 77	Lycée Jean Moulin - 6/8, avenue Jean Moulin	77200 TORCY	AS	7	40 250 €	18014417
77	Lycée Technologique Pierre de Coubertin - GRETA MTI 77	Lycée Jean Moulin - 6/8, avenue Jean Moulin	77200 TORCY	AP	6	34 500 €	18014418
78	DOMEA	66, chemin de la chapelle	78470 SAINT REMY LES CHEVREUSE	AS	14	84 000 €	18014420
78	Ecole Jeanne Blum	19, rue Victor Hugo	78350 JOUY EN JOSAS	AS	15	102 000 €	18014422
78	Lycée Viollet Le Duc - GRETA des Yvelines	Lycée Henri Matisse - 5, route du cèdre	78190 TRAPPES	AS	7	40 250 €	18014424
92	AFPS	100, avenue de Verdun	92390 VILLENEUVE LA GARENNE	AS	7	48 671 €	18014425
92	AGESPA	386/390, rue d'Estiennes d'Orves	92700 COLOMBES	AS	13	61 750 €	18014426
92	IFAC	53, rue du RPC Gilbert	92600 ASNIERES	AP	11	57 200 €	18014427
92	IFAC	17, rue Pierre et Marie Curie	77380 COMBS LA VILLE	AP	10	52 000 €	18014428
92	IFAC	4, rue Normandie Niemen	78990 ELANCOURT	AP	12	62 400 €	18014429
92	SGM	22, rue des carrières	92150 SURESNES	AP	10	53 500 €	18014430
93	Lycée Gustave Eiffel - GRETA MTI 93	Lycée Henri Sellier - 73, avenue du colonel Fa	93190 LIVRY GARGAN	AS	14	80 500 €	18014431
94	ABCD Abbaye des Bords de Marne	3, impasse de l'abbaye	94100 SAINT MAUR DES FOSSES	AS	29	149 060 €	18014432
94	Lycée Polyvalent Maximilien Perret - GRETA MTI 94	Lycée Louise Michel - 7, rue Pierre Marie Deri	94500 CHAMPIGNY / MARNE	AP	14	80 500 €	18014433
TOTAL					**216**	**1 280 163 €**	

Annexe à la délibération n°4

AVENANT TYPE A LA CONVENTION N° …

Relative au financement des centres de formation dispensant des formations aide-soignant et auxiliaire de puériculture en formation professionnelle continue

La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN- SUR-SEINE, représentée par sa Présidente,
En vertu de la délibération n° CP

Ci-après dénommée « la Région »

ET

Nom du bénéficiaire :

Statut juridique :
Adresse du siège social : «adresse»
Représenté par :
Titre :
En vertu de .

Ci-après dénommé « *le bénéficiaire* »

APRES AVOIR RAPPELE :

La Région Ile-de-France et le bénéficiaire ont conclu le 4 juillet 2018 (CP n° 2018-255) une convention n° … relative au financement des centres de formation dispensant des formations d'aide-soignant et/ou d'auxiliaire de puériculture en formation professionnelle continue.

Conformément au dernier alinéa de l'article 3.3 de la convention susvisée, un avenant à l'annexe 1 doit être passé pour permettre le financement de la rentrée de …

C'est l'objet du présent avenant.

Sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE 1 :

Dans le point 1- Financement régional de l'annexe 1, après le tableau correspondant à l'année …, sont insérés les deux alinéas suivants :

Au titre de l'année X, la subvention régionale s'élève à … € et permet de financer un minimum de …. demandeurs d'emploi, répartis comme suit :

Formation(s)	Session de …	Nombre d'élèves minimum financés par la Région	Subvention régionale maximum

<u>ARTICLE 2</u> :

Toutes les autres stipulations de l'annexe1 demeurent inchangées.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux.

Le

Pour le bénéficiaire

(nom, qualité du signataire et cachet de l'organisme)

Le

Pour la Région Ile-de-France
La Présidente du Conseil régional

Annexe à la délibération n°5

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Relative au financement des centres de formation dispensant des formations du secteur paramédical et maïeutique

La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE, représentée par sa Présidente,
En vertu de la délibération N° CP 2019-009 du 24 janvier 2019,

Ci-après dénommée *« la Région »*

ET

Nom du bénéficiaire : Groupement Hospitalo-Universitaire Paris-Psychiatrie & Neurosciences
Statut juridique :
Dont les statuts ont été publiés au journal officiel du
(Concerne uniquement les associations)
Enregistré auprès de la Préfecture de :
Adresse du siège social :
Représenté par :
Titre :
En vertu de .

Ci-après dénommé « *le bénéficiaire* »

APRÈS AVOIR RAPPELÉ :

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU Le code du travail, et notamment le livre III de la 6ème partie ;

VU Le code de la santé publique, et notamment ses articles L 4383-1 et suivants, L 4151-7 et les articles D 4383-1 et suivants ;

VU La loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social ;

VU La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU Le décret n° 2002-1551 du 23 décembre 2002 modifiant le décret n°88-368 du 15 avril 1998 fixant les taux et les montants de rémunération versée aux stagiaires de la formation professionnelle continue ;

VU Le règlement régional des bourses, adopté par délibération du Conseil régional n° CR 55-11 du 23 juin 2011 et modifié par délibération de la Commission Permanente du Conseil Régional n° CP 2017-044 du 27 janvier 2017 ;

VU Le règlement du fonds régional d'aide sociale, adopté par délibération du Conseil régional n° CR 55-11 du 23 juin 2011 et modifié par délibération de la Commission Permanente du Conseil Régional n° CP 2017-044 du 27 janvier 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 225-16 du 15 décembre 2016 relatif au schéma régional des formations sanitaires et sociales 2016-2022 « une ambition pour répondre aux défis de demain » ;

VU La délibération n° CR 149-16 du 7 juillet 2016 approuvant, notamment, le règlement d'intervention pour la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle ;

VU La délibération n° CP 2017-579 du 22 novembre 2017 relative aux « conventions d'objectifs et de moyens pour les centres de formation paramédicaux, maïeutiques et en travail social » ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France ;

VU L'avis de la commission santé;

VU L'avis de la commission de la famille, de l'action sociale et du handicap ;

VU L'avis de la commission des finances ;

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Préambule

La Région a adopté, en décembre 2016, son nouveau schéma régional des formations sanitaires et sociales (SRFSS). Désormais, elle assure le pilotage de l'appareil de formation et son financement au regard des orientations et des préconisations d'évolution de l'offre de formation définies dans ce schéma.

Il vise notamment à répondre à de nouveaux enjeux qualitatifs de meilleure gestion des centres, de qualité de la formation, d'amélioration du soutien aux élèves et étudiants en formation et d'innovation. Il aspire à répondre aux besoins en emploi des territoires.

Il définit de grandes orientations pour relever ces enjeux :

- **Optimiser la gestion des ressources** par la mise en place d'outils de gestion et de pilotage et l'amélioration du suivi des établissements,
- **Développer la qualité** en favorisant la réussite et l'insertion des étudiants et en inscrivant les établissements dans les priorités régionales,

- **Introduire l'innovation** par le développement d'équipement et de nouvelles pratiques pédagogiques**.**

Pour atteindre ces objectifs, la Région détermine des priorités régionales. Elle s'appuie sur un partenariat resserré avec les établissements en mettant en œuvre une politique de financement, d'optimisation de la carte des formations et de soutien à différentes actions (sécurité, investissement, équipement et innovation). Le soutien à l'équipement et à l'investissement fait l'objet d'une convention spécifique.

Afin d'assurer le pilotage optimal du secteur, elle met en place un contrat de performance qui s'appuie sur des indicateurs pour suivre au mieux les établissements et partager les informations. Il est attendu des centres une attention particulière à la qualité et à la fiabilité des éléments transmis. Ces derniers constituent un élément de suivi et complètent les dialogues de gestion.

Article 1 : Objet général de la convention

La présente convention a pour objet de définir le cadre partenarial entre la Région et le bénéficiaire pour permettre à ce dernier de mener à bien les formations paramédicales ou maïeutiques décrites dans les annexes 1 et 1 bis et ayant fait l'objet d'une autorisation d'ouverture conformément à la réglementation en vigueur.

La présente convention s'inscrit dans la mise en œuvre du schéma régional des formations sanitaires et sociales 2016-2022. Elle précise également les modalités du financement régional pour le fonctionnement des formations paramédicales et maïeutiques dans le cadre d'une subvention globale de fonctionnement annuelle, les modalités du partenariat et du financement et celles du contrôle des dossiers de demandes d'aides.

Article 2 : Obligations du bénéficiaire

Article 2.1 : Règles générales du partenariat

Le bénéficiaire s'engage à réaliser à son initiative et sous sa responsabilité les formations de qualité financées par la Région, à suivre les étudiants de leur sélection jusqu'à leur insertion professionnelle et à assurer l'accès à l'information ainsi que la transmission des dossiers d'aides aux étudiants.

Article 2.2 : Obligations administratives

Le bénéficiaire s'engage à transmettre toutes les données statistiques demandées par la Région, dans les délais impartis, et notamment :

- les informations relatives au budget, aux effectifs, au personnel et aux aides aux étudiants ;
- les informations relatives au pilotage du schéma des formations sanitaires et sociales ;
- les indicateurs relatifs au suivi ;
- les informations relatives aux partenariats avec les Universités ;
- les projets d'extension ou d'ouverture de nouvelles sections de formation des centres de formation pour contrôle et validation par la Région ;
- les informations relatives à la formation continue ;
- les informations nécessaires à la réalisation des enquêtes ;
- les informations nécessaires à la communication au grand public.

Il s’engage également à :

- mettre en œuvre les moyens nécessaires pour la réalisation de l'ensemble des actions définies à l'article 1er ci-dessus et à mettre en place les outils de suivi nécessaires au contrôle, notamment comptable, de l’utilisation de la subvention régionale ;
- informer la Région dans les deux mois de la survenance de l’évènement par écrit et documents à l’appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d’une part des instances de décision et d’autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d’adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire ;
- informer la Région des changements de référents chargés des aides aux étudiants : bourses et FRAS ;
- informer la Région par écrit et dans les meilleurs délais, documents à l’appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention ;
- informer la Région des autres subventions demandées ou attribuées en cours d'exécution de la présente convention ;
- apporter toute explication ou toute pièce complémentaire que la Région juge utile quant à l’exécution de la ou des actions subventionnées et aux étudiants en formation.

Afin de permettre le contrôle par la Région des obligations du bénéficiaire, ce dernier s’engage également à :

- respecter les conditions d’exécution imposées, à en faciliter et à en permettre le contrôle à tout moment par les services régionaux, assistés, le cas échéant, de personnes désignées par la Région ;
- conserver l'ensemble des documents administratifs et comptables relatifs à l’exécution pour une durée minimale de 10 ans à compter de l’expiration de la présente convention ;
- transmettre, sur simple demande de la Région, tout acte, contrat, facture ou document attestant de la bonne exécution des formations et la bonne gestion de l’organisme ;
- transmettre des informations relatives à la qualité de la formation, au profil des étudiants et à leur insertion professionnelle ou à leur poursuite d’études.

La Région, ou toute personne qu’elle aura désignée, se réserve la possibilité de contrôle, notamment technique et financier de l’utilisation des fonds et de la réalisation de la / des formation(s) au titre de la présente convention.

Ce contrôle peut s’effectuer sur pièces et sur place, notamment par l'accès aux documents administratifs, comptables et de suivi et à toutes autres pièces justificatives. Le bénéficiaire peut être amené à fournir, sur demande de la Région, tous les éléments lui permettant d’attester du service fait, et notamment les listes d’émargement.

Pour rappel, il appartient au centre de formation :

- de déclarer son activité de formation auprès de la DIRECCTE conformément à la loi du 24 novembre 2009 (notamment codifiée à l’article R6351-1 et suivants du Code du travail) relative à l’orientation et à la formation tout au long de la vie,

- de veiller chaque année à s'inscrire sur la liste des instituts autorisés à percevoir la taxe d'apprentissage, publiée par la Préfecture de Région, si les conditions requises sont remplies,
- de veiller à s'inscrire sur le Datadock qui permet aux financeurs de la formation professionnelle de vérifier la conformité des organismes de formation aux critères qualité définis par le décret du 30 juin 2015.

Article 2.3 : Obligations financières et comptables

Article 2.3.1 : Respect des principes comptables

La comptabilité du bénéficiaire retrace l'intégralité des opérations réalisées pour le centre de formation, y compris les équipements et les investissements.

Le bénéficiaire doit mettre en place une comptabilité analytique permettant de répartir les coûts entre les formations. Les principes de comptabilité analytique entre les formations doivent être respectés, en privilégiant une affectation directe. Les formations initiales doivent être distinctes pour identifier le financement régional.

Toute modification des imputations requiert l'accord préalable écrit de la Région avant l'envoi des documents budgétaires.

Pour les charges indirectes, une notice explicative des clefs de répartition adoptées doit être fournie à la Région lors de la présentation des documents budgétaires. Toute modification de comptabilisation ou de montant doit être soumise pour accord préalable écrit de la Région.

Pour les centres de formation sous statut d'association, de fondation, etc… intégrés dans une structure intervenant dans plusieurs domaines, l'activité de formation financée par la Région, fait l'objet d'une comptabilité analytique distincte des autres activités. Pour les centres de formation adossés à un établissement de santé, le budget du centre de formation est un budget annexe au budget principal.

Article 2.3.2 : Respect des règles d'équilibre budgétaire

Les budgets prévisionnels du bénéficiaire doivent être sincères, réalistes et annuels (année civile). Si le bénéficiaire est rattaché à un établissement public de santé, ils doivent être adoptés à l'équilibre. Le budget adopté par l'établissement n'engage pas la Région tant que la subvention régionale n'est pas notifiée.

En cas de déficit, le bénéficiaire doit informer la Région des causes du décalage entre le prévisionnel et le réalisé, fournir un plan de retour à l'équilibre pour examen par la Région et mettre en place une procédure de suivi du budget.

Article 2.3.3 : Affectation du résultat

Les excédents ou déficits doivent obligatoirement faire l'objet d'un report pluriannuel sur les exécutions et sur les budgets prévisionnels de l'activité financée par la Région.

Les excédents peuvent être mis en réserve ou affectés à l'investissement, après accord écrit de la Région.

Dans le cadre de la procédure contradictoire, la Région se laisse la possibilité d'ajuster chaque année le montant de la subvention régionale en fonction des résultats des exercices précédents.

Article 2.3.4 : Diversification des ressources propres

Le centre de formation s'engage à élargir ses activités au-delà des activités subventionnées afin de disposer de ressources diversifiées (formation continue des salariés, financement par les OPCA et OPACIF, communication aux demandeurs d'emploi des modalités d'activation du CIF-CDD, formations modulaires, validation des acquis de l'expérience, préparation aux épreuves de sélection, etc.).

Les autres activités doivent s'équilibrer (charges et recettes) pour ne pas peser sur la subvention régionale.

Par conséquent, l'organisme de formation facture des tarifs égaux aux coûts de formation pour tous les publics non éligibles à la subvention régionale.

Le centre de formation doit enregistrer dans ses comptes les produits de la formation continue, de l'apprentissage ou d'autres activités.

Les ressources de taxe d'apprentissage collectées sur un exercice doivent être consommées au cours de l'exercice. Si en fin d'année, un reliquat est constaté, il doit être enregistré en comptabilité.

Article 2.3.5 : Transmission des documents

L'ensemble des documents listés en annexe 2 doit être transmis à la Région avant les dates fixées en annexe 2.

Ces documents sont transmis d'une part au moyen de l'outil informatique fourni par la Région, d'autre part sur support papier. A l'issue de la procédure contradictoire, la dernière version doit être signée par le directeur du centre de formation et le directeur financier.

Si, aux dates précisées en annexe 2, la Région n'a pas reçu tous les documents permettant le calcul de la subvention, la Région peut ne pas verser les avances et le solde de la subvention pour l'exercice en cours jusqu'à réception et validation par la Région des dits documents. Au-delà de l'année de l'attribution de subvention, la demande de subvention ne sera pas instruite. Aucune subvention ne sera attribuée.

Les documents transmis doivent être sincères et réalistes et respecter la forme définie par la Région.

Le bénéficiaire doit remonter aux services de la Région dans les meilleurs délais toute difficulté particulière pour fournir ces informations.

Article 2.4 : Obligations à l'égard des élèves, des étudiants et des stagiaires

Article 2.4.1 : Obligations générales

Le bénéficiaire s'engage à :

- proposer à tout candidat, à titre d'information, avant la réalisation de toute formation, un document descriptif présentant les objectifs, le contenu et le coût de cette formation, la participation financière de la Région, les critères d'éligibilité à la subvention régionale, l'échéancier de paiement ainsi que le coût éventuel restant à la charge de l'étudiant ;
- préciser à tout candidat les frais d'inscription acquis au bénéficiaire en toutes circonstances ;

- préciser à tout candidat les frais « pédagogiques » qui lui seront remboursés par la structure en cas d'un abandon à son initiative ou en cas de force majeure, au prorata de la durée effectuée ;
- fournir le règlement intérieur du centre de formation conformément aux dispositions du livre III de la 6ème partie du code du travail ;
- s'assurer de la protection sociale des étudiants ;
- assurer un suivi de l'insertion des étudiants pour connaître les fonctions et l'employeur, le type de contrat ;
- transmettre les informations des politiques régionales relatives aux dispositifs de soutien aux étudiants.

Article 2.4.2 : Obligations relatives aux aides sociales

Bourses destinées aux élèves et étudiants inscrits en formation initiale paramédicale et maïeutique

La Région Ile-de-France attribue une bourse aux étudiants inscrits à temps plein dans les instituts et écoles franciliens de formation initiale de travail social, de maïeutique et de professionnel du secteur paramédical. Versée mensuellement, son attribution s'établit sur la base de critères sociaux lors d'une instruction menée par les services de la Région.

Afin de faciliter l'inscription et l'instruction des demandes de bourses, l'organisme de formation s'engage à suivre les modalités définies par[1] la Région pour :

- communiquer et informer les élèves et étudiants sur le calendrier des campagnes de bourse (distribution et affichage de la documentation et des informations transmises par la Région) ;
- accompagner les élèves et étudiants lors de leur inscription, et notamment, en cas de difficulté, lors de la saisie du formulaire sur Internet et dans la collecte des pièces justificatives ;
- réceptionner et valider les pièces des dossiers sur l'interface Internet proposée par la Région dans les délais impartis fixés par la Région ;
- envoyer les pièces justificatives à la Région en respectant les délais impartis ;
- suivre les boursiers pendant toute la durée de la formation et notamment contrôler leur assiduité et signaler, dès que l'école en a connaissance, tout arrêt ou abandon de formation d'un étudiant ;
- prévenir la Région, en cas de rentrée tardive (après la clôture des inscriptions) pour anticiper le nombre de dossiers « hors délais », et rassembler les pièces nécessaires à l'instruction de la demande d'aide auprès de l'étudiant dans des délais raisonnables (3-4 semaines maximum).

Fonds Régional d'Aide Sociale (FRAS)

Destiné à un public en formation continue, non cumulable avec la bourse, le FRAS est une aide financière à versement unique auprès d'étudiants en grande difficulté sociale et financière. Afin d'assurer la bonne mobilisation du dispositif, l'organisme s'engage à ne proposer le FRAS qu'aux élèves et étudiants en grande difficulté financière et susceptibles pour ces raisons d'abandonner leur formation.

Pour faciliter l'inscription et l'instruction des demandes du fonds régional d'aide sociale, l'organisme de formation s'engage[2] à :

[1] Certains engagements sont susceptibles d'évoluer dans le cadre de la démarche de dématérialisation des demandes d'aides individuelles

[2]

- proposer le FRAS aux élèves et étudiants qui respectent les critères définis par le règlement d'attribution régional ;
- créer un dossier à l'élève/étudiant sur le site internet de la Région ;
- vérifier les pièces justificatives à fournir et la complétude du dossier ;
- apporter un avis motivé sur la demande de l'élève ou de l'étudiant ;
- valider le dossier sur internet ;
- envoyer le dossier à la Région dans les meilleurs délais : fiche récapitulative (à imprimer après validation du dossier) accompagnée des pièces justificatives ;
- contacter impérativement la Région avant l'envoi de tout dossier transmis après les 4 premiers mois suivant la rentrée scolaire. De même, les dossiers urgents doivent également être signalés en amont par le centre de formation ;
- suivre les bénéficiaires du FRAS pendant toute la durée de la formation et notamment contrôler l'assiduité et signaler, dès que l'école en a connaissance, tout arrêt ou abandon de formation de l'étudiant.

L'organisme doit veiller à ne pas présenter simultanément un dossier de demande de bourse et un dossier de demande sur le FRAS pour le même élève ou étudiant.

En cas de doute sur l'éligibilité du bénéficiaire à l'un ou l'autre des dispositifs, le centre de formation consulte la Région, via son centre d'appels 01 53 85 73 84.

Pour ces deux dispositifs, l'organisme de formation s'engage à respecter les modalités définies par la Région dans les règlements bourses et FRAS.

Article 2.4.3 : Mise en œuvre du service public régional de formation

Le service public régional de formation (SPRF) pour les formations sanitaires et sociales instauré par le décret n° 2016-380 du 29 mars 2016, pris en application de l'article 21 de la loi du 5 mars 2014, fixe les modalités de l'accès gratuit aux formations des niveaux IV et V.

La Région Ile-de-France prend en charge les frais pédagogiques, les frais de certification et les droits d'inscription des élèves sortis du système scolaire depuis moins de deux ans (à l'exception faite des apprentis), des jeunes inscrits en mission locale, des demandeurs d'emploi, des bénéficiaires du RSA et des bénéficiaires de contrats aidés remplissant les conditions suivantes :

- être inscrit dans l'institut de formation pour préparer un des diplômes suivants : aide-soignant, auxiliaire de puériculture et ambulancier,
- ne pas avoir obtenu de diplôme, titre ou certification,
- être inscrit sur un parcours de formation complet.

Le critère d'ancienneté d'inscription à Pôle Emploi ne s'applique pas pour les élèves et stagiaires relevant du SPRF.

Au-delà de la prise en charge de la Région, un maximum de 100 € par année de formation peut demeurer à la charge de l'élève en formation pour les frais d'inscription.

La prise en charge de ces frais est intégrée à la subvention allouée annuellement au bénéficiaire. Les élèves n'ont aucune démarche à effectuer auprès de la Région.

Les frais d'hébergement, de restauration et d'équipement, ainsi que tout autre frais non précisé par le présent article, ne sont pas pris en charge par la Région.

Article 2.4.4 : Obligations relatives à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle

Les formations dispensées par le centre et précisées en annexe 4 à la convention ouvrent droit sous certaines conditions à rémunération des stagiaires de la formation professionnelle.

La rémunération des stagiaires de la formation professionnelle n'est pas cumulable avec l'attribution d'une bourse ou du FRAS, ni avec une indemnité de Pôle emploi.

L'organisme s'engage à respecter la procédure et les obligations relatives à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle telles que décrites à l'annexe 4 de la présente convention et conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Afin d'assurer le bon déroulement de l'instruction des demandes de prise en charge, l'organisme s'engage en priorité à :

- faire une demande d'agrément à la rémunération auprès des services de la Région (concerne les formations listées en annexe 4),
- vérifier auprès des services de la Région que l'agrément à la rémunération (l'arrêté de rémunération triennal) soit suffisamment abondé (concerne les formations de niveau V « Aide-soignant et Auxiliaire de puériculture »),
- à ne pas remettre à l'étudiant le dossier de demande d'admission au bénéfice de la rémunération professionnelle avant la délivrance de l'agrément régional.

En cas d'agrément de rémunération pour des stagiaires de formation professionnelle, le bénéficiaire s'engage à :

- fournir les dossiers de « demande d'admission au bénéfice de la rémunération professionnelle (R S1) » complets et validés par le prestataire retenu par la Région pour gérer et verser la rémunération,
- déclarer dans les meilleurs délais les états de fréquentation mensuels au prestataire afin que le stagiaire puisse être rémunéré rapidement,
- fournir au prestataire ainsi qu'à la Région tout autre document demandé pour l'instruction ou la complétude des dossiers,
- déclarer tous les stagiaires afin que ces derniers puissent bénéficier d'une protection sociale,
- fournir toute autre pièce à la demande de la Région et suivre ses instructions pour la diffusion, le contrôle et la remontée des dossiers.

Article 2.5 : Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Le bénéficiaire doit faire apparaître la participation financière de la Région dans toutes ses actions, produits et affichages induits par la subvention et apposer le logo de la Région conformément à la charte graphique régionale. Il doit également faire participer des représentants de la Région aux actions publiques concernées. En cas de non-respect de ces obligations, la Région se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée selon les modalités prévues à l'article 7.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Ile-de-France.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

Article 2.6 : Obligations en matière d'accessibilité de la formation et des locaux aux étudiants en situation de handicap

Suite à l'adoption de son Agenda 22 en 2014, la Région Ile-de-France s'est engagée dans une démarche de responsabilité sociétale où toutes ses politiques sont concernées par la question du handicap. Dans le respect de cet engagement régional, et pour faciliter l'accès aux formations aux personnes handicapées, il est attendu que le bénéficiaire :

- s'engage à développer l'accueil des étudiants en situation de handicap et à prendre toutes dispositions afin de concourir à la formation de ces étudiants en milieu ordinaire de travail,
- participe activement à améliorer l'accompagnement en formation des personnes en situation de handicap en mobilisant les partenariats et financements existants avec l'AGEFIPH et la FIFPH,
- veille à assurer l'accessibilité physique de ses locaux aux personnes en situation de handicap conformément aux prescriptions de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 et de l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014.

Article 2.7 : Obligations relatives au système d'information sur l'offre de formation

Face au défi de l'orientation, la Région Ile-de-France s'est engagée notamment dans le cadre du Contrat de Plan Régional de Développement de la Formation et de l'Orientation Professionnelle 2016-2020 (CPRDFOP) à apporter un accompagnement renforcé auprès des Franciliens en leur diffusant l'information la plus complète concernant l'offre de formation en Ile-de-France. A cette fin, un portail numérique de l'orientation est mis à leur disposition permettant un accès direct aux offres de formation géo-localisées, et délivrant les informations essentielles sur les métiers, les formations et leurs débouchés.

Il est ainsi attendu que :

- le bénéficiaire contribue aux contenus du portail en fonction des sollicitations régionales et fournisse les informations sur les moments « forts » dans son établissement (portes ouvertes, concours, rentrée des sessions, etc.),
- le bénéficiaire s'engage à renseigner la base de données DOKELIO avant chaque nouvelle rentrée (janvier, septembre), www.idf.dokelio.fr. Cette banque de données sur l'offre de formation fournit l'information contenue dans le portail numérique de l'orientation destiné aux franciliens, salariés ou en recherche d'emploi, et professionnels de la formation, de l'emploi et de l'insertion.

Article 3 : Engagement de la Région

Article 3.1 : Dispositions financières

La Région s'engage à verser au bénéficiaire, sous réserve du respect par ce dernier des dispositions de la présente convention, une subvention globale de fonctionnement annuelle dont le montant est calculé en vertu de l'article 3.4 de la présente convention.

Article 3.2 : Principes généraux d'attribution de la subvention régionale de fonctionnement

La subvention régionale définie par cette convention ne finance que les dépenses de fonctionnement éligibles du bénéficiaire, listées à l'article 3.6.

La subvention globale de fonctionnement régionale est égale, pour les effectifs éligibles, à la différence entre les charges et les recettes d'exploitation, conformément à l'article R 6145-57 du code de la santé publique.

Article 3.3 : Caducité

La présente convention déroge aux dispositions de l'article 10 du règlement budgétaire et financier de la Région.

Ainsi, la totalité de la subvention doit être impérativement sollicitée par le bénéficiaire dans l'année de son attribution, sous peine de caducité du droit à subvention.

L'article 3.5 de la présente convention précise les modalités de son versement.

Article 3.4 : Principes de calcul de la subvention

Article 3.4.1 : Procédure contradictoire

Les réalisations, la proposition de budget prévisionnel et la demande de subvention complétée par les centres de formation servent de base aux échanges et discussions avec la Région. La procédure contradictoire permet de recenser et d'instruire les demandes de subvention présentées par les centres. Les demandes de subvention font l'objet d'une instruction par les services de la Région. L'arbitrage s'inscrit dans le cadre du budget régional, des évolutions structurelles du secteur et des priorités fixées par la Région, dans le cadre du SRFSS.

Le montant de la subvention peut être ajusté par la Région, en fonction des critères qu'elle a fixés et des réalisations et des reports des exercices précédents. La Région peut revoir le montant de la subvention à la hausse ou à la baisse en fonction de l'évolution des besoins structurels et de la performance de l'organisme par voie d'avenant.

Au terme de la procédure contradictoire et après vote en Commission permanente du Conseil régional, le montant de la subvention de l'année est notifié au bénéficiaire afin qu'il puisse l'intégrer dans son budget prévisionnel annuel et réajuster ce dernier pour ne pas créer de déséquilibre. Ce montant est définitif sous réserve des dispositions prévues à l'article 3.7. Le bénéficiaire s'engage à adapter ses dépenses prévisionnelles et l'exécution de son budget au montant de la subvention annuelle attribuée par la Région, et transmet à la Région le document budgétaire signé intégrant la subvention régionale ainsi notifiée.

En tout état de cause, le budget prévisionnel voté par l'assemblée délibérante du bénéficiaire avant la notification de la subvention régionale attribuée pour l'exercice considéré, n'engage pas la Région.

Article 3.4.2 : Principes de calcul

Le calcul de la subvention de fonctionnement de l'année « n » est fondé sur :

- la subvention de l'année n-1,
- le coût de formation,
- les priorités régionales définies annuellement,
- la prise en compte des mesures nouvelles retenues,
- les effectifs éligibles (en fonction des statuts des étudiants),
- l'analyse des charges, des produits et des résultats.

La subvention globale de fonctionnement est calculée annuellement selon les modalités indiquées dans les annexes 1 et 1 bis. Elle est déterminée chaque année sur la base des déclarations et des documents listés en annexe 2 transmis par le centre de formation et validés par la Région.

Les indicateurs listés en annexe 3 seront examinés pour s'assurer de la bonne gestion des fonds publics.

La subvention totale du bénéficiaire est la somme des subventions calculées selon les critères définis dans une ou plusieurs de ces annexes, en fonction des formations dispensées et des publics accueillis.

Article 3.5 : Modalités de versement

La subvention fait l'objet de 3 versements annuels dont les modalités sont précisées ci-après :

- une 1ère avance, correspondant à 40 % du montant de la subvention votée l'année n-1, déduction faite, le cas échéant, de toute subvention complémentaire non pérenne.

La 1ère année de conventionnement, en 2019, le versement intervient après la réception de la convention d'objectifs et de moyens signée, accompagnée d'un appel de fonds.
Pour les années suivantes, le versement intervient à compter du 1er trimestre après la réception de l'appel de fonds du bénéficiaire.

- une 2ème avance, correspondant à 30 % du montant de la subvention votée l'année n-1, déduction faite, le cas échéant, de la subvention complémentaire attribuée au titre de la sécurité.

Le versement de cette 2ème avance intervient à compter du 2ème trimestre après la transmission de l'appel de fonds par le bénéficiaire.

- le solde est versé à partir du 3ème trimestre : il correspond à 100 % du montant de la subvention de l'année n, déduction faite des avances déjà versées. La demande doit être adressée à la Région avant la date de la clôture budgétaire de l'année, dans le cas contraire la règle de caducité définie à l'article 3.3 s'applique. Cette date limite de réception des dossiers sera envoyée tous les ans par voie électronique au bénéficiaire.

Le bénéficiaire doit joindre, à l'appui de sa demande d'appel de fonds relatif au solde :

- o les comptes annuels clos, certifiés et/ou signés de l'exercice n-1 selon la réglementation en vigueur,
- o l'avenant à la convention d'objectifs et de moyens, dûment signé, dont l'objet est d'arrêter le montant de la subvention de l'année n, après la procédure contradictoire.

Le comptable assignataire pour la Région est le Directeur régional des Finances publiques d'Ile de France et du Département de Paris.

Article 3.6 : Périmètre des dépenses éligibles

Pour toute la durée de la convention, les dépenses subventionnables sont prises en compte par année civile du 1er janvier au 31 décembre.

Seules les dépenses suivantes afférentes à la formation des effectifs éligibles sont prises en compte dans la subvention régionale de fonctionnement. Elles ne peuvent pas être augmentées sans l'accord exprès de la Région :

- les dépenses de personnel affecté aux centres de formation : personnel pédagogique, documentaliste, administratifs et d'entretien, y compris les frais de personnel non permanent (vacataires sous contrats ou intervenants extérieurs facturés sur honoraires) : chargés liées aux rémunérations, frais de déplacements et de restauration ;
- les charges de location de locaux. Toute modification du périmètre de location des locaux doit être autorisée au préalable par la Région ;
- les charges de fonctionnement et d'entretien courant des locaux ;
- les frais généraux ;
- les charges de blanchisserie ;
- les primes d'assurances et les dépenses d'études ;
- les impôts et taxes ;
- l'équipement pédagogique non immobilisé ;
- les charges exceptionnelles ;
- les charges financières relatives aux emprunts contractés pour les investissements ou les équipements, si les nouveaux projets d'investissement ou d'équipement ont été présentés et validés par la Région au préalable ;
- les dotations aux amortissements, si les nouveaux projets d'investissement ou d'équipement ont été présentés et validés par la Région, et les dotations aux provisions. Toute augmentation des dotations doit être justifiée et acceptée par la Région au préalable ;
- le cas échéant, pour les formations concernées, les indemnités de stage et de déplacement des élèves et étudiants en vertu de la réglementation en vigueur ;

- les exonérations ou remboursements de frais d'inscription pour les élèves et étudiants boursiers régionaux des formations paramédicales et maïeutiques ;
- les dépenses liées à l'universitarisation des formations dans la limite du droit à compensation défini par l'Etat.

Les autres dépenses ne sont pas prises en compte pour le calcul de la subvention de fonctionnement. Elles doivent être couvertes par des recettes propres correspondantes et concernent notamment :

- les dépenses de formation continue, apprentissage, validation des acquis de l'expérience (VAE), classes préparatoires, passerelles, parcours partiels, à l'exception des parcours partiels définis par l'arrêté du 21 mai 2014 relatif à la formation des personnes titulaires des baccalauréats professionnels « accompagnement, soins, services à la personne » et « services aux personnes et aux territoires » entrant en formation aide-soignant et auxiliaire de puériculture ;
- les frais de sélection et concours : ces frais doivent être couverts par les frais de dossier et d'inscription aux concours (sauf reliquats) ;
- les dépenses de vie étudiante (logement, repas et restauration, crèche, …), la recherche, les dépenses afférentes à l'organisation de colloques et de séminaires (pour les centres de formation adossés à des établissements de santé, ces dépenses ne figurent pas au budget annexe des écoles), sauf accord préalable de la Région.

Le financement des immobilisations n'est pas couvert par le champ de la présente convention. En cas de projet d'équipement ou d'investissement même non financé par la Région mais néanmoins relatif aux activités de formation, le centre de formation doit en informer la Région en amont et lui soumettre un plan de financement pluriannuel pour garantir que la réalisation de l'équipement ne met pas en péril l'équilibre du fonctionnement sur les années à venir. La Région doit avoir donné son accord sur le projet pour que les charges liées au projet soient prises en compte.

Les fonds publics (subvention, taxe d'apprentissage …) utilisés pour financer des équipements et des investissements de l'organisme de formation sont amortis au bilan et au compte de résultat dans les mêmes conditions de durée que les équipements ou investissements qu'ils ont financés.

Article 3.7 : Ajustement de la subvention suite à la modification de l'autorisation et/ou agrément

La subvention peut être ajustée en cours d'année pour intégrer la modification de l'autorisation et/ou de l'agrément des formations.

Une fois l'arrêté concernant l'autorisation et/ou l'agrément des formations notifié au bénéficiaire, l'annexe 1 et/ou 1bis est modifiée par voie d'avenant adopté en Commission permanente pour reporter les effectifs.

Le nouvel effectif défini sera pris en compte à partir de la rentrée qui suit l'entrée en vigueur de l'autorisation et/ou agrément.

Suite à cet avenant, le montant de la subvention sera ajusté par la Région en fonction des effectifs financés définis dans l'annexe 1 et/ou 1bis à la présente convention. Le montant de la subvention sera révisé pour intégrer les variations des effectifs éligibles.

Article 3.8 : Révision du montant subventionné

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du

niveau d'exécution constaté. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Article 4 : Contrat de performance

Pour atteindre les orientations prévues dans le schéma régional, la Région met en place un pilotage plus fin des établissements.

Aussi, plusieurs indicateurs ont été définis, figurant en annexe 3 « Contrat de performance ». Ces éléments permettent d'expliciter des situations, de relever des spécificités dans l'accueil des publics, de veiller à la qualité de la formation dispensée, de valider la portée des innovations et de suivre l'insertion professionnelle.

Ce contrat s'articule autour de 3 secteurs pour lesquels les indicateurs sont déclinés :

- optimiser la gestion des ressources et encadrer les dépenses :
  - indicateurs chiffrés relatifs aux postes (ETP), financiers et aux effectifs,
  - indicateurs de suivi relatifs aux outils de pilotage RH et financier
- développer la qualité de la formation :
  - indicateurs relatifs aux stages et à la réussite au diplôme,
  - indicateurs de suivi liée à l'information, l'évaluation des formations et à l'insertion professionnelle
- introduire l'innovation dans la formation, nouvelles méthodes d'apprentissage :
  - indicateurs de suivi des activités menées dans le domaine pédagogique

Les indicateurs sont communs à l'ensemble des établissements. Ils s'inscrivent dans la durée de la convention afin de mesurer les évolutions sur plusieurs années.
Ils permettent d'apprécier la situation propre du bénéficiaire et le contexte régional. Le contrat de performance se situe dans une démarche de progression adaptée à la situation de chaque bénéficiaire et contextualisée.

Ce document est présenté à la Région au moment du dialogue de gestion auquel il sert de support.

L'ensemble du contrat de performance en annexe 3 doit être transmis à la Région avant les dates fixées en annexe 2.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue à compter du 1er janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2020.

Article 6 : Résiliation de la convention

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général ou en cas de retrait de l'autorisation et/ou de l'agrément des formations accordé au bénéficiaire. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région. Elle entraîne l'interruption des recrutements et l'achèvement des formations en cours.

En outre, en cas de reprise d'activité, la Région s'assure du transfert des activités de formation dans le ou les centres de formation considérés. Le centre de formation transfère les données administratives, financières et pédagogiques à ce ou ces même(s) centre(s).

Article 7 : Restitution de la subvention

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

Article 8 : Modification de la convention

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par la Commission permanente du Conseil régional.

Article 9 : Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et ses annexes adoptées par délibération n° CP 2019-009 du 24 janvier 2019.

Article 10 : Règlement des litiges

Les litiges éventuels qui ne peuvent recevoir de solution amiable sont déférés au tribunal administratif compétent dans le ressort territorial de la Région Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires originaux.

Le

Pour le bénéficiaire,
«Bénéficiaire»
Nom, Prénom du signataire
Qualité
(*signature et cachet de l'organisme*)

Le

La Présidente du Conseil Régional,
Par délégation,

ANNEXE 1

Dispositions financières relatives aux frais de fonctionnement

Formations paramédicales et maïeutiques

(hors formations aide-soignant et auxiliaire de puériculture)

1. Financement régional

En application de l'article 3 de la présente convention, le montant de la subvention globale de fonctionnement au titre de l'année n est déterminé par une délibération votée au 3ième trimestre de l'année.

2. Détermination de la subvention globale de fonctionnement annuelle

Dans le respect de l'article 3.4 de la présente convention, les modalités de calcul proposées se fondent sur les éléments suivants.

a. Calcul d'un coût médian

Les formations sont réparties par domaine comme suit :

- formation en soins infirmiers (niveau II)
- autres formations financées par la Région

Pour chaque domaine, un coût médian est calculé tous les ans sur la base des coûts de formation réalisés sur l'exercice n-2 et remontés dans les documents budgétaires fournis par les centres de formation.

Un pourcentage de 20% est appliqué au coût médian de chaque domaine pour définir la borne supérieure du cadrage régional. Le positionnement du coût de chaque formation du centre par rapport au cadrage ainsi défini conditionne l'évolution de la subvention.

b. Détermination de la subvention annuelle de fonctionnement

La subvention de l'année est déterminée à la suite de la procédure contradictoire entre le bénéficiaire et la Région sur la base des documents budgétaires fournis (réalisations et budget prévisionnel) dans lesquels est précisée la demande de subvention.

La subvention accordée au bénéficiaire pour l'année n-1 constitue la base de calcul pour déterminer la subvention de l'année n.

Ajustement de la subvention en fonction de critères régionaux

Les demandes de subvention sont instruites par les services, l'instruction porte notamment sur le financement des mesures nouvelles demandées par les centres.

L'instruction est fondée sur les critères suivants :

- analyse des résultats (déficit ou excédent) de l'exercice n-2 (certifiés ou signés), de l'exercice n-1 (prévisionnel) et de l'équilibre budgétaire prévisionnel de l'année n,
- effectivité des facturations auprès des employeurs, des autres organismes financeurs (OPCA, CFA …) et des individuels qui génèrent des produits en fonction des effectifs correspondants,
- priorités définies chaque année pour le financement des mesures nouvelles (ouverture de formation, recrutement de formateurs, financement de réformes, …). Le financement des mesures nouvelles est soumis à l'analyse des coûts de formation et à leur positionnement par rapport aux coûts de formation médians définis par domaine (détaillé dans le point suivant),
- mise en œuvre des priorités régionales définies annuellement.

Financement des mesures nouvelles et des nouvelles formations

Pour chaque formation, le coût de formation est positionné par rapport au coût médian. Le positionnement du coût de chaque formation par rapport au cadrage (coût médian +20%) conditionne l'évolution de la subvention.

Le financement de mesures nouvelles dans la subvention de l'année n est déterminé comme suit :

- si le coût de formation se situe dans le cadrage :
  les mesures nouvelles validées par la Région pourront faire l'objet d'un financement régional.
- si le coût de formation est supérieur au cadrage :
  les mesures nouvelles sont en 1er lieu financées par des redéploiements en interne. Le financement des mesures nouvelles à l'initiative du centre peut être assuré de façon exceptionnelle par la Région. Les mesures nouvelles validées par la Région et qui s'imposent au bénéficiaire au centre de formation dans le cadre d'une réforme pourront faire l'objet d'un financement.

Suite à l'instruction dans le cadre de la procédure contradictoire, les critères de financement pour les mesures nouvelles (coûts médians, excédent ou déficit …) sont présentés annuellement en Commission permanente du Conseil régional. Les mesures nouvelles retenues et financées sont adoptées lors de cette même Commission Permanente.

3. Effectifs

a. Effectifs éligibles

Seuls les effectifs inscrits, suivant une formation à temps plein et présents au 15 octobre de l'année n-1, sont éligibles à la subvention régionale. Le statut est considéré à l'entrée en formation et vaut pour toute la durée de la formation :

- les élèves et étudiants âgés de 25 ans ou moins, inscrits ou non en Mission locale, à l'exception faite des apprentis,
- les élèves et étudiants sortis du système scolaire depuis moins de deux ans, à l'exception faite des apprentis,
- les demandeurs d'emploi (catégories A et B), inscrits à Pôle emploi depuis 6 mois[3] au minimum à l'entrée en formation, dont le coût de formation n'est pas pris en charge par Pôle emploi,
- les bénéficiaires des contrats aidés (CAE, CIE, Emploi d'Avenir…) y compris en cas de démission,
- les bénéficiaires du RSA,
- les élèves et étudiants dont le service civique s'est achevé dans un délai d'un an avant l'entrée en formation.

La situation des élèves/étudiants est examinée individuellement au cas par cas.

Les effectifs d'étudiants sont considérés par année de formation.

Les reports, les transferts et les redoublements sont pris en compte dans les effectifs. La Présidente peut accorder une dérogation pour prendre en charge le financement de la formation à titre exceptionnel et après examen du dossier du candidat.

[3] Disposition transitoire : s'agissant du critère de 6 mois d'inscription à Pôle emploi avant l'entrée en formation, une souplesse est accordée pour les élèves et étudiants entrant en formation en janvier 2018, compte tenu des informations connues au moment de l'organisation des sélections.

b. Effectifs non éligibles

Ne sont pas éligibles à la subvention régionale :

- les agents publics (y compris en disponibilité),
- les salariés du secteur privé,
- les démissionnaires sauf pour les bénéficiaires d'un contrat aidé avant l'entrée en formation,
- les demandeurs d'emploi ayant mis fin à un contrat de travail par démission ou rupture conventionnelle dans les 6 mois précédant l'entrée en formation,
- toute personne ayant bénéficié d'une prise en charge partielle par le FONGECIF,
- les abandons intervenus dans le mois suivant l'entrée en formation,
- les apprentis,
- les effectifs des préparations aux concours,
- les personnes en validation des acquis de l'expérience,
- les passerelles,
- les médecins étrangers.

Les coûts de formation des publics non éligibles doivent être pris en charge par l'employeur ou par un autre financeur et constituer des recettes pour le centre de formation.

4. Formations et effectifs

Le nombre d'étudiants ne doit pas dépasser les capacités maximum d'accueil des locaux et le nombre d'étudiants admis aux concours est plafonné en vertu de l'autorisation d'ouverture.

La liste suivante récapitule les formations dispensées par le bénéficiaire et financées par la Région, dans la limite des critères d'éligibilité des statuts des étudiants :

«formations_financées__hors_AS_et_AP»

Les formations cadre de santé et infirmier anesthésiste ayant pour prérequis une expérience professionnelle d'infirmier concernent principalement un public salarié. Les financements sur crédits de la Région doivent donc faire l'objet d'un accord exprès de la Région fondé sur les critères d'éligibilité à la subvention.

ANNEXE 1 bis
Dispositions financières relatives aux frais de fonctionnement
Formations aide-soignant et auxiliaire de puériculture

1. Financement régional

En application de l'article 3 de la présente convention, le montant de la subvention globale de fonctionnement au titre de l'année n est déterminé par une délibération votée au 3ième trimestre de l'année.

L'objet du financement régional est de réduire les frais de formation à la charge des élèves dont le statut ne permet pas d'être pris en charge par un organisme tiers (étudiants en formation initiale, demandeurs d'emploi, jeunes inscrits en Mission Locale…).

Toute augmentation du financement régional doit être affectée à la réduction de la facturation aux élèves et répartie équitablement entre l'ensemble des effectifs éligibles.

2. Détermination de la subvention globale de fonctionnement annuelle

Dans le respect de l'article 3.4 de la présente convention, les modalités de calcul proposées se fondent sur les éléments suivants.

a. Calcul d'un coût médian

Pour les 2 formations, un même coût médian est calculé tous les ans sur la base des coûts de formation réalisés sur l'exercice n-2 et remontés dans les documents budgétaires fournis par les centres de formation.

Un pourcentage de 20% est appliqué au coût médian de chaque domaine pour définir la borne supérieure du cadrage régional. Le positionnement du coût de chaque formation du centre par rapport au cadrage ainsi défini conditionne l'évolution de la subvention.

b. Détermination de la subvention annuelle de fonctionnement

La subvention de l'année est déterminée à la suite de la procédure contradictoire entre le bénéficiaire et la Région sur la base des documents budgétaires fournis (réalisations et budget prévisionnel) dans lesquels est précisée la demande de subvention.

La subvention accordée au bénéficiaire pour l'année n-1 constitue la base de calcul pour déterminer la subvention de l'année n.

Ajustement de la subvention en fonction de critères régionaux

Les demandes de subvention sont instruites par les services, l'instruction porte notamment sur le financement des mesures nouvelles demandées par les centres.

L'instruction est fondée sur les critères suivants :

- analyse des résultats (déficit ou excédent) de l'exercice n-2 (certifiés ou signés), de l'exercice n-1 (prévisionnel) et de l'équilibre budgétaire prévisionnel de l'année n,
- effectivité des facturations auprès des employeurs, des autres organismes financeurs (OPCA, CFA …) et des individuels qui génèrent des produits en fonction des effectifs correspondants,

- objectif de gratuité soutenu par la Région pour les formations de niveau V dont la réalisation peut faire l'objet de crédits dans le budget régional,
- priorités définies chaque année pour le financement des mesures nouvelles (ouverture de formation, recrutement de formateurs, financement de réformes …). Le financement des mesures nouvelles est soumis à l'analyse des coûts de formation et à leur positionnement par rapport aux coûts de formation médians définis par domaine (détaillé dans le point suivant).

Financement des mesures nouvelles et des nouvelles formations

Pour chaque formation, le coût de formation est positionné par rapport au coût médian. Le positionnement du coût de chaque formation par rapport au cadrage (coût médian +20%) conditionne l'évolution de la subvention.

Le financement de mesures nouvelles dans la subvention de l'année n est déterminé comme suit :

- si le coût de formation se situe dans le cadrage :
  les mesures nouvelles validées par la Région pourront faire l'objet d'un financement régional.
- si le coût de formation est supérieur au cadrage :
  les mesures nouvelles sont en 1er lieu financées par des redéploiements en interne. Le financement des mesures nouvelles à l'initiative du centre peut être assuré de façon exceptionnelle par la Région. Les mesures nouvelles validées par la Région et qui s'imposent au bénéficiaire au centre de formation dans le cadre d'une réforme pourront faire l'objet d'un financement.

Suite à l'instruction dans le cadre de la procédure contradictoire, les critères de financement pour les mesures nouvelles (coûts médians, excédent ou déficit …) sont présentés annuellement en Commission permanente du Conseil régional. Les mesures nouvelles retenues et financées sont adoptées lors de cette même Commission Permanente.

3. Effectifs

a. Effectifs éligibles

Seuls les effectifs inscrits, suivant une formation à temps plein et présents au 15 octobre de l'année n-1, sont éligibles à la subvention régionale.
Le statut est considéré à l'entrée en formation et vaut pour toute la durée de la formation :

- les élèves âgés de 25 ans ou moins, inscrits ou non en Mission locale, à l'exception faite des apprentis,
- les élèves sortis du système scolaire depuis moins de deux ans, à l'exception faite des apprentis,
- les demandeurs d'emploi (catégories A et B), inscrits à Pôle emploi depuis 6 mois[4] au minimum à l'entrée en formation, dont le coût de formation n'est pas pris en charge par Pôle emploi,
- les bénéficiaires des contrats aidés (CAE, CIE, Emploi d'Avenir…) y compris en cas de démission,
- les bénéficiaires du RSA,
- les élèves dont le service civique s'est achevé dans un délai d'un an avant l'entrée en formation.

[4] Disposition transitoire : s'agissant du critère de 6 mois d'inscription à Pôle emploi avant l'entrée en formation, une souplesse est accordée pour les élèves et étudiants entrant en formation en janvier 2018, compte tenu des informations connues au moment de l'organisation des sélections.

La situation des élèves est examinée individuellement au cas par cas.

Par exception, les élèves issus des Baccalauréats professionnels « accompagnement, soins, services à la personne » et « services aux personnes et aux territoires », et inscrits en parcours partiel tel que défini dans l'arrêté du 21 mai 2014, sont éligibles à la subvention régionale.
Les reports, les transferts et les redoublements sont pris en compte dans les effectifs. La Présidente peut accorder une dérogation pour prendre en charge le financement de la formation à titre exceptionnel et après examen du dossier du candidat.

b. Effectifs non éligibles

Ne sont pas éligibles à la subvention régionale :

- les agents publics (y compris en disponibilité),
- les salariés du secteur privé,
- les démissionnaires sauf pour les bénéficiaires d'un contrat aidé avant l'entrée en formation,
- les demandeurs d'emploi ayant mis fin au contrat de travail par démission ou rupture conventionnelle dans les 6 mois précédant l'entrée en formation,
- toute personne ayant bénéficié d'une prise en charge partielle par le FONGECIF,
- les abandons intervenus dans le mois suivant l'entrée en formation,
- les apprentis,
- les effectifs des préparations aux concours,
- les passerelles,
- les personnes en validation des acquis de l'expérience,
- les médecins étrangers.

Les coûts de formation des publics non éligibles doivent être pris en charge par l'employeur ou par un autre financeur et constituer des recettes pour le centre de formation.

4. Formations et effectifs

Le nombre d'étudiants ne doit pas dépasser les capacités maximum d'accueil des locaux et le nombre d'étudiants admis aux concours est plafonné en vertu de l'autorisation d'ouverture.

La liste suivante récapitule les formations dispensées par le bénéficiaire et financées par la Région, dans la limite des critères d'éligibilité des statuts des étudiants :

«formations_financées_AS_et_AP»

ANNEXE 2
Documents à présenter à la Région

1. Documents à transmettre pour le calcul de la subvention régionale de l'année n

Le bénéficiaire complète les informations suivantes, demandées par la Région dans le document budgétaire transmis annuellement. Ce document reprend notamment :

- le budget prévisionnel synthétique présenté en année civile et détaillé par formation,
- le détail des frais de personnel,
- l'état des immobilisations et des amortissements du centre de formation en identifiant les immobilisations financées par la Région et/ou par la taxe d'apprentissage,
- les activités du centre de formation,
- une annexe détaillant les charges indirectes refacturées dans les comptes du bénéficiaire.

Les documents suivants doivent également être transmis :

- la demande officielle de subvention par le centre de formation à la Région pour l'année n, cette notification ouvre la procédure contradictoire régionale,
- le budget prévisionnel présenté en conseil de surveillance, en conseil d'administration ou en assemblée générale,
- les décisions ou délibérations fixant les tarifs facturés aux employeurs et aux étudiants en formation,
- une note de présentation, qui présente les faits marquants et le périmètre du budget : activités de formation financée par la Région, autres activités de formation, autres activités,
- les indicateurs et le cas échéant, une note pouvant apporter des éléments complémentaires par rapport aux indicateurs fournis.

Les documents budgétaires doivent être signés par le directeur du centre de formation et par le directeur financier et transmis à la Région dans les délais impartis.

Ces documents doivent parvenir à la Région avant le 31 octobre de l'année n-1.

2. Documents à transmettre après la notification de la subvention

Le bénéficiaire s'engage à fournir le document budgétaire signé intégrant la subvention notifiée.

3. Documents des réalisations à transmettre

Le bénéficiaire s'engage à fournir pour le centre de formation et pour la structure gestionnaire (association, établissement public de santé …) :

- le document « Réalisé n-2 » renseigné pour le centre de formation et présenté en année civile, qui détaille notamment les charges et produits par formation, avant le 31 octobre de l'année n-1,
- les projets de délibération ou de décision relatifs à l'affectation du résultat comptable de l'année n-1,
- les comptes annuels clos, certifiés et/ou signés selon la réglementation en vigueur dès qu'ils sont en sa possession et en tout état de cause avec la demande de solde (article 3.5 de la convention) : compte de résultat, bilan, annexes, balance des comptes, envoyés prioritairement sous format numérique,

- les documents de présentation des comptes clôturés en conseil d'administration, assemblée générale et conseil de surveillance (rapport financier, rapport moral et rapport d'activité),
- les explications complémentaires (justification des variations de postes),
- le cas échéant pour les centres de formation adossés à un établissement public de santé, l'état retraçant les dépenses et les recettes d'investissement réalisées au cours de l'exercice précédent au bénéfice des écoles et instituts de formation prévu à l'article R.6145-61 du code de la santé publique,
- le cas échéant, le rapport général et spécial du commissaire aux comptes,
- le cas échéant, le dernier bilan pédagogique et financier prévu aux articles du livre III de la 6ème partie du code du travail,

Tout au long de l'année, le bénéficiaire s'engage à envoyer les procès-verbaux des conseils de surveillance ou des conseils d'administration.

4. Rappel des règles de certification des comptes annuels

Les comptes annuels doivent être certifiés ou signés :

- par le directeur du centre hospitalier (ou son directeur financier, sous réserve de fournir une délégation de signature régulière) si le centre de formation est adossé à une structure hospitalière (en cas de budget annexe au budget principal de l'établissement public hospitalier tel que défini par le code de la santé publique relatif au régime budgétaire des écoles et instituts de formation de certains professionnels de santé relevant des établissements publics de santé et modifiant le code la santé publique) ;
- par le président de l'organisme (ou son directeur financier, sous réserve de fournir une délégation de signature) ou, en cas de sociétés commerciales par le mandataire social, si l'ensemble des subventions publiques, y compris celle de la Région, est inférieur à 15 245 € ;
- par un expert-comptable, si l'ensemble des subventions publiques, y compris celles de la Région est comprise entre 15 245 € et 76 225 € ;
- par un commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L 822-1 du code de commerce, si l'ensemble des subventions publiques, y compris celle de la Région, est supérieur à 76 225 € et si l'organisme dispose d'un commissaire aux comptes, quel que soit le montant de la subvention ;
- par le comptable public pour les centres de formation rattachés à un établissement public de santé.

ANNEXE 3
Contrat de performance

Pour atteindre les orientations prévues dans le schéma régional, à savoir optimiser la gestion des ressources, développer la qualité et introduire l'innovation, la Région met en place un contrat de performance qui est établi sur la base d'un nombre restreint d'indicateurs chiffrés.

Ces indicateurs réunissent trois caractéristiques :

- ils sont en rapport direct avec l'activité de formation,
- ils sont cohérents avec l'objectif auquel ils se rattachent,
- ils sont pertinents et ils permettent d'apprécier les actions menées ou les résultats obtenus.

Ce contrat s'articule autour de 3 secteurs pour lesquels les indicateurs sont déclinés :

- optimiser la gestion des ressources et encadrer les dépenses :
  - indicateurs chiffrés relatifs aux postes (ETP), financiers et aux effectifs,
  - indicateurs de suivi relatifs aux outils de pilotage RH et financier
- développer la qualité de la formation :
  - indicateurs relatifs aux stages et à la réussite au diplôme,
  - indicateurs de suivi liée à l'information, l'évaluation des formations et à l'insertion professionnelle
- introduire l'innovation dans la formation, nouvelles méthodes d'apprentissage :
  - indicateurs de suivi des activités menées dans le domaine pédagogique

Ils s'inscrivent dans la durée de la convention afin de mesurer les évolutions sur plusieurs années. Il s'agit de définir une trajectoire à 3 ans, avec une restitution annuelle dans le cadre des éléments à transmettre pour le calcul de la subvention. Il est attendu des centres une attention particulière à la qualité et à la fiabilité des éléments transmis.

Ils permettent d'apprécier la situation propre du bénéficiaire et le contexte régional. Le contrat de performance se situe dans une démarche de progression adaptée à la situation de chaque bénéficiaire et contextualisée. Le contrat de performance peut être complété en fonction des besoins par une note permettant de contextualiser les indicateurs fournis.

INDICATEURS CENTRE DE FORMATION - CONTRAT DE PERFORMANCE

version du 18/01/2018

PARTIE 1 - PRESENTATION

Nom du centre de formation	
Nom du Centre	
Adresse :	
Commune :	
Nom de(s) écoles :	
Statut	
Nombre de sites	

Rentrée	Diplômes	Effectif total de l'école pour ce diplôme	Effectif financé FSS	Effectif non éligible financé	Temps complet	Parcours partiels
Janvier						
Septembre						

ANNEE 20XX						
Budget total	Montant de la subvention régionale accordée	Part régionale / Budget	Autres activités (ressources)	Nombre d'ETP dans l'établissement	Ratio d'encadrement pédagogique	Ratio d'encadrement personnel administratif

PARTIE 2 - ELEMENTS CLES

Résultat de l'exercice en 20XX	Report à nouveau en 20XX	Nombre d'élèves en situation de handicap rentrée de janvier ou septembre

PARTIE 3 - INDICATEURS

Indicateurs par formation				
N°	*Type*	*pour le centre de formation*	*par formation*	*Comparaison vs moyenne régionale*
Objectif n°1 : Optimiser la gestion des ressources et encadrer les dépenses				
mettre en place un outil de gestion et de pilotage				
	Existence de tableau de suivi de consommation budgétaire	oui/non		
	Existence d'un plan de trésorerie	oui/non		
	Existence d'un tableau de suivi des emplois et des effectifs	oui/non		
améliorer le suivi				
1	**indicateurs Financiers (réalisé 20XX)**			
	Coût de la formation par étudiant			
	Tarif facturé pour les salariés / Coût de formation			
2	**indicateurs Effectifs (réalisé 20XX)**			
	Taux de remplissage par formation par rapport à l'autorisation à l'entrée en formation			

N°	Type	pour le centre de formation	par formation	Comparaison vs moyenne régionale
Objectif n°2 : Développer la qualité de la formation				
s'inscrire dans les priorités régionales				
3	**Gratuité des formations de niveaux IV et V**			
	Mise en œuvre du SPRF	oui/non		
4	**Respect du décret qualité**			
	Référencement auprès des OPCA (Datadock)	oui/non		
	Enquête de satisfaction auprès des stagiaires/élèves/étudiants	oui/non		
5	**sécurisation des parcours**			
	Mise à jour annuelle des documents internes du centre de formation : supports d'information auprès du public [bourse/rémunération/financement]	oui/non		
6	réalisation d'une enquête pour suivre insertion professionnelle des étudiants – jeunes diplômés	oui/non		
favoriser la réussite des étudiants et l'insertion des jeunes diplômés				
7	**Améliorer les conditions de vie des étudiants**			
	Participation des représentants étudiants aux instances de gouvernance du centre de formation	oui/non		
8	**Stages (données 20XX)**			
	Etudiants non présentés au diplôme faute de stage / Nombre total d'étudiants présentés			
	Nombre d'ETP consacré à la recherche de stage			
9	**réussite (données 20XX)**			
	Ratio présentés au DE (session initiale et rattrapage) / Présents rentrée + 4 semaines			
	Taux de réussite à l'examen par formation			

N°	Type	pour le centre de formation	par formation	Comparaison vs moyenne régionale
Objectif n°3 : Introduire l'innovation dans la formation - nouvelles méthodes d'apprentissage				
10	**Innovation nouvelle méthode d'apprentissage**			
	Mise en place d'actions inter professionnelles	oui/non		
	Mise en place de e-learning, MOOC, pédagogie inversée, plateforme pour les cours, documentation en ligne ...	oui/non		

ANNEXE 4
Rémunérations des stagiaires de la formation professionnelle

1. Présentation du dispositif

La rémunération des stagiaires de la formation professionnelle continue est versée par le prestataire retenu par la Région dès lors que la formation fait l'objet d'un agrément à la rémunération par la Région, conformément au code du travail.

Quelle que soit la formation concernée, le montant de la rémunération varie selon la situation des stagiaires, conformément aux modalités de calcul de la rémunération professionnelle, prévues par le livre III de la 6ème partie du code du travail, décret n°2002-1551 du 23 décembre 2002.

2. Pour les formations de niveau III et supérieurs

Le dispositif consiste en une prise en charge de rémunération en relais de l'Allocation Retour à l'Emploi Formation (AREF) ou de l'Allocation Retour à l'Emploi (ARE) sous réserve du vote de l'assemblée délibérante et dans la limite des crédits disponibles.

a. Public éligible

A leur entrée en 2ème ou 3ème année de formation ou en spécialisation :

- les demandeurs d'emploi ayant bénéficié au cours de leur 1ère année de formation de l'AREF/ARE versée par Pôle emploi,
- les demandeurs d'emploi ayant bénéficié au cours de leur 1ère année de formation d'une allocation de substitution, telle l'allocation pour perte d'emploi dans le secteur public.

Pour être éligible, il n'est pas nécessaire que le demandeur d'emploi ait bénéficié d'une indemnisation pendant toute la durée de sa 1ère année de formation ; il est obligatoire en revanche qu'il ait été indemnisé à son entrée en 1ère année de formation.

b. Public non éligible

- les stagiaires inscrits en première année de formation,
- les demandeurs d'emploi non indemnisés à l'entrée en 1ère année de formation,
- les étudiants sortis du système scolaire depuis moins d'un an,
- les agents publics et les salariés du secteur privé,
- les salariés bénéficiant d'un congé de formation ou d'une mise en disponibilité.

Compte tenu du profil des stagiaires s'inscrivant dans ces formations, des dérogations peuvent être accordées, au cas par cas, par la Présidente du Conseil régional.

c. Durée de prise en charge régionale

- éligibilité à partir de la 2ème année de formation (sauf pour les spécialisations sur un an),
- démarrage à la date d'expiration complète des droits à indemnisation par Pôle emploi (ou régime de substitution) ; si l'indemnisation prend fin pendant la 1ère année de formation, la prise en charge n'interviendra qu'à partir de l'entrée en 2ème année,
- couverture de la formation pour une durée maximum de 21 mois à l'exception des diplômes d'Etat sage-femme et masseur-kinésithérapeute (reconduction automatique de

la prise en charge d’un stagiaire jusqu’à la fin de sa formation ne nécessitant pas de nouvelle demande pour la deuxième année de rémunération),

- durée de prise en charge calculée en mois stagiaires en vertu du tableau ci-après :

Désignation de la formation	Durée totale en année	Durée rémunérable en mois par année de formation
Diplôme d'Etat Infirmier	3	2ème année : 10,5 3ème année : 10,5
Diplôme d'Etat ergothérapeute	3	2ème année : 10,5 3ème année : 9
Diplôme d'Etat masseur-kinésithérapeute	4	2ème année : 10,5 3ème année : 10,5 4ème année : 9
Diplôme d'Etat sage-femme	4	2ème année : 10,5 3ème année : 10,5 4ème année : 8,5
Diplôme d'Etat technicien d'analyses médicales	3	2ème année : 10 3ème année : 9
Diplôme d'Etat de manipulateur en électroradiologie médicale	3	2ème année : 10 3ème année : 9
Diplôme d'Etat pédicure-podologue	3	2ème année : 10 3ème année : 10
Diplôme d'Etat puéricultrice	1	Spécialisation : 10,5
Diplôme d'Etat d'infirmier bloc opératoire	1	Spécialisation : 9

Pour les élèves ayant une reconnaissance de travailleur handicapé (RQTH délivrée par la CDAPH), la prise en charge est possible dès la 1ère année de formation et couvre la totalité de la formation (maximum de mois stagiaire : 40,50).

d. Procédure et obligations des centres de formation

1. Le centre de formation fait une demande de prise en charge à la Région :

- via le formulaire régional intitulé « demande de prise en charge au titre de la rémunération professionnelle pour les stagiaires demandeurs d'emploi en formation de niveaux IV, III et II dans les secteurs sanitaire et social »,
- ce formulaire précise pour chaque stagiaire notamment :
  - o les dates d'entrée et de sortie de formation,
  - o la date de fin des droits à indemnisation (AREF/ARE, allocation de substitution),
  - o il doit être accompagné de(s) la(es) copie(s) de notification(s) de Pôle emploi indiquant la nature de l'allocation chômage perçue, la date de fin de droits à indemnisation et la qualité de demandeur d'emploi.

2. La collecte des informations et des documents nécessaires à l'instruction de la Région auprès des stagiaires ainsi que l'envoi du formulaire complété sont assurés par le centre de formation.

3. A la réception de la demande, la Région complète le document. L'accord de la Région sur ce formulaire vaut agrément de rémunération.
4. L'agrément de rémunération est ensuite transmis par la Région au centre de formation et au prestataire retenu pour la gestion et le versement de la rémunération et des aides aux stagiaires (protection sociale, forfaits hébergement et transport).
5. A réception d'un accord de prise en charge, le centre de formation remet un dossier de *« Demande d'admission au bénéfice des rémunérations des stagiaires de la formation professionnelle »* préalablement obtenu auprès du prestataire, aux stagiaire(s) concerné(s).
6. Le centre de formation renvoie l'ensemble des documents dûment complétés au prestataire dans les délais impartis. Le centre de formation doit fournir toutes les informations nécessaires à l'instruction des dossiers par les services du prestataire (certificat de démarrage de la formation, état de fréquentation des stagiaires, saisie dans le logiciel ...).

3. Pour les formations d'aide-soignant et auxiliaire de puériculture

Le dispositif ouvre droit à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle correspondant au public éligible précisé ci-dessous, sous réserve du vote de l'assemblée délibérante et dans la limite des crédits disponibles.

a. Public éligible

Seuls les effectifs inscrits, suivant une formation à temps plein et présents 1 mois après la rentrée, sont éligibles à l'attribution d'une rémunération de la formation professionnelle :

- les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis 6 mois au minimum non indemnisés avant l'entrée en formation (cette condition d'ancienneté d'inscription à Pôle emploi ne s'applique pas pour les demandeurs d'emploi relevant du SPRF) et non démissionnaires excepté pour les bénéficiaires de contrats aidés avant l'entrée en formation,
- les stagiaires bénéficiant d'une prise en charge du Pôle emploi (AREF) mais dont les droits ne couvrent pas la durée totale de la formation (rémunération prise de relais),
- les jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire depuis plus d'un an, suivis par une mission locale,
- les bénéficiaires du RSA.

b. Public non éligible

- les salariés des secteurs public et privé ou bénéficiant d'un congé de formation ou d'une mise en disponibilité,
- les démissionnaires (excepté pour les contrats aidés),
- les apprentis, les passerelles et les VAE,
- les demandeurs d'emploi bénéficiant d'une rémunération de Pôle emploi sur la durée totale de la formation.

Compte tenu du profil des stagiaires s'inscrivant dans ces formations, des dérogations peuvent être accordées, au cas par cas, par le Président du Conseil régional.

c. Procédure et obligation des centres de formation

1. La Région établit pour 3 ans (en lien avec la durée de la convention triennale), les arrêtés de rémunération pour les formations aide-soignant et auxiliaire de puériculture.
2. La Région adresse au centre de formation ainsi qu'au prestataire l'arrêté de rémunération triennal.
3. Le centre de formation retire les dossiers de « demande d'admission au bénéfice des rémunérations des stagiaires de la formation professionnelle » directement auprès du prestataire.
4. Le centre de formation doit fournir toutes les informations nécessaires à l'instruction des dossiers par les services du prestataire (certificat de démarrage de la formation, état de fréquentation des stagiaires, saisie dans le logiciel …).

Annexe à la délibération n°6

AVENANT DE TRANSFERT A LA CONVENTION N° 17-354-015
relative à la participation de la Région Ile-de-France à l'équipement des établissements conventionnés dispensant des formations dans le secteur paramédical et maïeutique

Entre

La Région Ile de France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse,
En vertu de la délibération n° CP 2019-009 du 24 janvier 2019,
ci-après dénommée « la Région »
d'une part,

et

Le Groupement Hospitalo-Universitaire Paris-Psychiatrie & Neurosciences
dont le siège social est situé 1 rue Cabanis, 75674 PARIS Cedex 14
portant le n° SIRET : 200 082 105 00012
représenté par :
ci-après dénommé « le bénéficiaire »
d'autre part,

PREAMBULE :

Un nouvel établissement public de santé, le Groupement Hospitalo-Universitaire Paris-Psychiatrie & Neurosciences, a été créé le 1er janvier 2019, par fusion du centre hospitalier Sainte Anne, de l'établissement public de santé Maison Blanche et du groupe public de santé Perray-Vaucluse.

Par délibération n° CP 2017-354 du 20 septembre 2017, une subvention d'un montant de 4 484 € a été accordée au Centre Hospitalier Sainte Anne dans le cadre du dispositif « équipement des établissements conventionnés dispensant des formations dans le secteur paramédical et maïeutique ».

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

La subvention d'équipement d'un montant de 4 484 €, initialement attribuée au Centre Hospitalier Sainte Anne par délibération CP n° 2017-354 du 20 septembre 2017 (dossier IRIS : EX022048) pour financer l'acquisition de mobiliers des salles de classe et du centre de documentation, est transférée au Groupement Hospitalo-Universitaire Paris-Psychiatrie & Neurosciences.

La convention d'objectifs et de moyens n° xx, adoptée par délibération n° CP 2019-009 du 24 janvier 2019, vient se substituer à la convention d'objectifs et de moyens n° 15-022-004-P.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE L'AVENANT

Le présent avenant prend effet à compter de sa date d'approbation par la commission permanente, soit le 24 janvier 2019.

ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale n° **17-354-015** et le présent avenant et s'appliquent au nouveau bénéficiaire qui s'engage à réaliser le projet d'achat d'équipement dont la nature reste inchangée.

ARTICLE 4 :

Toutes les autres stipulations de la convention ci-dessus visée non modifiées par le présent avenant restent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux à Saint-Ouen-sur-Seine,

Le

Le 24 janvier 2019

Pour le bénéficiaire,
Le Groupement Hospitalo-Universitaire Paris-Psychiatrie & Neurosciences

La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

AVENANT DE TRANSFERT A LA CONVENTION N° 15-390-021-E
relative à la participation de la Région Ile-de-France à l'équipement des établissements conventionnés dispensant des formations dans le secteur paramédical et maïeutique

Entre

La Région Ile de France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse,
En vertu de la délibération n° CP 2019-009 du 24 janvier 2019,
ci-après dénommée « la Région »
d'une part,

et

Le Groupement Hospitalo-Universitaire Paris-Psychiatrie & Neurosciences
dont le siège social est situé 1 rue Cabanis, 75674 PARIS Cedex 14
portant le n° SIRET : 200 082 105 00012
représenté par :
ci-après dénommé « le bénéficiaire »
d'autre part,

PREAMBULE :

Un nouvel établissement public de santé, le Groupement Hospitalo-Universitaire Paris-Psychiatrie & Neurosciences, a été créé le 1er janvier 2019, par fusion du centre hospitalier Sainte Anne, de l'établissement public de santé Maison Blanche et du groupe public de santé Perray-Vaucluse.

Par délibération n° CP 15-390 du 9 juillet 2015, une subvention d'un montant de 33 540,09 € a été accordée au groupe public de santé Perray-Vaucluse dans le cadre du dispositif « équipement des établissements conventionnés dispensant des formations dans le secteur paramédical et maïeutique ».

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

Le solde de la subvention d'équipement d'un montant de 11 179,29 €, initialement attribuée au groupe public de santé Perray-Vaucluse par délibération CP n° 15-390 du 9 juillet 2015 (dossier IRIS : EX009571) pour financer l'acquisition de matériel informatique, audiovisuel, d'un mannequin moyenne fidélité, l'aménagement et l'équipement en matériel d'une salle de simulation pour travaux pratiques, est transféré au Groupement Hospitalo-Universitaire Paris-Psychiatrie & Neurosciences.

La convention d'objectifs et de moyens n° xx, adoptée par délibération n° CP 2019-009 du 24 janvier 2019, vient se substituer à la convention d'objectifs et de moyens n° 15-022-029-P.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE L'AVENANT

Le présent avenant prend effet à compter de sa date d'approbation par la commission permanente, soit le 24 janvier 2019.

ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale n° 15-390-021-E et le présent avenant et s'appliquent au nouveau bénéficiaire qui s'engage à réaliser le projet d'achat d'équipement dont la nature reste inchangée.

ARTICLE 4 :

Toutes les autres stipulations de la convention ci-dessus visée non modifiées par le présent avenant restent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux à Saint-Ouen-sur-Seine,

Le

Le 24 janvier 2019

Pour le bénéficiaire,
Le Groupement Hospitalo-Universitaire Paris-Psychiatrie & Neurosciences

La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

AVENANT DE TRANSFERT A LA CONVENTION N° 18-499-014
relative à la participation de la Région Ile-de-France à l'équipement des établissements conventionnés dispensant des formations dans le secteur paramédical et maïeutique

Entre

La Région Ile de France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse,
En vertu de la délibération n° CP 2019-009 du 24 janvier 2019,
ci-après dénommée « la Région »
d'une part,

et

Le Groupement Hospitalo-Universitaire Paris-Psychiatrie & Neurosciences
dont le siège social est situé 1 rue Cabanis, 75674 PARIS Cedex 14
portant le n° SIRET : 200 082 105 00012
représenté par :
ci-après dénommé « le bénéficiaire »
d'autre part,

PREAMBULE :

Un nouvel établissement public de santé, le Groupement Hospitalo-Universitaire Paris-Psychiatrie & Neurosciences, a été créé le 1er janvier 2019, par fusion du centre hospitalier Sainte Anne, de l'établissement public de santé Maison Blanche et du groupe public de santé Perray-Vaucluse.

Par délibération n° CP 2018-499 du 21 novembre 2018, une subvention d'un montant de 2 304 € a été accordée au groupe public de santé Perray-Vaucluse dans le cadre du dispositif « équipement des établissements conventionnés dispensant des formations dans le secteur paramédical et maïeutique ».

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

La subvention d'équipement d'un montant de 2 304 €, initialement attribuée au groupe public de santé Perray-Vaucluse par délibération CP n° 2018-499 du 21 novembre 2018 (dossier IRIS : EX039742) pour financer la mise en place d'un projecteur et de deux vidéo-projecteurs, est transférée au Groupement Hospitalo-Universitaire Paris-Psychiatrie & Neurosciences.

La convention d'objectifs et de moyens n° xxx, adoptée par délibération n° CP 2019-009 du 24 janvier 2019, vient se substituer à la convention d'objectifs et de moyens n° 18-020023-P.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE L'AVENANT

Le présent avenant prend effet à compter de sa date d'approbation par la commission permanente, soit le 24 janvier 2019.

ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale n° 18-499-014 et le présent avenant et s'appliquent au nouveau bénéficiaire qui s'engage à réaliser le projet d'achat d'équipement dont la nature reste inchangée.

ARTICLE 4 :

Toutes les autres stipulations de la convention ci-dessus visée non modifiées par le présent avenant restent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux à Saint-Ouen-sur-Seine,

Le

Le 24 janvier 2019

Pour le bénéficiaire,
Le Groupement Hospitalo-Universitaire Paris-Psychiatrie & Neurosciences

La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-025

DU 24 JANVIER 2019

LA POLITIQUE RÉGIONALE EN FAVEUR DE LA SANTÉ EN ÎLE-DE-FRANCE - PREMIÈRE AFFECTATION POUR 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code Général des collectivités territoriales ;
VU le Code de la santé publique et notamment l'article 1424-1 ;
VU la délibération n° CR 03-12 du 27 septembre 2012 relative à la politique régionale de santé modifiée ;
VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifié par la délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du Conseil régional ;
VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à l'engagement de la Région pour l'emploi – la Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU la délibération n° CR 97-16 du 17 juin 2016 portant sur la politique de prévention santé en faveur des jeunes ;
VU les délibérations n° CR 2017-51 du 09 mars 2017 et n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 relatives à la charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité, modifiées par la délibération n° CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;
VU la délibération n° CR 2017-126 du 21 septembre 2017 relative à la lutte contre les déserts médicaux, modifiée par la délibération n° CR 2018-024 du 3 juillet 2018 relative à la Région Solidaire et par la délibération n° CP 2018-433 du 17 octobre 2018 relative à la politique régionale de santé – 6ème affectation ;
VU la délibération n° CP 2017-038 du 27 janvier 2017 relative à une nouvelle convention entre la Région et le GIP TSHIF ;
VU la délibération n° CP 2017-234 du 5 juillet 2017 relative à l'adoption de la convention triennale 2017-2019 entre la Région, l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France et l'Observatoire régional de santé d'Ile-de-France ;
VU la délibération n° CP 2018-064 du 24 janvier 2018 relative à l'approbation de la COM entre la région et le CRIPS pour les années 2018, 2019 et 2020 ;
VU la délibération n° CP 2018-366 du 19 septembre 2018 - la politique régionale de santé 5ème affectation pour 2018 ;
VU la délibération n° CP 2018-518 du 21 novembre 2018 – la politique régionale de santé 7ème affectation (approbation de la convention de partenariat avec l'association SPS) ;
VU le budget de la Région pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-025 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Affectation aux organismes associés

Décide d'attribuer aux organismes associés ci-dessous dénommés une première affectation des subventions de fonctionnement inscrites au budget 2019 :

- CRIPS (Centre régional d'information et de prévention du sida et pour la santé des jeunes),

- ORS (Observatoire régional de santé Ile-de-France),

- GIP TSHIF (Groupement d'intérêt public transport sanitaire héliporté en Île-de-France).

Affecte une autorisation d'engagement de **2.017.309 €** disponible sur le chapitre 934 « développement social et santé », code fonctionnel 41 « santé », programme HP41-001 (141001) « prévention et éducation à la santé », action 14100102 « CRIPS ».

Affecte une autorisation d'engagement de **468.510 €** disponible sur le chapitre 934 « développement social et santé », code fonctionnel 40 « Services communs », programme HP40- 004 (140004) « Observatoires et organismes consultatifs », action 14000403 « Observatoire Régional de Santé ».

Affecte une autorisation d'engagement de **120.000 €** disponible sur le chapitre 934 « développement social et santé », code fonctionnel 41 « santé », programme HP41-004 (141004) « transport aérien d'urgence », action 14100401 « GIP transport sanitaire par hélicoptère en Ile-de- France ».

Article 2 : Dispositif « Prévention santé - jeunes »

Décide de participer au titre du dispositif « prévention santé - jeunes » au financement du projet détaillé en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 40 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type en fonctionnement approuvée à l'article 5 de la présente délibération, et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 40 000 € disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 001) « Prévention et éducation à la santé », action 141 001 03 « Prévention santé - Jeunes » du budget 2019.

Article 3 : Dispositif « Soutien aux professionnels de santé dans l'exercice de leur activité »

Décide de participer au titre du dispositif « Soins aux professionnels en santé » au financement de deux projets présentés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de deux subventions d'un montant maximum prévisionnel de 100.000€.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type en fonctionnement approuvée à l'article 5 de la présente délibération, et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 100.000 € disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 001) « Prévention et éducation à la santé », action 141 001 07 « Accompagnement des professionnels de santé et renforcement de l'offre de soins » du budget 2019.

Article 4 : Dispositif « Fonds régional de résorption des déserts médicaux»

Décide de participer au titre du dispositif « Fonds régional de résorption des déserts médicaux » au financement des projets détaillés en annexe 3 de la présente délibération par l'attribution de 6 subventions d'un montant maximum prévisionnel de 554 370€.

Subordonne le versement des subventions à la signature, avec les bénéficiaires, d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2018-366 du 19 septembre 2018, et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 554 370 € disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-002 (141 002) « Renforcement de l'offre de soins », action 141 002 03 « Fonds régional de résorption des déserts médicaux » du budget 2019.

Article 5 : Convention-type relative à l'aide en fonctionnement dans le domaine de la santé

Approuve la convention-type relative au soutien régional en fonctionnement dans le domaine de la santé jointe en annexe 4 à la présente délibération.

Article 6 : Dérogations pour démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation aux articles 17 alinéa 3 et 29 alinéa 3 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR01-16 du 22 janvier 2016.

Article 7 : Désaffectation suite à une erreur matérielle

Décide de désaffecter une autorisation d'engagement d'un montant de 20 000 €, sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 001) « Prévention et éducation à la santé », action 141 001 03 « Fonds de prévention santé jeunes » du budget 2018.

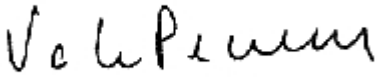
Article 8 : Modification de l'AMI « Alliance entre les professionnels de santé en Ile-de-France »

Les dispositions du quatrième alinéa de l'article 4 de l'annexe 8 de la délibération n° CR 2018-024 du 3 juillet 2018, modifiée par délibération n° CP 2018-366 du 19 septembre

2018, relative à l'appel à manifestation d'intérêt « Expérimentation Alliance entre les professionnels de santé en Ile-de-France », sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les subventions en investissement attribuées à ce titre relèvent du chapitre 904 « Santé et action sociale » - code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-002 (141 002) « Renforcement de l'offre de soins » - Action 141 002 03 « Fonds régional de résorption des déserts médicaux » et les subventions en fonctionnement relèvent du chapitre 934 « Santé et action sociale » - code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 001) « Prévention et éducation à la santé » - Action 141 001 07 « Accompagnement des professionnels de santé et renforcement de l'offre de soins ».

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 - PREVENTION SANTE

DOSSIER N° 18014309 - Consultation multidisciplinaire pour les patients touchés par le Papillomavirus Humain pour la Fondation Paris Descartes

Dispositif : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades (n° 00000782)
Délibération Cadre : CR03-12 modifiée du 27/09/2012
Imputation budgétaire : 934-41-65738-141001-300
Action : 14100103- Prévention santé - Jeunes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	83 000,00 € TTC	48,19 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	UNIVERSITE DE PARIS 5 RENE DESCARTES
Adresse administrative	:	12 RUE DE L'ECOLE DE MEDECINE 75006 PARIS 06 CEDEX
Statut Juridique	:	Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant	:	Monsieur Georges BISMUTH, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Consultation multidisciplinaire pour les patients touchés par le Papillomavirus Humain pour la Fondation Paris Descartes

Dates prévisionnelles : 25 janvier 2019 - 25 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Ce projet consiste à permettre le financement d'une consultation annuelle de suivi des patients touchés par le HPV au cours de laquelle un examen clinique et sérologique sera réalisé, un accompagnement psychologique proposé et des prélèvements effectués. L'idée est d'organiser un réseau de surveillance et d'information des patients inscrit dans cette étude (suivi entre 3 et 8 ans). Ce projet permettra en outre d'obtenir des informations sur la fréquence d'apparition de lésions secondaires pour une cohorte de 250 patients touchés par le HPV (Papillomavirus Humain) incriminé dans des lésions précancéreuses ou le cancer, permettant l'étude des différents marqueurs viro-immunologiques.
Compte tenu des multiples localisations possibles de l'infection à HPV HR (HPV à haut risque oncogène), la question de l'optimisation de la prise en charge des patients présentant un cancer HPV induit se pose par la mise en place d'un suivi global, clinique et biologique, des différents sites de multiplication virale d'HPV. L'amélioration des inclusions (proposition du suivi à la totalité des patients éligibles), la systématisation du suivi (visites annuelles, planification et relances) et l'organisation du recueil des

données permettront l'évaluation de cette consultation.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des personnels	58 000,00	69,88%
Achats (fournitures, logiciel de gestion)	14 000,00	16,87%
Autres charges de gestion courante (éducation, vidéos, site web)	11 000,00	13,25%
Total	83 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale	40 000,00	48,19%
Subvention Aides privées (entreprises)	43 000,00	51,81%
Total	83 000,00	100,00%

ANNEXE 2 - SOUTIEN AUX PROFESSIONNELS DE SANTE DANS L'EXERCICE DE LEUR ACTIVITE

DOSSIER N° 18015149 - Formation des professionnels en santé afin de repérer la souffrance professionnelle de leurs pairs et de leur proposer un accompagnement

Dispositif : Soins aux professionnels en santé (n° 00001139)
Délibération Cadre : CP2018-518 du 21/11/2018
Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
Action : 14100107- Accompagnement des professionnels de santé et renforcement de l'offre de soins

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soins aux professionnels en santé	369 800,00 € TTC	22,99 %	85 000,00 €
	Montant total de la subvention		85 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SPS SOINS AUX PROFESSIONNELS DE SANTE
Adresse administrative : 66 RUE D ALLERAY 75015 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ERIC HENRY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : formation des professionnels en santé afin de repérer la souffrance professionnelle de leurs pairs et de leur proposer un accompagnement

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La subvention porte sur l'année civile.

Description :
Les professionnels en santé figurent parmi les professions les plus exposées au suicide. Malheureusement, ces professionnels échappent souvent aux mécanismes de prévention de suicide et nécessitent une approche adaptée à leurs conditions de travail. L'objectif de ce projet est donc, en droite ligne de la politique de Région Solidaire, d'apporter un soutien concret et durable aux professionnels de santé afin de mieux repérer les situations de souffrance, d'apporter des solutions immédiates et d'engager des actions de prévention. C'est l'objet de cette action menée avec l'association Soins aux Professionnels en Santé qui a pour origine le rassemblement d'un groupe d'experts souhaitant partager et défendre la santé des professionnels en santé rendus vulnérables. Son objectif est de susciter une véritable prise de conscience et de proposer des actions concrètes pour optimiser leur parcours de santé, notamment la prévention, le repérage, l'orientation et la prise en charge.
Ses modalités d'intervention sont les suivantes :
- animation d'une plateforme nationale d'écoute interprofessionnelle,
- constitution d'un réseau psycho-social en Île-de-France, qui rassemble notamment psychologues, médecins généralistes et psychiatres, formés à la prévention, la détection, l'accompagnement et la prise

en charge de la détresse des soignants,
- production d'études et d'enquêtes de terrain pour mieux comprendre et sensibiliser à la souffrance des soignants,
- formation des professionnels afin de leur donner des repères, bases théoriques et outils communs à l'accompagnement des soignants,
- utilisation de la prévention comme moyen de lutte contre la vulnérabilisation de ces professionnels,
- organisation d'événements médiatiques, comme le colloque annuel de l'association, pour rassembler l'ensemble des acteurs intéressés.

La présente aide vise à la réalisation de deux objectifs :
• soutenir financièrement le fonctionnement de la plateforme d'appel ouverte à l'ensemble des professionnels en santé en souffrance
• permettre la réalisation de formation à l'attention des professionnels en santé autour de 4 thématiques : repérage et prise en charge des professionnels en souffrance, prévention du suicide, mode de vie et alimentation, management et coaching.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de formation	369 800,00	100,00%
Total	369 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	85 000,00	22,99%
ARS	135 000,00	36,51%
CNAM	30 000,00	8,11%
Autres produits	119 800,00	32,40%
Total	369 800,00	100,00%

DOSSIER N° 19001260 - Soutien à la plateforme nationale d'écoute interprofessionnelle de l'association "Soins aux professionnels en santé"

Dispositif : Soins aux professionnels en santé (n° 00001139)
Délibération Cadre : CP2018-518 du 21/11/2018
Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
Action : 14100107- Accompagnement des professionnels de santé et renforcement de l'offre de soins

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soins aux professionnels en santé	51 250,00 € TTC	29,27 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SPS SOINS AUX PROFESSIONNELS DE SANTE
Adresse administrative : 66 RUE D ALLERAY
75015 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ERIC HENRY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Error! Unknown op code for conditional.
Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La subvention porte sur l'année civile.

Description :
Les professionnels en santé figurent parmi les professions les plus exposées au suicide. Malheureusement, ces professionnels échappent souvent aux mécanismes de prévention de suicide et nécessitent une approche adaptée à leurs conditions de travail. L'objectif de ce projet est donc, en droite ligne de la politique de Région Solidaire, d'apporter un soutien concret et durable aux professionnels de santé afin de mieux repérer les situations de souffrance, d'apporter des solutions immédiates et d'engager des actions de prévention. C'est l'objet de cette action menée avec l'association Soins aux Professionnels en Santé qui a pour origine le rassemblement d'un groupe d'experts souhaitant partager et défendre la santé des professionnels en santé rendus vulnérables. Son objectif est de susciter une véritable prise de conscience et de proposer des actions concrètes pour optimiser leur parcours de santé, notamment la prévention, le repérage, l'orientation et la prise en charge.
Ses modalités d'intervention sont les suivantes :
- animation d'une plateforme nationale d'écoute interprofessionnelle,
- constitution d'un réseau psycho-social en Île-de-France, qui rassemble notamment psychologues, médecins généralistes et psychiatres, formés à la prévention, la détection, l'accompagnement et la prise en charge de la détresse des soignants,
- production d'études et d'enquêtes de terrain pour mieux comprendre et sensibiliser à la souffrance des soignants,

- formation des professionnels afin de leur donner des repères, bases théoriques et outils communs à l'accompagnement des soignants,
- utilisation de la prévention comme moyen de lutte contre la vulnérabilisation de ces professionnels,
- organisation d'événements médiatiques, comme le colloque annuel de l'association, pour rassembler l'ensemble des acteurs intéressés.

La présente aide vise à soutenir financièrement le fonctionnement de la plateforme d'appel ouverte à l'ensemble des professionnels en santé en souffrance.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses liées à au fonctionnement de la plateforme	51 250,00	100,00%
Total	51 250,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	15 000,00	29,27%
ARS	15 000,00	29,27%
CNAM	21 250,00	41,46%
Total	51 250,00	100,00%

ANNEXE 3 - LUTTE CONTRE LES DESERTS MEDICAUX

DOSSIER N° 18010186 - Création d'une maison de santé pluridisciplinaire au 171, rue Paul Doumer dans la commune de TRIEL-SUR-SEINE (78)

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)
Délibération Cadre : CR2017-126 du 21/09/2017 modifiée par CR2018-24 du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-41-204142-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	1 668 769,00 € TTC	17,98 %	300 000,00 €
		Montant total de la subvention	300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE TRIEL SUR SEINE
Adresse administrative : PL CHARLES DE GAULLE
78510 TRIEL-SUR-SEINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Joël MANCEL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'une maison de santé pluridisciplinaire au 171, rue Paul Doumer dans la commune de TRIEL-SUR-SEINE (78)

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2018 - 15 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'ouverture de la structure étant prévue au plus tard en juillet 2019, les travaux ont commencé en urgence afin que les locaux soient prêts pour accueillir les patients.

Description :
Ces 5 dernières années, la commune de Triel a perdu 11% de ses médecins généralistes. Au vu des prochains départs à la retraite, les 5 prochaines années risquent de voir se creuser très rapidement les effectifs et poseront à terme un problème grandissant d'accès aux soins.

Le projet de Triel-sur-Seine correspond à la réhabilitation d'un bâtiment permettant la création d'une Maison de Santé pluridisciplinaire favorisant l'implantation de nouveaux professionnels de santé répondant aux besoins de la population.

La MSP devrait accueillir à terme :
- 4 médecins généralistes
- 1 ophtalmologiste
- 2 masseurs-kinésithérapeutes
- 4 infirmiers
- 1 podologue

- 1 orthophoniste
- 2 orthoptistes

L'ensemble des médecins de la MSP sont conventionnés secteur 1, la pratique du tiers payant ouverte à tous les patients.

Le projet de santé de la MSP s'articule autour des axes prioritaires suivants :
- suivi des personnes âgées à domicile
- suivi des patients souffrant de maladies chroniques
- suivi des patients atteint de cancers

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 300.000 € pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 150.000 € pour les équipements

Localisation géographique :
- TRIEL-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière	445 200,00	26,68%
Travaux	1 223 569,00	73,32%
Total	1 668 769,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ARS-URPS	200 000,00	11,98%
Région Île-de-France	300 000,00	17,98%
DTER	117 000,00	7,01%
Commune	445 000,00	26,67%
Appel à projet CDY	400 000,00	23,97%
Emprunt	206 769,00	12,39%
Total	1 668 769,00	100,00%

DOSSIER N° 18014730 - Création d'un centre de santé au sein de l'EHPAD Alquier-Debrousse dans le 20ème arrondissement de Paris

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)
Délibération Cadre : CR2017-126 du 21/09/2017 modifiée par CR2018-24 du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	745 568,00 € TTC	28,23 %	210 482,00 €
		Montant total de la subvention	210 482,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION MARIE THERESE
Adresse administrative	:	51 RUE GAMBETTA 92240 MALAKOFF
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Georges Christian CHAZOT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un centre de santé au sein de l'EHPAD Alquier-Debrousse dans le 20ème arrondissement de Paris

Dates prévisionnelles : 26 novembre 2018 - 26 novembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le bénéficiaire a débuté ses travaux en urgence afin de pouvoir ouvrir le centre début mai 2019.

Description :
L'association Marie-Thérèse a pour but la prévention, le dépistage et le soin. A ce titre, elle exerce la gestion de centres de santé et de prévention, situés à Malakoff, Paris 14ème et Paris 18ème. Elle assure des soins de premier recours et des consultations spécialisées, conventionnées en secteur 1 sans dépassement d'honoraire et pratique du tiers payant.
En 2017, 120 médecins, représentant 20 spécialités, ont donné 162.000 consultations dans les trois centres.

L'association, en lien avec la Fondation Hôpital Saint-Joseph, a pour projet d'ouvrir un quatrième centre de santé dans le 20ème arrondissement de Paris. Ce futur centre sera développé dans un secteur déficitaire en offre de soins primaires de secteur 1, limitrophe du quartier prioritaire "Les Portes du 20ème".
Par ailleurs, son implantation au sein de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes Alquier-Debrousse pourra favoriser la prévention des hospitalisations des résidents hébergés.

Une première tranche de rénovation des futurs locaux du centre est financée par la ville de Paris à hauteur de 640.000 €.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 300.000 € pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 150.000 € pour les équipements

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	201 608,00	27,04%
Equipements (médicaux, mobiliers...)	543 960,00	72,96%
Total	745 568,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fondation Hôpital Paris Saint-Joseph	141 086,00	18,92%
ARS	120 000,00	16,10%
Emprunts	274 000,00	36,75%
Région IDF	210 482,00	28,23%
Total	745 568,00	100,00%

DOSSIER N° 18014412 - Installation d'un médecin généraliste dans un cabinet médical sur la commune de OTHIS (77)

Dispositif : Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe (n° 00000792)
Délibération Cadre : CR2017-126 du 21/09/2017 modifiée par CR2018-24 du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-41-20421-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe	17 902,13 € TTC	50,00 %	8 951,00 €
		Montant total de la subvention	8 951,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISONNEUVE MYRIAM
Adresse administrative : RUE GERARD NERVAL
77280 OTHIS
Statut Juridique : Madame
Représentant : Madame MYRIAM MAISONNEUVE

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : installation d'un médecin généraliste dans un cabinet médical sur la commune de OTHIS (77)

Dates prévisionnelles : 15 novembre 2018 - 1 mars 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'ouverture précipitée de la maison médicale d'Othis contraint le médecin à acquérir son équipement en urgence afin de recevoir sa patientèle dans les meilleurs délais.

Description :
La commune d'Othis, située en zone d'intervention prioritaire (ZIP), selon le zonage 2018 de l'ARS, bénéficie depuis septembre 2018 d'une nouvelle maison de santé pluridisciplinaire au sein de laquelle exerceront à terme deux médecins généralistes, un kinésithérapeute, une infirmière, un podologue, un psychologue et une diététicienne.

Le docteur Myriam Maisonneuve installe son cabinet médical au sein de cette structure après avoir effectué de nombreux remplacements. Le médecin exerce son activité en secteur 1.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer au financement de travaux d'installation et/ou d'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) à hauteur de 50 % maximum de la dépense subventionnable, dans la limite d'un plafond de subvention fixé à 15.000 € par professionnel.

Localisation géographique :

- OTHIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements (dont matériel médical et bureautique)	17 902,13	100,00%
Total	17 902,13	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	8 951,13	50,00%
Région Île-de-France	8 951,00	50,00%
Total	17 902,13	100,00%

DOSSIER N° 18014716 - Installation d'un médecin généraliste dans la commune de Champigny-sur-Marne (94)

Dispositif : Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe (n° 00000792)
Délibération Cadre : CR2017-126 du 21/09/2017 modifiée par CR2018-24 du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-41-20421-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe	9 875,00 € TTC	49,99 %	4 937,00 €
	Montant total de la subvention		4 937,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LINSMEIER AGATHE
Adresse administrative : 96 BOULEVARD DE CHAMPIGNY
94210 SAINT MAUR DES FOSSES
Statut Juridique : A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant : Madame AGATHE LINSMEIER

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : installation d'un médecin généraliste dans la commune de Champigny-sur-Marne (94)

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 1 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le docteur Linsmeier a dû acquérir ses équipements en urgence afin de pouvoir au plus vite commencer son activité après livraison du local début janvier 2019.

Description :
Le présent projet concerne l'installation d'un médecin généraliste secteur 1, le docteur Agathe Linsmeier, au rez-de-cahussée d'un immeuble neuf à Champigny-sur-Marne. La subvention porte sur l'acquisition d'équipements médicaux, informatiques et mobiliers.

Champigny-sur-Martne est classée en zone d'action complémentaire au titre du zonage de l'ARS : l'offre en médecine générale est en cours de fragilisation puisque, parmi les 47 médecins en activité, 17 sont âgés de plus de 60 ans (36%) et amenés à prendre leur retraite dans les 5 prochaines années.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer au financement de travaux d'installation et/ou d'acquisition d'équipements

(médicaux, mobiliers et informatiques) ou de véhicules à hauteur de 50 % maximum de la dépense subventionnable, dans la limite d'un plafond de subvention fixé à 15.000 € par professionnel.

Localisation géographique :

- CHAMPIGNY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements	9 875,00	100,00%
Total	9 875,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	4 937,00	49,99%
Fonds propres	4 938,00	50,01%
Total	9 875,00	100,00%

DOSSIER N° 18014780 - Installation d'un masseur-kinésithérapeute dans le 19eme arrondissement de Paris.

Dispositif : Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe (n° 00000792)
Délibération Cadre : CR2017-126 du 21/09/2017 modifiée par CR2018-24 du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-41-20421-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe	45 497,00 € TTC	32,97 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VIOSSAT FLORENT
Adresse administrative : 130 AVENUE JEAN JAURES
75019 PARIS
Statut Juridique : Monsieur
Représentant : Monsieur FLORENT VIOSSAT

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : travaux de rénovation, aménagement et équipements d'un local en vue de l'installation d'un kiné dans le 19eme arrondissement de Paris.

Dates prévisionnelles : 3 septembre 2018 - 31 janvier 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les locaux devant être prêts à accueillir des patients au plus tard le 21 janvier, les travaux ont dû commencer en urgence.

Description :
La présente subvention vise à faciliter l'installation d'un kinésithérapeute dans un cabinet de groupe situé dans le 19 arrondissement de Paris, quartier classé zone d'intervention prioritaire par l'ARS (ZIP).

Le cabinet regroupera à terme 4 kinésithérapeutes, 1 psychologue, 1 infirmier. Un espace de consultation est également prévu afin d'accueillir un médecin généraliste.

Les professionnels s'engagent à exercer leur activité en secteur 1 avec pratique du tiers payant.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer au financement de travaux d'installation et/ou d'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) à hauteur de 50 % maximum de la dépense subventionnable, dans la limite d'un plafond de subvention fixé à 15.000 € par professionnel.

Ce dispositif ne peut être sollicité qu'une seule fois par bénéficiaire, dans la limite de 30.000 € au maximum par cabinet médical en veillant à respecter l'équilibre entre professionnels médicaux et paramédicaux.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	30 123,50	66,21%
Equipements	15 373,50	33,79%
Total	45 497,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Crédit Bail	27 500,00	60,44%
Fonds propres	2 997,00	6,59%
Région IDF	15 000,00	32,97%
Total	45 497,00	100,00%

DOSSIER N° 18014781 - Installation d'un masseur-kinésithérapeute dans le 19eme arrondissement de Paris.

Dispositif : Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe (n° 00000792)
Délibération Cadre : CR2017-126 du 21/09/2017 modifiée par CR2018-24 du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-41-20421-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe	45 497,00 € TTC	32,97 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAILLARD CLEMENT
Adresse administrative : 130 AVENUE JEAN JAURES
75019 PARIS
Statut Juridique : Monsieur
Représentant : Monsieur CLEMENT SAILLARD

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : travaux de rénovation, aménagement et équipements d'un local en vue de l'installation d'un kiné dans le 19eme arrondissement de Paris.

Dates prévisionnelles : 3 septembre 2018 - 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le cabinet devant ouvrir ses portes le 21 janvier 2019 au plus tard, les travaux de réhabilitation du local ont commencé en urgence début septembre. L'acquisition du matériel est prévue quant à elle pour décembre 2018.

Description :
La présente subvention vise à faciliter l'installation d'un kinésithérapeute dans un cabinet de groupe situé dans le 19 arrondissement de Paris, quartier classé zone d'intervention prioritaire par l'ARS (ZIP).

Le cabinet regroupera à terme 4 kinésithérapeutes, 1 psychologue, 1 infirmier. Un espace de consultation est également prévu afin d'accueillir un médecin généraliste.

Les professionnels s'engagent à exercer leur activité en secteur 1 avec pratique du tiers payant.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer au financement de travaux d'installation et/ou d'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) à hauteur de 50 % maximum de la dépense subventionnable, dans la limite d'un plafond de subvention fixé à 15.000 € par professionnel.

Ce dispositif ne peut être sollicité qu'une seule fois par bénéficiaire, dans la limite de 30.000 € au maximum par cabinet médical en veillant à respecter l'équilibre entre professionnels médicaux et paramédicaux.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	30 123,50	65,92%
Equipement	15 573,50	34,08%
Total	45 697,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Crédit Bail	27 500,00	60,44%
Fonds propres	2 997,00	6,59%
Région IDF	15 000,00	32,97%
Total	45 497,00	100,00%

ANNEXE 4 - CONVENTION-TYPE EN FONCTIONNEMENT

CONVENTION ANNUELLE/PLURIANNUELLE N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,

En vertu de la délibération N° CPXX-XXX du DATE DE VOTE DE LA SUBV,
ci-après dénommée « la Région » d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : LIBELLE DU TIERS *(signataire de la convention)*
dont le statut juridique est : FORME JURIDIQUE DU TIERS *(données complémentaires CORIOLIS)*
N° SIRET : XXXXXXXXX XXXXX
Code APE : XX.XXX *SI RENSEIGNE SUR LE TIERS*
dont le siège social est situé au : ADRESSE ADMINISTRATIVE DU TIERS
ayant pour représentant CIVILITE PRENOM NOM, FONCTION *(représentant signataire convention)* ci-après dénommé « le bénéficiaire » d'autre part

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « LIBELLE DU DISPOSITIF » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CRXX-XX du DATE DELIB CADRE

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

Les conventions pluriannuelles participent au soutien de programmes triennaux, eux-mêmes décomposés en projets annuels.

L'ensemble des modalités ci-dessous s'entend par projet.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CPXX-XXX du DATE DE VOTE DE LA SUBV, la Région Île-de-France a décidé de soutenir LIBELLE DU TIERS pour la réalisation de l'action suivante, dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : OBJET DU DOSSIER SINON LIBELLE (référence dossier n°XXXXXXXX).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à TAUX DE SUBVENTION % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à MONTANT BASE €, soit un montant maximum de subvention de MONTANT SUBVENTION €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le suivi et l'évaluation de la réalisation du projet ou du programme (convention pluriannuelle), sur un plan quantitatif comme qualitatif seront réalisés selon les modalités suivantes : le bénéficiaire de la subvention s'engage à transmettre à la Région un bilan qualitatif et quantitatif du projet subventionné (description précise des actions menées, types de bénéficiaires, nombre de bénéficiaires directs et indirects…). Cette évaluation est réalisée annuellement pour les programmes pluriannuels.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter X stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.
Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

Convention pluriannuelle : avant la mise œuvre des années deux et trois du programme soutenu, la Région vérifiera que les informations attendues lui ont bien été communiquées.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

Pour ce faire, le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie, dans la limite de 50% de la subvention.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif

est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les ***personnes morales de droit public***, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.
Ce document est accompagné d'un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire.
Le versement du solde est également subordonné à la production de X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les ***personnes morales de droit privé***, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera la réalisation de l'action : le mode d'évaluation et les indicateurs utilisés, la méthodologie appliquée pour atteindre l'objectif attendu, les types de bénéficiaires, le nombre de bénéficiaires directs et indirects, et une évaluation de son impact, ainsi que les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les conventions pluriannuelles, les dispositions financières s'appliquent annuellement.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du DATE D'ELIGIBILITE SINON DATE DE VOTE et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le DATE DE VOTE.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

Convention pluriannuelle : les années deux et trois des programmes triennaux doivent obligatoirement faire l'objet de la signature d'un avenant qui fixera le montant de la subvention de l'action N+1 ou N+2 validé par la commission permanente. Le projet de l'année écoulée devra être soldé selon les modalités prévues par la convention avant toute continuité du programme.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.
Pour les personnes morales de droit public, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

La Région se réserve le droit de réclamer remboursement de tout ou partie de la subvention perçue en cas de non-respect des obligations en matière de communication.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CPXX-XXX du DATE DE VOTE DE LA SUBV.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
LIBELLE DU TIERS
CIVILITE PRENOM NOM, FONCTION (représentant signataire convention)

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 28/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 28/01/2019

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-005

DU 24 JANVIER 2019

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE EN MATIÈRE D'ACTION SOCIALE, DE SOLIDARITÉ ET DE SOUTIEN AUX FAMILLES - 1ER RAPPORT POUR 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Règlement (UE) n°360/2012 de la commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général publié au JOUE du 26 avril 2012 n°L114, modifié par le règlement (UE) n°2018/1923 de la commission du 7 décembre 2018 publié au JOUE du 10 décembre 2018 n° L 313 ;

VU le Code Général des collectivités territoriales et notamment l'article 4221-1 ;

VU le Code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L115-1 et suivants ;

VU la délibération n°CR 23-11 du 7 avril 2011 relative à la politique sociale régionale modifiée ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération CR 2017-162 du 21 septembre 2017 ;

VU la délibération n°CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100.000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU les délibérations n°CR 2017-51 du 9 mars 2017, n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 et n° CP 2018-494 du 21 novembre 2018, relatives à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n°CR 18-066 du 19 décembre 2018 – Mobilisation du partenariat entre la Croix Rouge et la Région Ile-de-France pour l'ouverture d'un centre d'hébergement d'urgence pour les femmes à la rue sortant de la maternité ;

VU la délibération n°CP 13-343 du 30 mai 2013 – Attribution de subventions dans le cadre des politiques régionales pour les personnes en grande précarité et en situation d'exclusion deuxième affectation 2013 ;

VU la délibération n°CP 14-685 du 20 novembre 2014 - Attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale pour les personnes âgées quatrième affectation 2014 ;

VU la délibération n° CP 2017-070 du 8 mars 2017 – Mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles en 2017, modifiée par la délibération n° CP 2018-258 du 4 juillet 2018 ;

VU la délibération n° CP 2018-411 du 17 octobre 2018 portant approbation de la convention-type relative à l'aide en investissement en action sociale ;

VU la délibération n° CP 2018-537 du 21 novembre 2018 portant approbation de la convention-type relative à l'aide en fonctionnement en action sociale ;

VU le budget de la région d'Ile-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de la famille de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-005 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Affectation en Investissement au titre du Dispositif en faveur des personnes en situation précaire – Soutien aux Innovations sociales

Décide de participer, au titre du «Dispositif en faveur des personnes en situation précaire», au financement des projets présentés en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel **275.000 €** au titre du budget 2019.

Subordonne le versement de ces subventions à la conclusion avec le bénéficiaire d'une convention conforme à la convention-type adoptée par la délibération n°CP 2018-411 du 17 octobre 2018, et autorise la Présidente du Conseil Régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme **275.000€** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale » sous-fonction 42 « Action sociale » programme HP 42 003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », action 14200311 « Actions d'innovation sociale » au titre du budget 2019.

Article 2 : Affectation en investissement au titre du Dispositif en faveur des personnes en situation précaire – Centre d'accueil et hébergement pour personnes sans abri

Décide de participer, au titre du «Dispositif en faveur des personnes en situation précaire», au financement du projet présenté en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel 100.000 € au titre du budget 2019.

Subordonne le versement de cette subvention à la conclusion avec le bénéficiaire d'une convention conforme à la convention-type adoptée par la délibération n°CP 2018-411 du 17 octobre 2018, et autorise la Présidente du Conseil Régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme **100.000€** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale » sous-fonction 42 « Action sociale » programme HP 42 003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », action 14200302 « Centre d'accueil et hébergement pour personnes sans abri » au titre du budget 2019.

Article 3 : Affectation d'un solde au profit de Créteil Habitat

Affecte une autorisation de programme de **627.929,33 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale » sous-fonction 42 « Action sociale » programme HP 42-004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap », action 14200405 « Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap », au titre du budget 2019.

Article 4 : Aide d'urgence au profit de la Croix Rouge pour l'hébergement des femmes sortant de la maternité - Fonctionnement

Décide de participer, au titre du dispositif «Aide d'urgence au profit de la Croix Rouge pour l'hébergement des femmes sortant de la maternité», au financement du projet présenté en annexe

4 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel **45 000 €** au titre du budget 2019.

Subordonne le versement de cette subvention à la conclusion avec le bénéficiaire d'une convention conforme à la convention-type adoptée par la délibération n°CP 2018-537 du 21 novembre 2018, et autorise la Présidente du Conseil Régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement **45 000 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale » sous-fonction 42 « Action sociale » programme HP 42 003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », action 14200304 « Fonds régional de solidarité et soutien aux familles » au titre du budget 2019.

Article 5 : Aide d'urgence au profit des sinistrés du 9eme arrondissement de Paris suite à l'explosion de l'immeuble rue de Trévise

Décide de participer, au titre du « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », au financement de l'opération présentée en annexe 6 de la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 100 000€ au titre du budget 2019.

Subordonne le versement de cette subvention de fonctionnement à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2018-537 du 21 novembre 2018 et autorise la Présidente du Conseil Régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 100 000 € disponible sur le chapitre 934 «Santé et action sociale», code fonctionnel 42 «Action sociale», programme HP 42 003 (142 003) «Dispositif en faveur des personnes en situation précaire » Action 14200304 «Fonds régional de solidarité et soutien aux familles», au titre du budget 2019.

Article 6 : Rectification de l'opération 18009521

Approuve la fiche projet rectificative et l'avenant concernant l'opération n°18009521,relative à la subvention attribuée par délibération n° CP 2018-258 du 4 juillet 2018 d'un montant de 22.000€ à l'association SPF SECOURS POPULAIRE FRANCAIS FEDERATION DE L'ESSONNE, tel que présentée en annexe n°5 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer. Le montant de la subvention voté en 2018 est inchangé.

Article 7 : Autorisation de démarrage anticipé

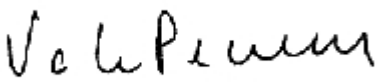
Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions objets de la présente délibération, à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projet en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17 alinéa 3 et à l'article 29 alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 8 : Modification des maîtres d'ouvrage éligibles aux subventions de fonctionnement en matière d'action sociale régionale

Les dispositions de l'article 8 de la délibération n°CR 23-11 du 7 avril 2011 relative à la politique sociale régionale sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les bénéficiaires sont les associations relevant de la loi de 1901 ou les Groupements d'Intérêt Public (GIP) pouvant justifier d'un bilan d'exercice comptable de l'année écoulée. »

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 - FICHES PROJET INNOVATION SOCIALE

DOSSIER N° 18013524 - Extension de l'épicerie sociale "Horizons Solidaires" à Vigneux-Sur-Seine

Dispositif : Innovation sociale - investissement (n° 00001042)
Délibération Cadre : CP2017-070 du 08/03/2017 modifiée par la CP2018-258 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-204142-142003-300
Action : 14200311- Actions d'innovation sociale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	223 748,00 € HT	44,69 %	100 000,00 €
		Montant total de la subvention	100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VIGNEUX SUR SEINE
Adresse administrative : 75 RUE PIERRE MARIN
91270 VIGNEUX-SUR-SEINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Serge POINSOT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : extension de l'épicerie sociale "Horizons Solidaires" à Vigneux-Sur-Seine

Dates prévisionnelles : 25 janvier 2019 - 21 novembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Depuis 2016, la Commune de Vigneux-sur-Seine a mis en place une épicerie solidaire.
Le projet actuel consiste à ajouter un chalet de 70m² aux locaux de l'épicerie sociale, pouvant accueillir une cuisine aménagée ainsi qu'une salle commune.
Il s'agit d'organiser des ateliers culinaires hebdomadaires en utilisant les produits disponibles au sein de l'épicerie sociale.
Ce projet innovant, alliant la mise à disposition de denrée à des personnes en précarité et accueil de ces personnes pour une resocialisation réponds à divers impératifs poursuivis par la Mairie:
- Promouvoir la santé et le bien-être des personnes en situation de précarité,
- Favoriser les échanges, la mixité sociale et la transmission des savoir-faire intergénérationnels,
- Faire découvrir de nouveaux goûts, de nouveaux aliments et ingrédients (des épices par exemple),
- Développer auprès du public reçu un intérêt pour une alimentation saine et équilibrée en utilisant des produits de saison, faciliter une alimentation durable,
- Participer à la diminution du gaspillage alimentaire,
- Promouvoir l'éducation à la citoyenneté et au mieux vivre ensemble.

Ce projet est particulièrement pertinent dans une ville comme Vigneux-sur-Seine qui connait une part de population fortement fragilisée.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VIGNEUX-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	161 253,00	72,07%
Honoraires	10 000,00	4,47%
Etudes sols - réseaux	10 000,00	4,47%
Missions B.C - MOE	16 400,00	7,33%
Equipements	26 095,00	11,66%
Total	223 748,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	100 000,00	44,69%
Fonds propres	123 748,00	55,31%
Total	223 748,00	100,00%

Commission permanente du 24 janvier 2019 - CP2019-005

DOSSIER N° 18013448 - Création et rénovation de deux espaces de solidarité numérique à Paris 3ème et à Saint-Denis

Dispositif : Innovation sociale - investissement (n° 00001042)
Délibération Cadre : CP2017-070 du 08/03/2017 modifiée par la CP2018-258 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300
Action : 14200311- Actions d'innovation sociale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	50 048,00 € TTC	49,95 %	25 000,00 €
		Montant total de la subvention	25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EMMAUS CONNECT FONDATEUR ABBE PIERRE
Adresse administrative : 204 RUE DE CRIMEE 75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marion LANLY, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création et rénovation de deux espaces de solidarité numérique à Paris 3ème et à Saint-Denis

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2018 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La préparation du projet se réalisant en amont, le démarrage doit être pris en compte en urgence.

Description :
Cette action relève de la politique régionale de développement des partenariats avec les grands acteurs de la solidarité, qui est l'un des axes forts du programme Région solidaire et qui vise à amplifier l'impact, sur le territoire, de l'action régionale en matière de solidarités. Emmaüs compte parmi les acteurs avec lesquels une convention de partenariat a été signée.

Partant du constat que 40% des Français déclarent ne pas être en capacité de réaliser seuls leurs démarches en ligne et que 7% d'entre eux sont exclus du numérique, Emmaüs Connect œuvre pour faire du numérique une chance pour les personnes en situation de précarité sociale. L'association propose des forfaits de téléphonie et matériels adaptés aux publics en difficulté, ainsi que des formations gratuites pour permettre aux bénéficiaires de devenir autonomes sur la réalisation des démarches en ligne.

Le présent projet porte sur la rénovation d'un espace de solidarité numérique à Saint-Denis et sur l'ouverture d'un nouveau point d'accueil destiné aux populations séniors en difficulté dans le 3ème arrondissement de Paris. Ces projets permettront de dédramatiser l'apprentissage du numérique et de

lever les éventuels freins psychologiques grâce à un environnement agréable et innovation. Dans ces points d'accueil, au-delà des activités d'accompagnement et de formation en faveur du public précaire, l'association proposera un espace de réflexion et d'innovation à destination des professionnels de l'action sociale. Ce « Lab » permettra de sensibiliser, de co-construire et d'animer des démarches d'innovation sur l'inclusion numérique en Ile de France.

Socialement innovant, ce projet contribuera à l'inclusion numérique d'environ 800 Franciliens en précarité.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels informatiques	34 338,00	68,61%
Achat mobilier	11 570,00	23,12%
Achats divers (équipement cuisine, peinture, materiels, etc.)	4 140,00	8,27%
Total	50 048,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention région	25 000,00	49,95%
Fonds privés	25 048,00	50,05%
Total	50 048,00	100,00%

Commission permanente du 24 janvier 2019 - CP2019-005

DOSSIER N° 18014717 - Création d'un back office de vente en ligne adapté aux besoins du public en insertion

Dispositif : Innovation sociale - investissement (n° 00001042)
Délibération Cadre : CP2017-070 du 08/03/2017 modifiée par la CP2018-258 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300
Action : 14200311- Actions d'innovation sociale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	175 000,00 € HT	42,86 %	75 000,00 €
	Montant total de la subvention		75 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LABEL EMMAUS
Adresse administrative : 74 RUE PAUL VAILLANT-COUTURIER
93130 NOISY-LE-SEC
Statut Juridique : Société Anonyme Coopérative Ouvrière de Production
Représentant : Madame MAUD SARDA, Présidente du directoire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un back office de vente en ligne adapté aux besoins du public en insertion

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2018 - 1 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La préparation du projet se réalisant en amont, le démarrage doit être pris en compte en urgence.

Description :
Cette action relève de la politique régionale de développement des partenariats avec les grands acteurs de la solidarité, qui est l'un des axes forts du programme Région solidaire et qui vise à amplifier l'impact, sur le territoire, de l'action régionale en matière de solidarités. Emmaüs compte parmi les acteurs avec lesquels une convention de partenariat a été signée.

Label Emmaüs a comme mission de former des personnes en situation d'exclusion aux métiers du e-commerce et de faire la promesse d'un achat solidaire en ligne. En s'appuyant sur le modèle de marketplace (site multi-vendeurs), la plateforme de vente en ligne propose 320 000 produits à la vente (déco, mobilier, vêtements, accessoires, livres...). L'activité de vente en ligne est gérée en grande partie par les compagnons (communautés Emmaüs) et les salariés en insertion (ACI et EI).

La complexité des différents outils numériques à appréhender limitant l'accès des personnes en insertion et ne répondant pas toujours aux besoins spécifiques des activités, Label Emmaüs propose de créer un nouveau back office adapté aux vendeurs. Ce nouveau outil permettra de diviser par 2 le temps de saisie d'une annonce et de gestion des colis, mais aussi de démultiplier son impact social en permettant une prise en main simplifiée et formatrice pour le plus grand nombre possible de personnes en insertion dans

les structures partenaires, y compris des personnes qui ont peu l'habitude de l'outil numérique, afin qu'ils puissent développer grâce à ce dernier de nouvelles compétences sur des métiers porteurs.

Ce projet permettra d'inclure 150 structures de l'économie sociale et solidaire sur la plateforme et d'intégrer 100 personnes en insertion à la gestion des ventes en ligne et de les former aux métiers du e-commerce. Socialement innovant, ce projet utilise le numérique comme levier pour lutter contre l'exclusion sociale.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes: définition des besoins fonctionnels	10 000,00	5,71%
Honoraires: développement du socle technique	25 000,00	14,29%
Honoraires : développement du lot 1: Formulaire de saisie d'annonce	15 000,00	8,57%
Honoraires: développement du lot 2: Aide à la saisie	30 000,00	17,14%
Développement du lot 3: Objets connectés	20 000,00	11,43%
Développement du lot 4: Machine learning	30 000,00	17,14%
Développement du lot 5: Indicateurs de pilotage	20 000,00	11,43%
Honoraires (gestion de projet et formation des utilisateurs)	25 000,00	14,29%
Total	175 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fil Fundation	30 000,00	17,14%
Subvention Région (sollicitée)	75 000,00	42,86%
DIGIT ESS	10 000,00	5,71%
Fonds propres	60 000,00	34,29%
Total	175 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : règlement de minimis SIEG 360/2012 (publié au JOUE L 114 du 26/04/2012) modifié par règlement UE 2018/1923 (publié au JOUE L 313 du 10/12/2018)
Relatif à : Aide de minimis SIEG

DOSSIER N° 18015146 - Création d'un espace régional de ressources numériques en faveur des Franciliens en précarité

Dispositif : Innovation sociale - investissement (n° 00001042)
Délibération Cadre : CP2017-070 du 08/03/2017 modifiée par la CP2018-258 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300
Action : 14200311- Actions d'innovation sociale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	191 000,00 € TTC	39,27 %	75 000,00 €
	Montant total de la subvention		75 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EMMAUS CONNECT FONDATEUR ABBE PIERRE
Adresse administrative : 204 RUE DE CRIMEE 75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marion LANLY, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 janvier 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Cette action relève de la politique régionale de développement des partenariats avec les grands acteurs de la solidarité, qui est l'un des axes forts du programme Région solidaire et qui vise à amplifier l'impact, sur le territoire, de l'action régionale en matière de solidarités. Emmaüs compte parmi les acteurs avec lesquels une convention de partenariat a été signée.

Emmaüs Connect souhaite créer un espace régional d'outils et de ressources numériques personnalisé pour les aidants et dédié à l'accompagnement numérique des franciliens en précarité. Les objectifs du projet sont les suivants :

- Créer un espace de ressources numériques innovant et à destination des aidants numériques franciliens avec des contenus pédagogiques gamifiés, interactifs et innovant. L'espace sera dans un premier temps expérimenté auprès d'une cinquantaine de structures puis étendu à l'ensemble du territoire régional ;
- Démultiplier le nombre d'aidants numériques bénévoles en Ile-de-France grâce au développement de formations et d'un parcours d'accompagnement en ligne ;
- Permettre la formation et l'accompagnement massif au numérique des Franciliens en situation de précarité en vue de leur (ré)insertion sociale ;
- Faciliter la mobilisation citoyenne à grande échelle, en donnant la possibilité aux Franciliens de rejoindre les structures associatives et de devenir aidants numériques.

Ce projet innovant utilise le numérique comme levier pour l'insertion sociale. Il permettra de former 100 ambassadeurs numériques appartenant à des structures différentes, d'accompagner plus de 1.500 aidants et 30.000 personnes précaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'équipements informatiques	2 400,00	1,26%
Honoraires pour la création de la plateforme (développeurs, chef de projet web, conception pédagogique, chargé de projet, etc.)	188 600,00	98,74%
Total	191 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale	75 000,00	39,27%
Fondation SFR	70 000,00	36,65%
Fondation de France	30 000,00	15,71%
Fonds propres	16 000,00	8,38%
Total	191 000,00	100,00%

ANNEXE 2 - ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES SANS ABRI

DOSSIER N° 18014739 - REAFFECTATION - CREATION D'UN CENTRE D'HEBERGEMENT D'URGENCE DE 81 PLACES AU 51, AVENUE D'ALSACE LORRAINE, A LIMEIL-BREVANNES (94)

Dispositif : Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés (n° 00000702)
Délibération Cadre : CR23-11 modifié du 07/04/2011
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300
Action : 14200302- Centres d'accueil et d'hébergement pour personnes sans abri

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	4 097 082,24 € TTC	2,44 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SCIC HABITATS SOLIDAIRES
Adresse administrative	:	97 RUE PIERRE DE MONTREUIL 93048 MONTREUIL CEDEX
Statut Juridique	:	Société Anonyme Coopérative Ouvrière de Production
Représentant	:	Monsieur François TACONET, DIRECTEUR GENERAL

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : REAFFECTATION - CREATION D'UN CENTRE D'HEBERGEMENT D'URGENCE DE 81 PLACES AU 51, AVENUE D'ALSACE LORRAINE, A LIMEIL-BREVANNES (94)

Dates prévisionnelles : 1 juin 2013 - 1 février 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Réaffectation d'une opération dont les travaux ont commencé dès 2013.

Description :
L'entreprise Habitats Solidaires s'est vue attribuer une subvention d'un montant de 789 324,37€ par délibération n° CP 13-343 du 30 mai 2013, pour la création d'un centre d'hébergement d'urgence de 81 places à Limeil-Brévannes. Suite à des difficultés, les travaux ont subi d'importants retards et la structure a présenté sa demande de versement hors délais, ce qui a rendu la subvention caduque. Pour atténuer les difficultés que provoquerait pour l'entreprise le non-versement de la subvention régionale tout en ne mettant pas en péril le budget 2019 du service action sociale, santé et famille, il est proposé de procéder à la réaffectation partielle de la subvention

Le CHU sera construit au 51, avenue d'Alsace Lorraine à Limeil-Brévannes sur un terrain de 3210 m² appartenant au diocèse de Créteil. La surface habitable sera de 1083 m². Il s'inscrit dans une démarche HQE.

L'établissement comportera 23 logements, accueillant 81 personnes maximum. La répartition des

logements se fera comme suit :
- 7 logements T1 bis, de 30 à 35 m² pour 14 à 21 personnes;
- 10 logements T2, de 46 m², pour 21 à 28 personnes;
- 4 logements T3, de 60 m², pour 23 personnes;
- 2 logements T4, de 78 et 82 m², pour 16 personnes.

Les logements proposés seront individuels et équipés de salle d'eau avec douche, lavabo, WC, lave-linge, et cuisinette.
Les espaces communs prévus seront notamment :
- une grande salle commune polyvalente;
- un atelier cuisine utilisé comme cuisine partagée pour les repas ponctuels pris en commun par les résidents;
- une salle adjacente servant de salle à manger, lieu de rencontres familiales;
- un atelier multimédia;
- une salle de jeux pour enfants;
- des sanitaires communs;
- un lieu de stockage individualisé à disposition des familles.

Les espaces dédiés à la gestion du centre et l'accompagnement social seront :
- un bureau de 21 m² pour les travailleurs sociaux;
- un bureau dédié aux entretiens;
- un bureau pour les bénévoles;
- des sanitaires salariés/bénévoles;
- un local de repos avec cuisinette;
- une salle multifonction (entretien, stockage de matériel, chaufferie, etc).

L'ensemble du bâtiment (logements individuels et parties communes) sera équipé d'un environnement numérique favorisant la formation, les démarches administratives, la recherche d'emplois des parents et la scolarité des enfants.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- LIMEIL-BREVANNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	3 144 903,07	76,76%
HONORAIRES	506 856,85	12,37%
Charges foncières	393 149,28	9,60%
Frais financiers (hors dépense subventionnable)	52 173,04	1,27%
Total	4 097 082,24	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région 2013	518 724,01	12,66%
Région 2019	100 000,00	2,44%
Subvention PLAI - Etat (Att)	576 553,97	14,07%
Emprunt CDC (EC)	1 200 000,00	29,29%
Prêt AMALIA (Att)	624 000,00	15,23%
Secours Catholique (Att)	50 000,00	1,22%
Fondations privées	269 203,00	6,57%
FONDS PROPRES	758 601,26	18,52%
Total	4 097 082,24	100,00%

ANNEXE 3 - ETABLISSEMENTS D'HEBERGEMENT MEDICALISE POUR LES PERSONNES AGEES DEPENDANTES

DOSSIER N° 18015226 - REAFFECTATION - Création d'un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes de 90 lits à Créteil (94)

Dispositif : Etablissements d'hébergement médicalisé pour les personnes âgées dépendantes (n° 00000692)
Délibération Cadre : CR23-11 du 07/04/2011
Imputation budgétaire : 904-42-204162-142004-300
Action : 14200405- Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Etablissements d'hébergement médicalisé pour les personnes âgées dépendantes	13 089 404,00 € TTC	4,80 %	627 929,33 €
	Montant total de la subvention		627 929,33 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CRETEIL HABITAT OPH
Adresse administrative : 7 RUE DES ECOLES
94000 CRETEIL CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Madame Dominique DERROUCH, Directrice Générale

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réaffectation - création d'un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes de 90 lits à Créteil (94)

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2014 - 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La présente demande vise, à titre exceptionnel, à réaffecter le solde d'une subvention initialement allouée par la délibération CP 14-685 du 20 novembre 2014 dont la demande de versement, arrivée dans les délais, n'a pu être traitée suite à une erreur matérielle.

Description :
Le projet régional de santé (PRS), le schéma régional d'organisation médico-social (SROSM) et le troisième schéma départemental 2013-2017 du Val-de-Marne en faveur des personnes âgées ont pour objectif de répondre aux nouveaux besoins non encore couverts de la population âgée. Dans ce contexte, ARS et département ont lancé en 2013 un appel à projets visant à la création d'un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes d'une capacité de 90 lits, adossé à un centre d'accueil de jour de 10 places, sur l'un des deux secteurs gérontologiques prioritaire du Val-de-Marne : Boissy-Saint-Léger et alentours (secteur 8) ou Créteil et alentours (secteur 4).

Le comité de sélection a retenu la proposition portée par l'association pour le développement du service public médico-social (ADMS), qui a transféré son autorisation aux Résidences Services ABCD, entité publique regroupant les résidences de l'Abbaye à Saint-Maur et des Bords de Marne à Bonneuil et future

gestionnaire.

Le maître d'ouvrage désigné est Créteil Habitat OPH, propriétaire de 4.491 logements, 38 locaux d'activités et de trois résidences pour personnes âgées (218 places).

L'établissement se situera à Créteil, sur l'emprise foncière de l'hôpital Albert Chennevier. Il comprendra 90 lits, dont 12 réservés à des personnes présentant une forme précoce de la maladie d'Alzheimer et âgés de moins de 65 ans.

Détail du calcul de la subvention :
Lors de la CP 14-685 du 20 novembre 2014, une subvention avait été allouée de 1 210 000,00 € sur la base d'une dépense subventionnable de 13 089 404,00 € TTC pour un taux de participation régional de 9,24%.
La présente demande vise, à titre exceptionnel, à réaffecter le solde (627 929,33 €) d'une subvention initialement allouée par la délibération CP 14-685 du 20 novembre 2014, qui a été versée partiellement en raison d'une erreur du service comptable de la Région.

Localisation géographique :
- CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	2 036 000,00	15,55%
Travaux et charges afférentes	11 018 907,00	84,18%
Frais de certification	34 497,00	0,26%
Total	13 089 404,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région 2014	582 070,67	4,45%
Région 2019	627 929,33	4,80%
Département 94	1 514 000,00	11,57%
CNSA	298 000,00	2,28%
Caisses de retraite	600 000,00	4,58%
Ville de Créteil	1 200 000,00	9,17%
Emprunt	8 267 404,00	63,16%
Total	13 089 404,00	100,00%

ANNEXE 4 - AIDE D'URGENCE AU PROFIT DE LA CROIX ROUGE

DOSSIER N° 19001294 - Aide au fonctionnement du centre d'hébergement d'urgence pour les femmes à la rue dans les anciens locaux de la Région, boulevard des Invalides

Dispositif : Aide d'urgence au profit de la Croix Rouge pour l'hébergement des femmes sortant de la maternité (n° 00001141)
Délibération Cadre : CR2018-066 du 19/12/2018
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide d'urgence au profit de la Croix Rouge pour l'hébergement des femmes sortant de la maternité	222 649,00 € TTC	20,21 %	45 000,00 €
	Montant total de la subvention		45 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CRF CROIX ROUGE FRANCAISE C HEBERGT URGENCE SCIALE SAISONNIER CHUS
Adresse administrative : 8 B BD DE FRIEDBERG
94350 VILLIERS-SUR-MARNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame FRANCOISE BOUSQUET, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 19 décembre 2018 - 1 avril 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le projet se réalisant dans l'urgence, il convient de prendre en compte les dépenses le plus tôt possible.

Description :
Pour répondre en urgence, à la veille de la période hivernale, à la situation des femmes qui se retrouvent en sortie de maternité sans solution d'hébergement, la Croix Rouge, en partenariat avec la Région Ile-de-France, ouvrira un Centre d'hébergement d'Urgence dans les anciens locaux de la Région.

En plus de la mise à disposition de locaux régionaux, il s'agit pour la Région d'apporter un soutien financier à ce projet ambitieux. En outre, la convention liant la Croix Rouge et la Région permet un partenariat renforcé.

Ce centre sera situé sur le site Invalides et fonctionnera H24 du 17 décembre 2018 au 31 mars 2019. Il disposera de 49 places ouvertes exclusivement aux femmes seules et à leurs enfants, qui sortent de maternité sans solution de logement. Cet hébergement proposera de l'hébergement mais également un fort volet de réinsertion et d'aide à la parentalité: travail sur le lien parent-enfant, ouverture aux droits, recherche de logement pour la sortie, insertion professionnelle...

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures (lits, matériel de puériculture, réfrigérateurs ...)	30 100,00	13,52%
Services extérieurs (dont locations, entretien...)	28 500,00	12,80%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	26 720,00	12,00%
Déplacements, missions, affranchissement et autres services extérieurs	450,00	0,20%
Charges de personnel lié au projet	136 879,00	61,48%
Total	222 649,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	45 000,00	20,21%
Etat	177 649,00	79,79%
Total	222 649,00	100,00%

ANNEXE 5 - AVENANT ET FICHE PROJET RECTIFICATIVE "SPF 91"

Avenant n°1 à la convention n° 18009521

Entre les soussignés :

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CP2017-504 du 22 novembre 2017, ci-après dénommée « la Région »,

et

Le bénéficiaire dénommé : SPF SECOURS POPULAIRE FRANCAIS FEDERATION DE L'ESSONNE
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 392005575 00031
Code APE : 88.99B
dont le siège social est situé au : 503 PLACE DES CHAMPS ELYSEES 91080 COURCOURONNES
ayant pour représentant Madame ANNIE GRINON, Secrétaire Générale
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

PREAMBULE

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif «Innovation sociale - investissement » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CP 2017-070 du 08 mars 2017 modifiée par la CP 2018-258 du 04 juillet 2018.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

APRES AVOIR RAPELLE

Par délibération n° CP 2018-258 du 4 juillet 2018, la Région a attribué au bénéficiaire une subvention de 22 000 € sur la base d'un plan de financement prévisionnel erroné. Le présent avenant a pour objet de modifier le montant de la base subventionnable et le taux d'intervention.

A pour objet de rectifier cette erreur matérielle en modifiant le montant de la base subventionnable et le taux d'intervention.

ARTICLE 1

Par le présent avenant, le montant maximum de la subvention attribué au Secours Populaire Français Fédération de l'Essonne par délibération n° CP 2018-258 du 4 juillet 2018 pour la réalisation de l'action : Renforcement des capacités d'aide alimentaire du SPF 91, est fixé à 22 000 €, représentant 44,00% de la base subventionnable dont le montant prévisionnel d'élève à 50 000 € TTC.

Le plan de financement prévisionnel, précisant les montants TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet 18009521 » du présent avenant .

ARTICLE 2

Le présent avenant entre en vigueur à compter de sa signature par les deux parties. Il expire au plus tard après le versement du solde de la subvention ou, à défaut, à l'expiration des délais de caducité figurant à l'article 3.1 de la convention.

ARTICLE 3

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale, le présent avenant et la fiche projet approuvée par délibération n° CP 2019-005 du 24 janvier 2019.

ARTICLE 4

Le présent avenant subit tous les articles de la convention initiale non modifiés par les articles précédents.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France
Le Directeur des Solidarités de la Sécurité et de la Modernisation

Cédric ARCOS

Le

Le bénéficiaire
SPF SECOURS POPULAIRE FRANCAIS FEDERATION DE L'ESSONNE
Madame ANNIE GRINON, Secrétaire Générale

DOSSIER N° 18009521 - Renforcement des capacités d'aide alimentaire du SPF 91

Dispositif : Innovation sociale - investissement (n° 00001042)
Délibération Cadre : CP2017-070 du 08/03/2017 modifiée par la CP2018-258 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300
Action : 14200311- Actions d'innovation sociale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	50 000,00 € TTC	44,00 %	22 000,00 €
	Montant total de la subvention		22 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SPF SECOURS POPULAIRE FRANCAIS FEDERATION DE L'ESSONNE
Adresse administrative : 503 PLACE DES CHAMPS ELYSEES 91080 COURCOURONNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ANNIE GRINON, Secrétaire Générale

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : renforcement des capacités d'aide alimentaire du SPF 91

Dates prévisionnelles : 5 juillet 2018 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Ce projet a pour objet d'acquérir un chariot élévateur pour décharger les semi-remorques et charger les camionnettes desservant les 26 points de distribution alimentaire dans le département, ainsi que d'équiper une trentaine de mètres linéaires de l'entrepôt en étagères, ce qui permettra d'amplifier les ramasses et la redistribution dans le cadre d'un nouveau partenariat avec les grandes surfaces et grossistes en Essonne.
La massification de l'aide et la modernisation des process que permettra l'acquisition de ces matériels caractérisent l'innovation sociale du projet.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	22 000,00	44,00%
DDCS Essonne	22 000,00	44,00%
CD 91	6 000,00	12,00%
Total	50 000,00	100,00%

ANNEXE 6 - AIDE D'URGENCE AU PROFIT DES SINISTRES DU 9E ARRONDISSEMENT DE PARIS RUE DE TREVISE

DOSSIER N° 19002353 - Aide d'urgence au profit des sinistrés du 9e arrondissement de Paris suite à l'explosion de l'immeuble de la rue de Trévise

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)
Délibération Cadre : CR23-11 du 07/04/2011
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	200 000,00 € TTC	50,00 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CRF CROIX ROUGE FRANCAISE
Adresse administrative : 98 RUE DIDOT
75014 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Jacques ELEDJAM, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide d'urgence au profit des sinistrés du 9e arrondissement de Paris suite à l'explosion de l'immeuble de la rue de Trévise

Dates prévisionnelles : 12 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour faire face à la précarité causée par l'explosion de l'immeuble de la rue Trévise à Paris, il est urgent d'apporter une aide aux habitants en s'adossant à la Croix Rouge dans le cadre de notre partenariat.

Description :
Suite à l'explosion survenue le 12 janvier dernier dans l'immeuble situé rue de Trévise dans le 9ème arrondissement, la Mairie du 9ème arrondissement, aidée notamment par la Croix Rouge, met tout en oeuvre pour aider les habitants touchés par cette catastrophe, qui se retrouvent actuellement sans logement et qui doivent être accompagnés dans la perspective d'un relogement.
La Croix Rouge accompagne les sinistrés, notamment en leur fournissant des articles de première nécessité.
Une aide d'urgence est donc demandée afin de permettre à la Croix Rouge une action efficace.

Cette action relève de la politique régionale de développement des partenariats avec les grands acteurs de la solidarité, qui est l'un des axes forts du programme Région solidaire et qui vise à amplifier l'impact, sur le territoire, de l'action régionale en matière de solidarités. La Croix Rouge Française compte parmi les acteurs avec lesquels une convention de partenariat a été signée en juillet dernier dans le cadre de la Région Solidaire.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de première nécessité	200 000,00	100,00%
Total	200 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	100 000,00	50,00%
Fonds propres	100 000,00	50,00%
Total	200 000,00	100,00%

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/01/2019

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-033

DU 24 JANVIER 2019

FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES : AIDES INDIVIDUELLES AUX ÉLÈVES ET ÉTUDIANTS
PREMIÈRE AFFECTATION POUR 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales

VU Le code de la santé publique, et notamment ses articles L 4383-1 et suivants, et R 6145-28 et suivants, L 4151-7 et D 4151-18, D 4383-1 et suivants, R 6145-28 et suivants et les titres V du livre I, le titre IV du livre II et les titres I à VIII du livre III de sa quatrième partie ainsi que les articles D 4151-18, D 4383-1 et l'annexe 41-2 ;

VU Le code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L.451-1 et suivants, et D.451-7 ;

VU La délibération n° CR 13-05 du 31 mars 2005 relative aux modalités de mise en œuvre des compétences transférées dans le domaine des formations sociales, médicales et paramédicales – Dispositions transitoires,

VU La délibération n° CR 17-10 du 18 juin 2010 relative au bilan du fonds régional expérimental d'aide sociale et à la pérennisation du fonds régional d'aide sociale

VU La délibération n° CR 55-11 du 24 juin 2011 relative à la mise en place de l'alignement des bourses sur l'enseignement supérieur ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 225-16 du 14 décembre 2016 relative au schéma régional des formations sanitaires et sociales 2016-2022 « une ambition pour répondre aux défis de demain°», et à la mise en place du service public régional de la formation professionnelle ;

VU La délibération CP n°2017-044 du 27 janvier 2017 relative à l'alignement des bourses sur l'enseignement supérieur et la modification du règlement régional des bourses et du règlement régional d'aide sociales FRAS,

VU le budget de la Région pour l'année 2019

VU l'avis de la commission de la famille de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-033 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Bourses pour les élèves et étudiants en formations paramédicales ou maïeutiques

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **13 000 000 €** sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 «formations sanitaires et sociales », programme HP 13-001 « formations sanitaires », action 11300101 « bourses aux élèves et étudiants des formations sanitaires » du budget 2019.

Article 2: Bourses pour les élèves et étudiants en formations sociales

Affecte une d'autorisation d'engagement d'un montant de **2 600 000 €** sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « formations sanitaires et sociales », programme HP 13-002 « formations sociales », action 11300201 « bourses aux élèves et étudiants des formations sociales » du budget 2019.

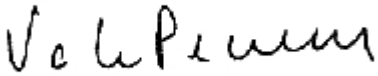
Article 3 : Fonds régional d'aide sociale pour les élèves et étudiants des formations sanitaires

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **150 000 €** sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « formations sanitaires et sociales », programme HP 13-004 « fonds régional d'aide sociale », action 11300401 « fonds régional d'aide sociale pour les élèves des formations sanitaires» du budget 2019.

Article 4 : Fonds régional d'aide sociale pour les élèves et étudiants des formations sociales

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **50 000 €** sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « formations sanitaires et sociales », programme HP 13-004 « fonds régional d'aide sociale », action 11300402 « fonds régional d'aide sociale pour les élèves des formations sociales» du budget 2019.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

A Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

- Par publication ou notification le 24/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/01/2019

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-039

DU 24 JANVIER 2019

POLITIQUE RÉGIONALE EN FAVEUR DU HANDICAP ET DES MDPH 1ÈRE AFFECTATION POUR 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code Général des collectivités territoriales et notamment l'article 4221-1 ;
VU le Code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L114-1 et suivants ;
VU la délibération n° CR 23-11 du 7 avril 2011 relative à la politique sociale régionale ;
VU la délibération n°CR 11-14 du 13 février 2014 relative à la pérennisation du Conseil consultatif du handicap d'Ile-de-France ;
VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente et modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;
VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte Régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par les délibérations n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 et n° CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;
VU la délibération n° CR 2017-45 du 9 mars 2017 modifiée par la délibération n° CP 2018-537 du 21 novembre 2018 relative à la participation régionale aux fonds départementaux de compensation du handicap ;
VU la délibération n° CR 2018-024 du 3 juillet 2018 « Région Île-de-France, Région solidaire » modifiée
VU la délibération n° CP 14-191 du 10 avril 2014 relative à la politique régionale pour les personnes âgées ;
VU la délibération n° CP 2018-411 du 17 octobre 2018 relative à la mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles – 7ème rapport pour 2018 ;
VU la délibération n° CP 2018-537 du 21 novembre 2018 relative Politique régionale en faveur du handicap et des MDPH-5ème affectation pour 2018.
VU la délibération n° CP 2017-562 du 22 novembre 2017 dans son article 2 relatif au partenariat entre le CCH Région Île-de-France et le CCH de la Région de Bruxelles-capitale ;
VU le budget de la région d'Ile-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de la famille de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-039 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Participation régionale aux fonds départementaux de compensation des Maisons Départementales des Personnes Handicapées d'Ile-de-France (MDPH)

Approuve l'avenant-type rectificatif à la convention-type votée par délibération n° CR 2017-45 du 9 mars 2017 modifiée par l'avenant-type voté par délibération n° CP 2018-537 du 21 novembre 2018 et figurant en annexe 2 de la présente délibération.

Décide de participer au titre du dispositif « La politique sociale régionale », au financement des fonds départementaux de compensation des MDPH franciliennes, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **1 440 000 €.**

Subordonne le versement de ces subventions en investissement à la conclusion, avec les bénéficiaires, d'un avenant financier, conforme à la convention adoptée par délibération n° CR 2017-45 du 9 mars 2017 modifiée par la délibération n° CP 2018-537 du 21 novembre 2018 et par la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **1 440 000 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale », code fonctionnel 42 « Action sociale », programme HP 42 004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap», action 142 004 05 « Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap », au titre du budget 2019.

Article 2 : Dispositif en faveur des structures innovantes – Investissement

Décide de participer, au titre du dispositif «Soutien aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance», au financement des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **420 000 €.**

Subordonne le versement de ces subventions en investissement à la conclusion, avec les bénéficiaires, de conventions conformes à la convention type relevant de la délibération n° CP 2018-411 du 17 octobre 2018 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **420 000 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale », code fonctionnel 42 « Action sociale », programme HP 42 004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap», action 142 004 05 « Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap », au titre du budget 2019.

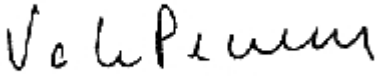
Article 3 : Fonctionnement annuel du Conseil Consultatif du Handicap

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de **15 000 €** (dépense directe n° D1800661) sur l'action 140 004 02 « Conseil consultatif du handicap et Haut comité médical » Programme HP 40-004 (140 004) « Observatoires et Organismes consultatifs » du code fonctionnel 40 «Services communs » du chapitre 934 « Santé et action sociale » du budget 2019, pour faire face aux dépenses du Conseil consultatif du handicap d'Ile-de-France pour son fonctionnement habituel et pour son fonctionnement élargi par le partenariat avec le CCH de Bruxelles-Capitale.

Article 4: Autorisation de démarrage anticipé

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

annexe 1 : fiches projets

DOSSIER N° 18013407 - Acquisition d'un véhicule TPMR pour le transport de personnes handicapées vieillissantes et hospitalisées au 42 rue de Paris à Houdan (78)

Dispositif : Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance (n° 00001138)
Délibération Cadre : CR2018-024 du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300
Action : 14200405- Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance	29 047,00 € TTC	34,43 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION 4H
Adresse administrative : LA ROSERAIE
78550 HOUDAN
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame GENEVIEVE GAUDEL, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Acquisition d'un véhicule TPMR pour le transport de personnes handicapées vieillissantes et hospitalisées au 42 rue de Paris à Houdan (78).

Dates prévisionnelles : 24 janvier 2019 - 30 octobre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'association 4H a pour but de favoriser le développement d'activités culturelles et de loisirs et de favoriser le bien-être des patients hospitalisés et résidents au sein de l'hôpital de Houdan. En effet, cet établissement hospitalier accueille à la fois des services de soins de médecine, de rééducation fonctionnelle, un EHPAD et une Maison d'Accueil Spécialisé. Pour mener à bien son action, l'association dispose d'un véhicule adapté au transport de personnes en situation de handicap. Pour autant, ce dernier est ancien et vétuste. Dans ce contexte, elle souhaite acquérir un nouveau véhicule adapté au transport de personnes en fauteuil roulant. Son choix s'est porté sur un véhicule de 7 places dont le transport d'un fauteuil roulant.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au règlement d'intervention, voté lors du conseil régional du 3 juillet 2018 (N° CR 2018-024). La subvention régionale est égale à 50% maximum dans la limite de 10.000 € par véhicule.

Localisation géographique :
- HOUDAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition d'un véhicule TPMR	29 047,00	100,00%
Total	29 047,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	34,43%
Fonds propres	19 047,00	65,57%
Total	29 047,00	100,00%

DOSSIER N° 18013409 - Construction sur le site du 110 rue de Vaugirard à Paris d'une résidence sociale accueillant 21 personnes handicapées au sein de 3 colocations

Dispositif : Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance (n° 00001138)
Délibération Cadre : CR2018-024 du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300
Action : 14200405- Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance	6 922 894,00 € TTC	2,89 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 3F RESIDENCES
Adresse administrative : 1 BOULEVARD HIPPOLYTE MARQUES
94200 IVRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur JEAN TOURNOUX, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction sur le site du 110 rue de Vaugirard à Paris d'une résidence sociale accueillant 21 personnes handicapées au sein de 3 colocations

Dates prévisionnelles : 24 janvier 2019 - 24 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet vise à la construction d'un bâtiment composé de 3 colocations regroupant chacune 7 studios adaptés et 3 à 4 chambres pour les assistants qui constitueront une pension de famille. Les assistants sont des volontaires salariés ou en service civique. Leur recrutement tient compte de leur engagement citoyen. Il s'accompagne d'un contrat de travail et d'un plan de formation spécifique adapté au public accueilli. Ils s'engagent pour 1 an minimum.

Ce projet s'adresse à des adultes cérébro-lésés en situation d'isolement ou ayant de faibles ressources. Il constitue une innovation saluée par les pouvoirs publics dans la mesure où il permet le maintien à domicile tout en accompagnant la personne socialement et médicalement.
Un service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD) dédié apporte l'aide humaine nécessaire au maintien à domicile.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
charge foncière	438 444,00	6,33%
travaux	5 522 594,00	79,77%
honoraires	861 822,00	12,45%
direction d'investissement	3 354,00	0,05%
conduite d'opération	96 680,00	1,40%
Total	6 922 894,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention Région sollicitée	400 000,00	5,78%
subvention Etat/Ville	1 050 000,00	15,17%
prêt PLAI	3 236 894,00	46,76%
fonds propres	2 236 000,00	32,30%
Total	6 922 894,00	100,00%

DOSSIER N° 18014507 - Acquisition d'un véhicule permettant le transport de personnes à mobilité réduite pour le FAM et le Foyer de vie situés au 10-12 place Arago, à Montfermeil (93)

Dispositif : Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance (n° 00001138)
Délibération Cadre : CR2018-024 du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300
Action : 14200405- Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance	34 914,00 € TTC	28,64 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: AGECET ASS GESTION CENTRES ENTRAINEMENT PAR LE TRAVAIL
Adresse administrative	: 26 AVENUE GALLE 93370 MONTFERMEIL
Statut Juridique	: Association
Représentant	: Monsieur Gilles GUILLARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition d'un véhicule permettant le transport de personnes à mobilité réduite pour le FAM et le Foyer de vie situés à Montfermeil (93)

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2018 - 1 novembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le FAM doit faire face à une perte d'autonomie de certains de ses résidents qui ne peuvent plus participer à la vie de l'établissement. Dans ce contexte, et pour son bon fonctionnement ce dernier souhaite faire l'acquisition du véhicule en urgence sans attendre la date de la commission permanente.

Description :
Le Foyer d'Accueil Médicalisé (FAM) de Montfermeil, ouvert en février 2015, accueille, parmi ses résidents, des personnes à mobilité réduite et/où se déplaçant en fauteuil roulant. Ces derniers, faute d'un moyen de transport adapté ne peuvent bénéficier de l'ensemble des accompagnements en extérieur que propose l'établissement. Dans ce contexte, le FAM souhaite acquérir un nouveau véhicule TPMR de 4 places pouvant transporter un fauteuil roulant.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale est fixée pour un véhicule à 50% maximum du coût d'acquisition, dans la limite d'un plafond de 10 000 €.

Localisation géographique :
- MONTFERMEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition d'un véhicule	25 256,00	72,34%
Adaptation TPMR d'un véhicule	9 658,00	27,66%
Total	34 914,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	28,64%
Fonds propres	24 914,00	71,36%
Total	34 914,00	100,00%

DOSSIER N° 18015331 - reconstruction de l'établissement pour personnes âgées dépendantes Saint-Joseph (73 lits), situé à Noisy-le-Grand (93) - réaffectation

Dispositif : Etablissements d'hébergement médicalisé pour les personnes âgées dépendantes (n° 00000692)
Délibération Cadre : CR23-11 du 07/04/2011
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300
Action : 14200405- Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Etablissements d'hébergement médicalisé pour les personnes âgées dépendantes	9 608 148,80 € TTC	2,08 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ENTREPRENDRE POUR HUMANISER LA DEPENDANCE
Adresse administrative	:	69 CHEMIN DE VASSIEUX 69300 CALUIRE ET CUIRE
Statut Juridique	:	Société Anonyme
Représentant	:	Monsieur BERNARD DEVERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : la réaffectation partielle de la subvention votée en CP 14-191 du 10 avril 2014

Dates prévisionnelles : 10 avril 2014 - 24 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : S'agissant de la réaffectation d'un montant forfaitaire sur un projet voté en CP n° 14-191 du 10 avril 2014 (FP13022275), il est nécessaire de prendre en compte la date d'éligibilité et de commencement d'exécution du projet visé par cette délibération soit le 10/04/2014.

Description :
Entreprendre pour humaniser la dépendance construit, acquiert et réhabilite des bâtiments au sein desquels l'association La Pierre Angulaire accueille des personnes âgées dépendantes ou des malades et convalescents dans ses établissements de soins de suite. La Pierre Angulaire gère (ou assiste dans la gestion) une quarantaire d'établissements totalisant 2.200 lits.

L'opération présentée consiste en la reconstruction d'un nouveau bâtiment sur le même site. Le bâtiment actuel, disposant de 56 lits, ne peut plus accueillir dignement les résidents âgés et dépendants dans sa configuration actuelle : il n'existe pas de sanitaires dans les chambres (lavabo seul), et celles-ci ont une surface bien inférieure aux prescriptions du cahier des charges des EHPAD : 11 m² pour une personne seule (30 chambres), 18 m² pour deux (2 chambres) et 24 m² pour trois (24 chambres).

Cette reconstruction est très soutenue par la Délégation Territoriale ARS de Seine-Saint-Denis et par le Département, qui ont accepté, le 12 juillet 2013, de créer un centre d'accueil de jour de 6 places afin de respecter les exigences de la délibération régionale : en effet, l'EHPAD Saint-Joseph est le seul sur le secteur de Noisy-le-Grand et Neuilly-sur-Marne habilité à l'aide sociale pour la totalité de sa capacité, ce qui représente un atout important pour ce département dans lequel le revenu des ménages est inférieur à la moyenne régionale.

Description :
Le nouveau bâtiment, en R+2, proposera 73 chambres individuelles de 20 m² comprenant des sanitaires complets adaptés aux personnes dépendantes. Il sera doté de deux unités de 14 chambres (dont l'une destinée aux personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer), de trois unités de douze et d'une unité de 9. Un pôle d'activités et de soins adaptés (PASA) de 14 places complètera cet ensemble.
Le terrain accueillera aussi une résidence intergénérationnelle "étudiants-personnes âgées" de 17 logements.

L'entreprise EHD a obtenu une subvention de 1 037 510,20€ votée par délibération n° CP 14-191 du 10 avril 2014, pour le projet détaillé ci-dessus.
Suite à des difficultés liées notamment à l'étude des sols, les travaux ont subi d'importants retards et la structure a présenté sa demande de versement hors délais, ce qui a rendu la subvention caduque.
Pour atténuer les difficultés que provoquerait pour l'entreprise EHD le non-versement de la subvention régionale tout en ne mettant pas en péril le budget 2019 de la délégation handicap, il est proposé de procéder à la réaffectation partielle de la subvention.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnalbe retenue tient compte du différentiel entre la subvention régionale sollicitée et la subvention accordée suite à la procédure de réaffectation.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	1 000 000,00	9,57%
travaux et charges afférentes	9 420 625,00	90,19%
frais de certification	25 034,00	0,24%
Total	10 445 659,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île de France sollicitée	1 037 510,20	9,93%
autres financements	9 408 148,80	90,07%
Total	10 445 659,00	100,00%

annexe 2 : avenant modificatif

îledeFrance

AVENANT A LA CONVENTION N° CR 2017-45 FIXANT LES MODALITES DE LA PARTICIPATION REGIONALE AU FONDS DEPARTEMENTAL DE COMPENSATION DU HANDICAP POUR L'ANNEE 2019

Entre

LA RÉGION ILE-DE-FRANCE,
sise, 2, rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN SUR SEINE,
représentée par sa Présidente,
ci-après dénommée « la Région »

D'UNE PART,

ET

LA MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DE XXX,
ayant son siège à,
représentée par _____,
ci après dénommée « la MDPH de **xxx**»

D'AUTRE PART,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

Les relations entre la Région et la MDPH de xxx sont régies par une convention, en vertu de la délibération n°CR 2017-45 du 9 mars 2017 modifiée par un avenant adopté par délibération n° CP 2018-537 du 21 novembre 2018.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

Par souci d'une meilleure utilisation des crédits d'investissement de la Délégation handicap, la Région décide de regrouper toutes les lignes budgétaires dédiées à ladite Délégation.

Le nombre de bénéficiaires PCH/ACTP était jusqu'à présent établi à partir des données 2015 de la CNSA. Pour être au plus proche de la réalité, il est décidé de prendre en compte les données CNSA de l'année N-2.

ARTICLE Ier :

L'article 2- « Montant de la subvention régionale » de la convention n° CR 2017-45 du 9 mars 2017 est modifié comme suit :

Le montant prévisionnel de la subvention annuelle à répartir entre les départements franciliens est défini, à l'issue du vote du budget de la Région, au titre de l'action 142 004 05 « Région solidaire

en faveur des personnes en situation de handicap » du programme HP 42-004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » et, en son sein, l'enveloppe déterminée pour les MDPH, de la sous fonction 42 « Action sociale » du chapitre budgétaire 904 « Santé et action sociale ».
La subvention est calculée proportionnellement au nombre de bénéficiaires de la PCH et de l'ACTP[i] du département.

Elle fait l'objet

- d'une affectation au premier semestre de l'exercice considéré, dans la limite de 60 % du montant prévisionnel des subventions de chaque MDPH, et compte tenu des consommations N-1 ;
- d'une affectation complémentaire, au second semestre, correspondant au solde à couvrir en fonction du taux de consommation réel de chaque fonds de compensation, et dans la limite du budget voté par l'assemblée régionale.

Le versement de la subvention correspondant à chaque affectation se fait, pour chaque MPDH, en une fois sur appel de fonds.

ARTICLE 2 :

L'article 4.1 « Affectation de la subvention » de la convention n° CR 2017-45 du 9 mars 2017 est modifié comme suit :

La Commission permanente du Conseil régional procède à deux affectations annuelles au profit des MDPH.

Un avenant, voté lors de la première commission permanente qui suit le vote du budget de l'année, est notifié à chaque MDPH, indiquant, pour le département, le montant de la subvention ainsi obtenue **:**

Données de référence	Résultat
- Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans le département (données CNSA de l'année n-2) : xxx - Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans la Région (données CNSA de l'année n-2) : **xxx**	**x %** de la population régionale de référence (PCH/ACTP) X 2 400 000 € = **xxx €**

Chaque demande d'appel de fonds est signée par le représentant légal de la MDPH qui certifie la réalité du montant demandé et son affectation aux opérations subventionnées.

La subvention est versée sur le compte bancaire ou postal :

Soit de la MDPH de……. - (transmission d'un RIB aux services régionaux), établi au nom de :
MDPH
Ouvert à :
Compte n°:
Code Guichet :
Code Banque :

ARTICLE 3 :

Les autres dispositions de la convention précitée demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires, à Paris, le 24 janvier 2019,

Pour la Région Ile-de-France

Pour la MDPH de XXX

Valérie PECRESSE
la Présidente du Conseil régional

i

annexe 3 : avenants financiers 2019

AVENANT FINANCIER
A LA CONVENTION N° CR 2017-45 FIXANT LES MODALITES DE LA PARTICIPATION REGIONALE AU FONDS DEPARTEMENTAL DE COMPENSATION DU HANDICAP POUR L'ANNEE 2019

Entre

LA RÉGION ILE-DE-FRANCE,
sise, 2, rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN SUR SEINE,
représentée par sa Présidente,
ci-après dénommée « la Région »

D'UNE PART,

ET

LA MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DE PARIS,
ayant son siège à, Paris
Représentée par Monsieur Nicolas NORDMAN Le Président de la MDPH ,
ci-après dénommée **« la MDPH de PARIS**»

D'AUTRE PART,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

Les relations entre la Région et la MDPH de Paris sont régies par convention, en vertu de la délibération n°CR 2017-45 du 9 mars 2017 modifiée par un avenant adopté par délibération n° CP 2018-537 du 21 novembre 2018.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE Ier :

Le montant de la dotation annuelle maximale à verser au bénéfice de la MDPH de Paris, au titre de l'action 142 004 05 «Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap» du programme HP 42-004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » s'élève, pour l'année 2019 à **2 400 000 €**

Données de référence	Résultat
- Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans le département (données CNSA de l'année 2017) : **7 960** - Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans la Région (données CNSA de l'année 2017) : **45.758**	17,40 **%** de la population régionale de référence (PCH/ACTP) X 2 400 000 € = **417.500 €**

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention précitée demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires, à Paris, le 24 janvier 2019,

Pour la Région Ile-de-France	Pour la MDPH de Paris
Valérie PECRESSE la Présidente du Conseil régional	**Nicolas NORDMAN** Le Président de la MDPH
Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France **Le Directeur des Solidarités de la Sécurité et de la Modernisation** **Cédric ARCOS**	

AVENANT FINANCIER
A LA CONVENTION N° CR 2017-45 FIXANT LES MODALITES DE LA PARTICIPATION REGIONALE AU FONDS DEPARTEMENTAL DE COMPENSATION DU HANDICAP POUR L'ANNEE 2019

Entre

LA RÉGION ILE-DE-FRANCE,
sise, 2, rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN SUR SEINE,
représentée par sa Présidente,
ci-après dénommée « la Région »

D'UNE PART,

ET

LA MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DE SEINE-ET-MARNE,
ayant son siège à, SAVIGNY-LE-TEMPLE
Représentée par Monsieur Bernard COZIC Le Président délégué de la COMEX ,
ci-après dénommée **« la MDPH de SEINE-ET-MARNE**»

D'AUTRE PART,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

Les relations entre la Région et la MDPH de Seine-et-Marne sont régies par convention, en vertu de la délibération n°CR 2017-45 du 9 mars 2017 modifiée par un avenant adopté par délibération n° CP 2018-537 du 21 novembre 2018.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE Ier :

Le montant de la dotation annuelle maximale à verser au bénéfice de la MDPH de Seine-et-Marne, au titre de l'action 142 004 05 «Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap» du programme HP 42-004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » s'élève, pour l'année 2019 à **2 400 000 €**

Données de référence	Résultat
- Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans le département (données CNSA de l'année 2017) : **5 050** - Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans la Région (données CNSA de l'année 2017) : **45.758**	11,04 **%** de la population régionale de référence (PCH/ACTP) X 2 400 000 € = **264.872 €**

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention précitée demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires, à Paris, le 24 janvier 2019,

Pour la Région Ile-de-France	Pour la MDPH de Seine-et-Marne
Valérie PECRESSE la Présidente du Conseil régional	**Bernard COZIC** Le Président délégué de la COMEX

Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France
Le Directeur des Solidarités de la Sécurité et de la Modernisation

Cédric ARCOS

AVENANT FINANCIER
A LA CONVENTION N° CR 2017-45 FIXANT LES MODALITES DE LA PARTICIPATION REGIONALE AU FONDS DEPARTEMENTAL DE COMPENSATION DU HANDICAP POUR L'ANNEE 2019

Entre

LA RÉGION ILE-DE-FRANCE,
sise, 2, rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN SUR SEINE,
représentée par sa Présidente,
ci-après dénommée « la Région »

D'UNE PART,

ET

LA MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DES YVELINES,
ayant son siège à, 78012 VERSAILLES Cedex
Représentée par Madame Marie-Hélène AUBERT La Présidente de la COMEX du GIP par délégation ,
ci-après dénommée **« la MDPH des YVELINES**»

D'AUTRE PART,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

Les relations entre la Région et la MDPH des Yvelines sont régies par convention, en vertu de la délibération n°CR 2017-45 du 9 mars 2017 modifiée par un avenant adopté par délibération n° CP 2018-537 du 21 novembre 2018.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE Ier :

Le montant de la dotation annuelle maximale à verser au bénéfice de la MDPH des Yvelines, au titre de l'action 142 004 05 «Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap» du programme HP 42-004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » s'élève, pour l'année 2019 à **2 400 000 €**

Données de référence	Résultat
- Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans le département (données CNSA de l'année 2017) : **5 280** - Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans la Région (données CNSA de l'année 2017) : **45.758**	11,54 **%** de la population régionale de référence (PCH/ACTP) X 2 400 000 € = **276.935 €**

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention précitée demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires, à Paris, le 24 janvier 2019,

Pour la Région Ile-de-France	Pour la MDPH des Yvelines
Valérie PECRESSE la Présidente du Conseil régional **Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France** **Le Directeur des Solidarités de la Sécurité et de la Modernisation** **Cédric ARCOS**	**Marie-Hélène AUBERT** La Présidente de la COMEX du GIP par délégation

AVENANT FINANCIER
A LA CONVENTION N° CR 2017-45 FIXANT LES MODALITES DE LA PARTICIPATION REGIONALE AU FONDS DEPARTEMENTAL DE COMPENSATION DU HANDICAP POUR L'ANNEE 2019

Entre

LA RÉGION ILE-DE-FRANCE,
sise, 2, rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN SUR SEINE,
représentée par sa Présidente,
ci-après dénommée « la Région »

D'UNE PART,

ET

LA MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DE L'ESONNE,
ayant son siège à, Evry
Représentée par Monsieur François DUROVRAY Le Président du GIP/MDPH ,
ci-après dénommée **« la MDPH de L'ESONNE**»

D'AUTRE PART,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

Les relations entre la Région et la MDPH de l'Esonne sont régies par convention, en vertu de la délibération n°CR 2017-45 du 9 mars 2017 modifiée par un avenant adopté par délibération n° CP 2018-537 du 21 novembre 2018.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE Ier :

Le montant de la dotation annuelle maximale à verser au bénéfice de la MDPH de l'Esonne, au titre de l'action 142 004 05 «Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap» du programme HP 42-004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » s'élève, pour l'année 2019 à **2 400 000 €**

Données de référence	Résultat
- Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans le département (données CNSA de l'année 2017) : **5 189** - Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans la Région (données CNSA de l'année 2017) : **45.758**	11,34 **%** de la population régionale de référence (PCH/ACTP) X 2 400 000 € = **272.162 €**

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention précitée demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires, à Paris, le 24 janvier 2019,

Pour la Région Ile-de-France	Pour la MDPH de l'Esonne
Valérie PECRESSE la Présidente du Conseil régional	**François DUROVRAY** Le Président du GIP/MDPH
Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France **Le Directeur des Solidarités de la Sécurité et de la Modernisation** **Cédric ARCOS**	

AVENANT FINANCIER
A LA CONVENTION N° CR 2017-45 FIXANT LES MODALITES DE LA PARTICIPATION REGIONALE AU FONDS DEPARTEMENTAL DE COMPENSATION DU HANDICAP POUR L'ANNEE 2019

Entre

LA RÉGION ILE-DE-FRANCE,
sise, 2, rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN SUR SEINE,
représentée par sa Présidente,
ci-après dénommée « la Région »

D'UNE PART,

ET

LA MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DES HAUTS-DE-SEINE,
ayant son siège à, Nanterre
Représentée par Monsieur Patrick Devedjian Le Président de la Comex ,
ci-après dénommée **« la MDPH des HAUTS-DE-SEINE**»

D'AUTRE PART,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

Les relations entre la Région et la MDPH des Hauts-de-Seine sont régies par convention, en vertu de la délibération n°CR 2017-45 du 9 mars 2017 modifiée par un avenant adopté par délibération n° CP 2018-537 du 21 novembre 2018.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE Ier :

Le montant de la dotation annuelle maximale à verser au bénéfice de la MDPH des Hauts-de-Seine, au titre de l'action 142 004 05 «Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap» du programme HP 42-004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » s'élève, pour l'année 2019 à **2 400 000 €**

Données de référence	Résultat
- Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans le département (données CNSA de l'année 2017) : **5 626** - Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans la Région (données CNSA de l'année 2017) : **45.758**	12,30 **%** de la population régionale de référence (PCH/ACTP) X 2 400 000 € = **295.083 €**

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention précitée demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires, à Paris, le 24 janvier 2019,

Pour la Région Ile-de-France	Pour la MDPH des Hauts-de-Seine
Valérie PECRESSE la Présidente du Conseil régional	**Patrick Devedjian** Le Président de la Comex
Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France **Le Directeur des Solidarités de la Sécurité et de la Modernisation** **Cédric ARCOS**	

AVENANT FINANCIER
A LA CONVENTION N° CR 2017-45 FIXANT LES MODALITES DE LA PARTICIPATION REGIONALE AU FONDS DEPARTEMENTAL DE COMPENSATION DU HANDICAP POUR L'ANNEE 2019

Entre

LA RÉGION ILE-DE-FRANCE,
sise, 2, rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN SUR SEINE,
représentée par sa Présidente,
ci-après dénommée « la Région »

D'UNE PART,

ET

LA MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DE SEINE-SAINT-DENIS,
ayant son siège à, Bobigny
Représentée par Madame Magalie Thibault La Présidente déléguée du GIP-MDPH ,
ci-après dénommée **« la MDPH de SEINE-SAINT-DENIS**»

D'AUTRE PART,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

Les relations entre la Région et la MDPH de Seine-Saint-Denis sont régies par convention, en vertu de la délibération n°CR 2017-45 du 9 mars 2017 modifiée par un avenant adopté par délibération n° CP 2018-537 du 21 novembre 2018.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE Ier :

Le montant de la dotation annuelle maximale à verser au bénéfice de la MDPH de Seine-Saint-Denis, au titre de l'action 142 004 05 «Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap» du programme HP 42-004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » s'élève, pour l'année 2019 à **2 400 000 €**

Données de référence	Résultat
- Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans le département (données CNSA de l'année 2017) : **7 086** - Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans la Région (données CNSA de l'année 2017) : **45.758**	15,49 **%** de la population régionale de référence (PCH/ACTP) X 2 400 000 € = **371.660 €**

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention précitée demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires, à Paris, le 24 janvier 2019,

Pour la Région Ile-de-France	Pour la MDPH de Seine-Saint-Denis
Valérie PECRESSE la Présidente du Conseil régional	**Magalie Thibault** La Présidente déléguée du GIP-MDPH
Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France **Le Directeur des Solidarités de la Sécurité et de la Modernisation** **Cédric ARCOS**	

AVENANT FINANCIER
A LA CONVENTION N° CR 2017-45 FIXANT LES MODALITES DE LA PARTICIPATION REGIONALE AU FONDS DEPARTEMENTAL DE COMPENSATION DU HANDICAP POUR L'ANNEE 2019

Entre

LA RÉGION ILE-DE-FRANCE,
sise, 2, rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN SUR SEINE,
représentée par sa Présidente,
ci-après dénommée « la Région »

D'UNE PART,

ET

LA MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DU VAL-DE-MARNE,
ayant son siège à, Créteil
Représentée par Madame Brigitte JEANVOINE La Présidente de la COMEX ,
ci-après dénommée **« la MDPH du VAL-DE-MARNE**»

D'AUTRE PART,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

Les relations entre la Région et la MDPH du Val-de-Marne sont régies par convention, en vertu de la délibération n°CR 2017-45 du 9 mars 2017 modifiée par un avenant adopté par délibération n° CP 2018-537 du 21 novembre 2018.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE Ier :

Le montant de la dotation annuelle maximale à verser au bénéfice de la MDPH du Val-de-Marne, au titre de l'action 142 004 05 «Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap» du programme HP 42-004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » s'élève, pour l'année 2019 à **2 400 000 €**

Données de référence	Résultat
- Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans le département (données CNSA de l'année 2017) : **5 368** - Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans la Région (données CNSA de l'année 2017) : **45.758**	11,73 **%** de la population régionale de référence (PCH/ACTP) X 2 400 000 € = **281.551 €**

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention précitée demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires, à Paris, le 24 janvier 2019,

Pour la Région Ile-de-France

Valérie PECRESSE
la Présidente du Conseil régional

Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France
Le Directeur des Solidarités de la Sécurité et de la Modernisation

Cédric ARCOS

Pour la MDPH du Val-de-Marne

Brigitte JEANVOINE
La Présidente de la COMEX

AVENANT FINANCIER
A LA CONVENTION N° CR 2017-45 FIXANT LES MODALITES DE LA PARTICIPATION REGIONALE AU FONDS DEPARTEMENTAL DE COMPENSATION DU HANDICAP POUR L'ANNEE 2019

Entre

LA RÉGION ILE-DE-FRANCE,
sise, 2, rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN SUR SEINE,
représentée par sa Présidente,
ci-après dénommée « la Région »

D'UNE PART,

ET

LA MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DU VAL-D'OISE,
ayant son siège à, Cergy
Représentée par Madame Émilie IVANDEKICS La Présidente déléguée de la COMEX ,
ci-après dénommée **« la MDPH du VAL-D'OISE**»

D'AUTRE PART,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

Les relations entre la Région et la MDPH du Val-d'Oise sont régies par convention, en vertu de la délibération n°CR 2017-45 du 9 mars 2017 modifiée par un avenant adopté par délibération n° CP 2018-537 du 21 novembre 2018.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE Ier :

Le montant de la dotation annuelle maximale à verser au bénéfice de la MDPH du Val-d'Oise, au titre de l'action 142 004 05 «Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap» du programme HP 42-004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » s'élève, pour l'année 2019 à **2 400 000 €**

Données de référence	Résultat
- Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans le département (données CNSA de l'année 2017) : **4 199** - Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans la Région (données CNSA de l'année 2017) : **45.758**	9,18 **%** de la population régionale de référence (PCH/ACTP) X 2 400 000 € = **220.237 €**

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention précitée demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires, à Paris, le 24 janvier 2019,

Pour la Région Ile-de-France	Pour la MDPH du Val-d'Oise
Valérie PECRESSE la Présidente du Conseil régional	**Émilie IVANDEKICS** La Présidente déléguée de la COMEX

Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France
Le Directeur des Solidarités de la Sécurité et de la Modernisation

Cédric ARCOS

annexe 4 : répartition 1ère affectation MDPH

REPARTITION 1ÈRE AFFECTATION MDPH

MDPH	nombre de bénéficiaires de la PCH et de l'ACTP en 2017[1]	pourcentage régional	montant total de l'enveloppe prévisionnelle	première affectation de 60 % pour 2019
PARIS	7 960	17,40%	417 500 €	250 500 €
SEINE-ET-MARNE	5 050	11,04%	264 872 €	158 923 €
YVELINES	5 280	11,54%	276 935 €	166 161 €
ESSONNE	5 189	11,34%	272 162 €	163 297 €
HAUTS-DE-SEINE	5 626	12,30%	295 083 €	177 050 €
SEINE-SAINT-DENIS	7 086	15,49%	371 660 €	222 996 €
VAL-DE-MARNE	5 368	11,73%	281 551 €	168 931 €
VAL-D'OISE	4 199	9,18%	220 237 €	132 142 €
TOTAL	**45 758**		**2 400 000 €**	**1 440 000 €**

[1] Bénéficiaires d'au moins un paiement intervenu entre le 1er janvier et le 31 décembre 2017 (source CNSA).

La même personne bénéficiaire n'est comptée qu'une seule fois, quel que soit le nombre de paiements reçus à des titres divers (aides humaines et/ou aides ponctuelles).

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-024

DU 24 JANVIER 2019

SOUTIEN À PARIS REGION ENTREPRISES - 1ÈRE AFFECTATION 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment en ses articles 107 et 108 ;

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe ;

VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU la délibération n° CP 11-596 du 7 juillet 2011 relative au soutien à divers organismes contribuant au développement économique et à l'emploi régional et à l'adoption de conventions-types ;

VU la délibération n° CR 03-14 du 13 février 2014 relative à la création de l'association Paris Région Entreprises ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente, modifiée par délibération CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 12-16 du 21 janvier 2016 modifiée relative à la désignation des représentants du Conseil régional dans divers organismes – Janvier 2016 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier, adopté par délibération CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 adoptant la stratégie régionale pour la croissance, l'emploi et l'innovation ;

VU la délibération n° CR 2017-37 du 10 mars 2017 relative à mise en œuvre de la stratégie #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée ;

VU la délibération n° CP 2018-409 du 19 septembre 2018 adoptant la convention d'objectifs et de moyens entre la Région et Paris Région Entreprises ;

VU le budget de la Région Ile-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-024 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

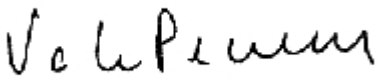
Article unique : Soutien à Paris Région Entreprises

Décide d'attribuer à Paris Région Entreprises, la première affectation (pour l'année 2019) de la subvention régionale soit 7 049 700 €, tel que prévu par la convention d'objectifs et de moyens.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 6 909 700 € prélevée sur le chapitre budgétaire 939 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-013 (191013) « Paris Région Entreprises (PRE) », action 19101301 « Paris Région Entreprises (PRE) », nature 6574 du budget 2019.

Affecte une autorisation de programme de 140 000 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », sous fonction 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-013 (191013) « Paris Région Entreprises (PRE) », action 19101302 « Paris Région Entreprises (PRE) », du budget 2019.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-037

DU 24 JANVIER 2019

PARIS RÉGION UP - SUBVENTIONS PM'UP, TP'UP ET AUTRES DISPOSITIFS MOBILISÉS POUR LES ENTREPRISES FRANCILIENNES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment en ses articles 107 et 108 ;

VU Le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 ;

VU La communication de la Commission n°2014/C3282 du 21 mai 2014 relative à l'encadrement des aides d'Etat à la RDI;

VU Le Règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017;

VU Le régime cadre exempté de notification N°SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014 ;

VU Le régime cadre exempté de notification N°SA 40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 du 17 juin 2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, tel que modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 ;

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU La Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment ses articles L 1511-2 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

VU L'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

VU Le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU La délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente modifiée par délibération CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens » ;

VU La délibération n° CR 105-16 du 16 juin 2016 relative aux aides régionales aux entreprises PM'up - Innov'up – TP'up – Back'up ;

VU La délibération n° CP 16-596 du 16 novembre 2016 relative aux aides régionales aux entreprises PM'up, Innov'up, TP'up, Back'up ;

VU La délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 ayant adopté la Stratégie Régionale #leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par délibération n°CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU La délibération n° CR 2017-101 du 19 mai 2017 relative à l'adoption du nouveau règlement d'intervention TP'up ;

VU La délibération n° CP 2017-496 du 18 octobre 2017 relative à la mise en place d'un dispositif de suivi et d'évaluation de l'efficacité des aides régionales ;

VU La délibération n° CP 2018-427 du 19 septembre 2018 relative la modification du règlement d'intervention PM'up et des conventions types PM'up et TP'up ;

VU La délibération n° CP 2018-484 du 17 octobre 2018 relative la modification du règlement d'intervention TP'up ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-037 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Désignation de 17 nouveaux bénéficiaires PM'up

Décide de participer au titre du dispositif PM'up, au financement des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant cumulé de 2 884 000 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par la délibération n° CP 2018-427 du 19 septembre 2018 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 1 350 000 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme HP94-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 19400101 « PM'up » du budget 2019.

Affecte une autorisation de programme de 1 310 000 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme HP94-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 19400107 « PM'up Industrie» du budget 2019.

Affecte une autorisation de programme de 224 000 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme HP94-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 19400109 « PM'up ESS» du budget 2019.

Article 2 : Désignation de 13 nouveaux bénéficiaires TP'up

Décide de participer au titre du dispositif TP'up, au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant cumulé de 414 450 €.

Subordonne le versement des subventions à la signature de conventions conformes à la

convention type adoptée par la délibération n° CP 2018-427 du 19 septembre 2018 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 287 195 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme 194002 « Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art », action 19400201 « TP'up » du budget 2019.

Affecte une autorisation d'engagement de 127 255 € disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme 194002 « Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art », action 19400202 « TP'up » du budget 2019.

Article 3 : Assistance à maîtrise d'ouvrage sur le déploiement du Paris Region Business Club

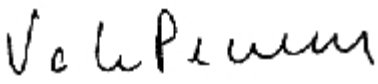
Affecte une autorisation d'engagement de 200 000 € sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91001 « Soutien à la création et au développement des entreprises » – action 19100102 « Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises » du budget 2019.

Article 4: Avenant au marché « Mission d'assistance pour la mise en place d'un dispositif d'évaluation en continu des aides aux entreprises »

Approuve l'avenant au marché n°1700654 « Mission d'assistance pour la mise en place d'un dispositif d'évaluation en continu des aides aux entreprises » passé avec le cabinet EDATER et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 19 320 € sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91001 « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 19100102 « Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises » du budget 2019.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Désignation des 17 bénéficiaires PM'up

Désignation de 17 bénéficiaires PM’up

Des données plus détaillées figurent dans le Tome 2 du rapport non publié, pour préserver le secret industriel et commercial des sociétés.

Jury – [6 Décembre 2018]

Filière/Domaine d'activité	Raison sociale	Ville	Subvention attribuée	Date de prise en compte des dépenses	Nombre de stagiaires
Autre	3D PRINT	MAROLLES-EN-BRIE	250 000 €	08/11/2017	3
Numérique	ADVERTISING & WEBMARKETING FOR E-COMMERCE	LEVALLOIS PERRET	150 000 €	03/08/2018	3
Autre	ASSOCIATION ESPACES	CHAVILLE	149 000 €	26/04/2018	3
Numérique	BIRD OFFICE	PARIS	150 000 €	12/10/2018	3
Autre	CLB REAGIR!	LA CELLE SAINT-CLOUD	75 000 €	18/06/2018	2
Numérique	CREME DE LA CREME	PARIS	150 000 €	12/10/2018	3
Numérique	DGS GLOBAL SERVICES	LE PLESSIS ROBINSON	150 000 €	31/08/2018	3
Tourisme, sports, loisirs	FOOTOVISION	PARIS	150 000 €	31/07/2018	3
Numérique	LECISEAU	PARIS	150 000 €	23/04/2018	3
Autre	MADICOB	SAINT OUEN L'AUMONE	180 000 €	21/06/2018	3
Aéronautique, spatial et défense	MICRONOR	EMERAINVILLE	250 000 €	30/07/2018	3
Autre	MOM	VILLEPINTE	180 000 €	31/07/2018	3
Autre	ORGANISATION CONSEIL INFORMATIQUE ET SYSTEME (OCIS)	PARIS	250 000 €	01/08/2018	3
Autre	SOC ATELIER DU GRAND MORIN	MOUROUX	200 000 €	11/04/2018	3
Tourisme, sports, loisirs	SPACEFOOT SAS	PARIS	120 000 €	19/07/2018	3
Autre	STUDIO PACK	COURBEVOIE	180 000 €	25/06/2018	3
Numérique	T ET M	PARIS	150 000 €	07/06/2018	3

Annexe 2 - Désignation des 13 bénéficiaires Tp'up

Désignation de 13 bénéficiaires TP’up

Des données plus détaillées figurent dans le Tome 2 du rapport non publié, pour préserver le secret industriel et commercial des sociétés.

Raison sociale	Filière	Ville	Fonctionnement	Investissement	Total subvention attribuée	Date de prise en compte des dépenses	Nombre de stagiaires
MAPINESS	numérique	PARIS	0 €	55 000 €	55 000 €	17/02/2018	2
X6 INNOVATIONS	santé	CHATENAY-MALABRY	15 000 €	8 000 €	23 000 €	22/05/2018	1
INFINE	tourisme, sport, loisir	PARIS	16 255 €	10 695 €	26 950 €	31/05/2018	2
4MG TRANSPARENCY	santé	PUTEAUX	18 000 €	18 000 €	36 000 €	22/06/2018	2
AUDIOPRIM	autre	SAINT-MESMES	20 000 €	8 000 €	28 000 €	09/07/2018	2
CSTAR INDUSTRIES SARL	numérique	FONTENAY-SOUS-BOIS	7 500 €	19 600 €	27 100 €	11/07/2018	2
CKFD ENVIRONNEMENT	région ville durable et intelligente	GENNEVILLIERS	0 €	15 000 €	15 000 €	27/07/2018	1
QUART DE LAIT	agriculture, agro-alimentaire et nutrition, sylviculture	ARGENTEUIL	0 €	12 850 €	12 850 €	28/07/2018	1
TOUTPRATIQUE	autre	MONTREUIL	0 €	32 550 €	32 550 €	06/09/2018	2
SOCIETE FRANCAISE DE PARFUMERIE -SOFRAPAR	agriculture, agro-alimentaire et nutrition, sylviculture	PARIS	25 000 €	0 €	25 000 €	06/09/2018	2
Hoboro	Autre	Montreuil	0 €	30 000 €	30 000 €	18/10/2018	2
ICF Labo	Autre	Saint Thibault des Vignes	10 500 €	44 500 €	55 000 €	18/10/2018	2
Assetsman	numérique	Versailles	15 000 €	33 000 €	48 000 €	02/08/2018	2

- Par publication ou notification le 24/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/01/2019

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-041

DU 24 JANVIER 2019

SOUTIEN AUX PARIS REGION SMART WEEKS ET AUTRES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et notamment ses articles 107 et 108 ;

VU le régime cadre exempté de notification N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 du 17 juin 2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, tel que modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 ;

VU le règlement (UE) N°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 des articles du TFUE aux aides de minimis ;

VU Le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité publié au JOUE le 26 juin 2014 au numéro L 187 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU les délibérations n° CP 05-1004 du 16 décembre 2005, 09-982 du 22 octobre 2009, 16-357 du 12 juillet 2016 et 2018-027 du 24 janvier 2018, relatives au soutien régional aux projets de R&D ;

VU la délibération n° CR 63-13 du 27 septembre 2013 relative aux ajustements de la politique régionale en faveur du développement numérique ;

VU la délibération n° CR 36-15 du 10 juillet 2015 modifiée par la délibération n° CR 2017-101 du 18 mai 2017, relative à l'ajustement de la délibération cadre n° CR 78-12 du 27 septembre 2012 relative à la politique de soutien à l'innovation ;

VU la délibération CR 92-15 du 18 septembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente modifiée par délibération CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier, adopté par délibération CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017, modifiée par la délibération n°CP 2017-101 du 17 mai 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée ;

VU la délibération n° CR 2017-37 du 10 mars 2017 relative à la stratégie #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation ;

VU la délibération n° CR 2017-101 du 19 mai 2017 relative aux actions en faveur du développement économique et à l'émergence et au développement des lieux d'innovation ;

VU la délibération n° CR 2017-127 du 6 juillet 2017 adoptant une politique stratégique en faveur du design en Ile-de-France pour favoriser l'innovation et la croissance des entreprises ;

VU la délibération n° CR 2017-141 du 6 juillet 2017 relative à la politique régionale de soutien à l'entrepreneuriat ;

VU la délibération n° CP 2017-488 du 18 octobre 2017 Mesures en faveur de l'entrepreneuriat : soutien à la création et reprise d'entreprise, soutien aux points d'accueil à la création d'entreprise, appui à la CPME, soutien aux espaces de travail collaboratifs ;

VU la délibération n° CP 2017-586 du 22 novembre 2017 Mise en œuvre de la stratégie Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) : soutien à l'entrepreneuriat, soutien à l'insertion par l'activité économique, soutien à l'emploi ;

VU la délibération n° CP 2017-599 du 22 novembre 2017 relative à l'adoption de la convention type relative au financement des évènements « Paris Region Smart Weeks »

VU la délibération n° CP 2018-383 du 19 septembre 2018 relative à l'aménagement numérique et aux actions en faveur du développement économique ;

VU La délibération n° CR 2018-483 du 17 octobre 2018 relative à l'adoption de la convention d'application type « Soutien aux grands projets de Recherche, Développement et Innovation » ;

VU la délibération n° CP 2018-513 du 21 novembre 2018 relative au soutien aux tiers-lieux, lieux d'innovation et autres affaires économiques ;

VU le budget de la Région Ile-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-041 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Financement des événements labellisés « Paris Region Smart Weeks Event 2019 »

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien aux évènements et manifestations dans les domaines des contenus numériques de l'internet et du multimédia », au financement des projets détaillés dans les fiches projets en annexe de la présente délibération, par attribution de subvention d'un montant maximum prévisionnel déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable des projets.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'une convention type conforme à la convention adoptée par le CP 2017-599 en date du 22 novembre 2017 et autorise la

présidente du Conseil Régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 245 000 € disponible sur le chapitre budgétaire 935 « Aménagement du territoire », code fonctionnel 56 « Technologies de l'information et de la communication », programme HP 56-001 « Aide au développement du territoire numérique », action 15600104 « Evènements et acteurs numériques », du budget 2019.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions aux bénéficiaires, à compter du 12 septembre 2018, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 de l'annexe à la délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 2 : Financement de la participation régionale à Viva Technology et à d'autres évènements en faveur du numérique et de l'intelligence artificielle

Décide de participer au salon Viva Technology, et à d'autres évènements en faveur des secteurs du numérique et de l'intelligence artificielle.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de 420 000€ disponible sur le Chapitre budgétaire 935 « Aménagement du territoire », Code fonctionnel 56 « Technologies de l'information et de la communication », programme HP 56-001 « Aide au développement du territoire numérique », Action 15600104 « Evènements et acteurs numériques », du budget 2019, pour couvrir des dépenses de logistique engendrées par la participation de la Région à Viva Technology et d'autres évènements du numérique.

Article 3 : Soutien au projet EXCELAB

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien aux grands projets de Recherche, Développement et Innovation » au financement du projet train d'atterrissage du futur, porté par la société **SAFRAN LANDING SYSTEMS**, détaillé dans la fiche projet en annexe de la présente délibération, par attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **1 000 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention d'application type « Soutien aux grands projets de Recherche, Développement et Innovation » adoptée par délibération CP 2018-483 du 17 octobre 2018, et autorise la Présidente du Conseil Régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **1 000 000 €** au titre du dispositif « Soutien aux grands projets de Recherche, Développement et Innovation », prélevée sur le Chapitre 909 « Action économique », Code fonctionnel 92 « Recherche et innovation », Programme HP 92-005 (192005) « Soutien aux pôles de compétitivité », Action 19200504 « Soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique » du budget 2019, au financement du projet détaillé dans la fiche projet en annexe à la présente délibération.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter du 31 août 2018 par dérogation à l'article 17 de l'annexe à la délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 4 : Plateforme numérique LE HUB DU DESIGN

Décide d'acquérir la plateforme numérique LE HUB DU DESIGN pour un montant

maximum prévisionnel de 22 337,03 €.

Affecte une autorisation de programme de 22 337,03 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 92 « Recherche et innovation », programme HP 92002 « Soutien à l'innovation », action 19200209 « Smart Region Initiative » du budget 2019.

Désaffecte l'opération D1800473 portant sur la somme de 22 337,03 € votée dans l'article 4 de la délibération n° CP 2018-483 du 17 octobre 2018 et imputée sur le chapitre budgétaire 939 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, commerce et artisanat », programme HP 94001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 19400103 « Soutien aux entreprises et aux filières prioritaires » du budget 2018.

Décide d'acquérir les droits d'auteur de l'élément graphique distinctif (logo) de la plateforme LE HUB DU DESIGN pour que celle-ci devienne un outil à l'identité régionale.

Affecte une autorisation de programme de 5 000 € au titre de la cession des droits d'auteur de l'élément graphique (logo) du Hub du design. Ce montant est disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 92 « Recherche et innovation », programme HP 92002 « Soutien à l'innovation », action 19200209 « Smart Region Initiative » du budget 2019.

Article 5 : Participation à l'école d'été ENS Cachan

Décide de participer au titre du dispositif de soutien à l'appui à la création-reprise-transmission et au développement des entreprises franciliennes au financement de l'école d'été ENS Paris Saclay « Intelligence Artificielle – Transfer Learning » détaillé dans la fiche projet en annexe de la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant de 9 287,48 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention spécifique en annexe de la présente et autorise la Présidente à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 9 287,48 € prélevée sur le chapitre 939, « Action économique », Code fonctionnel 91 « Interventions économiques », Programme HP 91-001 « Soutien à la création et au développement des entreprises», Action 19100102 « Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises », du budget 2019.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter du 1er janvier 2018 conformément à la fiche projet par dérogation à l'article 17 de l'annexe à la délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 6 : Soutien à l'accélérateur d'innovation sociale de la Croix-Rouge

Décide de participer au titre du dispositif Lieux d'Innovation au financement de l'aménagement de l'accélérateur d'innovation sociale à Montrouge (92), détaillé dans la fiche projet en annexe de la présente délibération, par l'attribution d'une subvention à la Croix-Rouge Française d'un montant maximum prévisionnel de 232 396 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type adoptée la délibération n° CP 2018-383 du 19 septembre 2018, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 232 396 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 92 « Recherche et innovation », programme HP 92-002 «

Soutien à l'innovation », action 19200208 « Incubateurs, grands lieux d'innovation » du budget 2019.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiqué dans la fiche projet en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17 alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 7 : Soutien à l'incubateur du Crédit Coopératif - Correctif

Approuve la convention spécifique figurant en annexe à la présente délibération.

Subordonne le versement de la subvention accordée par délibération n° CP 2018-513 du 21 novembre 2018 en faveur de la société Crédit Coopératif, à la signature de cette convention et autorise la Présidente à la signer.

Article 8 : Modification du règlement d'intervention «Soutien à la diffusion des usages, services et contenus pédagogiques et patrimoniaux»

Décide de modifier le paragraphe 5.1 du règlement d'intervention « Soutien à la diffusion des usages, services et contenus pédagogiques et patrimoniaux » adopté par la délibération CR 63-13 du 27 septembre 2013, en rajoutant aux objectifs de l'intervention régionale : « soutenir la mutualisation des ressources numériques des acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche franciliens en direction des PME dans le cadre de projets collaboratifs les associant ».

Décide de modifier le premier alinéa du paragraphe 5.2.1 comme suit :

« Les projets attendus s'inscrivent dans les thématiques suivantes :

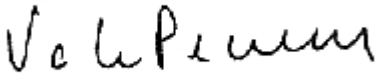
- le développement, la mutualisation et la diffusion des usages, services, contenus numériques, ainsi que leur visibilité internationale,

- la mutualisation des équipements par l'utilisation des réseaux, notamment dans le cadre de challenges,

- la numérisation et la diffusion des ressources pédagogiques et patrimoniales, dans le but de les mettre à la disposition du plus grand nombre,

- les projets coopératifs autour des TICE (Technologie de l'information et de la communication destinées à l'enseignement) et faire de celles-ci un levier de la modernisation, de l'excellence et du rayonnement international de l'enseignement supérieur et de la recherche francilienne. »

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

24/01/2019 18:26:37

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

FICHES PROJETS

DOSSIER N° EX043071 - Techinnov 2019 / CCI Essonne / Smart Weeks Event

Dispositif : Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (n° 00000332)
Délibération Cadre : CR63-13 du 27/09/2013
Imputation budgétaire : 935-56-6574-156001-400
Action : 15600104- Evènements et acteurs numériques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia	400 000,00 € TTC	7,50 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CCI ESSONNE CHAM COM & INDUS
Adresse administrative : 2 COURS MONSEIGNEUR ROMERO
91004 EVRY
Statut Juridique : Etablissement Public
Représentant : Monsieur EMMANUEL MILLER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles du projet : 12 septembre 2018 - 31 décembre 2019
Date prévisionnelle de l'évènement : 14 février 2019
Lieu prévisionnel de l'évènement : Espace Champerret, 75017, Paris
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La structure engageant des dépenses avant la date de passage en commission permanente, le démarrage anticipé permettra de soutenir les dépenses d'organisation engagées à partir du 12/09/2018.

Description :
Techinnov est un forum qui combine le haut niveau de qualification d'une convention d'affaires et la visibilité offerte par un salon professionnel. Il rassemble l'écosystème de l'innovation avec l'objectif de : Rencontrer, s'informer, échanger et concrétiser en une journée.
En 2019, l'évènement souhaite changer d'échelle et s'installer Porte de Champerret pour adresser une audience plus large, nationale et européenne.

L'édition Techinnov 2019 a pour thématique transverse l'Intelligence Artificielle, des sciences des données et de leurs applications. La programmation s'articulera autour de :
- "IA Meetings" entre start-up, PME, ETI, grandes entreprises et laboratoires de recherche
- 15 000 rendez-vous d'affaires programmés à l'avance par les participants grâce à une plateforme dédiée
- 3 challenges startups

- Des conférences et présentations flash
- Un village d'exposition et d'innovations

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Communication	28 000,00	7,00%
Logistique	222 000,00	55,50%
Autres dépenses liées à l'organisation : plateforme inscriptions et mise en réseau, sourcing et promotion participants, accompagnement des pme	150 000,00	37,50%
Total	400 000,00	100,00%

Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	30 000,00	7,50%
Recettes billetterie et sponsorship	350 000,00	87,50%
Ressources propres	20 000,00	5,00%
Total	400 000,00	100,00%

La région informe le bénéficiaire que cette aide est octroyée sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent.

DOSSIER N° EX043073 - Forum Teratec 2019 / TER A TEC / Smart Weeks Event

Dispositif : Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (n° 00000332)
Délibération Cadre : CR63-13 du 27/09/2013
Imputation budgétaire : 935-56-6574-156001-400
Action : 15600104- Evènements et acteurs numériques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia	200 000,00 € TTC	7, 5 %	15 000,00 €
		Montant total de la subvention	15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION TER A TEC CEA DAM ZONE D ACTIVITE TER A TEC
Adresse administrative : 2 RUE DE LA PIQUETTERIE 91680 BRUYERES-LE-CHATEL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur DANIEL VERWAERDE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles du projet : 12 septembre 2018 - 31 décembre 2019
Date prévisionnelle de l'évènement : 11 – 12 juin 2019
Lieu prévisionnel de l'évènement : Ecole Polytechnique - Route de Saclay - 91128 Palaiseau
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La structure engageant des dépenses avant la date de passage en commission permanente, le démarrage anticipé permettra de soutenir les dépenses d'organisation engagées à partir du 12/09/2018.

Description :
Le forum TERATEC est le sommet spécialisé de référence sur innovation scientifique, l'intelligence artificielle et industrielle. C'est un évènement majeur en France et en Europe qui regroupe les meilleurs experts internationaux du HPC, de la Simulation et du Big Data. Il confirme l'importance de ces technologies dans le développement de la compétitivité et des capacités d'innovation des entreprises. Dans le cadre de cet évènement, des sessions plénières permettront de faire le point des évolutions les plus récentes des grandes technologies numériques et de mesurer leur importance croissante dans l'économie avec les témoignages de hauts responsables industriels et les interventions de fournisseurs technologiques et des PME innovantes. Animés par les principaux acteurs du marché et des experts reconnus, des ateliers techniques et applicatifs feront le point sur les technologies émergentes et sur de nouveaux secteurs d'application du HPC, de la simulation et du Big Data.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats et services exterieurs: logistique, communication, etc...	120 000,00	60%
Salaires et traitements	80 000,00	40%
Total	200 000,00	100,00%

Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	15 000,00	7,5%
Recettes billetterie et sponsorship	185 000,00	92,5%
Total	200 000,00	100,00%

La région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aide suivant : Règlement (UE) n ° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux aides de minimis '.

DOSSIER N° EX043074 - Hello Tomorrow Global Summit 2019 / Hello Tomorrow / Smart Weeks Event

Dispositif : Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (n° 00000332)
Délibération Cadre : CR63-13 du 27/09/2013
Imputation budgétaire : 935-56-6574-156001-400
Action : 15600104- Evènements et acteurs numériques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia	1 200 000,00 € HT	2,50 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HT HELLO TOMORROW
Adresse administrative : 42 RUE DE MAUBEUGE
75009 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Xavier DUPORTET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles du projet : 12 septembre 2018 - 31 décembre 2019
Date prévisionnelle de l'évènement : 14 – 15 mars 2019
Lieu prévisionnel de l'évènement : Cenquatre, Paris
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La structure engageant des dépenses avant la date de passage en commission permanente, le démarrage anticipé permettra de soutenir les dépenses d'organisation engagées à partir du 12/09/2018.

Description :
Hello tomorrow Global Summit 2019 a pour mission d'identifier et connecter les acteurs clés de l'écosystème deeptech français et international, afin d'accélérer la transformation de technologies de ruptures en solutions concrètes à même de résoudre les plus grands problèmes de notre société et de créer de nouveaux marchés. Dans une atmosphère à la croisée des sciences et du business, des entrepreneurs expliqueront comment ils utilisent la science et les technologies de pointe pour répondre aux enjeux du monde d'aujourd'hui.

Le Hello Tomorrow Global Summit 2019 s'articule autour de 8 thématiques (la mobilité, l'environnement, l'aéronautique, l'intelligence artificielle, la santé, l'agriculture, l'industrie de demain et les nouvelles technologies) et d'une programmation qui inclue différentes séquences :

- Inspiration - session de keynotes d'entrepreneurs et de chercheurs à la pointe dans leur secteur

- Prospection - 80 pitches des startups du hello tomorrow global challenge
- Compréhension du marché - tables rondes réunissant les investisseurs de chaque secteur
- Compréhension des facteurs de succès - tables rondes interactives entre founders prometteurs de chaque secteur
- Education - tables rondes sur les enjeux sociétaux, réglementaires et éthiques de chaque secteur
- Expérimentation - happening et démos des prototypes des startups de l'événement sur chaque secteur

Pendant deux jours seront réunis près de 3 000 acteurs : les 500 premières start-ups mondiales dans le domaine, 100 intervenants de renommée internationale, les CEO des plus grands groupes industriels (Solvay, L'Oréal...), de grands investisseurs internationaux (Y Combinator, Flagship etc) ainsi que et des médias français et internationaux pour couvrir l'ensemble de l'événement (Bloomberg, Le Monde, TechCrunch, BFM Business, etc).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charge de personnel	240 000,00	20,00%
Communication	247 000,00	20,58%
Logistique et prestations externes	643 000,00	53,58%
Autres dépenses : location des espaces et frais afférents	70 000,00	5,83%
Total	1 200 000,00	100,00%

Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	30 000,00	2,50%
Recettes billetterie et sponsorship	145 000,00	12,08%
Subventions privées : mécénat, etc	666 000,00	55,50%
offre de services	329 000,00	27,42%
subventions aide BPI	30 000,00	2,50%
Total	1 200 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40391 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017)
Relatif à : Pôles d'innovation

DOSSIER N° EX043110 - Paris Saclay Spring 2019 / EPAPS Paris Saclay / Smart Weeks Event

Dispositif : Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (n° 00000332)
Délibération Cadre : CR63-13 du 27/09/2013
Imputation budgétaire : 935-56-65738-156001-400
Action : 15600104- Evènements et acteurs numériques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia	470 000,00 € TTC	19,15 %	90 000,00 €
	Montant total de la subvention		90 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EPAPS ETABLISSEMENT PUBLIC D AMENAGEMENT PARIS SACLAY
Adresse administrative : 6 BOULEVARD DUBREUIL 91400 ORSAY
Statut Juridique : Etablissement Public Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur PHILIPPE VAN DE MAELE, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles du projet : 12 septembre 2018 - 31 décembre 2019
Date prévisionnelle de l'évènement : 11 – 12 juin 2019
Lieu prévisionnel de l'évènement : Ecole Polytechnique - Route de Saclay - 91128 Palaiseau
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La structure engageant des dépenses avant la date de passage en commission permanente, le démarrage anticipé permettra de soutenir les dépenses d'organisation engagées à partir du 12/09/2018.

Description :
Véritable vitrine technologique de l'innovation en Ile-de-France, Paris-Saclay SPRING se déroulera sur le Campus Urbain de Paris-Saclay et s'inscrira en complémentarité de Vivatechnology.

Organisé conjointement avec les acteurs de l'écosystème d'innovation Paris-Saclay (Université paris-Saclay, New Uni, CEA-List, Systematic Paris Region, l'IRT SystemX, et les 3 communautés d'agglomération du territoire, l'évènement met en avant l'innovation technologique et l'excellence scientifique de l'écosystème de Paris-Saclay, qui inclue 40% de la recherche publique et de la R&D privée d'Ile-de-France.

L'évènement s'articulera autour de :
- Une série de keynotes dans les amphithéâtres des établissements par de grands scientifiques et chefs d'entreprises de renommée internationale ;

- La convention de financement start-ups, temps-fort de la journée avec concours de pitch, showroom innovation, rendez-vous en one-to-one entre start-ups et investisseurs, et cérémonie de remise des prix ;
- L'exposition de prototypes de SU, labos, PME du territoire organisés en Villages de l'Innovation, décliné selon les 5 filières stratégiques de Paris-Saclay, un 6ème village réunissant les acteurs de l'accompagnement, du financement, du conseil aux start-ups ;
- La convention d'affaires B-to-B entre PME, grands groupes et start-ups ;
- Des parcours de visites off-site intitulés « circuits de l'innovation » pour une poignée de participants qualifiés porteurs de projets d'implantation, VCs et BAs. Ces parcours permettent de mettre en valeur l'ensemble du cluster Paris-Saclay et de ses composantes, dont DigiHall.

Plus de 2000 visiteurs sont attendus des investisseurs en capital (Business Angels, fonds d'investissement et capital-risqueurs) des ETI et grands groupes qui souhaitent soutenir les projets de jeunes start-up ou d'étudiants-entrepreneurs, des PME, des prescripteurs d'innovation, des chercheurs et étudiants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CA COMMUNAUTE PARIS-SACLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Communication	40 000,00	8,51%
Logistique, aménagement et technique	340 000,00	72,34%
Prestation de service: AMO évènementiel, sourcing intervenants et startups, etc...	90 000,00	19,15%
Total	470 000,00	100,00%

Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	90 000,00	19,15%
Subvention Intercommunalité EPCI Paris Saclay (sollicitée)	90 000,00	19,15%
Ressources propres	150 000,00	31,91%
Recettes sponsorship	140 000,00	29,79%
Total	470 000,00	100,00%

Le projet soutenu par la Région ne relève pas d'une activité économique.

DOSSIER N° EX043114 - Journée internationale de l'IA / France Digitale / Smart Weeks Event

Dispositif : Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (n° 00000332)
Délibération Cadre : CR63-13 du 27/09/2013
Imputation budgétaire : 935-56-6574-156001-400
Action : 15600104- Evènements et acteurs numériques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia	140 000,00 € TTC	28,57 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	FD FRANCE DIGITALE
Adresse administrative	:	12 RUE VIVIENNE 75002 PARIS 2E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame ALISA ROSKACH, Chargé de mission

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles du projet : 12 septembre 2018 - 31 décembre 2019
Date prévisionnelle de l'évènement : 17 avril 2019
Lieu prévisionnel de l'évènement : Palais Brongniart
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La structure engageant des dépenses avant la date de passage en commission permanente, le démarrage anticipé permettra de soutenir les dépenses d'organisation engagées à partir du 12/09/2018.

Description :
"La journée internationale de l'Intelligence Artificielle" est un sommet européen dédié aux écosystèmes de l'IA, organisé par France Digitale, organisation professionnelle de référence du numérique.

L'évènement vise à faire de l'Ile-de-France le point de rencontre de l'écosystème européen, pour centraliser les ressources européennes et intégrer l'ensemble des parties prenantes concernées : décideurs publics français et européens, investisseurs, PME et grands groupes, startups et data scientists, chercheurs et universités.

L'évènement inclura :
- Perspectives des régulateurs, grands groupes et investisseurs
- Mapping et rapports publics
- Spotlight sur des startups de l'IA

- Rencontres entre corporates et startups
- Speed-dating entre VCS et startups

Plus de 2500 participants sont attendus.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charge de personnel	90 000,00	64,29%
Communication	20 000,00	14,29%
Logistique	30 000,00	21,43%
Total	140 000,00	100,00%

Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	40 000,00	28,57%
Recettes billetterie et sponsorship	20 000,00	14,29%
Subventions privées : mécénat, etc	80 000,00	57,14%
Total	140 000,00	100,00%

La région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aide suivant : Règlement (UE) n ° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux aides de minimis '.

DOSSIER N° EX043116 - Paris Fintech Forum 2019 / Alteir Event SAS / Smart Weeks Event

Dispositif : Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (n° 00000332)
Délibération Cadre : CR63-13 du 27/09/2013
Imputation budgétaire : 935-56-6574-156001-400
Action : 15600104- Evènements et acteurs numériques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia	1 210 000,00 € TTC	2,48 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ALTEIR EVENT SAS
Adresse administrative : 10 RUE DE PENTHI VRE
75008 PARIS 8E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur LAURENT NIZRI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles du projet : 12 septembre 2018 - 31 décembre 2019
Date prévisionnelle de l'évènement : 28 – 30 janvier 2019
Lieu prévisionnel de l'évènement : Palais Brongniart, place de la Bourse à Paris
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La structure engageant des dépenses avant la date de passage en commission permanente, le démarrage anticipé permettra de soutenir les dépenses d'organisation engagées à partir du 12/09/2018.

Description :
Depuis 2016, le Paris Fintech Forum, évènement d'envergure international et consacré aux professionnels, s'engage à répondre aux problématiques liées à la Fintech et à la Finance Digitale.
Sur 2 jours, Paris Fintech Forum permet d'aborder tous les thèmes au cœur de l'actualité de la finance digitale en général et de la Fintech en particulier (Intelligence artificielle, deeptechs, etc).

L'évènement rassemble des dirigeants d'entreprise (PDG de banques, assureurs, opérateurs télécoms, régulateurs, Fintech de tout continent), des start-ups du monde entier, et des décideurs publics.

La programmation s'articulera autour de conférences, espaces d'exposition, pitchs, workshops, et de rendez-vous d'affaires.

Plus de 2 500 participants sont attendus, dont 50% de visiteurs internationaux issus de 73 pays différents.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Communication	240 000,00	19,83%
Logistique	590 000,00	48,76%
Autres dépenses : animation et programmation	380 000,00	31,40%
Total	1 210 000,00	100,00%

Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	30 000,00	2,48%
Recettes billetterie et sponsorship	1 180 000,00	97,52%
Total	1 210 000,00	100,00%

La région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aide suivant : Règlement (UE) n ° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux aides de minimis '.

DOSSIER N° EX043128 - AfricAngels Innovation 2019 / Africangels / Smart Weeks Event

Dispositif : Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (n° 00000332)
Délibération Cadre : CR63-13 du 27/09/2013
Imputation budgétaire : 935-56-6574-156001-400
Action : 15600104- Evènements et acteurs numériques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia	75 000,00 € TTC	13,33 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	AFRICANGELS
Adresse administrative	:	17 SQUARE DOUARD VII 75009 PARIS 9E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame ELVIRE KAMGA, Administrateur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles du projet : 12 septembre 2018 - 31 décembre 2019
Date prévisionnelle de l'évènement : 2ème quinzaine de mai
Lieu prévisionnel de l'évènement : Station F, Hôtel de l'industrie, Paris 6
Dates prévisionnelles : 12 septembre 2018 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La structure engageant des dépenses avant la date de passage en commission permanente, le démarrage anticipé permettra de soutenir les dépenses d'organisation engagées à partir du 12/09/2018.

Description :
AFRICANGELS INNOVATION est un évènement axé sur les innovations offrant une mise en réseau avec l'écosystème entrepreneurial africain.

La rencontre 2019 AFRICANGELS INNOVATION, dédiée à l'intelligence artificielle, vise à rassembler et à rapprocher des investisseurs, des entrepreneurs internationaux souhaitant développer leurs activités, élargir leurs cercles ou à la recherche de solutions concrètes. Il vise également à promouvoir la scène entrepreneuriale numérique francilienne tout en les rapprochant des acteurs numérique du continent africain par la mise en place d'actions pratiques et des solutions concrètes.

AFRICANGELS INNOVATION offre aux participants l'opportunité de partager ou de bénéficier des meilleurs retours d'expérience en matière d'innovation. Il vise à explorer les opportunités en Afrique et

leur permet aussi de partager leur vision de l'évolution de leur industrie ou encore d'élargir leurs cercles et de se connecter aux futures pépites franciliennes.

La programmation s'articulera autour de:
- Keynotes/Talks
- Conférences/tables rondes
- 1 hackathon
- Des business meetings
- Des rencontres startups/investisseurs et grands groupes

L'ensemble des sessions seront diffusées sur une plateforme digitale aux écosystèmes basés à l'étranger et ne pouvant se déplacer. 900 visiteurs sont attendus sur place et 600 visiteurs sur la plateforme digitale.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charge de personnel	40 000,00	53,33%
Communication	5 000,00	6,67%
Location d'espaces et frais afférents	10 000,00	13,33%
Logistique et services extérieurs	20 000,00	26,67%
Total	75 000,00	100,00%

Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	13,33%
Recettes billetterie et sponsorship	50 000,00	66,67%
Subventions privées : mécénat, etc	14 500,00	19,33%
Subvention Commune (attribuée)	500,00	0,67%
Total	75 000,00	100,00%

La région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aide suivant : Règlement (UE) n ° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux aides de minimis '.

DOSSIER N° 18014300 - ECOLE D'ETE TRANSFER LEARNING 2018 - ENS ECOLE NORMALE SUPERIEURE DE CACHAN

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) (n° 00001056)
Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 939-91-65738-191001-400
Action : 19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	30 958,27 € HT	30,00 %	9 287,48 €
	Montant total de la subvention		9 287,48 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENS ECOLE NORMALE SUPERIEURE DE CACHAN
Adresse administrative : 61 AV DU PRESIDENT WILSON 94230 CACHAN CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Pierre-Paul ZALIO, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 juin 2018 - 6 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'école d'été Transfer Learning s'est tenue cet été du 4 au 6 juin sur le campus de l'ENS Cachan. Le montant de la subvention est calculé à hauteur de 30% des dépenses effectuées.

Description :
Visant à diriger les recherches de pointe en Intelligence Artificielle vers des résultats industriels concrets en particulier par le transfert technologique et la création d'entreprises de haute technologie, cette école d'été intitulée « Transfer Learning: Techniques and Innovation for Business » et conjointement organisée par ENS Paris-Saclay, ENSIIE Paris, les établissements regroupés au sein du consortium AiDA (Université de Passau, INSA Lyon, l'Université de Milan, l'Université Jean Monnet de St-Etienne, Université Libre de Bruxelles et Université Rennes 1), en partenariat avec le Centre de recherche IRIXYS et les entreprises Atos et Worldline.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CACHAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Locations	5 600,00	18,09%
Logistique	25 214,27	81,45%
Communication	144,00	0,47%
Total	30 958,27	100,00%

Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	9 287,48	30,00%
Ressources propres	21 670,79	70,00%
Total	30 958,27	100,00%

La demande de subvention a eu lieu avant la date de l'évènement et le projet soutenu par la Région ne relève pas d'une activité économique.

DOSSIER N° 18014710 - ACCELERATEUR CROIX-ROUGE

Dispositif : Lieux d'innovation – projets d'investissement (n° 00001033)
Délibération Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 909-92-20421-192002-400
Action : 19200208- Incubateurs, grands lieux d'innovation

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – projets d'investissement	580 990,00 € HT	40,00 %	232 396,00 €
	Montant total de la subvention		232 396,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CRF CROIX ROUGE FRANCAISE
Adresse administrative : 98 RUE DIDOT
75014 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Jacques ELEDJAM, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les aménagements financés s'inscrivent dans un projet plus large dont les travaux doivent démarrer avant la date de l'instance amenée à examiner ce dossier.

Description :
L'accélérateur d'innovations sociales a pour objectif premier de contribuer au développement de produits et services innovants dans le secteur du social, et de participer à leur déploiement au sein des établissements afin d'améliorer l'accompagnement des usagers de la Croix-Rouge française, qui devient ainsi un terrain d'expérimentation et de validation des projets.

Il a vocation à être un lieu-ressource ouvert sur l'extérieur, accueillant des porteurs de projets et des partenaires aux activités connexes complémentaires à celles du lieu dans une logique d'innovation collaborative. Seront ainsi accueillis au sein des locaux de l'accélérateur une fabrique Simplon de codage informatique, le réseau Handipulse et un laboratoire de réalité virtuelle.

L'accélérateur est structuré autour de deux programmes d'accompagnement de 6 mois : un programme d'entrepreneuriat et un programme d'accompagnement de startups et des associations à impact social, chacun constitué d'une mise en relation avec un professionnel de santé et un établissement pilote, un suivi régulier par un expert métier et l'équipe de l'accélérateur et une mise en réseau.

L'accélérateur se déploie sur une surfa ce totale de 980m². Il sera constitué de bureaux fermés et de bureaux ouverts, de salles de réunion, d'espaces de convivialités et du studio VR.
Il devra permettre l'accompagnement de 40 projets sur les 3 premières années , générant un potentiel de

20 emplois sur cette même période.
5 emplois seront en outre créés pour la gestion du lieu.

Une société par actions simplifiées sera prochainement créée pour son exploitation.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention proposée représente 40% des coûts éligibles d'aménagement de l'accélérateur sur lesquels est appliqué un prorata du taux d'utilisation des usagers externes de l'accélérateur.

Localisation géographique :
- VALLEE SUD GRAND PARIS (EPT2)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagements	420 477,00	52,68%
Mobilier	160 513,00	20,11%
Aménagements non éligibles	168 123,00	21,07%
Mobilier non éligible	48 987,00	6,14%
Total	798 100,00	100,00%

Libellé	Montant	%
Fonds propres	315 704,00	39,56%
Mécénat	250 000,00	31,32%
Subvention Région	232 396,00	29,12%
Total	798 100,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40391 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017)
Relatif à : Pôles d'innovation

DOSSIER N° 18014738 - DEVELOPPEMENT DU TRAIN D'ATTERRISSAGE DU FUTUR - PROJET EXCELAB - SAFRAN LANDING SYSTEMS

Dispositif : Soutien aux grands projets de Recherche, Développement et Innovation (n° 00001076)
Délibération Cadre : CR36-15 du 10/07/2015 modifié par la délibération CR2017-101 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 909-92-20421-192005-400
Action : 19200504- Soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux grands projets de Recherche, Développement et Innovation	4 060 000,00 € HT	24,63 %	1 000 000,00 €
		Montant total de la subvention	1 000 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAFRAN LANDING SYSTEMS
Adresse administrative : 7 RUE GENERAL VALERIE ANDRE
78140 VELIZY-VILLACOUBLAY
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur JEAN-PAUL ALARY

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 31 août 2018 - 30 août 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte-tenu du caractère extrêmement stratégique de certains investissements pour SAFRAN LANDING SYSTEMS, le projet a dû être démarré de façon anticipée. Il est cependant à noter que la demande de subvention a bien été formulée avant le démarrage du projet.

Description :
Le projet consiste à développer les systèmes du nouveau laboratoire d'essais de la division Systèmes et Equipements de Safran Landing Systems de Vélizy.

Le bâtiment s'étendra sur 2 000 m² et sur deux niveaux. Il sera constitué de 25% de zones tertiaires (dont une salle de pilotage), de 65% de zones d'essais et de 10% de locaux techniques regroupés en périphérie de bâtiment. Les installations d'essais y seront implantées en flux, suivant les technologies et les étapes du cycle de développement programme.

Le but est de disposer d'un outil moderne, performant, modulaire, résolument tourné vers le prototypage et permettant à Safran Landing Systems de développer les technologies liées au train d'atterrissage du futur.

Au-delà des programmes en cours de développement (nouveau système de freinage A320, système et équipements A350, …), le but est de capter des clients avionneurs autres qu'Airbus et Dassault (Boeing, Embraer, Bombardier). Le groupe cherche par ailleurs à accélérer sa capacité d'innovation (avion plus

électrique, taxiage autonome,…) en réunissant toutes les compétences d'essais et de conception sur notre seul site de Vélizy.

La création d'emplois prévue sur 3 ans est de 60 postes. Le projet assure par ailleurs le maintien des compétences sur le site de Vélizy dont l'effectif s'élève au 31 décembre 2018 à 1360 emplois.

Le projet permet enfin d'augmenter le niveau de sécurité des essais (réduction des présences près des bancs d'essais grâce à la salle de pilotage déportée, relocalisation des moyens d'essais à risques dans des locaux fermés en périphérie, …). Un plan d'accompagnement sera mis en œuvre pour aider les opérateurs à s'adapter aux nouvelles technologies et méthodologies des essais (passage au plus électrique, pilotage à distance, …).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 5 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VELIZY-VILLACOUBLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de personnel	1 560 000,00	38,42%
Achats consommés ou incorporés	1 100 000,00	27,09%
Prestations laboratoires	600 000,00	14,78%
Prestations sous-traitants	800 000,00	19,70%
Total	4 060 000,00	100,00%

Libellé	Montant	%
Subvention régionale	1 000 000,00	24,63%
Fonds propres	3 060 000,00	75,37%
Total	4 060 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40391 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : R&D

CONVENTION ECOLE D'ETE TRANSFER LEARNING

CONVENTION N°18014300

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine,
Représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération CP 2019-041 du 24 janvier 2019 ,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : ENS ECOLE NORMALE SUPERIEURE DE CACHAN
dont le statut juridique est : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
N° SIRET : 199406075 00010
Code APE : 85.42Z
dont le siège social est situé au : 61 AV DU PRESIDENT WILSON 94230 CACHAN CEDEX
ayant pour représentant son président, Monsieur Pierre-Paul Zalio
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif de soutien à l'appui à la création-reprise-transmission et au développement des entreprises franciliennes dans le cadre de l'école d'été ENS Paris Saclay « Intelligence Artificielle – Transfer Learning » qui s'est déroulée sur le campus de l'ENS Cachan en juin 2018.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération CP 2019-041 du 24 janvier 2019, la Région Île-de-France a décidé de soutenir ENS ECOLE NORMALE SUPERIEURE DE CACHAN au titre de l'année 2018.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention globale de fonctionnement correspondant à 30% du budget de l'évènement école d'été ENS Paris Saclay « Intelligence Artificielle – Transfer Learning », soit un montant maximum de subvention de 9287,48 €.

Le budget prévisionnel de l'année est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Avoir réalisé, à son initiative et sous sa responsabilité, les actions présentées dans le budget effectif de l'évènement transmis à la Région.

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le Bénéficiaire s'engage à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de deux mois.

Le Bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.
le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant définitif de la subvention accordée peut être revu à la baisse, sur la base des éléments financiers transmis par le bénéficiaire. Le versement du solde est, dès lors, ajusté en fonction des besoins réels du bénéficiaire.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er janvier 2018 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 24 janvier 2019.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération CP 2019-041 du 24 janvier 2019.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire ENS ECOLE NORMALE SUPERIEURE DE CACHAN

CONVENTION CREDIT COOPERATIF

CONVENTION DE SOUTIEN
AUX LIEUX D'INNOVATION
en fonctionnement N°18013914

Entre

La Région Ile-de-France,
Dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil – 93400 SAINT OUEN
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE
En vertu de la délibération CP n°2018-513 du 21 novembre 2018

Ci-après dénommée « La Région »,

Et

CREDIT COOPERATIF,
Statut juridique : société coopérative de banque populaire
Dont le numéro SIRET est : 34997493101213
Dont le siège social est situé au 12 boulevard Pesaro 92000 NANTERRE
Ayant pour représentant Monsieur Jean-Paul COURTOIS, directeur général délégué

Ci-après dénommée « le Bénéficiaire »

VU, le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;

VU le régime cadre exempté d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation n° SA.40391, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1511-2, 1511-7 et 1511-8 ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

VU la délibération n° CR 2017-101 du 18 mai 2017 relative aux actions en faveur du développement économique et de la montée en gamme des qualifications.

PREAMBULE :

Le Bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier dans le cadre de son dispositif de soutien à l'émergence et au développement de lieux d'innovation.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP 2018-513 du 21 novembre 2018, la Région Ile-de-France a décidé de soutenir le Bénéficiaire pour la réalisation du projet dont le descriptif complet figure dans la fiche annexée à la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au Bénéficiaire une subvention correspondant à :

- 27.61% de la dépense éligible,
- dont le montant prévisionnel s'élève à 163 000 € HT,
- soit un montant maximum de subvention de 45 000 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est détaillé dans la fiche projet annexée à la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le Bénéficiaire s'engage à :

- Réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans la fiche projet annexée à la présente convention.
- Affecter la subvention à la réalisation du projet présenté dans la fiche projet et affecter les moyens humains et financiers pour mener à bien le projet précité.
- Convier la Région aux comités de sélection des projets et lui fournir en amont de leurs tenues, les présentations des projets sollicitant une entrée dans la structure.
- Répondre auprès de la Région de toute question relative à l'organisation matérielle et au bon déroulement du projet.
- Solliciter préalablement l'accord écrit de la Région pour toute modification substantielle de la nature des dépenses définies dans la fiche projet.
- Informer la Région des difficultés ou évènements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder, voire d'interrompre l'exécution du projet.
- Mettre en œuvre les outils de suivi nécessaires au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale.
- Fournir sur demande de la Région des informations relatives aux projets et entreprises accompagnées au format demandé.
- Les lauréats du présent appel à projet intégreront le réseau des incubateurs initié par la Région, et s'engageront à en être un membre actif pendant la durée de la convention.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le Bénéficiaire s'engage à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois.

Le Bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le Bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région :
    - dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et document à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changement de personnes chargées des instances de décision ou de l'administration, statuts, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, changement de numéro d'immatriculation, changement de domiciliation bancaire.
    - des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, etc) dans leur déroulement.
    - des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exercice de la présente convention.
- Fournir à la Région, avant le 31 mars de l'année suivant l'attribution de la subvention :
    - Les comptes annuels : bilan et compte de résultat et annexe du dernier exercice certifiés, selon le cas, par un commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L.822-1 du code de commerce, un expert-comptable ou la personne habilitée à certifier les comptes;
    - Le rapport d'activité annuel chiffré et détaillé par actions menées pour lequel la Région fournira une trame.
- Fournir les documents détaillés nécessaires aux versements dans les délais prévus, tels que mentionnés dans l'article 3 « modalités de versement de la subvention régionale » de la présente convention.
- Faciliter le contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, de l'emploi des fonds, entre autres, par un accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Conserver les pièces justificatives de dépenses pendant dix ans pour tout contrôle effectué a posteriori. En effet, pour chaque projet subventionné, un contrôle technique et financier peut être exercé sur pièce et sur place par la Région. Ce contrôle porte notamment sur les conditions d'utilisation de la subvention.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
- Appliquer, dans le cas où il y serait soumis, l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics.

Pour les subventions attribuées sur le fondement du régime d'aide exempté n° SA 40391 relatif aux aides à la RDI (aides en faveur des pôles d'innovation):

- Les prix pratiqués auprès des utilisateurs du pôle correspondent au prix du marché ;
- L'accès aux locaux, installations et activités proposés est ouvert à plusieurs utilisateurs et sur une base transparente et non discriminatoire ;
- L'aide a été calculée conformément aux modalités visées aux § 5.2.3 du régime précité

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le co-contractant s'engage à faire clairement apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « Action soutenue par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le Bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication liés au projet subventionné.

Les correspondances, notamment celles vis-à-vis des bénéficiaires de l'objet de la convention, indiquent explicitement l'implication de la Région.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par la Région.

L'invitation et, le cas échéant, l'intervention orale d'un représentant de la Région aux cérémonies officielles organisées dans le cadre du projet, ainsi qu'aux communiqués et conférences de presse est impérative.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations relevant de la présente convention et de conseiller le Bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration du délai d'un an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et donc annulée.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du Bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ART. 3.2.1 : VERSEMENTS D'AVANCES

Le Bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements prévus, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le Bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, dans la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du Bénéficiaire, et revêtu du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le Bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- d'un rapport d'activité correspondant au bilan final du projet et comprenant le nombre et la description des projets et entreprises accueillis dans l'espace,
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,

- un compte-rendu d'exécution qui détaillera les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité pour les bénéficiaires concernés, uniquement dans le cas où l'article 2.2 s'applique,
- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé). »

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à la date d'attribution de la subvention par l'assemblée régionale, soit le 21 novembre 2018.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général.

Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le Bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au Bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au Bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en

application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du Bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution :

- de tout ou partie de la subvention versée en cas non-respect des obligations du bénéficiaire ou d'utilisation des fonds non conforme à leur objet,
- de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le Bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée,
- de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité pour les Bénéficiaires concernés (voir article 2.2),
- de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.
- de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées,

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le Bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le Bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et son annexe dénommée « fiche projet » adoptée par CP n°2018-513 en date du 21 novembre 2018.

Fait à Saint-Ouen, en 2 exemplaires originaux, le

Pour la structure, **Pour la Présidente du Conseil régional**

Son représentant,

et par délégation
Le Chef de service gestion et relation
avec les entreprises
Pôle développement économique,
emploi et formation

Nicolas VIENNOT

- Par publication ou notification le 24/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/01/2019

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-040

DU 24 JANVIER 2019

NOUVEAUX CONTRATS RURAUX ET ANCIENS DISPOSITIFS RURAUX PREMIÈRE AFFECTATION 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'environnement ;

VU La délibération n° CP 96-355 du 21 novembre 1996 relative à l'actualisation des contrats ruraux ;

VU La délibération n° CP 10-565 du 8 juillet 2010, relative à l'approbation de la convention-type du contrat rural ;

VU La délibération n° CP 11-406 du 19 mai 2011 approuvant le contrat rural type ;

VU La délibération n° CP 15-479 du 9 juillet 2015 portant approbation du contrat conclu avec la commune de Bennecourt (78) ;

VU La délibération n° CP 15-674 du 8 octobre 2015 portant approbation des contrats conclus avec les communes de Fontains (77) et de Frémainville (95) ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CP 16-184 du 18 mai 2016 portant approbation du contrat conclu avec la commune des Loges-en-Josas (78) ;

VU La délibération n° CP 16-622 du 16 novembre 2016 portant approbation des contrats conclus avec les communes du Pin (77), de Jambville (78), de Soindre (78) et de Fontenay-le-Vicomte (91) ;

VU La délibération n° CR 200-16 du 17 novembre 2016, relative au nouveau contrat rural, approuvant le contrat-type du contrat rural et la convention-type ;

VU La délibération n° CP 2017-542 du 22 novembre 2017 portant approbation du contrat conclu avec la commune de Bouleurs (77) ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de la ruralité et de l'agriculture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU le rapport n°CP 2019-040 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide au titre du dispositif **«contrats ruraux»**,

d'une part de conclure avec chaque commune citée en annexe 1 ci-jointe, pour les opérations qui y sont récapitulées (et détaillées dans les fiches projets correspondantes ci-jointes en annexe 2) un contrat rural conforme au nouveau contrat rural type approuvé par la délibération n° CR 200-16 susvisée ;

et, d'autre part de participer au financement des opérations détaillées dans les fiches projets ci- jointes en annexe 2 inscrites dans les nouveaux contrats ruraux définis ci-dessus et dans les contrats ruraux susvisés antérieurement conclus.

Subordonne l'attribution de chaque subvention à la conclusion avec chaque commune maître d'ouvrage d'une convention conforme à la convention de réalisation type, approuvée par la délibération n° CR 200-16 susvisée et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Subordonne l'attribution de chaque subvention à la conclusion avec chaque commune maître d'ouvrage d'une convention conforme à la convention de réalisation type, approuvée par la délibération n° CP 10-565A susvisée et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme, conformément à l'état récapitulatif ci-joint en annexe 3, d'un montant total de **1 961 504,37 €**, prélevés sur le chapitre budgétaire 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 53-002 (153002) « Politiques contractuelles en milieu rural », action 15300202 « Contrats ruraux » du budget 2019.

Article 2 :

Modifie l'article 2 de la délibération CP 2017-542 susvisée de la manière suivante :

1° Les deux premiers alinéas sont remplacés par les 3 alinéas suivants :

Décide de conclure avec chaque commune ou syndicat intercommunal maître d'ouvrage inscrits dans le tableau ci-dessous et pour les opérations qui y sont récapitulées un nouveau contrat rural conforme au nouveau contrat rural type approuvé par la délibération n° CR 200-16 susvisée et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Décide au titre du dispositif «nouveaux contrats ruraux », de participer au financement des opérations détaillées dans les fiches projets ci-jointes en annexe 2 inscrites dans les contrats ruraux définis ci-dessus et dans ceux susvisés.

Subordonne l'attribution de chaque subvention à la conclusion avec chaque commune ou syndicat intercommunal maître d'ouvrage d'une convention conforme à la convention de réalisation type, approuvée par la délibération n° CR 200-16 susvisée et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

2° Dans le tableau, à la ligne relative au contrat rural de la commune de Bouleurs (77) est ajoutée l'opération suivante : « réfection de l'enduit de l'arrière de l'église et de la sacristie dotation/affectation subventionnée 18 292,40 € - total de la subvention : 148 000,00 €. Le total général des opérations inscrites dans ce tableau est de 2 928 538,64 €. Le titre de ce tableau est modifié comme suit : "Nouveaux contrats ruraux".

Article 3 :

Décide de participer au financement de l'opération, telle que détaillée dans la fiche projet n°17014259 ci- jointe en annexe 2.

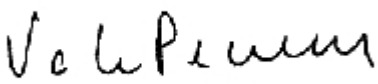
Subordonne l'attribution de la subvention à la conclusion avec la commune de Bouleurs (77) maître d'ouvrage d'une convention conforme à la convention de réalisation type, approuvée par la délibération n° CR 200-16 susvisée et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de **18 292,40 €,** prélevé sur le chapitre budgétaire 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 53-002 (153002) « Politiques contractuelles en milieu rural », action 15300202 « Contrats ruraux », du budget 2019.

Article 4 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE N° 1 : TABLEAU RECAPITULATIF

COLLECTIVITES	FICHES PROJETS	OPERATIONS SUBVENTIONNEES	DOTATIONS EN €
77 SEINE ET MARNE			
CHARMENTRAY	**EX043213**	Construction d'une salle polyvalente	148 000,00
		Total subvention	**148 000,00**
SOLERS	**EX043211**	Agrandissement de la salle de restauration de l'école primaire et maternelle	81 714,28
	18015332	Réhabilitation d'un bâtiment communal à usage des associations	66 285,72
		Total subvention	**148 000,00**
MAINCY	**EX043214**	Rénovation et réaménagement du bâtiment Robert Dubois	108 920,00
	18015335	Création City stade	33 600,00
		Total subvention	**142 520,00**
VOULTON	**EX043212**	Aménagement de voirie : voie communale n°3 (route de Bohaire)	80 872,00
	18015157	Aménagement de voirie : hameau et route de Gimbrois	67 128,00
		Total subvention	**148 000,00**
78 YVELINES			
AIGREMONT	**18015215**	Extension et mise aux normes de la Mairie	52 000,00
	EX043133	Construction d'une salle polyvalente	96 000,00
		Total subvention	**148 000,00**
CHAVENAY	**18015161**	Aménagement des jardins d'Adrienne	55 827,60
	EX043134	Rénovation du terrain d'honneur de Football	92 172,40
		Total subvention	**148 000,00**
MILLEMONT	**EX043104**	Restauration de l'église et aménagement des abords	88 000,00
	18014740	Aménagement d'un parc ludique	26 880,00
	18014741	Réfection de la couverture de la mairie	16 400,00
	18014742	Mise aux norme PMR de l'église, du cimetière et dela mairie	16 720,00
		Total subvention	**148 000,00**
POIGNY-LA-FORET	**EX043141**	Réhabilitation de la nouvelle mairie	148 000,00

		Total subvention	**148 000,00**
PONTHEVRARD	**EX043193**	Mise aux normes de bâtiments publics	53 420,00
		Total subvention	**53 420,00**
91 ESSONNE			
COURANCE	**EX042992**	Construction et aménagement d'une école maternelle	148 000,00
		Total subvention	**148 000,00**
SACLAS	**EX043142**	Création d'une aire de jeux pour enfants au plan d'eau	28 905,20
	18015153	Aménagement cheminement piétons de la rue de Soupplainville	47 997,60
	18015152	Réhabilitation de l'éclairage public. Mise en place de lampe LED	39 652,40
	18015151	Aménagement de la rue Pasteur	31 444,80
		Total subvention	**148 000,00**
95 VAL-D'OISE			
NESLES-LA-VALLEE	**EX043136**	Construction d'une maison médicale	148 000,00
		Total subvention	**148 000,00**
		TOTAL GENERAL	**1 675 940,00**

ANNEXE N°2 : FICHES PROJETS

DOSSIER N° 15014259 - RESTAURATION DES PAREMENTS EXTERIEURS DU BAS-COTE SUD - FONTAINS

Dispositif : Contrats ruraux (n° 00000207)
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	72 737,50 € HT	45,00 %	32 731,87 €
		Montant total de la subvention	32 731,87 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FONTAINS
Adresse administrative : RUE GRELOTTERIE
77370 FONTAINS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Didier BALDY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 mai 2013 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, géomètre...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage. Cette opération est la dernière du contrat rural de Fontains voté le 8/10/2015 par la Région et le 20/12/2013 par le Département 77 conformément au dispositif en vigueur à l'époque, ce qui explique la date de prise en considération des dépenses.

Description :
La commune de FONTAINS (231 habitants - INSEE 2015) propose l'opération "restauration des parements extérieurs et du bas-côté sud" de l'église.
Les travaux porteront sur la réfection des murs (piochement et réfection à la chaux des enduits, remaillage des maçonneries, reprise des fissures), des contreforts (remaillage des maçonneries, rejointement sur pierre), des parties en pierre (réseaux des baies, corniches...) ainsi que sur la reprise ponctuelle de vitraux.

Localisation géographique :
- FONTAINS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	63 250,00	86,96%
Honoraires	9 487,50	13,04%
Total	72 737,50	100,00%

Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	32 731,87	45,00%
Conseil départemental 77 acquis	25 458,12	35,00%
Commune	14 547,51	20,00%
Total	72 737,50	100,00%

DOSSIER N° 16014908 - CRUR - RENOVATION DU GYMNASE MULTISPORTS - LE PIN (77)

Dispositif : Contrats ruraux (n° 00000207)
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	82 650,00 € HT	45,00 %	37 192,50 €
	Montant total de la subvention		37 192,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU PIN
Adresse administrative : 6 RUE DE COURTY
77181 LE PIN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Sylvie FASSIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mars 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de le Pin (1422 habitants - Insse 2015) propose l'opération "Rénovation du gymnase" inscrite dans le contrat rural voté le 16 novembr 2016 (CP 16-622).

Plusieurs actions seront menées :
1/ remplacement des panneaux de polycarbonates existants sur les façades Nord et Sud de la halle des sports par des panneaux translucides

2/ réalisation d'un nouveau sol sportif en conformité à la réglementations en vigueur
- plancher en CTBH (panneaux en aggloméré de particules en bois hydrofugé certifiés par le Centre technique du bois) (épaisseur 22 mm),
- mise en place de plinthes ventilées,
- marquages au sol pour le basketball, le handball, le volleyball et le badminton.

3/ Remplacement des points d'éclairage
- Modification du système d'éclairage après dépose du circuit existant.

Dans le cadre du contrat rural la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS n°16014907

Détail du calcul de la subvention :

Le coût de l'opération est estimé à 224 825 € HT. La subvention maximum est de 37 192,50 € correspondant à un taux de 45% de la base subventionnable plafonnée à 82 650 € HT.

Localisation géographique :

- LE PIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
COÛT DE L'OPERATION	224 825,00	100,00%
Total	224 825,00	100,00%

Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	37 192,50	16,54%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 77 (acquise)	28 927,50	12,87%
COMMUNE	158 705,00	70,59%
Total	224 825,00	100,00%

DOSSIER N° 15010192 - CRUR AMENAGEMENT D'UNE SALLE PLURIVALENTE DE LA MAIRIE - BENNECOURT (78)

Dispositif : Contrats ruraux (n° 00000207)
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	35 800,00 € HT	45,00 %	16 110,00 €
	Montant total de la subvention		16 110,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BENNECOURT
Adresse administrative : RUE DE LA NOURREE
78270 BENNECOURT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Didier DUMONT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 janvier 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Bennecourt (1 855 habitants INSEE 2015) propose l'opération suivante : "Aménagement de la salle plurivalente de la mairie". Le projet consiste en l'aménagement du rez-de-chaussée de la mairie et d'une salle pour les réunions du conseil municipal, mariages et cérémonies, ainsi que la réhabilitation des salles peu ou pas utilisées. Ces travaux permettront un meilleur fonctionnement d'ensemble notamment pour les personnes à mobilité réduite.

Ce contrat ne donne pas lieu à l'obligation de recruter un stagiaire.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 51 050 € HT, plafonné à 35 800 € HT.

Localisation géographique :
- BENNECOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)

Libellé	Montant	%
TRAVAUX	51 050,00	100,00%
Total	51 050,00	100,00%

Recettes (€)

Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	16 110,00	31,56%
DEPARTEMENT 78 - Alloués	12 530,00	24,54%
COMMUNE	22 410,00	43,90%
Total	51 050,00	100,00%

DOSSIER N° 15010193 - CRUR CONSTRUCTION D'UN ATELIER MUNICIPAL- BENNECOURT (78)

Dispositif : Contrats ruraux (n° 00000207)
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	182 400,00 € HT	45,00 %	82 080,00 €
	Montant total de la subvention		82 080,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BENNECOURT
Adresse administrative : RUE DE LA NOURREE
78270 BENNECOURT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Didier DUMONT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Bennecourt (1 855 habitants INSEE 2015) propose l'opération suivante : "Construction d'un atelier municipal".
Le projet consiste à regrouper en un seul lieu facile d'accès l'atelier municipal, le local de stockage et la saleuse. La construction comprend :
- la construction d'un bâtiment à usage de local municipal d'une surface d'environ 260 m² avec garage pour véhicule et stockage matériel, vestiaires, sanitaires, bureau, atelier et mezzanine et enfin un préau attenant,
- l'aménagement des extérieurs sur une partie de la surface du terrain avec parking pour le personnel, aire de lavage et cellules de tri des déchets ou de stokages de matériaux (sable, graviers...).
Le terrain sera fermé par un portail et une clôture grillagée doublée d'une haie vive. Une partie du terrain est laissée libre et non aménagée afin de pouvoir effectuer une extension ultérieure si besoin.

Ce contrat ne donne pas lieu à l'obligation de recruter un stagiaire.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 260 000 € HT, plafonné à 182 400 € HT.

Localisation géographique :
- BENNECOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	247 619,00	95,24%
HONORAIRES	12 381,00	4,76%
Total	260 000,00	100,00%

Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	82 080,00	31,57%
DEPARTEMENT 78 - Acquis	63 840,00	24,55%
COMMUNE	114 080,00	43,88%
Total	260 000,00	100,00%

DOSSIER N° 16003583 - CREATION D'UN PREAU AUX ATELIERS TECHNIQUES MUNICIPAUX - LES-LOGES-EN-JOSAS

Dispositif : Contrats ruraux (n° 00000207)
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	70 000,00 € HT	45,00 %	31 500,00 €
	Montant total de la subvention		31 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DES LOGES EN JOSAS
Adresse administrative : PL LOUIS GRENIER
78350 LES LOGES-EN-JOSAS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Caroline DOUCERAIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 janvier 2019 - 25 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune des Loges-en-Josas (1 486 habitants - INSEE 2015) propose l'opération "Création d'un préau aux ateliers techniques municipaux".
Le site des ateliers techniques municipaux étant équipé d'un unique bâtiment fermé, les divers matériels et matériaux (remorques, sel, matériaux de construction, ...) sont entreposés à l'air libre tout comme les différents véhicules techniques. Afin de protéger ces éléments des intempéries, la commune prévoit la création d'un préau qui sera implanté en fond de parcelle et offrira une surface couverte de 200 m² environ. Pour compléter ces travaux, une clôture périphérique et un portail coulissant seront posés. Enfin, des cuves de récupération des eaux pluviales seront installées.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS n° 16003581.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 150 000 € HT, plafonné à 70 000€ HT.

Localisation géographique :
- LES LOGES-EN-JOSAS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	130 544,50	87,03%
Honoraires	19 455,50	12,97%
Total	150 000,00	100,00%

Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	31 500,00	21,00%
Département 78 - Acquise	24 500,00	16,33%
Commune	94 000,00	62,67%
Total	150 000,00	100,00%

DOSSIER N° 18010170 - CRUR RESTAURATION DE LA PLACE CENTRALE (MAIRIE-CIMETIERE-EGLISE) - SOINDRES (78)

Dispositif : Contrats ruraux (n° 00000207)
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	60 000,00 € HT	45,00 %	27 000,00 €
	Montant total de la subvention		27 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SOINDRES
Adresse administrative : 3 RTE DE MANTES
78200 SOINDRES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jacky LAVIGOGNE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 janvier 2019 - 31 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Soindres (672 habitants INSEE 2015) propose l'opération suivante : "Restauration de la place centrale (mairie-cimetière-église)". La place centrale de la commune située devant la mairie, le cimetière et l'église est vétuste et doit être rénovée. Les marches très vétustes nécessitent une réhabilitation afin d'accéder en toute sécurité à l'église et au cimetière. De plus, il est indispensable de créer un accès adapté pour les personnes à mobilité réduite.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS n°16012295.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 134 837 € HT, plafonné à 60 000 € HT.

Localisation géographique :
- SOINDRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	127 337,00	94,44%
HONORAIRES	7 500,00	5,56%
Total	134 837,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	27 000,00	20,02%
DEPARTEMENT 78	21 000,00	15,57%
COMMUNE	86 837,00	64,40%
Total	134 837,00	100,00%

DOSSIER N° 15006878 - CRUR - TRANSFORMATION DE LA BIBLIOTHEQUE EN SALLE DE CLASSE DE L'ECOLE PRIMAIRE - FONTENAY-LE-VICOMTE (91)

Dispositif : Contrats ruraux (n° 00000207)
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	51 000,00 € HT	40,00 %	22 950,00 €
		Montant total de la subvention	22 950,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FONTENAY LE VICOMTE
Adresse administrative : RUE DE LA MAIRIE
91540 FONTENAY-LE-VICOMTE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Luc GOUARIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2016 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : -Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, bureau de contrôle, CSPS, OPC), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable . La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

-Autorisation de démarrage anticipé des travaux en raison de la nécessité de pouvoir accueillir les élèves à la rentrée de septembre, à partir du 1er août 2018.

Description :
La commune de Fontenay le Vicomte (1 260 habitants - INSEE 2015) propose l'opération "Transformation de la bibliothèque en salle de classe de l'école primaire".
Les travaux porteront sur un bâtiment indépendant abritant actuellement la bibliothèque. Ils consisteront en la démolition partielle d'une partie du bâtiment, en la rénovation de la toiture (charpente et couverture) et au ravalement des façades et des ouvertures. La plomberie et le chauffage seront également optimisés.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération est estimé à 60 711 € HT, plafonné à 51 000 €.

Localisation géographique :

- FONTENAY-LE-VICOMTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	50 765,10	83,62%
HONORAIRES	9 946,00	16,38%
Total	60 711,10	100,00%

Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	22 950,00	37,80%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 91 ACQUIS	17 850,00	29,40%
COMMUNE	19 911,10	32,80%
Total	60 711,10	100,00%

DOSSIER N° 15014961 - CRUR REHABILITATION DE LA SALLE POLYVALENTE - FREMAINVILLE (95)

Dispositif : Contrats ruraux (n° 00000207)
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	80 000,00 € HT	45,00 %	36 000,00 €
	Montant total de la subvention		36 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FREMAINVILLE
Adresse administrative : RUE DES ORMETEAUX
95450 FREMAINVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Marcel ALLEGRE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 janvier 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Frémainville (470 habitants - INSEE 2015) propose l'opération suivante : "Réhabilitation de la salle polyvalente".

La salle, construite en 1970, accueille les activités sportives, culturelles et festives ainsi que les réunions familliales ou administratives. Elle se compose d'une grande salle, d'une petite cuisine et de sanitaires vétustes.

Ce bâtiment ne répond plus aux normes en vigueur et aux besoins actuels et à venir et nécessite une intervention permettant d'y remédier. Les travaux consistent à réaliser :
des salles modulables, des locaux pour le rangement et le stockage, des travaux d'isolation (pour remédier aux pertes énérgétqiues) et l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite (PMR).

Ce contrat ne donne pas lieu à l'obligation de recruter un stagiaire.
Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 125 180 € HT plafonné 80 000 € HT.

Localisation géographique :

- FREMAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	125 180,00	100,00%
Total	125 180,00	100,00%

Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	36 000,00	28,76%
CONSEIL DEPARTEMENTAL acquis	24 000,00	19,17%
COMMUNE	65 180,00	52,07%
Total	125 180,00	100,00%

DOSSIER N° EX043212 - COR - AMENAGEMENT DE VOIRIE : VOIE COMMUNALE N°3 (ROUTE DE BOHAIRE) - VOULTON (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	202 180,00 € HT	40,00 %	80 872,00 €
	Montant total de la subvention		80 872,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE VOULTON
Adresse administrative	:	7 RUE DES PLATANES 77560 VOULTON
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Martial DORBAIS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 22 mars 2018 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Voulton (312 habitants - INSEE 2015) propose l'opération "Aménagement de voirie : voie communale n°3 (route de Bohaire)".

Le projet prévoit la réfection de la voirie, de la sortie du hameau de Saint-Martin-des-Champs jusqu'à la voie communale n°2 menant au centre-bourg de Voulton.

L'état de la chaussée est de mauvaise qualité. La route comporte des affaissements et ponctuellement des nids de poule. La chaussée, d'une largeur variant de 3m à 3,20m, est empruntée par les bus scolaires.

Les travaux envisagés permettront de reprendre les affaissements qui touchent 325 m² de voirie, puis de renforcer la chaussée avec la pose d'un enrobé de 6 mm d'épaisseur qui servira de nouvelle couche de

roulement.

Afin de faciliter le croisement des véhicules les plus larges, 4 espaces de croisement de 20m de long chacun seront créés dans les accotements, en plus de celui existant déjà au niveau de la ferme de Bohaire. Plus globalement, un dérasement des accotements est prévu sur plus de 2 500m de linéaire, avec la mise en oeuvre de graves pour les stabiliser.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VOULTON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	189 250,00	93,60%
HONORAIRES	12 930,00	6,40%
Total	202 180,00	100,00%

Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	80 872,00	40,00%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	60 654,00	30,00%
COMMUNE	60 654,00	30,00%
Total	202 180,00	100,00%

DOSSIER N° 18015157 - COR - AMENAGEMENT DE VOIRIE : HAMEAU ET ROUTE DE GIMBROIS - VOULTON (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	167 820,00 € HT	40,00 %	67 128,00 €
	Montant total de la subvention		67 128,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE VOULTON
Adresse administrative : 7 RUE DES PLATANES
77560 VOULTON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Martial DORBAIS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 22 mars 2018 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Voulton (312 habitants - INSEE 2015) propose l'opération "Aménagement de voirie : hameau et route de Gimbrois".

La route de Gimbrois est une voie d'accès au village de Voulton depuis la route départementale D204. La chaussée communale présente un état dégradé nécessitant une rénovation de la voirie circulable en renforçant la structure existante.

Les travaux envisagés permettront d'intervenir sur les affaissements constatés et d'installer de part et d'autre de la voie deux grilles d'évacuation des eaux pluviales vers le rû existant au niveau de la ferme de Gimbrois. La pose d'un enrobé de 6 mm d'épaisseur servira de nouvelle couche de roulement sur toute la largeur de la chaussée de 4,10m.

Par ailleurs, la délimitation des entrées d'habitation sera matérialisée avec la pose de bordurettes et la signalisation horizontale des deux arrêts de bus existants sera refaite.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en considération dans la fiche IRIS EX043212.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 173 085,00€ HT, plafonné à 167 820,00€ HT.

Localisation géographique :

- VOULTON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	162 015,00	93,60%
HONORAIRES	11 070,00	6,40%
Total	173 085,00	100,00%

Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	67 128,00	38,78%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	50 346,00	29,09%
COMMUNE	55 611,00	32,13%
Total	173 085,00	100,00%

DOSSIER N° 17014259 - COR - REFECTION DE L'ENDUIT DE LA FACADE ARRIERE DE L'EGLISE ET DE LA SACRISTIE - COMMUNE DE BOULEURS (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	45 731,00 € HT	40,00 %	18 292,40 €
	Montant total de la subvention		18 292,40 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOULEURS
Adresse administrative : COMMUNE BOULEURS
77580 BOULEURS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Monique BOURDIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Bouleurs (1 498 habitants - INSEE 2015) propose l'opération "réfection de l'enduit de la façade arrière de l'église et de la sacristie".

La commune souhaite poursuivre la sauvegarde de son église du XIIè siècle qui n'est pas protégée au titre des Monuments Historiques. La façade avant a pu bénéficier de travaux en 2005, mais l'enduit de la façade arrière présente des dégradations qu'il est nécessaire de traiter.

L'opération concerne la réfection de 471 m² de surface murale. Les travaux prévus consistent à réaliser une purge des enduits existants puis un nettoyage par jet à haute pression des supports préparés. Ils comprennent le comblement des fissures, le traitement des joints et la finition des encadrements de baies.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en considération dans la fiche IRIS EX024331.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 54 523 € HT, plafonné à 45 731 € HT.

Localisation géographique :

- BOULEURS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	54 523,00	100,00%
Total	54 523,00	100,00%

Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	18 292,40	33,55%
DEPARTEMENT 77 - Acquise	13 719,30	25,16%
COMMUNE	22 511,30	41,29%
Total	54 523,00	100,00%

DOSSIER N° EX043213 - COR - CONSTRUCTION D'UNE SALLE POLYVALENTE - COMMUNE DE CHARMENTRAY (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 € HT	40,00 %	148 000,00 €
	Montant total de la subvention		148 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE CHARMENTRAY
Adresse administrative	:	39 RUE DES DEUX JUMEAUX 77410 CHARMENTRAY
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Bernard LENFANT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 janvier 2019 - 30 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Charmentray (269 habitants - Insee 2015) propose l'opération "Construction d'une salle polyvalente".
La commune ne dispose d'aucun espace de convivialité répondant aux besoins d'une population de plus en plus jeune et active. Ainsi, la municipalité projette la construction d'un bâtiment sur un terrain lui appartenant, à proximité immédiate de la mairie et de l'école.

Le bâtiment, d'une superficie de plancher de 141 m² sera implanté sur toute la largeur de la parcelle, sur une longueur d'environ 20 m.
Il se composera des éléments suivants :
- un parvis accessible depuis la place de la mairie,
- un espace végétalisé en fond de parcelle permettant de prolonger la salle polyvalente vers l'extérieur : création d'un espace pédagogique pour les enfants de l'école, de bancs pour créer un lieu convivial, de plantations de végétaux et arbustes et la réalisation d'un cheminement minéral.
- une salle polyvalente, ouverte sur le jardin en fond de parcelle comprennant une entrée principale et une entrée de service, des vestiaire, des sanitaires, un office et des rangements.

La construction sera réalisée avec une ossature bois et une isolation en fibre végétale.
Une toiture à double pente avec une couverture en tuiles traditionnelles est prévue.

Le projet fait le choix de l’aluminium pour les menuiseries. Les façades seront enduites à la chaux laissant apparaitre des poteaux en bois.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 398 181,52 € HT. La subvention maximum de 148 000 € correspond à un taux de 40% de la base subventionnable plafonnée à 370 000 € HT

Localisation géographique :
- CHARMENTRAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
COÛT DE L'OPERATION	398 181,52	100,00%
Total	398 181,52	100,00%

Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	148 000,00	37,17%
DEPARTEMENT 77 (sollicitée)	111 000,00	27,88%
COMMUNE	139 181,52	34,95%
Total	398 181,52	100,00%

DOSSIER N° EX043214 - COR - RENOVATION ET REAMENAGEMENT DU BATIMENT ROBERT DUBOIS - MAINCY (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	272 300,00 € HT	40,00 %	108 920,00 €
	Montant total de la subvention		108 920,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE MAINCY
Adresse administrative	:	3 RUE ALFRED ET EDME SOMMIER 77950 MAINCY
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Madame SANDRINE BOSSARD, DIRECTRICE GENERALE DES SERVICES

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 14 octobre 2018 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, bureau de contrôle, CSPS, OPC), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable . La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Maincy (1 751 habitants - INSEE 2015) propose l'opération « Rénovation et réaménagement du bâtiment Robert Dubois ».

La salle polyvalente Robert Dubois a été construite en 1974. Située au cœur du village, cette salle est un élément incontournable de la vie de la commune. Elle accueille la plupart des associations sportives et culturelles de Maincy et héberge depuis 2017, un accueil de loisirs péri et extrascolaire.

Le projet consiste en la rénovation du bâtiment, qui intègrera les observations de la commission sécurité suite aux inondations de 2016, nécessaires à la réouverture de l'établissement. Les travaux porteront ainsi sur le remplacement des portes du hall, de la chaufferie et la création d'une issue de secours en remplacement de l'accès aux réserves, suivant la nouvelle configuration des locaux et sur la rénovation

des sanitaires au sous-sol. Pour un fonctionnement sécurisé et simultané des activités sportives et de loisirs, un nouvel accès sera créé au niveau du gymnase en complément de l'entrée principale. Par ailleurs, seront effectués dans le cadre de cette opération des aménagements extérieurs destinés aux personnes à mobilité réduite (PMR) ainsi que la mise en place d'un monte-personnes entre le hall principal et la salle de sports utilisable en salle polyvalente.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MAINCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX ET HONORAIRES	272 300,00	100,00%
Total	272 300,00	100,00%

Libellé	Montant	%
CONSEIL REGIONAL ILE DE FRANCE	108 920,00	40,00%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 77 sollicité	81 690,00	30,00%
COMMUNE	81 690,00	30,00%
Total	272 300,00	100,00%

DOSSIER N° 18015335 - COR - CREATION D'UN CITY STADE - MAINCY (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	84 000,00 € HT	40,00 %	33 600,00 €
		Montant total de la subvention	33 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MAINCY
Adresse administrative : 3 RUE ALFRED ET EDME SOMMIER
77950 MAINCY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Alain PLAISANCE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Maincy (1 751 habitants - INSEE 2015) propose l'opération « Création d'un City Stade».
La réalisation de ce city stade est prévue dans le square Germaine Sommier, situé au centre du village.
L'objectif est de permettre un accès libre et gratuit à un équipement où sportifs et spectateurs puissent se retrouver dans un espace sécurisé. L'implantation du lieu limitera les nuisances sonores liées à cette activité. Par ailleurs, la commune a fait l'acquisition d'un espace beaucoup plus vaste pour permettre dans un avenir proche d'ajouter une aire de jeux pour les 6/12 ans, un parcours de santé, une table de ping-pong etc.
Les matériaux sélectionnés sont en acier. Les travaux consistent en la réalisation d'une plateforme de 364 m², ainsi que des aménagements d'accès répondant aux normes pour les personnes à mobilité réduite (PMR). Pour permettre la pratique de différentes activités sportives, le city stade sera pourvu d'équipements nécessaires, tels que des buts pour le football, le hockey et le hand, l'installation de poteaux de basket, de poteaux et de filets multisports (volley, badminton, mini-tennis, tennis-ballon). Enfin, la sécurisation du site sera assurée par l'installation d'une vidéo surveillance.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS n°EX043214.

Localisation géographique :

- MAINCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	84 000,00	100,00%
Total	84 000,00	100,00%

Libellé	Montant	%
CONSEIL REGIONAL ILE DE FRANCE	33 600,00	40,00%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 77 sollicité	25 200,00	30,00%
COMMUNE	25 200,00	30,00%
Total	84 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX043211 - COR - AGRANDISSEMENT DE LA SALLE DE RESTAURATION DE L'ECOLE PRIMAIRE ET MATERNELLE – SOLERS (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	204 285,71 € HT	40,00 %	81 714,28 €
	Montant total de la subvention		81 714,28 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE SOLERS
Adresse administrative	:	RUE DE LA TOURNELLE 77111 SOLERS
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Gilles GROSLEVIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Solers (1 283 habitants – INSEE 2015) propose l'opération « agrandissement de la salle de restauration de l'école primaire et maternelle ».

La cantine scolaire a aujourd'hui une capacité de 50 places seulement, ce qui oblige le personnel à répartir la restauration sur trois services de 40 minutes. Le projet a pour objectif d'agrandir la salle du réfectoire de 30 m². Cette extension sera supportée par la mise en place de poteaux placés à l'intérieur de la structure. La capacité d'accueil sera ainsi portée à 100 élèves.
Accolée à des couvertures à quatre pentes (réfectoire et préau existants), la toiture de l'extension sera plate et des chéneaux reprendront les eaux pluviales des bâtiments existants.
Afin d'améliorer les conditions acoustiques dans le réfectoire, des panneaux seront mis en place. Un auvent sera créé. Un drainage des eaux pluviales alimentera les plantations présentes aux abords du groupe scolaire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l’opération est estimé à 230 000 € HT, plafonné à 204 285,71 €.

Localisation géographique :

- SOLERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	230 000,00	100,00%
Total	230 000,00	100,00%

Libellé	Montant	%
CONSEIL REGIONAL ILE DE FRANCE	81 714,28	35,53%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 77 sollicité	61 285,71	26,65%
DETR sollicitée	18 000,00	7,83%
COMMUNE	69 000,01	30,00%
Total	230 000,00	100,00%

DOSSIER N° 18015332 - COR - REHABILITATION D'UN BATIMENT COMMUNAL EN FAVEUR DES ASSOCIATIONS – SOLERS (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	165 714,29 € HT	40,00 %	66 285,72 €
	Montant total de la subvention		66 285,72 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE SOLERS
Adresse administrative	:	RUE DE LA TOURNELLE 77111 SOLERS
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Gilles GROSLEVIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Solers (1 283 habitants – INSEE 2015) propose l'opération « Réhabilitation d'un bâtiment communal en faveur des associations ».

Ancien local technique, cette grange aujourd'hui inoccupée d'une surface de 110 m² est située en plein cœur de village et nécessite une réhabilitation, aucun travaux n'ayant été entrepris depuis 20 ans. Afin de transformer cet espace mis à disposition des associations de la commune, les travaux permettront une réhabilitation en gardant l'esprit architectural briard. Un accès pour les personnes à mobilité réduite (PMR) est prévu. Enfin, construite sur un étage, elle est pourvue d'un terrain de 327 m² attenant permettant le stationnement de véhicules.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération est estimé à 336 498 € HT, plafonné à 165 714,29 €.

Localisation géographique :
- SOLERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	336 498,00	100,00%
Total	336 498,00	100,00%

Libellé	Montant	%
CONSEIL REGIONAL ILE DE FRANCE	66 285,72	19,70%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 77 Sollicité	49 714,29	14,77%
COMMUNE	220 497,99	65,53%
Total	336 498,00	100,00%

DOSSIER N° EX043133 - COR CONSTRUCTION D'UNE SALLE POLYVALENTE - AIGREMONT (78)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	240 000,00 € HT	40,00 %	96 000,00 €
		Montant total de la subvention	96 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'AIGREMONT
Adresse administrative : 5 PLACE DU CHATEAU
78240 AIGREMONT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Samuel BENOUDIZ, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 décembre 2017 - 31 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (coordination de chantier, bureau de contrôle, frais de dossier..) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune d'Aigremont (1155 habitants INSEE 2015) propose l'opération suivante : "Construction d'une salle polyvalente"
Le programme consiste à réaliser une salle polyvalente de 200 m² équipée d'un office, vestiaire, sanitaires et stockage. L'ancien presbytère attenant doit être intégré au projet. L'ensemble bâti est composé en trois volumes qui communiquent en rez-de-chaussée :
- en rez-de-chaussée, il regroupe la séquence d'entrée (porche, accueil) et les services (sanitaires, stockage, technique). En partie supérieure, il se transforme en escalier, terrasse et prolongement du jardin,
- un volume en pente qui s'ouvre sur la place et le jardin : il accueille la salle polyvalente et permet un apport en lumière sud/ouest. Enfin, il génère une vue depuis l'intérieur de la salle sur la forêt et le presbytère,
- l'ancien presbytère qui rassemble en rez-de-chaussée l'office et le vestiaire. Il s'ouvre également sur le jardin en R+1, en conservant son activité de club de pétanque.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 538 495 € HT plafonné à 240 000 € HT.

Localisation géographique :

- AIGREMONT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	480 800,00	89,29%
HONORAIRES	57 696,00	10,71%
Total	538 496,00	100,00%

Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	96 000,00	17,83%
DEPARTEMENT 78 (AVEC EXTENSION) - Sollicité	109 000,00	20,24%
AUTRE FINANCEMENT	117 000,00	21,73%
COMMUNE	216 496,00	40,20%
Total	538 496,00	100,00%

DOSSIER N° 18015215 - COR EXTENSION ET MISE AUX NORMES DE LA MAIRIE - AIGREMONT (78)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	130 000,00 € HT	40,00 %	52 000,00 €
	Montant total de la subvention		52 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'AIGREMONT
Adresse administrative : 5 PLACE DU CHATEAU
78240 AIGREMONT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Samuel BENOUDIZ, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 décembre 2017 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (coordination de chantier, bureau de contrôle, frais de dossier..) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune d'Aigremont (1155 habitants INSEE 2015) propose l'opération suivante : "Extension et mise aux normes de la mairie"
Suite à l'acquisition du bâtiment contigu à l'actuelle mairie, le projet prend en compte, la connexion à chaque étage entre les deux bâtiments, les réaménagements et redistributions nécessaires au nouveau fonctionnement de l'équipement, la fusion des comptages d'eau, de gaz et d'électricité, la redistribution des réseaux en conséquence, les travaux d'accessibilité PMR aux niveaux du rez-de-chaussée et de l'étage de l'équipement, le ravalement de la façade du bâtiment nouvellement acquis afin d'unifier la façade ouest de la future mairie. Les travaux seront réalisés en deux phases continues permettant le maintien de l'activité sur site.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS EX043133.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 287 205 € HT plafonné à 130 000 € HT.

Localisation géographique :
- AIGREMONT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	253 150,00	88,14%
HONORAIRES	34 055,00	11,86%
Total	287 205,00	100,00%

Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	52 000,00	18,11%
DEPARTEMENT 78- Sollicité	39 000,00	13,58%
AUTRE FINANCEMENT	85 058,00	29,62%
COMMUNE	111 147,00	38,70%
Total	287 205,00	100,00%

DOSSIER N° EX043134 - COR REFECTION TOTALE DU TERRAIN D'HONNEUR DE FOOTBALL - CHAVENAY (78)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	230 431,00 € HT	40,00 %	92 172,40 €
	Montant total de la subvention		92 172,40 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE CHAVENAY
Adresse administrative	:	PLACE DE L' EGLISE 78450 CHAVENAY
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Denis FLAMANT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 6 juin 2018 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (coordination de chantier, bureau de contrôle, frais de dossier..) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Chavenay (1 889 habitants INSEE 2015) propose l'opération suivante : "Réfection totale du terrain d'honneur de football".
Le terrain d'honneur de football a été réalisé dans le courant des années 1980. Réalisé avec peu de moyens financiers, l'opération a connu quelques erreurs de conception :
- la terre ayant servie à la création du terrain est une terre de remblais,
- il n'a pas été réalisé de drainage du terrain, ni donné de "forme" au terrain ce qui empêche une bonne évacuation des eaux de pluie.
Malgré des actions d'entretien régulières et la réalisation de réfections partielles, l'état du terrain n'a fait quese dégrader au fil du temps. Le terrain ne peut plus accueillir les différentes équipes de football. Il faut donc entreprendre des travaux de rénovation. Le projet permet une réfection en profondeur du terrain en corrigeant les défauts existants et en le complétant d'équipements tels qu'une clôture pour en contrôler l'accès, des bancs de touche, une lisse tout autour du terrain.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 268 500 € HT plafonné à 230 431 € HT.

Localisation géographique :

- CHAVENAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	253 500,00	94,41%
HONORAIRES	15 000,00	5,59%
Total	268 500,00	100,00%

Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	92 172,40	34,33%
DEPARTEMENT 78 (AVEC EXTENSION) - Sollicité	80 550,00	30,00%
COMMUNE	95 777,60	35,67%
Total	268 500,00	100,00%

DOSSIER N° 18015161 - COR AMENAGEMENT DES JARDINS D'ADRIENNE- CHAVENAY (78)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	139 569,00 € HT	40,00 %	55 827,60 €
		Montant total de la subvention	55 827,60 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHAVENAY
Adresse administrative : PLACE DE L' EGLISE
78450 CHAVENAY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Denis FLAMANT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 6 juin 2018 - 30 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (coordination de chantier, bureau de contrôle, frais de dossier..) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Chavenay (1 889 habitants INSEE 2015) propose l'opération suivante : "Aménagement des jardins d'Adrienne".
La commune dispose d'un espace peu exploité considéré comme un espace de respiration" et également comme un réservoir de biodiversité à développer.
Les principaux objectifs du projet sont les suivants :
- mise en valeur d'un terrain communal actuellement en friche,
- mise en valeur du patrimoine et de l'histoire de Chavenay autour de l'eau et du bief du moulin de "Mortmoulin",
- enrichissement de la biodiversité,
- création d'un nouveau lieu de vie et de rencontre entre les générations,
- aménagement de plusieurs espaces de jeux et de détente :
    * tables et bancs pour les repas en extérieur,
    * jeux rustiques pour les enfants,

* parcours sportifs de santé,
* plaine de jeux,
* pose de bancs.

- développement de terrains pédagogiques pour les enfants des écoles autour des espaces potagers et du verger,
- création d'une nouvelle sente piétonne permettant de réaliser un cheminement sécurisé pour les enfants de la rue de Beynes lors de leurs déplacements vers l'école et les équipements sportifs de la commune.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS EX043134.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 139 569 € HT.

Localisation géographique :

- CHAVENAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	119 544,00	85,65%
HONORAIRES	20 025,00	14,35%
Total	139 569,00	100,00%

Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	55 827,60	40,00%
DEPARTEMENT 78	41 871,00	30,00%
COMMUNE	41 870,40	30,00%
Total	139 569,00	100,00%

DOSSIER N° EX043104 - COR RESTAURATION DE L'EGLISE ET AMENAGEMENTS DES ABORDS - COMMUNE DE MILLEMONT (78)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	220 000,00 € HT	40,00 %	88 000,00 €
	Montant total de la subvention		88 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE MILLEMONT
Adresse administrative	:	2 PLACE MAURICE RICHARD 78940 MILLEMONT
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Madame Annie JOSEPH, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 6 septembre 2017 - 30 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Millemont (251 habitants - INSEE 2015) propose l'opération "Restauration de l'église avec l'aménagement de ses abords". L'église de Saint-Martin et Saint-Maurice est un édifice de style néo-classique, construit en 1842.

Suite à des désordres importants et des remontées d'humidité, des travaux urgents sont d'abord à mener sur cet édifice : la restauration du beffroi, des travaux de ravalement, de drainage ainsi qu'une restauration de la toiture. L'espace vert bordé de grands arbres dans lequel l'église est situé va être aménagé pour y créer un cheminement piétonnier et y implanter des bancs. En complément, il est prévu de créer des places de stationnement.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 285 517 € HT, plafonné à 220 000 € HT.

Localisation géographique :
- MILLEMONT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	26 500,00	9,28%
TRAVAUX	259 017,00	90,72%
Total	285 517,00	100,00%

Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	88 000,00	30,82%
DEPARTEMENT 78 - Sollicité	66 000,00	23,12%
COMMUNE	131 517,00	46,06%
Total	285 517,00	100,00%

DOSSIER N° 18014740 - COR AMENAGEMENTS DU PARC LUDIQUE - COMMUNE DE MILLEMONT (78)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	67 200,00 € HT	40,00 %	26 880,00 €
	Montant total de la subvention		26 880,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE MILLEMONT
Adresse administrative	:	2 PLACE MAURICE RICHARD 78940 MILLEMONT
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Madame Annie JOSEPH, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 janvier 2019 - 30 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Millemont (251 habitants - INSEE 2015) propose l'opération "Aménagement d'un parc ludique au centre du village".

La commune est dotée d'un espace vert ponctué d'arbres remarquables, d'une superficie d'environ 5000 m2, au centre du village (en face de la mairie, au croisement de la rue de l'église et de la rue Georges Béjot). Cet espace est utilisé comme boulodrome et occasionnellement comme terrain pour la pratique du sport.

Le projet sur ce site est d'aménager un plateau d'évolution sportive pour le jeu et la détente de tous, avec la mise en place de mobilier urbain.
Cet espace permettra de créer du lien social et de dynamiser le centre bourg avec un lieu où tous les habitants peuvent se rencontrer.

Dans le cadre du contrat d'aménagement régional, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS EX043104.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût de l'opération est estimé à 79 450 € HT, plafonné à 67 200 € HT.

Localisation géographique :

- MILLEMONT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	6 000,00	7,55%
TRAVAUX	73 450,00	92,45%
Total	79 450,00	100,00%

Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	26 880,00	33,83%
DEPARTEMENT 78 - Sollicité	20 160,00	25,37%
COMMUNE	32 410,00	40,79%
Total	79 450,00	100,00%

DOSSIER N° 18014741 - COR REFECTION DE LA COUVERTURE DE LA MAIRIE - COMMUNE DE MILLEMONT (78)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	41 000,00 € HT	40,00 %	16 400,00 €
	Montant total de la subvention		16 400,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE MILLEMONT
Adresse administrative	:	2 PLACE MAURICE RICHARD 78940 MILLEMONT
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Madame Annie JOSEPH, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 janvier 2019 - 31 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Millemont (251 habitants - INSEE 2015) propose l'opération "Réfection de la couverture de la mairie".

Le bâtiment de la mairie est caractéristique de l'architecture publique du 19ème siècle. Il regroupait plusieurs fonctions, la mairie, l'école ainsi qu'un logement pour l'instituteur.
Lors d'un précédent contrat rural, le bâtiment a été rénové et réaménagé pour une mise en conformité, en termes d'accessibilité, d'installation électrique et d'isolation. Aujourd'hui, la toiture du bâtiment, composée de tuiles plates, est fragilisée (tuiles poreuses et friables), ce qui implique une restauration pour sa préservation.

Dans le cadre du contrat d'aménagement régional, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS EX043104.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 52 927 € HT, plafonné à 41 000 € HT.

Localisation géographique :

- MILLEMONT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	52 927,00	100,00%
Total	52 927,00	100,00%

Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	16 400,00	30,99%
DEPARTEMENT 78 - Sollicité	12 300,00	23,24%
COMMUNE	24 227,00	45,77%
Total	52 927,00	100,00%

DOSSIER N° 18014742 - COR MISE AUX NORMES PMR DU CIMETIERE, DE L'EGLISE ET DE LA MAIRIE - COMMUNE DE MILLEMONT (78)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	41 800,00 € HT	40,00 %	16 720,00 €
	Montant total de la subvention		16 720,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE MILLEMONT
Adresse administrative	:	2 PLACE MAURICE RICHARD 78940 MILLEMONT
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Madame Annie JOSEPH, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 janvier 2019 - 30 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Millemont (251 habitants - INSEE 2015) propose l'opération "Mise aux normes PMR du cimetière, de l'église et de la mairie".
Le projet de la mairie consiste en une mise en conformité relative aux normes d'accessibilité des personnes à mobilité réduite de trois équipements publics : la mairie, l'église et le cimetière.

Dans le cadre du contrat d'aménagement régional, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS EX043104.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 54 000 € HT, plafonné à 41 800 € HT.

Localisation géographique :
- MILLEMONT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	5 000,00	9,26%
TRAVAUX	49 000,00	90,74%
Total	54 000,00	100,00%

Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	16 720,00	30,96%
DEPARTEMENT 78 - Sollicité	12 540,00	23,22%
COMMUNE	24 740,00	45,81%
Total	54 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX043141 - COR REHABILITATION DE LA NOUVELLE MAIRIE - COMMUNE DE POIGNY LA FORET (78)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 € HT	40,00 %	148 000,00 €
	Montant total de la subvention		148 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE POIGNY LA FORET
Adresse administrative	:	1 PLACE MAURICE HUDE 78125 POIGNY-LA-FORET
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur PIERRE DUBOIS, Maire adjoint

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 22 mai 2018 - 31 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Poigny la Forêt (993 habitants - INSEE 2015) propose l'opération "réhabilitation de la nouvelle mairie".

Les locaux actuels de la mairie datent du 19éme siècle. Ils sont inadaptés à l'ouverture au public, et la mise aux normes d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite est quasiment impossible et très coûteuse. La commune a décidé de transférer les services administratifs de la mairie au sein d'un bâtiment acquis récemment, afin d'améliorer l'accueil du public et répondre aux exigences d'accessibilité.

Pour adapter ce nouvel espace à l'acceuil du public, la réhabilitation comprend :
- le remplacement des huisseries et l'isolation des plafonds
- la réfection des sols
- la mise aux normes du système électrique

- la rénovation du système de chauffage
- la mise en accessibilité aux personnes à mobilité réduite
- la création d'une salle des mariages.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 416 846 € HT, plafonné à 370 000 € HT.

Localisation géographique :
- POIGNY-LA-FORET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	37 896,00	9,09%
TRAVAUX	378 950,00	90,91%
Total	416 846,00	100,00%

Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	148 000,00	35,50%
DEPARTEMENT (78) - Sollicité	111 000,00	26,63%
COMMUNE	157 846,00	37,87%
Total	416 846,00	100,00%

DOSSIER N° EX043193 - COR MISE AUX NORMES DE BATIMENTS PUBLICS - COMMUNE DE PONTHEVRARD (78)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	133 550,00 € HT	40,00 %	53 420,00 €
	Montant total de la subvention		53 420,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE PONTHEVRARD
Adresse administrative	:	5 PLACE DE LA MAIRIE 78730 PONTHEVRARD
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur OLIVIER NOEL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Ponthévrard (622 habitants - INSEE 2015) propose l'opération "Mise aux normes des bâtiments publics".

L'opération consiste à une mise en conformité de trois bâtiments publics : l'école de la forêt, la mairie et la médiathèque.

Les travaux prévus sur les trois équipements publics sont :
- la mise aux normes pour les personnes à mobilité réduite
- la mise en place de portes coupe-feu, de baies vitrées avec des portes anti-paniques
- la rénovation des huisseries pour performer les économies d'énergie
- la mise aux normes de l'électricité et l'installation d'un système d'alarme

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût de l'opération est estimé à 175 446 € HT, plafonné à 133 550 € HT.

Localisation géographique :

- PONTHEVRARD

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	175 446,00	100,00%
Total	175 446,00	100,00%

Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	53 420,00	30,45%
DETR	29 327,00	16,72%
DEPARTEMENT - Sollicité	40 065,00	22,84%
COMMUNE	52 634,00	30,00%
Total	175 446,00	100,00%

DOSSIER N° EX042992 - COR - CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT D'UNE ECOLE MATERNELLE - COURANCES (91)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 € HT	40,00 %	148 000,00 €
	Montant total de la subvention		148 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE COURANCES
Adresse administrative	:	4 RUE DU MOULIN 91490 COURANCES
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Madame Espérance VIEIRA, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2018 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Courances (357 habitants - INSEE 2015) propose l'opération "Construction et aménagement d'une école maternelle".
Ce projet consiste à construire et aménager une école maternelle à Courances. Le bâtiment sera implanté à côté de l'actuelle école primaire.
Plusieurs pièces sont prévues :
- une salle de classe, d'une surface de plus de 93 m2, pouvant accueillir environ 25 élèves,
- un dortoir d'une surface voisine de 80 m2,
- différentes pièces annexes dont deux sanitaires (un pour les garçons, un pour les filles), un local pour le stockage de produits d'entretien, un local dédié aux ordures ménagères, etc.
L'utilisation de chanvre est choisie comme matériau d'isolation.

En accord avec le rectorat, cette école maternelle pourra accueillir les enfants de la commune de Courances et de Dannemois dans le cadre d'un Regroupement Pédagogique Intercommunal. Des études

sont en cours pour accueillir également les enfants de la commune de Videlles.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération est estimé à 487 827 € HT, plafonné à 370 000 € HT.

Localisation géographique :

- COURANCES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	407 594,00	83,55%
HONORAIRES ET ETUDES	61 139,00	12,53%
AMENAGEMENT ET MOBILIER	19 094,00	3,91%
Total	487 827,00	100,00%

Libellé	Montant	%
CONSEIL REGIONAL ILE DE FRANCE	148 000,00	30,34%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 91 sollicité	111 000,00	22,75%
COMMUNE	117 827,00	24,15%
DSIL - ETAT sollicité	111 000,00	22,75%
Total	487 827,00	100,00%

DOSSIER N° EX043142 - COR - CREATION D'UNE AIRE DE JEUX POUR ENFANTS AU PLAN D'EAU - SACLAS (91)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	72 263,00 € HT	40,00 %	28 905,20 €
	Montant total de la subvention		28 905,20 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE SACLAS
Adresse administrative	:	19 RUE DE LA MAIRIE 91690 SACLAS
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Yves GAUCHER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Saclas (1 813 habitants - Insee 2015) propose l'opération "Création d'une aire de jeux pour enfants au plan d'eau".
La commune souhaite installer une structure multi-activités pour les enfants de 2 à 12 ans afin qu'ils possèdent un espace qui leur soit entièrement réservé, situé sur le chemin de l'école.
Cette structure, ludique et modulaire, aux thèmes colorés et attractifs permet à l'enfant de développer ses fonctions de motricité, de stimuler son imagination, d'exercer une activité sportive, de travailler la socialisation des plus jeunes, tout en s'épanouissant en toute sécurité.
Elle sera réalisée sur une surface circulaire globale de 165 m2 permettant l'installation d'une table pique-nique au niveau des accès du jeu pour les petits, pour une surveillance accrue des parents.
Elle est composée de deux tours agrémentées par des fleurs et feuilles géantes, d'un double toboggan, de tunnel, de filet d'escalade et d'un plan incliné. Des motifs rivières, splash et des pas japonais agrémentent ce mobilier qui sera installé sur un sol amortissant réglementaire.
Une 2ème table de pique-nique et deux jeux à ressorts viennent compléter cette aire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SACLAS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	72 263,00	100,00%
Total	72 263,00	100,00%

Libellé	Montant	%
CONSEIL REGIONAL ILE-DE-FRANCE	28 905,20	40,00%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 91 sollicitée	21 678,90	30,00%
COMMUNE	21 678,90	30,00%
Total	72 263,00	100,00%

DOSSIER N° 18015151 - COR - AMENAGEMENT DE LA RUE PASTEUR - SACLAS (91)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	78 612,00 € HT	40,00 %	31 444,80 €
	Montant total de la subvention		31 444,80 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SACLAS
Adresse administrative : 19 RUE DE LA MAIRIE
91690 SACLAS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Yves GAUCHER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2021 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Saclas (1 813 habitants - Insee 2015) propose l'opération "Aménagement de la rue Pasteur".
La commune poursuit ses travaux d'aménagement et de mise en sécurité de la voirie en requalifiant la rue Pasteur.
Cette voie est dangereuse. Elle va être mise en accessibilité par la création de trottoirs PMR et sécurisée. Il est envisagé la fourniture et la pose de bordures, la fourniture et la pose de caniveaux, d'un géotextile, d'avaloir, la fourniture et mise en œuvre de grave et d'enrobé.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en considération dans la fiche IRIS n° EX043142.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux est estimé à 105 793 € HT, plafonné à 78 612 €.

Localisation géographique :

- SACLAS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	105 793,00	100,00%
Total	105 793,00	100,00%

Libellé	Montant	%
CONSEIL REGIONAL ILE DE FRANCE	31 444,80	29,72%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 91 Sollicité	23 583,60	22,29%
COMMUNE	50 764,60	47,98%
Total	105 793,00	100,00%

DOSSIER N° 18015152 - COR - REHABILITATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC - MISE EN PLACE DE LAMPES LED - SACLAS (91)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	99 131,00 € HT	40,00 %	39 652,40 €
	Montant total de la subvention		39 652,40 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SACLAS
Adresse administrative : 19 RUE DE LA MAIRIE
91690 SACLAS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Yves GAUCHER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 janvier 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Saclas (1 813 habitants - Insee 2015) propose l'opération "Réhabilitation de l'éclairage public - mise en place de lampes LED".
La commune souhaite rénover son parc d'éclairage public.
Il est prévu la dépose des anciennes lampes transformateurs, amorceurs et câblage des lanternes. Par ailleurs, il sera procédé au remplacement des lanternes et des ampoules vétustes. La commune souhaite ainsi moderniser son parc d'éclairage public en le transformant progressivement par des matériaux basse consommation.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en considération dans la fiche IRIS n° EX043142.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux est estimé à 99 380 € HT, plafonné à 99 131 €.

Localisation géographique :
- SACLAS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	99 380,00	100,00%
Total	99 380,00	100,00%

Libellé	Montant	%
CONSEIL REGIONAL ILE DE FRANCE	39 652,40	39,90%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 91 sollicitée	29 739,30	29,92%
COMMUNE	29 988,30	30,18%
Total	99 380,00	100,00%

DOSSIER N° 18015153 - COR - AMENAGEMENT DU CHEMINEMENT PIETON DE LA RUE DE SOUPPLAINVILLE - SACLAS (91)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	119 994,00 € HT	40,00 %	47 997,60 €
	Montant total de la subvention		47 997,60 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE SACLAS
Adresse administrative	:	19 RUE DE LA MAIRIE 91690 SACLAS
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Yves GAUCHER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 janvier 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Saclas (1 813 habitants - Insee 2015) propose l'opération "Aménagement du cheminement piéton de la rue de Soupplainville".
La commune a entamé depuis plusieurs années un programme d'aménagement et de mise en sécurité de la voirie. Plusieurs secteurs ont été traités comme le centre-ville avec des travaux d'infrastructure permettant de limiter la vitesse de la circulation routière rue de la Mairie, et de délimiter l'espace dévolu aux piétons par l'implantation de potelets, assurant ainsi la sécurité.
Le nouveau secteur à traiter concerne les rues des Louveries et de Soupplainville.
Pour la rue de Louveries, il s'agit d'y réaliser l'enfouissement des réseaux et l'aménagement d'un cheminement piétons notamment pour la sécurité des enfants. En effet, cette rue permet l'accès au parc de loisirs et à différents équipements publics tels que les écoles, le stade de football, le tennis, le centre de loisirs, le gymnase, le terrain d'évolution...
Afin de poursuive les efforts engagés, il a été décidé d'étendre cet aménagement à la rue de Soupplainville.
Pour laquelle il est prévu une sécurisation et un embellissement par la réalisation de trottoirs des deux côtés de la rue avec création d'un cheminement pour personne à mobilité réduite et la réfection de la voirie.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise

en considération dans la fiche IRIS n° EX043142.

Localisation géographique :

- SACLAS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	111 994,00	100,00%
Total	111 994,00	100,00%

Libellé	Montant	%
CONSEIL REGIONAL ILE DE FRANCE	47 997,60	40,00%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 91 sollicitée	35 998,20	30,00%
COMMUNE	35 998,20	30,00%
Total	119 994,00	100,00%

DOSSIER N° EX043136 - COR - CONSTRUCTION D'UNE MAISON MEDICALE - NESLES LA VALLEE (95)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 € HT	40,00 %	148 000,00 €
	Montant total de la subvention		148 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE NESLES LA VALLEE MAIRIE
Adresse administrative	:	PLACE ARISTIDE PARTOIS 95690 NESLES-LA-VALLEE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Philippe GUEROULT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 janvier 2019 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Nesles-la-Vallée (1 801 habitants - INSEE 2015) propose l'opération "Construction d'une maison de santé".
Le bâtiment retenu pour cette opération est très bien situé, en cœur de bourg, à l'intersection de la rue Pierre Pilon, du boulevard de Verdun et de la Place Aristide Partois, en face de la mairie, juste à côté d'un parking public.
Envie de conserver des professionnels de santé sur son territoire, la commune a décidé de créer un pôle médical sur un site communal qui sera loué à une association regroupant plusieurs salariés des secteurs liés aux soins de santé, à la rééducation et la réadaptation : deux médecins, un dentiste, des kinésithérapeutes, des infirmières, un ostéopathe notamment ont fait part de leur intérêt pour ce projet.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 632 745 € HT plafonné à 370 000 € HT.

Localisation géographique :

- NESLES-LA-VALLEE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	632 745,00	100,00%
Total	632 745,00	100,00%

Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	148 000,00	23,39%
DEPARTEMENT 95 - Sollicité	111 000,00	17,54%
ETAT	183 921,50	29,07%
COMMUNE	189 823,50	30,00%
Total	632 745,00	100,00%

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 28/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 28/01/2019

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-045

DU 24 JANVIER 2019

POLITIQUE RÉGIONALE RELATIVE AUX PARCS NATURELS RÉGIONAUX
-
FRAIS DE STRUCTURE 2019 : ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'environnement ;

VU Le Code de l'urbanisme ;

VU La Loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages ;

VU Le décret du 30 juillet 2008 portant classement du Parc naturel régional du Vexin français ;

VU Le décret n° 2011-465 en date du 27 avril 2011 portant renouvellement du classement du Parc naturel régional du Gâtinais français ;

VU Le décret n° 2011-1430 en date du 3 novembre 2011 portant classement du Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse ;

VU Le décret n° 2018-750 du 28 août 2018 portant prorogation du classement du Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse ;

VU Le décret n° 2018-751 du 28 août 2018 portant prorogation du classement du Parc naturel régional du Gâtinais français ;

VU Le décret n° 2018-752 du 28 août 2018 portant prorogation du classement du Parc naturel régional du Vexin français ;

VU La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 relative au Contrat de plan Etat/Région 2015-2020 et sa signature le 9 juillet 2015 ;

VU La délibération n° CR 58-15 du 19 juin 2015 relative à la mise en œuvre du volet territorial du CPER 2015-2020 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ; modifiée par la délibération n° CR 162 du 22 septembre 2017 « simplifier le fonctionnement du Conseil régional » ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 2017-184 du 23 novembre 2017 adoptant les orientations régionales des nouveaux contrats de parcs naturels régionaux (2018 – 2020) ;

VU La délibération n° CP 2018-043 du 24 janvier 2018 relative aux contrats de parc des Parcs naturels régionaux de la Haute Vallée de Chevreuse, du Gâtinais Français, et du Vexin Français ;

VU Le budget de la Région Ile de France pour l'année 2019 ;

VU l'avis de la commission de la ruralité et de l'agriculture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU le rapport n°CP 2019-045 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre au titre des frais de structure des PNR au financement des Syndicats mixtes d'aménagement et de gestion des Parcs naturels régionaux de la Haute Vallée de Chevreuse, du Vexin français, du Gâtinais français et de Oise-Pays de France, détaillés dans les fiches projets ci-jointes en annexe 1, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 3 854 391,00 €.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 3 854 391,00 €, disponible sur le chapitre 937 ' Environnement ', code fonctionnel 76 ' Patrimoine naturel ', programme PR76-002 (476002) ' Parcs Naturels Régionaux ', action 476002066 ' Soutien au fonctionnement des PNR ', du budget 2019.

Ces affectations relèvent du Contrat de Plan 2015-2020, Volet 6 ' Volet territorial ', sous volet 62 ' Accompagner les territoires péri-urbains ruraux et les pôles de centralité ', action 623 ' Parcs naturels régionaux '

Article 2 :

Approuve la convention relative aux frais de structure ci-jointe en annexe 2.

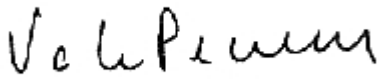
Subordonne l'attribution de la subvention pour le Parc naturel régional Oise-Pays de France, au titre des frais de structure 2019, définis dans la fiche projet n° 18014671 ci-jointe en annexe 1, à la conclusion de cette convention et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Article 3 :

Affecte, dans le cadre du lancement d'un marché en 2019 pour animer la concertation pour l'élaboration du Plan Régional de l'Alimentation francilienne, une autorisation d'engagement d'un montant de **25 000,00 €** disponible sur le chapitre budgétaire 939 «

Action économique », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche et agro-industrie », programme HP 93-001 (193001) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro-alimentaire », action 19300112 « Soutien aux filières » du budget 2019.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 - FICHES PROJET

DOSSIER N° 18015156 - PNR DU VEXIN FRANCAIS : FRAIS DE STRUCTURE 2019

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR (n° 00000611)
Délibération Cadre : CR09-15 du 18/02/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002066- Soutien au fonctionnement des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	1 367 511,00 € TTC	100,00 %	1 367 511,00 €
	Montant total de la subvention		1 367 511,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative : CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal
Représentant : Monsieur MARC GIROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'affectation de l'ensemble des frais de structure de l'année 2019.

Description :
Il s'agit de verser la participation financière régionale au titre des frais de structure du PNR du Vexin français pour l'année 2019.
Les frais de structure englobent toutes les dépenses récurrentes liées au fonctionnement du Syndicat mixte : charges de personnel, achat d'études, prestations de services, gestion courante (eau, électricité, chauffage, carburant, fournitures administratives, fournitures d'entretien et de petit équipement, frais postaux et télécommunication), transports de biens et collectifs, frais de déplacements liés à des missions.

Localisation géographique :

- DROCOURT
- FOLLAINVILLE-DENNEMONT
- GOMMECOURT
- BRUEIL-EN-VEXIN
- JAMBVILLE
- JUZIERS
- LAINVILLE-EN-VEXIN
- MONTALET-LE-BOIS
- SAILLY
- SAINT-MARTIN-LA-GARENNE
- BOISSY-L'AILLERIE
- BREANCON
- BRIGNANCOURT
- CHARS
- CORMEILLES-EN-VEXIN
- FREMECOURT
- GRISY-LES-PLATRES
- HARAVILLIERS
- LE HEAULME

- MARINES
- MONTGEROULT
- NEUILLY-EN-VEXIN
- SANTEUIL
- MEZY-SUR-SEINE
- OINVILLE-SUR-MONTCIENT
- TESSANCOURT-SUR-AUBETTE
- VAUX-SUR-SEINE
- EVECQUEMONT
- FONTENAY-SAINT-PERE
- GAILLON-SUR-MONTCIENT
- GARGENVILLE
- GUERNES
- GUITRANCOURT
- MAGNY-EN-VEXIN
- MAUDETOUR-EN-VEXIN
- MONTREUIL-SUR-EPTE
- OMERVILLE
- RONQUEROLLES
- SAINT-CLAIR-SUR-EPTE
- SAINT-CYR-EN-ARTHIES
- SAINT-GERVAIS
- WY-DIT-JOLI-VILLAGE
- FREMAINVILLE
- GADANCOURT
- LONGUESSE
- THEUVILLE
- ARRONVILLE
- BERVILLE
- ENNERY
- EPIAIS-RHUS
- GENICOURT
- HEDOUVILLE
- HEROUVILLE
- LABBEVILLE
- LIVILLIERS
- MENOUVILLE
- NESLES-LA-VALLEE
- VALLANGOUJARD
- LE BELLAY-EN-VEXIN
- CLERY-EN-VEXIN
- COMMENY
- GOUZANGREZ
- GUIRY-EN-VEXIN
- MOUSSY
- NUCOURT
- LE PERCHAY
- CHAMPAGNE-SUR-OISE
- PARMAIN
- AUVERS-SUR-OISE
- BUTRY-SUR-OISE
- VALMONDOIS
- ABLEIGES
- AVERNES
- SAGY
- SERAINCOURT
- THEMERICOURT
- US
- VIGNY
- AMENUCOURT
- CHAUSSY
- CHERENCE
- HAUTE-ISLE
- LA ROCHE-GUYON
- VETHEUIL
- VIENNE-EN-ARTHIES
- VILLERS-EN-ARTHIES
- AINCOURT
- AMBLEVILLE
- ARTHIES
- BANTHELU
- BRAY-ET-LU
- BUHY
- LA CHAPELLE-EN-VEXIN
- CHARMONT
- FROUVILLE
- GENAINVILLE
- CONDECOURT
- COURCELLES-SUR-VIOSNE
- HODENT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 24 janvier 2019 - CP2019-045

DOSSIER N° 18014674 - PNR DE LA HAUTE VALLEE DE CHEVREUSE : FRAIS DE STRUCTURE 2019

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR (n° 00000611)
Délibération Cadre : CR09-15 du 18/02/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002066- Soutien au fonctionnement des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	1 122 141,00 € TTC	100,00 %	1 122 141,00 €
	Montant total de la subvention		1 122 141,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE BP 73
78160 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'affectation de l'ensemble des frais de structure pour l'année 2019.

Description :
Il s'agit de verser la participation financière régionale au titre des frais de structure du PNR de la Haute Vallée de Chevreuse pour l'année 2019.
Les frais de structure englobent toutes les dépenses récurrentes liées au fonctionnement du Syndicat mixte : charges de personnel, achat d'études, prestations de services, gestion courante (eau, électricité, chauffage, carburant, fournitures administratives, fournitures d'entretien et de petit équipement, frais postaux et télécommunication), transports de biens et collectifs, frais de déplacements liés à des missions.

Localisation géographique :

- MAGNY-LES-HAMEAUX
- CLAIREFONTAINE-EN-YVELINES
- HERMERAY
- POIGNY-LA-FORET
- RAIZEUX
- RAMBOUILLET
- SONCHAMP
- VIEILLE-EGLISE-EN-YVELINES
- JOUARS-PONTCHARTRAIN
- AUFFARGIS
- LES BREVIAIRES

- LES ESSARTS-LE-ROI
- LE PERRAY-EN-YVELINES
- SAINT-LEGER-EN-YVELINES
- BAZOCHES-SUR-GUYONNE
- BONNELLES
- BULLION
- LA CELLE-LES-BORDES
- CERNAY-LA-VILLE
- CHATEAUFORT
- CHEVREUSE
- CHOISEL
- DAMPIERRE-EN-YVELINES
- GALLUIS
- GAMBAIS
- GAMBAISEUIL
- GROSROUVRE
- LEVIS-SAINT-NOM
- LONGVILLIERS
- MAREIL-LE-GUYON
- MERE
- LE MESNIL-SAINT-DENIS
- LES MESNULS
- MILON-LA-CHAPELLE
- MONTFORT-L'AMAURY
- LA QUEUE-LES-YVELINES
- ROCHEFORT-EN-YVELINES
- SAINT-FORGET
- SAINT-LAMBERT
- SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE
- SAINT-REMY-L'HONORE
- SENLISSE
- LE TREMBLAY-SUR-MAULDRE
- BOULLAY-LES-TROUX
- COURSON-MONTELOUP
- FONTENAY-LES-BRIIS
- FORGES-LES-BAINS
- GOMETZ-LA-VILLE
- JANVRY
- SAINT-JEAN-DE-BEAUREGARD
- GIF-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 24 janvier 2019 -

DOSSIER N° 18014673 - PNR DU GÂTINAIS FRANCAIS : FRAIS DE STRUCTURE 2019

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR (n° 00000611)
Délibération Cadre : CR09-15 du 18/02/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002066- Soutien au fonctionnement des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	1 057 739,00 € TTC	100,00 %	1 057 739,00 €
	Montant total de la subvention		1 057 739,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GATINAIS FRANCAIS
Adresse administrative	:	20 BOULEVARD DU MARECHAL LYAUTEY 91490 MILLY-LA-FORET
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte
Représentant	:	Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'affectation de l'ensemble des frais de structure de l'année 2019.

Description :
Il s'agit de verser la participation financière régionale au titre des frais de structure du PNR du Gâtinais français pour l'année 2019.
Les frais de structure englobent toutes les dépenses récurrentes liées au fonctionnement du Syndicat mixte : charges de personnel, achat d'études, prestations de services, gestion courante (eau, électricité, chauffage, carburant, fournitures administratives, fournitures d'entretien et de petit équipement, frais postaux et télécommunication), transports de biens et collectifs, frais de déplacements liés à des missions.

Localisation géographique :
- GIRONVILLE
- PRINGY
- SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY
- BOUTIGNY
- ARBONNE-LA-FORET
- BARBIZON
- CELY
- CHAILLY-EN-BIERE
- FLEURY-EN-BIERE
- PERTHES
- SAINT-GERMAIN-SUR-ECOLE
- SAINT-MARTIN-EN-BIERE
- SAINT-SAUVEUR-SUR-ECOLE
- VILLIERS-EN-BIERE

- ACHERES-LA-FORET
- AMPONVILLE
- BOISSY-AUX-CAILLES
- BOULANCOURT
- BURCY
- BUTHIERS
- LA CHAPELLE-LA-REINE
- CHATENOY
- CHEVRAINVILLIERS
- FROMONT
- GARENTREVILLE
- GUERCHEVILLE
- LARCHANT
- NANTEAU-SUR-ESSONNE
- ORMESSON
- RECLOSES
- RUMONT
- TOUSSON
- URY
- LE VAUDOUE
- VILLIERS-SOUS-GREZ
- COURANCES
- DANNEMOIS
- MILLY-LA-FORET
- MOIGNY-SUR-ECOLE
- ONCY-SUR-ECOLE
- SOISY-SUR-ECOLE
- BAULNE
- CERNY
- CHAMPCUEIL
- CHEVANNES
- LA FERTE-ALAIS
- AUVERS-SAINT-GEORGES
- BOISSY-LE-CUTTE
- BOURAY-SUR-JUINE
- CHAMARANDE
- JANVILLE-SUR-JUINE
- VILLENEUVE-SUR-AUVERS
- BOUVILLE
- LA FORET-SAINTE-CROIX
- PUISELET-LE-MARAIS
- VALPUISEAUX
- BOIGNEVILLE
- BROUY
- BUNO-BONNEVAUX
- CHAMPMOTTEUX
- COURDIMANCHE-SUR-ESSONNE
- D'HUISON-LONGUEVILLE
- GUIGNEVILLE-SUR-ESSONNE
- MAISSE
- MONDEVILLE
- ORVEAU
- PRUNAY-SUR-ESSONNE
- VAYRES-SUR-ESSONNE
- VIDELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 24 janvier 2019 -

DOSSIER N° 18014671 - FRAIS DE STRUCTURE 2019 DU PNR OISE-PAYS DE FRANCE

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR (n° 00000611)
Délibération Cadre : CR09-15 du 18/02/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002066- Soutien au fonctionnement des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	307 000,00 € TTC	100,00 %	307 000,00 €
	Montant total de la subvention		307 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR PARC NAT REGION OISE
Adresse administrative : 48 RUE D'HERIVAUX BP 6
60560 ORRY LA VILLE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Patrice MARCHAND, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'affectation de l'ensemble des frais de structure de l'année 2019

Description :
Il s'agit de verser la participation financière régionale au titre des frais de structure du PNR Oise Pays de France pour l'année 2019.
Les frais de structure englobent toutes les dépenses récurrentes liées au fonctionnement du Syndicat mixte : charges de personnel, achat d'études, prestations de services, gestion courante (eau, électricité, chauffage, carburant, fournitures administratives, fournitures d'entretien et de petit équipement, frais postaux et télécommunication), transports de biens et collectifs, frais de déplacements liés à des missions.

Localisation géographique :
- BELLEFONTAINE
- CHATENAY-EN-FRANCE
- CHAUMONTEL
- EPINAY-CHAMPLATREUX
- JAGNY-SOUS-BOIS
- LASSY
- LUZARCHES
- MAREIL-EN-FRANCE

- VILLIERS-LE-SEC
- ASNIERES-SUR-OISE
- SEUGY
- VIARMES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

ANNEXE 2 - CONVENTION

PARC NATUREL REGIONAL OISE-PAYS DE FRANCE
CONVENTION - FRAIS DE STRUCTURE 2019

La **Région d'Ile-de-France** dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PÉCRESSE, en vertu de la délibération n° _____du _____,
ci-après dénommée « *la Région* »

d'une part,

Le **Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion** du Parc naturel régional Oise-Pays de France, dont le siège est situé au Château de la Borne Blanche, 60560 Orry-la-Ville représenté par son Président, Monsieur Patrice MARCHAND, autorisé par délibération du Comité syndical du _____,
ci-après dénommé « le *Parc* »

d'autre part.

***APRES AVOIR RAPPELE* :**

La charte du parc naturel régional Oise-Pays de France approuvé par la délibération n° CR19-03 et notamment ses axes prioritaires d'intervention, dans laquelle la présente convention s'inscrit :

- Axe 1 : Maîtriser l'évolution du périmètre
- Axe 2 : Préserver et mettre en valeur le patrimoine du territoire
- Axe 3 : Assurer un développement qualitatif et durable du territoire
- Axe 4 : Le Parc, un territoire d'échanges.

Le Contrat de plan État-Région (CPER) 2015 – 2020, approuvé par la délibération du Conseil régional d'Ile-de-France n° CR 53-15 du 18 juin 2015, prévoit la poursuite du soutien financier régional aux PNR, et d'établir de nouveaux contrats jusqu'en 2020, de manière à accompagner les missions des parcs de manière dynamique et pluriannuelle sur la mandature, tout en respectant la temporalité du CPER à laquelle les financements sont adossés.

Sans attendre le contrat de Parc, dont les orientations régionales ont été validées par délibération en Conseil régional de novembre 2017 (n° CR2017-184 du 24 novembre 2017), il est nécessaire d'organiser pour 2019, de façon bipartite, le soutien financier apporté au Parc naturel régional Oise-Pays de France pour son fonctionnement 2019 par la Région Ile-de-France.

Conformément aux statuts du Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional Oise-Pays de France, les participations au financement de la structure du Parc sont fixées par le contrat de Parc.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Afin de répondre aux objectifs ci-dessus rappelés, le Syndicat Mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional Oise-Pays de France a défini dans son budget prévisionnel 2019 un montant de frais de structure à hauteur de 307 000 € (annexe 1).

Ils correspondent aux dépenses récurrentes liées au fonctionnement du Syndicat mixte : charges de personnel (cf. annexe 2 : organigramme et frais de structure 2019 fléchés par catégorie du Parc), gestion courante (eau, électricité, chauffage, carburant, fournitures administratives, fournitures d'entretien et de petit équipement, frais postaux et télécommunication), transports de biens et collectifs, frais de déplacements liés à des missions et toutes autres dépenses de fonctionnement régulières ne figurant pas au contrat de parc (entretien courant de la Maison du Parc, communication institutionnelle).

Article 2 : ENGAGEMENTS DU PARC POUR 2019

Le Parc s'engage à déployer les moyens nécessaires à la mise en œuvre de sa Charte et à :

1 • Porter à la connaissance de la Région Ile-de-France, tous les projets de modifications concernant les statuts du Parc.

2 • Fournir à la Région Ile-de-France, dans les six mois de l'année suivante, un bilan des crédits consommés au cours de l'année écoulée (compte administratif et compte de gestion) ainsi qu'un rapport d'activités indiquant les opérations réalisées et leur niveau d'avancement.

3 • Faciliter le contrôle par la Région Ile-de-France ou par toute personne habilitée à cet effet, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

4 • Conserver l'ensemble des pièces justificatives de l'emploi des fonds pendant 10 ans à compter de l'expiration de la convention.

5 • Faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées aux dépenses de structure faisant l'objet de la présente convention.

Article 3 : ENGAGEMENTS DE LA REGION ILE-DE-FRANCE

Dans le cadre du budget de la Région Ile-de-France pour 2019, la Région s'engage à soutenir financièrement le Parc pour la réalisation de ses objectifs définis dans sa Charte, en participant aux dépenses relatives aux frais de structure estimés à 307 000 € pour l'année 2019.

La subvention correspondante, au titre de l'année 2019, est versée en une seule fois.

Les modalités du soutien régional au fonctionnement des Parcs pour la suite de la programmation seront précisées dans le nouveau Contrat de Parc.

Article 4 : SUIVI DE LA CONVENTION

En complément des réunions financeurs, il est institué un comité de suivi en vue d'assurer la bonne exécution de la convention.

Ce comité fait, autant de fois que nécessaire, le point sur l'état d'avancement de la convention tant sur les aspects positifs que sur les difficultés rencontrées. Il peut proposer des réajustements au cas où des événements extérieurs interfèrent de façon significative et incontestable dans la gestion des projets.

Ce comité de suivi, dont le secrétariat est pris en charge par le Parc, est composé d'au minimum un représentant des services administratifs de chaque partenaire.

Article 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le versement de la subvention est effectué sur le compte établi au nom du Parc :
Code banque : .....
Code guichet : .....
N° compte : .....
Clé RIB : .....
Domiciliation : .....

Le comptable assignataire est, pour la Région, le Receveur Général des Finances de Paris - Trésorier payeur général de la Région d'Île-de-France.

La subvention est versée selon les modalités définies par le Règlement budgétaire et financier de la Région approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Ainsi, à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, et en l'absence de demande de versement par le bénéficiaire à l'administration régionale, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

Le versement de la subvention intervient après appel de fonds du bénéficiaire sur présentation des comptes annuels de N-1 de l'organisme visés par le représentant légal du Parc et le comptable public.

Article 6 : CONDITIONS FINANCIERES DE LA CONVENTION

L'éventuel arrêt des financements apportés par la Région ne saurait obliger les autres partenaires du Parc à prendre en charge les compléments de financement nécessaires au fonctionnement de la structure du Parc.

Article 7 : RESTITUTION EVENTUELLE DE LA SUBVENTION

Il est procédé à la restitution de la subvention versée en cas de résiliation de la convention dans les conditions prévues à l'article 9 ci-dessous.

Article 8 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa notification, elle expire 30 jours ouvrés après la transmission à la Région du compte d'emploi de la subvention définie à l'article 3 ci-dessus.

Article 9 : RESILIATION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide. Dans ce cas, il est adressé au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la décision de résiliation est adressée au bénéficiaire. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. À cette date, il est procédé à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement, total ou partiel, de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire.

La présente convention comporte 2 annexes :

Annexe 1 : projet de budget prévisionnel 2019 du Syndicat Mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional Oise-Pays de France

Annexe 2 : organigramme 2019 et tableau des agents fléchés par catégorie du Parc naturel régional Oise-Pays de France

Fait en 2 exemplaires originaux

A Saint-Ouen, le _____

Pour la Région Île-de-France,
La Présidente du Conseil régional

Valérie PÉCRESSE

Le _____

Pour le Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional Oise-Pays de France,
Le Président

Patrice MARCHAND

ANNEXE 1

BUDGET PREVISIONNEL DE FONCTIONNEMENT 2019
DEPENSES

Charges à caractère général	**360 600,00 €**
6042 - Achats prestations de services	40 000,00 €
60611 - Eau et assainissement	500,00 €
60612 - Énergie - Électricité	16 000,00 €
60622 - Carburants	5 000,00 €
60623 - Alimentation	1 800,00 €
60628 - Autres fournitures non stockées	500,00 €
60631 - Fournitures d'entretien	3 000,00 €
60632 - Fournitures de petit équipement	4 000,00 €
6064 - Fournitures administratives	10 000,00 €
61521 - Entretien de terrains	14 000,00 €
615221 - Entretien et réparations bâtiments publics	20 000,00 €
615231 - Entretien et réparations voiries	5 000,00 €
61551 - Entretien et réparations sur matériel roulant	10 000,00 €
61558 - Autres biens mobiliers (remplacement panneaux)	15 000,00 €
6156 - Maintenance	25 000,00 €
6161 - Assurance multirisques	30 000,00 €
6182 - Documentation générale et technique	8 000,00 €
6184 - Versements à des organismes de formation	1 500,00 €
6185 - Frais de colloques et séminaires	5 000,00 €
6225 - Indemnités au comptable et aux régisseurs	800,00 €
6227 - Frais d'actes et de contentieux	10 000,00 €
6231 - Annonces et insertions	6 000,00 €
6232 - Fêtes et cérémonies	2 000,00 €
6237 - Publications	30 000,00 €
6251 - Voyages et déplacements	9 000,00 €
6256 - Missions	5 000,00 €
6257 - Réceptions	3 000,00 €
6261 - Frais d'affranchissement	35 000,00 €
6262 - Frais de télécommunications	10 000,00 €
627 - Services bancaires et assimilés	500,00 €
6281 - Concours divers (cotisations...)	25 000,00 €
6283 - Frais de nettoyage des locaux	10 000,00 €
Charges de personnel et frais assimilés	**972 800,00 €**
6218 - Autre personnel extérieur	7 800,00 €
6331 - Versement de transport	2 320,00 €
6332 - Cotisations versées au F.N.A.L.	500,00 €
6336 - Cotisations CNFPT et Centres de gestion	14 000,00 €
6338 - Autres impôts, taxes , ...sur rémunérations	1 700,00 €
64111 - Rémunération principale	299 000,00 €
64112 - NBI, SFT et indemnité de résidence	5 600,00 €
64118 - Autres indemnités	99 000,00 €
64131 - Rémunérations	272 000,00 €
64138 - Autres indemnités	13 500,00 €
6451 - Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	130 600,00 €
6453 - Cotisations aux caisses de retraite	110 700,00 €

BUDGET PREVISIONNEL DE FONCTIONNEMENT 2019
DEPENSES

6454 - Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	15 700,00 €
6456 - Versement au F.N.C du supplément familial	150,00 €
6475 - Médecine du travail, pharmacie	230,00 €
Autres charges de gestion courante	**29 500,00 €**
651 - Redevances pour concessions, brevets, licences, logiciels ..	12 000,00 €
6531 - Indemnités	15 000,00 €
6533 - Cotisations de retraite	2 500,00 €
TOTAL DES DEPENSES	**1 362 900,00 €**

BUDGET PREVISIONNEL DE FONCTIONNEMENT 2019
RECETTES

Dotation et participation	
Participation de la Région Ile-de-France	307 000,00 €
Participation de la Région Hauts de France	370 000,00 €
Participation du Département de l'Oise	220 900,00 €
Participation des communes	310 000,00 €
Participation de l'Etat	100 000,00 €
Participation de l'Union Europenne	55 000,00 €
TOTAL DES RECETTES	**1 362 900,00 €**

ANNEXE 2

ORGANIGRAMME

Directrice	Fonctionnaire - cadre A	Ingénieur principal
Chargé de mission patrimoine naturel	Fonctionnaire - cadre A	Ingénieur
Chargée de mission environnement	Contractuelle - cadre A	
Chargé de mission urbanisme	Contractuel - cadre A	
Chargé de mission SIG/évaluation	Fonctionnaire - cadre A	Ingénieur principal
Chargé de mission éducation à l'environnement et au patrimoine	Fonctionnaire - cadre A	Ingénieur
Architecte	Fonctionnaire - cadre A	Ingénieur
Chargée de mission Paysage	Fonctionnaire - cadre A	Ingénieur
Chargée de mission Tourisme	Fonctionnaire - cadre A	Ingénieur
Chargé de mission Patrimoine historique et culturel	Fonctionnaire - cadre A	Attaché de conservation du patrimoine
Chargé de mission Agriculture/forêt	Contractuelle - cadre A	
Animateur LEADER	Contractuel - cadre A	
Chargée de communication	Fonctionnaire - cadre A	Attachée
Responsable financière	Fonctionnaire - cadre C	Adjoint administratif 2ème cl principal
Secrétaire	Fonctionnaire - cadre C	Adjoint administratif 2ème cl
Secrétaire	Fonctionnaire - cadre C	Adjoint administratif 2ème cl
Secrétaire	Fonctionnaire - cadre C	Adjoint administratif 2ème cl

Administratif - Financier

■ Resp. admin. et financier / Jean VARJABEDIAN
j.varjabedian@parc-oise-paysdefrance.fr



Titulaire d'un Master2 «Gestion financière des collectivités locales»

A en charge l'élaboration et le suivi du budget, la gestion administrative du personnel, l'administration générale du syndicat mixte, les marchés...

■ Secrétaire comptable / Danielle BRIGHTON
d.brighton@parc-oise-paysdefrance.fr



Titulaire d'un CAP d'Aide comptable

Gère les opérations liées au budget. Assiste le responsable administratif et financierdans le suivi des opérations. A en charge le secrétariat des chargés de mission.

■ Secrétaire /Lysiane TROUVE
l.trouve@parc-oise-paysdefrance.fr



Titulaire d'une maîtrise de droit

Assure le secrétariat des chargés de mission. Assiste le responsable administratif et financier dans l'administration du syndicat mixte. A en charge les opérations liées au personnel.

■ Secrétaire accueil / Marie-France CAMIN
mf.camin@parc-oise-paysdefrance.fr

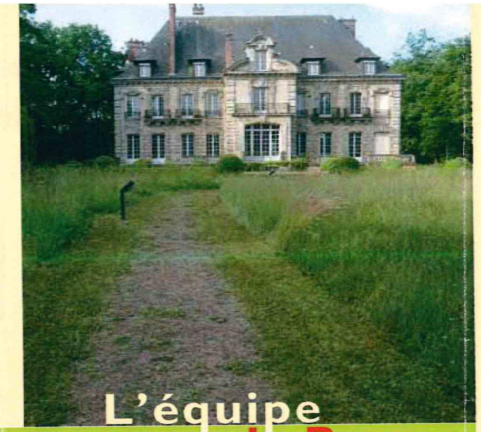


Titulaire d'un Bac Pro administration comptable et commercial

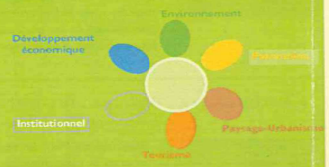
Assure l'accueil physique et téléphonique du public. Assure le secrétariat des chargés de mission. Assiste le responsable administratif et financier dans la procédure des marchés publics.

contact@parc-oise-paysdefrance.fr
Tel : 33 (0)3 44 63 65 65
Fax : 33 (0)3 44 63 65 60
www.parc-oise-paysdefrance.fr

Parc naturel régional Oise - Pays de France



L'équipe du Parc



Parc naturel régional Oise - Pays de France

Direction

■ Directrice / Sylvie CAPRON
s.capron@parc-oise-paysdefrance.fr



Titulaire d'un DESS "Aménagement du territoire"

A participé à la procédure de création du Parc en qualité de chargée de mission du Conseil régional de Picardie. Aintégré le Syndicat mixte du Parc le 1er juillet 2004.Assure la coordination de la mise en œuvre des actions définies par la Charte et décidées par les élus, le fonctionnement général du Syndicat mixte et la cohérence de l'équipe.

L'équipe technique se compose de 17 personnes

Chargés de mission

Patrimoine naturel / Jean-Luc HERCENT
jl.hercent@parc-oise-paysdefrance.fr



Recruté au Parc en septembre 2005. A en charge les dossiers relatifs au patrimoine naturel : corridors écologiques, milieux naturels, faune, flore, Natura 2000. Il assure également une fonction de conseil sur ces thématiques auprès des communes et des partenaires.

Urbanisme / Jean-Marc GIROUDEAU
jm.giroudeau@parc-oise-paysdefrance.fr



A intégré l'Association de préfiguration du Parc en septembre 1999. Développe les actions concernant la politique urbaine du Parc. Assiste les communes dans leurs projets d'aménagement. Assure le suivi des documents d'urbanisme.

Patrimoine culturel / François-Xavier BRIDOUX
fx.bridoux@parc-oise-paysdefrance.fr



Recruté au Parc en septembre 2006. A en charge les dossiers relatifs à la préservation et la mise en valeur du patrimoine historique et culturel. Assiste les porteurs de projets dans leurs projets de réhabilitation et de valorisation du patrimoine.

SIG - évaluation / Pascal LAMBERT
p.lambert@parc-oise-paysdefrance.fr



Recruté au Parc en octobre 2004. Est chargé de l'observatoire du territoire et de l'évaluation des politiques et actions menées par le Parc. Assure pour le compte de l'équipe, des communes et des partenaires, la production de données géographiques et cartographiques. A la responsabilité du WEBSIG.

Environnement / Coline LEPACHELET
c.lepachelet@parc-oise-paysdefrance.



Recrutée au Parc en novembre 2015. A en charge les dossiers environnement du Parc: eau, ressources minérales, déchets, énergies, risques, infrastructures... Met en place les programmes d'actions correspondants et assiste les communes et les partenaires dans leurs projets liés à l'environnement.

Paysage / Solange DUCHARDT
s.duchardt@parc-oise-paysdefrance.fr



Recrutée au Parc en février 2007.Met en place les actions relatives à la politique paysagère du Parc, en particulier les plans de paysage. Apporte conseils et avis quant à l'intégration paysagère des aménagements, des infrastructures. Assiste les communes et les porteurs de projets dans leurs projets d'aménagement.

Tourisme / Brigitte SOUVERAIN
b.souverain@parc-oise-paysdefrance.fr



Recrutée au Parc en juin 2007. Met en place les actions concernant le tourisme. Elle est chargée du lien entre le Parc et les offices de tourisme. Elle a la responsabilité de l'élaboration de la documentation touristique, de la mise en oeuvre du schéma d'accueil du public, de la circulation des véhicules motorisés dans les espaces naturels, de l'élabotation de produits touristiques"Parc"...

Education env. & patr./ Valérie MEMAIN
v.memain@parc-oise-paysdefrance.fr



Recrutée au Parc en septembre 2005. A pour mission l'élaboration des actions de sensibilisation à l'environment et au patrimoine auprès du grand public et la mise en place des programmes et des outils pédagogiques à destination des scolaires.

Agriculture - Forêt / Louise KROLCZYK
l.krolczyk@parc-oise-paysdefrance.fr



Recrutée au Parc en novembre 2016. A en charge les dossiers A pour mission d'accompagner les agriculteurs, les forestiers et les acteurs du territoire dans des actions relatives à la gestion durable des espaces agricoles et forestiers, au développement de l'agriculture, à la filière cheval, à la promotion de la gestion forestière et de la filière bois.

Architecture / Philippe MEURANT
p.meurant@parc-oise-paysdefrance.fr



Recruté au Parc en septembre 2010. A en charge la réhabilitation du patrimoine bâti, les cahiers de recommandations architecturales, la Maison du Parc, la promotion de la prise en compte de l'environnement dans la construction.... Assiste les collectivités et les acteurs en apportant conseils et appuis techniques.

Animateur LEADER / Florian KLINGELSCHMIDT
f.klingelschmidt@parc-oise-paysdefrance.fr



Recruté au Parc en janvier 2017. A en charge l'animation du programme LEADER.

Communication / Dorothée RULENCE
d.rulence@parc-oise-paysdefrance.fr



Recrutée au Parc en octobre 2006. A en charge la communication institutionnelle du Parc(plan de communication, éditions du Parc, outils de communication, relations presse, relations avec les organes de communication des collectivités et partenaires, site Internet, réseaux sociaux...)

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-028

DU 24 JANVIER 2019

POLITIQUE RÉGIONALE EN FAVEUR DU TOURISME EN ÎLE-DE-FRANCE

PREMIÈRE AFFECTATION 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 221-16 du 15 décembre 2016 relative à la création du Fonds pour le tourisme, modifiée par la délibération CP 2018-299 du 4 juillet 2018 ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à l'adoption de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée;

VU La délibération n° CR 2017-179 du 23 novembre 2017 relative à l'approbation du Schéma Régional de Développement du Tourisme et des Loisirs 2017-2021 ;

VU La délibération n° CP 2017-155 du 17 mai 2017 portant approbation de conventions relatives au dispositif du fonds régional pour le tourisme ;

VU La délibération n° CP 2018-210 du 30 mai 2018 relative à l'adoption des conventions d'objectifs et de moyens entre la Région et le CRT et la Région et les CaRT;

VU La délibération n° CP 2018-533 du 21 novembre 2018 relative à l'adoption de la convention entre la Région et Aéroports de Paris ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2019.

VU l'avis de la commission du tourisme ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-028 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif « fonds régional pour le tourisme » au financement des projets détaillés en annexe n°1 de la présente délibération par l'attribution de 4 subventions d'un montant maximum de **92 404 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type « investissement » ou « fonctionnement » adoptée par délibération n°CP 2017-155 du 17 mai 2017, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **32 404 €** sur le chapitre 909 «Action économique» code fonctionnel 95 «Tourisme et thermalisme» programme HP 95-001 (195001) «dispositifs régionaux en faveur du développement touristique» Action 19500109 « Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme » du budget 2019.

Affecte une autorisation d'engagement de **60 000 €** sur le chapitre 939 «Action économique» code fonctionnel 95 «Tourisme et thermalisme» programme HP 95-001 (195001) «dispositifs régionaux en faveur du développement touristique» Action 19500108 «Fonds de soutien au tourisme» du budget 2019.

Article 2 :

Décide d'attribuer au CRT une subvention de 7 000 000 € et aux CaRT une subvention de 756 000 € correspondant à 70% de leur subvention de fonctionnement 2019 :

- Affecte une autorisation d'engagement de **7 000 000 € en faveur du CRT** prélevée sur le chapitre 939 « action économique », code fonctionnel 95 « tourisme et thermalisme », programme HP95-002 (195002) « soutien aux organismes œuvrant dans le domaine du tourisme», action 19500201 « soutien aux organismes associés dans le domaine du tourisme » du budget 2019 (première affectation).

- Affecte une autorisation d'engagement de **756 000 € en faveur des CaRT** prélevée sur le chapitre 939 « action économique », code fonctionnel 95 « tourisme et thermalisme », programme HP95-002 (195002) « soutien aux organismes œuvrant dans le domaine du tourisme», action 19500201 « soutien aux organismes associés dans le domaine du tourisme » du budget 2019 (première affectation).

Article 3 :

Décide de participer financièrement au fonctionnement des points d'accueil dans les aéroports parisiens par l'attribution aux Centres d'accueil régionaux du tourisme (CaRT) d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **1 750 000 €.**

Affecte une autorisation d'engagement de **1 750 000 €** disponible sur le chapitre 939 « action économique », code fonctionnel 95 « tourisme et thermalisme », programme HP95-002 (195002) « soutien aux organismes œuvrant dans le domaine du tourisme», action 19500201 « soutien aux organismes associés dans le domaine du tourisme » du budget 2019 (première affectation).

Article 4 :

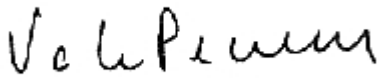
Dans l'article 2 de la délibération n°CP 2018-444 du 17 octobre 2018, il est ajouté alinéa ainsi rédigé :

« Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de cette dotation à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche projet en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016. »

Décide de remplacer la fiche projet n°18012979 approuvée par délibération n°CP 2018-444 du 17 octobre 2018 par la fiche projet figurant en annexe à la présente délibération.

Approuve l'avenant n°1 à la convention n°18012979 tel qu'il figure en annexe à la délibération, subordonne le versement de la dotation au CRT à la signature de celui-ci et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Fiches Projet

FONDS DE SOUTIEN AU TOURISME

AXE MODERNISATION ET TRANSITION NUMÉRIQUE

DOSSIER N° EX043113 - COMMUNE DE VINCENNES
Valorisation numérique et multilingue de l'offre touristique de Vincennes

Dispositif : Fonds pour le tourisme Investissement (n° 00001002)
Délibération Cadre : CR221-16 du 14/12/2016 modifiée par CP 2018-299 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 909-95-204142-195001-020
Action : 19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	108 015,00 € HT	30,00 %	32 404,00 €
	Montant total de la subvention		32 404,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VINCENNES
Adresse administrative : 53 RUE DE FONTENAY
94300 VINCENNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Charlotte LIBERT-ALBANEL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 janvier 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La valorisation numérique de l'offre touristique de Vincennes sera déclinée à travers deux actions :
1°) La création d'un nouveau site internet www.vincennes-tourisme.fr pour promouvoir la "Destination Vincennes", multilingue, intégré dans le dispositif APIDAE, dans la perspective du futur contrat de destination « Vincennes »,
2°) La sollicitation d'une assistance à maîtrise d'ouvrage permettant de définir le périmètre, le contenu et les modalités de mise en œuvre d'un projet de réalité virtuelle pour valoriser le patrimoine vincennois aujourd'hui disparu. Le projet concerne Vincennes dans son acceptation de "destination", c'est à dire incluant la promotion de tous les sites d'intérêt touristique, culturel et de loisirs comportant la "marque" Vincennes (le Bois, le Château, le Parc Floral, le Parc zoologique et les théâtres de la Cartoucherie).
La proposition d'un dispositif de réalité virtuelle constituerait un support attractif et inédit à Vincennes et permettrait de redynamiser l'offre de visites et d'animations auprès des visiteurs.
Par ailleurs, la Ville a été labellisée Ville d'art et d'histoire en 2012 pour la qualité de son patrimoine historique et architectural. L'opération de renouvellement des «panneaux du patrimoine » ainsi que la création de nouveaux supports s'inscrit dans ce contexte. Ces nouveaux panneaux répondront au double objectif d'améliorer l'accueil des visiteurs grâce à une information patrimoniale actualisée positionnée sur les flux pédestres, aux endroits stratégiques et d'en étendre l'accès aux visiteurs étrangers.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
1°) Concernant la création d'un nouveau site internet, la demande d'aide porte sur la réalisation de la prestation par une société qui sera retenue selon la procédure de marchés publics,
2°) Concernant le projet de réalité virtuelle, la demande d'aide ne porte que sur la phase préparatoire du projet confiée à une AMO. Cette phase d'étude préalable permettra de préciser le périmètre d'intervention, de procéder à un premier inventaire des ressources, d'effectuer des préconisations sur la composition du comité scientifique, d'établir un état des lieux des technologies existantes et des préconisations en fonction des publics visés, avec une indication sur les coûts associés et l'établissement d'un calendrier prévisionnel des grandes étapes de mise en œuvre.
3°) Concernant les 13 panneaux, la demande d'aide porte sur leur conception et leur réalisation. Ils seront répartis sur la quasi-totalité de la ville, en fonction de l'intérêt historique et patrimonial des sites touristiques à valoriser dans Vincennes. La création graphique devra intégrer la traduction des textes en 2 langues étrangères afin de répondre à la demande des touristes étrangers majoritairement accueillis à Vincennes (anglais ou anglophones et espagnols). Enfin une attention particulière sera accordée au choix des matériaux de ces panneaux qui devront être qualitatifs et s'intégrer au mieux dans l'environnement urbain.

Localisation géographique :
- VINCENNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Création et développement du site	40 885,00	37,85%
Hébergement et noms de domaine 2019	715,00	0,66%
Traductions	6 670,00	6,18%
Solution de billetterie	12 500,00	11,57%
Solution taxe de séjour	2 500,00	2,31%
AMO réalité augmentée	25 000,00	23,14%
Fourniture et pose des panneaux signalétique, reprise du sol lorsque nécessaire	17 390,00	16,10%
Graphisme panneaux et traductions	2 355,00	2,18%
Total	108 015,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	75 611,00	70,00%
Région	32 404,00	30,00%
Total	108 015,00	100,00%

FONDS DE SOUTIEN AU TOURISME

AXE PROMOTION ET COMMUNICATION

DOSSIER N° EX042387 - OFFICE DE CONCERTATION ET D'ANIMATION DU PAYS DE MEAUX
Spectacle historique de Meaux

Dispositif : Fonds pour le tourisme Fonctionnement (n° 00001003)
Délibération Cadre : CR221-16 du 14/12/2016 modifiée par CP 2018-299 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 939-95-6574-195001-020
Action : 19500108- Fonds de soutien au tourisme

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Fonctionnement	90 000, 00 € HT	22,22 %	20 000, 00 €
	Montant total de la subvention		20 000, 00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	OFFICE DE CONCERTATION ET D'ANIMATION DU PAYS DE MEAUX
Adresse administrative	:	5 BOULEVARD DES COSMONAUTES 77100 MEAUX
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Gwendoline MICHENET, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Dans le cadre prestigieux de la Cité Episcopale, au pied de la Cathédrale, nouvelle création « Héroïques ! » 500 bénévoles

Dates prévisionnelles : 25 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Depuis 1982, Meaux vit ses étés au rythme des représentations de son spectacle historique. La pérennité et la longévité de cet événement unique correspond à un intérêt fondamental pour le patrimoine, ancré dans le passé de la ville. Meaux est Ville d'Art et d'Histoire et accorde à ce titre une importance toute particulière à la culture en général et à l'expression artistique depuis bien longtemps. Quartier sacré de la ville, la Cité Episcopale est constituée de chefs-d'œuvre architecturaux : la cathédrale Saint-Etienne, mais également le Palais Episcopal, la Chapelle ou le Vieux Chapitre. Forte de ses atouts, la ville a fait de cet environnement historique le cadre de son spectacle nocturne. Alliant le décor unique de la cité sacrée et une mise en scène originale et forte, utilisant des technologies très actuelles, le spectacle historique de Meaux réussit à faire vivre à ses spectateurs les moments clé de son histoire. Grand événement de l'été, ce spectacle mobilise 500 bénévoles et se décline dix représentations.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Mise en place d'une communication sur différents supports,
Participation aux achats liés au spectacle (billets, artifices, accessoires, matériels de sonorisations et de lumières)

Localisation géographique :

- MEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (billets, artifices, accessoires, matériels de sonorisations et de lumières)	**80 000,00**	19,73%
Locations	2 000,00	0,49%
Assurance	10 000,00	2,47%
Création du visuel par une agence de communication et impression des flyers	**10 000,00**	2,47%
DEPLACEMENT	3 000,00	0,74%
IMPOTS ET TAXES	5 000,00	1,23%
CHARGES PERSONNEL	170 000,00	41,92%
CHARGES SOCIALES	45 500,00	11,22%
AUTRES CHARGES	30 000,00	7,40%
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	50 000,00	12,33%
Total	405 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Département	9 000,00	2,22%
Commune	250 000,00	61,65%
Région	20 000,00	4,93%
Dons	40 000,00	9,86%
Ventes de produits	65 000,00	16,03%
Reprise sur amortissements	21 500,00	5,30%
Total	405 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX043084 - COMITE D'ORGANISATION EQUIRANDO 2019
Manifestation de cavaliers randonneurs

Dispositif : Fonds pour le tourisme Fonctionnement (n° 00001003)
Délibération Cadre : CR221-16 du 14/12/2016 modifiée par CP 2018-299 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 939-95-6574-195001-020
Action : 19500108- Fonds de soutien au tourisme

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Fonctionnement	355 000,00 € TTC	5,63 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMITE D'ORGANISATION EQUIRANDO 2019
Adresse administrative : 56 RUE DES RENAUDES 75017 PARIS 17E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : FLORENCE CIUCCI, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 janvier 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
EQUIRANDO est une manifestation biennale portée par la Fédération Française d'Équitation. 25 ans après, l'Equirando revient en 2019 en Ile-de-France pour sa 52ème édition. Il s'agit du plus grand rassemblement européen de tourisme équestre. Du 2 au 4 août 2019, près de 1 000 cavaliers et meneurs et 700 chevaux se rejoindront au Haras des Bréviaires.
Il s'agit d'un événement estival à caractère touristique, basé sur une rencontre conviviale de cavaliers randonneurs qui convergent de la France entière, mais aussi de l'étranger. Des animations leur sont proposées à l'occasion des étapes qui les conduisent vers un lieu de rassemblement pour trois jours de rencontres et d'activités mêlant culture, sport et gastronomie, en lien avec la valorisation du territoire. Pendant les journées de festivités, les produits locaux seront mis en avant autant que le patrimoine culturel, les infrastructures d'accueil et les sites touristiques.
Les itinéraires mis à disposition des participants et les ressources locales associées (hébergements et restauration) sont proposés sur un support SIG structuré par la Fédération Française d'Equitation en collaboration avec le Comité d'Organisation EQUIRANDO 2019.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Les itinéraires proposés acheminent les cavaliers vers le Haras des Bréviaires (78) site de rassemblement de l'EQUIRANDO depuis toute provenance. Compte tenu des itinéraires connus, les cavaliers emprunteront les chemins du Parc Naturel Régional Oise - Pays de France sur l'itinéraire dit "du Nord". Celui-ci débute en Île de France par Chambly et passe par le Parc Naturel du Vexin Français pour atteindre les Yvelines et le PNR de la Haute Vallée de Chevreuse. Se raccorderont à cet itinéraire du Nord, ceux de l'Ouest en provenance de la Normandie notamment. Enfin, sur l'itinéraire dit "du Sud" en provenance de la région Centre se raccorde l'itinéraire "Est" pour les cavaliers venus de Fontainebleau, traversant le PNR du Gâtinais Français pour rejoindre le Haras des Bréviaires.

Localisation géographique :
- LES BREVIAIRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Communication	50 000,00	14,08%
Emploi Emploi (CDD 10 mois)	30 000,00	8,45%
Restauration et hébergement	90 000,00	25,35%
Ecuries (accueil chevaux)	20 000,00	5,63%
Tentes, chapiteaux et tribunes	80 000,00	22,54%
Locations diverses (sono et entretien)	25 000,00	7,04%
Sécurité	20 000,00	5,63%
Organisation randonnée J-5 à J-1	15 000,00	4,23%
Frais de réception (VIP, cérémonies et cadeaux)	25 000,00	7,04%
Total	355 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	60 000,00	16,90%
Inscriptions	115 000,00	32,39%
Fédération Fraçaise d'Equitation (valorisation)	30 000,00	8,45%
Financements privés	15 000,00	4,23%
Sponsoring et partenariats	40 000,00	11,27%
Région Ile de France (sport)	35 000,00	9,86%
Région Ile de France (Tourisme)	20 000,00	5,63%
Département des Yvelines	40 000,00	11,27%
Total	355 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX043089 - OFFICE DE TOURISME DE CERGY-PONTOISE PORTE DU VEXIN
No Mad festival – le Voyage Responsable

Dispositif : Fonds pour le tourisme Fonctionnement (n° 00001003)
Délibération Cadre : CR221-16 du 14/12/2016 modifiée par CP 2018-299 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 939-95-65738-195001-020
Action : 19500108- Fonds de soutien au tourisme

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Fonctionnement	60 000,00 € TTC	33,33 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OFFICE DE TOURISME DE CERGY-PONTOISE PORTE DU VEXIN
Adresse administrative : PLACE DE LA PISCINE 95300 PONTOISE
Statut Juridique : Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC)
Représentant : LUC RAIMBAULT, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 janvier 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Les perspectives de croissance spectaculaire du tourisme mondial, en cours et à venir, conduisent à s'interroger sur les impacts planétaires du développement du tourisme de masse conçu comme un produit de consommation. Les voyageurs sont de plus en plus nombreux à rechercher et à adopter des formes de voyage alternatives plus responsables respectant les territoires et leurs habitants, en Ile de France comme aux antipodes. Face à un foisonnement d'initiatives et à l'émergence de multiples acteurs pour répondre à cet engouement, le No Mad festival propose aux touristes, voyageurs et à l'ensemble des acteurs de la filière du tourisme trois journées de rencontres, de débats et de découvertes dédiées aux échanges et à l'information sur ces nouvelles approches et leur structuration en offres innovantes encore trop peu connues. Une conférence de presse sera organisée pour toucher la presse spécialisée du voyage, la presse généraliste et les chaines de télévision d'Ile de France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter un stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Pour être en capacité de toucher le grand public de l'ensemble de la Région Ile de France, la communication doit s'appuyer sur différents types de supports à plus large diffusion que les canaux utilisés jusqu'à présent. Les actions qui font l'objet de la demande d'aide correspondent à l'ensemble de la stratégie de promotion et de communication du festival.
Un site internet spécifique pour le festival a été créé en 2018. Il faut le développer, l'animer et intensifier le nombre des interventions sur les réseaux sociaux sur une grande partie de l'année pour faire vivre la communauté des sympathisants et amis du No Mad festival.
.

Localisation géographique :
- PONTOISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenants	55 000,00	25,00%
Organisation et Programmation	31 000,00	14,09%
Prestations opérationnelles	35 000,00	15,91%
Logistique	39 000,00	17,73%
Communication (Infographie, Médias, affiches, flyers, badges, photos, vidéos et produits dérivés)	**60 000,00**	27,27%
Total	220 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Partenaires privés	70 000,00	31,82%
Ressources propres au festival	25 000,00	11,36%
Communauté d'agglomération de Cergy-	17 000,00	7,73%
Office de Tourisme et Babel Voyages	88 000,00	40,00%
Région	20 000,00	9,09%
Total	220 000,00	100,00%

Fiche projet n°18012979 modifiée

DOSSIER N° 18012979 - DOTATION SPECIFIQUE AU COMITE REGIONAL DU TOURISME

Dispositif : Fonds pour le tourisme Fonctionnement (n° 00001003)
Délibération Cadre : CR221-16 du 14/12/2016 modifiée par CP 2018-299 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 939-95-6574-195001-020
Action : 19500108- Fonds de soutien au tourisme

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Fonctionnement	500 000,00 € TTC	100,00 %	500 000,00 €
	Montant total de la subvention		500 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMITE REGIONAL DU TOURISME PARIS ILE-DE-FRANCE
Adresse administrative : 11 RUE DU FG POISSONNIERE 75009 PARIS 09
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Eric JEUNEMAITRE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er janvier 2018 - 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : le plan de relance portant sur l'année 2018, il est nécessaire de prendre en compte les dépenses éligibles à cette dotation à compter du 1er janvier 2018.

Description :
L'Etat et la Région Ile-de-France ont décidé, en 2016, de façon conjointe, d'agir fortement et rapidement pour venir en aide au secteur du tourisme.
Après avoir accompagné les croisiéristes fortement touchés par les crues historiques de juin 2016 qui ont stoppé leur activité durant près de trois semaines, après avoir fait de même avec l'activité des cabarets, la Région a souhaité à titre exceptionnel co-construire avec l'Etat et la Ville de Paris un plan de relance inédit de la destination. De nombreuses actions de communication et de promotion ont ainsi été décidées et ont été en 2017, mises en œuvre.
Chaque tutelle a donc confié la réalisation de ces actions de promotion à son opérateur touristique : l'Etat à Atout France et la Région Ile-de-France au Comité Régional du Tourisme Paris Ile-de-France.
Ce plan met l'accent en 2018 sur la promotion de la destination Paris-Ile-de-France par des actions de communication et de marketing tournées vers des pays cibles : Chine, Russie, Etats-Unis, Japon, Brésil et pays européens.
En 2018, ce plan d'1M€ est financé à parité par l'Etat et la Région Ile-de-France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
L'objectif de ces opérations de promotion est de déclencher des séjours à Paris et en Ile-de-France.
L'autre objectif, dans un contexte d'inquiétude autour de notre destination, est de redonner l'envie de venir à Paris et en Ile-de-France. Le lancement de la saison culturelle, la découverte de l'impressionnisme, les parcours nocturnes, les châteaux et jardins franciliens, la gastronomie sont autant de thèmes qui ont permis à la destination d'accueillir ces cibles.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Promotion de la destination paris–Ile-de-France Campagnes de communication et de promotion pour l'année 2018 (marketing, campagnes médias), sur des pays cibles : Chine, Russie, Etats-Unis, japon, Brésil, pays-européens	500 000,00	100,00%
Total	500 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	500 000,00	100,00%
Total	500 000,00	100,00%

Avenant 1 Convention Plan de Relance

AVENANT N°1
à la Convention n° 18012979

Entre
La Région d'Ile-de-France, située 2 rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse, en vertu de la délibération N° CP 2019-028 du 24 janvier 2019

Ci-après dénommée la « Région »

d'une part,

Et
Comité Régional du Tourisme d'Ile-de-France, association régie par la loi du 1er juillet 1901
dont le n° SIRET est 301072880 00091
dont le siège social est situé à 11 Rue du Faubourg Poissonnière, Paris 9ème

ayant pour représentant Monsieur Eric Jeunemaitre, Président

ci-après dénommé « le CRT»

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

Par délibération CP 2018-444 du 17 octobre 2018, la Région a attribué, au titre du « fonds régional pour le tourisme » une dotation spécifique au CRT d'un montant de **500 000 €** pour la mise en œuvre en 2018 du plan de relance de l'activité touristique en Ile-de-France.

Suite à une erreur matérielle, l'autorisation de démarrage anticipé n'a pas été proposée au vote lors de l'attribution de la dotation au CRT. Or, le plan de relance portant sur l'année 2018, il est nécessaire de prendre en compte les dépenses éligibles à cette dotation à compter du 1er janvier 2018.

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1 : OBJET

Dans l'article 3.4, les mots : « à compter du 17 octobre 2018 » sont remplacés par les mots : « à compter du 1er janvier 2018 »

Les dispositions de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Article 2 : DATE D'EFFET

Le présent avenant entre en vigueur à compter de sa signature par l'ensemble des parties.

Article 3 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention n°18012979 l'avenant n°1 à la convention, et la fiche projet n°18012979 telle qu'adoptée par délibération n° CP 2019-028 du 24 janvier 2019.

Fait à Paris, en 2 exemplaires originaux,

Le, …….....	Le, …….....
Pour la Région La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France	Pour le Comité régional du tourisme Le Président
Valérie PECRESSE	**Eric JEUNEMAITRE**

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-054

DU 24 JANVIER 2019

PROGRAMME DE RÉMUNÉRATION DES STAGIAIRES EN FORMATION PROFESSIONNELLE 2019
PREMIÈRE AFFECTATION
SIGNATURE D'UNE CONVENTION D'ÉCHANGE DE DONNÉES ENTRE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE ET LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ce ces données ;

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'Education ;

VU Le code du travail, notamment les livres I et III de la sixième partie;

VU La loi ° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

VU La Loi 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU Le décret n°88-368 du 15 avril 1988 modifié fixant les taux et les montants des rémunérations versées aux stagiaires de formation professionnelle ;

VU Le décret n°2014-1717 du 30 décembre 2014 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé ' Système d'information du compte personnel de formation ' relatif à la gestion des droits inscrits ou mentionnés au compte personnel de formation ;

VU Le décret n° 2015-1224 du 2 octobre 2015 modifié autorisant les traitements automatisés de données à caractère personnel permettant la connexion au ' système d'information du compte personnel de formation ' pour la gestion des droits inscrits ou mentionnés au compte personnel de formation

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017

VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU La délibération n° CR 149-16 du 7 juillet 2016 relative à l'engagement régional pour l'emploi et la formation professionnelle, mobilisation et renouvellement des conventions Pôle Emploi Ile de France, Fonds Paritaire de Sécurisation des Parcours Professionnels, Association Régionale des Missions Locales, formalisation des modalités d'aides aux stagiaires, mobilisation des espaces de dynamiques d'insertion dans le cadre du plan 500°000 ;

VU La délibération n° CP 2018-488 du 21 novembre 2018 relative à la convention entre la Région et l'Agence de Services et de Paiement (ASP) - avenant 2018 et convention 2019

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-054 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1:

Affecte au titre de la rémunération des stagiaires, une autorisation d'engagement d'un montant de 60 000 000 € disponible sur le chapitre budgétaire 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage » code fonctionnel 11 « Formation professionnelle » programme HP 11 008 « Rémunération des stagiaires et frais annexes » action 11100801 « Rémunération des stagiaires et frais annexes » nature 65111 « Rémunérations », du budget régional 2019.

Dossier Code	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
19000002	REMUNERATION DES STAGIAIRES 1ere AFFECTATION 2019	ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT	01/01/2019
19000040	REMUNERATION DES STAGIAIRES 1ere AFFECTATION 2019 (ACCORD CADRE)	ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT	01/01/2019

Article 2 :

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement d'un montant de 600 000 € disponible sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », Code fonctionnel 10 « Services communs », programme HP 10-002 (110002) « Mesures transversales », Action 11000201« Frais de gestion et publicité des marchés » du budget 2019 pour couvrir les dépenses des frais de gestion du marché rémunération accord cadre.

Article 3 :

Approuve la convention relative à l'échange de fichiers entre la Région Île-de-France et la caisse des dépôts et consignations pour la validation et la clôture de dossiers de formation CPF et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

24/01/2019 12:56:42

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Convention d'échange de données entre la Région Île-de-France et la Caisse des Dépôts et Consignation

CONVENTION RELATIVE A L’ECHANGE DE FICHIERS ENTRE LA RÉGION ILE-DE-FRANCE ET LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, POUR LA VALIDATION ET LA CLÔTURE DE DOSSIERS DE FORMATIONS CPF

Interne

Entre :

La Région Île-de-France

dont le siège est situé :
2, rue Simone Veil
93400 Saint-Ouen,
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE

Ci-après dénommée « la Région Île-de-France »,

D'une part,

Et

La Caisse des dépôts et consignations, établissement à caractère spécial, créé par la loi du 28 avril 1816 et codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier,
Dont le siège social est situé au 56 rue de Lille, 75007 Paris.

Représentée par Monsieur Michel Yahiel, en sa qualité de Directeur des retraites et de la solidarité de la Caisse des dépôts et des consignations, dûment habilité aux fins des présentes

Ci-après dénommée « Caisse des Dépôts » ou « CDC »,

D'autre part,

Etant également désignée(s) individuellement ou collectivement par la ou les « Partie(s) ».

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION 5

ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONVENTIONNELS 5

ARTICLE 3 – CONTENU DES FICHIERS 5

ARTICLE 4 – MODALITÉS DE TRANSMISSION DES FICHIERS PAR LE CONSEIL REGIONAL 5

ARTICLE 5 – TRAITEMENT PAR LA CDC DES DONNÉES TRANSMISES PAR LE CONSEIL REGIONAL 6

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DES PARTIES 6

ARTICLE 6.1 – OBLIGATIONS DE LA CDC 6
ARTICLE 6.2 – OBLIGATIONS DU CONSERIL REGIONAL 6
ARTICLE 6.3 – OBLIGATIONS COMMUNES DES PARTIES 7

ARTICLE 7 – DÉCLARATIONS ET GARANTIES 7

ARTICLE 8 – RESPONSABILITÉ 7

ARTICLE 9 – CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL 9

ARTICLE 9.1 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ 9
ARTICLE 9.2 – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL ET FORMALITÉS CNIL 10

ARTICLE 10 – CONDITIONS FINANCIÈRES 10

ARTICLE 11 – DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION 10

ARTICLE 12 – NULLITÉ 11

ARTICLE 13 – MODIFICATION DES DOCUMENTS CONVENTIONNELS 11

ARTICLE 14 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION 11

ARTICLE 15 – LOI APPLICABLE 11

ARTICLE 16 – CONCILIATION ET RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS 11

Après avoir exposé:

Vu la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale, qui prévoit dans son article 1er, la création du Compte Personnel de Formation (CPF) ;

Vu les articles L. 6323-8 III et R. 6323-13 du Code du travail, qui désignent la CDC pour gérer le service dématérialisé permettant à chaque titulaire d'accéder aux informations de son compte personnel de formation conformément à l'article L. 6323-8 I du Code du Travail et le traitement automatisé dénommé « système d'information du compte personnel formation » (l'ensemble étant dénommé ci-après « SI-CPF ») ;

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004 ;

Vu le décret n° 2014-1717 du 30 décembre 2014 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Système d'information du compte personnel de formation » relatif à la gestion des droits inscrits ou mentionnés au compte personnel de formation pris après la délibération de la CNIL n° 2014-434 du 23 octobre 2014 portant avis conforme du projet de décret relatif à la mise en œuvre d'un traitement de données à caractère personnel dénommé « Système d'information du compte personnel de formation ».

Vu le décret n° 2015-1224 du 2 octobre 2015 autorisant les traitements automatisés de données à caractère personnel permettant la connexion au « système d'information du compte personnel de formation » pour la gestion des droits inscrits ou mentionnés au compte personnel de formation pris après la délibération de la CNIL n° 2015-227 du 9 juillet 2015 portant autorisation unique de traitements de données à caractère personnel mis en œuvre aux fins de gestion des comptes personnels de formation.

La présente convention a pour objet de mettre en place, un échange de fichiers entre la Région Île-de-France et la CDC permettant la validation et/ou la clôture des dossiers de formation dans le cadre de la gestion du Compte personnel de formation.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités d'échange de fichiers entre la Région Île-de-France et la CDC pour la mise en place par la Caisse des dépôts et des consignations, gestionnaire du compte personnel de formation (CPF), d'un traitement de masse permettant de valider et/ou de clôturer des dossiers de formations CPF à la demande de la Région.

Article 2 – Documents conventionnels

Les documents conventionnels sont, par ordre de priorité décroissante :

- Le présent document et ses avenants éventuels ;
- Annexe 1 : La convention de service
- Annexe 2 : Description du fichier des données Région

En cas de contradiction entre des documents de rangs différents, les stipulations contenues dans le document de rang supérieur prévalent.

A l'exception des dispositions relatives à la désignation des correspondants et leurs coordonnées prévues dans les annexes, comme pouvant faire l'objet de modification en tant que de besoin par les Parties, l'autre Partie devant en être informée dans les plus brefs délais, toute modification de la présente Convention Cadre ainsi que des annexes doit faire l'objet d'un avenant écrit et signé par les Parties.

Article 3 – Contenu des fichiers

Les fichiers de structure simple, transmis par la Région Île-de-France, ont la même structure, telle que détaillée à l'annexe 2. Chacun comporte, pour chaque dossier, les données figurant en annexe 2 de la présente convention permettant à la CDC de valider et/ou de clôturer des dossiers de formations CPF.
Le fichier de « non traitement » ou « rejet » émis par la CDC comporte les données décrites dans l'annexe 2.

Un autre type de fichier peut être envoyé par la CDC à la Région afin de faciliter la production des fichiers attendus en entrée du traitement de validation/clôture des dossiers de formation. La structure est également décrite en annexe 2.

Article 4 – Modalités de transmission des fichiers par la Région Île-de-France

Afin que la CDC puisse, par un traitement de masse et à la demande à la Région, valider et/ou clôturer des dossiers de formation, la Région Île-de-France s'engage à transmettre des fichiers dont la structure est définie à l'annexe 2.

Chaque fichier transmis fait l'objet d'un accusé réception par la CDC après le dépôt sur la plateforme d'échanges. Cet accusé de réception fait office de preuve de dépôt.
Le basculement de la responsabilité du traitement technique de la donnée de la Région vers la CDC s'opère à réception de cet accusé de réception.

En aucune manière la responsabilité de la CDC ne peut être recherchée pour un fichier qui n'aurait pas fait l'objet d'un accusé de réception.

En cible, les échanges de fichiers entre la Région Île-de-France et la CDC sont effectués au travers d'un protocole de transfert sécurisé CFT. Aucune échéance n'est fixée pour l'implémentation du protocole CFT par la Région Île de France.

En attendant la mise en place des échanges CFT entre la Région Île-de-France et la CDC, la plateforme d'échanges de fichiers sécurisée de la Caisse des dépôts et des consignations peut être utilisée, dans le respect de la procédure accessible sur le lien suivant : https://sfe.caissedesdepots.fr. Les modalités de transfert sont décrites dans l'annexe 1 « Contrat de service ».

La Région Île-de-France transmet à la CDC les fichiers selon une fréquence mensuelle. La Région Île-de-France s'efforce de transmettre uniquement les nouvelles données s'agissant d'un même dossier de ne pas transmettre deux fois la même information.

Article 5 – Traitement par la CDC des données transmises par la Région Île-de-France

La CDC s'efforce d'assurer le traitement en masse des données transmises par la Région Île-de-France, au titre du compte personnel de formation, et ayant fait l'objet d'un accusé de réception.

La CDC transmet mensuellement au Région Île-de-France un fichier des « non traitements ou rejets ». Lorsque cela est possible, la Région renvoie les dossiers rejetés dans le fichier suivant, après corrections dans l'application régionale. Si nécessaire, la Région Île-de-France saisit les données manuellement dans le SI CPF.

A cet égard, l'accusé de réception émis par la CDC est considéré comme valant preuve de la date et de la trace de réception des fichiers. Ces modalités de preuve constituent une présomption irréfragable.

L'ensemble des éléments relatifs aux fichiers transmis par la Région Île-de-France sont conservés et archivés par la CDC pendant 18 mois. La CDC peut se prévaloir, notamment à des fins probatoires, de tout acte, fichier, enregistrement, statistiques sur tous supports dont le support informatique est établi, reçu ou conservé directement par la CDC dans une base de données.

Article 6 – Obligations des Parties

Article 6.1 – Obligations de la CDC

Dans le cadre de la présente convention, la CDC est soumise à une obligation de moyens.

La CDC s'engage à :

- traiter les informations transmises par la Région Île-de-France dans un délai raisonnable.
- conserver les fichiers adressés par la Région Île-de-France à la CDC, dans son système d'information pendant un délai maximum de 18 mois à compter de sa réception ;
- détruire le fichier passé le délai de 18 mois, une fois le traitement réalisé ;
- La CDC transmet à la Région un fichier des « non traitements ou rejets », pour retransmission ou saisie individuelle par la Région Île-de-France.

En revanche, la CDC ne fait aucun reporting ni bilan sur le traitement des données et fichiers transmis par la Région Île-de-France. Par ailleurs, les données erronées ou les fichiers incomplets font l'objet d'un rejet et ne sont pas retraités par la CDC.

Article 6.2 – Obligations de la Région

Il est convenu entre les parties que la Région Île-de-France s'engage à :

- transmettre à la CDC les données visées à l'article 3, dans les conditions et selon les modalités prévues en annexe 1 et 2 ;
- respecter la fréquence et le format tels que visés aux articles 3 et 4 et à l'annexe 2 ;
- transmettre à la CDC des données conformément aux saisies des organismes ;

- en cas de rejet ou non traitement émis par la CDC, retransmettre uniquement les données corrigées ou à les traiter individuellement la clôture et/ou validation directement dans le SI CPF.

En dehors des corrections suite à rejets, la Région Île-de-France fera ses meilleurs efforts pour ne transmettre que les nouvelles demandes de clôture.

L'archivage et la conservation des fichiers d'envoi sont de la responsabilité de la Région Ile-de-France.

Article 6.3 – Obligations communes des Parties

Les parties s'engagent à :

- utiliser les fichiers transmis conformément à l'objet défini dans la présente convention ;
- ne pas diffuser les fichiers à une tierce personne ;
- respecter la forme et le contenu du fichier tels que définis à l'article 3 et à l'annexe 2 ;
- s'informer des incidents survenus sur leurs systèmes d'information respectifs, susceptibles d'impacter les échanges ;
- s'informer de toute évolution de leur système d'information susceptible d'impacter les échanges ;
- respecter les règles de confidentialité et de sécurité telles que définies dans la présente convention.

Article 7 – Propriété intellectuelle

La Région Île-de-France déclare qu'elle dispose sur les données et fichiers transmis de tous les droits nécessaires pour permettre la conclusion de la convention notamment des éventuels droits de propriété intellectuelle.

La Région Ile-de-France garantit que les données et fichiers sont conformes à la saisie effectuée par les organismes. Elle s'engage à contacter les organismes si les données sont erronées ou incomplètes pour correction ou complétude.La Région Île-de-France autorise la CDC à reproduire, représenter, mais non modifier les données contenues dans leurs fichiers, dans les limites de ses missions, ainsi que dans le respect des obligations prévues à la présente convention, sur tous supports connus à ce jour, et sur tout le territoire français pour la durée des présentes.

Article 8 – Responsabilité

La Région Île-de-France est seule responsable :

- de l'extraction des données de son propre système d'information en vue de la constitution des fichiers à destination de la CDC et de leur transfert vers la CDC dans les conditions indiquées à l'article 4
- de la conformité des données avec les saisies réalisées par les organismes de formation ;
- de la validation et/ou de la clôture des dossiers CPF;
- de la conservation des données dans son propre système d'information.

La CDC n'est aucunement responsable de la fiabilité, de l'exactitude et de la complétude des données fournies par La Région Île-de-France pour la validation et/ou la clôture des dossiers CPF. La CDC n'est pas responsable en cas de retard ou d'absence d'envoi des fichiers par la Région Île-de-France.

En cas de dommage causé à la CDC en raison d'un défaut de traitement des données fournies par La Région Île-de-France à la CDC ou d'un retard ou d'une absence d'envoi des fichiers par la Région Île-de-France à la CDC, celle-ci pourra demander réparation à la Région Ile-de-France afin d'obtenir la pleine réparation du préjudice subi, comprenant notamment les préjudices résultant d'une action, revendication et réclamation dirigée

contre la CDC. La Région Ile-de-France fait son affaire de toutes actions, revendications et réclamations dirigées contre les organismes à l'origine desdits dommages.

La CDC ne peut voir sa responsabilité engagée dans les cas suivants :

- s'agissant des conséquences des manquements à ses obligations au titre de la Convention qui résulteraient de défaillances des systèmes informatiques hors de son contrôle, d'une interruption liée à une période de maintenance du système informatique, d'un dysfonctionnement ou d'une erreur dans un système de communication hors de son contrôle, ou de tout événement constitutif d'un cas de force majeure ;
- pour tout préjudice résultant d'une ou plusieurs donnée(s) erronée(s) dans le contenu des fichiers transmis à la CDC.

La Région Île de France ne peut voir sa responsabilité engagée dans les cas suivants :

- s'agissant des conséquences des manquements à ses obligations au titre de la Convention qui résulteraient de défaillances des systèmes informatiques hors de son contrôle, d'une interruption liée à une période de maintenance du système informatique, d'un dysfonctionnement ou d'une erreur dans un système de communication hors de son contrôle, ou de tout événement constitutif d'un cas de force majeure ;

.Les parties mettront en œuvre tous les moyens nécessaires au bon accomplissement de la présente convention.

Chaque partie est seule responsable de l'ensemble des engagements qu'elle prend au titre de la présente convention. Chaque partie garantit à ce titre l'autre contre toute réclamation, demande ou poursuite d'un tiers fondée(s) sur les actions ou manquement(s) qui lui incombe.

Article 9 – Confidentialité et Protection des données à caractère personnel

Article 9.1 – Obligation de confidentialité

Les données et documents, dématérialisés ou non, qui sont transmis dans le cadre de la présente convention, qu'ils présentent ou non un caractère personnel, sont des informations confidentielles (ci-après dénommées : « Informations Confidentielles »)

Les Parties reconnaissent que sont notamment considérées comme des « Informations Confidentielles », toutes les informations afférentes au savoir-faire, aux relations avec l'Etat, à la stratégie organisationnelle, aux données techniques et financières ou aux méthodes de la CDC, ainsi que toute information contenue dans des documents portant la mention « confidentiel » ou dont le caractère confidentiel a été indiqué, par écrit, lors de leur communication ou qui sont par nature confidentielles.

Conformément aux dispositions susmentionnées, les Parties sont tenues, pour elles-mêmes ainsi que pour l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et à son expiration.

Les Parties s'engagent :

- à faire respecter par leurs propres personnels, les règles de discrétion et de confidentialité sus-énoncées ;

- à ce que les informations, données et documents, tel que définis ci-dessus, qui sont communiqués dans le cadre de la présente convention ne soient, en aucun cas, divulgués ou retransmis à des personnes physiques ou morales non autorisées, conformément aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- à n'utiliser l'information confidentielle, telle que définie ci-dessus, qu'aux seules fins de l'exécution de la présente convention.

Si pour l'exécution de la présente convention les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent respecter les règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les Parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article.

Les obligations du présent article, y compris les restrictions relatives à la divulgation et à l'utilisation, ne s'appliqueront pas à toute information confidentielle qui :

- est ou devient connue du public sans acte ou omission de la Partie destinataire ;

- était légitimement connue de la Partie destinataire avant que la Partie émettrice ne lui communique, tel que cela est attesté par les archives de la Partie destinataire ;

- est légitimement communiquée à la Partie destinataire sans restriction de confidentialité ou d'exclusivité par un tiers qui n'est pas redevable d'une obligation de confidentialité envers la Partie émettrice quant à cette information confidentielle ou ;

- est développée en toute indépendance par la Partie destinataire sans utilisation d'une quelconque information confidentielle ou référence à une quelconque information confidentielle, tel qu'attesté par les archives de la Partie destinataire.

Chacune des Parties s'engage à respecter les obligations résultant du présent article pendant toute la durée de la Convention ainsi que pendant les trois (3) années suivant son expiration.

En outre, dès l'échéance ou la résiliation de la Convention, chaque Partie doit soit restituer à l'autre Partie l'ensemble des documents contenant des informations confidentielles, soit attester par écrit à l'autre Partie de la destruction de toutes les informations confidentielles en sa possession, sauf concernant les données nécessaires à la mission de gestion du système d'information du CPF par la CDC.

Dans le cas où les prestataires de services sous-traiteraient l'exécution des prestations à un tiers, ce dernier est soumis aux mêmes obligations.

Article 9.2 – Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL

Conformément aux dispositions légales, règlementaires et communautaires applicables et notamment les dispositions du Règlement européen (UE) 2016/679 du 27 avril 2016, les Parties sont tenues respecter les obligations prévues en matière de protection de données à caractère personnel et de prendre toutes mesures nécessaires pour préserver la sécurité et la confidentialité des données et empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

La Région Île-de-France est le responsable des traitements relatifs aux fichiers contenant des données à caractère personnel transmis à la CDC, au titre du CPF. . A ce titre, la Région Ile de France est responsable de la sécurité des données et des transferts de données ainsi que de respecter l'obligation de transparence à l'égard des personnes physiques en matière d'information sur leurs droits.
La CDC agit en qualité de « destinataire » des données à caractère personnel en ayant communication des fichiers de données à caractère personnel par la Région Ile de France. A ce titre, la CDC traitera les

données à caractère personnel pour les besoins fixés dans le cadre du décret n° 2014-1717 du 30 décembre 2014 et en conformité avec la réglementation applicable. La CDC appliquera aux données personnelles transmises par la Région Île de France les protections au moins équivalentes à celles qu'elle applique à ses propres données de même nature lorsqu'elle est elle-même le responsable de traitement.

La CDC en tant que gestionnaire du SI CPF doit respecter certaines obligations prévues au décret n° 2014-1717 du 30 décembre 2014 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Système d'information du compte personnel de formation » relatif à la gestion des droits inscrits ou mentionnés au compte personnel de formation, pris après la délibération de la CNIL n° 2014-434 du 23 octobre 2014 portant avis conforme du projet de décret relatif à la mise en œuvre d'un traitement de données à caractère personnel dénommé « Système d'information du compte personnel de formation ».

Les parties se conformeront à toute modification légale ou règlementaire apportée aux textes visés ci-dessus. Le cas échéant, la présente convention sera modifiée par avenant pour tenir compte de ces évolutions légales et/ou réglementaires.

Article 9.3 – Exercice des droits

A terme, une procédure de notification automatique des demandes de modification des données individuelles sera mise en place, utilisant les webservices.

En attendant, les demandes de modification ou correction de données individuelles devront suivre une procédure manuelle, décrite dans la convention de service en annexe.

Les demandes de suppression de données individuelles ne sont pas applicables.

Article 10 – Conditions financières

Cette convention est conclue à titre gratuit, chaque Partie prend à sa charge les frais inhérents à l'exécution de ses obligations.

Article 11 – Date d'effet et durée de la convention

La présente Convention est conclue pour une durée de deux ans. Elle est renouvelable par tacite reconduction d'un an, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des Parties par lettre recommandée avec accusé réception, 6 mois avant l'expiration de la date de validité de la convention. Elle prend effet à compter de sa signature par l'ensemble des parties.

Article 12 – Nullité

Si l'une quelconque des stipulations de la Convention, ou une partie d'entre elles, est nulle au regard d'une règle de droit ou d'une loi en vigueur, elle sera réputée non écrite, mais n'entraînera pas la nullité de la Convention ni celle de la clause partiellement concernée. Les Parties détermineront par avenant un accord alternatif pour le même objet et dans les conditions conformes à la loi.

Article 13 – Modification des documents conventionnels

La Partie qui souhaite compléter ou obtenir la modification d'un ou de plusieurs articles de la présente convention ou du contrat de service doit en faire la demande par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à l'autre Partie.
Toute modification des termes de la présente convention et de ses annexes (à l'exception des dispositions relatives à la désignation des correspondants et leurs coordonnées, comme pouvant faire l'objet de modification en tant que de besoin par les Parties selon les modalités prévues à l'article 2),

n’est prise en compte qu’après la conclusion d’un avenant daté et signé par le représentant de chacune des Parties.

Article 14 – Résiliation de la convention

En cas d’inexécution, par l’une des Parties, de l’une quelconque des obligations mises à sa charge aux termes des présentes, la Convention pourra être résiliée par l’autre Partie, 3 (trois) mois calendaires après une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet, ceci sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient, le cas échéant, être réclamés à la Partie défaillante.

La présente Convention sera résiliée de plein droit en cas de cessation (pour quelle que cause que ce soit) du mandatqui a pour objet de confier à la Caisse des Dépôts la gestion du SI CPF. La résiliation prend effet au terme du mandat précité.

Article 15 – Loi applicable

La Convention est soumis à la loi française, tant en ce qui concerne les règles de forme qu’en ce qui concerne les règles de fond.

Article 16 – Conciliation et règlement des différends

Les Parties conviennent de rechercher une solution amiable à tout différend qui pourrait survenir dans le cadre de la présente convention.

Sur cette base, les Parties s’engagent, en cas de différend survenant entre elles relatif à la validité, l'interprétation, l'exécution, l’inexécution, l’interruption ou la fin de la Convention pour quelque cause que ce soit, préalablement à la saisine du juge compétent, à mettre en œuvre une procédure destinée à faciliter un règlement amiable le plus rapidement possible.

A cet effet, dès qu’une Partie identifiera un différend avec l’autre Partie, il lui appartiendra de demander la convocation d’une réunion ad hoc, réunissant des interlocuteurs des deux Parties de niveau Direction concernée, afin de discuter du règlement de la question objet du différend. Cette convocation sera effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette réunion se tiendra dans un délai maximum de quinze (15) Jours Ouvrés à compter de la réception de ladite lettre recommandée par la Partie destinataire.

Si dans ledit délai de quinze (15) jours ouvrés suivant la tenue de cette réunion ad hoc, aucune solution entérinée par un écrit signé des représentants des deux Parties n’est trouvée, ou si la réunion ad hoc n’a pas lieu dans le délai prévu au paragraphe précédent, le différend sera soumis à la juridiction compétente du ressort de la Cour d’appel de Paris.

Fait à Paris, en deux exemplaires, le .. .. ….

Pour la Présidente du Conseil régional de l’Île-de-France Et par délégation, le Directeur Général Adjoint Pôle Dev. éco., emploi, formation **Monsieur Bertrand MARTINOT**	**Pour la CDC** **Monsieur le Directeur des retraites et de la solidarité, Michel YAHIEL**

Annexe 1 - Contrat de service CDC-Région IDF -20181213.doc

Convention de service entre la Caisse des dépôts et consignations et la Région Île-de-France dans le cadre du Compte Personnel de Formation

Interne

S O M MA I R E

1. PRÉAMBULE....3
2. LES PARTENAIRES ET INTERLOCUTEURS....4
2.1. CDC....4
2.2. CONSEIL RÉGIONAL....6
3. LA LIAISON RÉSEAU....8
4. LE SERVICE APPLICATIF....9
4.1. DESCRIPTION GÉNÉRALE DU SERVICE APPLICATIF....9
4.2. RÔLE ET RESPONSABILITES DES PARTENAIRES....9
5. CALENDRIER D'EXPLOITATION ET MAINTENANCE DES MATÉRIELS....10
5.1. CALENDRIER D'EXPLOITATION....10
5.2. MAINTENANCE DES MATÉRIELS INFORMATIQUES....10
6. GESTION DE LA SECURITE....11
6.1. CONFIDENTIALITÉ DES DONNÉES NOMINATIVES....11
6.2. RÔLE DU CORRESPONDANT DE SÉCURITÉ....11
6.3. GESTION DE LA TRAÇABILITÉ....11
6.4. TRAITEMENT DES ATTAQUES ET DES INCIDENTS DE SÉCURITÉ....12
6.5. EXERCICE DES DROITS DE L'INDIVIDU SUR SES DONNÉES....12
7. MODALITES ET REGLES D'ECHANGES DES FICHIERS PAR LE PROTOCOLE PESIT....14
7.1. MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE PAR LES PARTENAIRES....14
8. DESCRIPTION ET REGLES D'ECHANGE DES FICHIERS ECHANGES....16
9. GESTION DES INCIDENTS....17
9.1. TRAITEMENTS DES INCIDENTS AU CONSEIL REGIONAL....17
9.2. TRAITEMENTS DES INCIDENTS A LA CDC....18
10. PROCEDURE D'ESCALADE EN CAS D'URGENCE....19
11. PROCEDURE DE SECOURS SUR SUPPORT CDROM OU DVD....21
11.1. ÉVÈNEMENT DÉCLENCHEUR DE LA PROCÉDURE....21
11.2. MODALITÉS DE TRANSFERT DES SUPPORTS....21
11.3. DÉLAIS DE RÉACHEMINEMENT DE CDROM OU DVD PAR LA POSTE OU TRANSPORTEUR SPÉCIALISÉ....21
11.4. PROCÉDURE EN CAS DE SUPPORTS DÉTÉRIORÉS OU PERDUS....21
12. SIGNATURE DU CONTRAT DE SERVICE....22

Interne

1. PRÉAMBULE

Ce Contrat de service d'échanges de fichiers est un accord qui fixe les exigences de qualité de services et formalise les relations entre la CDC et la Région Île-de-France pour le service suivant :

- Fourniture par la Région Île-de-France de fichiers pour la mise en place par la CDC d'un traitement de masse permettant de valider/et ou clôturer les dossiers de formations CPF relevant du périmètre du Conseil régional.

Date de mise en œuvre de ce Contrat de Service :
- Dès signature pour les échanges via la plateforme d'échange

Le présent contrat de service est signé entre :

La Caisse des dépôts et des consignations - Direction des Retraites et de la Solidarité
Etablissement à caractère spécial créé par l'article 100 § 2de la loi du 28 avril 1816, codifié à l'article 518-2 du Code monétaire et financier, dont le siège est situé : 56 rue de Lille 75007 Paris
représentée par la Secrétaire Générale de la Direction des Retraites et de la Solidarité (CDC/DRS), Madame Karen Le Chenadec, dûment habilitée à cet effet

Ci-après dénommée «CDC» ou « Opérateur du Compte Personnel Formation »

La Région Île-de-France
Représentée par le Directeur Général Adjoint Pôle Dev. éco., emploi, formation, Monsieur Bertrand MARTINOT, dûment habilité à cet effet

Ci-après dénommée "**La Région Île-de-France**"

Et dont la Direction de la Formation Professionnelle est située 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen

Il a été convenu ce qui suit :

Interne

2. LES PARTENAIRES ET INTERLOCUTEURS

2.1. CDC

R A I S O N S O C I A L E :

Caisse de Dépôts et Consignations
Siège Social :
56, rue de Lille
75007 PARIS

A D R E S S E S :

Caisse des Dépôts et Consignations
Direction des Retraites et de la Solidarité
12 avenue Pierre Mendes France
75914 PARIS cédex 13

Serveur Informatique C.D.C.:
Rue du Vergne
33059 BORDEAUX CEDEX

Interne



LES INTERLOCUTEURS CDC :

Fonction et dénomination	*Adresse mail*	*Téléphone*
Direction des Systèmes d'Information		
Directrice Madame Karen le Chenadec	Karen.lechenadec@caissedesdepots.fr	01 58 50 99 81
Service Informatique		
Responsable Service production Monsieur Philippe BOUSQUET	philippe.bousquet@caissedesdepots.fr	05 56 11 44 24
Responsable Unité Emission Production Madame Véronique THIBAULT SARRAZIN	veronique.thibault-sarrazin@caissedesdepots.fr	05.56.11.49.35
Responsable Service Etude Monsieur Philippe GIRET	philippe.giret@caissedesdepots.fr	05 56 11 44 15
Service Administratif		
Responsable Sécurité (RSSI) Monsieur Stéphane LAROCHE	Stéphane.Laroche@caissedesdepots.fr	02 41 05 28 00
Responsable du contrat de service Monsieur Bertrand CHAINEAU	bertrand.chaineau@caissedesdepots.fr	05 56 11 39 64
Numéros de Fax		
Production Informatique	LD-DPI-DDR-Exploitation_Applicative@caissedesdepots.fr	05 56 11 47 72

2.2. CONSEIL RÉGIONAL

RAISON SOCIALE :

REGION ILE DE FRANCE

ADRESSE :

2, RUE SIMONE VEIL
93400 SAINT-OUEN



LES INTERLOCUTEURS DU CONSEIL REGIONAL :

Fonction et dénomination	*Adresse mail*	*Téléphone*
Direction des Systèmes d'Information		
Directeur DSI **Monsieur François SUBRENAT**	francois.subrenat@iledefrance.fr	01 53 85 78 30
Responsable de la sécurité des systèmes d'information **Monsieur Alexey KARZANOV**	alexey.karzanov@iledefrance.fr	01 53 85 55 10
Direction de la Formation Professionnelle		
Directeur(trice) Général(e) Adjoint(e) Pôle Dev. éco., emploi, formation **Monsieur Bertrand MARTINOT**	bertrand.martinot@iledefrance.fr	01 53 85 64 22
Directrice de la Formation Professionnelle **Madame Séverine MIGNON**	severine.mignon@iledefrance.fr	01 53 85 64 45
Conseiller stratégique / Chef du service Support ressources **Madame Elodie RENAUD**	elodie.renaud@iledefrance.fr	01 53 85 70 90
Pôle achats performance commande publique juridique		
Directeur(trice) Général(e) Adjoint(e) Pôle Achats perf. marchés et juridique **Monsieur Marc SAUVAGE**	marc.sauvage@iledefrance.fr	01 53 85 50 09
Chargé(e) de mission Correspondant Informatique et Libertés **Monsieur Manuel BEGUIER**	manuel.beguier@iledefrance.fr	01 53 85 71 66

Interne

3. LA LIAISON RÉSEAU

Les modes de transmission des fichiers sont de deux ordres :

- soit via un lien CFT entre la Région Île-de-France et la CDC;

- Soit via la plateforme d'échanges de fichiers sécurisée de la Caisse des dépôts et des consignations, dans le respect de la procédure accessible sur le lien suivant : https://sfe.caissedesdepots.fr.

Interne

4. LE SERVICE APPLICATIF

4.1. DESCRIPTION GÉNÉRALE DU SERVICE APPLICATIF

Il s'agit pour la Région Île-de-France de fournir un fichier à destination de la CDC, dont le format est défini à l'annexe 2, « Description du fichier des données Conseil Régional ».

4.2. RÔLE ET RESPONSABILITES DES PARTENAIRES

La Région Île-de-France a pour responsabilités:

- de fournir des fichiers de données, fiables et exhaustives au format défini à l'article 8 de la présente convention, via la liaison informatique mise en place et selon les modalités définies par cette présente convention,
- la gestion des incidents d'émissions ;
- la validation et/ou clôture des dossiers de formation ;

La CDC a pour responsabilités :

- la gestion de la réception des fichiers transmis par la Région Île-de-France, ainsi que la génération d'un accusé de réception de ces fichiers
- la mise en œuvre du traitement de masse permettant la validation ou la clôture de dossiers de formation telle(s) que demandée(s) par la Conseil Régional dans le SI CPF

Interne

5. CALENDRIER D'EXPLOITATION ET MAINTENANCE DES MATÉRIELS

5.1. CALENDRIER D'EXPLOITATION

Dans le cadre de cette convention, seuls les échanges via la plateforme d'échanges de fichiers sécurisée de la Caisse des dépôts et des consignations sont mis en œuvre.
La procédure mensuelle déroule les étapes suivantes :

Etape	Description	Acteur
1	Mise à disposition données des dossiers CPF financés par la région	CDC
2	Extraction des dossiers de formation à clôturer de la base région (outil SAFIR)	RIDF
3	Croisement et constitution du fichier XML des dossiers à clôturer	RIDF
4	Dépôt du fichier XML sur la plateforme d'échange CDC	RIDF
5	Transmission du fichier des rejets et intégrations au RIDF	CDC

5.2. MAINTENANCE DES MATÉRIELS INFORMATIQUES

➲ CDC et la Région Île-de-France

Les partenaires s'engagent mutuellement à se prévenir en cas de maintenances ou d'arrêts planifiés par l'intermédiaire de leur structure d'accueil ou de help-desk.

Interne

6. GESTION DE LA SECURITE

6.1. CONFIDENTIALITÉ DES DONNÉES NOMINATIVES

Quand les fichiers échangés comportent des informations à caractère personnel, permettant directement ou indirectement l'identification des personnes physiques auxquelles elles s'appliquent, les règles de sécurité sont les suivantes :

- ces données sont strictement confidentielles et ne doivent faire l'objet d'aucune copie, à l'exception de celles strictement nécessaires pour les besoins de l'exécution du service de la CDC visé en préambule et détaillé dans la « Convention relative à l'échange de fichiers entre la Région Ile de France et la Caisse des dépôts et consignations, pour la validation et la clôture de dossiers de formation CPF »

- elles ne doivent être transmises qu'aux seuls destinataires identifiés et ayant à en connaître conformément à la règlementation relative à la protection des données personnelles en vigueur(ci-après la « Règlementation Informatique et Libertés ») et qui sont soumis à un devoir de confidentialité et aux tiers autorisés le cas échéant au sens de la même règlementation.

- elles ne peuvent en aucun cas être utilisées à d'autres fins que celle énoncée en préambule à savoir permettre à la demande du Conseil régional, la mise en place par la CDC d'un traitement de masse permettant de valider/et ou clôturer les dossiers de formations CPF relevant du périmètre du Conseil régional et dans la « Convention relative à l'échange de fichiers entre la Région Ile de France et la Caisse des dépôts et consignations, pour la validation et la clôture de dossiers de formation CPF » ;

Conformément à la Règlementation Informatique et Libertés , les droits d'accès, de rectification et d'effacement de ces données et le droit d'opposition au traitement de celles-ci appartenant aux personnes concernées est garanti.

6.2. RÔLE DU CORRESPONDANT DE SÉCURITÉ

Il s'agit de l'interlocuteur unique délégué par la Direction de l'Organisme partenaire.

Il est chargé des relations avec le responsable sécurité de la DSI du Conseil Régional pour tous les domaines relevant de la sécurité des informations à l'exception des incidents relevant des attributions du service Accueil.

Ce correspondant de Sécurité appelé également RSSI doit être mentionné dans la déclaration des interlocuteurs du partenaire, en début de ce contrat.

6.3. GESTION DE LA TRAÇABILITÉ

Les règles de traçabilité liées à la gestion de l'échange à la Région Île-de-France

La Région Île-de-France consigne dans un registre tenu à jour les traces (émetteur, date de réception, date de prise en compte par l'application, ….) des fichiers transmis via la plateforme d'échanges de fichiers sécurisée de la Caisse des dépôts et des consignations (https://sfe.caissedesdepots.fr).. Les informations de ce registre sont conservées durant 3 ans.

Les émetteurs sont garants du contenu de leurs fichiers.

En cas d'incident de traitement d'un fichier, la CDC peut demander au Conseil régional une nouvelle transmission du fichier sous 7 jours suivant la date de la transmission précédente.

La Région Île-de-France, pour toutes les traces nécessaires provenant de tous types de plate-forme, applique les durées standard de conservation suivantes : 1 an en ligne et 3 ans en archive morte en tant que preuve.

Les règles de traçabilité liées à la gestion de l'échange à la CDC

Interne

La CDC conserve une trace de la gestion de l'échange avec ses partenaires (émetteur, date de réception, date de prise en compte par l'application, ….) dans un référentiel La trace technique des transferts avec les partenaires est conservée sur 3 ans.
La réception par la CDC doit être matérialisée par un accusé de réception à chaque fichier transféré au moment de chaque dépôt.

Les règles de traçabilité liées au contenu et à la conservation des données à la CDC

Les fichiers d'échange sont conservés à la CDC selon une durée de 18 mois.
Les fichiers d'échange sont conservés à la Région Île de France selon une durée de 18 mois.

6.4. TRAITEMENT DES ATTAQUES ET DES INCIDENTS DE SÉCURITÉ

Le RSSI de chaque partie avertira son homologue en cas de survenue d'attaques ou d'incidents de sécurité sur le périmètre du système d'information inclus dans la convention et susceptibles de porter préjudice à l'autre partie.

6.5. EXERCICE DES DROITS DE L'INDIVIDU SUR SES DONNÉES

Exercice des droits depuis le SI FORM PRO de la Caisse des Dépots :

Conformément à la réglementation Informatique et libertés les personnes concernées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des données les concernant et d'un droit à la limitation du traitement de leurs données ainsi que du droit de faire parvenir au Ministère du travail des directives spéciales relatives au sort de leurs données après leurs décès. Le droit d'opposition prévu à l'article 38 de la loi du 6 janvier susvisée ne s'applique pas au traitement des données à caractère personnel relatif au Compte Personnel d'Activité.
Pour exercer leurs droits Informatique et libertés, les personnes concernées peuvent s'adresser à mesdonneespersonnelles@caissedesdepots.fr ou par écrit à l'adresse suivante ; Caisse des Dépôts - Données personnelles - Etablissement de Bordeaux 5, rue du Vergne 33059 Bordeaux Cedex, et y joindre toute pièce permettant de justifier de leur identité et de leur demande.

En cas de demande d'accès ou de rectification par la personne concernée, la Caisse des Dépôts et les parties concernées veillent à ce que la demande soit traitée dans un délai de 2 mois.
A l'issu de ce délai, la CDC informe la personne originaire de la demande de la modification ou, le cas échéant, des raisons qui l'ont empêchée.

Interne

7. MODALITES ET REGLES D'ECHANGES DES FICHIERS PAR LE PROTOCOLE PESIT

La règle générale des échanges de fichiers est le transfert réseau par protocole Pesit.

Le principe général des échanges est le suivant :

- l'organisme émetteur poste et transmet le fichier à son initiative,
- l'organisme receveur prend en compte le fichier à réception.

Le serveur émetteur est responsable de l'envoi (lancement - exécution - vérification de bonne exécution - relance éventuelle lors de transfert réseau).

7.1. MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE PAR LES PARTENAIRES

7.1.1. PARAMÈTRES GÉNÉRAUX DU PROTOCOLE PESIT

7.1.1.1. Gestion des paramètres du protocole Pesit en émission du conseil régional

Code partenaire unique ICDC : GTWCDCX5 (Production)
IDF : EXTMSDM5 (fichiers de production)
IDF : EXT01DM5 (fichiers de tests)
Contenu : flux externe en provenance du Conseil régional vers l'application DM5 « Déclarations CPF »
PARM : <AnnéeNuméro> avec Année = année de transmission, sur 4 positions
Numéro = numéro de séquence afin de distinguer les différents fichiers, sur 4 positions
Mode de transmission : protocole Pesit
Longueur variable des enregistrements : 256 max
Format du fichier : variable
Fréquence d'envoi : ponctuelle, 35 fichiers échelonnés sur la période
Fréquence de traitement : au fils de l'eau du 22 Février au 16 Mars 2015
Volumétrie par fichier : 350 méga max
Type de flux : spécifique
Durée de conservation des fichiers : 1 an et demi (prévu avec la CNIL)
Observation : encodage UTF8 souhaité (si ANSI, nous convertirons)

7.1.1.2. Format des fichiers à échanger

Les fichiers de FORMAT FIXE (F/FB) ne doivent en aucun cas comporter un compteur de bloc à chaque enregistrement.

Pour le format variable (RECFM = V ou VB), le paramètre longueur d'enregistrement «LRECL» ne contient que la longueur utile (ne pas inclure le compteur de longueur d'enregistrement de 4 caractères).

Pour le format indéfini (RECFM = U), le paramètre longueur d'enregistrement «LRECL» est à 0 (zéro).

7.1.2. PROCÉDURE DE MISE A JOUR DES TABLES DU PROTOCOLE PESIT POUR UN ÉCHANGE DE FICHIER (MODIFICATION/CRÉATION/SUPPRESSION)

Les demandes de mise à jour des tables utilisées par Pesit doivent être effectuées par "mail" auprès du Guichet Unique du Centre de Services et du responsable des échanges.

Pour la Région Île-de-France ⇨ safir@iledefrance.fr
Pour la CDC ⇨ LD-DPI-GESTION_DES_FLUX@caissedesdepots.fr

Interne

Toutes les demandes de modification/création d'un échange à effectuer par le partenaire doivent faire l'objet d'une confirmation de réalisation avant de procéder aux transferts du/des fichier(s) concerné(s) à l'adresse mail ci-dessus.

Le certificat utilisé pour les échanges est fourni par la CDC (ESSALIA) et devra être renouvelé tous les ans.

7.1.3. PLAGE D'OUVERTURE DU LOGICIEL DE TRANSFERT CHEZ LES PARTENAIRES

7.1.3.1. Plage d'ouverture à la Région Île-de-France

Le logiciel de transfert du Conseil Régional est ouvert en permanence
Le service du Conseil Régional est disponible 7J/7 24H/24, sauf cas force majeure c'est-à-dire : événement non planifiable et exceptionnel lié à un incident, ou pour un changement une interruption planifiée.

7.1.3.2. Plage d'ouverture à la CDC

Le logiciel de transfert de la CDC est ouvert en permanence

Le service CDC est disponible 7J/7 24H/24, sauf cas force majeure c'est-à-dire : événement non planifiable et exceptionnel lié à un incident, ou pour un changement une interruption planifiée.

7.1.4. PROCÉDURE DE RETRANSMISSION D'UN FICHIER PAR LE PROTOCOLE PESIT

L'émetteur doit assurer la sauvegarde des fichiers émis de manière à en assurer la retransmission conformément aux durées de rétention définies ci-après.

Les partenaires s'engagent à pouvoir retransmettre les fichiers selon les normes définies dans le contrat de service.

La demande de retransmission d'un fichier doit être transmise comme suit :

Conseil Régional➔ par Mail au secteur des échanges : Safir@iledefrance.fr
CDC ➔ par Mail au service Gestion des flux : LD-DPI-GESTION_DES_FLUX@caissedesdepots.fr
Les caractéristiques suivantes du fichier doivent être précisées :

- IDF du fichier
- Date de transmission initiale
- IDT du transfert

Le partenaire devra préciser dans le Mail le/les motifs de la demande de retransmission.

7.1.5. RÉTENTION DES FICHIERS ÉMIS PAR LE LOGICIEL DE TRANSFERT

Emis par la Région Île-de-France

La durée de rétention des fichiers est fixée à 6 mois.

Interne

8. DESCRIPTION ET REGLES D'ECHANGE DES FICHIERS ECHANGES

FICHE DE REFERENCE : Echange de Fichiers par le protocole Pesit	
Emetteur	Code Partenaire : Numéro d'organisme Serveur/Emetteur :
Nom du fichier (IDF)	
Dénomination	
Mode de transmission	Pesit
Longueur de l'enregistrement	
Format du fichier	FB
Type de flux (XML, Norme A, spécifique)	Spécifique
Fréquence de l'envoi et volumétrie	
Date/heure de départ de l'émetteur	Voir calendrier d'exploitation
Fréquence du traitement	Permanente
Délai de retransmission Pesit sur les jours ouvrés	48 heures
Durée de conservation des fichiers	CDC ➔ 18 mois Conseil Régional ➔ 18 mois
Observations	

Interne

9. GESTION DES INCIDENTS

9.1. TRAITEMENTS DES INCIDENTS AU CONSEIL REGIONAL

Attributions et objectifs du Guichet Unique du Centre de Services du Conseil Régional

← **Recevoir et Gérer, en un point unique, l'ensemble des demandes et incidents communiqués par mail ou téléphone.**

Assurer le suivi des incidents signalés :

- diagnostiquer et résoudre les incidents
- aiguiller les interventions vers les secteurs appropriés
- rendre compte à l'utilisateur
- rendre compte aux partenaires

Résoudre les incidents en un minimum de temps.

- Diminuer les durées d'indisponibilités
- Prévenir les utilisateurs de tout arrêt programmé

Principe de fonctionnement du Guichet Unique du Centre de Services

Ouverture du lundi au vendredi de 8h à 17h

Avec :

- des correspondants à votre disposition
- un répondeur-enregistreur pour prendre vos messages et coordonnées en dehors des horaires de bureau

Madame Pauline VIGNON

Par téléphone : ☎ 01 53 85 74 51

Par Internet : ✉ **safir@iledefrance.fr**

Renseignements à fournir :

- préciser ses coordonnées (nom, organisme, code utilisateur, N° de téléphone)
- préciser les caractéristiques du matériel en cause (incidents internes)
- décrire avec précision l'anomalie constatée

Cas de détection par la Région Île-de-France :

La détection doit être notifiée à la structure d'accueil de la CDC

➤ La demande peut être formulée par téléphone, mais doit être confirmée au plus tôt par mail à la structure d'accueil de la CDC à des fins de qualification et suivi.

➤ Un numéro de ticket d'incident sera fourni à la DSI du Conseil régional qui servira de référence de rappel lors des correspondances et au suivi de résolution de l'incident.

Interne

Deux canaux principaux sont utilisables pour signaler l'incident :

- La messagerie électronique
- Le téléphone avec confirmation par email sous 15 minutes

9.2. TRAITEMENTS DES INCIDENTS A LA CDC

Attributions et objectifs du Service Accueil de la CDC

Principe de fonctionnement du Guichet Unique du Service accueil de la CDC

← **Madame Juliette Dancs**

← **Par téléphone : ☎ 05.57.57.91.25**

Par Internet : ✉ MOACPF@caissedesdepots.fr

Renseignements à fournir :

- préciser ses coordonnées (nom, organisme, code utilisateur, N° de téléphone)
- décrire avec précision l'anomalie constatée

Interne

10. PROCEDURE D'ESCALADE EN CAS D'URGENCE

La procédure d'escalade est à utiliser en cas d'urgence ou si le délai de réponse du Conseil Régional et de la CDC gérant les appels/Mail et le suivi des incidents/demandes ne donnent pas satisfaction.

Dans les situations suivantes, une procédure d'escalade pourra être engagée :

- pour les incidents d'exploitation
  - en situation de crise due à un sinistre majeur,
  - en absence de réponse suite à notification d'un incident de gravité 1.
- pour les incidents applicatifs
  - en absence de réponse suite à notification d'un incident bloquant.

Les interlocuteurs suivants sont à contacter dans l'ordre présenté ci-après :

➲ **CONSEIL REGIONAL**

Pour les incidents/demandes du domaine ETUDES :

Madame Elodie RENAUD	☎ 01 53 85 70 90 Mail : elodie.renaud@iledefrance.fr
Madame Séverine MIGNON	☎ 01 53 85 64 45 Mail : severine.mignon@iledefrance.fr

Pour les incidents/demandes du domaine PRODUCTION :

Madame Solveig VIDAL	☎ 01 53 85 69 83 Mail : solveig.vidal@iledefrance.fr
Madame Coralie DUCLOY	☎ 01 53 85 61 48 Mail : coralie.ducloy@iledefrance.fr
Monsieur Silvain CLOULAS	☎ 01 53 85 62 17 Mail : silvain.cloulas@iledefrance.fr

Les interlocuteurs suivants sont à contacter dans l'ordre présenté ci-après :

➲ **ICDC**

Pour les incidents/demandes du domaine ETUDES :

PIQUER Hélène	Mail : helene.piquer@caissedesdepots.fr ☎ 05.56.11.40.25
CAPET Frédérique	Mail : frederique.capet@caissedesdepots.fr ☎ 05.56.11.38.75

Pour les incidents/demandes du domaine PRODUCTION :

THIBAULT-SARRAZIN Véronique	Mail : Veronique.Thibault-Sarrazin@caissedesdepots.fr ☎ 05 56 11 42 02
CEDRIC PILLET	Mail : Cedric.Pillet@caissedesdepots.fr ☎ 05.56.11.44.97

Interne

SEBASTIEN LECLERC
Mail : Sebastien.Leclerc@caissedesdepots.fr
☎ 05.56.11.36.90

ROULLON Gilles
Mail : Gilles.Roullon@caissedesdepots.fr
☎ 05 56 11 33 23

11. PROCEDURE DE SECOURS SUR SUPPORT CDROM OU DVD

11.1. ÉVÈNEMENT DÉCLENCHEUR DE LA PROCÉDURE

En fonction de paramètres tels que :

- la nature *exceptionnelle* d'un échange,
- le volume important d'un fichier,
- le coût excessif d'un transfert réseau,
- un problème réseau de plus de 1 semaine.

Le transfert peut s'effectuer sur support CDROM ou DVD après accord des deux parties.

11.2. MODALITÉS DE TRANSFERT DES SUPPORTS

Les fichiers sont à transmettre aux adresses suivantes en utilisant un service de transport express (Chronopost, …) :

CONSEIL REGIONAL :

DIRECTION DES SERVICES INFORMATIQUES
2 RUE SIMONE VEIL
93400 SAINT-OUEN

CDC :

Informatique CDC
Service de la Production – xxxx
Rue du vergne
33059 BORDEAUX CEDEX

Un bordereau d'accompagnement doit être joint à chaque envoi de CDROM ou DVD.

Le non respect de cette procédure implique le retour du fichier à l'émetteur.

En conformité avec les recommandations de la CNIL, les fichiers échangés sur supports physiques doivent être chiffrés et transmis sous enveloppe scellée.

Pour ce faire la DSI du Conseil Régional et la CDC décideront, d'un commun accord des RSSI, du logiciel qui sera utilisé pour le chiffrement des fichiers, ainsi que d'une méthode pour authentifier l'émetteur du CD ROM ou DVD.

11.3. DÉLAIS DE RÉACHEMINEMENT DE CDROM OU DVD PAR LA POSTE OU TRANSPORTEUR SPÉCIALISÉ

DÉLAIS INDUITS

- Création CDROM/DVD)
- Transmission au transporteur)
- Délai transport) **5 jours ouvrés**
- Transmission au destinataire)
- Prise en compte destinataire)

11.4. PROCÉDURE EN CAS DE SUPPORTS DÉTÉRIORÉS OU PERDUS

En cas de supports détériorés ou perdus, l'EMETTEUR doit régler le différent avec le transporteur.

Interne

12. SIGNATURE DU CONTRAT DE SERVICE

Les partenaires, la Région Île-de-France et la CDC s'engagent à respecter ce CONTRAT DE SERVICE D'ECHANGES DE FICHIERS.

Toute modification doit faire l'objet d'un avenant négocié et signé entre les partenaires.

Fait en deux exemplaires

Date de signature :

Pour la Région Île-de-France	**Pour la CDC**
Le Directeur(trice) Général(e) Adjoint(e) Pôle Dev. éco., emploi, formation **Bertrand MARTINOT**	La Secrétaire Générale de la Direction des Retraites et de la Solidarité **Karen Le Chenadec**

Interne

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-038

DU 24 JANVIER 2019

EDI : HABILITATION 2019-2022 ET 1ÈRE AFFECTATION 2019 MISSION LOCALE DE SEVRAN : 1ERE AFFECTATION DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU La décision 2012-21/UE du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général (notifiée sous le numéro C (2011) 9380), texte présentant de l'intérêt pour l'EEE ;

VU Le règlement (CE) n°1303/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives aux Fonds européens structurels et d'investissement ainsi que les règlements délégués et les actes d'exécution afférents ;

VU Le règlement (CE) n° 1304/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen ;

VU La décision de la Commission européenne C(2014) 10205 du 18 décembre 2014 portant approbation du Programme opérationnel régional FEDER-FSE de l'Ile-de-France et du bassin de Seine sur le fondement de l'article 29 du règlement (CE) n° 1303/2013 ;

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code du travail, notamment la sixième partie et ses articles L. 6121-2-1, R. 6121-1 et suivants ;

VU La loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

VU La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU La délibération n° CP 14-768 du 20 novembre 2014 relative au «Soutien régional aux missions locales, avance 2015 et ajustement 2014» et au renouvellement de la convention triennale de partenariat et de financement ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 relative au schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie, 2007-2013 prorogé par délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 ;

VU La délibération n° CR 58-08 du 26 juin 2008 relative à l'adoption du rapport cadre «

Vers un service public régional de la formation et de l'insertion professionnelles, politique régionale en faveur de l'accès et du retour à l'emploi qualifié, dans le cadre du schéma régional des formations » ;

VU La délibération n° CR 54-09 du 19 juin 2009 relative au rapport « Service public régional de formation et d'insertion professionnelles – refonte des dispositifs régionaux de formation des personnes privées d'emploi » ;

VU La délibération n° CR 80-13 du 29 septembre 2013 relative à la prorogation du « schéma régional de formation tout au long de la vie 2007-2013 » jusqu'à l'adoption d'un nouveau schéma ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à « la Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;

VU La délibération n° CR 149-16 du 7 juillet 2016 portant règlement d'intervention relatif à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle ;

VU La délibération n° CR 185-16 du 17 novembre 2016 relative à l'évolution du cadre de conventionnement des missions locales, présentation de l'accord-cadre Etat/Région/Association Régionale des missions locales Ile-de-France, soutien régional aux missions locales avance 2017 et ajustement 2016 ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU La délibération n° CP 2017-438 du 20 septembre 2017 relative à « aide au transport des jeunes en insertion et dispositif régional d'insertion Avenir Jeunes » ;

VU La délibération n° CP 2017-563 du 22 novembre 2017 relative au soutien régional aux missions locales, avance 2018 et ajustement 2017, et à l'avenant de prolongation de la convention triennale ;

VU La délibération n° CP 2018-206 du 30 mai 2018 relative au soutien régional aux missions locales ;

VU La délibération n° CP 2018-275 du 4 juillet 2018 **«** Dispositif régional Espaces de dynamique d'Insertion : seconde affectation 2018, mise en place de l'habilitation et appel public à proposition 2019-2022 » ;

VU La délibération n° CP 2018-488 du 21 novembre 2018 relative à l'adoption de la convention entre la Région et l'Agence de Services et de Paiement (APS) – avenant 2018 et convention 2019 ;

VU La délibération n° CP 2018-535 du 21 novembre 2018 relative au soutien régional aux missions locales : prorogations de la convention triennale – 1ère affectation 2019 ;

VU Le Budget de la Région d'Ile-de-France pour 2019

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-038 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 :

Approuve la convention d'habilitation type relative au soutien régional aux Espaces de Dynamique d'Insertion jointe en annexe n° 2 à la présente délibération et l'avenant type annuel joint en annexe n° 3 à la présente délibération.

ARTICLE 2 :

Décide de participer pour l'année 2019, au titre du programme Espaces de Dynamique d'Insertion, au financement des 24 projets détaillés en annexes n° 1 par l'attribution d'une première affectation d'un montant total de **3 038 783,28 €**. Cette 1ère affectation est calculée sur la base de 60 % du montant de la compensation annuelle prévisionnelle, au titre de la première année d'application de la convention d'habilitation 2019-2022.

Subordonne le versement des compensations financières à la signature des conventions d'habilitation et des avenants conformes à la convention d'habilitation type et à l'avenant type annuel approuvés à l'article 1er de la présente délibération.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement d'un montant de **3 038 783,28 €** disponible sur le chapitre budgétaire 931 « Formation professionnelle et apprentissage » Code fonctionnel 11 « Formation professionnelle », Programme HP 111005 « Mesure d'insertion professionnelle », Action 111 005 01 « Accès aux savoirs de base », code nature 657 « Subvention », du budget régional 2019.

ARTICLE 3 :

Autorise, au titre du programme EDI 2019, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des compensations à compter du 1er janvier 2019 par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier prorogé par la délibération n° CR 01-16 susvisée, en raison du décalage entre la date d'entrée en formation (à partir du 1er janvier 2019) et la date du vote de la présente délibération.

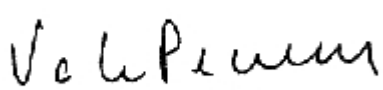
ARTICLE 4 :

Attribue à la mission locale intercommunale de Sevran, Tremblay en France, Villepinte , au titre de la première affectation sur la subvention globale de fonctionnement 2019, une subvention d'un montant de 83 572,01 €.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement d'un montant de **83 572,01€** sur le chapitre 931

« formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 11 « formation professionnelle » programme HP 11-004 (111004) « accès à l'information et à l'orientation », action 11100401 « soutien aux missions locales », nature 657 « subventions » du budget 2019.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

FICHES PROJETS

DOSSIER N° 18015171 - ANRS - ASSOCIATION NATIONALE DE READAPTATION SOCIALE

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 135 868,80 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ANRS - NATIONALE DE READAPTATION SOCIALE
Adresse administrative	:	18 AVENUE VICTORIA 75001 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame CATHERINE THIBAULT, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :

Les bénéficiaires accueillis à l'EDI sont des jeunes 16-25 ans, déscolarisés, demandeurs d'emploi, vivant dans des milieux défavorisés rencontrant des problématiques diverses de santé, de logement, et dont la situation nécessite parfois la demande de statut de travailleur handicapé.
Contenu du dispositif
Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- la mise en place d'une évaluation des acquis et des compétences du stagiaire et de sa situation globale ;
- la définition d'un parcours intégrant un accompagnement individuel et le suivi d'activités collectives ;
- le traitement de la situation globale du stagiaire afin de lui permettre l'engagement d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les différents types d'activités collectives que doit assurer l'EDI :

- des activités thématiques à caractère permanent et en des domaines distincts ;
- des activités à caractère ponctuel ou occasionnel.

Les activités collectives mises en place au sein de l'EDI constituent des supports, des outils au service du parcours d'insertion du jeune.
Le parcours peut prévoir des stages en entreprise.

Durée du dispositif
La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. En tout état de cause, la durée du parcours ne peut excéder 12 mois sauf autorisation expresse de la Région.

Conformément aux dispositions prévues par la convention d'habilitation 2019-2022 et l'avenant annuel à conclure en 2019, le montant proposé est une première affectation ou avance.
Son montant est égal à 60% du montant de l'aide de base versée l'année N-1. Pour la première année d'exécution de la convention, ce taux sera forfaitairement appliqué au budget éligible de la structure.
Les modalités de calcul du montant total de la compensation accordée aux EDI seront déterminées lors de la deuxième affectation

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE) du 20 décembre 2011

DOSSIER N° 18015172 - ASSOCIATION SAUVEGARDE DE L'ADOLESCENCE - CIEJ - EDI COQUERON

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	135 510,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SAUVEGARDE ADOLESCENCE
Adresse administrative	:	3 RUE COQ HERON 75001 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Fabienne ZELLNER, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Description :

Les bénéficiaires accueillis à l'EDI sont des jeunes 16-25 ans, déscolarisés, demandeurs d'emploi, vivant dans des milieux défavorisés rencontrant des problématiques diverses de santé, de logement, et dont la situation nécessite parfois la demande de statut de travailleur handicapé.
Contenu du dispositif
Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- la mise en place d'une évaluation des acquis et des compétences du stagiaire et de sa situation globale ;
- la définition d'un parcours intégrant un accompagnement individuel et le suivi d'activités collectives ;
- le traitement de la situation globale du stagiaire afin de lui permettre l'engagement d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les différents types d'activités collectives que doit assurer l'EDI :

- des activités thématiques à caractère permanent et en des domaines distincts ;
- des activités à caractère ponctuel ou occasionnel.

Les activités collectives mises en place au sein de l'EDI constituent des supports, des outils au service du parcours d'insertion du jeune.

Le parcours peut prévoir des stages en entreprise.

Durée du dispositif
La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. En tout état de cause, la durée du parcours ne peut excéder 12 mois sauf autorisation expresse de la Région.

Conformément aux dispositions prévues par la convention d'habilitation 2019-2022 et l'avenant annuel à conclure en 2019, le montant proposé est une première affectation ou avance.
Son montant est égal à 60% du montant de l'aide de base versée l'année N-1. Pour la première année d'exécution de la convention, ce taux sera forfaitairement appliqué au budget éligible de la structure.
Les modalités de calcul du montant total de la compensation accordée aux EDI seront déterminées lors de la deuxième affectation

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE) du 20 décembre 2011

DOSSIER N° 18015173 - FONDATION JEUNESSE FEU VERT - LE TIPI

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 117 900,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	JEUNESSE FEU VERT
Adresse administrative	:	34 RUE DE PICPUS 75012 PARIS
Statut Juridique	:	Fondation
Représentant	:	Monsieur Jean-Marc STEINDECKER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Description :
Les bénéficiaires accueillis à l'EDI sont des jeunes 16-25 ans, déscolarisés, demandeurs d'emploi, vivant dans des milieux défavorisés rencontrant des problématiques diverses de santé, de logement, et dont la situation nécessite parfois la demande de statut de travailleur handicapé.

Contenu du dispositif
Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- la mise en place d'une évaluation des acquis et des compétences du stagiaire et de sa situation globale ;
- la définition d'un parcours intégrant un accompagnement individuel et le suivi d'activités collectives ;
- le traitement de la situation globale du stagiaire afin de lui permettre l'engagement d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle.
Les différents types d'activités collectives que doit assurer l'EDI :
- des activités thématiques à caractère permanent et en des domaines distincts ;
- des activités à caractère ponctuel ou occasionnel.
Les activités collectives mises en place au sein de l'EDI constituent des supports, des outils au service du parcours d'insertion du jeune.
Le parcours peut prévoir des stages en entreprise.

Durée du dispositif

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. En tout état de cause, la durée du parcours ne peut

excéder 12 mois sauf autorisation expresse de la Région.

Conformément aux dispositions prévues par la convention d'habilitation 2019-2022 et l'avenant annuel à conclure en 2019, le montant proposé est une première affectation ou avance.
Son montant est égal à 60% du montant de l'aide de base versée l'année N-1. Pour la première année d'exécution de la convention, ce taux sera forfaitairement appliqué au budget éligible de la structure.
Les modalités de calcul du montant total de la compensation accordée aux EDI seront déterminées lors de la deuxième affectation

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE) du 20 décembre 2011

DOSSIER N° 18015174 - ASSOCIATION AURORE-LE VERGER

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	119 677,80 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION AURORE
Adresse administrative	:	34 BOULEVARD SEBASTOPOL 75004 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Pierre COPPEY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Description :

Les bénéficiaires accueillis à l'EDI sont des jeunes 16-25 ans, déscolarisés, demandeurs d'emploi, vivant dans des milieux défavorisés rencontrant des problématiques diverses de santé, de logement, et dont la situation nécessite parfois la demande de statut de travailleur handicapé.
Contenu du dispositif
Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- la mise en place d'une évaluation des acquis et des compétences du stagiaire et de sa situation globale ;
- la définition d'un parcours intégrant un accompagnement individuel et le suivi d'activités collectives ;
- le traitement de la situation globale du stagiaire afin de lui permettre l'engagement d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les différents types d'activités collectives que doit assurer l'EDI :

- des activités thématiques à caractère permanent et en des domaines distincts ;
- des activités à caractère ponctuel ou occasionnel.

Les activités collectives mises en place au sein de l'EDI constituent des supports, des outils au service du parcours d'insertion du jeune.
Le parcours peut prévoir des stages en entreprise.

Durée du dispositif
La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. En tout état de cause, la durée du parcours ne peut excéder 12 mois sauf autorisation expresse de la Région.

Conformément aux dispositions prévues par la convention d'habilitation 2019-2022 et l'avenant annuel à conclure en 2019, le montant proposé est une première affectation ou avance.
Son montant est égal à 60% du montant de l'aide de base versée l'année N-1. Pour la première année d'exécution de la convention, ce taux sera forfaitairement appliqué au budget éligible de la structure.
Les modalités de calcul du montant total de la compensation accordée aux EDI seront déterminées lors de la deuxième affectation

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE) du 20 décembre 2011

DOSSIER N° 18015175 - AURORE AGORA

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	135 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION AURORE
Adresse administrative	:	34 BOULEVARD SEBASTOPOL 75004 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Pierre COPPEY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Description :
Les bénéficiaires accueillis à l'EDI sont des jeunes 16-25 ans, déscolarisés, demandeurs d'emploi, vivant dans des milieux défavorisés rencontrant des problématiques diverses de santé, de logement, et dont la situation nécessite parfois la demande de statut de travailleur handicapé.
Contenu du dispositif
Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- la mise en place d'une évaluation des acquis et des compétences du stagiaire et de sa situation globale ;
- la définition d'un parcours intégrant un accompagnement individuel et le suivi d'activités collectives ;
- le traitement de la situation globale du stagiaire afin de lui permettre l'engagement d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les différents types d'activités collectives que doit assurer l'EDI :

- des activités thématiques à caractère permanent et en des domaines distincts ;
- des activités à caractère ponctuel ou occasionnel.

Les activités collectives mises en place au sein de l'EDI constituent des supports, des outils au service du parcours d'insertion du jeune.
Le parcours peut prévoir des stages en entreprise.

Durée du dispositif
La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. En tout état de cause, la durée du parcours ne peut excéder 12 mois sauf autorisation expresse de la Région.

Conformément aux dispositions prévues par la convention d'habilitation 2019-2022 et l'avenant annuel à conclure en 2019, le montant proposé est une première affectation ou avance.
Son montant est égal à 60% du montant de l'aide de base versée l'année N-1. Pour la première année d'exécution de la convention, ce taux sera forfaitairement appliqué au budget éligible de la structure.
Les modalités de calcul du montant total de la compensation accordée aux EDI seront déterminées lors de la deuxième affectation

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE) du 20 décembre 2011

DOSSIER N° 18015176 - ASSOCIATION AURORE ILIADE

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	111 802,20 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION AURORE
Adresse administrative	:	34 BOULEVARD SEBASTOPOL 75004 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Pierre COPPEY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Description :

Les bénéficiaires accueillis à l'EDI sont des jeunes 16-25 ans, déscolarisés, demandeurs d'emploi, vivant dans des milieux défavorisés rencontrant des problématiques diverses de santé, de logement, et dont la situation nécessite parfois la demande de statut de travailleur handicapé.
Contenu du dispositif
Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- la mise en place d'une évaluation des acquis et des compétences du stagiaire et de sa situation globale ;
- la définition d'un parcours intégrant un accompagnement individuel et le suivi d'activités collectives ;
- le traitement de la situation globale du stagiaire afin de lui permettre l'engagement d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les différents types d'activités collectives que doit assurer l'EDI :

- des activités thématiques à caractère permanent et en des domaines distincts ;
- des activités à caractère ponctuel ou occasionnel.

Les activités collectives mises en place au sein de l'EDI constituent des supports, des outils au service du parcours d'insertion du jeune.
Le parcours peut prévoir des stages en entreprise.

Durée du dispositif
La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. En tout état de cause, la durée du parcours ne peut excéder 12 mois sauf autorisation expresse de la Région.

Conformément aux dispositions prévues par la convention d'habilitation 2019-2022 et l'avenant annuel à conclure en 2019, le montant proposé est une première affectation ou avance.
Son montant est égal à 60% du montant de l'aide de base versée l'année N-1. Pour la première année d'exécution de la convention, ce taux sera forfaitairement appliqué au budget éligible de la structure.
Les modalités de calcul du montant total de la compensation accordée aux EDI seront déterminées lors de la deuxième affectation

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE) du 20 décembre 2011

DOSSIER N° 18015190 - AURORE L'ARCHE

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	116 120,40 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION AURORE
Adresse administrative	:	34 BOULEVARD SEBASTOPOL 75004 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Pierre COPPEY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Description :
Les bénéficiaires accueillis à l'EDI sont des jeunes 16-25 ans, déscolarisés, demandeurs d'emploi, vivant dans des milieux défavorisés rencontrant des problématiques diverses de santé, de logement, et dont la situation nécessite parfois la demande de statut de travailleur handicapé.
Contenu du dispositif
Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- la mise en place d'une évaluation des acquis et des compétences du stagiaire et de sa situation globale ;
- la définition d'un parcours intégrant un accompagnement individuel et le suivi d'activités collectives ;
- le traitement de la situation globale du stagiaire afin de lui permettre l'engagement d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les différents types d'activités collectives que doit assurer l'EDI :

- des activités thématiques à caractère permanent et en des domaines distincts ;
- des activités à caractère ponctuel ou occasionnel.

Les activités collectives mises en place au sein de l'EDI constituent des supports, des outils au service du parcours d'insertion du jeune.
Le parcours peut prévoir des stages en entreprise.

Durée du dispositif
La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. En tout état de cause, la durée du parcours ne peut excéder 12 mois sauf autorisation expresse de la Région.

Conformément aux dispositions prévues par la convention d'habilitation 2019-2022 et l'avenant annuel à conclure en 2019, le montant proposé est une première affectation ou avance.
Son montant est égal à 60% du montant de l'aide de base versée l'année N-1. Pour la première année d'exécution de la convention, ce taux sera forfaitairement appliqué au budget éligible de la structure.
Les modalités de calcul du montant total de la compensation accordée aux EDI seront déterminées lors de la deuxième affectation

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE) du 20 décembre 2011

DOSSIER N° 18015177 - LES ATELIERS AGIR COMBATTRE ET REUNIR DES YVELINES (ACR)- CONFLANS SAINTE HONORINE

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	135 299,75 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ACR
Adresse administrative	:	72 RUE DESIRE CLEMENT 78700 CONFLANS-SAINTE-HONORINE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Françoise LEGER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Description :
Les bénéficiaires accueillis à l'EDI sont des jeunes 16-25 ans, déscolarisés, demandeurs d'emploi, vivant dans des milieux défavorisés rencontrant des problématiques diverses de santé, de logement, et dont la situation nécessite parfois la demande de statut de travailleur handicapé.
Contenu du dispositif
Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- la mise en place d'une évaluation des acquis et des compétences du stagiaire et de sa situation globale ;
- la définition d'un parcours intégrant un accompagnement individuel et le suivi d'activités collectives ;
- le traitement de la situation globale du stagiaire afin de lui permettre l'engagement d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les différents types d'activités collectives que doit assurer l'EDI :

- des activités thématiques à caractère permanent et en des domaines distincts ;
- des activités à caractère ponctuel ou occasionnel.

Les activités collectives mises en place au sein de l'EDI constituent des supports, des outils au service du parcours d'insertion du jeune.
Le parcours peut prévoir des stages en entreprise.

Durée du dispositif
La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. En tout état de cause, la durée du parcours ne peut excéder 12 mois sauf autorisation expresse de la Région.

Conformément aux dispositions prévues par la convention d'habilitation 2019-2022 et l'avenant annuel à conclure en 2019, le montant proposé est une première affectation ou avance.
Son montant est égal à 60% du montant de l'aide de base versée l'année N-1. Pour la première année d'exécution de la convention, ce taux sera forfaitairement appliqué au budget éligible de la structure.
Les modalités de calcul du montant total de la compensation accordée aux EDI seront déterminées lors de la deuxième affectation

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE) du 20 décembre 2011

DOSSIER N° 18015178 - ASSOCIATION ACR SAINT QUENTIN SUD YVELINES

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	117 638,20 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ACR
Adresse administrative	:	72 RUE DESIRE CLEMENT 78700 CONFLANS-SAINTE-HONORINE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Françoise LEGER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Description :
Les bénéficiaires accueillis à l'EDI sont des jeunes 16-25 ans, déscolarisés, demandeurs d'emploi, vivant dans des milieux défavorisés rencontrant des problématiques diverses de santé, de logement, et dont la situation nécessite parfois la demande de statut de travailleur handicapé.
Contenu du dispositif
Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- la mise en place d'une évaluation des acquis et des compétences du stagiaire et de sa situation globale ;
- la définition d'un parcours intégrant un accompagnement individuel et le suivi d'activités collectives ;
- le traitement de la situation globale du stagiaire afin de lui permettre l'engagement d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les différents types d'activités collectives que doit assurer l'EDI :

- des activités thématiques à caractère permanent et en des domaines distincts ;
- des activités à caractère ponctuel ou occasionnel.

Les activités collectives mises en place au sein de l'EDI constituent des supports, des outils au service du parcours d'insertion du jeune.
Le parcours peut prévoir des stages en entreprise.

Durée du dispositif
La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. En tout état de cause, la durée du parcours ne peut excéder 12 mois sauf autorisation expresse de la Région.

Conformément aux dispositions prévues par la convention d'habilitation 2019-2022 et l'avenant annuel à conclure en 2019, le montant proposé est une première affectation ou avance.
Son montant est égal à 60% du montant de l'aide de base versée l'année N-1. Pour la première année d'exécution de la convention, ce taux sera forfaitairement appliqué au budget éligible de la structure.
Les modalités de calcul du montant total de la compensation accordée aux EDI seront déterminées lors de la deuxième affectation

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE) du 20 décembre 2011

DOSSIER N° 18015179 - LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DES YVELINES - FEDERATION DES YVELINES

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	114 294,60 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FEDERATION DES YVELINES
Adresse administrative	:	7 RUE DENIS PAPIN 78190 TRAPPES
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Jean-Pierre BONIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Description :

Les bénéficiaires accueillis à l'EDI sont des jeunes 16-25 ans, déscolarisés, demandeurs d'emploi, vivant dans des milieux défavorisés rencontrant des problématiques diverses de santé, de logement, et dont la situation nécessite parfois la demande de statut de travailleur handicapé.
Contenu du dispositif
Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- la mise en place d'une évaluation des acquis et des compétences du stagiaire et de sa situation globale ;
- la définition d'un parcours intégrant un accompagnement individuel et le suivi d'activités collectives ;
- le traitement de la situation globale du stagiaire afin de lui permettre l'engagement d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les différents types d'activités collectives que doit assurer l'EDI :

- des activités thématiques à caractère permanent et en des domaines distincts ;
- des activités à caractère ponctuel ou occasionnel.

Les activités collectives mises en place au sein de l'EDI constituent des supports, des outils au service du

parcours d’insertion du jeune.
Le parcours peut prévoir des stages en entreprise.

Durée du dispositif
La durée moyenne d’un parcours est de 5 mois. En tout état de cause, la durée du parcours ne peut excéder 12 mois sauf autorisation expresse de la Région.

Conformément aux dispositions prévues par la convention d’habilitation 2019-2022 et l'avenant annuel à conclure en 2019, le montant proposé est une première affectation ou avance.
Son montant est égal à 60% du montant de l'aide de base versée l'année N-1. Pour la première année d'exécution de la convention, ce taux sera forfaitairement appliqué au budget éligible de la structure.
Les modalités de calcul du montant total de la compensation accordée aux EDI seront déterminées lors de la deuxième affectation

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d’aides : Décision d’exemption SIEG (2012/21/UE) du 20 décembre 2011

DOSSIER N° 18015180 - ASSOCIATION FILIGRANE

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 119 782,05 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION FILIGRANE
Adresse administrative	:	CENTRE D'AFFAIRES LES IRIS 91130 RIS ORANGIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Rodrigue ABOSSOLO, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Description :
Les bénéficiaires accueillis à l'EDI sont des jeunes 16-25 ans, déscolarisés, demandeurs d'emploi, vivant dans des milieux défavorisés rencontrant des problématiques diverses de santé, de logement, et dont la situation nécessite parfois la demande de statut de travailleur handicapé.
Contenu du dispositif
Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- la mise en place d'une évaluation des acquis et des compétences du stagiaire et de sa situation globale ;
- la définition d'un parcours intégrant un accompagnement individuel et le suivi d'activités collectives ;
- le traitement de la situation globale du stagiaire afin de lui permettre l'engagement d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les différents types d'activités collectives que doit assurer l'EDI :

- des activités thématiques à caractère permanent et en des domaines distincts ;
- des activités à caractère ponctuel ou occasionnel.

Les activités collectives mises en place au sein de l'EDI constituent des supports, des outils au service du parcours d'insertion du jeune.
Le parcours peut prévoir des stages en entreprise.

Durée du dispositif
La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. En tout état de cause, la durée du parcours ne peut excéder 12 mois sauf autorisation expresse de la Région.

Conformément aux dispositions prévues par la convention d'habilitation 2019-2022 et l'avenant annuel à conclure en 2019, le montant proposé est une première affectation ou avance.
Son montant est égal à 60% du montant de l'aide de base versée l'année N-1. Pour la première année d'exécution de la convention, ce taux sera forfaitairement appliqué au budget éligible de la structure.
Les modalités de calcul du montant total de la compensation accordée aux EDI seront déterminées lors de la deuxième affectation

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE) du 20 décembre 2011

DOSSIER N° 18015181 - ASSOCIATION REPERES

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	135 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION REPERES
Adresse administrative	:	35 RUE DANAUX 91220 BRETIGNY-SUR-ORGE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Michel VAUTRIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Description :
Les bénéficiaires accueillis à l'EDI sont des jeunes 16-25 ans, déscolarisés, demandeurs d'emploi, vivant dans des milieux défavorisés rencontrant des problématiques diverses de santé, de logement, et dont la situation nécessite parfois la demande de statut de travailleur handicapé.
Contenu du dispositif
Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- la mise en place d'une évaluation des acquis et des compétences du stagiaire et de sa situation globale ;
- la définition d'un parcours intégrant un accompagnement individuel et le suivi d'activités collectives ;
- le traitement de la situation globale du stagiaire afin de lui permettre l'engagement d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les différents types d'activités collectives que doit assurer l'EDI :

- des activités thématiques à caractère permanent et en des domaines distincts ;
- des activités à caractère ponctuel ou occasionnel.

Les activités collectives mises en place au sein de l'EDI constituent des supports, des outils au service du parcours d'insertion du jeune.
Le parcours peut prévoir des stages en entreprise.

Durée du dispositif
La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. En tout état de cause, la durée du parcours ne peut excéder 12 mois sauf autorisation expresse de la Région.

Conformément aux dispositions prévues par la convention d'habilitation 2019-2022 et l'avenant annuel à conclure en 2019, le montant proposé est une première affectation ou avance.
Son montant est égal à 60% du montant de l'aide de base versée l'année N-1. Pour la première année d'exécution de la convention, ce taux sera forfaitairement appliqué au budget éligible de la structure.
Les modalités de calcul du montant total de la compensation accordée aux EDI seront déterminées lors de la deuxième affectation

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE) du 20 décembre 2011

DOSSIER N° 18015182 - INSTEP LEO LAGRANGE ILE DE FRANCE

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	77 378,18 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	INSTEP LEO LAGRANGE ILE DE FRANCE
Adresse administrative	:	8 RUE CHARLES MICHELS 93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Jean-Loup CHAUMET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé :

Description :
Les bénéficiaires accueillis à l'EDI sont des jeunes 16-25 ans, déscolarisés, demandeurs d'emploi, vivant dans des milieux défavorisés rencontrant des problématiques diverses de santé, de logement, et dont la situation nécessite parfois la demande de statut de travailleur handicapé.
Contenu du dispositif
Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- la mise en place d'une évaluation des acquis et des compétences du stagiaire et de sa situation globale ;
- la définition d'un parcours intégrant un accompagnement individuel et le suivi d'activités collectives ;
- le traitement de la situation globale du stagiaire afin de lui permettre l'engagement d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les différents types d'activités collectives que doit assurer l'EDI :

- des activités thématiques à caractère permanent et en des domaines distincts ;
- des activités à caractère ponctuel ou occasionnel.

Les activités collectives mises en place au sein de l'EDI constituent des supports, des outils au service du parcours d'insertion du jeune.
Le parcours peut prévoir des stages en entreprise.

Durée du dispositif
La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. En tout état de cause, la durée du parcours ne peut excéder 12 mois sauf autorisation expresse de la Région.

Conformément aux dispositions prévues par la convention d'habilitation 2019-2022 et l'avenant annuel à conclure en 2019, le montant proposé est une première affectation ou avance.
Son montant est égal à 60% du montant de l'aide de base versée l'année N-1. Pour la première année d'exécution de la convention, ce taux sera forfaitairement appliqué au budget éligible de la structure.
Les modalités de calcul du montant total de la compensation accordée aux EDI seront déterminées lors de la deuxième affectation

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE) du 20 décembre 2011

DOSSIER N° 18015183 - ASSOCIATION DE FORMATION ET AIDE A LA REINSERTION (FAIRE 92)

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	132 480,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: FAIRE ASSOCIATION DE FORMATION ET AIDE A LA REINSERTION
Adresse administrative	: 48 RUE DE L'AMIRAL MOUCHEZ 75014 PARIS 14
Statut Juridique	: Association
Représentant	: Monsieur Michel PERETTI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Description :
Les bénéficiaires accueillis à l'EDI sont des jeunes 16-25 ans, déscolarisés, demandeurs d'emploi, vivant dans des milieux défavorisés rencontrant des problématiques diverses de santé, de logement, et dont la situation nécessite parfois la demande de statut de travailleur handicapé.
Contenu du dispositif
Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- la mise en place d'une évaluation des acquis et des compétences du stagiaire et de sa situation globale ;
- la définition d'un parcours intégrant un accompagnement individuel et le suivi d'activités collectives ;
- le traitement de la situation globale du stagiaire afin de lui permettre l'engagement d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les différents types d'activités collectives que doit assurer l'EDI :

- des activités thématiques à caractère permanent et en des domaines distincts ;
- des activités à caractère ponctuel ou occasionnel.

Les activités collectives mises en place au sein de l'EDI constituent des supports, des outils au service du parcours d'insertion du jeune.
Le parcours peut prévoir des stages en entreprise.

Durée du dispositif
La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. En tout état de cause, la durée du parcours ne peut excéder 12 mois sauf autorisation expresse de la Région.

Conformément aux dispositions prévues par la convention d'habilitation 2019-2022 et l'avenant annuel à conclure en 2019, le montant proposé est une première affectation ou avance.
Son montant est égal à 60% du montant de l'aide de base versée l'année N-1. Pour la première année d'exécution de la convention, ce taux sera forfaitairement appliqué au budget éligible de la structure.
Les modalités de calcul du montant total de la compensation accordée aux EDI seront déterminées lors de la deuxième affectation

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE) du 20 décembre 2011

DOSSIER N° 18015184 - AGIR COMBATTRE REUNIR DES HAUTS DE SEINE (ACR)

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	135 300,13 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ACR
Adresse administrative	:	72 RUE DESIRE CLEMENT 78700 CONFLANS-SAINTE-HONORINE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Françoise LEGER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Description :
Les bénéficiaires accueillis à l'EDI sont des jeunes 16-25 ans, déscolarisés, demandeurs d'emploi, vivant dans des milieux défavorisés rencontrant des problématiques diverses de santé, de logement, et dont la situation nécessite parfois la demande de statut de travailleur handicapé.
Contenu du dispositif
Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- la mise en place d'une évaluation des acquis et des compétences du stagiaire et de sa situation globale ;
- la définition d'un parcours intégrant un accompagnement individuel et le suivi d'activités collectives ;
- le traitement de la situation globale du stagiaire afin de lui permettre l'engagement d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les différents types d'activités collectives que doit assurer l'EDI :

- des activités thématiques à caractère permanent et en des domaines distincts ;
- des activités à caractère ponctuel ou occasionnel.

Les activités collectives mises en place au sein de l'EDI constituent des supports, des outils au service du parcours d'insertion du jeune.
Le parcours peut prévoir des stages en entreprise.

Durée du dispositif
La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. En tout état de cause, la durée du parcours ne peut excéder 12 mois sauf autorisation expresse de la Région.

Conformément aux dispositions prévues par la convention d'habilitation 2019-2022 et l'avenant annuel à conclure en 2019, le montant proposé est une première affectation ou avance.
Son montant est égal à 60% du montant de l'aide de base versée l'année N-1. Pour la première année d'exécution de la convention, ce taux sera forfaitairement appliqué au budget éligible de la structure.
Les modalités de calcul du montant total de la compensation accordée aux EDI seront déterminées lors de la deuxième affectation

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE) du 20 décembre 2011

DOSSIER N° 18015185 - ASSOCIATION RELAIS POUR L'EDUCATION ET L'INSERTION DES JEUNES (ARPEIJE)

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	118 519,16 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ARPEIJE
Adresse administrative	:	54 RUE DU MOULIN DE PIERRE 92140 CLAMART
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Anne-Marie FAYOLLE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Description :
Les bénéficiaires accueillis à l'EDI sont des jeunes 16-25 ans, déscolarisés, demandeurs d'emploi, vivant dans des milieux défavorisés rencontrant des problématiques diverses de santé, de logement, et dont la situation nécessite parfois la demande de statut de travailleur handicapé.
Contenu du dispositif
Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- la mise en place d'une évaluation des acquis et des compétences du stagiaire et de sa situation globale ;
- la définition d'un parcours intégrant un accompagnement individuel et le suivi d'activités collectives ;
- le traitement de la situation globale du stagiaire afin de lui permettre l'engagement d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les différents types d'activités collectives que doit assurer l'EDI :

- des activités thématiques à caractère permanent et en des domaines distincts ;
- des activités à caractère ponctuel ou occasionnel.

Les activités collectives mises en place au sein de l'EDI constituent des supports, des outils au service du parcours d'insertion du jeune.
Le parcours peut prévoir des stages en entreprise.

Durée du dispositif
La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. En tout état de cause, la durée du parcours ne peut excéder 12 mois sauf autorisation expresse de la Région.

Conformément aux dispositions prévues par la convention d'habilitation 2019-2022 et l'avenant annuel à conclure en 2019, le montant proposé est une première affectation ou avance.
Son montant est égal à 60% du montant de l'aide de base versée l'année N-1. Pour la première année d'exécution de la convention, ce taux sera forfaitairement appliqué au budget éligible de la structure.
Les modalités de calcul du montant total de la compensation accordée aux EDI seront déterminées lors de la deuxième affectation

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE) du 20 décembre 2011

DOSSIER N° 18015186 - ASSOCIATION AURORE ODYSSEE

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	134 719,80 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION AURORE
Adresse administrative	:	34 BOULEVARD SEBASTOPOL 75004 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Pierre COPPEY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Description :
Les bénéficiaires accueillis à l'EDI sont des jeunes 16-25 ans, déscolarisés, demandeurs d'emploi, vivant dans des milieux défavorisés rencontrant des problématiques diverses de santé, de logement, et dont la situation nécessite parfois la demande de statut de travailleur handicapé.
Contenu du dispositif
Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- la mise en place d'une évaluation des acquis et des compétences du stagiaire et de sa situation globale ;
- la définition d'un parcours intégrant un accompagnement individuel et le suivi d'activités collectives ;
- le traitement de la situation globale du stagiaire afin de lui permettre l'engagement d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les différents types d'activités collectives que doit assurer l'EDI :

- des activités thématiques à caractère permanent et en des domaines distincts ;
- des activités à caractère ponctuel ou occasionnel.

Les activités collectives mises en place au sein de l'EDI constituent des supports, des outils au service du parcours d'insertion du jeune.
Le parcours peut prévoir des stages en entreprise.

Durée du dispositif
La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. En tout état de cause, la durée du parcours ne peut excéder 12 mois sauf autorisation expresse de la Région.

Conformément aux dispositions prévues par la convention d'habilitation 2019-2022 et l'avenant annuel à conclure en 2019, le montant proposé est une première affectation ou avance.
Son montant est égal à 60% du montant de l'aide de base versée l'année N-1. Pour la première année d'exécution de la convention, ce taux sera forfaitairement appliqué au budget éligible de la structure.
Les modalités de calcul du montant total de la compensation accordée aux EDI seront déterminées lors de la deuxième affectation

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE) du 20 décembre 2011

DOSSIER N° 18015187 - ASSOCIATION AURORE S'PASSE 24

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	135 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION AURORE
Adresse administrative	:	34 BOULEVARD SEBASTOPOL 75004 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Pierre COPPEY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Description :
Les bénéficiaires accueillis à l'EDI sont des jeunes 16-25 ans, déscolarisés, demandeurs d'emploi, vivant dans des milieux défavorisés rencontrant des problématiques diverses de santé, de logement, et dont la situation nécessite parfois la demande de statut de travailleur handicapé.
Contenu du dispositif
Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- la mise en place d'une évaluation des acquis et des compétences du stagiaire et de sa situation globale ;
- la définition d'un parcours intégrant un accompagnement individuel et le suivi d'activités collectives ;
- le traitement de la situation globale du stagiaire afin de lui permettre l'engagement d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les différents types d'activités collectives que doit assurer l'EDI :

- des activités thématiques à caractère permanent et en des domaines distincts ;
- des activités à caractère ponctuel ou occasionnel.

Les activités collectives mises en place au sein de l'EDI constituent des supports, des outils au service du parcours d'insertion du jeune.
Le parcours peut prévoir des stages en entreprise.

Durée du dispositif
La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. En tout état de cause, la durée du parcours ne peut excéder 12 mois sauf autorisation expresse de la Région.

Conformément aux dispositions prévues par la convention d'habilitation 2019-2022 et l'avenant annuel à conclure en 2019, le montant proposé est une première affectation ou avance.
Son montant est égal à 60% du montant de l'aide de base versée l'année N-1. Pour la première année d'exécution de la convention, ce taux sera forfaitairement appliqué au budget éligible de la structure.
Les modalités de calcul du montant total de la compensation accordée aux EDI seront déterminées lors de la deuxième affectation

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE) du 20 décembre 2011

DOSSIER N° 18015188 - ASS SAUVEGARDE ET ADOLESCENCE DE SEINE SAINT DENIS (ADSEA 93)

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	134 400,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ADSEA 93 ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DE SAUVEGARDE DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE
Adresse administrative	:	41 RUE DE MOSCOU 93000 BOBIGNY
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Alain LAVALLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Description :
Les bénéficiaires accueillis à l'EDI sont des jeunes 16-25 ans, déscolarisés, demandeurs d'emploi, vivant dans des milieux défavorisés rencontrant des problématiques diverses de santé, de logement, et dont la situation nécessite parfois la demande de statut de travailleur handicapé.
Contenu du dispositif
Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- la mise en place d'une évaluation des acquis et des compétences du stagiaire et de sa situation globale ;
- la définition d'un parcours intégrant un accompagnement individuel et le suivi d'activités collectives ;
- le traitement de la situation globale du stagiaire afin de lui permettre l'engagement d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les différents types d'activités collectives que doit assurer l'EDI :

- des activités thématiques à caractère permanent et en des domaines distincts ;
- des activités à caractère ponctuel ou occasionnel.

Les activités collectives mises en place au sein de l'EDI constituent des supports, des outils au service du

parcours d’insertion du jeune.
Le parcours peut prévoir des stages en entreprise.

Durée du dispositif
La durée moyenne d’un parcours est de 5 mois. En tout état de cause, la durée du parcours ne peut excéder 12 mois sauf autorisation expresse de la Région.

Conformément aux dispositions prévues par la convention d’habilitation 2019-2022 et l'avenant annuel à conclure en 2019, le montant proposé est une première affectation ou avance.
Son montant est égal à 60% du montant de l'aide de base versée l'année N-1. Pour la première année d'exécution de la convention, ce taux sera forfaitairement appliqué au budget éligible de la structure.
Les modalités de calcul du montant total de la compensation accordée aux EDI seront déterminées lors de la deuxième affectation

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d’aides : Décision d’exemption SIEG (2012/21/UE) du 20 décembre 2011

Commission permanente du 24 janvier 2019 - CP2019-038

DOSSIER N° 18015189 - ACTION PREVENTION SPORT

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 135 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	APS ACTION PREVENTION SPORT ILE DE FRANCE
Adresse administrative	:	7 RUE ROLAND MARTIN 94500 CHAMPIGNY-SUR-MARNE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Benjamin BURLOT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Description :
Les bénéficiaires accueillis à l'EDI sont des jeunes 16-25 ans, déscolarisés, demandeurs d'emploi, vivant dans des milieux défavorisés rencontrant des problématiques diverses de santé, de logement, et dont la situation nécessite parfois la demande de statut de travailleur handicapé.
Contenu du dispositif
Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- la mise en place d'une évaluation des acquis et des compétences du stagiaire et de sa situation globale ;
- la définition d'un parcours intégrant un accompagnement individuel et le suivi d'activités collectives ;
- le traitement de la situation globale du stagiaire afin de lui permettre l'engagement d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les différents types d'activités collectives que doit assurer l'EDI :

- des activités thématiques à caractère permanent et en des domaines distincts ;
- des activités à caractère ponctuel ou occasionnel.

Les activités collectives mises en place au sein de l'EDI constituent des supports, des outils au service du parcours d'insertion du jeune.
Le parcours peut prévoir des stages en entreprise.

Durée du dispositif
La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. En tout état de cause, la durée du parcours ne peut excéder 12 mois sauf autorisation expresse de la Région.

Conformément aux dispositions prévues par la convention d'habilitation 2019-2022 et l'avenant annuel à conclure en 2019, le montant proposé est une première affectation ou avance.
Son montant est égal à 60% du montant de l'aide de base versée l'année N-1. Pour la première année d'exécution de la convention, ce taux sera forfaitairement appliqué au budget éligible de la structure.
Les modalités de calcul du montant total de la compensation accordée aux EDI seront déterminées lors de la deuxième affectation

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE) du 20 décembre 2011

DOSSIER N° 18015191 - ASSOCIATION DE FORMATION ET AIDE A LA REINSERTION (FAIRE 94)

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	135 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: FAIRE ASSOCIATION DE FORMATION ET AIDE A LA REINSERTION
Adresse administrative	: 48 RUE DE L'AMIRAL MOUCHEZ 75014 PARIS 14
Statut Juridique	: Association
Représentant	: Monsieur Michel PERETTI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Description :
Les bénéficiaires accueillis à l'EDI sont des jeunes 16-25 ans, déscolarisés, demandeurs d'emploi, vivant dans des milieux défavorisés rencontrant des problématiques diverses de santé, de logement, et dont la situation nécessite parfois la demande de statut de travailleur handicapé.
Contenu du dispositif
Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- la mise en place d'une évaluation des acquis et des compétences du stagiaire et de sa situation globale ;
- la définition d'un parcours intégrant un accompagnement individuel et le suivi d'activités collectives ;
- le traitement de la situation globale du stagiaire afin de lui permettre l'engagement d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les différents types d'activités collectives que doit assurer l'EDI :

- des activités thématiques à caractère permanent et en des domaines distincts ;
- des activités à caractère ponctuel ou occasionnel.

Les activités collectives mises en place au sein de l'EDI constituent des supports, des outils au service du parcours d'insertion du jeune.
Le parcours peut prévoir des stages en entreprise.

Durée du dispositif
La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. En tout état de cause, la durée du parcours ne peut excéder 12 mois sauf autorisation expresse de la Région.

Conformément aux dispositions prévues par la convention d'habilitation 2019-2022 et l'avenant annuel à conclure en 2019, le montant proposé est une première affectation ou avance.
Son montant est égal à 60% du montant de l'aide de base versée l'année N-1. Pour la première année d'exécution de la convention, ce taux sera forfaitairement appliqué au budget éligible de la structure.
Les modalités de calcul du montant total de la compensation accordée aux EDI seront déterminées lors de la deuxième affectation

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE) du 20 décembre 2011

DOSSIER N° 18015192 - LA MONTAGNE VIVRA

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 134 092,21 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LA MONTAGNE VIVRA
Adresse administrative	:	18 RUE THIBAULT CHABRAND 95240 CORMEILLES EN PARISIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Patrice BLOT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Description :
Les bénéficiaires accueillis à l'EDI sont des jeunes 16-25 ans, déscolarisés, demandeurs d'emploi, vivant dans des milieux défavorisés rencontrant des problématiques diverses de santé, de logement, et dont la situation nécessite parfois la demande de statut de travailleur handicapé.
Contenu du dispositif
Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- la mise en place d'une évaluation des acquis et des compétences du stagiaire et de sa situation globale ;
- la définition d'un parcours intégrant un accompagnement individuel et le suivi d'activités collectives ;
- le traitement de la situation globale du stagiaire afin de lui permettre l'engagement d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les différents types d'activités collectives que doit assurer l'EDI :

- des activités thématiques à caractère permanent et en des domaines distincts ;
- des activités à caractère ponctuel ou occasionnel.

Les activités collectives mises en place au sein de l'EDI constituent des supports, des outils au service du parcours d'insertion du jeune.
Le parcours peut prévoir des stages en entreprise.

Durée du dispositif
La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. En tout état de cause, la durée du parcours ne peut excéder 12 mois sauf autorisation expresse de la Région.

Conformément aux dispositions prévues par la convention d'habilitation 2019-2022 et l'avenant annuel à conclure en 2019, le montant proposé est une première affectation ou avance.
Son montant est égal à 60% du montant de l'aide de base versée l'année N-1. Pour la première année d'exécution de la convention, ce taux sera forfaitairement appliqué au budget éligible de la structure.
Les modalités de calcul du montant total de la compensation accordée aux EDI seront déterminées lors de la deuxième affectation

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE) du 20 décembre 2011

DOSSIER N° 18015193 - ASSOCIATION IMAJ (EDI CHRYSALIDE)

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	135 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	IMAJ INITIATIVES MULTIPLES ACTION JEUNE
Adresse administrative	:	RUE LOUISE MICHEL 95570 BOUFFEMONT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Michèle ALART, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Description :
Les bénéficiaires accueillis à l'EDI sont des jeunes 16-25 ans, déscolarisés, demandeurs d'emploi, vivant dans des milieux défavorisés rencontrant des problématiques diverses de santé, de logement, et dont la situation nécessite parfois la demande de statut de travailleur handicapé.
Contenu du dispositif
Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- la mise en place d'une évaluation des acquis et des compétences du stagiaire et de sa situation globale ;
- la définition d'un parcours intégrant un accompagnement individuel et le suivi d'activités collectives ;
- le traitement de la situation globale du stagiaire afin de lui permettre l'engagement d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les différents types d'activités collectives que doit assurer l'EDI :

- des activités thématiques à caractère permanent et en des domaines distincts ;
- des activités à caractère ponctuel ou occasionnel.

Les activités collectives mises en place au sein de l'EDI constituent des supports, des outils au service du parcours d'insertion du jeune.
Le parcours peut prévoir des stages en entreprise.

Durée du dispositif
La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. En tout état de cause, la durée du parcours ne peut excéder 12 mois sauf autorisation expresse de la Région.

Conformément aux dispositions prévues par la convention d'habilitation 2019-2022 et l'avenant annuel à conclure en 2019, le montant proposé est une première affectation ou avance.
Son montant est égal à 60% du montant de l'aide de base versée l'année N-1. Pour la première année d'exécution de la convention, ce taux sera forfaitairement appliqué au budget éligible de la structure.
Les modalités de calcul du montant total de la compensation accordée aux EDI seront déterminées lors de la deuxième affectation

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE) du 20 décembre 2011

DOSSIER N° 18015194 - ASS DEP DE SAUVEGARDE DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE DU VAL D'OISE (ADSEA 95) - ESPACE CESAME

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	135 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SAUVEGARDE DE L ENFANCE ET DE L ADOLESCENCE DU VAL D OISE
Adresse administrative	:	20 RUE LECHARPENTIER 95300 PONTOISE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Brigitte WERA, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : oui-décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente

Description :
Les bénéficiaires accueillis à l'EDI sont des jeunes 16-25 ans, déscolarisés, demandeurs d'emploi, vivant dans des milieux défavorisés rencontrant des problématiques diverses de santé, de logement, et dont la situation nécessite parfois la demande de statut de travailleur handicapé.
Contenu du dispositif
Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- la mise en place d'une évaluation des acquis et des compétences du stagiaire et de sa situation globale ;
- la définition d'un parcours intégrant un accompagnement individuel et le suivi d'activités collectives ;
- le traitement de la situation globale du stagiaire afin de lui permettre l'engagement d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les différents types d'activités collectives que doit assurer l'EDI :

- des activités thématiques à caractère permanent et en des domaines distincts ;
- des activités à caractère ponctuel ou occasionnel.

Les activités collectives mises en place au sein de l'EDI constituent des supports, des outils au service du parcours d'insertion du jeune.

Le parcours peut prévoir des stages en entreprise.

Durée du dispositif
La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. En tout état de cause, la durée du parcours ne peut excéder 12 mois sauf autorisation expresse de la Région.

Conformément aux dispositions prévues par la convention d'habilitation 2019-2022 et l'avenant annuel à conclure en 2019, le montant proposé est une première affectation ou avance.
Son montant est égal à 60% du montant de l'aide de base versée l'année N-1. Pour la première année d'exécution de la convention, ce taux sera forfaitairement appliqué au budget éligible de la structure.
Les modalités de calcul du montant total de la compensation accordée aux EDI seront déterminées lors de la deuxième affectation

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE) du 20 décembre 2011

PROJET DE CONVENTION D'HABILITATION

REGION ILE DE FRANCE

N° CONVENTION :
N° ACTION :

ESPACES DYNAMIQUE D'INSERTION
CONVENTION D'HABILITATION 2019-2022

Entre

La Région Ile de France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil 93400 Saint Ouen sur Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP XXXX du 24 janvier 2019
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

L'organisme dénommé ……

- dont :
  - le statut juridique est une :
  - le siège social porte le n° SIRET et est situé à :
  - l'établissement exécutant l'action porte le n° SIRET et est situé au :

- ayant pour représentant,
  - ci-après dénommé « l'opérateur » :

d'autre part,

PREAMBULE :

La présente convention d'habilitation est conclue sur le fondement :

- d'une part :
  - de la décision 2012/21/UE de la Commission du 20 décembre 2011, relative à l'application de l'article 106 paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général (SIEG) ;
  - des articles R6121-1 et suivants du code du travail ;

- d'autre part :
  - de la délibération n° CP 2018-275 du 4 juillet 2018 **«** Dispositif régional Espaces de dynamique d'Insertion : seconde affectation 2018, mise en place de l'habilitation et appel public à proposition 2019-2022 » ;
  - de la délibération n° CP 2019-XXX du 24 janvier 2019.

En application des textes susvisés, le dispositif EDI est constitué en SIEG. Aussi, le cadre juridique et financier de l'intervention de la Région est – il modifié. Les droits et obligations des parties que la présente convention d'habilitation détermine sont régis par le droit applicable aux SIEG.

Le nouveau cadre juridique du soutien régional est effectif à compter du 1er janvier 2019.

Le soutien régional appelé « Juste compensation financière » est attribué dans le cadre du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France approuvé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010, sous réserve des conditions particulières prévues dans la présente convention.

Sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE 1 : L'OBJET DE LA CONVENTION ET LES PIECES CONTRACTUELLES

ARTICLE 1.1 : L'OBJET DE LA CONVENTION

La Région met en place à compter du 1er janvier 2019 un dispositif Espace Dynamique d'Insertion.

Par la délibération précitée n° **CP 2019-XXX**, la Région Ile-de-France a décidé de confier à l'opérateur un mandat de service d'intérêt économique général pour la réalisation de son action Espace Dynamique d'insertion. Son descriptif complet figure dans l'annexe dénommée : « Fiche projet financière »

Elle accorde à l'opérateur une compensation financière annuelle d'un montant prévisionnel de **XX €,** conformément au rapport **n° CP 2019-XXX** cité ci-dessus, soit un montant total prévisionnel de **XX €**, pour 2019 à 2022. Le montant de compensation annuel est révisable chaque année par avenant.

ARTICLE 1.2 : LES PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles sont :
- la convention d'habilitation ;
- le dossier d'habilitation et l'appel public à propositions ;
- la grille de réponse financière remise par l'opérateur et telle qu'annexée à cette convention ;
- la fiche projet pédagogique remise par l'opérateur et telle qu'annexée à cette convention ;
- les avenants annuels avec la fiche projet financière et la grille de réponse financière actualisées chaque année.

ARTICLE 2 : LES OBLIGATIONS DE L'OPERATEUR

En cas de non-respect de l'une des obligations détaillées ci-après (articles 2.1 à 2.10), la Région se réservera le droit de demander le reversement de tout ou partie de la compensation financière, selon les modalités prévues à l'article 6 de la présente convention.

ARTICLE 2.1 : LES OBLIGATIONS DE SERVICE PUBLIC DE L'OPERATEUR

L'opérateur s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, toutes les obligations de service public mentionnées dans le dossier d'habilitation, ainsi que celles relatives au projet pédagogique et à la grille de réponse financière, présentés.

ARTICLE 2.2 : LES OBLIGATIONS DE L'OPERATEUR RELATIVES AU DEROULEMENT DE L'ACTION

- Article 2.2.1 : L'entrée des jeunes en formation

Les jeunes peuvent entrer en formation jusqu'au 31 décembre de l'année N.

Article 2.2.2 : La durée maximale de parcours et le déroulement à temps partiel

L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois.
Toutefois, dans des cas limités, à titre exceptionnel et sur demande expresse et motivée adressée à la Région, celle-ci peut, par un accord formel, accorder une dérogation.

La demande de dérogation doit, dans ce cas, parvenir à la Région en amont de la prolongation effective du parcours du stagiaire.

<u>En tout état de cause</u>, le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N, ne peut excéder le 30 juin de l'année N+1.

Le parcours du stagiaire se déroule à temps partiel, sur une durée hebdomadaire de formation inférieure ou égale à 28 heures. Les stages en entreprise peuvent, le cas échéant, se dérouler à temps plein.

<u>ARTICLE 2.3 : LES OBLIGATIONS DE L'OPERATEUR DANS LE CADRE DE LA MESURE « TROUVER UN STAGE POUR LES JEUNES FRANCILIENS »,</u>

L'opérateur s'engage à recruter des stagiaires ou alternants, pour une période minimale de deux mois. Le nombre de stagiaires à recruter sera précisé dans l'avenant annuel.

Il saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme «mesdemarches@iledefrance.fr» selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

<u>ARTICLE 2.4.</u> : <u>LES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES DE L'OPERATEUR</u>

Article 2.4.1. Les modifications affectant l'organisation, la situation juridique ou financière de l'opérateur, le financement de l'action

Dans les meilleurs délais et, au plus tard, dans les 30 jours suivant la modification, l'opérateur informe la Région par écrit et documents à l'appui :

- de toute modification affectant son **organisation**, notamment :
  - les changements de personnes chargées, d'une part, des instances de décision et, d'autre part, de l'administration,
  - la création de nouveaux établissements,
  - le changement d'adresse du siège social,
  - le changement de la ou des personnes chargées de certifier les comptes,
  - le changement de domiciliation bancaire ;

- de toutes difficultés liées à sa **situation juridique ou financière** susceptibles de perturber la bonne exécution de ses engagements dans le cadre de la présente convention.

- s'agissant du cofinancement de l'action, de l'attribution, de la diminution ou du retrait d'autres participations financières en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de celle-ci.

Article 2.4.2. Le recrutement des stagiaires et alternants

L'opérateur informe la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants dans le cadre de la mesure « Trouver un stage pour les jeunes franciliens » et de toutes les difficultés qu'elle pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

Article 2.4.3. Le contrôle de la conformité de l'action et de l'emploi des fonds régionaux

L'opérateur facilite tout contrôle par la Région ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, portant sur :

- la réalisation de l'action ;

- l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives (comptes détaillés des associations : le compte de résultat, le bilan et ses annexes).

Article 2.4.4. La comptabilité

L'opérateur tient une comptabilité analytique relative à l'action acceptée par la Région (voir infra article 3.1.). En fin d'action, une grille financière arrêtant les coûts et les recettes effectivement réalisées sera transmise à la Région au plus tard le 30 septembre de l'année N+1, en même temps que le bilan annuel final (cf. infra article 2.8). Un modèle de cette grille sera transmis par la Région.

Article 2.4.5. L'outil extranet de gestion des actions

Dans une optique de suivi et de pilotage optimal de l'action tout au long de son déroulement, l'opérateur s'engage à :

- désigner un gestionnaire de compte pour l'outil extranet de gestion des actions de formation de la Région Île-de-France (une seule personne par organisme qui recevra le mot de passe et l'identifiant de connexion au système d'information) ;
- saisir l'ensemble des informations relatives à l'exécution de l'action (informations nominatives des stagiaires ; réalisations des heures par stagiaire par le système d'information, etc…)
- générer les demandes de versement par le système d'information ;
- actualiser auprès de la Région les données relatives à l'exécution de l'action : lieu de réalisation, durée hebdomadaire, volume de mois stagiaire rémunérés, etc...

Cette dernière opération est effectuée à l'aide du formulaire « demande de modification de données » accessible sur le système d'information.

- informe la Région, dans un délai de 30 jours (en utilisant le formulaire prévu à cet effet sur le système d'information), de toute modification relative à ses statuts, de toute difficulté liée à sa situation juridique ou financière (cessation d'activité, cessation de paiement, mise en redressement ou liquidation judiciaire) et transmet les documents afférents (voir article 2.4.1.).

Ces modifications pourront donner lieu à un avenant.

Article 2.4.6. L'information des structures chargées de l'accueil, de l'information et de l'orientation

L'offre de formation dispensée dans le cadre du présent dispositif est diffusée sur le site de Défi métiers, le CARIF – OREF francilien. L'information est fiabilisée dans DOKELIO Ile-de-France. Elle est destinée à alimenter de nombreux systèmes d'information du service public de l'orientation et de l'emploi dont le site de Défi métiers.
L'opérateur a l'obligation de déclarer et mettre à jour les données caractérisant son action (objectifs, contenu, prérequis, dates de session, dates d'informations collectives, etc…) sur DOKELIO Ile-de-France (https://idf.dokelio.fr).

Défi métiers accompagne les opérateurs dans la saisie et l'utilisation de DOKELIO Ile-de-France : base-offre@defi-metiers.fr.
Cette obligation a pour objectif d'apporter une meilleure lisibilité et une meilleure visibilité à l'action auprès des bénéficiaires et des prescripteurs.

ARTICLE 2.5 : LES OBLIGATIONS DE L'OPERATEUR EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, l'opérateur fait apparaître la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. Il :

- mentionne « action financée par la Région Ile-de-France »
  L'opérateur fait apparaître la participation financière de la Région dans toutes ses actions, produits et affichages relatifs à l'action aidée. Ainsi par exemple, les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Ile de France ;
- appose le logo régional conformément à la charte graphique régionale.
  La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.
  Concernant les sites web, la mention et le logotype sont placés en page d'accueil. Ils sont mis en lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.
- informe les représentants de la Région des actions publiques qu'il organise afin qu'ils y participent s'ils le souhaitent.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, l'opérateur coopère à la bonne réalisation de toutes les actions de communication décidées par l'institution régionale liées à l'exécution de la présente convention.

L'opérateur autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats de l'action aidée (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale.

ARTICLE 2.6 : LES OBLIGATIONS DE L'OPERATEUR A L'EGARD DES STAGIAIRES

Les obligations de l'opérateur à l'égard des stagiaires sont les suivantes :

- transmettre à tout candidat, à titre d'information, avant la réalisation de l'action, un document descriptif présentant les objectifs, le contenu et le coût de l'action, le soutien financier de la Région ;
- fournir le règlement intérieur conformément aux dispositions du code du travail ;
- conclure un contrat de formation avec chaque stagiaire, préalablement à la réalisation de toute action, conformément aux dispositions du code du travail ;
- contacter la mission locale dont relève le jeune dès son entrée en formation, faire procéder à son inscription et informer la mission locale de l'évolution de son parcours, de sa sortie et des suites de parcours envisagées, au moyen de la fiche de liaison dédiée à cet effet ;
- respecter les formalités relatives à la rémunération et à la protection sociale des stagiaires.
  En ce sens, les feuilles d'émargement sont utiles au suivi administratif des stagiaires pendant leur formation.
  Elles font l'objet d'une saisie et d'un traitement informatiques destinés au traitement de leur rémunération**.** Cette saisie et ce traitement sont réalisés par l'organisme payeur retenu par la Région, actuellement l'Agence de Services et de Paiement (ASP).
- respecter la confidentialité des données relatives aux stagiaires ainsi que les obligations découlant de la loi du 6 janvier 1978 modifiée dite « Informatique et libertés ».
  Conformément à la loi "Informatique et Libertés" du 6 janvier 1978, les stagiaires bénéficient d'un droit d'accès et de rectification des informations qui les concernent. S'ils souhaitent exercer ce droit pour obtenir communication des informations les concernant, ils doivent en faire la demande par courrier à la Région Ile-de-France (Région Ile-de-France, Direction de la formation Professionnelle, 2rue Simone Veil - 93400 Saint-Ouen) ;
- fournir aux stagiaires un document comportant le repérage, l'identification, l'évaluation des compétences acquises selon le référentiel d'évaluation élaboré par la Région et dénommé la carte des compétences régionale.

- transmettre à la mission locale une fiche de synthèse du parcours du jeune. Ce document peut être communiqué au jeune.

ARTICLE 2.7 : LES OBLIGATIONS DE L'OPERATEUR A L'EGARD DE L'ORGANISME PAYEUR

Les obligations de l'opérateur à l'égard de l'organisme payeur sont les suivantes:

- déclarer tous les stagiaires afin que ces derniers puissent bénéficier d'une protection sociale et, s'ils en remplissent les conditions définies dans le règlement d'intervention régional prévu à cet effet, d'une rémunération prévue dans le cadre du dispositif ;
- fournir les dossiers de rémunération complets des stagiaires et les états de fréquentation mensuels et procéder aux saisies dans l'applicatif dédié à la rémunération des stagiaires ;
- transmettre toute autre pièce demandée par la Région.

ARTICLE 2.8 : LES OBLIGATIONS DE L'OPERATEUR A L'EGARD DE LA REGION PORTANT SUR LE BILAN ANNUEL FINAL

L'opérateur renseigne un document destiné :

- au suivi de l'action de l'EDI par la Région notamment par le système d'information régional.
  Le modèle type de ce document est établi par la Région, en complément des éléments à renseigner dans SAFIR.
  Ainsi, sur la base des données quantitatives déjà saisies par la structure sur l'outil Extranet, celle-ci renseigne les différentes rubriques à caractère plus qualitatif figurant dans le bilan final.
- à l'évaluation annuelle de l'action de l'EDI ;
- au versement du solde (cf. article 3.2.1. point 7) ;
- au calcul du montant du bonus et à son versement (Cf. 3.2.2. points 2 et 3).

Les données du bilan final sont arrêtées au dernier jour du dernier parcours de formation, soit, au plus tard, le 30 juin de l'année N+1.

Le bilan d'activité est adressé à la Région pour le 30 septembre de l'année N+1, **dernier délai**, au-delà duquel aucun bilan ne sera plus accepté et par conséquent, aucun solde ni bonus versés.

ARTICLE 2.9 : LES OBLIGATIONS EN LIEN AVEC LA LOI INFORMATIQUE ET LIBERTES

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter :

- la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.
- les clauses de sous-traitance relative à la protection des données à caractère personnel décrites dans l'annexe à la présente convention.

Le responsable de traitement au sens de l'article 4 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement et du Conseil est la Région Ile-de-France, représentée par la Présidente du conseil régional, Mme Valérie Pécresse, en vertu de la délibération CR 93-15 du 18 décembre 2015, sise 2 rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine.

Au sens de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, la structure gestionnaire est responsable du traitement de données afférentes aux auditeurs accueillis. Conformément à la loi "Informatique et Libertés" du 6 janvier 1978, les auditeurs bénéficient d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui les concernent. S'ils souhaitent exercer ce droit pour obtenir communication des informations les concernant, ils doivent en faire la demande par

courrier à Pôle Développement - Direction de la Formation Professionnelle, 2 rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine.

Le non-respect par la structure gestionnaire de cette obligation d'information est sanctionné par la résiliation anticipée de la convention par la Région conformément aux dispositions prévues à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 2.10 LA SOUSCRIPTION D'UNE ASSURANCE

L'opérateur habilité souscrit une assurance de responsabilité civile couvrant les dommages causés aux tiers, de son fait ou de celui des bénéficiaires, ainsi que les dommages qu'il serait susceptible de causer aux bénéficiaires placés sous sa responsabilité.

L'attestation d'assurance de responsabilité doit être transmise dans les 15 jours de la notification de la présente convention, puis en cours d'exécution de la convention, à la première demande de la Région.

ARTICLE 3 : LES DISPOSITIONS FINANCIERES

Conformément à la décision 2012/21/ UE de la Commission du 20 décembre 2011 et à la loi du 5 mars 2014, la mission confiée à l'opérateur donne lieu au versement d'une juste compensation financière qui ne doit pas dépasser ce qui est nécessaire pour couvrir tout ou partie des coûts occasionnés par l'exécution des obligations de service public, en tenant compte des recettes y étant relatives ainsi que d'un bénéfice raisonnable.

ARTICLE 3.1. : LA COMPTABILITÉ DE L'OPERATEUR HABILITÉ

Article 3.1.1. L'application des règles de la comptabilité analytique

Lorsque l'opérateur exerce plusieurs activités dont certaines entrent dans le champ de la présente convention (en l'espèce le dispositif EDI) et d'autres hors de ce champ, dans sa comptabilité interne il distingue, en les séparant, les coûts et les recettes liés au service objet de la présente convention, d'une part, et ceux liés à ses autres activités, d'autre part, ainsi que les paramètres de répartition des coûts et des recettes.

L'opérateur tient une comptabilité séparée de la compensation de service public pour permettre son suivi. A cet effet, il respecte les principes de la comptabilité analytique.

Le suivi comptable analytique mis en œuvre par l'opérateur permet de suivre l'affectation des dépenses et des éventuelles recettes affectées à la réalisation du service.

Le suivi des coûts rendu possible par la comptabilité analytique permet de renseigner les éléments reproduits dans la grille de coûts.

Article 3.1.2. La mise en relation de la comptabilité générale et de la comptabilité analytique

En vue de garantir la transparence, l'opérateur structure sa comptabilité analytique afin :

- d'identifier les coûts spécifiques de l'action au titre de l'exécution de la présente convention ;
- de distinguer, parmi les activités mixtes (activités comprises dans le champ de la présente convention et celles hors champs), les coûts relatifs à la mise en œuvre des obligations au titre de l'action, objet de la présente convention et les autres activités générales.

Outre les documents de sa comptabilité générale (comptes annuels certifiés ou équivalents) et la comptabilité analytique du dispositif, l'opérateur produit annuellement, sur demande de la Région,

toute autre documentation comptable utile au contrôle de fin d'exercice, y compris, le cas échéant, la documentation relative à ses autres secteurs d'activité.

ARTICLE 3.2. : LE FINANCEMENT DE l'ACTION

Le financement de l'action par la Région comprend :
- la compensation financière ;
- le cas échéant, un bonus lié au plan d'amélioration du service.

Article 3.2.1. La compensation financière

1. Les principes généraux

Dans le cadre de la mission confiée par la Région à l'opérateur, l'exécution de la convention et la mise en œuvre des obligations de service public (prévues dans le dossier d'habilitation) donnent lieu à une compensation de service public. La compensation vise tous les coûts nets occasionnés par l'opérateur pour la mise en œuvre dudit service.

a. Le champ d'application matériel ou l'objet de la compensation

La compensation ne doit pas dépasser ce qui est strictement nécessaire pour couvrir les coûts occasionnés. Le calcul de son montant repose sur les coûts et les recettes prévisionnels figurant dans la grille de réponse financière.

Sur la base des principes de la comptabilité analytique communément admis, les coûts éligibles sont calculés comme suit :

- Lorsque les activités de l'opérateur se limitent aux missions qui lui sont confiées au titre de la présente convention, tous ses coûts peuvent être pris en considération ;

- Lorsque l'opérateur réalise d'autres activités que celles qui lui sont confiées au titre de la présente convention, les coûts communs peuvent être pris en considération dès lors qu'ils sont calculés selon l'application de clefs de répartition explicitées et validées par la Région ;

- Les coûts strictement liés à d'autres activités que celles qui lui sont confiées au titre de la présente convention ne sont pas pris en considération ;

- Les recettes (autres que la compensation de la présente convention) tirées des activités mises en œuvre dans le cadre de la présente convention et pour le public pris en charge par la Région, sont déduites des charges compensables ;

- Les recettes liées aux activités autres que celles qui lui sont confiées au titre de la présente convention ne sont pas déduites des charges compensables ;

- En cas d'activités mixtes, c'est-à-dire lorsque l'opérateur réalise des activités situées à la fois dans le cadre de l'exécution de la présente convention et en dehors de celle-ci, la Région veille à ce que la comptabilité interne de l'opérateur indique séparément les coûts et les recettes liés à ce service, objet de la présente convention, et à d'autres services hors convention, ainsi que les paramètres de répartition des coûts et des recettes.

b. Le champ d'application de la compensation dans le temps

Les coûts compensables pris en compte sont ceux afférents à toute la durée de l'action, c'est-à-dire du 01/01/N au 30/06/N+1, pour les stagiaires rattachés à cette action, c'est-à-dire entrés du 01/01/N

au 31/12/N, dans le respect des règles de caducité de la compensation figurant au point 9 du présent article 3.2.1.

2. Le montant de la compensation

Le montant de la compensation financière ne peut pas dépasser le double plafond de 80 % des dépenses éligibles rattachées à l'action et de 250 000 € par an, bonus inclus.

Dans la limite des crédits disponibles, la compensation financière est attribuée chaque année par l'assemblée délibérante de la Région.
Ainsi, chaque année, le montant annuel de la compensation sera actualisé, pour prendre en compte l'évolution des coûts et des recettes prévisionnels. Cette actualisation donnera lieu un avenant à la présente convention.

A la fin de chaque exercice, l'opérateur transmet à la Région une grille des coûts et des recettes effectivement réalisés avant le 30/09/N+1 (cf. article 2.4.4).
Les écarts par rapport à la grille financière transmise pour le calcul initial du montant prévisionnel de la compensation seront explicités et justifiés par l'opérateur et soumis à l'accord de la Région pour le calcul du montant définitif de la compensation. Ce montant ne pourra pas dépasser le montant prévisionnel.

Dans le cadre de projets nationaux permettant un abondement au budget régional (PACTE d'investissement dans les Compétences), le montant de la compensation financière pourra être complété. Dans ce cas, un avenant spécifique à la convention 2019-2022 précisera le montant de la compensation, ses modalités de calcul et son objet.

3. Les modalités d'affectation et de versement de la compensation

a. Les principes généraux

L'affectation de la compensation financière s'effectue en deux temps :
- Une première affectation correspondant à une avance, au cours du premier trimestre de l'année N, à hauteur de 60% du montant de la compensation versée au titre de l'année N-1. Pour la première année d'exécution de la convention, ce taux sera forfaitairement appliqué au montant prévisionnel de la compensation.
- Une deuxième affectation à compter du premier semestre de la même année, pour le solde.

Chaque versement de la compensation est effectué sur demande de l'opérateur, par le biais du système d'information régional (cf. supra l'article 2.4.5.). La demande de versement renseignée, datée et signée par le représentant habilité de l'opérateur qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action aidée.

b. Le versement d'une avance

L'opérateur peut obtenir une avance à valoir sur les paiements prévus. Le montant de cette avance correspond au montant de la première affectation.

Pour bénéficier de cette avance, l'opérateur justifie que sa trésorerie est insuffisante. Le besoin de trésorerie est établi par la présentation d'un plan de trésorerie de l'opérateur sur un an. Ce plan :
- porte sur une période qui débute à la date de la demande ;
- est daté, signé par le représentant légal et complété par l'opérateur en précisant le nom et la qualité du signataire.

Le versement de l'avance est subordonné à la production de deux documents datés et signés par le représentant légal de l'opérateur :

- la demande de versement de la compensation ;
- et le plan de trésorerie.

Dans le cadre de la mesure « Trouver un stage pour les jeunes franciliens », le versement de l'avance est également conditionné à la saisie des propositions de stages ou de contrats de travail sur la Plateforme d'Aides Régionales «https://mesdemarches.iledefrance.fr.».

c. Le versement d'acomptes

L'opérateur peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux d'intervention indiqué sur la fiche projet.

Le versement des acomptes est subordonné à la production de trois documents, datés et signés par le représentant légal de l'opérateur. Ils sont adressés **à la Région et au comptable assignataire.** Ces documents sont :

- la demande de versement générée à partir de l'outil Extranet ;
- la liste des stagiaires en cours de formation ;
- un état récapitulatif des dépenses acquittées au moment de la demande complété par l'opérateur. Cet état précise le nom et la qualité du signataire. Il regroupe dans un même tableau : le nom des fournisseurs, la date et la référence des factures, la nature précise de la dépense, le montant HT et TTC.

Le cumul de l'avance et des acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de compensation.

d. Le versement du solde

La demande de solde sera produite par l'opérateur et portera sur le montant des coûts et recettes effectivement réalisés.

La compensation ne peut être versée en totalité qu'après justification par l'opérateur de l'achèvement et du paiement complets de l'action ainsi que de sa réalisation.

Le versement du solde est subordonné à la production de documents, datés et signés par le représentant légal de l'opérateur. Les documents suivants sont adressés à la Région :

- la demande de versement générée à partir de l'outil Extranet ;
- la grille des coûts et des recettes effectivement réalisées (cf. article 2.4.4) ;
- la liste finale des stagiaires ;
- un état récapitulatif des dépenses acquittées au moment de la demande, renseigné par l'opérateur. Il regroupe dans un même tableau :
    - le nom des fournisseurs,
    - la date et la référence des factures,
    - la nature précise de la dépense,
    - le montant HT et TTC.

  Pour les opérateurs, personnes publiques, l'état récapitulatif est signé également par le comptable public. Il précise le nom et la qualité du ou des signataire (s)
- Les comptes certifiés annuels de l'opérateur signés par le représentant légal de l'opérateur et
    - par l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes si l'opérateur en est doté ;
    - par son trésorier si l'opérateur n'en n'est pas doté. En ce cas, l'opérateur produit une déclaration sur l'honneur selon laquelle il n'est pas soumis à l'obligation légale d'être doté d'un commissaire aux comptes.
- **les justificatifs de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants** mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

- **le bilan final visé à l'article 2.7. de la présente convention.** Ce bilan sera transmis à la Région avant le 30 septembre de l'année N+1, quelle que soit la date à laquelle la demande de versement du solde est effectuée.

Le comptable assignataire est l'Agence de Services et de Paiements, Délégation Régionale Ile-de-France, 12 rue Henri Rol-Tanguy, TSA 40004, 93555 MONTREUIL Cedex.

La notification à l'opérateur du solde de la compensation et, éventuellement, du bonus dans le cadre du plan d'amélioration de service le cas échéant (Cf. infra article 3.2.2.) est accompagnée de :
- la convention pour la première année d'exécution ;
- de l'avenant à la convention pour chacune des années suivantes.

4. Le contrôle de la compensation

En cas de contrôle, sur pièces ou sur place, opéré, soit par toute autorité compétente ou personne physique ou morale mandatée par la Région, l'opérateur, s'engage, à présenter toutes les pièces justificatives relatives aux opérations menées et toutes les pièces justificatives du paiement des dépenses déclarées auprès de la Région au titre de la compensation de service public.

a. Le contrôle de la compensation

La compensation de service public globale est soumise aux obligations réglementaires d'évaluation. Ces évaluations sont l'occasion d'apprécier l'adéquation de la compensation versée et de l'utilisation afférente.

La compensation fait l'objet d'une évaluation régulière, sur pièces et sur place, par les autorités régionales compétentes et/ou toute autre autorité habilitée.

La Région peut juger également nécessaire la diligence de contrôles approfondis pendant la durée de la convention et portant sur les sommes réclamées au titre de la compensation

b. Les modalités de remboursement des surcompensations constatées

En cas de surcompensation constatée suite aux contrôles effectués, la Région notifie à l'opérateur le montant correspondant à la surcompensation et les éléments justifiant sa décision. La totalité des sommes dues sera récupérée dans les trois mois à compter de la réception par l'opérateur de la demande reversement de la surcompensation.

5. La caducité

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date de la délibération de l'assemblée délibérante, l'opérateur n'a pas transmis de demande de versement à la Région, la compensation est caduque et annulée.

Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la Présidente, si l'opérateur établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci-dessus, que les retards dans le démarrage de l'action ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de la demande du premier versement, l'opérateur dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'action. A défaut, le reliquat non versé de la compensation est caduc.

Article 3.2.2. Le bonus résultant du plan d'amélioration du service (PAS)

Le PAS place l'opérateur dans une dynamique d'amélioration continue du service rendu à l'usager. Il peut donner lieu à l'attribution éventuelle d'un bonus.

Son montant est situé dans une fourchette de 5 à 10 % du montant de la compensation de base.

Chaque année, un PAS est défini par la Région avec l'opérateur. Il prend la forme d'un tableau et est annexé à l'avenant annuel à la présente convention.

Pour la 1ère année d'exécution, le PAS sera défini par un avenant distinct et ultérieur à celui fixant le montant de la compensation annuelle.

1. Les objectifs visés par le Plan d'Amélioration du service (PAS)

Le PAS vise la réalisation de l'action selon les orientations régionales suivantes : l'accueil des publics les plus éloignés de l'emploi et de la formation, l'accompagnement de ces publics à la résolution des problématiques qu'ils rencontrent et qui entravent leur accès à la formation ou à l'emploi et les suites de parcours positives.

Il s'appuiera donc sur les 3 indicateurs suivants :

- le contexte socio-économique et le public accueilli : pondération de 25 % maximum du montant total de la prime ;
- l'accompagnement et le règlement de difficultés identifiées : 50 % maximum du montant total de la prime ;
- les résultats en matière de sorties emploi et/ou en formation : 25 % maximum du montant total de la prime

2. Les indicateurs de suivi du PAS et les modalités de calcul du montant de la prime

A chacun des objectifs précités, sont associés :
- un pourcentage du montant total de la prime comme précisé plus haut ;
- un ou plusieurs sous-indicateurs ;
- un palier de valeurs cibles à atteindre pour l'attribution totale ou partielle du bonus.

3. Le versement du bonus

Le versement du bonus est subordonné à la production impérative du bilan au 30 septembre de l'année N+1, dernier délai, pour une fin d'action à la fin juin de la même année. A défaut de quoi, le bonus, même si l'opérateur en remplit les conditions, ne sera pas versé. (cf. supra article 2.8).

ARTICLE 4 : LA DATE D'EFFET ET LA DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date de sa signature par les parties.

La présente convention d'habilitation est conclue pour une durée de quatre ans. Elle fait l'objet d'avenants annuels. Ces avenants déterminent notamment :
- le montant et l'objet de la compensation financière régionale sous réserve du vote du budget régional annuel ;
- les sous-indicateurs du plan d'amélioration de service ;
- les ajustements de l'offre de service ;
- etc.

La convention prend fin au bout de 4 ans ou selon les règles prévues à l'article 5 infra portant sur la résiliation de la convention.

ARTICLE 5 : LA RESILIATION DE LA CONVENTION D'HABILITATION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention :

- pour motif d'intérêt général ;
  En ce cas, la résiliation prend effet au terme d'un délai indiqué dans la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région à l'opérateur. Ce délai ne peut être inférieur à quinze jours.

- en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'opérateur, telles qu'elles sont prévues par le droit applicable aux SIEG et dans la présente convention ;
  Dans ce cas, la Région adresse à l'opérateur une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai de 30 jours, conformément à l'article R 6121-8 du code du travail.
  Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse à l'opérateur la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations prévues dans ladite convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'opérateur par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes et la restitution de tout ou partie de la compensation versée par la Région.

ARTICLE 6 : LA RESTITUTION DE LA COMPENSATION ET PENALITES

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la compensation versée au regard de la qualité des actions réalisées, et notamment en cas de sous-réalisation significative des heures prévisionnelles.

Avant toute demande de restitution, l'opérateur est invité à présenter des observations écrites sur les conditions d'exécution de l'action dans un délai de quinze jours calendaires.

La Région se réserve également le droit d'appliquer des pénalités en cas de non-respect d'une des obligations fixées dans présente convention et notamment dans l'article 2.
La Région adresse à l'opérateur une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent inexécutées, l'opérateur encourt une pénalité fixée à 100 € par jour calendaire de retard plafonnée à 5 % du montant annuel de la compensation.

En l'absence, de réalisation des obligations, la Région pourra résilier la convention conformément aux modalités prévues à l'article 5 et appliquer la pénalité prévue à l'alinéa précédent.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par l'opérateur sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : LA MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par délibération de la commission permanente.

ARTICLE 8 : LES LITIGES

En cas de litige, les parties conviennent de rechercher une solution amiable avant tout engagement d'une procédure contentieuse.

La juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Paris.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le.....

L'opérateur
(Nom, qualité du
signataire et cachet du bénéficiaire)

Le.....

La Présidente de la Région
Ile de France

Annexe
Clauses de sous-traitance relative à la protection des données à caractère personnel

I. Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « ***le règlement européen sur la protection des données*** ») .

II. Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) décrit dans l'extrait de la fiche de registre ci-jointe.

La nature des opérations réalisées sur les données est :

☒ Collecte de données
☒ Enregistrement de données
☐ Organisation de données
☐ Structuration de données
☒ Conservation de données
☒ Adaptation ou modification de données
☐ Extraction de données
☒ Consultation de données
☐ Utilisation de données
☒ Communication de données (transmission ou toute autre forme de mise à disposition)
☐ Rapprochement de données
☐ Interconnexion de données
☐ Limitation de données
☒ Effacement de données
☒ Destruction de données

La ou les finalité(s) du traitement sont la gestion de la formation professionnelle (Passation des marchés publics de la formation et gestion des subventions associées, suivi des actions de formation, récupération des données pédagogiques et financières, processus d'amélioration continue).

Les données à caractère personnel traitées sont :
Données non sensibles
☒ Etat civil, identité, données d'identification, images

☒ Vie personnelle (habitudes de vie, situation familiale, diplômes…)

☒ Informations d'ordre économique et financier (revenus, situation financière, situation fiscale…)

☒ Données de connexion (logs, adresse IP…)

☐Données de localisation (déplacements, données GPS, données GSM…)

Données à caractère sensible

☐ Données relevant de la prétendue origine raciale ou ethnique

☐ Données révélant des opinions politiques

☐ Données révélant des convictions religieuses ou philosophiques

☐ Données révélant l'appartenance syndicale

☐ Données génétiques

☐ Données biométriques aux fins d'identifier de manière unique une personne

☐ Données concernant la santé

☐ Données concernant l'orientation sexuelle ou la vie sexuelle

☐ Données relatives aux condamnations pénales ou aux infractions

☒ Numéro d'identification dans un registre national unique (NIR)

Les **catégories de personnes** concernées sont

☐ Agents régionaux

☒ Stagiaires de la formation professionnelle

☐ Lycéens

☐ Etudiants

☐ Bénéficiaires des fonds structurels

☐ Personnes morales

☐ Particuliers

☐Autres, préciser

Pour l'exécution du service objet du présent contrat, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les informations nécessaires suivantes : guide de procédures, charte de récolte de données, modèle contrat de formation…

III. Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement

Le sous-traitant s'engage à :

1. Traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/font l'objet de la sous-traitance

2. Traiter les données **conformément aux instructions documentées** du responsable de traitement

2.1 Devoir de conseil :
Au titre de son devoir de conseil, si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit

de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** le responsable de traitement.

2.2 Devoir d'information
Au titre de son devoir d'information, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public

3. Garantir la **confidentialité, l'intégrité et la disponibilité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat et pouvoir retracer l'accès à ces données

4. Veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent contrat:

- s'engagent à respecter la **confidentialité** ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
- reçoivent l'i**nformation** et la **formation** nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
-

5. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**

6. **Sous-traitance**
Le sous-traitant peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « ***le sous-traitant ultérieur*** ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le responsable de traitement dispose d'un délai maximum de 21 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations relatives à la protection des données pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

7. **Droit d'information des personnes concernées**
Le sous-traitant, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec le responsable de traitement avant la collecte de données.

8. **Exercice des droits des personnes**
Dans toute la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le sous-traitant doit répondre, au nom et pour le compte du responsable de traitement et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent contrat.
Le sous-traitant informe systématiquement et dans les meilleurs délais le responsable de traitement des demandes et des réponses effectuées dans ce cadre.

9. **Notification des violations de données à caractère personnel**
Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et si possible, 24 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant par mail à l'adresse suivante : alertergpd@iledefrance.fr . Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

10. **Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations**
Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.
Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

11. **Mesures de sécurité**
Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité décrites dans la section « Obligations du titulaire à l'égard du stagiaire » du marché.

12. **Sort des données**
Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le sous-traitant s'engage à :

- à renvoyer toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction selon la procédure indiquée par le service des archives.

13. **Délégué à la protection des données**
Le sous-traitant communique au responsable de traitement **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données

14. **Registre des catégories d'activités de traitement**

Le sous-traitant déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées;
- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
    - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
    - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
    - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
    - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

15. **Documentation**

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la **documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

IV. Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant

Le responsable de traitement s'engage à :

1. fournir au sous-traitant les données visées au II des présentes clauses
2. documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant
3. veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant
4. superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du sous-traitant

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le..... Le.....

L'organisme nom, qualité du signataire et cachet du bénéficiaire	**La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France**

PROJET D'AVENANT

AVENANT N°X ANNEE XXXX CONCLU EN APPLICATION DE LA CONVENTION D'HABILITATION

N° CONVENTION :
N° ACTION :

Entre :

La Région Ile de France, dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil 93400 Saint Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,

En vertu de la délibération n° CP XX-XXX

Ci-après dénommée « la Région »
D'une part,
Et :
L'organisme dénommé ……

- dont :
  - le statut juridique est une :
  - le siège social porte le n° SIRET et est situé à :
  - l'établissement exécutant l'action porte le n° SIRET et est situé au :

- ayant pour représentant :
  - ci-après dénommé « l'opérateur » :

D'autre part.

PREAMBULE :

Le présent avenant est conclu en application de la convention d'habilitation 2019-2022.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : L'objet de l'avenant

Conformément aux dispositions de la convention d'habilitation visée plus haut, le présent avenant est conclu au titre de l'année XXXX. Il a pour objet, compte tenu des obligations de service public définies dans le dossier d'habilitation, de :

- fixer l'effectif annuel prévisionnel de stagiaires accueillis ;

- fixer la durée moyenne prévisionnelle d'heures par stagiaire ;

- fixer le montant maximal de la juste compensation financière annuelle allouée à l'opérateur XXXXXXXXXXXXXXXX.

ARTICLE 2 : L'effectif prévisionnel et la durée moyenne prévisionnelle par stagiaire

Article 2.1. : L'effectif prévisionnel

L'opérateur réalise, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe à la convention d'habilitation précitée dénommée « Fiche projet pédagogique».

L'effectif prévisionnel visé s'élève à **XX jeunes.**

Cet effectif sera éventuellement confirmé en cours d'exécution de la convention en accord avec les services de la Région et fera l'objet, le cas échéant, d'un avenant.

Article 2.2. : Le nombre moyen d'heures prévisionnel par stagiaire

La durée moyenne prévisionnelle par stagiaire est de **XX** heures.

ARTICLE 3 : Le financement de l'action en année XXXX

Le financement de l'action comprend la compensation financière octroyée à l'opérateur et, le cas échéant, le bonus pour la réalisation du Plan d'amélioration du service.
La compensation financière et le bonus sont attribués sous réserve de la disponibilité des crédits budgétaires.

Par ailleurs, le paiement de la compensation et du bonus faisant l'objet du présent avenant est versé à l'opérateur par l'Agence de Services et de Paiement.

Article 3.1. Le montant de la compensation financière

Le montant maximum de la compensation pour l'année XXXX octroyée par la Région Ile-de-France à l'opérateur est fixé à XXXXXXX €.
En cas de surcompensation, la Région procèdera à la récupération des aides trop perçues.

Article 3.2. La détermination du montant du bonus

La détermination du montant du bonus, ainsi que les règles de calcul seront précisées dans un avenant ultérieur spécifique.

ARTICLE 4 : Les obligations de l'opérateur relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants dans le cadre de la mesure « Trouver un stage pour les jeunes franciliens »

L'opérateur :

- recrute XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois ;

- saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui seront communiquées par la Région ;

- informe la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, etc.) dans leur déroulement.

ARTICLE 5 : La restitution de la compensation
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la compensation versée à l'opérateur au regard de la conformité de l'action aux textes (dont le présent avenant) qui la régissent et de la qualité des actions réalisées, entre autres en cas de :

- sous-réalisation significative de l'objectif de jeunes accueillis ;
- sous-réalisation significative des heures prévisionnelles totales réalisées et du nombre moyen d'heures par stagiaire constaté ;

- non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.
  En ce cas, la Région peut exiger la restitution de l'intégralité de la compensation versée ;
- surcompensation.

Outre le contrôle sur pièces ou sur place et celui effectué à partir des données renseignées par les EDI dans le système d'information de la Région, le contrôle de conformité et le contrôle des réalisations peuvent être pratiqués dans le cadre des visites dites de suivi (Cf. le point III. 2 du dossier d'habilitation).

ARTICLE 6 : la date d'effet de l'avenant

Le présent avenant prend effet à compter de la date de sa signature.

Signature des parties :

A Saint-Ouen,

La Présidente de la Région Ile-de-France Et, par délégation	Le représentant légal de l'opérateur
Date, nom, qualité et signature	Date, nom, qualité et signature du délégataire

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/01/2019

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-055

DU 24 JANVIER 2019

PROGRAMMES RÉGIONAUX ' PARCOURS ENTRÉE DANS L'EMPLOI ' ANNÉE 2019 - ' FORMATIONS TRANSVERSALES ' ANNÉE 2018/2019 - 2ÈME AFFECTATION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le règlement (CE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives aux Fonds européens structurels et d'investissement ainsi que les règlements délégués et les actes d'exécution afférents ;

VU La décision de la Commission européenne C(2014) 10205 du 18 décembre 2014 portant approbation du Programme opérationnel régional FEDER-FSE de l'Ile-de-France et du bassin de Seine sur le fondement de l'article 29 du règlement (CE) n°1303/2013 ;

VU Le Code du travail, notamment le livre IV de la 6ème partie ;

VU La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

VU Le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007, relative au schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007–2013 prorogé par délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 ;

VU La délibération n° CR 54-09 du 19 juin 2009 relative au Service public régional de formation et d'insertion professionnelle ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n°¨CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération ° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du conseil régional à sa présidente et notamment son article 4 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à « la Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;

VU La délibération n° CR 2018-007 du 15 mars 2018 relative au nouveau dispositif expérimental d'aide à la formation : « aides individuelles régionales vers l'emploi » (AIRE) ;

VU La délibération n° CP 2018-135 du 16 mars 2018 relative à la mise en œuvre du plan

investissement compétences ;

VU La délibération n° CP 2018-272 du 4 juillet 2018 relative à la mise en œuvre du plan investissement compétences et reconduction du programme régional de formations transversales ;

VU La délibération n° CP 2018-389 du 17 octobre 2018 relative à la reconduction parcours entrée dans l'emploi 2019 - Avenant à la convention entre la Région et l'Agence de Services et de Paiement ;

VU La délibération n° CP 2018-488 du 21 novembre 2018 relative à l'adoption Convention entre la Région et l'Agence de Services et de Paiement (ASP) - avenant 2018 et convention 2019 ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour l'année 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-055 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

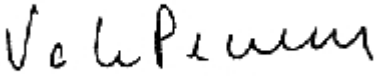
Article 1 : Affectation pour le Programme régional Parcours Entrée dans l'Emploi

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 10 000 000 € disponible sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 11 « formation professionnelle », programme HP 11-005 (111 005) « mesures d'insertion professionnelle », action 111 005 01 « accès aux savoirs de base », code nature 611 « contrats de prestations de services aux entreprises » du budget 2019

Article 2 : Affectation pour le Programme régional Formations Transversales

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 30 000 000 € disponible sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation professionnelle », programme HP 11-005 « Mesures d'insertion professionnelle », action 1 11 005 01 « Accès aux savoirs de base » du budget 2019.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

24/01/2019 12:58:49

ANNEXES A LA DELIBERATION

Liste des marchés PEE

N° du Lot	Intitulé du lot	Nom organisme mandataire	Volume heures centre mini
1	Parcours Entrée dans l'Emploi des 1er, 2ème, 3ème, 4ème, 9ème, 10ème, 11ème arr. de Paris	Solidarité et Jalons pour le Travail	75 000
2	Parcours Entrée dans l'Emploi des 5ème, 12ème, 13ème arr. de Paris	Fondation Jeunesse Feu Vert	84 000
3	Parcours Entrée dans l'Emploi des 6ème, 7ème, 14ème, 15ème, 16ème arr. de Paris -	GIDEF	89 000
4	Parcours Entrée dans l'Emploi des 8ème, 17ème, 18ème arr. de Paris	AURORE	91 000
5	Parcours Entrée dans l'Emploi des 19ème, 20ème arr. de Paris	LASER association	119 000
6	Parcours Entrée dans l'Emploi de Nord 77 et de Marne la Vallée	Lycée G. BACHELARD	197 000
7	Parcours Entrée dans l'Emploi d'Est Centre Sud 77	Union Pour la Promotion des Travailleurs Français et Migrants de Seine et Marne	165 500
8	Parcours Entrée dans l'Emploi de Seine Aval	Solidarité et Jalons pour le Travail	195 500
9	Parcours Entrée dans l'Emploi de Sud-Ouest Francilien et de Versailles Saclay	FREE Compétences	186 500
10	Parcours Entrée dans l'Emploi de Porte Sud du Grand Paris et de Sud 91	Association Régionale pour l'Insertion Economique et Sociale	264 500
11	Parcours Entrée dans l'Emploi de Boucle Nord de Seine	GIDEF	128 000
12	Parcours Entrée dans l'Emploi de Paris Ouest la Défense	ASSOFAC	91 500
13	Parcours Entrée dans l'Emploi de Grand Paris Seine Ouest et Vallée Sud Grand Paris	DMD CONSULTANT	104 500
14	Parcours Entrée dans l'Emploi de Plaine Commune	Solidarité Formation Mobilisation Accueil et Développement	183 500
15	Parcours Entrée dans l'Emploi d'Est Ensemble	ASSOFAC	153 500
16	Parcours Entrée dans l'Emploi de Roissy Le Bourget/Paris Terre d'envol	AFCI	153 500
17	Parcours Entrée dans l'Emploi de Grand Paris Grand Est	ASTROLABE	130 000
18	Parcours Entrée dans l'Emploi de Grand Orly Seine Bièvre	GIDEF	207 500
19	Parcours Entrée dans l'Emploi de Paris Est Marne et Brie	IDC FORMATION	96 500
20	Parcours Entrée dans l'Emploi de Grand Paris Sud Est Avenir	ASSOFAC	89 000
21	Parcours Entrée dans l'Emploi d'Ouest 95	ACOFORM	88 000
22	Parcours Entrée dans l'Emploi d'Est 95	ASSOFAC	146 500
23	Parcours Entrée dans l'Emploi de Roissy le Bourget/Roissy Pays de France	Solidarité et Jalons pour le Travail	147 500
		Total	**3 186 500**

Liste des marchés programme de formations transversales

N° du lot	Programme	Département	Nom organisme	Heures centre mini
1	Compétences de base professionnelles	75	GIDEF	121 750
2	Compétences de base professionnelles	77	Lycée Général Technologique G BACHELARD	106 500
3	Compétences de base professionnelles	78	FREE Compétences	86 250
4	Compétences de base professionnelles	91	Lycée Polyvalent ROBERT DOISNEAU	86 500
5	Compétences de base professionnelles	92	ACOFORM	90 250
6	Compétences de base professionnelles	93	NUEVO Conseil et Formation	176 000
7	Compétences de base professionnelles	94	FREE Compétences	99 250
8	Compétences de base professionnelles	95	GIDEF	108 500
9	Anglais à visée professionnelle	75	EMPLOI SERVICES ET FORMATION	30 560
10	Anglais à visée professionnelle	77	Lycée Général Technologique G BACHELARD	19 200
11	Anglais à visée professionnelle	78	LYCEE Violet le Duc	16 160
12	Anglais à visée professionnelle	91	Lycée Polyvalent ROBERT DOISNEAU	18 960
13	Anglais à visée professionnelle	92	AFEC	16 800
14	Anglais à visée professionnelle	93	NUEVO Conseil et Formation	25 920
15	Anglais à visée professionnelle	94	Lycée LANGEVIN WALLON	19 520
16	Anglais à visée professionnelle	95	AFEC	20 880
17	Formations bureautiques	75	AFPA Ile de France	22 120
18	Formations bureautiques	77	AFPA Ile de France	15 400
19	Formations bureautiques	78	AFPA Ile de France	13 560
20	Formations bureautiques	91	AFPA Ile de France	13 400
21	Formations bureautiques	92	AFPA Ile de France	15 280
22	Formations bureautiques	93	AFPA Ile de France	26 960
23	Formations bureautiques	94	AFPA Ile de France	15 840
24	Formations bureautiques	95	AFPA Ile de France	16 240
		TOTAL		1 181 80

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/01/2019

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-026

DU 24 JANVIER 2019

FINANCEMENT DES ECOLES DE LA DEUXIÈME CHANCE EN ÎLE-DE-FRANCE - AVANCE 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU La décision 2012-21/UE du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;

VU Le Code de l'éducation, notamment l'article L. 214-14 ;

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU Le Code du travail, notamment la sixième partie ;

VU La loi n°2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

VU La Loi n°2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU La délibération n° CR 58-08 du 26 juin 2008 relative à l'adoption du rapport cadre « Vers un service public régional de la formation et de l'insertion professionnelles, politique régionale en faveur de l'accès et du retour à l'emploi qualifié, dans le cadre du schéma régional des formations » ;

VU La délibération n° CR 54-09 du 19 juin 2009 relative au rapport « Service public régional de formation et d'insertion professionnelles – refonte des dispositifs régionaux de formation des personnes privées d'emploi » ;

VU La délibération n° CR 18-10 du 18 juin 2010 relative « au service public de la formation et de l'insertion professionnelle – dispositifs régionaux « deuxième chance » à destination des 16-25 ans – Avenir Jeunes (espace dynamique d'insertion) – Ecoles de la 2ème chance – Aide au permis de conduire ;

VU La délibération n° CR 80-13 du 29 septembre 2013 relative à la prorogation du « schéma régional de formation tout au long de la vie 2007-2013 » jusqu'à l'adoption d'un nouveau schéma ;

VU La délibération n° CR 48-15 du 10 juillet 2015 relative à la mise en œuvre de la décentralisation et partenariat pour l'emploi et la formation professionnelle, ainsi qu'à l'adoption du Contrat d'Objectifs et de Moyens avec les Ecoles de la Deuxième Chance ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à « la Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;

VU La délibération n° CR 149-16 du 7 juillet 2016 portant règlement d'intervention relatif à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle ;

VU La délibération n° CP 2018-273 du 4 juillet 2018 relative aux Ecoles de la Deuxième Chance financement 2018 – 2ème affectation ;

VU La délibération n° CP 2018-393 du 17 octobre 2018 relative au conventionnement 2019-2022 avec les Ecoles de la Deuxième Chance ;

VU La délibération n° CP 2018-488 du 21 novembre 2018 relative à l'adoption de la convention entre la Région et l'Agence de Services et de Paiement (ASP) – avenant 2018 et convention 2019 ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-026 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Subvention aux Ecoles de la deuxième chance

Décide, au titre du soutien aux associations franciliennes « Ecoles de la deuxième chance », d'accorder une avance d'un montant de **4 451 016 €** au titre des compensations attribuées pour l'année 2019. Cette avance est calculée sur la base de 60 % du montant des crédits affectés en 2018, au titre de la première année d'application de la convention d'objectifs et de moyens 2019-2022.

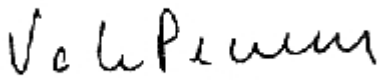
Affecte une autorisation d'engagement de **4 451 016 €** disponible sur le chapitre budgétaire 931 « formation professionnelle et apprentissage » – code fonctionnel 11 « formation professionnelle » programme HP 11-005 (1 11 005) « mesures d'insertion professionnelle », action 11100502 « mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées », nature 657 « subvention » du budget 2019.

Article 2 : Dérogation à la règle de l'antériorité de l'attribution de la subvention

Autorise, au titre du programme 2019, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des compensations listées à l'article 1 de la présente délibération à compter du 1er janvier 2019 par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier prorogé par la délibération n° CR 01-16 susvisée, en raison du

décalage entre la date d'entrée en formation (à partir du 1er janvier 2019) et la date du vote de la présente délibération.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Fiches projets

DOSSIER N° 18014789 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DES HAUTS DE SEINE-AVANCE 2019

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)
Délibération Cadre : CP2018-393 du 17/10/2018
Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
Action : 11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 365 400,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: E2C 92 ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DES HAUTS DE SEINE
Adresse administrative	: 51 RUE PIERRE 92110 CLICHY
Statut Juridique	: Association
Représentant	: Monsieur Jean-Claude SENEQUE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :
Conformément aux dispositions prévues par la convention d'objectifs et de moyens 2019-2022 signée avec l'E2c, le montant proposé est une avance, correspondant à 60% du montant affecté en 2018 à la structure.
Le montant total de la compensation accordée à l'E2c sera déterminé après instruction du projet de l'E2C et fera l'objet d'une revalorisation de la présente avance. La description complète du projet sera présentée lors de cette deuxième affectation.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE) du 20 décembre 2011
Relatif à : Aide à la formation – formation générale

DOSSIER N° 18014790 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DES YVELINES-AVANCE 2019

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)
Délibération Cadre : CP2018-393 du 17/10/2018
Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
Action : 11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 614 416,80 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	E2C 78 ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE EN YVELINES
Adresse administrative	:	20 AVENUE ROGER HENNEQUIN 78190 TRAPPES
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Benjamin CHKROUN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :
Conformément aux dispositions prévues par la convention d'objectifs et de moyens 2019-2022 signée avec l'E2c, le montant proposé est une avance, correspondant à 60% du montant affecté en 2018 à la structure.
Le montant total de la compensation accordée à l'E2c sera déterminé après instruction du projet de l'E2C et fera l'objet d'une revalorisation de la présente avance. La description complète du projet sera présentée lors de cette deuxième affectation.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE) du 20 décembre 2011
Relatif à : Aide à la formation – formation générale

DOSSIER N° 18014791 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE ESSONNE-AVANCE 2019

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)
Délibération Cadre : CP2018-393 du 17/10/2018
Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
Action : 11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 465 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE EN ESSONNE
Adresse administrative	: 11 AV I ET F JOLIOT CURIE 91130 RIS-ORANGIS
Statut Juridique	: Association
Représentant	: Monsieur Dominique FONTENAILLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :
Conformément aux dispositions prévues par la convention d'objectifs et de moyens 2019-2022 signée avec l'E2c, le montant proposé est une avance, correspondant à 60% du montant affecté en 2018 à la structure.
Le montant total de la compensation accordée à l'E2c sera déterminé après instruction du projet de l'E2C et fera l'objet d'une revalorisation de la présente avance. La description complète du projet sera présentée lors de cette deuxième affectation.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE) du 20 décembre 2011
Relatif à : Aide à la formation – formation générale

Commission permanente du 24 janvier 2019 - CP2019-026

DOSSIER N° 18014792 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE PARIS-AVANCE 2019

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)
Délibération Cadre : CP2018-393 du 17/10/2018
Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
Action : 11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 518 505,60 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: E2C PARIS ECOLE DE LA 2E CHANCE DE PARIS
Adresse administrative	: 47 RUE D AUBERVILLIERS 75018 PARIS
Statut Juridique	: Association
Représentant	: Monsieur Denis BOUCHARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :
Conformément aux dispositions prévues par la convention d'objectifs et de moyens 2019-2022 signée avec l'E2c, le montant proposé est une avance, correspondant à 60% du montant affecté en 2018 à la structure.
Le montant total de la compensation accordée à l'E2c sera déterminé après instruction du projet de l'E2C et fera l'objet d'une revalorisation de la présente avance. La description complète du projet sera présentée lors de cette deuxième affectation.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE) du 20 décembre 2011
Relatif à : Aide à la formation – formation générale

DOSSIER N° 18014793 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE SEINE ET MARNE-AVANCE 2019

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)
Délibération Cadre : CP2018-393 du 17/10/2018
Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
Action : 11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 480 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: ASS 2EME CHANCE SUD SEINE ET MARNE
Adresse administrative	: 6 RUE DU DOCTEUR ARTHUR PETIT 77130 MONTEREAU FAULT-SUR-YONNE
Statut Juridique	: Association
Représentant	: Monsieur Yves JEGO, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :
Conformément aux dispositions prévues par la convention d'objectifs et de moyens 2019-2022 signée avec l'E2c, le montant proposé est une avance, correspondant à 60% du montant affecté en 2018 à la structure.
Le montant total de la compensation accordée à l'E2c sera déterminé après instruction du projet de l'E2C et fera l'objet d'une revalorisation de la présente avance. La description complète du projet sera présentée lors de cette deuxième affectation.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE) du 20 décembre 2011
Relatif à : Aide à la formation – formation générale

DOSSIER N° 18014794 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE SEINE SAINT DENIS-AVANCE 2019

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)
Délibération Cadre : CP2018-393 du 17/10/2018
Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
Action : 11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 838 860,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: E2C ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE E2C93
Adresse administrative	: 6 MAIL MAURICE DE FONTENAY 93120 LA COURNEUVE
Statut Juridique	: Association
Représentant	: Madame Marie-Christine DURAND, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :
Conformément aux dispositions prévues par la convention d'objectifs et de moyens 2019-2022 signée avec l'E2c, le montant proposé est une avance, correspondant à 60% du montant affecté en 2018 à la structure.
Le montant total de la compensation accordée à l'E2c sera déterminé après instruction du projet de l'E2C et fera l'objet d'une revalorisation de la présente avance. La description complète du projet sera présentée lors de cette deuxième affectation.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE) du 20 décembre 2011
Relatif à : Aide à la formation – formation générale

DOSSIER N° 18014795 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE VAL DE MARNE-AVANCE 2019

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)
Délibération Cadre : CP2018-393 du 17/10/2018
Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
Action : 11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 455 313,60 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: E2C 94 ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DU VAL DE MARNE
Adresse administrative	: 87 AV DE LA VICTOIRE 94310 ORLY
Statut Juridique	: Association
Représentant	: Claude SAMSON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :
Conformément aux dispositions prévues par la convention d'objectifs et de moyens 2019-2022 signée avec l'E2c, le montant proposé est une avance, correspondant à 60% du montant affecté en 2018 à la structure.
Le montant total de la compensation accordée à l'E2c sera déterminé après instruction du projet de l'E2C et fera l'objet d'une revalorisation de la présente avance. La description complète du projet sera présentée lors de cette deuxième affectation.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE) du 20 décembre 2011
Relatif à : Aide à la formation – formation générale

DOSSIER N° 18014796 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE VAL D'OISE-AVANCE 2019

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)
Délibération Cadre : CP2018-393 du 17/10/2018
Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
Action : 11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 713 520,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: E2C 95 ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE EN VAL D'OISE
Adresse administrative	: 13 AV DE L ESCOUVRIER 95200 SARCELLES
Statut Juridique	: Association
Représentant	: Monsieur Benjamin CHRKOUN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :
Conformément aux dispositions prévues par la convention d'objectifs et de moyens 2019-2022 signée avec l'E2c, le montant proposé est une avance, correspondant à 60% du montant affecté en 2018 à la structure.
Le montant total de la compensation accordée à l'E2c sera déterminé après instruction du projet de l'E2C et fera l'objet d'une revalorisation de la présente avance. La description complète du projet sera présentée lors de cette deuxième affectation.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE) du 20 décembre 2011
Relatif à : Aide à la formation – formation générale

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/01/2019

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-046

DU 24 JANVIER 2019

AFFECTATION POUR UNE SUBVENTION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT AU GIP CARIF DÉFI MÉTIERS (1ÈRE AFFECTATION 2019)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code du Travail, notamment la sixième partie ;

VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU La délibération n°CR 72-07 du 27 juin 2007 relative au « schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007 – 2013 » ;

VU La délibération n°CR 45-13 du 20 juin 2013 approuvant la convention constitutive du CARIF Défi métiers ;

VU La délibération n° CR 80-13 du 29 septembre 2013 relative à la prorogation du « schéma régional de formation tout au long de la vie 2007-2013 » jusqu'à l'adoption d'un nouveau schéma ;

VU La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 portant approbation du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 ;

VU La délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ' simplifier le fonctionnement du conseil régional' ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 149-16 du 7 juillet 2016 relative à la convention liant la Région et le FPSPP ;

VU La délibération n° CR 2017-01 du 26 janvier 2017 portant approbation du contrat de plan régional pour le développement de la formation et de l'orientation professionnelle ;

VU La délibération n° CP 2017-033 du 27 janvier 2017 approuvant la convention triennale d'objectifs et de moyens 2017-2019 entre la Région et CARIF Défi métiers ;

VU La délibération n° CP 2018-232 du 4 juillet 2018 relative aux affectations pour une subvention globale de fonctionnement au GIP CARIF Défi métiers et pour la réalisation d'études sur la formation

VU Le budget 2019 de la Région Ile-de-France ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission de la famille de l'action sociale et du handicap ;

VU le rapport n°CP 2019-046 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au financement du GIP CARIF Défi Métiers par l'attribution d'une subvention globale de fonctionnement d'un montant maximal prévisionnel de 1 158 600 € pour la première affectation de janvier 2019.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature avec Défi Métiers de l'annexe technique et financière annuelle à la Convention et figurant en annexe 1 de la présente délibération.

L'ensemble des affectations mentionnées au sein de cet article relève du Contrat de projets 2015 - 2020 :

- volet 5 « Innovation, filières d'avenir et usine du futur »
- sous-volet 51 « Filières d'avenir et d'emploi »
- projet 51101 « GIP Défi métiers ARACT Ile-de-France et actions sectorielles GPEC ».

Le territoire concerné par cette action est l'Île-de-France.

Affecte à cet effet quatre autorisations d'engagement décomposées comme suit :

Première autorisation d'engagement d'un montant de 935 400 € disponible sur le chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 10 « Services communs », programme PR 10-002 « Mesures transversales », code action 410002085 « Défi métiers » du budget régional 2019.

Seconde autorisation d'engagement d'un montant de 150 000 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme PR 28-005 (428005) « Schéma des formations », code action 428005015 «réussite des élèves » du budget régional 2019.

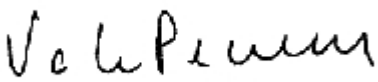
Troisième autorisation d'engagement d'un montant de 43 200 € disponible sur le chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 13 « Formations sanitaires et sociales », programme PR 13-003 (413003) « Mesures diverses », code action 413003015 « Mesures diverses » du budget régional 2019.

Quatrième autorisation d'engagement d'un montant de 30 000 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur », programme PR 23-009 (123009) «Orientation et formations supérieures », code action 12300903 « Orientation et formations supérieures » du budget régional 2019.

Article 2 :

Autorise, du fait de l'engagement des dépenses de fonctionnement ordinaires de la structure au 1er janvier 2019, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention de fonctionnement du CARIF Défi métiers à compter du 1er janvier 2019 par dérogation à l'article 29 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, ***prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.***

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Annexe annuelle technique et financière à la convention triennale d'objectifs et de moyens du CARIF Défi métiers

ANNEXE ANNUELLE TECHNIQUE ET FINANCIERE

A LA CONVENTION TRIENNALE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DU CENTRE D'ANIMATION, DE RESSOURCES ET D'INFORMATION SUR LES FORMATIONS EN ILE DE FRANCE DEFI METIERS

Détail des subventions attribuées
ANNEE 2019 - 1ère affectation

	CP n° 2019-046 Du 24 janvier 2019
Subvention de fonctionnement CARIF (OREF) **Pôle Développement Economie, Emploi, Formation**	935 400 €
Subvention de fonctionnement CARIF (OREF) **Pôle Lycées**	150 000 €
Subvention de fonctionnement CARIF (OREF) **Pôle TRESOR – Direction des Formations Sanitaires et Sociales**	43 200 €
Subvention de fonctionnement CARIF (OREF) **Pôle TRESOR – Direction Orientation et Enseignement Supérieur**	30 000 €
TOTAL	1 158 600 €

Nom du signataire :

Titre :

Cachet de la Structure :

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 25/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 25/01/2019

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-057

DU 24 JANVIER 2019

ACTIONS EXPÉRIMENTALES - PREMIÈRE AFFECTATION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatible avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité ;

VU Le régime d'aide exempté n° SA.40207, relatif aux aides à la formation pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code du travail notamment la sixième partie ;

VU La loi 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU La délibération n° CR 58-08 du 26 juin 2008 vers un service public régional de formation et de l'insertion professionnelles ;

VU La délibération n° CR 59-08 du 17 octobre 2008 relative à la promotion sociale et à la sécurisation des parcours professionnels ;

VU La délibération n° CR 54-09 du 19 juin 2009 relative au service public régional de formation et d'insertion professionnelles – refonte des dispositifs régionaux de formation des personnes privées d'emploi ;

VU La délibération n° CP 10-799 du 14 octobre 2010 relative au programme «Diplôme d'Accès aux Etudes Universitaires » ;

VU La délibération CR 17-12 du 17 février 2012 relative au renforcement du service public de formation et d'insertion professionnelle notamment son annexe 6 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU La délibération n° CP 2018-099 du 16 mars 2018 portant simplification du règlement d'intervention des actions expérimentales ;

VU La délibération n° CP 2018-135 du 16 mars 2018 relative à la mise en œuvre du plan investissement compétences ;

VU La délibération n° CP 2018-488 du 21 novembre 2018 relative à la convention entre la Région et l'ASP – avenant 2018 et convention 2019 ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-057 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1

Décide de participer au titre du dispositif « Actions expérimentales de sécurisation de parcours de formation tournés vers l'emploi », au financement du projet détaillé dans la fiche projet en Annexe 1 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **200 000 €.**
Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention type jointe en annexe 2 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.
Affecte une autorisation d'engagement de **200 000 €** Disponible sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage», code fonctionnel 11 « formation professionnelle », programme HP 11-006 (111 006) « Formations qualifiantes et métiers », Action 11100605 – « formations complémentaires » du budget 2019.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de cette subvention, à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans la fiche projet en annexe 1 à la délibération, par dérogation à l'article 29 (subventions de fonctionnement) de l'annexe de la délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 2

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 36 112.50€ en faveur de l'Université Paris XIII, disponible sur le chapitre budgétaire 931 «Formation professionnelle et apprentissage » Code fonctionnel 11 « Formation professionnelle », Programme HP 11-007 111007 « formation des salariés », Action 111 007 01 «formation des salariés », nature 657 « Subventions », du budget régional 2019.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

FICHES PROJET

DOSSIER N° 19001017 - Action expérimentale SIMPLON.CO -DATA IA

Dispositif : Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi (n° 00000821)
Délibération Cadre : CR17-12 du 17/02/2012
Imputation budgétaire : 931-11-65738-111006-400
Action : 11100605- Formations complémentaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	428 000,00 € TTC	46,73 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SIMPLON CO
Adresse administrative : 55 RUE DE VINCENNES
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Frederic BARDEAU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 12 août 2018 - 11 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : les sessions ayant démarré en 2018 rentrent dans le cadre de la phase amorçage du Plan investissement compétence.

Description :
Le projet vise à former 44 demandeurs d'emploi au métier de Développeur Data IA (Intelligence Artificielle), selon le référentiel de formation conçu par Simplon et Microsoft France, dans le cadre d'une formation intensive de 7 mois (980 heures), suivi d'une formation en alternance, sur un an (455 heures de formation).
Simplon s'engage en outre à accompagner les apprenants de la formation Développeur Data IA dans l'acquisition des savoirs être (soft skills) nécessaires à leur intégration à l'entreprise en contrat de professionnalisation à l'issue d'une formation initiale de 7 mois (980 heures).
DXC Technology et Umanis, partenaires du projet, s'engagent, dès le démarrage des formations, à recruter les 44 apprenants à l'issue de la formation intensive de 7 mois, dans le cadre d'un contrat de professionnalisation de 12 mois.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges + prestations de service	362 000,00	84,58%
Loyers et charges (assurance + internet	2 000,00	0,47%
Frais liés à la mise en œuvre de l'action	6 000,00	1,40%
Déplacements apprenants + événements	14 000,00	3,27%
Passages de titre et de certifications	29 000,00	6,78%
Matériel pédagogique	15 000,00	3,50%
Total	428 000,00	100,00%

Libellé	Montant	%
Participation financière de la Région	200 000,00	46,73%
Microsoft France	72 000,00	16,82%
DXC Technology	78 000,00	18,22%
Umanis	78 000,00	18,22%
Total	428 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40207 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide à la formation – formation générale

CONVENTION TYPE

CONVENTION :

ACTION SAFIR :

Unité Développement
Direction de la Formation Professionnelle

CONVENTION RENOUVELABLE

RELATIVE AU DISPOSITIF REGIONAL « ACTIONS EXPÉRIMENTALES DE SECURISATION DE PARCOURS DE FORMATION TOURNES VERS L'EMPLOI »

Entre

La Région Ile-de-France, dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP……du……, ci-après dénommée « la Région »
d'une part,

et

(cette partie est à compléter par le bénéficiaire)
L'organisme dénommé :.....
dont le statut juridique est : *(forme juridique)*.....
dont le n° SIRET et code APE sont : .....
dont le siège social est situé au : *(adresse siège social)*.....
ayant pour représentant : .....
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif régional « Actions expérimentales de sécurisation de parcours de formation tournés vers l'emploi » adopté par délibération de la Commission Permanente N° CP XX- du XXXXXX.

L'attribution d'une subvention par la Région ainsi que son versement sont effectuées conformément aux dispositions adoptées en Conseil Régional (délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Ile-de-France, et dans le respect des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP XX- du XXXXXX, la Région Ile-de-France a décidé de soutenir (*nom du bénéficiaire)* au titre de l'année XXX pour la réalisation du projet détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention spécifique correspondant à XX % du budget du projet, soit un montant maximum de subvention de XXXX €.

Le budget prévisionnel du projet est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les actions présentées dans la fiche projet jointe à la présente convention.

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Fournir le bilan financier et comptable annuel approuvé et certifié par le dirigeant ou par un commissaire aux comptes lorsque l'organisme en est doté.

Tenir un compte d'emploi de la subvention allouée et distinguer pour ce faire dans ses écritures la comptabilité propre à chaque opération.

En outre, le bénéficiaire s'engage à saisir trimestriellement l'ensemble des informations relatives à l'exécution de la subvention et à générer la facturation par le biais du système d'information régional (SAFIR) permettant son suivi dématérialisé.

L'offre de formation dispensée dans le cadre du présent programme est diffusée sur le site de Défi métiers, le carif-oref francilien.
En conséquence, la structure bénéficiaire a pour obligation de déclarer et mettre à jour ses données (objectifs, contenu, dates et lieux de session, etc.) sur DOKELIO Ile-de-France : https://dokelio-idf.fr.
Cette obligation a pour objectif d'apporter une meilleure lisibilité et visibilité à l'action de formation auprès des bénéficiaires et prescripteurs. En effet, l'information fiabilisée dans DOKELIO Ile-de-France est destinée à alimenter de nombreux systèmes d'information du service public de l'orientation et de l'emploi dont le site de Défi métiers.
Défi métiers accompagne les organismes dans la saisie et l'utilisation de DOKELIO Ile-de-France : base-offre@defi-metiers.fr.

Respecter les obligations en matières d'achat de prestations auxquelles il peut être soumis tant au regard du droit français que du droit communautaire.

Appliquer s'il y a lieu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le cas échéant le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

En cas de renouvellement de la subvention, il sera vérifié que lesdites informations ont bien été communiquées à la Région.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la région.

Le bénéficiaire s'engage à informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.
La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.
Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.
Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.
Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE LOI INFORMATIQUE ET LIBERTES

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter :

- la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.
- les clauses de sous-traitance relative à la protection des données à caractère personnel décrites dans l'annexe à la présente convention.

Le responsable de traitement au sens de l'article 4 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement et du Conseil est la Région Ile-de-France, représentée par la Présidente du conseil régional, Mme Valérie Pécresse, en vertu de la délibération CR 93-15 du 18 décembre 2015, sise 2 rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine.

Au sens de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, la structure gestionnaire est responsable du traitement de données afférentes aux auditeurs accueillis.
Conformément à la loi "Informatique et Libertés" du 6 janvier 1978, les auditeurs bénéficient d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui les concernent. S'ils souhaitent exercer ce droit pour obtenir communication des informations les concernant, ils doivent en faire la demande par courrier à Pôle Développement - Direction de la Formation Professionnelle, 2 rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine.

Le non-respect par la structure gestionnaire de cette obligation d'information est sanctionné par la résiliation anticipée de la convention par la Région conformément aux dispositions prévues à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Art 3.1 : Caducité

- Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

- A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

Art 3.2 : Modalités de versement

Toute demande de versement est effectuée à l'initiative de l'organisme. Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

Le versement d'une avance à valoir sur les paiements prévus, en proportion du taux de la subvention, sur justification du besoin de trésorerie et dans la limite de 20 % du montant de la subvention. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Art 3.2.1 : Versement d'acompte

Le bénéficiaire peut demander le versement de deux acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux d'intervention énoncé à l'article 1.

Le versement des acomptes est subordonné à la production *(3 documents)* :

- de la demande de versement d'acompte, générée à partir de l'application SAFIR

- du compte rendu financier intermédiaire
- de l'accusé réception reçu lors du dépôt de l'offre de stage sur la PAR

Ces documents doivent comporter la signature du représentant de l'organisme, le cachet ainsi que celle de l'expert comptable ou du commissaire aux comptes *(si l'organisme en est doté).*

Le cumul de l'avance et des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Art 3.2.2 : Versement du solde

Le versement du solde de la subvention est effectué sur appel de fonds, signé par le représentant habilité de l'organisme, qui certifiera l'achèvement et le paiement complet de l'opération.

Le versement du solde est subordonné à la production:

- de la convention de stage ou du contrat de travail dument signé(e) téléchargé(e) sur la PAR ou joint à la demande de solde,
- de la demande de versement du solde, générée à partir de l'application SAFIR,
- du compte rendu financier final,
- d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité,
- du bilan d'activité final.

Ces documents doivent être signés par le représentant habilité de l'organisme et l'expert comptable ou le commissaire aux comptes de l'organisme *(si l'organisme en est doté).*

Par ailleurs, un bilan de situation sera produit et transmis à la Région au plus tard 6 mois après la fin de l'action.

Ces documents seront adressés à la Région. Ils présenteront la modélisation de principes d'organisation et de fonctionnement de l'action et leur extension possible à d'autres programmes régionaux, à d'autres structures financées par la Région.

Le montant total de la subvention ne dépassera en aucun cas le montant prévisionnel fixé par la convention.

Le comptable assignataire est l'Agence de Services et de Paiement, Délégation régionale Ile-de-France, 12 rue Henri Rol-Tanguy, 93555 MONTREUIL cedex.

Art 3.3 : Révision du montant subventionné

Le montant définitif de la subvention accordée peut être révisé en proportion du niveau d'exécution du budget prévisionnel transmis par le bénéficiaire, sur la base des éléments financiers transmis par le bénéficiaire. Le versement du solde est, dès lors, ajusté en fonction des besoins réels du bénéficiaire.

Art 3.4 : Eligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du *……..(date de démarrage ou à défaut la date de la CP)* et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir la date de la CP d'attribution.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

Elle est renouvelable par voie expresse et sous réserve des disponibilités budgétaires.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

- La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

- Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par la commission permanente régionale.

ARTICLE 8 – ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Pour le règlement de tout litige survenant dans l'exécution des dispositions de la présente convention, le Tribunal compétent est le Tribunal administratif de Paris.

ARTICLE 9 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP ……..

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le..... **Le.....**

L'organisme nom, qualité du signataire et cachet du bénéficiaire	**La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France**

Annexe -
Clauses de sous-traitance relative à la protection des données à caractère personnel

I. Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « ***le règlement européen sur la protection des données*** ») .

II. Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) décrit dans l'extrait de la fiche de registre ci-jointe.

La nature des opérations réalisées sur les données est :

☒ Collecte de données
☒ Enregistrement de données
☐ Organisation de données
☐ Structuration de données
☒ Conservation de données
☒ Adaptation ou modification de données
☐ Extraction de données
☒ Consultation de données
☐ Utilisation de données
☒ Communication de données (transmission ou toute autre forme de mise à disposition)
☐ Rapprochement de données
☐ Interconnexion de données
☐ Limitation de données
☒ Effacement de données
☒ Destruction de données

La ou les finalité(s) du traitement sont la gestion de la formation professionnelle (Passation des marchés publics de la formation et gestion des subventions associées, suivi des actions de formation, récupération des données pédagogiques et financières, processus d'amélioration continue).
Les données à caractère personnel traitées sont :

Données non sensibles

☒ Etat civil, identité, données d'identification, images
☒ Vie personnelle (habitudes de vie, situation familiale, diplômes…)
☒ Informations d'ordre économique et financier (revenus, situation financière, situation fiscale…)

☒ Données de connexion (logs, adresse IP…)

☐Données de localisation (déplacements, données GPS, données GSM…)

Données à caractère sensible

☐ Données relevant de la prétendue origine raciale ou ethnique

☐ Données révélant des opinions politiques

☐ Données révélant des convictions religieuses ou philosophiques

☐ Données révélant l'appartenance syndicale

☐ Données génétiques

☐ Données biométriques aux fins d'identifier de manière unique une personne

☐ Données concernant la santé

☐ Données concernant l'orientation sexuelle ou la vie sexuelle

☐ Données relatives aux condamnations pénales ou aux infractions

☒ Numéro d'identification dans un registre national unique (NIR)

Les **catégories de personnes** concernées sont

☐ Agents régionaux

☒ Stagiaires de la formation professionnelle

☐ Lycéens

☐ Etudiants

☐ Bénéficiaires des fonds structurels

☐ Personnes morales

☐ Particuliers

☐Autres, préciser

Pour l'exécution du service objet du présent contrat, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les informations nécessaires suivantes : guide de procédures, charte de récolte de données, modèle contrat de formation…

III. Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement

Le sous-traitant s'engage à :

1. traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/font l'objet de la sous-traitance

2. traiter les données **conformément aux instructions documentées** du responsable de traitement

2.1 Devoir de conseil :

Au titre de son devoir de conseil, si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** le responsable de traitement.

2.2 Devoir d'information

Au titre de son devoir d'information, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public

3. garantir la **confidentialité, l'intégrité et la disponibilité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat et pouvoir retracer l'accès à ces données

4. veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent contrat:

- s'engagent à respecter la **confidentialité** ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
- reçoivent l'i**nformation** et la **formation** nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**

6. **Sous-traitance**

Le sous-traitant peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « ***le sous-traitant ultérieur*** ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le responsable de traitement dispose d'un délai maximum de 21 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations relatives à la protection des données pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

7. **Droit d'information des personnes concernées**

Le sous-traitant, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec le responsable de traitement avant la collecte de données.

8. **Exercice des droits des personnes**

Dans toute la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).
Le sous-traitant doit répondre, au nom et pour le compte du responsable de traitement et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent contrat.
Le sous-traitant informe systématiquement et dans les meilleurs délais le responsable de traitement des demandes et des réponses effectuées dans ce cadre.

9. **Notification des violations de données à caractère personnel**

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et si possible, 24 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant par mail à l'adresse suivante : alertergpd@iledefrance.fr . Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

10. **Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations**

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.
Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

11. **Mesures de sécurité**

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité décrites dans la section « Obligations du titulaire à l'égard du stagiaire » du marché.

12. **Sort des données**

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le sous-traitant s'engage à :

- à renvoyer toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction selon la procédure indiquée par le service des archives.

13. **Délégué à la protection des données**

Le sous-traitant communique au responsable de traitement **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données

14. **Registre des catégories d'activités de traitement**

Le sous-traitant déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées;
- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
    - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
    - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
    - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
    - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

15. **Documentation**

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la **documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

IV. Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant

Le responsable de traitement s’engage à :
1. fournir au sous-traitant les données visées au II des présentes clauses

2. documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant

3. veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant

4. superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du sous-traitant

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le..... Le.....

L’organisme nom, qualité du signataire et cachet du bénéficiaire	**La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France**

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-027

DU 24 JANVIER 2019

POLITIQUE RÉGIONALE EN FAVEUR DE L'APPRENTISSAGE - ENQUÊTE IPA, OUVERTURE DU CFA DU JUDO ET SUBVENTION À L'URHAJ

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'éducation ;

VU Le Code du travail, notamment la sixième partie ;

VU L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

VU Le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marches publics ;

VU La délibération n° CP 98-377 du 8 octobre 1998 relative à l'avenant-type aux conventions de création de CFA ;

VU La délibération n° CR 07-11 du 7 avril 2011 relative à la politique régionale de développement de l'apprentissage durable et équitable ;

VU La délibération n° CR 43-12 du 27 septembre 2012 «Pour une politique régionale de développement de l'apprentissage durable et équitable » ;

VU La délibération n° CP 13-790 du 20 novembre 2013 relative à la politique régionale d'apprentissage ;

VU La délibération n° CR 34-15 du 10 juillet 2015 relative à l'adoption d'une nouvelle convention -type portant création de CFA ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération CR 2017-162 du 22 septembre 2017 « Simplifier le fonctionnement du Conseil régional » ;

VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de signature du conseil régional à sa présidente

VU La délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CP 16-051 du 22 janvier 2016 relative à la mise en œuvre de la politique régionale de l'apprentissage ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 28-16 du 18 février 2016 relative au plan d'action régional pour un nouvel engagement pour l'apprentissage ;

VU la délibération n° CP 16-364 du 12 juillet 2016 relative à la mise en œuvre du plan d'action régional en faveur de l'apprentissage : une nouvelle convention régionale pour les CFA d'Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU La délibération n° CP 2017-435 du 20 septembre 2017 relative à la mise en œuvre de la politique régionale d'apprentissage ;

VU La délibération n° CP 2017-546 du 22 novembre 2017 relative à la convention de partenariat (région/académies) pour la réalisation de l'enquête «devenir des apprentis franciliens » ;

VU la délibération n° CP 2018-012 du 24 janvier 2018 relative à la subvention à l'URHAJ pour le logement des apprentis ;

VU La délibération n° CP 2018-041 du 24 janvier 2018 relative à la carte unique des formations professionnelles initiales et à l'adaptation de l'offre de formation pour la rentrée 2018 ;

VU La délibération n° CP 2018-438 du 17 octobre 2018 relative à la mise en œuvre de la politique régionale d'apprentissage : aide aux apprentis (avances et soldes), subvention à l'URHAJ (convention), modification de coefficient ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour l'année 2019 ;

VU L'avis de la commission FPI du CREFOP du 8 janvier 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-027 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Enquête « Devenir des apprentis franciliens »

Affecte une autorisation d'engagement de 107 300€ disponible sur le chapitre 931 «Formation Professionnelle et Apprentissage» : Code fonctionnel 12 «Apprentissage», Programme HP 12-003 (112003) «Qualification par l'apprentissage», Action 11200302 «Accompagnement de la politique d'apprentissage» du budget régional 2019.

Article 2 : Procédures d'urgences

Approuve les ajustements à la convention portant création de CFA tels que présentés en annexe 1 à la présente délibération.

Subordonne l'application de ces ajustements à la conclusion avec chaque organisme gestionnaire de CFA concerné, d'un avenant conforme à l'avenant-type approuvé par la délibération n° CP 98-377 du 8 octobre 1998 et autorise la présidente du conseil régional à signer les avenants correspondants.

Article 3 : affectation d'une subvention à l'URHAJ

Décide de soutenir financièrement la réalisation du projet proposé par l'Union Régionale pour l'Habitat des Jeunes Île-de-France (URHAJ Ile-de-France) défini en annexes n° 2 et 3 à la présente délibération, à hauteur de 70% du coût de l'opération dont le montant total prévisionnel s'établit à 56 000 €, soit une subvention dont le montant maximum prévisionnel est de 39 000 €.

Approuve l'avenant n° 2 à la convention triennale approuvée par la délibération n° CP 2018-012 du 24 janvier 2018, joint en annexe n°4 à la présente délibération, subordonne le versement de la subvention à la signature de celui-ci et autorise la présidente du Conseil régional à le signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 39 000 €, répartis de la façon suivante :

- Pour les apprentis : 29 000 € sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et Apprentissage », sous fonction 12 « Apprentissage », programme HP 12-003 (112003) « Qualification par l'apprentissage », action 11200302 « Accompagnement de la politique d'apprentissage », nature 657 « subventions » du budget de 2019.

- Pour les élèves et étudiants inscrits en formation sociale, paramédicale et maïeutique : 10 000 € sur le chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 13 « Formations sanitaires et sociales », programme HP13-003 (113003) « Mesures diverses », action 11300301 « Mesures diverses», nature 657 « subventions » du budget de 2019.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

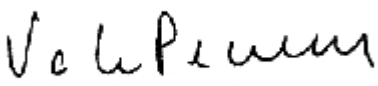
Article 4 : Création du CFA du Judo

Approuve la création du CFA du Judo, et l'ouverture de la formation BPJEPS Judo-Jujitsu qui y sera dispensée.

Subordonne sa création à la conclusion avec l'organisme gestionnaire Fédération française de judo, jujitsu, kendo et disciplines associées (FFJDA) d'une convention conforme à la convention-type approuvée par la délibération n° CP 16-364 du 12 juillet 2016.

Autorise la présidente du Conseil régional à signer la convention correspondante.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

24/01/2019 13:02:59

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Procédures d'urgence

Nom du CFA	Nom du site	N° du groupe de section	Niveau de la formation	Code diplôme	Intitulé du diplôme	Durée de la formation (en mois)	Type de procédure	Effectif maximum conventionnel par année	Effectif supplémentaire en PU
AFOMAV	AFOMAV	19	3	32032331	BTS TIEE	24	Procédure d'urgence	30	1
AFTRAL CFATL IDF	AFTRAL CFATL PARIS ENOES	46	2	26E31103M	Manager opérationnel transports et logistique	24	Procédure d'urgence	39	1
C3 CFA	CFA C3	12	1	16X31007P	Dirigeant Manager Opérationnel en Entreprise	24	Procédure d'urgence	20	1
C3 CFA	HITEMA	16	1	16X32606R	Expert en étude et développement du SI	24	Procédure d'urgence	30	5
CFA CERFAL	UFA ILEPS	174	1	1353101C	Droit, economie, gestion : management (MASTER CERGY)	24	Procédure d'urgence	25	3
CFA CERFAL	UFA Jean Rose	182	4	40031202	Commerce (BAC PRO)	36	Procédure d'urgence	12	1
CFA CERFAL	UFA Jean Rose	381	3	32031409	BTS Gestion PME	24	Procédure d'urgence	25	4
CFA de l'Académie de Créteil	Ecole du bâtiment et des travaux publics	42	3	32023107	Travaux publics (BTS)	24	Procédure d'urgence	21	2
CFA de l'Académie de Créteil	Lycée polyvalent de Coulommiers	175	4	40025212	Maintenance des matériels option B : travaux publics et manutention (BAC PRO)	36	Procédure d'urgence	12	1
CFA de l'Académie de Créteil	Lycée Jacques Prévert	144	3	32032609	Services informatiques aux organisations BTS 1ERE ANNEE	24	Procédure d'urgence	15	2
CFA de l'Académie de Créteil	Lycée Samuel de Champlain	180	3	32023012	Bâtiment (BTS)	24	Procédure d'urgence	16	1
CFA de l'Académie de Créteil	Lycée Léonard de Vinci de Melun	37	3	32025515	Electrotechnique (BTS)	24	Procédure d'urgence	16	2
CFA de l'Académie de Créteil	Lycée François Mansart	113	3	32023010	Etudes et économie de la construction (BTS)	24	Procédure d'urgence	16	4
CFA Pharmacie, Santé, Sanitaire et Social	ACPPAV Poissy	4	4	45033104	Préparateur en pharmacie (BP)	24	Transfert de section de la secion 18	96	13
CFA Pharmacie, Santé, Sanitaire et Social	ACPPAV Juvisy	9	4	45033104	Préparateur en pharmacie (BP)	24	Transfert de section dela section 16	90	5
CFA Pharmacie, Santé, Sanitaire et Social	ACPPAV Juvisy	18	4	45033104	Préparateur en pharmacie (BP)	25	Transfert de section	30	-13
CFA Pharmacie, Santé, Sanitaire et Social	ACPPAV Juvisy	16	4	45033104	Préparateur en pharmacie (BP)	26	Transfert de section	50	-5
CFA ADAFORSS	ISRP	54	3	36033110	Psychomotricien (DIPLÔME D'ETAT)	24	Procédure d'urgence	60	15
CFA ADAFORSS	EPSS	122	3	36033205	Assistant de service social (BTS)	36	Procédure d'urgence	10	14
CFA ADAFORSS	EPSS	117	3	36033206	Educateur spécialisé (diplôme d'état)	36	Procédure d'urgence	20	25
CFA AFANEM	ENS Mines ParisTech	12	1	17022707	INGENIEUR DIPLOME DE L'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES MINES DE PARIS, EN CONVENTION AVEC LE CNAM, SPECIALITE ENERGETIQUE	36	Procédure d'urgence	48	3
CFA AFORPA	UFA AFORPA Métiers de l'automobile LYCEE M MINGAM - COULOMMIERS	37	5	500 25 433	CAP PEINTURE	12	Procédure d'urgence	14	2
CFA AFORPA	CFA Métiers de l'Automobile site JC Andrieu à MAURICE	58	5	500 25 218	CAP MV	24	Procédure d'urgence	24	11
CFA AFORPA	UFA AFORPA Métiers de l'automobile LYCEE LA SALLE SAINT NICOLAS - ISSY LES MOULINEAUX	71	4	400 25 214	BAC PRO MV	36	Procédure d'urgence	24	4
CFA AFORPA	UFA AFORPA Métiers de l'automobile LYCEE GASPARD MONGE - SAVIGNY	76	3	320 25 215	BTS MV	24	Procédure d'urgence	15	4
CFA AFORPA	UFA AFORPA Métiers de l'automobile LYCEE LA SALLE SAINT NICOLAS - ISSY LES MOULINEAUX	77	3	32025215	BTS MV	24	Procédure d'urgence	24	1
CFA AFORPA	CFA Métiers de l'Automobile CAMPUS à GUYANCOURT	84	3	32025215	BTS MV	24	Procédure d'urgence	24	1
CFA AGEFA PME ILE DE FRANCE	Ecole spéciale des Travaux Publics	53	2	25023047	Metiers du btp : genie civil et construction (LP CNAM)	12	Procédure d'urgence	60	3
CFA AGEFA PME ILE DE France	Lycée Jean Lurcat Paris 13ème/ Université Paris I	78	2	2503122F	Metiers du marketing operationnel (LP PARIS 1)	12	Procédure d'urgence	24	6
CFA du Bâtiment - Noisy le Grand	BTP CFA NOISY LE GRAND	29	4	40022704	Technicien de maintenance des systèmes énergétiques et climatiques (BAC PRO)	36	Procédure d'urgence	15	3
CFA UTEC de la CCI Seine et Marne	UTEC Marne-la-Vallée Hôtellerie-Restauration-Tourisme	104	3	32033420	BTS Tourisme	24	Transfert d'effectif depuis la section 103	30	5
CFA UTEC de la CCI Seine et Marne	UTEC Provins	103	3	32033420	BTS Tourisme	22	Transfert d'effectif vers la section 104	22	-5
ESIEE Paris	Noisy-le-Grand		1	17025508	Ingénieur diplôme de l'école supérieure d'ingénieurs en électronique et électrotechnique (ESIEE) - Réseaux et Sécurité	36	Procédure d'urgence	59	5
ESIEE Paris	Noisy-le-Garnd		1	17025508	Ingénieur diplôme de l'école supérieure d'ingénieurs en électronique et électrotechnique (ESIEE) - Informatique et Applications	36	Procédure d'urgence	48	6
LA FABRIQUE	Paris (75017)		2	26C31211	Responsable visuel merchandiser (CCI FRANCE - RESEAU ESDC)	12	Procédure d'urgence	30	5
SUP DE VENTE	Paris (75017)		2	26X31502	Consultant recrutement (CCIP IDF, CCI LYON, ESMAE)	12	Procédure d'urgence	70	7
SUP DE VENTE	Paris (75017)		2	26C3120J	Responsable de developpement commercial (OPTION BANQUE ASSURANCE) (CCI FRANCE RESEAU NEGOVENTIS)	12	Procédure d'urgence	45	5
GOBELINS	Paris (75020)		3	32032327	Design Graphique Option B Communication et Medias Numériques (BTS)	24	Procédure d'urgence	26	1

Nom du CFA	Nom du site	N° du groupe de section	Niveau de la formation	Code diplôme	Intitulé du diplôme	Durée de la formation (en mois)	Type de procédure	Effectif maximum conventionnel par année	Effectif supplémentaire en PU
GOBELINS	Paris (75020)		2	26C3200A	Concepteur realisateur multimedia (LES GOBELINS ECOLE DE L'IMAGE)	12	Procédure d'urgence	42	2
ITESCIA	Cergy-Pontoise		1	13531363	Droit, economie, gestion : finance (MASTER CERGY) - Gestion des instrumetns financiers	24	Procédure d'urgence	25	5
FERRANDI Paris	Paris (75006)		3	32033423	Management en hotellerie-restauration option A management d'unite de restauration (BTS)	24	Procédure d'urgence	24	5
FERRANDI Paris	Paris (75006)		3	32033424	Management en hotellerie-restauration option B management d'unite de production culinaire (BTS)	24	Procédure d'urgence	24	5
L'ÉA, les écoles des éco-activités	L'ÉA Gennevilliers	55	4	46C2500A	Technicien(ne) de maintenance des ascenseurs (CCIP IDF CFI)	18	Procédure d'urgence	30	6
CFA CERFAL	UFA Maurice Rondeau	185	4	40025510	Metiers de l'electricite et de ses environnements connectes (BAC PRO)	36	Transfert de section	15	1
CFA CERFAL	UFA Saint Aspais	229	3	32031209	Management des unités commerciales (BTS)	24	Procédure d'urgence	27	4
CFA CERFAL	UFA St Aspais	385	3	32031409	Gestion de la PME (BTS)	24	Procédure d'urgence	20	6
CFA CERFAL	UFA Saint Pierre	306	5	50033204	CAP AEPE	12	Procédure d'urgence	20	4
CFA CERFAL	CAMPUS MONTSOURIS	301	1	16X31503	Manager de politiques et strategies de ressources humaines (ICP)	24	Procédure d'urgence	15	3
CFA CMA 77	IMA du Pays de Montereau	129	5	50025218	MAINTENANCE DES VEHICULES OPT A VOITURE PARTICULIERE	24	Procédure d'urgence	30	5
CFA CMA 77	IMA du Pays de Meaux	133	4	40025214	MAINTENANCE DES VEHICULES OPT A VOITURE PARTICULIERE	36	Procédure d'urgence	26	9
CFA CMA 77	IMA du Pays de Meaux	136	5	50022136	PATISSIER	12	Procédure d'urgence	15	2
CFA-CMA95 EAUBONNE	EAUBONNE	88	5	50033615	CAP Esthétique cosmétique parfumerie	24	Procédure d'urgence	32	15
CFA CODIS	CFA CODIS	35	1	16531235M	DIPLÔME DE L'ICD	24	Procédure d'urgence classique	120	30
Cfa des Comédiens	Cfa des Comédiens	5	2	26013302A	Diplôme national supérieur de comédien	36	Procédure d'urgence	12	3
Cfa des Comédiens	Cfa des Comédiens	6	2	26013302A	Diplôme national supérieur de comédien	24	Procédure d'urgence	12	3
CFA DORIAN	CFA DORIAN	25	3	32020009N	BTS CONCEPTION DE PRODUITS INDUSTRIELS	24	Procédure d'urgence	18	3
CFA de L'ESSEC	ESSEC Business School	5	1	16C3100A	MS DAIM	12	Procédure d'urgence	27	1
CFA de L'ESSEC	ESSEC Business School	7	1	16C31002	MS GAI	12	Procédure d'urgence	23	4
CFA EVE	Université d'Evry	102	1	13512878	Droit, economie, gestion : droit des affaires (PARIS SACLAY)	12	Procédure d'urgence	30	3
CFA EVE	ISEE - YNOV	186	1	16X31009	Manager en strategie et developpement (ISEE - YNOV)	24	Procédure d'urgence	40	8
CFA FORMASUP PARIS	Université Paris 2 Panthéon Assas	357	1	13531435R	Master Audit des Organisations et Maîtrise des Risques (M_AUDIT)	24	Procédure d'urgence	24	1
CFA FORMASUP PARIS	Université Paris 2 Panthéon Assas	70	1	13531310M	Master 2 Fiscalité Internationale (M2_FISC)	24	Procédure d'urgence	17	1
CFA Ingénieurs	CNAM ST DENIS	9	1	17025505	Ingénieur Diplômé du Conservatoire National des Arts et Métiers Spécialité Systèmes Electriques	36	Procédure d'urgence	25	3
CFA Ingénieurs 2000	Ecole Nationale Supérieure des Arts et Métiers	12	1	17020001	Ingénieur des techniques de l'industrie, spécialité génie industriel, diplôme de l'école nationale supérieure d'arts et métiers ENSAM	36	Procédure d'urgence	74	4
CFA Ingénieurs 2000	Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines	18	1	17025002N	Ingénieur technicien industriel, spécialité mécatronique, diplôme Institut sciences et techniques de l'Université de Versailles (ING)	36	Procédure d'urgence	40	2
CFA Ingénieurs 2000	Université de Marne-la-Vallée Cité Descartes	21	1	1703260X	Ingénieur diplôme de l'université de Marne-la-Vallée, spécialité informatique et géomatique (ING)	36	Procédure d'urgence	24	10
INSTA	CFA INSTA	15	1	16N32605N	Architecte Technique en Informatique et réseaux	24	Procédure d'urgence	30	8
INSTA	CFA INSTA	12	2	32032610T	BTS SIO	24	Procédure d'urgence	50	2
CFA ISIFA	CFA ISIFA	11	2	26X31206	Chargé de distribution et négociaiton	12	Procédure d'urgence	30	8
CFA CERFAL	UFA Jean Rose	61	3	32031209	Management des unités commerciales (BTS)	24	Procédure d'urgence	30	5
METIERS DE LA VIANDE	METIERS DE LA VIANDE	16	4	45022110	BP BOUCHER	36	Procédure d'urgence	25	1
Ecole de Travail ORT	Ecole de Travail ORT	57	5	50023324S	CAP INSTALLATEUR SANITAIRE 1 AN	12	Procédure d'urgence	16	4
Ecole de Travail ORT	Ecole de Travail ORT	43	4	40025509R	BAC TFCA	36	Procédure d'urgence	16	4
Ecole de Travail ORT	Ecole ORT Daniel Mayer Lycée technologique	74	2	26C3260C	Concepteur de systèmes d'information (3IL)	12	Procédure d'urgence	20	10
CFA PAE	Lycée d'Alembert	69	3	32033104	Prothésiste orthésiste (BTS)	36	Procédure d'urgence	13	2
CFA PAE	LP Edmond Rostand	103	5	50033411	Assistant technique en milieux familial et collectif (CAP)	24	Procédure d'urgence	12	1
CFA PAE	Ecole Supérieure d'Assurances	35	3	32031304	Assurance (BTS)	24	Procédure d'urgence	24	1
CFA SUP DE VINCI	CFA SUP DE VINCI	53	1	16X32608	EXPERT EN SYSTEMES D'INFORMATION	24	Procédure d'urgence	23	20
CFA SUP DE VINCI	CFA SUP DE VINCI	45	1	16X31004	MANAGER D'UNITE OPERATIONNELLE	24	Procédure d'urgence	66	4

Nom du CFA	Nom du site	N° du groupe de section	Niveau de la formation	Code diplôme	Intitulé du diplôme	Durée de la formation (en mois)	Type de procédure	Effectif maximum conventionnel par année	Effectif supplémentaire en PU
CFA SUP DE VINCI	CFA SUP DE VINCI	60	1	16X31011	MANAGER DES ORGANISATIONS	24	Procédure d'urgence	20	10
CFA SUP DE VINCI	ECOLE SUPERIEURE D'INGENIEURS LEONARD DE VINCI (ESILV)	32	1	17020026	ECOLE SUPERIEURE D'INGENIEURS LEONARD DE VINCI (ESILV)	36	Procédure d'urgence	66	5
CFA SUP DE VINCI	EEIE - EESP	56	5	56X34401	Agent de Prévention de Sureté et de Sécurité	24	Procédure d'urgence	48	3
CFA SUP DE VINCI	IPAG	38	1	16531011	Diplôme de l'IPAG	24	Procédure d'urgence	70	6
CFA SUP DE VINCI	IPAG	39	1	16531011	Diplôme de l'IPAG	24	Procédure d'urgence	36	2
ASSOCIATION TRAJECTOIRE FORMATION	Lycée d'Hôtellerie et Tourisme-Guyancourt	22	5	50022139T	CAP CUISINE	12 MOIS	Procédure d'urgence	19	29
ASSOCIATION TRAJECTOIRE FORMATION	Lycée d'Hôtellerie et Tourisme-Guyancourt	57	5	50033412	CAP COMMERCIALISATION ET SERVCES EN HCR	12 MOIS	Procédure d'urgence	22	2
ASSOCIATION TRAJECTOIRE FORMATION	Lycée d'Hôtellerie et Tourisme-Guyancourt	36	4	40022105	BAC PRO BOULANGERIE PATISSERIE	36 MOIS	Procédure d'urgence	24	2
ASSOCIATION TRAJECTOIRE FORMATION	Lycée d'Hôtellerie et Tourisme-Guyancourt	32	4	40022106	BAC PRO CUISINE	36 MOIS	Procédure d'urgence	16	4
ASSOCIATION TRAJECTOIRE FORMATION	Lycée d'Hôtellerie et Tourisme-Guyancourt	22	5	50022139T	CAP CUISINE	24 mois	Procédure d'urgence	48	6
ASSOCIATION TRAJECTOIRE FORMATION	Lycée d'Hôtellerie et Tourisme-Guyancourt	26	5	50022136	CAP PATISSERIE	24 mois	Procédure d'urgence	24	6
CFA Formaposte IDF	IFCV	126	2	26X31303W	Conseiller financier (SOFTEC)	12	Procédure d'urgence	52	26
CFA Formaposte IDF	IFCV	128	2	26X31303W	Conseiller financier (SOFTEC)	13	Procédure d'urgence	78	26
CFA FORMASUP PARIS	Université Paris Dauphine	183	1	13531421	Master Comptabilité, Contrôle, Audit (M_230_CCA)	24	Procédure d'urgence	25	1
CFA du GARAC	GARAC	26	4	40025215	BAC PRO MAINTENANCE DES VEHICULES TRANSPORTS ROUTIERS	36	Procédure d'urgence	30	8
CFA du GARAC	Argenteuil	22	3	32025216	BTS Maintenance des véhicules Option Véhicule de transport Routier	24	Procédure d'urgence	28	2
TOTAL PROCEDURE D'URGENCE									**505**

Annexe 2 : Fiche projet Apprentissage

DOSSIER N° 18015144 - CONVENTION URHAJ IDF 2017 2019 Avenant N° 2 - FAVORISER L'HEBERGEMENT DES JEUNES EN CFA ET FSS

Dispositif : Subvention spécifique emploi, formation professionnelle et apprentissage (fonctionnement) (n° 00001091)
Imputation budgétaire : 931-12-6574-112003-400
Action : 11200302- Accompagnement de la politique d'apprentissage

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique emploi, formation professionnelle et apprentissage (fonctionnement)	56 000,00 € TTC	51,79 %	29 000,00 €
	Montant total de la subvention		29 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : URHAJ ILE-DE-FRANCE UNION REG HABITAT JEUNES ILE-DE-FRANCE
Adresse administrative : 166 RUE DE CHARONNE 75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Patrick HOCHEDE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'Association URHAJ poursuit ses actions auprès des bénéficiaires tout au long de l'année. La prise en compte des dépenses à compter du 1er janvier 2019 permettra d'éviter une rupture de leurs interventions.

Description :
La Région apporte son soutien à l'URHAJ Île-de-France dans son projet de développement de l'accueil du nombre d'apprentis inscrits en CFA et d'élèves et étudiants inscrits en formation sociale, paramédicale et maïeutique dans les foyers de Jeunes Travailleurs d'Île-de-France de son réseau, pour les années 2017, 2018 et 2019.
Les objectifs de cette convention triennale sont :

Volet 1 : Augmenter le nombre de jeunes accueillis dans les FJT franciliens
Pour répondre à cet objectif, l'URHAJ concentre ses actions sur trois leviers :
- Le développement de l'offre de logement en considérant les besoins des centres de formation.
- La mise en œuvre d'une dynamique volontariste de communication et de développement des partenariats avec les structures concernées, aussi bien du côté des CFA que des écoles de FSS.
- L'accueil privilégié parmi les résidents en FJT, de jeunes inscrits dans les CFA et écoles de FSS.

Volet 2 : Assurer un système d'accueil d'urgence

Au-delà des missions de communication et d'information en amont afin d'éviter au maximum les situations qui mettent en danger la scolarité des apprentis et des étudiants, l'URHAJ prend en charge quotidiennement le dispositif d'urgence.

Volet 3 : Accroître la qualité de l'accueil
Afin d'accroître la qualité de l'accueil pour l'ensemble des publics, y compris les apprentis et les étudiants en formation sanitaire et sociale, l'URHAJ met en oeuvre un éventail d'actions sur un temps long, afin que chaque professionnel puisse trouver auprès de l'URHAJ l'accompagnement et le soutien dont il a besoin.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région s'engage à soutenir financièrement le projet mené par l'URHAJ Île-de-France à hauteur de 51,79 %.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coordination, animation	45 000,00	80,36%
Communication	7 000,00	12,50%
Frais administratifs	4 000,00	7,14%
Total	56 000,00	100,00%

Libellé	Montant	%
Fonds propres URHAJ	17 000,00	30,36%
Subvention régionale : apprentis	10 000,00	17,86%
Suvbention régionale : étudiants FSS	29 000,00	51,79%
Total	56 000,00	100,00%

Annexe 3 : Fiche Projet Formation sociale, paramédicale et maïeutique

DOSSIER N° 18015145 - CONVENTION URHAJ IDF 2017 2019 Avenant N° 2 - FAVORISER L'HEBERGEMENT DES JEUNES EN CFA ET FSS

Dispositif : Subvention spécifique emploi, formation professionnelle et apprentissage (fonctionnement) (n° 00001091)
Imputation budgétaire : 931-13-6574-113003-1800
Action : 11300301- Mesures diverses

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique emploi, formation professionnelle et apprentissage (fonctionnement)	56 000,00 € TTC	17,86 %	10 000,00 €
		Montant total de la subvention	10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : URHAJ ILE-DE-FRANCE UNION REG HABITAT JEUNES ILE-DE-FRANCE
Adresse administrative : 166 RUE DE CHARONNE 75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Patrick HOCHEDE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'Association URHAJ poursuit ses actions auprès des bénéficiaires tout au long de l'année. La prise en compte des dépenses à compter du 1er janvier 2019 permettra d'éviter une rupture de leurs interventions.

Description :
La Région apporte son soutien à l'URHAJ Île-de-France dans son projet de développement de l'accueil du nombre d'apprentis inscrits en CFA et d'élèves et étudiants inscrits en formation sociale, paramédicale et maïeutique dans les foyers de Jeunes Travailleurs d'Île-de-France de son réseau, pour les années 2017, 2018 et 2019.

Les objectifs de cette convention triennale sont :
Volet 1 : Augmenter le nombre de jeunes accueillis dans les FJT franciliens
Pour répondre à cet objectif, l'URHAJ concentre ses actions sur trois leviers :
- Le développement de l'offre de logement en considérant les besoins des centres de formation.
- La mise en œuvre d'une dynamique volontariste de communication et de développement des partenariats avec les structures concernées, aussi bien du côté des CFA que des écoles de FSS.
- L'accueil privilégié parmi les résidents en FJT, de jeunes inscrits dans les CFA et écoles de FSS.

Volet 2 : Assurer un système d'accueil d'urgence

Au-delà des missions de communication et d'information en amont afin d'éviter au maximum les situations qui mettent en danger la scolarité des apprentis et des étudiants, l'URHAJ prend en charge quotidiennement le dispositif d'urgence.

Volet 3 : Accroître la qualité de l'accueil
Afin d'accroître la qualité de l'accueil pour l'ensemble des publics, y compris les apprentis et les étudiants en formation sanitaire et sociale, l'URHAJ met en œuvre un éventail d'actions sur un temps long, afin que chaque professionnel puisse trouver auprès de l'URHAJ l'accompagnement et le soutien dont il a besoin.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région s'engage à soutenir financièrement le projet mené par l'URHAJ Île-de-France à hauteur de 17,86 %.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coordination, animation	45 000,00	80,36%
Communication	7 000,00	12,50%
Frais administratifs	4 000,00	7,14%
Total	56 000,00	100,00%

Libellé	Montant	%
Fonds propres URHAJ	17 000,00	30,36%
Subvention régionale FSS	10 000,00	17,86%
Subvention régionale apprentis	29 000,00	51,79%
Total	56 000,00	100,00%

Annexe 4 : Avenant à la convention URHAJ

Région Île-de-France
PDEEF - Direction de l'apprentissage
PTRESOR – Direction des formations sanitaires et sociales

Avenant n° 2 à la Convention triennale (2017-2019) entre la Région Île-de-France et l'Union Régionale pour l'Habitat des Jeunes Île-de-France (URHAJ)

Convention dossiers N° 18015144 et 18015145

Entre
La Région Île-de-France,
dont le siège est situé au 2 Simone Veil 93400 Saint Ouen,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
en vertu de la délibération N° CP 2019-027 du 24 janvier 2019
ci-après dénommée « la Région »
d'une part,

et

L'Union Régionale pour l'Habitat des Jeunes Île-de-France
dont le statut juridique est un statut d'association loi 1901,
représentée par son président : Monsieur Patrick HOCHEDE,
ci-après dénommée « l'URHAJ. »
d'autre part,

Rappel de l'objet de la convention

La Région Île-de-France et l'Union Régionale pour l'Habitat des Jeunes Île-de-France ont conclu, en 2018, une convention triennale N° 16015978 et 16015984 ayant pour objet de :

- 1 : Augmenter le nombre de jeunes accueillis dans les FJT franciliens
- 2 : Assurer un système d'accueil d'urgence
- 3 : Accroître la qualité de l'accueil

Rappel du montant de la convention régionale :

- Pour l'année 2017, le montant de la participation régionale votée s'élève à 39 000 Euros.
- Pour l'année 2018, le montant de la participation régionale votée s'élève à 39 000 Euros.

Organisme bénéficiaire de la subvention :

L'Union Régionale pour l'Habitat des Jeunes Île-de-France (URHAJ).
dont le statut juridique est un statut d'association loi 1901,
N°SIRET : 318069481 00071 et code APE : 9499 Z
dont le siège social est situé 166 rue de Charonne 75011 Paris
représentée par son président : Monsieur Patrick HOCHEDE,
ci-après dénommée « l'URHAJ »

Article 1

Conformément aux dispositions générales de la convention de partenariat entre la Région et l'URHAJ Île-de-France, l'objet de cet avenant est de fixer le montant de la subvention en son article 2.

Article 2

Après le premier alinéa de l'article 3 de la convention intitulé ' dispositions financières ' sont insérés les paragraphes suivants :

La Région s'engage à soutenir financièrement pour la réalisation de ses actions définies dans les fiches projet annexées à cet avenant et d'affecter pour l'année 2019, un montant de **39 000 €** en autorisation d'engagement, se répartissant de la façon suivante :

- Pour les apprentis : 29 000 € sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et Apprentissage », sous fonction 12 « Apprentissage », programme HP 12-003 (112003) « Qualification par l'apprentissage », action 11200302 « Accompagnement de la politique d'apprentissage », nature 657 « subventions » du budget de 2019.
- Pour les élèves et étudiants inscrits en formation sociale, paramédicale et maïeutique : 10 000 € sur le chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 13 « Formations sanitaires et sociales », programme HP13-003 (113003) « Mesures diverses », action 11300301 « Mesures diverses», nature 657 « subventions » du budget de 2019.

Article 3

L'article 8 de la convention ' Pièces contractuelles ' est modifié comme suit : Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite, les avenants à ladite convention, les annexes financières et les annexes dénommées ' Fiche projet ' adoptés par les délibérations n° CP 2018-12 du 24 janvier 2018, n° CP 2018-438 du 17 octobre 2018 et n° CP 2019-027 du 24 janvier 2019.

Article 4

Les autres articles de la convention demeurent inchangés en tant qu'ils ne sont pas contraires au présent avenant.

Date et signature des parties

Fait en 3 exemplaires originaux,

à …….. , le ….. ……. à …….. , le ….. …….

Pour l'U.R.H.A.J.
(Nom et qualité du signataire dûment habilité)
(signature et cachet)

Pour la Présidente
de la Région Ile-de-France

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/01/2019

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-012

DU 24 JANVIER 2019

INTERVENTION RÉGIONALE EN MATIÈRE D'APPRENTISSAGE : SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT - PREMIÈRE AFFECTATION 2019 - ET DIVERSES MESURES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'éducation ;

VU Le Code du travail, notamment le livre II de la sixième partie ;

VU La délibération n° CP 98-377 du 8 octobre 1998 relative à l'avenant-type aux conventions de création de CFA ;

VU La délibération n° CR 07-11 du 7 avril 2011 pour une politique régionale de développement de l'apprentissage durable et équitable ;

VU La délibération n° CP 11-370 du 19 mai 2011 relative aux travaux et équipements dans les centres de formation d'apprentis (3ème rapport pour 2011) ;

VU La délibération n° CP 11-525 du 7 juillet 2011 relative aux travaux et équipements dans les centres de formation d'apprentis (4ème rapport pour 2011) et à l'équipement dans les centres de formation continue et habilitation du président à signer des conventions de mise à disposition de propriétés régionales à des organismes gestionnaires de CFA ;

VU La délibération n° CP 11-707 du 20 octobre 2011 relative aux travaux et équipements dans les centres de formation d'apprentis (5ème rapport pour 2011) ;

VU La délibération n° CP 11-873 du 16 novembre 2011 relative aux travaux et équipements dans les centres de formation d'apprentis (6ème rapport pour 2011) ;

VU La délibération n° CP 12-094 du 26 janvier 2012 relative aux travaux et équipements dans les centres de formation d'apprentis (1er rapport pour 2012) ;

VU La délibération n° CP 12-218 du 29 mars 2012 relative aux travaux et équipements dans les centres de formation d'apprentis (CFA) et dans les espaces dynamiques d'insertion (EDI) – Convention-type ; à l'hôtel régional de CFA (HRCFA) – conventions de mise à disposition ; politique régionale de l'apprentissage subventions d'investissement (2ème affectation 2012) ;

VU La délibération n° CP 12-409 du 12 juillet 2012 relative aux travaux et équipements dans les centres de formation d'apprentis (CFA) et dans les centres de formation continue (3ème rapport pour 2012) et à l'habilitation du président à signer une convention type de mise à disposition de l'hôtel régional aux CFA ;

VU La délibération n° CP 12-617 du 11 octobre 2012 relative aux travaux et équipements dans les centres de formation d'apprentis (4ème rapport pour 2012) ; habilitation du président à signer une convention de mise à disposition d'une propriété régionale au CHEP ;

VU La délibération n° CP 13-008 du 23 janvier 2013 relative aux travaux et équipements dans les centres de formation d'apprentis et centres de formation continue (1er rapport pour 2013) ;

VU La délibération n° CP 13-179 du 4 avril 2013 relative aux travaux et équipements dans les centres de formation d'apprentis et centres de formation continue (2ème rapport pour 2013) ;

VU La délibération n° CP 13-373 du 11 juillet 2013 relative aux travaux et équipements dans les centres de formation d'apprentis (3ème rapport pour 2013) ;

VU La délibération n° CP 13-448 du 11 juillet 2013, relative aux travaux et équipements dans les centres de formation d'apprentis (4ème rapport pour 2013) ;

VU La délibération n° CP 13-651 du 17 octobre 2013 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de développement de l'apprentissage et de la politique régionale de formation professionnelle (5ème affectation 2013) ;

VU La délibération n° CP 13-804 du 20 novembre 2013, relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de développement de l'apprentissage (6ème affectation 2013) ;

VU La délibération n° CP 14-013 du 30 janvier 2014 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de développement de l'apprentissage (1ère affectation 2014) ;

VU La délibération n° CP 14-160 du 10 avril 2014 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de développement de l'apprentissage et de la politique régionale de formation professionnelle (2ème affectation 2014) ;

VU La délibération n° CP 14-318 du 18 juin 2014 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de développement de l'apprentissage et de la politique régionale de formation professionnelle (3ème affectation 2014) ;

VU La délibération n° CR 29-14 du 19 juin 2014 relative à la politique d'apprentissage durable et qualitative ;

VU La délibération n° CP 14-490 du 24 septembre 2014, relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de développement de l'apprentissage (4ème affectation 2014) ;

VU La délibération n° CP 14-623 du 17 octobre 2014 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de développement de l'apprentissage et de la politique régionale de formation professionnelle (5ème affectation 2014) ;

VU La délibération n° CP 15-073 du 29 janvier 2015 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de développement de l'apprentissage (1ère affectation 2015) ;

VU La délibération n° CP 15-142 du 9 avril 2015 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale d'aide à la création de logements locatifs sociaux (2ème affectation 2015) ;

VU La délibération n° CP 15-317 du 17 juin 2015 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de développement de l'apprentissage (3ème affectation 2015) ;

VU La délibération n° CP 15-394 du 9 juillet 2015, relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de développement de l'apprentissage (4ème affectation 2015) ;

VU La délibération n° CP 15-557 du 8 octobre 2015 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de développement de l'apprentissage et de la politique régionale de formation professionnelle (5ème affectation 2015) ;

VU La délibération n° CP 15-648 du 8 octobre 2015, relative à la mise en œuvre de la politique régionale de l'apprentissage ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations de compétences du Conseil Régional à sa Commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n° CP 16-013 du 22 janvier 2016 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de développement de l'apprentissage (1ère affectation 2016) ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CP 16-122 du 18 mai 2016 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de développement de l'apprentissage (2ème affectation 2016) ;

VU La délibération n° CP 16-203 du 15 juin 2016 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de développement de l'apprentissage (3ème affectation 2016) ;

VU La délibération n° CR 112-16 du 16 juin 2016 relative à un contrat de performance entre la Région et chaque CFA dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action régional en faveur de l'apprentissage ;

VU La délibération n° CP 16-260 du 12 juillet 2016 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de développement de l'apprentissage (4ème affectation 2016) ;

VU La délibération n° CP 16-364 du 12 juillet 2016 relative à la mise en œuvre du plan d'action régional en faveur de l'apprentissage : une nouvelle convention régionale pour les CFA d'Ile-de-France ;

VU La délibération n° CP 16-374 du 21 septembre 2016 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de développement de l'apprentissage (5ème affectation 2016) ;

VU La délibération n° CP 16-491 du 12 octobre 2016 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de développement de l'apprentissage (6ème affectation 2016) ;

VU La délibération n° CP 16-582 du 16 novembre 2016 relative à l'attribution de subventions d'investissement dans le cadre de la politique régionale de développement de l'apprentissage (7ème affectation 2016) ;

VU La délibération n° CP 2017-078 du 8 mars 2017 relative à l'attribution de subventions d'investissement dans le cadre de la politique régionale de développement de l'apprentissage – première affectation 2017 – Institut des Métiers et de l'Artisanat de Cergy (95) : décision de l'arrêt de la construction de cet institut – modification des conventions types investissement travaux et équipements – avenant n° 1 à la convention n° CP 14-491 02 relative à l'acquisition de nouveaux locaux pour le CFA ADAFORSS ;

VU La délibération n° CP 2017-215 du 17 mai 2017, relative à l'attribution de subventions d'investissement dans le cadre de la politique régionale de développement de l'apprentissage (2ème affectation 2017) ;

VU La délibération n° CP 2017-308 du 5 juillet 2017, relative à l'attribution de subventions d'investissement dans le cadre de la politique régionale de développement de l'apprentissage (3ème affectation 2017) ;

VU La délibération du Conseil Régional n° CR 72-07 du 27 juillet 2007 relative au Schéma régional des formations 2007-2013 en Ile-de-France, prorogé par la délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 ;

VU La délibération n° CP 2017-369 du 20 septembre 2017 relative à l'attribution de subventions d'investissement dans le cadre de la politique régionale de développement de l'apprentissage (4ème affectation 2017) ;

VU La délibération n° CP 2017-453 du 18 octobre 2017, relative à l'attribution de subventions d'investissement dans le cadre de la politique régionale de développement de l'apprentissage (5ème affectation 2017) ;

VU La délibération n° CP 2017-556 du 22 novembre 2017, relative à l'attribution de subventions d'investissement dans le cadre de la politique régionale de développement de l'apprentissage (6ème affectation 2017) ;

VU La délibération n° CP 2018-035 du 16 mars 2018, relative à l'attribution de subventions d'investissement dans le cadre de la politique régionale de développement de l'apprentissage (1ère affectation 2018) ;

VU La délibération n° CP 2018-194 du 30 mai 2018, relative à l'attribution de subventions d'investissement dans le cadre de la politique régionale de développement de l'apprentissage (2ème affectation 2018) ;

VU La délibération n° CP 2018-308 du 4 juillet 2018 relative à l'attribution de subventions d'investissement dans le cadre de la politique régionale de développement de l'apprentissage (3ème affectation 2018) ;

VU La délibération n° CP 2018-458 du 17 octobre 2018 relative à l'attribution de subventions d'investissement dans le cadre de la politique régionale de développement de l'apprentissage (4ème affectation 2018) ;

VU La délibération n° CP 2018-552 du 21 novembre 2018 relative à la modification des conventions-type investissement équipement et travaux ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2019-012 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Construction et travaux dans les centres de formation d'apprentis

Décide de participer, au titre du dispositif « Aide régionale aux investissements dans les centres de formation d'apprentis » au financement des projets, détaillés en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 603 024,59 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la conclusion, avec son bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type « investissement travaux » adoptée par la délibération n° CP 2018-552 du 21 novembre 2018, et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 603 024,59 € disponible sur le chapitre 901 «formation professionnelle et apprentissage » - code fonctionnel 12 « apprentissage», programme HP 12-001 (112001) « constructions et travaux CFA », action 11200101 « constructions et travaux CFA », nature 204 « subvention d'investissement » du budget 2019.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 2 : Equipements dans les centres de formation d'apprentis

Décide de participer, au titre du dispositif « Aide régionale aux investissements dans les centres de formation d'apprentis » au financement des projets, détaillés en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 565 759,72 €.

Subordonne le versement de chacune de ces subventions à la conclusion, avec son bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type « investissement équipements » adoptée par la délibération n° CP 2018-552 du 21 novembre 2018, et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 565 759,72 € disponible sur le chapitre 901 «formation professionnelle et apprentissage » - code fonctionnel 12 « apprentissage », programme HP 12-002 (112002) « équipement des centres de formation d'apprentis », action 11200201 «équipement des centres de formation d'apprentis », nature 204 « subvention d'investissement » du budget 2019.

Article 3 : Réaffectation du solde de la subvention relative aux travaux de restructuration des locaux du Moulin de la Chaussée – CFA SUP 2000

Décide de participer, au titre du dispositif « Aide régionale aux investissements dans les centres de formation d'apprentis » au financement du projet, détaillé en annexe 3 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 181 660 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la conclusion, avec son bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type « investissement travaux » adoptée par la délibération n° CP 2018-552 du 21 novembre 2018, et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 181 660 € disponible sur le chapitre 901 « formation professionnelle et apprentissage » - code fonctionnel 12 « apprentissage », programme HP 12-001 (112001) « constructions et travaux CFA », action 11200101 « constructions et travaux CFA », nature 204 « subvention d'investissement » du budget 2019.

Article 4 : Travaux de restructuration et d'extension du CFA BTP Rueil-Malmaison (92) – Correction d'une erreur matérielle relative à un démarrage anticipé

Dans l'article 1 de la délibération n° CP 16-013 du 22 janvier 2016, il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe 2 à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016. ».

Décide de remplacer la fiche projet n° 16000505 approuvée par délibération n° CP 16-013 du 22 janvier 2016 par la fiche projet figurant en annexe 4 à la présente délibération.

Article 5 : Avenant-type aux conventions conformes aux conventions-type investissement travaux et équipements adoptées par les délibérations n° CR 07-11 du 7 avril 2011 et n° CP 2017-078 du 8 mars 2017

Approuve l'avenant-type aux conventions conformes aux conventions-type ' investissement travaux et ' investissement équipements ' votées par les délibérations n° CR 07-11 du 7 avril 2011 et n° CP 2017-078 du 8 mars 2017 figurant en annexe 5 à la présente délibération.

Autorise la Présidente du Conseil régional à signer l'avenant-type pour l'ensemble des subventions attribuées par délibérations n° CP 11-370 du 19 mai 2011, CP 11-525 du 7 juillet 2011, CP 11-707 du 20 octobre 2011, CP 11-873 du 16 novembre 2011, CP 12-094 du 26 janvier 2012, CP 12-218 du 29 mars 2012, CP 12-409 du 12 juillet 2012, CP 12-617 du 11 octobre 2012, CP 13-008 du 23 janvier 2013, CP 13-179 du 4 avril 2013, CP 13-373 du 11 juillet 2013, CP 13-448 du 11 juillet 2013, CP 13-651 du 17 octobre 2013, CP 13-804 du 20 novembre 2013, CP 14-013 du 30 janvier 2014, CP 14-160 du 10 avril 2014, CP 14-318 du 18 juin 2014, CP 14-490 du 24 septembre 2014, CP 14-623 du 17 octobre 2014, CP 15-073 du 29 janvier 2015, CP 15-142 du 9 avril 2015, CP 15-317 du 17 juin 2015, CP 15-394 du 9 juillet 2015, CP 15-557 du 8 octobre 2015, CP 15-648 du 8 octobre 2015, CP 16-013 du 22 janvier 2016, CP 16-122 du 18 mai 2016, CP 16-203 du 15 juin 2016, CP 16-260 du 12 juillet 2016, CP 16-374 du 21 septembre 2016, CP 16-491 du 12 octobre 2016, CP 16-582 du 16 novembre 2016, CP 2017-078 du 8 mars 2017, CP 2017-215 du 17 mai 2017, CP 2017-308 du 5 juillet 2017, CP 2017-369 du 20 septembre 2017, CP 2017-453 du 18 octobre 2017, CP 2017-556 du 22 novembre 2017, CP 2018-035 du 16 mars 2018, CP 2018-194 du 30 mai 2018, CP 2018-308 du 4 juillet 2018 et CP 2018-458 du 17 octobre 2018 au titre du soutien régional aux travaux et aux équipements dans les centre de formation des apprentis.

Article 6 : Avenant n° 1 à la convention de gestion de l'Hôtel Régional de CFA à Gennevilliers (92)

Approuve l'avenant n° 1 à la convention de gestion de l'Hôtel régional de CFA à Gennevilliers (92) figurant en annexe 6 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 7 : Versement d'avances au titre de la subvention globale de fonctionnement prévisionnelle 2019

Décide le versement de l'ensemble des avances au titre de la subvention globale de fonctionnement prévisionnelle 2019 aux CFA, selon la répartition présentée en annexe 7 à la présente délibération.

Affecte une autorisation d'engagement de 99 133 402 €, disponible sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 12 « Apprentissage », programme HP 12-003 : (112003) « Qualification par l'apprentissage », Action 11200301 « Financement des CFA », nature 657 « Subvention » du budget 2019.

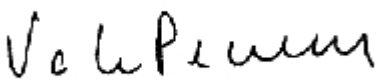
Article 8 : Modification du coefficient de prise en charge régionale pour le financement de quatre CFA franciliens

Approuve l'aménagement du coefficient de prise en charge régionale pour l'année 2019 pour le CFA GESTE Formation passant de 0,70 à 1,18, pour le CFA AFORP, de 0,40 à 0, pour le CFA de l'Académie de Versailles de 0,85 à 0,60 et pour le CFA de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Ile de France de 0,61 à 0,57.

Subordonne ces aménagements de coefficient de prise en charge à la conclusion, avec les organismes gestionnaires des CFA, d'un avenant conforme à l'avenant-type, approuvé par la délibération n° CP 98-377 du 8 octobre 1998 relative à l'avenant-type aux conventions de création de CFA.

Autorise la présidente du conseil régional à signer les avenants correspondants.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : fiches projets travaux dans les centres de formation d'apprentis

DOSSIER N° 18003789 - CFA DU GARAC - TRAVAUX DE RENOVATION ENERGETIQUE DES ATELIERS

Dispositif : Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage (n° 00000442)
Délibération Cadre : CP16-364 du 12/07/2016
Imputation budgétaire : 901-12-20422-112001-400
Action : 11200101- Construction et travaux dans les CFA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	147 610,00 € TTC	80,00 %	118 088,00 €
	Montant total de la subvention		118 088,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GARAC
Adresse administrative : 3 BOULEVARD GALLIENI
95100 ARGENTEUIL
Statut Juridique : Association

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : travaux de rénovation énergétique des ateliers.

Dates prévisionnelles : 28 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le CFA du GARAC doit réaliser la rénovation des menuiseries extérieures du bâtiment G accueillant l'atelier automobile destiné à la formation des apprentis. Les travaux portent en particulier sur le remplacement des fenêtres actuelles du rez-de-chaussée et sur la reprise des bords de fenêtres, ainsi que le remplacement des portes extérieures de l'atelier qui datent de l'ouverture du GARAC il y a 70 ans. Ces rénovations extérieures permettront ainsi d'améliorer le bilan énergétique.

Soit un montant total investissement de 147 610 €.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ARGENTEUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de rénovation des appuis de fenêtres	16 995,00	11,51%
Remplacement des menuiseries	118 446,00	80,24%
Remplacement porte atelier sanitaire	6 816,00	4,62%
Remplacement porte atelier aire de tri	5 353,00	3,63%
Total	147 610,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	118 088,00	80,00%
Organisme gestionnaire : fonds propres	29 522,00	20,00%
Total	147 610,00	100,00%

DOSSIER N° 18014450 - CFA DE LA BIJOUTERIE-JOAILLERIE DE PARIS - TRAVAUX D'AGRANDISSEMENT ET D'AMENAGEMENT D'UN LOCAL

Dispositif : Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage (n° 00000442)
Délibération Cadre : CP16-364 du 12/07/2016
Imputation budgétaire : 901-12-20422-112001-400
Action : 11200101- Construction et travaux dans les CFA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	50 736,00 € TTC	80,00 %	40 588,80 €
	Montant total de la subvention		40 588,80 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ADABJOP
Adresse administrative : 58 RUE DU LOUVRE
75002 PARIS
Statut Juridique : Association

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : travaux d'agrandissement et d'aménagement d'un local.

Dates prévisionnelles : 28 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le CFA de la Bijouterie-Joaillerie souhaitant se doter d'une machine à frittage de poudre (imprimante laser), des travaux d'agrandissement et d'aménagement d'un local doivent être réalisés afin de pouvoir y installer cette imprimante.

Les travaux comprennent :

- démolition
- maçonnerie et plâtrerie
- revêtements de sols
- peinture
- électricité
- plomberie
- menuiserie

Soit un montant total investissement de 72 480 €.

La base subventionnable, calculée au prorata du nombre d'apprentis (70 %), est de 50 736 €.

Le montant total investissement retenu sera donc de 50 736 €.

Le versement de la subvention régionale est conditionné au respect du plan de financement prévisionnel proposé ci-dessous.
Exceptionnellement, et au titre de l'exercice considéré (dénommé "année N"), la Région autorise l'affectation de l'excédent constaté en année N-1 au financement des investissements proposés et approuvés pour l'année N, sous réserve que la taxe d'apprentissage soit suffisante, et une fois assuré le financement du fonctionnement du CFA conformément au code du Travail pour l'année N-1.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'agrandissement et d'aménagement	50 736,00	100,00%
Total	50 736,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	40 588,80	80,00%
Taxe d'apprentissage	10 147,20	20,00%
Total	50 736,00	100,00%

DOSSIER N° 18015166 - CFA DE LA PHARMACIE PARIS/ILE-DE-FRANCE - TRAVAUX DE SECURITE ET DE MISE EN CONFORMITE

Dispositif : Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage (n° 00000442)
Délibération Cadre : CP16-364 du 12/07/2016
Imputation budgétaire : 901-12-20422-112001-400
Action : 11200101- Construction et travaux dans les CFA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	150 852,60 € TTC	70,00 %	105 596,82 €
	Montant total de la subvention		105 596,82 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ACPPP
Adresse administrative : 59 RUE PLANCHAT
75020 PARIS
Statut Juridique : Association

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : travaux de sécurité et de mise en conformité.

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2018 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : le CFA possède deux chaudières dans ses locaux. Une chaudière, actuellement en panne, doit être remplacée au plus vite à l'approche de la période hivernale.

Description :

Le CFA de la Pharmacie Paris/Ile-de-France doit réaliser des travaux urgents pour la mise en sécurité de ses locaux et permettre aux apprentis et formateurs de travailler dans des conditions en conformité avec la règlementation.

Ces travaux concerneront le remplacement des chaudières et circuits de chauffage, la mise aux normes de l'électricité avec réduction des coûts énergétiques ainsi que la création d'un nouveau réfectoire pour les apprentis (l'actuel réfectoire est en sous capacité, une partie des apprentis déjeunent dans le hall et les couloirs pouvant occasionner un risque concernant le cheminement des circulations en cas d'incendie).

Le montant total des investissements travaux est de 175 410 €.

La base subventionnable, calculée au prorata du nombre d'apprentis (86 %), est de 150 852,60 €.

Le montant total investissement retenu sera donc de 150 852,60 €.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installation Plan particulier de mise en sûreté	9 494,40	6,29%
Mise en sécurité systèmes de chauffage et ventilation	41 551,98	27,54%
Mise en conformité éclairage	28 619,94	18,97%
Réhabilitation local ménage	5 371,56	3,56%
Mise en sécurité incendie local d'archivage	16 924,54	11,22%
Transformation d'une salle en réfectoire	45 706,25	30,30%
Création d'un extracteur d'air	3 183,93	2,11%
Total	150 852,60	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	105 596,82	70,00%
Organisme gestionnaire : fonds propres	45 255,78	30,00%
Total	150 852,60	100,00%

DOSSIER N° 18015229 - CFA DES METIERS DE LA COMMUNICATION ET DE LA CREATION NUMERIQUE - TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITE POUR L'ACCESSIBILITE DES PERSONNES A MOBILITE REDUITE

Dispositif : Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage (n° 00000442)
Délibération Cadre : CP16-364 du 12/07/2016
Imputation budgétaire : 901-12-20422-112001-400
Action : 11200101- Construction et travaux dans les CFA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	366 960,35 € TTC	70,00 %	256 872,25 €
	Montant total de la subvention		256 872,25 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAMPUS FONDERIE DE L'IMAGE
Adresse administrative : 80 RUE JULES FERRY
93170 BAGNOLET
Statut Juridique : Association

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : travaux de mise en conformité pour l'accessibilité des personnes à mobilité réduite.

Dates prévisionnelles : 28 janvier 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Les bâtiments 1 et 2 du CFA des Métiers de la Communication et de la Création Numérique doivent faire l'objet d'une mise aux normes pour l'accessibilité des personnes à mobilité réduite. Ces travaux se dérouleront sur l'année 2019 en trois tranches afin de permettre la continuité des formations en site occupé.

Travaux de mise en conformité pour l'accessibilité des personnes à mobilité réduite comprenant :

- travaux de mise en accessibilité du bâtiment 1 : 226 769 €

- travaux de mise en accessibilité du bâtiment 2 : 125 188 €

- honoraires maîtrise d'œuvre (architecte, BET, contrôle technique, coordinateur SPS et assurance dommage ouvrage) : 58 078 €

- honoraires AMO (montage et suivi dossier appel d'offre public) : 2 280 €

Soit un montant total investissement de 412 315 €.

La base subventionnable, calculée au prorata du nombre d'apprentis (89 %), est de 366 960,35 €.

Le montant total investissement retenu sera donc de 366 960,35 €.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BAGNOLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mise en accessibilité Bâtiment 1	201 824,41	55,00%
Mise en accessibilité Bâtiment 2	111 417,32	30,36%
Honoraires MOE	51 689,42	14,09%
Honoraires AMO	2 029,20	0,55%
Total	366 960,35	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	256 872,25	70,00%
Organisme gestionnaire : fonds propres	110 088,10	30,00%
Total	366 960,35	100,00%

DOSSIER N° 18015233 - CFA DES METIERS DE LA GASTRONOMIE - TRAVAUX DE SECURITE ET DE MISE EN CONFORMITE

Dispositif : Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage (n° 00000442)
Délibération Cadre : CP16-364 du 12/07/2016
Imputation budgétaire : 901-12-20422-112001-400
Action : 11200101- Construction et travaux dans les CFA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	102 348,40 € TTC	80,00 %	81 878,72 €
	Montant total de la subvention		81 878,72 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CEPROC
Adresse administrative : 15 RUE JACQUES BINGEN
75017 PARIS
Statut Juridique : Association

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : travaux de sécurité et de mise en conformité.

Dates prévisionnelles : 28 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La Commission de Sécurité de la Préfecture de Police de Paris, après une visite périodique au CFA des Métiers de la Gastronomie, a signifié au CFA 300 réserves sur les installations électriques. Ces réserves doivent être levées dans les meilleurs délais afin de répondre à la sécurité des apprenants et des personnels de l'établissement.

Ces travaux urgents concerneront la levée des réserves électriques, le remplacement du tableau général basse tension (TGBT) et la mise en conformité des blocs d'éclairage de sécurité.

Le montant total investissement travaux est de 132 920 €.

La base subventionnable, calculée au prorata du nombre d'apprentis (77 %), est de 102 348,40 €.

Le montant total investissement retenu sera donc de 102 348,40 €.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mise aux normes électriques	33 058,41	32,30%
Remplacement du tableau général basse tension	55 721,82	54,44%
Mise en conformité des blocs d'éclairage	13 568,17	13,26%
Total	102 348,40	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	81 878,72	80,00%
Organisme gestionnaire : fonds propres	20 469,68	20,00%
Total	102 348,40	100,00%

Annexe 2 : fiches projets équipements dans les centres de formation d'apprentis

DOSSIER N° 18015158 - INSTITUT DES METIERS ET DE L'ARTISANAT DU PAYS DE MEAUX - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS INFORMATIQUES

Dispositif : Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA (n° 00000441)
Délibération Cadre : CP16-364 du 12/07/2016
Imputation budgétaire : 901-12-204181-112002-400
Action : 11200201- Équipement des centres de formation d'apprentis

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	93 310,00 € TTC	80,00 %	74 648,00 €
	Montant total de la subvention		74 648,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DE SEINE-ET-MARNE
Adresse administrative : 4 AVENUE DU GENERAL LECLERC 77000 MELUN
Statut Juridique : Organisme Consulaire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition d'équipements informatiques.

Dates prévisionnelles : 28 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Acquisition d'équipements informatiques comprenant :

- ordinateurs et écrans : 90 198 €

- licences : 196 €

- logiciel de supervision : 2 916 €

Soit un montant total investissement de 93 310 €.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CHAUCONIN-NEUFMONTIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ordinateurs et écrans	90 198,00	96,66%
Licences	196,00	0,21%
Logiciel de supervision	2 916,00	3,13%
Total	93 310,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	74 648,00	80,00%
Organisme gestionnaire : fonds propres	18 662,00	20,00%
Total	93 310,00	100,00%

DOSSIER N° 18014461 - CFA DE LA BIJOUTERIE-JOAILLERIE DE PARIS - ACQUISITION D'UNE MACHINE D'IMPRESSION 3D LASER

Dispositif : Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA (n° 00000441)
Délibération Cadre : CP16-364 du 12/07/2016
Imputation budgétaire : 901-12-20421-112002-400
Action : 11200201- Équipement des centres de formation d'apprentis

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	129 360,00 € TTC	80,00 %	103 488,00 €
	Montant total de la subvention		103 488,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ADABJOP
Adresse administrative : 58 RUE DU LOUVRE
75002 PARIS
Statut Juridique : Association

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition d'une machine d'impression 3D laser.

Dates prévisionnelles : 28 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Acquisition d'une machine d'impression 3D laser comprenant :

- machine de frittage de poudre
- logiciel et licence

Soit un montant total investissement de 184 800 €.

La base subventionnable, calculée au prorata du nombre d'apprentis (70 %), est de 129 360 €.

Le montant total investissement retenu sera donc de 129 360 €.

Le versement de la subvention régionale est conditionné au respect du plan de financement prévisionnel proposé ci-dessous.
Exceptionnellement, et au titre de l'exercice considéré (dénommé "année N"), la Région autorise l'affectation de l'excédent constaté en année N-1 au financement des investissements proposés et approuvés pour l'année N, sous réserve que la taxe d'apprentissage soit suffisante, et une fois assuré le financement du fonctionnement du CFA conformément au code du Travail pour l'année N-1.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Imprimante 3D, logiciel et licence	129 360,00	100,00%
Total	129 360,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	103 488,00	80,00%
Taxe d'apprentissage	25 872,00	20,00%
Total	129 360,00	100,00%

DOSSIER N° 18015159 - CFA UNION DES UNIVERSITES - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS INFORMATIQUES, AUDIOVISUELS ET DE MATERIEL

Dispositif : Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA (n° 00000441)
Délibération Cadre : CP16-364 du 12/07/2016
Imputation budgétaire : 901-12-20421-112002-400
Action : 11200201- Équipement des centres de formation d'apprentis

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	307 820,00 € TTC	50,00 %	153 910,00 €
	Montant total de la subvention		153 910,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNION UNIVERSITE ECONOMIE
Adresse administrative : 15 RUE GEORGES CLEMENCEAU
91400 ORSAY CEDEX
Statut Juridique : Association

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition d'équipements informatiques, audiovisuels et de matériel.

Dates prévisionnelles : 28 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Acquisition d'équipements informatiques, audiovisuels et de matériel comprenant :

* Equipements informatiques : 157 505 €

- ordinateurs
- tablettes numériques

* Equipements audiovisuels : 5 262 €

- vidéoprojecteurs et écrans

* Equipements en matériel : 222 008 €

- maquette
- lasers à diodes
- ceintures cardio et montres

- traceur de plans et imprimante
- plieuse de plans manuelle
- divers matériel pilates
- oscilloscopes
- réflectomètres
- cellule robotisée
- appareils automates puissance moteur

Soit un montant total investissement de 384 775 €.

La base subventionnable, calculée au prorata du nombre d'apprentis (80 %), est de 307 820 €.

Le montant total investissement retenu sera donc de 307 820 €.

Le versement de la subvention régionale est conditionné au respect du plan de financement prévisionnel proposé ci-dessous.
Exceptionnellement, et au titre de l'exercice considéré (dénommé "année N"), la Région autorise l'affectation de l'excédent constaté en année N-1 au financement des investissements proposés et approuvés pour l'année N, sous réserve que la taxe d'apprentissage soit suffisante, et une fois assuré le financement du fonctionnement du CFA conformément au code du Travail pour l'année N-1.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- BURES-SUR-YVETTE
- ORSAY
- VILLE-D'AVRAY
- CERGY
- NANTERRE
- CACHAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements informatiques	126 004,00	40,93%
Equipements audiovisuels	4 209,60	1,37%
Equipements en matériel	177 606,40	57,70%
Total	307 820,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	153 910,00	50,00%
Taxe d'apprentissage	129 284,40	42,00%
Organisme gestionnaire : fonds propres	24 625,60	8,00%
Total	307 820,00	100,00%

DOSSIER N° 18015228 - CFA DES METIERS DE LA COMMUNICATION ET DE LA CREATION NUMERIQUE - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS INFORMATIQUES

Dispositif : Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA (n° 00000441)
Délibération Cadre : CP16-364 du 12/07/2016
Imputation budgétaire : 901-12-20421-112002-400
Action : 11200201- Équipement des centres de formation d'apprentis

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	133 767,00 € TTC	70,00 %	93 636,90 €
	Montant total de la subvention		93 636,90 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAMPUS FONDERIE DE L'IMAGE
Adresse administrative : 80 RUE JULES FERRY
93170 BAGNOLET
Statut Juridique : Association

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition d'équipements informatiques.

Dates prévisionnelles : 28 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Acquisition d'équipements informatiques comprenant :

- ordinateurs

Soit un montant total investissement de 150 300 €.

La base subventionnable, calculée au prorata du nombre d'apprentis (89 %), est de 133 767 €.

Le montant total investissement retenu sera donc de 133 767 €.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BAGNOLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ordinateurs	133 767,00	100,00%
Total	133 767,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	93 636,90	70,00%
Organisme gestionnaire : fonds propres	40 130,10	30,00%
Total	133 767,00	100,00%

DOSSIER N° 18015330 - CFA DE LA PHARMACIE PARIS/ILE-DE-FRANCE - ACQUISITION DE MATERIEL ET DE MOBILIER

Dispositif : Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA (n° 00000441)
Délibération Cadre : CP16-364 du 12/07/2016
Imputation budgétaire : 901-12-20421-112002-400
Action : 11200201- Équipement des centres de formation d'apprentis

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	149 646,88 € TTC	70,00 %	104 752,82 €
	Montant total de la subvention		104 752,82 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ACPPP
Adresse administrative : 59 RUE PLANCHAT
75020 PARIS
Statut Juridique : Association

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition de matériel et de mobilier.

Dates prévisionnelles : 28 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Acquisition de matériel et de mobilier comprenant :

- divers équipements pour un laboratoire spécialisé : 164 030 €

- armoires pour vestiaires : 4 236 €

- remplacement de l'opérateur de porte cabine pour monte-charge : 5 742 €

Soit un montant total investissement de 174 008 €.

La base subventionnable, calculée au prorata du nombre d'apprentis (86 %), est de 149 646,88 €.

Le montant total investissement retenu sera donc de 149 646,88 €.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Divers équipements pour laboratoire	141 065,80	94,27%
Armoires pour vestiaires	3 642,96	2,43%
Opérateur porte cabine monte-charge	4 938,12	3,30%
Total	149 646,88	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	104 752,82	70,00%
Organisme gestionnaire : fonds propres	44 894,06	30,00%
Total	149 646,88	100,00%

DOSSIER N° 18015211 - CFA DES COMEDIENS - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS PEDAGOGIQUES, INFORMATIQUES ET DE MOBILIER

Dispositif : Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA (n° 00000441)
Délibération Cadre : CP16-364 du 12/07/2016
Imputation budgétaire : 901-12-20421-112002-400
Action : 11200201- Équipement des centres de formation d'apprentis

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	44 155,00 € TTC	80,00 %	35 324,00 €
	Montant total de la subvention		35 324,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE STUDIO D'ASNIERES
Adresse administrative : 3 RUE EDMOND FANTIN
92600 ASNIERES-SUR-SEINE
Statut Juridique : Association

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition d'équipements pédagogiques, informatiques et de mobilier.

Dates prévisionnelles : 28 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Acquisition d'équipements pédagogiques, informatiques et de mobilier comprenant :

* Equipements pédagogiques et matériel technique : 30 615 €

- caméras
- praticables de scène
- tapis de chute et de sol
- piano
- divers matériels techniques

* Equipements informatiques : 8 446 €

- ordinateurs
- imprimantes et disques durs
- tablettes tactiles
- housses
- licences

* Equipements en mobilier : 5 094 €

- tables et chaises
- bureaux et caissons
- fauteuils

Soit un montant total investissement de 44 155 €.

Le versement de la subvention régionale est conditionné au respect du plan de financement prévisionnel proposé ci-dessous.
Exceptionnellement, et au titre de l'exercice considéré (dénommé "année N"), la Région autorise l'affectation de l'excédent constaté en année N-1 au financement des investissements proposés et approuvés pour l'année N, sous réserve que la taxe d'apprentissage soit suffisante, et une fois assuré le financement du fonctionnement du CFA conformément au code du Travail pour l'année N-1.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ASNIERES-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements pédagogiques et matériel technique	30 615,00	69,34%
Equipements informatiques	8 446,00	19,13%
Equipements en mobilier	5 094,00	11,54%
Total	44 155,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	35 324,00	80,00%
Taxe d'apprentissage	8 831,00	20,00%
Total	44 155,00	100,00%

Annexe 3 : fiche projet travaux de restructuration des locaux du Moulin de la Chaussée CFA SUP 2000 (réaffectation du solde de la subvention)

DOSSIER N° 19001089 - CFA SUP 2000 - TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DES LOCAUX DU MOULIN DE LA CHAUSSEE (REAFFECTATION DU SOLDE DE LA SUBVENTION)

Dispositif : Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage (n° 00000442)
Délibération Cadre : CP16-364 du 12/07/2016
Imputation budgétaire : 901-12-20422-112001-400
Action : 11200101- Construction et travaux dans les CFA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	363 320,00 € TTC	50,00 %	181 660,00 €
	Montant total de la subvention		181 660,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AFUNA
Adresse administrative : PLACE JEAN-JAURES
94410 SAINT-MAURICE
Statut Juridique : Association

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réaffectation du solde de la subvention des travaux de restructuration des locaux du Moulin de la Chaussée (94).

Dates prévisionnelles : 1er septembre 2016 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : la première facture, à prendre en compte pour le versement du solde de la subvention, est datée du 1er septembre 2016.

Description :

Le projet avait pour objet une restructuration complète de l'ensemble des locaux du Moulin de la Chaussée comprenant :

- la rénovation des installations de chauffage ventilation,
- la mise aux normes ERP et accessibilité aux personnes à mobilité réduite,
- la création de nouveaux espaces de bureaux et de locaux techniques,
- l'aménagement d'un foyer polyvalent,
- la redistribution des espaces de formation.

L'opération totale de restructuration était de 1 816 600 € TTC. Elle se décomposait comme suit :

. Travaux de réhabilitation : 1 369 585 €

. Honoraires maîtrise d'œuvre - bureau d'étude : 168 460 €
. Honoraires - bureau de contrôle - Coordinateur SPS : 46 565 €
. Révision : 122 430 €
. Aléas : 109 560 €

Le montant total investissement restant (solde) est d'un montant de 363 320 €.

e versement de la subvention régionale est conditionné au respect du plan de financement prévisionnel proposé ci-dessous.
Exceptionnellement, et au titre de l'exercice considéré (dénommé "année N"), la Région autorise l'affectation de l'excédent constaté en année N-1 au financement des investissements proposés et approuvés pour l'année N, sous réserve que la taxe d'apprentissage soit suffisante, et une fois assuré le financement du fonctionnement du CFA conformément au code du Travail pour l'année N-1.

Localisation géographique :
- SAINT-MAURICE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restructuration des locaux	363 320,00	100,00%
Total	363 320,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	181 660,00	50,00%
Taxe d'apprentissage	181 660,00	50,00%
Total	363 320,00	100,00%

Annexe 4 : Fiche projet Travaux de rehabilitation et d'extension CFA BTP Rueil-Malmaison (92)

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16000505

Commission permanente du 22 janvier 2016

Objet : CFA DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS DE RUEIL-MALMAISON (92) - TRAVAUX DE REHABILITATION ET D'EXTENSION (2EME TRANCHE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	4 880 000,00 €	60,00 %	2 928 000,00 €
	Montant Total de la subvention		2 928 000,00 €

Imputation budgétaire : 901-12-20422-112001-400
11200101- Construction et travaux dans les CFA

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BTP CFA ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 10 RUE DU DEBARCADERE
75017 PARIS
Statut Juridique : Association
N° SIRET : 77566214100081

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage
Rapport Cadre : CR 07-11 du 07/04/2011

Objet du projet : travaux de réhabilitation et d'extension (2ème tranche)

Date prévisionnelle de début de projet : 1er juillet 2013
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : oui
Motivation démarrage anticipé : un démarrage anticipé doit être pris en compte pour les factures relatives aux études et travaux concernant la présence d'amiante dans les locaux du CFA.

Objectifs :

L'Association BTP CFA Ile-de-France est l'organisme gestionnaire de cinq centres de formation d'apprentis (Brétigny sur Orge, Ermont, Noisy le Grand, Rueil Malmaison et Saint Denis) spécialisés dans les formations des métiers du bâtiment.

L'association souhaite réhabiliter le CFA de Rueil Malmaison (92), qui est installé dans des locaux vétustes et exigus, ce qui ne lui permet pas de faire face à l'augmentation de ses effectifs et à l'extension des formations dispensées sur ce site.

Le CFA de Rueil offre des formations en gros œuvre, plomberie, génie climatique, électricité, métallerie et menuiserie. Il accueille actuellement 584 apprentis, depuis les classes préparatoires à l'apprentissage

(CPA) jusqu'au Brevet de Technicien Supérieur (BTS), en passant par le certificat d'aptitude professionnelle (CAP).

Description :

Le projet a pour objet une extension-restructuration importante du CFA, visant une mise aux normes globale des locaux (espaces pédagogiques, locaux d'accueil, isolation thermique, accessibilité,...).

Compte tenu des difficultés dues à l'exiguïté de la parcelle et aux fortes contraintes d'urbanisme, tous les espaces utiles seront exploités d'une manière optimale, les constructions de qualité médiocre et mal implantées seront démolies pour faire place à des locaux parfaitement adaptés aux contraintes pédagogiques et au site.

Ce projet sera également l'occasion d'améliorer la performance énergétique des bâtiments et de prendre en compte les cibles de qualité environnementales HQE préconisées par le CCCA BTP et labellisé BBC.

La SHON du projet (surface restructurée) est de 5 850m².

Coût prévisionnel de l'opération de construction :

Travaux : les travaux comprennent la totalité des ouvrages à construire ou à démolir, les VRD, les clôtures, les installations techniques liées au bâti spécifiques aux ateliers et à la restauration.

Total travaux inclus qualité environnementale du bâti : 7 400 000 € TTC

Honoraires : Assistant maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre : architecte et BET, Bureau de contrôle, OPC, SPS, SSI.

Total honoraires : 1 250 000 € TTC

Frais divers : Assurance DO, taxes, branchements, géomètre, sondages, diagnostics, frais de repro, de publicité, informatisation des plans, Aléas et tolérance sur coût des travaux, Déménagement et location de locaux, actualisation et révision des prix.

Total frais divers : 1 370 000 € TTC

Actualisation : 553 500 € TTC

Coût d'opération toutes dépenses comprises : 10 753 500 € TTC (Hors équipements)
Valeur janvier 2017

Une autorisation de programme pour financer les études d'avant-projet, d'un montant de 250 000 € a été individualisé lors de la Commission Permanente du 19 mai 2011.

Une autorisation de programme pour financer la première tranche de travaux, d'un montant de 3 510 000 € a été individualisée lors de la Commission Permanente du 16 novembre 2011.

Les travaux sont en cours et la présente demande de subvention correspond à la deuxième et dernière tranche de travaux, soit un montant de subvention de 2 928 000 €

Public(s) cible(s) :
Niveaux 4 et 5 : énergie, génie climatique, structures métalliques, bâtiment, électricité, électronique, travail du bois et de l'ameublement. 360 apprentis.

Localisation géographique :

- RUEIL-MALMAISON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant de l'investissement	4 880 000,00	100,00%
Total	4 880 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Comité de Concertation et de Coordination di Bâtiment et des Travaux Publics (CCCA-BTP)	1 952 000,00	40,00%
Subvention Région (sollicitée)	2 928 000,00	60,00%
Total	4 880 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	1 200 000,00 €
2017	1 500 000,00 €
2018	228 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2012	Aide aux employeurs du secteur public non industriel et commercial, et aux associations à but non lucratif, non assujettis à la taxe d'apprentissage	48 014,61 €
2012	Aides régionales aux apprentis des CFA franciliens	831 146,00 €
2012	Développeurs de l'apprentissage	27 250,00 €
2012	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	156 649,60 €
2012	Formation de formateurs en CFA	19 400,00 €
2012	Incitation à la mobilité des apprentis	9 699,42 €
2012	Soutien aux expérimentations régionales en apprentissage	39 605,00 €
2012	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	261 939,00 €
2012	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	493 199,00 €
2012	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	6 094 045,00 €
2013	Aide aux employeurs du secteur public non industriel et commercial, et aux associations à but non lucratif, non assujettis à la taxe d'apprentissage	1 077,55 €

2013	Aides régionales aux apprentis des CFA franciliens	114 475,00 €
2013	Développeurs de l'apprentissage	54 500,00 €
2013	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	469 888,00 €
2013	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	123 509,60 €
2013	Formation de formateurs en CFA	17 800,00 €
2013	Incitation à la mobilité des apprentis	50 400,00 €
2013	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	32 680,00 €
2013	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	7 713 000,00 €
2013	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	9 512 712,00 €
2014	Aide à la mobilité des apprentis	35 900,00 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	95 375,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	420 544,00 €
2014	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	133 246,00 €
2014	Formation de formateurs en CFA	6 400,00 €
2014	Soutien aux expérimentations régionales en apprentissage	39 605,00 €
2014	Subvention des CFA ayant un internat en gestion propre	23 917,50 €
2014	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	356 626,00 €
2014	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	59 439,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	8 363 645,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des apprentis (CR46-14)	34 350,00 €
2015	Ateliers d'animation éducative	2 356,90 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	149 875,00 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	442 752,00 €
2015	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	310 627,82 €
2015	Subvention des CFA ayant un internat en gestion propre	29 796,00 €
2015	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	1 353 079,57 €
2015	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	2 485 118,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	9 407 859,00 €
	Montant total	49 735 391,15 €

Annexe 5 : Avenant-type aux conventions-types investissement travaux et équipements dans les centres de formation d'apprentis

AVENANT-TYPE N° XX A LA CONVENTION D'INVESTISSEMENT
n° (CP)
RELATIVE A (LIBELLE DE L'OPERATION)

La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP du

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

(Nom organisme)
(Statut juridique)
dont le siège est situé :
représentée par :
en vertu de

ci-après dénommé «le bénéficiaire»

d'autre part,

Après avoir rappelé :

Par délibérations n° CR 07-11 du 7 avril 2011 et n° CP 2017-078 du 8 mars 2017, la Région Ile-de-France a voté de nouvelles conventions-types investissement travaux et équipements dans les centres de formation d'apprentis.

Suite à une erreur dans la rédaction de ces conventions-type investissement, la Région a voté de nouvelles conventions-type par la délibération n° CP 2018-552 du 21 novembre 2018 pour les mettre en conformité avec l'article 10 du règlement budgétaire et financier concernant la caducité d'une subvention. Il convient également de corriger cette erreur dans les conventions conformes aux conventions-type signées depuis avril 2011.

Sont convenu(e)s de ce qui suit :

Article 1 : Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3 « dispositions financières ».

Article 2 : Modification de l'article 3 de la convention

L'alinéa 3 du point 3.1 « caducité » de l'article 3 « dispositions financières » est remplacé par les dispositions suivantes : '

« A compter de la date de première demande de versement (avance ou acompte), le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre ans pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc ».

Article 3 :

Toutes les autres dispositions de la convention non modifiées par le présent avenant et non contraires aux stipulations de ce dernier, demeurent inchangées et applicables de plein droit jusqu'à expiration de celle-ci.

Fait en 2 exemplaires originaux.

Le _____ *(date de signature)*

Pour *(Nom de l'organisme)*

Signature, qualité, revêtue du cachet de l'organisme bénéficiaire

Le _____ *(date de signature)*

Pour la Région Ile-de-France,

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France

Annexe 6 : Avenant n° 1 à la convention de gestion de l'Hôtel Régional de CFA à Gennevilliers (92)

AVENANT N° 1 A LA CONVENTION DE GESTION
DE L'HOTEL REGIONAL DE CFA (HRCFA) A GENNEVILLIERS (92)

La Région Ile-de-France, dont le siège est situé 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP 2019-012 du 24 janvier 2019,

ci-après dénommée « la Région »,

d'une part,

et

La Chambre de Commerce et d'Industrie de la Région Paris Ile-de-France, établissement public administratif, dont le siège est situé 27, avenue de Friedland, 75382 Paris Cedex 08, représentée par son Président Monsieur Didier KLING, en vertu du procès-verbal de la séance d'installation du 1er décembre 2016,

ci-après dénommée « la CCIR »,

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

Le 2 janvier 2007, la Région Ile-de-France et la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris (CCIP) ont signé une convention-cadre relative à la construction de l'Hôtel Régional de CFA sur un terrain appartenant à la ville de Gennevilliers (92) ainsi qu'une convention de co-maîtrise d'ouvrage.

En 2009, ces deux conventions ont dû être résiliées, la ville de Gennevilliers n'ayant pas été en mesure de mettre à disposition le terrain sur lequel l'Hôtel Régional devait être édifié.

Le 17 mars 2009, deux nouvelles conventions ont donc été signées entre la Région et la CCIP, l'une définissant le cadre juridique de la construction de l'Hôtel Régional de CFA sur un nouveau terrain cédé gratuitement par la ville de Gennevilliers, la Région et la CCIP en devenant propriétaires en indivision à hauteur de 80% pour la Région et 20% pour la CCIP, la seconde portant sur la construction de l'Hôtel Régional de CFA.

Le 14 septembre 2012, une convention relative à la gestion de l'Hôtel Régional de CFA a été signée entre la Région et la CCIP. Elle en confie la gestion à la CCIP et précise les modalités de gestion administrative entre les deux parties. Elle prévoit également la possibilité de conclure des conventions d'occupation temporaire étant précisé que les biens objet de ladite convention doivent être destinés aux seules activités d'apprentissage, de préapprentissage et de formation continue à condition que celles-ci soient compatibles avec l'activité d'apprentissage.

En 2013, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris (CCIP) et la Chambre de Commerce et d'Industrie de Versailles Val d'Oise Yvelines (CCIV) ont fusionné pour devenir la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Région Paris Ile-de-France (CCIR).

La convention de gestion signée en 2012 pose aujourd'hui des difficultés au niveau de son application pour ce qui relève de la répartition des dépenses entre propriétaires et occupants ; des modalités de paiement des frais de fonctionnement et des impôts et taxes ainsi que de la passation des conventions d'occupation temporaire.

Il convient, en conséquence, de la clarifier en modifiant, par cet avenant, certains de ses articles.

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet, comme indiqué ci-dessous :

- de préciser les articles 4 ; 7.2 ; 7.3 ; 9 et 11,
- d'ajouter un article 7.4,
- de substituer l'annexe à la convention initiale par l'annexe « Hôtel régional de CFA (Gennevilliers) - Dépenses d'investissement et de fonctionnement : répartition du financement entre propriétaires et occupants » jointe au présent avenant.

Article 4 : Gestion et administration de l'indivision

Il est ajouté aux alinéas figurant dans la convention de gestion, les deux alinéas ci-dessous :

- En cas de vacance de locaux, la CCIR en informe la Région et l'associe au choix des futurs occupants ainsi qu'à leurs conditions d'occupation des lieux.
- Les conventions d'occupation temporaire doivent comporter la surface de plancher dédiée uniquement à la location en propre ou partagée ainsi que la surface de plancher commune à l'ensemble des occupants.

Article 7.2 : Financement des dépenses d'entretien

L'article 7.2 de la convention de gestion est remplacé par l'article ci-dessous :

Article 7.2 : Financement des dépenses relatives aux réparations et entretien courant

- Le financement des dépenses relatives aux réparation et entretien courant, telles qu'elles figurent dans le tableau annexé au présent avenant, est assuré par les occupants.
- La Région, en sa qualité de co-indivisaire non-occupant, ne peut être appelée à participer financièrement, en totalité ou en partie, auxdites dépenses, sauf pour les locaux vacants conformément aux dispositions prévues à l'article 9 de la convention.

Article 7.3 : Financement des dépenses relatives aux grosses réparations

L'article 7.3 de la convention est remplacé par l'article ci-dessous :

Article 7.3 : Financement des dépenses relatives aux grosses réparations et au gros entretien

- Le financement des dépenses relatives aux grosses réparations au titre de l'article 606 du Code Civil est assuré par les propriétaires selon la clé de répartition de l'indivision.
- Le financement des dépenses relatives au gros entretien telles qu'elles figurent dans le tableau annexé au présent avenant est assuré par les propriétaires selon la clé de répartition de l'indivision.
- Ces dépenses d'investissement doivent être soumises à la validation préalable de la Région sauf en cas d'urgence avérée.

Il est rajouté un article 7.4 rédigé comme suit :
Article 7.4 : Financement des dépenses de fonctionnement

Le financement des dépenses de fonctionnement, autres que celles prévues aux articles 8, 9, 10 et 11 de la convention de gestion et telles qu'elles figurent dans le tableau annexé au présent avenant est, selon leur nature, assuré par les propriétaires selon la clé de répartition de l'indivision et/ou par les occupants selon clé de répartition de l'occupation.

Article 9 : Vacance des locaux

Le texte de l'article 9 de la convention de gestion est remplacé par le texte ci-dessous :

Si, malgré la mobilisation de la Région et de la CCIR, des espaces dédiés à la formation sont vacants, pour quelque cause que ce soit et de sorte qu'ils ne sont occupés ni par le CFA de la CCIR, ni par d'autres CFA, ni par tout autre organisme de formation, les coûts afférents à ces espaces, y compris les charges relatives à la quote-part des surfaces communes, seront à la charge des propriétaires indivisaires, selon la clé de répartition du financement de l'opération.

Article 11 : Impôts et taxes

Il est ajouté en amont aux deux alinéas de la convention de gestion, l'alinéa ci-dessous :

Le règlement des impôts et taxes tels qu'ils figurent dans le tableau annexé au présent avenant est effectué conformément à la règlementation en vigueur.

Article 2 :

L'annexe à la convention « Ventilation des charges dues par les propriétaires indivis, selon la clé de répartition et celle relative aux charges qui incombent, en conséquence, aux occupants » est remplacée par l'annexe « Hôtel régional de CFA(Gennevilliers) – Dépenses d'investissement et de fonctionnement : répartition du financement entre propriétaires et occupants » telle que figurant au présent avenant.

Article 3 :

Toutes les autres clauses de la convention de gestion demeurent inchangées.

Fait en 2 exemplaires originaux.

Pour la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Région Paris Ile-de-France,
Le Président
Monsieur Didier KLING

Pour La Région Ile-de-France
La Présidente
Madame Valérie PECRESSE

Annexe 1 à la convention : Hôtel Régional de CFA (Gennevilliers) – Dépenses d'investissement et de fonctionnement : répartition du financement entre propriétaires et occupants

Annexe 1 à la convention :
Hôtel régional de CFA (Gennevilliers) – Dépenses d'investissement et de fonctionnement : répartition du financement entre propriétaires et occupants

DEPENSES				REPARTITION DU FINANCEMENT	
Type	**Article de la convention**	**Nature**	**Postes**	**Propriétaires**	**Occupants**
Investissement	**7.2**	**Réparation et entretien courant**	**Clôtures :** Pour tout ce qui ne relève pas de l'entretien propriétaire		selon clé de répartition pour les espaces communs et à la charge de l'occupant demandeur pour les espaces dédiés
Investissement	**7.2**	**Réparation et entretien courant**	**Voirie y compris réfection de nids de poule :** Pour tout ce qui ne relève pas de l'entretien propriétaire		selon clé de répartition pour les espaces communs et à la charge de l'occupant demandeur pour les espaces dédiés
Investissement	**7.2**	**Réparation et entretien courant**	**Stockage, enlèvement des déchets et effluents :** Pour tout ce qui ne relève pas de l'entretien propriétaire		selon clé de répartition pour les espaces communs et à la charge de l'occupant demandeur pour les espaces dédiés
Investissement	**7.2**	**Réparation et entretien courant**	**Canalisations :** Pour tout ce qui ne relève pas de l'entretien propriétaire y compris : Curage des eaux usées à l'extérieur du bâtiment et curage des eaux pluviales		selon clé de répartition pour les espaces communs et à la charge de l'occupant demandeur pour les espaces dédiés
Investissement	**7.2**	**Réparation et entretien courant**	**Espaces verts :** Pour tout ce qui ne relève pas de l'entretien propriétaire		selon clé de répartition pour les espaces communs et à la charge de l'occupant demandeur pour les espaces dédiés
Investissement	**7.2**	**Réparation et entretien courant**	**Aménagement de type urbain :** Pour tout ce qui ne relève pas de l'entretien propriétaire		selon clé de répartition pour les espaces communs et à la charge de l'occupant demandeur pour les espaces dédiés
Investissement	**7.2**	**Réparation et entretien courant**	**Signalétique extérieure du bâtiment** Pour tout ce qui ne relève pas de l'entretien propriétaire		selon clé de répartition pour les espaces communs et à la charge de l'occupant demandeur pour les espaces dédiés
Investissement	**7.2**	**Réparation et entretien courant**	**Eléments structurels du clos et couvert :** Pour tout ce qui ne relève pas de l'entretien propriétaire		selon clé de répartition pour les espaces communs et à la charge de l'occupant demandeur pour les espaces dédiés

DEPENSES				REPARTITION DU FINANCEMENT	
Type	**Article de la convention**	**Nature**	**Postes**	**Propriétaires**	**Occupants**
Investissement	**7.2**	**Réparation et entretien courant**	**Eléments intérieurs hors second œuvre :** Pour tout ce qui ne relève pas de l'entretien propriétaire		selon clé de répartition pour les espaces communs et à la charge de l'occupant demandeur pour les espaces dédiés
Investissement	**7.2**	**Réparation et entretien courant**	**Croisées et portes :** Pour tout ce qui ne relève pas de l'entretien propriétaire		selon clé de répartition pour les espaces communs et à la charge de l'occupant demandeur pour les espaces dédiés
Investissement	**7.2**	**Réparation et entretien courant**	**Murs :** Pour tout ce qui ne relève pas de l'entretien propriétaire		selon clé de répartition pour les espaces communs et à la charge de l'occupant demandeur pour les espaces dédiés
Investissement	**7.2**	**Réparation et entretien courant**	**Sols :** Pour tout ce qui ne relève pas de l'entretien propriétaire		selon clé de répartition pour les espaces communs et à la charge de l'occupant demandeur pour les espaces dédiés
Investissement	**7.2**	**Réparation et entretien courant**	**Plafonds :** Pour tout ce qui ne relève pas de l'entretien propriétaire		selon clé de répartition pour les espaces communs et à la charge de l'occupant demandeur pour les espaces dédiés
Investissement	**7.2**	**Réparation et entretien courant**	**Quincaillerie et serrurerie :** Pour tout ce qui ne relève pas de l'entretien propriétaire y compris : Conception d'un nouveau système de contrôle d'accès		selon clé de répartition pour les espaces communs et à la charge de l'occupant demandeur pour les espaces dédiés
Investissement	**7.2**	**Réparation et entretien courant**	**Sanitaires :** Pour tout ce qui ne relève pas de l'entretien propriétaire		selon clé de répartition pour les espaces communs et à la charge de l'occupant demandeur pour les espaces dédiés
Investissement	**7.2**	**Réparation et entretien courant**	**Electricité :** Pour tout ce qui ne relève pas de l'entretien propriétaire y compris : Ajout d'installation terminale Dépoussiérage des postes HT/BT		selon clé de répartition pour les espaces communs et à la charge de l'occupant demandeur pour les espaces dédiés
Investissement	**7.2**	**Réparation et entretien courant**	**Supports d'information :** Pour tout ce qui ne relève pas de l'entretien propriétaire		selon clé de répartition pour les espaces communs et à la charge de l'occupant demandeur pour les espaces dédiés

DEPENSES				REPARTITION DU FINANCEMENT	
Type	**Article de la convention**	**Nature**	**Postes**	**Propriétaires**	**Occupants**
Investissement	**7.2**	**Réparation et entretien courant**	**Chauffage, production d'eau chaude sanitaire :** Pour tout ce qui ne relève pas de l'entretien propriétaire y compris : Remplacement à l'identique des brûleurs Equipement GTC et régulation		selon clé de répartition pour les espaces communs et à la charge de l'occupant demandeur pour les espaces dédiés
Investissement	**7.2**	**Réparation et entretien courant**	**Ventilation :** Pour tout ce qui ne relève pas de l'entretien propriétaire		selon clé de répartition pour les espaces communs et à la charge de l'occupant demandeur pour les espaces dédiés
Investissement	**7.2**	**Réparation et entretien courant**	**Climatisation, réfrigération :** Pour tout ce qui ne relève pas de l'entretien propriétaire		selon clé de répartition pour les espaces communs et à la charge de l'occupant demandeur pour les espaces dédiés
Investissement	**7.2**	**Réparation et entretien courant**	**Sécurité :** Pour tout ce qui ne relève pas de l'entretien propriétaire		selon clé de répartition pour les espaces communs et à la charge de l'occupant demandeur pour les espaces dédiés
Investissement	**7.2**	**Réparation et entretien courant**	**Conduits d'évacuation :** Pour tout ce qui ne relève pas de l'entretien propriétaire		selon clé de répartition pour les espaces communs et à la charge de l'occupant demandeur pour les espaces dédiés
Investissement	**7.2**	**Réparation et entretien courant**	**Signalétique intérieure :** Pour tout ce qui ne relève pas de l'entretien propriétaire y compris : Evolution et installation des supports		selon clé de répartition pour les espaces communs et à la charge de l'occupant demandeur pour les espaces dédiés
Investissement	**7.2**	**Réparation et entretien courant**	**Ascenseurs / nacelles de façades / portes automatiques :** Pour tout ce qui ne relève pas de l'entretien propriétaire y compris : Maintenance des ascenseurs pédagogiques		selon clé de répartition pour les espaces communs et à la charge de l'occupant demandeur pour les espaces dédiés
Investissement	**7.2**	**Réparation et entretien courant**	**Plomberie / surpresseur / distribution / gaz :** Pour tout ce qui ne relève pas de l'entretien propriétaire		selon clé de répartition pour les espaces communs et à la charge de l'occupant demandeur pour les espaces dédiés

DEPENSES				REPARTITION DU FINANCEMENT	
Type	**Article de la convention**	**Nature**	**Postes**	**Propriétaires**	**Occupants**
Investissement	**7.2**	**Réparation et entretien courant**	**Travaux de mise en conformité :** Pour tout ce qui ne relève pas de l'entretien propriétaire		selon clé de répartition pour les espaces communs et à la charge de l'occupant demandeur pour les espaces dédiés
Investissement	**7.2**	**Réparation et entretien courant**	**Sécurité incendie (SSI) :** Pour tout ce qui ne relève pas de l'entretien propriétaire		selon clé de répartition pour les espaces communs et à la charge de l'occupant demandeur pour les espaces dédiés
Investissement	**7.3**	**Grosses réparations au titre de l'article 606 du Code Civil**	**Gros murs et voûtes, rétablissement des poutres et des couvertures entières, digues et murs de soutènement et de clôture aussi en entie :** Toutes les autres réparations sont d'entretien	selon clé de répartition de l'indivision	
Investissement	**7.3**	**Gros entretien**	**Clôture :** Fermeture, ajout d'un accès, rehaussement de grille Remplacement complet Remise en peinture totale, reprise de couronnement Remplacement des portes et portails	selon clé de répartition de l'indivision	
Investissement	**7.3**	**Gros entretien**	**Voirie :** Création de route, chemins, parkings Réfection d'enrobé Reprise partielle de chaussée	selon clé de répartition de l'indivision	
Investissement	**7.3**	**Gros entretien**	**Stockage, enlèvement des déchets et effluents :** Création de locaux poubelles, installation de compacteur Remplacement d'équipement	selon clé de répartition de l'indivision	
Investissement	**7.3**	**Gros entretien**	**Canalisations :** Rénovation complète d'un réseau Réfection des réseaux Remplacement des conduits d'évacuation ou d'éléments de conduits	selon clé de répartition de l'indivision	
Investissement	**7.3**	**Gros entretien**	**Espaces verts :** conception, création d'espaces verts, gestion des plantations (abattage, dessouchage, plantation) Elagage fort et structurant	selon clé de répartition de l'indivision	
Investissement	**7.3**	**Gros entretien**	**Aménagement de type urbain :** Conception d'aménagement Remplacement d'éclairage extérieur	selon clé de répartition de l'indivision	

DEPENSES				REPARTITION DU FINANCEMENT	
Type	**Article de la convention**	**Nature**	**Postes**	**Propriétaires**	**Occupants**
Investissement	**7.3**	**Gros entretien**	**Eléments structurels du clos et couvert :** Restructuration lourde, construction Ravalement, réfection totale ou partielle de toiture / véture Tous travaux d'étanchéité Remplacement des tuiles et bardeaux de terre cuite Remplacement des chéneaux et terrasses non accessibles	selon clé de répartition de l'indivision	
Investissement	**7.3**	**Gros entretien**	**Eléments intérieurs hors second œuvre :** Mise en place de stores de façades Rénovation lourde de locaux Reprise d'éléments structurants	Selon la clé de répartition de l'indivision	
Investissement	**7.3**	**Gros entretien**	**Croisées et portes :** Construction, modification lourde (changement de sens d'ouverture, transformation de porte en fenêtre …) Remplacement de fenêtres Changement d'huisserie	Selon la clé de répartition de l'indivision	
Investissement	**7.3**	**Gros entretien**	**Murs :** Restructuration de locaux, ajout de cloisons, percement/supression de porte à l'occasion d'un changement de locataire	Selon la clé de répartition de l'indivision	
Investissement	**7.3**	**Gros entretien**	**Sols :** Changement de type de revêtement	Selon la clé de répartition de l'indivision	
Investissement	**7.3**	**Gros entretien**	**Plafonds :** Modification de type de plafond	Selon la clé de répartition de l'indivision	
Investissement	**7.3**	**Gros entretien**	**Sanitaires :** Restructuration complète	Selon la clé de répartition de l'indivision	
Investissement	**7.3**	**Gros entretien**	**Electricité :** Rénovation complète d'installations Changement d'énergie Mise aux normes Remplacement de tableau de distribution Réfection des postes HT/BT Remplacement des transformateurs Changement des tableaux de distribution	Selon la clé de répartition de l'indivision	
Investissement	**7.3**	**Gros entretien**	**Supports d'information / signalétique extérieure :** Conception de support (mise en place de la signalétique, orientation, sécurité		après obtention de l'autorisation du gérant de l'indivision : selon clé de répartition pour les espaces communs et à la charge de l'occupant demandeur pour les espaces dédiés

DEPENSES				REPARTITION DU FINANCEMENT	
Type	**Article de la convention**	**Nature**	**Postes**	**Propriétaires**	**Occupants**
Investissement	**7.3**	**Gros entretien**	**Chauffage, production d'eau chaude sanitaire :** Rénovation complète Changement d'énergie Remplacement de chaudière, réfection d'installation (chaufferie …)	selon clé de répartition de l'indivision	
Investissement	**7.3**	**Gros entretien**	**Chauffage, production d'eau chaude sanitaire :** Ajout d'installation terminale		selon clé de répartition pour les espaces communs et à la charge de l'occupant demandeur pour les espaces dédiés
Investissement	**7.3**	**Gros entretien**	**Ventilation :** Rénovation complète Changement d'énergie Réfection d'installation Remplacement de ventilo convecteurs, moteurs de ventilation	selon clé de répartition de l'indivision	
Investissement	**7.3**	**Gros entretien**	**Ventilation :** Ajout d'installation terminale		selon clé de répartition pour les espaces communs et à la charge de l'occupant demandeur pour les espaces dédiés
Investissement	**7.3**	**Gros entretien**	**Climatisation, réfrigération :** Remplacement / création / suppression Réfection d'installation Changement de groupes compresseurs, batteries principales, extracteurs	selon clé de répartition de l'indivision	
Investissement	**7.3**	**Gros entretien**	**Sécurité / sureté :** Rénovation complète ou remplacement des systèmes spécifiques incendie Mise en conformité des locaux Conception ou rénovation complète ou remplacement des systèmes spécifiques de sureté Rénovation des systèmes de sureté Interventions lourdes lors des contrôles périodiques règlementaires (réparation des portes coupe-feu, adjonction de sirènes, détecteurs …)	selon clé de répartition de l'indivision	
Investissement	**7.3**	**Gros entretien**	**Conduits d'évacuation :** Création / rénovation de cheminées	selon clé de répartition de l'indivision	
Investissement	**7.3**	**Gros entretien**	**Ascenseurs / nacelles de façades / portes automatiques :** Mise aux normes, rénovation, moteur, armoires de commande (hors ascenseurs pédagogiques)	selon clé de répartition de l'indivision	

DEPENSES				REPARTITION DU FINANCEMENT	
Type	**Article de la convention**	**Nature**	**Postes**	**Propriétaires**	**Occupants**
Investissement	**7.3**	**Gros entretien**	**<u>Plomberie / surpresseur / distribution / gaz :</u>** Changement des postes de détente, surpresseurs Remplacement d'équipement	selon clé de répartition de l'indivision	
Investissement	**7.3**	**Gros entretien**	**<u>Travaux de mise en conformité</u>**	selon clé de répartition de l'indivision	
Fonctionnement	**7.4**	**Contrats de maintenance**	**permettant l'entretien courant des équipements immobiliers par destination (CVC, HT, SSI, moyens de secours, ascenseurs de service, protection contre la foudre)**		selon clé de répartition pour les espaces communs et à la charge de l'occupant demandeur pour les espaces dédiés
Fonctionnement	**7.4**	**Contrôles règlementaires**	**des équipements immobiliers par destination**	selon clé de répartition de l'indivision	
Fonctionnement	**7.4**	**Maintenance et contrôles réglementaires**	**des équipements pédagogiques (dont notamment le système d'aspiration des poussières filière bois, ascenseurs pédagogiques …)**		selon clé de répartition pour les espaces communs et à la charge de l'occupant demandeur pour les espaces dédiés
Fonctionnement	**7.4**	**Autres contrôles règlementaires**			selon clé de répartition pour les espaces communs et à la charge de l'occupant demandeur pour les espaces dédiés
Fonctionnement	**7.4**	**Gardiennage**			selon clé de répartition pour les espaces communs et à la charge de l'occupant demandeur pour les espaces dédiés
Fonctionnement	**7.4**	**Maintenance courant faible**	Sécurité contrôle d'accès		selon clé de répartition pour les espaces communs et à la charge de l'occupant demandeur pour les espaces dédiés
Fonctionnement	**7.4**	**Consommation des fluides**	Electricité, eau,…		selon clé de répartition pour les espaces communs et à la charge de l'occupant demandeur pour les espaces dédiés

DEPENSES				REPARTITION DU FINANCEMENT	
Type	**Article de la convention**	**Nature**	**Postes**	**Propriétaires**	**Occupants**
Fonctionnement	**7.4**	**Enlèvement et traitement des déchets**			selon clé de répartition pour les espaces communs et à la charge de l'occupant demandeur pour les espaces dédiés
Fonctionnement	**7.4**	**Propreté du bâtiment**			selon clé de répartition pour les espaces communs et à la charge de l'occupant demandeur pour les espaces dédiés
Fonctionnement	**7.4**	**Vidéosurveillance**			selon clé de répartition pour les espaces communs et à la charge de l'occupant demandeur pour les espaces dédiés
Fonctionnement	**8**	**Equipements et matériels**	Matériels et mobiliers pédagogiques mutualisés (utilisés par différents CFA) :Dépenses d'entretien et de renouvellement		a due proportion de leur utilisation
Fonctionnement	**9**	**Vacance des locaux**	Coûts afférents à ces espaces	selon clé de répartition de l'indivision	
Fonctionnement	**10.2**	**Assurance**	dommage aux biens	selon clé de répartition de l'indivision	
Fonctionnement	**10.2**	**Assurance**	responsabilité civile		selon clé de répartition pour les espaces communs et à la charge de l'occupant demandeur pour les espaces dédiés
Fonctionnement	**11**	**Impôts et taxes**	Taxe foncière sur les propriétés bâties	selon clé de répartition de l'indivision	
Fonctionnement	**11**	**Impôts et taxes**	Taxe annuelle sur les surfaces de stationnement		selon clé de répartition pour les espaces communs et à la charge de l'occupant demandeur pour les espaces dédiés
Fonctionnement	**11**	**Impôts et taxes**	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères		selon clé de répartition pour les espaces communs et à la charge de l'occupant demandeur pour les espaces dédiés
Fonctionnement	**11**	**Impôts et taxes**	Taxe sur les bureaux		selon clé de répartition pour les espaces communs et à la charge de l'occupant demandeur pour les espaces dédiés

Annexe 7 : Tableau avances subvention de fonctionnement 2019

SUBVENTION PREVISIONNELLE 2019 - AVANCES

Code comptable	Nom du CFA	Dépt du CFA	Ville CFA	Organisme gestionnaire	coefficient prévisionnel 2019	Dépense théorique prévisionnelle 2018	subvention prévisionnelle 2019	Taux des avances	Montant des avances 2019	Subvention antérieure à 2018	Total à verser (arrondi au millième inférieur)	Commentaires
09C	BTP CFA de Nangis	77	NANGIS	Association BTP CFA Ile de France	0,78	1 187 883,00	933 423,30	0,80	746 738,64		746 000	
10C	CFAI 77	77	EMERAINVILLE	ASFO JEUNES 77	0,29	605 472,00	175 586,88	0,00	0,00		0	
11C	BTP CFA d'Ocquerre	77	OCQUERRE	Association BTP CFA Ile de France	0,78	1 158 705,50	910 664,85	0,80	728 531,88		728 000	
25C	BTP CFA de Noisy le Grand	77	NOISY-LE-GRAND	Association BTP CFA Ile de France	0,86	952 140,00	832 511,40	0,80	666 009,12		666 000	
26C	CFA Ingénieurs 2000	77	CHAMPS-SUR-MARNE	Association INGENIEURS 2000	0,56	5 135 040,00	2 875 622,40	0,60	1 725 373,44		1 725 000	
27C	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	93	BOBIGNY	CMA de la Seine St Denis	0,99	6 009 522,00	5 951 692,26	0,80	4 761 353,81		4 761 000	
28C	CFA Descartes	77	CHAMPS-SUR-MARNE	ADEFSA	0,62	6 757 214,72	4 189 473,13	0,40	1 675 789,25		1 675 000	
30C	CFA CEFAA	93	VILLEPINTE	C.E.F.A.A	0,80	1 490 751,10	1 194 743,60	0,00	0,00	6 259,50	6 260	Régularisation internat
31C	CFA Gestes Formation	93	PANTIN	Chambre d'Apprentissage de la Peinture	1,18	421 892,50	497 833,15	0,80	398 266,52		398 000	
32C	BTP CFA de Saint-Denis	93	SAINT-DENIS	Association BTP CFA Ile de France	0,86	726 407,50	624 710,45	0,80	499 768,36		499 000	
33C	CFA du Spectacle Vivant et de l'Audiovisuel	93	BAGNOLET	AFASAM	0,43	651 848,00	280 294,64	0,52	145 753,21		145 000	
36C	CFA CAMAS	93	TREMBLAY EN FRANCE	CAMAS	0,00	408 032,50	0,00	0,00	0,00		0	
37C	CFA des Arts du Cirque	93	LA PLAINE ST DENIS	Académie Fratellini	0,80	225 075,50	180 060,40	0,80	144 048,32		144 000	
46C	CFA du Marché International de Rungis	94	RUNGIS	Association du CFA de la Poissonnerie	0,50	255 762,00	127 881,00	0,80	102 304,80		102 000	
47C	CFA Environnement et Hygiène des Locaux	94	VILLEJUIF	INHNI	0,00	1 284 570,00	0,00	0,00	0,00		0	
48C	CFA Couverture & Plomberie	94	ALFORTVILLE	Eco-Campus du Bâtiment-Grand Paris	1,10	762 125,00	838 337,50	0,60	503 002,50		503 000	
50C	CFA CMA du 94	94	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	CMA du Val de Marne	0,97	2 899 985,70	2 813 327,63	0,60	1 687 996,58		1 687 000	
51C	CFA SUP 2000	94	SAINT-MAURICE	A.F.U.N.A	0,65	14 886 194,50	9 676 026,43	0,53	5 128 294,01		5 128 000	
55C	CFA AFANEM	94	ALFORTVILLE	AFANEM	0,00	659 677,50	0,00	0,00	0,00		0	
56C	CFA de l'Académie de Créteil	94	CRETEIL	FCIP - GIP	0,86	6 131 969,35	5 274 014,44	0,22	1 160 283,18		1 160 000	
57C	CFA INFA	94	NOGENT-SUR-MARNE	INFA	0,40	930 570,81	372 228,32	0,18	67 001,10		67 000	
59C	CFA du Conservatoire National des Arts et Métiers - CNAM	93	SAINT-DENIS	Conservatoire National des Arts et Métiers - CNAM	0,33	1 814 451,23	598 768,91	0,00	0,00		0	
60C	CFA UTEC CCI de Seine et Marne	77	EMERAINVILLE	CCI Seine et Marne	0,60	6 466 040,25	3 896 810,55	0,60	2 338 086,33		2 338 000	
61C	CFA CMA de la Seine et Marne	77	MELUN	CMA Seine et Marne	0,92	6 139 550,00	5 668 920,40	0,60	3 401 352,24	24 082,50	3 425 083	Régularisation internat
90C	CFA la Bretonnière	77	CHAILLY-EN-BRIE	EPLEFPA la Bretonnière	0,99	1 358 938,40	1 345 599,00	0,40	538 239,60	18 811,00	556 811	Régularisation internat
92C	CFA de Grosbois	94	BOISSY-SAINT-LEGER	A.F.A.S.E.C.	0,77	329 400,00	253 638,00	0,80	202 910,40		202 000	
93C	CFA Mobilité Urbaine Durable - MUD	77	NOISIEL	Association ADA - Développement en Alternance de la Mobilité	0,00	317 940,00	0,00	0,00	0,00		0	
01P	CFA de la Couture	75	PARIS	ECSCP	0,00	385 905,00	0,00	0,00	0,00		0	
02P	CFA de l'Alimentation - CIFCA	75	PARIS	CIFCA	0,60	763 895,50	463 892,50	0,80	371 114,00		371 000	
03P	CFA INSTA	75	PARIS	INSTA	0,00	1 487 726,00	0,00	0,00	0,00		0	
04P	CFA Stephenson	75	PARIS	A.D.F.C.	0,60	3 482 119,40	2 105 776,04	0,40	842 310,42		842 000	
05P	CFA Ecole de Travail ORT	75	PARIS	Ecole de Travail ORT	0,53	1 448 882,10	803 802,17	0,54	434 053,17		434 000	

Code comptable	Nom du CFA	Dépt du CFA	Ville CFA	Organisme gestionnaire	coefficient prévisionnel 2019	Dépense théorique prévisionnelle 2018	subvention prévisionnelle 2019	Taux des avances	Montant des avances 2019	Subvention antérieure à 2018	Total à verser (arrondi au millième inférieur)	Commentaires
06P	CFA Ferroviaire	75	PARIS	AIJF	0,00	1 741 108,50	0,00	0,00	0,00		0	
07P	CFA de la Miroiterie	75	PARIS	FORMAP	0,80	191 360,00	153 088,00	0,60	91 852,80		91 000	
10P	CFA de la Librairie et de la Papéterie de Détail	93	MONTREUIL	INFL	0,63	490 473,75	308 998,46	0,80	247 198,77		247 000	
11P	CFA de l'Ecole des Fleuristes de Paris	75	PARIS	C.S.F.	0,93	1 071 915,00	996 880,95	0,80	797 504,76		797 000	
15P	Ecole d'ameublement de PARIS	75	PARIS	CAIA	0,95	770 308,50	731 793,08	0,80	585 434,46		585 000	
16P	CFA Public Dorian	75	PARIS	Lycée Public Dorian	0,47	799 740,75	375 878,15	0,60	225 526,89		225 000	
17P	CFA Equipement Electrique	75	PARIS	Eco-Campus du Bâtiment-Grand Paris	0,72	1 313 640,00	945 820,80	0,80	756 656,64		756 000	
18P	CFA des Métiers de la Viande	75	PARIS	E.P.B. PARIS	0,51	1 109 972,50	566 085,98	0,60	339 651,59		339 000	
19P	CFA AFORPA - Métiers de l'automobile	94	ST MAURICE	AFORPA	0,73	4 388 317,50	3 226 673,42	0,60	1 936 004,05		1 936 000	
21P	CFA Audiovisuel	75	PARIS	A.F.O.M.A.V.	0,00	191 248,00	0,00	0,00	0,00		0	
22P	CFA St Lambert Formation	75	PARIS	C.A.M.B.A.	0,70	745 758,50	522 030,95	0,80	417 624,76		417 000	
23P	CFA de l'optique - AEPO	75	PARIS	Association pour l'Enseignement Privé de l'Optique	0,89	1 048 689,00	933 333,21	0,80	746 666,57		746 000	
28P	CFA Méderic	75	PARIS	APHRL	0,80	2 414 336,50	1 931 469,20	0,59	1 139 566,83		1 139 000	
29P	CFA des Métiers de la Table	75	PARIS	A.D.M.T.	0,88	3 392 243,75	2 990 799,14	0,57	1 704 755,51		1 704 000	
30P	CFA IGS	75	PARIS	I.G.S.	0,20	4 906 764,10	981 352,82	0,00	0,00		0	
31P	CFA Public Belliard	75	PARIS	L.P.H. Régional Belliard	0,80	1 043 645,00	834 916,00	0,53	442 505,48		442 000	
35P	CFA des Métiers de la Gastronomie	75	PARIS	CEPROC	0,97	1 561 105,00	1 514 271,85	0,60	908 563,11		908 000	
38P	CFA CCIR Paris Ile-de-France (consolidé)	78	JOUY-EN-JOSAS	CCI Paris Ile-de-France	0,57	35 133 451,40	20 026 067,00	0,61	12 215 900,87		12 224 000	
39P	CFA de la Pharmacie	75	PARIS	ACPPP	0,70	1 824 836,00	1 277 385,20	0,60	766 431,12		766 000	
48P	CFA Cycles et Motocycles - INCM	75	PARIS	INCM	0,45	986 304,50	478 755,43	0,60	287 253,26		287 000	
49P	CFA Communication et Création Numérique	93	BAGNOLET	Campus Fonderie de l'Image	0,76	1 594 472,25	1 211 798,91	0,00	0,00		0	
50P	CFA CERFAL	75	PARIS	CERFAL	0,50	16 867 165,44	8 460 785,22	0,40	3 384 314,09		3 384 000	
51P	CFA DIFCAM	75	PARIS	DIFCAM	0,16	2 106 516,35	337 042,62	0,00	0,00		0	
52P	CFA CODIS	75	PARIS	A.F.G.D.	0,10	3 006 478,80	300 647,88	0,00	0,00		0	
53P	CFA de la ACMP	75	PARIS	ACMP	0,35	2 171 895,79	760 163,53	0,00	0,00		0	
55P	CFA de l'ARFA	75	PARIS 16	A.R.F.A.	1,02	1 555 280,00	1 586 385,60	0,80	1 269 108,48		1 269 000	
56P	CFA SACEF	75	PARIS	ADESA	0,61	6 592 272,13	4 021 286,00	0,55	2 211 707,30		2 211 000	
59P	CFA ACE	75	PARIS	ACE	0,81	3 847 725,65	3 116 657,78	0,75	2 337 493,33		2 337 000	
60P	CFA-ITE	75	PARIS 16	AGITEA	0,00	1 316 297,50	0,00	0,00	0,00		0	
62P	CFA Boulangerie et Pâtisserie	75	PARIS	E.B.P.	0,50	765 550,50	382 775,25	0,24	91 866,06		91 000	
64P	CFA de l'Assurance	92	PARIS-LA-DEFENSE	IFPASS	0,32	1 365 103,05	436 832,98	0,00	0,00		0	
66P	CFA des Compagnons du Devoir	75	PARIS	A.O.C.D.T.F.	0,46	1 416 577,50	651 625,65	0,39	254 134,00		254 000	
71P	CFAI Mécavenir	92	PUTEAUX	SUP II MECAVENIR	0,48	3 331 014,03	1 598 886,73	0,38	607 576,96		607 000	
72P	CFA ISEP Entreprises	75	PARIS	Association ISEP Entreprises	0,50	720 852,34	360 426,17	0,00	0,00		0	
73P	CFA IFRIA Ile de France	75	PARIS	IFRIA	0,40	491 706,60	196 682,64	0,80	157 346,11		157 000	

Code comptable	Nom du CFA	Dépt du CFA	Ville CFA	Organisme gestionnaire	coefficient prévisionnel 2019	Dépense théorique prévisionnelle 2018	subvention prévisionnelle 2019	Taux des avances	Montant des avances 2019	Subvention antérieure à 2018	Total à verser (arrondi au millième inférieur)	Commentaires
74P	CFA de l'Edition	75	PARIS	AS.FOR.ED.	0,00	406 171,07	0,00	0,00	0,00		0	
75P	CFA de la Bijouterie Joaillerie	75	PARIS	ADABJOP	0,70	416 249,50	291 374,65	0,17	49 533,69		49 000	
76P	CFA PAE	75	PARIS	PARIS-ACADEMIE-ENTREPRISES	0,30	2 954 149,10	886 244,73	0,00	0,00		0	
78P	CFA FORMASUP Paris	75	PARIS	FORMASUP Paris	0,40	12 429 504,93	4 971 801,97	0,38	1 889 284,75		1 889 000	
79P	CFA Danse Chant Comédie	75	PARIS	AFMDCC - Association Danse Chant Comédie	0,90	267 637,50	240 873,75	0,80	192 699,00		192 000	
80P	CFA des Compagnons du Tour de France - Ile de France	75	PARIS	Compagnons du Tour de France - Ile de France	0,84	705 283,60	592 778,48	0,80	474 222,78		474 000	
83P	CFA Université et Sports	75	PARIS 16	Paris Sports Développement	0,30	263 731,25	79 119,38	0,00	0,00		0	
84P	CFA Bessières	75	PARIS	E.N.C BESSIERES	0,02	1 303 931,10	26 078,62	0,60	15 647,17		15 000	
86P	CFA Santé Animale	75	PARIS	Animal Pro Formation	0,64	401 570,00	257 004,80	0,40	102 801,92		102 000	
87P	CFA IMC	75	PARIS	Association IMC Alternance	0,00	1 195 626,00	0,00	0,00	0,00		0	
88P	CFA des Ressources Humaines	75	PARIS	Association Gestionnaire RH	0,00	605 043,20	0,00	0,00	0,00		0	
89P	CFA Formaposte IDF	75	PARIS	FORMAPOSTE Ile de France	0,00	2 621 418,60	0,00	0,00	0,00		0	
90P	CFA SEV	75	PARIS	A.D.A.S.E.V.	0,00	589 489,20	0,00	0,00	0,00		0	
91P	CFA des Métiers de l'Agriculture - ADAFA	75	PARIS	A.D.A.F.A.	0,98	2 028 750,50	1 991 742,97	0,80	1 593 394,38		1 593 000	
04V	CFA des Métiers du BTP - CFM BTP	78	TRAPPES	CPO.A	0,95	713 077,50	677 423,63	0,80	541 938,90		541 000	
05V	CFA GARAC	95	ARGENTEUIL	G.A.R.A.C.	0,45	2 579 241,30	1 195 645,19	0,80	956 516,15		956 000	
06V	CFA Pharmacie, Santé, Sanitaire et Social	78	POISSY	ACPPAV	0,83	2 539 350,50	2 107 660,92	0,39	821 987,76		821 000	
11V	CFA de la Carrosserie	92	VILLENEUVE-LA-GARENNE	FFC	0,66	395 752,50	261 196,65	0,60	156 717,99		156 000	
15V	BTP CFA de Brétigny-sur-Orge	91	BRETIGNY-SUR-ORGE	Association BTP CFA Ile de France	0,86	1 410 445,40	1 216 810,92	0,80	973 448,74		973 000	
16V	BTP CFA d'Ermont	95	ERMONT	Association BTP CFA Ile de France	0,86	1 335 393,50	1 154 453,65	0,80	923 562,92		923 000	
17V	BTP CFA de Rueil Malmaison	92	RUEIL-MALMAISON	Association BTP CFA Ile de France	0,86	1 064 059,50	918 919,05	0,80	735 135,24		735 000	
24V	CFA PROMOTRANS	95	GONESSE	PROMOTRANS	0,23	632 527,50	145 481,33	0,00	0,00		0	
29V	CFA AFTI	91	ORSAY	AFTI	0,60	865 936,40	519 561,84	0,00	0,00		0	
33V	CFA Saint-Jean	95	SAINT-GRATIEN	A.G.C.F.A. Saint-Jean	0,80	1 091 632,50	973 560,00	0,80	778 848,00		778 000	
34V	CFA IFPM	92	NANTERRE	IFPM	1,05	1 929 408,00	2 025 878,40	0,80	1 620 702,72		1 620 000	
37V	CFA AFIA	91	MASSY	A.F.I.A.	0,00	3 076 440,02	0,00	0,00	0,00		0	
39V	CFA Eugène DUCRETET	92	CLICHY	FODIPEG	1,10	688 600,50	757 460,55	0,65	492 349,36		492 000	
40V	CFA ESSEC	95	CERGY-PONTOISE	CCIV - ESSEC	0,00	2 393 919,20	0,00	0,00	0,00		0	
42V	CFA Vente et Commerce - AFIPE	78	POISSY	AFIPE	0,87	1 835 301,25	1 596 712,09	0,24	383 210,90		383 000	
44V	CFA TRAJECTOIRE	78	GUYANCOURT	TRAJECTOIRE	0,60	920 557,50	552 334,50	0,56	309 307,32		309 000	
45V	CFA Omnisports	78	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	AFJS IDF - Omnisport	0,09	385 500,25	34 695,02	0,00	0,00		0	
47V	CFA Institut de l'Environnement Urbain	95	JOUY-LE-MOUTIER	Association Vecteur	0,15	1 126 490,25	168 973,54	0,00	0,00		0	
49V	CFA AFI 24 Ile de France	92	PARIS-LA-DEFENSE	A.F.I. 24 Ile de France	0,45	2 346 679,55	1 056 005,80	0,57	601 923,30		601 000	
50V	CFA UNION	91	ORSAY	A.U.U.E.	0,60	6 097 795,49	3 658 677,29	0,60	2 195 206,38		2 195 000	
51V	CFA AGEFA PME Ile de France	92	PUTEAUX	AGEFA PME ILE-DE-FRANCE	0,00	2 658 085,50	0,00	0,00	0,00		0	

Code comptable	Nom du CFA	Dépt du CFA	Ville CFA	Organisme gestionnaire	coefficient prévisionnel 2019	Dépense théorique prévisionnelle 2018	subvention prévisionnelle 2019	Taux des avances	Montant des avances 2019	Subvention antérieure à 2018	Total à verser (arrondi au millième inférieur)	Commentaires
52V	CFA Commerce, Gestion, Bureautique (Isifa)	92	ISSY-LES-MOULINEAUX	A.F.A.S.O.P.	0,47	1 206 934,50	567 259,22	0,60	340 355,53		340 000	
53V	CFA EVE	91	EVRY	AGESUP	0,61	9 157 086,54	5 585 822,79	0,54	3 016 344,31		3 016 000	
57V	CFA des Métiers de l'Aérien	91	MASSY	AFMAE	0,30	1 913 710,00	574 113,00	0,50	287 056,50		287 000	
58V	CFA CMA 95	95	EAUBONNE	Chambre de Métiers et de l'Artisanat du Val d'Oise	0,89	4 017 375,00	3 591 217,95	0,60	2 154 730,77		2 154 000	
60V	CFA CMA du 78	78	VERSAILLES	CMA des Yvelines	0,97	2 508 881,90	2 433 615,00	0,38	924 773,70		925 000	
61V	CFA de la Maison Familiale du Moulin de la Planche	91	ORMOY-LA-RIVIERE	A.M.F.R. du Moulin de la Planche	0,90	514 206,00	474 894,00	0,80	379 915,20		379 000	
62V	CFA Sup de Vinci	92	COURBEVOIE	ADALES	0,20	3 968 725,72	793 745,14	0,45	357 185,31		357 000	
63V	CFA Energie - Motorisations	92	RUEIL-MALMAISON	AFI	0,00	484 706,04	0,00	0,00	0,00		0	
64V	CFA Sup Optique	91	PALAISEAU	I.O.T.A.	0,40	255 132,00	102 052,80	0,60	61 231,68		61 000	
65V	CFA de la MFR de la Grange Colombe	78	RAMBOUILLET	Maison Familiale Rurale de la Grange Colombe	1,01	671 549,00	676 350,55	0,80	541 080,44	36 548,00	577 548	Régularisation internat
67V	CFA Banque et Finance	75	PARIS	A.F.A.M.B.F. de la Région Ile de France	0,20	1 429 237,55	285 847,51	0,00	0,00		0	
69V	CFA Gustave Eiffel	91	CHILLY-MAZARIN	OG du Centre Gustave Eiffel	0,45	755 360,00	339 912,00	0,00	0,00		0	
70V	CFA CESFA	92	BAGNEUX	CESFA	0,62	2 986 581,84	1 851 680,74	0,56	1 036 941,21		1 036 000	
72V	CFA AFFIDA	95	ARGENTEUIL	A.F.F.I.D.A.	0,87	1 741 013,75	1 514 681,96	0,34	514 991,87		514 000	
73V	CFA Ingénieurs	92	BAGNEUX	CEFIPA	0,50	3 421 163,46	1 710 581,73	0,36	615 809,42		615 000	
79V	CFA C3 CFA	92	ANTONY	C3 CFA	0,50	1 323 557,36	661 778,68	0,30	198 533,60		198 000	
80V	CFA des Comédiens	92	BOULOGNE-BILLANCOURT	LE STUDIO	0,95	164 532,50	156 305,88	0,80	125 044,70		125 000	
81V	CFA FDME	91	EVRY	Association Faculté des Métiers de l'Essonne	0,75	10 206 315,00	7 732 577,25	0,80	6 186 061,80		6 186 000	
82V	CFA LEEM Apprentissage	92	BOULOGNE-BILLANCOURT	MIS'Apprentissage	0,00	1 189 017,49	0,00	0,00	0,00		0	
83V	CFA des métiers territoriaux du CNFPT	92	ISSY-LES-MOULINEAUX	CNFPT	0,91	346 957,00	315 730,87	0,80	252 584,70		252 000	
84V	CFA académique de Versailles	78	VERSAILLES	GIP-FCIP	0,60	5 015 692,00	3 009 415,00	0,59	1 775 554,85		1 793 000	
85V	CFAI AFORP	92	NEUILLY SUR SEINE	AFORP	0,00	4 447 076,75	1 819 006,70	0,00	0,00		0	
86V	CFA Transport Logistique	78	LE TREMBLAY SUR MAULDRE	AFTRAL	0,45	3 642 460,70	1 654 759,22	0,27	446 784,99		446 000	
87V	CFA du CHEP	78	LE TREMBLAY SUR MAULDRE	CHEP	1,10	369 503,30	403 239,55	0,80	322 591,64		322 000	
88V	CFA Navigation Intérieure	78	LE TREMBLAY SUR MAULDRE	ANFPPB	0,00	281 658,50	5 766,00	0,00	0,00	1 700,00	1 700	
89V	CFA EDF	78	LES MUREAUX	AFMEE Ile-de-France	0,00	697 747,50	0,00	0,00	0,00		0	
91V	CFA des Métiers de l'Horticulture et du Cheval	78	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	EPLEA St Germain en Laye - Chambourcy	1,21	1 250 495,50	1 502 436,18	0,80	1 201 948,94		1 201 000	
92V	CFA CEZ	78	RAMBOUILLET	C.E.Z.	0,92	584 195,00	537 459,40	0,60	322 475,64		322 000	
93V	CFA ADAFORSS	92	LEVALLOIS-PERRET	ADAFORSS	0,00	2 999 215,25	0,00	0,00	0,00		0	
					TOTAUX	**319 634 650,05**	**181 761 954,71**		**99 061 660,82**	**87 401,00**	**99 133 402**	

DÉLIBÉRATION N° CP 2019-061

DU 24 JANVIER 2019

RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION RÉGIONALE DE PARTENARIAT ATOUTS POUR TOUS ÎLE-DE-FRANCE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU la Convention internationale des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées du 13 décembre 2006 (CIDPH) ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'Action sociale et des familles ;

VU la loi n° 87-517 du 10 juillet 1987 en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés ;

VU la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

VU la loi n° 2011-901 du 28 juillet 2011 tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap ;

VU la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République ;

VU la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche

VU la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU la loi n° 2014-788 du 10 juillet 2014 tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires ;

VU la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;

VU les articles R.323-1 à R.323-9-1, R.6123-3 et suivants, D.323-10-1 et D.323-2 et suivants du code du travail ;

VU le décret n° 2005-1617 du 21 décembre 2005 relatif aux aménagements des examens et concours de l'enseignement scolaire et de l'enseignement supérieur pour les candidats présentant un handicap, modifié par le décret n° 2013-756 du 19 août 2013 ;

VU la circulaire DGEFP n° 2009-15 du 26 mai 2009 relative aux plans régionaux d'insertion professionnelle des travailleurs handicapés (PRITH) ;

VU l'accord-cadre du Plan Régional d'Insertion des Travailleurs Handicapés d'Ile de France du 10

décembre 2014 ;

VU le Contrat de Plan Régional de Développement des Formations et de l'Orientation Professionnelles d'Ile-de-France ;

VU la Convention nationale pluriannuelle multipartite de mobilisation pour l'emploi des personnes en situation de handicap 2017-2020 de novembre 2017 ;

VU la délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégation d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par délibération CR 2017-162 du 22 septembre 2017 simplifier le fonctionnement du Conseil régional ;

VU la délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération CR n° 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n°CR 25-16 du 18 février 2016 relative à la politique régionale globale visant l'accessibilité universelle, déclinée dans l'Agenda 22 régional : « Plan régional pour l'égalité des personnes en situation de handicap(s) et les personnes valides » ;

VU la délibération n° CP 16-443 du 12 octobre 2016 relative à la Convention régionale de partenariat 2016-1018 pour l'insertion professionnelle des jeunes handicapés ;

VU l'avis de la commission de la famille de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la commission des finances ;

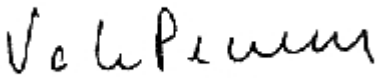
VU le rapport n°CP 2019-061 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

Décide d'adopter la Convention régionale de partenariat atouts pour tous Île-de-France 2019-2021, présenté en annexe n° 1 à la délibération, et autorise la Présidente à la signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours

24/01/2019 13:04:17

devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Convention régionale de partenariat Atouts pour tous Ile-de-France

CONVENTION REGIONALE DE PARTENARIAT

Atouts pour tous Ile de France

Entre

La Préfecture de région d'Île-de-France

L'Académie de Paris

L'Académie de Créteil

L'Académie de Versailles

L'Agence régionale de santé d'Ile-de-France

Le Conseil Régional d'Ile-de-France

Les Établissements publics d'enseignement supérieur et de recherche partenaires

L'Office national d'information sur les enseignements et les professions (ONISEP Ile-de-France)

Le Centre d'information et de documentation jeunesse (CIDJ)

L'Association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (AGEFIPH Ile-de-France)

Le Fonds d'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP)

CHEOPS Ile de France
Réseau des organismes de placement spécialisés franciliens (Cap emploi)

L'Association Régionale des Missions Locales Ile de France (ARML Ile de France)

Les entreprises, branches et filières partenaires

Le Groupement d'intérêt Public Formation Continue et Insertion Professionnelle (GIP-FCIP) de l'académie de Versailles

Vu la Convention internationale des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées du 13 décembre 2006 (CIDPH),

Vu la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social,

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

Vu la loi n° 2011-901 du 28 juillet 2011 tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap,

Vu la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République,

Vu la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche,

Vu la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale,

Vu la loi n° 2014-788 du 10 juillet 2014 tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires,

Vu la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel.

Vu le décret n° 2005-1617 du 21 décembre 2005 relatif aux aménagements des examens et concours de l'enseignement scolaire et de l'enseignement supérieur pour les candidats présentant un handicap, modifié par le décret n° 2013-756 du 19 août 2013,

Vu les articles R.323-1 à R.323-9-1, R.6123-3 et suivants, D.323-10-1 et D.323-2 et suivants du code du travail,

Vu la circulaire DGEFP n° 2009-15 du 26 mai 2009 relative aux plans régionaux d'insertion professionnelle des travailleurs handicapés (PRITH),

Vu la Convention nationale pluriannuelle multipartite d'objectifs et de moyens pour l'emploi des travailleurs handicapés du 27 novembre 2013,

Vu la Convention nationale pluriannuelle multipartite de mobilisation pour l'emploi des personnes en situation de handicap 2017-2020 de novembre 2017

La présente Convention régionale de partenariat est conclue entre :

Le Préfet de Région Île-de-France, **Michel Cadot** et par délégation,

- **Corinne Cherubini** Directrice Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi d'Île-de-France **(DIRECCTE)** dont le siège est situé 19 rue Madeleine Vionnet, 93300 Aubervilliers
- **Anne Bossy** Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Alimentation, de l'Agriculture et la Forêt d'Ile-de-France **(DRIAAF)** dont le siège est situé 18, avenue Carnot – 94234 Cachan cedex

L'Académie de Paris dont le siège est situé 94 avenue Gambetta 75020 Paris, représentée par, Gilles Pecout, Recteur, Chancelier des Universités

L'Académie de Créteil dont le siège est situé 4 rue Georges Enesco 94010 Créteil cedex, représentée par **Daniel Auverlot,** Recteur, Chancelier des Universités

L'Académie de Versailles dont le siège est situé 3 boulevard de Lesseps 78017 Versailles cedex, représentée par **Charline Avenel**, Rectrice, Chancelière des Universités

L'Agence Régionale de Santé dont le siège est situé 35 rue de la Gare 75019, Paris représentée par **Aurélien Rousseau,** Directeur général

La Région Ile de France, dont le siège est situé 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame **Valérie Pécresse**, en vertu de la délibération n° CP 2019-061 du 24 janvier 2019.

Les COMUE et les Etablissements d'enseignement supérieur et de recherche suivants :

- **Université PARIS SACLAY (COMUE)** dont le siège est situé espace technologique, route de l'orme des merisiers 91190 Saint Aubin, représentée par son Président, **Monsieur Gilles Bloch**
- **Université SORBONNE PARIS CITE** - **USPC (COMUE)** dont le siège est situé 190 avenue de France 75013 Paris représentée par son Président, **Monsieur François Houllier**

  Cette signature valant également pour ses établissements membres :
  - Université Sorbonne Nouvelle - Paris 3
  - Université Paris Descartes
  - Université Paris Diderot
  - Université Paris 13
  - Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique (EHESP)
  - Institut National des Langues et Civilisations Orientales (Inalco)
  - Institut de physique du globe de Paris (IPGP)
  - Sciences Po

- **Université Sorbonne Université**, dont le siège est situé 21 rue de l'Ecole de Médecine 75005 Paris, au nom de l'Alliance Sorbonne Universités, représentée par **Jean Chambaz,** Président de Sorbonne Université et Président de l'Alliance Sorbonne Universités.

- **Paris Sciences et Lettres – PSL (COMUE)** dont le siège est située 62 bis rue Gay-Lussac 75005 Paris représentée par son Président, **Monsieur Alain Fuchs**
- **Université Paris Ouest Nanterre La Défense - Paris 10**, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 200, avenue de la République, 92001 Nanterre Cedex, N° SIRET 199 212 044 00010, code APE 803Z, représentée par son Président, **Monsieur Jean-François Balaudé**
- **Université Paris-Sud - Paris 11**, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 15 rue Georges Clemenceau, 91405 Orsay Campus, N° SIRET 199 111 014 00015, code APE 8542Z, représentée par son Président**, Madame Sylvie Retailleau**

- **Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne - Paris 12**, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 61, avenue du Général de Gaulle, 94010 Créteil, N° SIRET 199 411 117 00013, code APE 803Z, représentée par son Président, **Jean-Luc Dubois-Randé**

- **Université Evry - Val d'Essonne, EVE**, établissement public d'enseignement supérieur et de recherche à caractère pluridisciplinaire, dont le siège est situé boulevard Mitterrand, 91000 Evry n° SIRET 199 119 751 00014 Code APE 8542Z, représentée par son Président, **Monsieur Patrick Curmi**
- **Conservatoire National des Arts et Métiers**, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 292, rue Saint-Martin, Paris 3ème, N° SIRET 130 010 804 00016, code APE 8412Z, représenté par son Administrateur général**, Monsieur Olivier Faron**
- **École Normale Supérieure de Cachan**, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 61, avenue du président Wilson, 94235 Cachan, N° SIRET 199 406 075 000 10, code APE 8542Z, représentée par son Président, **Monsieur Pierre-Paul Zalio**
- **Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines**, établissement public national à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 55 avenue de Paris, 78035 Versailles cedex, N° SIRET 197 819 444 00013, code APE 8542Z, représentée par son Président, **Monsieur Alain Bui**

L'Agefiph, dont le siège est situé 192 avenue Aristide Briand 9220 Bagneux, représentée par sa Présidente, **Madame Malika Bouchehioua**

Le FIPHFP, dont le siège se situe au 12 avenue Pierre Mendès-France 75 013 Paris, représenté par Monsieur **Marc Desjardins,** Directeur

L'Office National d'Information sur les Enseignements et les Professions (ONISEP) dont le siège est situé 12 mail Barthélémy Thimonnier, 77437 Marne la Vallée cedex 2, représenté par **Monsieur**

Michel Quéré, Directeur, et par **Monsieur Laurent Hugot** CSAIO/DR de la région académique d'Ile de France.

Le Centre d'Information et de Documentation Jeunesse (CIDJ) dont le siège est situé 101, quai Branly 75740 Paris cedex 15, représenté par **Madame Sophie Bosset- Montoux**, Directrice générale.

Le GIP-FCIP de Versailles situé 19 avenue du centre, 78053 Saint Quentin en Yvelines représenté par **Monsieur Gerard Puigdemont,** Directeur

L'Association Régionale des Missions Locales (ARML) Ile de France, située 12 Villa Croix Nivert, 75015 Paris représentée par **Monsieur Jérôme Boillat** Délégué régional

CHEOPS Ile de France, réseau unifié des organismes de placement spécialisés Cap emploi situé 55 rue Boissonnade 75014 Paris, représenté par son Président**, Monsieur Alain Frouard**

Les entreprises, branches, filières et employeurs suivants :

- **AIRBUS DEFENCE AND SPACE SAS,**
  inscrite au RCS de Versailles sous le numéro 393 341 516,
  dont le siège social est situé 31, rue des Cosmonautes, ZI du Palays, 31402 Toulouse Cedex 4
  représentée par **Madame Catherine Delmotte Zagury**, Directrice des Ressources Humaines Defence and Space France

- **BNP PARIBAS SA**,
  inscrite au RCS de Paris sous le numéro 662 042 449, dont le siège social est situé 16 Boulevard des Italiens 75009 Paris, N° SIRET 662 042 449 00014, code APE 6419Z,
  représentée par **Madame Clarisse Breynaert-Mauvage**, Responsable de la Mission Handicap

- **CAPGEMINI France SAS**,
  pour l'Unité Economique et Sociale Capgemini, inscrite au RCS de Nanterre sous le numéro 479 766 842, dont le siège social est situé 5-7 rue Frédéric Clavel, 92287 SURESNES Cedex,
  représentée par **Madame Aurélie FOUCART**, Directrice Responsabilité Sociale et Environnementale France.

- **ÉLECTRICITÉ DE FRANCE,**
  société anonyme au capital de 930 004 234 euros,
  inscrite au RCS de Paris sous le numéro 552 081 317, dont le siège social est situé 22-30 avenue de Wagram à Paris 8ème, représentée par **Monsieur Luis Molina**, Directeur de la Direction Emploi et Développement des Salariés

- **HANDIEM**,
  association à gestion paritaire, sans but lucratif, dont le siège est situé 15 rue Rieux, 92100 Boulogne Billancourt, représentée par son Président, **Monsieur Tristan Saladin**

- **MANPOWER France SAS**,
  inscrite au RCS de Nanterre sous le numéro B 429 955 297, dont le siège est situé Immeuble Eureka, 13 rue Ernest Renan, 92729 Nanterre Cedex, représentée par **Madame Magali Munoz**, Directeur de Projets en charge de l'AMIH

- **ORANGE**,
  société anonyme au capital de 10 595 541 532 euros,
  inscrite au RCS de Paris sous le numéro 380 129 866,dont le siège social est situé 78 rue Olivier de Serres, 75015 Paris,N° SIRET 380 129 866 46850, code APE 6110Z, représentée par **Monsieur Laurent Depond**, Directeur de la Diversité Groupe

- **SAFRAN**,
  société anonyme au capital de 83 405 917 €,
  inscrite au RCS de Paris sous le numéro 562 082 909,
  dont le siège social est situé 2 boulevard du Général Martial Valin, 75015 Paris,
  représenté par **Monsieur Alain Lorgeoux**, Responsable Diversité et Responsabilité Sociétale

- **SNCF**,
  dont le siège est situé 2 place aux Étoiles, CS 70001, 93633 La Plaine Saint-Denis Cedex,
  représentée par **Madame Claire Lise Bae**, Responsable de la Mission Handicap & Emploi

- **SOPRA-STERIA,**
  SA à Conseil d'Administration,
  inscrite au RCS d'Annecy sous le numéro 326 820 065,
  dont le siège est situé PAE Les Glaisins, 74940 Annecy le Vieux,
  N° SIRET 326 820 065 00083, code APE 6202A,
  représenté par **Madame Consuelo Bénicourt,** Directrice RSE

- **THALES SA**,
  inscrite au RCS de Nanterre,
  dont le siège est situé 45 rue de Villiers, 92200 Neuilly sur Seine,
  N° SIRET 552 059 024 018 75,
  représentée par **Monsieur Pierre Groisy**, Directeur des Ressources Humaines France

- **ALTRAN TECHNOLOGIES,**
  Société Anonyme inscrite au RCS de Nanterre sous le numéro 702 012 956 dont le siège est situé 96 avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly sur seine, représentée par **Madame Dominique Maret** Directrice des Ressources Humaines

- **DASSAULT SYSTEMES,**
  Société européenne, N° SIRET 32230644000213 dont le siège est situé 10 rue Marcel Dassault, CS 40501 78946 Vélizy-Villacoublay, représentée par **Madame Sophie Marlange**, Directrice des relations sociales

- **SIAAP,**
  Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne dont le siège social est situé 12 rue Jules César, 75012 Paris, représenté **par Monsieur Belaïde Bedreddine**, Président

- **ACCORINVEST**,
  société anonyme inscrite au RCS de Paris sous le numéro 602 036 444
  dont le siège social est situé 2 avenue du Lac – 91021 Evry Cedex, N° SIRET : 602 036 444 01934, 64 20 Z , représentée par **Madame Caroline De Andrade**, responsable Mission Handicap AccorHotels.

- **UNEA (Union nationale des entreprises adaptées)**,
  Association loi de 1901 située 16 rue Martel 75010 Paris, représentée par son **Président Monsieur Stéphane Foisy**

EXPOSE DES MOTIFS

En 2012, le « groupe Jeunes » du Plan Régional pour l'Insertion des Travailleurs Handicapés (PRITH), associant notamment Rectorats et Enseignement supérieur, engageait une étude sur les *« passerelles »* existantes en sortie de scolarité pour favoriser l'accès des jeunes handicapés à un premier emploi. La coordination des acteurs et la mise en œuvre d'un accompagnement adapté apparaissait comme l'un des enjeux clés de l'insertion professionnelle.

En 2013, l'évaluation d'un dispositif départemental d'accompagnement de jeunes scolaires en milieu ordinaire et milieu spécialisé mettait en évidence l'opportunité d'une action étendue au plan régional. Invitées à partager et nourrir la réflexion, l'apport de grandes entreprises a permis d'élargir le périmètre d'action envisagé, en prenant en considération des travaux déjà engagés en vue d'une convention de partenariat Enseignement supérieur & Entreprises, en faveur des étudiants handicapés.

En 2014, le positionnement des entreprises assujetties à l'Obligation d'Emploi des Travailleurs Handicapés (OETH), notamment celle sous Accords agréés, est devenu la clé de voûte de la construction d'un dispositif régional partenarial élargi en faveur de l'insertion professionnelle de l'ensemble des jeunes handicapés de plus de 16 ans, dans le cadre d'un modèle économique consolidé incluant un financement du Fonds Social Européen (FSE).

Aboutissement de cette construction, la convention régionale de partenariat pour l'insertion professionnelle des jeunes en situation de handicap en Ile de France a été signée le **18 novembre 2015** entre la Direccte d'Île-de-France, la DRIAAF, les trois rectorats franciliens, l'Agence régionale de santé d'Île-de-France (ARS), l'Onisep, le GIP Formation Continue et Insertion Professionnelle (GIP-FCIP) de l'académie de Versailles, l'Association de gestion du fonds pour l'insertion des personnes handicapées (Agefiph), 18 établissements d'enseignement supérieur et 12 grandes entreprises franciliennes.
Les signataires ayant pour objectifs d'assurer une collaboration étroite entre enseignement secondaire (milieu ordinaire et spécialisé), enseignement supérieur et entreprises et de mobiliser les

moyens nécessaires, en termes d'accompagnement notamment, pour favoriser l'insertion professionnelle réussie des jeunes handicapés franciliens de moins de 30 ans[1].

Par décision du comité de pilotage du **23 septembre 2016**, la convention régionale de partenariat pour l'insertion professionnelle des jeunes en situation de handicap d'Ile de France a été renommée Convention Atouts pour tous Ile de France.

Le Conseil régional d'Ile de France a rejoint la convention le 15 novembre 2016, puis en 2017 le FIPHFP, CHEOPS (Cap Emploi) et l'ARML.

Le cercle des entreprises partenaires s'est également élargi avec les adhésions successives de Dassault Systèmes en 2016, AccorInvest, le SIAAP, Altran et l'UNEA en 2017.

Au vu du bilan des trois premières années de la convention le comité de pilotage du **19 juin 2018** a décidé de renouveler la convention pour une période de trois ans.

Le comité de pilotage du 21 septembre 2018 a précisé les modalités de ce renouvellement qui intervient après une période de prolongation de la convention initiale jusqu'au 31 janvier 2019, formalisée par un avenant en date du 16 novembre 2018.

PREAMBULE

La présente convention a pour objet de poursuivre les partenariats et actions engagés dans le cadre de la convention régionale de partenariat pour l'insertion professionnelle des jeunes handicapés et renommée convention Atouts pour tous Ile de France.
Elle est conclue pour une période de trente-cinq mois allant du 31 janvier 2019 au 31 décembre 2021.

Cette convention formalise la création d'un cadre de référence et de travail partagé par tous les partenaires signataires. Elle repose sur des valeurs et principes de solidarité, de démocratie, de lutte contre les discriminations et d'égalité des chances.

Elle vise à mettre en œuvre, à l'échelle de l'Ile-de-France, une politique coordonnée d'accompagnement des jeunes handicapés tels que définis à l'article 2 de la présente convention, dans leurs études et dans leurs parcours de qualification et d'accès à l'emploi ; elle contribue également à prévenir et corriger les situations de décrochage et la situation de jeunes handicapés « sans solution ».

La présente convention s'inscrit dans le cadre du Plan Régional d'Insertion des Travailleurs Handicapés (PRITH) piloté par la Commission Handicap du Comité Régional de l'Emploi, de la

[1] *Compte-tenu de l'impact des situations de handicap, le desserrement de la contrainte des seuils d'âge pour les personnes reconnues handicapées est consubstantiel de la politique d'insertion dans le cadre du droit commun (notamment dispositifs d'accès à l'emploi, contrats aidés, alternance).*

Formation et de l'Orientation Professionnelle (CREFOP). Elle n'a pas vocation à se substituer aux accompagnements ou dispositions de droit commun ou prévus dans la réglementation.

Les partenaires sont les signataires de la présente convention.
La convention a vocation à accueillir de nouveaux signataires, partenaires ou employeurs privés ou publics, partageant la finalité des objectifs poursuivis et désireux d'y apporter leurs contributions respectives.

Mobilisés par l'insertion des jeunes handicapés, les signataires s'engagent à conduire des actions visant leur accompagnement global (matériel, humain, technique…).
Ces actions sont fondées sur la mobilisation de moyens humains ainsi que de moyens financiers alloués par les entreprises. Elles sont pilotées et les moyens coordonnés par un comité de pilotage régional dont la composition est décrite à l'article 7 de la présente convention et auquel pourront être associés, à titre consultatif, des représentants des jeunes handicapés.

La convention régionale de partenariat fera l'objet d'une évaluation telle que précisée à l'article 9.

Article 1 : Objet

La présente « Convention régionale de partenariat » permet d'accompagner les « jeunes handicapés » dans le but de :

- améliorer la qualification et l'accès à l'emploi en élaborant une politique d'accompagnement globale et précoce,
- favoriser et soutenir la poursuite d'études par une information ciblée, des compléments d'accompagnement et de compensations matérielles et humaines afin qu'ils soient incités à se projeter dans leur cursus et à le mener à son terme,
- prévenir et corriger les situations de décrochage et la situation de jeunes handicapés « sans solution ».

Article 2 – Publics éligibles

Sont éligibles au bénéfice de la présente convention, en fonction des actions visées à l'annexe 2, les « jeunes handicapés » de moins de 30 ans :

- lycéens inscrits dans un établissement d'enseignement secondaire, y compris les usagers relevant des établissements et services médico-sociaux,
- étudiants,
- apprentis,
- stagiaires de la formation professionnelle ou continue, ou en reprise d'étude,
- demandeurs d'emploi suivis ou non par un opérateur du service public de l'emploi, en vue d'un accès à leur premier emploi, reconnus handicapés au sens de l'OETH (public bénéficiaire de l'obligation d'emploi étendu aux stagiaires) conformément à la réglementation en vigueur.

Article 3 - Axes de partenariat

Les actions menées au titre de la présente convention, que ce soit aux niveaux régional ou local, le cas échéant, sous couvert des conventions spécifiques, devront s'inscrire autour des axes de partenariat suivants :

1. Information des jeunes handicapés
2. Accompagnement des jeunes handicapés
3. Insertion professionnelle des jeunes handicapés
4. Recherche et développement

3.1 Information des jeunes handicapés

Les partenaires conviennent de renforcer la diffusion d'informations sur le handicap aux équipes éducatives, d'identifier les « jeunes handicapés » afin de :

- les informer des modalités d'accompagnement appropriées à leurs besoins,
- proposer une information large sur les perspectives qui leur sont offertes
- concevoir et favoriser des rencontres entre écoles, lycées, collèges, établissements spécialisés, centres de formation des apprentis (CFA), établissements d'enseignement supérieur et entreprises.

3.2 : Accompagnement des jeunes handicapés

Les partenaires conviennent de coordonner leurs efforts afin de permettre d'optimiser l'accompagnement individuel de chaque « jeune handicapé », par exemple, en mettant en place un dispositif mutualisé permettant le financement d'aides techniques d'urgence (matériel informatique, transport…) et d'aides au travail personnel.
Les partenaires conviennent également de mutualiser leur savoir-faire dans l'accompagnement des « jeunes handicapés » et de travailler conjointement au transfert de savoir-faire. Un point d'attention particulier sera fait concernant certains types de handicaps dont l'accompagnement en milieu professionnel pourrait se révéler encore problématique.

3.3 : Insertion professionnelle des jeunes handicapés

Les partenaires conviennent d'optimiser et de coordonner leurs efforts pour permettre aux « jeunes handicapés » d'aborder dans les meilleures conditions leur insertion dans le monde professionnel. Ils intègrent dans leur démarche le fait que l'insertion professionnelle ne débute pas après l'obtention du diplôme mais doit se préparer tout au long du parcours de formation ou de qualification.

A ce titre les partenaires conviennent :

- de développer une offre et une politique de stages (obligatoires ou optionnels) et de périodes de mise en situation en milieu professionnelle (PMSMP), adaptées aux « jeunes handicapés » et en conformité avec le cadre réglementaire
- d'organiser les échanges concernant la recherche et l'offre de stages, en France et à l'étranger, ainsi que de périodes de mise en situation en milieu professionnel (PMSMP),
- de favoriser pour les « jeunes handicapés » la formation en apprentissage en travaillant conjointement sur les formations et offres d'alternances dans des conditions adaptées.

3.4 : Recherche et Développement

Les partenaires conviennent de soutenir les activités de recherche ayant pour objectif de favoriser l'insertion professionnelle des jeunes handicapés et portant prioritairement dans les deux domaines suivants :

a) Technologie et handicap
Les techniques d'information et de communication pour l'enseignement (TICE) doivent être saisies comme une opportunité de l'économie numérique pour imaginer de nouveaux supports pédagogiques accessibles afin de favoriser l'intégration des « jeunes handicapés », ainsi que des aides techniques facilitant le développement de leur autonomie tant sur le plan personnel que dans les apprentissages.

b) Handicap et société
Le handicap, parce qu'il implique différents processus d'intégration dans la société (éducation, travail, santé, espaces publics, architecture…) peut faire l'objet de questionnements croisés entre les sciences sociales et le monde du travail. La réalisation d'enquêtes scientifiques sur des situations où le handicap est en jeu peut apporter une expertise utile et des réponses socialement innovantes.

Article 4 - Programme régional d'actions

Le Comité de Pilotage de la présente Convention Régionale définira chaque année les actions concertées à mettre en œuvre dans le cadre d'un plan régional d'actions. Ces actions peuvent être de portée régionale ou locale, en l'absence de convention spécifique prévue à l'article 5.

Ces actions se rapportent à au moins un des quatre axes de partenariat prévus à l'article 3, suivant une liste non limitative présentée en annexe 1 de la présente Convention Régionale.

Les partenaires participent à ces actions, chacun dans leur domaine de compétence, en fonction de la typologie d'intervention présentée en annexe 2.

Afin de sécuriser les contributions financières des entreprises, la Direccte statuera au préalable sur le caractère éligible des actions au regard de leur déductibilité de l'OETH.

Article 5 - Conventions spécifiques de partenariat

Certains des partenaires de la convention régionale peuvent conclure entre eux des conventions spécifiques de partenariat.

S'ils souhaitent les inclure dans la convention régionale, notamment pour avoir accès aux financements liés à cette convention, ils informent alors le comité de pilotage régional en amont de leur intention de conclure une telle convention.

Les conventions spécifiques prévoient des programmes d'actions spécifiques qui relèvent au moins d'un des quatre axes prévus à l'article 3.
Ces programmes peuvent bénéficier des financements prévus à l'article 8.
Une fois conclues, les conventions spécifiques de partenariat sont portées à la connaissance de tous les partenaires.

Article 6 - Modalités d'accompagnement des jeunes handicapés

Des conseillers en insertion départementaux, mis à disposition, à titre expérimental, par l'Agence Régionale de Santé (ARS) orienteront vers les dispositifs de droit commun, assureront une fonction d'accompagnement des jeunes pour lesquels aucune solution n'aura pu être trouvée et sécuriseront leur parcours par des contacts réguliers.

Des chargés de mission académique d'insertion mis à disposition par les Rectorats d'Ile-de-France assureront la coordination interdépartementale du dispositif d'accompagnement et interviendront en appui des référents handicap des Rectorats pour stabiliser des processus et des modes de coopération efficaces entre les établissements d'enseignement (établissements secondaires de l'Éducation nationale ou de l'enseignement agricole, CFA, établissements d'Enseignement Supérieur), les acteurs du service public de l'emploi (Pôle emploi, Cap emploi, Mission locale), les entreprises, les acteurs de l'insertion (structures de l'insertion par l'activité économique, entreprises adaptées, ESAT…) et les établissements et services médico-sociaux.

Les chargés de mission Handicap des Universités et des Etablissements d'Enseignement Supérieur déterminent les modalités pertinentes de mise en réseau de leurs expertises respectives afin de proposer aux étudiants handicapés les solutions les plus favorables en matière d'accompagnement.

Un poste de coordination opérationnelle de la convention assuré par un(e) Ingénieur(e) pour l'école (IPE) détaché(e) d'une entreprise. La coordination de la convention intervient en appui de tous les dispositifs d'accompagnement des jeunes handicapés vers l'emploi, qu'ils relèvent des établissements d'enseignement secondaire ou supérieur ou du service public de l'emploi, pour établir un lien permanent avec les employeurs privés et publics et élargir et diversifier les possibilités d'accès à l'emploi des jeunes handicapés.

Article 7 - Comité de pilotage

7.1 Missions du comité de pilotage

Le comité de pilotage définit le plan d'actions régional, en détermine les modalités de financement et en assure le suivi et l'évaluation.

Il fixe la répartition du budget entre les actions relevant du programme régional et des programmes spécifiques.

Il définit les critères, les modalités de sollicitation et d'affectation et le plafond du fonds d'intervention prévu à l'article 8.

Il approuve les demandes de nouveaux partenaires souhaitant signer la convention régionale, et en informe l'ensemble des signataires.

Il est informé des projets des conventions spécifiques ; une fois signées, il en informe l'ensemble des partenaires.

Il réunit chaque année l'ensemble des partenaires afin d'établir le bilan des actions menées dans le cadre de la convention régionale et des conventions spécifiques. Il adresse ce bilan à la commission handicap du CREFOP.

Il se réunit au moins deux fois par an.

7.2. Composition du comité de pilotage

Le comité de pilotage est composé de 22 membres :

pour les Etablissements d'Enseignement Supérieur :
- Deux représentants parmi les chargés de mission ou les responsables des services handicap étudiant des établissements publics d'enseignement supérieur ;
- Deux représentants des COMUE,

pour les Employeurs : entreprises, branches professionnelles (ou les organismes les représentant) :
- Quatre représentants parmi les responsables des missions handicap, en recherchant l'équilibre entre les différents secteurs d'activité représentés,

pour les Académies :
- les Recteurs des académies de Paris, Créteil et Versailles ou leurs représentants,

pour le Préfet de Région :
- Le directeur de la DIRECCTE ou son représentant,
- Le directeur de la DRIAAF ou son représentant,

pour l'Agence Régionale de Santé,
- Le directeur général ou son représentant,

pour le Conseil Régional d'Île-de-France,
- La Présidente ou son représentant,

pour l'ONISEP:
- Le délégué régional ou son représentant,

pour le CIDJ
- La directrice générale ou son représentant,

pour l'AGEFIPH :
- La déléguée régionale Ile de France de l'Agefiph ou son représentant,

pour le FIPHFP :
- Le délégué territorial handicap FIPHFP ou son représentant

Pour CHEOPS Ile de France,
- Le Président ou son représentant

Pour l'ARML
- La Déléguée générale ou son représentant

pour le GIP FCIP de l'académie de Versailles, avec une voix consultative :
- Le directeur ou son représentant

En fonction de l'ordre du jour, toute personne compétente pourra être invitée.
Le comité de pilotage désigne son/sa présidente parmi les représentants ayant voix délibérative.

7.3. Processus de décision

Pour la prise de décision, le comité de pilotage recherche le consensus entre ses membres.
En cas d'échec, les décisions sont prises à la majorité absolue, le/la présidente ayant voix prépondérante.
Pour l'entrée de nouveaux partenaires, s'il n'y a pas de consensus, celle-ci est approuvée à la

majorité qualifiée des deux tiers.

7.4 Bureau

Le Comité de pilotage désigne en son sein un bureau constitué :

- D'un représentant des services de l'Etat
- D'un représentant des rectorats
- D'un représentant de l'ARS
- D'un représentant de l'Agefiph et du FIPHFP
- D'un représentant de l'ONISEP et du CIDJ
- D'un représentant du CRIF
- D'un représentant de l'ARML
- D'un représentant de Cheops
- D'un représentant des entreprises
- D'un représentant des universités

Soit dix membres.
Chaque institution membre devra désigner un titulaire et un suppléant.
Les représentants des entreprises et des universités seront renouvelés chaque année.
Les représentants

- Des rectorats
- De l'Agefiph et du FIPHFP
- De l'Onisep et du CIDJ

Seront tour à tour désignés au sein de chacune des institutions concernées.

Le bureau a pour rôle de préparer et d'assurer le suivi des décisions du Comité de pilotage. Il se réunit une fois par mois.

Article 8 - Mobilisation, allocation et gestion des financements

La présente Convention Régionale de partenariat permet de mobiliser des moyens et financements de sources multiples (fonds OETH des entreprises; fonds sociaux européens) au profit des programmes d'actions, régional et spécifiques, et pour assurer un accompagnement cohérent et continu des jeunes handicapés bénéficiaires.

Les partenaires soumis à l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés (OETH) contribuent selon un barème indicatif figurant en annexe 3.

Le budget de la convention régionale, est validé par le comité de pilotage. Celui-ci décide de la ventilation des fonds entre programmes d'actions régionales et spécifiques. Le budget prévoit un fonds d'intervention dont l'objet est de mobiliser des financements pour des situations individuelles nécessitant une intervention rapide.

Le GIP-FCIP de l'Académie de Versailles est la structure mandatée par les partenaires pour assurer la gestion financière de la convention. Il collecte les fonds alloués par les entreprises, au titre de la convention régionale et, le cas échéant, des conventions spécifiques. Il peut recevoir les financements du fonds social européen. Il ne peut dépenser au-delà des fonds reçus. Il procède au versement de fonds aux partenaires ou prestataires de la convention conformément aux décisions arrêtées par le comité de pilotage.

Il peut également verser des fonds à d'autres structures, sur décision du comité de pilotage, dans le cadre d'un appel à projet ou d'un appel à manifestation d'intérêt.

Un pourcentage (7%) du montant des contributions des entreprises est alloué au GIP pour le fonctionnement.

Article 9 - Durée de la convention et évaluation

La présente convention régionale de partenariat est conclue pour 35 mois à compter du 31 janvier 2019. Une évaluation de la convention sera réalisée après sa deuxième année pour envisager les conditions de la pérennisation de son modèle économique.
La convention peut faire l'objet de modifications par voie d'avenant selon les modalités prévues à l'article 7.3.

Article 10 - Entrée de nouveaux partenaires

L'ouverture du partenariat sera recherchée. Les nouveaux partenaires ayant la volonté de s'engager dans cette « Convention régionale de partenariat » peuvent à tout moment, sur décision de leur instance de gouvernance, faire une demande d'adhésion à la convention. Après information des partenaires signataires et accord du comité de pilotage le nouvel entrant sera invité à signer la convention.

Article 11 - Responsabilité

Les parties prenantes au financement de la présente convention régionale ne sont engagées sur la durée de celle-ci qu'à la hauteur de leur propre engagement financier tel que précisé dans l'annexe financière.

Article 12 - Résiliation

Au cours de la période de validité, la présente convention peut être dénoncée par des partenaires signifiant leur retrait. La dénonciation s'opère par lettre recommandée avec avis de réception à chacun des partenaires. Un préavis de trois mois minimum est respecté. Toutes les actions définies pour l'année scolaire et universitaire en cours seront menées à leur terme par le partenaire en question afin de ne pas pénaliser les « jeunes handicapés ».

Article 13 - Règlement des litiges

Dans l'hypothèse où un différend viendrait à naître entre les partenaires lors de l'exécution de la présente convention, ceux-ci pourront tout d'abord le régler à l'amiable en se réunissant à l'initiative d'un des partenaires. Dans le cas où la rencontre n'aurait pas lieu à cause du refus ou silence de l'un des partenaires, ou n'aboutirait pas à la résolution du différend dans les trente (30) jours à partir du moment où le partenaire informe les autres de sa volonté d'une rencontre, le différend pourra être soumis au tribunal administratif compétent.

Article 14 - Communication, utilisation des marques

Seuls les signataires de la présente Convention pourront en faire état dans leur communication. Toute communication autour de cet « Accord de Partenariat » utilisant les marques ou logos des partenaires devra faire l'objet d'une approbation préalable par le comité de pilotage et par le titulaire de la marque ou logo concerné. Les partenaires reconnaissent expressément qu'ils n'ont aucun droit quel qu'il soit et à quelque titre que ce soit sur les Marques de chacun des autres partenaires qui sont leur propriété exclusive.

Fait à Paris le ….

Signatures

Michel CADOT Le Préfet de Région Ile de France Et par délégation **Corinne CHERUBINI**, Directrice de la Direccte d'Île de France	
Michel CADOT Le Préfet de Région Ile de France Et par délégation **Anne BOSSY**, Directrice de la DRIAFF	
Gilles PECOUT Académie de Paris Recteur, Chancelier des Universités	
Daniel AUVERLOT Académie de Créteil Recteur, Chancelier des Universités	
Charline AVENEL Académie de Versailles Rectrice, Chancelier des Universités	
Aurélien ROUSSEAU Agence Régionale de Santé, Directeur	
Michel QUERE ONISEP, Directeur	
Laurent HUGOT ONISEP CSAIO/DR de la Région académique d'Ile de France	

Sophie BOSSET-MONTOUX CIDJ Directrice générale	
Malika BOUCHEHIOUA, Agefiph, Présidente	
Gerard PUIGDEMONT GIP-FCIP Académie de Versailles, Directeur	
Valérie PECRESSE Présidente du Conseil régional d'Ile de France	
Marc DESJARDINS FIPHFP Directeur	
Alain FROUARD CHEOPS Ile de France	
Jacques CROSNIER ARML Ile de France Président	

Universités

Gilles BLOCH Université Paris Saclay, Président	
François HOULLIER Université Sorbonne Paris Cité, Président	
Jean CHAMBAZ Sorbonne Université, Président	
Alain FUCHS Paris Sciences et Lettres – PSL Président	
Jean-François BALAUDÉ Université Paris Ouest Nanterre – Paris 10 Président	

Sylvie RETAILLEAU Université Paris Sud – Paris 11, Président	
Jean-Luc DUBOIS-RANDÉ Université Paris Est Créteil Val-de-Marne – Paris 12, Président	
Patrick CURMI Université Evry Val d'Essonne Président	
Alain BUI Université Versailles Saint Quentin en Yvelines Président	
Olivier FARON Conservatoire national des Arts et Métiers Administrateur général	
Pierre Paul ZALIO Ecole Normale Supérieure de Cachan Président	

Entreprises

Catherine DELMOTTE ZAGURY AIRBUS DEFENCE AND SPACE SAS Directrice des Ressources Humaines Defence and Space France	
Clarisse BREYNAERT-MAUVAGE BNP Paribas SA Responsable de la Mission Handicap	
Aurélie FOUCART CAPGEMINI TECHNOLOGY SERVICES Directrice Responsabilité Sociale et Environnementale France	
Luis MOLINA	

ELECTRICITE DE France Directeur de la Direction Emploi et développement des Salariés	
Magali MUNOZ MANPOWER France Directrice des projets en charge de l'AMIH	
Tristan SALADIN HANDIEM Président	
Laurent DEPOND ORANGE France Directeur de la Diversité Groupe	
Alain LORGEOUX SAFRAN Diversité et responsabilité sociétale	
Claire Lise BAE SNCF Responsable de la Mission handicap et Emploi	
Consuelo BENICOURT SOPRA STERIA Directrice RSE	
Pierre GROISY THALES SA Directeur des Ressources Humaines France	
Sophie MARLANGE DASSAULT SYSTEMES Directrice des relations sociales EMEAR	
Belaïde BEDREDDINE SIAAP Président	
Dominique MARET ALTRAN Technologies Directrice des Ressources Humaines	

Caroline de Andrade ACCORINVEST Responsable Mission Handicap	
Stéphane FOISY UNEA Président	

ANNEXE 1 : Actions éligibles au titre de la Convention régionale de Partenariat Atouts pour tous Ile de France (liste indicative)

Information des Jeunes Handicapés	**Publics**
Développer une information large aux JH sur les parcours de formation/perspectives d'insertion professionnelle ; Diffuser des informations sur le handicap aux équipes éducatives.	Lycéens, Etudiants, Apprentis Stagiaires, DE
Organiser des rencontres écoles et établissements spé/entreprises; écoles/universités; universités/entreprises	Lycéens
Organiser des informations collectives ML/MDPH sur les droits, devoirs et dispositifs existants à destination des JH	Lycéens, Etudiants, Apprentis, Stagiaires, DE
Permettre aux JH de découvrir les métiers (constituer un réseau d'établissements avec plateaux techniques (LP,CFA,IMPRO..)	Lycéens
Identifier/repérer les JH en difficulté ou non pris en compte par dispositifs existants	Lycéens, Etudiants, Apprentis, Stagiaires, DE
Accompagnement des Jeunes Handicapés	**Publics**
Sécuriser les parcours : continuité des prises en charge/ orientation vers les partenaires compétents	Lycéens, Etudiants, Apprentis, Stagiaires, DE
Stabiliser des modes de coopération efficace entre acteurs de l'éducation et ceux de l'insertion	Lycéens, Etudiants, Apprentis
Proposer un dispositif d'accompagnement et de coaching du nouveau diplômé dans sa recherche du 1er emploi	Etudiants
Concevoir de nouveaux supports pédagogiques	Lycéens, Etudiants, Apprentis
Former les accompagnants	Etudiants
Valoriser les tutorats étudiants/élèves	Etudiants, Lycéens
Aider au transport pour les JH (achats prestation.)	Lycéens Etudiants Apprentis Stagiaires DE
Accompagner sur des formations spécifiques	
Permettre des prestations d'accompagnement socio-prof (achat de prestations)	
Insertion professionnelle Jeunes Handicapés	**Publics**
Favoriser la formation en alternance	Lycéens, Etudiants, DE
Favoriser l'immersion dans le monde professionnel par des visites, stages, PMSMP	Lycéens Etudiants Apprentis Stagiaires
Proposer contrats de travail en alternance	
Mettre en place de dispositifs de tutorat en entreprise	
Recherche et développement	**Publics**
R&D TICE pour la compensation du handicap	Etudiants Stagiaires Apprentis
Développer des questionnements croisés sciences sociales/entreprises	

ANNEXE 2 : Modes d'interventions des signataires de la Convention (liste indicative non limitative)

Les ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

- Définir conjointement, avec les autres partenaires, un dispositif d'accompagnement et de « coaching » du nouveau diplômé dans sa recherche du 1er emploi pendant les mois suivant la sortie de l'université ;
- Concevoir de nouveaux supports pédagogiques accessibles notamment par les TICE, ainsi que des aides techniques facilitant le développement de leur autonomie sur le campus et dans les apprentissages ;
- Développer des activités de recherche (R&D) sur les TICE pour la compensation du handicap en partenariat avec les entreprises signataires ;
- Identifier les besoins et les demandes des étudiants qui ne sont pas ou partiellement pris en compte par d'autres sources de financement ;
- Organiser des rencontres universités-entreprises ;
- Mettre en œuvre de dispositifs innovants d'accompagnements et la formation des accompagnants ;
- Elaborer des questionnements croisés entre les sciences sociales et l'entreprise sur la question du handicap (éducation, travail, espaces publics, architecture…) ;
- Promouvoir les tutorats étudiants/ élèves ;
- Organiser et accompagner l'accès aux stages dans les entreprises ;
- Concevoir et organiser des rencontres :
  - Etablissements d'enseignement supérieur / établissements sanitaires et médicaux sociaux ;
  - Etablissements d'enseignement supérieur / CFA ;
  - Etablissements d'enseignement supérieur /entreprises.

Les RECTORATS d'ILE-DE-FRANCE

- Diffuser des informations actualisées :
  - Développer une information large aux jeunes handicapés sur la diversité des parcours de formation et les perspectives d'insertion professionnelle.
  - Concevoir et favoriser des rencontres :
    - Ecoles/établissements spécialisés ;
    - École/ CFA ;
    - École/ établissements d'enseignement supérieur ;
    - Ecole/entreprises.
- Coordonner un dispositif inter-académique d'accompagnement des jeunes handicapés vers l'insertion professionnelle :
  - Mettre à disposition du dispositif des chargés de mission académique d'insertion qui assureront avec les inspecteurs-conseillers techniques pour l'ASH des recteurs,
    - la coordination inter-académique du dispositif,
    - l'appui à sa mise en œuvre départementale.
  - Favoriser l'organisation, avec les MDPH et les missions locales, des réunions

d'information collective sur les droits, devoirs et dispositifs existants à destination des jeunes handicapés
    - Sécuriser les parcours en :
        - favorisant, si nécessaire, la continuité des prises en charge,
        - orientant vers les partenaires compétents,
        - accompagnant l'accès à l'emploi.

- Définir en lien avec les entreprises, des modalités spécifiques de stages, de contrats en alternance pour l'accueil, l'accompagnement et le suivi au sein des entreprises.

LA DRIAAF

La DRIAAF est autorité académique pour l'enseignement et la formation professionnelle agricoles. Elle participe, en outre, à la mise en œuvre de la politique de l'enseignement supérieur agronomique d'Île-de-France et représente le ministre chargé de l'agriculture dans les pôles régionaux d'enseignements supérieurs.

Par ailleurs, la DRIAAF contribue à la définition et à la mise en œuvre de la politique de l'emploi dans les domaines agricole, agroalimentaire, forestier, ainsi que des services à la personne.

L'enseignement agricole, 2ème dispositif de formation en France après l'Éducation nationale, forme les futurs actifs du monde agricole et rural. L'enseignement agricole exerce quatre autres missions : l'animation et le développement des territoires, *l'insertion,* le développement et la recherche appliquée, et la coopération internationale.

En Île-de-France, 21 établissements sous tutelle du ministère chargé de l'agriculture (3 lycées agricoles publics, 18 établissements privés), ainsi que 2 lycées publics sous tutelle du ministère de l'Education nationale forment 4000 élèves. Par ailleurs, 4 centres de formation par l'apprentissage (CFA) publics et 3 CFA privés, sous tutelle du ministère de l'Éducation nationale forment 2000 apprentis.

Les ENTREPRISES

- Participer aux rencontres au sein des établissements scolaires et des établissements du supérieur
- Proposer des visites d'entreprises permettant de présenter des métiers accessibles
- Etudier toutes possibilités d'accueil en stage d'observation et de découverte des métiers, y compris en période de mise en situation en milieu professionnel (PMSMP)
- Proposer des périodes de formation ou de stage répondant aux exigences du cursus d'enseignement suivi
- Soutenir des actions de formations (financement des frais d'inscription, transports, …)
- Mettre en place des dispositifs de tutorat
- Proposer des contrats de travail dans le cadre des formations en alternance
- Soutenir l'accompagnement des « jeunes handicapés » aux différentes étapes de leurs parcours
- Travailler avec les partenaires pour échanger sur leurs processus d'embauche et définir leurs adaptations pour la sélection et l'embauche de candidats handicapés.
- Contribuer à définir un dispositif d'accompagnement et de « coaching » du nouveau diplômé dans sa recherche du 1er emploi pendant les mois suivants la sortie de leur cursus de

formation.

- Développer auprès des salariés une sensibilisation au handicap, préalable à l'accueil des jeunes en entreprise
- Entreprendre de la R&D, dans le domaine des nouvelles technologies, pour la compensation du handicap notamment les aides techniques pour l'accompagnement des « jeunes handicapés » ainsi que dans la mise en accessibilité des contenus pédagogiques numériques.

L'AGENCE REGIONALE DE SANTE

- Dégager à titre expérimental des moyens humains qui interviendront sur des fonctions de référents handicap départementaux qui assureront une fonction d'accompagnement fil rouge de l'ensemble des « jeunes handicapés » éligibles tels que définis à l'article 2 de la présente convention. Les référents départementaux accompagneront les jeunes handicapés vers les dispositifs de droit commun et sécuriseront leur parcours par des contacts réguliers. Ils proposeront, si besoin, des solutions adaptées proposées dans le cadre de la présente Convention régionale et des Conventions spécifiques.
- **Avec l'appui des chargés de mission académiques d'insertion :** Stabiliser des processus et des modes de coopération efficaces entre les établissements d'enseignement (établissements secondaires de l'Éducation nationale ou de l'enseignement agricole, CFA, établissements d'Enseignement Supérieur), les acteurs du service public de l'emploi (Pôle emploi, Cap emploi, Mission locale), les entreprises, les acteurs de l'insertion (structures de l'insertion par l'activité économique, entreprises adaptées, ESAT…) et les établissements et services médico-sociaux.

LE CONSEIL REGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Le Conseil régional d'Ile-de-France a érigé l'emploi des personnes en situation de handicap Grande cause régionale pour l'année 2016. À ce titre, plusieurs mesures ont été prises dès le Conseil Régional du 18 février 2016 (cf. délibération régionale n° CR 25-16 du 18 février 2016) en faveur de :

- l'élévation du niveau de qualification des personnes en situation de handicap à la recherche d'un emploi,
- l'accompagnement vers et dans l'emploi des personnes en situation de handicap,
- le soutien aux employeurs et à l'innovation,
- l'exemplarité régionale en tant qu'employeur.

Dans le cadre de la grande cause régionale, une attention particulière est portée au public « jeunes » et la participation de la Région à la présente convention de partenariat en est une des applications opérationnelles (cf. délibération régionale n° CP 16-443 du 12 octobre 2016).

La Région mobilisera ses interventions et dispositifs de droit commun pour contribuer à la mise en œuvre de cette convention régionale, au bénéfice des jeunes franciliens en situation de handicap. Elle facilitera notamment la mobilisation et l'articulation avec ses politiques régionales en faveur de l'accès à l'apprentissage, la formation professionnelle initiale et continue, la mise en situation professionnelle via la mesure « 100 000 stages pour les jeunes franciliens », etc.
Elle favorisera enfin les relations avec les partenaires régionaux et locaux pertinents à associer pour la mise en œuvre des actions développées dans le cadre de la convention.

L'AGEFIPH

L'Agefiph (Association de Gestion du Fonds pour l'Insertion Professionnelle des Personnes Handicapées), issue de la loi du 10 juillet 1987, est l'organisme qui gère le fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées. Sa mission est de favoriser l'accès à l'emploi ou le maintien dans l'emploi des Personnes Handicapées en entreprise.

Depuis sa fondation, l'Agefiph n'a eu d'autre ambition que de soutenir le développement de l'emploi des personnes handicapées. Cette ambition structure la mission même que lui a confiée le législateur en 1987.

Le champ d'intervention de l'Agefiph s'inscrit dans les dispositifs de la politique publique de l'emploi, de la formation, de l'orientation professionnelle, du travail et du maintien dans l'emploi, mise en œuvre au plan national et régional.

Le positionnement de l'Agefiph auprès de ses partenaires résulte d'un renforcement de ses rôles et de ses responsabilités:

- **Acteur** de la politique publique de l'emploi, de la formation, de l'orientation professionnelle, du travail et du maintien dans l'emploi ;
- **Expert** de l'emploi et du travail des personnes handicapées ;
- **Force de propositions** en direction des partenaires institutionnels nationaux et régionaux, notamment auprès de l'Etat et des collectivités territoriales ;
- **Animateur** des réseaux d'acteurs professionnels du handicap et de l'emploi ;
- **Responsable de la gestion** du fonds mutualisé, redistribué sous la forme de financements complémentaires au droit commun.

L'action de l'Agefiph et son offre sont au service des personnes handicapées et des entreprises pour répondre à leurs besoins spécifiques et doivent être mises en œuvre de manière **réactive**, **visible, lisible, simplifiée, accessible, innovante. La qualité de service doit également faire l'objet d'une attention permanente.**

Dans le cadre de cette convention, l'Agefiph s'engage à :

- Permettre des parcours professionnels sécurisés, dans le cadre de son offre d'interventions rénovée, évolutive et en appui des dispositifs de droit commun,
- Rechercher une mobilisation mieux ciblée du monde économique et social pour l'emploi des personnes handicapées,
- Favoriser un accès renforcé des personnes handicapées à la formation de droit commun, comme l'un des éléments de leur parcours,

Le FIPHFP

Créé par la loi du 11 février 2005 et mis en place fin 2006, le FIPHFP, Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique, finance les actions de recrutement, de maintien dans l'emploi, de formation et d'accessibilité des personnes en situation de handicap dans les trois fonctions publiques .
Il intervient sur l'ensemble du territoire et pour tous les employeurs publics en proposant des offres d'intervention sur sa plateforme en ligne, ou par l'intermédiaire de conventions pluriannuelles avec

les employeurs et dans le cadre du programme accessibilité des lieux de travail et accessibilité numérique.
Dans la cadre de cette convention, il s'engage à

- Informer les employeurs de la fonction publique assujettis ou non, des actions définies dans la présente convention,
- Sensibiliser les employeurs de la fonction publique sous conventions ou non, aux actions définies dans la présente convention,

Mobiliser l'offre d'intervention du FIPHFP pour les publics concernés.

La DRONISEP

- Organiser l'information en direction des « jeunes handicapés » sur les métiers et les formations

Le CIDJ

CHEOPS Ile de France

L'ARML ile de France

La DIRECCTE

Sans préjudice de la compétence réglementaire des unités territoriales au titre de l'évaluation des accords Handicap agréés des entreprises, dérogatoires à la contribution OETH:

- Suivre les objectifs et les actions de cette convention dans le cadre du PRITH au sein de la commission handicap du CREFOP
- Mettre à la disposition de la convention les ressources d'appui, d'animation et d'évaluation du PRITH (assistance à maîtrise d'œuvre ; ressources et visibilité du réseau partenarial PRITH
- Mobiliser les mesures aidées Etat en faveur des Jeunes et Handicap (mesures Emploi, mesures Alternance)

Annexe 3: Barème indicatif de contribution des entreprises

- Trois niveaux de contributions annuelles sont proposés à titre indicatif aux entreprises signataires, suivant leur taille et leur nombre de salariés :
  - 5 000 €
  - 10 000 €
  - 15 000€
- Sur cette base, le niveau de contribution des entreprises est laissé à leur appréciation, celles-ci pouvant s'engager sur des montants plus importants
- Outre leur contribution annuelle les entreprises auront la possibilité d'apporter des financements complémentaires affectés à la réalisation de projets portés ou soutenus par la convention et auxquels elles souhaiteraient apporter un appui particulier

Bilan d'activité de la convention Atouts pour tous 2016-2018

PRITH île-de-france

Plan Régional d'Insertion des Travailleurs Handicapés en Île-de-France

atouts pour tous Île-de-France

Convention partenariale pour l'insertion professionnelle des jeunes en situation de handicap

Bilan d'activité de la Convention Atouts pour tous 2016 – 2018

Edito

La sécurisation des parcours professionnels est un enjeu majeur pour l'inclusion des personnes en situation de handicap.

Des réformes récentes tels que le rapprochement des missions des Cap emploi et des SAMETH, le déploiement de l'Emploi accompagné en sont les éléments marquants. La loi Pour la liberté de choisir son avenir professionnel vient renforcer la politique nationale d'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap, notamment par des mesures d'adaptation de l'obligation d'emploi et de simplification des démarches tant des employeurs que des personnes en situation de handicap.

La Convention régionale « Atouts pour tous » a été précurseur en mobilisant, dès 2015, l'ensemble des partenaires franciliens sur cette préoccupation commune de la sécurisation des parcours de jeunes en situation de handicap.

Au terme de ses trois premières années d'existence, les partenariats se sont développés, des actions concrètes ont pu être réalisées, et nous pouvons ainsi, collectivement, grâce à la mobilisation de chacun, tirer un premier bilan positif de sa mise en œuvre.

Ainsi, les objectifs d'information, d'accompagnement et d'insertion professionnelle portés par cette convention de partenariat se sont concrètement traduits par la mise en place, notamment :

- de ressources d'accompagnement spécialisées mutualisant leurs compétences sur les champs de la scolarité, du médico-social, et de l'insertion professionnelle (conseillers départementaux Handicap, Ingénieur pour l'Ecole) ;
- d'événements d'information des professionnels et des usagers (Journées partenariales académiques, Rencontre partenariale sur l'offre de service des entreprises adaptées) ;
- de production de supports d'information (plaquettes départementales Onisep) ;
- d'actions de mise en lien des jeunes en situation de handicap avec les entreprises partenaires, avec le Service de l'emploi (parrainage, stages, accompagnement vers l'emploi et la formation).

La Convention constitue donc pour l'Ile-de-France un levier d'action très opérationnel.

Son renouvellement pour la période 2019-2021 doit permettre d'inscrire cette dynamique partenariale collective dans la durée, d'exploiter pleinement sa capacité d'intervention, de la positionner comme un levier de développement d'actions innovantes, de développer des moyens organisationnels et de communication nécessaires pour répondre aux besoins de l'ensemble des partenaires et des jeunes en situation de handicap.

Je remercie l'ensemble des partenaires parties prenantes de la Convention depuis son origine ou qui l'ont rejoint plus récemment pour leur implication sur les différents travaux et sur les perspectives de son développement.

Corinne Cherubini
Direccte Ile-de-France
Présidente de la Convention Atouts pour tous

Introduction : rappel des enjeux et objectifs

La Convention partenariale régionale pour l'insertion professionnelle des jeunes handicapés en Ile-de-France a été signée le 18 novembre 2015 par les trois Académies d'Ile-de-France, l'Agence Régionale de Santé, les services de l'État, 11 établissements d'Enseignement Supérieur et de Recherche et 12 grandes entreprises.

Objectifs :

- assurer **la continuité des parcours d'insertion** professionnelle des jeunes en situation de handicap, de la formation initiale à un premier emploi en milieu ordinaire, en prévenant les risques de ruptures et de décrochages ;
- favoriser la **coordination de l'ensemble des acteurs concernés** par l'accompagnement dans les études et les parcours de qualification et d'accès à l'emploi des jeunes handicapés et mobiliser les entreprises à toutes les étapes et dans tous les dispositifs où celles-ci peuvent intervenir : découverte et parcours métiers, stages, alternance…

Des conventions du même type, assurant une collaboration étroite entre l'enseignement secondaire, (y compris spécialisé), l'enseignement supérieur et les entreprises, autour d'un accompagnement global et précoce des jeunes handicapés existent également dans d'autres Régions (Occitanie, PACA, Hauts de France, Alsace…).

La convention partenariale d'Ile-de-France présente plusieurs particularités :

- Elle s'adresse à toutes les catégories de jeunes de moins trente ans reconnus handicapés : lycéens, y compris lycéens relevant des établissements et services médico-sociaux, étudiants, apprentis, stagiaires de la formation professionnelle ou continue ou en reprise d'étude, jeunes à la recherche d'un premier emploi, Jeunes NEET ou « sans solution ».
- Elle mobilise en conséquence un partenariat très ouvert.
- Elle met en œuvre des moyens spécifiques avec notamment la mise en place d'équipes dédiées et la mobilisation de financements du FSE.

La convention APT Ile-de-France traduit ainsi un engagement multipartenarial inédit en faveur de l'ensemble des jeunes handicapés de plus de 16 ans et porte l'ambition d'un travail en réseau sur toute la durée du parcours des jeunes, de la formation à l'emploi.

De par sa portée générale et son approche globale, elle induit un effort de coordination important au niveau de la gouvernance et sur le terrain pour assurer l'effectivité opérationnelle du partenariat et la mise en œuvre de réalisations concrètes.

Le présent bilan porte sur la première période de la convention, janvier 2016 - juin 2018, avec pour objectifs de :

- Donner à l'ensemble des partenaires une visibilité sur ce qui a été réalisé depuis 2016 ;
- Produire des éléments quantitatifs et qualitatifs d'appréciation sur les actions menées et la dynamique partenariale ;
- Tirer les enseignements de cette première période d'activité, en termes de fonctionnement et de réalisations, pour tracer les perspectives d'action 2019-2021 en vue du renouvellement pour trois ans de la convention.

Les étapes de mise en place et de déploiement des actions de la convention

2016, l'année des fondations

MISE EN PLACE DE LA GOUVERNANCE

- La réunion constitutive et le premier Comité de Pilotage de la Convention ont eu lieu le 29 janvier 2016. Celui-ci comprend un membre de chacune des institutions publiques signataires, quatre représentants des ESR et quatre représentants des entreprises[1].
- La présidence du Comité de pilotage est confiée à la Direccte.
- Lors de la réunion constitutive du 29 janvier 2016, trois groupes de travail opérationnels sont également mis en place autour des trois axes d'intervention de la convention : information des jeunes handicapés ; accompagnement des jeunes handicapés et fonds d'intervention ; insertion professionnelle des jeunes handicapés.

DÉPLOIEMENT DES RESSOURCES OPÉRATIONNELLES : CHARGÉS DE MISSIONS ACADÉMIQUES ET CONSEILLERS EN INSERTION ARS

- Mise en place par chacun des trois rectorats d'un chargé de mission académique pour impulser et animer sur les territoires des coopérations efficaces entre les établissements d'enseignement (établissements secondaires de l'Éducation nationale ou de l'enseignement agricole, CFA, établissements d'Enseignement Supérieur), les acteurs du service public de l'emploi, les entreprises, les acteurs de l'insertion, et les établissements et services médico-sociaux.
- Financement et recrutement par l'ARS de quatre conseillers en insertion départementaux (ARS) dans le 78, 93, 94 et 95 qui assurent une fonction d'accompagnement fil rouge de l'ensemble des jeunes handicapés confrontés à des difficultés dans leur parcours de formation/insertion.

MISE EN PLACE DU FONDS D'INTERVENTION

- Avec pour objectif d'apporter une aide d'urgence aux jeunes handicapés qui doivent faire face à des situations imprévues (défaillances techniques, besoins non prévus d'aide humaine…) qui perturbent ou compromettent leur scolarité ou leur insertion professionnelle et auxquelles le droit commun ne permet pas toujours de répondre complètement ou suffisamment. Tout représentant habilité des organismes signataires de la convention peut saisir le Fonds d'intervention.
- Le fonds d'intervention est doté d'un budget de 100000 euros.
- Le Comité de validation **du fonds d'intervention** est composé du Rectorat de Paris, du Conseil régional, de l'Université Paris Saclay, de l'entreprise Thales (Copil du 19 avril).

LANCEMENT DES TRAVAUX ET MISE EN ŒUVRE DES PREMIERS OUTILS ET DISPOSITIFS PARTENARIAUX

- Réalisation de **l'annuaire des signataires de la convention ;**
- Réalisation de **la cartographie des métiers des entreprises** signataires ;
- Élaboration de la **fiche de liaison Établissements d'enseignements/Entreprises** en vue d'assurer le suivi des relations entre les établissements d'enseignements accompagnants et les employeurs lors de transmission de candidatures ou d'accueil en stage, alternance ou emploi de jeunes handicapés ;
- Réalisation par la DRONISEP de **huit plaquettes d'information départementales** (une plaquette par département) : cartographies par département des lieux de formation et d'insertion qui fournit aux professionnels/prescripteurs les informations

[1] Annexe 1 – Liste des membres du Comité de pilotage au 30 juin 2018

nécessaires à l'orientation la plus appropriée aux situations individuelles des jeunes handicapés ;

- Organisation **d'une journée d'information Insertion professionnelle & Handicap** dans chaque académie le 15 novembre 2016 à l'attention de l'ensemble des professionnels concernés par l'accompagnement des parcours scolaires et universitaires, depuis la fin de la scolarité jusqu'au premier emploi (acteurs d'entreprises, partenaires de l'insertion, service public de l'emploi et représentants de l'éducation nationale, enseignants et cadre, MDPH, association de parents d'élèves…). Cet évènement a été reconduit en 2017.

La première année d'activité de la convention a permis de poser les bases d'un cadre de travail commun, de créer des outils partenariaux propres à faciliter les échanges d'information entre les partenaires, de mettre en place les équipes de terrain et d'engager de premières actions sur le champ de l'information/sensibilisation des professionnels et des jeunes handicapés.
Le Copil s'est également attaché en 2016 à définir, en lien avec les rectorats, les conditions et modalités de mise à disposition d'un ingénieur pour l'école pour assurer la coordination opérationnelle de la convention.
Les missions confiées aux Ingénieurs pour l'école (IPE) contribuent à informer les élèves sur les métiers et les filières de formation, à valoriser les enseignements professionnels et technologiques, ainsi que l'apprentissage.

2017-2018, une étape de consolidation

Avec l'apport de la coordination opérationnelle, l'activité des années 2017-2018 s'est plus particulièrement concentrée sur la structuration progressive de la relation écoles/universités/entreprises et le déploiement des premières actions Atouts pour tous, tant au niveau régional que sur les territoires.
Dans le même temps, les partenariats de la convention se sont élargis avec l'adhésion du FIPHFP, de l'UNEA, de CHEOPS, de l'ARML et du CIDJ[2]. Ces nouveaux partenariats permettent à la fois de consolider l'objectif de sécurisation des parcours d'insertion professionnelle des jeunes (Cap emploi, ARML), de diversifier les débouchés ouverts à ceux-ci (FIPHFP, UNEA) et d'augmenter la portée des actions d'information/sensibilisation des jeunes (CIDJ).

Les principales avancées de la période :

MISE EN PLACE DE LA COORDINATION OPÉRATIONNELLE DE LA CONVENTION

Mme Katia Zojaji, Ingénieure pour l'école (IPE) détachée de l'entreprise Airbus a pris son poste de coordinatrice de la convention Atouts pour tous le 1er septembre 2017.
Le poste est hébergé au rectorat de Paris.

La coordination de la convention intervient en appui de tous les dispositifs d'accompagnement des jeunes handicapés vers l'emploi, qu'ils relèvent des établissements d'enseignement secondaire ou supérieur ou du service public de l'emploi, pour établir un lien permanent avec les employeurs privés et publics et élargir et diversifier les possibilités d'accès à l'emploi des jeunes handicapés.

Objectifs :

- **Faciliter la continuité et la fluidité des parcours des jeunes handicapés** en favorisant la mise en jeu d'actions combinées entre les différents partenaires de l'accompagnement des jeunes aux différentes étapes de leurs parcours ;
- **Organiser une rencontre efficace entre les projets des jeunes et les besoins des entreprises ;**
- **Assurer le suivi de la mise en relation du jeune avec l'entreprise.**

LANCEMENT DE LA PREMIÈRE CAMPAGNE DE PARRAINAGE

La 1re campagne de parrainage « Atouts pour tous » a été lancée en décembre 2017 avec un objectif de 20 parrainages de jeunes en situation de handicap par des professionnels des entreprises signataires. Le but du parrainage est de sensibiliser les jeunes au monde de l'entreprise et d'accompagner l'élaboration de leur projet professionnel.

[2]Union Nationale des Entreprises Adaptées, Cap emploi, Association Régionale des Missions Locales, Centre d'Information et de Documentation Jeunesse

Contenu de l'action :

- Élaboration **d'une charte et d'un vade-mecum du parrainage** APT ;
- Mobilisation des entreprises et des établissements d'enseignement pour recenser les parrains/marraines d'une part, les jeunes, étudiants, lycéens ou autres scolaires intéressés par ce dispositif d'accompagnement d'autre part ;
- Diffusion d'un **« Kit » parrainage** auprès des entreprises et des établissements d'enseignement.

MISE EN ŒUVRE D'ACTIONS PILOTE EN MATIÈRE DE TUTORAT

Mise en place de premières expérimentations de tutorat étudiants/lycéens pour accompagner les jeunes en situation de handicap vers les études supérieures avec les Universités Paris 3, UPEC et Paris Sud.
Cibles principales : lycéens, élèves en école à visée professionnalisante, bac pro, techno, généraux incités à aller vers le supérieur, sans exclure à terme les collégiens, avec un objectif d'environ 10 tutorats en 2018.

Contenu de l'action :

- Sensibilisation/mobilisation des Établissements d'Enseignement supérieur et de Recherche (ESR) ;
- Réalisation et mise à disposition des universités **d'une boîte à outils tutorat** : convention de partenariat lycée/université, charte de bonne conduite, fiche bilan, tableau de suivi.

ORGANISATION PROGRESSIVE D'UN PROCESSUS DE MISE EN RELATION DES OFFRES ET DEMANDES D'EMPLOI, ALTERNANCE, STAGES

- Diffusion d'offres de poste/stage/alternance des entreprises vers les ESR et établissements scolaires ;
- Diffusion de demandes de poste/stage/alternance et de CV des ESR et établissements scolaires vers les entreprises, les institutions et les opérateurs du SPE partenaires ;
- Mise en place **d'un processus de traitement des demandes de stage**, apprentissage, emploi et des CV diffusés ;
- Recensement/identification des possibilités et modalités d'accueil en stage et alternance des entreprises signataires (« Tableau campagne alternance ») ;
- Recensement auprès des entreprises partenaires de leurs offres « alternance » correspondant à des besoins génériques et récurrents (« Tableau alternance ») et diffusion auprès des ESR et établissements scolaires ;
- Élaboration **d'un livret « Être candidat »** : guide de préparation de candidature destiné à faciliter la rédaction du CV, apporter des conseils sur la préparation à entretien ;
- Recensement **des possibilités d'accueil/information des jeunes collégiens** (stages de découverte, visites d'entreprises…) **auprès des entreprises partenaires.**

LE DÉPLOIEMENT DE L'ACCOMPAGNEMENT SUR LE TERRAIN

Les chargés de mission académiques, sur une dimension conduite de projet, et les conseillers en insertion de l'ARS, en contact direct avec les jeunes, travaillent en collaboration étroite autour de trois priorités :

- Maillage territorial et structuration d'un réseau de partenaires ;
- Information et orientation des jeunes et de leurs familles (forums, informations collectives…) ;
- Accompagnement socioprofessionnel et insertion professionnelle (élaboration du projet, recherche de stage, formation, emploi…).

Les actions développées depuis la mise en place des équipes en 2016 s'inscrivent dans les registres suivants :

- Mise en place de passerelles vers l'apprentissage et accompagnement des jeunes dans leur parcours vers et dans l'apprentissage ;
- Suivi de jeunes ayant obtenu des attestations de compétences professionnelles (ACP) au sein d'ESMS ;
- Accompagnement individualisé et/ou orientation vers les prestations d'accompagnement sous financement FSE ;
- Suivi des jeunes sortants de scolarité (dispositif Handipro).

Près de 600 jeunes sont actuellement accompagnés dans les quatre départements dotés de chargés d'insertion professionnelle.

FOCUS SUR LE DISPOSITIF HANDIPRO

Ce dispositif innovant mis en place dans l'académie de Versailles vise à faciliter le passage de témoin entre les établissements de l'Éducation nationale et les professionnels du Service Public de l'Emploi pour assurer la continuité de l'accompagnement des jeunes 16-25 ans en sortie de formation initiale.
L'ensemble des jeunes en situation de handicap en fin de scolarité sont destinataires d'une fiche de liaison où ils sont invités à porter les principales informations sur leur situation et leurs attentes (éléments administratifs, parcours de formation, projet professionnel…).

Cette fiche permet d'assurer la transmission de l'ensemble des informations nécessaires aux professionnels qui assureront la prise en charge du jeune à sa sortie de formation initiale. L'objectif étant de sécuriser cette période de transition à haut risque.

Le dispositif, en cours de déploiement dans les Yvelines (51 jeunes) et le Val d'Oise (73 jeunes), est appelé à se développer au niveau régional. Sa mise en œuvre, suivie avec attention au niveau national, sera suivie par un comité opérationnel régional.

DÉVELOPPEMENT ET MISE À DISPOSITION DES PARTENAIRES DE LA CONVENTION D'OUTILS DE COMMUNICATION « ATOUTS POUR TOUS »

Objectifs :

- Décliner l'identité visuelle et le message de la convention sur différents supports afin d'installer une image de marque ;
- Fournir aux partenaires de la convention des outils de communication unifiés afin de faire de chacun d'eux un relais d'information/communication Atouts pour tous ;
- Développer la notoriété de la convention et valoriser ses actions auprès des partenaires et du public bénéficiaire.

Contenu de l'action : réalisation d'un **« Kit communication »** Atouts pour tous (flyer, affiches, Kakémonos).

STRUCTURATION D'UN PLAN D'ACTION

Afin de rendre plus lisible pour les partenaires et les publics concernés les actions de la convention, le Comité de pilotage a formalisé pour 2018 **un plan d'action structuré autour de 13 actions** sur les trois registres d'intervention de la convention (information, accompagnement et insertion professionnelle des jeunes handicapés).

Le plan d'action est présenté en page suivante.

INFORMATION DES JEUNES HANDICAPÉS	
Information/sensibilisation des publics	**Action 1** • Promotion de la RTH, mieux informer pour mieux faire adhérer à la démarche • Recueil des besoins d'information auprès des publics et recensements des outils et canaux de diffusions existants
Interconnaissance des acteurs franciliens	**Action 2** • Soutien à l'organisation d'un événement d'information régional
	Action 3 • Soutien à JEUNEA : journée d'interconnaissance entre les Entreprises Adaptées et les professionnels de l'accompagnement des JSH
	Action 4 • Valorisation et capitalisation du travail mené par les référents Handicap des universités
	Action 5 • Valoriser et capitaliser l'expérience des chargés de mission ARS en particulier sur les besoins identifiés
Communication sur les actions de la convention	**Action 6** • Élaborer une stratégie de communication cohérente en direction des partenaires et des publics bénéficiaires de la convention (dont analyse d'opportunité pour la mise en place d'une plate-forme collaborative, présence sur les forums).

ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES HANDICAPÉS	
Fonds d'intervention	**Action 7** • Faire connaître le Fonds d'intervention Atouts pour tous à tous les acteurs de l'accompagnement signataires de la convention
Tutorat et parrainage	**Action 8** • Poursuivre la promotion du tutorat et sa mise en œuvre opérationnelle en se réinterrogeant sur les modalités
	Action 9 • Identifier les freins internes/externes à la mise en place du parrainage et valider opportunité d'extension à de jeunes demandeurs d'emploi
Coordination/acteurs de l'accompagnement	**Action 10** • Faciliter le parcours d'insertion en sortie du système scolaire : suivi de l'expérimentation et harmonisation de l'expérimentation Handipro mise en place par l'académie de Versailles

INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES HANDICAPÉS	
Rapprochement école/universités/ entreprises	**Action 11** • Démultiplier les possibilités et modalités d'accueil en stages : dans les entreprises signataires, les universités, le secteur public
Promotion de l'alternance et des offres des entreprises partenaires	**Action 12** • Identification des besoins et offres des entreprises partenaires et organisation d'un job dating dans le cadre de la campagne 2018 travaux sur la sécurisation des parcours post-alternance

INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES HANDICAPÉS	
Améliorer la connaissance des publics	**Action 13** • Recueil et consolidation des données statistiques sur les jeunes en situation de handicap en Ile-de-France

Synthèse des réalisations 2016-2018

	INFORMATION DES JEUNES HANDICAPÉS (y compris familles et accompagnants)	ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES HANDICAPÉS	INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES HANDICAPÉS	INFORMATION COMMUNICATION INTERNE/EXTERNE
2016				
Ressources opérationnelles	Mise en place des trois chargés académiques d'insertion et des quatre conseillers d'insertion ARS			
Création d'outils partenariaux	Cartographie des métiers des entreprises partenaires	Mise en place du fonds d'intervention	Fiche de liaison établissements d'enseignement/entreprises	Annuaire des partenaires de la convention APT
Premières opérations d'information/ sensibilisation	Huit plaquettes départementales d'information (DRONISEP)			Organisation des premières journées d'information inter-académiques (16 novembre 2016)
2017-2018				
Ressources opérationnelles	Recrutement et mise en place d'une coordinatrice IPE de la convention			
Lancement des premières actions : • Parrainage • Tutorat • Accès à l'emploi, stages, alternance	Élaboration de la Charte et du vade-mecum du Parrainage Atouts pour tous Création de la « Boîte à outils » tutorat (convention de partenariat lycée/université, charte de bonne conduite, fiche bilan, tableau de suivi)		Mise en place d'un processus de mise en relation des offres et demandes d'emploi, alternance, stages Identification des possibilités et modalités d'accueil en stages et alternance des entreprises signataire Élaboration d'un livret « Etre candidat » Création d'un compte recruteur Atouts pour tous sur le site du CIDJ	Réalisation et diffusion de documents d'information sur : •La campagne de parrainage •Le fonds d'intervention Réunion d'échanges et d'information des Entreprises Atouts pour tous (27 novembre 2017) Réunion d'information autour des chargés d'insertion ARS (1er juin 2018) Annuaire des partenaires de la convention APT
Mise en place des outils de communication APT				Réalisation d'un Kit de communication Atouts pour tous : flyer, affiches et kakémono
Événements	Journée d'interconnaissance JeunEA (avril 2018)		Soutien et participation au forum emploi-handicap du CIDJ (9 octobre 2018)	Organisation des deuxièmes journées d'information inter-académiques (17 novembre 2017)

Bilan 2016-2018 des actions engagées et de la dynamique partenariale

Éléments quantitatifs

ACTIONS ATOUTS POUR TOUS	DÉBUT DE L'ACTION	PREMIERS RÉSULTATS (AU 30 JUIN 2018)
ACTIONS RÉGIONALES		
Tutorat	**2018**	**2 conventions** signées entre l'université Sorbonne Nouvelle Paris 3 et les lycées Camille Sée et Sophie Germain. Une lycéenne de Camille Sée a également été admise à suivre quelques cours sélectionnés à l'université.
Parrainage	**2018**	**20 parrains** mobilisés côté entreprises. **2 conventions** signées, entre l'UVSQ et les sociétés Airbus et Thalès. Le **parrainage d'un lycéen** acté avec la BNP.
Stages	**Octobre 2017**	Diffusion de **31 offres** de stages, alternance, emploi émanant des entreprises. **1 offre pourvue** (HandiEm). Nota : peu de jeunes font savoir si leurs recherches ont abouti **42 demandes** de stages/alternance ou emploi de la part des jeunes handicapés : 4 demandes ont abouti (chez Thalès, HandiEm, UNEA et EDF).
Alternance		
Emplois		
Sollicitation fonds d'intervention	**Novembre 2017**	**10 aides accordées** pour un montant total de 13 507,99 euros.
Participation journées académiques	**Novembre 2016 et 2017**	Pour les deux éditions **150 à 200 invités** enregistrés sur chacune des manifestations (Académies de Versailles, Créteil, Paris).
ACTIONS SUR LES TERRITOIRES		
	Depuis 2016	Plus de **600 jeunes accompagnés** dont : • **240 bénéficiaires** de prestations d'accompagnement (financement FSE) ; • **124** dans le cadre du dispositif Handipro ; • **20** dans le cadre de passerelles avec CFA et lycées pro ; • **56** en suivis attestation de compétence professionnelle ; • **36** autres.

Analyse qualitative

Au terme de cette première période d'activité les constats suivants peuvent être faits sur les atouts et acquis de la convention, la nature des difficultés qu'elle rencontre à son stade de développement actuel et les améliorations à porter à son fonctionnement pour démultiplier la portée de la dynamique engagée.

ATOUTS ET ACQUIS DE LA CONVENTION

- Des réalisations effectives et la mise en œuvre de premières actions partenariales sur les trois champs d'intervention de la convention ;
- La structuration progressive de la relation école-universités/entreprises grâce à la mise en place de la coordination IPE en septembre 2017 ;
- Une vraie dynamique d'accompagnement sur le terrain avec la mise en œuvre par les équipes EN/ARS d'un travail en réseau avec l'ensemble des acteurs de l'insertion, le développement de projets innovants et un nombre significatif de jeunes accompagnés ;
- Un réseau de partenaires présents sur toute la chaîne formation/insertion/emploi, engagés dans un processus d'acculturation réciproque et l'expérimentation d'actions communes ;
- Des moyens significatifs, humains et financiers et une participation soutenue des partenaires aux instances de gouvernance (Copil) et opérationnelles (Groupes de travail) ;
- Un fort potentiel tant en termes de perspectives que de capacité d'action.

DIFFICULTÉS RENCONTRÉES

- Diversité des motivations et des attentes à l'égard de la convention et difficulté à identifier des projets fédérateurs de besoins et d'intérêts communs (décalage entre les besoins des jeunes accompagnés et ceux des entreprises qui recrutent des hauts niveaux de qualification) ;
- Méconnaissance par les partenaires de leurs pratiques, modes de fonctionnement et « culture institutionnelle » respectives qui ralentit la mise en œuvre de certaines actions (offre et demande de stages entre les entreprises et les universités par exemple) ;
- Déficit de mise en lisibilité de la diversité des actions pouvant être source de difficulté de mobilisation ;
- Difficultés pratiques et organisationnelles liées au nombre de partenaires impliqués et à l'étendue géographique de la convention (difficulté pour la plupart des partenaires à assister de façon régulière aux réunions de travail ; une communication essentiellement par mail qui induit une déperdition d'information ;
- Un dispositif récent et encore mal connu des professionnels de l'accompagnement.

AXES D'AMÉLIORATION

- Améliorer la connaissance mutuelle des partenaires afin que tous puissent avoir une vision claire des missions/objectifs, rôles, organisation, modes de fonctionnement, priorités et contraintes de chacun ;
- Identifier des priorités d'action qui répondent à la fois à l'intérêt commun et aux attentes et besoins plus spécifiques des différentes catégories de partenaires (à l'exemple de l'appui apporté à l'ARML) ;
- Préciser et formaliser le cadre organisationnel du pilotage et de la conduite opérationnelle des actions menées par la convention (articulations des rôles respectifs de la coordination, des chargés de mission EN et ARS, de l'AMO ; modalités de suivi, capitalisation, valorisation des actions menées ; organisation des échanges et flux d'information) ;
- Améliorer la traçabilité et la lisibilité des actions menées.

Enjeux 2019-2020

1 - Exploiter pleinement la capacité d'intervention de la convention

- **Poursuivre et développer les actions de terrain auprès des jeunes** sur les trois axes d'intervention de la convention (information, accompagnement, insertion professionnelle des jeunes) et faciliter les projets entre les partenaires à toutes les étapes du parcours d'accès à l'emploi ;
- **Développer la notoriété de la convention et donner une visibilité aux actions menées** (parrainage, tutorat, accès aux stages et à l'alternance…) auprès des jeunes, des familles et de l'ensemble des acteurs emplois-handicap afin d'augmenter le nombre des jeunes bénéficiaires de ces actions ;
- **Porter le fonds d'intervention à la connaissance de l'ensemble des réseaux partenaires.**

2 - Positionner la convention comme un levier de développement d'actions innovantes

Mobiliser les fonds disponibles[3] en lançant un appel à projet régional Atouts pour tous.
L'appel à projets est un dispositif par lequel un financeur public ou privé invite des tiers à présenter, en vue de les soutenir, des projets, pouvant répondre aux objectifs généraux qu'il définit, tout en leur laissant l'initiative du contenu, de la mise en œuvre, et des objectifs particuliers attachés à ces projets.

L'appel à projet permet de :
- Répondre à besoins non satisfaits ou insuffisamment couverts ;
- Mettre en œuvre des solutions qui améliorent les réponses faites aux publics concernés ;
- Accompagner les démarches innovantes et d'expérimentation ;
- Encourager l'émergence et le développement des initiatives.

L'appel à projet Atouts pour tous permettra de soutenir des projets conduits par les partenaires de la convention et ou tous autres acteurs dès lors que ces projets participeront, à leur niveau, aux objectifs poursuivis par la convention.

3 - Soutenir la dynamique partenariale et opérationnelle de la convention en développant des moyens organisationnels et de communication adaptés

Permettre un accès à l'information et à des échanges facilités pour les partenaires et les parties prenantes de la convention avec la mise en place d'une plate-forme numérique.

Cette plateforme qui consiste en une duplication de la Plateforme Atouts pour tous Toulouse, opérationnelle depuis juin 2018, doit permettre de :
- Faire connaître et valoriser la convention Atouts pour tous, ses partenaires et ses réalisations ;
- Offrir un espace de travail collaboratif réservé aux membres de la convention Atouts pour tous pour optimiser le travail collaboratif réalisé dans le cadre de la convention ;
- Disposer d'un outil de suivi des actions d'insertion professionnelle (au sens large) réalisées avec les jeunes dans le cadre de la convention, de mise en relation et de suivi de leur parcours (élément central de la plateforme).

Découvrez la plateforme
atoutspourtous-toulouse.fr

[3] Cf. annexe III – Situation financière de la convention au 31 décembre 2018

Annexes

Annexe I
MEMBRES DU COMITÉ DE PILOTAGE

La Préfecture de région d'Ile-de-France, représentée par la DIRECCTE Ile-de-France

L'Académie de Paris

L'Académie de Créteil

L'Académie de Versailles

L'Agence régionale de santé d'Ile-de-France

Le conseil régional d'Ile de France

L'Office national d'information sur les enseignements et les professions (ONISEP Ile-de-France)

L'Association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (AGEFIPH Ile-de-France)

Le Fond d'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP)

CHEOPS Ile de France

Réseau des organismes de placement spécialisés franciliens (Cap emploi)

L'Association Régionale des Missions Locales Ile de France (ARML Ile de France)

Le Groupement d'intérêt Public Formation Continue et Insertion Professionnelle (GIP-FCIP) de l'académie de Versailles

Les représentants des COMUE et Établissements Supérieurs de Recherche

- Université Paris Saclay (Suppléant : PSL)
- USPC (Suppléant : Sorbonne Universités)
- UPEC (Suppléant : CNAM)
- Université Paris Ouest -10 (à confirmer) (suppléant : Paris Sud – 11)

Les représentants des entreprises, branches, filières et employeurs :

- HandiEm (Suppléant : Orange)
- BNP Paribas (Suppléant : Capgemini)
- SNCF (Suppléant : EDF)
- Thales (Suppléant : Airbus)

Annexe II

ACTIONS ÉLIGIBLES AU TITRE DE LA CONVENTION RÉGIONALE DE PARTENARIAT (LISTE INDICATIVE EXTRAITE DE LA CONVENTION INITIALE)

INFORMATION DES JEUNES HANDICAPÉS	PUBLICS
• Développer une information large aux jeunes handicapés sur les parcours de formation/perspectives d'insertion professionnelle • Diffuser des informations sur le handicap aux équipes éducatives.	Lycéens, Etudiants, Apprentis, Stagiaires, DE
Organiser des rencontres écoles et établissements spé/entreprises, écoles/universités, universités/entreprises	Lycéens
Organiser des informations collectives ML/MDPH sur les droits, devoirs et dispositifs existants à destination des jeunes handicapés	Lycéens, Etudiants, Apprentis, Stagiaires, DE
Permettre aux jeunes handicapés de découvrir les métiers (constituer un réseau d'établissements avec plateaux techniques (LP, CFA, IMPRO.)	Lycéens
Identifier/repérer les jeunes handicapés en difficulté ou non pris en compte par dispositifs existants	Lycéens, Etudiants, Apprentis, Stagiaires, DE

ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES HANDICAPÉS	PUBLICS
Sécuriser les parcours : continuité des prises en charge/orientation vers les partenaires compétents	Lycéens, Etudiants, Apprentis, Stagiaires, DE
Stabiliser des modes de coopération efficace entre acteurs de l'éducation et ceux de l'insertion	Lycéens, Etudiants, Apprentis
Proposer un dispositif d'accompagnement et de coaching du nouveau diplômé dans sa recherche du 1er emploi	Etudiants
Concevoir de nouveaux supports pédagogiques	Lycéens, Etudiants, Apprentis
Former les accompagnants	Etudiants
Valoriser les tutorats étudiants/élèves	Etudiants, Lycéens
Aider au transport pour les jeunes handicapés (achats prestation.)	Lycéens, Etudiants, Apprentis, Stagiaires, DE
Accompagner sur des formations spécifiques	
Permettre des prestations d'accompagnement socio-prof (achat de prestations)	

INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES HANDICAPÉS	PUBLICS
Favoriser la formation en alternance	Lycéens, Etudiants, DE
Favoriser l'immersion dans le monde professionnel par des visites, stages, PMSMP	Lycéens Etudiants Apprentis Stagiaires
Proposer contrats de travail en alternance	
Mettre en place de dispositifs de tutorat en entreprise	

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT	PUBLICS
R & D TICE pour la compensation du handicap	Lycéens, Etudiants, DE
Développer des questionnements croisés sciences sociales/entreprises	Etudiants Stagiaires Apprentis

Annexe III

SITUATION FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE AU 31 DÉCEMBRE 2018

DEPENSES	2016	2017	2018 (prévisionnel)	TOTAL
Achats				
Fournitures			195,00 €	195,00 €
Services extérieurs				0,00 €
Documentation générale				0,00 €
Frais de colloques, séminaires	1 750,00 €	2 948,00 €	6 401,50 €	11 099,50 €
Autres services extérieurs				12 757,87 €
Publications	3 246,00 €	9 511,87 €	6 414,00 €	13 014,00 €
Prestations extérieures		6 600,00 €	10 534,50 €	13 507,99 €
Fonds d'intervention	2 173,49 €	800,00 €	31 685,00 €	31 685,00 €
Soutien action ARML				
Poste coordination		22 000,00 €	66 000,00 €	88 000,00 €
Sous total	**7 169,49 €**	**41 859,87 €**	**121 230,00 €**	**170 259,36 €**

Frais de gestion GIP FCIP (7 %)	501,86 €	2 930,19 €	8 486,10 €	11 918,15 €
AMO Amnyos	23 940,00 €	23 190,00 €	52 020,00 €	99 150,00 €
TOTAL RECETTES	**215 000,00 €**	**333 000,00 €**	**215 000,00 €**	**751 000,00 €**

RECETTES	2016	2017	2018 (prévisionnel)	TOTAL
Contributions				
Contributions des entreprises	203 000,00 €	333 000,00 €	215 000,00 €	751 000,00 €
TOTAL DEPENSES	**31 611,35 €**	**67 980,06 €**	**181 736,10 €**	**281 327,51 €**

DISPONIBLE	**469 672 € €**

Les partenaires de la convention Atouts pour tous

ENTREPRISES

- ACCORINVEST
- AIRBUS Defence & Space
- ALTRAN Technologies
- BNP PARIBAS
- CAPGEMINI France SAS
- DASSAULT SYSTEMES
- EDF
- HANDIEM
- MANPOWER France SAS,
- ORANGE
- SAFRAN
- SIAAP
- SOPRA-STERIA
- SNCF
- THALES SA
- UNEA

ESR

- Université Paris Saclay
- Université Sorbonne Paris Cité (USPC) et ses établissements membres (Université Sorbonne Nouvelle, Université Paris Descartes, Université Paris Diderot, Université Paris 13, EHESP, Inalco, Institut de Physique du Globe, Sciences Po)
- Sorbonne Universités
- Paris-Sciences et Lettres (PSL)
- Université Paris Ouest Nanterre La Défense (Paris 10)
- Université Paris Sud (Paris 11),
- Université Paris Est Créteil (Paris 12)
- Université Evry Val d'Essonne
- CNAM
- ENS Paris-Saclay (ENS Cachan),
- Université Versailles - Saint-Quentin-en-Yvelines

INSTITUTIONS

- Direccte (Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi),
- DRIAAF (Direction Régionale Interdépartementale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt d'Île-de-France),
- Académies de Paris, Versailles, Créteil
- ARS (Agence Régionale de Santé)
- Conseil Régional d'Ile de France,
- ONISEP (Office National d'Information Sur les Enseignements et les Professions)
- CIDJ (Centre d'Information et de Documentation de la Jeunesse)
- Agefiph (Association de Gestion du Fonds pour l'Insertion Professionnelle des personnes Handicapées),
- FIPHFP (Fonds d'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique),
- Cheops (Cap emploi)
- ARML (Association Régionale des Missions Locales)
- GIP-FCIP de l'Académie de Versailles (Groupement d'intérêt Public Formation Continue et Insertion Professionnelle

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 01/02/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 01/02/2019

îledeFrance
Conseil régional

Ref. : I19-CRIDF-00019

ARRETE N° 19-01 du 02 janvier 2019

portant délégations de signature du CESER Ile-de-France

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa Présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016 modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil économique, social et environnemental régional ;

ARRETE

Article 1er :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Edouard DUGAULT, Directeur de Cabinet du Président du CESER Ile-de-France au sein de l'équipe de direction du CESER Ile-de-France à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du CESER Ile-de-France, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Article 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Edouard DUGAULT, délégation est donnée à Monsieur Pierre MALVAUD, Secrétaire général du CESER Ile-de-France, dans les limites de l'article 1er à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences du CESER Ile-de-France.

Article 3 :

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté 17-54 du 03 avril 2017.

Article 4 :

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen,

Valérie PECRESSE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 18/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 18/01/2019

ARRETE N° 2019-2 du 08 janvier 2019

de désignation des candidats admis à participer au dialogue compétitif en vue de

LA RECONSTRUCTION SUR SITE DU LYCÉE MARCEL CACHIN À SAINT-OUEN-SUR-SEINE 93

îledeFrance

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France

Vu le code des collectivités territoriales et ses articles L 4231-3, 1er alinéa et L 1411-5 ;

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et notamment l'article 33 et 34 ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et notamment les articles 91 et 92 ;

Vu la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015, relative à la délégation du Conseil Régional à sa présidente en matière de marchés publics ;

Vu la délibération n° CR 2017-166 du 23 novembre 2017, désignant les membres de la Commission d'Appel d'Offres, jury de conception-réalisation et jury de concours ;

Vu l'arrêté n°17-227 du 24 novembre 2017, désignant Monsieur Jean-François LEGARET, pour représenter la Présidente du Conseil régional à la présidence des jurys de conception-réalisation ;

Vu le procès-verbal du jury du marché public global de performance en date du 08 janvier 2019, admettant à participer au dialogue compétitif les quatre candidats ;

Après avoir délibéré, le jury propose conformément aux articles 91 et 92 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, la liste suivante :

1) Philippe KERMORGANT (EIFFAGE CONSTRUCTION ÉQUIPEMENTS) / URBANITA ARCHITECTURE/ EIFFAGE ENERGIE SYSTEME/INCET (pli n°5)

2) DEMATHIEU BARD BATIMENT IDF / ATELIER ISABELLE BIRO/IDEX ENERGIES/CET INGENIERIE/TRIBU /LOXAM MODULE (pli n°6)

3) CAMPENON BERNARD CONSTRUCTION / AGENCE ENGASSER & ASSOCIES / VINCI FACILITIES EXPLOITATION PPP/TPF INGENIERIE/INDIGGO/BMF/LAND'ACT/ALGECO (pli n°9)

4) BOUYGUES BATIMENT IDF / VALERO GADAN ARCHITECTES & ASSOCIES/CRAM/EPDC/ MEBI/SOLARES BAUEN/VALERIE PATRIMONIO (pli n°10)

ARRETE

Article unique :

La liste des candidats admis à participer au dialogue compétitif en vue de la reconstruction sur site du lycée Marcel Cachin à Saint-Ouen-sur-Seine 93 est établie comme suit :

- Philippe KERMORGANT (EIFFAGE CONSTRUCTION ÉQUIPEMENTS) / URBANITA ARCHITECTURE/EIFFAGE ENERGIE SYSTEME/INCET
- DEMATHIEU BARD BATIMENT IDF / ATELIER ISABELLE BIRO/IDEX ENERGIES/CET INGENIERIE/TRIBU/ LOXAM MODULE
- CAMPENON BERNARD CONSTRUCTION / AGENCE ENGASSER & ASSOCIES / VINCI FACILITIES EXPLOITATION PPP/TPF INGENIERIE/INDIGGO/BMF/LAND'ACT/ALGECO
- BOUYGUES BATIMENT IDF / VALERO GADAN ARCHITECTES & ASSOCIES/CRAM/EPDC/ MEBI/SOLARES BAUEN/VALERIE PATRIMONIO

Le Président du jury
Jean-François LEGARET

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/01/2019

Arrêté N° du 19-03
portant suppression de la régie d'avances n°3

La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France;

VU le code général des collectivités territoriales en ses articles R-1617-1 à 18 ;

VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et notamment l'article 22 ;

VU le décret n° 2005-1601 du 19 décembre 2005 relatif aux régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, modifiant le code général des collectivités territoriales et complétant le code de la santé publique et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

VU l'instruction ministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

VU l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

VU l'arrêté du 3 septembre 2001 portant adaptation de la valeur en euros de certains montants exprimés en francs ;

VU l'arrêté n° 15-79 en date du 22 mai 2015 instituant une régie d'avances pour le paiement des dépenses suivantes :

Frais de transport, frais de déplacement, frais d'hébergement et de restauration afférents aux missions du Conseil régional des jeunes,

Frais de transports et de restauration pour le Conseil consultatif du handicap ainsi qu'à ses accompagnants,

Frais de transport, de restauration et de séjour (hors résident Ile-de-France) pour les membres, experts bénévoles du Haut comité médical ;

VU l'avis du comptable public assignataire en date du 13 novembre 2018 ;

îledeFrance

ARRÊTE

ARTICLE 1er : Il est décidé la suppression de la régie d'avances n°3 pour le paiement des dépenses suivantes :

- ✓ Frais de transport, frais de déplacement, frais d'hébergement et de restauration afférents aux missions du Conseil régional des jeunes,
- ✓ Frais de transports et de restauration pour le Conseil consultatif du handicap ainsi qu'à ses accompagnants,
- ✓ Frais de transport, de restauration et de séjour (hors résident Ile-de-France) pour les membres, experts bénévoles du Haut comité médical.

ARTICLE 2 : L'avance prévue pour la gestion de la régie, dont le montant est fixé à 1500 €, est supprimée.

ARTICLE 3 : Le fond de caisse, dont le montant est fixé à 2,85 €, est supprimé.

ARTICLE 4 : La suppression de cette régie prend effet au 13 novembre 2018.

ARTICLE 5 : La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France, le Directeur général des services de la Région Ile-de-France et le comptable public assignataire à la région Ile-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision à compter de sa date de signature et dont une ampliation sera adressée au régisseur titulaire et au mandataire suppléant.

Fait à Paris, le 9 janvier 2019

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France

Pour la Présidente
du Conseil Régional d'Ile-de-France
La Directrice des Sports, des loisirs
et de la Jeunesse

Valérie BERGER-AUMONT

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 22/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 22/01/2019

îledeFrance
Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 19-04
du 11 Janvier 2019

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU la Loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11l-3°,

Vu la Délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la Présidente du Conseil régional.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

L'arrêté n°17-198 du 18 octobre 2017 est abrogé,

ARTICLE 2 :

Madame Sandrine LAMIRÉ-BURTIN est désignée conseillère régionale déléguée spéciale à l'orientation.

Elle est chargée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente du Conseil régional, de la préparation et du suivi des dossiers relevant de cette matière. Elle informe régulièrement la Présidente des fonctions qu'elle exerce dans ce cadre.

Celle délégation de fonction n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressée et au Président de la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél. : 01 53 85 53 85
www.iledefrance.fr

REPUBLIQUE FRANCAISE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 28/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 28/01/2019

ARRETE N°19-05 du 15 janvier 2019
portant composition du comité technique
de la Région d'Ile-de-France

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL
D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale ;

VU le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié, relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

VU les résultats des élections des conseillers régionaux d'Ile-de-France du 13 décembre 2015 ;

VU la délibération CR 2018-017 du 31 mai 2018 relative aux instances statutaires et élections professionnelles ;

VU le procès-verbal récapitulatif des opérations électorales pour l'élection des représentants du personnel au comité technique de la Région Ile de France du 6 décembre 2018 et la proclamation des résultats de l'élection du 6 décembre 2018 ;

SUR la proposition du directeur général des services.

îledeFrance

ARRETE

Article 1er : La composition du comité technique de la Région d'Ile-de-France est fixée comme suit :

- **Représentants de la collectivité**

Titulaires :

- Mme Valérie PECRESSE, présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France
- Mme Marie-Carole CIUNTU, vice-présidente en charge de l'administration générale et des lycées ;
- Mme Béatrice de LAVALETTE, vice-présidente en charge du dialogue social ;
- M. Jean-François LEGARET, conseiller régional
- M. Othman NASROU, conseiller régional
- M. David BONNEAU, directeur général des services ;
- Mme Fabienne CHOL, directrice générale adjointe chargée du pôle ressources humaines ;
- M. Marc SAUVAGE, directeur général adjoint chargé du pôle achats, performance, commande publique juridique ;
- Mme Aline RIDET, adjointe à la directrice générale adjointe du pôle ressources humaines ;
- M. Cédric ARCOS, directeur des solidarités, de la sécurité et de la modernisation, direction générale des services ;
- Mme Marlène GERMAIN, directrice de la stratégie et des territoires du pôle développement économique, emploi et formation ;
- M. Patrick TONDAT, directeur général adjoint chargé du pôle lycées ;
- Mme Caroline GODINOT, directrice du développement et de l'accompagnement des ressources humaines lycées du pôle ressources humaines ;
- M. Paul BERARD, directeur général adjoint chargé du pôle finances ;
- Mme Catherine ODIN, responsable de la Mission Administration Pilotage et Projets Transverses (MAPPT) du pôle développement économique emploi et formation.

Suppléants :

- Mme Marion ZALAY, directrice générale adjointe du pôle cohésion territoriale ;
- M. Didier JEAN, adjoint au directeur général adjoint du pôle affaires européennes, coopération internationale et tourisme ;
- Mme Sarah KOWAL, adjointe au directeur général adjoint du pôle lycées chargée des partenariats économiques, de la maîtrise d'ouvrage et du patrimoine du pôle lycées ;
- M. Olivier DENERT, directeur de l'aménagement du pôle cohésion territoriale ;
- Mme Marie-Hélène GRANIER-FAUQUERT, directeur général adjoint du pôle transfert, recherche, enseignement supérieur et orientation réseaux ;
- M. Jacques ROGEL, adjoint au directeur général adjoint du pôle développement économique, emploi et formation ;
- Mme Alexa GUENA-ANDERSSON, directrice de la comptabilité du pôle finances ;
- M. Laurent VILMIN, directeur de l'audit externe et du contrôle de gestion du pôle finances ;

- Mme Valérie BERGER, directrice des sports, des loisirs et de la jeunesse, direction générale des services ;
- M. Angelo ZAGALOLO, directeur du logement et du renouvellement urbain du pôle logement et transports ;
- Mme Claire FOUCQUIER, directrice de l'administration du personnel du pôle ressources humaines ;
- M. Guillaume AUBIN, directeur adjoint de la transformation et responsable de la mission Administration, pilotage et projets transverses pôle ressources humaines ;
- Mme Emmanuelle BARRE, directrice du développement et de l'accompagnement des ressources humaines lycées du pôle ressources humaines ;
- Mme Laurie PRAT, directrice adjointe de l'audit, contrôle externe, systèmes d'information et chef du service contrôle de gestion des systèmes d'information du pôle finances ;
- Mme Pauline SCHAMING, directrice adjointe du développement et de l'accompagnement des ressources humaines lycées du pôle ressources humaines ;

- **Représentants du personnel**

. Syndicat des personnels du Conseil régional d'Ile-de-France - Confédération Générale du Travail (SPERCRIF - CGT)

Titulaires :

- Mme Maëva BALLON
- M. Jacqui GUEHENNEUX
- M. Julien FEUILLE
- Mme Fabienne PAIRE

Suppléants :

- Mme Sabrina JULLIARD
- M. Dominique MARE
- Mme Elise DAUSSY
- Mme Myriam KESSOUS

. Syndicat Force Ouvrière du Personnel de la Région Ile-de-France (FO)

Titulaires :

- Mme Michèle FUMA
- Mme Chrystelle FERRIER
- M. Alex DELUGE

Suppléants :

- Mme Lydiane LAPORTE
- M. Elie ZARKA
- M. Patrice CAUNET

. Syndicat des personnels des départements franciliens et de la Région Ile-de-France (SYNPER IDF)

Titulaires :

- M. Vincent CALLIES
- Mme Léa EL OURAOUI
- M. Abdelaatik AHIZOUNE

Suppléants :

- Mme Korotoumou DIAGOURAGA
- Mme Mandume MONZALI
- Mme Illiene MICHAUD

. Syndicat des services publics parisiens - Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT INTERCO-SPP)

Titulaires :

- Mme Danielle PAWLUK ;
- M. Fabrice DELANGRE.

Suppléants :

- Mme Anne LE RHUN-HABIB
- Mme Cécile TRACLET

. Syndicat national unitaire des agents des collectivités territoriales et de l'Etat et syndicat national de l'enseignement technique agricole public affiliés à la fédération syndicale unitaire (SNUACTE-FSU et SNETAP-FSU)

Titulaire :

- M. Philippe VESPASIEN

Suppléant :

- M. Cyril RIGAUDIERE

. Syndicat SUD EDUCATION

Titulaire :

- Mme Valérie JOUFFROY

Suppléant :

- M. Jacques ALEXIS

. Union nationale des syndicats autonomes conseil régional d'Ile-de-France affiliée à l'union nationale des syndicats autonomes (UNSA TERRITORIAUX CRIDF)

Titulaire :

- M. Brunel LORNE

Suppléant :

- M. Patrick ETENNA

Article 2 : Le comité technique est présidé par Mme Valérie PECRESSE, présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France. En son absence, la Présidence est assurée par Madame Ciuntu, Vice-Présidente en charge des lycées et de l'administration générale.

Article 3 : L'arrêté n°18-288 du 25 octobre 2018 portant composition du comité technique de la Région Ile-de-France est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

Article 4 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France et par délégation
Le Directeur Général des Services

David BONNEAU

La Présidente informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 28/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 28/01/2019

ARRETE N° 19-06 du 15 janvier 2019

portant composition du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la Région Ile-de-France

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale ;

VU le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux comités techniques paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

VU le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié, relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale, modifié par le décret n°2012-170 du 3 février 2012 ;

VU les résultats des élections des conseillers régionaux d'Ile-de-France du 13 décembre 2015 ;

VU l'arrêté du 4 juin 2018 fixant la date des élections professionnelles dans la fonction publique territoriale ;

VU la délibération n° CR 2018-017 du Conseil Régional d'Ile-de-France du 31 mai 2018 relative aux instances statutaires et élections professionnelles du 29 novembre au 6 décembre 2018 ;

VU le procès-verbal récapitulatif des opérations électorales pour l'élection des représentants du personnel au comité technique de la Région Ile de France du 6 décembre 2018 et la proclamation des résultats de l'élection du 29 novembre au 6 décembre 2018 ;

VU l'arrêté n°18-351 du 13 décembre 2018 fixant la répartition des sièges des organisations syndicales au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la Région d'Ile-de-France ;

SUR la proposition du Directeur général des services.

ARRETE

Article 1er : La composition du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la Région Ile-de-France est fixée comme suit :

Représentants de la collectivité

Titulaires :

- Mme Marie-Carole CIUNTU, vice-présidente en charge de l'administration générale et des lycées ;
- Mme Béatrice de LAVALETTE, vice-présidente en charge du dialogue social ;
- M. Jean-François LEGARET, conseiller régional
- M. David BONNEAU, directeur général des services ;
- Mme Fabienne CHOL, directrice générale adjointe chargée du pôle « ressources humaines » ;
- Mme Aline RIDET, adjointe à la directrice générale adjointe du pôle « ressources humaines » ;
- M. Daniel DAEHN, directeur général adjoint chargé du pôle « patrimoine et moyens généraux » ;
- M. Robin MONNIER, directeur grands projets du pôle « lycées » ;
- M. Xavier MANDRY, directeur juridique du pôle « achats, performance, commande publique et juridique » ;
- Mme Marie ESNAULT, directrice des entreprises et de l'emploi du pôle « développement économique, emploi et formation ».

Suppléants :

- M. Eric GROSS, directeur de la culture, direction générale des services ;
- Mme Guylène ROTTIER, directrice du soutien des sites du pôle « patrimoine et moyens généraux » ;
- Mme Gwenaelle NUN, directrice-adjointe du développement et de l'accompagnement des ressources humaines lycées du pôle « ressources humaines » ;
- Mme Marie-Noëlle DESAILLY, directrice de la commande publique du pôle « achats, performance, commande publique et juridique » ;
- Mme Catherine LADOY, directrice des formations sanitaires et sociales du pôle « transfert, recherche, enseignement supérieur et orientation réseau » ;
- M. Adamou ADAMOU, adjoint à la directrice de l'administration du personnel du pôle « ressources humaines » ;
- M. Paul BAUVALLET, directeur des transports du pôle « logement et transports » ;
- Mme Marie MOREL, directrice de la formation professionnelle continue du pôle « développement économique, emploi et formation » ;
- Mme Caroline BONAN-RICHARD, directrice de l'action territoriale du pôle « cohésion territoriale » ;
- M. Christophe SAINTILLAN, directeur général adjoint du pôle « logement et transports ».

Représentants du personnel

. Syndicat des personnels du Conseil régional d'Ile-de-France - Confédération Générale du Travail (SPERCRIF - CGT)

Titulaires :

- M. Charles AFFATICATI
- M. Jacqui GUEHENNEUX
- Mme Elise DAUSSY

Suppléants :

- M. Dominique MARE
- M. Pascal HUBERLAND
- Mme Christine LONCLE

. Syndicat Force Ouvrière du Personnel de la Région Ile-de-France (FO)

Titulaires :

- M. Olivier FRANCOIS
- M. Bernard DESCAMPS

Suppléants :

- Mme Christine SILVA
- M. Vincent FILOCHE

. Syndicat des services publics parisiens - Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT INTERCO-SPP)

Titulaires :

- Mme Anne-Marie RICHARD
- Mme Géraldine LHOPITEAU

Suppléants :

- M. Martial MEZIANI
- Mme Katia ZENARRE

. Syndicat des personnels des départements franciliens et de la Région Ile-de-France (SYNPER IDF)

Titulaires :

- M. Abdelaatik AHIZOUNE
- Mme Tahra TRIRAF

Suppléants :

- M. Yannick BLANDIN
- Mme Laurence JOSEPH

. Syndicat national unitaire des agents des collectivités territoriales et de l'Etat et syndicat national de l'enseignement technique agricole public affiliés à la fédération syndicale unitaire (SNUACTE-FSU et SNETAP-FSU)

Titulaire :

- M. Xavier PAUPARD

Suppléante :

- Mme Dominique HUSBANDS

Article 2 : L'arrêté N°18-221 du 20 août 2018 portant composition du comité d'hygiène et de sécurité de la Région d'Ile-de-France est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

Article 3 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France et par délégation :
Le Directeur Général des Services,

David BONNEAU

La Présidente informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 18/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 18/01/2019

îledeFrance
Conseil régional

Ref. : I19-CRIDF-00015

ARRETE N° 19-07 MODIFIANT L'ARRETE N° 16-326

Fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du conseil économique, social et environnemental régional

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU les articles L 4231-3 et L 4134-5 du Code Général des Collectivités territoriales ;

VU l'arrêté n°16-326 modifié du 25 novembre 2016 fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du conseil économique, social et environnemental régional modifié ;

VU l'avis du comité technique du 20 novembre 2018.

ARRETE

Article 1er :

L'article 1 de l'arrêté n° 16-326 modifié, est remplacé comme suit :

Les services de la Région se composent de la Direction Générale des Services et des pôles suivants, sous la direction de Directeurs Généraux Adjoints :

Pôles fonctionnels :

- Finances ;
- Ressources humaines ;
- Patrimoine et moyens généraux ;
- Achats, performance, commande publique, juridique.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Pôles opérationnels :

- Politiques sportives, de santé, de solidarité et de modernisation ;
- Lycées ;
- Logement et transports ;
- Cohésion territoriale ;
- Transfert, recherche, enseignement supérieur et orientation en réseaux ;
- Développement économique, emploi et formation ;
- Affaires européennes, coopération internationale et tourisme.

Les services de la Région comprennent également la direction fonctionnelle du conseil économique, social et environnemental régional (CESER), ainsi que l'inspection générale.

Article 2 :

Le point I de l'article 2 de l'arrêté n° 16-326 modifié, est remplacé comme suit :

Direction Générale des Services

I. La **direction générale** est constituée du Directeur Général des Services (DGS), du secrétariat général et de trois directions : la direction de la communication ; la direction de la culture ; la direction des systèmes d'information.

Article 3 :

Le point V de l'article 2 de l'arrêté n° 16-326 modifié est supprimé.

Article 4 :

Le point VII de l'article 2 de l'arrêté n° 16-326 modifié est supprimé.

Article 5 :

Est créé un pôle opérationnel Politiques sportives, de santé, de solidarité et de modernisation.

I. Le **pôle Politiques sportives, de santé, de solidarité et de modernisation** conduit les politiques en matière d'accès aux soins, aux droits, aux sports et aux loisirs pour les franciliens et, d'autre part, pilote la modernisation de l'administration régionale en s'appuyant sur de nouveaux outils et stratégies numériques.
Le pôle se compose d'une mission administrative et d'appui transverse, d'un pool de secrétariat, d'un service « Sécurité et aides aux victimes » directement rattaché au pôle et de deux directions : la direction des sports, des solidarités et de la citoyenneté et la direction de la coordination et de la modernisation de l'action publique.
La mission administrative et d'appui transverse assure ses missions de contrôle de gestion et de suivi du budget pour la direction de la culture et la direction de la communication, directions placées auprès de la Direction Générale des Services.
II. La **direction des sports, des solidarités** et de la citoyenneté assure le pilotage de la politique régionale de promotion du sport, de soutien à la vie associative et aux réseaux solidaires ainsi que la politique de promotion de la laïcité.

Elle est composée de quatre services opérationnels et d'une délégation :

- le service « Jeunesse, citoyenneté et lutte contre les discriminations » ;

- le service « Action sociale, santé, famille » ;
- la « Délégation au handicap » ;
- le service « Loisirs » ;
- le service « Sports ».

II. La **direction de la coordination et de la modernisation de l'action publique régionale**, dont le champ d'action est transversal et concerne l'ensemble de la Région, assure la modernisation du fonctionnement interne de l'administration, le pilotage de la politique numérique de la Région et de l'innovation, aussi bien dans les modes d'intervention de la Région que dans la façon de délivrer le service au public.
Basée sur une organisation destinée à encourager un travail en mode projets, elle se compose de 4 axes :

- l'axe « Coordination des politiques publiques » ;
- l'axe « Smart Région » ;
- l'axe « Analyse spatiale et système d'information géographique » ;
- l'axe « Stratégie numérique et incubation de projets ».

Article 6 :

Le point I de l'article 6 de l'arrêté n° 16-326 modifié, est remplacé comme suit :

Pôle Achats, performance, commande publique, juridique

I. Le Pôle Achats, performance, commande publique, juridique est chargé dans tous les domaines d'une mission de conseil, d'assistance et d'expertise juridique auprès des autorités et des services de la Région. Il apporte une expertise et des ressources sur les achats régionaux notamment sur les aspects : connaissance du marché fournisseurs, sourcing, travail sur le besoin, négociation, mesure de la performance et suivi des consommations. Il est chargé de la passation et du contrôle des marchés publics.
Il se compose de trois directions : la direction des achats, la direction de la commande publique et la direction juridique.

Article 7 :

Le point II de l'article 6 de l'arrêté n° 16-326 modifié est supprimé.

Article 8 :

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur au 1er février 2019.

Article 9 :

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen, le 15 janvier 2019

David BONNEAU
Directeur Général des Services

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 16/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 16/01/2019

îledeFrance

ARRETE N° 2019 - 08

fixant la liste des représentants de la collectivité territoriale et des représentants du personnel à la Commission Administrative Paritaire de la catégorie A de la Région d'Ile-de-France

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 modifié relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

VU le décret n° 95-1018 du 14 septembre 1995 modifié fixant la répartition des fonctionnaires territoriaux en groupes hiérarchiques en application de l'article 90 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU la délibération CR 2018-017 du 31 mai 2018 « Instances paritaires et élections professionnelles» ;

VU le procès-verbal récapitulatif des opérations électorales pour l'élection des représentants du personnel à la commission administrative paritaire de la catégorie A de la Région Ile de France (scrutin du 29 novembre 2018 au 6 décembre 2018) et la proclamation des résultats de l'élection du 6 décembre 2018 ;

VU l'arrêté n° 2018-112 du 15 mai 2018 fixant la liste des représentants de la collectivité territoriale et des représentants du personnel à la Commission Administrative Paritaire de la catégorie A ;

SUR la proposition du Directeur général des services.

ARRETE

Article 1er : La liste des représentants de la collectivité territoriale à la commission administrative paritaire de la catégorie **A** de la Région d'Ile-de-France est fixée comme suit :

Présidente	Mme Marie-Carole CIUNTU, Vice-présidente chargée des lycées et de l'administration générale
Membres titulaires	Mme Caroline CARMANTRAND, conseillère régionale M. Pierre DENIZIOT, conseiller régional, délégué spécial auprès de la Présidente, en charge du handicap Mme Ngandu KENYA, conseillère régionale M. Jean-François LEGARET, conseiller régional Mme Valérie MONTANDON, conseillère régionale M. Nicolas TARDY-JOUBERT, conseiller régional
Membres suppléants	M. Gilles BATTAIL, conseiller régional M. Denis GABRIEL, conseiller régional M. Jean-Pierre LECOQ, conseiller régional M. Philippe LOREC, conseiller régional Mme Isabelle PERDEREAU, conseillère régionale M. Jérémy REDLER, conseiller régional Mme Christel ROYER, conseillère régionale

Article 2 : Sont nommés en qualité de représentants du personnel à la commission administrative paritaire de la catégorie **A** de la Région d'Ile-de-France :

- **Groupe hiérarchique 6** :

Membres titulaires	Mme Marie-Françoise PINEDA (CFDT INTERCO-SPP) Mme Isabelle REVERDY (CGT - SPERCRIF)
Membres suppléants	M. Fabrice DELANGRE (CFDT INTERCO-SPP) Mme Isabelle PELLISSIER (CGT - SPERCRIF)

- **Groupe hiérarchique 5** :

Membres titulaires	M. Gérard CARDONA (CFDT INTERCO-SPP) Mme Delphine BERLING (CFDT INTERCO-SPP) M. Stéphane ASSELINE (CFDT INTERCO-SPP) Mme Elisabeth MAZALTOV (CGT - SPERCRIF) M. Julien FEUILLE (CGT - SPERCRIF)
Membres suppléants	Mme Amel KOUIDER-MONIOT (CFDT INTERCO-SPP) M. Michel ROSE (CFDT INTERCO-SPP) Mme Muriel REGNARD (CFDT INTERCO-SPP) Mme Zahia ZAIDAT (CGT - SPERCRIF) Mme Cécile VENDROT AL-SULIEHAT (CGT - SPERCRIF)

Article 3 : Mme Marie-Claude CIUNTU est désignée Présidente de la commission administrative paritaire de la catégorie A.

Article 4 : L'arrêté n° 2018-112 du 15 mai 2018 fixant la liste des représentants de la collectivité territoriale et des représentants du personnel à la commission administrative paritaire de la catégorie **A** de la Région d'Ile-de-France est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

Article 5 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint Ouen, le 15 JAN. 2019

Valérie PECRESSE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 16/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 16/01/2019

îledeFrance

ARRETE N° 2019 - 09

fixant la liste des représentants de la collectivité territoriale et des représentants du personnel à la Commission Administrative Paritaire de la catégorie B de la Région d'Ile-de-France

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 modifié relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

VU le décret n° 95-1018 du 14 septembre 1995 modifié fixant la répartition des fonctionnaires territoriaux en groupes hiérarchiques en application de l'article 90 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU la délibération CR 2018-017 du 31 mai 2018 « Instances paritaires et élections professionnelles» ;

VU le procès-verbal récapitulatif des opérations électorales pour l'élection des représentants du personnel à la commission administrative paritaire de la catégorie B de la Région Ile de France (scrutin du 29 novembre 2018 au 6 décembre 2018) et la proclamation des résultats de l'élection du 6 décembre 2018 ;

VU l'arrêté n° 2018-113 du 15 mai 2018 fixant la liste des représentants de la collectivité territoriale et des représentants du personnel à la Commission Administrative Paritaire de la catégorie B ;

SUR la proposition du Directeur général des services.

ARRETE

Article 1er : La liste des représentants de la collectivité territoriale à la commission administrative paritaire de la catégorie **B** de la Région d'Ile-de-France est fixée comme suit :

Présidente	Mme Marie-Carole CIUNTU, Vice-présidente chargée des lycées et de l'administration générale
Membres titulaires	M. Pierre DENIZIOT, conseiller régional, délégué spécial auprès de la Présidente, en charge du handicap M. Jean-François LEGARET, conseiller régional Mme Valérie MONTANDON, conseillère régionale M. Nicolas TARDY-JOUBERT, conseiller régional
Membres suppléants	Mme Caroline CARMANTRAND, conseillère régionale M. Jean-Pierre LECOQ, conseiller régional Mme Ngandu KENYA, conseillère régionale M. Philippe LOREC, conseiller régional M. Jérémy REDLER, conseiller régional

Article 2 : Sont nommés en qualité de représentants du personnel à la commission administrative paritaire de la catégorie **B** de la Région d'Ile-de-France :

- **Groupe hiérarchique 4 :**

Membres titulaires	Mme Karina KHAROUNI (CFDT INTERCO-SPP) Mme Sonia CALZOLATO (CGT - SPERCRIF) Mme Hélène BAILLY (CGT - SPERCRIF)
Membres suppléants	Mme Nathalie LARRIVOIRE (CFDT INTERCO-SPP) M. Olivier FERNANDES PEDRO (CGT - SPERCRIF) M. Sébastien LOMBARD (CGT - SPERCRIF)

- **Groupe hiérarchique 3 :**

Membres titulaires	Mme Myriam KESSOUS (CGT - SPERCRIF) Mme Audrey RENARD (CGT - SPERCRIF)
Membres suppléants	Mme Salima BENABDALLAH (CGT - SPERCRIF) Mme Frédéric Lucette DUNOYER-LAJOIE (CGT- SPERCRIF)

Article 3 : Mme Marie-Claude CIUNTU est désignée Présidente de la commission administrative paritaire de la catégorie B.

Article 4 : L'arrêté n° 2018-113 du 15 mai 2018 fixant la liste des représentants de la collectivité territoriale et des représentants du personnel à la commission administrative paritaire de la catégorie **B** de la Région d'Ile-de-France est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

Article 5 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint Ouen, le 15 JAN. 2019

Valérie PECRESSE

Acte certifié exécutoire

- Par publication ou notification le 16/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 16/01/2019

îledeFrance

ARRETE N° 2019 - 10

fixant la liste des représentants de la collectivité territoriale et des représentants du personnel à la Commission Administrative Paritaire de la catégorie C de la Région d'Ile-de-France

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 modifié relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

VU le décret n° 95-1018 du 14 septembre 1995 modifié fixant la répartition des fonctionnaires territoriaux en groupes hiérarchiques en application de l'article 90 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU la délibération CR 2018-017 du 31 mai 2018 « Instances paritaires et élections professionnelles» ;

VU le procès-verbal récapitulatif des opérations électorales pour l'élection des représentants du personnel à la commission administrative paritaire de la catégorie C de la Région Ile de France (scrutin du 29 novembre 2018 au 6 décembre 2018) et la proclamation des résultats de l'élection du 6 décembre 2018 ;

VU l'arrêté n° 2018-114 du 15 mai 2018 fixant la liste des représentants de la collectivité territoriale et des représentants du personnel à la Commission Administrative Paritaire de la catégorie C ;

SUR la proposition du Directeur général des services.

ARRETE

Article 1er : La liste des représentants de la collectivité territoriale à la commission administrative paritaire de la catégorie **C** de la Région d'Ile-de-France est fixée comme suit :

Présidente	Mme Marie-Carole CIUNTU, Vice-présidente chargée des lycées et de l'administration générale
Membres titulaires	M. Pierre DENIZIOT, conseiller régional, délégué spécial auprès de la Présidente, en charge du handicap M. Jean-François LEGARET, conseiller régional Mme Valérie MONTANDON, conseillère régionale M. Nicolas TARDY-JOUBERT, conseiller régional Mme Caroline CARMANTRAND, conseillère régionale M. Jean-Pierre LECOQ, conseiller régional Mme Ngandu KENYA, conseillère régionale
Membres suppléants	M. Philippe LOREC, conseiller régional M. Jérémy REDLER, conseiller régional Mme Isabelle PERDEREAU, conseillère régionale M. Denis GABRIEL, conseiller régional Mme Christel ROYER, conseillère régionale M. Gilles BATTAIL, conseiller régional Mme Béatrice LECOUTURIER, conseillère régionale M. Laurent JEANNE, conseiller régional

Article 2 : Sont nommés en qualité de représentants du personnel à la commission administrative paritaire de la catégorie **C** de la Région d'Ile-de-France :

- **Groupe hiérarchique 2 :**

Membres titulaires	M. Elie ZARKA (FO) M. Patrice CAUNET (FO) Mme Claire DELAVIGNE (CFDT INTERCO-SPP) M. Thierry PROCIDA (CGT - SPERCRIF) Mme Léa EL OURAOUI (SYNPER)
Membres suppléants	M. Eddy TENDAVARAYEN (FO) Mme Lydiane LAPORTE (FO) Mme Géraldine LHOPITEAU (CFDT INTERCO-SPP) Mme Fabienne PAIRE (CGT - SPERCRIF) Mme Illienne MICHAUD (SYNPER)

- **Groupe hiérarchique 1 :**

Membres titulaires	M. Gino BESNARD (CGT – SPERCRIF) Mme Dominique JARRY (SYNPER) M. Sylvain VERDIER (FSU)
Membres suppléants	Mme Samia AMRANI (CGT – SPERCRIF) M. Jayakrishnan BALA (SYNPER) M. Vincent SERRE (FSU)

Article 3 : Mme Marie-Claude CIUNTU est désignée Présidente de la commission administrative paritaire de la catégorie C.

Article 4 : L'arrêté n° 2018-114 du 15 mai 2018 fixant la liste des représentants de la collectivité territoriale et des représentants du personnel à la commission administrative paritaire de la catégorie **C** de la Région d'Ile-de-France est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

Article 5 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint Ouen, le 15 JAN. 2019

Valérie PECRESSE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 16/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 16/01/2019

îledeFrance

ARRETE N° 2019 - 11

fixant la liste des représentants de la collectivité territoriale et des représentants du personnel à la Commission consultative paritaire de la catégorie A de la Région d'Ile-de-France

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 2016-1858 du 23 décembre 2016 relatif aux commissions consultatives paritaires et aux conseils de discipline de recours des agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

VU la délibération CR 2018-017 du 31 mai 2018 «Instances paritaires et élections professionnelles» ;

VU le procès-verbal récapitulatif des opérations électorales pour l'élection des représentants du personnel à la commission consultative paritaire de la catégorie A de la Région Ile de France (scrutin du 29 novembre 2018 au 6 décembre 2018) et la proclamation des résultats de l'élection du 6 décembre 2018 ;

SUR la proposition du Directeur général des services.

ARRETE

Article 1er : La liste des représentants de la collectivité territoriale à la commission consultative paritaire de la catégorie **A** de la Région d'Ile-de-France est fixée comme suit :

Présidente	Mme Marie-Carole CIUNTU, Vice-présidente chargée des lycées et de l'administration générale
Membres titulaires	M. Pierre DENIZIOT, conseiller régional, délégué spécial auprès de la Présidente, en charge du handicap Mme Ngandu KENYA, conseillère régionale M. Jean-François LEGARET, conseiller régional M. Nicolas TARDY-JOUBERT, conseiller régional
Membres suppléants	Mme Caroline CARMANTRAND, conseillère régionale M. Jean-Pierre LECOQ, conseiller régional Mme Valérie MONTADON, conseillère régionale Mme Isabelle PERDEREAU, conseillère régionale M. Jérémy REDLER, conseiller régional

Article 2 : Sont nommés en qualité de représentants du personnel à la commission consultative paritaire de la catégorie **A** de la Région d'Ile-de-France :

Membres titulaires	M. Vincent REY (CFDT INTERCO-SPP) Mme Malika MECHTOUH (CFDT INTERCO-SPP) Mme Flaz TORRES (CGT - SPERCRIF) Mme Laura RODDE (CGT – SPERCRIF) Mme Brigitte DENIS (CGT - SPERCRIF)
Membres suppléants	Mme Giovanna TATTOLO (CFDT INTERCO-SPP) M. Thierry BRIFFAULT (CFDT INTERCO-SPP) M. Jérémie JARDIN (CGT – SPERCRIF) M. David ROTMAN (CGT – SPERCRIF) M. Claude NAJBERGER (CGT – SPERCRIF)

Article 3 : Mme Marie-Claude CIUNTU est désignée Présidente de la commission consultative paritaire de la catégorie A.

Article 4 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint Ouen, le 15 JAN. 2019

Valérie PECRESSE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 16/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 16/01/2019

îledeFrance

ARRETE N° 2019 - 12

fixant la liste des représentants de la collectivité territoriale et des représentants du personnel à la Commission consultative paritaire de la catégorie B de la Région d'Ile-de-France

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 2016-1858 du 23 décembre 2016 relatif aux commissions consultatives paritaires et aux conseils de discipline de recours des agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

VU la délibération CR 2018-017 du 31 mai 2018 «Instances paritaires et élections professionnelles» ;

VU le procès-verbal récapitulatif des opérations électorales pour l'élection des représentants du personnel à la commission consultative paritaire de la catégorie B de la Région Ile de France (scrutin du 29 novembre 2018 au 6 décembre 2018) et la proclamation des résultats de l'élection du 6 décembre 2018 ;

SUR la proposition du Directeur général des services.

îledeFrance

ARRETE

Article 1er : La liste des représentants de la collectivité territoriale à la commission consultative paritaire de la catégorie **B** de la Région d'Ile-de-France est fixée comme suit :

Présidente	Mme Marie-Carole CIUNTU, Vice-présidente chargée des lycées et de l'administration générale
Membre titulaire	Mme Ngandu KENYA, conseillère régionale
Membres suppléants	M. Jean-François LEGARET, conseiller régional M. Nicolas TARDY-JOUBERT, conseiller régional

Article 2 : Sont nommés en qualité de représentants du personnel à la commission consultative paritaire de la catégorie **B** de la Région d'Ile-de-France :

Membres titulaires	M. Richard LOUART (CGT - SPERCRIF) Mme Manon BREGERAS (CGT – SPERCRIF)
Membres suppléants	Mme Marie BATEKA (CGT – SPERCRIF) Mme Oxana FLOCEA (CGT – SPERCRIF)

Article 3 : Mme Marie-Claude CIUNTU est désignée Présidente de la commission consultative paritaire de la catégorie B.

Article 4 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint Ouen, le 15 JAN. 2019

Valérie PECRESSE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 16/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 16/01/2019

îledeFrance

ARRETE N° 2019 - 13

fixant la liste des représentants de la collectivité territoriale et des représentants du personnel à la Commission consultative paritaire de la catégorie C de la Région d'Ile-de-France

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 2016-1858 du 23 décembre 2016 relatif aux commissions consultatives paritaires et aux conseils de discipline de recours des agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

VU la délibération CR 2018-017 du 31 mai 2018 «Instances paritaires et élections professionnelles» ;

VU le procès-verbal récapitulatif des opérations électorales pour l'élection des représentants du personnel à la commission consultative paritaire de la catégorie C de la Région Ile de France (scrutin du 29 novembre 2018 au 6 décembre 2018) et la proclamation des résultats de l'élection du 6 décembre 2018 ;

SUR la proposition du Directeur général des services.

ARRETE

Article 1er : La liste des représentants de la collectivité territoriale à la commission consultative paritaire de la catégorie **C** de la Région d'Ile-de-France est fixée comme suit :

Présidente	Mme Marie-Carole CIUNTU, Vice-présidente chargée des lycées et de l'administration générale
Membres titulaires	Mme Caroline CARMANTRAND, conseillère régionale M. Pierre DENIZIOT, conseiller régional, délégué spécial auprès de la Présidente, en charge du handicap Mme Ngandu KENYA, conseillère régionale M. Jean-François LEGARET, conseiller régional M. Nicolas TARDY-JOUBERT, conseiller régional
Membres suppléants	M. Jean-Pierre LECOQ, conseiller régional Mme Valérie MONTADON, conseillère régionale Mme Isabelle PERDEREAU, conseillère régionale M. Jérémy REDLER, conseiller régional M. Denis GABRIEL, conseiller régional M. Philippe LOREC, conseiller régional

Article 2 : Sont nommés en qualité de représentants du personnel à la commission consultative paritaire de la catégorie **C** de la Région d'Ile-de-France :

Membres titulaires	M. Amadou DIARRA (FO) Mme Fabienne GOMIS (CGT - SPERCRIF) M. Paul BINDI (CGT – SPERCRIF) M. Kalaialagan ALAGAIAH (CGT - SPERCRIF) M. Célestin BETU NKUMESU (SYNPER) Mme Marie-Edith BESSE (SYNPER)
Membres suppléants	Mme Deborah LOUIS SIDNEY (FO) Mme Khadija HALOUI (CGT – SPERCRIF) Mme Oumou BOCOUM (CGT – SPERCRIF) M. Samba DOUCOURE (CGT – SPERCRIF) Mme Mylène DORBAIS (SYNPER) Mme Mariame ISMAEL (SYNPER)

Article 3 : Mme Marie-Claude CIUNTU est désignée Présidente de la commission consultative paritaire de la catégorie C.

Article 4 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint Ouen, le 15 JAN. 2019

Valérie PECRESSE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 28/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 28/01/2019

ÎledeFrance
Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 19-15
du 25 janvier 2019

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU l'arrêté n°17-184 du 18 octobre 2018 portant désignation de Monsieur Pierre Deniziot, Conseiller régional délégué spécial au handicap,

VU la délibération n° CP 2019-061 du 24 janvier 2019 relative au renouvellement de la convention de partenariat « Atouts pour tous Ile-de-France ».

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Est désigné pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France pour la signature de la Convention régionale de partenariat « Atouts pour tous Ile-de-France » le 28 janvier 2019 :

- **Monsieur Pierre DENIZIOT**
  Conseiller régional délégué spécial en charge du handicap

ARTICLE 2:

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél. : 01 53 85 53 85
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 28/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 28/01/2019

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 19-16
du 25 janvier 2019

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU l'arrêté n° 17-180 du 18 octobre 2017 désignant Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT, Vice-président délégué à l'écologie et au développement durable,

VU la délibération n° CP 2019-034 du 24 janvier 2019 relative à l'aide à l'ingénierie territoriale, aux Contrats d'Aménagement Régionaux (CAR) et aux Contrats Régionaux Territoriaux (CRT) : 1ères affectations 2019.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

est désigné pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France lors de la signature des contrats d'aménagement régionaux, votés en Commission Permanente le 24 janvier 2019 pour les Communes situées dans les départements de Seine-et-Marne, de l'Essonne, du Val-de-Marne, du Val d'Oise ainsi que pour les communes de Saint-Nom-la-Bretèche et Le Chesnay-Rocquencourt dans le département des Yvelines :

- **Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT**
  Vice-président du Conseil régional d'Ile-de-France

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 28/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 28/01/2019

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 19-17
du 25 janvier 2019

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU l'arrêté n° 17-177 du 18 octobre 2017 désignant Madame Alexandra DUBLANCHE, Vice-présidente déléguée au développement économique, à l'agriculture et à la ruralité,

VU la délibération n° CP 2019-034 du 24 janvier 2019 relative à l'aide à l'ingénierie territoriale, aux Contrats d'Aménagement Régionaux (CAR) et aux Contrats Régionaux Territoriaux (CRT) : 1ères affectations 2019.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

est désignée pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France lors de la signature du contrat d'aménagement régional, voté en Commission Permanente le 24 janvier 2019 pour la Commune de Vernouillet, située dans le département des Yvelines :

- **Madame Alexandra DUBLANCHE**
  Vice-présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 28/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 28/01/2019

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 19-18
du 25 janvier 2019

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU l'arrêté n° 17-180 du 18 octobre 2017 désignant Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT, Vice-président délégué à l'écologie et au développement durable,

VU la délibération n° CP 2019-040 du 24 janvier 2019 relative aux nouveaux Contrats Ruraux et anciens dispositifs ruraux : 1ère affectation 2019.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

est désigné pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France lors de la signature des contrats ruraux votés en Commission Permanente le 24 janvier 2019 pour les Communes de Saclas et de Courances dans le département de l'Essonne :

- **Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT**
  Vice-président du Conseil régional d'Ile-de-France

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Conseil régional
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 28/01/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 28/01/2019

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 19-19
du 25 janvier 2019

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU l'arrêté n° 17-177 du 18 octobre 2017 désignant Madame Alexandra DUBLANCHE, Vice-présidente déléguée au développement économique, à l'agriculture et à la ruralité,

VU la délibération n° CP 2019-040 du 24 janvier 2019 relative aux nouveaux Contrats Ruraux et anciens dispositifs ruraux : 1ère affectation 2019.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

est désignée pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France lors de la signature des contrats ruraux, votés en Commission Permanente le 24 janvier 2019 pour les Communes situées dans les départements de Seine-et-Marne, des Yvelines et du Val d'Oise :

- **Madame Alexandra DUBLANCHE**
  Vice-présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

REPUBLIQUE FRANCAISE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 01/02/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 01/02/2019

îledeFrance
Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 19-20
du 25 Janvier 2019

portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France au Conseil d'Administration du Centre de Santé Louis Pasteur sur la commune de Vélizy-Villacoublay

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU le Règlement intérieur du Centre de Santé Louis Pasteur sur la commune de Vélizy-Villacoublay.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Est désignée pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au Conseil d'Administration du Centre de Santé Louis Pasteur sur la commune de Vélizy-Villacoublay :

- **Madame Sylvie PIGANEAU**
  Conseillère régionale d'Ile-de-France

ARTICLE 2:

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 05/02/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 05/02/2019

îledeFrance
Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 19-21
du 28 janvier 2019

portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France au sein de la SAS SCIENTIPÔLE CAPITAL.

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU les statuts de la Société par Actions Simplifiée à capital variable SCIENTIPÔLE CAPITAL.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

L'arrêté n° 17-212 du 7 novembre 2017 est abrogé.

ARTICLE 2 :

Est désigné pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein de la SAS SCIENTIPÔLE CAPITAL :

- **Monsieur Grégoire DE LASTEYRIE**
  Conseiller régional d'Ile-de-France

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél. : 01 53 85 53 85
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 01/02/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 01/02/2019

îledeFrance

La Présidente

ARRETE N°19_22 du 28 janvier 2019.

portant délégation de signature à la Directrice départementale des territoires des Yvelines dans le cadre du Programme de développement rural FEADER 2014-2020 de la région Île-de-France

LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

VU le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;

VU le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au financement, à la gestion et au suivi de la Politique agricole commune ;

VU le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives aux 5 fonds (FEADER, FEDER, FSE, FEAMP et Fonds de cohésion) ;

VU le règlement (UE) n°1310/2013 du Parlement européen et du Conseil établissant certaines dispositions transitoires relatives au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 4151-1 ;

VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, et notamment son article 78 ;

VU le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

VU le décret n°2015-229 du 27 février 2015 relatif à la mise en œuvre des Programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;

VU l'arrêté n°16-326 du 25 novembre 2016 fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région Île-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil économique, social et environnemental régional modifié ;

VU le Programme de développement rural FEADER de la région Île-de-France pour la période de programmation 2014-2020 approuvé par la Commission européenne le 7 août 2015 modifié ;

VU le Cadre national approuvé par la Commission européenne le 2 juillet 2015 modifié ;

VU la convention établie entre la Région Île-de-France, l'Agence de services et de paiement et le Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et la forêt relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1310/2013 concernant la politique de développement rural dans la région Île-de-France pour la programmation 2014-2020 approuvée par délibération n°CR 08-14 du 14 février 2014 et signée le 12 mars 2014 ;

VU la convention établie entre la Région Île-de-France, l'Agence de services et de paiement et le Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et la forêt relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 concernant la politique de développement rural dans la région Île-de-France pour la programmation 2014-2020 approuvée par délibération n°CP 15-117 du 29 janvier 2015 et signée le 24 février 2015, et son avenant n°1 visé le 20 novembre 2015 ;

VU la convention établie entre la Région Île-de-France et la Préfecture des Yvelines relative à la délégation d'instruction de certaines tâches de l'autorité de gestion du Programme de développement rural FEADER de la région Île-de-France à la Direction départementale des territoires des Yvelines pour la période de programmation 2014-2020 approuvée par délibération n°CP 15-117 du 29 janvier 2015 et signée le 16 mars 2015 ;

VU la délibération n°CR 08-14 du 13 février 2014 demandant l'autorité de gestion du FEADER pour la période 2014-2020.

Considérant ce qui suit,

(1) - La Région Île-de-France est l'autorité de gestion du Programme de développement rural Île-de-France pour la période de programmation 2014-2020 ;

(2) - Par convention tripartite Région Île-de-France / Agence de services et de paiement / Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Île-de-France pour la programmation 2014-2020, la Région a confié aux services déconcentrés de l'État, la fonction de Guichet unique - Service instructeur (GUSI) pour certaines mesures comprenant l'exécution des tâches de réception et d'instruction des demandes de subvention au FEADER, de sélection des dossiers subventionnés conformément aux dispositions du Programme de développement rural et d'instruction des demandes de paiement FEADER ;

(3) - La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, en tant qu'autorité de gestion, assure la mise en œuvre et le suivi du Programme de développement rural de la région Île-de-France. En application des dispositions de la convention susmentionnée, elle peut donner délégation de signature au chef du service déconcentré de l'État chargé de l'instruction des demandes d'aides dans le cadre de ce programme et aux agents qui lui sont directement rattachés, pour prendre en son nom les décisions relatives à l'attribution et au retrait de ces aides.

ARRETE

Article 1 : Abrogation

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°18-214 du 24 juillet 2018 portant délégation de signature de la Présidente du Conseil régional à la Directrice départementale des territoires par intérim des Yvelines pris dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de développement rural FEADER 2014-2020 de la région Île-de-France.

Article 2 : Désignation des délégataires

La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France donne délégation de signature à Madame Isabelle DERVILLE, Directrice départementale des territoires des Yvelines, pour les actes administratifs visés à l'article 3.

Article 3 : Nature de la délégation donnée

La délégation de signature consentie à l'article 2 s'exerce pour la mise en œuvre des dispositifs visés à l'article 4 relevant de la compétence du Conseil régional d'Île-de-France.

Cette délégation comprend la signature :

- des accusés de réception (récépissé, dossier incomplet, dossier complet) ;
- des décisions de refus des aides FEADER SIGC et hors SIGC (inéligibilité ou non sélection) ;
- des décisions d'attribution des aides FEADER SIGC et hors SIGC et des courriers liés ;
- des avenants, des décisions modificatives et des courriers qui y sont liés ;
- des certificats de service fait et des courriers qui y sont liés ;
- des décisions défavorables (déchéance, retrait ou annulation) et des courriers qui y sont liés ;
- des courriers de réponses relatifs aux recours administratifs.

Article 4 : Dispositifs instruits au niveau départemental

Pour la période de programmation 2014-2020, les dispositifs du Programme de développement rural Île-de-France mis en œuvre et instruits au niveau départemental par la Direction départementale des territoires des Yvelines sont les suivants :

- **Mesure 4 « Investissements physiques » :**
  - 4.1 - Modernisation des exploitations agricoles et améliorations des pratiques ;
  - 4.2 - Transformation et commercialisation des productions agricoles ;
  - 4.3 - Amélioration de la desserte forestière ;
  - 4.4 - Investissements non productifs.

- **Mesure 6 « Développement des exploitations et des entreprises » :**

  - 6.1 - Aide à l'installation pour les jeunes agriculteurs ;
  - 6.1 - Prêts bonifiés ;
  - 6.4 - Aide à la diversification non agricole.

- **Mesure 7 « Services de base et rénovation des villages dans les zones rurales » :**

  - 7.6.2 - Contrats NATURA 2000 en milieux ni-agricoles, ni-forestiers.

- **Mesure 8 « Investissements dans le développement des zones forestières et amélioration de la viabilité des forêts » :**

  - 8.5 - Investissements améliorant la résilience et la valeur environnementale des écosystèmes forestiers, pour les volets :

- Amélioration des peuplements ;
- Contrats NATURA 2000 en forêt.

- **Mesure 10 « Agroenvironnement - Climat » ;**

- **Mesure 11 « Agriculture biologique ».**

Article 5 : Mentions à apposer lors des signatures

Chacune des signatures apposées sur les documents visés à l'article 3 porte la mention suivante : « Par délégation de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, Prénom-Nom-Fonction ».

Article 6 : Date d'effet

Le présent arrêté prend effet à compter du 10 octobre 2018.

Article 7 : Contrôle hiérarchique

La Directrice départementale des territoires des Yvelines peut subdéléguer la signature pour l'ensemble des actes cités à l'article 3 aux agents placés sous sa responsabilité hiérarchique. Elle assure le contrôle de la bonne exécution de ces délégations en application de la réglementation en vigueur. Elle organise pour cela, sous son autorité, le contrôle hiérarchique habituel lui afférent. Une ampliation de chaque acte de subdélégation de signature est transmise à la Région d'Île-de-France et à l'Agence de services et de paiement.

Article 8 : Exécution du présent arrêté

Le Directeur général des services de la Région et la Directrice départementale des territoires des Yvelines sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Fait à Saint-Ouen, le 19 octobre 2018

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
2 rue Simone Veil - 93400 Saint-Ouen
Tél : 01 53 85 53 85
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 20/02/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 20/02/2019

Île de France
Conseil régional

Réf. : I19-CRIDF-00049

ARRETE N°19-24 du 29 janvier 2019

portant délégations de signature
du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux (TRESOR)

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL
D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa Présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil économique, social et environnemental régional ;

ARRETE

Article 1er :

Délégation permanente est donnée à Mme Marie-Hélène GRANIER-FAUQUERT, Directrice Générale Adjointe en charge du Pôle TRESOR à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du pôle, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Article 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-Hélène GRANIER-FAUQUERT, délégation de signature est donnée à M. Simon LARGER, adjoint à la Directrice Générale Adjointe en charge du Pôle TRESOR, dans les limites de l'article 1er, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences du Pôle TRESOR.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Article 3 :

Délégation permanente est donnée à M. Simon LARGER, qui assure les fonctions de Chef de la Mission Administration, Pilotage et Projets Transverses, à l'effet de signer, dans les limites de ses attributions, tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Direction de l'Enseignement supérieur et de l'orientation

Article 4 :

Délégation permanente est donnée à Mme Delphine PELADE, Directrice de l'Enseignement supérieur et de l'orientation, à l'effet de signer, tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences de sa direction, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Delphine PELADE, délégation de signature est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 4 du présent arrêté, à :

- Mme Béatrice LERAY-DEVEAUTOUR, pour ce qui relève du service « Projets immobiliers » ;
- Mme Charlotte BOINEAU, pour ce qui relève du service « Développement de la vie étudiante » ;
- M. Jean-Louis PONTET, pour ce qui relève du service « Orientation et formations supérieures ».

Article 6 :

Délégation permanente est donnée à Mme Béatrice LERAY-DEVEAUTOUR, Chef du service « Projets immobiliers » de la Direction de l'enseignement supérieur et de l'orientation, à l'effet de signer tous actes entrant dans la compétence de son service, notamment les demandes d'avances des mandataires et les actes relatifs à la liquidation des subventions en investissement, à l'exception des marchés publics supérieurs à 40 000 € HT, des conventions et des décisions défavorables.

Article 7 :

Délégation permanente est donnée à Mme Nathalie WEINSTEIN, à Mme Eliane SIMON et à Mme Violaine LIGNAC, à l'effet de signer tous les actes relatifs à la certification du service fait, ainsi que les procès-verbaux de réception de travaux relevant du service « Projets immobiliers » de la Direction de l'enseignement supérieur et de l'orientation.

Article 8 :

Délégation permanente est donnée à Mme Charlotte BOINEAU, Chef du service « Développement de la vie étudiante » de la Direction de l'enseignement supérieur et de l'orientation, à l'effet de signer tous actes entrant dans la compétence de son service, et notamment relatifs à la liquidation des subventions, à l'exception des marchés publics supérieurs à 40 000 € HT, des conventions et des décisions défavorables.

Article 9 :

Délégation permanente est donnée à M. Jean-Louis PONTET, Chef du service « Orientation et formations supérieures » de la Direction de l'enseignement supérieur et de l'orientation, à l'effet de signer tous actes entrant dans la compétence de son service, et notamment relatifs à la liquidation des subventions, à l'exception des marchés publics supérieurs à 40 000 € HT, des conventions et des décisions défavorables.

Direction de la recherche et des transferts de technologie

Article 10 :

Délégation permanente est donnée à Mme Cendrine CRUZILLE, Directrice de la recherche et des transferts de technologie, à l'effet de signer, tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution entrant dans les compétences de sa direction, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Article 11 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Cendrine CRUZILLE, délégation de signature est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 10 du présent arrêté à :

- Mme Gabrielle COSTA DE BEAUREGARD, pour ce qui relève du service « Recherche et culture scientifique » ;
- M. Romain VIDAL, pour ce qui relève du service « Transferts de technologie ».

Article 12 :

Délégation permanente est donnée à Mme Gabrielle COSTA DE BEAUREGARD, Chef du service « Recherche et culture scientifique » de la Direction de la recherche et du transfert de technologie, à l'effet de signer tous actes entrant dans la compétence de son service, et notamment relatifs à la liquidation des subventions, à l'exception des marchés publics supérieurs à 40 000 € HT, des conventions et des décisions défavorables.

Article 13 :

Délégation permanente est donnée à M. Romain VIDAL, Chef du service « Transferts de technologie » de la Direction de la recherche et du transfert de technologie, à l'effet de signer tous actes entrant dans la compétence de son service, et notamment relatifs à la liquidation des subventions, à l'exception des marchés publics supérieurs à 40 000 € HT, des conventions et des décisions défavorables.

Direction des formations sanitaires et sociales

Article 14 :

Délégation permanente est donnée à Mme Catherine LADOY, Directrice des formations sanitaires et sociales, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution entrant dans les compétences de sa direction, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Article 15 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine LADOY, délégation de signature est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 14 du présent arrêté à :

- Mme Nathalie CHAPPOT-GERBAUD, pour ce qui relève du service « Relations avec les étudiants » ;
- Mme Valérie VARAULT, pour ce qui relève du service « Relations avec les organismes » ;

Article 16 :

Délégation permanente est donnée à Mme Nathalie CHAPPOT-GERBAUD, Chef du service « Relations avec les étudiants » de la Direction des formations sanitaires et sociales, à l'effet de signer tous actes entrant dans la compétence de son service, et notamment relatifs à la liquidation des subventions, à l'exception des marchés publics supérieurs à 40 000 € HT, des conventions et des décisions défavorables.

Article 17 :

Délégation permanente est donnée à Mme Valérie VARAULT, Chef du service « Relations avec les organismes » de la Direction des formations sanitaires et sociales, à l'effet de signer tous actes entrant dans la compétence de son service, et notamment relatifs à la liquidation des subventions, à l'exception des marchés publics supérieurs à 40 000 € HT, des conventions et des décisions défavorables.

Article 18 :

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°17-107 du 19 juin 2017.

Article 19 :

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen,

Valérie PECRESSE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 20/02/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 20/02/2019

îledeFrance
Conseil régional

Réf. : I19-CRIDF-00030

ARRETE N°19-27
du 30 janvier 2019

portant délégations de signature
du Pôle Achats, Performance, Commande Publique, Juridique

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL
D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa Présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016 modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil économique, social et environnemental régional ;

ARRETE

Article 1er :

Délégation permanente est donnée à M. Marc SAUVAGE, Directeur Général Adjoint en charge du Pôle Achats, Performance, Commande Publique, Juridique, à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du pôle, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Article 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Marc SAUVAGE, délégation de signature est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 1er du présent arrêté à :

- Mr Charles-Edouard ESCURAT, Directeur des Achats, dans les limites des attributions de la Direction des Achats ;
- Mme. Marie-Noëlle DESAILLY, Directrice de la Commande Publique, dans les limites des attributions de la Direction de la Commande Publique ;
- Mr Xavier MANDRY, Directeur Juridique, dans les limites des attributions de la Direction Juridique.

Direction des Achats

Article 3 :

Délégation permanente est donnée à M. Charles-Edouard ESCURAT, Directeur des Achats, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences de la Direction des Achats.

Article 4 :

Délégation permanente est donnée à Mme Pascale BOURGEOIS, Chef du service Achats généraux, énergie, RH et communication, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences du service.

Article 5 :

Délégation permanente est donnée à M. Marouane ASKRI, Chef du service Achats MOE, travaux, infrastructure et maintenance, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences du service.

Article 6 :

Délégation permanente est donnée à M. Mehdi NECIB, Chef du service Achats IT, équipements et denrées alimentaires, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences du service.

Direction de la Commande Publique

Article 7 :

Délégation permanente est donnée à Mme Marie-Noëlle DESAILLY, Directrice de la Commande Publique, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences de la Direction de la Commande Publique.

Article 8 :

Délégation permanente est donnée à M. Cédric BRESOLIN, Chef du service Conseils et études marchés, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences du service.

Article 9 :

A partir du 16 février 2019, délégation permanente est donnée à M. Philippe CHAVEROT, Chef du service CAO, jurys et contrôle de légalité, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences du service.

Article 10 :

Délégation permanente est donnée à Mme Véronique DUPUIS, Chef du service Passation de marchés de prestations intellectuelles, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences du service.

Article 11 :

Délégation permanente est donnée à M Norbert DELAUNE, Chef du service des Marchés de construction et prestations associées, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences du service.

Article 12 :

Délégation permanente est donnée à M. Steven ZIAJA, Chef du service Passation des marchés de fournitures et de services, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences du service.

Direction juridique

Article 13 :

Délégation permanente est donnée à M. Xavier MANDRY, Directeur Juridique, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences de la Direction Juridique.

Article 14 :

Délégation permanente est donnée à M. Alexandre NAIT, Chef du service Contentieux et assurances, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences du service.

Article 15 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alexandre NAIT, délégation est donnée à M. Nicolas DEMARCHE, Chef de service adjoint contentieux et assurances, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 14 du présent arrêté.

Article 16 :

Délégation permanente est donnée à Mme Sophie BELLARD-LUCATS, Chef du service Conseil et études juridiques, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences du service.

Article 17 :

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté 18-153 du 30 mai 2018.

Article 18 :

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen,

Valérie PECRESSE